Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EMAN.
SALA DI STUDIO
55.66
1

BNCR
55.94
(093)
(22)
C 730
Tit, 3 1

Digitized by Google

COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

PUBLIÉS

PAR ORDRE DU ROI

ET PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PREMIÈRE SÉRIE

HISTOIRE POLITIQUE

Digitized by Google

Digitized by Google

LES OLIM

OU

REGISTRES DES ARRÊTS

RENDUS PAR LA COUR DU ROI

SOUS LES RÈGNES DE SAINT LOUIS, DE PHILIPPE LE HARDI
DE PHILIPPE LE BEL, DE LOUIS LE HUTIN ET DE PHILIPPE LE LONG

PUBLIÉS

PAR LE COMTE BEUGNOT

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME I

1254 — 1273

PARIS

IMPRIMERIE ROYALE

M DCCC XXXIX

Digitized by Google

SS. 4. 32 [illegible] / III. 3

Digitized by Google

PRÉFACE.

Dans les derniers temps de l'ancienne monarchie française, les institutions qui formaient la constitution du royaume avaient subi tant de modifications et de remaniements, leur pouvoir avait été si souvent avoué et étendu, si souvent contesté et restreint, que les attributions légitimes de chacune d'elles étaient devenues un objet de doute, et que les publicistes recherchaient et discutaient ce qui, dans l'intérêt de la société, aurait dû rester en dehors de toute recherche et de toute discussion. Ce grave inconvénient n'était point particulier à la France, car il existe chez toutes les nations qui sont restées soumises, pendant un long espace de temps, à l'empire des mêmes principes politiques, et dont les lois, au lieu d'avoir éprouvé à certaines époques une rénovation complète, n'ont subi que des modifications partielles et appropriées seulement au besoin des circonstances. A la suite de ces modifications, qu'aucun lien ne rattache à une idée générale et systématique, parce qu'elles ont été faites à des époques et dans des vues différentes, l'obscurité se répand sur le caractère d'institutions dont l'origine est perdue de vue, et qui, trouvant elles-mêmes dans cette incertitude une occasion d'étendre leur pouvoir, ne font aucun effort pour la dissiper.

Digitized by Google

Après la royauté, il n'existait pas en France d'institution politique qui jetât un plus vif éclat, et qui fût plus hautement soutenue par l'opinion, que le parlement de Paris. Placé, depuis la naissance de la monarchie féodale, près d'un trône qui reposait sur des bases mal assurées, il l'avait consolidé en propageant et en faisant dominer dans le pays des idées de justice et de droit, sans lesquelles il n'y a ni trône, ni monarchie. L'ancienneté de son origine, de mémorables services rendus à la patrie dans les circonstances les plus funestes, son indépendance forte et mesurée, et les vertus héréditaires de ses membres, telles étaeint les sources auxquelles le parlement puisait l'autorité qu'il exerçait sur les esprits, aussi bien que sur les affaires de l'État. Et cependant, alors que les étrangers proclamaient l'admiration que leur faisait ressentir cette grande et puissante institution, quand d'une voix unanime il était reconnu que jamais la justice n'avait été administrée avec plus de majesté et de conscience, ni la constitution politique et religieuse du pays défendue avec plus d'indépendance et de sagesse, les attributions légales du parlement de Paris étaient en France la source d'interminables débats qui, devenant de jour en jour plus animés, conduisirent la couronne à cette cruelle extrémité de briser elle-même l'instrument dont elle s'était servie pour remporter ses plus beaux triomphes.

Si, dans cette lutte pénible, la royauté parut violente et le parlement séditieux, il ne faut s'en prendre ni à la royauté, ni au parlement. Les temps étaient changés; et si la royauté poussait trop loin l'oubli des concessions que jadis elle avait faites, le parlement se les rappelait trop bien et ne tenait pas assez de compte des altérations que l'ancienne constitution de la France avait subies.

Digitized by Google

Dans les premiers siècles de la féodalité, quand le parlement n'avait encore qu'une existence précaire et variable, le roi parvint à attirer à ce tribunal la connaissance d'affaires qui excédaient évidemment sa compétence; favorisé par l'indifférence et l'inhabileté des seigneurs, par des circonstances heureuses et par l'artifice des gens de loi qu'il avait introduits dans le parlement, le roi s'empara peu à peu de tout le véritable pouvoir judiciaire, ne laissant aux seigneurs que d'inutiles débris de leur autorité; mais il ne put achever cette conquête qu'en permettant au parlement d'accroître son pouvoir beaucoup au delà de ce que voulait la constitution de la France. C'est ainsi que l'on vit le parlement, enhardi par l'approbation tacite qu'il recevait du trône, s'approprier le pouvoir qui lui avait été simplement délégué, prendre le titre et les prérogatives de la cour des pairs, juger les plus puissants vassaux de la couronne, ajourner des rois à sa barre, ou s'établir l'arbitre de leurs débats. Ce ne fut pas là le terme de ses empiétements : le parlement représentait le roi, il voulut aussi représenter la nation, et il y réussit.

De tout temps il avait existé en France des assemblées nationales qui étaient composées des chefs de l'armée, de ceux du clergé et des principaux officiers de la couronne; la tradition attribuait à ces assemblées, non pas le pouvoir législatif, mais le droit de décider les affaires d'état dont l'importance effrayait la responsabilité du monarque. Le roi ayant toujours reçu de ces assemblées un concours loyal et efficace, les envisageait avec confiance, et se plaisait à les réunir autour de son trône. Mais, lorsque Philippe le Bel eut admis dans ces assemblées les députés des villes, leur esprit changea; et pendant la captivité du roi Jean, cédant à l'effort des factions, elles devinrent un foyer de désordres et traînèrent l'État au

Digitized by Google

bord de l'abîme; dès lors la royauté ne les vit plus d'un œil aussi favorable, les convoqua rarement et dénia la prétention qu'elles affichaient de représenter la nation.

La royauté n'avait ni le besoin ni les moyens de s'emparer de la portion de pouvoir que l'opinion et les traditions attribuaient aux états généraux, et elle crut agir selon ses intérêts et avec prudence, en laissant le parlement, c'est-à-dire un corps qui tirait d'elle-même toute son autorité, qui lui était et qui devait lui rester dévoué, s'approprier une part du pouvoir législatif assez considérable, pour qu'aux yeux de la France l'exercice de la prérogative royale ne cessât pas d'être, en l'absence des états généraux, suffisamment contrôlé et limité. Cette nouvelle et si importante conquête s'opéra d'une manière détournée. Le roi l'approuvait en secret, mais il se garda de sanctionner ouvertement une innovation contre laquelle il sentait déjà qu'un jour il serait dans la nécessité de s'élever; et quand le parlement déclarait qu'en l'absence des états généraux il représentait la nation, ou lorsqu'il prétendait siéger dans ces états comme un ordre séparé, égal à la noblesse et au clergé, mais bien supérieur au tiers état, la couronne croyait de son devoir de protester, au nom de ses droits et de ceux de la nation, contre de semblables prétentions.

Le succès de la politique suivie par le trône avec habileté et persévérance fut complet, et la France inscrivit au nombre des maximes de son droit public, que le roi, considéré comme le représentant de la nation, était la source de tous les pouvoirs de l'état. Dès lors l'aristocratie féodale cessa d'exister. Mais ce qu'il avait été facile de prévoir arriva. La royauté, rentrée en possession de la puissance qui lui était nécessaire pour défendre et développer ses prérogatives, n'avait plus à soutenir de guerres opiniâtres contre ses grands vassaux, et

Digitized by Google

dominait de toute sa hauteur une bourgeoisie qui avait même cessé d'être turbulente : ses idées changèrent; elle ne considéra plus l'influence politique du parlement que comme une entrave inutile, et chercha à rompre cette digue élevée contre des périls qui avaient cessé d'exister, et dont le souvenir seul lui semblait une injure. Il était plus facile de grandir l'influence du parlement que de l'abaisser, car ce n'était pas les armes à la main que l'on pouvait lutter contre une réunion de magistrats habiles à donner à leurs envahissements les couleurs du droit, et dont l'unique ambition semblait être de rendre la France plus puissante et plus heureuse. Le parlement, en devenant une corporation aristocratique, avait appris l'art d'avancer avec prudence, de s'arrêter à propos, et de ne jamais rétrograder. La royauté se sentait à chaque instant gênée par des prétentions qui étaient devenues des droits, et auxquelles la sanction de l'opinion ne manquait pas plus que celle du temps. Le langage austère des orateurs parlementaires, que jadis elle avait écouté avec bienveillance, elle ne voulait plus le comprendre; elle déclarait que le parlement n'était qu'un tribunal supérieur, chargé d'administrer une bonne et prompte justice aux citoyens, et qui devait rester étranger au gouvernement de l'état. Le parlement citait en réponse des faits éclatants, des services rendus, des aveux obtenus de la couronne elle-même, une longue possession, enfin tout ce qui pouvait légitimer l'autorité politique qu'il avait conquise. Sans doute la royauté avait toujours la faculté de trancher par le déploiement de la force un débat aussi dangereux; mais elle était trop souvent contrainte par les circonstances de reconnaître des prétentions que peu auparavant elle avait déniées, et cette politique incertaine et flottante finissait toujours par ramener de nouvelles agitations.

La royauté n'était pas le seul adversaire du parlement. Cette cour entendit plus d'une fois contester ses prérogatives jusque dans son propre sein, et par ceux de ses membres qui contribuaient le plus à entretenir l'éclat qui entourait son pouvoir. Les pairs de France, dernier débris de l'ancienne aristocratie, siégeaient dans le parlement; mais ils ne montaient jamais à leur banc sans se rappeler que cette cour avait, plus qu'aucun autre pouvoir de l'état, contribué à dépouiller la noblesse du droit qu'elle possédait de rendre la justice; et le ressentiment de cette vieille injure, quoique déguisé d'ordinaire sous les apparences du dédain, vivait au fond de leurs cœurs, et les porta souvent à nier les droits du parlement avec autant de chaleur que le faisait la royauté.

On comprend maintenant pourquoi l'origine du parlement de Paris était devenue l'objet de tant de doutes, et de discussions si animées. Cette question historique, qui est obscure sans doute, mais qu'une critique consciencieuse et éclairée peut résoudre avec moins d'efforts qu'on ne le suppose, avait perdu son véritable caractère, et, transportée dans la région des passions, elle y était discutée et résolue par des jurisconsultes et des publicistes qui poursuivaient moins la connaissance de la vérité que le triomphe de l'opinion qu'ils voulaient servir.

Jusque dans les derniers moments de son existence, le parlement eut des amis dévoués, des champions ardents, je ne dirai pas des flatteurs, qui s'appliquaient à prouver qu'il était aussi ancien que la monarchie, et qu'il tirait son origine de ces vieilles assemblées qui existaient chez les Francs dès l'époque où Tacite peignait avec éloquence et vérité les usages de ce peuple. Parmi ces écrivains, quelques-uns, plus instruits et moins passionnés que les autres, se contentaient de faire

descendre le parlement d'une assemblée que Pepin le Bref, prêt à porter la guerre en Italie, établit et chargea du soin d'administrer la justice et de pourvoir, durant son absence, au gouvernement de ses états; d'autres enfin, éblouis par le prestige d'un nom fameux, attribuaient à Charlemagne la fondation du parlement.

Ses adversaires, soit qu'ils fussent les champions de la prérogative royale, les partisans des droits méconnus des états généraux, ou les inutiles défenseurs d'une aristocratie éteinte, ne considéraient le parlement que comme une simple cour féodale, créée par les rois de la troisième dynastie, en vertu des obligations que leur imposait la qualité de souverains justiciers du royaume, et dans laquelle, par une politique trop confiante, ils avaient laissé pénétrer une foule de docteurs et de gens de loi, qui, en usant avec adresse de la connaissance qu'ils possédaient des coutumes et des pratiques judiciaires, avaient fini par corrompre cette institution, et par exclure du parlement les grands vassaux de la couronne, qui seuls formaient le vrai conseil du roi. Parmi ces publicistes ou ces historiens, les uns, et ceux-là forment le plus grand nombre, font naître le parlement avec la féodalité, et regardent par conséquent Hugues Capet comme son véritable fondateur; d'autres donnent ce titre à saint Louis : il en est même qui ne croient pas que ce tribunal ait eu une existence régulière avant le règne de Philippe le Bel.

Aujourd'hui qu'il n'est plus possible de se passionner pour ou contre l'ancienneté d'origine et l'étendue des droits politiques du parlement, on doit considérer sans regret cette diversité d'opinions, car, quelque prévenus qu'aient été les auteurs de ces nombreux systèmes, ils ont envisagé le problème qui va nous occuper, sous tant d'aspects différents, et

produit un si grand nombre de preuves à l'appui des doctrines qu'ils voulaient faire prévaloir, que les éléments d'une solution définitive doivent se trouver au sein de leurs écrits. C'est donc à réunir et à coordonner ces matériaux qu'il faut s'attacher, bien plus qu'à élever un nouveau système sur les ruines de tant d'autres.

Il est inutile de suivre les partisans de la haute antiquité du parlement dans les régions reculées et obscures où ils s'enfoncent. Une révolution s'opéra dans les lois et le gouvernement de la France à l'époque qui vit crouler le trône des princes carlovingiens; cette révolution, qui devint le principe de lois, d'institutions et de mœurs nouvelles, donna naissance au régime sous l'égide duquel le parlement commença d'exister, ou affermit et développa son pouvoir. Si je parviens à démontrer que toutes les institutions politiques de la France, et plus particulièrement les institutions judiciaires fondées par Charlemagne ou par les héritiers de son pouvoir, périrent lorsque le gouvernement féodal fut établi en France, il sera suffisamment prouvé que le parlement de Paris ne fut institué ni par Clovis, ni par Pepin le Bref, ni par Charlemagne.

Il existe dans les sociétés des institutions qui appartiennent à tous les temps, et sans lesquelles il serait impossible de comprendre qu'un peuple, si peu avancé qu'on le supposât dans les voies de la civilisation, pût subsister un seul instant. Telles sont les institutions judiciaires. Les mêmes institutions judiciaires ne durent pas toujours, mais elles succèdent immédiatement les unes aux autres. La place occupée par celle qui a perdu sa puissance est prise aussitôt par une autre, qui est remplie de jeunesse et de force; car la société ne peut se passer de justice. On ne doit donc pas s'étonner si des histo-

riens prévenus, ou disposés à se laisser séduire par les apparences, ont considéré cette succession d'institutions différentes comme de simples transformations de la même institution. C'est là une des erreurs dans lesquelles l'esprit de système tombe le plus fréquemment. Ils ont vu, dès l'origine de la monarchie française, non-seulement des juridictions inférieures, car ces juridictions sont de droit naturel, mais une cour suprême qui entourait le souverain, le fortifiait de ses conseils et administrait, en son nom, la haute et souveraine justice. Sous la deuxième dynastie, ils retrouvent sinon le même tribunal, au moins une cour dont les attributions sont analogues; et quand, parvenus à l'époque de la troisième race, ils entendent le parlement célébrer son antique origine, et dérouler avec orgueil ses vieux titres de gloire, ils s'attachent avec confiance à ces apparences. Ils auraient dû attribuer aux institutions moins de longévité, et aux révolutions plus de puissance. Quand je songe que le système féodal renouvela tout en France, qu'il changea les rapports du souverain avec les sujets et des sujets entre eux, et qu'il n'exerça pas moins d'empire sur les mœurs, les idées et les préjugés de la nation, que sur ses lois et son gouvernement, je m'étonne qu'on ait pu penser que le parlement de Paris soit seul resté debout, comme une colonne inébranlable, au milieu de ce bouleversement. Mais de simples dénégations ne peuvent suffire pour détruire un système qu'ont adopté des écrivains habiles et savants; je vais donc entrer dans l'examen d'une question qui a été si souvent controversée, et montrer, à l'aide de preuves positives, que les institutions judiciaires fondées ou maintenues par les Carlovingiens eurent le même sort que le trône de ces princes.

Plusieurs publicistes, et parmi eux il suffira de citer Pas-

quier pour faire comprendre que leur opinion mérite un sérieux examen, ont cru que le parlement tirait son origine des assemblées générales que les rois de la première et de la seconde race avaient l'habitude de convoquer, et qui étaient désignées sous les noms de *Champs de mars* et de *Champs de mai*. Il faut commencer par détruire cette opinion, afin de pouvoir ensuite porter notre attention sur d'autres assemblées véritablement judiciaires qui, avec plus de motifs, pourraient être représentées comme ayant donné naissance au parlement; et chercher si, parmi ces assemblées, il ne s'en trouve pas une qui se soit perpétuée de la deuxième à la troisième race.

Les assemblées nationales nommées *placita*, *malla*, *concilia*, *synodi*, et par quelques historiens modernes *parlements*, occupent une grande place dans les annales de nos deux premières dynasties. Si le désordre des temps, l'opposition du caractère des différents peuples et les continuels changements des circonscriptions territoriales ne permirent pas, sous la première race, de donner à la tenue de ces assemblées et à leurs fonctions le caractère d'une institution stable et régulière, Charlemagne, en réunissant sous son autorité unique les états, qui précédemment avaient été régis par tant de princes différents, et en soumettant ce vaste empire aux règles d'une administration forte et éclairée, fut conduit à compléter l'institution des assemblées nationales, et à les placer au sommet de l'édifice politique que sa sagesse avait élevé.

A partir du règne de ce prince et jusqu'à l'époque du dernier de ses débiles et malheureux successeurs, on reconnaît l'influence de ces assemblées aussi bien sur les affaires ordinaires de l'état que sur les catastrophes qui trop souvent faisaient tomber le sceptre des mains d'un roi, ou conduisaient dans le cloître l'héritier d'un trône.

Hincmar, qui fut archevêque de Reims sous le règne de Charles le Chauve, et qui, ayant été élevé à la cour de Louis le Débonnaire, put facilement considérer et étudier les ressorts du gouvernement sous lequel il vivait, a donné, dans une lettre adressée aux grands du royaume, des détails précis sur la convocation, le régime et les fonctions des placites généraux [1]. On voit, dans cette sorte de traité, que les placites se tenaient habituellement deux fois par an, l'un à l'entrée de l'été, l'autre vers la fin de l'automne; que, dans la première de ces réunions, on réglait l'ordre de l'état, la paix, la guerre, les alliances, les successions au trône, en un mot toutes les affaires d'un intérêt puissant et général; que, dans la seconde, on recevait les dons annuels ou revenus ordinaires du roi, on préparait et discutait à l'avance les projets qui devaient être portés au placite d'été ou au champ de mai. Dans tout ce que rapporte Hincmar rien n'autorise à penser que les placites généraux aient exercé les fonctions d'un tribunal supérieur ou d'une haute cour nationale. Sans doute ces assemblées ont plus d'une fois condamné des rois ou dégradé des princes, mais le rang des condamnés, le genre des condamnations et les circonstances qui les accompagnèrent, montrent que ces faits mémorables étaient des actes de haute politique et non les arrêts d'un tribunal régulier.

Si l'on persistait à penser que les placites généraux exerçaient régulièrement une portion du pouvoir judiciaire, alors je dirais que même dans ce cas on ne pourrait, en aucune façon, rattacher à ces assemblées l'origine du parlement, car il est facile de montrer qu'elles cessèrent à l'époque de l'avénement au trône de Hugues Capet, et furent remplacées, au moins dans le duché de France, par une assemblée qui, étant

[1] *Recueil des Historiens de France*, t. IX, p. 267, n° XXIX.

composée conformément aux principes féodaux, n'avait aucune analogie avec les anciens placites.

L'état de la France sous les règnes de Louis le Bègue, de Louis et de Carloman, et de Charles le Gros, est assez connu pour qu'il soit inutile de prouver qu'à cette époque de désordre il n'y avait plus, dans ce que l'on appelait encore le gouvernement, de place pour ces grandes assemblées de la nation, au sein desquelles tout se passait avec calme et majesté, et qui avaient pour mission d'imprimer un caractère uniforme aux actes d'une administration qui étendait son pouvoir sur des peuples différents les uns des autres par leurs mœurs, leurs intérêts et leur langage.

Lorsque la violence régnait partout, lorsque l'espoir de recueillir une portion de l'héritage des successeurs de Charlemagne était devenu l'unique pensée de tout seigneur qui joignait l'audace à la puissance; quand les principes de gouvernement établis par ce prince étaient tombés dans l'oubli, ou hautement méconnus, la seule institution des champs de mars et de mai, celle qui devait opposer le plus d'obstacles à l'ambition des seigneurs et à ce besoin de désordre et de destruction qui entraînait la nation, put-elle continuer de subsister et de remplir paisiblement ses hautes fonctions?

Des réunions de seigneurs eurent lieu à cette époque, et il est même aisé d'en citer qui accomplirent de grandes choses. La couronne fut décernée à Charles le Gros par une assemblée réunie à Gondreville en 885[1]. Lorsque ce prince, abandonné de tous ses sujets, se fut retiré en Allemagne, les grands se réunirent pour donner à Charles, dernier des enfants de Louis le Bègue, et à qui la couronne appartenait, un tuteur que sa jeunesse et l'état de la France réclamaient également. Le choix

[1] *Recueil des Historiens de France*, t. VIII, p. 65, b.

se porta sur Eudes, comte de Paris. Les peuples de la Gaule, *in unum congregati*, dit le chroniqueur de Metz[1], lui offrirent la couronne. Le même auteur mentionne une assemblée (*conventus publicus*) dans laquelle Gauthier, neveu d'Eudes, avait tiré l'épée contre ce prince, attentat qu'il paya plus tard de sa vie[2].

Il serait facile d'extraire du sein d'un grand nombre d'autres chroniques, des indications de réunions de seigneurs et de prélats, mais comme toutes ces réunions sont désignées par la même expression, *conventus publicus*, que les auteurs ne donnent aucun éclaircissement sur leur composition, il faut se borner à dire que la situation de la France au xe siècle permettait des assemblées de seigneurs, mais non des placites généraux ou nationaux. Les idées d'union et d'ordre étaient trop loin de tous les esprits.

Après l'avénement de Hugues Capet, il y eut des assemblées de seigneurs dans le duché de France, et dans les états de chacun des grands feudataires de la couronne, auxquelles ces nouveaux chefs de la France appelaient, avec leurs grands vassaux, des prélats et des seigneurs d'un rang inférieur. Les premiers rois de la troisième race étaient dans l'usage de faire couronner leurs successeurs par des assemblées de ce genre; mais il est inutile de s'arrêter à démontrer que ces assemblées n'avaient rien de commun avec les anciens placites carlovingiens, qui ne pouvaient exister à cette époque, c'est-à-dire dans un temps où le territoire de la France se trouvait partagé entre sept princes dont les titres étaient différents, mais qui jouissaient dans leurs états d'une même indépendance et d'un pouvoir égal. Regarder les réunions des grands vassaux de la couronne,

[1] *Recueil des Historiens de France*, t. VIII, p. 68, c.
[2] *Id.* p. 73, a.

ou les cours féodales qui entouraient les rois de France et tous les seigneurs qui jouissaient du droit de justice comme la dernière forme que les assemblées générales de la nation aient prise, ce serait tomber dans une double erreur; ce serait considérer comme unies étroitement les unes aux autres des institutions qui n'eurent d'analogue que le but dans lequel elles furent créées, et confondre des institutions judiciaires avec des institutions politiques.

Il reste maintenant à examiner si parmi les tribunaux supérieurs qui existaient sous les Carlovingiens, il en est un qui ait pu donner naissance au parlement. On comprend que la solution affirmative d'une pareille question n'aurait rien qui contrariât le raisonnement ni l'ordre naturel des choses. Lorsqu'une institution judiciaire a été conçue avec sagesse et solidement assise, et qu'elle a acquis, par le secours du temps, la faculté si rare de pouvoir se prêter aux changements que les idées et les mœurs éprouvent, il est possible que cette institution résiste à de fortes secousses politiques, et même à une profonde révolution: l'histoire en fournit quelques exemples. C'est donc par l'étude des faits particuliers que nous arriverons à la solution du doute qui vient d'être exprimé.

Depuis le commencement de la monarchie jusqu'à la destruction du système féodal, les rois de France ont toujours possédé et exercé deux juridictions: l'une, supérieure et générale, appartenait au souverain en sa qualité de chef suprême de l'état; l'autre ne s'étendait que sur les domaines que le roi possédait particulièrement et, pour ainsi dire, comme un apanage. Il résulte de là que l'on trouve, à toutes les époques de notre histpire, deux cours ou conseils supérieurs, auxquels le roi présidait ou était censé présider, et qui exerçaient les deux sortes de juridiction dont il vient d'être parlé. Ainsi sous

la dynastie carlovingienne il existait un tribunal supérieur nommé *Cour du palais*, et un tribunal particulier du roi, qui était *la Cour du sénéchal*.

La cour ordinaire du palais, celle qui exerçait la juridiction suprême du roi, nous est uniquement connue par les détails que donne Hincmar dans sa lettre aux grands du royaume, dont j'ai déjà eu occasion de parler, et par un assez grand nombre de jugements de cette cour qui nous sont parvenus[1]. Ces témoignages, dont l'authenticité ne peut être contestée, montrent que la cour du palais était un tribunal supérieur, qui terminait toutes les affaires contentieuses que l'espérance d'un jugement équitable y faisait porter des autres endroits du royaume où elles avaient pris naissance, et qui avait le droit de réformer les jugements injustes (*perverse judicata*) des comtes, des vicomtes ou des centeniers[2]. L'appel n'étant pas alors reçu comme un droit commun, la cour du palais cassait les arrêts des juges inférieurs en vertu du pouvoir discrétionnaire qui appartenait au roi et qu'il lui avait délégué: elle remplissait donc, à vrai dire, les fonctions, non d'une cour d'appel, mais d'une cour suprême; et la manière dont elle était composée montre qu'aucune autre désignation ne lui convenait mieux.

Le roi présidait la cour du palais. Louis le Débonnaire, n'étant encore que roi d'Aquitaine, y assistait trois fois la semaine, et, lorsqu'il devint empereur, il fit annoncer aux comtes et aux peuples, par les *missi*, que son intention était d'y assister chaque semaine une fois : « Nous avons chargé « nos envoyés, disait ce prince[3], de corriger, en vertu de notre

[1] *Historiens de France*, t. IV, p. 648; t. V, p. 697 et suiv.
[2] *Id.* t. IX, p. 265.
[3] *Id.* t. VI, p. 443.

« autorité, ce qu'ils se trouveront en état de réformer; nous avons « ordonné à tous les fidèles de les favoriser et de les aider dans « ce dessein. Nous voulons aussi qu'ils sachent que, pour cette « raison, nous siégerons une fois la semaine dans notre palais, « pour rendre la justice, afin que, par un comte ou par un « autre, il nous apparaisse plus clairement de l'exactitude de « nos commissaires et de l'obéissance du peuple. » Quand Charles le Chauve se rendit en Italie, il laissa la garde du sceau à son parent Adhalar, comte du palais, en lui prescrivant de tenir assidûment l'audience, s'il n'en était empêché par quelque raison, auquel cas il nommerait un de ses assesseurs en sa place, lui recommandant néanmoins de la tenir lui-même au moins une fois la semaine[1]. La principale fonction du comte du palais était de présider cette cour en l'absence du roi, et de régler tout ce qui se rapportait à l'instruction et au jugement des affaires : l'éclat qui entourait cette dignité témoigne assez que celui qui en était revêtu exerçait une haute influence dans l'état.

Les membres de la cour sont désignés par des titres différents. On les appelait *proceres*, *scabini palatii*, *rachimburges*, *doctores* ou *domini legum*. Il est difficile de déterminer la durée exacte de leurs fonctions, mais on ne peut douter qu'ils n'appartinssent à la première classe des officiers du royaume.

Il y eut, le 15 mars 693, une assemblée de la cour où se trouvèrent douze évêques, douze grands, huit comtes, huit graffions, quatre domestiques, quatre référendaires, deux sénéchaux, le comte du palais et plusieurs autres fidèles du roi[2]. Cinq évêques, quatorze comtes et dix-sept autres juges, assis-

[1] *Historiens de France*, t. VII, p. 702.
[2] *Id.* t. IV, p. 672.

tèrent à un jugement rendu par Charles le Simple, en 916[1]. Le même prince rendit au palais d'Héristal, en 919[2], un jugement auquel avaient pris part cinq évêques, douze comtes et dix-sept échevins du palais.

Je ne crois pas devoir m'arrêter plus longtemps sur les fonctions de la cour du palais et du comte palatin; divers auteurs ont traité ce sujet avec tous les développements désirables[3], et il me suffit, pour le but que je me propose d'atteindre, d'avoir montré les caractères principaux de cette grande institution judiciaire, la seule à l'existence de laquelle il soit possible de rattacher le parlement de Paris. Occupons-nous maintenant de la cour particulière qui était appelée *Cour du sénéchal*.

Les domaines des rois, ou terres fiscales, étaient d'une très-grande étendue, et il importait à ces princes que des biens qui fournissaient au luxe de leur cour et à plusieurs des dépenses de l'état fussent régis par une administration fidèle et vigilante. Les empereurs carlovingiens, et particulièrement Charlemagne, réglèrent avec une attention minutieuse tout ce qui tenait à la police intérieure de ces vastes et riches domaines. Des magistrats furent établis sous le nom de juges, maires, *villici*, intendants, etc. Ils rendaient la justice aux habitants des fiscs royaux, et les dirigeaient dans leurs travaux agricoles. Ces magistrats ruraux, que l'on désignait par l'expression générique de *ministériels*, soumettaient, comme tous les officiers inférieurs de l'empire, les actes de leur adminis-

[1] *Historiens de France*, t. IX, p. 526.

[2] *Id.* t. IX, p. 542.

[3] Du Buat, *les Origines ou l'ancien gouvernement de la France*, t. III, p. 152, 160; *Académie des inscriptions*, t. XXX, p. 587; du Cange, *Dissertation* XIV, *sur l'histoire de Joinville*, p. 225.

tration au contrôle annuel des envoyés du prince, mais ils étaient soumis à la juridiction particulière du roi, de la reine, et de la cour du sénéchal qui siégeait dans le palais impérial. On possède peu de renseignements sur ce tribunal, dont l'existence n'est même authentiquement démontrée que par le capitulaire *de Villis*[1]; mais ce témoignage, appuyé sur quelques autres preuves moins positives, autorise à regarder la cour du sénéchal comme la cour supérieure où étaient portés les dénis de justice et les appels intentés contre les jugements rendus par les tribunaux inférieurs des domaines fiscaux, et le sénéchal ainsi que le bouteiller, comme les administrateurs généraux de ces domaines.

Telles étaient les deux seules cours supérieures qui existaient à l'époque carlovingienne; au-dessus de ces institutions judiciaires on n'aperçoit que les assemblées de la nation, qualifiées quelquefois par des historiens modernes[2], mais à tort, tribunal suprême de la nation, parce que dans des circonstances rares elles prirent des mesures politiques qui ressemblent à des jugements; au-dessous on ne découvre que les juridictions inférieures des comtes, des vicomtes, et des centeniers. Si le parlement a pris son origine sous la seconde race, il doit nécessairement descendre ou de la cour du palais ou de la cour du sénéchal.

Quant à cette dernière cour, il est évident qu'elle n'a pu continuer d'exister après l'avénement au trône de Hugues Capet. Il y eut encore en France, à cette époque, un sénéchal, et les fonctions de ce grand officier de la couronne prirent même une nouvelle importance; mais son ancienne juridiction cessa dès l'instant que les fiscs royaux furent envahis et

[1] Baluze, *Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 331-338.

[2] Du Buat, *les Origines ou l'ancien gouvernement de la France*, t. III, p. 140.

partagés par les comtes, qui, après leur usurpation, se déclarèrent indépendants dans leurs districts. Si Hugues Capet ne put pas succéder au pouvoir politique des princes carlovingiens, il ne succéda pas davantage à leurs domaines fiscaux, qui, longtemps avant son heureuse entreprise, avaient été envahis, morcelés et partagés. Les comtes de Paris possédaient, eux aussi, des domaines riches et étendus, et ils sentaient peut-être plus encore que les autres seigneurs la nécessité de les faire régir avec économie et régularité; ils furent donc amenés à établir dans leur palais un tribunal qui ressemblait à la cour domaniale des princes carlovingiens, et à conférer à un de leurs officiers une juridiction analogue à celle que le sénéchal et le bouteiller avaient possédée. Mais cette institution était une création nouvelle qui avait pour but de régir des intérêts nouveaux, et dont l'origine ne peut pas remonter au delà de l'époque, où les troubles qui avaient signalé l'extinction de la seconde race étant apaisés, les nouveaux souverains de la France purent diriger leurs soins vers l'administration des domaines qui leur étaient échus en partage.

Il résulte de ce qui vient d'être dit, qu'on ne peut faire descendre le parlement de Paris ni des anciennes assemblées nationales, ni de la cour du palais, ni de la cour du sénéchal. Les auteurs, et ils sont en grand nombre, qui ont soutenu l'opinion contraire, semblent croire que l'établissement de la féodalité n'apporta aucun changement à l'organisation judiciaire de la France, tandis que de toutes les parties du gouvernement il n'en est pas une qui ait été plus que celle-ci soumise à l'empire absolu des mœurs et des idées nouvelles.

Le pouvoir judiciaire avait été précédemment regardé comme une partie intégrante de la souveraineté, et les officiers qui l'exerçaient n'étaient que de simples délégués du

monarque, qui pouvait, quand il le voulait, juger par lui-même ou réformer les jugements qui avaient été rendus en son nom. Tel était le principe qui dominait sous la première et sous la seconde race. La féodalité fit au contraire dériver le pouvoir de juger de la possession du fief. Chaque seigneur fut juge dans ses domaines, au même titre qu'il y était seigneur. Personne, sans en exclure le roi lui-même, n'avait le droit de réformer ses arrêts, et lorsque ce principe fut attaqué, la féodalité déclina. Comment donc pourrait-on établir entre deux systèmes judiciaires aussi opposés le moindre rapport? Comment supposer qu'une institution judiciaire d'un ordre élevé, qui existait sous le premier de ces régimes, put se maintenir sous le second, en dépit, non pas d'une réforme dans l'organisation du système judiciaire, mais d'un changement complet de principes? Ici, et en présence d'une aussi grande impossibilité, il serait permis de conclure sans invoquer l'appui des faits; mais j'en ai produit un assez grand nombre pour être autorisé à croire que la vérité du système que je défends est démontrée aussi bien par les témoignages de l'histoire que par les simples indications du raisonnement. Si l'origine du parlement de Paris ne remonte ni à la première race, ni à la seconde, elle doit, par conséquent, se trouver au sein de la féodalité, source de toutes les grandes institutions qui, pendant huit siècles, ont servi de base à l'organisation sociale en France.

Il faut donc rechercher parmi les institutions dont ce nouveau système de gouvernement entoura le trône, celle qui donna naissance au parlement, en ayant soin de n'aborder aucune question qui ne soit unie intimement à celle qui est l'objet de ce mémoire.

Les historiens ont signalé trois institutions particulières qui avaient pour but de favoriser l'exercice de l'autorité dévolue au

roi, considéré soit comme chef et représentant de l'aristocratie féodale, soit comme seigneur direct des provinces qui, dans le partage des biens de la dynastie carlovingienne, lui étaient échus. Ils ont affirmé qu'il existait en France, dés les premiers temps de la troisième race, des assemblées politiques composées de prélats et de seigneurs, que le roi réunissait pour délibérer sur les affaires de l'État, et que ces assemblées avaient le caractère de celles que l'on a vues sous les deux précédentes dynasties. Il serait difficile de contester cette assertion; car, ainsi que je l'ai dit, des assemblées de ce genre sont de tous les temps et de tous les pays. Partout les chefs des gouvernements sentent le besoin de réunir autour de leur trône les hommes les plus influents et les plus éclairés d'entre leurs sujets, et de conférer avec eux sur les grands intérêts qui sont confiés à leur vigilance. La féodalité put modifier, mais non pas détruire un usage qui était le produit d'une nécessité.

Les deux autres institutions étaient au contraire le résultat immédiat de l'organisation judiciaire que la féodalité avait introduite en France. Ici quelques explications sont indispensables.

Deux caractères différents se réunissaient sans se confondre dans la personne du roi. Il était, comme dernier terme de la hiérarchie féodale, chef-seigneur des grands vassaux de la couronne, qui ne relevaient que de lui seul, et, en sa qualité de duc de France, seigneur suzerain de tous les vassaux qui, dans les provinces dont était composé le duché de France, tenaient de lui des fiefs. Des relations analogues, mais cependant distinctes, l'unissaient à ces deux ordres de vassaux. Il devait aux uns et aux autres la justice, mais cette justice ne pouvait être administrée dans un seul et même tribunal, puisqu'une distance énorme séparait, dans l'ordre féodal, les

grands vassaux de la couronne des simples vassaux du duché de France, et que, selon les principes de ce régime, les membres d'une même cour devaient être égaux entre eux.

On a tiré de ces prémisses incontestables la conséquence qu'il exista, dès les premiers temps de la féodalité, une haute cour que le roi présidait, où ne siégeaient que les grands vassaux, et qui jugeait seulement les procès du roi avec les grands vassaux, ou des grands vassaux entre eux. Bientôt je montrerai ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans cette assertion.

Le roi n'exerçait de souveraineté directe que dans le territoire que l'on appelait le duché de France, et qui comprenait, en outre de vastes domaines situés dans la Picardie et la Champagne, les ville et comté de Paris, et l'Orléanais. Cette riche dépouille, arrachée par Robert le Fort à Charles le Chauve, était le domaine héréditaire des rois, qui la possédaient au même titre que les ducs de Normandie, de Guienne et de Bourgogne, et les comtes de Flandre, de Toulouse ou de Champagne, tenaient eux-mêmes leurs provinces. Les vassaux de ce duché relevaient uniquement du duc de France, et étaient dans une situation semblable à celle de tous les vassaux des grands feudataires de la couronne. Le roi, pour remplir ses devoirs à l'égard de ses vassaux particuliers, dut donc instituer dans son duché une cour particulière, pareille à celles qui existaient dans les états des vassaux directs de la couronne, et qui par conséquent différait essentiellement de la cour royale, que l'on appelait pour ce motif, cour de France. Cette cour ducale ne jugeait que les débats du duc de France avec ses vassaux, ou de ses vassaux entre eux.

Cette opinion sur les deux cours du roi a été adoptée par le plus grand nombre des publicistes et des historiens qui ont

écrit sur les institutions judiciaires de la France, et il faut reconnaître que cette manière de voir est conforme à la théorie des lois féodales et aux usages qui, à une époque, furent généralement admis en France. Mais la féodalité ne sortit pas tout armée du sol de la France. Ce gouvernement fut le résultat d'une sorte de fusion qui s'opéra, non sans un combat long et pénible, entre les principes divers qui avaient régi ce pays depuis la conquête des Francs jusqu'à la destruction du trône de Charlemagne. L'action lente et insensible du temps put seule disposer les mœurs publiques à porter le joug des usages nouveaux que la féodalité imposait à la France; et ces usages ne prirent une forme précise et ne furent réduits en théorie que quand ils ne trouvèrent plus d'anciennes habitudes à vaincre ni de résistances à dompter. Les principes du droit féodal, qui, au XIIIe siècle, paraissaient à Ibelin, à Glanville, à Britton, à Fontaines, à Beaumanoir, des lois positives qu'il ne restait plus qu'à éclaircir et à coordonner, n'étaient encore, sous les règnes de Hugues Capet, de Robert, de Henri Ier, et de leurs successeurs immédiats, que des règles contestées et incertaines qu'il fallait fixer, et sur l'existence desquelles il ne régnait aucune opinion unanime. Ainsi cette distinction entre les deux caractères que le roi réunissait en sa personne, distinction qui nous paraît si vraie et si naturelle, rien n'indique, dans les actes publics, dans les chartes particulières, ou dans les historiens, qu'elle ait été faite avant le XIIIe siècle, époque où l'on commença à méditer sur les lois féodales et à élever de simples usages au rang de principes.

On chercherait vainement, avant cette époque, le moindre indice qui révélât l'existence des deux cours dont il a été parlé; on n'apercevrait jamais autour du roi qu'un conseil composé et réuni irrégulièrement, dont le pouvoir était très-

étendu, mais nullement défini, qui délibérait sur la paix et sur la guerre, sur les ordonnances générales ou particulières, sur tout ce qui se rapportait aux grands intérêts de l'association féodale; qui jugeait les causes des hauts barons et celles des simples vavasseurs, et dans lequel entraient, sur la convocation et sous le bon plaisir du roi, des prélats, des grands vassaux de la couronne, des vassaux du duché de France, des officiers du palais, et d'autres seigneurs auxquels la faveur du roi ou les événements attribuaient une importance passagère. Si l'on voulait comparer cette assemblée à quelque autre, il faudrait dire qu'elle ressemblait, dans des proportions très-réduites, et seulement par sa forme extérieure, à ces placites généraux de la seconde dynastie, dont elle portait même le nom. Quelques exemples feront connaître le caractère de cette assemblée.

L'abbé de Corbie se plaignit, en l'année 1016, au roi Robert, des vexations qu'exerçait contre son couvent, Herbert, qui en était l'avoué. Le roi explique, dans un diplôme donné à Pont-Sainte-Maxence, que l'avoué a été cité à comparaître devant lui et devant ses princes, et que, s'il enfreint la décision qui vient d'être prise par ces mêmes personnes[1], il doit craindre, avec la haine du roi, la damnation éternelle. Cet acte, quoiqu'il soit intitulé *diploma*, était un arrêt, et ces princes, que le roi nomme après lui, firent l'office de juges; cependant on ne peut considérer cette assemblée du roi et de ses princes comme un véritable tribunal, institué antérieurement, et qui avait une compétence définie et des formes de procéder déterminées; encore moins pourrait-on reconnaître dans cette assemblée l'une ou l'autre des deux cours

[1] « Hanc igitur sanctionem nostram ac principum nostrorum. » (Martenne, *Amplissima collectio*, t. I, col. 380.)

dont j'ai contesté l'existence; car, si par le mot *principes* on entendait les grands vassaux, et que l'on en tirât la conclusion que cette réunion était l'assemblée des grands vassaux de la couronne ou la cour des pairs de France, je demanderais à quel titre l'avoué de l'abbaye de Corbie pouvait être jugé par ces puissants seigneurs; si cette assemblée n'était que la cour du duché de France, pourquoi le roi qualifiait-il *principes* les arrière-vassaux de la couronne?

Dans une charte du même roi Robert, de l'an 1027, on voit que les moines de l'abbaye de Jumiéges se plaignirent au roi de ce qu'un chevalier, nommé Hermann, s'était emparé d'une de leurs terres, et lui demandèrent justice. Le roi ajourna Hermann à Senlis, devant un placite de fidèles qui devaient s'y réunir[1], examina l'affaire et prononça en faveur de l'abbaye. La charte, qui semble un acte pur et simple de l'autorité royale, et non un arrêt rendu par un tribunal, porte les signatures de Henri, fils du roi, qui avait été couronné du vivant de son père, d'Eudes, comte de Chartres et de Blois, de Richard, comte de Normandie, de Garnier, vidame, de Léric, archevêque de Sens, de Roger, évêque de Coutances, de Foulques, évêque, et d'Azelin, évêque de Laon. Ainsi, en regardant cette charte comme un arrêt, on devrait dire que cet arrêt fut rendu par des seigneurs ecclésiastiques et laïcs de tout ordre: par un archevêque, plusieurs évêques, un grand vassal de la couronne, un vassal du duché de France et un simple vidame; et cependant le sujet du procès était peu important, et la plainte aurait dû être portée à la cour de Normandie, si à cette époque on avait eu des idées justes sur l'ordre des juridictions.

[1] « Apud Silvanectensem urbem, coram nostris fidelibus, ad placitum adscivi. » (Martenne, *Amplissima collectio*, p. 390.)

Henri Ier termina, en l'année 1047, un procès qui existait entre Raynold, abbé de Saint-Médard hors Soissons et Robert de Choisy[1]. Les lettres données à ce sujet portent que l'abbé s'était rendu près du roi, qui se trouvait alors à l'abbaye de Saint-Étienne de Choisy, pour se plaindre des violences dont il était la victime, et faire triompher la vérité devant une assemblée composée d'évêques, d'abbés et de beaucoup de nobles[2]. L'abbé obtint gain de cause; et, afin d'empêcher le retour des injustices dont il se plaignait, le chancelier lui remit des lettres qui avaient été signées par les témoins et par le roi[3]. Parmi ces témoins on remarque l'archevêque de Reims, les évêques de Soissons, de Meaux, de Laon, de Senlis, de Châlons, puis un comte, un vicomte, un chevalier, un prévôt, un maréchal et diverses autres personnes qui ne prennent aucun titre. Cette assemblée, dont les membres, choisis dans les rangs les plus élevés de la société, sont appelés témoins, n'était pas une véritable cour féodale jugeant en vertu d'un droit ou d'une obligation, et dans des formes antérieurement déterminées. Rien n'indique même que le roi se soit rendu à l'abbaye de Saint-Étienne pour y tenir sa cour, et qu'il se soit fait accompagner de juges véritables; car ces prélats et ces seigneurs, dont on lit les noms au bas du diplôme, auraient pu aussi bien délibérer une ordonnance, ou décider une question quelconque de droit politique, que juger le pro-

[1] « Hac ex causa Raynoldi, abbatis Sancti-Medardi, et Roberti de Codiciaco altercatio longa, in presentiam usque Henrici, invictissimi regis Francorum, perducta, ejus est justo judicio et regali auctoritate finita. » (Mabillon, *Ars diplomatica*, p. 584.)

[2] « Coram episcopis, et abbatibus ac nobilibus multis qui infra notati sunt. » (*Id. ibid.*)

[3] « Idoneorum testium nomina quibus presentibus id actum est et firmatum, hic inferius signavimus. » (*Id. ibid.*)

cès de l'abbé de Saint-Médard; et l'on va voir que cela arrivait en effet.

Henri Ier donna à la ville d'Orléans, en l'année 1051, des lettres sur un point de police municipale très-peu important. Cependant ces lettres sont contre-signées par l'évêque d'Orléans, l'archevêque de Reims, le bouteiller, le prévôt de Saint-Malbert, le voyer, le sous-voyer, l'échanson, le cellier, le chancelier et deux autres personnes qui ne prennent pas de titre[1]. Le conseil dans le sein duquel ces lettres furent délibérées ne différait donc point, quant au nombre et à la qualité de ses membres, du placite où l'affaire de l'abbé de Jumiéges avait été jugée; et il ne faut pas conclure de ce que plusieurs officiers de la maison du roi assistèrent à cette assemblée, tandis qu'aucun d'eux ne signa l'arrêt rendu contre Hermann, que ces deux assemblées étaient différentes, car, à une époque postérieure, le droit de ces officiers d'entrer dans le parlement fut solennellement reconnu.

Philippe Ier tint, en 1066, une assemblée publique (*colloquium publicum*) à Compiègne, pour y juger un procès entre Raynold et Albéric, abbé de Choisy. A ce colloque assistèrent Baudouin, le tuteur du roi; l'archevêque de Reims, les évêques de Soissons, d'Amiens, de Beauvais, de Noyon et de Thérouanne, et plusieurs seigneurs[2].

Jusqu'au milieu du XIe siècle les rois de France se faisaient assister dans l'exercice de leur pouvoir politique ou judiciaire par des personnages éclairés et puissants, et particulièrement par des prélats, auxquels ils déléguaient momentanément une portion de l'autorité royale. La réunion de ces personnages formait une assemblée à la fois religieuse, politique et judi-

[1] *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 1.

[2] Montfaucon, *de Re diplomatica*, p. 585.

ciaire qui n'avait ni époque fixe de convocation, ni lieu déterminé de réunion, ni règles positives pour délibérer; création incomplète sans doute, mais dans le sein de laquelle le germe d'institutions plus clairement délimitées, et que l'amélioration des idées et des mœurs de la France rendait nécessaires, se trouvait déposé.

On sera peut-être surpris de voir que la hiérarchie féodale qui avait été fixée avec tant de précision soit restée si longtemps privée d'un tribunal suprême, dernier terme et couronnement de la vaste organisation judiciaire que la féodalité avait créée; mais en se rappelant la situation de la France à cette époque, on comprendra que les idées d'indépendance qui firent naître la féodalité, et qu'elle consacra, durent s'opposer, dans le principe, à l'établissement d'un pareil tribunal, qui aurait été un frein trop puissant contre des ambitions qui n'avaient pas secoué le joug des Carlovingiens pour en accepter aussitôt un autre.

On veut que les grands vassaux, c'est-à-dire les ducs de Bourgogne, de Normandie, de Guienne et les comtes de Toulouse, de Flandre et de Champagne, qui n'avaient supporté qu'en frémissant l'élévation au trône du duc de France, et qui transmirent jusqu'à leurs derniers descendants un orgueil supérieur même à leur puissance, aient puisé dans les faveurs dont la fortune les entourait, des idées de légalité et de justice qui les amenèrent à subir sans opposition l'établissement d'un tribunal qui, étant chargé de juger et de décider les débats qui surgissaient entre eux, aurait eu nécessairement une autorité plus grande que la leur; mais ouvrons l'histoire, et nous y verrons que sous les règnes de Hugues Capet, de Robert, de Henri et de Philippe, la France ne respira pas un instant entre les guerres que les seigneurs ne

cessaient de se faire les uns aux autres, guerres qui presque toutes prenaient leur origine dans des droits ou des prétentions qui, dans une société mieux ordonnée, auraient été du ressort des tribunaux.

Les vassaux inférieurs n'étaient pas animés de sentiments plus pacifiques. Lorsque les querelles de leurs suzerains les laissaient un moment respirer, ils employaient cet instant de liberté à vider leurs propres querelles; car le droit de guerroyer son voisin était placé au nombre des plus nobles prérogatives des seigneurs. Il fallut toute l'autorité des idées religieuses et les efforts constants et fermes de la royauté, pour les amener à consentir seulement à une trêve momentanée. Ceux des seigneurs qui se sentaient trop faibles pour employer avec succès le moyen usité des guerres privées, ou qui n'avaient pas encore pu réparer les dégâts causés dans leurs domaines par une guerre récente, portaient, il est vrai, leurs griefs à la cour de leur suzerain; mais dans cette cour on ne connaissait d'autre mode de procéder que le combat judiciaire, qui était une guerre privée réduite à ses proportions les plus simples. Il faut donc reconnaître que dans cette société à peine constituée tout était régi par la force, et que c'est poursuivre une illusion que d'y chercher des principes de droit, et plus encore des règles précises de juridiction.

Heureusement la France n'était pas condamnée à rester toujours soumise aux caprices ou aux excès de la violence. Parmi les usages que la féodalité avait adoptés, plusieurs se propagèrent et prirent peu à peu le caractère de lois. Quoique ces lois eussent pour origine le droit que les seigneurs s'étaient arrogé de disposer arbitrairement de la vie et des biens de leurs sujets, il n'en est pas moins vrai que dès l'instant qu'elles furent fixées, la tyrannie des seigneurs eut des

limites; et alors il se trouva des hommes qui dévouèrent leur vie à expliquer les principes d'où découlaient ces lois, à en rendre la connaissance plus populaire et l'application plus facile. Il y eut, à partir de cette époque, une théorie des lois féodales, et nous pouvons aujourd'hui accepter comme des faits certains, les développements et les déductions naturelles de cette théorie; mais procéder par voie d'induction, lorsqu'on traite d'une époque où cette théorie n'existait pas, c'est intervertir la succession des idées et des faits. Tel est le reproche que l'on doit adresser aux historiens qui, en voulant déterminer l'autorité judiciaire des cours féodales et le mode d'action de cette autorité, ont transporté dans les xe, xie et xiie siècles, des idées qui n'appartiennent réellement qu'au xiiie.

Tout ce qui contribuait en France au rétablissement du bon ordre, à la propagation des lumières et à l'amélioration du gouvernement, tournait au profit de la royauté, parce que l'unité du pouvoir était le principe dont la société féodale sentait le plus vivement l'absence. L'idée d'un recours au suzerain, en cas de déni de justice ou de jugement inique, ne pouvait pas s'établir sans que le roi, chef de la hiérarchie féodale, ne devînt le juge suprême de la nation ou le réformateur des arrêts rendus par les vassaux immédiats de la couronne. Les seigneurs résistèrent longtemps au triomphe d'une doctrine dont les principes du droit romain favorisaient la propagation, et qui devait ruiner leur autorité judiciaire; mais ils participèrent assez au changement qui s'était opéré dans les mœurs, pour ne plus rougir de porter leurs débats devant le roi, ou plutôt devant ce conseil royal, qui, par l'importance et le nombre des affaires que l'on soumettait à son jugement, autant que par la fréquence de ses réunions,

le nombre et la dignité des personnages qui le composaient, prit, avec le nom de *curia regis* ou *gallicana*, le caractère d'un véritable tribunal.

Les arrêts qui furent rendus par la cour de France pendant la première moitié du XIIe siècle, c'est-à-dire sous les règnes de Louis VI et de Louis VII, ne diffèrent pas, quant à leur forme et quant à la qualité des juges qui y concoururent, des arrêts dont la date est plus ancienne. Ce sont toujours des jugements rendus par une assemblée dont la composition n'était nullement conforme aux principes rigoureux de la féodalité, mais où la volonté du roi appelait les prélats les plus distingués, quelques grands feudataires, des officiers du palais, beaucoup de simples seigneurs, et où déjà s'introduisent, comme assesseurs, quelques clercs obscurs qui, sans doute, doivent cet honneur à la connaissance du droit qu'ils possèdent.

En l'année 1136 la comtesse de Soissons et Goslin, évêque de cette ville, portèrent leurs débats devant la cour du roi, qui se trouvait à Saint-Germain-en-Laye. L'évêque obtint gain de cause; un diplôme daté de Laon, signé par le roi et par quatre officiers du palais, et expédié par le chancelier, est le seul monument qui constate cet arrêt[1].

Ainsi, dans cette circonstance, quatre officiers du palais formèrent la cour du roi; aucun prélat, aucun grand vassal n'y siégea, et les parties, malgré l'élévation de leur rang, ne firent entendre aucune réclamation, parce qu'elles se regardèrent comme dûment jugées, l'ayant été par le roi. Si le roi eût été absent, assurément la comtesse et l'évêque de Soissons ne se seraient pas laissé juger par quatre officiers du palais; mais la présence du chef-seigneur semblait com-

[1] Martenne, *Amplissima collectio*, t. I, col. 1190.

muniquer aux personnes qu'il appelait près de lui un caractère suffisant pour prononcer dans toute espèce de causes. Cette idée maintint la cour de France au-dessus des règles ordinaires de juridiction féodale, et lui facilita les moyens de détruire les priviléges des grands vassaux, ainsi que je le montrerai plus tard.

En 1153 l'évêque de Langres et son vassal le duc de Bourgogne plaidèrent devant la cour du roi, dans des circonstances que je vais faire connaître. Eudes II, duc de Bourgogne, s'était soustrait à l'hommage qu'il devait à l'évêque de Langres, et venait même d'exercer plusieurs actes d'hostilité contre lui et les siens. Cet évêque, après l'avoir inutilement cité deux fois en sa cour de Langres, recourut au roi, pour qu'il le fît ajourner à la cour de France. Le roi donna aussitôt un jour aux deux parties, afin qu'elles vinssent à Moret plaider elles-mêmes leur cause. Les parties ayant comparu au jour marqué, l'évêque exposa ses griefs contre le duc, et celui-ci chercha à se justifier. Le débat fut long et animé. Enfin on alla aux opinions, mais les juges dirent qu'il fallait continuer la cause à un autre jour. Le roi indiqua donc une seconde audience; l'évêque y vint, mais le duc se fit excuser. Le roi continua pour la seconde fois la cause à un nouveau jour. L'évêque s'y rendit, mais le duc fit encore défaut. Un troisième jour ayant été assigné, le duc n'en tint pas plus de compte. Alors le roi, après avoir entendu son conseil, envoya au duc un messager qui le trouva en parfaite santé; et cet envoyé lui ayant, de la part du roi, donné un quatrième jour pour le jugement de la cause, le duc répondit qu'il ne pouvait pas supporter tant de verbiage. Sur cette réponse, le roi condamna le duc et adjugea à l'évêque de Langres le gain du procès. L'arrêt, qui est rédigé avec beaucoup de soin, et qui reproduit

fidèlement les dires des parties, porte les signatures des personnages suivants, Guy, bouteiller; Mathieu, connétable; Mathieu, camérier; témoins qui déposèrent: Hugues, archevêque de Sens; l'évêque de Langres, Théobald, évêque de Paris; Alain, évêque d'Auxerre; Bernard, archidiacre de Paris; Théodoric Galeran, Adam, camérier, *et plusieurs autres*[1]. D'où il suit que l'arrêt fut rendu, comme dans le cas précédent, par le roi et trois officiers de sa maison; car les prélats dont on lit ensuite les noms n'intervinrent que comme de simples témoins; et cependant le procès existait entre deux grands vassaux de la couronne. L'absence de tout grand vassal était si peu une cause de nullité, que le duc de Bourgogne, qui alléguait un motif peu convenable pour ne point obéir à la sommation de son suzerain, ne songea pas à répondre qu'il ne devait être jugé que par ses pairs. Eût-il gardé le silence sur une atteinte portée à sa dignité?

Dans un diplôme de l'année 1166 Louis le Jeune, après avoir fait une vive peinture des maux qui venaient d'écraser la Bourgogne, déclare que, s'étant arrêté à Châlons pour connaître et juger les causes diverses[2], on porta à sa connaissance le débat qui existait entre l'évêque de Mâcon et Gérard, comte de Vienne; et que ce seigneur reconnut en pleine cour[3] qu'à la mort des évêques de Mâcon il n'avait aucun droit sur les terres et maisons épiscopales. Ce prince termine en disant qu'il signe ce diplôme pour assurer le droit des évêques de cette ville. Le roi, quand il visitait ses domaines, marchait accompagné de prélats, de seigneurs et d'officiers qui formaient son

[1] D. Plancher, *Histoire de Bourgogne*, t. I, preuve LXXII, p. 48.

[2] « Ad judicandum super negotiis et ad cognoscendum causas diversas. » (Martenne, *Amplissima collectio*, I, 875.)

[3] *In plena curia.* (Id.)

conseil ordinaire. Si, pendant son voyage, on venait lui demander justice, et que le procès, à cause de son importance ou du rang élevé des parties, semblât appeler une décision immédiate, alors il s'arrêtait [1], déployait son autorité de grand justicier, et donnait à la réunion des personnes qui l'entouraient, et qu'il appelait à l'éclairer dans le jugement de l'affaire, le caractère de cour de justice, *curia*.

On voit donc que la composition de cette cour et l'époque de ses séances dépendaient encore, au milieu du XIIe siècle, autant des circonstances que de la volonté du souverain, et que, si son autorité s'était accrue, son organisation intérieure n'avait fait aucun progrès.

Plusieurs historiens ont soutenu que dès le règne de Louis le Gros la cour royale jouissait d'une organisation à peu près complète, que le lieu de ses séances était, pour les cas ordinaires, fixé à Paris; qu'il existait dans son sein des présidents chargés de diriger les délibérations en l'absence du roi, et que ces présidents formaient, à eux seuls, une cour qui était permanente [2]. Ces assertions sont uniquement fondées sur une charte de priviléges, accordée en 1120 par Louis le Gros à l'abbaye de Tyron [3]. Par cette charte le roi donne à cette abbaye la faveur de porter ses causes immédiatement en sa cour. Voici en quels termes il s'énonce : « Voulons qu'ils (les « religieux) ne soient tenus de répondre que devant nos grands « présidents à Paris, ou en tout autre lieu où se tiendra notre « éminente et suprême cour royale [4]. » Cette charte, il faut le

[1] *Sederemus*. (Martenne.)

[2] Du Buat, III, 185; Lepaige, *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du parlement*, II, 28.

[3] *Gallia christiana*, VIII, 320.

[4] « Coram magnis præsidentialibus nostris Parisiis vel alibi ubi nostra præcel-

dire, ne supporte pas le plus léger examen, et je vais montrer qu'on doit la joindre à cette quantité de priviléges que les moines créaient à plaisir pour l'usage de leurs couvents, et dans la fabrication desquels ils n'apportaient pas toujours autant de connaissance des temps et des usages que de bonne volonté. Sans parler ici des difficultés qui existent à transférer, sans tenir compte de la différence des temps et du développement naturel et lent des institutions, de Philippe le Bel à Louis le Gros, l'honneur d'avoir donné au parlement une organisation fixe et complète, je dirai que l'expression de *presidentes*, employée dans la charte de 1120, ne reparaît plus dans aucun document judiciaire avant l'année 1296, époque où la cour royale fut véritablement constituée. Or, le nombre des documents judiciaires qui se rapportent au XIIIe siècle, et dont je publie en ce moment le plus intéressant, est si considérable, qu'il y a lieu de s'étonner qu'une institution de cette importance n'y soit jamais mentionnée. Une institution est un fait permanent, et il est impossible d'admettre qu'un fait de cette nature reste dans l'obscurité pendant près de deux siècles. Si par *grands présidents* il faut simplement entendre non pas des personnes chargées de présider la cour ou différentes sections de la cour, mais tous les membres de ce tribunal, comme le pense un critique très-instruit [1], on n'en peut tirer aucune induction pour l'organisation de la cour du roi, et la désignation dont il s'agit ne serait plus alors qu'un titre honorifique. Cette transaction proposée entre deux systèmes contraires nous rapproche sans doute de la vérité; ce-

« lens et suprema regalis curia residebit, immediate et solummodo habeant et « teneantur respondere. »

[1] Gibert, *Recherches historiques sur les cours qui exerçaient la justice de nos rois*. Mémoires de l'Académie des inscriptions, t. XXX, p. 596.

pendant je ne crois pas qu'on puisse l'accepter, car elle consacre l'emploi d'une désignation dans un temps où elle n'était pas reçue. Pour dévoiler la fausseté de la charte de Tyron, et même l'époque de la fabrication de cet acte, il suffit de dire quand le titre de *présidents* commença d'être donné à des membres de la cour du roi.

Une ordonnance de 1291 porte que les présidents et les résidents du parlement s'assembleront tous les ans à Paris, aux octaves de Pâques et le lendemain de la Saint-Michel[1]. Une autre ordonnance, de l'an 1302, déclare qu'il y aura un parlement à Toulouse, si les grands du pays consentent à ne point appeler des arrêts des *présidents* qui les tiendront[2]. Philippe le Long ordonne, par des lettres de l'an 1320, qu'il y ait en la grand'chambre du parlement de Paris huit clercs et douze laïques présidents[3]. A cette époque la qualification de *président* avait un sens clair, et désignait des fonctions sur la nature desquelles il n'y avait aucune incertitude, et qui nous sont parfaitement connues. En était-il de même au temps de Louis le Gros? Assurément non, car on a cherché en vain à expliquer ce que pouvaient être les présidents de la cour féodale du roi à cette époque. Mais il est temps d'indiquer l'origine et le motif de la supercherie des moines de Tyron. En 1359 le chapitre de Viviers obtint du roi Jean des lettres dont le contenu et le texte ne diffèrent point de la charte de Tyron[4]. Nul doute que les moines de cette abbaye, jaloux du privilége accordé au chapitre de Viviers, n'aient voulu s'en créer un semblable, et que, pour mettre le titre qu'ils fabriquaient à l'abri de toute contestation, ils n'aient pas balancé à lui attribuer une antique origine; mais ils ont dépassé le but.

Il résulte de l'examen des arrêts rendus sous le règne de

[1] *Ordonnances*, t. I, p. 320. — [2] *Id.* I, 367. — [3] *Id.* 728. — [4] *Id.* III, 374.

Louis le Gros, que si, à cette époque, le nombre et l'importance des causes soumises au jugement du roi et de son conseil, et l'autorité de ce conseil, avaient continué de se développer, l'institution était restée la même et qu'elle était toujours une assemblée composée selon la volonté du souverain, qui se réunissait à des époques indéterminées, pour s'occuper de toutes les affaires politiques ou judiciaires qu'il plaisait au roi de soumettre à ses délibérations.

Le règne de Philippe-Auguste occupe une grande place dans l'histoire des institutions judiciaires de la France. Ce prince, dont le génie audacieux et fier se jouait dans les obstacles et les périls, fit prendre à la prérogative royale un tel ascendant sur tous les pouvoirs rivaux ou ennemis, qu'il faut dater de son règne la renaissance de l'autorité royale en France. Ses prédécesseurs, et particulièrement Louis le Gros, avaient sans doute préparé cette heureuse rénovation par des actes de fermeté et de prudence que l'histoire ne nous a pas laissés ignorer; cependant Philippe-Auguste fit plus pour ses successeurs que ses prédécesseurs n'avaient fait pour lui, et on peut dire que ses grandes pensées et ses grandes actions animèrent le XIIIe siècle tout entier. Quand une autorité longtemps combattue parvient enfin à triompher, le premier usage qu'elle fait de sa force est de s'entourer d'institutions qui puissent la garantir contre le retour des périls qu'elle a courus. J'ajoute que les changements qui s'étaient opérés en France dans les relations des individus entre eux, et qui avaient fait sentir leur influence jusque dans les fondements de la société, les développements du système municipal et l'affaiblissement déjà sensible des principes de la féodalité, exigeaient sinon des institutions nouvelles, au moins que les institutions anciennes fussent changées dans leur esprit et dans leur forme. Supposer

que la France, soulevée tout entière par les guerres des croisades, remuée à l'intérieur par l'établissement des communes, et enrichie par les progrès de l'industrie et du commerce, pouvait vivre encore de ces usages incertains et contradictoires qui, pendant deux siècles, avaient formé toute sa législation, ce serait admettre que de mauvaises lois peuvent rester immuables, quand les idées, les mœurs et les intérêts éprouvent les plus heureux changements.

La France ne ressentait pas alors de besoin plus urgent que celui d'une réforme dans l'organisation du pouvoir judiciaire, parce que le système féodal avait placé le gouvernement et l'administration dans les tribunaux. Aussi longtemps que les terres, source unique du droit de juger, demeurèrent une propriété inaliénable entre les mains des nobles, que le pouvoir législatif des seigneurs sur leurs hommes n'eut de limites que leur volonté, et que le duel judiciaire fut considéré comme le seul moyen de terminer les procès, personne ne comprit en France la nécessité d'une administration éclairée et vigilante de la justice; le peuple ne voyait dans ce qu'on appelait la justice, qu'un moyen employé par les seigneurs pour donner à leurs caprices plus de solennité, et les seigneurs ne pensaient pas différemment. Mais ce qui s'était passé pendant le XIIe siècle ne permettait plus à une aussi grossière erreur de subsister; et de toutes parts le retentissement d'idées nouvelles, meilleures, plus humaines, mieux appropriées à l'état de la société, présageait des changements importants dans la nature et dans la forme du gouvernement.

Lorsque le domaine du roi ne s'étendait pas au delà des limites du duché de France, que les procès étaient peu nombreux et les formes de procéder simples et brèves, la cour du roi pouvait suffire à l'expédition des affaires qui étaient portées

à sa décision immédiatement ou par déni de justice; mais quand la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, le Poitou, l'Auvergne, l'Artois, le Berry, et un si grand nombre de châtellenies et de seigneuries eurent été réunis à la couronne; quand, par l'effet de la vente des fiefs, les procès devinrent plus fréquents et plus compliqués, et que l'usage du duel judiciaire perdit de son autorité, le conseil du roi, qui réunissait à ses fonctions judiciaires des fonctions politiques de la plus haute importance, quels que fussent son activité et le nombre de ses membres, se serait trouvé dans l'impuissance de décider une multitude de procès venus de tous les points de ce vaste territoire, non par appel, mais directement, si aucune modification n'eût été introduite dans sa composition et dans les formes judiciaires. La nécessité devait donc conduire le roi à créer plusieurs cours royales à l'image de celle qui seule exerçait le pouvoir judiciaire, ou à donner à cette cour, s'il pensait devoir la conserver telle qu'elle existait, des auxiliaires qui partageassent avec elle dans les provinces le fardeau de l'administration de la justice. La royauté se décida pour ce dernier parti, qui était le plus simple et le plus conforme aux usages féodaux.

Avant le règne de Philippe-Auguste, il existait dans les domaines du roi, comme dans ceux des seigneurs laïques ou ecclésiastiques, des officiers nommés prévôts, qui étaient, au sein des villes et dans les campagnes, les représentants du chef-seigneur, et qui, à ce titre, levaient les impôts et rendaient la justice dans les causes ordinaires. Philippe II aurait pu sans doute accroître l'autorité de ces officiers, les mettre plus directement en relation avec sa cour; et alors le but qu'il se proposait aurait été en partie atteint; mais les fonctions des prévôts étaient variées et peu populaires, parce que l'usage d'affermer

les prévôtés donnait une libre carrière aux exactions de ces officiers; d'ailleurs le nombre des prévôtés était tel que si la cour avait dû juger toutes les appellations qui en seraient venues, elle aurait été surchargée outre mesure, et des abus plus graves que ceux que l'on voulait détruire auraient pris naissance. Philippe II comprit que la bonne administration de la justice réclamait l'établissement d'une juridiction qui fût intermédiaire entre les prévôtés et la cour suprême : cette pensée amena l'institution des bailliages, qui constitua sur des bases solides la distribution de la justice en France, et permit à la cour royale d'affermir son autorité en la limitant et en empêchant qu'elle ne se dissipât dans l'accomplissement de fonctions au-dessous du rôle qu'elle devait jouer.

La date précise de l'établissement des bailliages n'est pas connue avec exactitude; on sait seulement qu'en l'année 1191 Philippe-Auguste, près de partir pour la Palestine, fit un règlement sur l'administration de son royaume, où il déclare que dans certaines provinces qu'il désigne il a établi des baillis qui devront tenir leurs assises un jour par mois; durant cette assise, ils entendront tous ceux qui voudront se plaindre, et leur donneront jugement sans délai; les affaires qui concernent les droits du roi et sa justice seront portées aux assises du bailli et jugées par lui, et un rôle des délits dont le profit doit être appliqué au roi, comme ayant été commis sur ses terres, sera tenu par les soins de chacun de ces officiers[1].

Le contraste entre la cour royale et l'assise du bailli est facile à reconnaître. L'assise du bailli se tenait à des époques fixes, la cour royale n'avait de séances que quand il plaisait au roi d'en indiquer; l'assise du bailli siégeait dans un endroit

[1] *Ordonnances*, t. I, p. 19.

déterminé, la cour royale accompagnait le roi et n'avait aucun lieu habituel de résidence; l'assise du bailli était composée de cinq juges, la volonté du roi déterminait pour chaque session le nombre et la qualité des personnes qui devaient prendre part aux délibérations de la cour : tous les avantages étaient donc du côté des assises bailliagères.

La royauté, lorsqu'elle dirigea ses premiers efforts vers les juridictions inférieures, fit preuve d'une grande intelligence. La base étant élargie et consolidée, le reste de l'édifice pouvait sans peine être élevé; cependant il ne faut pas croire que la cour suprême ne ressentît aucun effet direct de ces améliorations. Les obstacles qui s'opposaient à ce que cette cour fût transformée en un tribunal véritable existaient encore dans toute leur force sous le règne de Philippe-Auguste, et ce prince n'essaya pas de les renverser; mais tout ce qu'il était possible de faire pour accroître l'autorité morale et le pouvoir réel de la cour, sans lui retirer son caractère d'institution féodale, il l'exécuta avec cette résolution et cette sagesse qu'il apportait dans toutes ses actions. Sous son règne, l'autorité judiciaire prit un si grand empire, que la cour des pairs ne balança pas à prononcer contre le roi Jean d'Angleterre un arrêt de mort qui frappa d'étonnement toute l'Europe, et montra combien il y avait d'énergie dans les institutions féodales. Avant d'examiner les conséquences de cet arrêt mémorable, il faut dire quelle place occupait dans l'état le pouvoir qui le rendit, et parler d'une institution qui a jeté un vif éclat, quoique son origine et son caractère véritable soient constamment restés entourés d'une obscurité que les prétentions rivales se sont appliquées à épaissir. Je veux parler de la pairie.

Je commencerai par exposer l'opinion qui paraît avoir

triomphé dans une discussion où plusieurs systèmes opposés ont tour à tour été présentés et soutenus avec chaleur; je montrerai les côtés faibles de cette opinion, et chercherai les éléments d'une solution, non dans des idées systématiques ou intéressées, mais dans les principes mêmes du droit féodal, et, autant qu'il sera possible, dans les faits.

Lors du renversement de la dynastie carlovingienne, les sept plus puissants seigneurs du royaume, après avoir affermi leur indépendance, reconnurent pour roi l'un d'entre eux, et lui firent l'hommage féodal. Il était naturel que ces chefs de la France exerçassent, sous le règne de celui auquel ils avaient donné ou laissé prendre la couronne, une influence puissante et directe sur les affaires de l'état. La royauté était intéressée à ce que la responsabilité du gouvernement de cette grande fédération ne pesât pas sur elle seule; ils formèrent donc le conseil naturel du souverain. Ils avaient fait hommage au roi, et, en vertu des lois féodales, ils lui devaient le service de cour, c'est-à-dire qu'ils étaient obligés de venir siéger dans sa cour et d'y juger, quand la cause de l'un d'eux y était portée. La réunion en tribunal des six grands vassaux de la couronne, sous la présidence du roi, forma donc ce qu'on appela la cour des pairs de France, juridiction éminente, mais qui, ne pouvant juger que les causes des pairs, avait une compétence très-noble sans doute, mais peu étendue. Telle est l'opinion qui a été adoptée par le plus grand nombre des historiens et des publicistes. Ce système est simple et conforme aux principes de la féodalité; quelques faits semblent même lui prêter leur appui, mais il est sujet à plusieurs objections graves.

Si, pour entrer dans la cour des pairs, il suffisait d'être grand vassal de la couronne ou de ne reconnaître d'autre sei-

gneur suzerain que le roi de France, pourquoi les ducs de Bourgogne, d'Aquitaine, de Normandie et les comtes de Toulouse, de Flandre et de Champagne, y furent-ils seuls admis, quand il est certain que d'autres seigneurs, tels que les comtes de Vermandois, de Mâcon, du Perche et d'Anjou, relevaient comme eux immédiatement de la couronne? En vertu de quel droit introduisit-on dans cette cour, qui était une institution purement civile et féodale, un nombre égal d'ecclésiastiques, dont, à la vérité, les siéges épiscopaux étaient anciens, mais non pas, à beaucoup près, les plus importants ni les plus vénérés de la France en général, ou même du duché de France? Dans la limitation du nombre des pairs laïques à six, et par l'introduction dans la cour des pairs de l'archevêque de Reims et des évêques de Laon, de Beauvais, de Noyon, de Châlons et de Langres, qui tenaient des fiefs comme vassaux du duc et non du roi de France, il y eut une atteinte sérieuse portée aux droits de tous les vassaux directs de la couronne, qui n'avaient pas été appelés à siéger dans la cour et auxquels on préférait des seigneurs ecclésiastiques qui, dans l'ordre féodal, leur étaient inférieurs d'un degré. Ces difficultés sont graves, car, dans ce système, on suppose qu'une institution purement féodale fut créée en opposition aux principes les plus absolus de la féodalité.

Si l'on examine avec attention l'époque et les circonstances où pour la première fois les douze pairs apparaissent revêtus de la qualité particulière de juges, il est facile de reconnaître que l'institution des douze pairs était une création nouvelle qui ne lésait aucun droit, et dont l'agrandissement est dû à un concours de circonstances étrangères aux prévisions du prince qui passe pour l'avoir créée.

On a cru pendant longtemps que ce prince était Louis VII,

et qu'à la cérémonie de son sacre le nombre des pairs, jadis considérable, avait été réduit à douze; parce que, dit Mézeray : « Il eût été bien difficile d'en trouver plus de douze qui « eussent relevé nuement de la couronne. » Brussel a répondu que les comtes de Vermandois, de Mâcon, du Perche et d'Anjou, relevaient encore, à cette époque, directement de la couronne, tandis que l'évêque de Langres n'en relevait pas[1]. Sur une objection aussi forte, cette première opinion a été abandonnée.

Les historiens qui ont écrit depuis Mézeray, mieux instruits qu'il ne l'était de la particularité qui concerne l'évêque de Langres, se sont contentés de dire que ce fut au sacre de Philippe-Auguste, c'est-à-dire en 1179, que le nombre des pairs fut fixé à douze; et ayant observé que Hugues III, duc de Bourgogne, donna, dans la même année, le comté de Langres à l'évêque de cette ville, ils ont conclu que la donation fut faite dans le but de fournir au roi les moyens d'introduire ce prélat dans la cour des pairs; mais cette intention n'est établie par aucun acte ni aucune relation historique; et il est difficile de comprendre que le roi ait préféré appeler l'évêque de Langres plutôt que celui de Paris dans la cour des pairs, s'il était libre d'y appeler qui bon lui semblait. Si l'on consulte Rigord et Roger de Hoveden sur les particularités du sacre de Philippe-Auguste, on n'apercevra rien qui indique la présence de douze pairs, ou un changement quelconque dans les détails d'une cérémonie que l'usage avait fixée[2]. On verra que l'onction sainte fut faite, selon la coutume, par Guillaume, archevêque de Reims, assisté des archevêques de Tours, de Bourges, de Sens et de presque tous les prélats

[1] *Usage des fiefs*, t. I, p. 646.

[2] *Historiens de France*, t. XVII, p. 6, 349.

du royaume; et quand le roi se rendit du lit de parade à l'église, le roi d'Angleterre, Henri, porta devant lui, par le droit du duché de Normandie, la couronne d'or avec laquelle il allait être couronné, et le comte de Flandre l'épée du royaume. Roger de Hoveden ajoute : « Les autres ducs, comtes et barons « précédaient et suivaient [1]. » Comment supposer que, dans une pareille circonstance, et alors qu'on introduisait dans l'état une nouveauté si importante, rien n'aurait révélé à deux historiens contemporains la présence de ces douze pairs, qui allaient attirer à eux toute la gloire et toute l'influence de l'aristocratie féodale? Je ne crois donc pas qu'à la fin du XIIe siècle l'institution des douze pairs existât réellement; mais les germes très-anciens de cette institution étaient conservés, et une circonstance mémorable les ranima dans les premières années du siècle suivant. Avant de rappeler avec plus de détails cette circonstance, qu'il me soit permis de faire remarquer que si les historiens parlent souvent des *pairs*, c'est-à-dire des *pairs de fiefs*, ou de vassaux qui relevaient au même titre du même seigneur et étaient, par conséquent, placés à un degré semblable de la hiérarchie féodale, celui qui le premier a signalé l'existence des *douze pairs* est Mathieu Pâris, qui écrivait dans le XIIIe siècle [2], et qui a employé, pour la première fois, cette expression, en racontant les circonstances du procès de Jean-sans-Terre. Si la cour des pairs est née avec la féodalité, il faut convenir que le silence des historiens antérieurs à Mathieu Pâris, et l'absence de tout acte judiciaire ou politique qui révèle l'existence d'un tribunal si haut placé, sont deux faits impossibles à expliquer. Une autre difficulté, bien moins conciliable encore avec la supposition qui vient d'être faite,

[1] *Historiens de France*, t. XVII, p. 349.

[2] P. 833-834. Ed. London.

se présente aux partisans de ce système. Nous possédons les actes de plusieurs procès antérieurs au jugement du roi d'Angleterre, dans lesquels de grands vassaux étaient en cause, et qui, sans aucune réclamation de ces seigneurs, furent jugés par des prélats, des officiers de la couronne ou de simples chevaliers; quelquefois on aperçoit un pair parmi les juges, le plus souvent on n'en voit aucun. C'est ainsi que parmi les juges qui prononcèrent sur le différend entre le duc de Bourgogne et l'évêque de Langres, en 1153, on cherche en vain un seul grand vassal de la couronne. Je ne dirai pas que ce fut par ignorance de leurs droits ou par indifférence pour leurs prérogatives que les grands vassaux laissèrent ainsi mourir leur privilége; sans doute ces personnages songeaient moins à défendre l'ordre des juridictions et l'exécution stricte des lois féodales, qu'à régir leurs états, et le droit de juger dans la cour des pairs dut leur sembler une obligation gênante plutôt qu'une faveur; cependant il est juste de reconnaître que l'anéantissement du privilége des pairs fut en grande partie l'œuvre de la royauté. Le roi trouva dans la difficulté que présentait la réunion des grands vassaux un motif plausible pour attribuer à sa cour particulière la connaissance d'affaires qui appartenaient à un tribunal sur lequel il ne pouvait pas se flatter d'exercer toujours une influence souveraine. Le silence des grands vassaux, l'empressement de la cour à saisir cette occasion d'accroître son importance, la faveur qui accueillait toutes les entreprises du trône sur l'aristocratie, firent admettre généralement cette idée que le roi, en vertu de sa pleine puissance, communiquait à tous ceux qui siégeaient dans sa cour le caractère de haute suzeraineté qui résidait en lui, et les rendait habiles à juger comme pairs de France. Cette idée était contraire aux

plus simples notions du droit féodal, néanmoins des témoignages positifs et même quelques rares protestations ne permettent pas de douter que ce sophisme n'ait joui longtemps de la plus grande faveur. Il vint cependant un jour où la nécessité de remettre la vérité dans ses droits se fit sentir. Philippe-Auguste, beaucoup moins préoccupé de la pensée de venger le meurtre d'Arthur de Bretagne, que de frapper un vassal dont la puissance lui faisait ombrage, résolut d'ajourner Jean-sans-Terre devant la cour des pairs, et, certain qu'il n'obéirait pas à cet ajournement, de le faire déclarer coupable de trahison et d'obtenir, par le moyen d'une confiscation, la réunion au domaine royal des belles et riches provinces que son rival possédait en France. Philippe-Auguste comprit que le jugement qu'il voulait obtenir n'aurait d'autorité qu'autant que cet acte serait entouré de toute la solennité des formes judiciaires, et que la moindre irrégularité l'entacherait pour toujours de nullité et soulèverait l'Europe entière contre le prince qui l'aurait dicté. Le dogme du jugement des pairs dut reprendre dans cette occasion sa vigueur première, et recevoir une rigoureuse application, car aucun autre moyen ne se présentait à Philippe-Auguste de cacher sous l'apparence du droit ses desseins ambitieux. Si le roi d'Angleterre pouvait regarder comme indigne de l'élévation de son rang, de venir se défendre devant de simples vassaux du roi, devant des prélats, des officiers du palais, des chevaliers ou des maîtres choisis par son suzerain, il ne dégradait pas sa couronne en comparaissant devant une cour composée de six souverains, ses égaux en droit, sinon en puissance, et qui avaient reçu d'un principe incontesté le droit de le juger. Et, en effet, quand la cour fit assigner Jean-sans-Terre, allégua-t-il un seul moyen de nullité contre la compétence et la composition

de ce tribunal? Non. Il demanda seulement un sauf-conduit qui mît sa vie en sûreté contre les sentiments de haine ou de vengeance dont il savait ses juges animés.

En 1216 le pape Honorius III entreprit de réconcilier les deux rois; Philippe-Auguste envoya des ambassadeurs à Rome. Dans les conférences qu'ils y eurent avec le pape, la question de savoir si le roi d'Angleterre avait pu être condamné légalement à mort par les pairs y fut longuement examinée, et débattue de part et d'autre avec une grande bonne foi et une connaissance profonde du droit des parties. Le pape, qui ne croyait pas que la condamnation de Jean fût légale, soutenait que les barons de France n'avaient pas eu le droit de prononcer la peine de mort contre ce prince, parce qu'il était *rex inunctus;* à quoi les envoyés français répondaient que cette qualité ne faisait pas sortir le roi d'Angleterre du rang des vassaux directs de la couronne ou des hommes-liges du roi de France, et qu'à ce titre il restait son justiciable; le pape produisit encore d'autres objections, et assurément il n'aurait pas négligé de dire que des juges qui n'étaient pas les pairs de l'accusé avaient pris part à l'arrêt, si ce fait fût arrivé; tandis que l'historien met constamment les mots *pariurn suorum* dans la bouche du pape et des envoyés, quand ils parlent des juges qui condamnèrent le roi Jean; or ces mots avaient une valeur très-précise, lorsqu'on les appliquait à un vassal de la couronne tel que le roi d'Angleterre; ainsi nous devons regarder comme démontré que les douze grands vassaux de la couronne furent les seuls juges qui prononcèrent cette mémorable condamnation, et que, pour la première fois, la cour de France fut réunie et délibéra conformément à des lois qui n'étaient pas mortes, mais qui n'avaient pas encore reçu une application complète et aussi solennelle.

Lorsqu'en l'année 1252 saint Louis, dont la défaite en Palestine avait diminué beaucoup la popularité, envoya l'ordre de restituer au roi d'Angleterre les domaines qui avaient été confisqués sur Jean-sans-Terre, la noblesse française témoigna, selon l'assertion un peu suspecte, il est vrai, de l'historien anglais Mathieu Pâris, une vive indignation et fit la réponse suivante[1] : « Dieu ne souffrira pas que de notre temps « la France mutilée soit à ce point avilie, elle qui déjà ne l'est « que trop, par notre roitelet lâche et vaincu, qu'elle accorde « au faible roi d'Angleterre ce qu'il demande. Nous avons été « assez foulés aux pieds, assez déshonorés, assez appauvris, et « si la dame Blanche, poussée par l'affection maternelle, par « la faiblesse d'une femme et pour obtenir la délivrance et « l'avantage de son fils, y consent, jamais l'universalité du « royaume de France n'y souscrira. Loin de nous la pensée de « casser et de regarder comme frivole le jugement des douze « pairs, par lequel le roi d'Angleterre a été jugé et dépouillé « de la Normandie ! »

Telle est, comme je l'ai dit, la circonstance où, pour la première fois, les douze pairs sont cités dans l'histoire. Vainement chercherait-on l'indication de cette dignité dans un acte public, ou dans une charte particulière, antérieurs à ce procès. On la trouve sans doute dans beaucoup d'actes judiciaires ou politiques du XIIIe siècle, et dans une infinité de poëmes de cette époque, mais tous sont postérieurs au jugement rendu contre Jean-sans-Terre, jugement qui, en restaurant la pairie, attira sur cette institution les regards de toute la France, et lui donna, dans l'opinion, la place élevée qu'elle n'a pas quittée depuis.

Il reste maintenant à expliquer l'introduction dans la cour

[1] P. 833-834.

des pairs, de six ecclésiastiques, trois avec le titre de ducs, qui étaient l'archevêque de Reims, l'évêque de Laon, et celui de Langres, et trois autres avec le titre de comtes, qui étaient les évêques de Beauvais, de Châlons et de Noyon.

De tout temps des évêques avaient siégé dans la cour royale; on peut même dire que cette cour était habituellement composée de prélats et de vassaux directs du duché de France, et qu'aucune affaire politique ou judiciaire de quelque gravité ne s'y décidait sans que les représentants de l'autorité la plus forte et la plus populaire de cette époque fussent consultés. L'entrée d'un nombre quelconque d'évêques dans la cour des pairs était donc conforme à l'usage reçu et à l'esprit du temps, quoique contraire au principe des lois féodales, car si ces évêques possédaient des seigneuries temporelles, ces seigneuries relevaient non de la couronne, mais du duché de France, et dès lors, considérés comme seigneurs féodaux, ces prélats n'étaient pas les pairs des six seigneurs laïques. Tout en reconnaissant cette infériorité, je pense que le caractère religieux des prélats et la volonté du roi suffirent pour que cette infraction aux usages féodaux ne fût ni signalée ni attaquée par ceux dont elle blessait les droits; et l'illusion sur ce point fut si générale, que de tous les pairs, ceux qui se montrèrent les plus jaloux des priviléges de la pairie furent les évêques ou les pairs dont le titre donnait le plus de prise à la critique.

On a demandé pourquoi le roi fixa exclusivement son choix sur des évêques de la Champagne et de la Picardie, quand il y en avait tant d'autres en France qui possédaient des seigneuries temporelles et dont le siége épiscopal était plus ancien, plus étendu et plus illustré. La réponse donnée par Étienne Pasquier à cette question a été adoptée généralement,

quoiqu'elle ne lève pas, à beaucoup près, toutes les obscurités du sujet.

Le docte auteur des Recherches sur la France remarqua, en lisant attentivement les historiens contemporains du règne de Hugues Capet, et particulièrement Flodoard, que ce prince avait été chaudement soutenu dans ses entreprises ambitieuses par l'archevêque de Reims et l'évêque de Laon, et que « le « théâtre où se jouoit la tragédie estoit la Picardie, Bourgogne « et Champagne[1]; » il en conclut que Hugues Capet devenu roi, et reconnaissant des services que lui avaient rendus les principaux évêques de ces trois provinces, en appela six dans le conseil supérieur de la nation, et que leur qualité de pairs, longtemps méconnue, reprit tout son éclat sous le règne de Philippe-Auguste.

On ne peut contester les titres que l'archevêque de Reims s'était ménagés à la reconnaissance de Hugues Capet, mais les services de l'évêque de Laon sont beaucoup plus contestables; quant à ceux des évêques de Noyon, de Beauvais, de Châlons et de Langres, ils me semblent entièrement nuls, car je n'aperçois rien dans l'historien Flodoard d'où il soit permis de conclure que ces prélats aient joué un rôle, si peu important qu'on le suppose, dans les événements qui placèrent Hugues Capet sur le trône.

La reconnaissance put donc décider Hugues Capet à nommer deux pairs, mais non pas six; et l'explication donnée par Pasquier est loin de résoudre la difficulté.

L'insuffisance de cette explication se révèle encore par la remarque que, si ces évêques ont été nommés pairs en récompense de la part qu'ils prirent à l'avénement de la dynastie capétienne, il faut nécessairement que ce soit Hugues Capet

[1] T. I, p. 103.

qui les ait élevés à cette dignité, car un service, si grand qu'il soit, est rarement reconnu par les descendants de ceux qui l'ont reçu. Or, la pairie de l'évêque de Langres ne datant tout au plus que de l'année 1179, Hugues Capet n'aurait donc créé que cinq pairies ecclésiastiques, et dès lors le système des douze pairs institués par ce prince, système que Pasquier appuie de tout l'effort de sa science, s'écroule entièrement. Sans préjuger ici la question de l'époque où furent établies les six pairies ecclésiastiques, disons que Hugues Capet appela dans le sein de son conseil les évêques sur le dévouement desquels il pouvait le plus compter; que, parmi ces évêques, ceux qui occupaient des siéges situés dans ses domaines obtinrent, par des motifs qu'il est facile de comprendre, une préférence marquée et habituelle, mais que le nombre de ces prélats ne fut, à cette époque, fixé ni à six ni à cinq; que le choix du roi ne porta pas toujours et nécessairement sur des évêques de ses domaines, et que dès lors on ne peut attribuer à ce prince l'établissement des six pairies ecclésiastiques.

La difficulté du sujet que je viens d'exposer provient de l'absence de preuves positives et de la nécessité où se sont trouvés les auteurs de se jeter dans le domaine des conjectures. Je ne pourrai pas moi-même éviter ce grave inconvénient, mais je m'attacherai à le rendre moins sensible, en ne m'éloignant que très-peu de la source même d'où je tirerai mes inductions.

Les motifs qui décidèrent Philippe-Auguste, lors du procès de Jean-sans-Terre, à constituer en cour suprême les six pairs laïques, durent le presser de compléter son ouvrage en adjoignant à ces six pairs laïques un nombre égal de pairs ecclésiastiques, car de tout temps des prélats avaient siégé

dans la cour, et y avaient exercé l'influence que revendiquaient leur haute position et l'empire que leur ordre exerçait sur les consciences et sur le gouvernement de la société. Former une cour de personnages purement politiques, et en tenir à dessein éloignés les représentants de l'autorité religieuse, était une pensée qui ne pouvait naître dans l'esprit d'aucun des princes qui ont occupé le trône pendant toute la durée du moyen âge. Mais le respect pour la loi des fiefs exigeait que ces six pairs fussent vassaux directs de la couronne; car l'institution que Philippe-Auguste voulait raviver et consolider était une institution purement féodale, soumise dans son principe aux règles du droit commun, et qui allait remplir un acte de justice de l'ordre le plus élevé : là résidait la difficulté. Philippe-Auguste la trancha par une fiction dont la nécessité couvrit la faiblesse; il choisit six évêques qui étaient vassaux, non de la couronne, car aucun prélat n'en relevait directement, mais du roi, pour des seigneuries qu'ils tenaient dans ses domaines, c'est-à-dire dans le duché de France et dans les comtés de Paris, d'Orléans et de Laon. La puissance royale et la dignité du caractère épiscopal couvrirent l'irrégularité de cette décision; l'opinion publique l'accueillit avec faveur, et la cour des douze pairs de France se trouva constituée, sans que jamais depuis une voix se soit élevée contre le principe de son organisation.

La cour des pairs, qui existait en droit depuis la naissance de la féodalité, fut rappelée pour le jugement de Jean-sans-Terre; mais cette institution avait des racines trop profondes dans les mœurs et les lois du temps, pour rentrer, après ce grand acte de justice, au sein de l'obscurité; elle se maintint donc à la place qui lui avait été assignée.

Dans le temps où la cour des pairs n'existait encore qu'en

théorie, le duc de Bourgogne se laissa juger par la cour du roi, où ne siégeait pas un seul de ses pairs; maintenant les choses vont prendre un autre aspect. Ferrand, comte de Flandre, faisant, en l'année 1225, serment de fidélité à saint Louis disait : « Je ne manquerai jamais à porter au roi de « France ce secours, tant que mondit seigneur voudra me « rendre justice, et me faire juger par ceux qui doivent me ju- « ger dans la cour du roi de France [1]. »

Cette formule devint habituelle dans le serment des grands vassaux, et on la trouve dans les hommages qui furent faits, en 1220, par Thibaut, comte de Champagne [2]; en 1221, par le comte de Rethel [3]; en 1222, par le comte de Blois [4], etc..... Ces deux derniers étaient des arrière-vassaux de la couronne; aussi ne s'engagèrent-ils envers le roi que pour le cas où leurs suzerains feraient défaut à la cour des pairs régulièrement constituée. Ainsi le maintien des règles de compétence de cette cour était devenu le lien qui unissait le roi à ses vassaux immédiats et à ses arrière-vassaux, lien gênant, et qu'il sut briser.

En 1216 Blanche, comtesse de Champagne, et Érard de Brienne eurent entre eux un différend. Philippe-Auguste envoya à Blanche deux chevaliers, entre les mains de qui elle devait jurer une trêve jusqu'à ce que son procès avec Érard fût jugé. Érard ayant commis une infraction à cette trêve, la cour des pairs prononça (*Nos et alii pares regni Franciæ, cum domino Rege, decrevimus et judicavimus*) que la comtesse de Champagne et son fils ne devaient pas répondre à l'assignation à eux donnée, pour le fait du comté de Champagne, par Érard de Brienne

[1] Baluze, *Miscellanea*, t. VII, p. 251.
[2] Chantereau Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 115.
[3] *Id.* p. 128.
[4] *Id.* p. 132.

et sa femme, avant que ledit Érard et sa femme leur eussent fait réparation pour l'infraction de la trêve [1].

Une question incidente fut élevée qui montre que le temps était passé où le mépris des usages féodaux restait inaperçu. La comtesse de Champagne avait été assignée à comparaître devant la cour, par deux chevaliers, Guillaume des Barres et Mathieu de Montmorency; elle argua de nullité cette assignation, soutenant qu'elle devait être citée par un de ses pairs, et en effet le duc de Bourgogne fut adjoint aux deux chevaliers, et la comtesse de Champagne reconnut alors pour valable la citation. Je n'entrerai pas dans les détails du procès; je dirai seulement que les lettres données à ce sujet par le roi portent [2] : « Il a été jugé par les pairs de notre royaume, « c'est-à-dire par Albéric, archevêque de Reims, et les évêques « Guillaume de Langres, Guillaume de Châlons, Philippe de « Beauvais, Étienne de Noyon et Eudes, duc de Bourgogne, « et par plusieurs autres évêques et barons, tels que les évêques « d'Auxerre, de Chartres, de Senlis, de Lisieux; Guillaume, « comte de Pontivi, Robert, comte de Dreux, Pierre, comte de « Bretagne, Gaucher, comte de Saint-Paul, Guillaume des « Roches, sénéchal d'Anjou, Guillaume, comte de Joigny, Jean, « comte de Beaumont, et Robert, comte d'Alençon, etc. » En même temps le roi signait un mandement adressé aux pairs, évêques et barons qui avaient jugé ce différend, pour qu'ils expédiassent des lettres patentes conformes aux siennes, touchant ce jugement, car alors l'existence des arrêts était constatée par la déclaration ou le record des personnes qui les avaient rendus.

[1] Chantereau Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 68; Preuves de l'Histoire de Montmorency, p. 81.

[2] *Id.*

Manassès, évêque d'Orléans, avait mal parlé de ce jugement. Nous ignorons sur quel point portaient ses récriminations; mais nous savons que le roi déclara, par des lettres de l'année 1217, que Manassès, convaincu, en présence du roi et des pairs, de témérité, avait fait amende honorable au roi et aux pairs [1].

Ce jugement est trop important, et il fournit trop d'éclaircissements sur le sujet que je traite, pour qu'il ne me soit pas permis de m'y arrêter et d'en tirer quelques conséquences.

Parmi les pairs laïques un seul, le duc de Bourgogne, prit part à l'arrêt, et sa présence suffit pour que cet arrêt fût valable. En effet, si la présence des douze pairs avait été une condition essentielle de la validité des arrêts rendus par la cour des pairs, un acte de ce genre aurait reçu rarement le sceau de la légalité. Les six pairs laïques étaient de véritables souverains dans leurs états, et l'un d'eux portait le titre de roi : comment croire qu'ils auraient consenti, sur la simple citation de l'un d'entre eux, à abandonner une guerre commencée ou le soin de toute autre affaire importante, pour aller juger, dans le lieu qu'il aurait plu à leur suzerain le roi de France de fixer, des procès qui souvent tiraient toute leur importance du rang des personnes qui y étaient intéressées? Les six pairs évêques pouvaient sans peine remplir leurs fonctions judiciaires avec régularité, et cette considération dut certainement influer sur le choix que fit le roi de ces prélats, mais on ne pouvait attendre ni exiger des pairs laïques une ponctualité qui était incompatible avec les devoirs de leur position; d'ailleurs, après la condamnation de Jean-sans-Terre et la réunion de la Normandie à la couronne, le nombre des pairs se trouva réduit à cinq. Si le nombre de six avait

[1] Chantereau Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 62.

été virtuel, il aurait fallu suppléer à cette diminution par la nomination d'un nouveau pair, et cela n'était pas possible. Le législateur dut donc prévoir que la réunion des douze pairs serait une chose toujours difficile et souvent impossible à obtenir, qu'un de ces pairs pourrait être dans un âge qui lui interdirait l'exercice du pouvoir judiciaire, que des pairies pourraient s'éteindre, et que, dès lors, déclarer que les pairs devraient nécessairement prononcer au nombre de douze serait paralyser l'exercice de leur juridiction.

Si les pairs jugeaient, en quelque nombre qu'ils fussent réunis, pourquoi des évêques et des barons qui n'étaient point revêtus de cette dignité prirent-ils part à l'arrêt que nous examinons? Sans doute, dans les lettres patentes du roi, une distinction est établie entre les pairs et les autres juges : ils sont nommés les premiers et à part, mais cette distinction est d'une faible importance, et, s'ils avaient le droit de juger et de juger seuls, pourquoi leur a-t-on adjoint onze prélats ou barons, qui n'étaient pas les pairs de la comtesse de Champagne? Ainsi, après le jugement de Jean-sans-Terre, les mêmes obstacles qui s'étaient opposés précédemment à l'organisation régulière de la cour des pairs se présentèrent de nouveau, et l'on en revint, de gré ou de force, à l'ancienne fiction, qui consistait à regarder comme la véritable cour des pairs une réunion de prélats et de seigneurs au sein de laquelle siégeaient un ou plusieurs pairs, et que le roi présidait.

L'établissement de la cour des pairs n'avait porté aucune atteinte aux droits de l'ancienne cour royale, qui restait toujours ce qu'elle avait été, c'est-à-dire le conseil suprême et ordinaire de la royauté, une institution ancienne et vénérée, qui ne jugeait pas seulement des procès, mais qui discutait et promulguait les établissements généraux, les traités avec

les puissances étrangères, qui délibérait sur la paix et sur la guerre, et qui était, autant que les principes du gouvernement le permettaient, l'assemblée générale des chefs de la nation. Les pairs, en renonçant à former un tribunal particulier, et en consentant à reprendre leurs siéges dans la cour, ne firent pas une concession qui portât atteinte à leur dignité : les principes seuls furent lésés.

Une affaire importante, et qui fut, en 1224, déférée à la décision de la cour du roi, prouve que les pairs ayant essayé, non pas de se séparer de cette cour, mais seulement d'en interdire l'entrée à certaines personnes, échouèrent dans cette tentative.

La comtesse de Flandre, qui possédait une pairie, avait refusé de rendre justice au sire de Nesle, son vassal. Ce seigneur appela de défaut de droit à la cour du roi. Le roi la fit assigner simplement par deux chevaliers; elle prétendit qu'elle devait l'être par deux de ses pairs. Cette première question fut tranchée par un arrêt qui, conformément à une jurisprudence nouvelle, déclara la citation valable.

La comtesse de Flandre soutint que le sire de Nesle, ayant ses pairs en Flandre, devait y être jugé par eux, dans la cour du comte, où elle offrait de lui faire justice; elle demandait donc le renvoi de l'affaire à sa cour. Mais le sire de Nesle répondit qu'il y avait eu défaut de droit, et que dès lors la cour du roi était compétente. La cour repoussa par un second arrêt la prétention de la comtesse de Flandre.

Une troisième difficulté fut présentée, et celle-ci venait des pairs. Ils contestaient aux grands officiers du palais, c'est-à-dire au chancelier, au bouteiller, au camérier, au connétable, etc. qui de tout temps avaient siégé dans la cour

royale, le droit d'y juger quand un pair était en cause; et, ce qui est digne de remarque, les pairs fondaient leur réclamation, non sur ce que les grands officiers n'étaient point leurs égaux, mais sur ce qu'ils pouvaient être suspectés dans les causes des pairs, où le roi le plus souvent avait un intérêt personnel; ils les récusaient donc, mais sans leur refuser le caractère de juges. Les officiers du palais réclamaient, au contraire, l'usage et la coutume de France, qui leur donnaient le droit de participer avec les pairs au jugement d'un pair. La cour, dans laquelle les pairs se trouvaient naturellement en minorité, accueillit la réclamation des grands officiers; et, en effet, ils jugèrent la cause de la comtesse de Flandre [1].

Les officiers du palais ayant toujours joui, et sans contestation, du droit de siéger avec les pairs, il faut qu'un fait particulier et nouveau soit venu tout à coup suggérer à ces derniers les objections qu'ils présentèrent. Or, le procès du roi Jean est l'unique fait qui ait pu donner à ces hauts seigneurs la pensée que les officiers du roi, par leur dépendance du souverain, étaient privés de la liberté nécessaire pour prononcer avec équité sur les intérêts d'un pair.

On aperçoit sans peine les conséquences de ce qui vient d'être dit, le conseil ordinaire du roi lui servait de cour féodale; dans cette cour féodale prenaient place les grands vassaux de la couronne; ces grands vassaux en furent tirés lors du procès du roi Jean, pour former la cour des pairs; mais après cet acte mémorable de politique plus que de justice, ils rentrèrent dans la cour ordinaire du roi, qui continua de juger comme elle l'avait fait précédemment. L'expérience nouvelle que les pairs venaient de faire de leur autorité frappa vivement l'opinion, et donna lieu de penser que la

[1] Martenne, *Amplissima collectio*, t. I, p. 1193.

réunion des douze pairs formait seule le véritable tribunal des grands vassaux de la couronne; mais la cour royale et la royauté contestèrent avec persévérance cette opinion.

Chaque jour voyait croître l'influence de la cour du roi sur toutes les parties du gouvernement et de l'administration; et le souverain, qui reconnaissait que sans cette institution la prérogative royale n'aurait pu sortir de la tutelle humiliante où la puissance des seigneurs l'avait si longtemps tenue, s'appliquait, dans ses relations avec ses vassaux, à ne pas laisser passer une occasion de faire légitimer par des aveux formels les extensions que la compétence de la cour avait reçues, et son élévation au rang de cour des pairs. Les arrière-vassaux de la couronne, loin de mettre obstacle à cette politique, l'appuyaient de tous leurs efforts, parce qu'ils sentaient que l'autorité trop souvent arbitraire et violente de leurs suzerains ne pouvait être contenue que par le frein d'un tribunal dont la suprématie serait généralement reconnue.

Le règne de Philippe-Auguste vit s'opérer dans le régime intérieur de la cour royale des modifications qui avaient pour but de donner à cette institution, dont le caractère était complexe, les formes simples et déterminées d'un véritable tribunal. Ce prince avait puisé dans les mœurs de son époque un respect religieux pour les formes judiciaires; et il eut toujours soin de faire légaliser par le pouvoir civil les entreprises aventureuses que son génie méditait, et que son courage savait si bien exécuter. Il ruina la puissance des Anglais sur le continent, en se servant habilement d'un arrêt qu'il avait dicté à la cour des pairs, qui avant lui n'existait que de nom, et la cour ordinaire du roi, du sein de laquelle était accidentellement sortie celle des pairs, pour ensuite y rentrer, reçut d'un acte de cette importance un éclat et une au-

torité qui changèrent presque entièrement son caractère. Ne nous étonnons donc pas si, depuis le règne de Philippe-Auguste et le commencement du XIIIe siècle, les efforts de ce tribunal pour parvenir à une existence fixe, régulière et moins dépendante de la volonté royale, et pour créer dans son sein des traditions et des règles propres à régulariser l'exercice de son pouvoir, ont pris un caractère plus prononcé, et obtenu plus de succès.

La cour ne devait rien désirer plus vivement que de voir l'époque de ses sessions et sa composition fixées. Le roi ayant la faculté de convoquer ou non sa cour, et d'y appeler les personnes qui lui convenaient, ce tribunal se présentait moins comme une institution stable que comme un instrument docile dans la main de la royauté. Cependant l'intérêt public demandait que la cour devînt effectivement le tribunal suprême du royaume; or, pour remplir d'aussi hautes fonctions, la première condition requise était l'indépendance. Sur ce point il y avait unanimité dans les vœux de la royauté, de la nation et de la cour; mais ici les lois féodales et les usages que le temps avait affermis opposaient une barrière qu'il fut longtemps impossible de renverser.

Selon l'usage des fiefs, la cour d'un seigneur se composait de tous les vassaux de ce seigneur qui, selon le besoin des circonstances, appelait un certain nombre d'entre eux à y siéger. Tous les vassaux étant aptes à juger dans la cour de leur seigneur, et le nombre des vassaux du roi étant très-grand, le roi ne pouvait pas choisir quelques-uns d'entre eux et les déclarer membres permanents de sa cour, sans blesser le droit de ceux sur qui ce choix n'aurait pas porté. Un usage immémorial réservait dans la cour du roi des siéges pour les évêques, quoique ces prélats ne fussent pas vassaux directs

du roi; pouvait-on imposer à quelques-uns d'entre eux les fonctions de juges permanents en outre des devoirs ordinaires de l'épiscopat? Tels sont les deux motifs qui s'opposaient à une organisation complète et stable de la cour.

Des raisons non moins fortes empêchaient que les sessions de la cour du roi devinssent fixes et régulières. Si cette cour avait été purement judiciaire, rien n'eût été plus facile que d'indiquer certaines époques de l'année, pendant lesquelles les délégués du roi se seraient réunis pour expédier les procès et recevoir les comptes des baillis, des sénéchaux et des prévôts; mais la cour était non-seulement un tribunal civil et une cour des comptes, mais une assemblée politique et législative; et comment prévoir les circonstances qui devaient rendre sa réunion nécessaire, à une époque où il n'y avait dans le gouvernement et l'administration rien de régulier? Pour qu'il fût possible de fixer les sessions de la cour, il fallait qu'elle eût perdu ses attributions politiques et financières et augmenté sa compétence judiciaire. Cette grave modification s'opéra au commencement du siècle suivant, et déjà, sous le règne de Philippe-Auguste, plusieurs faits notables, en révélant son utilité, préparaient son exécution; mais les moyens de la réaliser n'étaient point à la disposition de ce prince.

On a cité une charte du roi Robert, de laquelle il résulte que ce prince tenait quatre fois l'an une assemblée générale : à Noël, à l'Épiphanie, à Pâques et à la Pentecôte [1]. On a encore tiré de cette charte plusieurs autres conclusions importantes, sur lesquelles je ne crois pas devoir m'arrêter, parce que la fausseté de cette charte a été démontrée. Les rois de la seconde et de la troisième race choisissaient ces jours solennels pour se faire couronner, proclamer leurs suc-

[1] Lepaige, I, 164.

cesseurs, recevoir les envoyés des souverains étrangers, et remplir les devoirs principaux de leur autorité souveraine; mais l'état de guerre, qui était ordinaire au gouvernement féodal, s'opposa jusqu'au XIVe siècle à ce que les grandes fêtes religieuses de l'année devinssent l'époque fixe des réunions de la cour du roi, et tous les actes de cette cour qui appartiennent au règne de Philippe-Auguste, et qui sont parvenus jusqu'à nous, n'indiquent pas qu'il y eût la moindre apparence de régularité dans les sessions de cette cour. En l'année 1190, ce prince étant sur le point de partir pour la croisade, prescrivit dans les instructions qu'il laissa à la reine sa mère et à son oncle l'archevêque de Reims, qu'il chargea de la régence, de tenir tous les quatre mois, un jour de justice à Paris, pour y entendre les plaintes de ses sujets et les juger; cette injonction montre que les sessions de la cour avaient lieu tous les ans trois fois, mais non à des époques déterminées.

Des obstacles non moins puissants s'opposaient à ce que la cour du roi siégeât dans le même lieu. La vie agitée et guerrière des souverains les forçait souvent de s'arrêter dans un lieu où ils ne faisaient que passer, pour y entendre des plaintes et y rendre la justice, sans descendre pour ainsi dire de cheval. Comme ils marchaient toujours escortés de prélats et de guerriers, ils trouvaient dans leur suite assez de gens en état de les aider et de les éclairer, et la cour siégeait souvent sous la tente du roi, la veille ou le lendemain d'une bataille. Mais, si nous trouvons que sous le règne de Philippe-Auguste des assemblées royales eurent lieu à Soissons, à Melun, à Vernon, à Péronne et ailleurs, il faut reconnaître que Paris, étant la résidence habituelle de ce prince, devint aussi le lieu le plus ordinaire des séances de la cour. Cette préférence ac-

cordée à la capitale des états du roi de France ne tenait, sans doute, qu'à une cause accidentelle; mais ce qui avait été dans l'origine l'effet de circonstances étrangères à l'administration de la justice devint plus tard une règle pleine de sagesse et de prévoyance.

Nous possédons un trop petit nombre d'arrêts rendus par la cour royale pendant la durée du règne de Philippe-Auguste, pour qu'il soit possible de déterminer avec précision les progrès de ce tribunal vers les améliorations que je viens d'indiquer. Cependant il sera facile, en étudiant avec soin les documents que nous possédons, d'en tirer quelques inductions précieuses.

La cour royale était toujours composée d'évêques, d'officiers du palais et de barons, qui venaient y siéger sur la convocation du roi, et pour accomplir un devoir qui leur était imposé par leurs fonctions, leurs fiefs ou l'usage. Mais des ecclésiastiques qui n'occupaient dans l'église qu'un rang inférieur, et qui dans la hiérarchie féodale n'en occupaient aucun, commencèrent vers cette époque à entrer en grand nombre dans la cour royale, où ils portaient le simple titre de clercs (*clerici*), et à y exercer l'influence qui appartenait de plein droit à une classe de personnes qui se livraient autant à l'étude des lois romaines ou des coutumes nationales qu'à la pratique des devoirs de leur état. On doit supposer qu'à l'introduction des clercs dans la cour royale correspondit l'entrée dans cette assemblée des chevaliers (*milites*), que nous voyons, à une époque postérieure, ocouper une si grande place dans ce tribunal. Cette innovation a été présentée sous des couleurs très-diverses par les historiens modernes. Tous cependant admettent que les clercs et les chevaliers entrèrent dans la cour, non comme des juges, mais comme de simples assesseurs,

destinés à éclairer, et à diriger dans leurs jugements, des guerriers aussi peu versés dans la science du droit, que peu soucieux des formes judiciaires. C'est en développant cette pensée que le dernier défenseur des droits de la pairie a été conduit à dire que ces légistes faisaient dans le parlement l'office de *souffleurs*. Le roi pouvait introduire des chevaliers dans une cour féodale, sans heurter clairement les usages et les traditions de la féodalité, parce que ces chevaliers appartenaient à la classe qui, à cette époque, commandait et jugeait; mais admettre à côté des pairs, soit ecclésiastiques, soit laïques, et des plus fiers barons du royaume, de simples clercs qui avaient passé leur vie dans les cloîtres ou dans les chapitres des églises, c'était, il faut le reconnaître, altérer dans leur principe les bases de l'institution de la cour royale, et donner à cette assemblée, autant qu'il se pouvait, le caractère d'un simple tribunal civil, car on ne supposera pas que ces clercs fussent appelés à délibérer sur les affaires de l'état, sur la paix ou la guerre, et sur tous les grands intérêts politiques qui étaient autrefois dans la sphère des attributions de cette assemblée. L'usage de composer différemment la cour, selon qu'elle devait délibérer sur des affaires d'état ou juger des procès, dut donc s'établir à cette époque; et le résultat de cette distinction entre deux caractères qui avaient été si longtemps confondus fut de donner à la cour royale constituée en tribunal une supériorité marquée sur la cour royale constituée en cour politique; car le roi et la nation pouvaient se passer d'une assemblée politique dont, en définitive, les décisions n'enchaînaient pas l'autorité souveraine, tandis qu'ils comprenaient parfaitement qu'un tribunal suprême chargé de juger les appels et les défautes de droit des juridictions inférieures, et de réprimer les violences des offi-

ciers royaux, était une institution utile, féconde et nécessaire au maintien des droits de chacun. Les ecclésiastiques exerçaient déjà, soit comme magistrats religieux, soit comme conseils ou avocats civils, une grande influence, et leur entrée dans la cour royale fut la consécration de cette influence. Toutefois il faut reconnaître que l'introduction, dans ce tribunal, de personnes qui par leur état se trouvaient en dehors de la hiérarchie féodale, altéra essentiellement une institution qui était le premier anneau de cette longue chaîne de pouvoirs créés par la féodalité. Les attributions politiques que la cour du roi perdit ne restèrent pas abandonnées, d'autres institutions naquirent ou se développèrent pour les recueillir, et le gouvernement royal, en isolant et en multipliant ses moyens d'action, prit plus de force et de régularité, et devint plus propre à remplir la mission réformatrice qu'il avait reçue.

Le règne de Louis VIII occupe trop peu de place dans l'histoire pour que quelque changement notable dans les institutions de la France ait eu lieu pendant ce court espace de temps. Cependant nous possédons un acte judiciaire de cette époque que je dois faire connaître, parce qu'il donnera lieu à plusieurs observations.

Dans une charte de l'année 1224[1], qui mentionne un arrêt rendu par la cour du roi, Louis VIII déclare que l'évêque d'Auxerre et Gaucher de Joigny ont eu un procès sur une forteresse que ce dernier construisait. « Une enquête ayant été « faite promptement sur les susdites allégations, lisons-nous « dans cette charte, et par la volonté des parties, toutes les « choses s'étant passées suivant l'usage, il a été jugé dans notre « cour que, etc. »

Si l'on réfléchit sur le sens de ces mots, *Omnibus rite peractis*,

[1] *Amplissima collectio*, t. I, p. 1196.

on reconnaîtra qu'il existait alors dans la cour du roi des règles fixes pour procéder aux jugements, et que l'inobservation de ces règles donnait lieu à des nullités, car, s'il en eût été autrement, pourquoi aurait-on signalé dans l'arrêt leur fidèle accomplissement? Lors même que cette charte ne nous en eût pas instruit, le seul fait de l'introduction des clercs dans la cour du roi suffisait pour prouver que ce tribunal avait renoncé aux formes arbitraires et rudes des cours de la féodalité, pour adopter une procédure analogue à celle qui régnait dans les tribunaux ecclésiastiques. Ces légistes s'étaient formés, dans les juridictions inférieures, à l'interprétation et à la pratique des lois, et ils attachaient une importance d'autant plus grande aux formes de procéder, qu'ils comprenaient que le seul moyen de dégoûter les seigneurs de rendre par eux-mêmes la justice était d'accréditer l'empire d'une science qui était antipathique aux idées et aux habitudes de ces guerriers. L'entrée des légistes dans les cours féodales enleva à ces tribunaux leur véritable caractère; la justice fut sans doute mieux rendue qu'elle ne l'avait été précédemment; l'équité naturelle agit davantage sur les décisions des magistrats, et l'influence du droit romain se développa librement: mais ce n'était plus cette justice féodale, qui, née de la forme nouvelle que la civilisation avait prise, veillait avec tant de vigilance et d'énergie au maintien de la société telle que la féodalité l'avait organisée. La situation de la France avait cela d'étrange et d'inquiétant, qu'on ne pouvait pas rétablir une institution sur sa base véritable et la rappeler à son origine, sans ébranler la constitution du gouvernement.

Ce changement dans l'administration judiciaire ne fut point l'effet d'une innovation méditée par un prince sage ou par un ministre éclairé : il est même douteux que ses résultats aient

été entrevus par ceux sous les yeux et par le moyen desquels il s'opéra, car ce qui se passait dans les tribunaux était la conséquence naturelle de la restauration de l'autorité royale, de cette œuvre difficile et périlleuse qui, commencée par Louis le Gros et continuée avec vigueur et une intelligence rare par Philippe-Auguste, était déjà assez avancée à l'époque de saint Louis, pour que ce prince pût, sans de grands efforts, réaliser dans les institutions publiques tous les changements qui s'étaient opérés dans les idées et les mœurs de son époque, et attester par des lois durables ces heureuses innovations.

Le règne de saint Louis est une époque mémorable dans l'histoire des institutions politiques et judiciaires de la France, parce que c'est à partir de ce règne que la justice royale domina la justice seigneuriale, non pas seulement en fait, mais en droit. Cette supériorité contribua beaucoup à la ruine du système féodal, et à l'établissement d'une monarchie pure.

La création des bailliages avait dépassé les espérances de la royauté; les baillis, ces délégués de la cour royale, prirent promptement une autorité que les seigneurs cherchaient en vain à comprimer, parce que le peuple la favorisait. Aux plaintes amères des officiers seigneuriaux, les baillis répondaient en fondant la jurisprudence des cas royaux, qui, n'étant pas définie clairement, permettait d'évoquer aux assises des baillis toutes les affaires importantes, ou même toutes celles dont il plaisait à ces officiers de dépouiller les juridictions seigneuriales; en accordant des bourgeoisies royales à tous les sujets des seigneurs qui voulaient secouer le joug de leurs maîtres; et enfin en propageant, avec une ardeur quelquefois peu réfléchie, les principes les plus favorables à une extension illimitée de l'autorité royale, dont ils puisaient l'instinct aussi bien dans l'esprit du temps et la nature de leurs fonctions,

que dans les maximes du droit romain qu'ils s'efforçaient d'approprier aux besoins de la société féodale; tâche assurément difficile, et qui ne réussit que parce qu'il y avait accord entre la royauté, les communes et le peuple pour ne porter aucun secours aux principes sur lesquels reposait le gouvernement féodal, de toutes parts méconnus ou attaqués.

L'importance des bailliages ne pouvait pas s'accroître sans que l'autorité de la cour du roi ne s'étendît elle-même, car les baillis n'étaient que les envoyés de cette cour, sous la direction de laquelle ils demeuraient placés. Ces officiers, pleins d'une ardeur guerroyante, apportaient à la cour du roi chaque prérogative qu'ils avaient ravie aux seigneurs, comme des soldats apportent à leur général les drapeaux qu'ils ont enlevés à l'ennemi. L'introduction des appels pour mauvais jugements, en devenant un recours légal et ordinaire, transforma la cour du roi en un tribunal d'appel; et, comme la juridiction de ce tribunal s'étendait sur de vastes territoires, la quantité des affaires que les justiciables soumettaient par appel ou directement à sa décision devint si grande et si peu en rapport avec l'ancienne organisation de la cour, que la nécessité d'introduire les changements dont j'ai parlé précédemment se fit sentir avec trop de force pour que la résistance des lois et des traditions féodales pût encore être efficace. Ces modifications ne s'opérèrent pas simultanément sous le règne de saint Louis, mais plusieurs furent réalisées, d'autres préparées et toutes reconnues nécessaires à cette époque.

La fixité du lieu des séances de la cour royale était contraire, ainsi que je l'ai fait remarquer, à la prérogative royale; mais le roi pouvait renoncer à se faire accompagner par son conseil et à le tenir constamment sous sa main, si son autorité était assez fermement établie pour qu'il n'eût pas à re-

gretter cette émancipation du pouvoir qui en était le principal instrument. On ne peut pas dire que sous le règne de saint Louis les choses en fussent arrivées à ce point; les troubles de sa minorité lui avaient appris que les sentiments dont les seigneurs étaient animés rendraient encore plus d'une fois nécessaire le recours à une répression prompte et ferme, et ce prince sentit la nécessité de conserver encore la direction immédiate d'une institution dont l'action se faisait sentir dans toutes les parties du gouvernement. La cour siégea donc à cette époque, comme sous le règne de Philippe-Auguste, le plus souvent à Paris, et quelquefois seulement dans des villes de province; mais sous saint Louis l'établissement de la cour à Paris dépendait de la volonté du souverain: les esprits étaient préparés à ce changement.

L'époque des sessions de la cour du roi était déterminée, non pas d'une manière uniforme pour chaque année, mais à l'avance, et de façon que les parties savaient quand la justice leur serait rendue. Les parlements avaient lieu ou plutôt commençaient habituellement le jour, le lendemain ou à l'octave de la Pentecôte, de la Toussaint, de la Saint-Martin d'hiver, de la Chandeleur et de la Nativité de la Vierge; un empêchement survenu faisait quelquefois passer un parlement, ou le faisait avancer ou remettre à quelque autre fête voisine, par exemple, à Pâques, à l'Ascension, à l'Assomption ou à une autre fête peu éloignée [1].

Une régularité suffisante pour que l'intérêt public et les intérêts particuliers ne pussent jamais se plaindre d'être abandonnés existait donc dans les sessions de la cour, et il ne restait plus qu'à déclarer la permanence de ce tribunal, pour que la justice eût un cours régulier. Mais l'idée que les tribunaux

[1] Klimrath, *Mémoire sur les Olim*, p. 34.

ne devaient siéger que temporairement et par assises était si fortement établie dans l'esprit de la nation, que jusques à sa destruction le parlement conserva certaines coutumes qui se rapportaient à ce préjugé.

Les changements qui depuis Philippe-Auguste se préparaient dans la composition du personnel de la cour se réalisèrent à l'époque de saint Louis. Si l'on jette les yeux sur les arrêts de ce temps qui portent la signature des juges, on reconnaîtra parmi ces personnes très-peu de grands vassaux, quelques prélats et seigneurs d'un rang élevé, et une foule de clercs, de frères prêcheurs, de frères mineurs et de chevaliers, c'est-à-dire de gens de loi ; et qu'on ne croie plus que ces légistes ne soient appelés dans la cour que pour servir d'assesseurs au roi ou aux seigneurs, ou pour expédier les affaires courantes et sans intérêt, car il est évident que maintenant la direction de la cour leur est abandonnée, qu'ils jugent les causes du roi et celles des grands vassaux sans difficulté, et que, favorisés par la politique du trône et le peu d'habileté des seigneurs, ils sont devenus les arbitres de la justice royale. Les grands prélats que nous voyons siéger dans la cour sont rarement les mêmes, ils ne font en quelque sorte qu'y passer ; et l'on comprend que le roi se fait scrupule d'enlever à leurs diocèses ces chefs importants, tandis que l'on retrouve continuellement les mêmes baillis, prévôts, clercs et chevaliers remplissant des fonctions qui étaient devenues l'occupation de toute leur vie. Le roi soumettait quelquefois des affaires au jugement de seigneurs et d'officiers de sa maison qui se trouvaient près de lui[1], ou même les décidait directement, ainsi que le rapporte Joinville[2]; mais ces affaires étaient d'une nature particulière,

[1] Le Confesseur de la reine Marguerite, *Vie de saint Louis*, p. 378.

[2] P. 36-37.

et du nombre de celles dont il se réservait la connaissance comme souverain justicier : l'administration fixe et régulière de la justice appartenait à la cour ou plutôt aux gens de loi, qui en étaient devenus les véritables chefs. Maîtres de cette position désormais inattaquable, ils font aux idées, aux usages et aux intérêts nés de la féodalité une guerre active et redoutable, dont les phases les plus dignes d'intérêt sont développées dans les Olim avec exactitude.

Avant d'entrer dans l'examen de la nature et du mérite de ce recueil, il faut réunir et présenter sous une forme succincte les résultats des recherches auxquelles je viens de me livrer.

J'ai voulu fixer l'origine du parlement et je l'ai trouvée dans ce conseil dont les rois de la troisième race s'entouraient, afin de s'éclairer dans le gouvernement de leurs états. Ce conseil remplissait à la fois les fonctions d'assemblée politique et de cour féodale. Les inconvénients d'un semblable mélange d'attributions furent longtemps à se révéler, parce que le nombre des affaires politiques ou judiciaires que le roi soumettait à ce conseil était peu considérable ; mais ce nombre étant devenu très-grand par l'effet des modifications qui s'opéraient chaque jour dans la situation du pouvoir royal comme dans l'état de la société, la nécessité de partager le conseil en deux corps différents dont l'un délibérerait sur les affaires politiques, et l'autre jugerait les procès au nom du roi, se fit sentir, et fut satisfaite. Ce changement important s'opéra graduellement, parce que les lois féodales et d'anciens usages lui étaient contraires, et il ne fut complété que par Philippe le Bel : ce prince établit les états généraux, réserva au conseil privé l'expédition des affaires politiques ordinaires, créa une cour des comptes, et fixa le parlement à Paris, en lui retirant toutes les attributions qui n'étaient pas judiciaires. La cour royale cessa donc d'exister et

fut remplacée successivement par diverses institutions qui partagèrent entre elles, après l'avoir étendu, l'ancien pouvoir de cette cour. Philippe le Bel a véritablement organisé le gouvernement en France, mais les rois qui précédèrent ce prince, jusqu'à Louis le Gros, contribuèrent selon leurs moyens et la faveur des circonstances à cette restauration de l'autorité; et si saint Louis est regardé comme ayant été plus loin dans cette voie qu'aucun de ses prédécesseurs, ce préjugé favorable provient de l'abondance de documents judiciaires que nous possédons sur le règne de ce prince. Une grande masse de lumière est projetée vers cette époque, qui brille plus qu'aucune autre à nos yeux, et on en a conclu que saint Louis est l'auteur de tout ce que cette lumière fait ressortir; il faut être plus juste pour des princes tels que Louis le Gros ou Philippe-Auguste, et convenir qu'ils avaient beaucoup simplifié la tâche de leurs successeurs.

Il est difficile de marquer la direction que saint Louis donna, pendant la première moitié de son règne, aux efforts qu'il fit pour améliorer l'organisation de la cour royale, et rendre cette institution plus monarchique et moins dépendante de l'influence féodale, parce que les monuments judiciaires de cette époque sont peu nombreux et incomplets. Mais, à partir de l'an 1254, jusqu'à l'année 1270, les éclaircissements fournis par le premier des quatre registres du parlement, auxquels on est convenu de donner, sans qu'il soit facile d'en assigner le motif, le nom d'*Olim*, sont si abondants et si vifs qu'on peut croire, en les recueillant, assister, pour ainsi dire, pendant un laps de seize années, aux délibérations de cette cour, dont jusque-là le régime avait été si peu facile à déterminer. A l'aide de ce précieux document historique et judiciaire, nous pouvons fixer avec équité la part qui revient à

saint Louis dans la restauration des idées de droit et de justice en France; cette part est grande et belle, et elle suffirait pour honorer la mémoire d'un prince qui n'aurait pas d'autres titres au respect de la postérité.

Je commencerai par donner sur les circonstances qui amenèrent la rédaction des Olim, sur l'autorité de ce recueil, sur son auteur et sur sa forme, quelques explications nécessaires; puis j'indiquerai les renseignements précieux qu'il fournit sur l'histoire des institutions judiciaires en France. J'éviterai de descendre dans des détails qui n'auraient d'intérêt que si les Olim étaient destinés à rester, comme ils l'ont été pendant six siècles, un monument historique non-seulement inédit mais secret, me réservant de placer dans la préface du second volume des éclaircissements plus étendus sur la rédaction de ces registres : il suffit d'indiquer ici la richesse de cette mine à ceux qui voudront l'exploiter. J'aurai soin, dans ce que je vais dire, de me tenir en garde contre la pente naturelle qui conduit un éditeur à exagérer l'importance de l'ouvrage qu'il publie, et, en cherchant à déterminer avec exactitude le caractère et l'utilité de ce recueil, je ne craindrai pas de m'éloigner d'une opinion qui a été reçue avec d'autant plus de facilité que les moyens de contrôler sa justesse manquaient.

Si l'on réfléchit à l'importance des décisions générales ou particulières qui étaient rendues par la cour du roi, au désir naturel qui anime un tribunal de se créer une jurisprudence, c'est-à-dire de garder le souvenir des décisions qu'il a rendues, afin d'en rendre de pareilles, si, plus tard, des faits analogues étaient soumis à son appréciation; si l'on considère enfin combien il importe aux parties que les jugements qu'elles ont obtenus soient religieusement conservés, on aura de la peine

à comprendre que la cour royale n'ait pas fait recueillir les siens dans des registres ou de toute autre manière, dès l'instant que son organisation eut atteint quelque fixité. Il ne faut pas attribuer à l'incurie des justiciers ou au vice des institutions de la féodalité cette absence d'un usage qui de nos jours est, avec raison, considéré comme une des conditions de la bonne administration de la justice; un obstacle puissant et qui prenait sa source dans les principes mêmes de la féodalité s'y opposait, et, pour le vaincre, il fallut fausser ouvertement ces principes, ce qui longtemps fut impossible. La preuve par témoins servait de fondement à l'administration de la justice chez les Francs; ce peuple ne croyait pas qu'il existât un moyen plus simple ni plus assuré de parvenir à la connaissance de la vérité, et il l'employait avec assurance dans les jugements civils ou criminels, et dans une foule de circonstances étrangères à la distribution de la justice. L'autorité de la preuve par témoins fut modifiée et restreinte, mais non pas détruite par la féodalité. Sous cette forme de gouvernement, et à une époque d'ailleurs où les moyens et l'usage de transcrire les actes de tout genre étaient peu nombreux et peu répandus, la loi accordait plus de foi au record d'un juge, c'est-à-dire au témoignage qu'il portait de la décision qu'il avait rendue, qu'à tout monument écrit de son jugement; elle pensait que la conscience d'un juge interrogé sur le contenu et le sens de son arrêt ne devait pas être enchaînée par un écrit quelconque, et qu'elle devait au contraire rester en jouissance de sa pleine liberté : de là était venue cette théorie du record qui domine le système de la procédure judiciaire du moyen âge, et dont l'empire avait été, il faut le reconnaître, poussé jusqu'à l'excès. Il vint un temps où le juge put déclarer par un acte particulier, par une charte

signée de lui, ce qui avait été jugé, et j'ai cité précédemment des déclarations de ce genre; mais cette faculté ne commença à être accordée qu'à une époque où la décadence se faisait déjà sentir dans les usages féodaux, et d'ailleurs ces déclarations étaient des preuves isolées, individuelles, qui n'avaient d'autre but que de mettre les parties sur la voie du record, et dont l'autorité était contestable.

Cette manière si imparfaite de constater les décisions judiciaires, qui faisait dépendre l'existence des arrêts de la mémoire ou de la bonne volonté des juges, pouvait convenir à un peuple chez lequel l'action de la justice était rarement invoquée et où l'usage et les moyens d'écrire étaient peu répandus; mais ces circonstances venant à changer, l'obligation d'assurer l'existence des arrêts de la justice devait reprendre toute sa force. A l'époque où régnait saint Louis, il n'y avait pas un officier de justice, pas un conseil de cour, pas un juriste qui ne comprît la nécessité de suppléer à l'insuffisance du record; pas un qui, pour son usage particulier, ne fît ce que les cours féodales n'osaient pas faire. Ici encore se révéla l'influence favorable du droit romain. Ces vastes recueils où sont déposés les témoignages de la sagesse d'un peuple qui a porté la science des lois à un degré de perfection qui ne sera pas égalé, en devenant l'objet principal de l'étude des jurisconsultes du moyen âge, les asservirent à des recherches plus suivies, plus étendues et plus savantes; pour comparer le droit des Romains au droit féodal, et faire sentir leur analogie ou leurs contrastes, il fallut recueillir et fixer les maximes du droit féodal et écrire les décisions des tribunaux qui appliquaient ces maximes; car, si le record suffisait jusqu'à un certain point aux parties, si la théorie de la saisine suppléait à ce qu'il avait d'incertain et de fragile, il était sans profit pour les jurisconsultes, qui

n'avaient pas le droit d'interroger, dans l'intérêt de la science et de leurs études, les juges sur le sens et la portée de leurs décisions. Des motifs puissants et nombreux concouraient donc à faire adopter l'usage d'écrire les arrêts, et longtemps avant la composition du recueil des Olim, les juges ou les avocats de l'échiquier de Normandie avaient recueilli un grand nombre de jugements rendus par ce tribunal. Le livre *Saint-Just* de la Cour des comptes et beaucoup de manuscrits de l'ancienne coutume de Normandie, ont conservé un assez grand nombre d'arrêts de l'échiquier, qui, à la vérité, sont rédigés sans suite et avec une excessive concision, mais qui n'en indiquent pas moins un progrès réel dans les usages judiciaires de cette époque. Toutefois je me hâte d'ajouter que la cour de Normandie était étrangère à ces transcriptions, et que le recueil authentique de ses arrêts n'est pas antérieur à l'année 1336. Il y aurait peut-être lieu de s'étonner que le signal du retour à une règle sans laquelle il ne peut pas y avoir de fixité ni d'accord dans les arrêts de la justice ait été donné par un autre tribunal que celui du roi de France; mais, sans parler ici de la supériorité que la Normandie avait acquise et qu'elle conserva si longtemps, dans l'étude du droit, sur toutes les autres provinces de la France, supériorité qui est attestée par le nombre et la célébrité des jurisconsultes anglo-normands, je dirai que la composition de la cour du roi et le rôle qu'elle jouait dans le gouvernement l'appelaient à être le dernier asile des usages et des traditions féodales, et qu'il fallut que les gens de loi eussent fait irruption dans son enceinte pour que ces usages y aient été méconnus et enfin abrogés. C'est, en effet, à partir de l'époque où leur influence devient sensible dans la cour du roi, et où les seigneurs n'y occupent plus qu'une place secondaire, que l'usage de conserver par écrit les

arrêts commence à s'établir. Déjà sous le règne de Philippe-Auguste et peut-être à une époque plus ancienne, les enquêtes ordonnées par la cour et d'autres actes extra-judiciaires étaient écrits sur des rouleaux de parchemin, et conservés par l'ordre de la cour; mais ces actes n'étaient point des arrêts, et rien ne s'opposait à ce qu'ils fussent présentés à la cour, reçus et conservés par elle.

On voit que les usages judiciaires de la France au XIIIe siècle étaient favorables à la rédaction et à la conservation des arrêts; mais, entre le penchant à adopter une réforme nécessaire et l'adoption de cette réforme, la différence est grande, et je ne pense pas que, sous le règne de saint Louis, les idées saines sur l'administration de la justice eussent fait d'assez grands progrès pour que nous puissions admettre que la cour avait créé près d'elle un greffe et institué des greffiers chargés officiellement de recueillir et d'enregistrer ses arrêts. Cette opinion, dont l'effet est de retirer au premier volume des Olim le caractère authentique qui lui a été trop facilement attribué, est, je le sais, contraire à l'avis des savants qui ont eu occasion de s'occuper de ce recueil. Sans examiner si tous l'avaient eu à leur disposition et réellement étudié, je me contenterai de dire que je n'ignore pas qu'il faut, pour renverser une opinion accréditée, produire des preuves nombreuses et concordantes. Je pense que celles qui vont être présentées remplissent ces conditions.

Une considération générale servira d'introduction à la série d'objections que je vais développer contre l'authenticité du premier volume des Olim.

Le record et un registre officiel sont deux moyens judiciaires qui s'excluent réciproquement. Si la cour faisait écrire par un greffier les arrêts qu'elle rendait, n'était-il pas plus

naturel de recourir à ce registre que d'interroger la mémoire des juges? Par le premier moyen, on obtenait une preuve claire et incontestable; par l'autre, au contraire, on n'arrivait qu'à un commencement de preuve dont les théories féodales ne pouvaient pas voiler la faiblesse. Or, on trouvera, dans la seconde partie de ce volume, des indications nombreuses de records. Dira-t-on que, pendant un certain espace de temps, le record et le registre officiel ont pu exister concurremment et comme par une sorte de compromis entre les usages anciens et les usages nouveaux? Je répondrai que, le registre étant destiné à remplacer le record, on ne peut pas admettre que la concurrence entre deux moyens contraires ait existé un seul instant.

Si la cour s'était décidée par des motifs puissants à introduire dans ses usages une innovation grave, il n'est pas douteux qu'elle aurait eu le soin de la justifier en rendant ses avantages incontestables, et en donnant aux greffiers des instructions relatives à la tenue de leurs registres, de telle sorte que ces registres auraient présenté, sinon tous les avantages des registres qui sont tenus de nos jours dans les tribunaux, au moins ce mérite d'exactitude sans lequel le registre d'une cour de justice ne peut être d'aucune utilité. Chaque arrêt, placé à sa date, aurait reproduit, avec plus ou moins de développements, mais toujours avec fidélité, les faits de la cause, les allégations des parties et la décision de la cour. J'ai le regret de déclarer que presque aucune de ces conditions ne semble avoir été imposée au rédacteur du premier volume des Olim, et qu'on aperçoit à chaque page de ce volume tant de preuves de la liberté absolue dont il jouissait, qu'il est douteux qu'en l'absence de toute règle il ait songé à s'en imposer une à lui-même.

L'exactitude est la qualité essentielle de tout registre authentique d'un tribunal; quelle serait l'autorité d'un registre dans lequel le greffier aurait la liberté d'insérer certains arrêts et de rejeter les autres? De quel usage serait, pour les parties ou pour le tribunal, un journal aussi incomplet des audiences? Il est facile de s'assurer que le rédacteur des Olim, par des motifs qu'il n'indique pas, mais qu'on peut deviner, a omis des arrêts qui méritaient à plus d'un titre d'être conservés. Le Confesseur de la reine Marguerite rapporte, avec des détails pleins d'intérêt, le procès d'Enguerrand de Coucy, qui souleva tout le baronnage de France contre saint Louis et fournit à ce prince l'occasion de déployer son esprit de justice et son inébranlable fermeté. Ce procès se rapportait à une question de haute-justice, et eut lieu à une époque postérieure à l'année 1254; cependant il n'en est fait aucune mention dans les Olim. Le procès entre Charles, comte d'Anjou, et un chevalier, oncle du comte de Vendôme, vint par appel à la cour du roi. « Comme ladite cause, lisons-nous « dans le même historien[1], eust esté longuement demenée « en la court du benoict roy, au derrenier sentence fu don- « née pour le chevalier et la sentence de la court le conte « fu cassée. » Il en est de même du procès du comte de Joigny contre un bourgeois. « Li benoicz rois apela le conte en « sa presence : et quand li cuens fu venu devant lui en un « plein parlement, etc. » Or ces affaires, auxquelles il nous serait facile d'en joindre quelques autres[2], ne sont pas même indiquées dans les Olim.

Le roi exerçait en dehors de sa cour une juridiction personnelle et spontanée; mais les procès qui viennent d'être si-

[1] P. 382.
[2] P. 386.

gnalés avaient trop d'importance, les personnes qui les soutinrent occupaient un rang trop élevé dans la société, pour que le roi ait eu la pensée de les juger directement; ils furent soumis à la décision de la cour, et le silence des Olim sur de semblables affaires prouve qu'il n'entrait pas dans le plan du rédacteur de recueillir indistinctement tous les actes de ce tribunal. Il en est de même pour les enquêtes. Plusieurs arrêts mentionnent des enquêtes, et c'est en vain que l'on cherche ces enquêtes dans la portion du volume où leur place est marquée.

Chaque arrêt, ai-je dit, devrait porter une date, et se trouver à l'endroit indiqué par cette date. On comprend, en effet, combien il importe aux parties et aux juges de connaître la date précise d'un arrêt qui d'ordinaire fait cesser la jouissance d'une partie et commencer celle de l'autre. Dans les Olim, les arrêts, quel que soit leur caractère, ne portent aucune indication du jour où ils furent rendus, et sont rangés sous la désignation très-vague des parlements tenus le jour, le lendemain ou à l'octave de quelques grandes fêtes, telles que la Pentecôte, la Toussaint, la Saint-Martin d'hiver, la Chandeleur ou la Nativité de la Vierge; et comme ces parlements se prolongeaient plus ou moins, selon la quantité des procès à juger, il en résulte que, dans les affaires, si nombreuses à cette époque, qui se rapportaient à la saisine, la cour et les parties auraient vainement cherché dans ce registre l'indication précise du jour où avait été rendu l'arrêt qui faisait cesser ou commencer la jouissance. Des enquêtes d'une année relatent d'autres enquêtes faites un an ou deux ans après. Parmi les arrêts d'un parlement, on en trouve qui furent rendus dans des parlements antérieurs ou postérieurs; quelquefois le rédacteur se contente de dire : *In alio pallamento fuit judicatum, etc.* Ces in-

tercalations, que j'ai signalées plusieurs fois dans les notes, montrent que le registre ne fut pas tenu jour par jour, et que le rédacteur se croyait permis d'intervertir l'ordre chronologique des faits. Un greffier a-t-il jamais joui d'un semblable privilége?

Je n'aurai que peu d'observations à faire sur la rédaction des enquêtes ou des arrêts. Ici c'est moins l'inexactitude et le désordre qu'il faut signaler, car en général les faits de la cause, le dire des parties et la décision de la cour sont rapportés avec une concision qui ne semble pas exclure la fidélité, que l'absence complète d'uniformité, défaut grave dans un registre officiel. Permettre à un greffier de mentionner dans toute leur étendue les dispositions d'un arrêt, et d'en rapporter un autre en quelques mots, n'est-ce pas le rendre l'arbitre du sort des décisions judiciaires? Un arrêt noté avec une excessive concision, et dont la mention ne rappelle rien autre chose sinon que cet arrêt fut rendu sur tel sujet et entre telles parties, ne peut être d'aucune utilité si plus tard des discussions s'élèvent relativement à l'exécution et aux effets de cet arrêt.

Depuis l'an 1254 jusqu'en l'année 1258 la mention des enquêtes est faite, dans le premier volume des Olim, avec une telle concision, qu'on est réduit à deviner les faits de la cause et le dire des parties. Après l'année 1258, la mention est sans doute plus développée, les faits sont placés dans un jour meilleur, et les questions de droit exposées avec moins de brièveté; mais cette mention est quelquefois étendue et quelquefois restreinte au delà de ce qu'il était nécessaire, sans qu'il soit possible de distinguer les motifs de cette absence complète d'harmonie. On se demande également pourquoi le rédacteur de ce volume des Olim joint quelquefois aux arrêts des pièces qui furent produites dans le débat, rapporte les

noms des juges qui rendirent l'arrêt, donne même, sur ce qui le regarde, des détails entièrement personnels, quand d'ordinaire il néglige de fournir cette sorte d'éclaircissements. D'autres objections, plus graves encore, s'élèvent contre le caractère officiel que l'on voudrait donner aux Olim.

La publication des ordonnances, des statuts royaux et des chartes locales avait lieu pendant la durée des parlements, en présence du roi et après une délibération de la cour, qui, en cette occasion, participait effectivement au pouvoir législatif. La conservation de pareils actes importait tellement au roi, aux villes, aux communes et aux particuliers, qu'il n'est pas permis de douter que, si la cour eût possédé un greffe, ces actes y eussent été enregistrés dans leur teneur. Les Olim mentionnent, il est vrai, la publication de certaines ordonnances, mais avec encore moins de détails qu'ils n'indiquent les arrêts; et la date même de ces actes, qu'il était si important de connaître, n'y est pas inscrite. L'enregistrement des statuts royaux, et la tenue d'un registre officiel des délibérations de la cour sont deux usages qui naquirent dans le même temps; et supposer qu'il y eut un registre sur lequel on écrivait très au long les débats des particuliers entre eux, et où l'on n'accordait aux actes du pouvoir souverain qu'une mention sèche et incomplète, c'est supposer que la cour n'apportait aucun soin à faire constater les témoignages de sa plus haute prérogative, celle de conseiller le souverain quand il exerçait son pouvoir législatif. Est-ce à dire pour cela qu'aucune mesure n'était prise dans le but de conserver le souvenir des statuts royaux et des actes qui intéressaient le roi? Non sans doute. Il est probable que les ordonnances royales étaient transcrites par le chancelier sur un registre; mais ce registre n'existe pas, et nous n'avons même aucune preuve certaine

de son existence. Quant aux chartes et aux autres actes relatifs aux droits du roi, on sait que, dès le règne de Philippe-Auguste, ils furent recueillis et transcrits par ordre de matières dans des registres particuliers. Cet usage dut se conserver sous saint Louis. Il existe à la Bibliothèque du roi et aux Archives du royaume plusieurs copies d'un registre qui est intitulé *Registrum curiæ* ou *senescalliarum*. Une de ces copies contient, dans sa seconde partie, des chartes, des enquêtes, des compositions, et d'autres actes passés entre le roi et des communautés ou des particuliers, qui se rapportent par leur date à une époque correspondante à celle des Olim. Ces actes y sont transcrits dans toute leur étendue et avec beaucoup de soin. L'on conçoit qu'un pareil recueil, quoique entrepris dans l'intérêt du roi, dût être d'une grande utilité pour la cour; mais il lui était étranger, car on n'y trouve aucun de ses arrêts, et la désignation de *Registrum curiæ* indique tout au plus que ce registre était conservé par la cour, et qu'elle en faisait usage; ainsi ce recueil de chartes ne prouve pas que les Olim soient un registre officiel; au contraire, ces moyens, pris en dehors de la cour, pour empêcher que le souvenir d'actes très-importants ne se perdît, montrent qu'elle n'avait pas ces moyens à sa disposition.

Je crois avoir prouvé que les caractères inhérents à un registre officiel manquent entièrement aux Olim. Je vais maintenant rechercher dans quelles circonstances et de quelle manière l'auteur de ce recueil, que l'on ne doit plus considérer que comme une œuvre individuelle, et néanmoins d'un très-grand prix, fut amené à le rédiger.

Le nombre des procès s'élevant de jour en jour, les productions de pièces devenaient aussi plus régulières, plus nombreuses, et l'usage de la procédure écrite, quoique réprouvé

par les traditions judiciaires de la féodalité, commençait à se répandre et trouvait parmi les maîtres de la cour d'ardents promoteurs. Les affaires dans lesquelles une enquête avait été ordonnée étaient toujours jugées sur le procès-verbal de l'enquête, et ces procès-verbaux demeuraient à la disposition de la cour, qui chargeait un ou plusieurs de ses membres de les conserver: le Trésor de la Sainte-Chapelle paraît avoir été le lieu de dépôt de ces pièces. Quoi de plus naturel que ces conservateurs des enquêtes aient écrit au bas de chaque enquête la décision qui était intervenue? Cette note n'avait sans doute aucune autorité, et n'aurait pu faire foi en justice, mais elle fournissait aux maîtres, c'est-à-dire aux membres de la cour qui avaient le plus de connaissance du droit, et qui, par conséquent, prenaient le plus de part à ses délibérations, les moyens d'atteindre un but vers lequel ils marchaient avec persévérance; celui d'asservir la cour à une jurisprudence fixe. Les premiers arrêts qui furent ainsi notés étaient donc des arrêts sur enquêtes, parce que depuis longtemps les enquêtes étaient mises par écrit. Mais cet usage nouveau ne pouvait pas s'arrêter à l'instant même où ses avantages devenaient évidents; il y avait trop d'analogie entre un arrêt sur enquête et un arrêt sur plaidoiries, pour que les mesures prises pour conserver le souvenir de l'un ne fussent pas adoptées à l'égard de l'autre, et c'est en effet ce qui arriva, ainsi que le prouve la note suivante, qui a été souvent citée, et qu'on lit à la page 440 du premier volume des Olim : « Inferius continentur et scribuntur quedam judicia et arresta, « inventa in quibusdam rotulis, scripta de manu magistri Jo- « hannis de Monte-Lucio, antequam inciperet arresta ponere « in quaternis originalibus, inter rotulos pallamentorum, de « tempore ipsius magistri Johannis reservatis. »

Jean de Montluc ou plutôt de Montluçon, maître en la cour du roi, avait donc écrit sur des rouleaux, non pas tous les arrêts, mais quelques-uns des arrêts qu'il avait vu rendre. Il ne reçut certainement sa mission que de son zèle, car les mots *quedam judicia, quibusdam rotulis*, n'indiquent pas des rôles tenus par ordre de la cour et dans une forme officiellement déterminée et régulière. Montluc jugea plus tard que ses notes, s'il les transcrivait sur des cahiers, seraient plus facilement consultées et conservées; il commença donc, non pas à tenir un registre, car il écrivait sur des cahiers qui ne furent réunis qu'après sa mort, mais à rassembler en un seul corps les notices que jusque-là il avait écrites sur de simples rouleaux de parchemin. Ce changement, qui ne semble tenir qu'à la forme même du recueil que ce jurisconsulte avait entrepris, eut cependant de grandes conséquences, car il prépara et rendit facile la tenue d'un véritable registre officiel et l'établissement du greffe de la cour.

En admettant cette explication, la seule qui puisse s'accorder avec les usages judiciaires du temps et la forme de l'ouvrage que nous publions, toutes les difficultés qui ont été précédemment indiquées s'évanouissent d'elles-mêmes. On comprend maintenant pourquoi Montluc, qui n'obéissait qu'aux inspirations de son zèle à remplir ses fonctions de juge ou de son amour de la science, n'enregistra que les arrêts qui lui semblaient intéressants; pourquoi il les enregistra dans la forme qui lui parut la plus propre à atteindre le but qu'il se proposait; et enfin pourquoi il ne transcrivit pas dans son registre le texte même des ordonnances royales ou des chartes accordées par le souverain. Ce volume contient donc, non pas tous les arrêts rendus par la cour pendant un laps de dix-huit ans, mais seulement ceux de ces arrêts qui ont paru

à un jurisconsulte éclairé mériter l'honneur d'être conservés.

La question de savoir, non pas quel fut le premier rédacteur des Olim, car sur ce point il n'y a aucune incertitude, mais quels furent ses successeurs immédiats, a été traitée avec beaucoup de soin par Klimrath, dans sa dissertation sur les Olim; mais je dois déclarer que je n'attache pas à cette question une grande importance. Il ne s'agit pas ici d'un ouvrage de science ou d'imagination, qui puisse donner à son auteur plus ou moins de renommée; le mérite de ce recueil et son importance pour nous tiennent à des causes indépendantes de ses auteurs. Changeons la date des Olim; supposons-la moins ancienne d'un siècle, et aussitôt l'intérêt qui s'attache à ces registres disparaît, sinon complétement, au moins en grande partie. Klimrath affirme qu'un maître de la cour, nommé Nicolas de Chartres, succéda à Jean de Montluc; qu'il exerça les fonctions de greffier pendant vingt-cinq ans, de 1274 à 1298, et devint ensuite membre ordinaire de la grand'chambre; qu'après lui l'office de greffier fut rempli par Pierre de Bourges, auquel succéda Godefroi Chalop. Cette succession des quatre premiers greffiers de la cour est fort incertaine, et il est difficile d'admettre que la cour ait eu des greffiers en titre avant une époque postérieure à la rédaction des Olim; mais pour fournir une preuve incontestable de la vérité de cette assertion, il faudrait entrer dans des discussions dont le résultat ne compenserait pas la longueur. Nous ne publions pas l'œuvre de telle ou telle personne, mais un document judiciaire qui, même dépouillé du caractère de registre officiel de la cour du roi, n'en demeure pas moins une mine riche et précieuse de renseignements sur toutes les parties du gouvernement féodal, à une époque où ce gouvernement commençait à subir l'influence d'opinions qui lui étaient contraires, et qui devaient le

détruire. C'est sous ce point de vue qu'il convient d'envisager les Olim, et que cet ouvrage se recommande hautement à l'intérêt des personnes qui se livrent à l'étude des institutions politiques et judiciaires de l'ancienne France. Si les Olim ne devaient éclairer que cette partie de l'histoire du parlement de Paris qui est restée obscure à cause de son ancienneté, je n'aurais pas proposé de leur décerner les honneurs de la publicité. J'ai sollicité une semblable faveur pour cette collection d'arrêts, parce que je suis convaincu que l'histoire générale de la France, pendant une période intéressante, profitera beaucoup de cette publication, que plusieurs savants illustres ont souhaitée sans l'espérer. Il me reste maintenant à faire passer cette conviction dans l'esprit des lecteurs. Cette partie de ma tâche est la plus facile à remplir.

Le gouvernement féodal avait été fondé et se soutenait par des lois rigoureuses; mais la nature, compliquée et souvent obscure des relations qui unissaient les seigneurs entre eux et les seigneurs avec le peuple, avait de très-bonne heure fait entrer dans les mœurs féodales un esprit de discussion, et j'aurais dû dire de chicane, qui semblait inconciliable avec la vie guerrière et aventureuse des chefs et l'existence laborieuse et asservie du peuple. Aussi longtemps que les luttes judiciaires eurent lieu parmi les seigneurs ou entre les seigneurs et leurs sujets, qu'elles purent se développer en toute liberté, et qu'aucun arbitre commun ne s'interposa entre les parties, la féodalité ne fut point ébranlée, et les principes sur lesquels elle reposait ne coururent aucun danger; mais, après les règnes de Louis le Gros et de Philippe-Auguste, quand la prépondérance du pouvoir royal ne fut plus contestée et que le roi eut pris le rôle d'arbitre envers les seigneurs et de défenseur du peuple, l'action des tribunaux devint pour

la royauté un moyen d'autant plus puissant de combattre le pouvoir seigneurial, que les mœurs de la nation se prêtaient davantage aux développements de l'autorité judiciaire, et qu'un seigneur condamné par une cour perdait plus de son crédit et de sa renommée que celui qui, sur un champ de bataille, avait été trahi par la fortune. Le droit de juger, que le roi possédait, soit comme chef suprême de la féoalité, soit comme souverain direct d'une portion considérable de la France, fut donc l'arme dont il se servit pour reconquérir ses prérogatives, et cette arme était confiée au zèle et à l'intelligence de la cour royale. Le roi préparait par une politique à la fois habile et vigoureuse, et par un emploi juste et modéré de la force, des arrêts qui imprimaient le sceau de la légalité à des actes qui, dépouillés de leur caractère judiciaire, n'auraient eu que des effets peu durables. Il importait donc de savoir par quels moyens la cour du roi, dans le sein de laquelle siégeaient, à côté de hauts et de puissants seigneurs encore imbus de préjugés féodaux, tant d'hommes que ne distinguait nullement l'éclat de la naissance ou de la position sociale, mais qui brillaient par leur science et par un dévouement absolu aux intérêts du trône, concourut à l'accomplissement de l'œuvre entreprise par la royauté. Les Olim nous laissent sous ce rapport peu de choses à désirer. Si la forme très-concise que le rédacteur a adoptée nous tient toujours à une assez grande distance des faits, nous pouvons cependant reconnaître que la cour royale était pleinement entrée, sous le règne de saint Louis, dans une voie de conquêtes successives, d'empiétements lents, mais assurés, sur l'autorité seigneuriale, dont l'effet devait être de rendre à la royauté le pouvoir et le lustre nécessaires pour dominer les intérêts aristocratiques. Ce tribunal, qui comprit de si bonne heure l'u-

tilité d'une jurisprudence fixe dans le domaine de la loi civile, se forma promptement et sans aucun embarras une jurisprudence politique qui prenait sa source dans la ferme volonté de donner gain de cause à la royauté, chaque fois qu'il était possible de le faire sans heurter visiblement les lois de l'équité. On remarque dans les Olim plus d'un arrêt où l'intérêt privé est ouvertement sacrifié à l'intérêt de la couronne, parce que la cour du roi entrevit, à une époque où cette idée était encore peu répandue, qu'au trône seul il appartenait de garder et de représenter l'intérêt commun de la société, et que cet intérêt ne devait céder à aucun autre. On a recueilli avec soin les ordonnances des rois de France; Laurière en a formé une collection qui se continue encore de nos jours, et qui formera un beau et vaste monument de droit public; je ne crains pas de dire que les Olim en seront l'appendice naturel pour la période de temps qu'ils embrassent; car ces registres nous montrent que toutes les mesures que le roi décidait dans sa sagesse étaient exécutées par la cour avec fermeté et intelligence.

A côté de la royauté, mais plus puissant qu'elle, venait se placer le clergé, qui, satisfait de l'empire qu'il exerçait sur la société, et sans craindre pour l'avenir de son autorité, jouissait avec calme, mais non sans vigilance, de son double pouvoir. Je n'ai rien à dire sur l'autorité religieuse du clergé; on sait suffisamment ce qu'elle était au moyen âge, et que ce n'est pas dans un recueil d'arrêts rendus par un tribunal politique et civil qu'il faut chercher des renseignements sur le régime intérieur d'une institution qui, elle aussi, avait ses tribunaux où la justice spirituelle était distribuée aux fidèles. Mais le clergé possédait des fiefs, et les tenait au même titre et aux mêmes conditions que les seigneurs laïques possédaient les leurs. Le clergé, en un mot, était entré dans la hiérarchie

féodale, parce qu'à l'instant de la formation de ce gouvernement il occupait dans la société une trop grande place pour rester étranger aux changements que les mœurs et les lois du pays éprouvaient. On ne possédait que des notions incomplètes sur cette situation particulière du clergé. Un grand nombre de chartes nous font connaître les relations qui existaient entre les seigneurs ecclésiastiques et leurs sujets, et les concessions plus ou moins généreuses que, selon les circonstances, ils leur firent; mais l'esprit véritable qui animait ces seigneurs ne se révèle que dans les débats qu'ils eurent à soutenir contre le roi, les seigneurs laïques et leurs propres vassaux. Or, ces débats, les motifs qui les faisaient naître et les conséquences qui en résultaient, ne se trouvent que dans les Olim, où l'on voit le clergé occupé, avec plus de zèle que de succès, à maintenir dans la soumission ses vassaux, qui de jour en jour deviennent plus exigeants, et contre le trône qui, arbitre de ces débats, affecte une impartialité à la franchise de laquelle il n'est pas toujours facile de croire. Ce tableau, qui est neuf et intéressant, complète l'histoire politique du clergé au moyen âge.

Les Olim contiennent des renseignements nombreux et variés sur les liens qui unissaient les seigneurs les uns aux autres, et qui de degré en degré remontaient jusqu'au roi; sur les redevances féodales et leur mode de perception; sur les droits de justice; sur l'état des serfs, des affranchis et des cultivateurs libres. Ces matières ayant déjà été éclaircies par une foule d'actes que l'érudition a tirés de l'obscurité, je ferai seulement remarquer que les procès auxquels elles donnèrent naissance les placent sous des aspects neufs et variés qui les font bien mieux connaître que de simples chartes dont les dispositions, malgré leur étendue et l'habileté des rédacteurs, ne pouvaient

pas prévoir toutes les causes de dissentiment qui devaient naître entre ceux qui les avaient signées.

Tout ce qui se rapporte aux communes offre de nos jours un vif intérêt. On recherche avec curiosité les phases de l'existence d'une institution à laquelle appartient le mérite d'avoir détruit la féodalité dans les villes et donné un élan rapide à l'affranchissement des campagnes; mais les communes se formèrent au sein du tumulte, et elles portaient dans leur sein un germe de désordre qui força la royauté de les détruire. Les Olim nous apprennent que, dès le XIIIe siècle, le roi était à chaque moment dans la nécessité d'intervenir ou par l'intermédiaire de ses officiers, ou même directement, pour rétablir la paix et l'ordre parmi les confédérés ou pour empêcher qu'au mépris de leurs serments ils ne fissent des entreprises contre les droits légitimes et reconnus du roi, des évêques et des seigneurs. Nulle part on ne voit aussi bien que les communes étaient un instrument puissant pour opérer dans l'État de grands et d'heureux changements, mais non une institution qui eût en elle-même des conditions de durée.

Je n'ai encore parlé que des notions fournies par les Olim sur la direction générale de la politique et du gouvernement de la France; on comprend que ce recueil doit offrir des renseignements plus abondants, plus précis et plus directs sur la législation et l'administration de la justice. Pour trouver dans cette collection d'arrêts les indices de l'esprit secret qui animait la royauté, le clergé et les seigneurs au XIIIe siècle, il faut se livrer à une étude qui, il est vrai, n'offre aucune difficulté; mais si on y cherche des lumières sur la législation civile, sur la procédure devant la cour royale et les juridictions inférieures, et sur la manière dont la justice était administrée, la récolte est si abondante que le choix des témoignages peut seul

embarrasser. Pendant le moyen âge, le pouvoir de gouverner et d'administrer appartenait aux tribunaux, et un arrêt décidait aussi bien une question de haute politique ou d'administration qu'un simple procès entre particuliers. Sous le règne de saint Louis, quelques efforts qu'on ait tentés pour séparer les divers pouvoirs de la société, les attributions de la cour restèrent complexes; mais, parmi ces attributions, celle qui consistait à administrer la justice primait toutes les autres; le caractère véritable des Olim est donc celui d'un recueil judiciaire.

Les Olim ne contiennent que des arrêts civils. On en aperçoit quelques-uns qui prononcent des peines, mais ces peines sont de simples amendes. Il n'est pas douteux cependant que la cour ne fût souvent appelée à reviser des décisions pénales, ou à en prononcer elle-même directement; le rédacteur, qui ne voyait dans ce genre de décisions rien qui pût être utile à la science du droit, le seul objet qui le préoccupât, se crut autorisé à les négliger. Nous devons d'autant plus regretter l'opinion qu'il se fit à ce sujet, que les arrêts criminels que parfois il mentionne nous révèlent des faits intéressants sous le rapport moral comme sous le rapport politique.

Au milieu du XIIIe siècle la France ne possédait pas de lois écrites. Quelques localités avaient rédigé leurs coutumes; un grand nombre de communes faisaient insérer dans leurs chartes d'affranchissement des dispositions civiles et criminelles, mais ces coutumes ou ces chartes étaient trop peu précises, trop peu étendues, trop peu claires, pour qu'elles tinssent lieu de codes véritables, et la loi civile de la France consistait en usages, en traditions que la mémoire des peuples conservait, et que les jurisconsultes cherchaient à coordonner. Chaque cour, connaissant l'usage qui régnait dans sa juridic-

tion, administrait la justice conformément à cet usage, et peu de difficultés venaient entraver l'exercice de son autorité. Mais une cour générale telle que la cour du roi, qui planait sur toutes les juridictions, devait connaître tous les usages de la France pour conformer ses décisions à ces lois locales, dont le sens était trop souvent contesté par les parties. On voit combien était étendue l'obligation qui pesait sur la cour du roi: elle ne recula pas cependant devant les difficultés d'une semblable tâche, et nous devons aux efforts qu'elle fit en cette occasion les prémices d'une législation coutumière. Lorsqu'en sa présence une coutume était alléguée d'un côté, et niée de l'autre, et qu'elle-même concevait des doutes sur les points contestés, la cour ordonnait une enquête, qui fixait désormais la coutume, et transformait en lois écrites des traditions qui jusque-là étaient restées exposées à l'instabilité de la mémoire des hommes. Le rédacteur des Olim appelle *consuetudines patriæ* ces coutumes, recueillies çà et là par les soins de la cour, et son expression est remarquablement juste; car, après l'enquête, elles devenaient de véritables lois du pays qui ne pouvaient plus varier au gré des intérêts privés; et quand, plus tard, on voulut reviser ces coutumes, les rajeunir, et les mettre, autant que les mœurs le permettaient, en harmonie les unes avec les autres, la jurisprudence primitive du parlement fut le point de départ de ce grand et si utile travail.

On ne saurait donc placer trop haut le mérite des Olim sous ce rapport; car cet ouvrage servira à réformer une erreur qui a été commise par tous les jurisconsultes français sans exception, et qui consiste à regarder les coutumes rédigées dans le XVe et le XVIe siècle, comme le témoignage le plus ancien et le plus fidèle du droit coutumier de la nation. Les Olim font connaître ce droit tel qu'il était au XIIIe siècle, et,

en rapprochant leurs dispositions de celles qui se trouvent dans plusieurs chartes du XIIe siècle, on peut reconstituer, sinon totalement, au moins dans plusieurs parties très-importantes, la véritable législation coutumière de la France, celle qui n'avait pas subi les altérations qui résultèrent de la ruine du gouvernement féodal.

La jurisprudence de la cour royale, dont l'origine ne peut être trouvée que dans les Olim, et qu'il faut y étudier avec l'intérêt qui s'attache aux premiers développements de toute chose qui a eu de grands résultats, se proposait encore un autre but non moins favorable au rétablissement des vrais principes de législation en France. Il n'existait pas, dans ce pays, de droit commun. Les nobles étaient régis par leurs lois, le clergé et le peuple par les leurs. Cette diversité de législations était, sans nul doute, la plus forte barrière qui séparât une classe de l'autre, et la source de toutes les injustices que cette séparation consacrait. Les Olim nous font voir que, dès le XIIIe siècle, la cour du roi s'efforça de faire accepter comme lois générales de la France quelques principes du droit civil qu'elle voyait en vigueur dans un grand nombre de provinces. Cette œuvre était difficile à réaliser, car son accomplissement exigeait autant de ménagements que de temps; mais la cour du roi, placée sous l'influence des gens de loi, pour qui les lois romaines étaient la source la plus pure des notions de droit, et qui dédaignaient les théories féodales, avait déjà, ainsi que nous l'apprennent les Olim, fait d'importants progrès dans cette carrière.

L'organisation de ce tribunal était malheureusement très-imparfaite; nous avons dit combien d'obstacles s'opposaient à ce que l'époque, le lieu de ses séances, ainsi que le nombre et la qualité de ses membres, fussent déterminés d'une manière

stable; il serait naturel de conclure, des obstacles qui s'opposaient à l'organisation régulière de la cour royale et des tribunaux inférieurs, que le mode de procéder devant ces juridictions était vicieux, informe et abandonné aux caprices des juges ou aux brigues des parties. Quelques documents judiciaires, et particulièrement les Assises de Jérusalem, combattent cette induction en présentant une série de dispositions sur la procédure qui montrent que cette science était déjà arrivée, à l'époque où Jean d'Ibelin écrivait son livre, à un degré de perfection très-voisin de l'abus; mais on pouvait penser que, si la science de la chicane florissait dans les cours féodales d'Orient, elle languissait méconnue dans celles d'Occident. Les Olim nous apprennent que les mêmes principes et des usages semblables régissaient des tribunaux situés dans des contrées très-différentes les unes des autres, mais que les usages féodaux rapprochaient et maintenaient sous l'empire des mêmes lois. Les Olim offrent donc le spectacle curieux de l'application des principes qui se trouvent développés, non-seulement dans les Assises, mais dans tous les monuments judiciaires de cette époque, dans les Établissements de saint Louis comme dans les ouvrages de Fontaines, de Beaumanoir et des savants jurisconsultes anglo-normands. Rapprocher ces ouvrages des Olim, montrer ce que les injonctions du législateur ou les théories du jurisconsulte devenaient dans la pratique, est un travail qui reste à exécuter.

Je n'en dirai pas autant de l'étude des deux actes les plus importants de la procédure à cette époque, de l'appel et du combat judiciaire, car on a, et depuis longtemps, approfondi et même épuisé cette matière; rappeler qu'elle a captivé toute l'attention de Montesquieu, c'est montrer qu'il n'est plus possible de la traiter avec succès. Cependant il est diverses ques-

tions historiques qui touchent à ces usages judiicaires, et qui n'ont pu être examinées, par cette raison que peu d'auteurs ont connu les Olim et que très-peu ont su s'en servir. Ainsi on répète que saint Louis prononça l'abolition du duel judiciaire dans ses domaines, mais que les efforts de ce prince ne furent pas, sur ce point, couronnés par le succès; cette notion générale n'a jamais été rendue plus précise, et on n'y arrive même que par induction.

Saint Louis favorisa de tout son pouvoir l'introduction des appels, et s'appliqua, comme sut le remarquer le Confesseur de la reine Marguerite[1], à faire prévaloir le système des enquêtes judiciaires dans la procédure civile et criminelle; personne n'ignore que les baillis et les sénéchaux furent les propagateurs les plus ardents de ces graves innovations, qui ne heurtaient pas moins vivement les mœurs de la nation que ses lois et ses préjugés. Mais on ne connaît pas aussi bien les moyens que saint Louis employa pour faire adopter des vues si sages et si neuves; par quels tempéraments il adoucit ce qu'elles avaient d'antipathique à la nation; quel genre de résistance il éprouva, ni si cette résistance prenait sa source dans la coutume ou dans l'intérêt; enfin les publicistes ne sont pas d'accord sur les causes qui paralysèrent l'action des lois qu'il rendit à ce sujet : on ignore toutes ces choses, parce qu'elles ne se trouvent que dans les Olim, et que personne ne les y a été chercher, pas même Brussel, qui cependant a traité ce sujet avec l'érudition abondante et spéciale et le jugement sûr qui le distinguent.

Je viens d'indiquer les parties de l'histoire générale qui sont éclairées par les Olim; si je voulais pénétrer dans les détails, descendre de l'ensemble de la société aux individus qui la

[1] P. 382.

composaient, on serait étonné en voyant combien de renseignements curieux et neufs présente ce recueil sur la situation morale, politique et économique des Français à la fin du XIIIe et au commencement du XIVe siècle. Ces arrêts, que rien ne rattache les uns aux autres, et qui offrent à l'étude des faits toujours divers, font envisager les relations des individus sous tant d'aspects différents, qu'on acquiert en peu de temps et sans peine la connaissance intime d'un ordre de société que plus d'un historien s'est efforcé de recomposer et d'animer de couleurs empruntées, tandis qu'ici cet état social se révèle de lui-même, sans détours, sans réticences et surtout sans recourir à ces moyens que l'art fournit et que la vérité réprouve.

On peut être étonné que le grand siècle de l'érudition, que l'époque des Montfaucon, des du Cange, des Mabillon, des Tillemont, etc. nous ait laissé l'honneur de publier un document qui doit rendre un notable service à l'avancement des connaissances historiques, et que plusieurs de ces maîtres de la science ont connu et signalé à l'attention publique; des considérations politiques se sont, jusqu'à la fin du dernier siècle, opposées seules à cette publication. Les Olim, je l'ai dit, n'étaient pas des registres officiels; cependant ils furent, quelque temps après leur rédaction, revêtus de ce caractère, et quand le greffe du parlement eut été établi, on y plaça ces registres et on les conserva avec le respect qui s'attachait à ces témoignages vénérables de la première jurisprudence de la cour du roi. Les Olim devinrent donc l'introduction de cet immense recueil d'arrêts qui, augmenté d'année en année, formait, lors de la destruction du parlement, une collection de plus de 9,000 volumes, qui existe aujourd'hui dans la section judiciaire des Archives du royaume, et qui y est conservée avec autant de soin et de respect que si le parlement veillait en-

core sur elle. Le temps, en passant sur les Olim, augmenta leur importance. Souvent il fallait consulter ce recueil pour éclaircir d'importantes questions relatives aux droits du roi, à ceux d'un grand nombre de familles nobles, de villes ou de corporations; le parlement, justement jaloux de ses prérogatives, et pour se maintenir en possession du droit de décider ces questions, ne communiquait qu'à regret des registres qui étaient devenus sa propriété. Cette sollicitude alla toujours en augmentant, et lorsque la révolution éclata, les Olim étaient devenus des registres secrets dont la communication était refusée à tous les citoyens et l'aurait été même aux dépositaires de l'autorité royale. Il paraît cependant que, dans le XVIe siècle, le conseiller Jean Lenain, un des magistrats les plus instruits de son temps, qui avait entrepris de faire un extrait des matières contenues dans les registres du parlement, put comprendre les Olim dans son immense et précieux travail. Après lui d'autres magistrats firent exécuter également des collections, mais sur des plans qui différaient du sien, et qui étaient beaucoup moins étendus. Ces collections existent presque toutes aujourd'hui, et celles que j'ai pu examiner reproduisent l'extrait des Olim qui sert d'introduction à la collection de Lenain; il est donc naturel de penser que ce magistrat trouva le moyen ou obtint la permission de faire une analyse des Olim, et que ses successeurs se sont contentés de reproduire cette analyse, qui ne peut aucunement tenir lieu des registres originaux ni même en donner une idée exacte, puisque Lenain n'a guère extrait des Olim que la cinquième partie des matières qui y sont contenues. Ces extraits, quoiqu'on en ait fait plusieurs transcriptions, et que divers historiens s'en soient servis utilement, n'ont donc pas réellement fait connaître ces registres; et il est permis de penser que le parlement ferma les yeux sur

une demi-publicité qui indiquait seulement au public l'importance du document politique et judiciaire qui était confié à sa garde.

Lorsque de graves dissentiments éclatèrent entre le roi et le parlement, lorsque de part et d'autre les deux pouvoirs se mirent à scruter avec plus de passion que de prudence leur origine respective, et à alléguer l'un contre l'autre des textes de lois, des traditions et des faits, les Olim, ces témoins de la consolidation du pouvoir judiciaire en France, devinrent une arme agressive et défensive du plus grand prix, et dont le parlement se réserva l'usage avec une sollicitude toute particulière. On voit, dans la correspondance de l'historiographe Moreau avec le ministre Bertin, de combien de mystère il fallut que les ministres du roi s'entourassent, quand, en l'année 1777, ils voulurent obtenir une copie exacte et complète des Olim, afin de ne plus arriver désarmés sur un terrain où le parlement avait toujours l'art de les attirer. La publication des Olim était donc un service que la science ne pouvait pas espérer à une époque où le parlement s'appliquait à obscurcir son origine afin de dissimuler sa vieillesse.

Plusieurs auteurs ont cependant fait un usage avantageux des Olim, ou des extraits qui en existaient, et la variété des travaux de ces auteurs montre assez combien est abondante la source où ils ont puisé. Du Tillet cite, dans son Recueil des rois de France, un très-grand nombre d'arrêts qu'il avait tirés de ce recueil. Le Glossaire de du Cange, et surtout le supplément que D. Carpentier y a joint, présentent une assez grande quantité de citations fournies par cette collection ; Laurière et Delamarre en ont extrait le texte ou l'indication de plusieurs statuts royaux qui ont pris place dans le premier volume des Ordonnances des rois de France, et dans le Traité de la po-

lice; Tillemont a montré, dans une Histoire de saint Louis, qui malheureusement est encore inédite, combien les Olim jettent de lumière sur les faits et sur la chronologie de l'histoire de France, pendant la seconde moitié du XIIIe siècle; Tobiesen Duby, dans ses Monnaies des barons de France; Leroy, dans son excellente Dissertation sur l'origine de l'Hôtel de ville de Paris, nous apprennent que ce recueil peut servir à traiter des questions spéciales d'histoire de France. Lepaige a composé ses Lettres historiques sur les fonctions essentielles du parlement, à l'aide des Olim, qu'il avait étudiés, comme tous les auteurs que je viens de citer, sur le manuscrit original, ce qui ne l'a pas empêché de faire un ouvrage médiocre; mais plusieurs écrivains célèbres, tels que Flavyn, Pasquier, Vély, Dubuat, Montesquieu, etc. paraissent n'avoir eu à leur disposition que des extraits des Olim, ou n'en parler que sur ouï-dire. Je ferai enfin remarquer que les Bénédictins, qui, à la vérité, avaient exclu la législation du cercle déjà si vaste de leurs travaux, n'en ont fait aucun usage, quoique la place d'un grand nombre d'actes contenus dans les Olim fût marquée au sein de leurs riches collections.

Les Olim ont donc déjà rendu à la science d'importants services, et cependant on peut dire qu'ils ont été à peine entrevus; mis désormais à la disposition de toutes les personnes qui prendront pour objet de leurs travaux le domaine de nos anciennes institutions nationales, ce document révélera aux historiens le caractère véritable d'une des époques les plus animées et les plus intéressantes de notre histoire; aux publicistes, l'esprit d'un gouvernement dont le principe était incertain et la forme compliquée, et aux jurisconsultes, les circonstances qui ont fait naître en France un pouvoir judiciaire dont l'éclat et la puissance, après avoir été l'appui le

plus solide de l'ancienne monarchie, sont encore aujourd'hui un des souvenirs glorieux de la France.

Il ne me reste plus qu'à faire connaître les moyens qui ont été employés pour donner à cette publication toute l'exactitude et l'utilité désirables, et pour la rendre digne de la place qui lui est réservée dans la Collection de documents historiques dont la munificence nationale a résolu de doter la science.

S'il avait fallu, pour publier les Olim, commencer par faire exécuter une copie des quatre registres originaux qui sont conservés aux Archives du royaume, une grande perte de temps et une dépense considérable auraient été la conséquence de cette nécessité. Mais je trouvai dans les papiers de l'historiographe Moreau, qui sont conservés à la Bibliothèque du roi, la preuve qu'une copie des Olim avait été exécutée par l'ordre du gouvernement, sous le règne de Louis XV, et que rien n'avait été négligé pour que cette copie fût une reproduction fidèle du manuscrit original. Mes premières recherches pour découvrir cette copie furent peu favorables; car les personnes qui pouvaient m'éclairer sur ce point étaient portées à croire qu'elle avait été brûlée en 1793, avec beaucoup d'autres papiers tirés de la Chancellerie. Cependant M. Barthe, alors ministre secrétaire d'état au département de la justice, ayant bien voulu prescrire des recherches dans la bibliothèque de son ministère, la copie fut retrouvée. Je dois signaler à la reconnaissance des personnes qui peuvent apprécier l'utilité de cette publication l'empressement éclairé que le chef de la magistrature nouvelle témoigna à favoriser la publication des vieilles annales de la magistrature ancienne, en mettant aussitôt cette copie des Olim à la disposition du Comité historique des chartes, chroniques et inscriptions. L'impression fut

donc entreprise peu de jours après qu'elle avait été décidée. Afin de donner au texte toute la fidélité désirable, MM. Dessales et Duclos, employés aux Archives du royaume, ont revu chaque épreuve sur le manuscrit original; l'orthographe du temps a été religieusement conservée, et aucun changement n'a été introduit dans un texte qui, étant peu correct, n'aurait pu être retouché sans perdre son caractère. Je ne puis assez les remercier du zèle qu'ils ont apporté dans ce travail, dont leur amour pour la science leur a si bien fait comprendre l'importance et surmonter l'ingratitude. Les tables de matières sont un instrument de recherches sans lequel un ouvrage du genre de celui-ci ne pourrait jamais devenir usuel; M. Douet d'Arc, employé aux travaux historiques du ministère de l'instruction publique, en rédigeant avec autant d'étendue que d'exactitude celles qui terminent ce volume, a rendu à cette publication un service que les lecteurs apprécieront.

LES OLIM.

ENQUÊTES ET ARRÊTS.

Digitized

LES OLIM.

ENQUÊTES. (1)

INQUESTE

REDDITE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLV.

I. Inquesta facta super confederacione quorumdam burgensium Corbiensium et de talia novem millium librarum facta in tribus annis: Probata est confederacio quatuordecim burgensium, qui fuerunt capitanei illius confederacionis; capientur et tenebuntur ad voluntatem Regis, et solvent domino Regi pro emenda quingintas libras Parisienses. Item probatum est quod talliaverunt novem millia librarum, set expenderunt eas in necessariis ville sue, sicut continetur in inquesta. Louis IX, 1255.

Nomina ipsorum quatuordecim sunt hec :

Martinus Truant, — Jacobus de Vers, — Johannes li Riches, — Enricus, Adam Esoreil, fratres, — Johannes de Braio, — Einardus Oiseles, — Philippus Portarius, — Petrus de Attrebato, — Lambertus le Quart, — Johannes[1] . . . . . — Martinus. . . . . — Adam . . . . . — . . . . . .

[1] Cet endroit du registre est totalement illisible; on ne peut y distinguer les quatre noms de famille et un nom de baptême qui sont nécessaires pour que la liste des quatorze confédérés annoncés dans l'enquête soit complète.

Louis IX, 1255.

II. Inquesta facta super hoc quod in terra Pertici primogenitus petit habere, secundum usus et consuetudines ipsius patrie, de stangnis (2) que debent dividi, quodcunque voluerit, ubicunque eciam sit : Probatum est quod primogenitus debet habere quodcunque stangnum voluerit, ubicunque sit, secundum consuetudines ipsius terre.

III. Inquesta utrum transversum de la Rondiere debeat portari apud Noentellum vel apud Castanetum (3) : Probatum est quod debet portari apud Noentellum.

IV. Inquesta super sex libris Turonensibus annui redditus quas moniales de Fonte-Ebraudi petunt in molendino de Kaagnet : Probatum est quod ipse moniales habent hujusmodi sex libras in ipso molendino, et habeant.

V. Inquesta super usagio quod homines de Chavilla petunt pro animalibus suis in boscis Gervasii de Syevre, militis : Probatum est quod ipsi homines habent usagium suum pro animalibus suis in ipsis boscis; quantum ad saisinam dicitur (4).

VI. Inquesta facta inter homines Sancti-Lupi de Cerans et priorem ejusdem loci super duabus minis avene quas idem prior petebat ab eis : Prior habebit ipsas duas minas et tenebitur ei carta sua; ipsi homines nichil potuerunt probare.

VII. Inquesta facta super hoc quod Robertus Berardi petebat facere justiciam super residentes in feodo de Nulliaco; quod eciam per quatuor solidos annui redditus quos, sicut dicebat, dicti residentes reddunt ipsi Roberto et ipse Regi; petebat idem Robertus ab ipsis corveias : De corveiis nichil probat idem Robertus; probatum est quod prepositus domini Regis habuit ipsos quatuor solidos per manum predictorum hospitum, et ita solvantur.

VIII. Inquesta facta super injuriis illatis leprosis de Corbolio a priore de Essona: Probate sunt injurie, et debet istud emendari ab ipso priore domino Regi et ipsis leprosis. Louis IX. 1255.

IX. Inquesta super hoc quod Odo de Broncuria miles petebat terram cujusdam hominis, racione forisfacti: Ipse miles non habebit hujusmodi terram, quia est uxoris ipsius hominis; set restituetur eidem uxori, si probet mortem viri sui.

X. Inquesta utrum Guillelmus de Buisencort debeat domino Regi tercium de boscis suis (5): Probatum est quod debet tercium, et solvat.

XI. Probatum est quod homines de Samesio sunt liberi de pedagio in castellania de Meleduno, salvo tamen denario debito vicecomiti Meledunensi pro planchiis: Solvant denarium.

XII. Inquesta utrum heredes de Maris habeant septem libras annui redditus in prepositura Britolii: Absolutus est dominus Rex de hujusmodi septem libris per inquestam.

XIII. Inquesta super hoc quod homines de Sancto-Cornerio petunt usagium in foresta Lande-Putride: Probatum est quod habent in ipsa foresta usagium suum, quantum ad saisinam.

XIV. Inquesta facta inter comitem Blesensem ex una parte, et Hospitalarios ex altera, videlicet super alta justicia Ville-Franchie: Probatum est quod domini Rememorentinenses, quorum idem comes est successor a sexaginta et quinquaginta annis citra, pacifice et sine reclamacione usque ad quatuor annos citra usi sunt alta justicia, videlicet multro, homicidio, raptu, mutilacionibus membrorum et aliis ad altam justiciam pertinentibus, commissis apud Villam-Franchiam, in hunc modum scilicet quod capti apud Villam-Franchiam

Louis IX, 1255. ducebantur apud Rememorentinum et ibi judicabantur; set post judicium, Jodoini, et Hospitalarii post ipsos, usi sunt execucione judicii ad forchias Rememorentini, et est probatum quod domini Rememorentinenses in alta justicia habent mobilia condempnatorum; in parva justicia habent bona Hospitalarii.

INQUESTE

REDDITE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE, ANNO DOMINI MCCLVI.

I. Probatum est sufficienter pro episcopo Aurelianensi contra dominum Regem, quod Trugmacum est de feodo ipsius episcopi.

II. [1] Inquesta Templariorum et hominum de Chalou super eo videlicet quod Templarii dicebant ipsos homines esse bannerios ad molendinos et furnos suos : Hujusmodi banneria non est probata, nec tenentur ipsi homines ire per bannum ad eosdem molendinos et furnos.

III. Inquesta super facto burgensis Trenorchiensis interfecti in abbatia Trenorchiensi a quibusdam monachis : Saisiatur justicia ville Trenorchiensis in manu Regis, et tota administracio temporalium ipsius monasterii, salvis victu et necessariis monachorum; saisiantur etiam aliqua de forcioribus castris ipsorum monachorum ad voluntatem Regis.

IV. Inquesta facta super usagio quod petunt homines de Turrivilla in foresta de Monteforti : Nichil est probatum pro hominibus, et nichil habeant.

[1] On lit en marge : *Super minina.*

V. Nichil probatum est pro Perroto de Sancto-Hilario, qui dicebat quod poterat vendere boscum suum de Blancha-Landa sine dangerio et sine tertio domini Regis, nec vendet. Louis IX, 1256.

VI. Inquesta facta pro Guillelmo Crispini super saisina portus Calvi-Montis: Guillelmus Crispini habebit saisinam ipsius portus.

VII. Homines de Noion non probant quod usi fuerint in foresta de Leonibus, nisi sicut abstracti, nec utentur.

VIII. Probatum est sufficienter per inquestam inde factam quod abbas Sancti-Sulpicii Bituricensis, de qualibet quadriga ducentis sal Bituris, habet unam manuatam salis pro quolibet equo de quadriga. Item probatur quod idem abbas fuit et est in possessione percipiendi unam manuatam salis, a quolibet vendente sal in platea mercati; non probatur quod a quolibet vendente sal extra mercatum, videlicet a vendentibus infra domos suas, habuerit idem abbas unam manuatam salis, nec habeat.

IX. Probatum est sufficienter quod Vernoilletum est de castellania Pissiacensi.

X. Probatum est sufficienter quod Guillelmus de Charentonio, miles, qui habebatur suspectus de uxore Stephani de Bosco, militis, que dicebatur esse consanguinea sua, post inhibicionem ballivi Bituricensis, intravit domum ipsius Stephani et tenuit ipsam, constringens[1] dictum Stephanum per aliquam horam. Vadia propter hoc factum data inter ipsum Guillelmum et Stephanum penitus remanebunt. Dum jura[2] ipsius Stephani, cognita seu probata, reddentur eidem ab ipso Guillelmo, corpus ipsius Guillelmi tenebitur in pri-

[1] Le mot *constringens* est douteux; le texte a été surchargé.

[2] Il en est de même des mots *dum jura*.

Loris IX, 1256. sione Regis, ad voluntatem ejus; omnia bona sua saisientur in manu Regis, salvo victu uxoris sue (6).

XI. Inquesta facta inter dominum Regem et priorem Sancti-Martini de Campis, super saisina justicie de Pantin: Probatum est sufficienter pro priore, et nichil pro Rege.

XII. Probatum est sufficienter pro domino Gaufrido de Lavardin contra dominum Regem, quod idem Gaufridus est in saisina de alta justicia in terra sua de Langest et in cheminis terre sue.

XIII. Nichil probatum est pro filio Robini d'Estrées de sergenteria ballivie Constanciensis quam petebat, nec habebit.

XIV. Probatum est pro abbate Sancti-Medardi Suessionensis contra episcopum Suessionensem, quod ipse abbas est in saisina de omnimoda justicia super homines de Cusiaco cubantes et levantes in fundo ipsius episcopi, hoc excepto, quod idem abbas non potest aliquid capere in masuris ipsorum hominum de Cusiaco.

XV. Probatum est pro cantatore Silvanectensi quod ipse est in saisina vendendi vinum in domo sua de Concorlio, durante banno Regis. Super roagio quod idem cantor petit de omni feodo suo ubicumque chargiatum sit vinum in via molendinorum vel extra viam in feodo suo; super hoc eciam, quod dicebat idem cantor quod tria brachia aque que sunt juxta fossatum suum sunt sua propria, majore et communitate Chambliaci istud expresse negantibus: Nichil probat idem cantor, et nichil habeat.

XVI. Probatum est quod canonici Medii-Monasterii sunt in saisina non solvendi mestivam pro casale suo de Monia de Volonges; agetur tamen coram ballivo Bituricensi super proprietate (7).

XVII. Probatum est quod archidiaconus Belvacensis, dominus de Cordemanche, habet saisinam de justicia latronis apud Cordemanche. Louis IX, 1256.

XVIII. Probatum est quod illi, qui habent domicilium Bituris, quicti sunt de pedagio animalium et de serviencia que petebat ab eis abbas Sancti-Sulpicii Bituricensis.

XIX. Probatum est quod dominus Pinguegniaci habet saisinam de justicia latronis in boscis abbatiæ de Gardo : Reddatur ei.

XX. Non est probatum quod Renaudus de Pontibus teneatur recipere juramenta hominum de Martello tanquam consules, set simpliciter.

XXI. Abbatissa de Footello,

Abbatissa Sancti-Anthonii Parisius :

Probatum est sufficienter pro istis quod habent saisinam usagii in frischiis de Noysiaco.

Homines de Noysiaco et de Brya :

De istis hominibus specialiter per confessionem prioris Sancti-Martini de Campis.

Domus Dei Parisius,

Homines de Mala-Noa,

Homines de Campis :

Isti idem usagium petunt, et nichil probatur pro eis.

Homines de Villaribus idem usagium petunt et produxerunt decem testes, quorum septem nichil probant. Tres sunt iterum examinandi, videlicet Johannes dictus Cafrin, Gaufridus et Richardus de Civilliaco : Isti eciam iterum examinati nichil probant.

Louis IX, 1257.

INQUESTE

REDDITE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLVII.

I. Super usagio et pasturis que petunt homines de Dravel, de Champrost et de Soisiaco in boscis domine Johanne de Dravel: Bene probatum est pro domina et nichil pro ipsis hominibus, nec habeant.

II. De hiis que petebat domina Elisabeth, relicta domini Galteri de Sucerno, de assisia terre facta ipsi Galtero, nichil probat eadem Elisabeth, et nichil habebit; teneat terram suam sicut solet.

III.[1] Sufficienter probatum est quod homines de Periers, de Woaquello, et de Perroils habent in foresta de Leonibus boscum siccum stando et viridem jacendo extra landas et defensum, excepto merrennio quarterii; habent etiam herbagium ad vaccas suas, solvendo pro qualibet unum denarium Turonensem, et pasturagium ad porcos suos usque ad ingressum mensis maii, quando foresta non clamatur, solvendo pro quolibet similiter unum denarium Turonensem. De hiis recognoverunt se debere ipsi homines singulis annis, pro qualibet quadriga, unum sextarium avene et unum panem ad Natale et duos denarios Turonenses, et quilibet homo qui habet usagium hujusmodi ad collum, unam minam avene, unum panem ad Natale et unum denarium Turonensem. Quilibet eciam qui habet hoc usagium, sive ad quadrigam sive ad collum, debet quatuor ova ad Pascham, et quodlibet hospicium ad ignem (8) unam gallinam. Pre-

[1] On lit en marge : *Quantum ad saisinam.*

dicta debent domino Regi, sive eant vel non eant ad hoc usagium in foresta predicta. Louis IX, 1257.

IV. Probatum est sufficienter quod illi qui sunt de carta Errout usuarunt vendere et emere in mercato de Chalon, sine solucione costume, dum tamen possint probare per fidem suam vel per quatuor magistros suos, quod sint de carta predicta.

V. Nichil probatur pro priore Sancti-Nicolai de Bosco-Rogeri super possessione usagii quod petit in Bosco-Rogeri, nichil habeat.

VI. Inquesta facta pro serviente nemorum de Bella-Quercu, qui petit quatuor sextarios bladi in granchia de Bella-Quercu annuatim, et dicit quod habere debet ipsum bladum de jure; petit eciam boscum siccum ad usum suum in hospicio suo : De blado nichil probat et nichil habebit [1]; de bosco sicco, remanebit in saisina sua.

VII. Probatum est sufficienter pro abbate Sancti-Valerici contra communitatem Rue, quod banleuca ipsius communitatis durat tantummodo usque ad pontem de Bequerel, et ita sit.

VIII. Per inquestam factam inter dominum Regem et priorem de Gisiaco, non probatur quod ipse prior usus fuerit de justicia latronis capti inter Cruces et Meslerium, nec probatur quod usus fuerit idem prior de omni justicia in terra de Fontaneto et de Gisiaco. Immo probatur quod dominus Rex usus est de justicia in istis locis subscriptis, videlicet apud :

Gisiacum, Limaium, Mellerium, Guierencurium, Morsiam-Villam, Boistavillam, Flaomont :

Saisina remanebit domino Regi de hujusmodi justicia.

[1] On lit en marge : *Experuit tamen postmodum ipsum bladum per inquisitores Regis.*

Louis IX. 1257.

IX. Non probatur quod Eustachius vicecomes, miles, consueverit percipere duos denarios de quolibet dolio vini capto seu adducto de extra feodum suum ad portum suum de Roselont.

X. Inquesta facta super pedagio seu conductu quem petit dominus Petrus de Barris ab hominibus Lorriaci apud Aurelianum, de quo dicebat se usum fuisse : Nichil probavit idem Petrus, nec habebit saisinam.

XI. Probatum est sufficienter pro hominibus de Noion super Andelam, quod ipsi habent in foresta de Leonibus usagium ; habeant saisinam.

XII. Dominus Johannes de Floriaco, miles, qui petebat planum boscorum de Monte-Gillardi in Bieria, nichil probavit, nec habebit.

XIII. Probatum est pro capitulo Sancti-Clodoaldi contra Garinum de Castaneto, militem, quod ipse Garinus diruit quasdam domos apud Suppleinvillam : Ipse reficiet domos quas ibi diruit.

XIV. Probatum est quod Hugo de Mineriis posuit manus violentas in ballivum Ambianensem.

Item quod dominus de Mineriis frater suus noluit ipsum ballivum juvare ad capiendum ipsum Hugonem :

Quilibet ipsorum duorum solvet de emenda ducentas libras Parisienses, et ponentur in prisione Regis quousque finaverint de ipsis emendis.

XV. Probatum est quod feodum Sancti-Aconini debet teneri a domino Rege.

XVI. Moniales de Bello-Mero remanebunt in saisina percipiendi a

Guillelmo de Pissiaco annuatim decem libras, quousque probatum fuerit quod ipse decem libre date fuerint ad vitam unius monialis tantummodo, vel ostensa fuerit alia causa ob quam ipse Guillelmus non teneatur ad proprietatem. Louis IX, 1257.

XVII. Probatum est sufficienter quod prior de Karitate est in saisina de tercia parte foreste de Baimonesche et de venda ipsius foreste : Debet reddi tercia pars eidem priori.

XVIII. Inquesta facta super hoc quod major et burgenses Perone dicebant quod homines villarum Septem-Potestatum (9) debebant juvare ad custus suos ad mundandum sive vacuandum fossatum de Perona quod vocatur Glavyon : Non est probatum quod homines Septem-Potestatum teneantur operari in fossatis de Glavyon et vacuare stangnum.

XIX. Probate sunt multe novitates et injurie facte a capitibus ministeriorum (10) in villa Brivensi, que capita ministeriorum de novo creata sunt :

Emendabitur violencia mulieribus illata per capcionem rerum et corporum ;

Restituentur dampna ab eis illata :

Emendabitur fraccio domorum per capcionem rerum et corporum :

Eligentur consules secundum numerum antiquum de consilio communitatis :

De cetero non creabuntur in villa capita ministeriorum, et, sicut juraverant super creacione capitum ministeriorum, ita jurabunt quod de cetero, nec ea eligent nec jurabunt.

Item de cetero non fient nec confratrie nec colligaciones. Super hiis apponatur pena decem millium librarum; hoc fuerit salvo jure dominorum ville.

Louis IX, 1257. XX. Dominus Johannes de Harecuria nichil probat super saltu cujusdam molendini siti in rivo Gambone, inter Planchas et villam Andeliaci, quem petit idem Johannes, et nichil habeat.

XXI. Inquesta Figiaci super violenciis, injuriis, fraccionibus domorum, eleccione consulum, cassacione capitum ministeriorum, juramentis, colligacionibus, confratriis :

Sufficienter probate sunt novitates et injurie facte a capitibus ministeriorum Figiaci :

Ordinatum est, ut premissum est de Brivensi, et sub pena viginti millium marcharum, et habebit abbas ejusdem loci emendas suas in hiis que ad ipsum pertinent. Tenentur eciam eidem abbati obedire tanquam domino, et in curia ipsius respondere et stare juri.

XXII. Probata est rescossa (11) facta a Radulpho Estevenart et Henrico-Anglico-Guerrico, servienti ballivi Ambianensis : Emendetur bene ipsa rescossa, et si Bella-Quercus est de castellania Ambianensi, dominus de Bartheugle emendabit domino Regi, eo quod noluit adducere ipsos homines suos, qui rescossam fecerant, coram ballivo apud Bellam-Quercum, ad mandatum ipsius ballivi.

XXIII. Probatum est pro abbate de Ferrariis quod ipse potest vendere aquam suam que est inter Cellam et Eglisolias quando voluerit.

XXIV. Non est probatum quod dominus Rex habeat apud Limeil justiciam de sanguine, banno et latrone, quantum ad saisinam.

XXV. Probatum est quod filius Hugonis de Hellenvillari debet tenere de domino de Cornellio feodum de Hellenvillari.

XXVI. Probatum est pro domino Rege contra Renaudum de

Pontibus quod commune consuevit levari (12) in villis ipsius Renaudi infra scriptis, videlicet apud : Theneignac, Grezic, Paisacum, Jaiacum, Nadeillac, Foilladum, Latornac, Terraçon : Levetur sicut consuetum est. Louis IX 1257.

XXVII. Inquesta de Calvo-Monte : Facient juratos sicut solent; communem domum non habebunt. Quando talliare voluerint, per ballivum domini Regis, qui prius sciet expensas et debitum ac receptas eorum, si opus fuerit, talliabunt et non aliter.

XXVIII. Probatum est quod homines de prepositura Capelle debent ire ad molendinum de Gressio per bannum.

XXIX. Non est probatum quod liberi Johannis quondam comitis Drocensis sint in saisina chaciandi in foresta d'Aliermont, nec chacient.

XXX. Inquesta Templariorum et Hospitalarium super eo quod dicunt se debere habere quictanciam de vinis prisie portuum Constancie : Observabitur consuetudo que durat ibi.

XXXI. Dominus Robertus de Brae nichil probat super eo quod dicebat se posse vendere boscum suum de Bretelo sine dangerio et tercio domini Regis, nec vendet.

XXXII. Nichil probatum est pro leprosis de Bosco-Hellebant, super eo quod ipsi dicebant se esse in possessione levandi monetagium ab hominibus suis, nec levabunt. Utantur tamen aliis de quibus consueverunt uti secundum cartam suam.

XXXIII. Probatum est quod Simon de Candela tempore quo vendidit quartam partem molendini de Canegandu et duo arpenta

Louis IX. 1257. terre, et duas partes dimidii arpenti prati, compleverat viginti et unum annum : Teneatur vendicio.

XXXIV. Robertus de Foresteria, qui petebat equos et quadrigas delinquincium de nocte in foresta de Bono-Molendino in festis Novem leccionum, nichil probat, nec habebit.

XXXV. Guillelmus de Chemino, qui petebat sergienteriam de valle de Garchiaco et de Cambreis jure hereditario et ex successione patris et avi sui, nichil probat, nec habebit.

Hoc fuit factum apud Vernolium.

INQUESTE

DELIBERATE APUD MELEDUNUM, IN PARLAMENTO NATIVITATIS BEATE MARIE VIRGINIS,

ANNO DOMINI MCCLVII.

I. Inquesta facta de arbore quam ballivus Attrebatensis fecit abscindi juxta Marolium, quam episcopus Attrebatensis dicebat esse suam et magister Adam de Viniaco dicebat ipsam esse in terra communi sibi et ipsi episcopo : Nichil probatum est pro magistro Adam; habeat episcopus saisinam.

II. Inquesta facta super eo quod abbas Virziliacensis petebat a Guillelmo de Fonte, civi Senonensi, talliam, videlicet quindecim solidorum forcium Nivernensium, occasione cujusdam domus quam idem Guillelmus habet apud Virziliacum in censiva et juridicione ejusdem abbatis : Bene probatur pro abbate, solvat Guillelmus predictos quindecim solidos fortes.

III. Inquesta facta qualiter dominus Gienville usus sit erga illos qui recedebant de villa sua, scilicet de Gienvilla, morantes sub dominio suo, et veniebant ad burgesiam Regis, et utrum res Aude de Dommartino et Hueti, filii sui, de quibus agitur, capte fuerint ab ipso senescallo antequam venirent ad burgesiam Regis : Probatum est quod res ipsius Aude et Hueti capte fuerunt postquam venerunt ad burgesiam Regis; mobilia et franche censive, secundum consuetudinem villarum francharum, remanebunt ipsis, scilicet Aude et Hueto : Usus senescalli bene probatur, quantum ad alia in quibusdam villis (13). Louis IX, 1257.

IV. Probatum est quod Guerricus de Bosco-Rogeri habet usagium in foresta de Mereio, juxta Paciacum, ad suum ardere : Habeat saisinam usuarii.

V. Inquesta facta super usuagio quod abbas Sancti-Taurini Ebroicensis petebat in foresta de Mereio, juxta Paciacum, pro manerio suo, sito juxta Paciacum, ad suum ardere, scilicet boscum mortuum, siccum et brancham : Nichil probatur pro abbate, et nichil habeat.

VI. Inquesta facta super mortalia quam dicitur posuisse in terra de Perriaco Guillelmus de Condremoreto, miles, a viginti annis citra : Probatum est quod a viginti annis citra posuit ibi mortaliam; cadat mortalia.

VII. Inquesta facta super constuma quam petebant in foresta de Leonibus homines de Sauceio, dou Till, de Warchua et de Meullento subtus Varchuam, videlicet boscum siccum stantem et viridem jacentem de braceia et de minus, et residuum adjacentium foreste et monachorum, qui habent ibi costumas : Pro istis costumis debent domino Regi, quilibet de ipsis hominibus habens quadrigam, annuatim duas minas avene, et non habens quadrigam, unam mi-

Louis IX, 1257. nam, et quilibet ipsorum unum panem ad Natale, et debent reddere avenas ad castrum de Leonibus, vadant aut non vadant ad constumam.

VIII. Inquesta facta super facto monasterii Sarlatensis, super eo videlicet quod Gerardus, abbas ejusdem loci, per falsum sigillum, regimen ejusdem monasterii dicebatur adeptus fuisse, propter quod Rex reputabat se deceptum quia fecerat ei deliberari administracionem temporalium : Quia probatum est contrarium, et dominus Rex non fuit deceptus, deliberentur bona monasterii Sarlatensis, si que saisita fuerunt, Girardo nunc abbati.

IX. Inquesta facta utrum peccunia que dicitur fuisse reddita Petro, quondam episcopo Morinensi, fuerit reddita pro decepmis (14) perceptis nomine regalium, tempore quo vacavit ecclesia Morinensis, per resignacionem Adame, quondam episcopi Morinensis : Reddatur episcopo Morinensi peccunia recepta pro decimis, nomine regalium, vacante sede Morinensi.

X. Inquesta facta super eo quod capitulum Ambianense petebat habere claustrum : Non est probatum quod capitulum Ambianense debeat habere claustrum; nec intendit dominus Rex, ad presens, super hoc facere graciam, quare multi se opponunt, et in dampnum plurium redundaret.

XI. Inquesta facta super saisina expletamenti mortalie et sequele quam prior et capitulum de Novo-Vico habere se dicebant apud Castrum-Radulphi, et se esse in saisina mortalie relicte Petri Merrerii : Probata est saisina mortalie pro ecclesia de Novo-Vico; ponatur capitulum in saisina.

XII. Inquesta facta super eo quod episcopus Sagiensis dicebat se esse in possessione cognoscendi de jure patronatus inter patronos

vel gerentes se pro patronis, ecclesiis vacantibus, in Corboneto et Belismeto : Probatum est pro episcopo; et cognoscat, quantum ad possessionem. Louis IX, 1257.

XIII. Inquesta facta super eo quod dominus Anselmus de Braia dicebat se esse et fuisse in possessione usuagii in foresta de Malo-Nido ad suum ardere in hospicio suo de Bardonvilla, in fagis et querquibus concavis per terram, per liberationem servientis dicte foreste : Probatum est pro dicto Ansello, et habeat saisinam.

XIV. Inquesta facta super eo quod ex parte comitis Sancti-Pauli et comitisse Attrebatensis, uxoris sue, dicebatur quod Robertus, quondam comes Attrebatensis, quando iter arripuit transmarinum (15), erat in possessione, vel quasi, percipiendi theloneum pro medietate a burgensibus episcopi Attrebatensis de loco qui dicitur Civitas, quociens alique res venduntur apud Attrebatum, predicto episcopo hoc negante : Nichil probatum est pro comite, nec habeat.

XV. Inquesta facta super jure justicie quam vendicat sibi dominus Rex in Villa-Nova que dicitur Sancti-Georgii in falsos monetarios, racione alte justicie quam dicitur ibidem habere et in alios malefactores qui capiuntur in via publica, et super eo videlicet quod abbas Sancti-Germani dicit quod ad ipsum spectat justicia illorum qui capiuntur cum falsa moneta in dicta villa, et eam expendunt scienter : Remanet abbas Sancti-Germani de Pratis in saisina de falso monetario, set non racione alte justicie, quia non est determinatum utrum sit alta justicia aut non : Dominus Rex tamen remanet in saisina de raptu.

[1] Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo septimo,

[1] Cette relation du procès, que nous reproduisons ici, en indiquant par des points les parties défectueuses, est écrite sur un carré de parchemin intercalé entre le deuxième et le troisième feuillet.

Louis IX, 1257.

mense mayo, capti fuerunt apud Villam-Novam-Sancti-Georgii duo falsi monetarii, unus in campis et in via fugiendo, et alius in mercato dicte ville, et per dominos Petrum de Chartes et Andream de Chenville, milites domini abbatis, fuerunt suspensi dicti falsi monetarii ad furcas Sancti-Germani ville predicte. Super quod prepositi Parisienses moverunt questionem, dicentes ipsorum suspensionem ad domini Regis justiciam pertinere; unde dominus Rex jussit quod dicti suspensi dependerentur et rependerentur in terra communi Regi et abbati predicto, volens quod in hoc..... ejus abbas; et fuit demandata et commissa inquesta ex parte Regis Philippo de Caturco, clerico Regis, et domino Johanni..... milite, quod ipsi inquirent sive ad Regem, sive ad Sanctum-Germanum dictorum suspensorum justicia pertineret..... Facta inquesta, et ipsa inquesta judicata apud Meledunum, in parlamento septembris, eodem anno, pronunciatum fuit in curia Regis quod ipsorum suspensorum ad Sanctum-Germanum justicia pertinebat, presentibus domino Simone de ..... milite; archidiacone Nicosio, decano Turonensi, dicto magistro Philippo, thesaurario Bajocensi, magistro Odone de Locis..... de Limeton, clericis Regis; Radulpho de Sancto-Laurencio, et me Odone de Corrigiaria, clerico, qui audivi..... judicium pro monasterio tanquam procurator monasterii; et sic sentenciato pro monasterio, depensi fuerunt dicti suspensi de furcis communibus; et dicte furce communes, que erant fixe ultra aquam a parte Ville-Nove, fuerunt destructe et projecte in aqua, et dicti suspensi asportati et resuspensi coram populo ad primas furcas, videlicet ad furcas Sancti-Germani Ville-Nove predicte, et viature justicia liberata (16).

XVI. Inquesta facta super eo quod dominus de Tylleriis dicebat quod non tenebatur solvere tercium nec petere licenciam vendendi pro haiis de Tilleriis quando venduntur, et quod dicte haye ad solucionem tercii non tenentur: Rex habebit tercium, quia dominus Tilleriarum nichil probat.

XVII. Inquesta facta super eo quod Philippus, quondam comes Bolonio, dicitur fecisse quondam garennam apud Fay in parrochia de Sancto-Felicio, dum vivebat : Probatum est quod idem Philippus, quando venit ad terram Ville-Nove, fecit de novo garennam de Fay in feodo eciam alieno, et quod communiter ante hoc solebant ibi venari : Cadat ista garena de Fay. Louis IX, 1257.

XVIII. Guillelmus Paroy, burgensis Tylleriarum, debet probare quod non fecit de gagiis suis, videlicet de tempore quo deservivit preposituram Tylleriarum, quam amodiaverat, que inchierata fuit super eum, quare non debeat gagia habere; et ad hoc probandum se obligavit spontaneus ad penam decem librarum Turonensium : Tenetur ad penam, et solvat.

XIX. Inquesta facta super hoc quod dominus de Nonein-Curia debebat probare quod non tenetur litigare coram ballivo Vernolii de hiis que pertinent ad baroniam suam de Nonein-Curia : Idem dominus nichil probat, placitabit coram ballivo Vernolii.

BIBLIOTECA NAZ. ROMA

XX. Cum questio verteretur inter abbatem et conventum Sancti-Salvii de Monsterolio, ex una parte, et majorem et juratos ejusdem loci, ex altera, super eo quod ipsi abbas et conventus dicebant quod cum ipsi habebant, racione ecclesie sue, omnem justiciam altam et bassam apud Escuir et Byaumeri et Campignoles, dicti major et jurati, contra justiciam, homines in ipsis villis manentes justiciare nituntur, ut pote de releveiis, corveiis, terragiis, falcillagiis, forisfactis, excadenciis et aliis plurimis casibus in prejudicium et gravamen ecclesie sue; ad que dicti major et jurati respondebant quod, licet homines dictarum villarum sint censuarii ipsorum abbatis et conventus, tamen ipsi homines sunt burgenses domini Regis et de communia sua, racione cujus burgesie et communie, ipsos homines justiciant et justiciari consueverunt a tempore regis Philippi usque nunc (17), ut dicebant; et maxime cum ipsi abbas et conventus, id quod habent

Louis IX, 1257. in ipsis villis, habeant ex dono comitis Pontivi, et ipse comes id solum dederit eisdem quod ibidem habebat. Dicunt major et jurati quod in ipsis locis justiciam habent, cum in rebus que dictus comes sibi retinuit in banleuca, habeant et consueverint habere judicium, quare in dictis locis id petunt habere. Item dicebant major et jurati quod homines ipsarum villarum consueverunt, a tempore regis Philippi usque nunc, justiciare, talliare et ipsos in cavalcatam et exercitum ducere, sicut et burgenses Monsterolii : Abbas et conventus nichil probant; major et jurati optime probant; remaneant ipsi major et jurati in saisina sua.

INQUESTE

REDDITE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO BEATI MARTINI,

ANNO DOMINI MCCLVII.

I. Inquesta facta super negocio Guillelmi de Lineriis, ad sciendum utrum terra de Berciaco per dominam Reginam posita fuit in manu domini Regis pro defectu hominis aut racione contencionis mote inter partes simul litigantes : Non est probatum quod dicta terra capta fuerit in manu domini Regis pro defectu hominis, imo duo testes dicunt quod racione litis mote inter partes : Reddantur arreragia ipsi Guillelmo.

II. Inquesta facta pro abbate Sancti-Marcialis Lemovicensis et conventu ejusdem loci contra decanum et capitulum Lemovicences, ad sciendum utrum ea que Guido de Brocis, miles, et Petrus de Petra-Bufferia vendiderunt dictis decano et capitulo, sint de feodo abbatis et conventus Sancti-Marcialis : Probatum est quod res quas Guido de Brocis, miles, et Petrus de Petra-Bufferia, nepos suus,

vendiderunt decano et capitulo Lemovicensibus, in villa et parrochia Sancti-Justi, sunt de feodo abbatis et conventus Sancti-Marcialis Lemovicensis, et quod sunt de castellania castri Lemovicensis; decanus et capitulum ponant extra manum suam res predictas, nec trahant ulterius in foro ecclesiastico ipsos abbatem et conventum hac de causa. Louis IX. 1257.

III. Inquesta facta utrum Arbrerius, clericus, fuerit detentus in prisione episcopi Aniciensis, et turpiter tractatus et conpulsus ad promittendum se redditurum quinquaginta libras Viennenses dicto episcopo vel ejus ballivo; et utrum super hoc conqueratur dictus clericus de Petro de Vicenobrio, milite: Probatum est sufficienter quod dictus clericus captus fuit et detentus, et turpiter tractatus in prisione episcopi Aniciensis in qua ponuntur latrones et criminosi, et quod hoc fecit fieri Petrus de Vicenobrio, miles, et quod coactus fuit promittere quinquaginta libras Viennenses, et quod ex eis solvit viginti quinque libras ejusdem monete mandato dicti militis. Item probatum est quod idem clericus non est falsarius, et quod idem miles reddidit racionem de dicta peccunia in conpotis episcopi: dominus Petrus de Vicenobrio non respondebit de injuria facta eidem clerico, quia fecit de mandato electi Aniciensis; præterea non respondebit de viginti quinque libras quas habuit ab ipso clerico, quia solvit electo: idem Arbrerius non solvat alias viginti quinque libras.

IV. Inquesta facta ad sciendum utrum mater Guillelmi de Onvilla, militis, erat seisita, quando obiit, de terra que fuit Richardo de Bellomonte in Hagua, quam petit idem Guillelmus a domino Rege per cartam inclite recordationis Philippi regis, necnon per quantum tempus ipsam dictam terram tenuit, et quantum valet terra predicta, et insuper qua occasione dicta terra ad manum domini Regis devenit: Probatum est quod dominus Eudo de Onvilla, maritus matris dicti Guillelmi, erat sesitus de terra de qua agitur quando obiit

Louis IX. 1257. eadem mater; absolvitur dominus Rex ab impeticione Guillelmi de Onvilla, militis, de terra predicta quam petit idem Guillelmus.

V. Inquesta facta super eo quod abbas Colunbensis dicit contra dominum Regem, quod usus fuit habere judicium duelli de hospitibus suis, cujuscunque rei sit, et usus fuit adducere predictum duellum, quando adjudicatum erat, in castro domini Regis de Nogento ad justiciam domini Regis; et, si dictum duellum pacificatum fuerit per justiciam domini Regis, abbas dicit quod usus fuit habere emendas; et, si ita accidit quod dictum duellum eat ultra, et quod aliquis pugilum sit victus, quod usus fuit habere bona illius qui victus fuerit, si hospes suus fuerit (18). Item dicit abbas quod bannum suum consuetum fuit clamari post bannum domini Regis : Probatum est quod, duello in curia abbatis Colunbensis inter suos homines judicato, et postea curie domini Regis reddito, idem abbas habebit bona devicti inventa in terra ipsius abbatis; preterea habeat idem abbas emendas de hospitibus suis in duellis pacificatis : Non est probatum quod abbas usus fuerit clamacione banni in duello Colunbensi.

VI. Inquesta facta utrum Radulphus de Tevilla, clericus, per quandam liberacionem, que dudum facta fuit ei, pro usuagio quod habebat in foresta Berancie ad chaufagium et herbagium, prope terram ad manerium suum Mesnilii-Garneri, per liberacionem servientis feodati, renunciaverit usagio suo quod habebat in tota dicta foresta, et utrum dicta liberacio facta fuerit ad finem vel ad tempus : Probatum est quod facta fuit ad finem et non ad tempus, taliter quod cum boscus, qui per dominum Regem in dicta foresta fuerat venditus, ad tale incrementum deveniret quod usagium suum recuperare posset, illud deberet recuperare et habere in tota foresta Berancie usque ad Doittum-Perros : Habeat usagium suum sicut dictum est.

VII. Inquesta facta inter abbatem Corbiensem et dominum Sy-

monem de Folliaco, militem, ex una parte, et majorem et juratos communie Corbiensis, ex altera (19), super eo quod idem abbas et dominus Symon dicebant quod ipsi fuerant in sesina capiendi panem positum pro vendendo ad fenestras in villa de Folloi, si non esset coctus ad furnum ipsorum de Folloi, et ducendi in prisionem ipsius militis, apud Folloi, extraneos ibidem mesleiam facientes; et quod dicti major et jurati dictos abbatem et Symónem, militem, hiis duobus, auctoritate sua, contra eorumdem voluntatem, desaisiverant: Sesina probata est; babebunt sesinam suam dictus miles et abbas Corbiensis. LOUIS IX, 1257.

VIII. Inquesta facta super eo quod dominus Henricus de Monsteruel, miles, dicebat quendam cheminum, qui erat extra villam de Domibus in Pontivo, in via que vadit de Domibus apud Monsterolium super mare, ad se pertinere, et ipsum tenere a comitissa Drocensi; Matheus vero de Roia e contrario dicebat quod habebat in predicto chemino custodiam et vicecomitatum (20), et quod eundem cheminum tenebat a domino Rege, et dicebat idem Matheus quod dominus Rex habebat in predicto chemino altam justiciam: Idem Henricus nichil probat, et nichil habebit.

IX. Inquesta facta pro domina Johanna de Flaacuria utrum homines de Brolio juxta Medontam qui tenent de censiva domine Johanne predicte, venerint ad pressorium suum de Mesouart postquam Petrus de Flaacuria, miles, quondam maritus ejusdem Johanne, iter arripuit transmarinum, et antea si venerunt, racione dicte censive seu alia racione, quod dicti homines dicunt quod non tenentur ire, nisi voluerint spontanea voluntate: Non probatur quod dicti homines ire teneantur, nisi ubi voluerint; eant ipsi homines ad pressorium ubi voluerint.

X. Inquesta facta utrum burgenses de Breeval et alii qui sunt de castellania de Breeval, teneantur ire per bannum ad molendi-

Louis IX, 1257. num Foleret de Ancto : Non est probatum quod predicti homines teneantur ire ad molendinum predictum per bannum.

XI. Inquesta facta super eo quod prior de Strata et domina de Malli dicebant, contra dominum Regem, altam justiciam apud Louveciennes ad se pertinere et non ad Regem : Ipse prior cum domina non probant quod fuerint in saisina de alta justicia apud Louveciennes, nec habebunt.

XII. Inquesta facta super eo quod Gualterus Clericus de Bellomonte dicebat quod Hugo dictus Lecherie, et Maria, ejus uxor, injuste possident duas pecias terre, sitas in territorio de Bellomonte : Reddetur Gualtero Clerico terra sua quam detinet Maria uxor Hugonis Lecherie.

XIII. Inquesta facta pro domino Johanne Britaudi, milite, contra dominum Guillelmum de Mesnilio, militem, super eo videlicet quod idem Johannes dedit eidem decem libratas terre, sicut asserit, pro mutuo quingintarum librarum sibi faciendo : Reddantur hujusmodi decem librate terre ipsi domino Johanni.

XIV. Inquesta facta super negocio magistri et fratrum domus Sancti-Lazari Exoldensis et cujusdam dicti Chancru quem dicebatur quidam miles per peccuniam manumississe : Dictus Chancru, uxor ejus ac eorum nepos remanent servi Regis, quia erant de feodo Regis, et fuerant manumissi sine licencia ejus a dicto milite; dominus Rex tamen dat eos de gracia domui leprosarie Exoldensi, si voluerint ibi esse.

XV. Inquesta facta inter dominum Henricum de Boureio, militem, ex una parte, et camerarium (21) Longi-Pontis ex altera, super eo videlicet quod idem Henricus dicebat quod gentes ipsius camerarii violenter abstulerant genti sue quandam latronissam captam, ut dicebat,

in justicia sua et dominio suo apud Aufergis; camerario dicente e contrario quod ipsa latronissa non fuerat capta in terra nec in dominio nec in justicia ipsius Henrici, set in terra sua propria, divisa a terra ejusdem Henrici, in qua terra habebat saisinam justicie; nec abstulerant gentes sue ipsam latronissam, set spontane fuerat eis tradita a gentibus ipsius Henrici. Dicebat eciam camerarius quod idem Henricus detinebat usque ad septem decim sextaria avene et tres minerios et duo sextaria pisarum et septem minerios vecie que dicebat esse sua, quia fecerat ad medietatem terram in qua hec creverant de una muliere Parisiensi, in cujus mulieris domo idem Henricus hec ceperat : Probatum est pro eodem Henrico quod ipse est in saisina de justicia latronis in terra monachorum Longi-Pontis, apud Aufergis, et super hoc nichil probatum est pro monachis : Habeat idem Henricus saisinam; monachi resaisiant ipsum de latronissa, quia probata est rescossa. Idem Henricus reddet bladum predictum et veciam et pisa que ceperat in domo mulieris. Louis IX, 1257.

INQUESTE

REDDITE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLVII.

I. Inquesta facta utrum monachi de Sancto-Dyonisio levaverint, habuerint seu haberent furcas apud Trambleium, et fecerint justiciam apud Trambleium, quia prepositi Parisienses opponebant se pro Rege : Rex nichil probat; monachi habeant saisinam de furchis.

II. Inquesta facta super hoc quod dominus Gauquelinus de Ferrariis, miles, petit habere communia auxilia per Normanniam (22) in feodis de Broocort, racione baronie sue de Ferrariis, que feoda dicit

Louis IX, 1257. exivisse de baronia sua predicta, ballivo Rothomagensi opponente se pro Rege et in contrarium asserente : Idem Gauquelinus nichil probat, et nichil habeat.

III. Inquesta facta super hoc quod domina de Foresta dicit quod ipsa et antecessores sui usi fuerunt de omni justicia apud Guerrevillam et in omni feodo Guerreville sicut se proportat continue, usque ad ulmum de Couarec, absque alia commixtione alterius feodi et in omnibus locis pertinentibus ad dictum feodum Guerreville; ballivo et preposito Medonte e contrario dicentibus quod dominus Rex usus fuit de omni justicia in dicto feodo Guerreville et in omnibus aliis feodis, cujuscunque sint, que sunt infra banleucam Medonte: Domina de Foresta nichil probat: Rex habeat saisinam infra banleucam tantum Medonte.

IV. Inquesta facta super hoc quod ballivus dicit quod coadjutor magistri molendinarii, qui tenet molendina domini Regis de Mellento, usus fuit percipere quandam paleatam farine ab omnibus burgensibus de Mellento qui veniunt molere ad dicta molendina; majore et burgensibus de Mellento dicentibus e contrario quod nunquam consueverunt persolvere dictam paleatam farine, nisi postquam regina Blancha, mater domini Regis, decessit : Coadjutor molendinarii molendinorum domini Regis de Mellento non habebit paleatam farine.

V. Inquesta facta super hoc quod, cum ballivus Turonensis peteret ab abbate et conventu Belliloci juxta Lochias sibi reddi, pro domino Rege, segreagium (23) de bosco de Chenays vendito ab ipsis precio ducentarum librarum, ipsi abbas et conventus dixerunt se non teneri ad solucionem ipsius segreagii, tum quia quandam partem ipsius bosci extirpaverunt alias et exemplaverunt et ad culturam redegerunt sine aliqua contradictione, tum quia quandam monstratam ipsius bosci vendiderunt tempore domini Droconis de Melloto,

tunc temporis domini Lochiarum, de qua nullum segreagium nec aliquid loco segreagii dicto Drogoni persolverunt, tum eciam pro eo quod, cum nemus quod dicitur Boscus-Ogerii non sit segreale, et dictus boscus de Chenays sit situs quasi in medio dicti nemoris Ogerii, idem boscus de Chenays non est segrealis; et propter istas raciones dicunt se non teneri ad solucionem ipsius segreagii: Abbas et conventus nichil probant sufficienter, solvant segreagium. Louis IX, 1257.

VI. Inquesta facta inter priorem de Campis, ex una parte, et leprosos de Corbolio, ex altera, super foragio vini, qui venditur in die nundinarum sancti Michaelis, quem leprosi dicunt esse suum : Habeant magister et fratres leprosarie de Corbolio saisinam ipsius foragii.

VII. Inquesta facta super eo quod Tygerus de Plessiaco, armiger, et participes sui dicunt se esse in possessione justicie latrocinii in terra sua de Plessiaco, gentibus domini Regis e contra dicentibus Regem esse in possessione dicte justicie : Reddatur dicta saisina ipsi Tigero et participibus suis.

VIII. Inquesta facta super hoc quod prior Sancti-Martini de Campis Parisiensis dicebat se et antecessores suos fuisse et adhuc esse in possessione et saisina justicie apud Noisiacum-Grandem a quadraginta annis citra; prepositis Parisiensibus dicentibus e contrario quod Rex est in saisina ipsius justicie : Rex nichil probat; prior habeat saisinam ipsius justicie.

IX. Inquesta facta inter dominum Creciaci, ex una parte, et capitulum Meldense, ex altera, super hoc videlicet quod idem dominus Creciaci volebat et dicebat se habere garennam in terra ipsius capituli apud Daynvillam, ipso capitulo hoc negante et asserente quod nobiles et alii de terra illa usi sunt chaciare in ipsa terra capituli quociens volunt, ipso domino Creciaci hoc sciente et non contradicente : Dominus Creciaci nichil probat, et nichil habeat.

Louis IX, 1257.

X. Inquesta facta inter dominum Regem, ex una parte, et comitissam Viennensem, ex altera, super hoc quod ipsa comitissa dicebat se esse in possessione percipiendi et habendi medietatem pecunie habite de brocia Garini quociens ipsa brocia venditur, ballivo dicente pro domino Rege in contrarium: Nichil probatum est pro ipsa comitissa, nec habeat.

XI. Inquesta facta pro Petro de Lauduno, cambellano domini Regis, utrum unquam habuit vel debeat habere justiciam duelli hospitum suorum manencium apud Praerias, si aliquod duellum aliquando super hospites suos advenerit. Item queritur de omnibus aliis justiciis: Petrus de Lauduno nichil probat, nec habeat.

XII. Inquesta facta inter homines de Trapis, ex una parte, et Michaelem de Trapis ac Guillelmum de Silvanecto, ex altera, super eo quod ipsi homines dicunt se usos fuisse, et esse in possessione talliandi terras quas idem Guillelmus tenet apud Trapas, racione uxoris sue, pro gisto domini Regis; ad quod dicit idem Guillelmus quod illi qui tenuerunt ipsas terras, ante uxorem suam, nunquam solverunt hujusmodi talliam. Item talliandi terras dicti Michaelis similiter eadem de causa, ad quod idem Michael dicebat quod duo gisti levati sunt apud Trapas, de quibus nichil solvit. Item dicunt ambo quod non tenentur, quia sunt servientes domini Regis: Non est probatum quod Michael de Trapis et Guillelmus de Silvanecto solverint talliam pro gisto domini Regis, nec solvant. Hoc dicitur quantum ad saisinam, salvo jure proprietatis.

XIII. Inquesta facta super hoc videlicet in quo statu maneria et molendina domini Gauquelini de Ferrariis, videlicet de Ferrariis et de Chambrais, erant, quando idem Gauquelinus devenit in custodia Regis, et quando sibi fuerunt reddita; que maneria et molendina petit idem Gauquelinus reponi in statu in quo tunc erant: De deterio-

racione maneriorum et molendinorum suorum nichil probat idem Gauquelinus, et nichil habeat. Louis IX, 1257.

XIV. Inquesta facta inter homines de Miromonte, ex una parte, et dominum ejusdem loci, ex altera, super eo videlicet quod ipsi homines dicunt et asserunt quod ipsi possunt et debent de consuetudine adducere, de terris suis sitis in territorio de Miromonte, garbas suas (24) cum terragio quod habet idem dominus in dictis terris; ipso domino in contrarium dicente quod ipsi homines debent et consueverunt terragium suum adducere per se absque garbis aliquibus dictorum hominum : quantum ad usum fit inquesta : Habeant homines saisinam portandi garbas suas cum terragio domini.

XV. Inquesta facta super occisione Guillelmi, dicti le Borne, clerici, que imponebatur Guillelmo barbitonsori : Absolutus est idem barbitonsor.

XVI. Conquerebatur dominus Jacobus de Contes, miles, quod major et jurati Monsterolii domum suam de Campignoles, per violenciam et outragium suum, fregerant et eidem dampna multa intulerant, que sibi petebat restitui et emendari. Major vero et jurati dicebant quod hec que ipsi Jacobo fecerant in domo predicta, fecerant utendo jure suo, et quod dicta domus ipsius Jacobi et res in eadem existentes sunt in eorum banleuca, et debent per eos justiciari, quando casus accidit de quo justicia fieri debeat, et quod usi sunt de eorum justicia a longo tempore usque ad illos terminos et ultra, prout eorum banleuca se comportat, prefato Jacobo hoc negante : Per inquestam inde factam, probatum est sufficienter quod domus, de qua agitur, est in banleuca majoris et juratorum Monsterolii, et quod ipsi habent justiciam per totam banleucam suam, et quod ea justicia satis usi sunt; et absoluti fuerunt major et jurati ab hujusmodi impeticione dicti Jacobi.

Louis IX.
1258.

INQUESTE

TERMINATE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLVIII.

I. Inquesta facta inter episcopum Aniciensem, ex una parte, et Brianum de Retortorio, canonicum Aniciensem, ex altera, super hiis que inferius continentur. Quantum ad saisinam, adjudicata est ipsi episcopo saisina majoris justicie et eorum que spectant ad merum imperium, cognoscendique de quolibet crimine seu forisfacto et inquirendi de eisdem ac puniendi seu penam indicendi pro premissis : item aperiendi testamenta seu publicandi, tutores seu curatores dandi et tutelas confirmandi, emancipaciones faciendi in territorio quod Brianus predictus habet in civitate Aniciensi : item saisina exercendi omnimodam juridicionem in dicto territorio, tam in causis civilibus quam criminalibus, singulis annis in mense augusti, et de clamore facto mense augusti, in curia dicti episcopi, per totum annum, postmodum cognoscendi, inquirendi, puniendi, cavalcatas faciendi, districtusque pro omnibus premissis et pro talliis, cum eas contingit fieri in civitate Aniciensi, in dicto territorio Briani faciendi.

II. Cum contencio esset inter vicecomitem de Combornio, ex una parte, et Petrum de Murato, burgensem castri Lemovicensis, ex altera, super hoc quod idem vicecomes dicebat quod, quando aliquis talliarius suus recedit a castro suo de Treignac sub alio dominio, bona sua mobilia et immobilia in dicto castro suo existencia non potest neque debet ille recedens expletare, set debent ipsi vicecomiti penitus remanere. Quare petebat idem vicecomes bona et hereditatem

dicti Petri qui fuit talliarius suus, ut dicebat, quecumque habet in castro suo predicto, sibi remanere, prefato Petro se opponente et in contrarium asserente : Tandem per inquestam inde factam melius est probatum pro Petro de Murato quam pro vicecomite; gaudeat Petrus de bonis suis que habet infra castrum predictum de Treignac (25). Louis IX, 1258.

III. Inquesta facta per senescallum Petragoricensem inter abbatem de Caduino, ex una parte, et dominum Aymericum de Castro-Novo, ex altera, super eo videlicet quod idem abbas dicebat quod Simon, quondam comes Montis-Fortis, dederat in perpetuam elemosinam abbatie de Caduino, post capcionem Castri-Novi, viginti quinque libras Petragoricenses, et comes Amalricus, filius ejusdem Simonis, centum solidos et decimam piscium in piscaria dicti castri; que dicte viginti quinque libre et dicti centum solidi debebant percipi et haberi a dicto abbate, nomine dicte abbatie, annuatim super dicta piscaria, vel super aliis redditibus dicti castri, si piscaria non sufficeret ad solucionem ipsius pecunie. Item qua racione dictum castrum ab ipso comite captum fuit et destructum, aut racione heresis, aut alia racione, quia idem Aymericus dicebat quod dictus comes cepit ipsum castrum per vim et violenciam suam et minus juste, et quod dictus abbas, nomine abbatie sue, predictam elemosinam nunquam habuit neque exercuit, nec habere debebat. Dicunt plures testes quod comes Montis-Fortis, propter hereticos habitantes in dicto castro, bis ipsum castrum cepit quadraginta annis elapsis, post modum per proditionem fuit amissum. Archiepiscopus Burdegalensis, congregata multitudine magna gencium suarum et cruce signatorum propter hereticos predictos, venit ad ipsum castrum, et illud cepit et dirui fecit (26). Quia monachi de Caduino non probavernut quod habuerunt aliquam saisinam de hiis que petunt per cartas comitum eciam tempore donatorum, que donacio facta fuit quadraginta quatuor annis jam elapsis, non sunt super hoc audiendi.

Louis IX, 1258.

IV. Inquesta facta inter Huetum Chauvin de Baignoleto, armigerum, ex una parte, et dominum Regem, ex altera, super justicia sanguinis et mesleie in terra ipsius Hueti de Monsterolio, de qua dicit se esse in saisina idem Huetus, gentibus domini Regis e contra dicentibus dominum Regem esse in possessione ipsius justicie : Saisina Hueti probatur et nichil pro Rege; habeat Huetus saisinam ipsius justicie.

V. Inquesta facta ad quem pertineat proprietas magne justicie de Sancto-Valentino, utrum ad dominum Regem, vel ad dominum Gaufridum de Capella, militem, et quis eorum usus fuerit de eadem usque ad tempus quo idem Gaufridus ultimo fuit usus de eadem, faciendo suspendi, per judicium curie sue, quatuor annis jam elapsis, quemdam hominem qui combusserat quandam domum : Idem Gaufridus nichil probat; proprietas magne justicie de Sancto-Valentino remanebit domino Regi.

VI. Inquesta facta super eo quod homines Regis de Sancto-Germano dicunt se esse liberos apud Pissiacum ab omni constuma et transverso de rebus quas adducunt ad usum Sancti-Germani, communia Pissiacensi e contrario dicente quod ipsi de communia sunt in possessione percipiendi ab ipsis hominibus de hujusmodi rebus constumam et transversum : Nichil probatur pro communia Pissiacensi; homines domini Regis predicti habeant saisinam libertatis predicte.

VII. Inquesta facta super eo quod capitulum Sancti-Frontonis Petragoricensis dicebat se esse in possessione, tempore quo dominum Regem sibi associavit in juridicione et dominio ville Sancti-Frontonis Petragoricensis, recipiendi videlicet vendas terrarum et possessionum que in dicta villa et pertinenciis et parrochiis ejusdem ab aliquibus vendebantur, burgensibus ejusdem ville e contrario dicentibus se, tempore predicto, esse in possessione predictorum et non capitulum :

Probatur saisina pro capitulo et nichil pro burgensibus; habeat capitulum saisinam ipsarum vendarum. Louis IX, 1256.

VIII. Cum contencio esset inter Huetum de Pompona, armigerum, ex una parte, et abbatissam et moniales de Kala, ex altera, super eo quod idem Huetus dicebat se esse in possessione tocius justicie super hospites suos de terra Pomponensi, ipsis abbatissa et monialibus e contra dicentibus quod ipse sunt in possessione tocius justicie super hospites memoratos: Per inquestam inde factam nichil probatur pro abbatissa et monialibus; idem Huetus probat se esse in saisina justicie gagii, duelli, combustionis, latronum et aliarum minutarum justiciarum (27) super predictos hospites suos.

IX. Inquesta facta super jure regalium quod dominus Rex debet habere in civitate Aniciensi, vacante sede Aniciensi. Non est probatum quod dominus Rex habuerit regalia in castris et villis episcopi Aniciensis preterquam in civitate Aniciensi. Item in pedagiis que habet episcopus extra civitatem Aniciensem a duabus ultimis vacacionibus citra: Nec est probatum quod domimus Rex, vacante ecclesia Aniciensi, tenuerit domum episcopalem nec eciam fortalicia civitatis nec quod contulerit aliquam prebendam vel dignitatem in ecclesia Aniciensi, vacante predicta ecclesia, nec quod capitulum Aniciense unquam denunciaverit mortem episcopi Aniciensis, vacante sede, domino Regi, vel pecierit ab eo licentiam eligendi: Probatum est pro domino Rege quod, vacante sede Aniciensi, dominus Rex habuit, nomine regalium, longe a retroactis temporibus, juridicionem et omnes episcopales redditus civitatis Aniciensis, preter redditus altarium et, in duabus ultimis vacacionibus, pedagia que habet episcopus extra civitatem Aniciensem.

X. Cum domina de Marliaco diceret se esse in possessione magne justicie in villa de Housseio, racione castellanie sue, decanus eciam et capitulum Sancti-Clodoaldi dicerent se esse in possessione pre-

Locus IX. 1256. dicte magne justicie in villa predicta, preterea prepositi Parisienses dicerent dominum Regem esse in possessione ipsius magne justicie ibidem; per inquestam inde factam domina de Marlia, et decanus et capitulum Sancti-Clodoaldi non probant pro se saisinam magne justicie predicte apud Housseium: Remaneat domino Regi.

XI. Cum abbas et conventus Sancti-Judoci supra mare dicerent se fuisse spoliatos a domino Rege de sedibus navium inter Sanctum-Judocum et medium aque de Cahanche, de quibus erant in possessione, et maniagio (28) racione empcionis facte ab eis a Wermundo, dicto de Sancto-Judoco, quondam homine eorum, qui dictas sedes tenebat ab eisdem, ut dicunt; que quidem negabat ballivus Ambianensis pro Rege, dicens quod dominus Rex erat in possessione et maniagio dictarum sedium a tempore a quo non est memoria (29); per inquestam inde factam, nichil probatum est pro abbate: Saisina et maniamentum domini Regis bene probatur, et habeat.

XII. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Petri Carnotensis, ex altera, super eo quod ipsi abbas et conventus dicebant ad se pertinere altam justiciam de Boisvilla et pertinenciarum ejus, gentibus domini Regis e contra dicentibus quod ipsa alta justicia ad dominum Regem pertinebat; per inquestam inde factam, nichil probatum est pro domino Rege: Remaneat abbati et conventui supradictis alta justicia de Boisvilla et pertinenciarum ejus.

XIII. Inquesta facta super discordia que est inter dominum Guillelmum de Meullento et magistrum Simonem de Poogniis, canonicum Ebroicensem, videlicet utrum Garinus de Sissiaco, miles, feodum quod Nicholaus li Pulloys tenebat de ipso, teneret de domino Rege vel de dicto Guillelmo, et qualiter idem Guillelmus usus fuerat de justicia in illo feodo: Dominus Guillelmus nichil probat; tenetur idem feodum a dõmino Rege.

XIV. Inquesta facta utrum Johannes de Turre, miles, debeat vel possit portare constumam suam, quam habet in bosco de Mereio, ad molendinum suum reparandum, licet molendinum illud existat in feodo menbri lorice (30) dicti militis, pro quo feodo habet dictus miles dictam constumam, sicut dicit, et quomodo super hoc usus fuit : De usagio molendini nichil probat idem Johannes de Turre. Louis IX, 1250.

XV. Inquesta facta inter priorem de Rochis, ex una parte, et Sibillam, sororem majoris de dictis Rochis, et Johannam, filiam ipsius Sibille, ex altera, super eo quod ipse mulieres dicebant contra ipsum priorem quod ipse fecerat injuste abscidi auriculam ipsius Johanne et sine judicio (31) : Non est probatum quod idem prior injuste fecerit abscidi auriculam ipsius Johanne; absolvatur super hoc idem prior.

XVI. Inquesta facta inter dominum Regem, ex una parte, et dominum Johannem de Monte-Gennoto, militem, ex altera, super hoc quod idem Johannes dicit quod ipse et antecessores sui usi fuerunt antiquitus de habendo et faciendo furchas in feodo de Monte-Gennoto. Item dicit quod habet justiciam latronis et potest latronem capere et justiciare usque ad rivum de Valescuria, racione feodi de Monte-Gennoto, et de hoc ipse et antecessores sui usi fuerunt pacifice, prout dicit, gentibus domini Regis e contra dicentibus quod dominus Rex est in saisina predictorum : Probatum est pro domino Rege, et nichil probatum est pro ipso Johanne; habeat dominus Rex saisinam predictorum.

XVII. Inquesta facta inter clamatorem (32) Stampensem, ex una parte, et fratres Templi, ex altera, super hoc quod mensura consuevit requiri et haberi de domo ipsius clamatoris Stampensis quando vendebatur vinum in domo Templi, ut dicebat, fratribus Templi hoc negantibus, et e contra dicentibus : Nichil probatum

Louis IX. 1258. est pro fratribus Templi; requiratur mensura in domo ipsius clamatoris.

XVIII. Inquesta facta super hoc quod abbas et conventus Sancti-Maglorii Parisiensis dicunt quod usi fuerunt de justicia sanguinis et mutilacionis in villa Sancti-Leodegarii in Laya, ballivo Medontensi e contra dicente quod dicta justicia interest domini Regis: Licet usus parcium super hoc probatus non fuerit, remanet tamen ipsa justicia abbati per cartam regiam quam inde habet.

XIX. Inquesta facta utrum Waflardus et antecessores ejus usi fuerint vendere boscum suum de Bello-Puteo, sine licencia domini Regis et sine tercio; et sciendum est quod dictus boscus clausus est ab antiquo de viva haia: Idem Waflardus non probat intencionem suam; Rex habebit inde jus suum.

XX. Inquesta super compoto quem Petrus, dictus Maurrois, fecit cum Johanne de Chembaudor apud Noviomum, de quo erat contencio inter ipsos: Probatum est quod computatum fuit inter ipsos, et per compotum inventum fuit quod Petrus predictus receperat ducentas et sexaginta libras.

XXI. In questa facta inter priorem et conventum Sancti-Martini de Campis, ex una parte, et Huetum de Bailloleto, armigerum, ex altera, super teloneo panis venditi Parisius: Prior et conventus Sancti-Martini de Campis non probaverunt contra saisinam et cartam ipsius Hueti, per quod proprietas tercie partis telonei panis Parisius, de quo agitur, non remaneat ipsi armigero, et absolvitur idem armiger super hoc ab impeticione ipsorum.

XXII. Inquesta facta de querela mota inter comitem Blesensem, ex una parte, et dominum Ambazie, ex altera. Inquirendum est utrum Matildis, quondam domina Ambazie, fuerit in medietatis possessione

de Blemarz et pertinenciarum, et quo tempore. Item utrum de predictis per Hugonem, quondam comitem Sancti-Pauli, fuerit spoliata. Item utrum de dicta spoliacione fuerit facta inquesta de mandato Regis. Item utrum per dictam inquestam dicta Matildis fuerit restituta de predictis. Item utrum idem comes eandem Matildim de predictis postea spoliaverit. Item utrum nobilis mulier Matildis, quondam mater comitis Blesensis qui nunc est, tempore quo decessit, esset in possessione pacifica predictorum et per quantum tempus. Item utrum idem comes Blesensis, post decessum matris sue (33), fuerit in possessione pacifica predictorum, et per quantum tempus : Non est probatum quod comes Hugo dessaisiverit predictam dominam Matildim, postquam fuit inducta in possessionem, per inquestam factam de mandato Regis et sentenciam latam pro ea. Louis IX 1230.

XXIII. Inquesta facta utrum Philippus de Lorrico habeat consumam ad brancham, pro igne suo, in foresta de Mereio, et quomodo pater suus et ipse Philippus usi fuerint : Reponatur idem Philippus in saisina usus ad branchas, salvo jure proprietatis.

XXIV. Inquesta facta super eo quod dicitur, ex parte domini Theobaldi de Bellomonte, quod ipse debet habere furchas, et est in saisina habendi in villa de Ferrariis, et ad quem spectat alta justicia in ipsa villa, utrum ad dominum Regem vel ad dictum Theobaldum : Quoad altam justiciam nichil est probatum pro domino Theobaldo, Rex habebit; quantum ad proprietatem et possessionem furcharum, reficietur per prepositos Parisienses.

XXV. Cum discordia esset inter capitulum Suessionense, ex una parte, et majorem et juratos Suessionenses, ex altera, super hoc quod capitulum dicebat majorem et juratos predictos, Jacobum Cementarium et Johannem, filium ejus, qui se sponte sua fecerant homines capituli predicti, secundum consuetudinem comitatus Suessionensis, quod facere poterant, ut dicebant, et capitulum requisisset eosdem

Louis IX, 1258.

sic incarceratos tanquam homines suos de corpore ab illo qui tunc erat loco majoris, et licet ipsi homines congnovissent pluries in dicto carcere se esse homines capituli de corpore, tamen dicti major et jurati eosdem dicto capitulo reddere denegarunt[1]. Unde, pendentibus dictis requisicione et recognicione, alter eorum, videlicet Johannes, decessit in carcere; cujus Johannis homagium, requisicionem eciam capituli pro eo et requisicionem ipsius, dum esset in carcere, dicti major et jurati denegarunt, dicentes quod si capitulum omnia ista probaret vel aliquid istorum, major tamen et jurati dicebant omnia ista licere eis, et posse facere tam ex consuetudine quam ex cartis: Per inquestam inde factam nichil probatum est pro predicto capitulo Suessionensi.

XXVI. Inquesta facta super usagio quod servientes Montis-Argeri petunt in bosco de Chaalete, videlicet unam quadrigatam qualibet septimana: Ipsi servientes nichil probant, nec habeant.

XXVII. Inquesta facta super jure et usagio submonicionum que dominus Radulphus Taysson, miles, dicit ad se pertinere in feodo de Perceio et de Columba, ubi sunt hee parrochie: Le Chiefresne, Montabo, Cheure, Maupertuis et Orba-Haia, tam placito spate quam in aliis in quibus ad servientes Regis oblata est querela: Idem Radulphus Taysson nichil probet[2]; pronuncietur contra ipsum.

XXVIII. Cum contencio verteretur inter dominum Gilonem de Malliaco, militem, ex una parte, et ballivum Ambianensem, pro domino Rege, ex altera, super eo quod idemballivus petebat ab eodem Gilone, nomine domini Regis, pro rachato terre sue, valorem dicte terre unius anni, pro eo quod dicta terra sita est in castellania Perone,

[1] On lit ici: *Requiras ad tercium sequens folium*; et c'est en effet au troisième feuillet suivant qu'on trouve la continuation des enquêtes du parlement de 1258, avec ce titre: *Inqueste de pallamento Penthecostes, anno Domini MCCLVIII.*

[2] Lisez *probat.*

et movet de feodo Perone, et quod usus et consuetudo est in dicta castellania, quod valor unius anni, terre site in eadem castellania, debetur pro rachato domino a quo ipsa terra tenetur, ipso Gilone e contra dicente quod debet esse immunis de dicto rachato in quo tenetur domino Regi pro terra predicta, pro sexaginta solidis Parisiensibus tantum, et quod ita usitati sunt tam idem Gilo quam ipsius predecessores; inquesta fuit facta super hoc, per quam inquestam idem Gilo nichil probat: Si idem Gilo de Malliaco est de castellania Perone, solvat rachatum, secundum communem consuetudinem castellanie Perone (34). Louis IX, 1256.

XXIX. Inquesta facta super eo quod dominus Gaufridus de Curia-Feraudi, miles, potest vendere, sicut dicit, nemus suum quod fuit defuncti Paen, sine dangerio domini Regis, et quod predecessores sui illud vendiderunt pacifice: Idem Gaufridus non probat libertatem vendendi ipsum boscum, de quo agitur, sine dangerio et licencia Regis, contra communem constumam terre.

XXX. Inquesta facta super eo quod decanus et capitulum Noviomi dicunt quod in loco qui est apud Hombleus, qui appellatur les Maisiaus, ubi ballivus Viromandensis fecit dirui quemdam furnum quem quidam mansionarius ipsius ecclesie fecerat in quadam parte des Maisiaus, quod alias fuit ibi furnus et ibi coxerunt sine contradiccione mansionarii ipsius ecclesie et alii. Dicunt eciam decanus et capitulum quod mansionarii sui, qui manent apud Hombleus, iverunt coquere semper panem suum sine contradiccione, quando eis placebat, apud Pyn, Abaquencort et alibi. Dicunt eciam quod apud Maisiaus habent totam justiciam altam et bassam et totum dominium, et tenetur ab eis: Decanus et capitulum predicti possunt reficere furnum suum apud Hombleus, et homines sui, de eodem loco, possunt coquere ubi voluerint.

XXXI. Inquesta facta inter consergium Vicenensem, ex una parte,

Louis IX, 1258. et Johannem de Domibus, ex altera, super eo quod idem Johannes dicit quod idem consergius, in ingressu noctis, invasit eum juxta portam bosci Vicenensis, prope Ventam, et percussit quemdam falconem quem idem Johannes ferebat; vulneravit eciam quemdam equum quem idem Johannes equitabat cum quodam falchonio quod tenebat, sine racione et sine aliquo forisfacto suo, licet essent in assecuracione unus erga alium, ut dicebat, et petebat idem Johannes hujusmodi dampna sibi restitui, et injurias emendari: Satis probatum est, pro ipso Johanne, quantum ad aliqua premissorum; probatum est autem quod idem consergius vulneravit equum ipsius Johannis; emendabitur Regi; restituentur ipsi Johanni dampna sua.

XXXII. Inquesta facta super dampnis illatis abbati et conventui Molismensibus per dominum Johannem Choiselli, militem, apud Varrellias et alibi; hec probata contra ipsum Joh. Choiselli: De redditibus per quatuor annos, quolibet anno, tredecim l.; de censibus, masuris et decimis, valorem quadraginta quatuor l. decem s. quolibet quatuor annorum. Item de molendino de Chesans, quolibet anno, triginta una l.; de decima vini, quatuor l. per annum; de redditibus Vareno, sexaginta l. Item sexaginta s.; de fenobrolii, decem l.; de furno, septem l.; de molendino de Varena, nonodecem l.; de censibus masurarum, redditibus animalium ibidem, triginta quinque l.; de domibus Varene et corveiis, undecim l. quinque s. quatuor d.; de Belluminaris, octo l.; de Livernais et de Ranconeriis, octo l.; de redempcionibus hominum, quisque pagavit pro se; de utensilibus prioratus, valorem sexaginta l.; de predis ville, centum et quadraginta boves et multitudinem magnam vacarum, ovium et porcorum et hujusmodi; de dampnis foreste, mille l. Tota villa et domus presbiteri fuerunt fracte cum armis, et omnia que ibi invenit secum absportavit. De expensis Petri clerici capti ab ipso Johanne, viginti l.; de redempcione ipsius Petri, decem l.; de equo ipsius Petri, decem l.; de rebus ipsius Petri, sexaginta l.; de hernesio quadrigarum, centum s. Item de equis ipsius Petri, quinquaginta l.; de blado

ipsius Petri valorem, viginti l.; de roncinis, decem l.; de bovibus ipsius, centum s. [1] Louis IX, 1256.

XXXIII. Cum contencio verteretur inter episcopum Eduensem, ex una parte, et abbatem ac conventum Flavigniaci, ex altera, super eo quod idem episcopus dicebat se esse et predecessores suos fuisse in saisina feodi castri Flavigniacensis et pertinenciarum ejus, abbate et conventu supradictis hoc negantibus, dicentibus se et predecessores suos esse et fuisse in pacifica possessione tenendi libere dictum castrum cum pertinenciis, a sexaginta annis citra, sine redevencia episcopo Eduensi facienda; tandem, per inquestam inde factam per Amalricum de Meuduno, militem, et Jacobum de Attrebato, clericum domini Regis, probatum fuit quod quidam episcopus Eduensis, qui decessit a triginta quatuor annis citra, habuit homagium de Flavigniaco et pertinenciis. Item quod idem castrum fuit juratum et redditum episcopo Eduensi. Item quod, existente contencione inter abbatem et conventum predictos, ex una parte, et burgenses ejusdem loci, ex altera, idem episcopus justiciaverit dictas partes, et claves dicti castri fuerunt ei reddite et quedam turres ipsius castri munite ab eodem episcopo. Item quod consuetudo illius terre talis est, quod si dominus feodi sciat feodum suum esse. a suo dominio separatum, omni tempore potest reclamare vel retrahere feodum suum, nec erit contra eum prescripcio, dum tamen hoc posset sufficienter probare : Nichil probatum est pro predictis abbate et conventu; episcopus habebit saisinam feodi de castro Flavigniaci et ejus pertinenciis [2].

[1] On lit en marge, *Usque huc;* et c'est là que finit le parlement de la Pentecôte.

[2] Cette enquête appartient au parlement de la Saint-Martin 1257, comme nous l'apprend la note placée au bas, et qui est ainsi conçue : *Hec inquesta est de parlamento Sancti-Martini proximo precedenti.*

Louis IX, 1256.

INQUESTE

REDDITE IN PLURIBUS PARLAMENTIS, ANTEQUAM PRECEDENTES TERMINARENTUR, POSTQUAM TAMEN DOMINUS REX REDITUS FUIT EX PARTIBUS TRANSMARINIS.

I. Inquesta facta ad sciendum cujusmodi relevagia et redevancias masure de Telly debebant domino sive dominis loci : Determinatum fuit quod quelibet masura debuerat et debebat ab antiquo cum pertinenciis suis, sive divisa sit, sive non, quinque solidos de relevagio et unam corveiam in anno, ita quod relevagium non solvitur nisi quando moritur qui tenet masuram; quia, si in plures partes masura dividatur, relevagium non augmentatur, set remanet solummodo quinque solidorum et corveia.

II. Inquesta facta super eo quod Johannes li Parfez dicebat, contra quosdam nepotes suos, quod ipse fuerat frater patris eorum, et habuerant communem hereditatem ipse et frater suus, et petebat a nepotibus suis porcionem de dicta hereditate : Probatum est quod idem Johannes debebat partiri cum nepotibus suis, sicut fecisset cum patre eorumdem nepotum, hereditatem predictam.

III. Inquesta facta super eo quod Radulphus de Montibus, et quidam alii rapuerant Mahelinam de Boutemont, et propter hoc idem Radulphus et plures alii detenti fuerunt diu in carcere : Determinatum fuit, per inquestam, quod liberarentur.

IV. Inquesta facta super eo quod homines de Oenvilla conquerebantur quod Petrus de Oenvilla, miles, fecerat garennam in terri-

torio de Oenvilla, quam petebant amoveri : Injunctum fuit quod amoveretur. Louis IX, 1256.

V. Inquesta facta fuit super eo quod prior de Marchis dicebat quod debebat habere, in bosco de Albingnaco, mortuum nemus ad usum domus sue et vivum ad herbergandum in dicta domo et pasturagium in nemore : Bene probat quod petit, et habeat.

VI. Inquesta facta super eo quod Guillelmus Frentel dicebat se habere dampnum in eo quod de novo edificaverat dominus Rex apud Bonum-Molendinum unum molendinum ad conmodum suum, et ibi recipiebantur bannerii qui debebant molere in molendino dicti Guillelmi, sito juxta molendinum domini Regis de novo edificatum : Adjudicatum est ei quod haberet in molendino Regis idem jus quod habebat in aliis molendinis sitis juxta molendinum domini Regis, ita quod de domino Rege teneat illud quod habebit in molendino domini Regis cum hoc quod tenet de domino Rege in aliis molendinis, et ita quicquid tenebit tam in molendino domini Regis quam in veteribus, totum a Rege teneat.

VII. Inquesta super eo quod abbas et conventus Mortui-Maris dicebant se habere usuagium pro porcis suis in pasnagio defensus foreste de Leonibus quando venditur pasnagium : Nichil probatum est pro eis, nec habebunt.

VIII. Item facta est inquesta super eo quod Guillelmus de Gratelou, Guillelmus du Quartier, armigeri; Gaufridus Secorcie, Rogerus Assaali, Johannes de Lardilliere, Philippus Bellum ceperunt Gaufridum, presbiterum, cum rebus suis, et eum turpiter tractaverunt, et violentas manus in eum injecerunt : Preceptum est quod mandaretur quod dicti Guillelmus et alii predicti, pro dicto facto, caperentur, et in prisionem ponerentur; et, si non invenirentur in terra Regis, preceptum fuit quod mandaretur comiti Blesensi quod

Louis IX, 1258. caperet eos, si essent in terra sua, et ad prisionem domini Regis adducerentur; et si hoc non faceret, quod ballivus Regis hoc faceret; et preceptum fuit quod predicti malefactores redderent eidem Gaufrido octoginta libras pro rebus suis quas ab ipso rapuerant (35).

IX. Inquesta facta super eo quod Radulphus de Ponte-Perdito vulneravit Thomam, clericum, juxta ecclesiam beati Mauricii Turonensis: Probatum est quod eum vulneraverat, et determinatum est quod dicto clerico emendaret et domino Regi, et poneretur in prisionem.

X. Inquesta facta super eo quod Guillelmus de Gratelou et Guillelmus de Quarterio, armigeri, et quidam alii fecerunt unam cavalcatam super homines capituli Turonensis et in terra dicti capituli, et dampnum intulerunt hominibus capituli: Determinatum est quod illi tenentur hominibus capituli quos ceperunt reddere, pro redenpcione dictorum hominum, quindecim libras. Item, pro dampnis que habuerunt homines capituli, condampnati fuerunt in quadraginta solidis Parisiensibus, cuilibet de duobus qui fuerunt capti, viginti solidis pro dampnis suis.

XI. Inquesta facta super eo quod dicitur quod scabini Atrebatenses intraverunt districtum episcopi Atrebatensis, quod dicitur Civitas, ut viderent unam feminam occisam, ut super hoc facerent justiciam. Episcopus Atrebatensis dicebat quod nullam habebant ibi justiciam, et petebat hoc sibi emendari: Probatum est quod scabini justicie ibi nullum jus habebant, et emendabunt episcopo.

XII. Inquesta facta super eo quod abbas et conventus Vallis-Serene dicebant nemus de Housscio esse de trefundo suo, et propter hoc dicebant se habere in eo usuagium: Per dictam inquestam abbas et conventus nichil probant, nec habebunt.

XIII. Inquesta facta super eo quod episcopus Belvacensis dicebat contra Guillelmum, castellanum Belvacensem, quod ipse et antecessores sui fuerunt in possessione, et eciam post statutum regis Philippi (36), recipiendi homagia tanquam dominus de particionibus factis inter fratres et sorores et de feodis pertinentibus ad Belvacum, ita quod, quot erant heredes tot habebit homagia, et precipue in feodis pertinentibus ad castellaniam; quare dicebat episcopus quod idem castellanus de Belvaco non debebat habere homagium Johannis, consanguinei germani, quod movebat de feodo dicte castellanie : Totum probatum est pro episcopo, et totum habebit. Louis IX, 1268.

XIV. Inquesta facta super eo scilicet utrum Oliverius de Lorreio, miles, apud Verrigneium, Franchivillam et Landas de Goul, teneat feoda sua de Rege vel de marescallo, et utrum marescallus habeat ibi bernagium suum, et per quam justiciam : Probatum est quod dictus Oliverius tenet de domino Rege dicta feoda et est in homagium domini Regis; set marescallus habet ibi bernagium suum per manum domini Regis.

XV. Inquesta facta utrum domina de Paleseul, in villa de Paleseul, habeat justiciam de mutilacione membrorum sine morte : Probatum est pro ea, et habebit.

XVI. Inquesta facta utrum dominus Rex haberet foragium, minagium, theloneum in domo de Andresello, apud Meledunum, in qua Johannes Coquere manet : Probatum est quod dominus Rex in predicta domo nichil habet quantum ad saisinam, nec habeat.

XVII. Inquesta facta super eo quod prepositi domini Regis capiebant duo moutannagia apud Sanctum-Richerium de burgensibus ville, unum racione burgesie, et aliud pro herbagio : Judicatum fuit quod nullum jus habet ibidem Rex, scilicet in moutannagio burgensium, aliud tamen moutonagium remanet Regi.

Louis IX, 1256.

XVIII. Inquesta facta super eo quod Robertus de Breti dicebat ad se pertinere jus patronatus ecclesie de Menillio Heclardi, et Rex dicebat hoc idem ad se spectare : Idem Robertus nichil probat, nec habebit; set remanet domino Regi pro hereditate, et comitisse Bolonie pro dote.

XIX. Inquesta utrum homines de Mateny et de Donelli et de Foret, minas intulerunt abbati de Arroesia pro contencione pasture que erat inter eos, et, post minas, dampna intulerunt dicto abbati, et fuit granchia sua combusta de Margelles, molendinum suum fractum, vastata fena sua, muri dirupti; et, quia post illas minas, dicta dampna habuit idem abbas, injunctum est dictis hominibus ut reddant eidem abbati dicta dampna, et debent hec fieri per ballivos Ambianensem et Viromandensem, quilibet de illis de ballivia sua, et debent puniri pro emenda domini Regis, et specialiter Piletus de Matigniaco, Petrus Pigon, Odardus Baillet, Jacobus Magnus de Matigniaco, Johannes Piletus, Petrus Clericus, Dinandus et Monessondus de Matigniaco, quia per istos illata fuerunt dampna.

XX. Inquesta facta super eo quod fratres de Spada dicebant se tradidisse ad firmam, usque ad certum tempus, Johanni de Lions domum quandam cum nemoribus et terris arabilibus, et repetebant, quia dicebant quod ob hoc maximum dampnum habuerant, cum idem Johannes deberet habere dictam domum cum appendiciis, usque ad viginti sex annos, pro sexcentis libris, et multo plus valebat : Inventum fuit per inquestam quod idem Johannes res predictas receperat usque ad viginti sex annos, pro sexcentis libris, et exinde acceperat, post contractum habitum, per octo annos, extra boscum, quolibet anno, quadraginta novem libras que valent quatercentas libras, octo libras minus; set expensas fecit et misias, tam pro habendo mercato et pro custibus cujusdam granchie ibidem edificate ab ipso Johanne, quam pro reparacione domus predicte, centum quadraginta novem libras et dimidiam : Determinatum

fuit quod si ecclesia de Spada vellet eidem Johanni reddere residuum sortis sue, quod domus predicta eis redderetur, ita quod de hiis, que recepit in predictis, caderent et defalcarentur centum et quadraginta novem libre et dimidia pro custibus suis predictis; alioquin idem Johannes tenebit dictam domum usque ad terminum ante dictum. Louis IX, 1238.

XXI. Inquesta facta de alta justicia quam dicebant abbas et conventus Sancti-Medardi Suessionensis se habere in ballivia Petre-Fontis, citra aquam, erga nos; et dominus Rex dicebat quod ad se pertinebat: Nichil probatur pro abbate et conventu, nec habebunt eam, set remanebit Regi.

XXII. Inquesta facta utrum homines de Orvilla debent, pro quolibet foco, unum sextarium avene, unam gallinam, et servienti domine, unum denarium, et panem unius denarii, racione tensamenti sui, racione pasturagii: Determinatum est quod dicti homines non debebant predicta racione tensamenti, set racione pasturagii quod habere debent in boscis subscriptis, videlicet in Campo-Herberti, in nemore de Busencort, et in nemore de Cubon, in quo eciam nemore habent mortuum nemus ad ardendum.

XXIII. Inquesta facta utrum homines de Nibellis habuerunt et habent usuagium suum, ad nemus mortuum, in bosco qui dicitur Vetus-Taillia: Determinatum est quod predicti homines habent in predicto bosco usagium suum de nemore mortuo, set non in aliis nemoribus circumadjacentibus, divisis ab illo loco.

XXIV. Inquesta facta utrum canonici Constancienses habent usagium, ad usum molendini sui, in foresta de Bruis: Determinatum est quod habent usagium suum, ad dictum molendinum, in bosco versato et brisato; set debet iterum inquiri utrum dicti canonici Constancienses habebant usagium ad proprios usus molendinorum

Loeta IX, 1258. suorum de Cesari-Burgo, quando prebende eorum erant in castro Cesaris-Burgi.

XXV. Inquesta facta contra Aubertum de Hangueto, militem, utrum abbas de Sancto-Egidio Fontanensi habeat chaciam in viridariis suis, vineis, nemoribus et in domanio suo ad minuta animalia : Probatum est pro eo, et habeat.

XXVI. Inquesta contra Haubertum de Hangeto utrum domina Agnes de Failloel habeat chaciam suam in nemoribus de Beine, a loco Vandolii usque ad Noviomum, ad magnas et parvas bestias : Determinatum est quod sic, et habeat.

XXVII. Inquesta utrum cives Rothomagenses possint ducere de ponte Medontensi versus Parisios, mercaturas suas, sicut sal, allecia et alia per aquam, eciam si non sint de societate mercatorum Parisiensium : Probatum est quod non (37).

XXVIII. Inquesta facta utrum homines de Paciaco possint molere blada sua ad alia molendina quam domini Regis, molendinis jacentibus per inundacionem aque, vel alio modo : Determinatum est quod sic, ita tamen quod solvant domino Regi medietatem molte quam solverent si ad propria molendina domini Regis molerent.

XXIX. Inquesta utrum homines de Meuduno habent usagium suum in nemoribus domini de Separa, ad pascendum animalia sua : Et determinatum est quod dicti homines debent habere saisinam dictarum pasturarum, salva proprietate eidem domino, si de hoc velit agere.

XXX. Inquesta utrum dominus Rex vel capitulum Sancti-Quin-

tini habeat altam justiciam in villa de Fontanis : Probatum est quod ad Regem pertinet, et habeat. Louis IX, 1256.

XXXI. Inquesta utrum abbas et conventus Premonstracensis possint chaciare, contra voluntatem domini Symonis de Nigella, in nemoribus et tenanciis suis, nonobstante hoc quod idem dominus de Nigella dicebat se habere custodiam chacie in dictis locis : Determinatum est quod abbas et conventus habent omnimodam chaciam in dictis locis, lapidicinas, si velint extrahere, et arbores fructiferas possunt scindere, et alia tanquam domini facere ibidem.

XXXII. Inquesta facta super eo quod episcopus Belvacensis dicebat quod de mandato domini Regis preceperat Kahoursinis morantibus apud Belvacum, quod civitatem exirent, et quod majores et pares communie, custodes episcopi, quos posuerat, auctoritate domini Regis in domo Kahoursinorum, expulerant, et turpiter tractaverunt : Determinatum est quod majores et pares emendarent domino Regi factum probatum, et eciam eidem episcopo, non tanquam loci domino, set tanquam extraneo, eo quod de mandato Regis custodes posuerat in domibus Kahoursinorum, ita quod idem episcopus non potest aliquid de dicta emenda levare, nisi per dominum Regem (38).

XXXIII. De compromissione facta inter abbatem et conventum Sancti-Satyri, ex una parte, et comitem Sacro-Cesaris, ex altera, de qua erat questio inter ipsos, videlicet quid per eam fuisset terminatum, per inquestam inde factam probatum est quod hujusmodi compromissio facta fuit inter eos super justicia, metis terrarum dictorum comitis, abbatis et conventus. Item super justiciis Ligeris. Item super venacione nemoris de Foylons. Item super furchis de Bellavilla. Item super hominibus ipsorum abbatis et conventus, quos idem comes tenebat : Item probatum est quod ponerentur mete lapidee quocienscunque invenirentur, et quod omnia sita infra metas

Louis IX. 1268

ipeis abbati et conventui quiete et libere remanerent, et non probat comes quod ante deberent sibi dari littere.

XXXIV. Inquesta facta super terra quam Oliverus de Maris petebat a domino Rege qui eam tenebat in manu sua, que ad ipsum pertinebat jure hereditario, ut dicebat : Oliverus probavit intencionem suam, et habuit terram ipsam.

XXXV. Inquesta facta quomodo usitatum est in vacacione ecclesie Tornacensis de bonis que proveniunt de episcopatu predicto in illa parte que est in comitatu Flandrie, de qua est contencio, et quis in illa vacacione habuit bona predicta, Rex scilicet vel episcopus futurus : Nos reddidimus regale quantum pertinet ad comitatum Flandrie et Warengues, quousque sit melius inquisitum.

XXXVI. Inquesta facta super domo quam Justa uxor Salvagii Sommularii et tres sorores ipsius Juste petebant a majore Clarimontense, Girardo nomine, et Gacio de Fay et a Johanne Lotharingo; de vinea eciam quam peciunt ab istis Gacio et Johanne : Ipsa Justa et sorores sue nichil probant, nec habeant.

XXXVII. Inquesta facta inter Philippum et Odardum de Marolio: Non est sufficienter probatum quod idem Philippus fecerit verberari ipsum Odardum, nec quod interfuerit quando fuit verberatus.

XXXVIII. Inquesta facta ad sciendum utrum Bartholomeus, dictus Bardoille, de forifacto quod fecit archipresbitero de Duno et domino Hugoni de Sancto-Amando, canonicis de Duno, fecit emendas eis et domino Regi, et utrum solvit eas : Emendabit utrumque factum Regi.

XXXIX. Inquesta facta super majoribus justiciis civitatis Vtecie facta inter dominum Regem, et deganum Vticensem, valetum suum,

videlicet ad quem ipsorum pertineant : Reddatur pro degano contra dominum Regem, quantum ad possessionem. Louis IX, 1258.

XL. Inquesta facta inter abbatissam Pontisare, ex una parte, et Johannem de Sancto-Lupo, militem, ex altera, super hoc quod idem miles poterat justiciare, ut dicebat, homines suos de Bricedi-Curia pro defectu solucionis reddituum suorum, abbatissa e contra dicente quod hoc non poterat facere, et quod nullam habet ibi justiciam, nisi per majorem ipsius abbatisse, vel per mandatum ipsius, milite dicente quod habebat simplicem justiciam in ipsa villa : Nichil probatum est pro milite, abbatissa habuit intencionem suam.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM NATIVITATIS BEATE MARIE,

ANNO DOMINI MCCLVIII.

I. Inquesta facta ad sciendum utrum prioratus de Moreiis, tempore quo pax fuit reformata inter comitem Blesensem et abbatem et conventum Majoris-Monasterii, esset de comitatu Blesensi, vel in potestate comitis Blesensis : Non est probatum quod prioratus de Moreiis, tempore quo fuit pax reformata, esset de comitatu Blesensi, vel in potestate comitis Blesensis; imo probatum est quod idem prioratus erat in potestate de Marchesio Nigro, qui erat hereditas comitis Carnotensis.

II. Inquesta facta utrum dominus Droco de Linchot, miles, teneat totum hereditagium suum, videlicet terras et nemora de comitatu Ebroicensi. Item utrum comes Ebroicensis esset comes pala-

Louis IX, 1256. tinus (39). Item utrum ille comes vendebat nemora sua sine tercio et dangerio. Item utrum idem comes dedit antecessoribus dicti Droconis talem libertatem qualem habebat in boscis suis. Item utrum dicti antecessores usi fuerunt dicta libertate, tempore dicti comitis. Item utrum, post decessum dicti comitis, dictus Droco usus fuit libertate predicta : Idem Droco nichil probat, et nichil habeat.

III. Inquesta facta super hoc quod leprosi de Pissiaco dicunt quod consueverunt habere in foresta de Laya, quadraginta anni sunt elapsi, residuum summarum asinariarum quas Gazo de Pissiaco, miles, habet in dicta foresta. Item dicunt quod consueverunt habere in dicta foresta plenum usagium sicut homines de Sancto-Germano et homines de Sancto-Leodegario in Laya habent, videlicet spinam et genestem, achorem et tremulum et concam mortuam et brancas siccas, ad croccum, et pasturam boum et vaccarum et porcorum suorum : Nichil probatum est pro eis, et nichil habeant.

IV. Inquesta facta ad sciendum que fuit antiquitus et debet esse consuetudo de dotaliciis maneriorum dominarum in castellania Perone, defunctis maritis suis : Probatum est quod, secundum antiquam consuetudinem, domine, defunctis maritis suis, in castellania Perone, si plura sint maneria, habebunt in dotem manerium capitale, et si non sit nisi unum manerium, illud habebunt in dotem, exceptis fortericiis. Quod si manerium solum sit fortericia, filius vel heres mariti defuncti, antequam domina exeat de fortericia, debet ei facere manerium sufficiens, secundum terre valorem, aut aliter domina a fortericia non exibit. Secundum istam consuetudinem Emelina Enguelot, de qua tamen ad presens agitur, habebit in dotem manerium mariti sui quod erat unicum, nec erat fortericia (40).

V. Inquesta inter dominum Regem, ex una parte, et dominum Nicholaum de Molliennes, militem, ex altera, super eo quod idem Nicholaus et mater sua dicebant quod omnis justicia ville de Lesche,

site juxta Ballolium, in comitatu Bellimontis, pertinebat ad ipsos, ballivo e contra dicente quod ad Regem illa justicia pertinebat : Dominus Colardus de Molliennes habeat saisinam diruendi domos in villa de Lesebe, faciendo justiciam de homicidio, quia de hoc tamen agebatur ad presens, et est saisina sufficienter probata pro ipso. Louis IX, 1258.

VI. Inquesta facta inter Sanctismam de Aneto, ex una parte, et priorem et conventum Sancti-Martini de Campis, ex altera, super eo quod eadem Sanctisma dicebat quod, cum contencio esset inter ipsam et predictos priorem et conventum, super una domo ac bonis ejusdem, et hanc contencionem cepisset Rex in manu sua, idem prior dirui fecit ipsam domum, et bona ejusdem domus cepit, frangendo saisinam Regis, ut ipsa dicebat, propter quod petebat resaisiri, quia idem prior ipsam domum, que erat in saisina Regis, occasione contencionis mote super justicia ejusdem domus, inter ipsum ac conventum suum et predictam Sanctismam, dirui fecit racione cujusdam homicidii, justiciam faciendo : Ipse prior reficiet domum, bona inde ablata restituet, et emendabit Regi franctionem saisine sue; hec autem faciet, salvo jure suo.

VII. Inquesta facta inter homines de Talomonte, ex una parte, et dominum Theobaldum de Bellomonte, ex altera, super herbagio ad animalia sua, et collectione fructuum que petebant in boscis de Talomonte : Probatum est quod homines de Talomonte, per quadraginta annos, tempore Guillelmi de Gisorcio, militis, et tempore patris sui, quorum fuerunt ipsi bosci, usi sunt herbagio ad omnia animalia sua cujuscumque generis, exceptis capris et ovibus, in boscis de Talomonte, et eciam collectione fructuum cujuscunque generis in dictis boscis et vendis dictorum boscorum, que quatuor annos compleverant; habeant ipsi homines supradicta.

VIII. Inquesta facta inter comitissam Rociaci, ex una parte, et abbatem Sancti-Martini Tornacensis, ex altera, super eo quod ipsa co-

Louis IX, 1258. mitissa dicebat se et comitem Rouciaci, virum suum, tempore quo decessit, usos fuisse ac predecessores suos antiquitus, chacia in duobus boscis prioris de Chantrinis ad omnes bestias, cum canibus et a cors et a furciis, qui bosci appellantur Branzicort et de Limeri. Item quod usi sunt piscacione in aqua ipsius prioris, apud Branzicourt et apud Limeri, cum recte petrario et tramallio, predicto priore, pro abbate suo, premissa negantibus[1]: Ista saisina piscandi et venandi, prout superius continetur, sufficienter probata est pro comitissa, et habeat.

IX. Inquesta facta super hoc quod comitissa Rouciaci dicebat comitem Rouciaci, virum suum, tempore quo decessit, esse in possessione capiendi annuatim duodecim denarios Laudunenses super quodlibet caput hospicii apud Gisiacum, racione advocacionis, super quo petit resaisiri tanquam ballus Johannis filii, quousque idem Johannes etatem suam compleverit, hominibus de Gisiaco contradicentibus istam inquestam, nec volentibus producere testes pro parte sua, vel videre jurare testes comitisse: Peroptime probata est intencio comitisse, habeat saisinam.

X. Inquesta facta super eo quod homines de Nooleinval, de Montegniaco, de Boouloi et de Espinolio petunt constumam in foresta de Leonibus talem qualem habent in ipsa homines de Wasquel de Periers et de Noione super Andelam, videlicet boscum siccum stantem, et viridem boscum jacentem, sine merrenno de quarterio, et herbagium et cenquagium ad oves, vaccas, boves, porcos et alia animalia, exceptis capris. Dicunt eciam quod, propter hujusmodi constumam, solverunt, a tempore Mathildis, imperatricis, usque ad presens, exceptis duobus annis, pro vacca, pro bove, pro porco, pro quolibet, unum denarium, pro ovibus et pro equo, nichil. Item homo habens quadrigam, duas minas avene et unum panem ad Nathale; homo non habens quadrigam, unam minam et unum panem similiter ad Nathale. Hec autem solvere tenentur in perpetuum domino

[1] Lisez *negante*.

Regi, ut dicunt, veniant aut non veniant ad dictam constumam : Probatum est quod ipsi homines usi fuerunt hujusmodi constuma per quadraginta annos, et habeant. Louis IX, 1258.

XI. Cum fratres Hospitalis Jerosolimitani de Meleduno peterent omnem justiciam in terra ejusdem Hospitalis de Meleduno, dicentes quod usi sunt eadem justicia, videlicet de clamoribus, mesleiis et de latronibus, excepto raptu et multro, ballivo Regis e contra dicente quod Rex usus est predicta justicia in terra predicta : Nichil probatum est pro fratribus; Rex remanebit in saisina sua.

XII. Inquesta facta utrum Durandus, dictus Renart, terram suam orifecerit, et utrum Laurentius Blondelli, qui petit ipsam terram, sit heres dicti Durandi; utrum eciam debeat succedere in hereditate dicti Durandi : Nichil probatum est pro Laurencio Blondelli; terra petita remanebit Regi.

XIII. Inquesta facta super hoc quod Theobaldus de Montibus, presbiter, petit habere usagium in bosco Diane-Silve (41), videlicet ad frondes ad ardendum, eo quod Hubertus de Pontibus, avunculus suus, usus fuit dicto usagio in manerio suo sito apud Villariam in Diane-Silva, et prefatus Theobaldus est heres prefati Huberti : Idem Theobaldus probat intencionem suam, et habeat.

XIV. Inquesta facta super hoc quod Radulphus de Sancto-Dionisio, miles, et Herveus ejus filius, armiger, dicunt quod debent et consueverunt chaciare in omnibus boscis Sancti-Dionisii de ferinente ad vulpem et leporem et cuniculum, dicentes tamen quod dominus Rex habet gruagium dictorum boscorum et venacionem dictarum bestiarum; e contra dicunt servientes et viridarii domini Regis quod nullus preter dominum Regem habet chaciam in dictis boscis, neque ad parvas bestias nec ad magnas : Probatum est pro eis, habebunt usum suum.

Louis IX, 1258.

XV. Inquesta facta inter Johannem de Sancto-Claro, militem, ex una parte, et dominam de Fermevilla, ex altera, super hoc quod dictus Johannes, miles, dicit quod dicta domina et Guillelmus de Pissiaco, miles, quondam maritus dicte domine, et illi qui custodiunt pedagium eorum, consueverunt apponere in reparacione calceie de Sancto-Claro, secundum porcionem quam percipiunt in pedagio Sancti-Clari, et hoc consueverunt facere ad mandatum dicti Johannis, militis, prout dicit; dicta domina e contrario dicente quod in reparacione dicte calcie nichil unquam apposuit, nec illi qui suum pedagium custodiunt, de mandato suo nec de mandato domini sui: Nichil probatum est pro domino Johanne de Sancto-Claro, et nichil habeat.

XVI. Inquesta facta super eo quod abbas de Lyra dicebat quod quedam pecia vinee, sita in loco qui dicitur Sausse-Fontaine inter vineam suam, ex una parte, et vineam Albini, carnificis, ex altera, est de elemosina abbacie de Lyra, Adam de Paceello, presbitero, hoc negante, et dicente dictam vineam de feodo domini Regis movere: Abbas nichil probavit.

XVII. Inquesta facta super eo quod Stephanus, dominus de Bellavalle, dicebat quod dominus Gilo de Malliaco, miles, ipsum dissaisivit injuste terragio cujusdam terre site in territorio Bellevallis, que tenetur de feodo de Pinquegniaco, predicto Gilone hoc negante, et dicente quod ballivi Regis, qui pro tempore fuerunt, illud terragium saisierunt pro solvendis debitis patris ipsius Stephani; petente eciam quod restituantur ei ea que levata sunt de dicto terragio: Idem Stephanus nichil probat, et nichil habeat.

XVIII. Inquesta facta ad sciendum in quo et in quantum domus Johannis de Brueriis, militis, que sita est in claustro Carnotensis capituli, deteriorata est racione claustri, quod clausum et firmatum est; et sciendum est quod ipsum capitulum noluit expectare inques-

tam vel interesse, quando fuit facta : Probatum est quod ipsa domus deteriorata fuit in valore centum librarum et amplius ; solvat capitulum centum libras ipsi militi. Locu IX, 1256.

XIX. Inquesta facta super hoc quod Avelina de Choisiaco, relicta Jacobi de Portu, militis Compendiensis, petebat a domino Rege stipendia sibi reddi pro servicio dicti militis sibi impensso in partibus transmarinis, de quo dicta domina dicebat eidem militi vel alicui, ex parte sua, in toto vel in parte nunquam fuisse satisfactum : Ipsa Avelina nichil probat; absolutus est Rex ab hujusmodi peticione ejusdem (42).

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO BEATI MARTINI HIEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLVIII.

Inquesta facta per..... super infrascriptis peticionibus prelatorum Normannie factis domino Regi.

§ 1. Inprimis proponebant ipsi episcopi quod, a tempore cujus non est memoria usque ad paucos annos citra, obtentum erat in Normannia quod quociens citantur episcopi, cum serviente Regis intersunt quatuor milites, ut possint facere recordacionem de citacione facta ; aliter nec ad citationem venire, nec, si venerint, respondere coguntur. Inhonestissimum enim esset, ut dicebant, quod, asserente serviente Regis se citasse episcopum, compelleretur episcopus, vel emendam portare tanquam deficiens, vel jurare, sicut faciunt alii, se non fuisse citatum. Cum igitur ballivi domini Regis ipsos, sine militibus, citari, et, quia non veniunt, bona ipsorum saisiri faciant, supplicabant do-

Locus IX, 1256. mino Regi ut dictam consuetudinem observari, et eorum bona, propter hoc saisita, sibi faceret restitui.

Intererunt quatuor milites quando citabuntur episcopi super rebus pertinentibus ad baroniam; in aliis, non. — Ita terminatus est hic articulus (43).

§ 2. Item, cum a tempore cujus non extat memoria usque nunc, sit obtentum in Normannia, citra Secanam, quod quociens citandi sunt homines alicujus episcopi, serviens Regis precipit servienti episcopi quod ipse citet eos, vel saltem quod intersit citacioni per ipsum servientem Regis faciende, et tamen recordari non posset; nunc autem de novo citantur homines eorum, non vocato serviente ipsorum. Supplicabant igitur quod dominus Rex dictam consuetudinem, sicut hactenus observata est, faceret observari.

Quando homines episcopi citabuntur in casibus de quibus episcopus posset cognoscere, serviens intererit citacioni, si velit; set quando citabuntur in casibus ad placitum spate pertinentibus, non intererit citacioni. — Ita terminatus est hic articulus (44).

§ 3. Item, cum inter regem Philippum, avum domini Regis, et tunc temporis archiepiscopum Rothomagensem et ejus suffraganeos ordinatum fuerit et littere inde confecte quod, quociens super jure patronatus questio moveretur, diocesanus loci seu alius ab eo deputatus et ballivus Regis simul inquirerent de patronatu illo per quatuor presbiteros et per quatuor milites, et ballivi domini Regis predictam ordinacionem satis observent, quando agitur inter duas ecclesias vel ecclesiam et laicum, nolentes eam observare quando inter duos laicos agitur. Supplicabant ut cum dicta ordinacio loquatur generaliter non distiguendo[1] inter personas, eam in hoc ultimo casu sicut in aliis observari mandaret.

Videbuntur littere et fiet secundum quod in litteris continetur. — Ita terminatus est hic articulus.

[1] Lisez *distinguendo*.

§ 4. Item, cum patronatus ecclesiarum, sicut res alie, hereditagio possideantur et, secundum consuetudinem Normanie, cause super hereditate mote tractentur in assisia castellanie in qua sita est res de qua agitur, per intervalla quadraginta dierum, et ballivi domini Regis modo utantur de assisia ad aliam assisiam, interdum infra tres vel quatuor dies, interdum ad remotum locum per multas leucas, interdum eciam extra diocesim assignare diem in dictis causis, si istud obtineret, maximum prejudicium dictis episcopis et eorum presbiteris inferretur. Oportet enim ipsos episcopos et eorum presbiteros discurrere de assisia in assisiam, et facere magnos sumptus pro alienis negociis, et relinquere proprias ecclesias, ex quo possunt evenire multa pericula animarum, et ecclesie debito servicio fraudarentur. Verum supplicabant ut dictas causas, sicut alias hereditarias, sicut antiquitus obtentum est, per intervalla consueta tractari mandaret. Louis IX, 1258.

Ballivus in causa juris patronatus assignabit diem partibus de assisia, ubicumque voluerit, in ballivia sua, propter pericula dilationis, dum prima dies sive dilatio habuerit quadraginta dierum spacium vel quindecim ad minus. — Ita terminatus est hic articulus.

§ 5. Item, secundum antiquam consuetudinem, cum pars ecclesiastica coram ecclesiastico judice proponeret contra laicum se spoliatam ab ipso elemosina sua, laico dicente rem ipsam non esse elemosinam, set feodum laicale; et capiente breve de feodo et elemosina; si pars ecclesiastica coram ballivo peteret remicti ad forum ecclesie, dicens se et predecessores suos possedisse rem de qua agebatur per triginta annos in pace, tanquam elemosinam, arrestabatur breve, et inquirebat ballivus de dicta possessione triginta annorum, et si inveniebatur, per dictam inquisicionem, quod res de qua agebatur, per dictum tempus, tanquam elemosina possessa fuisset in pace, remittebat eam ad judicem ecclesiasticum; sin autem judex secularis procedebat, secundum breve; si eciam laicus peteret possessionem aliquam a clerico coram ballivo, et idem clericus diceret suam esse elemosinam, petens remicti ad forum ecclesiasticum, ea inquisicio fiebat, et, se-

Louis IX, 1258. cundum eam, vel ad forum ecclesiasticum remittebatur, vel in foro seculari tractabatur. Quia igitur ballivi inquisicionem in dictis casibus facere nolunt, supplicabant ut eam, sicut antiquitus obtentum est, fieri facerét.

Si pars ecclesiastica aliquem citari faciat coram ecclesiastico judice, petens rem aliquam quam dicat suam esse elemosinam, si ille a quo petitur capiat breve de feodo et elemosina, et dicat rem illam esse suum feodum laicale, cognoscet ballivus utrum sit feodum laicale vel elemosina; si inveniat, per inquestam, quod sit elemosina, remictet causam ad judicem ecclesiasticum; si inveniat quod sit feodum laicale, terminabit negocium, et per eandem inquestam citatus remanebit in pace. — Ita terminatus est hic articulus.

§ 6. Item, secundum antiquam generalem consuetudinem Normannie, cum imponitur alicui defuncto quod infra annum et diem a tempore mortis retro, fuit usurarius in aliquo trium casuum usitatorum in Normannia, tenentur bona in manu domini Regis et episcopi, et infra primam assisiam debet fieri inquisicio, dum tamen ad eam possint conmode citari homines per quos oportet inquiri. Cum igitur ballivi domini Regis dictam inquisicionem usque ad plures assisias differant, verum contingit quod bona, sive Regi sint sive non, secundum inquisicionem multis modis interim consumuntur. Supplicabant ut, super hoc, dictam consuetudinem mandaret inviolabiliter observari.

Cum imponitur alicui defuncto quod fuit usurarius in aliquo trium casuum, secundum consuetudinem Normannie, infra annum ante tempus mortis sue, infra primam assisiam, si possit fieri conmode, inquiretur utrum ita sit; et si talis fuerit inventus per inquestam, bona defuncti capta in manu domini Regis, per ballivum reddentur episcopo loci ad restituenda illis a quibus extorserat, et ballivus intererit restitucioni. — Ita terminatus est hic articulus (45).

§ 7. Item, cum plures homines episcoporum habeant in terra Regis

quittancias et franchisias suas super pedagiis, constumis et talliis, sepe contingit quod servientes Regis ab eis, contra quittancias et franchisias suas, exigunt que non debent, et quia nolunt solvere, saisiunt bona eorum. Cum autem episcopi bona hominum suorum repetunt a ballivo, vicecomite vel servientibus aliis, petentes quod super premissis inquiratur, et quod fiat eis justicia ad usus et consuetudines Normannie, respondent quod, cum res tangat Regem, nullam eis justiciam exhibebunt sine speciali mandato Regis, quod si optineret, oporteret episcopos, non sine gravissimis sumptibus et dispendio rei familiaris, ad Regem, pro re minima, frequentissime laborare. Suppli- Louis IX, 1256.
cabant igitur domino Regi, tanquam ei ad quem solum intendunt habere refugium, ut, super hoc, in partibus suis ipsis et hominibus suis mandet justiciam exhiberi.

Fiet episcopis, super hoc articulo, secundum quod petunt.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLVIII.

I. Cum comes Sacri-Cesaris diceret quod, quando aliquis habet bladum in sacco aperto in villa Sancti-Satyri in platea, pro vendendo, ipse, vel mandatus suus vel alius nomine suo, capit illud, et remanet sibi, et est in saisina capiendi illud, et quod sibi remaneat, et ita ipse et antecessores sui et ejus servientes et mandati fuerunt et sunt in saisina, sicut superius dictum est. Diceret eciam idem comes quod in eodem loco, bladum non debet vendi modo predicto, quia si venderetur, mercatum suum de Sacro-Cesare deterioraretur, et consuetudines mercati sui, sibi debite, deperirent, cum villa Sancti-Satiri sit proxima mercato suo de Sacro-Cesare. Cum etiam abbas et conventus Sancti-Satiri dicerent ex adverso quod ita usitatum est et observatum in villa

Louis IX, 1258. Sancti-Satiri a longissimo tempore citra, quod volentes vendere bladum in eadem villa, et venientes causa vendendi bladum ad eamdem, vendebant prout volebant, libere, et vendunt prout volunt, libere, in loco publico et aperte, saco aperto; de quibus usu et libertate ipsi abbas et conventus, ad quos pertinet deffensio ipsius ville, ut dicunt, sunt et erant in possessione vel quasi, una cum villa predicta, tempore litis mote coram domino Rege, protestantes nichilominus quod si aliquando servientes vel mandatus comitis de Sacro-Cesare ceperint in villa de Sancto-Satiro a vendentibus ibi bladum, per violenciam ceperunt, et si ceperint et retinuerint, quod non credunt, hoc fuit ipsis ignorantibus: Per inquestam inde factam melius probatum est et apercius pro abbate Sancti-Satiri quam pro comite Sacri-Cesaris; remaneant abbas et conventus in saisina, videlicet quod vendatur libere bladum apud Sanctum-Satirum in platea et saco aperto.

II. Inquesta facta super hoc quod Johannes Anglicus dicebat quod rex Philippus tradidit matri sue terram de Geres ad firmam perpetuam, et reddidit pro undecim libris Turonensibus per annum, salvis redditibus dominorum capitalium, et illam terram tenebat dictus Rex ea racione quod frater dicte uxoris erat in Anglia antequam terra tornaret in manu domini Regis; et ad hoc probandum produxit idem Johannes testes: Idem Johannes nichil probat, nec habebit ipsam terram, set remanebit domino Regi.

III. Inquesta facta super proprietate discordie mote inter Adam de Mota, et aubanos et camerarios de Chatres, cubantes et levantes in terra domini Petri de Chatres, militis, et in feodis qui vocantur villani (46), super hoc videlicet quod predictus Adam dicit quod omnes aubani et camerarii predicti debent coquere per bannum ad furnum ipsius Ade, prefatis aubanis et camerariis hoc negantibus, et dicentibus quod habent cartam que ipsos bene deliberat super hoc. Tamen inquisitum fuit utrum ipsi coxerint ad furnum ipsius Ade tanquam bannarii et a quo tempore: Aubani et camerarii de Chatres,

cubantes et levantes in terra Petri de Chatres, militis, et in feodis qui vocantur villani, debent coquere per bannum ad furnum ipsius Ade de Mota, nisi carta sua deliberet eos; videatur carta eorum. Louis IX, 1250.

IV. Cum contencio verteretur inter Dyonisium Maugarz, militem, ex una parte, et communitatem hominum de Nanoi, ex altera, super eo quod, cum ipse fecisset quoddam stagnum in proprio fundo suo, homines predicti petebant illud amoveri, quia usi fuerant, multo tempore antequam stangnum esset ibi, mittere ibi animalia sua ad pasturam, nec tamen ipsi militi, propter hoc, aliquam redevanciam faciebant, ipso milite dicente quod terram suam poterat emendare cum nichil inde sibi redderent, et pasturam predictam eis de gracia demisisset: Post inquestam super hoc factam, judicatum fuit quod stagnum suum remaneret ipsi militi, nec ad instanciam hominum amoveretur, quia nichil sufficienter probabant.

V. Cum contencio verteretur inter comitem Nivernensem, ex una parte, et episcopum Lingonensem, ex altera, super eo quod idem comes dicebat se esse in saisina custodie earum que abbas et conventus Pulteriarum habent apud Mussiacum, quam quidem custodiam ipsi abbas et conventus advocant de predicto comite Nivernensi, prefato episcopo Lingonensi hoc negante expresse, dicente eciam se esse in saisina custodie supradicte: Per inquestam inde factam, idem comes Nivernensis nichil probat; episcopus Lingonensis bene probat saisinam suam, et sibi remaneat.

VI. Cum contencio verteretur inter abbatem et conventum Ville-Lupensis, ex una parte, et abbatem Belli-Loci, ex altera, super eo quod abbas et conventus Ville-Luppensis fecerant novum mercatum apud Villam-Luppensem, dicentes quod istud facere poterant, auctoritate cujusdam privilegii regii quod habebant, et quia alias ibi fuerat mercatum, set propter guerras remanserat, prefato abbate Belli-Loci dicente ex adverso quod illud mercatum ibi facere non poterant nec

Louis IX, 1258. debebant; tandem, inquesta super hoc facta, visa eciam particula predicti privilegii, quam pro se exhibebant, non fuit aliquid probatum per quod abbas et conventus Ville-Lupensis debeant habere mercatum quod petunt, nec habeant.

VII. Inquesta facta super hoc quod Matheus Daubne petit habere in foresta domini Regis de Andelliaco, pro duodecim denariis annui redditus, brancas videlicet ad ardendum, quadraturam sue domus, fulcos ad herbergagium, pasnagium suis porcis liberum et quictum pro redditu supradicto: Idem Matheus nichil probat, nec habebit.

VIII. Inquesta facta super justicia de Aneriaco, videlicet de quodam latrone capto in dicta villa, utrum dominus Rex debeat habere justiciam de ipso latrone, vel dominus Johannes de Lye, miles: Dominus Johannes de Lye predictus nichil probat, nisi latrones capti alias a majore Pontisare apud Aneriacum, capti fuerint in justicia et dominio alterius quam prefati Johannis; Rex habebit justiciam de latrone ibidem capto, de qua agitur inter ipsum et predictum militem.

IX. Inquesta facta super hoc quod Johannes Tanpiere dicebat quod Johannes Fanerel ipsum percussit cutello suo, et vulneravit, et postmodum idem Johannes abstullit illum cutellum de manibus ejusdem Johannis, et percussit eum de dicto cutello, se deffendendo; propter quod, ut dicitur, idem Johannes post quindecim dies obiit, et, quia propter hoc bannitus erat idem Johannes de villa Perone, petebat ipsum bannum cessare: Idem Johannes habeat villam Perone, dum tamen fecerit pacem cum amicis defuncti, si ipsi velint eam habere (47).

X. Inquesta facta ad sciendum in quo loco prepositus capituli Ambianensis cepit quemdam qui fecerat melleiam in civitate Ambianensi, de quo homine major et jurati Ambianenses dicunt se esse dissaisitos, et petunt resaisiri quia, sicut dicunt, captus fuit idem homo in cal-

ceia ubi habent justiciam ex parte Regis, capitulo hoc negante, et dicente quod captus fuit extra calceiam, versus monasterium beate Marie : Probatum est quod ipse homo captus fuit in calceia; resaisiatur locus a capitulo, et sic quelibet pars dicat se esse in saisina ipsius justicie; capiatur et saisiatur ipsa justicia in manu Regis, quousque fuerit discussum de jure parcium. Louis IX, 1256.

XI. Inquesta facta inter dominum Johannem Billebaut, militem, ex una parte, et dominam de Berona, ex altera, super eo quod idem Johannes dicebat quod ipse fuerat in saisina terre de Valescort. Dicebat eciam quod de ipsa terra fuerat spoliatus per vim domini Regis, ad requisicionem ipsius domine et ejus consilii : Idem dominus Johannes nichil probat.

XII. Cum contencio verteretur inter magistrum et fratres domus milicie Templi, ex una parte, et ballivum Turonensem, pro domino Rege, ex altera, super justicia quam preceptor domus de Frontaio, racione et nomine dicte domus de Frontaio, dicit se habere in terra de Frontaio, ubi furcas de novo erexerat, et ibi quemdam suspenderat, que quidem furche, de mandato curie de ipso loco, amote fuerunt, et loco illius qui in illis suspensus fuerat, amotus fuit similiter quidam Sacus, predicto ballivo e contra dicente quod dominus Rex erat in saisina justicie supradicte ; per inquestam inde factam melius probatum est pro Rege quam pro Templariis qui petebant habere omnimodam justiciam apud Frontaium : Habeat dominus Rex ibidem saisinam justicie.

XIII. Inquesta facta super eo quod dominus Michael de Croc, miles, conquerebatur quod gentes domini Droconis de Ambiano ipsum injuste ceperant apud Oreigvillam, licet nichil forefecisset eis; ipsum eciam posuerunt in prisione, gentibus ipsius Droconis ad hoc respondentibus quod ipsum Michaelem ceperant eo quod ipse deduxerat homines de Orevilla de quadam recordacione, ad

Louis IX, 1258. quam se appodiaverat, et precepit ei ballivus domini Droconis quod non exiret inde quousque id emendasset vel plegios dedisset prout jus dictaret, quod quia facere noluit, fuit captus: Dominus Droco bene probat contra dominum Michaelem du Croc; fuit super hoc impositum silencium ipsi Michaeli.

XIV. Cum injunctum fuisset senescallo Petragoricensi ut, pro verberacione et injuriis quas illi de Figiaco fecerunt domino Bernardo de Castro-Novo, qui se posuerat in manu et conductu Hugonis La Macue, qui tunc temporis erat loco dicti senescalli; pro injuriis eciam et invasione factis ibidem eidem Hugoni, ab eisdem Figiacensibus, levare[1] mille libras pro emenda ad opus domini Regis, et bona emenda pro ipso milite verberato; ipsi Figiacenses postmodum impetraverunt ut super hoc iterum fieret inquesta per senescallum, vocato secum gardiano fratrum Minorum ejusdem loci; qua ultima inquesta ad curiam delata, consilium domini Regis voluit et ordinavit quod ipsi Figiacenses solverent emendam secundum quod prius injunctum fuerat senescallo, et quod ista inquesta ultima non valeret.

XV. Inquesta facta super eo quod decanus et capitulum beate Marie Medii-Monasterii Bituricensis petunt sibi reddi a domino Rege duodecim denarios Parisienses censuales quos ipsi decanus et capitulum habebant, ut asserunt, super quadam platea, sita Bituris, ante turrim novam, juxta muros urbis Bituricensis, quos muros dominus Rex fecit perforari, et ibi quamdam portam fieri ad intrandum communiter in urbem predictam; ita quod introitus illius porte magnam partem dicte platee occupavit, adeo quod Gaufridus Mauberti, miles, qui ipsam plateam tenebat ab eis, dictos duodecim denarios censuales eisdem reddere contradixerit, eo quod magnam partem ipsius platee amiserat, propter introitum supradictum: Habeat Rex plateam de qua agitur, et ballivus solvat pro domino Rege,

[1] Lisez *levaret*.

ipsis decano et capitulo, censum ipsius platee et arreragia que similiter petebant. Louis IX, 1258.

XVI. Inquesta facta super hoc quod venditores qui tenent vendam foreste Montis-Fortis immediate a domino Rege, dicunt quod non debent solvere constumam apud Pontem-Audemari de lignis suis que ipsi faciunt adduci de venda predicta per aquam in batellis seu escandis suis, ad lignagia ibidem facienda, et quod venditores qui antea tenuerunt vendam dicte foreste, non persolverunt constumam ibidem de lignis que faciebant adduci in escandis seu batellis suis. Confitentur tamen dicti venditores, quod omnes alii qui adducunt ligna de dicta foresta vel de alibi, in batellis seu escandis apud Pontem-Audemari, per aquam, solvunt constumam; quod negat Guillelmus Souriz, videlicet dictos venditores esse quittos de constuma, sicut dicunt, dicens quod nec ipsi nec aliqui alii qui adducunt ligna in escandis seu batellis per aquam apud Pontem-Audemari debent esse quiti de constuma, set debent sibi solvere constumam per dictum cujusdam carte sue: Istud negocium tangit Regem, firmarii sui non possunt id deducere in judicium, in eo quod tangit Regem; in eo vero quod tangit ipsos non probaverunt ea ad que se astrinxerunt; solvant constumam, salvo jure domini Regis, et inquiratur incontinenti de jure domini Regis.

XVII. Cum ballivus Turonensis peteret, pro domino Rege, a Bouchardo, domino de Mirmanda, segreagium de nemoribus suis de Cravento, que nemora sunt in castellania de Chinone, quod segreagium debetur domino Regi, cum omnes alii habentes nemora in dicta castellania non possint ea vendere sine mandato Regis, ut dicit ballivus, prefato Bouchardo hoc negante: Per inquestam inde factam probatum est pro domino Rege; solvat idem Bouchardus segreagium supradictum.

XVIII. Conquerebantur Petrus de Brolio et Stephanus Garbal de

Louis IX, 1258. Sarlato, de domino Mainnardo, milite, quod ipsi dirrobati fuerant et capti in pedagiaria dicti Meinnardi, petentes sibi restitui dampna sua : Tandem, per inquestam inde factam, probata est roberia facta Petro de Brolio et Stephano Garbal de Sarlato a domino Menardo, milite, supradicto; senescallus sciet de quantitate dampnorum suorum, et, secundum quod invenerit, faciet eis reddi.

XIX. Inquesta facta super eo quod Gaufridus de Sancto-Amando, miles, petebat habere usagium in foresta Romare ad herbergagium suum de Parqueto, juxta Gaspalleriam, per quamdam cartam quam habet de Henrico, quondam rege Anglorum, qui dicebat quod antecessores sui habuerunt usagium in dicta foresta ad herbergagium suum ad dictum locum, scilicet Henricus, dictus Precarius, avunculus suus, cujus est heres, et Ysabella, quondam uxor dicti Henrici, tempore quo habebat dictum herbergagium per dotem, et mariti sui, quos habuit post mortem dicti Henrici: Probatum est sufficienter pro dicto Gaufrido de Sancto-Amando; habeat usagium suum in foresta Romare, herbergagium de Parquet.

XX. Inquesta super dampnis que abbas et conventus de Brolio dicunt se habere, eo quod non possunt invenire usagium quod habere consueverunt, in foresta de Crot, propter hoc quod predicta foresta vendita fuit, et insuper quod circa trecenta viginti arpenta de dicta foresta sunt essartata. In primo dicunt se dampnificari in mortuo nemore quod non possunt invenire ad ardendum et ad carbonem faciendum, sicut consueverunt, racione vende foreste et essarti, ballivo dicente e contrario quod mortuum nemus magis abundat in boscis viginti annorum vel amplius quam in magna foresta; quare super hoc non dampnificantur. Item dicunt se dampnificari, quia non inveniunt fracturas ventorum, sicut consueverunt, propter parvitatem et novitatem boscorum; ita dicunt se dampnificari in residuo carpentariorum, ballivo dicente e contrario quod dominus Rex non tenetur ibi mittere carpentarios nisi voluerit, quare super

hoc non sunt dampnificati. Item dicunt se dampnificari, quia non inveniunt fraxinum ad vasa sua liganda, propter parvitatem boscorum, ballivo dicente e contrario quod fraxini magis habundant in boscis viginti annorum vel amplius quam in magna foresta. Item dicunt se dampnificari in pasnagio porcorum, similiter propter parvitatem boscorum, ballivo dicente quod pasnagium bene potest eis sufficere ad proprios usus suos. Item dicunt se dampnificari in pastura racione essarti et propter novitatem et parvitatem boscorum, ballivo dicente e contrario quod pastura melius valet in centum arpentis de quindecim vel sexdecim annis quam in mille arpentis de magna foresta. Item dicunt se dampnificari in omnibus et singulis articulis racione essarti, ballivo dicente e contrario quod ad hoc assensum probaverunt, quia de predictis essartis tantum ceperunt quod inde reddunt domino Regi annuatim septem libras Turonenses. Que dampna predicta prefati monachi estimant ad valorem quadraginta librarum annuatim : Non sunt audiendi monachi de Brolio, super dampnis que petunt sibi restitui propter hoc quod foresta de Crot fuit vendita et essartata, nec super hoc debuit fieri inquesta; inhibitum tamen fuit eisdem monachis quod de cetero non facient carbonem de ipsa foresta, quia hoc non est eis concessum per cartam suam. Louis IX. 1258.

XXI. Conquerebantur decanus et capitulum Ambiani quod, ea nocte qua ecclesia sua fuit combusta, quedam arca posita infra murum ipsius ecclesie, in qua erant sigillum et privilegia eorumdem, fuit de eodem loco amota et fracta, et inde asportata fuerunt et furtim substracta sigillum et privilegia antedicta; supplicantes domino Regi ut super hoc consilium adhibeat: Per inquestam inde factam, ex parte domini Regis, inventi valde suspecti tres infra scripti, videlicet Robertus Bisaharz qui in multis dampnificavit ecclesiam ipsa nocte. Item Ansellus, serviens ville Ambiani, valde suspectus super asportacione et fractione dicte arche. Item Injorrannus de Croi, aliquantulum suspectus inventus est; placuit domino Regi quod isti tres caperentur per ballivum Ambianensem.

Louis IX, 1258.

XXII. Inquesta facta ad sciendum in qua castellania sita est domus de Valliaco cum pertinenciis, et ad sciendum quales sunt usus et consuetudines in patria et castellania, in qua sunt site domus de Valliaco et de Villa-Genou, et quomodo fratres ibidem parciuntur : Probatum est quod domus de Valliaco et de Villa-Genou et pertinencie earum sunt de castellania Sacro-Cesaris. Item quod usus et consuetudines castellanie Sacro-Cesaris, a Sacro-Cesare versus Giennum, infra quas metas site sunt domus de Valliaco et Ville-Genou et pertinencie, tales sunt quod, quando pueri nati sunt de uno patre et una matre, et tenent in feodum, et sunt plures quam duo, primogenitus habet, racione porcionis fraterne, melius herbergagium et medietatem tocius terre feodalis, et omnes alii fratres habent residuum terre feodalis; et si sint duo fratres tantummodo, primogenitus habet melius herbergagium et duas partes tocius terre feodalis, et postgenitus debet habere aliud melius herbergagium, si sit, et terciam partem tocius terre feodalis; et de censivis debet habere unus frater tantum quantum alius : Secundum istam inquestam, fuit adjudicata porcio fraterna domino Ferrico de Valli, militi, contra dominum Gaufridum, fratrem suum; qui Gaufridus consensit quod dominus Rex faceret super hoc inquiri (48).

XXIII. Inquesta facta super eo quod major et burgenses Belli-Montis super Ysaram petebant talliam a.....uxore Johannis de Ruella, tunc majoris Belvacensis, que morabatur apud Bellum-Montem, pro tempore quo ipsa erat vidua ; et ipsa dicebat quod non tenebatur ad hujusmodi talliam que sibi petebatur a tempore quo erat vidua, cum vidue non solverent talliam in villa Belli-Montis, prefatis majore et burgensibus e contra dicentibus quod usi fuerant percipere talliam a viduis in eadem villa : Probatum est quod mulieres vidue consueverunt solvere talliam apud Bellum-Montem (49); solvat talliam suam uxor dicti Johannis.

XXIV. Cum pater domini Bartholomei de Meruaco recepisset ad

firmam perpetuam et per litteras, a domino Rege, quedam molendina, et eidem alia molendina in contraplegium assignasset, et in assignamentum, si de modiacione que in predictis litteris continetur reddenda deficeret ipse vel heredes sui; postmodum idem Bartholomeus voluit dimitere domino Regi molendina sua ad firmam tradita patri suo; set cum dominus Rex nollet ea recipere nisi cum eis predictum contraplegium et assignamentum haberet, idem Bartholomeus proposuit quod in comitatu Belli-Montis talis est consuetudo quod, si quis terram aliquam vel aliquid aliud receperit ad firmam perpetuam, sibi et heredibus suis tenendam, et de hoc dederit in contraplegium terram aliam vel aliquid aliud certum, quod possit dimitere terram illam quam sic recepit ad firmam, quando voluerit, et retinere rem que propter hoc in contraplegium erat data, ita quod, cum re sic data ad firmam, non transseat contraplegium ad dominum qui sub illa condicione vel illo modo dederat rem ad firmam; et hanc consuetudinem obtulit se probaturum : Non est probata ista consuetudo; Rex habebit contraplegium et assignamentum. Louis IX, 1259.

XXV. Inquesta facta inter Templarios, ex una parte, et leprosos de Corbolio, ex altera, super usagio bosci de Rogel, videlicet qualiter ipsi leprosi usi sunt, a viginti annis citra, contra Templarios de eodem usagio, et Templarii contra leprosos, et eciam a viginti annis supra : Probatum est quod leprosi capiunt usagium suum in bosco de Rongel, per liberacionem servientis Templariorum, et bonum boscum.

XXVI. Cum magister Bartholomeus, clericus de Viermont, conqueretur quod quidam, de nocte et in prodicione, ipsum graviter vulneraverant et ei pugnum absciderant, et supplicaret domino Regi quod super hoc consilium apponeret; dominus Rex, requisita prius inde pluries comitissa Pontivi, et nichil faciente super hoc malefficio, per ballivum Ambianensem fecit inquiri, et per inquestam inde factam inventi sunt valde suspecti Renerus Cosses, Philippus, ejus

Loys IX. 1258. filius, Muterax, serviens domini Johannis de Virmont: Precepit Rex quod isti caperentur per ballivum predictum (50).

XXVII. Inquesta facta super contencione que vertebatur inter dominam Johannam de Ermenonvilla et dominam Mariam et dominum Symonem de Bandevilla et eorum heredes, ex una parte, et villam de Gonesse, villas eciam vicinas ac communitatem ipsius patrie, ex altera, super eo quod Maria, Johanna, Symon et heredes eorum predicti dicebant quod prata de Becherel, usque ad quindecim arpenta, sua sunt, tamquam de hereditate sua, et de eis gavisi sunt ipsi et predecessores eorum, per viginti quinque annos vel amplius, antequam Regina caperet ea in manu sua; villa de Gonessa et aliis villis vicinis hoc negantibus, et dicentibus pro se et communitate patrie quod Johanna, Maria, Symon et heredes eorum predicti nunquam habuerunt ea in pace, nisi per vim vel per munus, dicentibus eciam quod sunt marisci et pasturagia pro tota communitate patrie et pro omnibus gentibus: Johanna, Maria, Symon et heredes eorum supradicti non probant proprietatem quam dicebant se habere in pratis de Becherel usque ad quinque arpenta: Villa de Gonesse, ville vicine, et communitas patrie probant usagium suum ad pasturas suas in ipso prato usque ad predicta quinque arpenta, et habeant.

XXVIII. Inquesta facta ad sciendum utrum conjuracio seu confederacio de novo facta sit, videlicet anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo septimo, in villa Aureliacensi, sine consensu consulum communis ejusdem ville, antequam consules communitatis ejusdem ville, nunc existentes, ibidem fuissent in dicto officio per annum et diem. Item utrum in ista confederacione statuerint consules seu rectores annum et diem. Item utrum abbas ejusdem ville eam fecerit vel consilium seu auxilium dederit. Item utrum ante conjuracionem istam publice inhibicio facta fuerit, ex parte Regis, in villa Aureliacensi, ne aliquis ibi contra franchisiam consulatus et

communis ejusdem ville faceret aliquam conjuracionem seu confederacionem. Item si ista conjuracio seu confederacio sit contra antiquum statum et franchisiam consulatus et communis ejusdem ville. Item utrum consules Aureliacenses, postquam fuerint in consulatu per annum et diem, possint remanere in consulatu eodem, si communitas ville vel major pars consenserit vel non contradixerit: Probata est conjuracio seu confederacio nova facta per juramentum; emendabunt domino Regi qui ipsam fecerunt: Sicut facta fuit conjuracio per juramentum, ita destruatur et annulletur per juramentum: Probatum est eciam quod ipsi conjurati fecerunt sibi consules et rectores; cadant, et amoveantur isti consules et rectores: Probatum est insuper quod abbas ejusdem ville huic conjuracioni seu confederacioni consensit, auxilium et consilium prebuit; emendavit Regi: Preterea probatum est quod consules, postquam fuerant in consulatu per annum et diem, in eodem aliquociens remanserunt ultra annum et diem. Louis IX, 1256.

XXIX. Cum Guillelmus de Andusia, heres Petri Bermundi, peteret sibi restitui a domino Rege baroniam de Salvia, que fuerat ipsi Petro Bermundi, patri suo, per gentes domini Regis injuste ablata, sicut dicebat, dominus Rex, ex officio suo, fecit inde fieri inquestam ad alleviandam conscienciam suam, et postmodum, die Jovis ante festum beati Barnabe apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo octavo, Parisius relata ipsa inquesta domino Regi, et ea diligenter audita, dominus Rex, super ipsa inquesta, requisivit et habuit consilium istorum quorum nomina subscribuntur; videlicet: Guido Fulcodii, Aniciensis episcopus; magister Michael, cantor Andegavensis; magister Odo de Lorriaco, capicerius Aurelianensis; Guido de Nealpha, decanus Beati-Martini Turonensis; magister Radulphus Grosparmie, thesaurarius Sancti-Franbaldi Silvanectensis, qui deferebat sigillum domini Regis; Stephanus de Monteforti, decanus Sancti-Aniani Aurelianensis; magister Johannes de Wlliaco, clerici domini Regis.

Ludovicus IX, 1258. •Simon de Claromonte, dominus Nigelle; dominus Gervasius de Serannis, dominus Petrus de Fontanis, dominus Julianus de Perona, milites domini Regis. Plures eciam alii ad hoc interfuerunt.

De unanimi consilio omnium istorum dictum et deffinitum fuit quod idem Guillelmus de Andusia non erat in sua peticione audiendus, et quod predictus Petrus, pater suus, forisfecerat ipsam baroniam Salvie quam petit.

XXX. Inquesta facta inter dominum Regem et heredem Radulphi Mali-Vicini, militis defuncti, facta de mandato magistrorum curie domini Regis, ad sciendum utrum ipse Radulphus utebatur de placito ensis et de omnibus aliis placitis qualiacumque accidebant in die mercati sui, vel dominus Rex, et utrum dictus Radulphus, singulis diebus tocius septimane, utebatur de omnibus placitis qualiacumque accidebant, excepto placito mortis, mutilacionis membrorum, mulieris difforciate, et nove dissaisine, prout dicebatur, ex parte dicti heredis, et prout a ballivo Gisorcii contradicebatur, ex parte domini Regis; et quomodo dictus Radulphus super premissis omnibus in die mercati sui et singulis aliis diebus utebatur, quando iter arripuit transmarinum.

Per istam inquestam reddita est saisina heredi Sancti-Andree, in qua erat pater suus quando iter arripuit transmarinum, videlicet quod, die mercati Sancti-Andree, habeat idem heres placitum de homicidio, mahennio, muliere difforciata et nova dissaisina, et, in omnibus aliis diebus septimane, habeat omnia placita que possunt accidere, exceptis quatuor articulis supradictis, salva tamen proprietate, super qua pecierit dominus Rex agere, quandocumque sibi placuerit.

Istam inquestam inveni et sumpsi in registro quod custodit decanus Sancti-Aniani Aurelianensis (51).

Digitized by Google

Louis IX, 1259.

INQUESTE

TERMINATE ET DELIBERATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLIX.

I. Inquesta facta per Petrum de Autolio, senescallum Carcassonensem, ad sciendum utrum villa de Graoulleto debeat teneri a domino Rege vel a domino Philippo de Monteforti; utrum eciam dominus Rex debeat habere homagium de feodo castri de Ambresio, vel dominus Philippus predictus : Non est probatum quod idem Philippus debeat habere hujusmodi homagia, set remanebunt domino Regi.

Dominus Rex, postmodum in parlamento octabarum Candelose eodem anno, visa et audita carta patris sui, videlicet Philippi de Monteforti, deliberavit eidem domino Philippo feoda predicta, salvo jure suo, nonobstante hujusmodi inquesta, dum tamen sint infra metas in eadem carta contentas.

II. Inquesta facta per Johannem de Quarresio, ballivum Gisorcii, super eo quod homines de nova villa de Menillio intendunt probare quod dominus Guillelmus, quondam dominus de Paciaco, dedit eisdem hominibus, manentibus in dicta villa, talem libertatem in villa Paciaci, videlicet quod dicti homines possent emere in villa Paciaci ea que sibi essent necessaria suis propiis usibus, libere et sine constuma solvenda. Item quod pro simplici emenda solverentur duodecim denarii solummodo, et quod de premissis omnibus et singulis, scientibus ballivis, prepositis et servientibus Paciaci, qui pro tempore fuerunt, et non contradicentibus, usi fuerunt pacifice per triginta annos et amplius : Nichil probatum est pro ipsis hominibus de libertatibus predictis.

Louis IX, 1239.

III. Inquesta facta per Johannem de Quarresio supradictum super eo quod Petrus de Granchia, miles, dicit se habere et antecessores suos habuisse usagium in boscis de Pomeria ad suum ardere, ad edificandum et reficiendum manerium suum de Plesseto et ad alia sibi necessaria, a tempore quo non extat memoria; dicens eciam quod, tam ipse quam defunctus Bertaudus, quondam frater uxoris sue, qui, tempore quo dictum manerium tenebat, plantavit quasdam vineas a quatuordecim annis citra, sitas ante dictum manerium, usi fuerunt dicto usagio pacifice per triginta annos et amplius, et ad faciendum eschalatos et clausuram pro dicta vinea, custode dictorum boscorum recognoscente dictum Petrum et antecessores suos habere et habuisse usagium in dictis boscis ad ardere suum et alia supra dicta, dicente tamen quod de ipso usagio non debent facere eschalatos, set clausuram pro ipsis vineis, preterquam de genesta, pro eo quod a quatuordecim annis citra sunt plantate ipse vinee, et super hoc negatur eidem Petro usagium quod petit, preterquam de genesta quod usagium intendit probare dictus Petrus: Non habebit ipse Petrus usagium quod petit ad eschalatos et clausuram pro vineis suis.

IV. Inquesta facta per Guillelmum de Canabiis, ballivum Bituricensem, et..... constabulum Alvernie super contencione que vertebatur inter..... priorem Sancti-Porciani et dominum Guillelmum de Borbonio, dominum Boceii, pro justicia de Nulliaco, de qua quilibet eorum dicebat se esse in saisinam: Nichil probatum est pro domino Guillelmo; remanebit saisina ipsius justicie de Nulliaco predicto priori.

V. Inquesta facta per predictum ballivum Gisorcii super usagio mortui bosci boscorum de Brocia quod petunt homines de Haia in dictis boscis, dicentes quod ipsi et antecessores sui usi sunt de dicto bosco mortuo ad omnia sibi necessaria, a tempore a quo non est memoria. Item dicunt quod, pro dicto mortuo bosco et

herbagio dicti bosci, reddunt annuatim domino Regi, et pro masuris suis, videlicet pro qualibet masura quatuor minas avene, quatuor capones et sex denarios censuales. Item debent ducere, sicut dicunt, palos et clausuras ad vineas domini Regis de Credolio et hordeuram ad castrum Credolii : Bene probant homines usagium suum de quadraginta annis citra; habeant usagium suum. Louis IX, 1259.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, ad sciendum utrum villa de Montigniaco sit de feodo de Melloto, et quomodo domini de Melloto usi fuerunt ibidem de magna justicia, et quomodo usi sunt de magna justicia in feodis suis de Melloto : Non est probatum quod villa de Montigniaco sit de feodo Melloti; nec est probatum quod domini de Melloto habuerant magnam justiciam in feodis suis de Melloto, nec habeant.

VII. Cum Poncius de Aladervo commorans apud Donzinchum, sicut dicebatur, Sarram, uxorem suam, maliciose occidisset, et ob hoc detineretur in carcere preceptoris de Donzincho, Petrus de Autolio, miles, senescallus Carcassonensis, voluit hominem predictum habere in carcere domini Regis, et debita pena punire, cum cohercionem ejus intenderet domino Regi pertinere; verum quia dictus preceptor asserebat quod justicie de Donzincho, tam majores quam minores et merum et mixtum imperium, sibi pertinebat et domui milicie Templi de Donzincho, et ita ipse et antecessores sui usi fuerunt per tempora longissima, ut dicebat, predictus senescallus, tam de jure dicti preceptoris et domus Templi, quam de jure domini Regis, volens certificari de plano et sine strepitu judicii, inde fecit inquiri, et idem preceptor tradidit capitula sua; que inquesta taliter fuit terminata, videlicet quod idem preceptor non habebit ipsum Poncium, detentum racione occisionis uxoris sue, quem petit pro probata.

VIII. Inquesta facta per Johannem de Karresio, ballivum Gisorcii,

Louis IX, 1259. super eo quod prior Sancti-Theobaldi, juxta Villam-Novam-en-Hez dicit quedam fossata, contigua ex uno latere dicte foreste de Hez, esse sua, utpote facta in quodam prato suo contiguo dicte foreste : Probatum est pro ipso priore; habeat fossatum predictum quod petit.

IX. Inquesta facta per proximo dictum ballivum ad sciendum quod servientes feodatarii debeant esse in foresta Ebroicensi, et qui in ministerio foresterie usi fuerint feodatarie et per quantum tempus : Probatum est quod, ab octoginta annis citra, fuerunt in dicta foresta quatuor servientes cum equis in ministerio foreste, videlicet Colinus de Magdalena, heres Guillelmi de Garello, heres Simonis de Mota, Jacobus de Bello-Videre, et antecessor ejus; isti quatuor remanebunt in foresta.

X. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super eo quod Joubertus, dictus Juvenis, civis Senonensis, conquerebatur, et dicebat quod Johannes Compassator, civis Senonensis, percusserat filium ipsius Jouberti cum cultello : Probatum est quod idem Johannes Compassator percussit de uno cultello filium Jouberti Juvenis supradicti.

XI. Inquesta facta per Johannem de Karresio, ballivum Gisorcii, super eo quod Guillelmus Pinelli de Stoffrevilla dicit contra dominum Regem, quod debet esse serviens in foresta de Leonibus, ad gagia aliorum servientum, eo videlicet quod Hugo Pagani, pater ipsius Guillelmi, habuit, dum viveret, quandam terram intra forestam de Leonibus, que terra vocabatur Campus-Foreste, tempore regis Philippi. Rex Philippus retinuit sibi ipsam terram et pro ea dedit eidem Hugoni, patri ejusdem Guillelmi, in perpetuum sibi et heredibus suis in escambium, sergenteriam foreste de Leonibus, in deffenso Toffreville, et adhuc tenet dominus Rex ipsam terram. E contra ballivus predictus negat, pro domino Rege, dictum Regem Philippum dedisse in perpetuum hereditagium dictam sergenteriam prefato

Hugoni et heredibus suis. Item dicit ballivus quod, post decessum ejusdem Hugonis, mater istius Guillelmi qui petit, conquesta fuit domine regine Blanche quod dominus Rex tenebat terram predictam que fuerat mariti sui modo predicto; domina Regina, audita querela ejusdem, dedit eidem triginta libras Turonenses, quod confitetur idem Guillelmus, et quod mater sua recepit dictam pecuniam pro querela predicta : Non habebit idem Guillelmus sergenteriam quam petit. Louis IX, 1259.

XII. Inquesta facta per magistrum Simonem de Pognens, clericum domini Regis, et per ballivum Vernolii, ad sciendum qualiter abbas Lyre usus fuit justicia in terra sua Lyre. Item cujusmodi justicia et quanto tempore et a quo tempore et inter quas personas; et similiter qualiter dominus Rex usus fuit predicta justicia in terra abbatis predicti, et maxime de placito ensis : Abbas Lyre non probat per que debeat habere placitum spate et pertinencia ad illud, set remanent domino Regi; et fuit visa et audita carta abbatis, quam super hoc pro se exhibebat antequam terminaretur inquesta.

XIII. Inquesta facta utrum Petrus de Xantolio, miles, usus fuerit de justicia latronis in villa de Harchemont, in feodis suis que sunt in illa villa vel eciam de consimili justicia : Non habebit idem Petrus justiciam, quia nichil probat.

XIV. Inquesta facta inter abbatem et conventum Beati-Petri de Meleduno, ex una parte, et dominum Regem, ex altera, super possessione justicie in chemino de Marcreio, de qua justicia uterque dicit se esse in possessione; in quo chemino de Marcreio, monachi posuerunt quandam scalam pro juratoribus, quam prepositus Meledunensis fecit amoveri : Abbas predictus non habebit in eodem chymino de Marcreio exercicium justicie neque scalam; hoc tamen dicitur salva justicia ipsius abbatis in locis in quibus eam habere consuevit.

Louis IX, 1250.

XV. Inquesta facta per Johannem de Quarregio, predictum ballivum Gisorcii, super eo quod Renaudus de Esquatilla dicit quod fossata contigua muris castri Credolii, ab aqua usque ad quamdam turriculam contiguam ecclesie Sancti-Medardi de Credolio, prout domus ipsius Renaudi se conportat in longitudine, sua sunt, hac racione quod antecessores sui ea tenuerunt, videlicet Hugo, dictus abbas, avus ipsius et Flandrina, avia sua, confitens quod comes Philippus Bolonie dicta fossata fecit reparari tempore guerre, dicens eciam quod ipse et antecessores predicti usi fuerunt piscaria et fructibus dictorum fossatorum a tempore reparacionis ipsorum citra, et eciam ante. Item dicit quod fossata contigua muris castri Credolii a dicta turricula usque ad quamdam portam, sua sunt, hac racione quod ea tenet de domino Rege ad sex denarios censuales, ex ballo cujusdam ballivi sibi facto, post decessum dicti comitis, de cujus nomine non recolit, dicens quod dictum censum solvit per viginti tres annos. Item confitetur quod terra et vinee contigue, ex uno latere, dictis fossatis sunt ecclesie Sancti-Evremondi, set nescit ex cujus dono; ballivo predicto in contrarium dicente quod si dictus Renaudus per testes aliquos probat se et antecessores suos dictis fossatis in aliquibus usum seu usos fuisse, usus hujusmodi non debet valere, tum quia muri fortericie domini Regis siti sunt inter domum dicti Renaudi et dicta fossata qui domui dicti Renaudi non serviunt, et in urbanis et rusticis prediis impedit medium predium quod non servit, tum quia terra contigua dictis fossatis, ex alio latere, est canonicorum Sancti-Avremondi, tum quia dicta fossata sunt de fortericia castri Credolii, tum quia dictus Renaudus non dicit servitutem eumdi vel agendi per dicta fossata seu eciam fructus eorumdem colligendi datam sibi vel suis antecessoribus fuisse ab aliquo seu eciam imposítam : Renaudus de Esquantilla nichil probat; Rex habebit fossata; nec probat idem Renaudus quod solverit pro fossatis censum quem dicebat se solvisse; injunctum est ballivo quod levet ab ipso Renaudo valorem proventuum hujus fossatorum perceptorum ab ipso Renaudo.

XVI. Cum contencio esset inter dominum Johannem de Moy, militem, ex una parte, et hospites suos, ex altera, super eo quod idem Johannes volebat habere garennam per vim suam in vineis, bladis et jardinis eorum, licet non habeat baroniam vel castellaniam in villa predicta. Inmo dicunt dicti hospites quod dominus Droco de Moi, pater ipsius Johannis, per potenciam suam levavit ipsam garennam; et postmodum, vocatis coram se ipsis hospitibus, requisivit eos quod darent ei quinquaginta libras Parisienses, et ipse amoveret in perpetuum garennam predictam, et hoc ipsis juravit. Ipsi vero propter hoc dederunt eidem quinquaginta libras predictas, quas detulit in Albigesio, ut dicitur. Et postmodum cum redisset de Albigesio, idem Droco, per vim suam, iterum levavit ipsam garennam, volens ipsis reddere pecuniam suam quam recipere noluerunt, petentes instanter ab ipso quod convenciones suas teneret eisdem, et adhuc ipsum Johannem filium suum super hoc requirebant : Per inquestam inde factam, de mandato curie, per prepositum Silvanectensem, ad quam idem Johannes nec interesse nec mittere voluit, super hoc requisitus, probata sunt premissa; cadat ipsa garenna de Moy. Louis IX, 1250.

XVII. Inquesta facta per Droconem de Braia, ballivum Ambianensem, et Guidonem de Nova-Villa, militem, ad sciendum utrum Johanna, regina Castelle et comitissa Pontivi, usa fuerit, in vice-comitatibus villarum suarum de Pontivo, arrestare burgenses domini Regis pro debitis suis : Non est probatum quod burgenses domini Regis non possint arrestari in villa regente se per legem (52).

XVIII. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et dominum Galterum de Nemosio, ex altera, super eo quod idem Galterus dicebat se habere altam justiciam in loco qui vocatur Bardies, in quo quidem loco, quidam nomine Baignoletus fuit captus, gentibus domini Regis dicentibus e contrario quod Gaufridus, filius Fulconis, armigeri, ipsum locum tenet a domino Rege, et debet dominus Rex habere altam justiciam in eodem; per inquestam

Louis IX, 1259. inde factam, per dominum Gervasium de Seranis et ballivum, nichil probatum est pro domino Galtero: Remanebit domino Regi justicia de ipso loco.

XIX. Cum Philippus, capellanus domini Regis in ecclesia Beate-Marie de Claromonte, petivisset a domino Rege robas suas quas, sicut dicebat, predecessores sui capellani habere consueverant a dominis Clarimontis; per inquestam inde factam, per ministrum domus Trinitatis et prepositum Clarimontensem ac prefatum fratrem Petrum de Fresmont, nichil probatum est pro ipso Philippo: Non habebit robas quas petit.

XX. Conquerebatur domina de Quierry quod servientes domini Regis de Corbeia, saisinam posuerant apud Quierium ad tres servientes per diem, pro qua saisina levabant qualibet die saisinam pro decem servientibus de bonis suis: Per inquestam inde factam, pe Droconem de Braia, ballivum Ambianensem, non est probatum hoc quod ipsa domina dicebat, fuerunt tantummodo ad ipsam saisinam duo servientes per quatuordecim dies, et habuerunt decem et octo solidos pro expensis suis.

XXI. Cum contencio esset inter Guillelmum de la Jabroulle, et magistrum Giraudum de Piolenc, clericum, ex una parte, et Guillelmum de Pinquigniaco, militem, ex altera, super eo scilicet quod idem Guillelmus de Pinquigniaco, Petronillam, neptem ipsorum, infra annos nubiles constitutam, injuste et sine assensu amicorum ejusdem, maritaverat cum Andrea nepote suo, et per vim et injuste eam secum duxerat, predicto Guillelmo vim et injuriam hujus expresse negante, dicente eciam quod Petronilla mater sua et Petrus avunculus ipsius, ipsi matrimonio consenserunt; probatum est quod Petronilla predicta et mater sua ac Petrus avunculus ejus consenserunt matrimonio tali quali contracto inter dictam Petronillam et dictum Andream. Item probatum est quod dictus Guillelmus pro-

misit dicte mâtri triginta libras de quibus solvit centum solidos, et dicto avunculo decem libras de quibus solvit septem libras et dimidium, ut dicto matrimonio consentirent. Item probatum est quod, de consuetudine patrie, aliqui de consanguineis dicte Petronille debuissent matrimonio interesse, et nullus interfuit. Item probatum est quod dicta Petronilla habebit undecim annos solummodo circiter octo dies ante Assumpcionem beate Marie : Tenebitur dictus Andreas quousque reddiderit dictam puellam ballivo Turonensi, prout fuit judicatum coram ipso ballivo. Louis IX, 1250.

XXII. Eustachius de Montigniaco, armiger, petebat a domino Rege quod sibi permitteret ut posset vendere libere et quitte, absque tercio et dangerio, nemora sua de feodo de Montigniaco, ubicunque sint, prout antecessores sui semper fecerunt, et tenuerunt de dono domini Guillelmi de Gornaio, qui sibi dedit ita libere et quitte, sicut ipsemet tenebat a domino Rege, de quo sibi fecit cartam quam rex Henricus confirmavit. Verum petit super hoc inquestam patrie utrum antecessores sui ita libere et quitte tenuerunt : Non probat idem Eustachius quod possit vendere nemora sua predicta sine tercio et dangerio; nec vendat.

Hæc fuit terminata in scacario.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO NATIVITATIS BEATE MARIE, ANNO DOMINI MCCLIX.

I. Questio vertebatur inter decanum et capitulum Beati-Martini Turonensis, ex una parte, et homines de Firmitate-Milonis, ex altera, super eo quod ipsi decanus et capitulum dicebant, contra eosdem,

Louis IX, 1250. homines, quod Petrus de Trecis fuit homo eorum de corpore et erat antequam iret ad Firmitatem-Milonis, ibi mansurus, et se tenebat pro homine de corpore eorumdem quando illuc ivit, prout pluries recognoverat; et quia mortuus est idem Petrus, et homines de Firmitate-Milonis se opponunt ne ipsi habeant in bonis ipsius Petri manum mortuam, petunt eos compelli ad desistendum. Item decanus et capitulum dicebant quod ipsi prosecuntur manum mortuam hominum suorum, et prosecuti sunt in aliis villis circumadjacentibus, et quod ipsi seu plures alii usi fuerunt et habuerunt, in dicta villa Firmitatis, manum mortuam hominum suorum. Ad hec respondent dicti homines de Firmitate quod non credunt quod Petrus de Trecis fuisset homo ipsius decani et capituli, quando venit mansurus apud Firmitatem, nec credunt quod teneret se pro homine eorumdem tunc; dicunt tamen quod idem Petrus mortuus est, et quod nolunt quod decanus et capitulum habeant manum mortuam in rebus suis. Item noluerunt ipsi homines respondere utrum decanus et capitulum habeant manum mortuam in villis circumadjacentibus, et dicunt quod nullus usus est habere manum mortuam in villa de Firmitate post annum et diem, nisi quatuor pares ipsius castri (53), videlicet dominus de Burgo, dominus de Silliaco, dominus de Toriaco, et dominus de Choiaco, qui quatuor pares levant manum mortuam de hominibus suis de corpore apud Firmitatem, et aliqui alii non.

II. Item questio vertebatur inter abbatem et conventum Compendii, ex una parte, et predictos homines de Firmitate, ex altera, super eo quod abbas et conventus dicebant quod Johannes de Latigniaco, qui mortuus est, fuit homo eorum de corpore, et manebat, tempore mortis, apud Firmitatem. Item dicebant abbas et conventus quod receperunt forismaritagium ab ipso Johanne, dum ibi manebat, et post annum et diem, postquam ibi manserat; et quia opponunt se homines de Firmitate quod ipsi abbas et conventus non habeant manum mortuam in bonis dicti Johannis, petunt eos ad desistendum compelli,

et ad declarandum jus suum dicunt, quod quidam homo eorum de corpore, qui manserat in dicta villa per septem annos, intravit, sine eorum licencia, hospitale ejusdem ville, quem ab eodem tanquam hominem suum retraxerunt per ballivum Viromandensem, et redemit se per pecuniam. Ad hoc respondent homines de Firmitate quod Johannes de Latiniaco mortuus est, et manebat apud Firmitatem tunc, nec credunt quod fuerit homo eorum de corpore, nec quod ab eodem habuerint, postquam mansit apud Firmitatem, forismaritagium nec post annum et diem, sicut dicunt, et bene recognoscunt quod se opponunt ne levetur manus mortua de bonis ipsius Johannis; con- Louis IX, 1269.

fitentur eciam ipsi homines quod abbas et conventus retraxerunt de dicto hospitali unum hominem suum de corpore, set ex hoc non fit eis prejudicium eo quod non erat de communitate ipsorum, quando eum retraxerunt, set se transtulerat ad terram ecclesie, cum qua nichil habent commune, et dicunt quod predicti quatuor pares habent ibidem manum mortuam ut superius est premissum.

Proponunt insuper ad defensionem suam ipsi homines quod talis est consuetudo in villa de Firmitate-Milonis, quod si quis homo de corpore veniat ibi mansurus, et ibi manserit per annum et diem, non repetitus a domino suo infra annum et diem, die et anno elapsis, remanet liber et immunis a forismaritagio, manu mortua et omni alio debito servitutum, et dicunt quod dicti Petrus de Trecis et Johannes de Latiniaco manserunt in ipsa villa per viginti annos non repetiti a dominis suis, quare dicunt quod decanus et capitulum, abbas et conventus nequeunt repetere dictas manus mortuas; dicunt eciam quod de ista consuetudine usi fuerunt contra clericos et laicos, et maxime obtinuerunt contra abbatissam de Morgnival in judicio in curia domini Regis, quod negat pars alia dicens quod hoc eis non nocet, cum super hoc usi non fuerint contra eos, set petunt poni in saisina ipsius manus mortue.

Tandem, per inquestam inde factam, per magistrum Johannem de Ulliaco, clericum domini Regis, et per Odonem de Gisorcio, militem domini Regis, probata est saisina franchisie pro hominibus de

Louis IX. 1259. Firmitate-Milonis contra predictos decanum et capitulum Beati-Martini Turonensis, et abbatem ac conventum Compendienses; remaneant homines in possessione franchisie suc (54).

III. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, et Therricum de Porta, prepositum de Moreto, ad sciendum qualiter Rogerus, dictus Judeus, de Corbolio, et participes sui consueverunt transire seu deferre merces suas quas duxerunt, et aliquando adhuc ducunt per Moretum, Meledunum et alias villas domini Regis : Nichil probatum est pro eodem Rogero, dicto Judeo, de Corbolio, et sociis suis qui petebant franchisiam per cartam et per usum ; solvant costumam.

IV. Cum magister Gaufridus de Pont-Chevron, archidiaconus Parisiensis, diceret, pro se et aliis dominis de Bruerria, se et ipsos esse in possessione alte justicie et basse apud Bruerriam, videlicet raptus, multri et latronis, gentibus domini Regis dicentibus e contrario quod ipsa justicia pertinebat ad dominum Regem, et erat in possessione ejusdem; tandem, per inquestam inde factam, probata fuit saisina ipsorum dominorum : Habebunt ipsi domini de Brierria saisinam alte et basse justicie apud Brierram, salvo jure domini Regis, quantum ad proprietatem.

V. Inquesta facta ad sciendum utrum homines de Sureio sint immunes a quadam costuma que dicitur EXITUS apud Belismum, et utrum ipsi et predecessores eorum fuerint in possessione vel quasi exeundi a dicta castellaria sine aliqua redibencia : Nichil probatum est pro ipsis hominibus de Sureio; tenentur ipsi homines ad solucionem exitus Belismi.

VI. Inquesta facta per Theobaldum de Escuellis, militem, tunc ballivum Silvanectensem, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, apud Moiacum, super eo quod dominus Johannes

de Moiaco, miles, dicit se habere omnimodam justiciam in terra sua et terra de feodis suis moventibus. Item dicit quod homo quidam, quem Renaudus de Coqueria, miles, interfecisse dicitur, interfectus fuit in terris de feodis suis moventibus. Item dicit quod terre in quibus fructus percepti fuerunt, occasione dicte occisionis, site sunt in justicia et dominio suo; quibus de causis petit idem Johannes sibi liberari fructus predictos et justiciam dicte occisionis: Nichil probatum est pro ipso Johanne; alta justicia de Moiaco et de feodis moventibus de Moyaco remanet domino Regi, propter quod dominus Rex percipiet et habebit fructus levatos de terra Renaudi de Coqueria, militis, occasione occisionis quam fecisse dicitur idem Renaudus. Louis IX. 1239.

VII. Inquesta facta per Bituricensem et Albigniaci prepositos ad sciendum utrum omnes mansionarii de territorio Sancti-Martini Leriacensis tenentur ad solvendum gistum domini Regis. Item utrum omnes mansionarii de Villa-Chatonis sint de territorio predicto. Item utrum mansionarii de Villa-Chatonis unquam solverint aliquid de gisto predicto : Probatum est quod mansionarii de territorio Sancti-Martini Leriacensis solverunt gistum domini Regis, et solvant : Non est probatum quod mansionarii de Villa-Chatonis solverint gistum domini Regis, nec solvant.

VIII. Inquesta facta per ballivum Ambianensem contra Nicholaum de Mota, militem, qui, postquam assecuraverat de se et suis, coram ipso ballivo, Guillelmum dictum Villanum de Mota, ipsum Guillelmum invasit in ecclesia de Mota, sicut ei imponitur : Probatum est contra Nicholaum de Mota; capiatur corpus ipsius, et teneatur quousque factum istud emendaverit domino Regi, salvis tamen eidem vita sua, membris suis et hereditate sua, quia non supposuit se isti inqueste.

IX. Inquesta facta per ballivum Bituricensem super eo quod abbas et conventus Sancti-Satiri dicebant, contra Guidonem de Buceio,

Louis IX, 1259. militem, quod, cum contencio verteretur, coram domino Rege, inter ipsos, super situ et posicione metarum de Rocheio positarum ad dividendum magnam justiciam inter eosdem abbatem et conventum et comitem de Sacro-Cesare, idem miles voluit et concessit quod ipsa contencio penitus cessaret. Item dixerunt quod idem miles voluit et concessit quod dicte mete remanerent prout erant posite, et illa de causa videlicet ad dividendam magnam justiciam inter dictos abbatem et conventum et predictum comitem, hoc addito quod ipsi abbas et conventus donarent dicto militi licteras suas quod ipsi non intendebant per illas metas eidem injuriari, nec dapnum facere de minori justicia quam habebat in fundo terre de Rocheio. Item dixerunt quod ipsi promiserunt donare super hoc eidem militi litteras suas. Item dixerunt quod idem miles promisit, pro se et uxore sua, donare, dictis abbati et conventui, litteras officialis Bituricensis super hoc confectas, videlicet quod situs et posicio dictarum metarum eidem placebat, et quod contra non veniret. Item dixerunt quod idem miles quitavit eisdem peticionem et adjornamentum factum coram domino Rege; verum petunt a dicto milite quod de hujus quittacione donet eis litteras, sigillo autentico sigillatas, et quod super promissione predicta donet eisdem litteras sigillatas sigillo officialis Bituricensis pro se et uxore sua, et ad hoc ipsam inducat; petunt eciam quod capiat, si velit, litteras ipsorum continentes premissa. Item petunt quod participes suos in fundo terre de Rocheio ad concedendum premissa, sicut se facturum promisit, bona fide, pro posse suo, inducat. Ad que idem miles respondit, per juramentum suum, quod premissa omnia fuerunt prolocuta, set non concordata: Teneatur ista convencio pro abbate et conventu Sancti-Satiri, quia probata est pro eisdem, secundum quod in rubrica continetur (55).

X. Conquerebantur homines de Balegniaco quod Petrus de Balegniaco, armiger, efforciabat eos, et plura dampna eis inferebat propter garennam suam de Balegniaco, que erat de novo levata, quam petebant amoveri: Per inquestam inde factam, de mandato domini Regis,

per prepositum Silvanectensem, inventum est quod ipsa garenna fuit facta et levata a viginti quinque vel viginti sex annis citra, secundum quod refert ballivus Viromandie : Placuit domino Regi et ejus consilio quod caderet ipsa garenna, et super hoc fecerunt mandatum ipsi ballivo; cadat ipsa garenna. Louis IX, 1259.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO BEATI MARTINI HYEMALIS,

ANNO MCCLIX.

I. Inquesta facta per Stephanum Tate-Saveur, ballivum Senonensem, ad sciendum quomodo illi qui tenent molendinos folatorios de Castro-Nantonis et tenuerunt postquam terra Lorriaci devenit ad manum Roberti, comitis Atrebatensis, et a tempore regis Philippi et antea, usi sunt et fuerunt erga illos qui habent pannos folandos infra metas subscriptas, videlicet a ponte Bruerre usque ad archam de Venereto, usque ad Blaretam, usque ad pontem Soliaci, usque ad quercum centum brancarum, usque ad fossata de la Lucigne, usque ad Molinetum, usque ad Cormenam, et maxime erga eos de Lorriaco : Nichil probatum est pro Rege : probatum est pro burgensibus de Lorriaco quod, antequam terra veniret ad comitem Atrebatensem predictum, et antequam dominus Philippus de Remiaco esset ibi ballivus, burgenses de Lorriaco ducebant pannos suos fullandos ubi volebant, sine calumpnia et contradiccione, propriis vecturis vel conducticiis; nichil pro Rege.

II. Cum dominus Rex reddidisset episcopo Mimatensi saisinam castri de Credona cum ejus pertinenciis, idem episcopus petiit sibi reddi castra Montis-Ferrandi, de Monte-Judeo, de Chiriaco, de Monte-Redaco, de Quinquigniaco, de Genebrila, de Balsada et quartam

Louis IX, 1259. partem pro indiviso castri de Petra, villas eciam de Carronica, et de Marologio, cum sint de pertinenciis castri Gredone, sicut dicebant; per inquestam inde factam, non est probatum quod predicta castra et ville sint de pertinenciis castri Gredone, non habebit idem saisinam eorumdem : Probatum est tamen quod mansi de Ismonse et Rocha Valerici sunt de pertinenciis dicti castri; habebit idem episcopus saisinam ipsorum duorum mansorum.

III. Inquesta facta inter burgenses Cauniaci, ex una parte, et episcopum Noviomensem, ex altera, super eo'quod dicti burgenses dicebant quod usi sunt, a tanto tempore a quo non extat memoria, ducere vina de terra Suessionensi in navi, per aquam, apud Cauniacum, sine calumpnia, contradiccione et non petita licencia, solvendo tamen vinagium ad pontem episcopi, de quolibet dolio antiquitus quatuor denarios et obolam, et postmodum pluries sex denarios et obolam, super quo dicunt sibi injuriam fieri. Dicebant eciam quod dissaisiti sunt isto usagio et maniamento per navem et vina que episcopus non permittit transire, et hoc offerunt se probaturos. Episcopus Noviomensis dicit in contrarium quod nec burgenses de Cauniaco, nec alii sunt vel fuerunt in saisina passandi vina cum navi ultra pontem episcopi, ascendendo aquam, sine licencia episcopi vel mandati sui. Dicit eciam episcopus, et vult probare quod si aliquis ibi transiit de Cauniaco vel de alibi, transiit per licenciam episcopi vel mandati sui, pro tali precio vel servicio quali placebat mandato episcopi. Dicit eciam idem episcopus, et vult probare quod aliqui de Cauniaco et aliumde voluerunt ibi transire et non potuerunt habere licenciam, immo oportuit eos dischargiare navem suam, et ducere vina per terram vel vendere in portu : Non est probatum, per hanc inquestam, quod episcopus Noviomensis spoliaverit dictos burgenses de Cauniaco de hiis de quibus dicebant se spoliatos ab ipso.

IV. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et dominum de Gonsemvilla, ex altera, super justicia de Gonsemvilla,

per inquestam inde factam per prepositum Parisiensem, nichil probatum est pro Rege : Remaneat justicia de Gonssemvilla domino Gonssemville, quantum pertinet ad Regem. Louis IX 1250.

V. Per inquestam inde factam per dominum Almauricum de Meduno, militem, probate sunt injurie, violencie, enormitates, excessus quamplurimum et alia gravamina que senescallus et gentes comitis Angolismensis fecerant, de mandato ipsius comitis, episcopo, decano et capitulo Angolismensibus et gentibus eorumdem, secundum quod in originali inqueste hujus plenius est signatum, et fuit judicata inquesta hujus, per consilium domini Regis, in hunc modum :

Quia probatum est quod idem comes mandavit premissa fieri per litteras suas, comes emendabit domino Regi. Item emendabit ipsis episcopo et capitulo, ad voluntatem domini Regis. Item dabit litteras suas patentes domino Regi, in quibus expresse continebitur prohibicio sua quam fecit senescallo suo et gentibus suis contra episcopum et capitulum supradictos. Continebitur etiam in eisdem quod inde solvet emendam suam domino Regi. Dabit insuper bonos plegios, una cum predictis litteris, de ipsa emenda solvenda. Item ipsi plegii habunt exinde litteras suas patentes. Reddet etiam idem comes episcopo et capitulo supradictis omnia dampna que sustinuerunt occasione prohibicionis ipsius comitis, secundum quod inventa fuerint per inquestam quam Rex faciet inde fieri. Verumtamen judicium hujus inqueste suspensum est, nec prolatum est partibus, quia, antequam proferretur, partes composuerunt inter se (56).

VI. Inquesta facta per magistrum Robertum de Housseia, tunc decanum Silvanectensem, et per prepositum ejusdem civitatis, utrum videlicet forestariis[1] de Halata consueverit sequi in villa de Ponponio forisfacta, et capere in domibus hominum ejusdem ville et eciam cum quibus et per quos, et utrum forestarius adcensiverit in usagium ipsorum hominum de Ponponio homines de Mesnilio ad certos red-

[1] Lisez *forestarius*.

Louis IX, 1259. ditus in suum et eorum usagii detrimentum. Item de emendis quas servientes dicti forestarii capiunt indebite ultra principalem emendam quam levat forestarius ab illis qui forisfaciunt in foresta predicta: Melius probatum est pro ipsis hominibus quam pro forestario; ordinatum est tamen, de isto negocio, inter partes, quod ipse forestarius non potest sequi forisfacta Halate in domibus hominum de Ponponio, nec in curiis eorumdem; poterit tamen idem forestarius sequi forisfactum ipsius foreste quamdiu chargiatum fuerit ad quadrigam vel collum vel equum, et, postquam dischargiatum fuerit in curia vel in domo, capere non poterit; injunctum fuit eidem forestario quod homines de Mesnilio, quos pater suus adcensiverat, et adtraxerat in eadem foresta ad usagium hominum de Ponponio inde amoveat, nec ulterius habeant ibidem usagium.

VII. Cum burgenses Castri-Radulphi fecissent adjornari capitulum de Novo-Vico Sancti-Sepulcri super proprietate sequele manus mortue apud Castrum-Radulphum, super qua sequela capitulum habuerat saisinam per curiam istam contra ipsos burgenses, audita inquesta super proprietate hujusmodi postmodum facta, auditis etiam parcium privilegiis, nichil probatum est pro ipsis burgensibus: Remaneat ipsum capitulum in saisina sua de sequela manus mortue apud Castrum-Radulphum.

VIII. Inquesta facta ad sciendum utrum Johannes, dictus Frater, fecerit maleficium domino Richardo de Banterlu, militi, pro quo maleficio conqueritur idem Richardus de ipso Johanne, et utrum interfuit dicto maleficio, et si sit in culpa dicti maleficii, et quomodo sit in culpa: Non est probatum quod idem Johannes fecerit ipsum maleficium predicto Richardo; inde absolutus est idem Johannes.

IX. Cum major et pares communie Belvacensis fecissent adjornari abbatem et conventum Sancti-Simphoriani Belvacensis in ista curia, proposuerunt contra eos quod cum ipsi major et pares fecissent capi

nanta (57) cujusdam jurati sui, auctoritate communie sue quam tenent a domino Rege, et pro delicto ipsius jurati, ipsi abbas et conventus tenebant eos propter hoc in placito coram decano Belvacensi, verum petebant ipsos compelli ad cessandum de hujusmodi placito, cum essent parati docere coram Rege de jure suo si esset necesse. Ad hec respondit procurator ipsorum abbatis et conventus quod iidem major et pares[1] eos spoliaverant et fecerant eis violenciam, cum ipsi habeant omnimodam justiciam in terra sua que dicitur Burgus-Sancti-Johannis, et ea usi sunt a longo tempore; in qua quidem terra major et pares fecerunt capi nanta dicti jurati, contra eorum voluntatem, eis injuriam faciendo; prefatis majore et paribus e contra dicentibus quod dicta nanta in terra eorum capi fecerant, set violenciam eis non fecerant, quia sunt in saisina capiendi nanta juratorum suorum pro delictis suis, licet maneant in terra ipsorum abbatis et conventus et alias, de hiis que pertinent ad eorum communiam justiciandi : Determinatum fuit quod inquireretur si dicti abbas et conventus usi sunt exercere omnimodam justiciam in terra sua predicta. Item utrum major et pares usi sunt justiciare juratos suos, manentes in terra abbatis et conventus, de hiis que pertinent ad communiam suam, nanta eorum capere pro delictis suis et aliis. Item per quantum tempus. Item si pacifice. Injunctum fuit abbati et conventui quod cessarent a placito in foro ecclesiastico super predictis : Per inquestam inde factam, per Johannem Lotharingum et Nicholaum de Begistro, clericos domini Regis, probata est saisina majoris et parium Belvacensium; si monachi, post inhibicionem hujus curie, traxerunt super hoc majorem et pares in foro ecclesiastico, et eos excommunicari fecerunt, compellantur quod ad proprios sumptus suos faciant ipsos absolvi, nisi ipsi major et jurati excommunicati fuerint pro defectu diei. Louis IX, 1250.

X. Inquesta facta super eo quod ballivus et prepositus Medontenses dicebant, pro domino Rege, quod dominus Rex habet banleucam

[1] Le texte porte *conventus*, mais il faut lire *pares*.

Ludovicus IX, 1239. pertinentem ad castrum Medonte, et quod banleuca predicta extendit se a muris Medonte usque ad finem pratorum de Bercherennoe, et a fine dictorum pratorum usque ad nemus de Bucco-Rotundo, et ab inde usque ad fontem situm juxta ulmum qui vocatur ulmus Espreverii, retro Joiacum, et ab illo loco usque inter Scemdrium et monasterium ville ejusdem, et ab illo loco usque ad lapidem qui dicitur lapis Thesauri; dicunt eciam quod dominus Rex usus est justicia latronis, justicia sanguinis, plaga et occisione facta per calidam mesleiam, et alta justicia tam in dominio quam in feodis sive retrofeodis domini de Rouniaco, existentibus infra predicta loca, et in omnibus locis existentibus infra predictam banleucam. Domina vero de Rouniaco dicebat, contra premissa, quod dominus Rex non habet banleucam nec justiciam usque ad loca superius annotata pro parte domini Regis; dicebat eciam quod defunctus Guido, quondam maritus suus, tempore quo vivebat, et antecessores sui, tempore suo, usi fuerunt justicia latronis, justicia sanguinis, plaga et occisione facta per calidam mesleiam, et de tota magna justicia tam in dominio quam in feodis sive retrofeodis usque ad loca inferius annotata, videlicet usque ad foveam Feuchelinam, et ab illo loco in recta linea usque ad Sequanam, ex una parte, et a dicta fovea, ex altera parte, in recto usque ad granchiam Domus-Dei de Medonta, que est in garenna, et ab illa granchia usque ad Maignavillam, cum toto territorio Maignaville, sicut se proportat, quod ab ipsa tenebatur, ut dicebat, et ab istis locis superius annotatis, existentibus a parte Rouniaci et infra, usi fuerunt defunctus Guido et antecessores ejus de justiciis predictis, ut dicebat, et bene volebat quod super hoc inquireretur, et de omnibus premissis dicebat se esse in homagio ligio domini Regis; petebat eciam quod dominus Rex permitteret ipsam gaudere de usu et saisina in quibus dictus Guido maritus ejus decessit: Per istam inquestam, factam per Simonem de Pugneiis, clericum domini Regis, et per ballivum Medontensem, nichil est probatum propter quod domina de Rouniaco debeat habere saisinam latronis capti in magno chemino, infra metas predictas, de quo ad presens contenditur.

XI. Prior Cari-Loci conquerebatur in hac curia quod cum ipse, in proximo preterito mense maii, fecisset preconizari apud Karum-Locum bannum vini sui, burgenses dicti loci, durante hujusmodi banno suo, vendiderunt vinum suum, quod sibi petebat emendari idem prior. Burgenses vero ad defensionem proponebant quod ita usi sunt, a longo tempore citra, quod, quando prior vendit vinum suum in mense maii, mensuram poti ultra duos denarios plus quam valuerit mense aprili precedenti, ipsi consueverunt et possunt vendere vinum suum, non-obstante banno prioris, quousque prior reduxerit vinum suum ad valorem quem valebat in mense aprili precedenti duobus denariis additis, et, hoc facto, cessant vendere: Probatum est usus et defencio burgensium ut supra ponitur; probatum est eciam quod prior posuit vinum suum in ipso mense maii ad viginti octo denarios, licet in mense aprili precedenti venderetur vinum ad viginti denarios. Louis IX, 1259.

De rescossis vero et aliis injuriis quas prior imponebat ipsis burgensibus, nichil est plene probatum; ducat ipsos per jus in curia sua super hiis et aliis.

XII. Inquesta facta per ballivum Medonte et per priorem Belli-Montis super Ysaram super cavalcata facta inter fratres domini Bartholomei de Meruaco, militis, ex una parte, et Brunellum de Lardeiis, ex altera, quis eorum vel qui occurrerunt primo contra alteros, et quis vel qui eorum magis deliquerunt, et sub cujus fundo cavalcata fuit facta: Quia uterque deliquit, uterque emendet domino Regi, set fratres domini Bartholomei majorem debent emendam; quia magis deliquerunt.

XIII. Cum contencio verteretur inter Garinum, armigerum, ex una parte, et magistrum Odonem de Essona, ex altera, et compromissum esset in priorem Beate-Marie de Campis juxta Essonam, et cantorem Beate-Marie de Corbolio, recepto eciam juramento parcium de calumpnia, dictus Garinus dixit quod ipse posuerat in deposito in domo matris ipsius magistri Odonis archam unam et octoginta libras

Ludovicus IX, 1259.

et centum solidos, que pecunia erat de sua proprio, ut dicebat; idem vero magister e contrario dixit quod non credebat ea que ipse Garinus dixerat esse vera. Predictus autem Garinus produxit testes ad probandam intencionem suam : Per testes et per inquestam inde factam nichil probat idem Garinus; reddat archam de qua agitur, quam tulerat de domo matris predicti magistri.

XIV. Inquesta facta per Arnulphum de Curia-Feraudi, militem, ballivum Cadomi, utrum dominus Adam, dictus Cambellanus, erat in possessione seu saisina, tempore quo decessit, de quodam molendino apud Tor. Item de moltis ejusdem molendini. Item utrum habebat placita hominum suorum tenencium. Item utrum erat in possessione seu saisina, quando decessit, de summagio. Item utrum erat saisitus, tempore quo decessit, per Guillelmum de Tor, de triginta quarteriis avene. Item de viginti quarteriis frumenti. Item utrum erat saisitus, per Richardum de Corceliis, de quatuor solidis et dimidio Turonensibus. Item de decem solidis Turonensibus per dominum Robertum de Burceio, seu per dominum Zachariam, patrem suum. Item utrum erat saisitus, per Ranulphum de Tyberi, de uno niso mutato per manum hominis (58), seu de triginta solidis Turonensibus. Item utrum erat in possessione duorum feodorum militarium, apud Tor et Ostreham. Item utrum erat saisitus, tempore quo decessit, per Radulphum Petri et ejus participes, adducendi molam molendini sui de Tor et merrennium ejusdem molendini. Item de custodia latronis sui capti super tenementum suum et eciam nampta sua. Item de eundo apud Bajocum, quesitum cibaria sua et vinum suum et necessaria comestioni. Item utrum similiter erat in saisina, tempore quo decessit, de uno cariagio adducendi boscum suum ad ardendum per homines suos de Tor semel in anno. Item utrum hec predicta pacifice possidet, ita quod aliquis non moveret erga ipsum questionem de dicta possessione. Item utrum fuit in dicta possessione per annum vel per plures, vel per quot annos. Item utrum de tempore seu anno quo decessit saisitus de predictis : Probatum est quod dictus

Adam Cambellanus erat in saisina, tempore quo decessit, de quodam molendino apud Tor. Item de moltis ejusdem molendini. Item de placitis suorum hominum. Item de possessione seu saisina summagii. Item de uno ñiso, vel de triginta solidis, per Ranulphum de Tyberi. Louis IX, 1259.

Hoc fuit expeditum in scacario Cadomi, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono.

XV. Inquesta facta super hoc quod dominus Gaufridus de Bosco-Guillelmi, miles, petit habere quosdam redditus, circiter triginta quatuor solid. Turon. quos dominus Rex tenet in manu sua; et dicit quod domina Avicia de Esquetot tenebat illos redditus in dotem, quando ivit in Angliam, et dicit quod dominus Petrus de Bosco-Guillelmi, presbiter, tradidit illos redditus in dotem dicte Avicie, et dominus Rex cepit illos in manu sua, ea racione quod dicta Avicia ivit Angliam sine licencia domini Regis, et dicit dictus Gaufridus, miles, quod ipse est propinquior heres, sicut in sua carta continetur: Non est probatum quod triginta quatuor solidi, de quibus contenditur, debeant esse domini Gaufridi de Bosco-Guillelmi; immo remanebunt domino Regi.

Expeditum in scacario.

XVI. Inquesta facta utrum Chabulum debeat esse liberum a solucione seu prestacione dangerii domini Regis : Solvetur tercium de Chabulo.

Hec fuit expedita in scacario Rothomagensi et facta per Guillelmum de Vicinis, ballivum Rothomagensem, ut videtur (59).

INQUESTE

TERMINATE ET JUDICATE PARISIUS, IN PARLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLIX.

I. Inquesta facta per abbatem Foquardi-Montis, Cisterciensis ordi-

Louis IX, 1250.

nis, et per magistrum Clementem, archidiaconum Laudunensem, super eo quod, in causa que vertebatur in curia domini Regis, super saisina comitatus Bolonie inter Mariam, relictam imperatoris Othonis, ex una parte, et comitem Sancti-Pauli ac uxorem suam, ex altera, idem comes, ad curiam suam rehabendam, proposuit, coram domino Rege, talem esse consuetudinem curie Attrebatensis, videlicet quod si comes Attrebatensis alicui injuriam aut gravamen fecerit, ille, cui fit hujusmodi injuria aut gravamen, tenetur ipsum comitem requirere quod ipsam injuriam aut gravamen emendet; quod si facere noluerit idem comes, tenetur ipsum comitem requirere ut per homines seu pares curie Attrebatensis faciat eidem jus reddi, utrum hoc sibi facere debeat an non; et si hujusmodi jus eidem reddere recusaverit comes predictus, tunc primum et non aliter poterit idem gravatus ad superiorem reclamare et habere recursum. Facta fuit autem hec inquesta, salva consuetudine et dignitate curie domini regis Francie: Consuetudo non est probata ut proponitur, et continetur in rubrica (60).

II. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, et Johannem de Karresio, ballivum Gisorcii, milites, super hoc quod dominus Guillelmus de Pissiaco, miles, intendit probare quod ipse habet totam magnam justiciam apud Haquevillam, et de hoc usus fuit ipse et antecessores sui, ballivo predicto e contra dicente, pro domino Rege, quod Haquevilla est in Wulcassino Normanno, et Wulcassinus Normannus est de ducatu Normannie, et dominus Rex habet communiter in ducatu seu in Normannia placitum ensis seu altam justiciam et maxime in Wulcassino Normanno, preter in aliquibus elemosinis antiquis (61), et preter in terris aliquorum qui habent placitum ensis de dono speciali domini Regis. Item dicit idem ballivus, pro domino Rege, quod dominus Rex usus fuit apud Haquevillam de placito ensis, negans, pro domino Rege, quod dictus dominus Guillelmus de Pissiaco vel antecessores sui usi fuerint aperte seu in aperto de placito ensis apud Haquevillam: Rubrica non probatur pro domino Guillelmo predicto, nec habeat quod petit.

III. Inquesta facta per Guillelmum de Vicinis, ballivum Rothomagensem, super eo videlicet quod episcopus Abrincensis dicit quod usus fuit de placito ensis in feodo Fresnose, per longum tempus. Dominus Robertus de Haricuria, qui cepit dictum feodum a domino Rege ad firmam perpetuam, dicit quod dominus Rex usus fuit de dicto placito ensis in dicto loco. Inquisitum fuit, per mandatum domini Regis, per eundem ballivum, super hoc de usu parcium in dicto loco, et quomodo et in quibus casibus : Probatus est usus episcopi, ut proponitur in rubrica, et habeat. LOUIS IX, 1250.

IV. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super eo quod Johannes de Villaribus, miles, intendit probare quod nemus de Bosco-Galcheri, in Byeria, est liberorum suorum, racione uxoris sue, matris ipsorum liberorum, et quod potest vendere ipsum nemus, set non absque licencia domini Regis, et quod alias ipsum vendidit de mandato domine regine Blanche; forestarius vero Bierie contradixit scindi dictum nemus eo quod intellexerat quod dictus Johannes nichil habebat in ipso Bosco nisi usagium ad focum suum et ad domos suas reficiendas : Melius probatum est pro eodem milite quam pro domino Rege; remaneat saisina ipsius nemoris eidem Johanni de Villaribus, racione liberorum suorum quorum est ex parte uxoris sue, matris ipsorum liberorum.

V. Inquesta facta per Droconem de Braia, ballivum Ambianensem, militem, ad sciendum quomodo Petrus Mouton de Braio recepit terras domini Regis de Braio a domino Johanne de Villaribus, milite, tempore quo idem Johannes erat ballivus Ambianensis : Probatum est quod ipse terre date fuerunt per incheramentum, et quod idem Johannes, tunc ballivus, noluit admittere incheramentum; restituat.

VI. Inquesta facta per Berengarium Rabot, ballivum Medontensem, super hoc quod dominus Robertus de Pissiaco, miles, et domina de Alneto et Amalricus, vicecomes de Mesiaco, petunt habere justiciam

Louis IX, 1269. latronis capti in nundinis de Contesse, juxta Mellentum, ea racione quod ipsi et antecessores eorum usi sunt dicta justicia, et quia tres partes feodi communis, in quo nundine sunt, pertinent ad dictum Robertum, militem, et dictam dominam et dictum Amalricum, militem, videlicet in campi-parte, in censibus, vendis et aliis. Petunt similiter leprosi de Contesse habere dictam justiciam in dictis nundinis, eo quod usi sunt dicta justicia in eodem loco, et eo quod fundus terre dicti loci ipsorum est, et quia habent quartam partem campipartis dicte terre, de dono domini Roberti de Fraxinis, militis, quondam patris dicti Roberti de Pissiaco, militis. Dicit eciam memoratus ballivus, pro domino Rege, quod prepositus de Mellento et servientes ejus usi sunt dicta justicia in eisdem nundinis, racione dominii domini Regis, et eciam ea racione quod dominus Rex dedit dictas nundinas: Melius probatum est pro domino Roberto de Pissiaco supradicto et sociis suis quam pro aliis; remaneant idem Robertus et socii sui in saisina quam habent.

VII. Inquesta facta per abbatem..... Cisterciensis ordinis et per..... super eo quod abbas Sancti-Stephani Dyvionensis intendit probare quod Andreas Biaupoil, castellanus de Conchiis pro domino Rege, die Mercurii post octabas Pasche, tempore discordie mote inter ipsum abbatem et homines suos de Eust, fecit pactum cum ipsis hominibus, quod ipse daret dictis hominibus litteras suas quod ipsi erant homines domini Regis a die Jovis ante Ramos Palmarum; et dicta die Mercurii idem Andreas accessit ad ipsum abbatem, et requisivit eum quod deliberaret res dictorum hominum, cum ipsi essent homines Regis, ut dicebat, quas res idem abbas saisierat sabbato ante Ramos Palmarum pro tallia sua quam dictis hominibus nunciavit. Dicti vero homines pro litteris, quas debebant habere a dicto Andrea, promiserunt ipsi Andree septuaginta libras Divionenses, et hec omnia credit esse vera idem abbas per juramentum suum : Quia probata est hujusmodi conventio contra dictum Andream, voluit dominus Rex

et precepit quod idem Andreas capiatur, et teneatur ad voluntatem suam. Louis IX. 1239.

VIII. Inquesta facta per Guerardum de Keuresis, ballivum Aurelianensem, super discordia mota inter dominum Regem, ex una parte, et dominum Philippum de Monteforti, ex altera, pro pedagio de Cruce-Quarterii, quod pedagium gentes domini Regis dicunt esse domini Regis, eo quod totus cheminus, sicut ducit de Stampis directe per Crucem-Quarterii apud Corbolium, et reducit de Corbolio recta via, per eandem Crucem-Quarterii apud Stampas, et tota terra usque ad aquam et pontem de Bourre, que aqua et cujusmodi pons dividunt castellaniam Montis-Letherici a castellania Feritatis, sunt de castellania Montis-Letherici et de feodo domini Regis, et quod predictus Philippus de Monteforti, in tota terra predicta, non habet feodum nec domanium. Preterea alias fuit contencio inter gentes domini Regis et gentes domini de Feritate super pedagio memorato, et remansit idem pedagium semper domino Regi, et adhuc gentes domini Regis levant ipsum et expletant pro Rege, et semper pro ipso levaverunt et expletaverunt, ex quo sciverunt, primo quod pedagium reciperetur in loco predicto; quod aliquid deberet valere. Memoratus vero Philippus de Monteforti et gentes sue dicunt e contra quod gentes domini Guillelmi de Barris, sicut gentes aliorum dominorum de Feritate, qui, post tempus ejusdem domini Guillelmi de Barris, fuerunt domini de Feritate, predictum pedagium levaverunt et receperunt a mercatoribus qui transibant per locum predictum, quociens ipsi mercatores ducebant aut deferebant aliquas mercandisias que deberent pedagium, cum hoc sciebant, et ita use fuerunt gentes dominorum de Feritate ab illa hora qua villa de Feritate fuit donata domino Guillelmo de Barris, semper quando locus et tempus erat recipiendi predictum pedagium, quociens gentes dominorum de Feritate poterant hoc scire, preterquam tempore quo dominus Rex transfretavit, a quo tempore gentes domini Regis ipsum pedagium receperunt, licet idem dominus Philippus ac gentes sue idem pedagium postmodum repecierint a domino

Louis IX, 1259. Rege, quociens locus et tempus erat requirendi; et propter hoc inquisitum est super hoc de usu parcium : Quia pedagium hujusmodi male fuit in principio levatum ac collectum et irracionabiliter, voluit dominus Rex et precepit quod cadat et ammoveatur omnino et in perpetuum istud pedagium et ab utraque parte, nec ulterius colligatur.

INQUESTE

TERMINATE ET JUDICATE PARISIUS, IN PARLAMENTO ASCENSIONIS DOMINI,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Inquesta facta per Guillelmum de Canaberiis, ballivum Bituricensem, et per decanum Magdunensem super contencione que vertebatur inter Templarios Loci-Dei de Fraxino, ex una parte, et Stephanum de Sacro-Cesare et ejus sorores, ex altera, super eo quod dicti Templarii dicebant quod ipsi sunt et fuerunt in saisina parve et magne justicie in tota terra quam habent in Loco-Dei de Fraxino, ultra aquam que dicitur Saudra et citra, et in loco in quo capti fuerunt murtrarii qui interfecerunt avunculum suum, de quorum justicia agitur; dicto Stephano et mandato sororum suarum dicentibus, ex adverso, quod dicta terra est in castellania castri sui de Corgocant, et tota justicia ad ipsos pertinet citra aquam, versus Corgocant, et ultra, versus Blancafort: Bene probatum est pro Templariis, nichil autem pro parte adversa; habeant Templarii saisinam.

II. Inquesta facta ad sciendum utrum Robertus, comes Attrebatensis, erat in possessione et maniencia alte justicie in villa de Monchiaco et territorio ejusdem ville, tempore quo ipse comes iter arripuit transmarinum, et qualiter gentes sue use sunt alta justicia in loco predicto. Item ad sciendum qualiter abbas de Corbeia usus est alta justicia in ipsa villa de Monchiaco et territorio ejusdem ville, que quidem villa

est ipsius abbatis : Per istam inquestam, probatum est quod idem comes Robertus erat in saisina alte justicie in villa de Monchiaco, quando iter arripuit transmarinum; remaneat heres suus in eadem saisina. Louis IX, 1200.

III. Inquesta facta super eo quod dominus Bartholomeus de Meruaco requirebat justiciam de quodam rothorio sito subtus Larderias; dicebat eciam quod, quando gentes veniunt ad illum locum, causa portandi canabum suum rohiandum, ipse habet rohagium, pater eciam suus et predecessores sui semper habuerunt; petebat insuper, in eodem loco, totam justiciam, requirens dominum Regem, qui contencionem hujusmodi cepit in manu sua, quod ei deliberet saisinam, maxime cum esset in possessione hujusmodi, quando Rex cepit ipsam contencionem in manu sua, sicut dicebat; Brunello de Larderiis, armigero, petente e contrario justiciam ejusdem loci et saisinam ipsius rothagii, sicut idem Bartholomeus de Meruaco eamdem petebat, maxime cum esset in saisina, quando dominus Rex cepit contencionem in manu sua, ut dicebat: Melius est probatum pro ipso Brunello quam pro domino Bartholomeo, quantum ad saisinam rothagii; habeat idem Brunellus saisinam rothagii.

IV. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, ad sciendum qualiter prior de Argentolio vel ejus mandatus usus est, apud Sanctum-Leonium et apud Monsterolium juxta Meledunum, de alta et bassa justicia, et in quibus casibus et de quibus personis et a quo tempore. Item qualiter dominus Rex usus est alta justicia in eisdem locis : Melius probatum est pro priore quam pro Rege; habeat idem prior, in ipsis villis, saisinam alte justicie per inquestam istam, habeat eciam saisinam basse justicie per confessionem ballivi.

V. Cum contencio verteretur inter homines de We, ex una parte, et Radulphum ac Manasserum de Stratis, milites, ex altera, super eo quod ipsi milites et eorum antecessores, per violenciam, fecerant

Locus IX. 1260. unam garennam novam apud We. Maniaverant eciam et fuerant in possessione tenendi unum alnetum situm in communibus pasturis ejusdem ville ipsi homines, quod dicti milites violenter sibi appropriaverant. Item quod ipsi milites violenter capiebant in domibus ipsorum hominum culcitras, eisdem contradicentibus. Item super eo quod ipsi homines, ut dicebant, usi fuerant ab antiquo, piscatura rivulorum de We, videlicet a vivario de Waluz usque ad vivarium de Ve, et a vivario de Ve usque ad vivarium Loci-Restaurati, quam piscaturam ipsi milites et eorum antecessores usurpaverant, ut ipsi predicta homines dicebant; verum petebant prefati homines compelli ipsos milites ad amovendam garennam predictam, de novo usurpatam, compelli eciam ad cessandum de capiendis culcitris, et ad restituendum ipsis hominibus predictum alnetum, necnon et piscaturam rivulorum predictorum, prefatis militibus dicentibus e contrario quod ipsi et antecessores sui dictam garennam, prefatum alnetum ac memoratam piscaturam tenebant, tenuerant et possederant pacifice a longis temporibus retroactis, fuerant eciam in possessione pacifica capiendi culcitras in domibus hominum predictorum, nec super premissis aliquam violenciam eis fecerant, ut dicebant; tandem per inquestam inde factam per magistrum Johannem de Wlliaco, clericum domini Regis, et per ballivum Viromandie, probaverunt ipsi milites sufficienter saisinam suam : Remaneant ipsi milites in saisina sua.

VI. Inquesta facta ad probandum quod comes Carnotensis habet tale jus, et habere consuevit in feodis suis et retro-feodis de Pertico, quod homines dictorum feodorum et retro-feodorum potest retrahere de curia domini Regis in Pertico, et eos ducere Carnotum litigare in curia sua, et de hoc est in possessione ipse et antecessores sui secundum rubricam : Nichil probatur pro comite, et nichil habeat.

VII. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, ad sciendum quomodo comes Blesensis usus est et fuit de

latrone et murtrario, captis extra portas ville de Brayo, in feodis suis et in cheminis qui sunt infra feodos suos et in domanio suo infra castellaniam de Corbolio; quia prepositus Corbolii dicit, pro domino Rege, quod comes Blesensis nullam habet justiciam extra portas Braie nec extra domanium, et est fama publica in castellania Corbolii quod villa Braie non habet castellaniam, immo est in castellania Corbolii: Probata est pro comite saisina justicie de qua agitur extra cheminos; de cheminis autem nichil determinatum est pro utraque parte. Louis IX, 1260.

VIII. Inquesta facta per dominum Guillelmum de Centeignovilla, militem, et per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, ad sciendum qualiter Gillo de Torneello, archidiaconus Senonensis, usus est habere et percipere pedagium, apud Bunou, Gisonvillam, Begnovillam, et apud Soisiacum-Malarum-Herbarum, de hominibus abbatisse Montis-Martirum qui cubant et levant apud Herbauvillare, apud Mellanvau, apud Boissiacum-Membervillare, apud Auciacum, et de quibus personis, et a quo tempore, et per quantum tempus, et de quibus mercibus, et per quos servientes levari fecit dictum pedagium de ipsis hominibus in locis predictis : Homines abbatisse Montis-Martirum de villis nominatis de quibus agitur, probant franchisiam suam, et habeant. Compositum est inter partes.

IX. Inquesta facta super eo quod dominus Bartholomeus de Meruaco, miles, dicit quod ipse, et pater suus et eorum antecessores usi sunt justiciare apud Boonellum et apud Bellam-Ecclesiam, et in earum pertinenciis, in omnibus feodis que ab ipso tenentur, et in omnibus feodis que tenentur a domino Rege, ballivo dicente e contrario quod gentes domini Regis use sunt justiciare in feodis que tenentur a domino Rege apud Boonellum et apud Bellam-Ecclesiam : Dominus Bartholomeus nichil probat.

X. Inquesta facta super eo quod homines thesaurarii de Belvaco,

Louis IX, 1260. videlicet Radulphus, ballivus suus, et Gaufridus Raciniaus, et Hugo-Cornet, et Johannes de Castro-Nantonis, et Johannes de Coysi venerunt per vim, cum quatuor quadrigis in quibus erant homines, per medium bladorum monachorum de Bello-Prato, que blada sunt inter Foucherias et Briot, et ibi viam novam fecerunt eundo et redeundo per medium bladorum cum dictis quadrigis, ut dicta via quam faciebant melius tereretur, et ut cheminus ille posset diucius remanere: Probatum est pro monachis; amoveatur via nova; restituantur dampna que inventa fuerint per ballivum; levetur emenda a Radulpho, ballivo thesaurarii, et Johanne de Castro-Nantonis, contra quos melius est probatum.

XI. Inquesta facta ad sciendum utrum Johannes, dictus li Gays, interfecit defendendo corpus suum, secundum quod proponit, Robertum le Machecrier, burgensem de Monsterolio, racione cujus facti bannitus erat de villa de Monsterolio: Non est solum probatum quod ille Johannes, se defendendo, alium interfecerit, sed est probatum quod idem Robertus semetipsum interfecit; habeat villam idem Johannes, quia propter hoc solum bannitus erat, ut major ejusdem loci recognovit.

XII. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et abbatem et conventum Fiscanensem, ex altera, super eo quod ipsi abbas et conventus dicebant se habere omnimodam justiciam in hospitibus suis apud Villare-Sancti-Pauli, et per hoc dicebant quod debebant justiciare dominum Simonem de Villaribus, militem, manentem in hostisia sua et censiva, super quodam forisfacto sibi imposito a presbitero ejusdem ville, preposito Silvanectensi asserente in contrarium quod consuetudo est in prepositura Silvanectensi quod Rex debet justiciare in eadem prepositura omnes nobiles de facto corporis sui, de mobilibus et catallis et convencionibus; tandem, ad instanciam ipsorum abbatis et conventus, fecit inquiri, per magistrum Galterum de Nulliaco, canonicum Silvanec-

tensem et per prepositum supradictum, quomodo de dicto milite justiciando retroactis temporibus usum fuit hinc inde : Probatur, pro abbate et conventu supradictis, de corpore domini Simonis de Villaribus supradicti, de quo agitur solummodo; remaneant in saisina justiciandi ipsum. LOUIS IX, 1260.

XIII. Inquesta facta ad sciendum utrum Robertus de Foresteria usus fuerit percipere in foresta Bonorum-Molendinorum merramentum et alia necessaria ad herbergamentum furni quod habet in villa Bonorum-Molendinorum : Probatum est pro ipso Roberto; remaneat in usu suo.

XIV. Inquesta facta utrum Guodinus de Sancto-Germano consueverit solvere censum masure sue de Sancto-Germano, priori ejusdem loci vel majori de Pissiaco, et quis eorum usus fuerit justicia in dicta domo : Neuter probat; tenenti remaneat possessio.

XV. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, et Arnulphum de Riveriis, militem, ad sciendum violenciam et oltragium que dominus Gaufridus de Capella fecit Bruleto, armigero, ut dicitur; ad sciendum eciam utrum idem Gaufridus assecurasset eundem Brulletum, prout ipse Brulletus dicebat; utrum eciam, post assecuracionem predictam, hujusmodi violencia et oltragium facta fuerunt ipsi Brulleto per eundem dominum Gaufridum aut per gentes suas : Idem Gaufridus non supposuit se isti inqueste : rubrica non probatur per istam inquestam : ballivus tamen predictus et prepositus suus dicunt quod certi sunt quod idem Gaufridus fregit hujusmodi assecuracionem.

XVI. Inquesta facta ad sciendum utrum Johannes, banerius, et antecessores sui, banerii, racione banerie, consueverint et usi fuerint Mauritanie, diebus mercati, de extraneis venientibus ad mercatum audire clamores, et placita tenere in querelis de quibus emenda non

Loeis IX, 1260. excedit quindecim Cenomanenses, et illos quindecim Cenomanenses levare : Probatum est pro banerio ; habeat quod petit.

XVII. Luchas de Castello Januensi dicit contra Leonardum de Placensia quod ipse tradidit ei ducentas libras centum solidos minus de Turonensibus, Cenomanensibus et Parisiensibus, et ille Leonardus eas posuit in una archa, presentibus bonis, et eas recepit in custodia, et boni viri viderunt eas computari ac eciam unam culcitram punctam et duos pannos et unum cultellum et duorum paria caligarum et de viginti usque ad triginta solidos monete Januensis, et eadem posuit idem Leonardus in una archa, et tradidit clavem ipsi Luce ; quare petit ipsum Leonardum compelli ad reddendum sibi res predictas, prefato Leonardo nolente ad hoc respondere nisi per jus, cum res predicte nec computate nec numerate fuerint, nec eas in custodia receperit, sicut dicit : Sufficienter probatum est istud depositum.

XVIII. Philippus Gualoyn, miles, dedit intelligi domino Regi quod, in terra quam tenet a domino Rege, et de qua est in homagio suo, dominus Rex dedit terras quorumdam militum, qui eas ab ipso Philippo et fratre suo primogenito tenebant seu tenuerant, quas quidem terras dominus Rex diu tenuerat pro faidimento militum predictorum. Supplicavit eciam idem Philippus, pro se et nepotibus suis, domino Regi ut dictas terras ab ipsis teneri faciat sicut tenebantur a militibus antedictis, maxime cum delictum ipsorum militum in predictos Philippum et nepotes suos minime debeat redundare. Dominus Rex, ad instanciam ipsius Philippi, fecit super hoc veritatem inquiri per senescallum Carcassonensem : Idem Philippus Gualoyn non probat quod terre, de quibus fit mencio in inquesta hujusmodi, tenerentur ab ipso, nec ei reddentur homagia.

XIX. Inquesta facta super violencia quam dominus de Novo-Burgo dicebat factam fuisse sibi et gentibus suis piscantibus in vivario suo,

quod vocatur le Lac, per vice-dominum Carnotensem et gentes seu servientes ipsius portantes balistas per quas sibi et servientibus suis mittebant quarrellos : Rubrica ista non probatur. Louis IX, 1260.

XX. Quesitum fuit a militibus de Viromandia, quando aliquis in partibus suis, facit divisionem liberis suis, et uxor ejus, mater liberorum, capit ballum ipsorum liberorum, utrum, quandiu ipsa tenet ballum, viderunt quod usum seu consuetum sit quod ipsa solvat divisionem liberorum suorum de dotalicio suo, sicuti de aliis rebus, quamdiu ipsa tenet ballum. Milites dixerunt quod ita viderunt fieri in quindecim casibus et amplius quod domine solvunt divisionem factam liberis suis a patre ipsorum de dotalicio suo, sicuti de aliis rebus, quamdiu ipse tenent ballum liberorum suorum, nec unquam viderunt milites contrarium, ut dixerunt (62).

XXI. Robinus, dictus Normannus, Yvonetus, dictus Brito, Anselinus, frater Gileti de Soisiaco, Nicholaus, dictus de Pane. Isti tenebantur pro morte magistri..... de qua accusabantur : Absoluti super hoc sunt per inquestam istam et per judicium.

XXII. Cum Stephanus, dictus Manseboc, et Johannes, dictus Poer, tenerentur in prisione domini Regis, occasione Garneri, clerici, filii Radulphi de Cergiaco, cujus mors imponebatur eisdem, et detenti fuissent per duos annos et amplius, post multas inquestas inde factas de mandato domini Regis, per dominum Regem et consilium suum absoluti sunt ipsi Stephanus et Johannes super morte ipsius clerici, et omnino liberati fuerunt, quia nichil fuerat probatum contra ipsos; et de mandato domini Regis idem Radulphus assecuravit de se et suis dictos Stephanum et Johannem ac suos.

XXIII. Cum contencio vertereiur inter dominum Simonem de Nigella, ex una parte, et Simonem, dictum Gallum, Petrum, dictum Sarracenum, Henricum, dictum Bae, milites; Johannem de Cam-

Louis IX, 1260. paignes, Petrum de Catigniaco, armigeros, ex altera, super eo quod ipsi milites et armigeri dicebant predictum Simonem, dominum de Nigella, de novo protendisse garennam suam intra hos terminos, videlicet a Ponte de la Pree, prope Magny, usque ad locum qui dicitur la Planche de Meve, sicut aqua que dicitur Verse se extendit a dicto ponte usque ad dictam plancham, et a dicta Plancha de Meve usque ad crucem que dicitur Crux de Bovereches, et a dicta cruce usque ad villam que dicitur Roieglese, sicut cheminum regale se protendit usque ad dictam villam, a dicta cruce, et a dicta villa usque ad locum qui dicitur Pons Danemain, et a dicto ponte usque ad villam que dicitur Ham, et a villa de Ham usque ad predictum locum qui dicitur Pons de la Pree. Dicebant eciam predicti milites et armigeri quod in omnibus possessionibus et locis contentis infra dictos terminos, in quibus predictus dominus de Nigella habet dominium, et eciam in locis que tenentur ab ipso in feodum vel alio modo, dictus dominus garennam [habere], nec istud contradicunt; in aliis autem locis, infra dictos terminos contentis, in quibus dictus dominus Simon non habet dominium vel que aliquo modo non tenentur ab ipso, dicebant ipsum garennam suam protendisse de novo. Preterea dicebant ipsi milites et armigeri quod dictus dominus Simon de novo protendit garennam suam infra dictos terminos in locis que tenentur in feodum ab episcopo Noviomensi vel in censivam. De aliis autem locis, infra dictos terminos contentis, videlicet milicie Templi, Beati-Eligii Noviomensis, non opponebant se neque contradicebant quin idem dominus Simon ibi habeat garennam suam. Preterea dicebant ipsi milites et armigeri quod in nemore de Rovroy, quod est comitis Vindocinensis et Guioti, dicti Poisson, et in locis existentibus inter dictum nemus et magnam stratam a Ponte de la Pree usque ad molendinum de Plesseio, de novo protenderat idem Simon garennam suam, quod negabat idem Simon, dicens quod avunculus suus, suo tempore, habuit ibi garennam, et custodivit loca predicta tanquam garennam et ipse similiter tempore suo post decessum avunculi sui. Ceterum dicebant ipsi milites et armigeri quod a nemore

de Rovroy usque ad nemus quod vocatur les Conchis de Cavaignes, in omnibus terris arabilibus que sunt inter dicta nemora de Rovroy et des Conchis, usque ad rivum aque que vocatur Verse; item in omnibus nemoribus que vocantur les Conchis de Cavaignes et de Gratoil, et nemoribus Petri de Kilescort, et nemore bastardi de Mollencort, et nemore Raboudi, militis, et nemore quod dicitur le Fretoy, et nemore quod dicitur les Conchis Sancti-Clementis, et, a dictis nemoribus, in omnibus terris arabilibus et possessionibus sitis inter dicta nemora et aquam que dicitur Verse, excepto molendino de Tyllencort, cum septem sextariatis terre vel circiter sitis circa dictum molendinum; item a nemore quod vocatur les Conchis Sancti-Clementis in terris arabilibus et nemore quod dicitur Cauda-de-Buchy et aliis terris arabilibus et possessionibus usque ad Plancham de Meve, de novo protenderat idem dominus Simon garennam suam; quod negavit idem Simon, dicens quod avunculus suus dicta loca custodivit, tanquam garennam suam, suis temporibus, et prohibuit omnes venari, maxime autem ad grossas bestias; quod negavit pars adversa. Preterea dicebant milites et armigeri supradicti quod, a loco qui dicitur les Ries de Fresniches, sitis super nemora des Conchis Sancti-Clementis, usque ad Crucem ulmi d'Escuvilli, sicut via protenditur in directum versus aquam de Meve, et, a dicta cruce usque ad plancham predictam de Meve, in omnibus locis que intra dictos terminos continentur. Item a dictis ulmo et cruce juxta Escuville in terris et possessionibus de subtus villam d'Escuville, juxta Cartillos, usque ad crucem de Caumont, et a dicta cruce de Cumont usque ad Plancham de Meve, directe. Item ab exitu nemoris des Crous de Boveresches versus Roienglese, usque ad murellos dicte ville, et a dictis murellis, de foris dictam villam, usque ad domum que vocatur Joencort, ita quod dicta domus in hoc intelligatur, et a dicta domo usque ad ulmum de Solente, ita quod villa de Champaignes in hoc contineatur, et a dicta ulmo de Solente, exclusa dicta villa de Solente, in terris, possessionibus et nemoribus, usque ad nemus Johannis Poquet, militis, ubi jungitur nemori castellani de Nigella; ita quod

Louis IX. 1260.

Louis IX, 1260. in hoc includatur totum dictum nemus dicti castellani de Nigella, et a fine dicti nemoris castellani, versus locum qui dicitur Avinpre, usque ad exitum nemoris des Creus de Boveresches, in omnibus terris arabilibus et possessionibus, infra dictos terminos contentis, exceptis nemoribus domini Nigellensis. Item in nemore de Rovroy et nemore de Bonoil, prout se proportant, versus Sanctum-Nicholaum in bosco, exclusis nemoribus Sancti-Nicholai et nemoribus que dicuntur Nemora-Comitis. Item in terris arabilibus, villis et possessionibus que continentur inter dicta nemora de Rovroy et de Bonoil, sitis inter dicta nemora et cheminum quod recte protenditur a ponte de la Pree usque ad portam castri quod dicitur Ham, que respicit civitatem Noviomensem, et a dicto loco juxta Sanctum-Nicholaum in dicto nemore de Bonoil, prout se proportat, usque ad domum de Bonoil. Item in terris arabilibus et aliis possessionibus et villis sitis ab exitu nemorum des Conchis, des Halois, predictorum, inter viam que ducit ab exitu dictorum nemorum ad illam partem de Halois que est proximior domui Templariorum, prout via se proportat, usque ad pontem de Danemaing, et a dicto ponte usque ad portam de Ham, et a dicta porta usque ad pontem de la Pree. A via vero que ducit de Halons ad viam que tendit versus Loumay, in terris et possessionibus sitis inter dictam villam de Halons usque ad dictam villam de Loumay, in directum, usque ad nemora dictorum Templariorum, et a dicta villa de Loumay, usque ad pontem lapideum juxta novum vivarium episcopi Noviomensis, nichil petebant, nec hec loca ostenderunt inquisitoribus. A predicto quidem ponte lapideo, in terris arabilibus et possessionibus et villis sitis inter prata sita inter dictum pontem et villam de Brueil, ita quod in hoc includantur tota villa de Brueil et cortilli dicte ville usque ad ulmum sitam juxta dictam villam, et villa que dicitur Landeroveisim et omnia prata de Moyencort, usque ad locum qui dicitur Fossatum-Medium, et a dicta ulmo, prout via que est juxta dictam ulmum se protendit in directum versus Wally, usque ad magnum cheminum per quod itur de Nigella ad Bellum-Locum, ita quod in hoc conprehen-

pantur ville de Haumalvet de Wally, et terre ac possessiones dictarum villarum, usque ad dictam viam, et a dicto loco qui est prope domum leprosi de Wally, prout via protenditur versus Oignole, que via est inter dictam villam de Oignole et villam de Herchieu, versus nemus quod dicitur le Bruille, usque ad nemus monialium abbatie de Bello-Loco, et a dicto nemore dicte abbatie, prout reisci junguntur nemoribus usque ad nemus quod dicitur Nemus-Majoris de Herchieu, et ab exitu dictorum riscorum in Nemore-Majoris et alio nemore sequenti quod fuit domini Radulphi de Maiencort, militis, prout semita se extendit a dictis riscis, inter dicta nemora et nemora domini de Nigella, usque ad magnam viam per quam itur de Herchieu ad Noviomum, et a dicta via nemoris dicti episcopi usque ad exitum dictorum nemorum, versus domum de Orbentville, et a dicto exitu versus Bellum-Locum in nemoribus, terris arabilibus et aliis possessionibus, usque ad nemus quod dicitur les Quesnais, usque ad Plancham de Meve. Item a dicto exitu versus Tyboutville, in nemore episcopi Noviomensis et aliis nemoribus, usque ad Riscos de Fresniches, videlicet nemore quod dicitur Nemus-Herberti, et nemore quod est domine de Bersincort, et nemore domine Ysabelle de Aleigne, et nemore domini de Betencort, et nemore domini Guoberti de Libermont, et nemore domini Guidonis de Genly, et nemore domini Rogerii de Fraianville, et nemore Petri de Mota, et nemore Radulphi, dicti Peregrini, et nemore domini et domine de Buverechi, et nemore domicelle Ade de Cresi; et sunt predicta nemora de nemore quod dicitur Romescans, excepto nemore quod dicitur Nemus-Herberti. Item a dictis Riscis de Fresniches usque ad dictum nemus quod dicitur de Quesnais in omnibus terris arabilibus, nemoribus et aliis possessionibus et villis, usque ad aquas que dicuntur Meve et Verse, et a dictis riscis, versus locum qui dicitur les Columbiers, in nemoribus predictis, usque ad nemora domini Nigelle, versus partem illam, et usque ad nemora que fuerunt domini Auberti de Hangesto, et sic in directum in terris arabilibus et possessionibus quibuscunque et villis, usque ad pontem lapideum superius nominatum, qui est juxta viva-

Locus IX, 1266.

Loeis IX, 1260. rium episcopi Noviomensis, exclusis tamen nemoribus domini Nigellensis et domini Auberti de Hangesto. Que quidem omnia loca predicta ipsi milites et armigeri ostenderunt abbati Foquardimontis, Cisterciensis ordinis, et magistro Clementi, archidiacono Laudunensi, inquisitoribus, super hac contencione, ex parte domini Regis, et dicebant quod predictus dominus Nigelle, in ipsis locis de novo protenderat garennam suam, ipso domino Nigelle hoc expresse negante, dicente eciam quod avunculus suus et ipsemet, tempore suo, tanquam garennam custodierunt loca predicta, negante insuper quod predicti milites et armigeri seu predecessores eorum et alii communiter in eisdem locis venati fuerint tempore domini Johannis de Nigella et, post mortem ejus, per duos annos, maxime a triginta annis citra, cum clamore, cornu et canibus, secundum quod ipsi proposuerant; tandem per inquestam inde factam de mandato domini Regis per supradictos inquisitores, non est probatum quod idem dominus Nigelle extenderit seu protenderit garennam suam, set est probatum quod dominus Nigelle custodivit loca supraposita ostensa, de quibus est contencio, tanquam garennam.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO BEATI MARTINI HIEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Inquesta facta per magistrum Johannem de Trecis et Nicholaum de Menoto, militem, inter ecclesiam Beati-Martini Turonensis, ex una parte, et burgenses Castri-Novi Turonensis, ex altera, super eo quod cum capitulum ipsius ecclesie fecisset clamari in Castro-Novo Turonensi, per illum qui consuevit clamare bannos ipsius capituli, quod homines de ipso Castro-Novo venirent et cum armis ad am-

movendam quamdam presentem violenciam que eis fiebat in ipso loco, predicti homines dicebant quod per consuetudinem ipsius terre non tenebantur venire ad istam banniam eo modo quo est proposita, cum ipsa consuetudo talis sit, quod nullus habeat talem banniam nisi habeat totam altam justiciam (63). Capitulum negavit istam consuetudinem. Item dicebant ipsi homines quod dominus Rex est in saisina alte justicie in Castro-Novo predicto. Capitulum hoc negavit. Item dicebat capitulum quod ipsa ecclesia Beati-Martini erat in saisina alte justicie in Castro-Novo predicto. Ipsi homines hoc negaverunt : Nichil probatum est pro prefatis hominibus Castri-Novi Turonensis propter quod non debuissent venisse ad banniam ecclesie Beati-Martini Turonensis eo modo quo supra ponitur. LOUIS IX. 1260.

II. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, inter abbatem et conventum Sancti-Remigii Senonensis, ex una parte, et Emengardam et Adelinam, filias Rogeri de Pontibus-super-Vennam, contra quas intendebant probare, ipsi abbas et conventus, quod ipse sunt femine de corpore ecclesie sue predicte, talliabiles ad placitum et de manu mortua, eo quod fuerunt filie defuncte Sedilie, que Sedilia erat ejùsdem condicionis, que quidem Sedilia filia fuit defuncti Roberti, dicti Servientis, de Pontibus-super-Vennam, et Marie uxoris sue, et quod in villa de Pontibus-super-Vennam, de qua villa nate sunt ipse sorores et mater earum, est talis consuetudo quod partus sequitur ventrem (64), et quod predicta ecclesia Sancti-Remigii homines exeuntes de villa de Pontibus et alibi commorantes, qui erant ejusdem condicionis cujus erant dicte Emengarda et Adelina, consuevit talliare et expletare. Alias fuerat facta super hoc inquesta, set, quia fuerat amissa, ballivus fecit fieri istam ad quam dicte sorores, licet vocate quando fiebat, noluerunt interesse : Abbas et conventus predicti nichil probant, et nichil habeant.

III. Inquesta facta per magistrum Johannem de Ulliaco, clericum domini Regis, et dominum Matheum de Belna, militem, ballivum

Loris IX, 1260. Viromandie, super eo quod decanus et capitulum Sancti-Petri, in parvisio Suessionensi, intendebant probare quod ipsi usi sunt de omnimoda justicia in terra et in treffundo (65) eorum de Kenne, excepto chemino dicte ville, in quo non sunt usi, nisi in aliquibus casibus. Item intendebant probare quod si dominus Radulphus de Suessione vel antecessores sui fecerunt aliquam justiciam in treffundo eorum apud Kenne, vel homines seu hospites ipsorum ceperunt ibidem, quod ipsi se opposuerunt et per violenciam suam fecerunt quicquid fecerunt; et super hoc conquesti fuerunt pluries coram ballivis et prepositis domini Regis et alibi. Item intendebant probare quod per gentes domini Regis rehabuerunt ipsi decanus et capitulum homines suos et manentes in treffundo suo cum rebus eorumdem, quos ceperat idem dominus Radulphus vel antecessor suus. Item intendebant probare quod fossatum, quod fecit dominus Radulphus apud Kenne, juxta domum suam, est de treffundo eorum. Item intendebant probare quod rex Philippus fecit dirui illud fossatum quod fecerat Radulphus, comes, pater predicti domini Radulphi, ad querimoniam ipsorum decani et capituli. Item intendebant probare quod homines eorum seu tenentes locum, in quo fuit fossatum, reddiderunt censum de illo loco ecclesie Sancti-Petri, postquam fossatum fuit dirutum, et quod illi qui tenebant dictum locum maniaverunt locum predictum tanquam suum, seminaverunt, arbores plantaverunt, fructus collegerunt. Item intendebant probare quod usi sunt a longis retro temporibus facere banna, in terra eorum de Kenne, ne quis quadrigaret de nocte tempore messium. Item quod quilibet canem suum ligaret, ne vineas intraret. Predictus vero dominus Radulphus de Suessione intendebat probare, ad defensionem suam et retencionem juris sui, quod a quadraginta annis citra et amplius, tam ipse quam predecessores sui, fuerunt in possessione justiciandi delicta in terra canonicorum Sancti-Petri apud Kenne et in territorio eorum de Kenne. Quare dicit idem Radulphus quod non debet compelli ad desistendum ne utatur justicia predicta, sicut canonici petunt, set pocius petit defendi in usu suo ac possessione justicie. Item inten-

debat probare idem Radulphus quod tam ipse quam antecessores sui tenuerunt fossatum, de quo modo est contencio, a quadraginta annis citra: Per inquestam istam, factam inter ipsos decanum et capitulum et predictum dominum Radulphum de Suessione, nichil probatum est pro ipso domino Radulpho, propter quod idem Radulphus debeat remanere in saisina justicie apud Kenne, excepto tamen chemino ville ipsius; inhibeatur ipsi Radulpho ne de cetero ponat manum in ipsa justicia facienda; decanus et capitulum remaneant in saisina ipsius justicie: Probatum est sufficienter quod ipsum fossatum de Kenne, de quo agitur inter eos, est de treffundo ipsorum decani et capituli Sancti-Petri; diruatur fossatum. Louis IX, 1260.

IV. Cum Petrus de Tegnonvilla, miles, diceret quod usus est justiciare homines feodales de Ruemont in eodem loco ipse et antecessores sui, et hoc intenderet probare, preposito Castri-Nantonis dicente e contrario, pro domino Rege, quod nec idem Petrus, nec antecessores sui usi sunt justiciare homines feodales de Ruemont, immo dominus Rex justiciat eos, quoniam generalis consuetudo est in tota castellania Castri-Nantonis quod omnes illi qui tenent in feodum hereditates suas in ipsa castellania, se justiciant per dominum Regem, et semper consueverunt se justiciare; diceret eciam idem prepositus quod homines feodales cubantes et levantes in feodo de Ruemont, illud quod tenent in feodum apud Ruemont, non tenent de domino Petro predicto, set de aliis dominis, et alii domini tenent de domino Rege; tandem per inquestam super hoc factam per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, nichil probatum est pro ipso Petro de Tegnonvilla, nec justiciet ipsos feodales.

V. Inquesta facta per Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis et ballivum de Vernolio, inter dominum Evrardum de Villapereur, ex una parte, et Templarios, ex altera, super eo quod ipsi Templarii petebant usagium suum ad ligna mortua, et pasturam animalibus suis in foresta des Auneaus, et super hiis dicebant se usos fuisse, et de

Louis IX, 1260. usuagio hujusmodi cartam exhibebant; prefato Evrardo ipsum usum' negante: Probatum est sufficienter quod boves, vacce, porci Templariorum communiter iverunt in dicto nemore des Auneaus ad pasturam; item quod porci, vacce, poleni Templariorum ibant in forestam ad pasturam in talleiis post tres annos; item quod Templarii scindebant omnem arborem non fructiferam; remaneant Templarii in usu suo.

VI. Inquesta facta per Guillelmum de Caneberiis, militem, ballivum Bituricensem, adjunctis sibi abbate Sancti-Ambrosii Bituricensis et aliis religiosis, super contencione mota inter archiepiscopum Bituricensem, ex una parte, et abbatem ac conventum Majoris-Monasterii et priorem suum, de Sancto-Paladio, ex altera, occasione cujusdam furni quem idem archiepiscopus de novo construxerat apud Sanctum-Paladium; ad sciendum scilicet a quo tempore et quomodo usi sunt homines de Sancto-Paladio coquere apud Sanctum-Paladium ad furnos ipsorum abbatis et conventus et prioris sui de Sancto-Paladio. Item si ipsi homines coquebant ad alios furnos de villa, utrum usum fuerit quod res ipsorum hominum propter hoc capte fuerint et qualiter et a quo tempore et a quibus. Item a quo tempore facti sunt alii furni apud Sanctum-Paladium et quot, et utrum ad ipsos furnos coxerint predicti homines et a quo tempore. Item quid factum fuit de furno quem dominus de Sancto-Paladio ibidem fecit alias: Probatum est quod homines de Sancto-Paladio coxerunt ad furnum prioris tanquam bannarii a quinquaginta annis. Item non est probatum quod coxerint ad alios furnos nisi quando reparabatur furnus prioris, et tunc coquebant de licencia prioris. Item furnus domini de Sancto-Paladio adhuc stat, sed non coquit nec coxit, nisi dum reparabatur furnus prioris, et tunc eciam priori solvebatur furnagium de hiis qui coquebantur ibi; cadat furnus archiepiscopi, et remaneat prior in saisina sua.

VII. Inquesta facta per Droconem de Braia, militem, ballivum Ambianensem, inter dominum Regem, ex una parte, et fratres Domus

Hospitalis Iherosolime de Tripigniaco, ex altera, super eo quod magister et fratres Domus predicte conqueruntur quod prepositus Perone de novo dissaisivit eos de quodam homine murtrito, quem ipsi magister et fratres sepeliri fecerant prope Tripigniacum, in bivio chemini per quem itur de Noviomo apud Peronam, in quo chemino dicunt ipsi magister et fratres se habere omnem justiciam et dominium, videlicet a chemino illo, per quem itur de Ambiano apud Sanctum-Quintinum, usque ad leprosariam que est in introitu ville Perone erga Tripigniacum, prout se comportat cheminus ille de longo in longum. Dicunt eciam ipsi Hospitalarii quod ipsi usi fuerunt predicta justicia et dominio in chemino predicto. Ballivus predictus hoc negavit pro Rege, dicens quod prepositi Perone a longo tempore usi fuerunt omni justicia et dominio in chemino predicto, cum casus accidit, et ipsi prepositi hoc sciverunt: Nichil probatum est pro Hospitalariis, quantum ad altam justiciam in loco de quo agitur; remaneat Rex in saisina. Louis IX, 1260.

VIII. Inquesta facta super eo quod major et scabini de Monsterolio conquerebantur quod ballivus Ambianensis volebat ponere mensuratorem in minagio (66) de Monsterolio quod est Regis, quia ipsi, sicut dicebant, posuerunt mensuratores in ipso minagio a tempore a quo non est memoria; ballivo hoc negante, dicente eciam quod id quod super hoc fecerunt, usurpaverunt a tempore ballivi Gaufridi, quia nullus ibi cavebat pro Rege : Nichil probatum est pro burgensibus; ponat dominus Rex servientem suum mensuratorem in minagio Monsterolii.

IX. Inquesta facta per magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, et magistrum Lucham, canonicum Parisiensem, utrum justicia viarie ad dominum Regem vel ad episcopum Parisiensem pertineat in quadam platea que vocatur Claustrum Sancte-Oportune, que est inter dictam ecclesiam Sancte-Oportune, ex una parte, et domum Simonis de Altisiodoro, ex altera, in qua platea fuit erecta quedam logia (67) a canonicis dicte ecclesie Sancte-Oportune : Nichil probatum est pro episcopo Parisiensi.

Louis IX, 1260.

X. Inquesta facta per abbatem Sancti-Taurini Ebroicensis et Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, ad sciendum utrum dominus de Alneto usus sit habere constumam in foresta Ebroicensi, ut dicit, videlicet ad branchas ad calefaciendum in manerio suo de Alneto; utrum eciam dominus Bernardus et Gilo de Plesseto, milites, usi sint ibidem haberé dictam constumam et qualiter, quamdiu vixerunt, postquam rex Philippus dedit ipsum manerium cum pertinenciis: Sufficienter probatus est usus hujusmodi; remaneat in saisina hujus usagii dominus Droco de Roia, qui tenet ipsum manerium.

XI. Inquesta facta per decanum Sancti-Aniani Aurelianensis, clericum domini Regis, et per Galterum prepositum Aurelianensem, super pondere Aurelianensi quod soror uxoris Philippi Coene, quondam servientis Regine Ysemburgis, petit ex caduco (68) predicte uxoris Philippi sororis sue, quod pondus dominus Rex tenet in manu sua, jure hereditario, ut dicitur: Predicta soror uxoris Philippi Coene nichil probat; remanet pondus Regi.

XII. Inquesta facta per Arnulphum de Curia-Feraudi, militem, ballivum Cadomi, ad sciendum qualiter terra de Gasto, quam petit Radulphus de Albigniaco, miles, devenit ad manum Regis: Dominus Radulphus de Albigniaco non habebit terram de Guasto quam petit; immo remanebit penes dominum Regem, cum idem Radulphus moraretur in Angliam, tempore quo mater sua decessit, cujus fuerat dicta terra, et que erat in saisina de dicta terra, tempore quo decessit, et quia dictus miles, post mortem dicte matris, in Angliam, per plures annos continuam moram fecit (69).

XIII. Quia per inquestam inde factam inventum fuit quod vivens judeus, quem Philippus de Chauvery, miles, petit sibi reddi, cubans erat et levans apud Chauvery, in domo ipsius Philippi ac patris sui, quando idem Philippus cepit eumdem, injunctum fuit ballivo Masticonensi quod redderet ipsi Philippo predictum judeum,

non tamen tanquam suum, et promisit idem Philippus quod non tractaret turpiter ipsum judeum. Louis IX, 1260.

XIV. Cum domina Lucia de Grae peteret a domino Rege terram de Glocio, que fuerat avunculi sui, et terram de Mesnilio-Guodemen, que fuerat patris sui, sicut dicebat, mandavit dominus Rex, per litteras suas, domino Juliano de Perona, militi, ballivo Rothomagensi, quod diligenter sciret qualiter ipsa terra venerat ad manum suam, et de omnibus que facere possent ad istud negocium. Inventum autem fuit quod pater ipsius Lucie forisfecit ipsam terram de Mesnilio cum rege Anglie, transeundo in Angliam: Determinatum fuit igitur et ipsi Lucie responsum quod non haberet predictam terram patris sui, set remaneret domino Regi, maxime cum dominus Rex ipsam terram tenuerit per quinquaginta annos et amplius post dictum forisfactum: Determinatum eciam fuit, et ipsi Lucie responsum quod predictam terram de Glocio, que fuerat avunculi sui, non habebit, set remanebit domino Regi, propter forisfactum patris ipsius Lucie.

XV. Dominus Matheus de Mara, miles, petebat a domino Rege terram de Fresnosa, que fuerat matris sue, que decessit jam sunt duodecim anni elapsi. Inventum fuit per dominum Julianum supra positum quod (iste Matheus fratrem habuit ante natum qui vocabatur Johannes, tempore mortis dicte matris) dicti Matheus et Johannes erant in Angliam. Dictus vero Johannes vixit per biennium post mortem dicte matris sue, et decessit. Dictus Matheus usque ad concordiam regum et prefatus Joh. usque ad mortem suam manserunt in Anglia. Dicta eciam mater decessit in Anglia, set habuit, ut dicitur, licenciam transeundi: Propter hec determinatum fuit quod dictus Matheus non habebit dictam terram, set remanebit domino Regi (70).

XVI. Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, die mercurii post festum Omnium Sanctorum, presente ballivo Ro-

Louis IX, 1260. thomagensi, ex una parte, pro domino Rege, et domino Guillelmo Crispini et uxore ejus pro se, ex altera, apud Calvum-Montem super Sequanam, coram magistro Johanne de Flainvilla, canonico Rothomagensi et Juliano de Perona, milite, proposuit dictus ballivus quod cum nullus possit allevare constumam novam, mercatum novum in terra ista, et vos allevetis in loco isto unam constumam, et facitis quemdam portum quod nullus debet vel potest facere, nisi de licencia domini Regis, et petebat quod desisteret vel diceret quare sibi liceret hoc facere; ad que, ex parte domini Guillelmi et ejus uxoris, habito super hoc consilio, fuit responsum quod dominus Rex, tempore quo uxor dicti Guillelmi fuerat in garda sua, usus fuerat de loco illo tanquam de portu, racione garde, et constumam accipiebat et pater uxoris predicte acceperat et usus fuerat et eciam pater patris sui, avus dicte domine. Et cum requisiti fuerunt per quot annos usi fuerant de certo tempore, responsum dare noluerunt; et, cum a dictis magistro Johanne et Juliano quisitum fuisset si aliquos vellent nominare per quos posset sciri veritas de hoc quod dicebant, quod nullum nominarent, set bene volebant quod inquireretur per omnes villas vicinas, exceptis hominibus de civitate Rothomagensi, hominibus de tenemento abbatum Gemeticensis, Sancti-Georgii et Sancti-Wandregisilii et hominibus de Ponte-Audemari, et tunc, ex parte dictorum Johannis et Juliani nominati fuerunt quorum sunt depositiones infra scripte, et quisitum fuit ab eis utrum vellent aliquid contra personas opponere quare non deberent admitti, et dixerunt quod bene volebant quod fieret inquisicio per consuetudinem Normannie; verum tamen de jure proprietatis nolebant inquisicionem sustinere, set de saisina et possessione, prout, sicut dictum est, proposuerant, bene volebant expectare inquestam secundum consuetudinem Normannie. Visis litteris regis Henrici, quondam ducis Normannie, quarum transcriptum presentibus est annexum (71), ita terminatum et dictum est de portu Calvi-Montis: Remanebit portus ad passandum caritative omnes volentes passare ibi per transversum Sequane milites, et pedites, et mercatores; set de mercatoribus

capiet passator sicut est hactenus consuetum. Item naves de cetero non carcabuntur neque decarcabuntur in dicto portu, nec eciam quantum ad hoc de cetero erit portus. Item nulla de mercibus in posterum in dicto loco percipietur constuma, racione portus. Tenor autem supradicte lictere talis est: Louis IX, 1260.

« Henricus, rex Anglie, dux Normannie et Aquittanie, et comes Andegavie, archiepiscopo Rothomagensi, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, vicecomitibus, justiciis et ministris suis, salutem: Precipio quod Aalais de Chaumont teneat in pace, libere et quiete et juste, portum de Chaumont, sicut antecessores sui unquam melius tenuerunt, in tempore Henrici regis, avi mei, qui statuit portum illum in perpetuam elemosinam ad passandum caritative omnes volentes passare milites et pedites, preter mercatores, in quibus passator capiet victum suum convenienter. Predicta autem Aalais erit quitta de theloneo, et pasnagio, et herbagio, et de omni consuetudine foreste, et habebit boscum, ad faciendum baccum et ad reparandum, in meis forestis, liberacione forestariorum meorum. »

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Inquesta facta inter episcopum Aurelianensem, dominum de Nonencuria, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Laumari Blesensis, ex altera, super eo quod idem episcopus dicebat quod ipse et pater suus, per quadraginta annos et amplius, sunt et fuerunt in possessione vel quasi justiciandi, tam de magna justicia quam de parva, homines apud Islotum, et apud Gaudreneval, et apud Brociam-Francham, et apud Merghean, et apud Droyssi, et apud

Ludovicus IX, 1260.

Ardillieres, et apud le Puis, et apud Jarietum super Arvam, et apud Mesnilium, et apud Dampierre, et apud Brociam-Ferraudi et in omnibus pertinentibus ad loca predicta; quod quidem, ex parte ipsorum abbatis et conventus, fuit negatum. Episcopus vero predictus, coram consilio domini Regis, dimisit de parva justicia, et magnam solummodo petebat: Probatum est pro ipso episcopo, quantum ad saisinam magne justicie in locis predictis; remaneat idem episcopus, dominus Nonancurie, in possessione alte justicie; remaneant abbas et conventus in possessione basse justicie in predictis villis de quibus agitur. Hec inquesta fuit facta per Symonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et per ballivum Vernolii.

II. Inquesta facta per priorem Hospitalis de Corbolio et ballivum Senonensem, ad sciendum qualiter prior de Essona usus justicia et de qua justicia apud Essonam, et specialiter in loco illo in quo nuper fuit captus quidam homo qui portabat et expendebat falsam monetam pro bona, super quo agitur modo; quam justiciam prior de Essona dicebat ad se pertinere. Prepositus de Corbolio petebat eam pro domino Rege: Probatum est sufficienter pro priore; reddita fuit eidem priori justicia illius qui portabat et expendebat falsam monetam pro bona apud Essonam; non tamen fuit ei reddita sicut de alta justicia.

III. Inquesta facta per ballivum Masticonensem ad probandum, ex parte decani et capituli Masticonensis, quod ipsi sunt in possessione vel quasi percipiendi unum denarium de libra in moneta que fabricatur in civitate Masticonensi: Probatum est sufficienter, pro ipsis decano et capitulo, quod ipsi sunt in possessione percipiendi unum denarium de libra in moneta que fabricatur in civitate Masticonensi.

IV. Inquesta facta per magistrum Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et per ballivum Vernolii, ad sciendum utrum

homines de Petraria, tempore antecessoris istius domini de Climchampo qui nunc est, solvebant pacifice et sine contradiccione constumas de mercimoniis suis apud Climchampum; et confitetur iste dominus de Climchampo, quod nunquam levavit constumam predictam in pace sine contradiccione, postquam fuit dominus de Climchampo, et sunt circiter sexdecim anni elapsi quod primo fuit dominus de Climchampo : nichil quod valeat probatum est pro ipso domino de Climchampo; nec habebit constumam. LOUIS IX, 1269.

V. Inquesta facta per dominum Therricum de Suessione, militem, et magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum domini Regis, inter priorem de Acrimonte et Thomam, sub-ballivum de Medonta, super hoc quod ipsi dicunt alterum ab altero verberatum, pulsatumque fuisse; et eciam super quibusdam conviciis et verbis probrosis alteri ab altero, ut dicunt, dictis et impositis : Quia idem Thomas posuit in prisione ipsum priorem et injecit manus in eum, licet prior solummodo verbis fatuis ipsum offenderet, amovebitur de servicio sub-ballivie quousque fecerit se absolvi.

VI. Inquesta facta per magistrum Johannem de Trecis, clericum domini Regis, et Johannem Salnerii, servientem domini Regis, super nemoribus de Fossatis-de-Luegne, que nemora abbas Sancti-Benedicti Floriacensis dicit esse sua, a Fossatis-de-la-Luegne usque ad magnum cheminum qui vadit de Lorriaco usque ad Castrum-Novum, et hoc quantum ad latitudinem, quantum ad longitudinem, dicit ea esse sua a Dumo-Majoris usque ad haias de Sauvage; cujus contrarium asserunt gentes domini Regis, dicentes eadem ad dominum Regem pertinere, et dominum Regem esse et diucius fuisse in possessione nemorum predictorum : Non obstantibus propositis ab abbate, audita inquesta hujusmodi et cartis ipsius abbatis, determinatum est quod Rex remaneat in possessione ipsorum boscorum nec ipsos tenetur reddere dominus Rex ipsi abbati.

Huic determinacioni interfuerunt :

Ludovicus IX, 1260.

Archiepiscopus Rothomagensis; — Guido, decanus; — Simon, thesaurarius Beati-Martini Turonensis; — magister Odo de Lorriaco; — Stephanus, decanus Sancti-Aniani Aurelianensis; — magister Johannes de Wlliaco; — magister Guillelmus de Milliaco; — magister Simon de Pogneiis; — magister Thomas de Parisiis; — dominus Nigelle; — comes Pontivi; — constabularius Francie; — dominus Petrus de Fontanis; — dominus Petrus Cambellanus; — dominus Gervasius de Serannis; — dominus Julianus de Perona; — dominus Johannes de Quarrois; — dominus Matheus de Belna; — magister balistariorum; — ballivi Viromandensis, Cadomensis, Senonensis, Vernolii, Bituricensis, Gisorcii, Constanciensis, Ambianensis, Turonensis, Caleti; — Johannes Salnerii, magister Johannes de Trecis, qui hanc inquestam fecerunt.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, super eo quod major et scabini Sancti-Richarii dicunt quod eorumdem banleuca vadit et se extendit a villa Sancti-Richarii usque ad pirium quod est inter Neulemont et Gaspennes, ex una parte, et usque ad arbores de Equicuria, ex alia parte; item usque ad molendinum de Caos, et intra dictum molendinum; item usque ad pirium de Baillolay, ex una parte, et usque ad villam de Columbe-Villario, ex altera; et quod iidem major et scabini fuerunt in usu et maneagio a sexaginta annis vel citra capiendi et justiciandi pacifice et sine aliqua contradiccione, racione banleuce sue, omnia forisfacta intra loca predicta, quandocumque evenerunt, et in aliis locis circumjacentibus equidistantibus a villa Sancti-Richarii predicta, exceptis a decem annis citra, in quibus Rex cepit contencionem in manu sua.

Ad hec respondet abbas Sancti-Richarii, pro se et conventu suo, quod predicta, prout sunt proposita, non sunt vera; immo negat penitus supradicta, dicens e contra, quod ipsi et predecessores sui

sunt et fuerunt in possessione pacifica, a tempore predicto, exercendi justiciam in terra sua, infra dictos terminos, forisfactorum ibidem evenencium, latronis scilicet, campi, duelli, spavie, quod gallice dicitur extrahere (72), sanguinis, de melleia, recipiendi bannitos a dicta villa, et aliam justiciam exercendi et multorum aliorum forisfactorum, preterquam a festo sancti Remigii citra, in quo manus regia intervenit, qui paratus est, secundum quod jus dictabit, probare. Quod negavit dictus major pro se et scabinis. Recepto postmodum ab ipsis abbate et majore super hiis juramento, asseruit utraque pars ut prius proposuit et respondit, hoc excepto quod major non clamat justiciam in villa de Druysi, que reddita fuit abbati et conventui predictis, per inquestam super hoc factam, ut dicit idem major, nec campum duelli in villis abbatis infra dictos terminos, scilicet de hereditate que tenetur a dicto abbate, nec eciam clamat aliquam justiciam in villis abbatis, videlicet apud Buygnacum et Bussu. Iste confessiones facte fuerunt in villa Sancti-Richarii, presentibus abbate Sancti-Judoci-in-Nemore, ordinis Premonstracensis, fratre Arnulpho, dicto Labet, hospitario et ballivo Ambianensi; et abbas Sancti-Richarii, de voluntate conventus sui, juravit, et juratus respondit. Similiter major, de voluntate et de assensu scabinorum, juravit, et juratus respondit: Visa et audita ista inquesta, pronunciatum fuit per curiam quod major et scabini predicti non probaverunt banleucam quam petunt. Locus IX, 1260.

VIII. Inquesta facta inter dominum de Bailleul, ex una parte, et dominum de Caumont, ex altera, super equo quem dominus de Bailleul debet ipsi domino de Caumont, redditum in domo sua apud Caumont quolibet anno, super quo dominus de Caumont facit eum submoneri quolibet anno ad primas Cruces, et debet reddi infra Nativitatem sancti Johannis Baptiste, et, quando equus sibi missus non placet domino de Caumont, ipse remittit eum, et dominus de Ballolio mittit ei alium, et si ille videtur ei insufficiens qui sibi mittitur, homines sui debent inspicere utrum sit sufficiens

Louis IX, 1260. an non, et, quando dicunt ipsum esse insufficientem, ipse remittit eum quousque dominus de Baillolio remiserit ei alium qui sit sufficiens per dictum hominum suorum, et nisi idem dominus de Baillolio taliter mittat ei equum suum, dominus de Caumont potest capere de suo inter Caanche et Autye, sine ullo forisfacto, et dominus de Bailleul reddit ei postmodum equum et expensas. Ita dicebat dominus de Caumont; hec negabat dominus de Bailleul, dicens quod inde poterat se aquittare pro uno roncino de centum solidis: Probatum est pro domino de Caumont; habeat roncinum suum, ut solet.

IX. Inquesta facta super hoc quod Guilebertus de Croismare petit habere quinque acras terre, videlicet: in campo dou Genestei tres acras et dimidium, et sub Hamello unam acram et dimidium, et quinque virgatas nemoris juxta nemus domini Guillelmi Dispensatoris, et duas minas ordei quas Guillelmus Anvere debet, cum sex solidis, et quatuor caponibus, et quatuor denariis, et triginta ovis, et quatuor denariis, et una corveia in augusto, et corveia trahe et aratri duabus vicibus in anno, et quinque minis ordei, quas dominus Guillelmus Dispensator debet cum undecim solidis. Hec petit ea racione quod Guillelmus de Croismare, pater dicti Guilleberti, dedit Avicie, sorori sue, omnia predicta pro suo victu, et erat illa Avicia matertera dicti Guilleberti, qui petit. Jam sunt quadraginta anni elapsi vel circa et post dicta Avicia ivit in Angliam, et tunc gentes domini Regis saisiverunt omnia predicta in manu domini Regis (73). Petit predicta ea racione quod dicta Avicia non poterat ista prenominata forisfacere nec alienare, propter hoc quod tenebat ea racione victus (74), et hec omnia erant de membro lorice dicti Guilleberti de Croismare: Non est probatum quod ea que petuntur data fuerint pro victu; set remanebunt domino Regi.

Hec ultima de Croismare fuit expedita in ultimo scacario, per dominum Julianum et alios.

X. Inquesta cambellanorum domini Regis, et abbatis Colum-

bensis, facta super palefredo quem cambellani petunt ab abbate, quando est novus abbas. Louis IX, 1266.

Expedita fuit in hoc parlamento quantum ad consilium, et non quantum ad Regem, cum quo erat super hoc loquendum (75).

XI. Inquesta facta per Stephanum, decanum Sancti-Aniani Aurelianensis, et magistrum Guillelmum de Milliaco, clericos domini Regis, super eo quod monetarii Parisienses, qui cudunt monetam, dicunt quod non debent talliam, et quod predecessores eorum et ipsi semper fuerunt quitti de tallia, et quod, quando positi erant in tallia, et gagia eorum capiebantur, liberabantur per curiam, racione monetagii; civibus Parisiensibus e contra dicentibus quod monetarii debent talliam, nisi quando cuditur moneta domini Regis, et tunc illi soli monetarii sunt quitti qui cudunt ad bracagium: Non probatur libertas monetariorum quam petunt; solvant talliam. Et fuit carta eorum audita, nec expedivit eos.

Hec fuit expedita Parisius, post dictum parlamentum, die martis ante Ramos-Palmarum.

XII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Johannem de Quarrois, militem, et Radulphum Magni, ballivum Turonensem, ad sciendum utrum aliqui servientes comitis Andegavensis venerunt, cum armis vel sine armis, apud Trou, die martis post Circuncisionem Domini, vel circa, et quot cum armis et quot sine armis, et de eorum nominibus. Item utrum, dicta die, ceperint in dicta villa violenter Aymericum Guenaut, militem Gaufridi, dicti de Brueria, domini de Trou, deputatum, ab eodem Gaufrido, ad tenendum placita sua in villa predicta, et de modo capcionis, et qua de causa captus fuerit, et quo fuerit ductus. Item utrum ipsi dicerent se capere dictum Aymericum, de mandato comitis Andegavensis, vel ballivorum seu allocatorum (76) suorum. Item utrum aliqui de dictis servientibus, armati vel inhermes, venerunt ad ecclesiam Beati-Martini de Trou, dicta die, ad quam confugisse dicitur Gaugueing, cle-

Louis IX, 1260. ricus, serviens et allocatus dicti Gaufridi in villa de Trou, timore ipsorum, et utrum dixerunt ei quod veniret computare, cum dicto comite vel ejus servientibus, de redditibus ville de Trou, quos idem Gaugueing receperat, et utrum dixerunt ei quod se redderet in prisione dicti comitis apud Cenomanum. Item utrum servientes predicti comitis prosecuti fuerunt Bochardum Poinvillain, militem, gerentem vices ipsius Gaufridi de Brueria in villa de Trou, usque ad domum suam que vocatur la Papilliere, et utrum quisierunt eum in dicta domo gladiis et ensibus evaginatis, et utrum inde asportaverunt denarios et armaturas ipsius Bochardi et claves dicte domus, et utrum eas postmodum reddiderunt. Item utrum dictus comes, vel ballivi seu allocati sui tenuerint et habuerint, in dicta villa de Trou, postquam saisina dicte ville reddita fuit dicto Gaufrido, per judicium curie domini Regis, sigillum commune quo sigillantur convenciones et obligaciones, contra voluntatem predicti Gaufridi. Item utrum dictus comes, ballivi seu allocati sui tenuerint et adhuc teneant, in dicta villa de Trou, judeos, contra voluntatem dicti Gaufridi, post reddicionem saisine sibi factam: Probatum est quod Cathons, Tabarie, Arbertus de Tarri et Odinus de Caprosia, servientes comitis Andegavensis, venerunt, die martis post Circuncisionem Domini nuper elapsam, cum armis apud Trou, et plures homines de Sancto-Kalepho secum adduxerunt, et ipsa die ceperunt ibidem in cimiterio, juxta ecclesiam Beati-Martini, Aymericum Guenaut, militem Gaufridi, domini de Trou, et ab ipso domino ibidem deputatum ad placita sua tenenda, et ipsum militem viliter duxerunt, super quemdam roncinum imbastatum, in prisione ipsius comitis, apud Cenomanum. Item probatum est quod ipsi servientes vel saltem duo ex ipsis, Bochardum dictum Poinvilain, militem supradictum, gerentem vices predicti Gaufridi apud Trou, quando idem Gaufridus absens erat, quisierunt cum armis in domo sua de la Papiniere, que est prope Trou, per lectos et alia loca domus sue, et, non invento ipso, abstulerunt cuidam homini, de ipsa domo, viginti solidos duobus denariis minus, et ipsos denarios, et unum por-

pointum, et claves cujusdam arche ac cellarii, secum asportaverunt. Item probatum est quod Tabarie et Arbertus de Tarri supradicti ipsa die venerunt ad ecclesiam Beati-Martini de Trou, et dixerunt Guillelmo Gaugein, clerico, qui ibi fugerat, quod veniret computaturus, cum mandato prefati comitis, de redditibus et exitibus ville de Trou, quos ipse receperat, qui, cum respondisset quod non exiret, et quod super hiis computaverat, ut debebat, cum predicto Gaufrido, domino suo, dixerunt eidem quod, nisi exiret, satis caperent de suo, et preceperunt ei quod redderet se in prisione comitis. Item probatum est quod idem comes habet adhuc apud Trou sigillum commune, quo sigillantur contractus et obligaciones, quod sigillum custodit Johannes Boetarius, burgensis de Trou, et compellit solvere et tenere contractus de ipso sigillo sigillatos. Item probatum est quod ibi sunt judei qui advocant se ibi esse ex parte comitis, et nolunt villam exire ad mandatum domini de Trou. Louis IX. 1260.

Injunctum est comiti Andegavensi quod resaisiat locum de predicto Aymerico Guenaut capto, et eum deliberet, et predictos servientes, qui ipsum ceperunt, mittat domino Regi, emendaturos hoc domino Regi et ipsi militi quem ceperunt; emendaturos eciam quod prefatum Bochardum, militem, in domo sua, cum armis et gladiis, quisierunt; quod eciam resaisiatur locus de viginti solidis duobus denariis minus, et de porpointo et clavibus; necnon et quod amoveat sigillum suum predictum. De judeis vero similiter dictum est quod amoveantur, nisi comes dicat aliquid per quod eos possit ibidem tenere de jure.

XIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per abbatem Sancti-Benedicti Floriacensis et per Robertum de Noa, super contencione usagii Johannis Marescalli de Bully, militis, quod dicit se debere habere in nemore de Monte-Bremie, sicut pater suus habuit, ut ipse dicit, de quo dicit se spoliatum per dominum Regem, viginti anni sunt elapsi vel circa. Et est inquirendum utrum Gaufridus Marescallus, suus pater, habuerit dictum usagium, et utrum habebat

Louis IX. 1261. jus in utendo, et qualiter utebatur, et quare spoliatus fuit de eo, et de tempore et de fama: Probatum est quod pater suus utebatur ipso usagio, quod eciam iste Johannes spoliatus fuit per dominum Regem de ipso usagio, viginti anni sunt elapsi; non probatur sufficiens causa ob quam spoliatus fuerit, set quidam testes dicunt quod propter excessum et abusum nimium. Dominus Rex reddidit, de gracia, predictum usagium ipsi Johanni.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Cum episcopus Eduensis, per judicium hujus curie, habuisset saisinam homagii castri Flavigniaci et pertinenciarum ejus, et inde fecisset sibi homagium Johannes abbas Flavigniacensis; postmodum ipse abbas et conventus suus fecerunt ipsum episcopum adjornari super proprietate ipsius homagii, dicentes quod ipsi a tam longo tempore tenuerunt Flavigniacum cum pertinenciis suis pacifice sine faciendo homagio jurabili et reddibili episcopo Eduensi qui modo est, nec predecessoribus suis, quod istud devolutum est ad hereditatem et jus ecclesie de Flavigniaco. Quare dicebant, idem abbas et procurator conventus, quod non tenetur dictus abbas facere homagium de cetero episcopo Eduensi, et ipsum petebant a saisina ipsius homagii amoveri. Episcopus autem hoc negabat. Tandem cum abbas et conventus nichil probassent, auditis cartis regiis et aliis quas idem episcopus exhibebat, auditis eciam multis maniamentis que ipse super hoc pro se probaverat, determinatum fuit et judicatum, in presencia ipsius abbatis ac procuratoris conventus sui necnon et prefati episcopi, quod eidem episcopo remaneret proprietas homagii et feodi castri Flavigniaci et pertinenciarum ejus.

II. Cum abbas Sancti-Richarii conqueretur quod burgenses Sancti-Richarii quasdam furchas suas, de quibus habuerat saisinam per istam curiam, diruerant, in ipsius prejudicium; quod eciam multas alias injurias eidem fecerant; burgenses autem hoc negarent, dicentes multas injurias sibi illatas fuisse ab eodem abbate et gentibus suis, quod idem abbas negabat; quia tandem per inquestam, de mandato domini Regis inde factam, probatum est quod homines de Sancto-Richario ipsas furchas diruerunt et aliqua de lignis ipsarum furcharum apud Sanctum-Richarium detulerunt, determinatum est et injunctum quod major et jurati Sancti-Richarii in propriis personis et propriis manibus, resaisiant locum de furchis predictis, et dampna, que in ipsarum furcharum dirucione fuerunt illata ipsi abbati, eidem restituant; emendent eciam domino Regi major et jurati quod ipsas furchas diruerunt, de quibus abbas habuerat saisinam, per curiam istam. LOUIS IX, 1261.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Johannem dictum le Bochier, archidiaconum in ecclesia Bajocensi, et dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, super jure terre de Sola, que data fuit domino Henrico de Avalgor, militi, in escambium pro terra de Ponte-Ursonis, scilicet quomodo et quo jure ad dominum Regem et predecessores suos devenit dicta terra, et quot sunt anni quod ad ipsum devenit, et utrum in eadem terra aliquis interim requisierit jus aliquod, jure hereditario, et hanc terram petebat, jure hereditario, dominus Nicholaus de Sola, miles: Nichil probatum est, pro ipso Nicholao, super predicta terra de Sola quam petit, quam dominus Rex tenuit per quinquaginta annos vel circa; non tenetur dominus Rex ipsam terram restituere predicto Nicholao, nec est audiendus idem Nicholaus in peticione sua.

IV. Nichil probatum est contra dominum Lambertum de Lymoso, militem, cui imponebatur quod duos homines fecerat suspendi, sine judicio, apud Pardelanum; absolutus est super hoc idem Lambertus.

Loeus IX, 1261.

V. Inquesta facta super eo quod episcopus Ambianensis dicebat quod ipse est in saisina justiciandi sodomiticos, infra villam Ambianensem; burgensibus Ambianensibus e contra dicentibus quod ipse episcopus non debet eos justiciare, set ipsi sunt in saisina justiciandi eosdem : Melius probatum est pro villa Ambianensi quam pro episcopo; remaneat villa in saisina justiciandi corpora sodomiticorum (77).

VI. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, ad sciendum qualiter comes Philippus, ejus filia, Matildis, ejus uxor, et decanus Moritonii usi sunt conferre prebendas in ecclesia Moritonii, et a quo tempore : Nichil est probatum pro decano Moritonii; remaneat dominus Rex in saisina collacionis prebendarum in ecclesia Moritonii.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, et per priorem Domus-Dei Ebroicensis utrum dominus Droco de Roia, dominus de Garmegniaco, potest et debet vendere boscos suos, videlicet boscum Defensorum Sancti-Germani, et boscum de Montibus-Osou, et boscum de Plesseio, dicto de Cangi, sine tercio, et dangerio, et licencia domini Regis : Nichil probatum est pro domino Drocone; solvat, de boscis predictis, dangerium et tercium, et petat licenciam.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per abbatem Foquardi-Montis et per Galterum de Villaribus, ballivum Caleti, ad sciendum ex qua causa terra et alia que Johannes de Barra petebat a domino Rege sibi restitui, ad manum domini Regis venerunt, et quando primo ad manum ipsius venerunt, et quanto tempore ea tenuit, et quanti valoris sunt, et quod jus idem Johannes habet in predictis : Nichil probatum est pro ipso Johanne de Barra, propter quod dominus Rex teneatur ipsi restituere res quas petit.

IX. Inquesta facta per prepositum Parisiensem, ad sciendum utrum

ea que dominus Guillelmus de Byevre, miles, habebat et possidebat apud Sacloy, teneret in feodum et homagium ligium ab Amalrico de Malo-Repasto, clerico, qui quidem prepositus saisiverat pro domino Rege, propter forisfactum ipsius Guillelmi, et idem Amalricus petebat ea sibi restitui : Probatum est quod predicta tenebantur ab ipso Amalrico; restituantur eidem. Locus IX, 1261.

X. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, super eo quod Johannes de Roboreto, miles, dicit quod ipse debet habere gardam feodi heredis de Rebez, quod tenet idem heres, de dicto milite, apud Rebez, ea racione quod pater dicti militis et antecessores ipsius semper habuerunt gardam dicti feodi, quando accidebat in dicto loco, sicut dicit : Nichil est probatum pro eodem Johanne; remanet domino Regi garda predicta.

XI. Inquesta facta per eumdem dominum Julianum de Perona super eo quod Egidius de Bondevilla dicit quod Rogerus, dictus Comes, Galterus Henout, Matilla Pie de Herome, Emelina Widecoc, Aalidis la Cuirreliere et Robinus Terout, sunt residentes in suo feodo lorice; et super eo quod idem Egidius dicit quod dictum feodum, in quo dicti homines sunt residentes, datum fuit, pro victu, Guillelmo de Roboribus qui forisfecit dictum feodum, et, ob forisfacturam ejusdem, captum fuit dictum feodum in manu domini Regis : Non est probatum quod dictum feodum fuerit datum pro victu (78).

Iste due ultime inqueste fuerunt expedite in hoc scacario Pascharum proximo preterito.

Livre IX. 1261.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTADARUM NATIVITATIS BEATE MARIE VIRGINIS,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Inquirendum est utrum dominus Robertus de Drocis habuit saisinam justicie de mesleia in nundinis Sancti-Johannis prope Hodencum. Item si prior de Hodenco habuit vel possedit justiciam de mesleia in eisdem nundinis : Probatum est quod idem prior est in saisina justicie mesleie in dictis nundinis; remaneat prior in saisina hujus justicie.

II. Inquesta facta super hoc quod homines de Capella dicebant quod animalia monachorum Karoli-Loci non debebant ire es garez et ad frichias que non portant bladum, circa villam Capelle, et ad pascua mariscorum que sunt contigua dicte ville, quia ipsi monachi habebant nimiam multitudinem animalium, et quia, inter ipsos homines, statutum fuerat jamdiu quod oves non irent de cetero pasturare ad mariscos predictos, ut dicebant ipsi homines. Ad hoc respondebant monachi quod ipsi habent domum in villa Capelle, sicut et alii, et ideo volunt ad dictas pasturas ire que sunt communes eidem ville, et semper consueverunt ibidem ire, ut dicebant, usque modo; et dicebant quod ipsi homines, de ipsis pasturis, aliquam redevanciam non solvebant, per quam possent eisdem monachis inhibere dictas pasturas : Probaverunt monachi saisinam sive usagium suum pro animalibus suis in pascuis mariscorum de Capella; nec probaverunt homines propter quod monachi non debeant habere predictum usagium.

III. Inquesta facta per episcopum Carcassonensem et senescallum Carcassonensem, ad sciendum utrum in terra marescalli de Mirapice, in senescalcia Carcassone et in terris aliorum terrariorum dicte senescalcie qui tenent ad usus et consuetudines Francie terras suas, hec sit consuetudo : videlicet quod, quando pater et mater faciunt tractari de matrimonio contrahendo inter filiam eorum et aliquem hominem, et convenciones sunt, viventibus parentibus, concordate et concesse, et subsecutum sit matrimonium ex illis convencionibus, premortuo tamen uno ex parentibus ante contractum matrimonium, filia sic maritata, in isto casu, repellatur a successione paterna et materna, sicut repelleretur si, utroque vivo, matrimonium fuisset subsecutum : Consuetudo ista non est probata. Locis IX. 1261.

IV. Inquesta facta ad sciendum utrum Matheus Viarius, miles, debeat habere per totam viariam Corboneti, in feodis domini Regis, omnia bona vacancia sive guerpa, et omnia bona latronum captorum in dictis feodis, excepto argento in massa, auro in plata, vario et grisio et equo de precio; et quod fuerit in possessione percipiendi omnia predicta tam ipse quam predecessores sui pacifice in feodis supradictis : Nichil probatum est pro eodem Matheo Viario, nec habeat supradicta.

V. Inquesta facta super hoc quod monachi Regalis-Montis conquerebantur de domino Guillelmo de Vernone quod homines sui de Goveyo, die Pasche, venerunt ante portas granchie de-Lys, et invaserunt granchiam et fratres cum gladiis, et percusserunt aliquos fratres et conversos ejusdem loci. Item quod quidam pastor ipsorum monachorum fuit graviter vulneratus. Item quod dicti homines ceperant oves ipsorum monachorum sine forisfacto presenti, et aliquas amiserunt quas petunt sibi reddi, et homines eosdem super premissis puniri. E contrario conquerebatur idem Guillelmus quod pastores monachorum Regalis-Montis venerunt die Pasche, et pascebant oves suas in pratis suis vi seu violencia; quo viso, serviens seu

Louis IX. 1261. messarius suus voluit dictas oves ducere in prisionem suam; ipsi pastores, cum baculis et ensibus, se opposuerunt, et ipsum graviter vulneratum ad mortem deduxerunt, ut credit. Dicebat eciam idem Guillelmus quod oves Regalis-Montis capte fuerunt sine custodibus, post ipsum factum. Unde petebat sibi premissa emendari : Determinatum est quod dampnum herbe, quod habuit idem Guillelmus, quia oves Regalis-Montis invente fuerunt apud Govinz, in pratis suis, reddatur eidem Guillelmo ad usus et consuetudines patrie : Abbas nichil probavit propter quod idem Guillelmus debeat emendam facere, set si conqueri velit de hominibus ipsius Guillelmi, fiat ei jus per dictum Guillelmum.

VI. Inquesta facta per Radulphum de Trapis super saisina domus quondam Poncii de Villa et super emenda domini Regis et super violenciis factis et dictis Galtero, bajulo domini Regis in villa Aureliacensi, occasione ipsius emende : Probatum est quod Bernardus de Villa fregit saisinam quam fecerat serviens domini Regis predictus, de predicta domo Poncii; emendet hoc. Item probatum est quod Philippus Cacabou et Guillelmus Hernaudi interfuerunt, cum dicto Bernardo; emendent hoc, et specialiter Philippus predictus, qui noluit descendere ad mandatum dicti servientis.

VII. Inquesta facta per dominum Guillelmum de Centegnovilla, militem, et Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, ad sciendum qualiter major communie Senonensis usus est citare vel facere citari, qualiter eciam usus est justiciare vel facere justiciari homines de communia Senonensi, cubantes et levantes in burgo Sancti-Petri-Vivi Senonensis. Item qualiter abbas Sancti Petri-Vivi usus est citare, justiciare vel facere citari aut justiciari homines de communia Senonensi, cubantes et levantes in dicto burgo Sancti-Petri-Vivi : Clarius et apercius probatum est pro abbate Sancti-Petri-Vivi Senonensis quam pro majore et paribus Senonensibus, quod ipse abbas usus est justiciare homines de communia

Senonensi, in predicto burgo manentes, in causis personalibus de mobilibus et catallis; et ideo remanebit abbas in saisina justiciandi eosdem homines. LOUIS IX, 1961.

VIII. Inquesta facta ad sciendum utrum domus de Monte-Dei, Cartusiensis ordinis, cum suis terminis, sit infra castellaniam de Olmonte: Probatum est quod ipsa domus, cum suis terminis, est infra castellaniam predictam.

IX. Inquesta facta per G. decanum Beati-Martini Turonensis, et dominum Johannem de Domibus, militem, super contencione que vertebatur inter comitem Blesensem, ex una parte, et priorem de Marchiis, ex altera. Primo, super eo quod magister Haymericus, clericus et procurator ejusdem comitis, ponebat pro ipso comite quod ipse comes et predecessores sui comites fuerunt, sicut credebat, in possessione justicie sanguinis, latronis, et duelli, et tocius alte justicie ville et territorii de Moreiis, infra metas castellanie castri de Marcheisner, quod castrum situm est in comitatu Blesensi, et est ipsius comitis Blesensis, usque ad tempus quo dominus Rex cepit dictam justiciam in manu sua: Quia dictus prior de Moreiis confessus fuit Gaufridum comitem Castriduni et vicecomitissam ejus uxorem explettasse de predictis justiciis apud Marchesner, de hominibus de Moreiis, determinatum est quod dictus comes remaneat in possessione justicie sanguinis, latronis, et duelli, et tocius alte justicie ville et territorii de Moreiis, infra metas castellanie castri predicti. Secundo, ponebat idem procurator quod justicia, que vulgariter dicitur resort curie ipsius prioris, de tali justicia quam idem prior habet in eadem villa et territorio de Moreiis, vadit apud predictum castrum de Marchesner, et de hoc fuerunt in possessione predecessores ipsius comitis, ut credebat. Ad istum articulum de resorto, respondebat prior quod hoc non credebat, quia nonquam vidit explectari: Quia super isto articulo nichil probatum est, pro dicto comite, non habebit idem comes saisinam hujus resorti. Item ponebat dictus procurator quod

Louis IX. 1261.

predecessores prefati comitis fuerunt in possessione custodie prioratus de Moreiis, sicut credebat; ad quod respondebat dictus prior quod hoc non credebat, immo dicebat, per sacramentum suum, quod dominus Rex est in possessione ipsius custodie : Quia super isto articulo nichil est probatum pro dicto comite, non habebit ipse comes saisinam dicte custodie. Item ponebat dictus procurator quod predecessores dicti comitis fuerunt et ipse eciam comes est in possessione habendi sacramentum fidelitatis a duobus prepositis ville de Moreiis, qui hereditarie succedunt in prepositura ville de Moreiis (79), sicut credebat : De isto articulo, quia predictus prior confessus fuit quod ipsi prepositi jurati sunt custodire jus comitis, determinatum est quod idem comes habeat saisinam hujusmodi sacramenti. Item ponebat dictus procurator quod predecessores dicti comitis fuerunt, sicut credebat, in possessione habendi emendas vinearum et virgultorum fractorum in villa et territorio de Moreiis; ad quod respondebat idem prior quod hoc non credebat, immo dicebat quod ipse est in possessione habendi hujusmodi emendas, et de talibus cognoscitur coram ipso : Quia articulus iste probatus est pro dicto comite, habebit comes saisinam hujus emendarum. Item ponebat dictus procurator quod dicti predecessores ipsius comitis fuerunt, sicut credebat, in possessione habendi animalia, tam fera quam domestica, et omnia alia inventa in villa et territorio de Moreiis. Ad istum articulum respondebat dictus prior quod hoc non credebat, set dicebat quod ipse et predecessores sui sunt in possessione explettandi et habendi l'espave in terra sua de Moreiis, in feris et domesticis animalibus, et apibus, et aliis pertinentibus ad l'espave : De isto articulo nichil probatum pro comite, nec inde habebit saisinam, set remanebit priori qui probavit. Super hoc autem quod ponebat dictus procurator predecessores dicti comitis fuisse, sicut credebat, in possessione explettandi custodiam haiarum que sunt fortericie in territorio et villa de Moreiis, et percipiendi et levandi emendas a forisfactoribus dictarum haiarum, quod prior negabat; postmodum, post recepcionem plurimorum testium, Ysembardus, castellanus Car-

notensis, procurator dicti comitis, et idem prior de Moreiis consenserunt in hoc, coram inquisitoribus, quod custodia dictarum haiarum pertinet ad prepositos de Moreiis qui jurati sunt comitis et prioris de juribus eorum observandis, et si dicti prepositi aliquem forisfacientem in dictis haiis ceperint, debent ipsum adducere vel pignus ejus apportare ad domum dicti prioris de Moreiis, et ibi debent judicari forisfactores haiarum, et habent dicti prepositi, de dicta emenda, quartam partem et dictus prior tres partes. Concordaverunt eciam in hoc quod dictus prior, si voluerit, potest dictas haias in propria persona custodire, et capere forisfactores, si invenerit; et eciam ipse comes, si voluerit, potest custodire, et forisfactorem capere et adducere ad domum dicti prioris, ut dictum est. Concordaverunt eciam in hoc quod servientes castri de Marchesneir, si missi fuerint aliquando pro proprio negocio domini de Marchesneir, transitum fecerint per dictas haias, et invenerint forisfactorem in ipsis, possunt capere vel pignus ejus, set debent eum adducere, vel pignus ejus apportare ad dictum prioratum, et ibi de emenda recipiunt viginti denarios, et residuum est prioris; set ille serviens, qui forisfactorem ceperit et adduxerit, debet et tenetur jurare quod ipse transitum per dictas haias non faciebat ad hoc, ut dictas haias vellet custodire vel aliquid aliud ibi querere vel facere, nisi quod tantummodo, pro negocio domini de Marchesneir, transitum per dictas haias faciebat. Concordant eciam in hoc dicte partes quod alias dicti servientes de Marchesneir non possunt aliquem forisfactorem capere in dictis haiis, nisi tantummodo transitum faciendo per eas, missi proprie pro negocio domini de Marchesneir, nec possunt forisfactorem aliquem ibi capere, nisi ipsum transeundo viderint forisfacere, vel audierint scindentem sive percucientem in dictis haiis. Preterea, super hoc quod dictus prior dicebat quod haie de Moreiis sue sunt, nichil probatum est pro ipso. Ad hoc eciam quod dictus prior dicebat quod ipse haie site sunt infra metas terre sue, nichil est probatum pro ipso. Super eo autem quod prefatus prior dicebat se et antecessores suos usos fuisse predictis haiis, scindendo, donando,

Louis IX 1261.

Louis IX. 1261. tradendo ad essartandum et ad censum, ad hospitandum ibidem; interrogandi sunt iterum testes.

X. Inquesta facta ad sciendum in qua saisina erat comes Attrebatensis, tempore quo iter arripuit transmarinum, de garda Sancte-Austreberte juxta Hesdinum, site, et dicitur, in castellania de Hesdino. Item inquirendum est si Rex usus fuit, et quomodo et a quo tempore, de dicta garda: Per istam inquestam nichil probatum est pro comite nec pro Rege, hoc excepto quod inventum est quod, postquam dictus comes transfretavit, videlicet a sex annis citra, Rex posuit ibi gardam semel, vacante monasterio Sancte-Austreberte: Quia hoc solum factum quod fuit factum post mortem comitis, et herede comitis existente, infra annos, non prejudicat ipsi heredi, et dicta domus est in comitatu Attrebatensi, determinatum fuit quod Rex non intromitteret se de garda hujusmodi.

XI. Inquesta facta ad sciendum utrum capitulum Attrebatense consueverit arrestare homines de communia Attrebatensi in atrio Beate-Marie Attrebatensis, pro debito, ad conquestionem alicujus: Rubrica non probatur.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PALLAMENTO BEATI MARTINI HIEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Inquesta facta per ministrum Fontis-Bliaudi et per forestarium Bierie, super eo quod homines ville de Chally petebant pasturagium in foresta Bierie ad boves et vaccas suas, dicentes quod super hoc usi fuerant: Probant ipsi homines usagium suum in foresta Bierie

in loco qui vocatur Mortemer et in vallibus circum circa, pro pastura boum et vaccarum suarum; habeant ipsum pasturagium. Lorm IX, 1261.

II. Inquesta facta per Ansellum, ballivum Gisorcii, et Robertum la True, militem, ad sciendum utrum domina de Borriaco habeat medietatem piscature in aqua Ethe, et utrum possit et debeat ipsa domina de Borriaco, absque contradiccione domini et domine de Danguto, ponere tot piscatores et batellos in ipsa aqua quot et dominus ac domina de Danguto: Probatum est quod domina de Borriaco consuevit piscari in aqua Ethe, ab insula Seberti usque ad pratum Messent, et habet ibi piscaturam suam, sicut dominus et domina de Danguto; quod eciam tot batellos et piscatores potest in ipsa aqua ponere, domina de Borriaco, quot et dominus et domina de Danguto.

III. Inquesta facta per Guidonem, decanum Beati-Martini Turonensis, et Johannem de Domibus, militem, super eo quod abbas et conventus Majoris-Monasterii dicebant se et priorem suum Auricase usos fuisse custodia haiarum Auricase, capcione forisfaciencium in ipsis haiis et omnibus expletamentis earum, pasnagio earum, medietate precii domus, si que venditur in ipsis haiis, capiendi ibidem boscum ad ardendum in domo sua et ad merrementum vinearum suarum, tradendi hosticias in dictis haiis, ante contencionem motam; predicto comite hec negante, dicente eciam se esse in possessione, ante contencionem motam, custodia, expletamentis, pasnagio dictarum haiarum, scindendi et vendendi easdem; que, ex parte monachorum, fuerunt negata. Dicebat eciam idem comes se esse in saisina faciendi talliam ad voluntatem suam in villa Auricase; monachis e contra dicentibus quod tallia sua non potest excedere summam sexaginta librarum. Dicebat eciam quelibet parcium quod, per submonicionem suam seu mandatum, fuerunt ipse haie plexate ante contencionem predictam: Per inquestam istam determinatum est quod custodia et omnia expletamenta ipsarum haiarum sint communia comitis et monachorum, quod plexentur ipse haie communi-

Louis IX, 1261. ter, per submonicionem comitis et monachorum; quod eciam remaneat saisina pasnagii dictarum haiarum eidem comiti; et, si domus vendatur in eisdem haiis, remaneat saisina habendi medietatem precii domus vendite ipsi priori: Nichil probatum est pro comite propter quod possit apud Auricasam facere talliam ad voluntatem suam, ideo non excedet ipsa tallia summam sexaginta librarum.

IV. Cum ballivus Ambianensis peteret a Gilone, domino de Malliaco, pro rachato feodi de Malliaco, valorem terre unius anni, eo quod ipsum feodum erat de castellania Perone et maniatum ad usus castellanie in qua castellania solvitur, pro rachato, valor terre de uno anno, ut dicebat idem ballivus; et idem Gilo diceret in contrarium quod, pro rachato hujusmodi, sexaginta solidos tantummodo solvere tenebatur, quia idem feodum est de retrofeodis de Miro-Monte, de quibus retrofeodis tantummodo solvuntur sexaginta solidi, ut dicebat, pro relevagiis: Tantum, per inquestam inde factam et per assercionem ballivi Ambianensis, inventum est quod ipsum feodum est de retrofeodis de Miro-Monte; determinatum est igitur quod idem Gilo solvat sexaginta solidos, tantum pro dicto rachato.

V. Dominus Johannes de Roboreto volebat vendere boscum suum de Roboreto sine dangerio et tercio, dicens quod super hoc usus fuerat ipse et antecessores sui. Guillelmus de Vicinis, tunc ballivus Rothomagensis, impedivit vendam suam, dicens quod idem Johannes non poterat vendere dictum boscum sine dangerio et tercio, secundum usum et consuetudinem terre, nisi super hoc privilegium et libertatem pretendat: Per inquestam inde factam per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, probavit idem Johannes intencionem suam, et ideo fuit eidem deliberata venda sua, videlicet quod venderet sine dangerio et tercio; ita tamen quod, si Rex aliquo tempore intelligeret in hoc esse jus suum, ipse posset jus suum recuperare, nonobstante inquesta hujus modi.

Inquesta expedita in scacario eodem anno.

VI. Inquesta facta super hoc quod Richardus Borrel, clericus, dicit quod, cum teneat quamdam masuram apud Belemcombre a domino Rege pro tale servicium, quod tam ipse quam predecessores sui citabant et adhuc citant vavassores de Belemcombre, quocienscumque necesse erat et est ut venirent coram comite de Varenne vel coram mandato domini Regis, facturi servicium quod ipsi debebant illi comiti, dum erat dominus feodi illius, et modo debent domino Regi; et per aliud servicium, tale videlicet quod faciebant suspendere latrones qui capiebantur in feodo de Belemcombre. Et cum, per dicta servicia, predecessores dicti Richardi Borrel in curia dicti comitis, qui sic dedit dictam masuram, perciperent victum suum, videlicet porcionem victui unius hominis sufficientem panis, vini et unius ferculi carnium, tempore quo comedebantur, et aliis diebus unius ferculi piscis vel aliorum ciborum, sicuti alii servientes comitis habebant. Et cum predecessores dicti Richardi servicium aliquarum citationum vavassorum supradictorum usque huc semper fecerint, et adhuc dictus Richardus faciat nec per eum stat quin aliud servicium faciat, videlicet de ipsos citando qui suum servicium redimunt et de latronibus suspendendis, et dictum victum non habuerint, postquam terra devenit ad manum domini Regis, nec dictus Richardus adhuc habebat, petit a domino Rege ut sibi victus assignetur si in inquisicione concessa eidem, ab eodem domino Rege, sui gracia, valeat inveniri : Nichil probatum est contra dominum Regem, et nichil habeat idem Richardus. Louis IX, 1261.

Inquesta expedita in scacario Rothomagensi eodem anno.

VII. Inquesta facta per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, et priorem de Grandi-Monte juxta Gaillonem, de mandato domini Regis, utrum dominus Amalricus de Mellento, miles, potest et debet vendere boscum suum, dictum de Bigot, sine dangerio et tercio et licencia domini Regis : Nichil probatum est pro ipso Amalrico; deliberata est contra ipsum; solvat.

Louis IX, 1261.

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Inquesta facta, de mandato Regis, per Guillelmum de Auton, militem, et per Berengarium Rabot, ballivum Medonte, super multro facto apud Richebore, in domo domini Hugonis de Castello, de Philippo Barbete, cive Parisiensi, utrum videlicet dictus Hugo est reus dicti multri, et, si reus, qualiter est reus; utrum eciam dictus Hugo mandavit dicto Philippo quod veniret ad eum in domo sua de Richeborc locuturus cum ipso: Non est probatum quod dictus Hugo fecerit ipsum multrum, vel quod sit in culpa; absolutus est super hoc.

II. Inquesta facta per Guidonem, Narbonensem archiepiscopum, de mandato domini Regis et de assensu parcium, inter Guiotum, marescallum de Mirapiscis, et Berengarium de Podio-Sorigario, militem, ad sciendum utrum Berengarius de Podio-Soriguario defunctus, pater istius Berengarii qui nunc agit, terram de Florenciaco et de Pomerolio sitam in episcopatu Aguatensi, quorum possessionem petit iste Berengarius, amiserit in generali guerra quam defunctus Simon, comes Montis-Fortis, fecit auctoritate apostolica in episcopatu predicto et locis vicinis, pro hereticis et eorum fautoribus extirpandis. Item utrum comes Montis-Fortis seu Guido de Leviis, avus istius Guioti, et pater ejusdem Guioti tenuerunt et possederunt dictam terram sic predictam. Item per quantum tempus. Item utrum avus et pater istius Guioti fuerunt in homagio Regis de dicta terra. Item utrum curia Romana confirmaverit dicto comiti dictas terras sic amissas. Item utrum dictus comes, avus vel pater istius Guioti,

fuerunt ejecti a saisina dicte terre. Item quomodo et per quem et a quo tempore. Item, si amiserint, quomodo recuperaverunt et a quo tempore. Item inquirendum est utrum Berengarius, pater istius Berengarii qui nunc agit, fuerit in saisina dicte terre, existens in bona pace cum ecclesia et domino Rege, et qualiter acquisivit dictam saisinam et quo tempore et per quantum tempus fuit in ea. Item quis amovit eum a dicta saisina et quomodo fuit amotus et quot sunt anni quod fuerit amotus : Quia constat, tam per confessionem dicti Berengarii, quam per testes quod idem Berengarius, per violenciam recuperavit a patre dicti Guioti, in ultima guerra quam habuit comes Tholose contra dominum Regem, in qua idem Berengarius fuit contra Regem, cum dicto comite et valitoribus ejus, possessionem medietatis castri et ville de Florenciaco et totius castri de Pomerolio, Aguatensis diocesis, quibus dicebat patrem suum spoliatum fuisse per violenciam ab avo dicti Guioti, que petebat ab eodem Guioto sibi reddi; absolutus est dictus Guiotus ab impeticione ipsius Berengarii (80). Louis IX, 1261.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Radulphum de Trapis, servientem domini Regis, et per abbatem et elemosinarium Sarlatenses, super dampnis, violenciis et injuriis que abbas et conventus Obazine, Cisterciensis ordinis, dicebant sibi illata fuisse apud Obazinam, Aelyc et alibi, ab Aymerico Daneys, milite, tunc senescallo Petragoricensi et a suis : Nichil probatur contra dictum Aymericum, et si probatur aliquid contra servientes ejus, agant si velint monachi contra dictos servientes, quia dictus Aymericus non trahit factum eorum ad se.

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, utrum usum fuerit in Vulcassino Franco quod, quando aliquis miles vel alius homo vendit, de assensu et voluntate uxoris sue, hereditatem uxori sue pertinentem, tali condicione quod maritus ejus in hereditate sua propria, in escambium sive in recompensacionem assignat, uxori sue

Louis IX, 1261. tantum et equivalens in redditibus et in domanio, et in rebus aliis dicte uxori sue et heredibus suis in perpetuum habendis et possidendis, quod dictum escambium sive recompensacio dicte uxori et heredibus suis valere debeat an non, cum tamen dictus maritus litteras, sigillo suo sigillatas et sigillo eciam domini feodalis, uxori sue tradiderit de escambio et recompensacione predictis, et utrum judicatum fuerit in assisiis quod hujus modi littere non valerent: Non est probata hujus modi consuetudo; valeat escambium, hujus modi consuetudine nonobstante.

Facta fuit ista inquesta pro causa que vertebatur inter Johannem de Stratis, militem, et Johannem de Bantellu (81).

V. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Philippum, cantorem ecclesie Beate-Marie Meledunensis, et per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, ad sciendum quomodo pater domini Johannis Britaudi et antecessores sui usi sunt et fuerunt de raptu, multro et magna justicia apud Nangis, a quo tempore et de quibus personnis, etc. Et confessus fuit dictus Johannes Britaudi, qui petit magnam justiciam apud Nangis, quod ipse nunquam fuit usus eadem, immo dominus Rex : Quia per inquestam hujusmodi inventum est quod dominus Henricus, pater ipsius Johannis Britaudi, et antecessores ejus, usi sunt magna justicia apud Nangis in duobus casibus, de incendio videlicet et de raptu : de quinquaginta annis de incendio semel, de raptu eciam de triginta tribus annis semel (82); tradita est saisina magne justicie apud Nangis predicto Johanni Britaudi.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, super eo quod abbas Sancte-Genovefe Parisiensis dicebat quod porta Regis, per quam itur ad Sanctum-Marcellum, sita est in terra Sancte-Genovefe, et quod ibi solebat esse quedam masura per quam facti sunt muri Regis, et dicta porta que fuit patris Petri de Porta, et quod in eadem masura, intus portam et extra, prout itur ad Sanctum-Marcellum et inde venitur, habebat ecclesia Sancte-Genovefe totam justiciam (83). Quod

eciam de illa masura singulis annis reddebantur, in festo sancti Remigii, quatuor sextarii et dimidium vini ecclesie sue, ad modium refectorii annui redditus. Johannes Popin, civis Parisiensis, dicebat e contrario quod ipse tenebat ipsam portam et ejus pertinencias, et bene negabat abbati et conventui se debere dictos quatuor sextarios vini et dimidium, de domo quam habet ad portam Sancti-Marcelli, quam domum, tam ipse quam antecessores sui, libere et absque solucione dicti redditus per quadraginta tres annos et amplius, ex dono Regis, tenuerant, ut dicebat; propter quod petebat se in sua possessione defendi, et abbatem predictum super hoc audiri. Dicebat insuper idem Johannes quod, tempore suo et antecessorum suorum, nunquam exercuerat abbas Sancte-Genovefe justiciam seu dominium aliquod in domo predicta : Non est probatum quod abbas et conventus Sancte-Genovefe habeant, in porta seu in domo de qua agitur, justiciam et redditum quatuor sextariorum et dimidium vini quem petebant. Louis IX, 1261.

VII. Inquesta facta per Berengarium Rabot, ballivum Medontensem, de mandato domini Regis, super eo videlicet quod Petrus de Charcio, miles, Andreas de Monciaco, miles, et ejus fratres, et Petrus de Barquegniaco, presbiter, et Richardus de Barquegniaco, serviens domini Regis, dicunt quod dominus Guillelmus de Gisorcio, miles, fecit de novo garennam de cuniculis et aliis animalibus grossis et minutis, et de perdicibus, in brocia de Monciaco, et in Taillefesse, et in omni territorio de Monciaco, et in bosco Sancti-Dyonisii, et in bosco Militum, et in omni feodo Roberti de Marbue, et in toto bosco de Beelay, excepto Plesscio, et in forestella de Barquegniaco, que de jure non debet ibi esse; predicto Guillelmo de Gisorcio dicente e contrario quod ipse usus est garenna in omnibus locis predictis, a triginta duobus annis et amplius elapsis, propter quod dicit idem Guillelmus quod ipse debet garenna predicta[1]. Item dicit dictus Guillelmus quod domini illi, qui nemora habent in locis predictis,

[1] Sous-entendez *ati pacifice*.

Louis IX, 1261. dimittunt tres perticas et dimidiam de lato nemorum predictorum circum circa, ratione garenne predicte, quando ipsi vendunt nemora predicta, in cujuscunque nemoribus sit, nisi super hoc finem fecerint cum dicto Guillelmo : Quia nichil probatur contra predictum Guillelmum de Gisorcio, remaneat eidem Guillelmo garena sua, in locis infrascriptis, videlicet en Taillefesse, in boscis Militum, in boscis Sancti-Dyonisii, in bosco de Beeleio, excepto Plesseio, in forestella de Barquegniaco, in brocia de Monciaco et in terris contiguis dictis nemoribus. Verumtamen dominus Rex, ex officio suo, faciet inquiri utrum idem Guillelmus extenderit garennam suam plus quam dbe at.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per prepositum Belli-Montis et per Petrum la Bonde, capellanum Regis apud Bellum-Montem, super eo quod Petrus Guicharz de Bello-Monte petit saisinam unius arpenti vinee site in territorio Belli-Montis, in loco qui dicitur le Pre, que vinea fuit patris et matris sue et de hereditate ipsorum, et mortui fuerunt tenentes et capientes de ea, sicut dicit, et post mortem ipsorum ipsa vinea obvenit domino Laurencio, fratri ipsius Petri, qui erat canonicus tunc Beate-Marie de Campis, et dicit idem Petrus quod, postquam idem Laurencius fuit mortuus, ipsa vinea obvenit eidem qui erat frater suus, et petit sibi reddi saisinam, racione predicta. Magister Petrus, canonicus predicte ecclesie Beate-Marie, petit predictam vineam, quia est de prebenda ecclesie predicte, et dicit quod predictus Laurencius, frater ipsius Petri, erat canonicus predicte ecclesie, et, racione prebende sue, tenebat ipsam vineam, et dicit quod, quando idem Laurencius erat in lecto egritudinis, confessus fuit ipsam vineam esse de prebenda dicte ecclesie, in sanitate eciam sua pluries cognovit quod erat ecclesie predicte. Dicit eciam idem magister Petrus quod dominus Erardus, quondam avunculus predictorum Petri Guichardi et domini Laurencii, fratris sui, ipsam vineam acquisierat et emerat, et dederat prefato Laurencio, nepoti suo, in augmentum prebende sue, prout pluries confessus fuit

Laurencius supradictus; et petit idem magister Petrus possessionem ipsius vinee sibi deliberari, racionibus supradictis. Preterea dicebat idem magister Petrus quod, quando mortuus fuit dictus Laurencius, qui in prebenda fuit predecessor suus, quod ipse per totum annum fecit totaliter excoli ipsam vineam, usque ad tempus vindemiarum, sine contradiccione aliqua, et in tempore vindemiarum dictus Petrus Guichardi se opposuit; et fuit confessus dictus Petrus Guichardi quod ipse magister Petrus, usque ad tempus vindemiarum, excoli fecit ipsam vineam, set propter hoc nolebat amittere jus suum: Quia major presumpcio probacionis habetur pro ipso magistro Petro quam pro Petro Guichardi, determinatum est quod ipsa vinea remaneat ipsi magistro Petro. Louis IX, 1261.

IX. Conquerebantur magister et fratres domus leprosorum de Claromonte, quod, cum defunctus Odo de Ronquerolis, miles, avus domini Johannis de Ronquerolis, nuper defuncti, dedisset et concessisset, in perpetuam elemosinam, leprosis dicte domus, dimidium modium vini percipiendum in vinea sua de Campastura et dimidium modium bladi percipiendum ab eis in molendino suo de Tolfeve, et, tempore predecessorum ipsius Johannis ac suo, vinum ac bladum hujus modi, a tempore donacionis exinde sibi facte, fuisset eis solutum, usque ad tempus quo idem Johannes rediit de partibus transmarinis, pacifice et quiete, prefatus Johannes de ipso vino et blado noluit eisdem leprosis, in toto vel in parte, satisfacere postquam rediit de partibus transmarinis, propter quod petebant ipsum compelli ad reddendum eisdem ipsum vinum et bladum. Predictus vero Johannes dicebat in contrarium quod dictum redditum vini et bladi nunquam eis solverat, nec solvere tenebatur: Tandem, audita et inspecta inquesta inde facta, in vita ipsius Johannis, postmodum, in hoc pallamento, post mortem ipsius, quia magister et fratres dicte domus melius probaverunt intencionem suam, injunctum fuit ballivo Gisorcii (84) quod ipsis leprosis reddi faceret ipsum redditum bladi et vini cum arreragiis inde debitis. Et fuit facta hec inquesta de mandato

Regis, per magistrum Galterum de Chambliaco, canonicum Silvanectensem et per prepositum Clarimontis.

Louis IX, 1262.

X. Inquesta facta, de mandato ballivi Viromandie, per magistrum Robertum Coccum et per Thomam, dictum Telier, ad sciendum utrum Petrus dictus Aus-Maçues, miles, sit de tali genere quod possit et debeat esse miles : Quia satis sufficienter probatum est quod Johannes de Champongues, avus ipsius, fuit miles, voluit consilium domini Regis quod ipse Petrus remaneret miles (85).

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM ASSUMPCIONIS BEATE MARIE,

ANNO DOMINI MCCLXII.

(Nec fuit pallamentum in Penthecosti, propter nupcias domini Philippi, filii domini Regis, factas apud Claromontem (86).)

I. Inquesta facta, primo per magistrum Johannem de Porta et alios, facientes restituciones domini Regis, et postmodum iterum facta per magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, super eo quod capitulum Parisiense dicebat quod omnis justicia de Machello est ipsius capituli; gentibus domini Regis dicentibus e contrario quod pertinebat ad Regem : Per inquestam istam et per jus commune probatum est quod alta justicia de Machello pertinet ad dominum Regem; bassa justicia pertinet ad capitulum Parisiense predictum.

II. Isti sunt articuli quos proposuit Claromontensis episcopus contra cives Claromontenses, de quibus facta fuit inquesta, de mandato domini Regis, per ballivum Bituricensem.

Primus articulus est quod ipsi cives tenuerunt clausas portas civitatis, per plures dies et noctes, ita quod nec socii, nec marescallus episcopi, cum feno suo, intrare potuerunt, nec officialis, nec ballivus ipsius, nec panetarius, cum pane ipsius, potuerunt exire. Secundus, quod ipsi cives, de nocte et extra horam, posuerunt custodes, seu vigiles super muros et super turres dicte civitatis et tubicinantes et clamantes super eas et firmantes portas turrium servientibus dicti episcopi. Tercius articulus, quod dicti cives iverunt armati, pluribus noctibus, cum maximo tumultu, per civitatem Claromontensem, et venerunt armati ad domum et portam domus dicti episcopi, et lapides projecerunt ad fenestras dicte domus. Quartus articulus, quod ipsi cives fecerunt preconizari, per dictam villam, ex parte communis, sine mandato episcopi, de die, cum maxima multitudine civium sequencium precones. Quintus articulus, quod ballivus dicti episcopi citavit vel citari fecit plures de dictis vigilibus turrium et murorum, ut coram ipso comparerent, propter temeritatem, ut dictum est, attemptatam, quorum aliqui comparuerunt, et statim dicti cives, cum magna multitudine, ibi venerunt, et, cum ballivus predictus dictis vigilibus precepisset quod caverent de parendo juri in eo quod deliquerant, alioquin inhibebat ne cum jure curie recederent, dicti cives, inhibicione spreta, eosdem volentes, secum de dicta curia abduxerunt. Sextus articulus, quod dicti cives convenerunt ad cappellam, et ibi constituerunt procuratores ad negocia et facta ville, et ibidem fecerunt juramentum et conspiracionem ad invicem: Omnes isti articuli probati sunt, per inquestam istam, contra dictos cives, excepta conspiracione que non probatur; emendabunt episcopo, excepto articulo de custodia murorum et turrium et posicione custodum seu vigilum super muros, de quo non facient emendam, quare habuerant saisinam clavium et custodie murorum per curiam; emendabunt eciam domino Regi. Louis IX. 1202.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum et prepositum Medonte, super eo quod dominus Johannes de Insula,

Louis IX, 1262. miles, asserit quod ipse debet habere ballum de Guioto de Rodonio, eo quod idem Johannes de Insula fuit filius primogenite sororis Guidonis Mali-Vicini, patris dicti Guioti, et etiam quod usitatum est, in Vulcassino Franco, quod filius sororis primogenite habet ballum de filio vel filia fratris vel sororis, cum ballus accidit, quamvis sit minor etate quam filius sororis minoris etatis; Petro, vicecomite Lautrincensi, dicente e contrario quod filius sororis minoris etatis, si sit senior filio sororis primogenite, debet habere ballum, et ea racione petit habere dictum ballum, cum ipse sit filius sororis minoris etatis et senior dicto Johanne, filio sororis primogenite: Probatus est usus pro dicto Johanne; habebit ballum.

IV. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, inter abbatem et conventum Sancti-Petri Meledunensis et preceptorem et fratres domus milicie Templi Parisiensis, super eo quod ipsi abbas et conventus intendunt probare quod ipsi vel eorum mandati fuerunt in possessione vel quasi percipiendi singulis annis, in granchia Templi de Savegniaco, quatuor modios et dimidium bladi mistolii a preceptore de Savigniaco vel ejus mandato. Item intendunt probare quod preceptor de Savigniaco presens et antecessor suus, de dictis quatuor modiis et dimidio ipsos abbatem et conventum dissaisierunt, a tribus annis citra, videlicet dictus antecessor de decem et octo sextariis dicti bladi, per duos annos continuos, et preceptor domus de Savigniaco qui nunc est, de quatuor modiis et dimidio in hoc anno presenti: Probatum est pro abbate et conventu predictis; solvant Templarii, in granchia sua de Savigniaco, dictis abbati et conventui, ipsos quatuor modios et dimidium bladi mistolii et arreragia.

V. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Medonte, ad sciendum quomodo comes Blesensis vel ejus antecessores usi sunt justiciare domum abbatis et conventus Columbarum apud Sors et homines manentes in dicta domo abbatis et con-

ventus predictorum et res proprias ipsorum monachorum : Per inquestam istam nichil probatum est pro ipso comite Blesensi; nec justiciet. Louis IX, 1262.

VI. Inquirendum est si dominus de Marcilliaco usus est vendere nemora sua de Marcilliaco sine tercio et dangerio : Nichil probatum est pro eodem domino; solvat dangerium et tercium. Rex, postmodum audita racione ipsius domini in subsequenti pallamento octabarum Omnium Sanctorum, voluit et precepit quod ipse dominus vendat sine dangerio et tercio.

VII. Inquesta facta per magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, super eo quod dominus Matheus de Monte-Morenciaco [dicebat] quod ipse et predecessores sui usi sunt et consueverunt justiciare, a longo tempore, de facto corporum, mobilibus et catallis, francos homines commorantes in castellania sua Montis-Morenciaci, prestito ab eodem domino corporaliter juramento quod hec que predicta sunt credit vera esse; que negavit prepositus Parisiensis, nomine domini Regis, dicens quod Rex est in possessione justiciandi dictos francos homines dicte castellanie Montis-Morenciaci, et quod prepositi Parisienses usi sunt et consueverunt justiciare de facto corporum, mobilibus et catallis, quocienscumque et quandocumque casus hujus contingebat in ipsis. Ad quod respondit per juramentum suum idem dominus Montis-Morenciaci quod ipse credit quod Rex fuerit in possessione justiciandi dictos francos homines ipsius castellanie, a tempore quo regina Blancha decessit, et non credit quod ante illud tempus aliquos justiciasset, in casibus supradictis. Dicit tamen quod dictus Rex predictos francos homines pacifice non justiciavit, quia, a tempore quo Regina decessit citra, jus suum super hoc quantum potuit reclamavit, et quantum potuit contradixit : Probatum est sufficienter pro domino Montis-Morenciaci et nichil pro domino Rege; remaneat idem dominus in saisina justiciandi eosdem. Non tamen fuerunt testes producti pro Rege, nec Rex in ista inquesta defensatus (87).

Louis IX, 1268.

VIII. Inquesta facta per magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, ad sciendum qualiter milites et nobiles castellanie Lorriaci usi sunt judicare in suis domibus latrones quos capiunt in suis territoriis, de quibus latronibus captis justicia facienda ad eos pertinet, et si, per dominum Philippum de Remino, quondam ballivum castellanie Lorriaci, spoliati fuerint, sicut dicunt, ab hujusmodi usu judicandi et a quo tempore : Rubrica non probatur pro militibus; remaneat Rex in saisina sua, et ducantur ad assisias Regis judicandi ibidem.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per senescallum Carcassonensem, super injuriis illatis, ab abbate Figiacensi et a suis, Guillelmo de Pontisara, servienti domini Regis : Probatum est quod socii abbatis Figiacensis, ipso abbate presente, verberaverunt dictum Guillelmum, et deposuerunt ipsum de roncino suo, et abstulerunt eum sibi una cum sua mantica et lancea sui servientis; solvat abbas domino Regi, pro emenda facti hujusmodi, centum libras Turonenses et servienti verberato viginti libras, et restituat eidem dampna sua que probare poterit, per juramentum suum.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Johannem de Trecis, archidiaconum Bajocensem, et magistrum Philippum, scolasticum ejusdem ecclesie, ad sciendum qualiter archiepiscopus Senonensis usus est, in possessione justicie vallis Sancti-Martini : Probatum est sufficienter quod idem archiepiscopus est in saisina justicie vallis Sancti-Martini, et nichil probatum est pro Rege ; remaneat archiepiscopus in saisina sua.

XI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Johannem le Bochier, archidiaconum in ecclesia Bajocensi, et ballivum Cadomensem, ad sciendum quomodo boscus de Roella priori et fratribus Domus-Dei Cadomensis liberatus fuit et ex qua causa, et utrum jus liquidum haberent in ipso bosco, quando eisdem liberatus

fuit, seu de jure ipsorum dubium esset. Et fuit facta ista inquesta, quia antequam ipse boscus fuisset liberatus eisdem, Rex vendidit bis ipsum boscum in manu sua, et propter hoc petebat prior domus predicte pecuniam inde habitam a Rege: Quia non probatur jus liquidum pro eisdem priore et fratribus, et quod de jure fuerit eis boscus predictus deliberatus, Rex non tenetur ad ipsam pecuniam reddendam. Louis IX, 1262.

XII. Inquesta facta per magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, ad sciendum si decanus et capitulum Silvanectenses usi sunt quod, quando servientes eorum capiuntur in presenti forisfacto per majorem Silvanectensem, justicia ipsorum servientum ac ipsi servientes, sic capti, redduntur et deliberantur ab ipso majore quitte et libere eisdem decano et capitulo. Item inquirendum est si major Silvanectensis usus est justiciare servientes canonicorum, quando capiuntur in presenti forisfacto: Per inquestam istam nichil probatum est pro decano et capitulo propter quod habere debeant justiciam servientum suorum, quando in presenti forisfacto capiuntur, nec habeant.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM OMNIUM SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXII.

I. Inquesta facta per Ansellum, ballivum Gisorcii, ad sciendum utrum Petrus, dictus Kaboz, qui debet tercium et dengerium de bosco suo de Basincort, nec potest eumdem boscum vendere sine licencia Regis, vendidit et usuavit vendere tiliam et corticem tilie de

Louis IX, 1262. dicto bosco, sine licencia Regis et tercio et dangerio: Nichil probatum est pro ipso Petro, et nichil habeat.

II. Inquesta facta, de mandato magistrorum curie Regis in scacario, inter abbatem et conventum Mortuimaris, ex una parte, et priorem et fratres Domus-Dei Vernonensis, ex altera, per Ansellum ballivum Gisorcii, Petrum de Villaribus et Johannem Guengnart, forestarium Vernonensem, milites, et magistrum Michaelem de Briceio, canonicum Rothomagensem, super quodam pasturagio quod petunt, et dicunt abbas et conventus Mortuimaris se debere habere in feodo et terris de Spineto, ea racione quod omnes conmorantes in valle de Pormor habent pasturagium in dictis feodo et terris de Spineto ad omnia animalia sua; videlicet utrum dictum pasturagium in dictis feodo et terris de Spineto sit commune omnibus conmorantibus in valle de Pormor, et utrum conmorantes in ipsa valle usi fuerint de dicto pasturagio ad omnia animalia sua pacifice et quiete : Remaneat pasturagium in feodo et terris de Spineto commune morantibus in valle de Pormor.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Gerardum, ballivum Aurelianensem, ad sciendum utrum consuetum sit in Aurelianesio et in territorio de Cuny, quod, quando capitula, religiosi, aut nobiles excolunt terras suas ad proprias carrucas et proprias expensas suas, utrum inde reddant aliquod brenagium domino Regi an non, licet hujusmodi capitula, religiosi ac nobiles teneant ipsas terras, ex dono alicujus aut tanquam hereditatem suam vel tanquam acquisitum. Ad sciendum eciam quod, quando hujus capitula, religiosi, et nobiles tradunt terras suas excolendas ad medietariam vel admodiacionem, utrum ipsi qui excolunt ipsas terras reddant inde brenagium an non : Milites, capitula, religiosi non tenentur solvere brenagium de propriis terris suis que redeunt ad manus ipsorum.

IV. Testes recepti per Johannem de Trecis, archidiaconum Bajo-

censem, et magistrum Philippum de Caturco, super eo quod decanus et capitulum Senonenses intendebant probare quod, tempore istius domini regis Francie qui nunc est, usi fuerint justiciare homines dicti domini Regis, levantes et cubantes in villis ipsorum decani et capituli de Souciaco et de Verone; quod dicti homines dicti domini Regis, ad citaciones dicti capituli sive mandati ipsius capituli, veniebant, et respondebant coram ipsis, et per eosdem se justiciabant, agendo et defendendo de injuriis, debitis et rebus aliis : Nichil probatum est pro decano et capitulo Senonensibus quare dominus Rex debeat amittere saisinam suam super justicia hominum suorum morancium in dictis villis de Suciaco et de Verone; remaneat dominus Rex in saisina sua. Louis IX. 1268.

V. Inquesta facta de maleficio et injuria corporea que Guillelmus Marescallus dicit et asserit sibi facta fuisse ab Hugone de Sancto-Claro, armigero: Probatum est quod Hugo de Sancto-Claro vulneravit Guillelmum Marescallum, et ex vulnere secutum est mehaigneium, prout apparet per evidenciam; capiatur idem Hugo.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Arnulfum ballivum Cadomensem, et per fratrem Guillelmum de Karon, de ordine fratrum minorum, ad sciendum utrum duo servientes equites, quos habet Robertus de Porceio, miles, in foresta de Verneio, spoliati fuerint indebite a gentibus domini Regis, a triennio citra vel circa, de mortuo nemore quod ibidem habent ad calfagium suum, et de una arbore quam uterque ipsorum ad Natalem Domini ab antiquo percipere consueverunt: Spoliati fuerunt tempore regine Blanche; resaisiantur ipsi servientes de ipso usagio, ita tamen quod non possint vendere ipsum usagium, nec ipse eciam Robertus vendat ipsam sergenteriam suam duobus servientibus vel aliis.

VII. Inquesta facta per Johannem de Quaillou, prepositum prioris de Bello-Monte, per Petrum, capellanum Regis, apud Bellum-Mon-

Louis IX, 1262. tem, super hoc quod homines de Goniex conquerebantur de hominibus Asneriarum, videlicet quod ipsos spoliaverunt de novo de una pastura que est ultra aquam que dicitur la Theve, usque ad villam que dicitur Baaillon, ad quam semper iverant ipsi homines de Goniex, et pacifice animalia sua duxerant, usque ad tempus quo communia Asneriarum fuit data (88), ut dicebant; hominibus Asneriarum hoc negantibus, dicentibus eciam quod nunquam de ea pacifice usi fuerant ipsi homines de Goniex : Nichil probatum est pro ipsis hominibus de Goniex, propter quod resaisiri debeant de pastura predicta.

VIII. Inquesta facta per Milonem de Claustro, prepositum Sancti-Quintini, et Nicholaum de Bosco-Communi, clericum ballivi Viromandie, super discordia mota inter abbatem et conventum Sancti-Crispini-Majoris Sucssionensis, ex una parte, et homines communie de Condeto, ex altera, super eo quod predicti homines dicebant se habere justiciam sanguinis et eciam infracture, quando accidebat in loco qui dicitur Coustura-Abbatis, et quod dicta Coustura erat infra terminos communie sue, et quod in dicto loco usi fuerant tali justicia, a tempore a quo non extat memoria; et ad hoc probandum pretendebant, cum usu longi temporis, punctum carte sue. Item super eo quod dicebant homines predicti quod quedam terra que sita est apud locum qui dicitur Auberti-Fons, de treffundo dictorum abbatis et conventus, est similiter infra terminos communie sue, et quod possunt justiciare ibidem, et usi fuerunt ibi justicia, racione custodie. Que omnia negabant ipsi abbas et conventus, asserentes quod nullam justiciam habent ipsi homines in locis predictis, nec racione custodie, nec alio modo, nec loca predicta sunt de communia, immo ad ipsos abbatem et conventum pertinet tota justicia, racionè juris communis, tanquam ad dominos treffundi : Per inquestam istam nichil probatur pro ipsis hominibus de Condeto, quantum ad possessionem, nec eciam per cartam suam, que fuit diligenter inspecta, quantum ad proprietatem; nec habeant.

Louis IX, 1262.

IX. Testes producti ex parte Gaufridi Guerrier, filii defuncti Roberti Guerrier, ad probandum quod idem Gaufridus succedit ab intestato, tanquam heres proximior in genere, defuncto Gaufrido Brise-Haste, militi, in herbergamento d'Orfonz, et sergenteria foreste de Bosoger et pertinenciis predictorum : Probatum est quod Gaufridus Guerrier est filius consanguinei germani defuncti Gaufridi Brise-Haste, militis ; habeat saisinam hereditatis predicte, salvo jure alieno.

X. Inquesta facta per Droconem, ballivum Ambianensem, super dampnis que Philippus de Remiaco, miles, dicebat sibi facta fuisse a preposito de Braio, in ruptura vivarii sui, propter quod amisit pisces suos et fenum suum : Idem Philippus, tam per inquestam istam quam per juramentum suum, probavit dampna sua usque ad viginti libras; reddat eas dictus prepositus ipsi Philippo.

XI. Testes recepti per magistrum Johannem de Wlliaco et Matheum de Belna militem, super discordia que vertebatur inter comitem Suessionensem, et decanum et capitulum Sancti-Petri in parvisio Suessionensi, super eo quod decanus et capitulum volebant facere quandam batalliam in domo Nevelonis Daune, que fuit Radulphi Postel, qui fuit quondam canonicus Sancti-Petri in parvisio Suessionensi, qui decanus et capitulum dicebant quod comes non habet in ipsa domo multrum, latronem vel altam justiciam, quia domus ipsa sita est in claustro suo. Quod comes negabat, dicens quod ipsa domus est in quarterio suo, et est cheminus suus undique ; et facit villa Suessionensis binc inde calceias, et in nullo claustro Sûessionensi facit villa calceias, set per cheminos comitis, facit ipsos chemi-nos reparari in ipsa villa, et domus fuit quondam cujusdam burgensis Suessionensis, antequam fuisset canonici. Et intendebat probare comes quod domus ipsa est de quarterio suo, et infra quarterium suum. Item quod, a longis retro temporibus, usus est alta justicia in ipso quarterio. Item intendebant probare decanus et capitulum quod

Louis IX, 1269. domus predicta est infra claustrum eorum. Item intendebánt probare quod, a longis retro temporibus, usi sunt de justicia in domo predicta, videlicet de capiendis falsis mensuris, de melleiis et aliis: Per testes istos seu per inquestam istam, nichil probavit comes per quod habeat altam justiciam in domo Nevelonis de qua agitur; nec habeat.

XII. Testes producti coram magistro Hugone de Aleynvilla, archidiacono Aurelianensi, et Stephano Taste-Saveur, ballivo Senonensi, ex parte domini Regis, ad probandum quod castrum de Baugenciaco, cum pertinenciis, movet et est de feodo domini Regis, excepto eo quod dominus de Baugenciaco tenet ab episcopo Aurelianensi, et eo quod tenet ab archiepiscopo Bituricensi. Item testes producti coram eisdem, ex parte comitis Blesensis, ad probandum quod ipsum castrum Baugenciaci, cum pertinenciis dicti castri, movet et est de feodo ipsius comitis: Nichil probatum est propter quod dominus Rex debeat reddere feodum Baugenciaci comiti Blesensi; et melius probatum est pro Rege quod feodum Baugenciaci pertinet ad ipsum dominum Regem, quam pro comite Blesensi, quod ad ipsum pertineat. Rex postmodum restituit ipsi comiti feodum castri et ville Baugenciaci et pertinenciarum.

XIII. Inquesta facta per Gerardum de Keuresis, ballivum Aurelianensem, de mandato Regis, super Ascelina unica nata Johannis, hominis de corpore capituli Sancti-Aniani Aurelianensis, et Osanne, femine de corpore domini Regis, ante libertatem concessam hominibus de Yenvilla, quam Ascelinam idem capitulum dicit esse feminam suam de corpore, ea racione, quia talis est consuetudo in Sigalonia et in Belsia (89), quod, quando homo de corpore Sancti-Aniani predicti ducit in uxorem feminam servam vel liberam domini Regis, habeant ille homo et illa femina plures liberos, vel unum tantummodo, quod capitulum Sancti-Aniani predicti capit primum, et sic, vice versa, quod, quando homo de corpore domini Regis ducit in

uxorem feminam de corpore Sancti-Aniani predicti, quod dominus Rex debet capere primus, et capit secundum formam superius expressam. Contra hoc dicente dicta Ascelina, et dicente quod moris est in Belsia quod, quamvis hujusmodi matrimonium fuerit quandoque contractum, quod dominus Rex capit primus, habeant ille homo et illa femina plures liberos, vel solummodo unum; et super omnibus premissis inquirenda est plenius veritas, secundum quod fuit usitatum : Nichil probatum est pro capitulo Sancti-Aniani, quantum ad istam Ascelinam, de qua agitur, per quod debeat ipsum capitulum eamdem Ascelinam habere; nec habeat. Louis IX, 1262.

XIV. Inquesta facta per magistros Simonem de Pogneiis et Henricum de Chamrepus, clericos domini Regis, ad sciendum utrum servientes episcopi Attrebatensis usi sunt portare cultellos cum cuspide publice et aperte per villam Attrebatensem, tempore quo comes Robertus iter arripuit transmarinum, ad scitum et visum servientum comitis, vel castellani, vel aliorum qui potestatem habebant capiendi et arrestandi illos qui cultellos cum cuspide portabant per villam Attrebatensem. Item ad sciendum utrum ballivus Roberti, comitis Attrebatensis, vel gentes ipsius arrestabant et capiebant, et consueverant arrestare et capere, eo tempore quo comes Robertus iter arripuit transmarinum et ante, servientes episcopi Attrebatensis, qui, per villam Attrebatensem, cultellos cum cuspide deferebant: Remaneat episcopus Attrebatensis in saisina sua quod servientes sui deferant cultellos cum cuspide publice et aperte per villam Attrebatensem, quia probatus est usus ejusdem episcopi.

XV. Inquesta facta per Nicholaum, abbatem Sancti-Stephani de Cadomo, et per Arnaldum de Curia-Feraudi, ballivum Cadomensem, ad sciendum utrum capitulum Bajocense, vacante sede, tempore regalium, usi sunt et consueverunt tenere et servare in manu sua ecclesiam Sancti-Petri de Darnestel Cadomi, futuro episcopo, per eumdem episcopum, conferendam; ad sciendum eciam utrum, per predeces-

Louis IX, 1268. sores domini Regis, alias fuerit collata : Per istam inquestam nichil fuit pro aliqua parte probatum, et quantum ad judicium fuit suspensa [1].

XVI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Nicholaum de Vernolio, clericum domini Regis, et Simonem de Pogneiis, et per ballivum Vernolii, ad sciendum utrum Guillelmus de Nealpha fuit in ballo Regis, et quando et quomodo venit ad dictum ballum, et per quantum temporis fuit in dicto ballo, et quanti valoris erat terra sua quando venit ad ballum, et utrum terra predicta sit membrum lorice, vel terra partibilis. Et idem Guillelmus petebat a domino Rege sibi reddi hoc quod habuerat de ipsa garda, quia non debuerat fuisse in garda, ut dicebat : Nichil probatum est per quod dominus Rex teneatur ipsi Guillelmo de Nealpha in iis que petit ab ipso Rege, eo quod habuerat ipsum in garda sua, cum ipse et pater suus fuerint in garda Regis, et ipse confessus fuerit in judicio, quod tenebat per membrum lorice; nec debet Regi obesse, si, per malum placitare, ipsius Guillelmi divisum fuit postmodum feodum suum.

XVII. Inquesta facta primo per magistrum Johannem de Porta et alios facientes restituciones domini Regis, et postmodum iterum facta per magistrum Thomam de Parisiis, clericum ipsius domini Regis, super eo quod capitulum Parisiense dicebat quod omnis justicia de Machello est ipsius capituli; gentibus domini Regis dicentibus e contrario quod pertinebat ad Regem : Per inquestam istam adjudicata fuit bassa justicia dicte ville ipsis decano et capitulo. Et cum ipsi decanus et capitulum, ad probandam ipsam altam justiciam, quoddam privilegium Karoli-Magni exhiberent, necnon et transcriptum cujusdam privilegii regis Ludovici valde suspecti, quod transcriptum sigillatum erat sigillis magistri P. de Collemedio et abbatis Sancte-Genovefe; tandem ipsa privilegia et transcriptum inventa fuerunt suspecta, et nullius esse valoris, et quod nullam fidem facere debebant, propter quod nichil probare poterant pro eadem. Dominus Rex

[1] On lit en marge : *Nichil fuit terminatum per hanc inquestam.*

tamen, ex dono mero et gracia speciali, dedit et concessit ipsis decano et capitulo altam justiciam ville predicte, salvo jure suo in aliis et salvo jure in omnibus alieno (90). Louis IX, 1262.

INQUESTE

FACTE, TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIJ.

I. Testes Colini Bertrandi recepti a domino de Nigella ad probandum quod Ysabellia, matertera dicti Colini, quietavit quicquid ad eam poterat devenire ex successione patris et matris, pro tricentis libris Parisiensibus : Idem Colinus nichil probavit.

II. Inquesta facta super hoc quod Huetus, filius domini de Perreria, intendit probare quod Renerus Destan, domicellus, in plenis assisiis, apud Colchas, coram domino Henrico de Cosanciis, milite, tunc ballivo Masticonensi, fecit se assecurari de ipso Hueto et ejus patre, qui assecuratus fuit per eumdem ballivum ab eisdem Hueto et ejus patre domino de Perreria, et dictus Huetus et ejus pater similiter assecurati fuerunt ab eodem Renerio, per eumdem ballivum. Assecuramentum Hueti, filii Hueti domini de Perreria, ab eodem Renerio, factum coram domino Henrico, tunc ballivo Masticonensi, negat idem Renerus per juramentum suum, set non negat quin assecuramentum factum fuerit ab eodem et domino de Perreria, patre ejusdem Hueti, coram Henrico predicto : Probatum est, per istam inquestam, quod Renerius Destan assecuravit dictum Huetum coram ipso Henrico (91).

III. Inquesta facta per Julianum de Perona, militem domini Regis,

Louis IX. 1262. super hoc quod Robertus et Guillelmus, dicti Angevin, dicunt quod dominus Guillelmus Buchart dedit Roberto l'Angevin, avunculo ipsorum, pro suo servicio et homagio, et uno pare carcariorum deauratorum annui redditus, feodum quod vocatur de Quevrel, unde sunt heredes propinquiores, sicut dicunt, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo mense octobri : Ipsi Robertus et Guillelmus nichil probant, et nichil habebunt.

IV. Conquerebantur prior et capitulum Beate-Marie-de-Salis Bituricensis super hoc quod fossata que sunt retro turrim que dicitur Turris-Nova, secundum latitudinem vinee dicti capituli que dicitur Clausum Beate-Marie-de-Salis, facta fuerunt in terra et cimeterio dicte ecclesie, in ipsius capituli prejudicium et gravamen, cum inde nullam recompensacionem habuerint. Item conquerebantur quod, cum in dictis fossatis sint arbores fructifere nocentes luminibus ecclesie predicte, ipsis priori et capitulo non permittat regia potestas dictas arbores scindere, vel uti fructibus eorumdem. Preterea conquerebantur de hoc quod fossata dicte turris, prout protenduntur a muris civitatis usque ad scolam cantus, facta fuerunt in terra dicti capituli, in ipsius prejudicium et gravamen, cum inde nullam recompensacionem habuerint, prout dicunt; et petebant dicti prior et capitulum sibi super hoc restitucionem fieri a domino Rege: Quia minus sufficienter probatum est pro eisdem priore et capitulo, et Rex tenuit per quadraginta vel quinquaginta annos et amplius, determinatum fuit quod Rex non tenebatur super hoc restitucionem facere eisdem priori et capitulo.

V. Inquesta facta per ballivum Bituricensem, de mandato domini Regis, super hoc quod episcopus Claromontensis posuit, per juramentum suum, quod, quando cives Claromontenses faciunt collectam, talliam vel levatam in civitate Claromontensi, ipse est in saisina audiendi compotum dicte collecte, tallie vel levate, et ita usus est; Durando Terrace et Andrea Pomerol, procuratoribus dictorum civium, per

juramentum suum, hoc negantibus et dicentibus quod ipsi cives sunt in saisina faciendi et levandi dictam talliam, collectam vel levatam, ad liberam voluntatem eorum, ita quod ipsi non tenentur reddere compotum seu racionem de dicta collecta, tallia vel levata, dicto episcopo vel ejus mandato : Probatum est quod episcopus Claromontensis est in saisina audiendi compotum tallie vel collecte, quando fit apud Claromontem; remaneat episcopus in saisina sua. Louis IX, 1265.

VI. Inquesta facta per dominum Rogerum de Andeliaco, priorem de Monte-Aureo, et per duos fratres minores de conventu, super hoc quod dominus Guillelmus de Tornebu, miles, requirit habere gardam feodi de Criquebue, cujus feodi Johannes Pescheveron, infra etatem, est heres, et requirit dictam gardam, ea racione quod dominus Simon Pescheveron, quondam avus dicti heredis, tenuit dictum feodum de domino Johanne de Tornebu, quondam patre dicti domini Guillelmi, per homagium et post donum quod dominus rex Philippus fecit de dicto feodo, et Marcellus, quondam filius dicti Simonis et pater dicti heredis, tenuit dictum feodum de dicto domino Guillelmo et per homagium : Nichil probatum est pro eodem Guillelmo; remaneat garda domino Regi.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per senescallum Carcassonensem, super injuriis et excessibus quos abbas Figiacensis dicit sibi illatos fuisse, in prioratu suo de Fontibus, a Guillelmo de Podio, serviente domini Regis, et a servientibus ejusdem Guillelmi : Nichil probatum est, pro eodem abbate, contra ipsum Guillelmum de Podio ac servientes suos, et ideo absoluti sunt super hoc.

VIII. Inquesta facta per Guidonem, decanum ecclesie Beati-Martini Turonensis, adjuncto sibi ballivo Turonensi, ad sciendum quomodo canonici ecclesie de Lochis, racione quarumdam nundinarum quas habent apud Lochas, singulis annis, a pulsacione prime in eorum ecclesia, in vigilia Assumpcionis beate Marie, usque ad pulsacionem

Locus IX, 1262. prime in crastino ejusdem Assumpcionis, usi sunt justicia dictarum nundinarum in dicta villa Locharum et locis circumadjacentibus. Et erat questio de quodam latrone qui, sedentibus ipsis nundinis, captus fuerat extra Lochas, de quo dicti canonici petebant justiciam, racione dictarum nundinarum; ballivo dicente e contrario quod ad dominum Regem pertinebat justicia, cum non fuisset captus in dictis nundinis: Per inquestam istam, sufficienter fuit probata saisina canonicorum de justicia dictarum nundinarum in villa Locharum et locis circumadjacentibus, et fuit preceptum ballivo quod eos resaisiret de latrone predicto.

IX. Inquesta facta super dampnis illatis abbati et conventui Sancti-Nicholai de Arroasia, in domo sua de Margeles, videlicet in combustione granchie, mesreni, feni, foragii et aliorum que intus erant. Item in combustione murorum. Item in projectione turbarum in fossatis et vastacione, et in fossatis evacuandis et mundandis ab illis turbis. Item in combustione cujusdam moufle de stipula, et plurium mouflorum feni combustorum et vastatorum extra granchiam. Item in fractura bordelli, in ruptura vivarii et capcione piscium. Item in deterioracione molendini. Item in fractura porte et scissura salicium et pluribus aliis dampnis: Quia probatum est quod ipsi abbas et conventus dampnificati fuerunt, usque ad sexcentas libras, pro granchia sua combusta et aliis dampnis sibi illatis, homines capituli Noviomensis et alii, qui hec dampna intulerunt, condempnati sunt, per curiam, ad solvendas ipsas sexcentas libras, et fuit injunctum ballivo quod sciat qui sunt illi homines, et eos ad solvendum compellat.

X. Inquesta facta per Arnulphum de Curia-Feraudi (Corferaut), militem, ballivum Cadomi, et per magistrum Guillelmum de Belvaco, clericum domini Regis, ad sciendum utrum terra, sita apud Hayam de Aguilon, quam petit a domino Rege Rogerus Marmion, miles, sit de baronnia de Vaci, quam tenet dominus Rex, vel utrum sit de eschaetis (92), vel utrum teneatur ab episcopo Bajocensi, per quartam

partem feodi unius militis : Non est probatum quod terra, sita apud Hayam de Aguilon, sit eschancia, quare Rex remanebit in saisina. Louis IX, 1268.

XI. Inquesta facta per Haimericum de Gaies, militem, et per prepositum de Stampis et per Gaufridum, presbiterum de Sancto-Espiart, super contencione que vertebatur inter abbatem et conventum Columbenses, ex una parte, et comitem Carnotensem, ex altera, super justicia de Villaribus in Belsia; videlicet ad sciendum qualiter abbas et conventus predicti usi sunt ibidem dicta justicia: Comes non probavit quod usus fuerit justicia in domo abbatis et conventus de Columbis, sita apud Villare-Capellam; quare fuit dictum quod ipse reddat, ipsis abbati et conventui, unum latronem, quem ipsi detinebant in dicta domo, quem idem comes, contra voluntatem eorum, abducit de dicta domo, et morabitur abbas in saisina justicie.

XII. Inquesta facta ad sciendum qualiter Gilo, dictus Prepositus, fecit contractum cum domino Johanne juniori de Cartegni, de terra sua de Cartegni, et qualiter dictus Gilo fecit solucionem suam et cui, et quantum valet ipsa terra per annum. Et erat contencio super hoc inter ipsum Gilonem et Galterum de Nigella, qui volebat ipsam terram, tanquam proximior, retrahere per bursam (93), dicens quod ipsa terra constiterat septingentas libras tantummodo; prefato Gilone dicente e contrario quod ipsam terram emerat pro mille ducentis libris, quas petebat sibi reddi ab eodem Galtero : Quia liquet dolum intervenisse in contractu hujusmodi, ex parte ipsius Gilonis, terminatum fuit quod ipse Gilo haberet, pro dicta terra, septingentas libras, et quinquaginta libras quas jam solverat domino, a quo tenebatur ipsa terra pro vendis; et super residuo fuit impositum silencium eidem Giloni.

XIII. Cum super pluribus articulis, de quibus erat contencio inter abbatem et conventum Fossatenses, ex una parte, et dominum Re-

Louis IX, 1262. naudum de Barro, ex altera, facta fuisset inquesta, de mandato domini Regis, per prepositum Parisiensem, tandem super aliquibus articulis predictis ita terminatum seu ordinatum est. De primo, videlicet super eo quod idem Renaudus dicebat quod, tam ipse quam predecessores sui, a longo tempore, fuerunt in saisina habendi garennam apud Torciacum, in domanio abbatis et conventus predictorum, et ipsi modo se opponebant, ut dicebat, hoc tamen addito, quod ipsi abbas et conventus, per quandam pacem factam inter ipsos et Henricum, fratrem ipsius Renaudi, chaciare poterant in proprio domanio suo et non alii, ut dicebat; dictis abbate et conventu negantibus expresse dictum Renaudum et ejus antecessores fuisse in saisina ipsius garenne : Nichil probatum est pro ipso Renaudo; cadat garenna. De secundo articulo, videlicet super eo quod idem Renaudus dicebat quod ipse ac predecessores sui ac servientes eorum consueverunt, a longo tempore, mittere animalia sua in pratis Torciaci ad pascendum, sine contradiccione alicujus, et ipsi abbas et conventus super hoc spoliaverant eum de novo, ut dicebat; dictis abbate et conventu respondentibus quod istud non credebant esse verum, prout supra ponitur; ordinatum est quod, si idem Renaudus vel gentes ejus mittant ultra tria animalia in pratis predictis, justicia erit abbatis; et si alii mittant aliqua animalia in ipsis pratis, justicia erit dicti Renaudi. Tamen abbas vel gentes ipsius ipsa animalia capere poterunt, si voluerint, et si ea ceperint, tenentur ea adducere ad prisionem dicti Regis nostri. De tercio articulo, videlicet super eo quod idem Renaudus dicebat quod ipse et predecessores sui, a tam longo tempore a quo potest haberi memoria, usi fuerunt, nomine suo, ponere custodes in pratis de Torciaco, et habebat custos duos denarios de quolibet arpento, et de ista saisina amoverant ipsum abbas et conventus predicti, amovendo custodem ipsius, quem ibi posuerat, ut dicebat; dictis abbate et conventu respondentibus quod hoc non credebant esse verum, eo modo quo ponitur, et quod idem Renaudus non debet habere peccuniam de custodia pratorum ipsius abbatis et censive sue: De isto probatum est quod idem Renaudus est in saisina ponendi custodes in pratis Torciaci et in domanio et

censivis abbatis, quod eciam idem custos est in saisina percipiendi duos denarios pro quolibet arpento, excepto tantummodo domanio abbatis. Quartus articulus, super eo videlicet quod idem Renaudus dicebat quod ipse et predecessores sui fuerunt in saisina capiendi, racione tanxamenti (94), novem sextarios et dimidium avene, apud Torciacum, super domum ipsorum abbatis et conventus, super quo ipsum spoliaverunt anno preterito, ut dicebat; quod etiam consueverant capere nanta in domo predicta, pro defectu solucionis ipsius avene. Ad quod respondebant abbas et conventus quod non credebant esse verum, prout ponitur; dicebant tamen quod servientes, in ipsa domo existentes, pluries tradiderunt dictum bladum dicto Renaudo et ejus antecessoribus, sicut credunt, set quod racione tanxamenti non credunt, et quod ibidem, pro defectu solucionis dicte avene, capere nanta consueverunt, non credunt: De isto ordinatum est, tam per confessionem abbatis quam per testes, quod idem Renaudus usus est percipere dictum bladum super dicta domo, set quod racione tanxamenti percepit, et quod, pro defectu solucionis, ibidem capere consueverit, non probatur: Ordinatum est tamen quod idem Renaudus, si, ad terminum debitum, ipsum bladum non habuerit, requirat abbatem vel gentes ipsius quod ipsi satisfaciant, quod si infra octo dies post requisicionem suam non fecerint, tunc demum poterit idem Renaudus capere de rebus ipsius abbatis, extra domum predictam, pro defectu solucionis ejusdem. Alius articulus, ex parte abbatis, super eo videlicet quod idem abbas petebat quod idem Renaudus, qui est homo suus, ostenderet eidem feodum quod tenet ab ipso (95), super quo idem Renaudus pluries defecerat, ab eodem abbate requisitus, ut dicebat, et idem Renaudus respondebat quod paratus erat hoc facere, dum tamen idem abbas, de premissis omnibus de quibus eum spoliaverat, ut dicebat, resaisiret eumdem: Concordatum est quod idem Renaudus tenetur ipsi abbati nominare predictum feodum infra quadraginta dies.

De omnibus aliis articulis pacificatum est inter partes.

Hec omnia scripsi ex relatu alterius, quia presens non interfui. Dico, quantum ad istos articulos precedentes (96).

Louis IX, 1265.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXIII.

I. Inquesta facta per Guillelmum de Chaneveriis, ballivum Bituricensem, super eo quod abbas et conventus Sancti-Satiri dicebant se esse et fuisse in possessione tocius magne justicie et parve de casteleto de Savegniaco, et comes Sacri-Cesaris dicebat e contrario quod tercia pars tocius ejusdem justicie pertinebat ad ipsum, et erat in possessione de eadem, et de ea usus fuerat tam ipse quam pater suus a quadraginta annis et citra, ut dicebat: Ex parte abbatis et conventus predictorum, qui conquerebantur, nichil est probatum, propter quod dictus comes non debeat remanere in possessione tercie partis justicie de casteleto, sicut fuit.

II. Inquesta facta per Droconem de Braia, ballivum Ambianensem, super feodo de Hardainval quem dominus Petrus de Ambianis, miles, tenet de domino Drocone de Ambianis, milite, in quo feodo dictus Petrus dicebat se habere totum dominium, totam justiciam et totum maniamentum, et de hiis se semper usum fuisse; majore et scabinis de Dorllens e contra dicentibus quod dictus feodus de Hardainval est de banleuca de Dorllens, usque ad crucem de Longevilla, et inde usque ad Vies-Aucoich, quod eciam in omnibus rebus, que accidunt in banleuca eorum, ipsi habent judicium et maniamentum et super hoc semper usi fuerunt; dicebant eciam quod super hoc habebant cartam regis Philippi, propter quod dicebant ipsum Petrum in dicto feodo nullam habere justiciam nec maniamentum, quod eisdem negabat idem Petrus: Per istam inquestam nichil est inventum per quod major et scabini predicti, in loco de Hardainval, qui

locus est feodus dicti Petri de Ambianis, licet sit infra metas banleuce de Dorllens, possint judicare vel maniare de delictis ibidem perpetratis. Loüis IX, 1265.

III. Inquesta facta per Julianum de Perona, militem, ballivum Rothomagensem, super eo quod dominus de la Londe intendebat probare quod tous li chaeiz foreste de la Londe erat ipsius domini de la Londe nisi sit in quinque locis in ipsa foresta, scilicet in quolibet loco de quinque fustibus, quodlibet de duobus pedibus et dimidio, de tallia passante ad genu; ita quod si li chaeiz est in foresta in quinque locis, et de uno possit videri aliud, ipsius domini erat, et si ita non sit, domini Regis erat. Item super eo quod idem dominus de la Londe intendebat probare, pro latrone capto in ipsa foresta, videlicet quod idem latro debet justiciari per justiciam ipsius domini de la Londe, et per justiciam suam debet in ipsa foresta suspendi, et debet eum facere suspendi, secundum quod ipse respondens est de expletis ipsius foreste : Nichil probatum est super hiis pro domino de la Londe.

IV. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super eo quod piscatores de Corbolio intendebant probare, contra piscatores de Meleduno, quod ipsi usi sunt et fuerunt piscari in aqua de Meleduno, que est infra metas Sancti-Acirii deversus Meledunum, pacifice, a tempore a quo non est memoria, quod confessi fuerunt piscatores de Meleduno, scilicet a triginta annis citra: Remaneant piscatores de Corbolio in saisina piscarie de qua agitur inter eos et piscatores Meledumi.

V. Inquesta facta per Nicholaum de Vernolio, clericum domini Regis, et per ballivum Vernolii, super articulis infra scriptis.

Primo, utrum Robertus de Sancto-Claro, miles, constante matrimonio inter ipsum et dominam de Castro, habuit financiam a fratribus Hospitalis de Villa-Dei, de Menoto sive de la Renardiere, pro tercio

Loris IX, 1265. bosci de Malo-Repastu, quando ultimo vendiderunt dictum boscum, quod fratres negabant: De isto probatum est quod Bernardus, preceptor dicte domus, finavit cum dicto Roberto de ipso tercio.

Secundo, inquirendum est utrum dicti fratres unquam vendiderunt boscum de la Renardiere ad communem vendam clamatam, quod Nicholaus de Menoto, miles, negabat: Iste articulus non est probatus pro fratribus.

Tercio, inquirendum est ubi Nicholaus de Menoto predictus cepit seu capi fecit, in terra sua, vel in terra dictorum fratrum, quadrigam eorumdem fratrum, cum garbis que fuerant Colini dicti la Rousse, hominis dicti Nicholai bastardi, ut dicebat idem Nicholaus: De isto, probatum est quod ipsa quadriga capta fuit in terra dicti Nicholai.

Item. Inquesta facta per eosdem super eo quod dictus Nicholaus intendebat probare contra predictos fratres quod ipse et fratres predicti, de communi assensu, posuerunt in manu domini Regis quendam hominem, cognomine Troussart, cui imponebatur homicidium: Confessus fuit hoc procurator dictorum fratrum.

Item super eo quod idem Nicholaus intendebat probare quod ipsi fratres promiserunt se exhibituros cartas dominorum de Castro, per quas dicebant se habere justiciam dicti hominis: Probatum est quod dicti fratres promiserunt se exhibituros cartas.

VI. Cum contencio esset inter priorem de Sancto-Memorio et dictum Torcipedem et Belonum, fratres ejusdem ville, super eo quod prefati Torcipes et Belonus, fratres, recedebant de sub prefato priore, et morabantur sub domino Rege Francie; qua racione, dictus prior petebat habere terram dictorum Torcipedis et Beloni fratrum, quam tenebant ad terciam et costumam (97), a dicto priore, per generalem constumam patrie, ut ipse prior dicebat; quam quidem constumam dicti Torcipes et Belonus frater ejus negaverunt simpliciter esse apud Sanctum-Memorium. Immo dicunt dicti fratres quod quedam inquesta facta fuit, de mandato domino regine Blanche, super dicta constuma, tempore Petri de Escantilliaco, tunc temporis ballivi So-

nonensis, et deliberata pro ipsis fratribus et contra dictum priorem, et ad hec probanda adduxerunt testes, dicti fratres, Petrum Gonterii, tunc temporis prepositum Parisiensem, et Nicholaum de Villa-Lupi : Tandem, per istos testes, probatum est quod inventum fuit, per inquestam factam de mandato curie, quod homines de Sancto-Memorio, tenentes terram de dicto priore ejusdem loci, ad terciam et constumam, recedentes de sub dominio dicti prioris et manentes sub domino Rege Francie, tenent et possident dictas terras. LOUIS IX, 1265.

VII. Inquesta facta per magistrum Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis, dominum Julianum de Perona, et Johannem de Cliquebuef, ballivum Vernolii, super porcione quam domina de Danguto et vicecomitissa Meleduni petebant contra dominum Stephanum, fratrem suum, de Sacro-Cesare, apud Lopam et ejus pertinencias, et apud Marcheisvillam et ejus pertinencias, tam racione conquestuum earumdem, factorum cum patre suo, quam racione eschaencie fratrum suorum germanorum, quam eciam ex successione paterna : Per inquestam istam inventum est quod debent habere, ipse due domine, medietatem Lope et pertinenciarum ejus, tam racione conquestuum earumdem, factorum cum patre suo, quam racione fratrum suorum germanorum. Item debent habere, ex successione paterna, in alia medietate Lope et medietate pertinenciarum ejus, medietatem. Item debent habere, ex successione paterna, medietatem in villa de Marcheisvilla et pertinenciis ejusdem. Et ita debent habere, ipse domine, tres partes Lope et pertinenciarum ejus, et medietatem ville de Marcheisvilla et pertinenciarum ejus.

Louis IX, 1268.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PALLAMENTO BEATI MARTINI HIEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLXIII.

I. Inquesta facta super eo quod Colinus Sauve et Galterus, sutor de Hesiaco, qui se gerunt pro procuratoribus hominum de Hesiaco, dicebant quod, tempore regis Ludovici, patris istius Regis qui nunc est, Theobaldus, dictus Macer, tunc ballivus Gisorcii, imposuit foagium hominibus dicte ville, cum tamen, tempore Simonis, domini de Aneto, qui erat dominus dicte ville, non solvebant dictum foagium; quare petebant dictum foagium eis quittari et remitti, et dicebant quod quadraginta anni et amplius sunt transacti quod dictum foagium fuit eis impositum per dictum ballivum : Ipsi homines non pretendunt sufficientem causam petendi, et, si sufficiens esset, nichil tamen probatum est pro ipsis hominibus. Et fuit hec inquesta facta per magistrum Philippum de Caturco et Johannem de Montelucio, clericos domini Regis.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Johannem de Ulliaco, clericum domini Regis, et per Ansellum, ballivum Gisorcii, inter dominum Regem, ex una parte, et homines parrochie de Houdeinvilla (98), ex altera, super garenna de Houdeinvilla, quam petunt ipsi homines amoveri : Quia ipsa garenna allevata fuit per Galterum de Tornan, servientem domini Regis, et per vim suam, cadat ipsa garenna.

III. Inquesta facta per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super contencione habita inter abbatissam de Roseto-Juniori,

ex una parte, et dominum Petrum de Barris, ex altera, super eo quod abbatissa dicebat se et predecessores suos esse et fuisse in saisina piscandi et faciendi piscari in ripparia seu rivo, qui est inter Blevas et Dyantem, ad omne genus piscium; ipso Petro se opponente et contradicente : Probata est saisina pro ipsa abbatissa; remaneat ipsa abbatissa in saisina sua. Louis IX, 1265

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per priorem Hospitalis Corbolii et Johannem de Quarreis, militem, super contencione mota, de villa de Fonteneio in Bria et pertinenciis ejus, inter dominum Regem, ex una parte, et dominum Ansellum de Gallandia, dominum de Tornan, ex altera, super eo quod dicebatur, pro Rege, quod ipsa villa de Fontenaio et ejus pertinencie sunt de castellania Meleduni; ipso Ansello de Gallandia dicente e contrario quod est de castellania de Tornan : Probatum est quod ipsa villa de Fontenaio et ejus pertinencie sunt de castellania Meleduni.

V. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, super eo quod Radulphus de Calvo-Monte petit mortuum nemus de suo defensu, sito in parrochia de Calvo-Monte, ad vendendum quittum et liberum de tercio domini Regis et omni dangerio, sicut pater suus et avus et antecessores sui consueverunt vendere, sicut dicebat, gentibus domini Regis se opponentibus : Idem Radulphus nichil probat per istam inquestam; non habebit ipsum mortuum nemus quittum, ut petit.

VI. Testes producti, ex parte domini Amalrici de Mellento, militis, et examinati per fratrem Petrum, abbatem de Cruce Sancti-Leufridi, et Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, super hoc quod dictus Amalricus, miles, dicit et proponit quod dominus Amalricus de Mellento, quondam pater suus, vendidit et vendere consuevit, et usuavit vendere boscos qui dicuntur Bosci-Bigot, absque licencia et tercio Regis et dangerio venditorum Regis, et hoc offert se probatu-

Locus IX, 1263. rum : Dictus Amalricus nichil probat per quod possit vendere dictos boscos, ut predictum est; nec vendet.

VII. Inquesta facta per Gaufridum de Joiaco, ballivum Medonte, ad sciendum utrum vina burgensium de Nogento, que ipsi emerant, anno preterito, apud Drocas, et jam super cantaria posuerant, fuerunt arrestata ante festum sancti Martini hiemalis, vel post dictum festum, et a quibus arrestata fuerunt et pro qua causa : Probatum est quod ipsa vina arrestata fuerunt apud Drocas ante festum sancti Martini hiemalis, per gentes comitisse Drocensis, tempore quo ea ponere super cantaria potuerant, propter quod condempnata fuit comitissa ad ea reddenda.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Droconem de Braia, ballivum Ambianensem, super eo quod abbas de Yaucort conquerebatur de hominibus domini Guillelmi de Longua-Valle, militis, quod boscum suum vastaverunt, extirpaverunt eidem et eumdem absportaverunt : Probatum est quod homines ipsius Guillelmi, ipso Guillelmo sciente et vidente, videlicet Raginaldus Barbitonsor, Adam Coudin, Colardus de Corceles, Johannes Colon, Adam Francus, Colardus Furnet, Johannes Venguet, Johannes Kignion, Richardus Anglicus, Mar. Hainque, filius Marie Hanvine, Girardus Torcu, carpentarius, ipsum boscum abbatis devastaverunt, extirpaverunt et secum absportaverunt; reddant idem Guillelmus et homines predicti dampnum suum ipsi abbati.

IX. Inquesta facta per priorem Hospitalis Corbolii, et per consergium Corbolii, de mandato domini Regis, ad sciendum utrum dominus Johannes de Soisiaco sit in saisina judicandi, in curia sua, homines captos pro latrocinio in terra sua de Soisiaco : Nichil probatum est pro domino Johanne de Soisiaco, quantum ad saisinam istam; ducat eos apud Corbilium judicandos ibi, sicut et alii.

X. Inquesta facta super eo quod Belotus de Hamello dicit quod

Johannes de Vineis, tunc temporis ballivus Rothomagensis, habuit de Richardo de Hamello, quondam patruo dicti Beloti, ducentas libras Turonenses injuste, et quod verse fuerunt in commodum Regis; cui Richardo succedit dictus Belotus tanquam heres, sicut dicit; quare petit dictas ducentas libras sibi reddi : Non est probatum quod dictus Johannes injuste habuerit dictam pecuniam, et quod conversa fuerit in commodum domini Regis; nichil habeat. Louis IX, 1265.

XI. Inquesta facta pro Hodeario de Paciaco, ad sciendum que dampna et deperdita habuit idem Hodearius in venda bosci domini Regis de Haneto et qualiter et qua de causa : Nichil probatum est pro ipso Hodeario, per quod dominus Rex teneatur ei restitucionem facere.

XII. Petebat capitulum Masticonense habere, pro moneta facta in comitatu Masticonensi, denarium pro unaquaque libra; et dicit idem capitulum quod, per similem causam, habuit dictum denarium, per judicium curie domini Regis, dominus Guillelmus de Jermole, miles, postquam rediit dominus Rex a partibus transmarinis. Propter hoc mandatum fuit a curia ut diligenter inquireretur quando idem miles recepit dictum denarium et qua racione, et quantum temporis est elapsum quod dictum capitulum recepit denarium predictum, et qua de causa in dicto comitatu, vel in civitate, et eciam si unquam recepit, quando extra civitatem fabricabatur moneta : Determinatum est, pocius per raciones juris et per casum similem quam per istam inquestam, quod decanus et capitulum predicti habeant et percipiant unum denarium de libra in moneta facta in comitatu Masticonensi, apud Sanctam-Mariam in Bosco, sicut percipiebant illum in moneta, quando fabricabatur in civitate Masticonensi (99).

XIII. Testes recepti et examinati super eo quod decanus et capitulum Parisienses intendebant probare quod Johannes de Civilliaco est homo de corpore ecclesie Beate-Marie Parisiensis. Homines autem de corpore intelligunt, secundum consuetudinem hujus patrie, in

Louis IX, 1263. quibus ecclesia Parisiensis habet ista jura que secuntur, videlicet : manum-mortuam, forismaritagium, quod non possint promoveri ad clericatum sine licencia capituli. Item quod commutantur cum aliis hominibus de corpore aliorum dominorum, persona pro persona. Item non habent illam liberam testamenti faccionem quam habent liberi homines istius patrie. Quod eisdem negabat expresse dictus Johannes, et per testes similiter examinatos, intendebat probare libertatem suam : Auditis probacionibus testium hinc inde productorum, deliberata et adjudicata est saisina ipsius Johannis dictis decano et capitulo Parisiensibus.

XIV. Inquesta facta per Gerardum de Keuresis, ballivum Aurelianensem, et magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, super injuria que dicitur esse facta uxori domini Guillelmi de Milliaco et servientibus ejus, per homines de Floriaco et per homines de Sancto-Martino et per homines dictarum parrochiarum : Ordinatum est quod Jaquinus, qui probatur convicia dixisse ipsi domine de Milliaco, et super eam baculum elevasse, et quidam qui dicitur Audigeis et Cossardus, qui rescusserunt pecudes Matheo servienti predicti Guillelmi et rescuendo ipsum vulneraverunt, capiantur et in strictiori prisione ponantur; ceteri vero, videlicet:

Simon Volant; — Flamichonus; — Matheus Pelliparius; — Robertus, filius Rocarde; — Guillelmus de Buigon; — Johannes Colon; — Guillelmus Damiselle; — Gaufridus Cristofle; — Nauderius, — magister du Perre; — Hubinus et Gaufridus, filii Guerini de Riperia; — Prepositus de parvo Baudelu; — Petrus, filius Simonis le Gras; — duo filii Charronis; — Henricus, filius a la Harenne; — Petrus Furnerius, Renardus, Simon li Gart; — Simon Britaut; — Gaufridus Cutet;

Qui visi fuerunt in rescussione facta dicte domine, et quando huiata fuit, ponantur in leviori prisione; et, de communi ipsorum hominum de dictis villis, levetur emenda pro Rege ac pro domino Guillelmo predicto ac pro domina, tam de nominatis quam non nominatis.

XV. Inquesta facta per Gaufridum de Roncherolis, ballivum Viromandensem, super minis et injuriis que aliqui de villa Laudunensi dicebantur fecisse capitulo Laudunensi, in claustro suo, ut a capitulo dicebatur, de nocte, in festo Decollacionis sancti Johannis Baptiste : Probatum est quod Henas Torterele, Jaqueminus frater ejus, Bilote la Frutiere, Aalipdis la Torterele, Stephanus, Matheus Mabilete, Johannes nepos Goberti Sebert, super hoc deliquerunt; determinatum est quod predicti Henas et Jaqueminus frater ejus, qui equis venerunt in claustro, et ibi clamabant et principaliter deliquerunt, capiantur; et, quia major Laudunensis fuit negligens in emendandis ipsis injuriis, emendet idem major domino Regi. Louis IX, 1265.

XVI. Inquesta facta per decanum Sancti-Aniani Aurelianensis et per ballivum Bituricensem, quod prior de Karitate dicebat quod homines parrochie de Choegne, quorum plures sunt homines capituli Nivernensis, in quemdam monachum de Karitate, qui est decanus et presbiter ecclesie de Karitate, pro eo quod idem monachus ducebat captam predam dicte ville, quam ceperat in proprio nemore dicte ecclesie de Karitate, quod nemus vocatur Britannia, cujus nemoris justicia ad dictam ecclesiam de Karitate pertinet, sicut dicit; quia invenerat dictam predam pascentem in dicto nemore, quam dictus monachus juste ceperat, eo quod dicti homines, illo anno, non solverant vinagium, seu constumam debitam pro dicto pasturagio, irruerunt unanimiter et ex certo proposito, et dictam predam, quam ducebat, rescosserunt; ipsum monachum ceperunt, verberaverunt usque ad plagam et sanguinem, equum suum sibi abstulerunt, ipsum peditem, fere per duas leucas, per vias lutosas, in prisionem duxerunt, a castrum Marchie, quod est comitis Nivernensis, ipsumque custodiendum preposito, vel ei qui locum prepositi tenebat, tradiderunt; quem monachum dictus prepositus, per unam diem captum, detinuit, ad peticionem dictorum hominum : Probata est ipsa injuria, et quod ipsi homines abstulerunt equum suum ipsi decano, et eum captum duxerunt apud castrum predictum, et eum verbera-

Louis IX, 1263. verunt; emendent ipsam injuriam dicti homines capituli priori de Karitate.

XVII. Inquesta facta per Gaufridum de Roncherolis, militem, ballivum Viromandie, super discordia mota inter comitem Suessionensem, ex una parte, et canonicos Sancti-Petri in parvisio Suessionensi, ex altera, super eo quod dictus comes dicit, contra dictos canonicos, quod debet habere justiciam latronis, quando captus est in treffundo ecclesie Sancti-Petri apud Suessionem, ubicumque captus sit in dicto treffundo ibidem; et paratus est probare, dictus comes, se et antecessores suos usos fuisse, a tempore a quo non extat memoria, justicia predicta. Quod dicti canonici penitus diffitentur, asserentes quod dictus comes non habet justiciam latronis in treffundo ecclesie predicte nec aliam justiciam ibidem. Imo ipsi habent, in treffundo dicte ecclesie, et justiciam latronis et omnimodam aliam justiciam; et parati sunt probare se usos fuisse justicia predicta in multis casibus, et allegant pro se jus commune, ea racione quod treffundus est ipsorum canonicorum: Per inquestam istam, nichil probatum est pro ipso comite per quod ipse sit in saisina justicie latronis, in treffundo Sancti-Petri predicti. Nichil eciam probatum est pro ipsis canonicis per istam inquestam per quod ipsi sint in saisina justicie latronis, in ipso treffundo suo. Quia tamen dictus latro captus fuit in treffundo Sancti-Petri, reddita fuit saisina ipsius latronis predictis canonicis Sancti-Petri.

XVIII. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, super hoc quod Radulphus Tesson, miles, intendit probare quod ipse deliberavit, tempore domini Galteri, quondam comitis Moretolii, vendam de bosco d'Aufay, per inquestam, que venda erat arrestata per dictum comitem, et de qua venda petebat tercium, sicut dominus Rex petit habere in presenti: Idem Radulphus non probat ipsam deliberacionem; solvat tercium.

XIX. Testes recepti super eo quod episcopus Autisiodorensis intendebat probare, contra Odonem, comitem Nivernensem, quod ipse et predecessores sui, episcopi Autisiodorenses, usi sunt et sunt in saisina exercendi justiciam in servientes, in prepositos et in homines dicti comitis de villa Conade, in ipsa villa commorantes, per suam justiciam temporalem; quod dictus comes negabat : Probatum est, pro ipso episcopo, quod usus est justicia seculari in homines, servientes et prepositos comitis predicti, in villa de Conada. Item quod usus est habere pilloricum in dicta villa, et tenere duellum : et dictum est quod saisinam justicie habeat, quoad predicta, in villa prefata. Hoc eciam dictum est quod, declaratis deposicionibus testium, in inquesta facta super articulis dicti comitis, productorum, seu testibus, quoad quedam, revocatis, procedetur ad determinacionem dicte inqueste comitis facte contra episcopum memoratum. Loeis IX, 1265.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIII.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, et Gaufridum de Joyaco, ballivum Medonte, ad sciendum qualiter abbas et conventus Sancti-Gandregisilii usi sunt justicia sanguinis et latronis in villa de Chauciaco, in hospites suos, quos habent ibidem, et in terra sua, quam habent ibidem. Item ad sciendum qualiter dominus Rex usus est dicta justicia ibidem in dictos hospites: Probatum est, pro ipsis abbate et conventu, habeant saisinam justicie sanguinis et latronis in villa de Chauciaco, in hospites suos et in terra sua, quam habent ibidem.

Louis IX, 1265.

II. Inquesta facta utrum Arnulphus, dictus Bailledart, et ejus antecessores usi sunt expletare Montem-Catonis, et quibus expletis, a quo tempore et inter quas personas, et qualiter, et si pacifice, et gentibus domini Regis scientibus et non contradicentibus, et si fama patrie se habeat quod ipsi usi fuerint pacifice expletare dictum Montem-Catonis, et utrum dictus Mons spectet ad ipsum Arnulphum. Item inquirendum est utrum gentes Regis, aliquo tempore, ibi fecerint aliqua expleta. Et fuit facta ista inquesta per Johannem de Floriaco, militem domini Regis, et magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis : Sufficienter probatum est, per usus et per cartam regis Philippi, quam habet idem Arnulphus, quod Mons-Catonis predictus pertinet ad eumdem Arnulphum; et nichil probatum est pro Rege, propter quod eidem Arnulpho teneri non debeat carta sua predicta.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Berengarium Rabot, ballivum Medonte, presentibus magistro J. Persona, ecclesie de Aneto et preposito ejusdem ville, super eo videlicet quod abbas et conventus Becci-Helloyni asserunt se usos fuisse justicia latronis capti in villa de Roboribus, in terra sua, sub hoc modo quod, cum aliquis latro captus est in terra dictorum monachorum propter latrocinium, dicti abbas et conventus, in dicta villa sua de Roboribus, faciunt dictum latronem judicari, et remanent eisdem mobilia dicti latronis, et ipsum judicatum reddunt preposito de Aneto, ad justiciandum; ballivo et preposito dicentibus e contrario quod gentes domini Regis usi sunt justicia latronis capti in villa de Roboribus, in terra dictorum monachorum : Quia ipsi abbas et conventus habent hanc justiciam per cartam Simonis, de Aneto domini, et nichil probatum est pro Rege, remaneat ipsa justicia eisdem abbati et conventui.

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, ad sciendum utrum Richardus de Ruebecco, miles, possit vendere boscum suum de

Boeleto, de feodo Britolii, sine tercio et dangerio domini Regis, et utrum antecessores ejus dictum boscum consueverunt vendere eo modo : Nichil probatum est pro Richardo predicto, per quod possit vendere boscum suum predictum, sine tercio et dangerio domini Regis; nec vendat. Louis IX, 1265.

V. Inquesta facta super eo quod capitulum et thesaurarius ecclesie Laudunensis dicunt quod ipsi sunt in possessione vel quasi capiendi et retinendi mobilia et immobilia illorum qui homicidium seu multrum perpetrant in civitate et pace Laudunensi (100), in treffundo et justicia eorumdem. Dicunt eciam, thesaurarius et capitulum, quod Panerius, de quo mota fuit hec questio, et ejus uxor, qui dicuntur quoddam homicidium sive multrum perpetrasse, manebant in treffundo et justicia eorumdem. Pro Rege vero dicitur quod Rex est in possessione vel quasi capiendi et retinendi mobilia illorum qui in civitate et pace Laudunensi, in quacumque justicia multrum perpetrant : Nichil sufficiens probatum est pro thesaurario et capitulo antedictis, et aliqua probata sunt pro Rege; propter quod determinatum est quod Rex remaneat in saisina capiendi et retinendi mobilia illorum qui, in justicia et treffundo ipsorum thesaurarii et capituli, in civitate et pace Laudunensi, perpetrant multrum.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Stephanum Beauleau, prepositum Parisiensem (101), et per magistrum Stephanum de Duaco, prepositum Guonesse, ad sciendum utrum Petrus Anglicus de Minteriaco, armiger, et societas sua interfecerunt Petrum de Romainvilla, militem : Probatum est quod Petrus, dictus Anglicus, antedictus, se defendendo, interfecit Petrum de Romainvilla, militem, supradictum.

VII. Testes domine de Graynvilla producti ad probandum quod ecclesia de Ponte-Corbon consistit in dote sua, que sibi fuit tradita,

Louis IX, 1265. et quod patronatus dicte ecclesie est de dicta dote : Probatum est quod jus patronatus ecclesie supradicte spectat ad ipsam dominam de Graynville racione dotalicii (102).

INQUESTE

EXPEDITE IN DIVERSIS SCACARIIS, POSITE CUM INQUESTIS DE PALLAMENTO PRECEDENTI.

I. Inquesta facta per Galterum de Villaribus, ballivum Kaleti, de mandato Regis, super eo quod Jordanus de Criquetot dicit quod ipse et antecessores sui semper vendiderunt sua nemora, sita circa Criquetot, sine tercio et dangerio, et quod, tempore domini Guillelmi de Capella, dicta nemora arrestata fuerunt in manu domini Regis, et, per inquestam tunc inde factam, inventum fuit quod antecessores sui poterant vendere, sine tercio et dangerio, dicta nemora, et sic positum fuit in rotulo apud archas (103) : Idem Jordanus non probat aliquid per quod appareat quod dicta nemora sua de Criquetot possit vendere sine tercio et dangerio.

Et fuit ista inquesta expedita in scacario Rothomagensi, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Johannem Salnerii, ballivum Cadomensem, ad sciendum utrum boscus de Angulis fuit seminatus : Probatum est quod idem boscus de Angulis fuit seminatus ; vendat igitur ipsum boscum sine tercio et dangerio.

Hec fuit expedita in scaquario Pasche, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto.

III. Inquesta facta per eumdem Johannem Salnerii, ballivum Cadomensem, de mandato domini Regis, ad sciendum utrum custodia

heredis de Salinellis pertineat ad dominum Regem, sive ad Guillelmum, dictum Botevilein, qui petit habere dictam custodiam, racione feodi de Salinellis, quod tenetur ab ipso Guillelmo : Nichil est probatum pro Rege, propter quod debeat custodia dicti heredis de Salinellis ad dominum Regem pertinere. Louis IX, 1264.

Hec fuit expedita in scaquario Cadomensi, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXIV.

I. Inquesta facta per Symonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et Johannem de Criquebuef, ballivum Vernolii, ad sciendum utrum villa que vocatur Sotevilla, et terra domini de Sotevilla, sita inter forestam Britolii et cheminum per quem itur de Britolio apud Conchas, sint de feodo Guillelmi de Bordigne, et debeant teneri de eo, vel de domino Rege : Probatum est quod predicta villa et terra, de qua agitur, movet de feodo Guillelmi de Bordigne, et debet teneri de eo.

II. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, ad sciendum utrum Stephanus de Mesnilio possit vendere boscum de Essartis, de Mesnilio Jordani, sine licito tercio et dangerio domini Regis, et utrum antecessores sui vendiderunt eo modo, et utrum participes ejusdem tenementi boscos ejusdem teneure ita vendunt : Nichil probat idem Stephanus de Mesnilio sufficienter contra usum Regis, nec reddunt sufficientem causam sciencie, et astruunt negativam; non vendent sine licito tercio et dangerio domini Regis.

Louis IX, 1268.

III. Inquesta facta per Nicholaum Hurtaudi, clericum domini Regis, et Gaufridum de Joiaco, ballivum Medonte, ad sciendum utrum abbas et conventus Sancti-Dyonisii in Francia fuerunt in possessione exercendi justiciam in villa æt territorio Osnyaci, in terra videlicet et hospites suos et Sancte-Baltildis; ad sciendum eciam utrum dominus Rex, vel gentes sue usi sunt aliqua justicia in predicta terra et hospites Sancti-Dyonisii et Sancte-Baltildis : Nichil sufficienter probatum est pro Rege; remaneant abbas et conventus in saisina justicie, in villa et territorio Osnyaci, in terra videlicet et hospites suos et Sancte-Baltildis.

IV. Inquesta facta per Gaufridum de Joiaco, ballivum Medonte, de mandato domini Regis, super eo quod abbas et conventus abbacie Regalis-Montis dicunt et asserunt se usos fuisse ducere libere et pacifice, per aquam Medonte, vina sua descendendo, et alia bona, domui sue necessaria, ascendendo, a decem octo annis vel viginti vel citra, usque ad duos annos vel tres, ultimo preteritos, sine pedagii solucione facta de premissis majori et paribus communie Medontensis; majore et paribus predictis dicentibus in contrarium quod, a quindecim vel sexdecim annis elapsis vel citra, ceperunt vel capi fecerunt nanta dictorum monachorum, pro pedagio suo, vel plegios receperunt de pedagio predicto, vel ipsorum navem arrestaverunt, quociensconque sciverunt ipsos ducere bona sua et reducere per aquam predictam: Abbas et conventus non probant intencionem suam; probatum est pro ipsis majore et paribus quod ipsi sunt in saisina capiendi nanta dictorum monachorum, pro pedagio suo, arrestandi navem monachorum et recipiendi constumam ab ipsis; remaneant major et pares in saisina sua.

V. Inquesta facta, de mandato Regis, per Berterum Engelardi, ballivum Ambianensem, adjunctis sibi Drocone de Braia et Guidone de Neuvilla, militibus, de consensu parcium, super eo quod quidam homo fuit rescoussus servientibus abbatis Sancti-Richarii,

de quo idem abbas conquerebatur, ad sciendum in quo loco mesleia fuit facta, ubi eciam homo fuit captus, et si abbas habeat ibi justiciam, et in quo loco, et per quos, et quomodo fuit rescoussus: Probatum est quod idem homo fuit captus juxta pontem Huelin, in via molendini, et quod recoussio fuit facta juxta dictum pontem, et fuit facta rescoussio hujus per magnam multitudinem hominum ville Sancti-Richarii; emendet hoc major, pro se et pro villa, domino Regi et abbati Sancti-Richarii supradicto, qui super hoc conquerebatur, cum ibi habeat justiciam idem abbas. Locus IX. 1264.

VI. Item inquesta facta per eosdem ad sciendum utrum major et jurati Sancti-Richarii custodierunt istud ultimum festum sancti Richarii, quod fuit in octobri, et quomodo custodierunt, et qualiter iverunt per ipsum festum, et quid ibidem fecerunt: Probatum est, per testes et per confessionem majoris Sancti-Richarii quod ipsi major et jurati dictum festum custodierunt publice cum gladiis et armis; emendent hoc domino Regi et abbati Sancti-Richarii, qui super hoc conquerebatur, cum hujusmodi custodia pertineat ad abbatem.

VII. Item inquesta facta per Hugonem de Sancto-Justo, ballivum Aurelianensem, super eo quod homines de Bosco-Communi petebant usagium in boscis domini Regis, extra forestam. Requisiti ipsi homines quid appellarent forestam, responderunt quod defensus domini Regis, in quibus nullus capit mortuum sive vivum. Requisiti de nominibus boscorum hujusmodi in quibus petebant usagium, responderunt quod in boscis qui vocantur Vetus-Tallia, bosci de la Coudre, Haterel, bosci de Chambon et Mont-Cuivre et la Savadine et aliis boscis, in quibus homines de Nibella, de Corcellis, de Arponvilla, de Bateilli et de Bosco-Girardi capiunt usagium suum: Nichil probatum est pro ipsis hominibus de Bosco-Communi, propter quod habeant seu habere debeant aliquod usagium in boscis suprapositis.

Louis IX, 1264.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Stephanum Boisleaue, prepositum Parisiensem, et magistrum Stephanum de Duaco, prepositum de Gonnesse, ad sciendum qualiter Philippus de Royssiaco, miles, et predecessores sui usi sunt de justicia ville de Roissiaco, et per quantum temporis usi sunt: Probatum est sufficienter pro ipso Philippo; remaneat idem Philippus in saisina parve justicie, in predicta villa Royssiaci, et alta justicia dicte ville remanet domino Regi, quia idem Philippus non trahit eam ad se.

IX. Inquesta facta, de mandato Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, super usagio ad nemus siccum in pomeria quod petunt habere homines Credulii, eo quod usuaverant de dicto usuagio ad nemus siccum in pomeria pacifice, tempore comitis Radulphi, comitisse Katherine et regis Philippi: Nichil probatum est pro dictis hominibus Credulii, propter quod habere debeant dictum usagium ad nemus siccum in pomeria.

X. Inquesta facta per Gaufridum de Roncherolis, militem, ballivum Viromandensem, de mandato domini Regis, ad sciendum quomodo Stephanus Gruarius, miles, utebatur de Gruaria foreste Cuisie, quando ipsam amisit per forisfactum suum, et fuit reddita Stephano, fratri suo, militi, patri Ansoudi qui hoc petit, videlicet quomodo utebatur de forisfactis captis in dicta foresta, per se vel per servientem suum, et si habebat in ipsa foresta servientem portantem arcum cum sagittis: Per istam inquestam deliberata est saisina emendarum de capcionibus factis, per ipsum aut per servientem suum, in foresta Cuisie, predicto Ansoudo Gruario, usque ad sexaginta solidos; non erunt ibi duo pro ipso, set ipse solus aut serviens suus, pro ipso Ansoudo, erunt solummodo ad servicium hujusmodi faciendum.

XI. Inquesta facta, de mandato Regis, per magistrum Galterum de Chambliaco, canonicum Silvanectensem, et Girardum de Keuresiis, ballivum Silvanectensem, super donatione capelle Domus-Dei de Fe-

ritate-Milonis, donationem cujus capelle dominus Rex ad se et capitulum Suessionense ad se dicunt pertinere. Et est inquirendum ad quem ipsorum donatio dicte capelle pertineat, et quis ultimo fuit in possessione conferendi eandem : Nichil probatum est pro capitulo Suessionensi; probatum est quod collatio ipsius capelle pertinet ad dominum Regem, et quod Rex ultimo contulit eam; remaneat Rex in saisina sua, et capellanus cui dominus Rex contulit eam. Louis IX, 1264.

XII. Inquesta facta, de mandato Regis, per magistrum Philippum, decanum Bituricensem, adjuncto secum P. decano Engolismensi, ad sciendum utrum abbas Sancti-Exparchii Engolismensis fuit unquam in possessione homagii de feodo medietatis castri sive ville Jarniaci, et quanto tempore, et quomodo fuit ejectus ab illa possessione, et per quem, et qualiter : Pro ipso abbate probatum est; restituatur ipsi abbati saisina homagii medietatis castri sive ville et honoris Jarniaci, illius videlicet de qua dominus Guido de Leziniaco fecerat homagium domino Regi, excepto tamen fortaricio quod vocatur Vertelium.

XIII. Inquesta facta, de mandato Regis, per Gaufridum de Roncherolis, militem, ballivum Viromandensem, super eo quod major et communitas Petre-Pontis et de Granlui dicunt quod usi fuerunt, et sunt in maniamento piscandi, pacifice et sine contradiccione, in tota aqua de Bransicort, sicut se comportat desupra molendinum de Bransicort et desubtus, que aqua est prioratus de Chantrus, prioratus ecclesie Sancti-Martini de Tornaco, videlicet ad quecumque expleta piscari voluerunt, sine expletis jacentibus, usque ad tempus quo contencio super hoc mota fuit, que contencio capta est in manu Regis : Nichil probatum est pro predictis majore et communitate Petre-Pontis et de Granlui, et nichil habeant.

XIV. Inquesta facta, de mandato Regis, per Matheum de Belna, militem suum, et Egidium de Calceia, clericum suum, in causa que

Louis IX, 1261. vertitur inter episcopum Tornacensem, ex una parte, et prepositos ac juratos Tornacenses, ex altera, ad sciendum utrum prepositi et jurati predicti usi sunt justiciare servientes laicos canonicorum et clericorum chori ac capellanorum ecclesie Tornacensis, in criminibus. Item ad sciendum utrum episcopus predictus usus est, in criminibus, justiciare servientes predictos : Melius probata est, per istam inquestam, saisina prepositorum et juratorum Tornacensium predictorum justiciandi servientes laicos canonicorum et clericorum chori et capellanorum ecclesie Tornacensis in criminibus, quam saisina ipsius episcopi Tornacensis ; remaneant prepositi et jurati Tornacenses in saisina sua justiciandi eosdem, salvo jure proprietatis.

XV. Petrus de Antolio, miles, quondam senescallus Carcassone, attulit curie quandam sentenciam, ab ipso latam, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, quinto idus julii, super contencione que, inter alia, vertebatur inter dominum Regem, ex una parte, et comitem Fuxi, ex altera, super possessione majorum justiciarum de Podio-Nauterii ; in qua sentencia continebatur quod idem Petrus diffinitive pronunciavit predictum comitem Fuxi non possidere vel quasi majores justicias castri de Podio-Nauterii, scilicet de morte hominis, vel de homicidiis, vel de bonis commissis hereticorum, vel eciam faiditorum, que inter majores justicias reputantur, nec esse in possessionem eorum ; immo dominum Regem Francie habere possessionem vel quasi predictarum majorum justiciarum in predicto castro de Podio-Nauterio et pertinenciis ejus, sicut dominum superiorem, sentencialiter judicavit.

Lata fuit hec sentencia apud Biterras, facta prius super hoc inquisicione de bonorum consilio diligenti ; hec autem sentencia posita est cum inquestis istius pallamenti (104).

Louis IX, 1264.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM.

ANNO DOMINI MCCLXIV.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, super hoc quod dominus Guillelmus Crispini, miles, dominus de Estrepengniaco, et homines de Estrepengniaco, et communitas ejusdem ville, dicunt et proponunt quod possunt et usuaverunt vendere alter alteri constumam quam habent in foresta de Leonibus, bene et pacifice : Nichil probatum est pro ipsis hominibus de Estrepengniaco, propter quod possint aut debeant alter alteri vendere constumam suam predictam.

II. Inquesta facta super eo quod fratres Hospitalis Jerosolime de Silvanecto conquerebantur de preposito Belli-Montis, qui ceperat unam latronissam in terra ipsorum, apud Morenciacum, villam sitam in comitatu Belli-Montis, dicentes quod prepositus inde injuriabatur eisdem, quia justicia latronis est ipsorum, quando ibi evenit, et eam semper habuerunt, quando ibi eveniebat, per totam terram suam in eadem villa, et requirebant quod justicia sua redderetur eisdem. Prefatus autem prepositus dicebat e contrario, pro domino Rege, quod hoc est jus Regis, et quod dominus Rex alias habuit justiciam latronis, quando ibi eveniebat, ut sibi datum fuerat intelligi, et ideo petebat quod remaneret hec justicia domino Regi : Hospitalarii nichil probaverunt; remaneat Regi.

III. Inquesta facta ad sciendum utrum Sibiria, relicta Guillelmi de Gardino, militis, defuncti, fuit filia Radulphi de Coismieres de-

Louis IX, 1264. functi et heres ejusdem pro tercia porcione, et utrum dictus Guillelmus, maritus suus, erat in possessione dicte tercie possessionis[1] hereditatis ejusdem Radulphi, racione dicte Sibirie, quando ivit in Angliam : Probatum est quod dicta Sibiria fuit filia et heres dicti Radulphi de Cosnieres, in ipsa tercia porcione. Item probatum est quod Guillelmus de Gardino, maritus ejus, tenebat eamdem terciam porcionem quando ivit in Angliam; habeat dicta Sibiria ipsam terciam porcionem. Item probatum est quod dictus Guillelmus, maritus ipsius Sibirie, tenebat terram in qua ipsa Sibiria petit dotem, quando desponsavit eam; in qua terra habebat porcionem suam quidam frater ipsius Guillelmi, quo fratre mortuo, rediit ipsa porcio ad dictum Guillelmum, maritum suum; non habebit ipsa Sibiria dotem in eschaeta fratris, que obvenit marito suo Guillelmo predicto, set in porcione ipsius Guillelmi, mariti sui, habebit terciam partem, pro dote, secundum consuetudinem terre.

IV. Inquesta facta per Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et ballivum Medonte, ad sciendum quomodo Johannes de Insula, miles, et ejus antecessores usi sunt justicia casuum qui acciderunt in territorio de Praeroles, extra villam, in territorio quod de abbate Sancti-Dyonisii tenetur apud Praeroles, et quomodo dominus Rex et gentes sue usi sunt justicia in territorio predicto, extra villam, de justicia casuum qui in villa predicta acciderunt. Non est inquisitum quare gentes domini Regis in dicta villa pro domino Rege justiciam non reclamant, nec de ea contendunt : Plures casus probati sunt pro eodem domino Johanne, et nichil probatum est pro domino Rege; habeat idem dominus Johannes justiciam in dicto territorio de Praeroles de qua agitur.

V. Inquesta facta per Gerardum de Queuresis, ballivum Silvanectensem, ad sciendum utrum antecessores Anselli de Giroucort, militis, nunc ballivi Gisorcii, unquam habuerunt, racione hereditatis,

[1] Lisez *porcionis*.

unum molendinum ad bladum desubtus Giroucort, super riparia Autonne, et quarum villarum gentes erant bannarii ad eumdem molendinum, et ad sciendum qua de causa cecidit idem molendinus: Nichil est sufficienter probatum pro eodem Ansello, et nichil habeat. Louis IX, 1264.

VI. Inquesta facta per Gaufridum de Joiaco, ballivum Medonte, et per Nicholaum Hurtaudi, clericum, super villa que dicitur Ad-Locum-ultra-Rivulum, utrum videlicet abbas Sancti-Dyonisii acquisivit seu emit dictam villam, a quo tempore et a quibus acquisivit seu emit eam, et quam justiciam habebant ibi illi a quibus habuit seu acquisivit dictam villam. Item testes producti ex parte domini Regis, ad inquirendum si dominus Rex vel gentes suc usi sunt aliqua justicia in hospites Sancti-Dyonisii manentes in villa que dicitur Ad-Locum: Plures casus probati sunt ibidem pro abbate, et nichil probatum est pro domino Rege; remaneat hujusmodi justicia dicto abbati.

VII. Inquesta facta per Thomam de Monteceleardo, senescallum Carcassonensem, super injuriis illatis Johanni, Bituricensi archiepiscopo, et suis, apud Sanctum-Anthoninum, cum causa visitacionis illuc accessisset archiepiscopus supradictus: Probatum est quod homines Sancti-Anthonini, familiam suam percuciendo, lapides post eos projiciendo, et alias eidem archiepiscopo et suis plures injurias irrogarunt; emendent hoc domino Regi, et solvant quingentas libras Turonenses pro emenda; veniant consules Sancti-Anthonini et ille qui tenebat tunc locum bajuli apud Sanctum-Anthoninum, illi eciam de ipsa villa Sancti-Anthonini, qui inventi sunt rei hujus facti, tam per confessionem suam quam per testes, apud Bituricas, petituri veniam ab ipso archiepiscopo, et penam, quam eis inflixerit, recepturi. Johannes et Bertrandus de Fontanis fratres, qui defenderunt ipsum archiepiscopum, nec veniant Bituricis, nec solvant aliquid de emenda predicta. Et veniant insimul dicti consules, tenens locum bajuli et prefati rei apud Bituricas, certa die.

Louis IX. 1264.

Nomina autem ipsorum reorum sunt hec :

Johannes de Ginolaco ; — Sanccius de Porta-Prati ; — magister Ernaudus de Porta-Prati ; — G. de Cambinals ; — P. de Molino ; — P. de Cals ; — P. Sotier ; — P. Deodati ; — P. de Variis-Vineis ; — Stephanus Baudus ; — B. Carguafolie ; — R. Textor ; — P. de Tempore ; — Bartholomeus Armahu ; — Arnaudus de Monte-Auderi ; — Giraudus Bonet ; — P. de Sancto-Cergio ; — Durandus Peroulerii ; — B. Boissercio ; — Arnaudus Pechon ; — Fusterius de Porta-Prati ; — B. de Briva ; — Gasco ; — G. de Cusols ; — P. Del-Pin ; — Watouvergues ; — P. de Sancto-Cirico ; — Stephanus Capinals ; — Johannes Peconis ; — G. del Gros ; — Stephanus Itier ; — P. de Ginolaco ; — Stephanus Sicardi ; — R. de Bello-Podio ; — R. de Boigals ; — Basco-Filiaster ; — G. de Pedeguerre ; — Hugo Parla-Consul ; — Proetus de Vairas ; — Vitalis Peroulerii ; — Deodatus de Monte-Acuto ; — Raimondus Faber ; — B. de Monte-Tricols ; — Bertrandus Fortis ; — B. Carroel ; — R. Galgaul ; — B. Gorgal et ejus filius ; — G. Durandi ; — B. de Boigals ; — Bert. Macellarius ; — Frequier Amelii ; — G. de Veraire ; — P. Clerici ; — Soleile ; — Vitalis Bordele ; — Frater R. Alamanni ; — G. Palairols ; — P. Boquiers ; — Tres filii de Bouguies ; — Johannes Caumete ; — B. de Bonna.

VIII. Testes recepti per dominum Julianum de Perona, militem, et magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum, super hoc quod magister S. de Tria, decanus ecclesie beatorum confessorum Ebulfi et Firmati de Moretonio, intendit probare quod omnes predecessores sui fuerunt in possessione conferendi prebendas in ecclesia Moretonii, a tempore a quo potest haberi memoria. Qua possessione longa probata, predictus magister S. de Tria, decanus memorate ecclesie, petit proprietatem sive jus conferendi prebendas in dicta ecclesia sibi adjudicari. Et est sciendum quod dominus Rex ha-

buerat saisinam conferendi prebendas in dicta ecclesia contra prefatum magistrum S. de Tria : Per inquestam, inspectis istis testibus et diligenter examinatis, inspecta etiam quadam littera decani Amalrici de Moretonio, producta pro Rege, determinatum est quod idem magister S. de Tria non probavit intencionem suam, nec possessionem longam quam proposuit; propter quod non habebit quod petit. Louis IX, 1266.

IX. Inquesta facta per ballivum Ambianensem, Berterum Angelardi, de mandato domini Regis, ad sciendum modum adjornacionis quam dominus de Poez fecit hominibus de Poez, die qua fuerunt adjornati, qua hora adjornati fuerunt, et quis fecit adjornacionem, et quantum longe iverunt, et quantum distabat locus usque ad quem iverunt a loco ad quem volebat eos dominus ducere, et qualiter iverunt ipsi homines, et qualis hora erat quando redierunt, et qua hora reditus sui fuerunt ad villam de Poez : Probatum est quod ipsi homines adjornati non iverunt ut debuerunt, nec fecerunt quod debuerunt, et cicius redierunt quam deberent; emendent hoc domino de Poez. Item inquesta facta ad sciendum utrum dominus de Poez et predecessores sui usi sunt tenere placita de hereditagiis sitis in banleuga de Poez, et quomodo et qualiter usi sunt, et utrum scientibus majore et hominibus ipsius ville ac presentibus, et inter quos et a quo tempore : Probatum est quod idem dominus et predecessores sui usi sunt judicare, per francos homines suos (105), de hereditagiis predictis, quando partes concorditer petunt super hiis judicium suum. Confitetur tamen idem dominus de Poez quod si partes petant judicari de ipsis hereditagiis, per majorem et scabinos de Poez, vel si major et scabini easdem partes petant coram se remitti, antequam supposuerint se judicio ipsius domini, per ipsos majorem et scabinos judicantur; set postquam partes sponte se supposuerint judicio ipsius domini, per ipsum dominum judicantur. Item inquesta facta ad sciendum utrum idem dominus de Poez juravit se servaturum cartam ville de Poez, quando venit ad terram tenendam : Non

Locis IX, 1264. est probatum quod idem dominus de Poez juravit se servaturum cartam eorumdem hominum, quando venit ad terram tenendam (106).

X. Testes producti ex parte Aymoldis, domine de Argencia, contra comitem Engolismensem, et contra Bertrandum de Ciconiis, militem, et Eschivam, ejus uxorem, super facto appellacionis, ab ipsa Aymoldi interposite ad dominum Regem, super judicio contra ipsam Aymoldim lato a curia ipsius comitis Engolismensis, pro dicto Bertrando et ejus uxore, occasione terre defuncti Roberti Fulquaudi, nepotis ipsius Aymoldis, et fratris ipsius Eschive. Item testes producti ex parte ipsius comitis ac dictorum Bertrandi et ejus uxoris, contra ipsam dominam de Argencia, occasione dicte appellacionis: Inspectis et diligenter examinatis attestacionibus testium hinc inde productorum, judicatum fuit quod dictum judicium curie comitis Engolismensis, latum contra dictam dominam de Argencia, pravum erat, et fuit quassatum, et capta terra, de qua agebatur, in manu Regis. Precepit dominus Rex senescallo suo Petragoricensi quod de principali cognosceret, et jus partibus redderet (107).

XI. Inquesta facta super hoc quod Theobaldus, dictus Cambellanus, dicit se debere habere usagium in foresta Bordi, ad claudendum gordum suum, situm in Secana, de palo et virga, quia Tatinus, cujus idem Theobaldus est heres, habebat dictum usagium de dono bone memorie regis Philippi: Idem Theobaldus nichil probavit quare debeat habere quod petit.

XII. Inquesta facta super hoc quod Reginaldus Loison petit terram a domino Rege que est in firma de Castellon, ea racione quod Fulco Loison, avus dicti Raginaldi, invadiavit dictam terram Guillelmo de Moschans, militi, pro uno equo, de precio decem librarum Turonensium, usque ad septem annos, et interim dictus Guillelmus ivit in Angliam, et terra ipsius militis que est apud Castellon remansit domino Regi, et predicta terra invadiata capta fuit in manu Regis cum

terra predicti militis, et dominus Rex tenuit dictam terram per quadraginta annos, sicut idem Raginaldus recognoscit: Idem Reginaldus Loison nichil probat, et nichil habeat. Louis IX, 1264.

XIII. Inquesta facta per decanum Sancti-Quintini et dominum Hanienum, super spoliacione seu derobacione burgensium Flandrie, videlicet in quo dominio et districtu fuerunt spoliati, utrum in districtu et dominio domini Regis, aut comitis Blesensis: Probatum est quod spoliacio seu derobacio hujus facta fuit in feodo ipsius comitis Blesensis; audiatur tamen idem comes, si velit aliquid proponere propter quod non teneatur eisdem burgensibus reddere perdam suam.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIV.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, inter decanum et capitulum Tornacenses, ex una parte, et prepositos et juratos ejusdem ville, ex altera, per Guillelmum de Auton, militem, et magistros Jacobum de Attrebato et Egidium de Calceia, clericos domini Regis, super eo quod predicti prepositi et jurati dicebant quod capitulum Tornacense novum pedagium levat in aqua Tornacensi, unde petebant compelli dictum capitulum ad desistendum; capitulo respondente quod colligit illam constumam que dicitur vinagium, set non de novo: Non est probatum quod capitulum Tornacense levet novum pedagium vel winagium in aqua Tornacensi.

II. Inquesta facta per Henricum de Gaudonviller, militem, balli-

Louis IX, 1264. vum Bituricensem, de mandato domini Regis, ad sciendum veritatem forifactorum Guillelmi de Lamenai, militis, et partis sue, ex una parte, et Guillelmi, dicti Gireaume, armigeri, et partis sue, ex altera, secundum omnia arramenta super contencionibus motis inter ipsos: Intellectis plenius hinc inde propositis, et in hujus inquesta contentis, determinatum est quod sentencia seu arbitrium domini Petri de Mornaio, militis, in quem predicte partes conpromiserant, alto et basso, super forifactis predictis, quod quidem arbitrium predictus Guillelmus de Lamenai et pars sua non valere dicebant, teneri debebat a premissis partibus, et servari.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per predictum ballivum Bituricensem et fratrem Petrum de Cosdreio, ordinis fratrum minorum, super eo quod decanus et capitulum Sancti-Austregisili de castro Bituricensi, dicebant quod ipsi sunt in possessione et saisina exercendi omnimodam justiciam, altam et bassam, in villa et septena Bituricarum, singulis annis, per tres dies ante festum beati Austregisili, immediate precedentes, et ipsa die festi, et per tres dies immediate sequentes, in locis omnibus in quibus dominus Rex consuevit exercere dictam justiciam, alio tempore: Per istam inquestam non probatur quod ipsi decanus et capitulum sint in possessione et saisina exercendi omnimodam justiciam in septena et villa Bituricarum, septem diebus predictis; confessus tamen fuit ballivus predictus quod ipsi decanus et capitulum sunt in possessione pacifica exercendi omnimodam justiciam in villa et suburbiis Bituricarum, septem diebus predictis, et quod de hoc non agebatur; remanent in hac possessione quam confitetur ballivus.

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Girardum de Kiuresis, tunc ballivum Aurelianensem, super contencione mota inter comitem Blesensem, ex una parte, et capitulum Sancte-Crucis Aurelianensis, ex altera, occasione unius tensamenti, quod comes predictus habet in terra dicti capituli sita inter Aureliam et Castridunum,

super eo videlicet quod dictus comes dicebat quod, quando homines, qui debent ipsum tensamentum, deficiunt in solvendo ipsum tensamentum, ad diem sibi a gentibus ipsius comitis super hoc assignatam, gentes ipsius comitis possunt ire et capere in dicta terra, pro defectu solucionis, sine facere clamorem seu demonstracionem, nec ipsi capitulo nec alteri justicie; quod negabat dictum capitulum, dicens quod, si dictum tensamentum non redditur, sicut predictum est, comes predictus nec gentes sue possunt capere vel levare aliqua vadia de illis qui in solucione deficiunt, nisi per manum dicti capituli aut per gentes ipsius. Postmodum vero, ante determinacionem istius inqueste, Ysembardus, procurator ipsius comitis, confessus fuit, coram consilio, quod, quando ipsum tensamentum debet levari in terra capituli predicti, servientes dicti comitis veniunt ad majorem capituli, et requirunt eum quod ipsum faciat solvere tensamentum, et, pro defectu solucionis, pignora eis dari, et, si hoc non faciant majores capituli, tunc gentes comitis possunt capere pignora pro defectu: Determinatum est quod levetur ipsum tensamentum, secundum confessionem dicti Ysembardi, procuratoris. Louis IX. 1200.

V. Testes recepti in causa appellacionis, quam Yterus de Megnac, miles, interposuit ad dominum Regem contra judicatores Bituricenses, super causa mota inter ipsum Yterum et Renulphum de Culento, armigerum, super eo videlicet quod, cum idem Yterus, super quibusdam convencionibus de quibus confecte erant littere prepositure Bituricensis, de quibus prefatus Renulphus petebat ipsum justiciari, Bituricis, peteret reditum ad preposituram Exoduni, ubi erat residens, sicut dicebat, prefato Renulpho se opponente, et partes super hoc peterent jus, unus ex ipsis judicatoribus, pro se et aliis, judicium retrahendo, dixit per jus quod ipse littere teneri debebant, et quod idem Yterus non haberet recursum quem petebat, licet de solo reditu ageretur, propter quod de ipso judicio, tanquam de pravo, ad dominum Regem appellaverat, ut dicebat. Ex adverso, proponebant idem Renulphus et judicatores predicti quod, cum partibus

Louis IX, 1264.

predictis petentibus jus fieri sibi super predicto reditu, memoratus judicator, absque aliorum judicatorum mandato, super duobus pronunciasset, ut premissum est, alii judicatores verbum ipsius, sine intervallo aliquo, revocarunt, pronunciantes per jus, eidem Ytero, quod non haberet reditum quem petebat; de quo judicio, sicut de priori, tamquam de pravo, appellavit, sicut dicebant; propter quod petebant appellacionem predictam irritari penitus, et cassari: Quia, per testes super hoc productos, non constitit quod primus judicator de mandato aliorum pronunciasset, et sufficienter probatum est per eosdem quod alii judicatores verbum ipsius revocaverunt, sine aliquo intervallo, de solo reditu super quo partes ad jus se appodiaverant postmodum pronunciantes; determinatum est quod appellacio ipsius Yteri non valebat, et quod judicium ipsorum judicatorum, super solo reditu, de quo appellaverat idem Yterus, erat tenendum (108).

VI. Testes recepti, de mandato domini Regis, per magistrum Robertum dictum Coqum, et Nicholaum Hurtaudi, clericos domini Regis, super hoc quod major et jurati Corbeie intendebant et intendunt probare quod villa de Foilleus est de communia Corbeie, et quod usi sunt ibi justicia, sicut in villa Corbeie, quod dominus Simon de Foilleus, miles, expresse negavit: Probatum est, tam per confessionem partis adverse quam per testes, quod villa de Foilleus est de communia Corbeie, et quod homines ipsius loci justiciant se de hiis que pertinent ad communiam, sicut alii homines Corbeie.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Symonem de Pooignies, clericum, et Amalricum de Meudon, militem domini Regis, super eo videlicet quod Petrus Mali-Vicini, miles, dicit et asserit se et antecessores suos usos fuisse justicia latronis, justicia sanguinis, plaga et occisione facta per calidam mêlleiam in villa de Joiaco, ballivo et preposito Medonte dicentibus a contrario, pro domino Rege, quod, a Medonta usque ad finem pratorum de Bercheruloe, et a fine dictorum pratorum usque ad nemus de Busco-Rotondo, et ab illo loco

usque ad fontem situm retro Joiacum, versus ulmum Spreverii, et ab illo loco usque inter Soendriam et monasterium ejusdem ville, et ab illo loco usque ad lapidem qui dicitur Lapis-Thesauri, dominus Rex usus est justicia latronis, justicia sanguinis, plaga et occisione facta per calidam melleiam in dicta villa de Joiaco et in aliis feodis et retrofeodis dicti Petri Mali-Vicini, militis, existentibus infra loca predicta, tam in planis quam in villis. Protestatus tamen fuit postmodum dictus Petrus, coram examinatoribus, quod ipse nunquam consensit nec consentit quod ipsi facerent inquestam ad presens, nisi tantummodo de justicia latronis capti in villa de Joiaco, quicquid contineatur in rubrica predicta : Terminatum est quod idem Petrus Mali-Vicini habeat saisinam justicie latronis in villa de Joiaco. Louis IX, 1265.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXV.

I. Inquesta facta super hoc quod abbas de Nogento proponebat contra dominum Couciaci, quod Johannes Viguerius de Valle, tempore quo vivebat, erat homo de corpore dicti abbatis, et intendebat hoc probare dictus abbas, per usum, per expletamenta et per originem, petens quod bona ipsius Johannis, que dictus dominus impediebat eidem, eo quod dicebat dictum Joh. esse de communia sua Couciaci, sibi deliberarentur: Probatum est quod idem abbas de Nogento erat in possessione percipiendi manummortuam, forismaritagium et capitagium super dictum Johannem Viguerii de Valle, tempore quo idem Johannes decessit, et propter hoc determinatum est quod bona ipsius Johannis deliberentur eidem abbati. Et fuit facta inquesta hujusmodi per Gaufridum de Roncherolis, militem, ballivum Viromandensem.

Louis IX, 1205.

II. Inquesta facta per predictum ballivum Viromandensem, super hoc quod abbas Sancti-Medardi Suessionensis intendebat probare quod quedam arbor, que, per gentes comitis Blesensis, fuerat coupata apud Vasteni, in territorio Sancti-Medardi, et, per altercacionem parcium, fuerat capta in manu Regis, post causam super hoc motam coram defuncto Matheo de Belna, tunc ballivo Viromandensi, sibi et gentibus suis fuerat deliberata et reddita; quod gentes ipsius comitis negaverunt: Probatum est quod quidam serviens domini Regis, ipsam arborem, dum erat in manu Regis, tradidit ipsi abbati, absque mandato ballivi, prout idem ballivus confessus est; determinatum est quod ressaisiatur locus de ipsa arbore et de quadam latronissa quam idem abbas justiciavit ibidem, pendente questione super justicia dicti loci, et existente contencione in manu Regis.

III. Cum viri religiosi, abbas et conventus Vallis-Sarnaii proponerent, contra Thesaurariam, matrem Bertholomei Tristen, quod ipsa Thesauraria in taberna ipsorum, apud Montem-Letherici, quando vina eorum vendebantur, ibidem mensuras, quibus vina mensurabantur, ceperat, et contra justiciam detinebat, et eas peterent sibi reddi. Dicta Thesauraria, ad sui defensionem, proposuit ex adverso quod dictas mensuras ceperat, non violenciam faciendo, set utendo jure suo, dicens quod erat et fuerat in possessione vel quasi istius juris, a tempore a quo non extat memoria, quod quique vendit vinum vel bladum apud Montem-Letherici, mensuras ab ipsa capit, vel aliter vendere non potest, et, si vendat, ipsa capit mensuras, dicens quod, a triginta annis citra, quando vendebantur vinum vel bladum in dicta domo, receperunt ab ipsa mensuras dicti monachi vel alii in ipsa domo manentes; et cum dictum fuisset quod super premissis ab ipsa Thesauraria propositis, fietur inquisicio, pro dictis abbate et conventu fuit responsum quod inquisicioni non consenciebant, nec super premissis volebant inquisicionem fieri, dicentes quod nolebant habere aliquam franchisiam in dicta domo, racione ipsius domus, set racione privilegiorum suorum: Demum, auditis que dicte partes pro-

ponere voluerunt, privilegiis dictorum abbatis et conventus, et inquisicione facta super usu dicte Thesaurarie, diligenter inspectis, pronunciatum fuit quod dicte mensure, in ipsa domo capte, non erant eidem abbati et conventui restituende. Louis IX, 1265.

IV. Inquesta facta, de mandato Regis, per Johannem Salnerii, ballivum Cadomensem, super hoc quod Johannes Arnaudi petit habere sergenteriam de placito spate, apud Feritatem-Mathei, ea racione quod Paganus Arnaudi, avus suus, erat serviens domini Regis feodatus de dicta sergenteria, et erat saisitus, quando decessit, et Amelinus Ernaudi, filius dicti Pagani, et pater dicti Johannis, fuit saisitus de dicta sergenteria, quamdiu fuit infra etatem, ita quod mater ejus apposuit loco filii sui Amelini, Herbertum de Mesnelio Guerini, et Richardum de Mesnelio Fromont, ad deserviendum dictam sergenteriam, quousque dictus Amelinus perveniret ad etatem : Probatum est quod villa, que dicitur Feritas-Mathei, est de sergenteria Donnifrontis, et notorium est quod Johannes Ernaudi est serviens feodatus de Donnifronte; deliberetur ipsi Johanni dicta sergenteria.

V. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Ansellum, ballivum Gisorcii, super hoc quod dominus Robertus de Tornebu, miles, dicit et proponit quod idem Robertus et antecessores sui vendiderunt, et usuaverunt vendere quiete et pacifice, sine tercio domini Regis et licencia, boscum suum situm in parrochia de Houveteville, in vicecomitatu Ebroicensi, et hoc offert se probaturum : Nichil est probatum pro eodem Roberto per quod possit vendere ipsum boscum suum sicut petebat; nec vendat.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Stephanum Tate-Sauveur, ballivum Senonensem, super eo quod dominus Ferricus de Joyaco dicit se habere judicium latronis in curia sua, ea racione quod ipse est de heredibus de Corbolio, et heredes de Corbolio habent justiciam et judicium supradictum in terra sua de Corbolio, et quod

Louis IX, 1265. tota terra sua, que est in castellania Corbolii partita, fuit de terra dominorum de Corbolio, videlicet quicquid habet in castro Corbolii, quicquid habet in vallibus, quicquid habet in villa de Bondoufle et in circonferenciis. Ad hoc autem se opponebat ballivus pro Rege, dicens quod in curia Regis judicari debebat latro predictus: Tandem, invento quod idem Ferricus est de heredibus Corbolii, et quod predicta terra sua fuit partita de terra dominorum Corbolii, pronunciatum fuit quod impedimentum, quod ballivus super hoc apponebat pro Rege, amoveatur et cesset, nec de cetero se opponat.

VII. Cum determinari deberet inquesta facta, de mandato Regis, per Guerardum de Keuresis, ballivum Silvanectensem, inter dominum Regem et dominum Johannem de Ponte, militem, super homagio domini Philippi de Trya, militis, siti apud Pontem-Sancte-Maxencie, utrum videlicet pertineret ad Regem vel ipsum Johannem: Quia domino Regi constitit, preter dictam inquestam, ipsum Johannem, sine cognicione cause, dissaisitum esse homagio dicti feodi, et eodem homagio fuisse spoliatum, predictum eciam Philippum de ipso feodo venisse ad homagium Regis; determinatum fuit quod idem Johannes erat restituendus, super dicto homagio dicti Philippi, salvo jure proprietatis, eidem domino Regi, si contra ipsum Johannem voluerit experiri, maxime cum constitisset, per testes plures, predecessores dicti Johannis homagium recepisse de feodo supradicto.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistros Petrum dictum Parvum et Henricum Deymberti, canonicos Laudunenses, super discordia que vertitur inter decanum et capitulum Sancti-Quintini Viromandensis, ex una parte, et magistrum Odonem de Sancto-Dyonisio, custodem ejusdem ecclesie, ex altera, ad sciendum si usitatum sit vel consuetum, in ecclesia Beati-Quintini, quod, quando aliqua perta accidebat in eadem de thesauro ejusdem ecclesie, utrum custos dicte ecclesie eam reddiderit, vel reddi fecerit, vel alius, et in quibus casibus hoc accidit. Et agebatur ad presens de perda

cujusdam partis capse Sancti-Quintini: Per istam inquestam non est probatum quod custos predictus vel alius pro eo unquam reddiderit, de suo, perdas factas in ecclesia Sancti-Quintini; set bene probatum est quod prepositus, qui est in ipsa ecclesia, consuevit facere reddi hujusmodi perdas, set non de suo, a decano et capitulo requisitus; dictum fuit decano et capitulo quod requirerent ipsum custodem, vel locum ejus tenentem, quod eis reddi facerent perdam de qua agitur; et custodi fuit dictum quod ipsam perdam, sine dilacione, tanquam justicia, faceret eis reddi, quando erit ab eis super hoc requisitus, a subditis suis qui thesaurum ecclesie custodire tenentur. Louis IX, 1265.

Hec fuit expedita in sequenti parlamento Omnium-Sanctorum.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Thomam de Parisiis, clericum ejusdem domini Regis, ad sciendum utrum Petrus de Vemarz, armiger, et antecessores sui, usi sunt percipere et habere in bosco domini Regis, qui vocatur Castanetum de Taverniaco, ramos, dolaciones et omnia hujusmodi, excepto principali tronco, si dominus Rex nemus illud fecerit amputari, secundum quod in carta regis Ludovici continetur; quod negabatur ei, ex parte Regis: Quia probatus est usus ipsius Petri, pronunciatum fuit quod saisina ramorum, dolacionum et similium, in predicto bosco, predicto Petro, de venta que ultimo fuit in ipso bosco, et alias, quando vendetur, deliberetur ipsi Petro, salva, domino Regi, questione proprietatis, si inde velit agere.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Gaufridum de Joyaco, ballivum Meduntensem, super eo videlicet quod abbas et conventus Columbenses dicunt et asserunt se usos fuisse apud Chaagnoles, justicia latronis et omni alia justicia; ballivo et preposito Brevallis dicentibus e contrario, pro domino Rege, quod dominus Rex et ejus gentes usi sunt, in dicta villa, justicia sanguinis et latronis: Quia minus sufficienter probatus est usus abbatis et conventus super justicia latronis, de quo modo agitur, in dicta villa de

Locus IX, 1265. Chaagnoles, et bene probatus est usus domini Regis super hoc, remaneat dominus Rex in saisina ipsius justicie latronis, in dicta villa, salva, abbati et conventui, questione proprietatis.

XI. Cum Johannes de Joyaco detineretur in carcere, et tractaretur de ponendo aliquem pro custodiendo dicto Johanne, Tyerricus Corderii dixit illis qui de hoc tractabant : « Robinus filius meus es- « set ad hoc bonus, et ego respondeo sive fidejubeo pro ipso, si quid « mali faciat. » Et tunc dictus Robinus positus fuit in turre pro custodiendo Johannem. Johannes de carcere fugiit, et Robinus cum eo ; petitur ab eo emenda : Probatum est quod Tyerricus se, pro filio suo Robino, obligavit, et quod tenetur pro filio.

XII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, super eo quod dominus Johannes Baudoini de Bretegny, miles, intendebat probare quod feodum de Monte-Rubeo, et quatuor arpenta pratorum apud Gentilliacum, et feodum de Clamart, et septem solidi censuales apud Parisios, que omnia dominus Rex tenet ad manum suam pro fornibanimento domini Guillelmi de Byevra; idem dominus G. tenebat ab ipso, ad unum feodum; que omnia petit sibi restitui, pro eo quod dictus dominus G. erat in homagio ipsius pro dictis feodis : Non est probatum, pro eodem Johanne Baudoini, quod predictus dominus Guillelmus de Bevra tenuerit ab ipso in feodum, feodum de Monte-Rubeo et alia supradicta, propter quod domino Regi remanebunt.

XIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Gaufridum de Villeta, militem, et magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum domini Regis, ad sciendum utrum major et pares de Belvaco usi fuerint licenciare seu congiare, a civitate Belvacensi, homines de sua communia, et a quo tempore, et in quibus casibus. Item ad sciendum utrum episcopus Belvacensis usus sit congiatos seu licenciatos a civitate Belvacensi, per majorem et pares Belvacenses, in villam

retinere seu revocare : Probatum est quod major et pares Belvacenses sunt in saisina licenciandi de civitate Belvacensi ; non est probatum quod episcopus Belvacensis sit in saisina revocandi ad villam licenciatos de civitate Belvacensi ; determinatum seu acordatum fuit quod dictis majori et paribus restituatur saisina licenciandi ; et licenciati quos dictus episcopus in civitate Belvacensi reposuit, videlicet Droco Sapiente et Hugo Toffie, de quibus ad presens contenditur, ejiciantur extra villam, tanquam licenciati (109). Louis IX, 1265.

XIV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, ad sciendum utrum dominus de Houveteville, qui dicitur esse primogenitus domini Roberti de Tornebu, usuavit vendere boscos suos de Houveteville sine tercio et licencia Regis, et, si vendidit dictos boscos, quociens vendidit ; a quo domino de Houveteville, dictus Robertus de Tornebu tenet boscos suos de Houveteville per lignagium : Rubrica non probatur pro eodem domino de Houveteville ; nec vendet libere.

XV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per eundem ballivum Gisorcii, super hoc quod dominus Symon de Pissiaco, miles, dicit et proponit quod idem Symon et ejus antecessores usuaverunt vendere, et vendiderunt boscos suos dictos de Normanvilla, sitos juxta Esmalevile, juxta Mesnillium-Morin, Kesneiam de Normanvilla, et viginti acras contiguas boscis domini Regis, sine tercio et licencia Regis : Nichil probatum est pro eodem Symone, nec vendet.

XVI. Inquesta facta, de mandato Regis, per Henricum de Cosanciis, militem, senescallum Petragoricensem, ad sciendum quis posuit vexillum domini Regis super monasterium Sancti-Aredii et supra turrim dicti loci, et qua de causa fuit ibi appositum dictum vexillum, et quis amovit de dicto loco dictum vexillum, et de modo predicte amocionis : Probatum est quod ipsum vexillum Regis, positum supra turrim Sancti-Aredii per gentes domini Regis ad de-

Louis IX, 1266. fensionem dicti loci, amotum fuit violenter per gentes vicecomitisse Lemovicensis, et turpiter tractatum; inter quas gentes vicecomitisse cognitus fuit Bertrandus Beles, qui aliquando equitat cum ipsa vicecomitissa.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXV.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Gerardum de Keuresis, ballivum Silvanectensem, ad sciendum utrum et quomodo Templarii usuaverunt de tercia parte mortuemanus hominum thesaurarii Meldensis, in terra Templi, apud Moyssiacum, et a quo tempore: Probata est saisina Templariorum; remaneant ipsi Templarii in saisina tercie partis manusmortue hominum predictorum.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, super eo quod Stephanus de Mesnilio Jordani, armiger, dicebat quod dominus Stephanus de Mesnilio Jordani, proavus ejus, et dominus Jordanus de Mesnilio Jordani, quondam avus ipsius Stephani, armigeri, et heredis eorum, fuerunt in usagio vendendi boscum suum, qui vocatur Boscus de Essartis, sine tercio et dangerio, quare petit habere dictum usagium: Rubrica non probatur; solvat idem Stephanus tercium et dangerium, nec vendetur sine licencia Regis.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Stephanum Boileau, prepositum Parisiensem, super eo quod Maillardus, Guillelmus Fauconiers, Adam de Janzi, Guiardus de Berron, Johannes

de Plaalliaco, Guiotus de Vileron, Renart Piel et Theobaldus de Vileron, miles, dicebant et asserebant quod ipsi habent omnimodam justiciam in villa de Vileron et ejus pertinenciis, quilibet eorum videlicet in propria terra sua, sita apud Vileron et ejus pertinencias; gentibus domini Regis e contra dicentibus quod dominus Rex erat in saisina justicie, in loco predicto: Quia agebatur de multro, et probatus est usus predictorum qui petebant, et nichil probatum est pro Rege, determinatum est quod ipsis Maillardo et aliis suprascriptis deliberetur saisina ipsius multri. Lotis IX, 1266.

IV. Testes recepti, de mandato domini Regis, ad sciendum qua hora Renaudus de Rostigas, mercator Placentinus, multritus fuit et in quo loco: Probatum est quod idem mercator multritus fuit post solem occasum, ita quod non potuisset ivisse per unam leucam, sicut quidam testium dicebant, vel per dimidiam, sicut alii asserebant, usque ad noctem; propter quod comes Sancti-Pauli, a quo socii sui petebant pecuniam ipsi mercatori ablatam, eo quod multritus fuerat infra districtum ville Attrebatensis, quam tunc tenebat, absolutus fuit, secundum consuetudinem Francie.

V. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et Johannem de Cliquebuef, ballivum Vernolii, ad sciendum utrum Paganus de Chaorcia, miles, et antecessores sui usi sunt judicare latrones captos in vavassoria de Clinchamp, et ibidem judicatos suspendere: Quia probatus est usus ipsius Pagani, domini de Climchamp, reddatur eidem saisina judicandi, apud Climchamp, latrones captos in vavassoria de Climchamp, et suspendendi.

VI. Quedam mulieres, que descenderant ex progenie Odonis Sire-Boen, proponebant se et maritos suos esse debere liberos in Pertico de constuma emendo et vendendo, pro eo quod dicto Odoni et omnibus ejus heredibus fuit data libertas predicta a comite Per-

Ludovicus IX, 1269. ticensi. Et ipse mulieres, ut dictum est, descenderant ab Odone predicto. Postmodum inquesta facta, de mandato domini Regis, per Symonem de Pogneiis et ballivum predictos, ad sciendum utrum aliqui heredes ipsius Odonis solverunt constumas et redevancias aliquas in terra comitis Perticensis, et quas, et quibus, et quo tempore : Quia inventum est maritos ipsarum mulierum, in ipso comitatu, pluries solvisse constumas, determinatum est quod mariti dictarum mulierum non gaudebunt hujusmodi libertate.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Guillelmum de Cheneveriis, militem suum, et Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super eo quod abbas et conventus Ferrarienses, nomine ecclesie sue, intendebant probare quod ipsi et antecessores sui usi fuerunt ducere, de boscis suis de Bella-Calma et de Foilletis, apud granchias suas, quas habent ultra rippam Luppe, deversus Puteolos, videlicet apud Angleures et eorum pertinencias, ad molendinos de Vallibus, ad Bougleniacum, ad Bursiacum, ad Orrevillam, ad Lainevillam, ad Puteolos, et apud Gevrinas, et ex alia parte rippe aque Luppe, deversus Senones, apud Rosetum, et apud Cortremant, et hec omnia usi fuerunt pacifice, sicut dicebant. Ex adverso autem intendebat probare, nomine domini Regis, Guillelmus de Gaudigniaco, miles, consergius foreste de Poucuria, quod ipse et antecessores sui, forestarii dicte foreste, usi sunt et fuerunt, ex parte domini Regis, capere et arrestare equos et quadrigas ipsorum abbatis et conventus, ducentes de boscis suis predictis apud granchias et alia loca sua superius nominata, quocienscunque ipsos inveniebant ducere de ipsis boscis ad loca predicta, et eciam levare emendas ab eis seu gentibus eorumdem: Quia conquerebantur abbas et conventus predicti, quod servientes domini Regis, qui dictos boscos custodiunt, impediunt quominus ipsi abbas et conventus utantur de dictis boscis in omnibus domibus suis predictis, qui quidem bosci sunt proprii ipsorum, sicut dicebant, quod et dictus ballivus Senonensis confitebatur, ita tamen quod non possunt dare nec vendere de eisdem, immo dominus Rex vendit quando

vult, et medietatem precii reddit monasterio, visa hujusmodi inquesta, et racionibus propositis intellectis, determinatum fuit quod dicti abbas et conventus remaneant in saisina utendi de dictis boscis, ad omnia sua necessaria, quoad edificandum et retinendum et ardendum et alia necessaria granchiis, domibus et locis suis predictis. Louis IX, 1268.

VIII. Item inquesta facta, de mandato domini Regis, per eosdem Guillelmum de Cheneveriis et ballivum Senonensem, super eo quod ipsi abbas et conventus Ferrarienses intendebant probare quod ipsi usi fuerunt ducere et habere porcos suos, ad voluntatem suam, in boscis suis predictis de Bella-Calma et de Foilletis et in nemoribus suis aliis, videlicet in nemore suo quod dicitur Merdeleux, et in valle dicta Goart, tempore pessone et glandis; ad quod e contra dicebat, pro domino Rege, dictus Guillelmus de Gaudigniaco, quod ipse et predecessores sui, forestarii dicte foreste, usi fuerunt similiter capere et arrestare porcos dictorum abbatis et conventus, pascentes in nemoribus de Merdeleux et de valle Goart, tempore pessone et glandis, et recredere dictos porcos ipsis abbati et conventui; set quod levaverunt ab eis emendam, non recolit idem Guillelmus nec forestarii ejusdem foreste. Ad quod responsum est, pro ipsis abbate et conventu, quod forestarius et servientes arrestaverunt pluries, et recrediderunt dictos porcos pascentes in nemoribus antedictis: Quia probatus est usus dictorum et abbatis et conventus, et, licet forestarius et servientes pluries arrestaverint porcos ipsorum, non tamen inventum est quod aliquam emendam propter hoc levaverint ab eisdem, determinatum est quod ipsi abbas et conventus remaneant in saisina ducendi porcos suos in boscis predictis, tempore pessone et glandis; ita tamen quod, si aliquis usagiarius super hoc conqueratur, audiatur, et fiat ei jus.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per cantorem Meledunensem et Petrum de Autolio, militem, ballivum Stampensem, ad sciendum utrum domini de Fericiaco usi sunt justiciare, de factis corporum, mobilibus et catallis, hospites eorumdem dominorum, qui

Louis IX, 1260. sunt advocati domini Regis (110); et utrum usi sunt justiciare ipsos, advocacione durante, et a quo tempore cepit dominus Rex habere advocatos in dicta villa, et qualiter advocati Regis, in villis vicinis, consueverunt justiciari de facto corporum, mobilibus et catallis, utrum per dominum Regem, post advocacionem et advocacione durante, an per dominos suos earumdem villarum : Nichil probatum est pro dominis de Fericiaco propter quod dominus Rex, cujus probatus est usus, debeat poni extra saisinam justiciandi advocatos suos de Fericiaco; et propter hoc remaneat dominus Rex in saisina sua, quantum ad advocatos suos de Fericiaco.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Gaufridum de Roncherolis, ballivum Viromandensem, super hoc quod major et jurati Laudunenses intendebant probare, contra comitem et comitissam Rociaci, quod illi qui sunt de pace Laudunensi sunt in possessione transeundi libere, et absque solucione winagii de merdanchisiis[1], et aliis rebus suis, in winagio ipsorum comitis et comitisse, inter aquam de Sere et aquam Axone, et quod pluries ibi transierunt aliqui et duxerunt mercandisias, et alia a quibus petebatur winagium, et, quando dicebant aut volebant fidem dare, vel dabant fidem quod erant de pace Laudunensi, vel cives Laudunenses, winagiarii dimittebant eos transire quittos, et, si gagia propter hoc capiebantur ab ipsis transeuntibus ibidem, postea per majorem et juratos predictos deliberabantur; que omnia ex parte ipsorum comitis et comitisse negabantur eisdem: Quia nichil sufficienter probatum est, per inquestam istam, pro ipsis majore et juratis Laudunensibus, licet aliqua per testes ipsorum probata fuerint, que faciebant pro comite et comitissa predictis, determinatum est quod illi qui sunt de pace Laudunensi solvant winagium.

XI. Testes recepti, de mandato domini Regis, super eo quod Robertus li Tyes, miles, dicit et proponit quod feodum de monasterio

[1] Lisez *mercandisiis*.

de Miecort debet relevari, per decem libras Parisienses tantummodo; quod sibi negabatur, ex parte Agnetis de Seranz, a qua movebat ipsum feodum, dicentis quod dictum feodum debet relevari per plenum releveium : Nichil probatum est pro ipso Roberto; solvat plenum releveium, secundum consuetudinem terre; et fuit judicium approbatum, super hoc datum, contra ipsum Robertum, in assisia, de quo idem Robertus appellaverat, et emendavit. Louis IX. 1265.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXV.

I. Inquesta facta per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, super eo quod episcopus Constanciensis dicit se habere in Foresta-Majori usum suum ad edificia sua facienda et reparanda, et in haia de Walonis, usum suum foci in manerio suo, et hec habuit ipse et predecessores sui ab antiquo, cujus inicii non extat memoria, sine tradicione vel assignacione viridarii seu servientum quorumcumque : Rubrica ista non probatur pro ipso episcopo, et, quia nichil probavit episcopus, nichil habeat.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, super eo quod homines de Chambliaco petebant usum pasturarum in mariscis qui sunt juxta villam de Campaniis, sicut se comportant a Busco-Comitis usque ad villam de Insula, et hoc habuerunt a tempore comitis Belli-Montis, sicut dicebant, et in pacifica possessione fuerunt usque in diem presentem; hoc excepto quod homines de Campanis a festo sancti Martini estivalis proximo transacto ceperunt animalia sua in pasturis eisdem, sicut dicebant; prefatis hominibus de Campanis n contra dicentibus quod usus pasturarum hujusmodi ad ipsos solum-

Louis IX, 1265. modo pertinet, et hoc usi sunt a tempore a quo non extat memoria, libere et quiete, et habent jus repellendi a pasturis supradictis omnia animalia aliena; dicentibus eciam quod homines de Chambliaco nullum jus habent ibidem pasturarum, et, si aliquando animalia ipsorum ibidem inventa fuerunt, ab hominibus de Campaniis, ejecta fuerunt, nec unquam, ipsis scientibus vel videntibus, ibidem pacifice remanserunt; dicentibus insuper quod illi qui tenebant de domino Rege, antequam conferret villam de Campanis Domui-Dei de Pontisara, reddebant, pro masuris suis et asiamentis dicte ville adjacentibus, sub quibus volunt dicta pascua comprehendi, quilibet duas corveias per annum, cum aliis redditibus suis, et tenebantur fenare prata temporibus comitum Belli-Montis, et adhuc tenerentur, si ibi essent prata. Ad quod respondebant homines de Chambliaco quod pro ipsis pasturis non solvunt redditus, nec aliqua villa que sit vel fuerit domini Regis, in toto comitatu Belli-Montis. Non tamen prosequi voluerunt intencionem suam homines de Campaniis: Quia probatus est usus hominum Chambliaci, remaneant in saisina sua ducendi seu mittendi animalia sua in pasturis mariscorum predictorum.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per vicecomitem Auribecci, super feodo quem Guillelmus Chevrel advocat quod tenetur de se, et Guillelmus armiger advocat quod tenetur de domino Rege, quem feodum Guillelmus Belin, presbiter, modo possidet, racione empcionis: Non est probatum quod istud feodum teneatur de Guillelmo Chevrel; remaneat Rex in possessione.

IV. Inquesta facta, de mandato Regis, per ballivum et decanum Bituricenses, ad sciendum quis fecit fieri pontem situm super ripariam Nerre, extra villam de Albigniaco, inter fossata domini Regis, ex una parte, et molendinum Reginaldi Grosse, ex altera, per quem pontem itur de rua de Argento ad ruam Porte nove de Albigniaco: Probatum est quod, ad expensas dicti Reginaldi Grosse, ultimo factus fuit bis predictus pons de quo agitur; reficiant eundem pontem

heredes dicti Reginaldi, qui jam decessit lite pendente. Agebatur quantum ad saisinam. Locus IX. 1265.

V. Testes Aelipdis, relicte quondam Petri de Barris, militis, pro se et liberis suis, ex dicto Petro procreatis, quos habet in custodia sua, contra Adam, dictum Choisel, militem, racione liberorum suorum, ex ipso Adam et defuncta Margarete, quondam uxore sua, procreatorum, et contra Gaufridum de Truysiaco, armigerum, tam racione sui quam racione Adeneti, nepotis ipsius Gaufridi, in ejusdem Gaufridi tutela seu advoeria existentis, ad probandum quod, tam dictus Petrus, dum vivebat, quam ipsa Aelidis et predecessores eorum fuerunt, a quadraginta annis nuper elapsis citra, in saisina exercendi omnimodam justiciam, a fossato liciarum existencium subtus Calvum-Montem, usque ad petras de villa Manesca. Item quod per dictum tempus fuerunt in saisina capiendi in dicto loco et justiciandi malefactores qui capiebantur apud Champigniacum, et apud Bellum-Montem, et in pertinenciis et adjacenciis dictorum locorum, sive sit per aquam, sive sit per terram, sive per nemora, sive eciam per alia loca ad dictas villas pertinencia. Item quod fuerunt in saisina, a dicto tempore citra, capiendi, detinendi, puniendi quoscumque malefactores seu forisfacientes in dictis locis, pro quolibet forisfacto, spectante tam ad magnam justiciam quam ad parvam. Item quod a dicto tempore citra fuerunt in saisina instituendi et destituendi, pro voluntate sua, in dictis locis, depositos[1], citatores, messerios, vinearios, custodes pratorum et alios servientes in dictis locis necessarios, quantum ad ea que ad exercicium, tam magne quam parve justicie, pertinent. Item quod fuerunt in saisina, per dictum tempus, venandi et piscandi in dictis locis, tam in rebus suis propriis quam eciam alienis. Item quod fuerunt in saisina, a dicto tempore citra, faciendi custodiri garennam et piscaturam locorum predictorum, et capiendi et explectandi forisfacientes, venantes et piscatores, captos et arrestatos in locis predictis.

[1] Lisez *prepositos*.

Louis IX, 1265.

Testes recepti a dicto Adam Choisel, contra ipsam Aelipdim, dominam de Calvo-Monte, ad probandum quod, tam defunctus Gaufridus de Prato, miles, quam ejus pater, tempore quo vivebant, a quadraginta annis citra, fuerunt in possessione vel quasi justicie et dominii Belli-Montis, et ponendi custodes in vineis, segetibus et pratis, tempore quo hec solent custodiri, venandi eciam in nemoribus suis. Item quod, tam dictus Adam, nomine seu racione uxoris sue, quondam filie dicti Gaufridi, et racione liberorum suorum et dicte uxoris sue, in avoaria sua existente, quam ille seu illi qui dictam uxorem suam, tempore quo vivebat, habebant in avoeria sua, fuerant in possessione vel quasi, nomine dicte uxoris, post decessum dicti Gaufridi, justicie dominii et de venacione nemorum predictorum. Item quod, si dictus Petrus vel ejus heredes venati fuerunt in dictis nemoribus, hoc fecerunt clam et per vim, ipso Adam et predecessoribus suis ignorantibus, non scientibus, nec presentibus. Item quod, in dicta villa Belli-Montis, idem Adam, a decem annis citra, exercuit justiciam, seu[1] in possessionem vel quasi de dicta justicia in dicta villa, de malefactoribus, quos ibi capiebat, excepta magna justicia et grueria, que ad dominum Regem pertinere dicuntur.

Item testes dicti Gaufridi de Trusiaco, contra dictam Aelipdim, ad probandum quod, tam avus quam pater et predecessores ipsius, tempore quo vivebant, quam ipse Gaufridus, post decessum eorum, fuerunt in saisina utendi justicia et dominio terre ipsius Gaufridi de Champigniaco et pertinenciis dicte terre, a quadraginta annis citra, et ponendi custodes in vineis dictorum justicie et dominii, et in segetibus, et in pratis, tempore quo hec custodiri debent. Item utendi venacione in nemoribus ipsius Gaufridi et medietate piscature in Yona, ab Escheroliis usque ad motam de Baneolis et eciam paludum et marchesiorum, a vinea defuncti Raspe usque ad pontellum de Bollipot. Item utendi de dictis justicia et dominio, a quadraginta annis citra. Item ponendi messerios, vinearios, capiendi latrones et alios malefactores, et alia faciendi que ad dictam justiciam et domi-

[1] Ajoutez *missus fuit*.

nium pertinent, excepto homicidio et raptu. Item quod, si dictus Petrus vel dicta Aelipdis, vel alius pro eis, fuerunt in saisina utendi dictis justicia et dominio dicte terre et aliis predictis, quod hoc fecerunt per vim et contra voluntatem ipsius Gaufridi et predecessorum suorum, non sine querimonia, seu lite movenda coram ballivo domini Regis, qui tunc temporis erat, seu ejus vices gerenti, a dicto Gaufrido et suis predecessoribus. Item quod, si unquam fuerunt dicti Petrus et Aelipdis, vel alius pro eis, in saisina utendi de predictis seu aliquo predictorum, non in pace fuerunt. Louis IX, 1268.

Testes producti, de mandato domini Regis, recepti fuerunt per Jacobum de Lingonis, civem Senonensem, et Johannem Monetarium, castellanum Senonensem: Quia sufficienter probatus est usus ipsius Aelipdis, domine de Calvo-Monte et predecessorum suorum, et minus sufficienter probatum est pro Adam et Gaufrido predictis; remaneat ipsa domina de Calvo-Monte in saisina justicie, apud Champigniacum et apud Bellum-Montem, et in pertinenciis adjacenciis dictorum locorum, instituendi eciam et destituendi, pro voluntate sua, in dictis locis, prepositos, citatores, messerios, vinearios, custodes pratorum et alios servientes necessarios in dictis locis, quantum ad ea que pertinent ad exercicium magne et parve justicie. Item venandi et piscandi in dictis locis, tam in rebus suis propriis quam in alienis, et faciendi custodiri garennam et piscaturam locorum predictorum, et capiendi et explectandi forisfacientes, venantes et piscatores, captos et arrestatos in dictis locis et eorum pertinenciis, vendendi eciam pisces ibi captos.

VI. Inquesta facta, de mandato Regis, per Johannem de Quarresio, militem, et Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super eo quod Johannes de Plesseyo, tunc armiger, dicebat, contra decanum et capitulum Senonenses, quod, cum, per cartam inter ipsos habitam, tenerentur eidem Johanni reddere latronem captum apud Pontes-super-Yonam, in terra capituli, ipsum latronem reddebant non vestitum sicut erat tempore capcionis, sed quasi nudum vel in

Louis IX, 1265. vilissimo habitu, unde petebat ipsos decanum et capitulum compelli ad reddendum sibi latronem vestitum sicut capiebatur; decano et capitulo e contra dicentibus quod, licet carta predicta non determinaret utrum latro deberet reddi nudus vel vestitus eidem Johanni, usi tamen fuerant reddere dictum latronem ipsi Johanni, non vestitum sicut erat captus, sed nudum vel in vilissimo habitu; et in ista possessione dicebant se fuisse ab antiquo et adhuc esse; quod negavit dictus Johannes, dicens e contrario quod si ipsi decanus et capitulum usi fuerant, super hoc non pacifice fuerant in possessione, quia idem Johannes se semper opposuit. Unde inquirendum erat de usu hujusmodi, et utrum se opposuit idem Johannes et qualiter et quociens: Quia probatus est usus capituli, et nichil sufficienter probatum est pro dicto Johanne, remaneat capitulum in possessione reddendi dicto Johanni de Plesseyo latronem captum apud Pontes-super-Yonam, in quali habitu voluerit idem capitulum.

VII. Testes Johannis de Plesseto, militis, recepti, de mandato domini Regis, contra decanum et capitulum Senonenses, super eo quod idem Johannes intendebat probare quod judicium latronum captorum apud Pontes-super-Yonam, in terra dicti capituli, ad ipsum Johannem pertinet et pertinere debet; quod eciam ipsi decanus et capitulum latrones ibi captos sibi reddere tenentur, ad metam super hoc assignatam, post diem et noctem postquam eos ceperint, nec eos ultra debent retinere; quod sibi negabatur, ex parte decani et capituli predictorum, et produxerunt testes ad probandum quod ipsi sunt in possessione judicandi latrones seu malefactores captos in parrochia de Pontibus, antequam reddant ipsos dicto Johanni de Plesseto vel ejus mandato. Item quod sunt in saisina tenendi latrones seu alios malefactores captos in ipsa parrochia de Pontibus, in presenti forifacto, per plures dies, ultra unum diem et unam noctem, quando non constat eis quod capti fuerint in presenti forifacto. Item quod sunt in longa possessione tenendi dictos latrones seu malefactores captos in dicta parrochia et in preseuti forifacto,

donec constet eis, vel probatum fuerit coram justiciariis suis, quod capti fuerint in presenti forisfacto : Tam per testes istos quam per litteras quasdam inter eos confectas, dictum et terminatum est quod capitulum judicabit latronem seu malefactorem captum in villa et parrochia de Pontibus, et dictus Johannes de Plesseto, per consilium vel per judicium, declarabit in curia sua, postquam sibi redditus fuerit malefactor, qualiter puniri debeat. Item dictum et terminatum est quod decanus et capitulum non possunt ipsum latronem seu malefactorem tenere ultra diem et noctem, postquam fuerit deprehensus in presenti, vel convictus coram capitulo. Louis IX, 1265.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et Johannem Cliquebuef, ballivum Vernolii, ad sciendum defectus et dampna que ferroni de Glocio sustinuerunt et habuerunt per Petrum de Verbria, venditorem foreste Britolii, et per gentes suas : Per inquestam istam pronunciatum est quod dictus Petrus tenetur dictis ferronis reddere dampna sua et defectus que sustinuerunt et habuerunt per dictum Petrum et gentes suas ; set qui fuerunt defectus et dampna adhuc restat declarandum.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, de boscis domini de Pratellis, apud Crasvillam, qui dicit quod ipse et antecessores sui vendiderunt pluries dictos boscos sine tercio et dangerio, postquam Normannia venit ad manum regis Philippi, ad visionem servientium domini Regis et vicecomitum, et ballivorum, et aliorum proborum hominum : Non est probatum quod dictus dominus de Pratellis vendiderit dictos boscos sine tercio et dangerio ; nec vendet.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, de boscis domine de Hotot, apud Roquefort et apud Herecort, que dicit quod ipsa et antecessores sui vendiderunt pluries dictos boscos sine tercio et dangerio, postquam Normannia venit ad manum regis Philippi, ad

Louis IX, 1265. visionem servientium domini Regis et vicecomitum, et ballivorum, et aliorum proborum virorum : Rubrica non probatur, non vendet sine tercio et dangerio.

XI. Cum dominus Rogerus Bacon supplicaret domino Regi, quod mercatum de Bernesto, quod in dampnum suum mutatum fuerat a die martis ad diem dominicam, quamdiu pater suus erat in garda Regis, iterum faceret ponere ad diem martis, et abbas Cerisiaci se opponeret, dicens quod hoc fieri non debebat cum ipsum mercatum esset ad diem dominicam quando pater ipsius Rogeri venit ad gardam Regis, propter quod super hoc idem Rogerus conqueri non poterat, sicut abbas dicebat; postmodum dominus Rex precepit inquiri utrum ipsum mercatum fuit primo ad diem dominicam quam ad diem martis, et quis mutavit a die dominica ad diem martis, et utrum fuit ad diem martis, et per quantum temporis, et utrum mutatum fuit iterum a die martis ad diem dominicam, et qua racione mutatum fuit, et ad peticionem cujus, et utrum dominus de Meloto, pater istius Rogeri Bacon, militis, erat in custodia domini Regis quando mutatum fuit, quare predictus Rogerus Bacon petit habere mercatum de Bernesto, quod modo est ad diem dominicam, ad diem martis : Per istam inquestam probatum est quod, quando pater istius Rogeri venit ad gardam Regis, istud mercatum de Bernesto erat ad diem dominicam, et post, ad instanciam cujusdam legati, mutatum fuit ad diem martis, et postmodum, ad peticionem abbatis Cerisiaci, mutatum fuit iterum a die martis ad diem dominicam; propter quod, cum idem mercatum sit in statu, in quo erat quando pater dicti Rogeri venit ad gardam Regis, determinatum fuit et dictum quod idem Rogerus non erat in peticione hujusmodi audiendus.

XII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Aurelianensem, et Petrum, presbiterum Castri-Novi, super usagio quod homines Castri-Novi petunt in boscis domini Regis, in haiis de Vi-

triaco, in ballivia Johannis Buticularii, in quibus haiis petunt ipsi homines usagium ad mortuum boscum, reddendo inde a quolibet, tredecim denarios ipsi Johanni, ad crastinum Natalis; et dicunt quod ibi habent tale usagium quale habent quidam alii de Castro-Novo, qui volunt ipsum mortuum boscum capere, reddendo dictos tredecim denarios, et possunt desistere a solucione dictorum tredecim denariorum, quamdiu volunt dimittere usagium, et redire ad ipsum usagium, quando voluerint, solvendo dictos tredecim denarios; et dicunt quod super hoc usi sunt a tempore regis Ludovici, patris istius Regis. E contra dicebatur pro Rege, quod non debent habere ipsum usagium, nisi tredecim homines, reddendo dictos tredecim denarios : Tam per inquestam istam quam per litteras inquisitorum domini Regis, deputatorum ad faciendas emendaciones domini Regis, deliberatum est simpliciter hominibus Castri-Novi dictum usagium quod petebant, reddendo inde tredecim denarios. Louis IX, 1269.

XIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Henricum de Campo-Repulso, clericum domini Regis, et Gaufridum de Roncherolis, tunc ballivum Viromandie, ad sciendum utrum domina Agnes, domina de Condran, et predecessores ipsius domine, domini de Condran, usi fuerunt in bosco de Columbiers, in parco de Folembray et extra, juxta nemus de Columbiers, ad ea que necessaria erant et sunt domui de Condran, a tempore a quo non extat memoria. Quod negabatur ex parte domini Cociaci, cujus est boscus predictus, quantum ad dictum parcum de Folembray : Probatum est per istam inquestam quod domina Agnes predicta habet usagium suum, tam in parco predicto de Folembray quam in toto bosco de Colombiers, racione dicte domus de Condran, et habeat usque ad rivulum de Rumencort ; et agebatur de saisina.

XIV. Petente domino Ambazie a comite Blesensi medietatem territorii de Blemart, quam dictus comes Blesensis tenebat, et eam idem dominus Ambazie, ex pluribus causis, ad se pertinere dicebat,

Louis IX, 1268. eodem comite in contrarium asserente dictam medietatem ad se pertinere debere, multis causis super hoc assignatis; die consilii et die visionis dicto comiti assignatis, facta eciam visione, idem comes postea, in quodam parlamento, contra ipsum dominum Ambazie defecit, propter quod dictus dominus Ambazie saisinam rei petite sibi adjudicari et deliberari petebat: Postmodum vero, de consensu parcium, salvo dicto defectu, quibusdam inquisicionibus factis super jure proprietatis, et auditis partibus in hiis que proponere voluerunt et petentibus super propositis et probatis sibi jus reddi, judicatum fuit quod dominus Ambazie haberet saisinam rei petite, racione defectus; et quia constabat per inquisiciones et alia erramenta, dictam terram ad dictum comitem jure proprietatis pertinere debere, eamdem terram ipsi comiti, tanquam suam propriam, adjudicavit curia; prefatum dominum Ambazie, per eandem sentenciam, privando saisina predicta (1 1 1).

XV. Inquesta facta, de mandato Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, super hoc quod Guillermus de Cyrri, armiger, quondam filius domini Guillelmi de Cyrri, militis, dicit et proponit quod dictus pater suus et ejus antecessores usuaverunt vendere boscos suos, dictos de Cyrri, sine tercio et licencia Regis : Nichil probatum est super hoc, pro dicto Guillermo de Cyrri; non vendet ipsos boscos sine tercio et licencia Regis.

XVI. Inquesta facta, de mandato Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, et per fratrem Gaufridum, preceptorem milicie Templi apud Repentegni, super hoc quod dominus Theobaldus de Bello-Monte, dominus de Novo-Mercato, dicit et proponit quod ipse et sui antecessores usuaverunt vendere boscos suos dictos de Monte-Renoudi, sitos juxta haiam de Novo-Mercato, sine tercio et licencia Regis : Nichil probatum est super hoc pro ipso domino Theobaldo; non vendet dictos boscos sine tercio et licencia domini Regis.

XVII. Questio vertebatur inter Guillelmum Purnele, militem, ex una parte, et Guillelmum de Lineriis, militem, dominum Meriville, ex altera, super eo quod, cum idem Guillelmus Prunele faceret unam fortem domum que nuncupatur Porta, dictus Guillelmus de Lineriis se opposuit, dicens quod impediebat ne fieret ipsa domus utendo jure suo, quia illa domus sita erat infra metas castellanie de Merevilla, et fuerat in possessione justicie dicti loci, et justiciaverat diu dictum locum. Guillelmus, dictus Prunele, negavit dictam domum fortem esse infra metas castellanie de Merevilla, et dictum Guillelmum de Lineriis exercuisse aliquam jurisdictionem ibi, dicens quod illam terram tenebat ab alio, videlicet a Rege, et quod ipse et antecessores sui, manentes in ipsa domo, justiciavèrunt se per Regem. Item dicebat idem Guillelmus Purnele quod ipse usus est justicia, et antecessores sui, in feodis suis que movent de feodo dicte domus. Mandavit igitur dominus Rex inquiri per Petrum de Autolio, militem, ballivum Stampensem, et per Hugonem de Sancto-Justo, ballivum Aurelianensem, utrum predicta domus de Porta sit in castellania de Merevilla. Item utrum dictus Guillelmus de Lineriis, vel ejus antecessores justiciaverunt habitantes in dicta domo de Porta, aut eciam feodum, aut domum. Item si dictus Guillelmus Prunele, vel antecessores sui, habitantes in dicta domo, justiciaverunt se per Regem. Item utrum ipse Guillelmus Purnele vel antecessores sui justiciaverunt feodum, et fuerunt in possessione faciendi justiciam in feodis que tenentur de dicto Guillelmo Prunele, moventibus de feodis in quibus ipsa domus de Porta sita est: Per istam inquestam probatum est quod dicta domus de Porta est in castellania Mereville, propter quod dictus Guillelmus Prunele non potest apud Portam facere domum fortem, contra voluntatem prefati Guillelmi de Lineriis, domini Mereville. Lotis IX, 1265.

XVIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Silvanectensem, super usu justicie cheminorum de Boillant quam episcopus Silvanectensis petita magna fovea quo est ultra ulmum de cimiterio desuper monasterium de Boillant versus Fenix, usque ad

Louis IX, 1266. murum terre Thome de Feritate, versus Crispiacum, in via de Porta desuper vivarium, et de Boillant usque ad crucem Ferre-Coc; de qua justicia idem ballivus dicebat dominum Regem usum fuisse: Nichil probatum est pro Rege; quia sufficienter probatus est usus dicti episcopi, remaneat idem episcopus in saisina justicie cheminorum de Boillant, infra metas predictas.

XIX. Inquesta facta, de mandato Regis, per Guerardum de Keuresis, tunc ballivum Aurelianensem, super eo quod Petrus de Chastres, miles, dicebat se usum fuisse integraliter justicia et expletis super Werellos, cubantes et levantes in censiva sua apud Chastres, de debitis, de plevinis et convencionibus; gentibus Regis e contra dicentibus quod communiter usum est super hiis, pro Rege et Petro predicto: Tam per inquestam istam quam per cartam inde confectam, pronunciatum est quod Rex habebit medietatem super omnibus predictis.

XX. Inquesta facta, de mandato Regis, per Hugonem de Brueriis et Gervasium de Fresnoy, milites, super contencione mota inter majorem et communitatem Asneriarum, ex una parte, et abbatem et conventum Regalis-Montis, ex altera, super tota justicia terre que fuit Hugonis La Truye, Petri de Tilloy et Guillelmi de Fay, militum et habitancium in ipsa terra; quam justiciam volebant habere abbas et conventus predicti, ipsis majore et paribus e contra dicentibus quod ipsam justiciam non debebant habere, quia dicti milites, a quibus habuerant ipsam terram, nunquam habuerant ipsam justiciam, immo ipsi eam habuerunt eo modo quo comites Belli-Montis et Rex eam habuerunt antequam esset sua communia constituta, et super hoc usi sunt pacifice, ipsis monachis scientibus et videntibus, sicut major et pares dicebant: De isto articulo, tam per inquestam quam per cartam, pronunciatum est quod major et communia habent justiciam in terris militum predictorum, quas habebant in banliva communie predicte. De articulo de quo erat contencio inter ipsos, de

dimidio modio avene quem illi de Asneriis petebant sibi reddi a dictis abbate et conventu annuatim, pro ipsis et hospitibus suis, in statu in quo illi de Lys solebant facere, antequam monachi aliquid haberent apud Lys, aut si aliquid deficeret de tota summa avene quam illi de Lys debebant, illi de Asneriis capiebant et consueverunt capere predam cujusque esset, vel apud Lys vel in pasturis et territorio de Lys, sine contradiccione, ubicunque potestas Regis se extendit circa Lys; pronunciatum est de isto similiter, tam per inquestam quam per cartam, quod major et pares Asneriarum possunt facere justiciam, pro duodecim minis avene predicte, quas debebant ipsi homines de Lys, in locis que sunt vel fuerunt dictorum hominum qui in dicto redditu tenebantur. Item de articulo de quo agebatur inter ipsos homines de Asneriis et monachos predictos, super exitibus vinearum quas ipsi monachi acquisierunt et plantaverunt, et acquirere et plantare poterunt in tota terra que est in potestate Asneriarum, extra muros ipsorum monachorum, de quibus dicebant ipsi de Asneriis quod monachi debebant venire per bannum ad pressorandum in pressorio Regis apud Asnerias, sicut alie gentes, milites et alii, fecerunt, usque modo temporibus comitum et Regis postmodum, quod monachi non tenebantur facere, sicut dicebant; pronunciatum est quod de vineis de quibus est contencio, et de acquisitis et plantatis in banliva dicte communie, debent venire, ad pressorandum ad pressorium Regis de Asneriis, quod tenet communia, illi qui tenent ipsas vineas. Louis IX, 1266.

INQUESTE

TERMINATE ET EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXVI.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Guiterium, militem, ballivum Turonensem, super eo quod Amalricus de Credone

Louis IX. 1266. dicit et probare intendit quod pater suus, tempore quo decessit, erat in possessione percipiendi et levandi terciam partem emendarum excedentium summam sexaginta solidorum, videlicet terciam partem ejus que excedit summam sexaginta solidorum, ab hominibus consuetudinariis et mansionariis in preposituris Turonie, ac eciam terciam partem emendarum, cujuscunque summe essent, ab hominibus consuetudinariis et mansionariis extra preposituras, de quibus dissaisitus fuerat per ballivos Regis, post mortem patris sui, dum esset minoris etatis, sicut dicebat: Per inquestam istam probata est intencio dicti Amalrici, et per assercionem aliorum qui fuerunt ballivi in Turonia; deliberata fuit eidem saisina emendarum hujusmodi, prout petit eadem, salvo domino Regi jure proprietatis.

II. Contencione mota, coram Henrico de Cousanciis, senescallo Petragoricensi, inter Bertrandum de Ciconiis, militem, ex una parte, et Almodiam, dominam de Argenciis, ex altera, super recuperanda possessione cujusdam terre, de qua agebatur inter eos, quam idem senescallus tenebat in manu sua, de mandato domini Regis; idem Bertrandus proposuit quod usus est et consuetudo, in comitatu Engolismensi, et quod fuit, in dicto comitatu, ab aliquibus judicatum quod, quando aliquis videt novam eschaetam alicui possidere in qua debet succedere, ille, ad quem predicta nova eschaeta debet devenire, debet venire ad dominum, in cujus dominio nova eschaeta consistit, et, si novam eschaetam coram domino fundali applegiaverit, tunc dominus fundalis debet rem petitam ponere in manu sua, et dare partibus terminum coram se, tamen rem petitam semper tenente in manu sua; et, presentibus partibus coram ipso, termino partibus assignato, si ille qui dicit quod proximior est illius cujus fuit nova eschaeta, infra annum et diem, novam eschaetam applegiaverit, et requisierit dominum fundalem, tunc tenentem saisinam nove eschaete habendam, et obtulerit domino fundali se facturum illud quod debet facere eidem pro nova eschaeta, tunc dominus fundalis, qui rem applegiatam tenet in manu sua, partibus presen-

tibus coram se, debet tradere saisinam illi qui applegiaverit novam eschaetam, et qui proximior est illius cujus fuit res petita, si pars altera presens fuerit, et non contraapplegiaverit; que omnia dicta domina per juramentum suum negavit, ponens, dicta domina, per juramentum suum, quod consuetudo est et usus, et jus usitatum, in comitatu Engolismensi, quod, si aliquis est in saisina aliquarum rerum, de quibus fuerit saisitus per manum domini fondalis, quod ille qui possidet non debet amoveri de saisina sua sine juris cognicione, et quousque vocatus fuerit in judicium possessor, que saisina, si amota fuerit possidenti, debet restitui, antequam respondeat, alicui petenti rem quam possidebat; que dictus miles per juramentum suum negavit, videlicet quod in tali causa non debet restitui. Item proposuit dictus miles quod, si dicta domina fuit saisita de rebus de quibus agitur inter ipsum et dictam dominam, non fuit saisita per annum et diem; quod domina supradicta per juramentum suum recognovit, dicens quod ipsa vel alius, nomine suo, fuit in dicta saisina per decem dies tantum. Item quod ipsa non fuit saisita, si saisita fuit, per judicium, quod dicta domina recognovit. Item proposuit quod, si ipsa saisita fuit, ipsa non fuit saisita parte presente vel sciente; ad quod respondit quod, quando ipsa fuit saisita, per comitem Engolismensem, dictus dominus Bertrandus, nec ejus uxor, nec aliquis pro ipsis, presens fuit. Item proposuit quod, si ipsa applegiavit, ipsa non applegiavit parte sciente vel presente; ad quod respondit quod ipsa non applegiavit, nec contraapplegiavit : Tandem, inquesta facta super hiis, de mandato domini Regis, tam per testes ipsius Bertrandi quam per pluria paria litterarum nobilium et aliorum, super hoc, eidem senescallo, ad instanciam ipsius militis, directarum, quam per aliquos eciam de testibus ipsius domine, probatus est usus seu consuetudo, ab ipso Bertrando propositus contra predictam dominam; pro ipsa vero domina nichil probatur per quod dicte consuetudini, ex parte dicti Bertrandi proposite, derogetur. Precepit curia quod senescallus Petragoricensis saisinam istius terre de qua agitur, et quam tenet in manu sua, deliberet ipsi Bertrando. Louis IX, 1226.

Louis IX, 1266.

III. Inquesta facta, de mandato Regis, per decanum et majorem Silvanectenses, super hoc quod Adam de Monte-Gonberti, miles, reclamabat, et dicebat se jus habere in bosco de Mortariis, qui fuisse dicitur Symonis de Serveio, quondam militis; abbate et conventu Longi-Pontis, Cisterciensis ordinis, e contra dicentibus dictum boscum penitus esse suum, racione elemosine sibi facte : Nichil probatum est pro dicto Adam de Monte-Guomberti et pro dictis abbate et conventu, propter quod habere debeant boscum predictum; nec habebunt. Et sciendum est quod dictus miles et procurator dictorum abbatis et conventus confessi fuerunt quod nunquam habuerant seu tenuerant dictum boscum, set est et fuit dominus Rex in saisina dicti bosci per sexaginta annos et amplius.

IV. Conquerebatur episcopus Mimmatensis quod, cum ipse et predecessores sui, episcopi Mimmatenses, essent in possessione faciendi et cudendi monetam in civitate Mimmatensi, cujus monete denarii appellantur vulgariter Mendois; dominus Ernulphus de Curia-Feraudi, senescallus Belliquadri, ipsum de predicta moneta dissaisivit; propter quod petebat sibi restitui saisinam suam de moneta predicta : Tandem, inquesta facta, de mandato domini Regis, super usu ipsius episcopi ac predecessorum suorum, probatum est sufficienter, tam per testes quam per famam, quod episcopi Mimmatenses, predecessores istius episcopi, fuerunt in possessione faciendi et cudendi monetam predictam et in loco predicto. Item quod moneta illa cucurrit per civitatem et dyocesim Mimmatenses, multo tempore; pronunciatum fuit et preceptum quod dicto episcopo restitueretur possessio faciendi seu cudendi monetam suam predictam, maxime cum, per privilegium regium quod idem episcopus pretendebat, appareat quod episcopus bene possit monetam cudere et facere (112).

V. Cum contencio verteretur inter abbatissam de Roseto-Juveni, ex una parte, et gentes domini Regis, ex altera, super saisina justicie ville de Chaton et pertinenciarum ejusdem, precepit curia Guil-

lelmo de Cheneveriis, militi domini Regis, et Petro de Autolio, militi, ballivo Stampensi, quod super saisina et usu ipsius justicie inquirerent: Tandem, inquesta facta super hoc per eosdem, sicut dicebant, retulerunt ipsi Guillelmus et ballivus, quod nichil pro Rege probatum fuerat per testes, et quod abbatissa sufficienter probaverat usum suum, propter quod, audita relacione eorum, deliberata fuit, per curiam, saisina ipsius justicie abbatisse predicte. Louis IX, 1266.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Stampensem, ad sciendum quomodo camerarii abbatis de Morigniaco, commorantes circa abbatiam de Morigniaco, usi sunt, in mercatis Regis apud Stampas et alibi prope, super libertate quam asserunt se habere in mercatis Regis, de consuetudinibus non solvendis; qualiter eciam usi sunt servientes et prepositi Regis, in mercatis suis, super percepcione constumarum a camerariis abbatis predicti: Audito usu ipsius abbatis et camerariorum, qui melius probatus est et plenius quam usus Regis, visa eciam carta ipsius abbatis, que ad hoc facit, pronunciatum fuit quod ipsi camerarii quitti sint et liberi de constuma in ipso mercato, apud Stampas.

VII. Priore de Aufăy volente construere quamdam domum infra ambitum prioratus de Aufay petiit idem prior a viridario de Yauvis quod liberaret seu traderet ei marrenium, ad construendum domum in loco ibidem eidem viridario ostenso; dictus viridarius tradidit marrenium in dicta foresta, ad faciendum predicta, et in loco ostenso; set dictus prior illud marrenium alibi transtulit, et domum de eodem construxit extra parrochiam de Aufay, longe per dimidiam leucam a prioratu predicto; quare petebat idem viridarius sibi emendari predicta. Dictus autem prior et eciam abbas suus Sancti-Ebrulfi, ad excusacionem suam, proposuit quod ita usus fuerat facere prout fecit. Item protulit cartas ad excusacionem predictam: Tandem, visa ipsa carta, et inquesta super ipso usu facta, de mandato domini Regis, per ballivum Caleti et magistrum Simonem de

Louis IX. 1266. Pogneiis, accordatum et pronunciatum fuit quod nichil inventum fuerat seu probatum quominus teneretur emendare predicta.

VIII. Cum Falqueta, relicta Henrici, quondam domini Branciduni, peteret saisinam castri de Corteveis et pertinenciarum ejus, sibi dati in dotem seu dotalicium ab ipso Henrico, sicut dicebat, quando contraxit matrimonium cum eadem; ad fundandam intencionem suam super hoc, multa proponens; Ansero de Serciaco, armigero, qui erat in saisina dicti castri, racione uxoris sue, sororis ipsius Henrici, cum qua fuerat, similiter cum ipso Ansero, super hoc mota questio, e contra dicente, pro se et Johanne filio suo ac dicte uxoris sue jam defuncte, quod ipsa domina Branciduni, pluribus racionibus, quas ipse super hoc proponebat, non debebat in hujusmodi peticione audiri: Tandem, auditis hinc inde propositis, et confessionibus parcium in jure factis, adjudicata fuit saisina dicti castri de Corteveis et pertinenciarum ejus ipsi domine Branciduni, racione dotis seu dotalicii.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Simonem de Pogneiis, clericum domini Regis, et Johannem de Floriaco, militem domini Regis, ad sciendum utrum Guido Mali-Vicini, miles, pater Guioti Mali-Vicini, erat in possessione vel quasi juridicionis sive justicie, tempore quo decessit, ab illo loco qui dicitur Fossa-Fescheline, directe usque ad Secanam. Item a Fossa-Fescheline, prout cheminus de Aneto se protendit, usque ad terras domini Thome de Maingnavilla, et per totas terras predictas dicti domini Thome de Maingnavilla, et a fine terrarum dicti Thome usque ad Petram-Thesauri. Item a dicta Petra-Thesauri directe usque ad spinam, que est inter villam de Soaindre et ecclesiam ejusdem ville, et exinde usque ad fontem desuper Joy, et a dicto fonte directe usque ad Buroout, et exinde directe usque ad spinam Guinemer, et a spina Guynemer usque ad Berchereunoe, et exinde directe usque ad Secanam, et in omnibus locis infra dictas metas contentis. Item utrum dominus Rex erat in

saisina dicte justicie in dictis locis, tempore quo dictus Guido decessit: Quia dictus Guido Mali-Vicini dicebat patrem suum predictum esse in saisina dicte justicie, tempore mortis sue, gentibus Regis e contra dicentibus dominum Regem esse in saisina dicte justicie, tempore mortis ipsius Guidonis, probatum est quod dominus Rex erat in possessione dicte justicie in locis predictis, tempore quo predictus dominus Guido Mali-Vicini decessit; remaneat Rex in possessione dicte justicie in locis superius nominatis. Louis IX, 1246.

X. Testes recepti, de mandato domini Regis, per ballivum Senonensem, super eo quod prior de Lorriaco in Boscagio proposuit contra Stephanum de Paley, armigerum, quod aqua et ripparia que est circiter molendinum de Closellis, prope Lorriacum, et justicia ipsius aque est abbatis et conventus et monasterii Bone-Vallis, et prioratus eorum de Lorriaco in Boscagio et domini Regis, et quod usi sunt dictis aqua et justicia, semper tanquam de sua. Dictus Stephanus hoc negavit, in contrarium asserens dictam aquam et justiciam esse suam. Procurator abbatis et conventus hoc negavit: Auditis attestacionibus parcium, et visa carta ipsius prioris, pro neutra parcium probatum est aliquid propter quod possessor rei, de qua agitur, removeatur a possessione sua; propter quod pronunciatum est quod ille qui possidet remanet in possessione sua.

XI. Cum, contencione mota inter Ansellum de Prunoy, militem, ex una parte, et burgenses de Charniaco, ex altera, super madio quem ipsi burgenses dicebant se habere in boscis dicti Anselmi, et de quo usi fuerant per sexaginta annos et amplius bene et pacifice, ut dicebant; dicto Ansello a contra dicente quod, licet idem madium habuerint, et de eo usi fuerint, non debebat hoc eis valere, cum nullum inde sibi solvant redditum, sicut dicebat, inquesta facta fuisset, de mandato Regis, super usu videlicet hominum predictorum: Tandem, inquesta ipsa curie relata et audita, determinatum et pronunciatum fuit quod usus hujusmodi, qui introductus fuit ad ludum, licet

Louis IX. 1266. longevus fuerit, non debet eis valere, cum nichil inde reddant militi supradicto, et quod super hoc non debebant audiri.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXVI.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Berterum Engelardi, ballivum Viromandensem, super injuria ac violencia quas abbas Sancti-Cornelii Compendiensis dicebat illatas fuisse preposito et quibusdam aliis monachis, sacerdotibus, diaconis, clericis, subditis ac servientibus monasterii sui Compendiensis a majore et burgensibus dicte ville, occasione cujusdam sacerdotis quem dictus prepositus, pro maleficio suo, ceperat; et post, cum dictus sacerdos prisionem monasterii fregisset, dictusque prepositus eundem sacerdotem de villa recedentem arrestaret, et ad carcerem monasterii reduceret, dicti major et burgenses, pulsata majore campana communie, et communia clamata, dictos monachos et alios verberaverunt, et turpiter tractaverunt, et dicti monachi in prisione belfridi positi et detenti fuerunt per illos de communia, sicut abbas dicebat: Inventum est per inquestam istam quod communia fuit clamata super dictos monachos et alios per plures. Item quod preceptum fuit in aperto per majorem, qui tunc erat Petrum videlicet Olivarii : « Pulsate, pulsate campanas. » Item quod verberati et turpiter tractati fuerunt. Item quod quidam ex ipsis monachis ducti fuerunt violenter in prisionem ville in belfrido, et ibi detenti quousque, per Regis potenciam, liberati fuerunt; pronunciatum est quod dictus major hoc emendet pro se et de suo et abbati et Regi. Item quod major qui nunc est emendet hoc pro communia ipsi abbati et domino Regi, ita quod certe persone que

invenientur in facto hujusmodi deliquisse, emendent et puniantur de suo, ad diminucionem emende ville. Louis IX, 1266.

II. Questio vertebatur inter episcopum Nivernensem, ex una parte, et Hugonem le Borgne, militem, ex altera, super eo quod idem Hugo dicebat quod ipse et antecessores sui sunt et fuerunt, tempore retroacto usque modo, in saisina justicie et blaerie (113) tocius terre sue de parrochia de Ragniaco, moventis de hereditate ipsius militis, ponendo suum proprium blaerium in propria terra sua communiter, coram gentibus, in ecclesia, et justiciando racione blaerie, quia alius casus majoris justicie non intervenit, et astringit se tantum ad probandum de locis ostensis qui sunt de suo patrimonio, scilicet de Magno-Campo sito ante domum ipsius. Item de campo qui vocatur Campus-Probatus. Item de terra sita inter grangiam et monasterium. Item de campo sito ante petram monasterii. Item de campo sito post domum capellani de Ragniaco. Item de omnibus pratis suis. Item de prato dicti capellani. Item de terra que vocatur Curtus-Campus. Item de Campo Faele. Item de terra de Rabuteau. Item de domo sua, et pertinenciis, et quodam homine quem habet in parrochia de Ragniaco. Non tamen dicebat se habere justiciam in rebus quas acquisivit ab hominibus episcopi, nec in aliis locis sitis infra metas ab episcopo nominatas; predicto episcopo ex adverso dicente quod ipse et antecessores sui, per se vel per alios, fuerunt per plures annos, et adhuc ipse est, per se et per alium, in saisina pacifica tocius justicie de Ragniaco a quercu des Aleus usque ad iter de Noelais, in pratis, vineis, domibus, nemoribus et rebus aliis, et maxime in pratis, vineis et terris ipsius militis sitis infra metas predictas, et specialiter de rebus ipsius militis, que sunt infra dictas metas in quibus dictus miles dicebat se habere justiciam et blaeriam: Per inquestam super hujusmodi questione factam, de mandato domini Regis, melius probatum est, pro dicto episcopo, quod ipse sit in possessione justicie et blaerie predicte terre ipsius Hugonis, quam pro ipso Hugone; pronunciatum fuit igitur quod dictus episcopus remaneat in possessione blaerie et justicie in locis predictis.

Locus IX. 1366.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Henricum de Campo-Repulso, clericum domini Regis, et dominum Guillelmum de Chevriaco, militem domini Regis, super injuria et violencia quam subballivus Attrebatensis, cum servientibus suis, intulisse dicebatur in ecclesia Attrebatensi, contra libertatem et immunitatem ejusdem ecclesie : Inventum est per inquestam istam quod idem subballivus percussit Johannem, servientem matriculariorum (114) in ecclesia Attrebatensi. Item quod impulit seu butavit Robertum, capellanum in ecclesia Attrebatensi, ipsum prohibentem ne intraret chorum dicte ecclesie. Item quod vocavit dictum Robertum *sacerdotem ribaldum*, et comminatus fuit ei quod ipsum evisceraret seu esboelaret. Item quod idem subballivus posuit digitum ad oculum Petri, clerici uxorati (115), et hoc in ecclesia predicta, quia dixerat ei quod malefaciebat quia violenciam inferebat in ecclesia Attrebatensi. Item quod ille qui fugerat ad ecclesiam, occasione cujus hec facta sunt, per unum de servientibus dicti subballivi fuit verberatus in choro ecclesie Attrebatensis; preceptum fuit ballivo Attrebatensi quod hec taliter faceret emendari per processiones et aliter capitulo Attrebatensi, a dicto subballivo, quod inde deberent esse contenti.

IV. Conquerebatur dominus Deodatus de Kanilliaco quod, cum ipse esset in possessione vel quasi meri et mixti imperii ac eciam jurisdicionis super homines ville de Canonica et tenementi ejusdem ville, curiales domini Regis (116) spoliaverunt eum dicta possessione vel quasi, propter quod petebat resaisiri de eisdem: Postmodum, cum dominus Rex super hoc fecisset inquiri, visa ipsa inquesta, inventum fuit quod dictus Deodatus fuit, per curiales domini Regis, spoliatus de premissis; et adjudicata fuit dicto Deodato possessio vel quasi predictorum. Inquesta super hoc facta est cum inquestis de sequenti parlamento octabarum Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo octavo, in quo facta fuit quedam declaracio contra dictum Deodatum de nobilibus personis et clericis.

Louis IX. 1266.

V. Inquesta facta, de mandato domini Regis, super eo quod scabini Attrebatenses, in causa mota inter eos et Bartholomeum dictum Petit, proponebant quod talis est usus vel consuetudo, in civitate Attrebatensi, quod quicunque sit filius alicujus burgensis Attrebatensis, et emancipatus fuerit, quacumque ex causa, censeri debet burgensis Attrebatensis; quod ex parte dicti Bartholomei negabatur; et proponebat idem Bartholomeus, ad defensionem suam, quod monetarius erat et filius monetarii, per quod eciam dictam talliam minime solvere tenebatur, sicut dicebat; quod sibi negabatur, et fuerunt super hoc testes hinc inde recepti : Tam per inquestam istam quam per rei evidenciam constat quod filii civium Attrebatensium emancipati remanent in burgesia Attrebatensi, si morantur in civitate Attrebatensi, et, si burgesie renunciaverint, vel a villa recesserint, idem filius debet solvere partem debiti ville, ipsum filium contingentem, secundum quantitatem bonorum dicto filio a patre datorum, in emancipacione seu in maritagio, vel pater ipsius emancipati solvet civitati hujusmodi debiti porcionem. Item, cum per confessionem dicti Bartholomei constet patrem suum fuisse burgensem Attrebatensem, et quod idem Bartholomeus fuit in quodam officio ville, ubi non consueverunt institui nisi burgenses Attrebatenses, accordatum fuit et pronunciatum quod idem Bartholomeus faciat et se habeat erga scabinos Attrebatenses, tanquam burgensis, vel solvendo talliam tanquam burgensis, vel, si velit relinquere burgesiam, partem debiti solvat.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, super eo quod Johannes le Vyntre de Verbria dicebat se plurimum dampnificatum esse, occasione manumissionum quas dominus Rex fecerat de quibusdam personis, ut asserebat, commorantibus apud Jaux, apud Hermencort, apud Omenx-le-Mont, et in tota parrochia loci ejusdem, apud Rivecort, apud Cynerieres, apud Puchieres, apud Cauly, apud Compendium, Marregniacum et Novam-Villam, in prejudicium juris sui, necnon et dampnum, cum, de qualibet persona illarum

Ludovicus IX, 1266. villarum, ante manumissiones hujusmodi, haberet aut habere deberet quinque solidos Parisienses, racione forismaritagii aut manusmortue, quando accidebat in villis predictis; Nichil probatum est pro dicto Johanne; nec habebit quod petit.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, ad sciendum utrum prior Argentolii sit in saisina ponendi, reparandi, removendi, quando opus erat, per gentes suas, quasdam planchas sitas subtus Cherisiacum. Item ad sciendum utrum comes Drocensis, qui super hoc se opponebat, sit in saisina ponendi, removendi, et reparandi planchas predictas, ipse vel antecessores sui: Inventum est per inquestam istam quod dictus prior est in saisina ponendi, amovendi et reparandi planchas predictas; remaneat prior in saisina sua.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Ansellum, militem, ballivum Gisorcii, et per Mathiam, castellanum Belli-Videre in Leonibus, ad sciendum utrum dominus Rogerus de Hotot, miles, potest capere cervos in ripparia de Andele et extra, versus forestam de Leonibus, venientes ad dictam rippariam de dicta foresta, seu redeuntes a dicta ripparia ad dictam forestam, utendo jure suo: Per istam inquestam nichil inventum est per quod dictus Rogerus de Hotot possit capere cervos, ut predictum est, nec capiet.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Medonte et Reginaldum le Sene, clericum, super eo quod jaolarius (117) domini Regis de Nogento dicit quod, quandocumque latrones capti sunt in terra abbatis Columbensis, et judicati in curia ipsius, et adducti ad petram de Nogento, et traditi servientibus Regis, pro justicia facienda, dictus jaolarius et antecessores sui jaolarii usi sunt habere robas et res proprias dictorum latronum, inventas super ipsos, tempore capcionis eorum, ea racione quod de ipsis faciunt justiciam ad proprios sumptus suos; dicto abbate e contrario dicente se et predecessores suos mittere dictos latrones ad dictam petram,

et ipsos tradere nudos in camisia, et dictas robas et res ipsorum retinere et habere, et suam facere voluntatem : Per istam inquestam inventa est saisina dicti jaolarii de Nogento, et nichil inventum est pro abbate; remaneat jaolarius in saisina habendi robas et res predictas. Louis IX, 1258.

X. Conquerebatur dominus Radulphus Tessons quod ballivus, vicecomes et servientes ballivie de Danfront, minus juste et sine causa racionabili, arrestaverunt ventam suam de suo bosco de Aufay, in eadem ballivia; propter hoc dicit quod minus juste et sine causa racionabili, quia ipse et antecessores sui semper vendiderunt dictum boscum libere et quiete, absque tercio et dangerio, et hoc intendit probare per inquestam. Dominus Rex super hoc fecit inqueri per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, et magistrum Radulphum Dagrane : Per inquestam ipsam, per eosdem factam, nichil inventum est per quod dictus Radulphus possit prefatum boscum d'Aufay vendere sine dangerio et tercio Regis; nec vendet.

XI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Constanciensem, ad sciendum utrum antecessores Johannis de Cupis vendiderunt, tempore retroacto, nemus suum quod vocatur nemus de la Busardiere, libere et pacifice, sine tercio domini Regis et dangerio, et utrum ita dictum nemus possit vendere dictus Johannes : Nichil inventum est per istam inquestam, per quod dictus Johannes possit vendere dictum nemus sine dangerio et tercio domini Regis; nec vendet.

XII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Constanciensem, ad sciendum utrum episcopi Abrincenses vendiderint, et vendere possint et debeant boscum suum de Sellant absque tercio domini Regis et dangerio venditorum suorum, et utrum ita vendere consueverint dictum boscum, temporibus retroactis: Nichil inventum est per inquestam istam, per quod dictus episcopus possit vendere

Locus IX, 1266. dictum boscum de Sellant sine dangerio et tercio domini Regis; nec vendet. Postmodum per aliam inquestam revocatum est.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXVI.

I. Cum dominus Rex presentasset Thomam de Forgiis, presbiterum, ad ecclesiam Montis-Goteri, Abrincensis diocesis, Grimaudus de Monte-Gotheri, armiger, se opposuit presentacioni hujusmodi, asserens presentacionem dicte ecclesie ad ipsum, racione juris patronatus, pertinere debere. Postmodum dominus Rex mandavit, per litteras suas, Renaudo de Rade-Ponte, ballivo suo Constanciensi, quod inquireret, secundum usus et consuetudines patrie, ad quem spectaret presentacio supradicta, ne per lapsum temporis presentacio dicte ecclesie impediretur: Tandem, relata inquesta super hoc facta per ballivum predictum, et diligenter audita, inventum est, per inquestam ipsam, jus patronatus dicte ecclesie ad dictum Grimaudum pertinere de jure, licet episcopus Abrincensis, qui pro tempore erat, dictam ecclesiam ultime persone mortue, per lapsum temporis, contulisset; et, tam per inquestam ipsam quam per litteras comitis Philippi Bolonie, quas idem armiger super facto hujusmodi patronatus exhibebat, pronunciatum est quod dicta presentacio ad ipsum armigerum et non ad Regem spectabat; et amovit dominus Rex impedimentum quod super hoc posuerat.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Berterum Engelardi, ballivum Viromandensem, super eo quod major et jurati de Condeto dicebant quod, de omnibus casibus qui accidunt in com-

munia sua de Condeto, debent convenire cum majore et juratis de Vesliaco apud Couayum, quando requiruntur illi de Vesliaco ab illis de Condeto, vel illi de Condeto ab illis de Vesliaco; et si casus acciderit ubi poni debeant custus et expense, major et jurati de Vesliaco, de dictis custibus et expensis, debent solvere quatuor partes, et illi de Condeto, quintam partem; et sic usi fuerunt major et jurati de Condeto, contra majorem et juratos de Vesliaco, sicut dicebant; quam posicionem quatuor parcium expensarum negabant se debere major et jurati de Vesliaco, nisi de expensis solum factis per concordiam et consensum, vel racione utriusque communie et pro communibus negociis utriusque communie: Tam per confessionem parcium quam per inquestam istam, inventum est quod, de expensis et sumptibus factis per concordiam vel consensum utriusque communie, vel pro communibus negociis utriusque communie, tenentur solvere quatuor partes major et jurati de Vesliaco, et quintam partem tenentur solvere major et jurati de Condeto. De expensis vero factis, racione communie de Condeto, nichil est probatum per quod illi de Vesliaco aliquid solvere teneantur; nec solvant. Louis IX, 1266.

III. Testes recepti, de mandato domini Regis, super eo quod Droco de Silvanecto, serviens domini Regis, intendebat probare, contra Droconem de Credolio, quondam majorem Silvanectensem, videlicet quod idem Droco, elapsi sunt quinque anni vel circa, tempore majorie sue, ceperat in manu ville bona que fuerant Petri de Barris, quondam fratris dicti Droconis de Silvanecto, et per litteras Regis, quas super hoc habuerat idem Droco de Credolio, que bona estimabat ad valorem mille librarum Turonensium vel amplius; quorum bonorum saisinam petebat idem Droco de Silvanecto, tanquam heres propinquior, dicto Drocone de Credolio e contrario respondente quod, cum, mortuo fratre suo, idem Droco de Silvanecto peteret quod dicta bona saisiret in manu ville, pro salvo eidem faciendo, idem Droco de Credolio misit, cum eodem Drocone de

Louis IX, 1266. Silvanecto, ad videndum bona predicta, et post, cum ea vidisset, respondit idem Droco de Silvanecto quod tunc se sufferret usque alias, quod eciam dicta bona deliberata erant executoribus dicti defuncti, quos in suo constituerat testamento, propter quod, sicut dicebat, non erat dictus Droco de Silvanecto in sua peticione audiendus : Tandem, attestacionibus testium hinc inde productorum inspectis, et hinc inde propositis plenius auditis, partibusque jus sibi fieri petentibus, inspecto eciam testamento predicti defuncti, judicatum fuit et pronunciatum quod dictus Droco de Credolio, major eciam et jurati Silvanectenses, absolvendi erant ab impeticione dicti Droconis de Silvanecto, et super hoc per curiam absoluti fuerunt.

IV. Inquesta facta, de mandato Regis, per Gillonem de Calceya, clericum suum, et per Galterum Bardin, ballivum Ambianensem, super eo quod episcopus Attrebatensis proponebat, contra abbatem et conventum Sancti-Vedasti Attrebatensis, quod ipse episcopus et predecessores sui, a tempore a quo non est memoria, usque ad tempus quo ballivus Ambianensis predictus cepit ea, de quibus contenditur, in manu sua, destruxerunt et demolierunt ea que, preter licenciam suam, fiebant seu construebantur in vico qui dicitur de Malleis, apud Attrebatum, extra domos, et exercuerunt in dicto loco omnimodam justiciam altam et bassam, et fuerunt in saisina, usque ad dictum tempus, faciendi predicta, et ista tenent a domino Rege, et, cum quoddam stallum, preter licenciam dicti episcopi, factum fuisset in dicto loco, serviens episcopi demoliri fecisset, dictus serviens, ex parte abbatis et conventus Sancti-Vedasti captus fuit, verberatus et incarceratus ; quare petebat procurator ejusdem episcopi ea que dictus ballivus in manu sua ceperat, sibi restitui, videlicet saisinam justiciandi, seu omnimode justicie exercendi in dicto loco, et demoliendi seu destruendi ea que, preter licenciam suam, ibidem facta fuerint seu constructa. Item capcionem, incarceracionem et verberacionem petebat emendari episcopo supra dicto.

Ad que procurator dictorum abbatis et conventus, ex adverso, respondit, quod negabat omnia, proposita ex parte dicti episcopi, esse vera, prout superius sunt expressa, dicens dictos abbatem et conventum esse in possessione seu saisina exercendi justiciam in dicto loco, tempore quo dictus ballivus cepit justiciam dicti loci, ex parte Regis, in manu sua; et istam possessionem petebat procurator dictorum abbatis et conventus, a dicto ballivo restitui abbate et conventu[1] supradictis; quam quidem capcionem et incarceracionem servientis episcopi confessus fuit procurator dictorum abbatis et conventus, set verberacionem negavit: Visa et audita inquesta hujus, accordatum fuit et pronunciatum quod saisina justiciandi, in dicto vico de Malleis, item demoliendi stalla, et fenestras et alia facta super dictum vicum, preter licenciam episcopi, quam saisinam cepit dictus ballivus in manu sua, reddatur episcopo supradicto. Item quod dicti abbas et conventus emendant episcopo capcionem et incarceracionem servientis dicti episcopi, ita quod, si dictus episcopus excedat modum, moderabitur per ballivum; et super saisina predictorum impositum fuit silencium abbati et conventui memoratis. Louis IX, 1266.

V. Inquesta facta, de mandato Regis, per Guillelmum, decanum Sancti-Aniani Aurelianensis, super eo quod Johannes de Soisiaco, miles, proponebat, contra abbatem et conventum Sancti-Victoris Parisiensis, se et predecessores suos esse et fuisse in possessione pacifica venandi seu chaciandi, a tempore a quo non extat memoria, in quodam nemore, cujus proprietas est ipsorum abbatis et conventus, sito inter Soisiacum et Dravel, ita quod nullus possit ibidem venari preterquam ipse Johannes et heredes sui, ut dicebat; quod negaverunt dicti abbas et conventus, asserentes e contrario et dicentes dictum nemus sibi et monasterio suo pertinere, cum omni jure suo, dominio, proprietate, possessione et chacia; quod intendunt probare, tam per testes quam per instrumenta. Item

[1] Lisez *abbati et conventui.*

Locis IX, 1264. quod ipsi venati sunt in nemore suo per servientem suum proprium pacifice, sciente et vidente dicto Johanne et predecessoribus suis. Item intendunt probare quod alius sive alii venati sunt in eodem nemore, de mandato et licencia ipsorum, pacifice. Item intendunt probare quod, cum quidam miles venatus fuisset ibidem, de mandato et licencia ipsorum abbatis seu conventus, idemque Johannes, vel ejus mandatum, cepisset resellos ipsius militis, et ipsi abbas et conventus, seu eorum mandatum, movissent super hoc questionem de ipso Johanne, in assisia Corbolii, determinatum fuit, per dictam assisiam, contra dictum Johannem, coram bonis astantibus, quod locum ressaisiret de dictis resellis, quos minus juste ceperat vel capi fecerat. Item intendunt probare quod dictus Johannes predictum locum resaisivit, prout injunctum ei fuerat in assisia. Item intendunt probare quod serviens eorum, sive custos dicti nemoris, pluries cepit resellos dicti Johannis in dicto nemore, quando ipse vel alius, nomine suo, venerant ibi ad venandum, sive causa venandi. Item et quod pluries inhibitum fuit dicto militi et familie sue, ex parte dictorum abbatis et conventus, ne venarentur, seu intrarent dictum nemus, causa venandi. Ad que omnia non astringunt se probanda, set ad id quod sibi sufficiat de eisdem : Visa ista inquesta, adcordatum est quod dictus Johannes de Soisiaco remaneat in saisina venandi in dicto nemore, ad furetum et resellos, ad cuniculum, et quod non potest prohibere abbati et conventui Sancti-Victoris vel aliis ne venentur in nemore supradicto.

VI. Conquerebantur burgenses Parisienses de terra Sancte-Opportune Parisiensis quod episcopus Parisiensis de novo levabat ab eis, in dicta terra Sancte-Opportune, theloneum unum seu constumam unam de rebus ibidem emptis et venditis, in sua tercia septimana (1 : 8), licet ipsi nunquam solverint dictum theloneum seu constumam, nisi solum dicte ecclesie Sancte-Opportune, sicut dicebant. Canonici eciam dicte ecclesie super hoc conquerebantur, petentes hujusmodi supprisiam, ab ipso episcopo factam, penitus amoveri:

Tandem, cum dominus Rex precepisset, super facto hujusmodi, videlicet qualiter dictus episcopus usus super hoc fuerat, addisci veritatem, et super hoc testes aliqui recepti fuissent, quorum testium officialis Parisiensis aliquos gentibus domini Regis nominavit, audita ipsa apprisia, non fuit inventum quod dictus episcopus Parisiensis habuerit, vel receperit unquam, in tercia septimana sua, aliquam constumam de rebus venditis et emptis in terra Sancte-Opportune, propter quod videtur esse nova supprisia. In nullo processum est vel actum per istam apprisiam vel inquestam. Louis IX, 1266.

VII. Inquesta facta, de mandato Regis, super eo quod domina Margarita de Baigniax asserebat quod ipsa poterat vendere suum boissonum, qui est retro domum suam de Bello-Campo, sine grieria et sine licencia Regis et ballivi, et quod alias antecessores sui vendiderunt dictum boissonum sine contencione, ballivo Aurelianensi dicente e contrario quod sine grieria et licencia Regis vendi non poterat: Per istam inquestam nichil probatum est pro ipsa domina; pronunciatum est quod dicta domina non potest vendere dictum boissonum sine grieria et licencia Regis.

VIII. Questione mota inter custodem regalium Morinensium, ex una parte, et decanum et capitulum Morinenses, ex altera, super eo quod idem custos volebat custodire, ex parte Regis solum, racione regalium, peccuniam habitam de bonis spiritualibus, seu spiritualibus annexis, que reservari debent futuro episcopo Morinensi; decano et capitulo predictis e contra dicentibus quod, per Regem et ipsos, debent insimul custodiri, asserentibus eciam quod ordinatum seu consensum fuit, inter eos et magistrum Jacobum de Attrebato, tunc custodem regalium Morinensium, quod Johannes de Domno-Medardo reciperet et custodiret dicta bona, seu dictam pecuniam, tam ex parte Regis quam ex parte capituli; quam quidem ordinacionem seu consensum negabat dictus magister Jacobus. Mandatum fuit, per dominum Regem, quod super ordinacione et consensu hujusmodi veritas

Louis IX, 1266. inquireretur : Qua inquesta relata, probata fuit ordinacio et consensus, ex parte capituli proposita; ordinatum fuit igitur per curiam, et pronunciatum quod dicta pecunia, per Regem et capitulum insimul, custodiatur, quousque sit episcopus in ecclesia Morinensi, ita tamen quod capitulum nichil capiat de dicta pecunia.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum domini Regis, et Gaufridum de Joiaco, ballivum Medontensem, super eo quod homines de Chapeto dicebant, contra priorem et conventum Sancti-Nigasii de Mellento, se et antecessores suos usos fuisse a longo tempore, esse quittos et liberos de omnibus rebus et denariatis quas emunt et emerunt in mercato Mellenti, ad usagium suum; premissis priore et conventu premissa negantibus esse vera, et dicentibus quod dicti homines et antecessores sui nunquam usi fuerunt pacifice super premissis : Per inquestam istam probatus est usus hominum predictorum, et pronunciatum fuit quod remaneant in saisina sua quittacionis et libertatis predicte.

X. Conquerebatur dominus Johannes de Sancto-Claro de ballivo Medonte suprascripto, quod idem ballivus eidem diruerat portas suas, sitas super vicum Sancti-Clari, et quasdam eciam alias portas suas, quas habebat versus campos dicte ville, et petebat eas sibi restitui. Ballivus vero dicebat quod ipsas portas diruerat quia, cum Berengarius Rabot, tunc ballivus Medonte, inhibuisset, per se vel per mandatum suum, dicto Johanni, vel gentibus suis, ne clauderet vel claudi faceret dictas portas, sitas super vicum predictum, dictus Johannes eas clausit, contra inhibicionem dicti ballivi vel ejus mandati. Item dicebat dictus ballivus quod, cum, per se vel per alium, inhibuisset dicto Johanni, seu gentibus ipsius, ne ipse alias portas, sitas versus campos ville, quas de novo fecerat carpentari, levaret seu levari faceret, clauderet vel claudi faceret, idem Johannes, contra dictam inhibicionem, levavit seu clausit easdem : Tandem, cum dictus

Johannes hujusmodi inhibiciones negaret, dominus Rex super hoc precepit inquiri; qua inquesta relata et visa, inventum fuit quod facte fuerunt, ut premissum est, prohibiciones predicte, et quod, contra inhibiciones ipsas, predicta fecit idem Johannes : Pronunciatum fuit quod porte site super vicum, quas, contra inhibicionem, clauserat, remaneant aperte, et stent non clause; de aliis, contra inhibicionem, levatis, dictum est quod penitus cadant, et remaneant dirute. Item pronunciatum est quod premissa emendet. Louis IX, 1266.

XI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Thomam de Parisiis, clericum, et Johannem de Ruisselede, militem domini Regis, super justicia de Boissiaco, de qua comitissa Marchie dicebat se esse in saisina, gentibus domini Regis dicentibus e contrario, dominum Regem esse in saisina dicte justicie. Item super quadam ulmo, sita extra dictam villam de Boissiaco, que ceciderat, quam gentes domini Regis asportaverant, de qua dicta comitissa petebat locum resaisiri, eam asserens ad se pertinere debere. Item de eo quod prepositi Montis-Leterici compulerant eam, sicut dicebat, ad recredendum equum molendini de Orgivalle, quem ipsa ceperat, eo quod molendinum erat in castellania Montis-Letherici, quem petebat sibi restitui dicta comitissa, et quod permitteretur gaudere dicto equo sic capto. Item de impedimento quod prepositi de Monte-Letherico faciebant ei in libertate mercati sui de Longo-Jumello, satagentes habere consumam, apud Montem-Lethericum, in crastino dicti mercati de pecudibus venditis in dicto mercato de Longo-Jumello, quod petebat sibi amoveri. Item de justicia quam ipsa petebat in feodo suo de la Briche, gentibus domini Regis eam dicentibus ad dominum Regem pertinere : Per inquestam istam probatum est quod ipsa comitissa est in saisina basse justicie apud Boissiacum, et fuit pronunciatum quod remaneret in saisina sua; de alta vero justicia in loco illo nichil est inventum vel probatum sufficienter pro ipsa nec contra ipsam. De ulmo vero pronunciatum est quod restituatur locus ubi capta fuit, non tamen ut via publica, set, salvo jure domini Regis, si locus ille ad

Louis IX, 1267. viam publicam reduceretur; de facto quidem equi predicti capti dictum est quod prepositus Regis cesset ab impedimento quod super hoc faciebat, cum molendinarii ipsi non docuerint, seu docere voluerint de jure suo, et permittatur gaudere comitissa dicto equo quem ceperat, ad quem recredendum compulsa fuerat per gentes domini Regis. Porro de mercato Lonjumelli pronunciatum est quod idem mercatum, super pecudibus venditis in illo, habeat libertatem suam usque ad horam terciam in crastino mercati, non reddendo pedagium vel traversum apud Montem-Lethericum pro animalibus venditis apud Lonjumellum, die mercati. Item quantum ad feodum de la Briche, nichil est probatum pro comitissa de justicia quam ibi petebat.

XII. Inquesta facta super eo quod prior Sancti-Germani-in-Laia dicebat quod census et justicia hostisie Godin sua erant; majore et communia Pissiaci e contra dicentibus quod ea debebant habere: Per inquestam istam, seu per testes istos, inventum est quod dictus prior habet justiciam in dicta hostisia Godin; pronunciatum fuit quod sibi remaneat.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXVII.

I. Conquerebantur major et jurati de Brueriis et alii homines dicti loci, quod, cum ipsi essent et fuissent in saisina utendi pasturagio quod est inter Bruerias et Ardon, et colligendi ibi herbas, tanquam in pasturagio communi, fratres milicie Templi impediunt possessionem eorum, et perturbant, capiendo homines et servientes eorum, et colligendo ibi herbas, propter quod petunt Templarios

compelli ad cessandum de dicto impedimento. Templarii vero negabant possessionem eorum, et quod pacifice usi non fuerant de eodem : Tandem, inquesta super hoc facta, de mandato curie, tam per confessionem parcium quam per testes majoris et hominum de Brueriis, ac aliorum eciam, inventum est quod dicti major et homines sunt in saisina dicti pasturagii, et colligendi ibidem herbas, tanquam in pasturagio communi, nec sufficienter probata est interrupcio quam Templarii proponebant contra ipsos homines; pronunciatum est quod dicti major, jurati et homines utantur possessione sua, et est injunctum ballivo quod, si Templarii homines ipsos super hoc impediant, ipse impedimentum eis amoveat. Loun IX, 1267.

II. Conquerebatur prior de Karitate quod, cum ipse et predecessores sui sint et fuerint in possessione justicie latronis capti in villa et territorio de Ladito, temporibus retroactis, in casibus qui de hujusmodi justicia contigerunt ibidem, et habendi furchas in villa predicta, ballivus Stampensis impediebat eumdem quominus justiciare posset quemdam latronem captum in dicta villa, eo quod furatus fuerat garbas, ut sibi imponebatur, et per gentes ipsius imprisionatus; propter quod petebat impedimentum ballivi sibi super hoc amoveri. E contrario dicebat ballivus, pro Rege, quod dominus Rex usus est dicta justicia, in villa predicta et ejus territorio, propter quod non debebat super hoc audiri, sicut dicebat : Tandem, inquesta facta super usu ipsius prioris ac domini Regis, per dictum ballivum et magistrum Thomam de Parisiis, clericum domini Regis, quia, per inquestam ipsam, probata est et inventa intencio dicti prioris, et nichil probatum est pro Rege, deliberate sunt, per curiam, ipsi priori, dicta justicia et furche sue in loco predicto.

III. Proponebat Robertus, dictus Avoe, contra Theobaldum de Castro, vicecomitem de Moritonio, quod, cum Th. le Gresle, super furto diffamatus, in prisione domini Regis, apud Moritonium, teneretur idem captus, per remissionem et negligenciam dicti viceco-

Louis IX, 1267. mitis, et per premium super hoc sibi datum, a dicta prisione exivit, et, post hujusmodi exitum, ipsi Roberto, quinquaginta quinque libras Turonenses abstulit, et eum disrobavit. Verum, cum, per culpam dicti vicecomitis, de dicta prisione exivisset, petebat dictum vicecomitem, ad reddendam sibi pecuniam predictam, compelli. Dictus autem vicecomes hoc negabat, et supplicabat domino Regi quod super hoc faceret veritatem inquiri, et, si eum super hiis inveniret reum, bene puniret eumdem : Tandem, inquesta facta, de mandato Regis, super premissis, per Reginaldum de Radoponte, ballivum Constanciensem, et Radulphum de Menilio-Osberti, clericum, quia nichil probatum est contra dictum vicecomitem, absolutus est ab impeticione dicti Roberti.

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Guiterum de Vileta, militem, ballivum Turonensem, et dominum Theobaldum de Companso, canonicum Locharum, ad sciendum utrum garda cheminorum et viarum ad dominum Regem pertineat in villa Cormeriacensi, secundum communem terre et loci illius consuetudinem, pro eo quod in eadem villa raptum et multrum habet dominus Rex, et utrum spectat ad dominum Regem travalla equorum, et stalla terre defixa, et solaria que sustinentur super columpnas solo adherentes, que cheminis et viis prestant impedimentum, propter hoc tollere : Probata est hec consuetudo, videlicet quod, qui habet raptum et multrum, habet gardam magnorum cheminorum, per quos itur de civitate ad castrum, et de castro ad civitatem ; item quod potest tollere stalla et travalla terre noviter defixa, prestancia viis impedimentum.

V. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, inter presbiterum de Hacquevilla, Gaufridum Sutorem, Petrum Agnetis, Guillelmum Anglicum, Petrum de Valle, Petrum Boillon, Odonem Brechier, Johannem de Valle, Petrum Gondoin, Nicholaum Havart, Guillelmum

Brechier et Johannem Crespin, ex una parte, et dominum Regem, ex altera, super libertate pasnagii quam predicti presbiter et homines petunt habere et debent, prout dicunt, in foresta Bordi: Nichil probatum est, pro ipsis presbitero et hominibus, super libertate predicta; pronunciatum est quod libertatem ipsam non habeant dictus presbiter et homines de Hacqueville, pro quibus omnibus petebant homines suprascripti, sicut retulit dominus Julianus, Rothomagensis ballivus. LOUIS IX. 1267.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Stampensem, super eo quod prior Sancti-Guenayli de Corbolio dicit habere justiciam in camerariis et mercatoribus in terra sua existentibus, preposito Corbolii, pro parte domini Regis, a contra dicente quod non debet talem justiciam habere, cum de camerariis et mercatoribus nullus in castro Corbolii justiciam possit de jure exercere, nisi gentes domini Regis, super quibus dictus prior intendit probare se usum fuisse justiciare tales camerarios et mercatores in terra sua, infra barras castri Corbolii existente: Probatus est usus prioris, et quod a prepositis Corbolii aliquociens rehabuit curiam suam de dictis camerariis et mercatoribus, quando coram prepositis citabantur; adjudicata est ipsi priori saisina justicie dictorum mercatorum et camerariorum in terra sua predicta, carta sua prius inspecta.

VII. Conquerebatur capellanus ecclesie parrochialis Ville-Nove en Hez, quod, cum ipse et predecessores sui, capellani dicte ecclesie, fuissent in longa et pacifica possessione percipiendi et habendi decimam poretarum, ceparum, lini et omnium fructuum nascencium in gardino domini Regis, apud dictam Villam-Novam, per gentes domini Regis, de eis, a modico tempore citra, fuerat spoliatus, verum petebat decimam ipsam sibi restitui: Postmodum, quia, per inquestam inde factam, de mandato domini Regis, probata est saisina ipsius capellani, pronunciatum fuit quod decima predictorum, una cum arreragiis a tempore quo fuit spoliatus, deliberetur eidem.

Louis IX, 1267.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Radulphum de Jupilles, militem, ballivum Stampensem, ad sciendum si abbas et conventus Sancti-Petri de Meledino usi sunt et fuerunt, quomodo eciam et qualiter, de omnimoda justicia de Pesqueus et de Bouffesis, cum in dictis villis dicerent se esse in saisina omnimode justicie; gentibus domini Regis e contrario dicentibus dominum Regem esse in possessione omnimode justicie in locis predictis : Probata est per inquestam istam intencio ipsorum abbatis et conventus; pronunciatum est quod saisina justicie remaneat ipsis abbati et conventui, in villis predictis.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Guiterum de Vileta, militem, ballivum Turonensem, ad sciendum utrum sit liquidum seu notorium maleficium quod imponebatur Gaufrido de Ruppeforti, ab abbate et conventu Sancti-Maxencii, et, cum idem Gaufridus super hoc pacificasset cum abbate et conventu predictis, agebatur solum quantum ad emendam Regis, contra cujus inhibicionem, et frangendo suam custodiam, hoc fuerat perpetratum: Probatum est per inquestam istam forisfactum dicti Gaufridi; injunctum est ballivo Vernolii, sub quo habet terram suam, quam tenet a Rege, quod ab ipso Gaufrido levet propter hoc, pro emenda domini Regis, centum libras Turonenses.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Stephanum Boileau, prepositum Parisiensem, super eo quod prior et conventus Sancti-Martini-de-Campis Parisius, dicunt quod ipsi habent, ex dono cujusdam mulieris, que dicebatur Gente, per litteras regias postmodum confirmato, domum quamdam sitam in Campellis, cum terra ad ipsam domum spectante, a parte posteriori usque ad metas que dividunt mercatum Regis a terra ad domum ipsam pertinente, que quidem mete non sunt ibi ad presens, set ibi solent esse, sicut ipsi intendunt probare; quo probato, petunt terram ipsam sibi deliberari, et quod de eadem possint gaudere usque ad metas predictas que ter-

ram ipsam dividunt a mercato Regis; dicto preposito e contra dicente quod dominus Rex est in possessione dicte terre, a multo tempore citra, propter quod super hoc non debebant audiri, sicut dicebat : Quia per inquestam istam inventum est quod dominus Rex fuit in possessione de dicta platea, per viginti septem annos vel amplius, pronunciatum est quod Rex remaneat in possessione de dicta platea, et, si prior et conventus predicti velint aliquid petere super proprietate dicte platee, et docere de jure suo, audiantur. Louis IX, 1267.

XI. Conquerebatur Johannes Britaudi, miles, quod Petrus de Bosco, miles, ceperat equos suos in loco in quo nullum jus habebat capiendi eosdem, nec eos reddere seu recredere voluerat, ab ipso Johanne, vel mandato suo, super hoc pluries requisitus; propter quod petebat dictos equos, et dampna que propter hoc sustinuerat, sibi reddi a Petro predicto; prefato Petro in contrarium dicente quod, utendo jure suo, ubi poterat, ceperat dictos equos, et paratus fuerat ipsos equos recredere, si dictus Johannes vel ejus mandatum voluisset, et ideo dicebat dictum Johannem super hoc non debere audiri : Tandem, inquesta facta super hoc, de mandato domini Regis, per Radulphum de Jupilles, militem, ballivum Stampensem, et Guillelmum de Autolio, militem domini Regis; quia, tam per confessionem dicti Petri quam per dicta testium, inventum est quod dictus Petrus recusavit facere recredenciam ipsi Johanni Britaudi, vel ejus mandato, de quatuor equis ipsius Johannis, quos in quadam terra ceperat, in qua non probavit quod jus haberet capiendi in ea, determinatum est quod dictus Petrus ipsos equos, vel valorem eorum, restituat dicto Johanni, et dampna que idem Johannes sustinuit occasione capcionis predicte.

XII. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et comitem Domni-Martini, ex altera, super eo quod idem comes dicit se habere altam justiciam in villa Monciaci-Castri et in tota castellania ejusdem ville, et quod usus fuerat eadem, gentibus

Louis IX, 1267. domini Regis e contrario dicentibus quod usi fuerant, pro Rege, predicta alta justicia in dicta castellania Monciaci et in castro : Tandem, inquesta super hoc facta, de mandato domini Regis, per magistrum Galterum de Chambliaco, capellanum domini Regis, et Guerardum de Keuresiis, ballivum Silvanectensem, quia probatus est usus dicti comitis, quantum ad dictam villam et castellaniam in feodis suis, pronunciatum est quod alta justicia remaneat ipsi comiti, in dicta villa et in tota castellania, in feodis suis et non in aliis, quia probatus est usus domini Regis in feodis aliorum existentibus in dicta castellania.

XIII. Dominus Guillelmus Bertrandi, miles, petiit dominum Robertum, fratrem suum primogenitum, compelli ad hoc quod idem Robertus traderet ei saisinam tocius terre que provenerat ex successione paterna et materna, in qua sunt baronie, eschaete et alia, cum idem Guillelmus nichil habuisset de bonis immobilibus paternis et maternis. Dictus Robertus in contrarium respondebat quod paratus erat tradere eidem Guillelmo, fratri suo, saisinam baronie et aliorum que provenerant ex morte patris. Item paratus erat ei tradere baroniam et eschactas que provenerant ex parte matris eorum, ita quod de terra que provenerat ex parte patris faceret duas partes; de illa que provenerat ex parte matris faceret duas partes, ita quod, in qualibet dictarum successionum, posset habere opcionem, cum hoc fieri debeat de consuetudine terre, et ita fuerit in Normannia, in similibus, judicatum; dicto Guillelmo in contrarium respondente quod, per consuetudinem terre, ita fieri non debebat, set tenebatur ei simul tradere dictas duas successiones, ita quod de illis duabus successionibus faceret duas partes tantum, et quod dictus Robertus, in predictis, unicam opcionem haberet, et ita debet fieri de consuetudine terre, et sic fuit alias in Normannia, in similibus, judicatum: Hiis auditis, precepit dominus Rex de prescriptis consuetudinibus inquiri, per Guillelmum de Chevriaco, militem, et Nicholaum de Vernolio, clericum, suos; et postmodum, super certis factis, per magistros Henricum de Viziliaco, Thomam de Parisiis et Nicholaum predictum:

Qua inquesta visa et intellecta, judicatum fuit quod predictus Robertus, antenatus, tradat, sine fructuum percepcione, dicto Guillelmo, fratri suo postnato, bona immobilia paterna et materna, de quibus habet saisinam, ut faciat de bonis predictis duas partes, ut dictus Robertus in bonis ipsis solummodo unicam habeat opcionem (119). Louis IX. 1267.

XIV. Testes producti a vicecomitissa Lemovicensi, super hoc quod ipsa vicecomitissa intendebat probare quod, de quibusdam trossellis ablatis, ut dicitur, per vicecomitem quondam virum suum, in terra domini Castri-Radulphi, Guillelmo Raymondi de Caturco et Guillelmo de Furno ac eorum sociis, necnon et dampnis datis in dictis trossellis, predicti mercatores ipsum vicecomitem quittaverunt, et se de eo pro pagatis super hoc habuerunt; quam quittacionem dicti mercatores negaverunt : Inspectis attestacionibus horum testium, partibus publicatorum per curiam, testium eciam dictorum mercatorum, per quos intendebant probare quod testes vicecomitisse falsa dixerant; dictum et pronunciatum est quod non erat probata quittacio predicta proposita ab ipsa vicecomitissa, et fuit mandatum inquiri de valore pellium existencium in dictis trossellis, de quarum deterioracione solummodo conquerebantur, quantum videlicet valebant tempore quo fuerunt eis ablate per dictum vicecomitem, et tempore quo eis fuerunt reddite ab eodem vicecomite, et per quantum tempus ab ipso detente.

XV. Cum vicecomes Meledunensis peteret a comite Forisiensi mille ducentas libras Turonenses, sibi debitas ab eodem, de termino preterito, racione dotis Alicie de Chacenaio, uxoris sue; procuratore dicti comitis negante, pro ipso comite, dictas mille ducentas libras minime sibi debere, plurima eciam proponente, propter que idem vicecomes super hoc non debebat audiri, sicut dicebat, prefatusque vicecomes, ad probandam intencionem suam, testes et quasdam litteras ipsius comitis produceret : Tandem, visis et auditis attestacionibus ipsorum testium ac dictis litteris, necnon et confessionibus par-

Louis IX. 1267. cium per juramentum factis, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod dictus comes reddere tenebatur ipsi vicecomiti dictas mille ducentas libras Turonenses, de termino preterito, pro dote uxoris ipsius vicecomitis, secundum convenciones inter ipsum vicecomitem et ejus uxorem, ex una parte, et dictum comitem et ejus uxorem, ex altera, super hoc habitas; et fuit injunctum ballivo Matisconensi quod eas sibi reddi faceret a dicto comite, de termino supradicto, dum tamen dictus vicecomes litteras suas donet ipsi comiti, de ipso conservando indempni, sicut alias fecit.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM.

ANNO DOMINI MCCLXVII.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Radulphum de Trapis, senescallum Petragoricensem, adjuncto sibi magistro Guillelmo de Clusello, canonico Caturcensi, ad sciendum de valore pellium Guillelmo Raymondi et Guillelmo de Furno, civibus Caturcensibus subreptarum, de quibus in parlamento tangitur precedenti tempore, videlicet subrepcionis ipsarum pellium. Item si, post dictam subrepcionem, antequam redderentur, fuerint merse in aqua. Item de valore ipsarum pellium quando fuerunt reddite. Item per quantum tempus fuerunt detente: Per istam inquestam inventum est quod pelles, tempore quo capte fuerunt, valebant octingentas libras Turonenses. Item quod post subrepcionem fuerunt in aqua merse. Item quod, a festo Nativitatis Beate Marie Virginis usque ad festum Purificacionis Beate Marie, fuerunt detente. Item quod post reddicionem pellium fuerunt vendite centum sexaginta libras Turonenses. Licet tamen ita sufficienter probatum sit, quia tamen

dampna hujusmodi, ante inquestas hujusmodi, alias taxata fuerunt per dominum Guillelmum de Cheneveriis, tunc ballivum Bituricensem, ad quadringintas libras Turonenses; pronunciatum fuit quod vicecomitissa Lemovicensis, cujus vir pelles subripuerat, reddat dictis mercatoribus dictas quadringentas libras; ita tamen quod de ista summa reddantur Radulpho de Prungiaco, armigero, quadraginta libras Turonenses, quas propter hoc solverat mercatoribus supradictis. Licet enim prius condempnari posset, de jure, dictus Radulphus, in cujus pedagio fuerunt pelles subrepte, tamen, quia postmodum ad dictam vicecomitissam idem Radulphus haberet recursum, ob evitandum diffugium, precepit curia quod vicecomitissa solveret primo mercatoribus trecentas sexaginta libras Turonenses, et post, dicto Radulpho, quadraginta libras predictas. Louis IX, 1267.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Johannem Salnerii, ballivum Cadomensem, super hoc quod Rollandus de Vaceio intendit probare quod feodum de Beneyo et de Bello-Loco, et de Vaceio, est unum feodum, et quod consuevit teneri ab antecessoribus suis per unum feodum: Non est probatum quod loca seu terre predicte sint unum feodum. Postmodum inventum est in eadem inquesta, et pro hoc pronunciatum, quod terra de Bello-Loco predicta tenetur a domino Rege, et Beneium ac Vaceium tenentur a dicto Rollando.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Turonensem, super dampnis et gravaminibus que Gaufridus de Castro-Briencii et valitores sui intulerunt, ut dicitur, Mauricio de Bella-Villa, militi, et hominibus suis, in terra sua que est in retrofeodis comitis Pictavensis: Probata sunt dampna et violencie illata in terra dicti Mauricii, in parrochiis videlicet Sancti-Christofori et de Chalan; condempnati sunt per curiam dictus Gaufridus et valitores sui, pro dampnis ab eis datis in duabus predictis parrochiis, in mille quadringentis quinquaginta septem libris et novem denariis Turonensibus, et in tribus marcis argenti et in uno jaspide (120); et mandatum

Louis IX, 1267. est, per litteras, comiti Britannie, de cujus terra sunt dictus Gaufridus et ejus valitores, quod predicta solvi faciat (121).

IV. Conquerebantur abbas et conventus Boni-Portus, Cisterciensis ordinis, quod cum ipsi haberent usagium suum, ad opus abbacie suc, in foresta Aquatici, forestarius Aquatici impedit eos quin dicto usagio gaudere possint, et ad abbaciam deferre, licet super hoc usi fuerint, ut dicebant, propter quod impedimentum dicti forestarii sibi amoveri petebant. E contra dicebat forestarius quod super hoc nunquam usi fuerant ad abbaciam suam, set solum ad grangiam suam de Hardouvalle, et, si usi fuerint, quod non debebat eis valere, cum in hoc jus non habeant, ut dicebat: Tandem, cum dominus Rex, per ballivum suum Caleti, fecisset inquiri, visa inquesta hujusmodi, et audita carta eorum, nichil est inventum propter quod ipsi abbas et conventus usagium predictum, quod habent in dicta foresta, deferre possint ad abbaciam suam, set illud solummodo habebunt, ad granchiam suam de Hardouvalle, pro qua fuit concessum, et, si quid inde detulerunt ad abbaciam, injuste fecerunt, quia per cartam suam non fuit eis concessum.

V. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et archiepiscopum Turonensem, ex altera, quis esset in possessione ressorti de abbate et hominibus existentibus in villa Sancti-Genulphi, vel Rex, vel archiepiscopus; facta super hoc inquesta per decanum Beati-Martini Turonensis, et Theobaldum de Compenso, canonicum Autisiodorensem : Quia sufficienter probatus est usus Regis, nec abbas se voluit opponere, nec archiepiscopus, ab inquisitoribus vocatus, voluit comparere, pronunciatum est quod Rex remaneat in possessione justicie ressorti predicti.

VI. Cum esset questio inter dominum Regem, ex una parte, et dominos ville Brivensis, et episcopum Lemovicensem, à quo tenent in feodo, ex altera, utrum videlicet Rex est in possessione recipiendi

juramentum fidelitatis a consulibus ville Brivensis et tota universitate dicte ville, facta fuit super hoc inquesta, de mandato domini Regis, per Radulphum de Trapis, et per eam sufficienter fuit inventum quod dominus Rex est in possessione recipiendi juramentum fidelitatis a consulibus, et ab aliis hominibus dicte ville, usque ad sexaginta personas (122), cum ipsis consulibus: Pronunciatum est quod Rex remaneat in possessione recipiendi juramentum fidelitatis a consulibus dicte ville, et ab aliis hominibus dicte ville, usque ad sexaginta personas, una cum dictis consulibus. Louis IX. 1267.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Philippum, cantorem Meledunensem, et Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, super injuria et violencia quas Nicholaus dictus Megret, prepositus domini Regis de Flagiaco, dicebat sibi illatas fuisse a Guidone et Theobaldo, monachis Sancti-Germani-de-Pratis, et a Simone et Guillelmo, armigeris; super injuria eciam et violencia quas dicti monachi et armigeri dicebant sibi illatas fuisse a preposito memorato: Quia probata est injuria illata dicto preposito a dictis monachis, ordinatum est et pronunciatum quod abbas Sancti-Germani dictam injuriam faciat emendari domino Regi et dicto preposito ab ipsis monachis; et, nisi abbas hoc facere voluerit, compellatur per capcionem bonorum suorum. Item cum probata sit injuria illata dicto preposito a duobus predictis armigeris, ordinatum et pronunciatum est quod dicti Symon et Guillelmus teneantur in prisione domini Regis, quousque dicta injuria emendata sit ab eis domino Regi, et preposito antedicto.

VIII. Cum Matheus, comes Domni-Martini, domini Guillelmus de Fienes, Baldoinus de Fienes, Michael de Fienes, Ingerrannus de Pinquegniaco et Renaudus de Pinquegniaco, heredes comitisse Matildis Bolonie, peterent a domino Rege quod acquisita que fecerunt Philippus, olim comes Bolonie, et dicta Matildis, durante matrimonio inter ipsos, et adquisita eciam que dicta Matildis acquisivit post obi-

Louis IX, 1267. tum dicti Philippi, tempore viduitatis sue; dominus Rex, per magistrum Johannem de Wlliaco, clericum suum, et per Guerardum de Keuresis, ballivum Silvanectensem, fecit inquiri si que fuerunt ab eis taliter acquisita, et si dominus Rex aliquid teneat de acquisitis eisdem: Per inquestam hujusmodi inventum est quod, a dicto Philippo, comite, et comitissa predicta insimul, durante matrimonio inter ipsos, vel a dicta comitissa, tempore viduitatis sue, fuerunt hec acquisita, et quod Rex tenebat ea in manu sua. Hec sunt acquisita, videlicet terra de Guignescort, unum arpentum vinee site apud Credulium, in clauso Regis, una bova que est supra cheminum apud Credulium et una domus juxta bovam, nemus Bartholomei in Pomeria, nemus de Fulcherolis situm in Pomeria, nemus de Pinnegay, nemus domini Odonis de Chaufriaco, nemus domini Petri de Lys situm in foresta de Hez, jardinus situs apud Credulium, ubi est columbarium, pars cujusdam jardini siti apud Novam-Villam, juxta fossata castelli, extra magnum jardinum, bova que est in ipso jardino. Pronunciatum fuit et terminatum quod predicti heredes habeant predicta omnia acquisita, de medietate vero mesleie, quam similiter, cum aliis acquisitis, petebant a Rege, quam Rex tenet, nichil adhuc est determinatum, et, ne error videatur intervenisse in hujusmodi pronunciacione, eo quod medietas acquisitorum fuerat dicti Philippi, comitis, et ideo heredibus comitisse uxoris sue reddi non debuit, sciendum est quod comes Philippus filiam habuit et heredem dominam Johannam de Castilione, que, decedens post obitum patris, et ante Matildim, matrem suam, legavit ipsi matri sue medietatem acquisitorum que fuerat patris sui, et sic habuit comitissa utramque medietatem acquisitorum, et illa acquisita ad suos transmisit heredes.

Istam ultimam inquestam tradidi magistro J. de Wlliaco, set eam michi debet reddere.

IX. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Nicholaum, priorem de Volobria, super dampnis que episcopus Mimatensis dicebat sibi et hominibus suis illata fuisse a senescallo Bel-

li-quadri, pro facto Ysabellis de Andusia, capiendo homines ipsius episcopi, frangendo molendinum ejusdem, capiendo boves aratorios terre sue, retinendo mulos et somerios mercatorum, in itineribus publicis terre sue, pro quibus erant soluta pedagia et dampna, multa alia inferendo, que sibi restitui et hominibus suis restitui petebat idem episcopus, et emendari; ad sciendum eciam qua de causa dictus senescallus[1] justiciavit seu justiciari fecit dictum episcopum modo superius nominato : Visa inquesta ista, ordinatum est quod dictus senescallus non tenetur ad restitucionem dampnorum que dictus episcopus et homines sui incurrerunt, occasione pignoracionis hujusmodi facte, quia dictus episcopus, dictam Ysabellim de Andusia, quam tenebat, noluit reddere senescallo, de mandato domini Regis, eam petenti. Louis IX, 1267.

X. Cum Simon, quondam comes Leycestrensis, nomine Alienore, uxoris sue, supplicaret domino Regi quod ipsum reciperet in hominem, pro porcione comitatus Engolismensis dictam Alienoram ex parte B. matris sue, quondam comitisse Engolismensis, contingente: vocato comite Engolismensi et presente, e contra proposuit idem comes quod dictus Simon, in dicto comitatu, porcionem aliquam, nomine uxoris sue, petere non poterat, nec debebat, pro eo quod comitatus Engolismensis non erat partibilis, et quod partiri non poterat nec debebat. Auditis igitur que dicte partes proponere voluerunt, de mandato domini Regis, cum assensu dictarum parcium, fuit inquisitum utrum idem comitatus esset partibilis, seu deberet partiri; per quam inquestam fuit manifeste probatum quod, de dicto comitatu, inter plures et pluries facta fuerunt appanamenta liberis comitum comitatus predicti : Unde fuit accordatum et pronunciatum quod dictus comes Engolismensis faciat appanamentum competens comitisse Leycestrensi supradicte, quo facto, si terra que per appanamentum fuerit ipsi assignata teneatur a Rege, et per homagium, dominus Rex ei faciet quod debebit.

[1] Le texte porte *episcopus*, mais le sens exige *senescallus*.

Louis IX, 1267.

XI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Nicholaum de Vernolio, clericum domini Regis, et Johannem de Cliquebuef, ballivum Vernolii, ad sciendum, de turri seu de fortericia de Loogniaco, cum ejus porprisio, de cujus feodo sit, an teneatur in feodo a domino Rege, vel de episcopo Carnotensi : Quia, visa inquesta ista, nichil sufficienter probatum est pro ipso episcopo Carnotensi, qui dicebat turrim ipsam seu fortericiam esse de feodo suo, nec pro domino Rege eciam, de cujus feodo eam advocat esse dominus Gerardus de Loogniaco, qui eam tenet tanquam suam, per quod expediri possit ad presens istud negocium, ordinatum est et pronunciatum quod, cum dictus dominus Gerardus eam advocet a Rege, si dictus episcopus velit super hoc aliquid petere, vocetur idem Gerardus, et fiat jus.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXVII.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Radulphum de Trapis, vocatis secum gardiano Fratrum Minorum Lemovicensium, magistro Bonito, clerico Petragoricensi, Petro Chabessuz, cive Lemovicensi, et Symone Gauberti, et aliis, ad sciendum utrum vicecomitissa Lemovicensis esset in saisina homagii domini Eboli de Castro-Lucii, pro castro et castellania Castri-Lucii, quod dictus Ebolus possidebat tempore quo Boso de Bordelia et gentes sue ceperunt dictum castrum; et si dictus Ebolus eidem vicecomitisse homagium ligium fecerat pro premissis; item utrum dicta vicecomitissa esset in possessione capiendi dictum castrum, sicut feodum suum, in manu sua, et dictum Ebolum ponendi aliquando ad par-

tem dicti castri, aliquando extra dictum castrum, et ipsum reducendi in dictum castrum; et si dicta vicecomitissa erat in saisina ponendi municionem suam in castro predicto, et speculatores seu vigiles in turre dicti Eboli, et tenendi prisiones suos in dicto castro quandocumque volebat; item si dicta vicecomitissa erat in saisina faciendi aperiri et claudi portas vel posternulas dicti castri quandocumque sibi placebat: Per inquestam istam inventum est quod dicta vicecomitissa erat in possessione homagii dicti Eboli, pro castro et castellania predictis, tempore quo dictus Boso et gentes sue ceperunt dictum castrum, et quod dictus Ebolus fecerat homagium ligium dicte vicecomitisse; item quod ipsa vicecomitissa erat in possessione capiendi dictum castrum, sicut feodum suum, in manu sua, et dictum Ebolum ponendi aliquando ad partem dicti castri, aliquando extra dictum castrum, et ipsum reducendi in dictum castrum, et ponendi municionem in dicto castro, et speculatores seu vigiles in turre dicti Eboli, et tenendi prisonarios suos in dicto castro, et faciendi claudi et aperiri portas vel sposternulas dicti castri; visis et diligenter auditis attestacionibus testium, et inspectis instrumentis, ex parte dicte vicecomitisse exhibitis, deliberata fuit, per Regem, ipsi vicecomitisse, saisina castri et castellanie Castri-Lucii, quam ipsa vicecomitissa habebat, quando dictus Boso et gentes sue castrum ipsum ceperunt, quam quidem saisinam Radulphus de Trapis tenet in manu sua. Louis IX, 1267.

II. Die mercurii ante Epiphaniam, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo, coram domino Juliano, astantibus cum eo abbate de Lonlayo, fratribus Guillelmo Daudree, Philippo de Briveria, ordinis Fratrum Minorum, dominus Galeto de Torto-Campo, Roberto de Pinchie, Petro de Landele, Thoma de Nova-Villa, Manasserio, viridario silve Drue, militibus, proposuit Lucas de Villana, contra Hugonem de Mota, quod idem Hugo tenuerat in carcere l'Arbalestier. Item proposuit idem Lucas quod, dum idem Arbalestiers teneretur in carcere, idem Hugo dixit eidem Luce,

Louis IX, 1267.

quid diceret de Arbalisterio, ipse Lucas respondit quod juraret eum latronem, et quod bene servaret eum. Item proposuit idem Lucas, contra Hugonem de Mota, quod idem Hugo liberavit eum sine judicio et sine inquesta. Item proposuit quod idem Arbalestier, post dictam liberacionem, tradidit incendio et combussit domum ipsius Luce, et omnia bona que erant in ipsa domo. Item dicit quod ipse credebat quod ipse Hugo recepisset peccuniam pro liberacione predicta. Ad que respondit idem Hugo quod dictum Arbalestier tenuit in carcere, et quod liberavit eum sine inquesta et sine judicio, eo quod promisit ei quod caperet quemdam pessimum latronem, qui vocabatur le Mesle. Item dicit idem Hugo quod, post dictam liberacionem, sicut credit, idem Arbalestier combussit domum ipsius Luce. Alia autem omnia negavit dictus Hugo. Ad que probanda dictus Lucas produxit testes: Cum autem dampna sua propter hoc sibi illata, sibi restitui peteret dictus Lucas, dicto Hugone asserente in contrarium ad hec minime se teneri; quia per testes ipsos nichil probatum est contra dictum Hugonem, dictum et pronunciatum est, pro ipso Hugone, quod nullam restauracionem tenetur facere dicto Luce, super combustione domus sue et amissione bonorum suorum in ipsa domo. Rex postmodum voluit quod dictus Lucas haberet centum solidos pro dampnis suis (123).

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Stephanum Boileau, prepositum Parisiensem, ad sciendum utrum abbas et conventus Sancte-Genovephe Parisiensis habeant justiciam latronis in territorio quod vocatur de Bruieres, in quo quidem territorio petebant habere furchas, dicentes quod furchas habere possunt et debent ibidem, dicto preposito e contra dicente, pro Rege, quod Rex habet ibi justiciam, et quod nunquam ibidem habuerunt furchas abbas et conventus predicti: Quia, per testes hujusmodi probata est intencio abbatis et conventus, quoad justiciam, dictum et pronunciatum est quod dicti abbas et conventus remaneant in saisina justicie latronis in dicto territorio de Bruieres. De furchis autem dictum et

pronunciatum est quod dicti abbas et conventus, in fine ipsius territorii, infra justiciam tamen suam, quantum tamen longius poterint de Parisiis, habeant furchas suas, cum inventum sit quod locus in quo solebant facere justiciam suam bene distet a dicto territorio de Brueriis per duodecim leucas vel circa. Louis IX, 1267.

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Berterum Engelardi, ballivum Viromandensem, et Clementem, archidiaconum Bajocensem, super injuriis et dampnis illatis monachis, familie et liberis (124) abbatis Sancti-Johannis Laudunensis, per homines et communitatem ville de Ardone, que est de communia Laudunensi, in presencia juratorum Laudunensium facta, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo, in crastino Beati-Petri-ad-Vincula, qua die, dicto abbate presente, et Huardo dicto le Chesne, et Petro dicto le Journe, pro dicta communia de Ardone, dictus abbas proposuit injuriam et dampna sibi illata fuisse per homines et communiam de Ardone, prout in litteris domini Regis ad ballivum directis continebatur. Dicti vero Huardus et Petrus ad dictum factum noluerunt respondere, set recesserunt, contumaciter appellantes, nec eciam testes voluerunt videre jurare, quos dictus abbas, pro parte sua, producebat. Dicti vero inquisitores ad inquestam hujusmodi nichilominus processerunt: Probata est, per inquestam istam, injuria illata servienti domini Regis, qui erat cum ipso abbate, injuria eciam illata monachis, familie et armigeris Sancti-Johannis Laudunensis, ab hominibus de Ardone. Item probata sunt dampna illata dictis monachis ab ipsis hominibus de Ardone; dictum et pronunciatum est quod hujusmodi injuria emendetur domino Regi, et dicto abbati Sancti-Johannis, ab hominibus seu communitate de Ardone. Item pronunciatum est quod dampna data ipsis abbati et monachis Sancti-Johannis, ab ipsis hominibus de Ardone, eis restituantur. Estimabuntur hujusmodi emende et dampna per ballivum.

Louis IX, 1268.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXVIII.

I. Conquerebatur episcopus Kathalanensis domino Regi quod, cum vicedominus Kathalanensis edificaret quamdam domum apud Kathalanum, et, ex parte episcopi, inhibitum fuisset dicto vicedomino ne ulterius edificaret vel edificari faceret in dicta domo, quia construebatur in prejudicium episcopi, cujus domus, tempore ipsius inhibicionis, muri ad plenum erant constructi ex parte laterum, et ex parte pignaculi versus viam, usque ad duos pedes vel circiter, et ex parte pignaculi alterius, usque ad quinque pedes vel circiter, dictus vicedominus post inhibicionem ipsam pignacula fecit compleri usque ad quantitatem quinque pedum vel circiter, ex una parte, et usque ad duos pedes, ex altera, et domum ipsam, in qua sunt volte, fecit cohoperiri; unde petebat quod caderet ipsa domus, maxime cum fama sit, apud Cathalanum, quod vicedomini Cathalanenses non possint ibi habere domum ad festam. Ad hec respondebat dictus vicedominus quod dicta domus cadere non debebat, cum non sit ibi fortericia, nec in aliquo prejudicet episcopo supradicto, cum eciam de inhibicione ipsa, quando facta fuit eidem, jus petivisset sibi fieri per dictum episcopum, et hoc sibi dictus episcopus denegasset: Tandem, visa domo ipsa per Clementem, archidiaconum Laudunensem, et Guillelmum de Centegnovilla, militem domini Regis, ad hoc missos; audita eciam inquesta quam super hoc, de mandato Regis, fecerunt, pronunciatum fuit quod nichil probatum erat ex parte dicti episcopi, per quod dicta domus, in statu in quo est, dirui debeat (125).

II. Conquerebantur abbas et conventus Corbeie quod clamatum

fuit a pluribus, in aperto, contra monachos suos et gentes suas, apud Folletum, « Communia! communia! » sicut credunt, et presente majore de Foilleto, quem major Corbeie ibi dimiserat loco sui, pro quibusdam metis apud Foilletum ponendis, cui majori dixerat quod, si essent aliqui qui se vellent opponere vel contradicere quod non ponerentur dicte mete, de mandato ipsius, cito mitteret ad ipsum pro succursu habendo. Item dicebant quod plures de communia venerunt ad dictum clamorem, cum armis et baculis; que omnia sibi petebant emendari. Ad hec respondebant major et procurator juratorum Corbeie quod non credunt omnia premissa et singula vera esse, nec aliqua de premissis: Tandem, quia per inquestam inde, per cantorem Silvanectensem et ballivum Ambianensem, de mandato domini Regis, factam, major et jurati predicti non fuerint inventi culpabiles de premissis, super hoc absoluti fuerunt. Quia vero per istam inquestam inventum est quod Jolif, Johannes Grimbert, Gilebertus Menardi, Eligius Oiselez, Johannes Barbitonsor, Galterus Olivier, et Thomas Flamangus, premissis interfuerunt, et clamaverunt communiam, grossos eciam baculos ad mesleiam portaverunt, pronunciatum fuit quod ipsi super hoc puniantur per Regem. Louis IX. 1268.

III. Questio vertebatur inter Bertam Sailembien, ex una parte, et Thetiam de Exolduno, sororem Agnetis, quondam uxoris Marcelli Sailenbien, quondam fratris dicte Berte, ex altera, super quadam domo que tenebatur, Parisiis, a Sancelina la Hermande, quam dicebat dicta Berta ad se, jure hereditario, pertinere, ex successione dicti Marcelli, fratris sui, qui sine herede de proprio corpore decesserat, ad quem devenerat ipsa domus, ex successione patris eorum, in porcionem fraternam, et eam tenuerat ad novem libras censuales, a dicta Sancelina, per novem annos, et post ad septem libras censuales usque ad suum obitum, ut dicebat; ex adverso, dicebat predicta Thetia quod medietas dicte domus sibi deliberari debebat et reddi, tanquam acquisitus Agnetis predicte, sororis sue; quia domum eamdem, licet fuisset hereditas patris Berte et prefati Mar-

Louis IX, 1268. celli, mariti ejusdem Agnetis, et ad dictum Marcellum, ex successione paterna, devenisset in porcionem, dictus Marcellus eamdem prefate Sanceline, a qua tenebatur, dimisit et reliquit, quia erat nimio censu honerata, et, postquam fuisset domus ipsa, tanquam sua, in manu dicte Sanceline, et eam aliis personis locasset, prefatus Marcellus domum ipsam a dicta Sancelina recepit et resumpsit, ad septem libras censuales, constante matrimonio inter ipsum et Agnetem predictam; et hoc offerebat se probaturam, tam per litteras quam per testes. Ipsa eciam Berta intencionem suam se obtulit probaturam : Demum, testibus utriusque partis receptis, et eorum visis deposicionibus, visis etiam litteris officialis Parisiensis, super hujusmodi resumpcione confectis (126), quas dicta Thetia exhibebat, probatum fuit, tam per testes quam per presumpciones provenientes ex dictis litteris, quod dicta domus fuit acquisitus prefati Marcelli, fratris ipsius Berte, et dicte Agnetis, sororis ipsius Thetie, et uxoris ejusdem Marcelli, et fuit pronunciatum quod dicta Berta medietatem solummodo domus ejusdem habebit, et prefata Thetia aliam, racione conquestus dicte Agnetis, sororis sue.

IV. Inquesta facta, per Adam de Barra, prepositum Aurelianensem, et per Johannem dictum a la Gueule, inter comitem Blesensem, ex una parte, et abbatem et conventum Vindocini, ex altera, ad sciendum utrum villa de Boissello, cum pertinenciis, sit de castellania de Marchesnoir, an de castellania Vindocinensi : Inventum est per inquestam istam et probatum quod dicta villa de Boisseello, cum pertinenciis, est de castellania Vindocinensi, et non de castellania de Marchesnoir; et sic pronunciatum est contra comitem Blesensem, qui asserebat dictam villam esse de castellania sua de Marchesnoir, dictis abbate et conventu hoc negantibus, et eam asserentibus esse de castellania Vindocinensi.

V. Quia cives Albienses, vocati per dominum Petrum de Autolio, militem, tunc senescallum Carcassonensem, quod eum seque-

rentur cum armis, ad defensionem patrie, et ad servicium Regis, contra filios regis Arragonie, qui terram domini Regis cum armis violenter intrare debebant, venire noluerunt, et eum in exercitum seu cavalcatam, apud Crassam sequi cum armis; post multa litigia, postmodum inter eos ac dictum Petrum et Thomam de Monte-Celeardi, militem, successorem ipsius Petri in eadem senescallia, super hoc habita, sentencialiter condempnati fuerunt per dictum Thomam, in duobus milibus libris Turonensibus, et in centum libris Turonensibus, pro contumaciis et pro defectibus dierum quos fecerant in causa eadem. Ipsi vero ex hac sentencia, asserentes se gravari, appellaverunt ad Regem, et, super causa appellacionis hujusmodi, facta fuit, per dominum Regem, commissio abbati Sancti-Affrodisii Bitterricensis, et, per ipsum abbatem, in hujusmodi causa testes recepti: Relatis postmodum ad curiam domini Regis attestacionibus testium per dictum abbatem super hoc receptorum, et cognito de meritis appellacionis predicte, visis eciam omnibus actis, tam prime cause quam appellacionis ipsius, prefata sentencia condempnacionis seu mulcte per dictum senescallum, ut premissum est, lata, fuit per domini Regis curiam confirmata (127). LOUIS IX, 1268.

VI. Cum, causa mota inter Petrum de Turre, domicellum, ex una parte, et dominum Iterium de Villaboe, militem juniorem, ex altera, coram Radulpho de Trapis, senescallo Petragoricensi, super eo quod dictus P. proponebat quod, cum ipse possideret et quasi terciam partem dominii castri de Turre-Blancha, tam in justicia quam in mercato et pedagio, censibus et rebus aliis ad ipsam terciam partem pertinentibus pro indiviso, et possideret insolidum, in ipso castro, tallias, expleta et servicia, in quibusdam hominibus ejusdem castri, et furnum unum, in carreria que ducit ad portam de las Bodras, et molendinum dictum Gahanohla, situm prope dictum castrum, dictus dominus Iterius, cum gentibus arma portantibus, ad tortum et ad forciam, sive violenter et minus juste, dissaisivit eumdem P. de predictis; verum petebat dictum Iterium, per dictum

Louis IX, 1266. senescallum condempnari ad faciendam sibi restitucionem rerum predictarum, cum fructibus inde perceptis et qui percipi potuerunt a tempore dissaisine predicte, quos fructus estimavit quingentas libras, et cum expensis in lite factis, super faciendis judicis officium implorando; dicto domino Iterio negante premissa vera esse prout erant proposita; dictus senescallus causam hujusmodi Bernardo Giraudon, burgensi Podii Sancti-Frontonis Petragoricensis, commisisset, fine debito decidendam, sentenciamque ferendo, dictus Bernardus Giraudon predictum dominum Iterium condempnasset ad restituendum dicto Petro premissa, prout superius sunt posita, reservans tamen dicto senescallo potestatem diffiniendi super fructibus petitis, et expensis factis in lite a dicto P. et super emenda in qua Regi tenetur idem Iterius, nomine dissaisine predicte. A qua tamen sentencia dictus Iterius appellavit ad Regem, dicens ipsam sentenciam esse falsam et pravam: Demum, auditis et intellectis hinc inde propositis in causa appellacionis hujusmodi, et meritis ipsius appellacionis pensatis, cognito eciam de processibus cause predicte, dicta sentencia a dicto Bernardo Giraudon lata, fuit per domini Regis curiam confirmata.

VII. Cum adjudicatis per curiam istam, Odardo de Pomponio, militi, et Petronille, ejus uxori, contra Egidium de Malo-Boissonis, militem, fratrem ipsius Petronille, duabus partibus centum librarum annui redditus, successionis matris sue, et, racione doni, liberis ipsius Petronille, a matre sua facti, dicti Odardus et Petronilla arreragia hujusmodi redditus sibi reddi peterent, a tempore litis mote, postquam altercaciones super hoc inter partes habitas, mandatum fuisset, super inchoacione litis hujusmodi, per senescallum Bellicadri, testes recipi: Demum, invento per testes ipsos, quod lis hujusmodi mota fuit coram domino Ernulpho de Curia-Feraudi, tunc senescallo, inter Natale et Carniprivium (128), proximo preteritum, fuerunt tres anni, pronunciatum fuit, contra dictum Egidium, quod ab illo tempore eis redderet arreragia redditus antedicti.

VIII. Cum Domus-Dei Parisiensis peteret, contra Johannem de Article, racione donacionis a Roberto dicto Gaugy, Anglico, qui in ipsa domo decessit, de quadringentis nono decimis libris, quas ab ipso Johanne petebat, sibi facte, dictas quadringentas nono decimas libras ab eodem Johanne sibi reddi; idemque Johannes aliqua proponeret quare dicta peticio procedere non debebat : Demum, visis et auditis attestacionibus testium, tam in vita ipsius Roberti quam post ejus decessum, in hac causa productorum, quam confessionibus et racionibus parcium plenius intellectis, adjudicata fuit ipsi Domui-Dei, contra prefatum Johannem, medietas dicte summe pecunie, videlicet ducentas nono libras et dimidium. De alia medietate reservavit curia sibi judicium usque ad proximum parlamentum. Louis IX, 1268.

Attestaciones hujus sunt cum inquestis de parlamento proximo subsequenti, in quo fuit de alia medietate pronunciatum contra dictum Johannem.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXVIII.

I. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per decanum Beati-Martini Turonensis et magistrum Guillelmum de Castro-Eraudi, clericos domini Regis, super eo quod Bouchardus de Mirmendia, miles, dicebat et proponebat quod ipse et sui antecessores usi sunt et explectaverunt de omnimoda justicia in territorio de Rabotis, in casibus qui ibi evenerunt; scilicet mortis hominis, ponendi mensuras vini et olei, adiciens quod, si monachi Sancti-Dyonisii, qui dictam justiciam sibi contendunt, aliquociens de justicia ibi explectaverunt, quod bene negabat, hoc non fecerunt pacifice, neque post-

Louis IX. 1268. quam contencio hujusmodi fuit posita, de assensu parcium, in manu domini Herberti Turpini. Ex adverso, proponebant abbas et conventus Sancti-Dyonisii, nomine prioratus sui de Vallibus, contra ipsum Bouchardum, quod omnimoda justicia in territorio predicto de Rabotis, infra metas ibi positas, spectat ad dictum prioratum suum, et, tam priores qui pro tempore fuerunt ibidem, quam illi a quibus habent causam in predicta justicia, usi sunt de eadem, in casibus emergentibus, a tempore a quo non extat memoria, et quod ipsi priores consueverunt, infra dictum territorium, sive metas predictas, ponere mensuras. Dicunt eciam quod, quando dictum territorium limitatum fuit seu bonatum per dominum Regem, seu mandatum ejus, quod vicecomes Castri-Eraudi et dominus Mirmendie, qui tunc erant, et omnes illi quorum interesse poterat et debebat, vocati fuerunt ad videndum fieri limitacionem seu bonacionem juridictionis sive territorii eorumdem de Rabotis, et interrogati fuerunt, per mandatum domini Regis, utrum aliquis vellet aliquid juridictionis reclamare infra metas que tunc temporis ponende erant in ipso territorio; et tunc respondit dominus Mirmendie, pater istius Bouchardi, quod nichil juris sive juridictionis reclamabat, infra metas predictas, excepto censu suo, et tunc, per mandatum Regis, fuerunt mete posite, causa limitandi territorium supradictum. Item dicunt quod dominus Mirmendie nunquam fuit usus ibi justicia, nec unquam ibi posuit mensuras, et, si aliquando posuit, priores, qui pro tempore erant in dicto prioratu, eas ceperunt et amoverunt. Post apercionem hujus inqueste confessus fuit dictus Bouchardus, dominus Mirmendie, coram consilio, quod testes ab ipso producti haberent commodum si ipse in causa hujusmodi obtineret. Item confessus fuit quod nichil juris seu justicie habebat in hominibus dicti prioris morantibus in dicto territorio de Rabotis. Item confessus fuit quod consuetudo est in locis de quibus contenditur quod, qui habet justiciam viarie, vel magnam, habet jus ponendi mensuras : Visa inquesta hujusmodi, et dictis confessionibus intellectis, determinatum fuit et pronunciatum quod dictus prior de Vallibus remanebit in saisina

justicie, mesleie et submonicionum banni, ponendi mensuras, capiendi et habendi bona vacancia per mortem hominis non habentis successorem et eciam in possessione justicie pertinentis ad ea, in domibus hominum dicti domini Mirmendie habitancium in territorio de Rabotis, et in domibus et hominibus communibus ipsi priori et domino predicto habitantibus in dicto loco et territorio de Rabotis. De magna autem justicia nichil est actum seu pronunciatum. Louis IX, 1266.

II. Testes producti, ex parte episcopi Sagiensis, ad probandum quod dominus Rex incepit facere vendi, de novo, de nemoribus ecclesie et episcopi Sagiensis, post mortem bone memorie Gaufridi, ultimi predecessoris sui, in lesionem et prejudicium predictorum episcopi et ecclesie, in venda eepta a dicto predecessore, videlicet in nemoribus sitis inter Floreium et Salcofagum, que dicuntur nemora de la Belliere, quod nunquam fuerat usitatum seu consuetum a dicto Rege, a tempore a quo extat memoria, et ad probandum quod alias contigit, quod venda erat in dictis nemoribus, tempore episcopi decedentis, et ipso mortuo, cessabat usque ad adventum successoris: Cum autem peteret dictus episcopus sibi reddi a Rege quicquid de vendis hujusmodi levaverat, sede Sagiensi vacante; ballivo e contra dicente pro Rege quod dominus Rex ad hoc minime tenebatur; visa inquesta ista, pronunciatum fuit quod nichil probatum est pro episcopo, propter quod debeat habere quod petit.

III. Conquerente, in hac curia, abbate de Nogento subtus Cociacum, de gentibus domini Cociaci, eo quod quemdam murum, quo, pro parte, claudebatur vinea ipsius abbatis ac sui conventus, sine causa diruerant; petente eciam dictum murum refici per eosdem, et sibi injuriam hujus emendari; precepit dominus Rex, super hujus dirucione, veritatem inquiri: Porro, facta postmodum inquesta hujus, per Galterum Bardini, ballivum Viromandensem, adjunctis sibi Henrico Berardi et Radulpho Paire, scabinis Laudunensibus, et ad curiam relata, diligenter eciam inspecta, quia inventum fuit quod dictus murus di-

Louis IX. 1266. rutus fuit per gentes domini Cociaci, de nocte, et non in modo justiciam exercendi, precepit curia ballivo, quod gentes domini Cociaci compelleret ad reficiendum murum predictum, salvo tamen domino Cociaci in omnibus jure suo, si quod habet, quare alias dirui debeat idem murus.

IV. Item conquerebatur dictus abbas de Nogento, pro se et conventu suo, super eo quod, cum ipsi posuissent unum clericum et unum conversum in domo sua de Luyli, que eis obvenerat racione manusmortue, ad custodiendum domum ipsam et bona sua existencia in eadem, gentes ipsius domini Cociaci ipsum clericum verberaverunt, et, tam eum quam dictum conversum de domo ipsa violenter ejecerunt, quod dicti abbas et conventus sibi emendari petebant: Tandem, quia per aprisiam inde, per dictum ballivum Viromandensem, de mandato Regis, factam, nichil fuit probatum super hoc pro abbate et conventu predictis, absolute sunt super hoc gentes domini Cociaci.

V. Conquerebantur abbas et conventus Sygniacensis, quod homines capituli Remensis, de potestatibus, graves injurias et dampna eis intulerant, scindendo et asportando boscos eorum, frangendo logias suas et domos, inde eciam equos, pecuniam, vestes et alia violenter asportando, necnon et conversos eorum et monachos verberando et incarcerando; que omnia sibi emendari petebant per Regem. Postmodum, audita conquestione eorum, et intellectis hiis que in contrarium decanus et capitulum Remenses proponere voluerunt, dominus Rex mandavit, per magistrum Johannem de Trecis, archidiaconum Bajocensem, clericum, et Guillelmum de Chevriaco, militem, suos, veritatem inquiri de premissis. Verum facta ipsa inquesta, et pendente ejus judicio, redeuntes ad curiam, dictus abbas et procurator sui conventus, iterum conquesti fuerunt quod, de novo, plura dampna alia sibi illata fuerant, per homines supradictos, de quibus similiter dominus Rex mandavit inquiri: Demum, relatis ad curiam predictam priore inquesta et ultima eciam facta per prepositum Lau-

dunensem, et eis diligenter visis, quia evidenter constitit quod homines de Lesperon et homines de Lugny plures injurias et dampna irrogarunt abbati et conventui supradictis, estimata fuerunt dampna hujusmodi contra illos de Lesperon ad ducentas et quatuordecim libras Parisienses, et contra illos de Lugny, ad quatuor libras, si dicti abbas et conventus tantum vellent ea jurare; et, quia ipse abbas et procurator conventus, habens speciale mandatum usque ad summas predictas, dampna sua juraverunt, condempnati fuerunt predicti homines duarum villarum, in summis predictis, et debent solvere illi de Lesperon infra proximum Pascha, et illi de Lugny infra proximam Candelosam; ita quod, nisi per capitulum Remense compulsi fuerint ad solvendum terminis antedictis, ex tunc compellentur per Regem. Louis IX, 1268.

VI. Inquesta facta, de mandato Regis, super eo quod magister Guillelmus de Valle-Grinosa intendit probare quod ipse et sui predecessores consueverunt uti et habere justiciam sanguinis, per suam curiam, et justiciam latronis, nisi forisfecerit, per quod debeat mori vel suspendi, ita tamen quod, si aliquis latro captus sit in terra de Salicibus vel de Sauciel, debet duci apud Montem-Letherici, ut judicetur de suo forisfacto, et, si sit judicatus, ita quod perdat pedem, aurem, vel pugnum, vel membrum, debet reduci apud Salices vel Sauciel, ut ibi condempnetur per justiciam dicti magistri Guillelmi. Item petit habere res inventas in predictis locis, et, de hiis omnibus predictis, ipse et sui predecessores usi fuerunt, et de omni justicia altera simili, vel minori; preposito de Monte-Letherici e contra dicente quod dicta justicia est domini Regis, et quod dominus Rex et sui prepositi, nomine suo, bene usi fuerunt de justicia predicta, adiciente eciam quod justiciam rerum inventarum, que vocantur espave, nullus debet habere, nisi habeat altam justiciam. Et fuerunt testes hinc inde producti : Probatum est quod dictus magister Guillelmus est in saisina justicie latronis, in dicta villa de Salicibus et de Sauciel, talis videlicet quod latro ibi captus debet duci apud Montem-Letherici, et, si ibi judicetur ad

Loeis IX, 1268. mutilacionem membri debet reduci ad dictam villam de Sauciel, et ibi fiet execucio seu mutilacio per gentes dicti magistri. Item probatum est quod est in saisina alterius justicie inferioris in villa predicta; remaneat in saisina sua dictus magister. De majore autem justicia, non revocatur in dubium quin pertineat ad Regem.

VII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum, et Guillelmum de Autonno, militem, super dampnis et violenciis que magister Giraudus de Nobiliaco, rector ecclesie de Augignac, dicebat sibi et hominibus suis illata fuisse per Bosonem de Bordelya, militem, et complices suos, in fractione ecclesie sue et aliis, ad que sibi reddenda petebat dictum Bosonem, per dominum Regem, compelli: Inventum est, per inquestam hujusmodi, quod dictus Boso et sui complices, dictam ecclesiam de Augignac et domum ipsius rectoris hostiliter invadentes, ipsam ecclesiam ac domum fregerunt, et eas conbusserunt, ornamenta ecclesie, equos eciam quinque et plura bona alia dicti rectoris secum asportaverunt quemdam fratrem et duos nepotulos ipsius rectoris secum duxerunt captivos, et dictum fratrem redemerunt; quemdam insuper hominem, existentem in turre monasterii, cum quarrello interfecerunt, necnon et plures domos in dicta villa de Augignac fregerunt et depredati fuerunt; quia vero dictus magister solum agebat ad recuperacionem dampnorum suorum, delato sibi juramento super quantitate dampnorum hujusmodi, que coram inquisitoribus estimaverat ad trecentas libras Lemovicenses, et adhuc juravit ad summam eamdem; condempnatus est per curiam dictus Boso, in trecentis libris Lemovicensibus dicto magistro Giraudo reddendis, de cujus dampnis solummodo agebatur, et debet eas sibi solvere infra proximam Ascensionem Domini.

VIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Nicholaum de Vernolio supradictum, et per ballivum Medontensem, super eo quod magister Johannes Poncin dicit quod mater

sua et ipse habent quamdam domum apud Meullentum, sitam inter duos pontes; et dicit quod ipse, pater suus, et mater sua, et antecessores sui usi sunt, a longo tempore, et sunt in possessione, vel quasi, pro quolibet dolio vini in dicta domo vendito, percipiendi ab emptore quatuor denarios, et, per illos quatuor denarios sibi ab emptore persolutos, emptor quittus est a pedagio domini Regis quod recipitur super pontem Meullenti; ballivo predicto negante usum hujusmodi, et dicente, pro Rege, quod Rex est in saisina percipiendi costumam ab hujus emptoribus, sicut ab aliis: Per inquestam istam sufficienter probatus est usus dicti magistri Johannis et matris sue, et nichil probatum est pro Rege; remaneat idem magister et ejus mater in saisina sua. Louis IX, 1266.

IX. Visis et auditis, tam inquesta prius facta de mandato P. Servientis, tunc senescalli Petragoricensis, pro domino Rege, per Uguetum de Parisius, servientem suum, super damnis que Raymundus Bosonis et Stephanus Bonemigue de Nontronio, mercatores, dicebant sibi illata fuisse per Bosonem de Bordelia, militem, qui eos, in conductu et securitate Regis, ceperat, diu captos tenuerat, bonis suis spoliaverat, et post redemerat, ut dicebant; qua confessione ipsius Bosonis, postmodum super hoc in curia facta, et inquesta alia super hoc similiter postmodum facta, de mandato curie, per dominum G. de Autonno, militem, et magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum; intellectis eciam, que partes proponere voluerunt, condempnatus est per curiam dictus Boso, in sexaginta libris Lemovicensibus, dictis duobus mercatoribus, pro dampnis suis solvendis, videlicet Raimundo Bosonis, quadraginta libris, et Stephano Bonemigue, viginti, et sunt hec solvenda infra proximum Pascha.

X. Inquesta facta, de mandato Regis, per Berterum Engelart, tunc ballivum Viromandensem, ad sciendum quis est in saisina reficiendi calceiam, in loco quem decanus et capitulum Sancti-Petri in parvisio Suessionensi ostenderunt esse claustrum dicte ecclesie, vel major et jurati Suessionenses, aut dicti decanus et capitulum, cum uterque

Louis IX, 1268. eorum diceret se esse in possessione hujusmodi : Per inquestam istam probatum est quod ipsi major et jurati usi sunt reficere calceiam supradictam ; remaneant in saisina reficiendi eamdem. Nullum tamen jus novum quoad justiciam, vel dominium aliquod, acquiretur per hoc majori et juratis predictis.

XI. Quia Johannes de Artiques, qui obtulerat se probaturum quod Robertus Gaugy, Anglicus, tradiderat dicto Johanni coria, de quibus inter eos agebatur, ut socio et participi ; probaturum eciam societatem, quam dictum Johannem secum fecisse dicebat Cadomi, que sibi a dicto Roberto, dum viveret, et post, a fratribus Domus-Dei Parisiensis, apud quos idem Robertus decessit, et jus et actionem suam super hoc eis contulit, sibi negata fuerunt ; nichil probavit ; condempnatus est per curiam dictus Johannes, in ducentis novem libris et dimidio, solvendis dicte Domui-Dei, ab ipso Roberto causam habenti, infra proximum festum Penthecostes. De alia consimili summa, condempnatus fuit similiter contra eos, in proximo supraposito parlamento, idem Johannes. De prima fuit condempnatus in alio parlamento idem Johannes, per confessionem suam, quia videlicet dicebat dictum Robertum esse super hoc socium suum, in quo recognoscebat ei medietatem in re petita, scilicet in coriis. Ista vero ultima condempnacio facta est quia non probavit societatem, quam ad defensionem suam proposuerat.

XII. Super sentencia lata pro domino Deodato de Kanilliaco, milite, in parlamento octabarum Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, data fuit eidem patens littera domini Regis, in hec verba : Ludovicus, etc. senescallo Bellicadri salutem ; cum, in curia nostra, adjudicata fuerit dilecto et fideli nostro Deodato de Kanilliaco, militi, latori presencium, saisina meri et mixti imperii et eciam juridictionis super homines ville de Canonica et tenementi dicti loci, de qua fuerat spoliatus per gentes nostras ; mandamus vobis quod saisinam premissorum deliberetis,

eidem, cum fructibus inde perceptis, a tempore spoliacionis predicte. Actum Parisius, die veneris post festum Sancte-Lucie, virginis, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto(129). Verum, petente postmodum dicto Deodato, per hujusmodi sentenciam generalem, sibi deliberari saisinam justicie nobilium personarum, et clericorum ac religiosorum in dicta villa de Canonica et ejus tenemento, senescallo Bellicadri e contra dicente, pro Rege, quod, sub illa sentencia generali, justicia nobilium personarum, clericorum ac religiosorum, comprehendi non poterat nec debebat, cum solum fuisset ei adjudicata saisina justicie, de qua spoliatus fuerat per gentes domini Regis, nec de justicia nobilium, clericorum ac religiosorum possit se dicere spoliatum, cum nunquam inde possessionem habuerit, immo dominus Rex fuerit in saisina justicie hujusmodi, et ante tempus inqueste, per quam pronunciatum fuit alias, et post: Quia, visa iterum inquesta ipsa, tam per testes ipsius Deodati quam per testes domini Regis, sufficienter et plene inventum est quod dominus Rex est in saisina justicie nobilium personarum, clericorum et religiosorum, ante tempus quo facta fuit inquesta predicta, et post, in dicta villa de Canonica et tenemento ipsius, et sic constat quod dictus Deodatus de eadem non fuerat spoliatus, declaratum est per curiam quod dicta prior sentencia, pro ipso Deodato lata, ad populares personas solummodo se extendit; et fuit pronunciatum quod domino Regi remaneat, in dicta villa de Canonica et ejus tenemento, justicia clericorum, religiosorum et nobilium personarum.

Louis IX. 1266.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXVIII.

I. Apud Feritatem-Aelisii, petebatur constuma ab hominibus de

Locus IX, 1266. Mondevilla, de hiis que, de propriis rebus suis collectis et nutritis, apud Mondevillam vendebantur et emebantur apud Feritatem, per homines supradictos. Ipsi homines proponebant quod non tenebantur ad solucionem ipsius constume, sed erant quitti et liberi ibidem de constuma quoad predicta, et super hoc asserebant se, a multo tempore, pacifice usos fuisse, qui usus negabatur eisdem: Tandem, quia, per inquestam inde, de mandato domini Regis, factam, inventum fuit quod ipsi homines sunt usi, a longevo tempore, et in possessione pacifica, apud Feritatem, vendendi et emendi ad suos usus proprios, libere et sine solucione constume, res proprias collectas et nutritas apud Mondevillam; pronunciatum est per curiam quod ipsi homines de Mondevilla super hoc remaneant in pace.

II. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Galterum Bardin, ballivum Viromandensem, super usagio quod abbatissa et conventus Sancti-Johannis-in-Bosco petebant, ad boscum mortuum in foresta Cuisie, pro domo sua de Palerne, dicentes se dicto usagio bene et pacifice usas fuisse, et a multo tempore; servientibus domini Regis e contra dicentibus dictas moniales nullum jus habere in dicto usagio, quoad domum eamdem, nec de ipso easdem usas fuisse, utrum videlicet use fuerint dicte moniales de eodem usagio, ad ipsam domum an non, et a quo tempore: Tandem, relata inquesta ipsa, quia sufficienter probatus est usus monialium pacificus et longevus, determinatum est quod ipse moniales habeant predictum usagium pro ipsa domo sua de Palerna, et fuit preceptum ballivo quod eas permittat uti, ad domum illam, usagio memorato.

III. Conquerebantur Hugo le Gantier, et Juliana, uxor ejus, de abbate et conventu Sancti-Dyonisii, quod quandam vineam, sitam in territorio Argentolii, que fuerat defuncti Martini Hardi, cui dicta Juliana successit in solidum, et quam dictus Martinus tenebat et expletabat tempore quo decessit, sicut dicebant, dicti abbas et conventus saisiverant, et eam detinebant in ipsorum prejudicium et

gravamen, quare petebant, etc. dicto abbate et procuratore conventus e contra dicentibus quod ipsi tenuerunt et expletaverunt dictam vineam quadraginta annis vel circiter, continue usque in diem hodiernum, quare, etc. et obtulit utraque pars se intencionem suam probaturam : Tandem, receptis testibus super premissis, per preceptorem Senonensem, ex parte abbatis et conventus, et per dominum Symonem de Parisiis, ex parte domini Regis, quare in hoc consensit abbas predictus; quia nichil inventum est pro parte dicti Hugonis et ejus uxoris, quare debeant habere vineam quam petunt, et probatum est, pro abbate et conventu predictis, quod ecclesia Beati-Dyonisii tenuit et possedit dictam vineam per triginta annos et amplius; pronunciatum fuit et determinatum quod dictus Hugo et ejus uxor non erant in peticione hujusmodi audiendi, et quod vinea predicte ecclesie remaneret. Louis IX. 1268.

IV. Testes producti, ex parte Radulphi de Barou, militis, ad probandum quod ipse et antecessores sui consueverunt vendere boscum suum de Barou sine tercio et dangerio; quod sibi negabatur ex parte Regis : Nichil probatum est pro dicto Radulpho, et nichil habebit, set solvet.

V. Conquerebatur episcopus Caturcensis quod senescallus Ruthinensis, pro comite Pictavensi, et gentes ipsius comitis, quamdam paxeriam, quam idem episcopus habebat et possidebat in fluvio Alti, cum armis violenter diruerant, et aliam novam, ibi in eodem fluvio, de novo fecerant, in prejudicium dicti episcopi; propter quod petebat dampna sua super hoc sibi restitui, et injuriam emendari. Postmodum, dominus Rex super hiis mandavit inquestam fieri per Radulphum de Trapis, qui Radulphus, die et loco prefixis, ad inquestam hujusmodi faciendam vocavit dictum senescallum et gentes comitis, ad videndum testes jurare, qui tamen venire noluerunt : Demum, facta inquesta super hiis per dictum Radulphum, et ad curiam relata et visa, inventum est per eam quod dicta paxeria, quam possidebat episcopus in dicto fluvio, diruta fuit, et cum armis, per ba-

Louis IX, 1268. julum Nove-Ville, Rutinensis diocesis, et Petrum Mancipi, qui bajulus vocatur Guillelmus Aymericus. Item quod homines de Salvannac interfuerunt dirucioni. Item quod, in prejudicium episcopi, per violenciam, facta est in dicto flumine nova paxeria, sive esclusa, per dictum bajulum et homines predictos; pronunciatum est et dictum [quod] premissa paxeria, per eos diruta, ad expensas diruencium reficiatur. Item quod diruatur nova. Item quod emendent hoc ipsi dirutores domino Regi et episcopo.

VI. Radulphus de Bello-Forti, armiger, proposuit, contra senescallum regis Anglie, quod, cum idem senescallus eum coram se adjornari fecisset, idem senescallus, super hiis, que inter ipsos fuerunt hinc inde proposita, eidem Radulpho in jure defecit, ita quod dictum Radulphum, pro defectu juris, oportuit ad domini regis Francie audienciam appellare; dicto senescallo in contrarium proponente quod in jure non defecerat, et quod idem Radulphus, appellacioni predicte, quam se interposuisse dicebat, renunciavit spontaneus et expresse. Testibus autem, tam super appellacione quam renunciacione predictis, ab utraque parte productis, cum ipse Radulphus se sponte renunciasse negasset, diligenter examinatis, attestacionibus publicatis, et die, ad audiendum judicium, partibus assignata, presentibus in curia, dicto Radulpho in propria persona, et senescallo per procuratorem; procurator senescalli de modo renunciacionis interrogatus, respondit quod, dicto Radulpho obsesso in castro de Gymel, occasione cujus inter ipsos fuit mota predicta contencio, quedam machina in illa obsidione contra dictum castrum levata. Item furcis ante dictum castrum erectis, idem senescallus burgum ipsius castri intravit, et tunc prefatus Radulphus, illud castrum domino Chauvigniaci, qui cum senescallo ad expugnandum castrum venerat, reddidit, expensas quas ipse senescallus et sui, veniendo ad illud castrum, fecerant, se redditurum promittens, et appellacioni sue renunciavit. Et hec omnia, videlicet obsessio, machine, et furcarum levacio, castri reddicio, expensarum promissio, et appellacio-

nis renunciacio, una et eadem die facta fuerunt, sicut fuit confessus procurator senescalli Lemovicensis predicti: Quibus actis, dictis Radulpho et procuratore judicium petentibus sibi reddi, visis attestacionibus testium predictorum, intellectis confessione predicta et confessionibus aliis in jure factis, per judicium dictum fuit quod possessio dicti castri, quo dictus Radulphus, post appellacionem predictam, ut dictum est, fuerat desaisitus, cum pertinenciis ejus, in statu in quo erat, quando fuit de eo dissaisitus, restitueretur eidem; cum ad plenum probasset quod, a dicto senescallo, pro defectu juris, appellaverat, et, pro parte senescalli, non fuerit sufficienter probatum quod idem Radulphus spontaneus appellacioni renunciasset predicte; si quid residui questionis fuerit inter partes, pro castro predicto, curie domini Regis judicium retinendo. Louis IX, 1268.

VII. Uxor cujusdam forbitoris ensium de Meleduno interfecit maritum suum apud Meledunum, et postmodum fugiit apud Grandem-Puteum, in justicia elemosinarii ecclesie Sancti-Dyonisii in Francia. Hoc audientes gentes domini Regis de Meleduno, apud Grandem-Puteum ceperunt mulierem predictam, dicentes justiciam hujusmodi ad dominum Regem pertinere, et eam apud Meledunum duxerunt, que mulier postmodum fugiit, et evasit. Elemosinarius vero super hoc conquestus fuit, et proposuit, nomine suo et ecclesie Beati-Dyonisii, quod alta justicia de Grandi-Puteo et ejus pertinenciis, in terra ecclesie Beati-Dyonisii, spectat ad ipsum, nomine suo et ecclesie sue, et quod ipse, sive predecessores sui, usi sunt predicta justicia in casibus emergentibus, et hoc obtulit se probaturum, protestans quod non astringebat se ad omnia probanda, set ad ea que sibi sufficerent de premissis. Unde petebat mulierem predictam, apud Grandem-Puteum taliter captam, sibi restitui, gentibus Regis e contra dicentibus, quod ad dominum Regem pertinet hec justicia, et non ad elemosinarium supradictum: Tandem, quia, per inquestam, de mandato domini Regis, factam per Guillelmum de Chivriaco, militem domini Regis, et per prepositum Stampensem, super facto alte justicie

Louis IX, 1268. dicti loci inventus est aliquis usus ipsius elemosinarii, quoad altam justiciam, et nichil fuit inventum pro Rege; visa eciam carta quadam regia ab abbate Sancti-Dyonisii exhibita; deliberata fuit dicto elemosinario, nomine dicte ecclesie Beati-Dyonisii, saisina alte justicie de Grandi-Puteo et ejus pertinenciis, in terra ecclesie Beati-Dyonisii.

VIII. Petrus de Malo-Monte, armiger, accusabat de morte domini Ademari de Malo-Monte, militis, patris sui, dominum Bosonem de Bordelia, militem, et eum, super hoc, in hac curia sequebatur ad mortem. Idem dominus Boso hoc negabat, et se defensioni super hoc offerebat. Postmodum, mediantibus bonis, partes super hoc compromiserunt in dominum Regem, de alto et basso, et dominus Rex hoc in se suscepit. Quo facto, dominus Rex, super facto isto, fecit veritatem inquiri, per dominum Guillelmum de Autonno, militem, et magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum, suos: Qua inquesta facta et relata et visa, quia sufficienter inventum est quod dictus Boso dictum Ademarum percussit cum ense a estoc, in dextro latere, dictum Ademarum, propria manu, et de ipsâ ictu cecidit dictus Ademarus, dominus Rex pronunciavit, per dictum suum, quod dictus Boso eat ultra mare, per tresdecim annos moraturus ibidem, et quod iter arripiat et moveat ad proximum festum nativitatis Sancti-Johannis-Baptiste. Et sicut pluribus de consilio videbatur, dominus Rex misericorditer egit cum ipso Bosone (130).

IX. Testes recepti per curiam, inter domicellam Helloidim de Bormont, ex una parte, et magistros Theobaldum et Johannem de Nantolio, clericos, fratres, ex altera, super eo quod dicta Helloidis intendebat probare quod dicti magistri et Guido, quondam frater eorum, doaverunt (131) insimul dictam Helloydim, tempore prolocuti matrimonii inter dictum Guidonem et dictam Helloidim, de domo de Crespi, et de quadringentis libris terre propinquioribus dicte domui, et se obligaverunt ut dicta Helloidis haberet in doarium dictam domum de Crespi et dictas quadringentas libras terre,

de terris propinquioribus dicte domui, quas dicti frâtres habebant communiter, et propter hoc dicti magistri omnia bona sua obligaverunt, et quod, post hoc, matrimonium fuit secutum inter dictum Guidonem et ipsam Helloidim, et dictus Guido decessit; dictis magistris negantibus se et dictum Guidonem dictam domicellam insimul doavisse, confitentibus eciam quod dictus Guido solus doavit eamdem; negantibus insuper quod se obligassent ut dicta Helloidis in doarium haberet predicta, que dicti fratres habebant communiter. Item negantibus se obligasse omnia bona sua propter predicta, set bene confitebantur quod matrimonium fuit contractum inter ipsos Guidonem et Helloidim, et quod idem Guido decessit. Item intendebant probare, dicti magistri, quod dictus Guido frater eorum, per se, sine adjuncione eorum, dotavit de predictis ipsam Helloidim, et quod de hoc fuerunt confecte littere, quod dicta Helloidis negabat: Visis postmodum litteris predictis et attestacionibus testium, hinc inde productorum, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod dicti magistri deliberent ipsi Helloidi de Bormont, uxori nunc domini Mathei de Villa-Beonis, dictam domum de Crispiaco, cum quadringentis libris Turonensibus annui redditus, propinquioribus ipsi domui, pro doario suo, ibidem sibi concesso a dicto Guidone, fratre suo, de voluntate et assensu ipsorum, et ab ipsis eciam, cum dicto Guidone, quando matrimonium contraxit cum ipsa Helloidi Guido predictus. LOUIS IX, 1268.

X. Cum dominus Rex, ad supplicacionem magistri Geraudi de Malo-Monte, et Petri de Malo-Monte, quondam filii domini Ademari de Malo-Monte, militis, fratris dicti magistri Geraudi, inhibuisset domino Bosoni de Bordelia, militi, de quo idem magister Geraudus et Petrus timebant, et merito, ne aliquod malum, dampnum seu injuriam, eisdem inferret, contra justiciam, in corpore vel in rebus, idem Boso, spreta inhibicione predicta, prefatis magistro Geraudo et Petro gravia dampna dedit, et multas injurias irrogavit, occupando ipsorum redditus, domos quasdam diruendo

Louis IX. 1268. ipsorum, et alias incendio destruendo, sicut ipsi Geraudus et Petrus dicebant, graviter conquerendo : Inquisicione autem facta super hujusmodi dampnis, visa et intellecta, presentibus in curia dictis magistris Geraudo et Petro, pro una parte, et ipso Bosone, ex altera, consideratis ipsorum manifesta discordia. Item quod dictus Boso, in loco ubi dicte domus dirute fuerunt et combuste, tempore dirucionis et combustionis, habebat dominium. Item quod, per prepositos et gentes ipsius Bosonis, predicte dirucio et combustio facte fuerunt. Item quod, de lapidibus dictarum domorum taliter dirutarum, gentes ejusdem Bosonis, ad opus ipsius Bosonis, construxerant quamdam turrim; visa inquesta predicta, dictum Bosonem, prefatis magistro Geraudo et Petro, in quatercentum libris Turonensibus, pro dictis dampnis, taxacione tamen perhabita, et receptis, ad pleniorem probacionem ab ipsis magistro Geraudo et Petro, juramentis, condempnavit curia domini Regis, justicia exigente, ad instans festum Omnium-Sanctorum, solvendis.

XI. Guillelmus de Mora, serviens domini Regis, moverat questionem abbati et conventui Francharum-Vallium, de omnibus que tenebant et possidebant circa monasterium suum Francharum-Vallium, a termino seu tenemento Sancti-Egidii, quod vocatur tenementum Sancti-Andree de Camarynan, usque ad tenementum de Poscheriis, et est juxta Sanctum-Sebastianum, et a camino Romeio, quo itur de Sancto-Egidio ad Poscherias, usque ad clarum stangni de Scamandre, dicens eadem ad dominum Regem pertinere, abbate et conventu e contra dicentibus predictas ua esse, et se esse et fuisse diu in possessione pacifica de eisdem. Dominus Rex postmodum misit magistrum Nicholaum de Kathalano, thesaurarium Ebroicensem, clericum, et Ernulphum de Curia-Feraudi, militem, suos, ad inquirendum de jure suo, et de jure dictorum abbatis et conventus, in possessione et proprietate : Qua inquesta, facta per eos, diligenter visa, quia inventa fuit pacifica possessio eorum de predictis, que eciam per dominum Regem sibi fuerant confirmata, et

nichil sufficienter probatum est pro domino Rege; determinatum fuit et dictum quod ipsi abbas et conventus, nonobstantibus ab ipso Guillelmo propositis, in possessione remaneant predictorum. Louis IX, 1268.

XII. Denunciatum fuerat domino Regi quod dominus decanus de Utecia, in prejudicium domini Regis, et in destructionem seu deterioracionem portus Aquarum-Mortuarum, clauserat vallatum seu pertusum de Peccais, per quem batella solebant ire et redire de Rodano ad mare. Item quod fecerat passerias, et tenebat in quibusdam maribus de novo. Item quod posuerat, de novo, mensuram salis in tenemento de Silvia et de Tygna, et de Peccais. Item quod, de novo, de quolibet animali inde portante sal levabat unum obolum pro pedagio. Dominus Rex, ad hec scienda, et jus suum sciendum super premissis, misit predictos magistrum Nicholaum et dominum Ernulphum, coram quibus vocatus, in illis partibus, idem dominus decanus, quoad pertusum, passerias et mensuram salis, respondit quod hec fecerat utendo jure suo, et quod ipse et predecessores sunt et fuerunt in saisina faciendi premissa. Quantum ad obolum vero, respondit quod illum non levabat pro pedagio, set pro mensuragio salis, ad quod mensurandum suam tradebat mensuram, propter quod petebat remanere in saisina sua : Tandem, inquesta facta super premissis per eosdem Nicholaum et Ernulphum, et diligenter visa, inspectis eciam quibusdam instrumentis, hinc inde exhibitis, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod idem dominus decanus remaneat in saisina claudendi et aperiendi dictum vallatum seu pertusum de Peccais; item habendi passerias, et tenendi in maribus, in quibus erant tempore litis mote, nisi appareret quod imposterum nocive essent portui nostro Aquarum-Mortuarum, et ita quod ulterius versus portum eas non ampliet, nec faciat aliquid novum in prejudicium dicti portus; item in saisina ponendi et habendi mensuram salis in tenemento de Silvia, et de Tygna, et de Peccais, videlicet illam quam habet in castro suo de Armazangues, si ibi habet certam mensuram, vel si certam non ha-

Louis IX, 1266. bet in dicto castro, ponendi et habendi aliam certam et justam mensuram. De predicto obolo determinatum est quod inquiratur si novitatem facit idem decanus, levando dictum obolum, aut si eumdem ipse et predeeessores sui consueverunt percipere ab antiquo.

XIII. Testes recepti per magistrum Galterum, cantorem Silvanectensem, super eo quod dominus Guillelmus de Bosriz intendebat probare, contra dominum Theobaldum de Tria, quod ipse erat in saisina pacifica de Serifontaine, et de Vilarceaus, et pertinenciarum eorumdem, tempore quo comes Domni-Martini, et dictus dominus Theobaldus, et gentes, et potencia eorumdem, inceperunt levare et capere proventus et exitus locorum ipsorum et pertinenciarum ipsorum, videlicet a duodecim annis vel circa. Item quod, tempore quo ipsi inceperunt levare dictos exitus et proventus, dictus Guillelmus erat furiosus, ita quod eum oportebat ligari, vel in camera includi, vel, quando extra domum ducebatur, bene custodiri, ne cuiquam aut sibi forisfaceret, ita eciam quod, nec se, nec terram, aut gentem suam regere poterat, set postmodum continue rexerunt alii ipsum et terram suam ac gentem, et, ad hec eciam probanda a procuratore suo sibi dato per curiam, fama publica proponebatur. Ex adverso, intendebat probare, dictus dominus Theobaldus, quod dictus dominus Guillelmus, tempore quo fecit maritagium de domicella Johanna, filia sua, cum dicto comite Domni-Martini, pro uno filiorum suorum, de quo mallet, erat in tali statu quod maritagium fieri poterat per ejus consensum, et tunc erat dominus terre sue et rector, quod, si non probaretur, offerebat se nichilominus probaturum, idem Theobaldus, quod factum fuit maritagium inter ipsum et dictam Johannam, de consensu propinquiorum amicorum ipsius. Demum, visis attestacionibus testium hinc inde productorum, quia non fuit probatum quod dictus Theobaldus per violenciam levaverit aut levet fructus et exitus supradictos, absolutus est dictus Theobaldus ab impeticione dicti Guillelmi; hoc tamen salvo dicto Guillelmo, quod, contra filium ipsius Theobaldi, minorem etate, a dicta

Johanna susceptum, vel alium quem voluerit, agere posset, cum sibi viderit expedire, super possessione et proprietate predictorum locorum. Louis IX, 1269.

XIV. Johannes Marcel, burgensis Compendiensis, adduxerat duas naves honustas lignis sumptis in boscis Ursi-Campi, per aquam Ysare et Secane, apud Parisius. Prepositi mercatorum aque Parisiensis ligna hujusmodi arrestari fecerunt Parisiis, dicentes ea esse commissa domino Regi et sibi, eo quod eadem adduxerat sine socio mercatore aque Parisiensis, idem Johannes, adicientes quod hoc facere poterant, et per privilegium regium sibi concessum, et per longevum usum super hoc habitum. Prefatus vero Johannes dicebat, e contrario, dictos prepositos non debere super hoc audiri, cum hoc nunquam usi fuissent in casu suo, videlicet de mercatoriis venientibus Parisius, per Secanam, ut dicebat; privilegium tamen bene confitebatur, cum eciam in mercatoria hujusmodi socium habuisset, ut dicebat, mercatorem aque Parisiensis : Tandem, jurato super premissis a partibus, inspectis dicto privilegio et attestacionibus testium hinc inde super hoc productorum, quia societas mercatoris aque Parisiensis, quam proponebat dictus Johannes, non fuit probata, quoad unam ipsarum navium, quantum ad aliam tamen navium satis fuit probata; ordinatum est et pronunciatum quod ligna unius ipsarum navium, de qua maluerit, reddantur ipsi Johanni, et ligna alterius, tanquam commissa, remaneant domino Regi et civibus Parisiensibus supradictis (132).

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXIX.

I. Mota questione, in hac curia, inter dominum Hardoinum de

Louis IX, 1260.

Malliaco, ex una parte, et decanum ac capitulum Beati-Martini Turonensis, ex altera, super facto cujusdam garenne, quam idem Hardoinus dicebat se usum habere in terris ipsorum, scilicet in majoria Martigniaci et in terra Scolastici; super eo eciam quod idem Hardoinus dicebat se usum fuisse percipere quadrigas in dicta majoria de Martigniaco, et in majoria de Breteniaco; que sibi, ex parte dictorum decani et capituli, negabantur; mandatum fuit super hiis inquiri per magistrum Guillelmum de Nova-Villa, canonicum Carnotensem et clericum domini Regis, et per dominum Guiterum de Vileta, militem, ballivum Turonensem, qui, super hiis, duas inquestas fecerunt: Postmodum, visis dictis inquestis factis, ut dictum est, tam pro ipso domino Malliaci, super usu habendi garennam in terris predictis, quam eciam super contradiccione et usu contrario, pro predictis decano et capitulo; pronunciatum fuit quod non inveniebatur sufficienter probatum, per quod deberet adjudicari ipsi domino Malliaci usus habendi garennam in locis predictis. Item pronunciatum fuit quod probatum inveniebatur per dictas inquestas quod dominus Malliaci usus est capere quadrigas majorie de Martigniaco, in viis, pratis et cheminis, pro fenis suis, ad domum suam de Malliaco adducendis, in tempore fenacionum: de quadrigis quas similiter petebat in majoria de Bretenaio, in tempore fenacionum, nichil fuit probatum, pro ipso domino Hardoino, et, propter hoc, quoad quadrigas majorie de Bretenaio fuit pronunciatum contra ipsum. Super aliis vero articulis, de quibus inter eos fuerat litigatum, et similiter debebat inquiri, videlicet utrum terre, quas idem Hardoinus excoli prohibebat, in quibus ecclesia Beati-Martini decimas percipere consuevit, sint proprie ipsius Hardoini, vel sub dominio suo, vel sint hominum dicte ecclesie, vel sub dominio ipsius ecclesie. Item qualiter usus est idem dominus Hardoinus pisces percipere ad usum suum, licet contra voluntatem ipsorum, ab illis qui deferunt pisces vendendos ad collum, vel ad summarios, et quantum precii dabat pro eis, et qualiter eciam solvebat. Item qualiter, apud Chatigniacum, in terra Sancti-Martini, usus fuerit, idem Hardoinus,

de mensuris, et quibus mensuris, et a quo tempore. Item qualiter usus est, idem Hardoinus, pontem de Charteneio reparare seu reficere, et a quo tempore, et quante latitudinis est pons predictus. Louis IX, 1260.

Super hiis, inquam, articulis non fuit ad inquestam processum, licet contineantur in rubrica, et, de aliquibus eorum, testes aliqui recepti fuerint, quia, super facto prohibicionis culture terrarum, et super facto reparacionis pontis, pacificatum est inter partes. Super capcione piscium, nec mercatores nec alii prosecuntur; et super facto mensurarum, processit, idem dominus Hardoinus, per aliam viam, et questionem movit capitulo supradicto, et inde cecidit per judicium curie, racione cujusdam consuetudinis contra eum proposite, et confessate ab eo.

II. Questione mota, in hac curia, inter comitem Britannie, ex una parte, et Gaufridum de Plessiaco, militem, ex altera, super facto cujusdam appellacionis ab ipso comite et senescallo suo Redonensi, ad dominum Regem interposite, a dicto Gaufrido; proposuit idem Gaufridus, per juramentum suum, quod, cum senescallus suus Redonensis vellet ipsum compellere respondere cuidam excomunicato coram ipso, idem Gaufridus appellavit ad curiam domini Regis, ab illo gravamine. Ad quod comes noluit respondere, dicens quod non tenebatur. Postea dictus miles misit quemdam procuratorem suum, scilicet Haymonem Rollandi, ad comitem Britannie, et idem procurator requisivit comitem, quod dictum gravamen, illatum dicto militi a dicto senescallo, revocaret, qui respondit quod ipsum non revocaret. Comes hoc negavit, eo modo quo propositum est. Postea idem procurator a dicto comite ad dominum Regem appellavit, racione dicti gravaminis sibi illati a dicto comite. Comes recognovit quod appellavit, set non racione dicti gravaminis. Ad hec dixit dictus comes, per juramentum suum, quod, ex parte dicti Gaufridi, venit ad ipsum comitem dictus Haymo Rollandi, cum quibusdam litteris, sigillo dicti militis sigillatis, ut credit, et requisivit ipsum comitem, ex parte dicti militis, quod quoddam judicium, prolatum

Louis IX, 1269. a senescallo Redonensi, contra dictum militem, cujus judicii racione, dictus miles ad curiam domini Regis appellaverat, revocaret; credit dictus Gaufridus, ut supra posuit, per juramentum suum, et aliter noluit respondere, et si dictus comes non revocaret dictum judicium, dictus miles appellacionem suam prosequeretur, dictus Gaufridus appellans gravamen illud quod dictus comes appellaverat judicium, recognovit procuratorem suum dixisse, coram dicto comite, quod dictam appellacionem prosequeretur, nisi dictus comes faceret dictam revocacionem. Item comes recognovit se dixisse quod dictum judicium non revocaret, nisi per jus, et obtulit eidem exhibere jus. Dictus miles negavit dictum comitem sibi predictum jus obtulisse. Postmodum, pendente causa hujusmodi, proposuit dictus Gaufridus, contra dictum comitem, quod, lite predicta pendente in hac curia, comes dissaisiverat bonis suis de quibus se petebat ante omnia resaisiri; et juratum fuit super hoc inter partes. Et dixit dictus Gaufridus, per juramentum suum, quod, termino pendente coram Rege, dictus comes, vel ejus mandatum, dissaisivit eum quadam domo sua que dicitur la Roche, et quadam vinea, terra, pratis, et aliis ad dictam domum pertinentibus. Comes autem premissa omnia negavit, eo modo quo dictus Gaufridus dicebat, dicens, per juramentum suum, quod, per judicium curie sue, propter defectum ipsius Gaufridi, ad querimoniam alterius, videlicet Helie de Mutelien, militis, domum predictam, cum pertinenciis antedictis, saisiverat, antequam super hiis adjornaretur coram Rege. Dictus autem Gaufridus, requisitus utrum, ad querimoniam dicti Helie, coram dicto comite fuerat adjornatus, antequam comitem fecisset adjornari coram Rege, dixit quod sic. Requisitus utrum judicium contra eum datum fuerit, dixit quod credit. Requisitus utrum, per judicium curie dicti comitis, fuerit hujus bonis suis dissaisitus, antequam fecisset adjornari comitem coram Rege, dixit quod non : Postmodum, testibus parcium super premissis, de mandato domini Regis, per episcopum Macloviensem receptis, et eorum attestacionibus publicatis, intellectis eciam plenius que partes proponere voluerunt, quia probatum re-

peritur quod dictus comes, pendente termino seu adjornamento in curia ista, dictum Gaufridum dissaisivit de domo de Rocha, et quadam vinea, terra, pratis, et aliis ad dictam domum pertinentibus in parrochia de Lausioc, de Plabela, et de Querben, pronunciatum fuit, per curiam ipsam, Gaufridum, cum fructibus inde perceptis, esse restituendum ad predicta; verum, quia curie non constitit dictum Gaufridum, vel alium, nomine suo, legitime appellasse a senescallo Redonensi, vel a comite supradicto, ipsum, tanquam non appellantem, curia reputavit. Louis IX, 1269.

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistros Henricum de Campo-Repulso, et Gilonem de Calceia, ejusdem domini Regis clericos, ad sciendum quis esset in saisina seu possessione, vel quasi, exercendi justiciam secularem, altam et bassam, in strata publica vici appellati de Albigniaco, an episcopus Attrebatensis, an abbas et conventus Sancti-Vedasti Attrebatensis, cum dictus episcopus assereret se et predecessores suos fuisse, a longo tempore, vel a quo non extat memoria, in saisina hujusmodi, usque ad tempus quo ballivus Ambianensis, propter contencionem parcium, cepit eam in manu Regis, abbate et conventu predictis hoc negantibus, et asserentibus se esse et fuisse in possessione pacifica, vel quasi, exercendi omnimodam justiciam in strata publica vici ejusdem : Quia per inquestam istam melius et apercius reperitur probata saisina episcopi, quam ipsorum abbatis et conventus; pronunciatum fuit quod remaneat ipsi episcopo saisina justicie dicti vici de Albigniaco, extra domos, reservata questione proprietatis ipsis abbati et conventui, si, contra dictum episcopum, super hoc voluerint experiri.

IV. Inquesta facta, de mandato curie (1233), per Galterum de Villaribus, ballivum Caleti, super eo quod Johannes de Nevilla, miles, dicebat quod ipse potest vendere boscos suos de Nevilla sine tercio et dangerio, et quod antecessores sui ita usi fuerunt, excepta quadam venda, que facta fuit dum erat in garda, pro sua sorore mari-

Louis IX, 1269. tanda, et excepta quadam alia venda, que fuit facta postquam exivit a garda, de quibus duabus vendis dominus Rex habuit tercium. Item quod decem et octo anni vel circa sunt, quod exivit de garda, et fuerat in garda per spacium duodecim annorum : Per inquestam istam non invenitur aliquid probatum, per quod appareat quod dictus Johannes possit vendere absque tercio et dangerio dictos boscos de Nevilla.

V. Inquesta facta per magistrum Philippum', decanum Bituricensem, et Reginaldum de Mormant, militem, de mandato domini Regis, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo octavo, in fine mensis augusti, et in principio mensis septembris, super causa que vertitur inter Reginaldum, comitem Forisiensem, ex una parte, et liberos Ademauri de Pictavia, et Falconem de Monte-Gasconis, ex altera, super terra Belli-Joci; et, de mandato dicti domini Regis, usi fuerunt ipsi inquisitores, pro rubrica, transcripto cujusdam littere dicti comitis huic inqueste, cum littera dicti domini Regis, annexo. Tenor autem ipsius littere talis est. « Nos R. comes Forenensis, et dominus Belli-Joci, notum facimus universis, presentes litteras inspecturis, quod illustrissimus Ludovicus, rex Francie, recepit nos ad homagium baronie Belli-Joci, nomine Isabelle, uxoris nostre, sororis Guichardi, quondam domini Belli-Joci, quantum ad ea que sunt de feodo ipsius domini Regis; verumptamen, cum Falco, dominus de Montgascon proponeret, coram dicto domino Rege, quod mater sua fuit soror dicti Guichardi, et diceret quod ipse deberet esse loco matris sue, quantum ad successionem in predictis, et ita peteret mitti in possessionem, racione matris sue, pro ea parte que ipsum contingebat, seu contingere debebat, in predicta baronia, dicens talem esse consuetudinem in terra illa, quod filius debebat esse loco matris sue, et quod baronia debebat dividi inter filias; nobis ex adverso proponentibus quod primogenitus seu primogenita debet habere possessionem baronie integraliter et perfecte, secundum consuetudinem terre illius, et alios fratres suos appanare per eandem consuetudinem, si jus inveniantur habere. Tandem, inter nos et

dictum Falconem, per dictum dominum Regem, ordinatum extitit in hunc modum, quod dictus dominus Rex inquirat, seu inquiri faciat super consuetudinibus supradictis, et nos promittimus, bona fide, quod ipse decreverit super possessione danda vel non danda dicto Falconi, seu aliis, in eodem gradu existentibus, firmiter observare, nobis et aliis proprietatis questione reservata. Item sciendum est quod nos supponimus nos inquisicioni dicti domini Regis, tantummodo quantum ad ea que sunt de feodo ipsius domini Regis, ne nobis, quantum ad alios dominos, prejudicium generetur. Item promittimus dicto domino Regi, super rachato, si inveniatur quod ipsum debeamus, racione dicte terre Belli-Joci, sibi satisfacere, ad voluntatem suam. Item promittimus dicto domino Regi, sub obligacione omnium bonorum nostrorum, super hoc quod sibi debebat dictus Guichardus, sibi satisfacere, pro porcione hereditaria que nos conţinget. Et, pro predictis omnibus firmiter attendendis, damus dicto domino Regi fidejussores nobiles viros, Henricum, dominum de Soli; Beraudum, dominum de Mercorio; Galterum, dominum de Nemos, marescallum Francie; et Arnulphum, dominum de Firmitate-Chalderonis, milites. Et nos, predicti fidejussores, confitentes et asserentes predicta omnia esse vera, penes dictum dominum Regem, pro predictis attendendis, nos fidejussorie obligamus, et eciam principales constituimus debitores. In cujus rei testimonium, nos predicti comes et fidejussores sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quinto mense junii. » — Visa inquesta ista, pronunciatum fuit quod dictus comes Forenensis remanebit in saisina tocius terre Belli-Joci, quantum ad ea que tenentur ibi a domino Rege, salvo jure seu questione proprietatis utrique parti, racione uxoris sue predicte. Louis IX, 1269.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Viromandensem, super eo quod dominus Matheus de Tornella, miles, conquerebatur quod gentes domini Regis ipsum dissaisierunt triginta tribus gallinis annui redditus quas habet, ut dicit, super hos-

Louis IX, 1269. pites de Ruys, de quibus ipse et predecessores sui fuerunt in pacifica possessione, donec, per gentes domini Regis, fuit de eis spoliatus; et petebat se de eisdem gallinis resaisiri : Probatum reperitur per istam inquestam quod idem Matheus et antecessores ejus fuerunt in possessione pacifica levandi dictas triginta tres gallinas apud Ruis, et quod Symon de Fossatis, ballivus Viromandensis, fecit eidem Matheo restitui illud quod de dictis gallinis levaverat, nomine Regis per duos annos; pronunciatum fuit quod dicto Matheo restituatur saisina sua.

VII. Inquesta facta, de mandato curie, per ballivum Senonensem, ad sciendum utrum Johannes Coquillum, Guillelmus Morelli, et Guillelmus dictus Al-Bues, mercatores de Lemovicinio, usi sunt, a triginta annis et amplius, prout ipsi proponebant, transire libere, et sine pedagio solvendo, cum pecudibus suis, ad pedem fixum, per portum Renardi, sive sint eques sive pedes, et utrum predecessores eorum mercatores usi sunt hujusmodi libertate : Per inquestam istam nichil reperitur probatum, quare mercatores per dictum portum transeuntes cum pecudibus, ad pedem fixum, non teneantur solvere pedagium, supposito quod portus ille sit infra fines pedagii Senonensis.

VIII. Inquesta facta, de mandato curie, per Gilonem de Silvanecto, et Adam de Gressio, clericos, ad sciendum utrum communitas Castri-Therrici conviciaverat, ceperat et retenuerat in turpi carcere, gentes abbatisse Beate-Marie Suessionensis, scilicet fratrem David Boudel, majorem de Bassevel; Adam, majorem de Challi; Thomam, majorem de Couperu, et Cousardum, et eos jam captos verberaverat, et eos redimi fecit de viginti solidis Savericus, jaolerius, ut de duriori carcere ponerentur in leviori, prout hec omnia asserebat Johannes Nevelonis, procurator dicte abbatisse; et utrum fugavit cum armis et « hahay! » dicta communitas, fratres David et Guillelmum de Bassevel, et Adam de Condeto : Inventum est per inquestam istam quod ducenti homines et amplius Castri-Terrici, cum clamore « hahay! » et

armis multimodis, fugaverunt, ceperunt, et in prisione ceperunt [1] fratrem David predictum, et alias gentes abbatisse predicte. Scriptum fuit gentibus regis Navarre, ut injuriam hujusmodi, infra medium augustum, faceret emendari, alioquin datum est ballivo in mandatis quod ipse emendet. Louis IX, 1206.

IX. Proponente, coram Rege, procuratore abbatis et conventus monasterii Tutellensis, graviter conquerendo quod, cum clericus senescalli regis Anglie apud Tutellam accessisset, pro quibusdam tenendis assisiis, et causas ibidem audire cepisset, procurator dicti monasterii proposuit coram eo quodi bi assisias ipse, nec alius quam gentes monasterii Tutellensis, tenere poterant, nec debebant, cum ipsi abbas et conventus ibi totam haberent ita justiciam temporalem, quod nullus, in dicta villa, preterquam ipsi, aliquid temporalis jurisdicionis habeat, nec pro causis audiendis, seu hominibus ipsius monasterii distringendis, in dicto loco, aliquis accedere poterat vel debebat; quod se probaturum offerebat; et petebat quod ibi assisias non teneret, et sibi super premissis justiciam faceret; quod idem clericus dicto procuratori expresse facere recusavit; propter quod quidam monachus ejusdem monasterii ad domini Regis curiam appellavit: Auditis autem hinc inde propositis, et visis probacionibus monasterii supradicti, et diligenter inspectis, procuratore regis Anglie, qui factum hujus defendebat, et procuratore dictorum abbatis et conventus, in hac curia constitutis, et jus super predictis sibi dici petentibus, dictum fuit, per jus, quod causa ista, videlicet utrum senescallus regis Anglie posset, vel deberet, in dicta villa, seu territorio dicte ville, tenere assisias, in hac curia remaneret, et quod procurator dicti regis Anglie, ad predicta, coram Rege respondere debebat, et capta fuit in manu domini Regis contencio hujusmodi, salvo jure parcium.

X. Proposuerant coram Rege, comitissa Guelrensis, et G. procurator comitis (134), mariti ejusdem comitisse, contra ballivum Caleti,

[1] Lisez *retinuerunt*.

Louis IX, 1269. quod idem ballivus, contra justiciam, arrestaverat quadraginta libras Turonenses que debebantur eisdem. Ad quod dictus ballivus ex adverso respondit quod dictas quadraginta libras solvi non permittebat eisdem, ea videlicet racione quod, ipsa in villa de Hareflue, in quibusdam vicis et locis, qui de domino Rege immediate tenentur, limitaciones fecerant, et domos, et edificia quedam diruerant, pro liberacione viarum et itinerum facienda, quod ad ipsos in predictis locis minime pertinebat, et, si ad ipsos eciam pertineret, non poterant in itineribus seu viis dimittere aliquod impedimentum, seu pecuniam recipere pro eodem, cum impedimentum tollere debuissent, et, si posuissent ibidem, et ipsi, pro quadam domo constructa in via seu itinere publico, ibidem dimittenda, dictas quadraginta libras peterent, que per ipsum ballivum fuerant arrestate. Dicta vero comitissa et procurator dicebant quod ad ipsos, in dictis locis, limitacio pertinebat, et alias ibidem limitaciones fecerant; quod negabat ballivus predictus. Quibus propositis, injunctum fuit domino Juliano de Perona, ballivo Rothomagensi, ut accederet ad locum, et inquireret utrum dicti comes et comitissa, seu antecessores eorum, in dictis locis, alias fecissent limitaciones, et quando, et inter quas personas, et de omnibus que ad casum hujusmodi pertinerent. Qui dominus Julianus, cum accessisset ad locum, presentibus coram ipso dictis comitissa et procuratore, et eciam ballivo Caleti, quesivit a comitissa et a procuratore comitis, per quos probare volebant predicta que proposuerant coram Rege; responderunt quod cotidie limitaciones non fiebant, et quod ad presens de limitacionibus aliquid probare nolebant, set volebant probare quod semper, temporibus retroactis, ipsi comes et comitissa, et antecessores eorum, in dictis vicis et locis, pro mesleiis et debitis, arrestaverant quociens casus acciderat; ballivo in contrarium asserente et dicente quod, per Regem, in dictis locis fiebant arrestaciones predicte. Et tunc idem Julianus, facto isto nec approbato nec reprobato, dicens, « Valeat quod valeat, » testes in hac inquesta productos examinavit, ad probandum arrestaciones predictas: Demum, visa inquesta hujus-

modi, de dictis quadraginta libris, pronunciatum fuit quod, cum nichil probaverint comes et comitissa predicti, nec probare voluerint, nichil habebunt. Super eo autem quod dicunt quod usi sunt arrestare in viis et vicis ville de Hareflue et banleuce ejusdem ville, quia non fuerat de hoc actum in curia, nec de hoc fuerat mandatum quod inquireretur, propter hoc pronunciatum fuit inquestam factam super usu hujus non valere. Louis IX, 1269.

XI. Testes producti, ex parte Roberti Lovet, tunc armigeri, nunc militis (135), super eo quod ipse dicit quod domus et maneria sua de Condeto et de Dumo devastata fuerunt, et ceciderunt propter defectum domini Regis, tempore quo pater ejus et ipse fuerunt in custodia ejusdem; qua de causa, petit sibi restitucionem fieri ab ipso domino Rege, de valore quingentarum librarum Turonensium, et hoc intendit probare per hos testes : Quia, secundum inquestam istam, non est dominus Rex in toto absolvendus, nec in toto condempnandus, super devastacione et deterioracione maneriorum dicti Roberti, dum erat in garda Regis, comissum est, per curiam, domino Juliano, ballivo Rothomagensi, ut, ad arbitrium bonorum virorum (136), restitucionem faciat pro domino Rege, propter hoc, Roberto predicto.

XII. In fluvio Secane, portus est qui dicitur Geniviler, et est monasterii Sancti-Dyonisii. De facto accidit quod quedam navis honerata, descendens per fluvium, fecit transitum per portum illum, et unam cordam que consuevit esse in portu illo, que protenditur de ripa ad ripam, rupit, et quamdam mulierem, que portui preerat in illo fluvio, corda interfecit, que mulier, transeuntes ex transverso aque, de ripa ad ripam, in quamdam naviculam consuete portabat. Abbas et conventus nautam illius navis arrestarunt, et eum ceperunt ut de ipso facerent justiciam, secundum exigenciam delicti. Et, quia gentes Regis detinent nautam, contra voluntatem abbatis et conventus, eos spoliaverunt justicia quam ibi exercere consueverunt abbas et conventus, et nautam de predicto loco abduxerunt, petunt

Louis IX. 1269. nautam sibi reddi. Ex adverso, dicebatur, pro Rege, quod ad eum hujusmodi justicia pertinebat. Voluit dominus Rex quod inquireretur pro abbate et conventu, si fuerint in saisina faciendi justiciam in portu; item utrum in aqua de superius portum et inferius; item utrum inter ripam et ripam; item utrum fuerint in possessione justicie in ripis; item utrum terra est abbatis et conventus ab utraque parte riparum; item quod inquireretur, pro ipso domino Rege, si usus est justicia in portu; item in aqua de superius portum et inferius; item inter quas personas; item a quo tempore : Visa postmodum inquesta inde facta per magistros Symonem de Parisiis, et Reginaldum de Evra, ipsius domini Regis clericos; audita eciam et diligenter inspecta quadam carta regia ipsorum abbatis et conventus, per quam videtur eis concedi justicia inter fluvium Saure et Chambreias, deliberata fuit ipsis abbati et conventui saisina justicie, in dicto portu de Geniviler, hoc supposito et prius inspecto quod portus ipse sit inter dictum fluvium Saure et Chambreias; et sciendum quod super hoc non fuerunt testes producti pro Rege, quare prepositus Parisiensis dixit quod non inveniebat aliquem qui de usu Regis sciret aliquid in hac parte.

INQUESTE

EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXIX.

1. Inquesta facta, die sabbati, in festo beati Bartholomei apostoli, anno millesimo ducentesimo sexagesimo nono, super eo quod heredes Johannis le Boteillier de Canapevilla, videlicet Johannes, prepositus, Richardus de Dumo et Thomas de Guirros, petunt piscariam de Ronchevilla a domino Rege sibi reddi, eo quod Nicholaus de Montignie, tempore quo erat ballivus in Normannia, desaisivit

seu spoliavit dictum Johannem de dicta piscaria, quam dominus Rex modo tenet, eo quod dictus Johannes noluit consentire quod dictus Nicholaus carnaliter cognosceret, in adulterio, quamdam neptem uxoris ejusdem Johannis, que erat in domo dicti Johannis, sine alio forisfacto : Quia rubrica hujusmodi non probatur, non habebunt heredes dicti Johannis ipsam piscariam. [Julianus.] Louis IX, 1269.

II. Petebat Guillelmus de Friardel, miles, a domino Rege, sergenteriam de Loutelerie, quam Reginaldus de Sirefontaine tenebat, tempore quo vivebat, prout se proportat in latum et in longum, que sergenteria, post mortem dicti Reginaldi, accidit hereditarie sororibus dicti Reginaldi, et, post decessum ipsarum, accidit similiter hereditarie Rogero de Molendino, racione uxoris sue, que erat matertera earum, quam sergenteriam, cum aliis terris, dictus Rogerus, vivente uxore sua, vendidit Guillelmo de Friardel, militi, quondam patri dicti Guillelmi, qui modo eam petit : Demum, inquesta super hoc facta, de mandato domini Regis, quia nichil fuit sufficienter probatum pro dicto Guillelmo, de premissis, pronunciatum fuit quod non haberet idem Guillelmus sergenteriam predictam. [Julianus.]

III. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per abbatem de Nogento suptus Cociacum, et Johannem de Foilloel, militem, super vendicione cujusdam redditus bladi, quem Petrus de Solario, pater Sarete de Foiloel, dicitur vendidisse domino Ade de Caumenchon, licet dictus redditus veniret ex parte matris dicte Sarrete. Item pro quo precio venditus fuit dictus redditus. Item quomodo investitus fuit dictus miles de dicto redditu. Item si mater dicte Sarrete consensit dicte vendicioni, vel contradixit. Item si mater dicte Sarrete, mortuo marito suo, dictum redditum vendidit predicto militi, et pro quo precio. Item si investitus fuit de dicto redditu, et per quam justiciam. Item si dicta Sarreta obtulit dicto militi peccuniam ad retrahendum dictum redditum, venditum dicto militi a matre sua. Item a quo tempore, dies qui conceduntur volentibus retrahere incipiant

Louis IX, 1260. currere, utrum a tempore investiture, vel a tempore inite vendicionis. Item si Sarreta requisivit dictum militem ut se faceret investiri de dicto redditu, et de omnibus aliis pertinenciis ad negocium : Inventum est per inquestam istam quod, post decessum dicti Petri de Solario, Agnes, mater dicte Sarrete, traxit in causam dictum Adam de Caumenchon, coram preposito de Calniaco, super dicto redditu, et quod super hoc pacificaverunt inter se coram dicto preposito, mediantibus bonis viris, ita quod dictus Adam haberet dictum redditum, et tenebatur solvere dicte Agneti quindecim libras, et devestivit se dicta Agnes de dicto redditu in manu dicti prepositi, ad instanciam dicti militis, et, ipsa die qua dicta Agnes se devestivit, dicta Sarreta obtulit denarios et obolos dicto militi, coram dicto preposito, ad retrahendum dictum redditum. Item quod, a tempore investiture et non a tempore vendicionis inite, incipiunt dies currere volentibus retrahere; propter quod pronunciatum fuit quod dicta Sarreta habebit dictum redditum, racione retractus, solvendo dicto Ade quindecim libras, ita quod fructus percepti a dicto Adam, a tempore quo dicta Sarreta obtulit bursam, conputabuntur et venient in solutum; et deponunt testes, super hoc examinati, feria quarta post octabas Trinitatis, quod septem anni erant elapsi, quod dicta Sarreta, ut premissum est, obtulit bursam.

IV. Questione mota inter comitem Nivernensem, ex una parte, et priorem Sancti-Stephani Nivernensis, ex altera, super eo quod, pro eodem comite dicebatur Johannem le Borgne de Germigniaco sibi debere reddi, et per eum debere justiciari super facto clerici quem . . . . . cum in justicia sua, et in presenti forifacto deprehensus fuisset; dicto priore ex adverso dicente quod, infra metas justicie sue, et non in presenti delicto, fuerat deprehensus, et sic, justiciandus per ipsum et non per comitem supradictum, et per dictam contencionem, ipso Johanne posito in manu Regis : Tandem, per inquestam super hoc factam, de assensu parcium et de mandato domini Regis, per ballivum Bituricensem, ad sciendum videlicet

utrum dictus Johannes captus fuit in justicia et dominio dicti comitis, in presenti delicto vel quasi, vel infra metas justicie predicti prioris; quia inventum est per inquestam hujusmodi quod dictus Johannes captus fuit in justicia et dominio dicti comitis, et quasi in presenti delicto, pronunciatum fuit quod dictus Johannes prefato comiti redderetur. Louis IX, 1269.

V. Dicebat dominus Philippus de Sancto-Yonio, miles, quod ipse et predecessores sui, domini de Sancto-Yonio, erant et fuerant, a tempore a quo non extat memoria, in saisina seu possessione habendi justiciam latronis, et furchas suas in terra sua castri de Sancto-Yonio, usque ad tempus in quo gentes domini Regis dissaisierunt eumdem de predicta justicia latronis, diruendo furchas predictas, et non permittendo ipsum ibi habere furchas et latronis justiciam expletare; quare petebat quod super saisina seu possessione sua et predecessorum suorum predicte justicie latronis et furcharum, veritas inquireretur: Demum, per inquestam, de mandato domini Regis, inde factam, inventa fuit saisina seu possessio predicti Philippi ac predecessorum; et ideo pronunciatum fuit quod idem Philippus remaneat in saisina justicie latronis et furcharum in terra sua castri de Sancto-Yonio.

VI. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per vicarium archiepiscopi Rothomagensis, apud Pontisaram, et per ballivum Medontensem, super modo et forma compromissi facti ab Amalrico de Mellento, milite, in Gaufridum de Roncherolis, militem, ab ipso Amalrico electum, et a domina de Rolleboise, in Johannem de Mucegros, militem, ab ipsa domina electum, super contencione que inter ipsum Amalricum et dictam dominam vertebatur, racione cujusdam filie ipsius Amalrici, pro qua petebat sibi restitui et reddi hereditatem de Fresneuse, cum ejus pertinenciis, et conquestus terre de Rolleboise, ab eadem domina; ad sciendum videlicet utrum a dictis partibus prefixum fuerit certum tempus et concordatum, vel

Louis IX, 1269. non, infra quod dicti arbitri deberent reddere, super premissis, dictum suum, et utrum partes predicte consenserint in hoc quod, de die in diem, utraque pars arbitrum suum habere deberet, et utrum, sub pena quingentarum librarum, conpromissum fuisset : Tandem, visa inquesta ista, inventum est per eam quod inter dictum Amalricum et dominam conpromissum fuit, sub pena quingentarum librarum, et quod arbitri deberent procedere de die in diem; sed non est inventum quod tempus prefixum fuerit ad arbitrium proferendum.

VII. Proposuerat Petrus de Bassoto, miles, contra episcopum Autisiodorensem, quod idem episcopus levavit seu levari fecit quasdam furchas in loco in quo habet justiciam idem miles; quod negabat dictus episcopus, dicens quod ipse et predecessores sui fuerunt in possessione habendi furcas in loco predicto, a tempore quod non est a memoria; quod negavit dictus Petrus, proponens quod interrupta fuit dicta possessio : Tandem, testibus productis a partibus, ad intencionem suam probandam, quia per testes ipsos dictus episcopus sufficienter suam probavit saisinam, nec idem Petrus probavit quod proposuerat; pronunciatum fuit quod idem episcopus remaneret in saisina de furcis predictis.

VIII. Cum a domina Lora de Monte-Sorti peterentur, pro defuncto Johanne de Asteriis, trecente octoginta libre sexaginta sex solidi, in quibus eidem Johanni dicebatur teneri, propositum fuit ab eadem quod dictus Johannes, dum viveret, ipsi remiserat de predicta summa octoginta libras, pro usura quam ab ea habuerat, et sexaginta libras quas pro ipsa solvere debuerat Johanni Frogerii, nec solvit; quod, a filio dicti Johannis, nomine Aubertino, sibi fuit expresse negatum : Tandem, quia per inquestam, inde, de mandato domini Regis, factam, per prepositum Parisiensem, et Reginaldum, presbiterum capelle domini Regis Parisius, inventum est ita esse sicut proposuerat dicta Lora; pronunciatum fuit quod, de dicta summa que petebatur ab ea, hujusmodi octoginta libre et sexaginta libre deduci debebant.

IX. Gaufridus de Roncherolis, miles, Thomam Matin cepit, et in cipo posuit in prisione sua, eo quod idem Thomas eidem Gaufrido minas intulerat de conburendâ domo ipsius, sicut dictus Gaufridus imponebat eidem. Idem Thomas, in cipo hujusmodi, infra duos dies mortuus fuit. Quo mortuo, mater et frater dicti Thome, venientes ad Regem, conquesti fuerunt de dicto Gaufrido, quod in prisione sua et cipo multriverat dictum Thomam, quod dictus Gaufridus expresse negabat. Tandem, precepit dominus Rex super hoc veritatem inquiri, per ballivum Gisorcii, qui, vocatis secùm Gileberto Belet, milite, et Matheo de Escoies, vicecomite, hujusmodi inquestam fecit: Set, quia per inquestam eamdem nichil fuit inventum contra dictum Gaufridum, per quod reus esset mortis dicti Thome, fuit super hoc absolutus; quia tamen dictum Thomam cepit, et in cipo posuit, propter suspicionem solum, cum hoc, secundum consuetudinem terre, facere non posset, cum dictus Thomas non deprehensus in presenti delicto, dictum fuit quod hoc emendaret domino Regi, ad voluntatem suam, idem Gaufridus. Louis IX, 1269.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per ballivum Caleti, super eo quod Nicholaus de Hotot, miles, proponebat quod pater suus et sui antecessores usi fuerunt vendere boscos suos de Roques sine tercio et dangerio, ea racione quod sunt de libero feodo Britolii, et quod dictus feodus habet talem libertatem; propter quod petebat idem Nicholaus quod permitteretur libere vendere dictos boscos: Quia non probatur per istam inquestam intencio dicti Nicholai, pronunciatum fuit quod non poterat vendere sine tercio et dangerio.

XI. Symon de Hougervilla, armiger, proponebat quod boscum suum, in parrochia de Colevile, debebat vendere sine tercio et dangerio, et quod semper ita fuit usitatum a temporibus preteritis; propter quod petebat ut libere permitteretur vendere sine tercio et dangerio dictum boscum: Tandem, quia per inquestam inde, de

Locis IX, 1269. mandato domini Regis, factam, non probavit intencionem suam idem Symon, pronunciatum fuit quod non venderet sine tercio et dangerio boscum eumdem.

XII. Alienora, comitissa Leycestris, petebat a comite Engolismensi porcionem in comitatu Engolismensi, racione fraragii, spectantem ad ipsam, ex parte quondam matris ipsius comitisse Leycestris et proavie comitis supradicti; set idem comes in contrarium respondebat quod dicta comitissa Leycestris in tali peticione non debebat audiri, cum dictus comitatus esset impartibilis, nec unquam fuerit per quotas partitus, licet multi casus acciderint in quibus, si esset partibilis, debuisset partiri. Super quibus, facta inquisicione diligenti, fuit per inquestam inventum quod dictus comitatus nunquam fuerat per quotas partitus vel divisus. Tamen, per comites seu comitissas, dominos comitatus predicti, inter filios et filias, fratres et sorores, facte fuerant quedam partes que, in partibus illis, appanamenta dicuntur (137). Et, cum judicatum fuisset quod dicta comitissa pro dicta peticione non debebat audiri, tunc peciit dictum comitem Engolismensem, et dominum Gaufridum de Lezignen, adjornari. Quibus adjornatis et presentibus, certa die, eadem comitissa peciit a dictis comite et Gaufrido sibi appanamentum fieri, secundum consuetudinem terre : Qua peticione facta, auditis responsionibus dictorum comitis et Gaufridi, et visis inquestis super hoc factis et diligenter intellectis, absolutus fuit, per judicium, dictus Gaufridus a predicta impeticione ipsius comitisse, cum ipse appanatus fuerit, et per appanamentum teneat, nec secundum consuetudinem terre, que liquido inventa est esse talis, per istam inquestam, appanamentum facere debeat appanatus. Dictus autem comes fuit per judicium condempnatus ad faciendum dicte comitisse annuum perpetuum appanamentum quadringentarum libratarum terre, monete currentis in comitatu Engolismensi predicto. Item condempnatus fuit idem comes in octingentis libris monete Engolismensis, pro arreragiis duorum annorum, a tempore litis mote. In hujus autem pronun-

ciacione sentencie expresse fuit dictum quod dicta comitissa, in terra hujusmodi sibi adjudicata, non haberet domum seu fortericiam per istam sentenciam, quia curia, loco domus, plus sibi dederat de terra. Louis IX. 1246.

XIII. Conquerente comite Blesensi, de ballivo Viromandensi, quod ei impediebat gardam cujusdam domus abbatis et conventus Aquicenctensis, site in castellania sua de Guysia, que vocatur Tres-Monz, quam ad se, de jure communi, pertinere dicebat; vocatis ad defensionem ipsius ballivi dictis abbate et conventu, et decano et capitulo Sancti-Quintini Viromandensis, a quo dictam domum se tenere dicebant ad censum, propositum fuit, pro abbate et conventu et decano ac capitulo supradictis, quod idem comes super hoc non debebat audiri, cum dominus Rex esset in possessione garde dicte domus, a tempore a quo non exstat memoria, ut dicebant. Quod negante procuratore comitis, mandatum fuit, super hujus negocio, inquiri : Set, quia, coram inquisitoribus, confessus fuit procurator dicti comitis quod Rex fuerat in saisina dicte garde, per triginta quatuor annos et plus, parte dictorum abbatis et conventus et decani ac capituli nolente ulterius procedere, set, secundum confessionem comitis sibi petente jus reddi, relata et visa confessione hujusmodi, quia inventum est dictum procuratorem cognovisse quod Rex fuit in saisina dicte garde, per triginta quatuor annos, licet procurator partis alterius similiter confessus fuerit dictum comitem, a triginta quatuor annis supra, usum fuisse garda predicta; pronunciatum tamen fuit quod Rex remaneret in saisina dicte garde.

XIV. Orta questione, inter comitem Blesensem, ex una parte, et decanum ac capitulum Sancte-Crucis Aurelianensis, ex altera, super eo quod, cum ipsi decanus et capitulum emissent medietatem meisarum (138) de Cochereau; item emissent quosdam redditus ab Herberto de Espesonville, apud Villecoich, dictus comes compellebat eosdem, seu compellere volebat, ad ponendum extra manum suam premissa, eo quod erant de suis retrofeodis, ut dicebat; responsum

Louis IX, 1269. fuit, pro ipsis decano et capitulo, quod dictus comes non debebat super premissis audiri, cum, de ipsius retrofeodis, non essent premissa, presertim cum Johannes de Saumery, miles, qui vendidit dictas meisas dictis decano et capitulo, tempore quo eas vendidit, eas teneret in feodum ab ipsis decano et capitulo, quod confessus fuit procurator comitis supradicti. Item orta questione inter eosdem super eo quod, cum decanus et capitulum predicti quinque granchias suas, videlicet Uneau, Taupineus, Ouvanch, Terminier et Faveroles, sitas in territorio in quo dictus comes habet tensamentum, tradidissent agricolis ad meditariam, dictus comes petebat tensamentum de granchiis hujusmodi sibi reddi, dicens quod talis est usus in dicto territorio, quod, cujuscunque sint terre, dum tamen sint in manu rusticorum, tensamentum sibi debetur de eis. Ad quod responsum fuit, pro dictis decano et capitulo, quod, licet dicte granchie sint in territorio in quo dictus comes habet tensamentum, non tamen debebat super hoc audiri comes predictus, cum usus tensamenti a comite propositus non currat in terris ecclesiarum, quantumcunque tradantur rusticis ad medietariam, ut dicebat: Tandem, cum dictus comes, ad probandum intencionem suam, testes produxisset, attestacionesque eorum partibus publicate fuissent, visis et diligenter inspectis dictis attestacionibus, et confessionibus parcium, quia comes non probavit quod dicta medietas meisarum de Cochereau, et dicti redditus empti apud Vilecoich, sint de retrofeodis suis, et quod usus tensamentorum in dicto territorio non erat talis qualem comes eum esse dicebat, pronunciatum fuit, pro ipsis decano et capitulo, contra comitem supradictum, et super premissis fuit silencium impositum comiti supradicto.

XV. Orta questione, coram Rege, super feodo castri inferioris de Bruzaco, super eo quod dicebatur, pro rege Anglie, ipsum castrum esse de feodo suo, et e contrario dicebat vicecomitissa Lemovicensis ipsum feodum esse suum, racione filie sue, heredis vicecomitatus Lemovicensis: Tandem, quia, per litteras ab ipsa vicecomitissa exhi-

bitas super hoc, et testes ab ipsa et a procuratore dicti regis Anglie productos, quos utraque pars, ad intencionem suam probandam, produxit, sufficienter probatum est quod defunctus Helias Flamenc de dicto castro fuit in homagio vicecomitis Guidonis, viri dicte vicecomitisse, et post in homagio dicte vicecomitisse, et quod eciam dictus Helias fuit in possessione dicti castri, tanquam dominus, tenendo castrum predictum et redditus ipsius levando, et sic probata fuit dicte vicecomitisse intencio, nichilque sufficiens probatum fuit pro dicto rege Anglie, pronunciatum fuit quod feodum dicti castri deliberetur dicte vicecomitisse, nomine filie sue, heredis vicecomitatus Lemovicensis. Louis IX, 1269.

XVI. Proponebat domina Johanna de Rocha-Dariani, contra comitem Britannie, quod, cum Plaisencia, mater sua, haberet, teneret et possideret castrum de Rocha-Dariani, et Oliverius, pater dicte Johanne, esset in possessione dicti castri, racione matris predicte, cum omnibus pertinenciis dicti castri, Petrus, comes Britannie, pater hujus comitis Johannis, a quo castrum tenebat in feodo, castrum peciit sibi concedi, occasione cujusdam guerre quam tunc habebat ad tuicionem suam et suorum in predicta guerra. Quod castrum, pater et mater dicte Johanne, dicto comiti, ut dictum est, concesserunt, et, ex illa concessione, habuit dicti castri saisinam. Postea, illa guerra finita, requisitus fuit dictus comes, a patre dicte Johanne, quod castrum sibi redderet supradictum, quod tamen dictus comes facere recusavit. Verùm, patre dicte Johanne petendo castrum, questione pendente, diem clausit extremum. Postea dictus comes decessit, cui iste comes Johannes in universum jus succedit, et tunc mater dicte Johanne, constituta sub propria potestate, castrum sepius peciit a Johanne, comite supradicto, quod reddere contradixit, et tunc predicta domina fecit comitem, coram domino Rege, ad judicium evocari, et prosequendo causam suam, super castro predicto, Parisius, persolvit debitum naturale; set tunc Alanus, filius matris et patris dicte Johanne, qui frater erat dicte Johanne, fecit

Louis IX. 1269.

comitem conveniri in curia domini Regis, et dictus comes contramandavit ter, et postmodum quesivit diem consilii. Pendente die, Alanus fuit viam universe carnis ingressus; et tunc incepit agere soror Alani predicti, dicta Johanna, que in eodem jure successit Alano et matri sue, et fecit citari comitem, per proprium nuncium domini Regis, quia alias non permiserat comes venire ad se nuncium dicte Johanne, cum litteris domini Regis, qui citatus contramandavit, et post citatus, venit in parlamento isto. Unde petit dicta Johanna, a dicto comite, saisinam seu possessionem dicti castri, ut dictum est, concessi, sibi reddi cum pertinenciis suis, et proventibus, et exitibus quos habuit comes, qui ascendunt ad valorem triginta millium librarum, cum ipsa succedat predictis, tanquam propinquior heres, que omnia offert se probaturam. Porro e contra proponebat, contra eamdem Johannam, dictus comes, quod ipsa non erat de legitimo thoro, nec mater sua similiter fuerat, quodque quidam frater matris ejusdem Johanne, ad quem spectabat dicta hereditas, secundum terre consuetudinem, cum esset masculus, et non ad matrem dicte Johanne, eam amiserat, per judicium curie ipsius comitis, contra quosdam nobiles alios, qui terram ipsam tanquam suam petebant, a quibus idem comes, per convencionem super hoc inter eos habitam, habuit dictam terram. Proponebat eciam quasdam consuetudines, ad intencionem suam fundandam, per que et multa alia proposita ab eodem, dicebat dictam Johannam super hoc minime debere audiri, et de hiis offerebat se probaturum quod sibi sufficere deberet ad intencionem suam fundandam: Demum, receptis testibus parcium per Macloviensem episcopum, cui dominus Rex, facta peticione in hac curia, causam commiserat audiendam in Britannia, et eorum attestacionibus publicatis, et diligenter visis, omnibus eciam que partes proponere voluerunt plenius intellectis; quia sufficienter inventum est probatum, pro dicta Johanna, quod mater sua et pater suus fortericiam castri de Ruppe-Dariani, dicto comiti Petro tradiderant, propter guerram suam, prout supra ponitur, post tradicionem tamen hujusmodi, in aula, subtus castrum predictum,

per annum vel circa remanserant, terram suam tenentes, et proventus ejus percipientes, de qua totaliter postmodum ejecti fuerunt et spoliati, per dictum comitem Petrum, pronunciatum fuit quod dictus comes redderet dicte Johanne turrim et fortalicias castri et ville de Rocha-Dariani; et expresse fuit dictum, in recitacione hujus sentencie, quod de redditibus et juribus universis, ad hoc pertinentibus, nichil est per istam sentenciam diffinitum (139). Louis IX, 1260.

XVII. Orta questione, coram ballivo Aurelianensi, inter decanum et capitulum Sancti-Aniani Aurelianensis, ex una parte, et dominum Reginaldum de Insula, dominum Feritatis-Neberti, et ejus uxorem, heredem dicte Feritatis, ex altera, super quodam ariete qui, in terra dicti capituli, existente infra castellaniam dicte Feritatis, venerat tanquam espave, super eo videlicet quod dictus Reginaldus et ejus uxor, dictum arietem petebant sibi reddi, et ad se pertinere de jure communi, cum, infra metas dicte castellanie, captus esset, in qua omnimodam jurisdicionem et eciam l'espave se habere dicebant; dictis decano et capitulo e contra dicentibus ipsos Reginaldum et ejus uxorem non debere super hoc audiri, cum dictus aries in terra eorum captus esset, in qua, de espave et omnimoda justicia alta et bassa, se usos et esse in possessione dicebant; hoc expresse negantibus dicto Reginaldo et ejus uxore. Item super eo quod dictus Reginaldus et ejus uxor dicebant se esse in possessione juris habendi garennam, ad grossum animal, in tota terra ipsius decani et capituli, inter Ligerim et Oyson, dictis decano et capitulo hoc expresse negantibus. Revocata questione hujusmodi ad curiam istam, et partibus diligenter auditis, mandatum fuit super premissis inquiri, per cantorem Meledunensem, Philippum, per Johannem de Floriaco, militem domini Regis, et Odardum de Villaribus, ejusdem domini Regis clericum, et post, per magistrum Reginaldum de Evera: Quibus inquestis relatis et diligenter visis, et, que partes proponere voluerunt, plenius intellectis, inventum est probatum, et pronunciatum fuit per curiam, quod dictum capitulum est in saisina expletandi

Louis IX, 1269. omnimodam justiciam altam et bassam et l'espave, quod sequela est alte justicie in terra sua, sita in Sigalonia, infra dictam castellaniam Feritatis-Neberti. Item quod non est probatum aliquid per quod dictus Reginaldus et ejus uxor habeant jus habendi garennam, ad grossum animal, in terra dicti capituli, inter Ligerim et Oyson; set est probatum quod custodes nemorum capituli, deputati ad custodiendum boscum ipsorum de Nemoisi, quando instituuntur, faciunt, domino dicte Feritatis, juramentum de servanda venacione sua, et de isto pronunciatum fuit quod eidem domino remanebit. Item de mensuris ponendis in terra dicti capituli, de quibus similiter inter partes hujusmodi agebatur, nichil probatum est, pro dicto Reginaldo et ejus uxore, per quod debeant habere jus ponendi mensuras in terra ipsius capituli, infra castellaniam predictam, et ita fuit super hoc per curiam pronunciatum (140).

XVIII. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per Radulphum de Trapis, senescallum Petragoricensem, et per priorem de Briva, ad sciendum utrum quedam littere, que dicebantur esse concesse a consulibus civitatis Caturcensis, qui tunc erant, popularibus ejusdem civitatis, super habendis et utendis libertatibus, et super levanda collecta, a quolibet civitatis, per solidum et libram, fuerunt concesse per metum et per minas, prout consules ipsius civitatis proposuerant, vel gratis, prout dicti populares proponebant: Quia sufficienter probatum est quod dicte littere, per populares, extorte fuerunt a consulibus predictis, per vim et metum, pronunciatum fuit quod frangantur dicte littere, et quod expresse inhibeatur dictis popularibus, ne ipsi de cetero faciant colligaciones, confratrias, seu congregaciones.

Louis IX, 1269.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIX.

I. Orta questione, inter dominum de Ybreio, ex una parte, et homines castri Paciaci, ex altera, super eo quod homines Paciaci dicebant et proponebant quod ipsi, antiquitus in riperia Paciaci et apud Paciacum, consueverunt et usi fuerunt mercimonia sua et naves honerare pacifice, et ducere inferius, per ripariam, versus Rothomagum, et reducere eas honeratas mercimoniis, apud Paciacum, ipso domino de Ybreio se opponente, et e contrario asserente quod talia non fecerant, nec jus habebant faciendi hec, cum portum non haberent apud Paciacum; set erant ipse et predecessores sui in saisina quod, quando ipsi talia ducebant per aquam, ad portum suum de Ybreio, dischargiabant, et dischargiare tenebantur; quod eciam ipse et predecessores sui, forisfacta que in castellania Paciaci, in dicta riparia, acciderunt, usi sunt justiciare, et eorum expleta habere. Ad quod responderunt dicti homines quod usi sunt ut supra, quod eciam ballivus domini Regis, vel ejus servientes, usi sunt dicta forisfacta riparie expletare et justiciare in castellania Paciaci; ordinatum fuit per curiam quod de usu parcium super hiis inquireretur: Demum, inquestis super hoc factis per magistrum Reginaldum de Evera, clericum domini Regis, et per Johannem de Cliquebuef, ballivum Vernolii, diligenter visis, et racionibus parcium plenius intellectis; quia inventus est sufficienter probatus usus dictorum hominum, et nichil inventum est sufficienter probatum pro dicto domino Ybreii, per quod debeat dictus usus ipsorum hominum impediri, pronunciatum fuit per curiam quod dicti burgenses, seu homines Paciaci, usi sunt honerare et exhonerare mercimoniis naves apud Paciacum,

Louis IX, 1269. et ducere versus Rothomagum, et reducere versus Paciacum, per dictam ripariam, scilicet Auduram, et quod pro dicto domino nichil erat probatum per quod possit dictus usus ipsorum burgensium impediri, dictum fuit quod remaneant ipsi burgenses in saisina sua.

II. Radulphus Cocart, datus tutor seu curator, de mandato curie, per prepositum Parisiensem, Tiboudo, Johanneto, Moriseto, Isabelone, Johannete et Johannete, minoribus liberis quondam Richeudis, relicte Nicholai de Pissiaco, et antea relicte Richardi Cocart, patris dictorum liberorum, petiit, in ista curia, nomine dictorum liberorum, a comite Sacro-Cesaris, septuaginta septem libras tredecim solidos et tres denarios, in quibus, racione dictorum Nicholai et matris sue, dictis liberis, de vendicione sellarum, curacarum et similium, comes Sacro-Cesaris, pater suus, tenebatur, per litteras suas, quas exhibebat dictus curator. Petiit eciam, ab eodem comite, et simili de causa, pro dictis liberis, viginti septem libras tredecim solidos et quinque denarios, de quibus liberi non habebant litteras comitis, set hoc offerebat idem tutor se probaturum per testes. Procurator comitis premissa negavit: Demum, visis dictis litteris de priori summa facientibus mencionem, visis eciam attestacionibus duorum testium a tutore productorum, ad intencionem suam, super secunda summa, probandam, per quos bene probatur intencio liberorum, condempnatus fuit per judicium idem comes, ad reddendas ipsis liberis dictas summas.

III. Cum marescallus Albigesii, dominus Mirapiscis, proposuisset gentem suam, nomine et mandato ipsius marescalli, arrestasse in terra ipsius marescalli, in qua altam et bassam habet justiciam, quamdam summam Milliarensium prohibitorum (141), quam quidam Massilienses dicebant se abstulisse Pisanis in mari (et senescallus Carcassonensis, super) expositis, tam a rege Sicilie quam ab ecclesia et curia Biterrensi domini Regis, post appellacionem legitimam, juris omisso ordine, compulisset vicarium et judicem ipsius marescalli,

detinendo eos in carcerem, sibi restituere pecuniam antedictam; peciit dictus marescallus se resaisiri, et dictam pecuniam sibi restitui. Ex adverso, proponebat senescallus Carcassonensis, pro Rege, aliqua, quare super hoc non debebat audiri marescallus predictus: Demum, visa inquesta per dominos Ernulphum de Curia-Feraudi, militem, et Raymondum Marci, clericum domini Regis, de mandato ejusdem domini Regis super hoc facta, judicatum fuit et pronunciatum quod resaisiretur dictus marescallus, et sibi restitueretur dicta peccunia, salvo jure domini Regis et alieno, sive super possessione, sive super proprietate voluerint experiri, cum probata fuisset ipsius marescalli intencio, et nichil sufficiens fuisset probatum pro Rege. Louis IX, 1269.

IV. Item cum dictus marescallus, dominus de Mirapiscis, proposuisset se fuisse in possessione pacifica comburendi hereticos terre sue, condempnatos ad ignem per inquisitores Carcassonenses, et habendi eciam eorum mobilia, si in terra Regis existant, et senescallus Carcassonensis, quosdam hereticos terre dicti marescalli, condempnatos, apud Carcassonam, ad ignem, et eorum mobilia, in terra domini Regis existencia, sibi restituere denegasset, et super hoc petiisset dictus marescallus ipsum senescallum ad sibi restituendum predicta compelli, et, ne ipsum super hujusmodi impediret, de cetero prohiberi; dicto senescallo n contra dicente quod dominus Rex erat in saisina premissorum, et quod dictus marescallus super hiis non debebat audiri: Tandem, visa inquesta super hoc, de mandato domini Regis, facta per Ernulphum et Raimondum predictos, et probato usu dicti marescalli, judicatum fuit et pronunciatum quod dicto marescallo restitueretur saisina judicandi, comburendi hereticos predictos apud Carcassonam, ut dictum est, condempnatos; domino Rege, super bonis mobilibus ipsorum hereticorum, qui in terra domini Regis existunt, que dictus marescallus sibi reddi petebat, cum ipse marescallus nichil plene probaverit, absoluto.

V. Conquestus fuit domino Regi, abbas Sancti-Audoeni Rotho-

Louis IX, 1269.

magensis, de Johanne de Bosco, milite, videlicet quod idem Johannes, cum suis complicibus, violenter et cum armis invasit prioratum suum de Gaagny, monachos dicti loci et quemdam clericum ipsorum, ac eorum familiam et homines, verberando, fugando et turpiter tractando, et multas ibi alias graves injurias irrogando, et post, monachos ad mortem clamando; supplicans idem abbas quod dominus Rex faceret inquiri super hoc, et tam atroces injurias emendari sibi. Hoc audito, dominus Rex super hoc mandavit inquiri, per magistrum Alanum de Mellento, archidiaconum Ebroicensem, et dominum Nicholaum de Menoto, militem suum : Inquesta vero super hoc ab eis facta et ad curiam relata, quia, tam per inquestam ipsam quam per confessionem dicti militis, inventum est ipsum et complices suos, in dicto prioratu, multas et graves injurias irrogasse, monachos, clericum ipsorum, ac eorum homines et servientes, fugando, verberando, et, inter alia, coronam cujusdam monachi nudam pedibus conculcando; pronunciatum fuit quod idem Johannes hoc emendaret domino Regi ac dicto abbati; et fuerunt taxate per curiam hujusmodi emende : Emenda domini Regis, ad centum libras, et ad totidem emenda abbatis. Item pronunciatum fuit quod complices dicti militis, qui interfuerunt dicte injurie irrogande, ponantur in prisione domini Regis, ibidem moraturi usque ad voluntatem domini Regis, quorum nomina sunt hec :

Petrus de Essartis; — Guillotus Diabolus; — Hugo de Bosco-Garneri; — Gazo de Liencort; — Johannes de Lu, dictus Cosin; — Johannes Usurarius; — Stephanus Cosin; — et Johannes de Bosco-Guilloti.

VI. Orta questione, inter Robertum, comitem Attrebatensem, ex una parte, et episcopum Attrebatensem, ex altera, super eo quod, cum dictus comes, ob reparacionem cujusdam partis muri ville Attrebatensis faciendam, fecisset fieri quamdam esclusam de palis et claiis in fossato ville, episcopus fecit ipsam esclusam dirui, dicens quod dictus comes in ipso fossato nichil facere poterat, cum ipse

habeat jus et proprietatem ibidem, et sit dictum fossatum in justicia, dominio et districtu dicti episcopi; dicto comite è contra dicente quod dictum fossatum est fortericia ville Attrebatensis, et dominium ipsius comitis. Item quod, utendo jure suo, et, secundum consuetudinem Attrebatesii, hoc facere poterat, et usus est super hoc, tam ipse quam predecessores sui, ad reparacionem fortericie predicte. Item orta questione inter eos super eo quod episcopus proponebat quod barbacanna, que est ante portam, que dicitur porta ville Attrebatensis, cum muris dicte barbacanne, usque ad portam que dicitur porta Coleice, est in terra et districtu ipsius episcopi et sub ejus dominio, et quod habet ibidem omnimodam justiciam altam et bassam et omne dominium, quod potest habere in terra sua et fundo proprio dominus temporalis. Item quod, in dicta barbaquanna, dictus episcopus et predecessores sui, a tempore cujus non estat memoria, libere perceperunt, tanquam domini, omnes redevencias, fructus et proventus qui ibidem obvenerunt, pacifice et sine contradiccione comitis vel suorum, et de hoc fuerunt in pacifica possessione vel quasi, ante tempus presentis litis motè, exercendi ibi justiciam altam et bassam, et percipiendi jura seu stallagia de hiis que vendebantur ibidem, videlicet de carbonibus, cauderiis, utensilibus, gastellis, herba, vecia viridi, calciamentis et aliis venalibus. Item quod predicta fecerunt, et de eis usi fuerunt, hoc videntibus et scientibus servientibus dicti comitis vel predecessorum suorum. Item quod locus, qui est ultra barbaquannam, usque ad metam inter partes ostensam, est de dominio et proprietate et districtu episcopi, et in dicto loco habet justiciam altam et bassam; prefato comite hoc negante, et dicente quod locus, qui est inter barbaquannam et portam de Strata, et ultra barbaquannam, usque ad metam ostensam, est demanium et dominium suum, et habet ibidem omnimodam justiciam. Item quod servientes sui, in loco predicto, consueverunt exercere omnimodam justiciam, pro ipso et nomine ipsius. Item quod dicti servientes consueverunt claudere et aperire portam barbaquanne, quando videbatur eis expedire, et, per dever-

Louis IX. 1269.

Louis IX, 1269. sus villam Attrebatensem, a tempore quo primo facta fuit barbacana; que dictus episcopus ipsi comiti negabat; precepit dominus Rex inquestam fieri de premissis, per Henricum de Campo-Repulso, Guillelmum de Belvaco, clericos suos, et per Guidonem le Bas et alium, milites suos: Qua inquesta relata et diligenter visa, visis eciam quibusdam litteris ab ipso episcopo exhibitis, licet probaciones testium sibi sufficerent, pronunciatum fuit quod justicia pertinet ad dictum episcopum, alta et bassa, a porta lapidea que dicitur Coleice, usque ad barbacanam, et in ipsa barbacana, et ultra barbacanam versus civitatem, et eciam inter portam Coleiciam et barbacanam. Item pronunciatum est quod comes et scabini Attrebatenses possunt reficere barbacanam, et quod episcopus non potest se opponere. Item quod episcopus habet justiciam predictam in fossatis factis et sitis inter muros ville Attrebatensis et terram episcopi, que dicitur Civitas, quibus clauduntur muri Attrebatenses, et sunt de districtu ejus, et habet ibi piscariam et herbagium et potest justiciare piscantes ibi, et herbam colligentes, contra voluntatem suam. Item pronunciatum est quod comes potest reficere muros ville Attrebatensis, et facere esclusam in fossato, pro refectione dictorum murorum, sine assensu episcopi, reponendo tamen fossatum, post refeccionem murorum, ad pristinum statum. Item pronunciatum est quod comes et scabini Attrebatenses possunt claudere portas pendentes ad portam barbacane, quando opus erit, ad securitatem ville.

VII. Radulphus de Bello-Forti, armiger, recuperata per curiam istam saisina castri sui de Gimello, quod defunctus Imbertus Guidonis, tunc senescallus in Lemovicinio, pro rege Anglie, sibi abstulerat, conquestus fuit domino Regi quod, cum debuissent sibi reddi, cum castro predicto, pertinencie et res quas in dicto castro habebat, tempore dicte capcionis castri sui, et exitus ac proventus, per gentes regis Anglie, de terra sua habiti, necnon et dampna sibi data in capcione castri predicti, per judicium hujus curie, hoc minime fac-

tum fuerat, propter quod petebat dictum judicium sibi teneri. Ad hoc opponebant se gentes regis Anglie, aliqua in contrarium proponentes. Quibus auditis, dominus Rex scripsit priori Brivensi et Radulpho de Trapis, senescallo suo, in partibus illis, quod, vocato senescallo regis Anglie in Lemovicinio, testes dicti Radulphi reciperent quos vellet producere, ad probandum in quo statu erat castrum predictum, et que res erant in castro predicto, et de quibus pertinenciis, vel rebus pertinentibus ad castrum predictum, tempore spoliacionis vel disaisine predicte, idem Radulphus in saisina fuerat, vel alius nomine suo, de quibus, per prefatum Imbertum Guidonis, fuerat dissaisitus. Item super hiis que idem Imbertus, vel mandatum suum, perceperunt seu levaverunt de exitibus, seu redditibus et extorsionibus hominum dicti castri et pertinenciarum predictarum, a tempore spoliacionis predicte usque ad diem qua restitucio predicta dicto Radulpho facta fuit. Mandatum eciam fuit eis quod probaciones partis adverse nichilominus reciperent, si probare voluerint quod alii erant tunc temporis dictorum reddituum possessores, et quod erant in possessione pacifica percipiendi redditus et exitus antedictos : Tandem, inquesta super hoc ab eis facta, ad curiam relata, et diligenter visa, inventum est probatum quod, tempore dicte spoliacionis, habebat dictus Radulphus, in ipso castro, viginti quinque perpointos, de quibus recuperavit decem; item viginti quinque capellos ferreos, de quibus recuperavit decem; item triginta lanceas, de quibus recuperavit unam sine ferro. Item habebat ibidem duo jacula; item quatuor scuta, de quibus recuperavit tria; item quatuor balistas corneas, de quibus due erant ad turnum; item sex balistas ligneas; item unam loricam; item novem aubergonos; item duo paria jamberiarum ferri; item viginti quinque gorgerias, quarum due erant ferree et alie puncte; item octo croccos et unum turnum ad tendendas balistas; item trecentos quarrellos; item viginti lectos munitos culcitris, coissinis, lintheaminibus et flacadis; item scanna, archas et ustensilia coquine, de quibus rehabuit unam calderiam; item tria ingenia valencia centum libras

Louis IX, 1268.

Louis IX, 1260. Claromontenses; set aliqua de lignis ipsorum ingeniorum rehabuit. Item unum asinum; item decem porcos; item decem enses; item quinquaginta modia tam frumenti, siliginis, ordei, quam avene et legumimum, de quibus omnibus fuit idem Radulphus dissaisitus. Item quod demolite fuerunt tres domus, existentes infra barrium dicti castri. Item quod demoliti fuerunt crenelli cujusdam domus existentis infra castrum. Item quod amote fuerunt planche cujusdam domus existentis in dicto castro. Item quod amoti fuerunt planchones et barandi lignei turris dicti castri. Item quod dissaisitus fuit dictus Radulphus de mansis, hominibus, terris, redditibus, exitibus, nemoribus et aliis deveriis pertinentibus ad dictum castrum, et quod gentes regis Anglie hec receperunt. Item quod destructa fuerunt nemora dicti Radulphi, ad valorem viginti quinque librarum, ut testes credunt. Nichil sufficiens probatum inventum est pro rege Anglie, de hiis que proposita fuerant pro ipso; determinatum fuit quod deferretur juramentum super hoc dicto Radulpho, et haberet quod super hoc juraret. Delato itaque juramento dicto Radulpho, juravit idem Radulphus premissa, ad octingentas triginta duas libras Viennenses, et in eadem summa condempnatus est rex Anglie, per curiam, dicto Radulpho. Super spoliacione et extorsione facta hominibus et mulieribus dicti castri, quas testes extimant ad centum libras, recipientur, per senescalhum Petragoricensem, vel centum ejus mandatum, juramenta dictorum hominum et mulierum, in modo probacionis, usque ad centum libras, et quod, usque ad dictam summam, juraverint, habeant.

VIII. Dominus Rex, intellecto, per episcopum Carnotensem, quod Baldoinus de Bailolio, miles, domum Filiarum-Dei Carnotensem, una cum complicibus suis invaserat, et filiam suam, que dicte domui dederat se et sua et castitatem voverat, ut dicebatur, inde extraxerat violenter, multas eciam ibidem injurias irrogaverat sororibus dicti loci, super hoc mandavit inquiri veritatem, per priorem Sancti-Martini, in valle Carnotensi, et per Reginaldum Barbou, civem Car-

notensem : Qua inquesta facta, et ad curiam relata, et diligenter visa, quia inventum est quod complices dicti militis, ipso presente et jubente, priorissam dicti loci turpiter tractaverunt, hostium dormitorii fregerunt, dormitorium intraverunt et cerchaverunt, et dictam filiam suam idem Baldoinus indutam habitu religioso cepit, et invitam tradidit Roberto de Mamberolis, armigero, ut eam haberet uxorem, necnon et quod complices dicti Baldoini ipsam filiam suam per violenciam abduxerunt renitentem, clamantemque quod nunquam maritaretur, quia votum emiserat castitatis, et adhuc vovebat, et ipsi filie violenciam facientes in domo predicta, in habitu religionis, abduxerunt eamdem, multas alias injurias irrogantes ibidem, condempnatus est per curiam dictus Baldoinus, qui super facto hujusmodi inqueste domini Regis se supposuerat, ad solvendum, propter excessus hujusmodi, domino Regi ducentas libras Turonenses, et dictis Filiabus-Dei totidem, pro emenda. Louis IX, 1269.

IX. Orta questione, inter octo canonicos Ebroicenses, ex una parte, et ballivum Gisorcii, pro domino Rege, ex altera, super eo quod, cum dicti canonici, in terra sua, sita in parrochia de Rotonda, et in parrochia de Angervilla, expletarent quemdam casum justicie, ad spate placitum pertinentem, dictus ballivus se opposuit, dicens quod hoc facere non poterant, cum alta justicia et placitum spate in dicta terra pertineret ad Regem, et de hoc sit et fuerit in possessione vel quasi, a tempore a quo non extat memoria; ad quod respondebant dicti canonici quod non dominus Rex, set ipsi sunt et fuerunt in possessione vel quasi, expletandi altam justiciam et placitum spate in locis predictis, nomine prebendarum suarum, et super hoc petebant veritatem inquiri : Demum, facta inquesta, de mandato domini Regis, super usu parcium, per magistrum Guillelmum de Nova-Villa, clericum domini Regis, et ballivum predictum, et per curiam visa, quia bene probatus est usus dictorum octo canonicorum, et [nichil] fuit inventum probatum pro Rege, pronunciatum est quod dicti octo canonici remaneant in saisina expletandi

Louis IX, 1269. altam justiciam et placitum spate in dicta terra sua, sita in parrochia Beate-Marie de Rotonda et in parrochia de Angervilla.

X. Inquesta facta, de mandato domini Regis, ad sciendum utrum Matheus Viator, miles, usus fuit vendere nemus suum de Brolio sine dangerio et tercio, et utrum jus habeat vendendi dictum nemus sine dangerio et tercio. Item ad sciendum utrum dictus miles ostendit domino Regi quasdam litteras, sigillo comitis Alençonis sigillatas, quarum tenor inferius continetur. Item utrum dominus Rex, vel ejus mandatum, inspectis dictis litteris, approbavit et precepit Guernoni de Verbria, tunc temporis ballivo Vernolii, quod dicto Matheo deliberaret dictum nemus. Item utrum dictum nemus per dictas litteras fuit eidem Matheo deliberatum. Tenor litterarum talis est : « Omnibus ad quos presentes littere pervenerint, ego Robertus, comes Alençonis, salutem in Domino. Ad universitatis vestre volo noticiam pervenire me dedisse, et hac presenti carta confirmasse domino Matheo Vicario [Viatori], militi, et heredibus suis, totum brulium Sancti-Albini de Appenaio, cum omnibus pertinenciis suis, tenendum pacifice et quiete a me et heredibus meis, et solutum ab omnibus serviciis, excepto dumtaxat quod, pro necessitate guerre mee vel domini mei Regis, tam ipse quam heredes sui, post eum michi et heredibus meis post me, custodiam per octo dies facient apud castellum meum Esseii, cum aliis militibus meis, qui michi, apud idem castellum, custodiam debent. Et, ut hoc ego, nec aliquis heredum meorum de cetero super dicto dono aliquatenus molestare possimus, ego comes Robertus, presenti scripto et sigilli mei testimonio feci communiri. Actum est hoc anno ab incarnacione Domini millesimo ducentesimo secundo. » — Quia per istam inquestam inventum est sufficienter probatum quod dictus Matheus ostendit dictas litteras domino Regi, et quod dominus Rex precepit dicto Guernoni, inspectis ipsis litteris, quod ipsi Matheo deliberaret dictum nemus; intellecto eciam, per ballivum Vernolii, quod dictum nemus partitum fuit de nemoribus comitis Alençonis, qui liberi sunt de tercio et

dangerio, pronunciatum fuit quod dictus Matheus habet libertatem vendendi dictum boscum suum de Brolio sine tercio et dangerio. Louis IX, 1269.

XI. Mota questione, inter castellanam Belvacensem, ex una parte, et episcopum Belvacensem, super quadam justicia que dicitur arrestum, apud Belvacum, proponebat dicta castellana quod defunctus castellanus Belvacensis, quondam vir suus, tempore quo eam desponsavit, erat in saisina justicie, que dicitur arrestum de corpore hominis, de catallis, pro debito et pro convencionibus, in villa Belvacensi, racione hereditatis sue. Item quod ipsa castellana est et fuit, post decessum dicti viri sui, in saisina ejusdem justicie arrestandi apud Belvacum, racione dotalicii sui; quod quidem negabat episcopus, de dicto viro suo, set de ipsa bene credebat, set non pacifice usa fuerat, ut dicebat. Proponebat e contrario episcopus quod predecessor suus, qui tunc temporis erat, inhibuit, seu controversiam fecit dicto castellano, ne arrestaret, et arrestatione uteretur, in dicta villa Belvacensi, preterquam racione minagii sui; quod dicta castellana negabat. Item quod similis inhibicio facta fuit dicte castellane, post mortem dicti castellani, quod ipsa bene fuit confessa, et quamdiu ipsa tenuit ballum filii sui, et postquam ballum ipsum tenere desiit. Item proponebat episcopus quod, si aliquando castellanus, vel castellana, tempore quo habebat ballum filii sui, et tempore finiti balli, arrestaverunt, et hoc devenit ad noticiam episcopi, vel suorum, episcopus, qui tunc erat, vel sui, dearrestaverunt illud quod erat arrestatum per ipsos, quod ipsa negavit. Item episcopi, qui pro tempore fuerunt, usi sunt jure arrestandi, et dictum jus possident, et possederunt pacifice et quiete, ad quod respondit quod hoc credebat; set nichilominus ipsa, ut credit, potest et potuit arrestare. Item quod ipse episcopus qui nunc est, nomine ecclesie sue erat et est in possessione dearrestandi, si quando arrestabatur, nomine castellani vel castellane, tempore quo captus fuit Bernardus, ob cujus arrestationem hec questio fuit mota, quod ipsa negavit. Item quod idem episcopus dominus est civitatis Belvacensis, et habet

Louis IX, 1260. justiciam altam et bassam in eadem civitate, quod ipsa fuit confessa: Tandem, visis attestacionibus testium, quos utraque pars produxit ad intencionem suam fundandam, visis eciam predictis confessionibus parcium, quia castellana sufficienter probavit intencionem suam, episcopo e contrario nichil plene probante, judicatum fuit quod dicta castellana remaneret in saisina justicie arrestandi, in villa seu civitate Belvacensi, corpus hominis, pro catallis, pro debito et pro convencionibus, si prius ad hoc veniat serviens suus quam serviens [episcopi], quia qui prior eorum venit, prior potest arrestare, prout dictum fuit. Potest eciam arrestare castellana, racione minagii sui, quia hoc sibi bene confitetur episcopus, et hoc facere potest castellana, racione dotalicii sui. Preterea, cum gentes episcopi quemdam latronem captum ab eis ducerent per Belvacum, prope domum castellane, que sita est apud Belvacum, dictus latro fugiens ab eis, dictam domum castellane intravit, eumque gentes episcopi inde extraxerunt; orta igitur super hoc questione inter episcopum et castellanam predictos, petenteque eadem castellana domum ipsam resaisiri de latrone predicto, et asserente quod domus ipsa est de feodo castellanie predicte, quodque domus ipsa libera est, et ipsa castellana ibidem habet justiciam, racione dotalicii sui, respondit episcopus quod dicta domus sita est in dominio episcopi Belvacensis, et in civitate predicta, quod confessa fuit dicta castellana. Item proposuit episcopus quod habet in dicta domo justiciam, et quod sita est in justicia sua, et quod est de censiva sua, necnon et quod est in possessione justiciandi in domo predicta, et in porprisio ejusdem domus, et quod est in possessione capiendi in domo predicta, et in porprisio ejusdem domus; que omnia sibi dicta castellana negavit: Demum, visis super hoc confessionibus parcium, et attestacionibus testium hinc inde productorum, judicatum fuit quod episcopus haberet et habebat justiciam in domo predicta, et super hoc fuit silencium impositum castellane.

XII. Cum abbatissa et conventus Beate-Marie Suessionensis ac-

quisivissent ab Alardo de Winage et ejus uxore, in territorio de Mesnilio, infra advocaciam domini Nigelle, quamdam domum et ad eam pertinencia, titulo empcionis, pro quadringentis libris Parisiensibus et una domo que dicitur Espargne Meialle, et dictus dominus Nigelle monuisset easdem quod dictam domum cum pertinenciis, in quibus, tanquam advocatus, multos redditus, justicias, forisfacturam et expleta habebat, ponerent extra manum suam, quia si ea tenerent in manumortua, inde amitteret jus suum, et hoc a domino Rege in feodum se tenere dicebat; ipse hoc facere noluerunt, dicentes quod in terra ipsa, pro suo libito, acquirere poterant, tanquam domine fundi, assensu ipsius domini minime requisito. Ad hoc eciam probandum, quandam litteram suam exhibebant. Dictus igitur dominus volens uti jure suo, sicut dicebat, cepit in dicta domo usque ad valorem quatuordecim modiorum frumenti, et quosdam eciam equos excolentes terras predictas. Cumque dicte abbatissa et conventus super hoc conquererentur de dicto domino, petentes eum compelli ad restituendum sibi premissa, que injuste et in earum prejudicium ceperat, ut dicebant; ipso ex adverso proponente quod ad hec restituenda minime tenebatur, cum hec juste et utendo jure suo cepisset: Tandem, visis confessionibus parcium et attestacionibus testium hinc inde productorum, et, que partes proponere voluerunt, plenius intellectis, pronunciatum fuit quod dicta capcio, facta ab ipso domino de Nigella, justa fuit et non injuriosa, et quod juste fecit quod super hoc fecit. Louis IX, 1269.

XIII. Proponebat episcopus Constanciensis, nomine suo et ecclesie sue, se fuisse et esse in possessione exigendi et habendi fidelitatem a comite de Moritonio, quicumque fuerit pro tempore; et cum dominus Rex teneat comitatum predictum, et pluries fuerit requisitus de dicta fidelitate facienda dicto episcopo et ecclesie sue, nondum fecerit, petebat idem episcopus, nomine suo et ecclesie sue, dictam fidelitatem prestari, et super hoc veritatem inquiri. Dominus vero Rex, volens super hoc veritatem scire, super hoc mandavit inquiri,

Louis IX. 1260. per magistrum Radulphum de Sancto-Godardo, canonicum Bajocensem, et per Johannem Salnerii, ballivum Cadomensem: Qua inquesta diligenter visa, quia inventum est probatum quod comes Galtherus fecit juramentum fidelitatis ecclesie Constanciensi; item quod fama est, per totam patriam, quod omnes qui sunt comites Moritonii, quicumque sint, debent facere fidelitatem dicte ecclesie, et quod fecerunt eam; voluit dominus Rex, et cum assensu episcopi predicti ordinavit, quod ballivus suus Constantini juret quod dicte ecclesie fidelitatem portabit, et hoc idem jurent ballivi, qui pro tempore ibi fuerint, in institucione sua, quamdiu Rex dictum comitatum in manu sua tenebit; ita quod si Rex dictum comitatum extra manum suam posuerit, comites qui pro tempore ibi fuerint dictum juramentum ipsi ecclesie facere teneantur.

XIV. Conquerebantur Guillelmus Morelli et Stephanus Chavardi, mercatores, quod, cum ipsi, die veneris ante festum beati Georgii nuper preterita fuit annus, venirent de nundinis de Ponte-Feraudi, per Soliacum, eundo apud Virsionem, disrobati fuerunt hora nona, de octoginta octo libris, duobus solidis Turonensibus minus, quas portabant, inter villam de Monestreco et Loubelay, in loco de quo facta est ostensio, qui locus est infra pedagium, vel fines pedagii Virsionensis, vel Soesme, et in justicia domini Roberti de Sacro-Cesare, sicut credunt; petentes quod dominus Rex sibi reddi faceret dampna sua. Dominus vero Rex, volens scire in cujus pedagio hoc actum fuit, et utrum ita actum fuit, fecit super hoc inquestam fieri per Bituricensem ballivum: Qua inquesta facta et visa, quia probatum est per eam quod ipsi mercatores dirobati fuerunt, infra metas pedagii domini Virsionensis, condempnatus fuit per curiam idem dominus ad restituenda ipsis mercatoribus sibi ablata.

XV. Galterus le Forcuer fuit captus ad presens delictum, et suspensus apud Montem-Morenciaci, et erat hospes abbatisse Sancti-Pauli, juxta Belvacum. Ipsius Galteri bona que erant apud Eisen-

villam, in terra dicte abbatisse, petebat idem dominus, quia dicta terra est in castellania sua Montis-Morenciaci, et ipse habet, in tota terra ipsa, altam justiciam, ut dicebat. E contra dicebatur, pro dicta abbatissa et conventu suo, quod bona hujusmodi pertinebant ad ipsas, cum ipse apud Eisenvillam, ubi dicta bona capta fuerunt, habeant altam et bassam justiciam. Racione vero contencionis, capta fuerunt bona ipsa in manu Regis: Orta igitur contencione super hoc inter dictam abbatissam et ejus conventum ac dominum Montis-Morenciaci, et facta inde inquesta, quia per inquestam ipsam probata est intencio dicte abbatisse et ejus conventus, et nichil probatum est pro dicto domino Montis-Morenciaci, pronunciatum est quod alta et bassa justicia, in dicta terra, remaneat abbatisse et conventui supradictis. Louis IX. 1269.

XVI. Cum domina Ysabellis de Autunno peteret per bursam (142) a preceptore et fratribus Templi, terram Blavi-Montis cum pertinenciis, tanquam proxima, in genere, domine Johanne, uxori domini Petri de Bello-Monte, militis, quam terram moventem, ex parte dicte Johanne, dicti Petrus et Johanna vendiderunt dictis preceptori et fratribus, et diceret dicta Ysabellis quod ipsa requisierat in judicio, coram ballivo Stampensi, et obtulerat bursam dictis fratribus, infra annum et diem, a tempore saisine seu investiture rei vendite, quod a fratribus negabatur: Consuetudine proposita ex parte dicte domine Ysabellis, videlicet quod, secundum usum et consuetudinem Francie, in rebus immobilibus venditis, non currit tempus retrahendi, contra aliquem retractorem, nisi a tempore saisine seu investiture per dominum feodi facte, in partibus illis ubi res predicte vendite consistunt, quod fratres negabant in illis partibus esse, habita pro nota et clara a curia, auditaque confessione procuratoris preceptoris et fratrum, qui confessus est quod dictus Petrus de Bello-Monte emerat feodum dicte terre et pertinenciarum, et ita quod habebat in dicta terra, tam feodum quam dominium, quando eam vendidit preceptori et fratribus antedictis, et deposicionibus

Louis IX, 1260. testium hinc inde productorum, diligenter inspectis et auditis, pronunciatum fuit dictam dominam Ysabellim, dictam terram cum pertinenciis, infra annum et diem, a tempore saisine seu investiture dicte terre, sufficienter requisivisse, et bursam obtulisse, et dictam terram, cum pertinenciis, per bursam habere debere (143).

XVII. Cum Galterus, dictus Magister, diceret se esse in possessione ponderandi, ad pondus suum, quod, ex dono Regis, asseritse habere quicquid Parisius ponderatur, cera excepta, salvo quod mercatores ponderis Parisiensis possunt ponderare usque ad viginti quatuor libras, uni homini et una die; et e contrario mercatores asserent se esse in possessione ponderandi, ad quodlibet pondus suum, volentibus emptoribus, et super hiis redditi essent articuli, hinc inde et probaciones super eis producte : Quia probatus est usus dictorum mercatorum, a quadraginta annis, descendendo, usque ad tres, et nichil sufficiens probatum est pro dicto Galtero, pronunciatum fuit quod dicti mercatores remaneant in saisina ponderandi, ad pondus suum, eciam ultra viginti quatuor libras, emptoribus volentibus et requirentibus pondus ipsorum mercatorum.

XVIII. Cum, occasione pignorum captorum in castellania de Caprosia, per prepositum Parisiensem, orta fuisset contencio inter officialem Parisiensem, nomine episcopi, et dictum prepositum, nomine Regis, ex eo quod officialis, nomine dicti episcopi, asserebat dictam castellaniam, que a dicto episcopo immediate tenetur in feodum, ressaisiri debere, et dictus prepositus resaisinam predictam fieri debere negaret, ex eo quod, ob contumaciam prepositi de Caprosia adjornati a dicto preposito Parisiensi capta fuissent : Redditis hinc inde articulis et testibus receptis, visa apprisia inde facta, dictum fuit resaisinam loci forefaciendam.

XIX. Item orta questione super hoc quod dominus Ibreii dicebat se esse in saisina justicie in aqua Audure, ab Ibreio quousque

dicta aqua veniat ad Secanam, quantum ad mercaturas, et naves, et mesleias; gentibus Regis e contra dicentibus dominum Regem esse in saisina dicte justicie, in dicta aqua, in castellania Paciaci : Quia per inquestam inde factam probatus est usus domini Regis, et nichil probatum est pro domino Ibreii, pronunciatum fuit quod dominus de Ibreio nichil probaverat, per quod debeat habere quod petit; set remanebit domino Regi in dicta castellania. De aliis locis non fuit pronunciatum, quia domini locorum non fuerunt vocati in ista inquesta. Ludovicus IX, 1269.

XX. Orta questione super justicia latronis in villa de Samoisello, inter dominum Regem, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Germani-de-Pratis Parisiensis, ex altera; dictis abbate et conventu dicentibus se esse in saisina dicte justicie, ballivo hoc negante, et dicente dominum Regem in saisina esse justicie antedicte : Quia per inquestam inde factam probatus est usus dictorum abbatis et conventus, et nichil probatum est sufficienter pro Rege, pronunciatum est quod dicti abbas et conventus remaneant in saisina dicte justicie.

XXI. Questione mota, inter archiepiscopum Remensem, ex una parte, et abbatem et conventum Vallis-Regis, ex altera, super quibusdam injuriis, a dicto archiepiscopo et gentibus suis sibi illatis, sicut dicebant, pro facto cujusdam chacie, petentibusque monachis dictum archiepiscopum compelli per curiam ad hec emendanda, in modum defensionis proposuit archiepiscopus, quod hic non debebat super hiis respondere, set inde curiam suam inde habere debebat, cum locus eorum, scilicet Chalemellum, in quo monachi dicebant injurias hujusmodi illatas fuisse, sit in castellania, territorio, justicia et garenna sua de Courmissiaco, in qua garenna, contra jus ipsius, chaciabant, sicut dicebat, et multas gentibus suis injurias irrogarunt. E contra dicebant monachi quod, nec in castellania, nec in territorio, nec in justicia sua erant, set erant de garda Regis, nec

Loris IX, 1269. in ortis, vineis ac nemoribus eorum de Chalemel, garennam habebat, set ipsi et alii erant in saisina chaciandi ibidem; quod ab archiepiscopo negabatur: Tandem, inquesta super hiis facta, quia per inquestam ipsam non fuit sufficienter probata intencio archiepiscopi, pronunciatum fuit quod, nec saisina gardie, nec alia probata erant pro archiepiscopo, per que respondere non debeat ad ea que contra ipsum proposuerunt monachi antedicti.

XXII. Cum vicecomitissa Lemovicensis proponeret contra dominum Regem, nomine filie sue existentis in ballo suo, quod rex Ludovicus, genitor domini Regis qui nunc est, a Guidone, quondam vicecomite Lemovicensi, patre vicecomitis Guidonis, viri sui, ultimo defuncti, habuit precario juramentum hominum castri Lemovicensis, pro transquillitate patrie et gencium securitate servanda, hoc a domino Rege revocare intendens; ad defensionem domini Regis fuit propositum quod, cum juramentum spectaret ad ducatum Aquitanie, et, racione ducatus ipsius, reges quondam Anglie Henricus et Richardus, unus post alium, successive, jure suo, tanquam duces Aquitanie, hujusmodi habuerint juramentum, dictus rex Ludovicus non precario dictum juramentum habuit, set sibi petenti juramentum quod duci Aquitanie factum fuerat, juramentum hujusmodi recepit, tanquam jus pertinens ad ducem Aquitanie, et sibi tanquam ducis Aquitanie factum fuit. Rursus, ad defensionem domini Regis, fuit prescripcio proposita, que sufficere dicebatur ad repellendum agentem. Contra quam prescripcionem fuit, ex parte vicecomitisse, ex causis variis, interruptio allegata: Facta quoque postmodum inquesta de mandato domini Regis, per magistros Nicholaum de Kathalano, et Thomam de Parisiis, clericos domini Regis, tam super precario predicto, quam super dictis defensionibus, a procuratore regis Anglie, ad hoc specialiter vocato, ad defensionem domini Regis propositis; quia, tam per inquestam ipsam quam per quamdam aprisiam, de mandato ipsius domini Regis, antea inde factam, sufficienter inventa est probata intencio vicecomitisse, pronunciatum fuit

quod dominus Rex non habebat jus in juramento eodem, quod eciam illud tradere non potuit regi Anglie, qui, ex tradicione sua, habet illud, et mandabitur regi Anglie, quod illud domino Regi reddat, dissolvendum per ipsum, seu vicecomitisse restituendum, vel veniat, dicturus et ostensurus novas defensiones, alias ab eis quas alias proposuit, si quas habet, et que de novo emerserint, quare ad restituendum juramentum predictum minime teneatur, quia, super jam propositis, non audietur ulterius (144). Louis IX, 1270.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXX.

I. Homines de Fayaco petebant usagium suum in foresta Bierie, videlicet ad mittendum porcos suos, tempore pessone, quemlibet porcum pro tribus denariis, dicentes quod super hoc usi fuerant multo tempore. E contra dicebatur pro Rege quod hujusmodi usagium nec habuerant nec habebant: Tandem, facta super hoc inquesta, de mandato curie, per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, quia per inquestam ipsam nichil inventum est probatum pro ipsis hominibus, quare habere debeant usagium predictum, pronunciatum fuit quod ipsi homines de Fayaco dictum usagium non haberent.

II. Cum domina de Castro-Gonterii peteret ressaisiri de quodam homine, capto per gentes ipsius apud Herovillam, pro suspicione furti, et de quibusdam aliis quos similiter ceperant gentes sue, pro mesleia facta ibidem, de nocte, usque ad effusionem sanguinis, de quibus ballivus Medonte eam dissaisiverat. Dicens insuper, ipsa domina, omnimodam justiciam ville de Herovilla ad se pertinere;

Locus IX, 1270.

ballivo ▪ contra dicente quod ad dominum Regem pertinebat justicia dicti loci, de jure communi, cum esset idem locus in castellania Pontisare, in qua Rex habet talem justiciam, exceptis terris domini de Insula, et quarumdam ecclesiarum privilegiatarum, procuratorque dicte domine confessus fuerit in jure, dominum Regem usum fuisse omnimoda justicia dicte ville, a quadraginta annis citra, set tunc tenebatur in dotalicium, ut dicebat; non tamen aliter fuit probatum: Visis attestacionibus testium a dicta domina productorum, et audita confessione dicti procuratoris, pronunciatum fuit nichil probatum esse pro dicta domina, propter quod dominus Rex a saisina hujusmodi debeat amoveri. Verumtamen, quia ballivus Medonte predictus, cui super hoc fidem adhibuit curia, retulit curie quod ipsa domina habet ibidem justiciam de fundo terre, usque ad duellum et cogniciones mesleiarum, sine sanguine et sine discerevra, eciam si ibidem fuerit aliqua percussio, de qua mehaneium vel mors minime teneatur, et cogniciones super debitis, si ad ipsam primo! ventum fuerit; ita tamen, quod si aliquis ad ballivum vel ad prepositum venerit, qui super debitis conqueratur, dicta domina curiam non habebit, gentes domini Regis, ejusmodi justiciam, eidem domine, ex gracia, dimiserunt.

III. Orta questione inter homines de Soisiaco, ex una parte, et abbatem ac conventum Sancti-Victoris Parisiensis, ex altera, super eo quod dicti homines dicebant quod usuaverunt ducere pacifice bestias suas ad pasturandum in boscis predicti Sancti-Victoris, post quintum folium, et de hoc usi sunt tam longo tempore, quod eis valere debet, sicut dicebant, et, si hoc eciam non valeret eisdem, obtulerunt se probaturos quod generalitas patrie talis est; abbate et conventu predictis hoc sibi negantibus, dicentibus eciam quod bosci hujusmodi partiti fuerunt de boscis de Dravel, qui sunt liberi; quod eciam, si usi fuissent dicto pasturagio ipsi homines in boscis eisdem, non tamdiu usi fuerant, quod prescribere possent contra ecclesiam, presertim cum usus eorum non fuisset continuus, cum dictum usa-

gium solummodo peterent, post quintum folium, necnon et cum dicti abbas et conventus in dictis boscis suis haberent, sicut dicebant, omne dominium et omnimodam justiciam, nec dicti homines essent cubantes et levantes sub eis, nec aliquid ab eis tenerent, seu redevenciam aliquam ipsis facerent pro pasturagio antedicto; propter quod, super hoc non debebant audiri dicti homines, ut dicebant: Tandem, visis attestacionibus testium, a dictis hominibus, super hoc productorum, racionibus eciam predictorum abbatis et conventus et eorum cartis plenius intellectis, licet usus dictorum hominum de triginta annis videtur probatus, confessi tamen fuerunt quod generalitas, de qua supra tangitur, non currebat in boscis de Dravel de quibus isti bosci dicuntur fuisse partiti; pronunciatum fuit non esse probatum quod dicti homines habeant hujusmodi usagium seu pasturagium in dictis boscis Sancti-Victoris, et super hoc fuit eis impositum silencium.

IV. Dicebat Gossuinus de Cambio, civis Cameracensis, contra magistrum Nicholaum de Nogento, quod in vigilia Beati-Bartholomei, apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, solvit dicto Nicholao septingentas libras Turonenses, de peccunia centesime. Item quod in dicta vigilia de predicta solucione septingentarum librarum fecit eidem Gossoino litteras sigillo suo sigillatas; que negavit dictus Nicholaus : Probacionibus super hoc receptis, et litteris super hoc exhibitis, pronunciatum fuit dictum Gossoinum intencionem suam probasse contra dictum Nicholaum satis sufficienter. Bene tamen dicebat idem magister Nicholaus quod si illud quod contra dictum Gossoinum proposuerat non posset probare, non tamen propter hoc volebat in aliquo dampnificari, set hoc denunciando solum curie proponebat. Absolutus vero fuit super hoc Gossoinus predictus.

V. Mota questione, inter dominum Amalricum de Mellento, ex una parte, et Johannam, dominam de Rolleboise, ex altera, super eo

Louis IX, 1270.

quod idem Amalricus dicebat villam de Fraxinis, cum suis pertinenciis, ad domicellam Idam, filiam suam, pertinere, per escambium factum inter dominum Gaufridum de Pissiaco et dominum Johannem de Rolleboise, de villa de Orgivalle ad predictam villam de Fraxinis, nomine uxorum suarum, dicta domina de Rolleboise hoc expresse negante. Post multa litigia, partes in arbitros compromiserunt, videlicet idem Amalricus in Gaufridum de Roncherolis, et dicta Johanna in Johannem de Mucegros, milites; ita quod, si ipsi duo concordare non possent, contencionem hujusmodi, cum probacionibus et processu toto, ad curiam reportarent. Verum, cum dicti arbitri, receptis probacionibus parcium, in expedicione contencionis hujusmodi concordare non possent, contencionem curie reportarunt: Visis vero per curiam probacionibus parcium per arbitros receptis, tam testium quam instrumentorum, quia sufficienter inventum est probatum fuisse dictum escambium, pronunciatum fuit dictam villam de Fraxinis, cum pertinenciis, ad dictam domicellam Idam pertinere. Porro, proponente postmodum dicta domina de Rolleboise, quod dictum seu judicium hujusmodi non tenebatur servare, set pocius penam in arbitrio positam, videlicet quingentarum librarum, volebat solvere, presertim cum de hereditate filie sue, que erat minor annis, ageretur, cum in forma arbitrii expresse actum fuisset, quod curia non tanquam judex set tanquam tercius esset, si duo concordare non possent; parte altera dicente in contrarium quod, duobus discordantibus, curia tanquam judex querelam diffinire debebat, quod eciam pena erat sub tali condicione apposita, quod si filia dicte domine, quando ad etatem deveniret, nollet dictum arbitrorum ipsorum tenere, tunc pena esset commissa: Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictum seu sentencia hujusmodi execucioni mandaretur, tanquam sentencia curie, non tanquam dictum arbitri, maxime cum ante prolacionem hujus sentencie nunquam istud fuisset propositum pro domina de Rolleboise predicta, salvo jure heredis predicti, si super hoc velit conqueri, cum ad etatem legitimam devenerit.

VI. Ballivus Viromandensis accusabat Roballium de Claustro, civem Laudunensem, quod per prepositum Laudunensem deposita fuissent [in archa] penes ipsum Roballium peccunia et jocalia cujusdam judei, et dicta eciam archa, per prepositum predictum et alios, fuisset bullata, idem Roballius, frangendo sigilla, quibus dicta archa erat bullata, partem eorum, que intus erant reposita, secum asportavit; quare petebat idem ballivus dictum Roballium, ad ea restituenda, et id domino Regi emendandum, compelli. Dictus vero Roballius hoc expresse negans, fraccionem arche videlicet, et quod hoc taliter asportasset, plura, ad defensionem suam, proposuit, ad que probanda petebat admitti : Recepto igitur, super hoc, juramento ipsius et juramento predicti prepositi, qui, ad hoc proponendum, dictum ballivum moverat, et eorum confessionibus consilio reseratis; quia confessio dicti prepositi in nullo dictum Roballium condempnabat, absolutus fuit super hoc per curiam Roballius antedictus. Louis IX, 1270.

VII. Ballivus Bituricensis, audito quod homines de Centiconio preposito ejusdem loci, dum, ad mandatum ipsius ballivi, duos homines, qui inventi fuerant piscantes in stangno de Centiconio, et capti a gentibus comitis Sacro-Cesaris, cujus est stangnum, reddere vellet gentibus ipsius comitis, ipsos duos homines violenter rescuserunt super tunicale suum, eidem dilaniaverunt, ballivo eciam et gentibus dicti comitis, contra inhibicionem ipsius prepositi, injuriam et violenciam fecerunt ad hoc, cum magna multitudine, cum baculis et palis venientes, plures cepit ex eis; ipsi vero factum istud negantibus, petentibusque super hoc veritatem inquiri, ballivus, per prepositum et priorem de Sancti-Petri monasterio, super hoc veritatem inquiri mandavit. Quam inquestam inde factam curie attulit ballivus, ut, secundum qualitatem facti, pena imponeretur hominibus antedictis : Visa vero inquesta ipsa, quia sufficienter inventum fuit probatum quod quasi infiniti homines de Centiconio, cum palis et baculis venientes, injuriam et violenciam fecerunt preposito de Cen-

Louis IX, 1270. ticonio et gentibus comitis Sacro-Cesaris, qui secum venerant, condempnata fuit villa Centiconii ad solvendum centum libras Turonenses, propter hoc, pro emenda. De quibus dominus Rex habebit quadraginta libras, et prior de Karitate, qui medietatem habet in justicia, quadraginta libras, et dictus prepositus, pro injuria sua, viginti libras.

VIII. Conquerentibus clericis habentibus domos in villa de Tallemas, quod ballivus Ambianensis, per capcionem rerum suarum, compellebat eosdem ad solvendam avoeriam domini Regis, de domibus suis, quas in dicta villa habebant, licet clerici dicte ville fuissent in possessione pacifica non solvendi, sicut dicebant, petentibusque precipi ipsi ballivo quod super hoc desisteret a vexacione eorum; ballivo e contra dicente, pro Rege, quod dominus Rex est et fuit in possessione pacifica percipiendi et habendi avoeriam suam, ab omnibus habentibus domos in villa predicta, et clericis et laicis; mandatum fuit, super usu domini Regis et libertate clericorum ipsorum, veritatem inquiri: Qua inquesta facta, et curie relata, quia probata fuit possessio domini Regis, habendi videlicet avoeriam pro domibus clericorum ibidem, et nichil sufficiens inventum fui probatum pro clericis antedictis, pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneret in saisina sua, et solverent clerici de Talemaz avoeriam, pro domibus suis, quas habent ibidem.

IX. Tenentes locum domini Regis, audito per ballivum Stampensem, quod Egidius de Jardo, miles, verberaverat receptorem seu collectorem pedagii domini Regis, apud Meledunum, et gravem eidem injuriam irrogaverat, quod quidem idem miles negabat, super hoc mandaverunt inquiri: Inquesta vero super hoc facta, per priorem Sancti-Salvatoris, per capicerium Beate-Marie Meledunensis, per Petrum de Bosco, militem, et per Renerium Renardi, burgensem Meledunensem, una cum preposito dicti loci, quia inventum fuit quod dictus Egidius taliter injuriam fecerat, et sine causa racionabili,

dicto receptori seu collectori pedagii domini Regis, preceptum fuit quod idem Egidius poneretur apud Meledunum in prisione domini Regis, et ibidem, usque ad voluntatem eorum, teneretur. Louis IX, 1270.

X. Conquerebantur Guillelmus Bernardi et Ermensendis, ejus uxor, de domina de la Besiliere, et ejus filio, super eo quod, cum dicta domina et ejus filius, inter alia, ad certam firmam et ad certum tempus tradidissent eisdem guagneriam suam de Chevremont, Martinus, forestarius ipsius domine, postmodum, ante finem dicte firme, ipsa domina hoc ratum habente, ejecit eos de domo dicte guagnerie, et domum ipsam cum clave firmavit, quodam magno filio ipsius Guillelmi et ejus uxoris, qui ibi infirmabatur, ibidem remanente incluso, qui Martinus, ad domum ipsam rediens in crastino, et eam aperiens, dictum filium, ibidem inclusum, mortuum invenit; quare petebant sibi justiciam fieri, super morte filii sui, de predicta domina et prefato Martino, cum, propter clausuram domus, ad filium suum non possent ingredi, nec ei facere necessaria, ut dicebant: Facta igitur super hoc inquesta, de mandato curie, quia nichil invenitur probatum contra dictam dominam et Martinum, per quod possent dici culpabiles mortis filii dictorum Guillelmi Bernardi et ejus uxoris, probatumque reperitur quod, quando dictus Martinus clausit hostium dicte gaegnerie, ipse dixit matri dicti mortui quod intraret domum predictam per loca alia que multa erant aperta in dicta domo, absoluti sunt super hoc, per curiam, predicta domina et Martinus. [In ballivia Turonensi.]

XI. Domina Johanna, dicta la Corte de Menraher, tempore viduitatis sue, antequam domino Giloni de Malo-Dumo, militi, matrimonialiter jungeretur, venit ad homagium dominorum suorum, de propria hereditate sua, et, de rachato suo, cum eis finavit. Dictus vero Gilo, cum eam duxit postmodum in uxorem, de hereditate ipsius domine, venit ad homagium dominorum, et de rachato finavit cum eis. Verum cum, postquam durasset matrimonium, inter dictum Gi-

Louis IX, 1270.

lonem et dictam dominam Johannam, per octo vel septem annos vel circiter, separati fuissent per ecclesiam, predicta Johanna accessit ad dominos suos, videlicet ad Amalricum, dictum Riote, de Mellento, et Galterum de Cortellis, milites, petens ab eis ut ipsius homagium reciperent de hereditate sua, que in feodum de eis movebat. Ipsis vero eam recipere nolentibus, nisi eis rachatum solveret, cum terra sua dominum seu possessorem mutasset, per separacionem ipsius a viro suo predicto, et, in qualibet mutacione possessionis de re feodali, rachatum, secundum generalem terre consuetudinem, debeatur, respondit Johanna predicta quod rachatum hujusmodi minime solvere tenebatur, cum ipsa fuisset de hoc in homagio, et de rachato suo finasset, et adhuc durabat idem homagium, ita quod, si predecessores istorum dominorum, in quorum homagio fuerat, adhuc viverent, istos qui modo sunt, in quorum homagio non fuit, nunquam, de recipiendo suo homagio, requirere teneretur; presertim quia conjunctio ipsius et dicti Gilonis non fuit verum matrimonium, nec esse potuit, cum in gradu consanguineitatis sese attingerent; set fuit in hoc decepta ecclesia, ut, ex subsecuta separacione facta per ecclesiam, apparuit evidenter, et maxime quia, in casu consimili, receptum fuit pluries homagium aliarum mulierum, in partibus illis, absque solucione rachati, sicut dicebat, quod et alia, que ad intencionem suam fundandam deberent sufficere, se probaturam offerebat, si hoc pars adversa negaret. Parte vero adversa hoc negante, et offerente se similiter probaturam ea que sibi sufficerent de premissis pro se propositis, mandatum fuit, super hinc inde propositis, que in facto cadebant, inquiri: Facta igitur super hoc inquesta, per vicarium Pontisare et per prepositum de Mellento, quia nichil inventum fuit sufficienter probatum pro dicta domina Johanna, et consuetudo, a parte adversa proposita, notoria et generalis esse dicitur in illis partibus, judicatum fuit et pronunciatum quod dicta domina Johanna ipsis Amalrico et Galtero rachatum suum solvere tenebatur.

XII. Conquerente domino Johanne de Boissy, presbitero, quod

Adam de Fontaine-Raoul et Margareta, ejus uxor, eum graviter verberari procuraverant, et turpiter tractari, per tres garciones; petenteque quod ipsi compellerentur ad hoc sibi emendandum, tanquam suspecti hujus maleficii, et merito, cum nullam contencionem haberet cum ipsis garcionibus, vel aliquo alio, set solum cum ipsis Adam et ejus uxore, et maxime, cum dictus Adam et ejus uxor, qui non consueverunt homines hospitari, ipsos tres garciones, ante maleficium hujusmodi, per tres septimanas continue hospitati fuissent, et receptassent in domo sua. Dictus Adam et ejus uxor hoc factum per ipsos perpetratum fuisse negantes, proposuerunt quod dictus presbiter, et cum dictis garcionibus, et cum aliis pluribus contencionem habebat, quodque ipsos tres homines, tanquam bonos, et in venta bosci panem suum lucrantes, in domo sua receptaverant, non in odium aut malum alicujus, set pro cibariis suis vendendis; petebantque quod super hoc inquireretur veritas, et, si rei possent inveniri, bene super hoc punirentur. Demum, petente hoc similiter prefato presbitero, mandatum fuit super hoc inquiri: Facta igitur super hoc inquesta, per Aubertum de Poolly, et Aubertum de Chartretes, milites, et per prepositum Meleduni, ac per Milonem de Brocia, quia dictus Adam et Margareta, ejus uxor, non fuerunt inventi super hoc in aliquo culpabiles, absoluti fuerunt super hoc per curiam. Louis IX, 1270.

XIII. Conquerebatur prior de Capella-Aude quod, in vindemiis ultimo preteritis, dominus Rogerus de Brocia, dominus de Huriaco, violenter et cum armis, terram et fines justicie ipsius prioris intravit, plures armatos secum ducendo, et quod tunc, per gentes ipsius Rogeri, ipso sciente vel ratum habente, verberati fuerunt quidam de familia et hominibus dicti prioris; Petrus eciam Vilate ductus fuit captus apud Huriacum, fune ligato ad collum, et Guillelmo Parent scisi fuerunt digiti manus cum ense, et erant isti duo homines dicti prioris; multe eciam injurie alie irrogate fuerunt, per gentes ipsius Rogeri, familie et hominibus dicti prioris, sicut dicebat. Plura insu-

Louis IX, 1270. per dampna, in decima quam habet ibidem, et, propter inhibicionem ab ipso Rogero factam, ne vendemiarent infra certum tempus, et ne illi, qui colligunt uvas, postquam vindemie facte sunt, eas deferent vendendas apud Capellam-Aude, dicebat idem prior sibi et hominibus suis illata fuisse, que sibi et suis petebat restitui, et injuriam emendari. Ex adverso responsum fuit, pro ipso domino, quod, nec dampna hujusmodi, eciam si tanta fuissent, restituere, nec inde emendam facere tenebatur, quia, cum, sicut ad eum pertinet, de consilio, vassallorum suorum bannum suum, et sub certa peccunie pena, fecisset, de non vindemiando usque ad certum tempus, gentes et homines prioris predicti de Capella-Aude, bannum suum, prout tenebantur, servare nolentes, in ipsius prejudicium vindemiare ceperunt, et cum eos, pro dicta pena sibi solvenda, pro transgressione banni, prout ad eum pertinet, faceret gagiari, ipsi nanta sua, propter hoc capta, cum armis rescusserunt, suosque verberaverunt, gentibus suis plures injurias irrogando; propter quod, si aliquid de premissis, quod non fatebatur, factum fuit, factum extitit, utendo jure suo. Ad que respondit idem prior quod, licet idem dominus bannum predictum posuerit, quia tamen, durante banno ipsius, plures persone in ipso territorio vindemiabant, idem prior, secundum composicionem super hoc factam, diu est inter eos factam, bannum ipsum non tenebatur servare, set eidem et hominibus suis vindemiare licebat, et sic in nullo forisfaciebant ipse et homines sui prefato domino, sive suis; et bene negabat dictus prior rescussam factam fuisse ab hominibus suis gentibus prefati Rogeri : Facta igitur super hoc inquesta, de mandato curie, quia inventum est quod dictus dominus de Huriaco et sui, ipso sciente, seu ratum habente, familiam et homines dicti prioris verberaverunt, terram ipsius prioris cum armis intrantes, et quibusdam ex ipsis hominibus prioris dicentes, « Es tu homo prioris? tu comparabis; » dictum eciam P. Vilate, fune ligato ad collum, captum duxerunt apud Huriacum, necnon et Guillelmo Parent manus digitos absciderunt, set adhuc nescitur utrum omnino; pronunciatum est quod dictus dominus de Huriaco, hujus

injurias factas gentibus et hominibus dicti prioris, ipsi priori emendabit. Et differetur hujus emende taxacio usque ad proximum parlamentum Sancti-Martini; et interim debet sciri si dictus Guillelmus Parent habet digitos ipsius manus penitus abscisos, et de eis est mutilatus, an non. Louis IX, 1270.

XIV. Ad amovendas contenciones et oppressiones populi in illis partibus existentis, qui, per servientes, tam domini Regis, quam comitis Campanie dicebatur affligi, voluit dominus Rex, ad instanciam regis Navarre, divisionem fieri inter castellaniam Meledunensem et fines Campanie comitatus, et primo ostendi, seu inspici loca, de quibus erat contencio inter partes, que ostensiones facte fuerunt; et post de parcium expletamentis inquiri.

OSTENCIO FACTA PER GENTES DOMINI REGIS FRANCIE.

Dicimus quod fines comitatus Campanie et regni Francie sunt ad cheminum calciatum, et usque ad dictum cheminum durat justicia regni predicti, et maxime castellania Meledunensis, in toto vel in parte, incipiendo ad ulmos de Lisinis, cum omni territorio de Montais, quod est thesaurarii Turonensis, usque ad castrum Balialdini; a castro, per medium chemini calciati, usque ad Challiacum; a Challiaco usque ad pontem More, protestantes quod non astringimus nos ad omnia premissa probanda per inquestam, set ad ea que nobis, pro domino rege Francie, sufficiant de promissis.

OSTENSIONES FACTE PER GENTES REGIS NAVARRE, CAMPANIE ET BRIE COMITIS PALATINI.

Che est li commenchemens et les bonnes de terrouirs del roiame et du conte de Champagne, si comme les gens le roi de Navarre dient. Li commenchemens est a la crois qui siet ou quarrefour de

Louis IX, 1270.

la voie qui depart le terreoir l'abe de Sainte-Columbe et de la ville mienne le Conte, et d'ileucques droit a la bonne du Carmier, et de la bonne du Carmier droit au Marchois ou les bacelles sunt, et dou Marcheis droit a puis de la Croucele, et de che puis de la Crocele droit a Regein-Viller, et de Regein-Viller au ru de Berel, qui est ou chemin entre Rampeilon et la haie de Nangies, et d'iqui dusqu'a la Merdele, et de la Merdele dusqu'a la voie Croisie, et de la voie Croissie droit a la fontaine Sainte-Crois, et d'iqui, si comme li chemins se comporte, dusqu'au chemin Chaucie deles la meson Pillart a Chastiel-Beliant, et, des iqui, tot le chemin Chauchie dusqu'au ru de Noniers, et dou ru, si comme il va contre val, dusqu'a la voie qui est entre Tuiri et Escornepent, et toute chele voie dusqu'au mergie de Givri, et d'iqui, toute la voie Clemfont en Oise, dusqu'au ru de Luiron, et tout che ru contre val dusqu'au chief dou pleissie mon segnour Guilleume de Corpalai, et, par devers Corspalai, a bien de che pleissie entour demi-arpent, qui est de la chastelerie de Meleun, et, dou chies dou pleissie d'avant dit, toute la voie de Juniaux contre mont, est d'iqui, si com li bois mon segnor Ch. de Corpalai va dusqu'au fosse de Cousterelles, et d'iqui, tout le chemin qui va à Launoi dusqu'au ru dou pleissie mon segnor Raoul, et d'iqui tout le chelui ru contre val tresqu'a la ou il chiet en Yerre, et si comme Yerre le comporte, tant comme li terrouirs dure au segnor de Neele. Che qui est par devers Neele est de la chastelerie de Meleun, et che de l'autre part est de la segnorie de Champaigne.

Premicrement, il comencherent a monstrer de Hautefeulle a l'estan mon segnor Adan de Vile-Bayon, et l'estan, et ses bois, et son domoine, et tote la vile de Liviegni, et la vile dou Bois, et la vile de Champelet, et tous les bois, et tout le domoine as segnours de Liviegni, si com il se conportent et departent des bois de Creve-Cuer, jusqu'a ung ru bastart qui est entre Marlic et les bois de Liviegni, par grans yaves, si com chil rus se comporte, et anvirone les

bois de Liviegni, et les bois de Neele, et les bois mon segnour Gieffroi de Sergines, jusqu'a une grant marnere qui est pres dou chesne de la Devise, et d'iqui au chasne de la Devise, au pont a Rosai, sauf che que dedens chele monstree est la vile de Neele, et Sarqueuz, et li domainne as segnours de Naele, qui sont dou fief le roi de Franche, sanz la forterece de Neele, qui est dou fief le roy de Navarre, et sans le devan dit bois mon segnour Gieffrei de Sargines, que li cuens de Saint-Pol li dona, qui sont dou fief de Creci. Ne ne mostrerent pas le gens le roi de Navarre Creci, ne la chastelerie, ne les fores de Creve-Cuer qui sont de la chastelerie, lesquiex choses sont totes dou fie le d'avan dit roi de Navarre. Et dient les gens le roi de Navarre que la forterece de Cordaost et de Cortaneri, la forterece de Vile-Baart et la forterece de Bernai, sont dou fie le roi de Navarre, et des le devant dit pont en Rosai, par le ruissel dou mulin de Choisel, qui chiest en la rivere d'Ierre, des chele rivere d'Ierre, si com chil ruissuiax se comporte jusqu'a une peche de terre qui est deles che molin de Choisel, et chele peche de terre et le molin de Choisel jusqu'au ponchelet deles le molin, et de che ponchelet as ormes de Codroi, et des ormes de Codroi jusqu'a l'estan mon segnor Jehan dou Brueil, qui est de la monstree, et de chel estan jusqu'a Vila-Prue, et la vile de la Vile-Prue, qui est en la mostree, et de che ru de la Vile-Prue jusqu'au pleissie madame Ysabel, et ledit pleissie, et de chel plaissie madame Ysabel a la crois dou dit plaissie, et de chele crois dou dit pleisse, si com en va selonc la terre mon segnor Jehan de la Granche, qu'an ne met pas en la mostree, et d'iqui a Cortpalai, et la forterece de Cortpalai, et de Cortpalai, si com en avale au pont de Corpalai, et de chel pont, touz jorz selonc le ru de Livron à Champ-Geart et Champ-Geart, et de Champ-Geart, touz jourz selonc le ru de Livron au pont de Monthiebost, et de chel pont de Monthiebost, si com en va a Briveron, tout selonc le ru de Livron, tout par desout la vile qu'an apele Sueil, et de Briveron jusqu'au pont de la Croiz en Brie et ledit pont, et de chele croiz jusqu'a la vile de

Louis IX. 1270.

Louis IX, 1270. Praaz et la vile de Praaz, et de chele vile de Praaz jusqu'a l'estan as Hospitelers, et de chel estan a l'orme qui est entre Vienne et Pont-Hannois, et de chel orme au pertuis du Pont-Hannois, en tel meniere que l'en n'entre pas es haies dou pertuis dou Pont-Hannois, droit au ru de Berel, et de chel ru droit à la Booloie, et de la Booloie parmi Rogien-Viler, et de Rogien-Viler parmi la Crotee, et de chel liu qui a a nom la Crotee, a Val-Jehan et Val-Jehan, et de Val-Jehan au leu qu'an en apele le puis de la Crotele, sauf cheu que les mesons mon segnour Jehan de Maisnil, et mon segnour Perron, son frere, et Estiene de Moncrunble, escuier, et partie de lour domoines qui sont dedens les dites haies de Nangis, sont dou fie le roi de Navarre, sauf che que li dis Henris ne cuide pas que la justiche, que li segnour de Brie ont en leur domaine dedens la monstree, mueve du roi de Navarre.

Visis inquestis factis super premissis, tam pro domino rege Francie, quam pro rege Navarre, habito diligenti consilio, facta fuit subsequens accordacio seu pronunciacio, per curiam, super premissis.

Cum, inter ballivum Stampensem, nomine domini regis Francie, et virum nobilem, Th. regem Navarre, comitem Brie et Campanie, mota esset contencio super eo quod idem ballivus asserebat quod ad dominum regem Francie pertinebat justicia bastardorum, albanorum, incendii, raptus, multri, et aliorum ad altam justiciam spectancium, usque ad loca per eumdem ballivum ostensa, prout superius continetur, racione castellanie Meleduni, et quod ballivi domini regis Francie, custodientes, pro tempore, castellaniam Meleduni, dicta justicia usi fuerunt ab antiquo; dicto rege Navarre contrarium asserente, et dicente quod, tam ipse quam homines sui et subditi dictam justiciam habuerunt, et exercuerunt in locis pro rege Navarre ostensis, et usque ad loca pro eodem ostensa, sicut superius scripta sunt et expressa : Inquisicionibus, super contencione hujus, factis de consensu parcium predictarum, visis et intellectis, accordatum fuit quod dicta justicia, in villa de Gastins, et in feodis

et retrofeodis domini regis Francie, infra loca ostensa, domino regi Francie remaneat in futurum, et in locis, in quibus, per gentes dicti regis Navarre, domino regi Francie justicia reservatur, prout continetur in ostencione predicta. Item dicta justicia, in villis de Vondai et de Beauteiz, et in feodis et retrofeodis domini regis Navarre, infra loca ostensa, ipso domino regi Navarre remaneat, per ipsum et suos in posterum exercendo; ita tamen quod, per istam accordacionem, ecclesiis, domibus religiosis, francis hominibus, seu aliis, qui dictis inquisicionibus nec interfuerunt nec fuerunt vocati, quantum ad justiciam suam, quam habent in locis predictis, supra subditos suos nullum prejudicium generetur. LOUIS IX. 1270.

INQUESTE

QUE SEQUNTUR TERMINATE FUERUNT PARISIUS, IN COMPOTIS ASSUMPCIONIS BEATE MARIE VIRGINIS,

ANNO DOMINI MCCLXX.

I. Per testes super hoc productos, probatum est quod dominus Rex est in saisina tallie Parisius, in terra Sancti-Eligii; propter quod pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneat in saisina predicta.

II. Similiter probatum est quod dominus Rex est in saisina habendi talliam Parisius, in terra de Tyronio; propter quod pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneat in saisina.

III. Item probatum est quod dominus Rex est in saisina tallie in terra Domus-Dei Parisiensis, ante confirmacionem carte sue; propter quod pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneat in saisina predicta.

Louis IX, 1270.

IV. Item probatum est quod dominus Rex est in saisina tallie Parisius, in terra Sancti-Maglorii, Parisius; propter quod pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneat in saisina predicta.

V. Item probatum est quod dominus Rex est in saisina habendi talliam Parisius, in terra Sancti-Germani-de-Pratis; propter quod pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneat in saisina.

VI. De Domo-Dei Parisius ordinatum est quod ipsi dicunt quod nolunt producere testes, set volunt audire jus super cartis et instrumentis suis.

VII. De Sancta-Genovepha ordinatum est, presente domino abbate, quod de nova terra Sancte-Genovephe paratus est credere registro talliatorum et dictis eorumdem; et confessus est quod dominus Rex usus est ibi alta justicia. De veteri tamen terra Sancte-Genovephe non est discordia, nec fuit alias talliata, nec modo est talliata, ut dicit predictus abbas.

Premissa tradidit michi Nicholaus de Carnoto, qui presens fuerat, quia ego non interfui, et ipse habet penes se originalia dictarum inquestarum (145).

INQUESTE

TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXX (146).

I. Conquerebatur dominus Stephanus Crispini, miles, quod ballivus Gisorcii ipsum impediebat et indebite quominus in boscis suis de Sancto-Paterno chaciaret ad grossas bestias et minutas, licet antecessores sui in dicto bosco venati fuerint, a tempore cujus non

extat memoria; et petebat ipsum ballivum super hoc cohiberi, et quod jure suo uti permitteretur; adiciens idem Stephanus quod, in boscis vicinis, illi quorum sunt bosci venantur in eis ad bestias hujusmodi. Ad quod respondebat ballivus quod antecessores dicti Stephani nonquam usi fuerunt, in dictis nemoribus, et, si aliquando venati fuerunt, hoc fuit per usurpacionem. Item dicebat ballivus quod, tempore Philippi, quondam comitis Bolonie, omnino expulsi fuerunt a venando in dicto nemore. Confitebatur dictus Stephanus quod, antequam dictus comes, apud Neaufle, causa manendi et morandi, veniret, antecessores ipsius Stephani semper dicta venacione, in dicto bosco, utebantur; set, manente et morante dicto comite in castro de Neaufle, ipse comes patri dicti Stephani dictam venacionem, aquarum piscacionem, impedivit, et totam terram patris ipsius Stephani, cum piscatoribus et venatoribus, per vim suam et injuste impedivit, et taliter spoliavit, patre dicti Stephani semper reclamante, et jus suum requirente, et, elapso modico tempore, pater dicti Stephani ad jus suum fuit reversus, quo usus fuit toto tempore vite sue. Dictus eciam Stephanus dicta venacione usus fuit postmodum usque in presentem diem, sicut dicebat; ballivo in contrarium respondente quod, quocienscunque dictus Stephanus, vel antecessores sui, inventi fuerunt, per servientes domini Regis, venantes in nemore supradicto, capti fuerunt per servientes predictos, et quod dictum nemus contiguatur cum foresta domini Regis, in qua dictus Rex habet garennam ad bestiam magnam et parvam: Tandem, inquesta super hoc facta, de mandato curie, per magistrum Guillelmum de Nova-Villa, clericum domini Regis, et per ballivum predictum, quia inventum est melius probatum pro dicto Stephano, quod dicta chacia uti debeat, quam quod per Regem super hoc debeat impediri, prononciatum fuit quod ballivus predictus impedimentum suum amoveat, et dicta chacia prefatum Stephanum uti permitat. PHILIPPE III, 1270.

II. Visa inquesta facta, per ballivum Ambianensem, de mandato curie, super contencione que erat inter comitem Atrebatensem, ex

PHILIPPE III. 1270.

una parte, et abbatem et conventum Sancti-Vedasti Atrebatensis, ex altera, super quibusdam arboribus, de quibus dicti abbas et conventus dicebant se dissaisitos per gentes comitis predicti; inventum est probatum quod dicti abbas et conventus sunt in possessione scindendi, et plantandi, et efodiendi arbores in loco de quo agitur inter eos, quadraginta anni sunt, et quod quedam ressaisina de quadam arbore, que ibi fuerat amputata per gentes comitis, facta fuit abbati et conventui, in ipso loco; pronunciatum est igitur quod saisina scindendi arbores, plantandi et efodiendi in dicto loco, remaneat ipsis abbati et conventui.

Locus ille situs est juxta muros abbacie, supra ripam de Trinchon, ut dicunt gentes abbatis, quia hoc non invenio in extractu inqueste.

III. Abbas et conventus Sancti-Victoris Parisiensis petebant justiciam nobilium commorancium in ipsorum abbatis et conventus feodo apud Amponvillam, quam justiciam ballivus Senonensis eis impediebat pro Rege sibi deliberari, cum ad eos pertineret per cartam regiam, et usi essent de ea, sicut dicebant. E contrario dicebat ballivus quod dominus Rex super hoc usus fuerat, et ad ipsum, secundum terre consuetudinem, pertinebat, quam talem dicebat esse, scilicet quod nobiles, sub cujuscunque dominio sint, de facto mobilium et corporum suorum justiciantur per Regem: Visa itaque postmodum inquesta, super hoc, de mandato curie, per ballivum Senonensem facta, per quam inquestam, in casu hujusmodi, inventum fuit probatum quoddam expletum pro ipsis abbate et conventu, et nichil pro Rege, visa eciam diligenter carta ipsorum, que optime faciebat pro eis, prononciatum est quod dicti abbas et conventus remaneant in saisina justicie nobilium, in dicta villa de Aponvilla.

IV. Cum Johannes de Boenville, miles, intenderet probare consuetudinem, ex parte ipsius propositam contra Theobaldum de Noviaco, quam talem esse dicebat in castellania Stampensi, videlicet quod illi qui habent molendinos in dicta castellania possunt

capere, sicut commissos, equos alterius castellanie, querentes mol- PHILIPPE III. 1270.
tam in dicta castellania Stampensi; et, ad probandam hanc consuetudinem, quam dictus Theobaldus negabat, testes produceret: Tandem, videns et actendens curia quod dicto Johanni non incombebat dictam probare consuetudinem, set super ea, si revocaretur in dubium, debebat curia inquirere, preceptum fuit ballivo Stampensi quod de dicta consuetudine inquireret diligenter. Per cujus inquestam inde factam inventum fuit quod consuetudo talis erat qnalem proposuerat dictus Johannes; unde fuit pronunciatum quod dictus Theobaldus de Noviaco equum suum forifecerat, quem miserat ad moltam querendam in alia castellania quam in ea in qua suus erat molendinus, et quod dictus Johannes, qui equum ipsum ceperat, eumdem, tanquam commissum, haberet.

V. Petebat Guillelmus de Quohequien, miles, a domino Rege sibi reddi molendinum unum, qui dicitur molendinus de Veteri-Castro, et quoddam stangnum, ibi situm, que sunt in parrochia Sancti-Severi, cum sua essent, et dominus Rex nullum jus haberet eadem detinendi, ex causis subscriptis, quas pro se proponebat idem miles, videlicet quod dominus Andreas de Vitriaco molendinum et stangnum predictum donaverat domino Radulpho de Quohequien, patri dicti Guillelmi, post cujus obitum, dictus Guillelmus eidem succedens, tanquam minor, venit ad gardam domini Regis, una cum rebus suis; qua garda finita, dominus Rex molendinum et stangnum que, racione garde, dominus Rex, cum aliis bonis suis, ceperat, retinuit, et detinuit usque modo; ballivo, pro domino Rege, negante premissa, et asserente dominum Regem fuisse in longa et pacifica premissorum saisina: Demum, diligenter inspecta inquesta, super hoc, de mandato curie, facta, quia non fuit inventum per eam quod dictus molendinus et stangnum fuissent dicti Andree de Vitriaco, nec quod donata fuissent dicto Radulpho, patri ipsius Guillelmi, vel eorum saisinam habuisset dictus Radulphus, nec eciam, racione garde, ad manum domini Regis devenissent premissa; et inventum fuit pro

PHILIPPE III, 1270. Rege, quod ipse predicta tenuit, a triginta sex annis citra et amplius; pronunciatum fuit quod idem Guillelmus non habebat jus petendi hujusmodi molendinum et stangnum, set domino Regi remanere debebant.

VI. Orta questione, inter comitem Blesensem, ex una parte, et decanum et capitulum Aurelianenses, ex altera, super justicia sanguinis et forcie, in villa de Noyent-super-Ligerim, de qua quilibet eorum se in saisina esse dicebat, tandem, contencione hujusmodi in manu domini Regis capta, super usus parcium mandatum fuit inquiri : Relatis igitur inquestis inde factis, et diligenter visis, auditis eciam que partes proponere voluerunt, quia melius inventa fuit probata saisina dicti comitis, super justicia hujusmodi, quam saisina dictorum decani et capituli Sancte-Crucis Aurelianensis, pronunciatum fuit quod dicta saisina deliberetur comiti supradicto.

VII. Petrus Flamingus de Bruiges, serviens Guillelmi Mercatoris, conquestus fuit ballivo Viromandensi quod, cum ipse hospitatus fuisset in domo Petri Maquerel, apud Verbriam, ibi disrobatus fuit de quadraginta et una libris et sex solidis stellingorum, quos in eadem domo attulerat, et quos, de loco uno in alium mutaverat, videntibus ancilla et filio hospitis dicte domus et aliis bonis. Ballivus vero de hujusmodi causa inter partes cognovit, et dictum hospitem ad restituendam ipsam peccuniam dicto Petro Flamingo per sentenciam condempnavit. A quo quidem judicio dictus Petrus Maquerel ad curiam appellavit : Tandem curia, cognito de processu coram ballivo habito, et auditis probacionibus dicti Guillelmi Mercatoris, qui se obtulerat probaturum quod dictus Petrus Flamingus, serviens suus, in dicta domo Petri Maquerel, dictam summam pecunie, parum plus, vel parum minus [attulerat], et quod ipsi denarii in ipso hospicio visi fuerunt; cum dictus Guillelmus nichil sufficiens probavisset, sentenciam dicti ballivi infirmavit, ab impeticione dicti Guillelmi Mercatoris prefatum Petrum Maquerel absolvendo.

VIII. Cum Albericus de Cruce, manens apud Leudevillam, quemdam furnum fecisset apud Leudevillam, Guillelmus de Perona, miles, cujus hospes erat dictus Albericus, se opposuit, dicens quod hoc facere non poterat Albericus predictus, cum, secundum consuetudinem castellanie Montis-Leterici et aliquorum locorum, specialiter que sunt loco de quo agitur vicina, preter furnos dominorum, qui ibidem sunt ab antiquo, alii furni fieri non possint; dicto Alberico proponente in contrarium quod cuique, pro voluntate sua, furnum facere in sua terra licebat: Demum, cum quelibet pars testes produxisset, ad suam intencionem probandam, de mandato curie, que super hoc inquiri preceperat, visa inquesta ipsa, quia dictus miles intencionem suam probavit, prefato Alberico nichil probante, prononciatum fuit quod dictus Albericus dictum furnum facere non poterat, et quod caderet, si jam illum fecisset. PHILIPPE III, 1270.

IX. Proponebant decanus et capitulum Carnotenses, contra Guillelmum de Chavernaio, armigerum, quod ipse, villam de Chavernaio, que ipsorum est, et in qua habent juridicionem omnimodam, violenter fregit cum armis, plures ibidem, majori suo ejusdem ville et aliis, injurias irrogando; quod de ipso facto convictus domino Regi emendavit, et, pro ipsa emenda, viginti libras persolvit; set cum ipsi quibus facta fuerat injuria nullam inde habuissent emendam, petebant quod curia ipsum Guillelmum compelleret ad emendam super hoc sibi prestandam. E contrario, dicebat idem Guillelmus quod hoc emendare non tenebatur eisdem, cum nichil teneret ab eis et, quod ibi fecerat, utendo jure suo, fecisset, videlicet pro suo terragio sibi non soluto, cum eciam factum non esset tale quale proponebatur ab eis: Partibus itaque petentibus, super facto hujusmodi, veritatem ad plenum inquiri, et, secundum inventa et proposita, prononciari an in casu hujusmodi esset facienda ab eo emenda decano et capitulo memoratis; quia per inquestam inde factam inventum fuit ipsum Guillelmum prefatam villam violenter fregisse, cum armis, et plures injurias dicte ville hominibus

PHILIPPE III, 1270. irrogasse, prononciatum fuit quod dictus Guillelmus hoc emendare debebat ipsis decano et capitulo, apud Carnotum; et fuit hec emenda taxata per curiam ad viginti libras Parisienses.

X. Cum judicatum esset contra Templarios, pro domina Sanctissima de Autonno ipsam esse admittendam ad retraccionem terre Blavi-Montis et pertinenciarum ejus, ad quam petebat admitti, contra dictos Templarios, qui res predictas emerent[1] a domino Petro de Bello-Monte et ejus uxore, et dicta domina, post prolacionem judicis, infra quinque, pluresve dies, precium dicte vendicionis nullatenus optulissent, et, racione dicti judicii, missa fuisset, ipsa domina, in possessionem rerum predictarum; proposuerunt dicti Templarii exequcionem hujusmodi fieri non debere, quia judicium predictum eidem domine de cetero proficere non debebat, cum dictum precium non optulit, post dictum judicium, tempore competenti, secundum consuetudinem terre in qua sunt res petite: Visa itaque inquesta, super hac consuetudine, de mandato curie, facta, per magistrum Nicholaum de Kathalano, thesaurarium Ebroicensem, et per ballivum Senonensem, decrevit curia dictum judicium eidem domine, propter moram suam predictam, non debere prodesse, et quod, jure retraccionis, non debet habere res predictas, ut premissum est, a Templariis emptas.

XI. Cum per inquestam inde factam prononciatum fuisset alias, contra Johannem de Cupis, quod boscum suum de la Busardiere vendere non poterat sine tercio et dangerio domini Regis, dicto Johanne postmodum clamante post curiam, et dicente quod nullos testes in eadem inquesta produxerat, propter quod sibi non debebat obesse; curia precepit iterum, super hoc[2] libertate bosci sui quem[3] ipse proposuerat, testes ipsius admitti, nisi inveniretur testes produxisse in inquesta priori: Verum, cum, per testes prioris inqueste, iterum revocatos, et alios, non fuerit inventum dictum Johannem

[1] Lisez *emerunt*. — [2] Lisez *hac*. — [3] Lisez *quam*.

ullam super vendicione dicti bosci libertatem habere, nec ipse, coram inquisitore, ballivo videlicet Constanciensi, super hoc aliquid probare voluerit, quamvis testes prioris inqueste non fuissent producti per eum, prononciatum fuit tamen quod teneat predictum judicium, factum per priorem inquestam, per quam succubuit in hoc casu. PHILIPPE III. 1278.

XII. Orta questione inter Manaserum de Ve, militem, ex una parte, et homines de Vocienes, ex altera, super eo quod ipse miles dicebat ipsos homines esse bannarios ad molendinum suum de Ve, dictis hominibus hoc negantibus; post inquestam inde factam, adjudicata fuit super hoc possessio militi supradicto. Verum dictis hominibus postmodum, in assisia, contra dictum militem, super proprietate litigantibus, testibusque parcium super proprietate receptis, dictus miles, per judicium assisie, in proprietate succubuit, a quo quidem judicio appellavit, tanquam de pravo. Set, cum post hec erramenta omnia partes consensissent quod curia, visa dicta ultima inquesta et carta militis, quam habet a Rege, si per hec posset expediri negocium, sin autem, visis ambabus inquestis et carta de jure parcium super, terminaret, visis ipsa carta et utraque inquesta, prononciatum fuit, per judicium, quod homines de Voceines remaneant bannarii ipsius molendini dicti Manaseri de Ve, et in saisina, et in proprietate.

XIII. Mota controversia inter Nicholaum de Senort, civem Rothomagensem, ex una parte, et Guillelmum de Croisseto et Petrum Blondel, cives Rothomagenses, ex altera, super eo quod dictus Nicholaus dicebat finalem compotum factum fuisse inter eos, super societate vicecomitatus aque Rothomagensis, aliis hoc negantibus: Quia non est probatum factum fuisse inter eos finalem compotum, prout proposuerat Nicholaus predictus, prononciatum fuit quod redeant ad compotum, et iterum computent.

XIV. Questio erat inter pedagiarium Perone, ex una parte, et

PHILIPPE III, 1270. homines Beate-Marie Cameracensis de Boissies, ex altera, super eo quod dicebant ipsi homines quod dictus pedagiarius eos, contra justiciam, compellebat solvere pedagium apud Peronam, quando apportabant apud Peronam mercaturas bladi, et eas ibi vendebant, et cum mercaturas alias honerabant, et eas portabant apud Cameracum, Boissies et in imperio, ibant solvere, apud Peronam, traversum quod vulgariter dicitur retour, licet ad hoc minime tenerentur, nec contra eos id usitatum fuisset, sicut dicebant; ipso pedagiario e contra dicente se et alios, qui ante eum dictum pedagium tenuerunt, fuisse in premissorum saisina : Tandem, super usu parcium, quoad hec, facta inquesta, et diligenter visa, quia inventum fuit per eam quod predicti homines de Boissies sunt in possessione revertendi, sine solucione traversi, quod dicitur retour, libere honerando mercaturas apud Peronam, et inde apud Boissies, et in imperium ducendo, impositum fuit super hoc silencium dicto pedagiario, et ei preceptum quod eos reverti permitteret sine solucione de retour, in casu predicto, maxime cum de novo nitatur ipsis hominibus imponere dictum honus.

XV. Cum mercatores de Sancto-Audemaro dicerent, contra pedagiarium de Perona, quod ipsi euntes et redeuntes de Sancto-Audemaro apud Remis, et portantes sargias, camelotos, staminas et merceriam, se aquitabant de pedagio apud Roisellum, et ita dicerent se a longo tempore usos fuisse, petebant dictum pedagiarium, qui eos compellebat de novo ire per Peronam, et se ibi adquitare, ad desistendum compelli; dicto pedagiario dicente in contrarium hoc fieri non debere, cum consueverint ire per Peronam, et se, sicut alii, aquitare ibidem : Tandem, facta super hoc inquesta, tam pro domino Rege quam pro mercatoribus antedictis, quia inventum fuit quod dicti mercatores usi fuerant, per longa tempora, libere ire per Roisellum, et se, pro predictis, ibi de pedagio aquitare, nec probatum fuit, pro Rege, quod aliquando fuissent per Peronam ire compulsi, prononciatum fuit quod permitteren-

tur per Roisellum ire, super hoc imposito silencio pedagiario supradicto. PHILIPPE III, 1270.

XVI. Conquerentibus burgensibus Sancti-Quintini de pedagiario Perone, super eo quod, cum de Flandria mercaturas portabant apud Sanctum-Quintinum, ipse compellebat eos, contra justiciam, per Peronam ire, et ibi se aquitare de pedagio, licet a longo tempore usi fuerint, ut dicebant, libere ire per Roisellum, et ibi se de pedagio aquitare; dicto pedagiario in contrarium asserente dominum Regem esse in saisina compellendi eos quod irent apud Peronam, et ibi se aquitarent; de mandato curie, super hoc facta fuit inquesta: Verum, quia per inquestam hujusmodi probata fuit intencio burgensium, et nichil fuit probatum pro Rege, prononciatum fuit quod dicti burgenses permitterentur, cum suis mercaturis, per Roisellum ire, et ibi se aquitare de mercaturis eisdem, videlicet de trossellis de pannis, de merceria, de peleteria, de averio ponderis, de pannis in quadrigis et in berouetis, sine giba tamen; et, super hoc, fuit impositum silencium pedagiario memorato (147).

XVII. Accusato Remondo Martini, quondam bajulo de Pesinco, super eo quod ipse, dum esset bajulus, fraudulenter dicebatur emisse quedam bona, ad dominum Regem spectancia, videlicet quoddam pratum, quoddam ortale et medietatem cujusdam canalis, senescallus Carcassone contra eum super hoc inquisivit, et, post ipsam inquestam, eumdem Remondum condempnavit in predictis, ea ad manum Regis revocando, et insuper in viginti libris; a qua condempnacion dictus Remonedus ad dominum Regem appellavit: Visa itaque per curiam dicta inquesta, per senescallum facta, et cognito de processu ipsius, confirmata fuit per curiam sentencia senescalli, hoc adjecto per curiam, quod dictus Remondus de cetero non habeat bajuliam.

XVIII. Mota questione inter dominum Guidonem de Granchia,

PHILIPPE III. 1279. militem, ex una parte, et Johannem Polin, armigerum, ex altera, in assisia Stampensi, dictus Johannes proposuit in hunc modum : « Dominus Johannes de Malo-Campo habebat unam filiam; illam « maritavit primo, domino Petro Potart, qui Petrus Potartz decessit, « nullo relicto libero de se et dicta domina. Postmodum ipsa domina « maritata fuit secundo, domino Symoni de Gaceran, de quo susce- « pit unam filiam, que modo est uxor mea. » Postea dictus Johannes de Malo-Campo et dictus Symon de Gazeran iverunt simul ultra mare, et ibi decesserunt. Dicta domina, audito quod idem Symon, maritus suus, decesserat, tercio maritavit se dicto domino Guidoni de Granchia, de quo plures liberos suscepit: Modo petebat dictus Johannes Polin, a dicto Guidone, totam hereditatem que data fuit dicte domine in primo matrimonio, quia dicebat quod consuetudo erat, in illis partibus, quod liberi primi matrimonii debent habere totam hereditatem datam matri sue, et dicebat uxorem suam esse de primo matrimonio, ex quo de precedenti nulli liberi exiverunt, et consuetudinem hanc locum habere in casu isto. Item petebat dictus Polin totam descendenciam que obvenerat dicte domine, per mortem predicti Johannis patris sui, constante matrimonio inter ipsam et predictum Symonem, vel post, antequam ad alias nupcias convolasset, quia dicebat consuetudinem esse, in illis partibus, quod liberi primi matrimonii habent et debent habere totam descendenciam que obvenit matri eorum, constante matrimonio vel post, antequam ad alias nupcias convolet, et dicebat uxorem suam esse de primo matrimonio, ut supra dictum est, ex quo de precedenti nulli liberi exiverunt, et consuetudinem locum habere in casu isto. Dicebat eciam idem Polin, dictum Johannem de Malo-Campo decessisse ante prefatum Symonem de Gaxeran, et hoc, si pars adversa negaret, offerebat se probaturum. Predictus Guido negabat has consuetudines locum habere in casu isto, et dictum Johannem decessisse ante dictum Symonem. Dictus Polin produxit testes ad probandum quod ante decesserat. Post judicatum fuit contra ipsum quod nichil de hoc probaverat. Postmodum peciit dictus Polin

quod, super aliis racionibus suis, sibi fieret jus. Obiciebatur contra quod nullam retencionem fecerat, ponendo se in judicio super dictis probacionibus, super quo posuerunt se partes in recordo militum assisie. Recordum fecit contra dictum Polin. Postmodum venit causa ista ad curiam. Curia, examinatis premissis, voluit quod, de precedentibus consuetudinibus, allegatis per dictum Polin, inquireretur : Inquisicione super hoc facta, diligenter visa, et toto processu precedenti examinato, judicatum fuit quod dictus Polin haberet totum maritagium quod datum fuit matri uxoris sue in primo matrimonio, per predictam consuetudinem quam curia talem esse reputat, et in casu isto locum habere, ex quo de primo matrimonio nulli liberi exiverunt. Item judicatum fuit quod dicta descendencia, inter uxorem dicti Polin et liberos dicti Guidonis, dividatur, secundum patrie consuetudinem, ex quo dictus Polin obtulit se probaturum prefatum Johannem decessisse ante dictum Symonem, et in probacione deffecit (148). PHILIPPE III, 1270.

INQUESTE

EXPEDITE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXX.

1. Conquerebantur homines de Bosco-Regis, de Samesio et de Fonte-Bliaudi, de forestario Bierie et mercatoribus, qui in ipsa foresta ultimo pessonem habuerunt, hoc anno, super eo quod ipsi mercatores et forestarius, in dicta ultima pessona, arrestaverunt porcos ipsorum hominum in vallibus dicte foreste, quod facere non debebant, videlicet apud la Brocelle, apud le Breau de Fonte-Bliaudi, apud Cheene-Verse, apud Vau-Crenele, et apud les Doiz de Fonte-Bliaudi, et in istis locis bene jacebant per partes, usque ad numerum sex millium porcorum aut plus, cum nunquam hoc alias

PHILIPPE III. 1270.

factum fuerit, nisi semel, et tunc Rex seu regina Blanca, porcos mercatorum positos in vallibus removeri fecerunt per Guillelmum Bateste, et logias a mercatoribus ibi factas comburi, et hec fecerunt ulterio dicti mercatores, cum federacione seu paccione inter eos post habita ac sub certa [summa] pecunie, quam statuerunt persolvi a quolibet ipsorum hominum veniente, contra ordinacionem ipsorum, que fuit quod porci sui nunquam de vallibus recederant, quousque pessona vallium, quam porci usagiorum debebant comedere, fuisset totaliter devastata. Ex quibus asserebant dicti homines se dampnificatos fuisse in tribus millibus librarum vel circa, que quidem dampna sibi reddi petebant. E contrario dicebant dicti mercatores et forestarius quod dicti homines non erant super hoc audiendi, cum mercatores alias qui panagium emerant, ibidem consueverint per totam forestam, tempore pasnagii, ducere porcos suos. Dicebant eciam quod dicti homines porcos ipsorum mercatorum taliter terruerant, quod de ipsis fugere fecerant plus quam centum, quos sibi reddi petebant : Demum, facta inquesta super facto quod ipsi homines pretendebant, et ea diligenter visa, quia probata est intencio hominum, et quod mercatores non consueverunt ponere, tempore pasnagii, porcos suos in vallibus, set tum eos ducunt ad adquandum, eundo et redeundo, solummodo possunt per valles transire; pronunciatum fuit quod dicti mercatores tenentur ipsis hominibus restituere dampna que, arrestando, ut dictum est, porcos suos in vallibus, eis fecerunt. Et fuit preceptum ballivo, quod de dampnis ipsis inquireret, et ad ea ipsis hominibus restituenda compelleret mercatores predictos, quod eciam inquireret de dampnis que dicti homines intulisse dicuntur ipsis mercatoribus, terrendo porcos eorum, et faceret ea sibi reddi.

II. Proponebat procurator executorum defuncti Almarici de Credoneto, contra domicellam Yolendi de Drocis, relictam ipsius Almarici, quod, quando comitissa Maria de Drocis et comes Robertus, ejus filius, dederunt sibi in uxorem dictam Yolendim, et

cum ea, in maritagium, quadringintas libratas terre et decem millia librarum Turonensium, pro quibus dederunt ipsi Almaurico superficiem nemoris quarte partis alte foreste Drocensis, que vocatur Crotais, ita quod, si minus valeret dicta superficies, residuum sibi tenerentur reddere, ad dictum boscheronum vel aliorum bonorum, et, si plus valeret, residuum esset ipsius Almaurici. Item quod dicta Yolendis vel suum mandatum levaverunt, vendiderunt et explectaverunt, post mortem dicti Almaurici, de dicto nemore, usque ad valorem mille librarum Turonensium, impedientes ne dicti executores explectarent, seu venderent, tanquam ipsius defuncti mobile, dictum nemus, quodque ipsa vel suum mandatum receperunt, et levaverunt mille et quingentas libras Turonenses vel amplius, ab illis quibus dictus Almaricus vel ejus mandatum, de dicto nemore, vendiderant, quanquam dictus Almauricus fuisset in possessione vendendi et explectandi superficiem dicte quarte partis ipsius foreste, et de premissis offerebat se probaturum quod sibi sufficeret ad suam intencionem fundandam. Ex adverso, dicebatur, pro dicta domicella, quod, in tractatu matrimonii ipsius cum dicto Almarico, viro suo, tractatum fuit et ordinatum quod ipsa haberet dictam quartam partem foreste, racione hereditatis; quodque racione illius ordinacionis, comes Drocensis Robertus et Johannes de Drocis, fratres sui, dictam quartam partem foreste sibi assignaverunt et tradiderunt in hereditariam porcionem, et super hoc facta fuit littera sigillata ipsorum fratrum suorum sigillis, eamque, ut propriam hereditatem suam, possidet, utpoteque a tempore mortis comitis Johannis, patris sui, sibi, de consuetudine terre, compeciit, et quicquid dictus vir suus explectabat de ipsa foresta, non tanquam suum mobile, cum nemus solo adherens, secundum terre consuetudinem, res immobilis censeatur, set nomine et racione juris dicte domicelle explectabat, in qua nullum jus habebat idem Almaricus, nisi racione dicte domicelle; et de predictis dicta domicella, quod sibi deberet sufficere, se obtulit probaturam, bene cognoscens quod aliqua perceperat de vendicione superficiei predicte : Tandem, dili-

PHILIPPE III, 1270.

PHILIPPE III, 1270. genter visa predicta littera, de maritagio ipsius domicelle confecta, que quasi totum istud negocium determinat, visis eciam attestacionibus testium hinc inde productorum, quia non est probatum, ex parte dictorum executorum, quod dicta superficies ipsi Almarico data fuerit in solutum, pro decem millibus librarum Turonensium, sibi in matrimonio cum ipsa domicella, promissis, sicut dicebat dicta domicella, dictam quartam partem tenens, tanquam porcionem suam hereditariam in dicto matrimonio sibi datam, prout per dictam litteram expresse liquebat, ab impeticione dictorum executorum fuit per curie judicium absoluta, salvo ipsis jure suo super quingentis libratis de nemore dicte quarte partis, ab ipso Almarico vendito, de quibus curia sibi judicium reservavit.

III. Questione suborta inter abbatem et conventum Sancti-Dyonisii, ex una parte, et comitem de Roceyo, ex altera, super eo quod ipse abbas et conventus dicebant quod dictus comes, infra loca, sive fines, usque ad quos territorium, sive mansus dominicus eorum, de Superiori Curte se extendit, et extenditur usque ad territorium de Roceyo, et usque ad que loca dictum eorum territorium limitari debebat, justiciare et garennam facere satagebat, et injurias eis fecerat, sicut dicebant, que petebant revocari in irritum, sibi dictas injurias emendari; dicto comite premissa negante et contradicente quod territorium et mansus dominicus de Rouceyo, in locis, a procuratore ipsorum abbatis et conventus ostensis, et ultra, versus Curtam Superiorem et ejus territorium seu mansum dominicum, se extendebat, et limitari debebat, et quod justiciam et garennam habebat in locis eisdem, procuratore predicto hoc expresse negante: Tandem, inquesta super hiis facta per magistros Gaufridum de Bero, decanum Meldensem, et Renerum de Passiaco, canonicum Remensem, arbitros, seu arbitratores electos a partibus, super dictis discordiis diligenter visa, visa eciam quadam littera, diu est facta, super dictis territoriis, inter ecclesiam Sancti-Dyonisii et predecessores comitis antedicti, quia abbas et conven-

tus satis probaverunt intencionem suam justicie in locis infrascriptis, pronunciatum fuit quod dicta ecclesia Sancti-Dyonisii remaneat in saisina justicie a villa Curtis Superioris usque in via que est ante leprosariam, per quam itur ad cheminum quod dicitur de Haynerimont et cheminum quod dicitur de Pontavoire. Item pronunciatum fuit quod quilibet potest chaciare usque ad viam que est ante dictam leprosariam, scilicet a villa Curtis Superioris usque in dictam viam, in quibus locis dictus comes tenebatur sibi appropriare garennam. Item pronunciatum fuit quod dictus comes remaneat in saisina suspendendi latrones suos ad furcas dicte ecclesie Sancti-Dyonisii, que sunt inter Curtam Superiorem et predictam leprosariam, quia probatus est super hoc sufficienter usus ipsius. PHILIPPE III, 1270.

IV. Conquerebatur Galcherus de Bello-Monte, miles, quod, cum ipse habeat jus venandi in foresta Resti, ad magnam bestiam et parvam, et habendi in dicta foresta suum usagium ad ardendum et edificandum, ad opus domus sue de Gondrevilla, per cartam regiam inde factam, et de hoc, sicut dicebat, bene usi fuerint, a confeccione dicte carte, tam ipse quam predecessores ipsius, gentes domini Regis super iis ipsum sine causa spoliaverant, unde se restitui ad premissa petebat. Gentes vero domini Regis, de usu ipsius Galcheri et predecessorum suorum dubitantes, super ipso usu, per magistrum Reginaldum de Curia, clericum, et Reginaldum de Mormant, militem domini Regis, inquestam fieri mandaverunt: Qua inquesta facta, diligenter visa, visa eciam carta predicta que optime ad hoc facit, quia, tam per testes quam per cartam predictam, sufficienter probata est intencio dicti Galcheri, pronunciatum fuit quod dictus Galcherus remaneat in saisina sua chacie et usagii predictorum.

V. Questio erat, inter dominum Regem, et abbates et conventus Sancti-Dyonisii et Sancti-Germani-de-Pratis Parisiensis, super justicia viarie apud Karolivannam, quia quilibet eorum dicit ad se pertinere predictam justiciam viarie, ac se usum esse de eadem,

PHILIPPE III, 1270. hoc excepto, quod abbas et conventus Sancti-Germani, in via calceyata istam justiciam non reclamant, et abbas et conventus Sancti-Dyonisii, inter festum nativitatis Beate Marie Virginis et beati Martini, hanc eamdem justiciam in eadem villa vel ejus pertinenciis non reclamant, set in residuo temporis quod est inter festum beati Martini et nativitatem Beate Marie Virginis. Facta fuit super hoc inquesta, ad sciendum qualiter dominus Rex usus est predicta justicia, in quibus casibus, et a quo tempore, utrum scientibus abbatibus et conventibus Sancti-Dyonisii et Sancti-Germani, et eodem modo inquisitum fuit pro abbatibus et conventibus antedictis: Secundum eâ que inventa fuerunt per dictam inquestam, pronunciatum fuit quod ecclesia Sancti-Germani, in dicta villa et ejus territorio, remaneat in saisina justicie bufe, conviciorum et aliarum hujusmodi levium injuriarum; item justicie trefundi mobilium et catellorum. Item quod ecclesia Sancti-Dyonisii remaneat in saisina justicie mesleiarum atrocium, citra occisionem, et justicie latronis, in domibus dicte ville et pertinenciis domorum. Item quod dominus Rex, quia probavit se justiciasse homicidium ibi factum, remaneat in saisina justicie occisionis ubique, in domibus et extra, in toto territorio dicte ville, quia dicti abbates non probaverunt se justiciasse aliquod homicidium, in dicta villa aut ejus territorium, perpetratum.

VI. Questio erat, inter dominum Regem et ducem Burgondie, super quodam judeo, qui vocatur Abraam, oriundo de Rothomago, sub dominio Regis, qui, cum sub domino Rege venisset, cujus se dicebat esse et fuisse judeum, Guido de Sine-Muro, miles, et ejusdem ducis ballivus, dictum judeum, pro dicto duce, tanquam suum, peciit sibi reddi, eo quod a tempore quo dominus rex Ludovicus, ultimo defunctus, habuit judeos suos pro derelicto et eos licenciavit, dictus Abraam ivit apud Catellionem moraturus, elapsis jam decem et octo annis et plus, et ibi Bellam, judeam, filiam Joine, judee ducis, tenuit tanquam suam uxorem, et ipsa eum tanquam

suum maritum, et, per gentes ducis, ibidem se justiciabat dictus judeus. Item proponebat dictus ballivus quod, cum judei ducis capti fuerunt ab ipso duce, quatuordecim anni sunt elapsi, vel plus, iste Abraam fuit captus cum aliis judeis, et, de redempcione quam ipsi duci solverunt judei, ipse Abraam solvit, pro parte sua, quatuor libras vel circa. E contra dicebat judeus se judeum esse domini Regis, et a dicto tempore citra apud Castrum-Novum, in Pertico, et apud Galardonem se moram fecisse : Tandem, bis inquesta super hoc facta, quia gentes ducis non probaverunt intencionem suam, pronunciatum fuit quod dictus judeus domino Regi remaneret (149). PHILIPPE III, 1270.

VII. Quia per inquestam inde factam per ballivum Masticonensem, per ejus mandatum, inventum est quod Girardus Bredi et complices sui atrociter vulneraverunt Guidonem, castellanum de Conchis et quosdam de servientibus suis, apud Baisaium, et quod dictus castellanus fuit cum sagita vulneratus juxta mamillam, cum venisset apud Baisaium, ut faceret sibi emendari a dicto Girardo et suis complicibus injurias ab ipsis dictis castellano et suis servientibus illatas, necnon contemptum seu contumaciam ipsorum in non veniendo ad citacionem ipsius castellani, pro predictis injuriis sibi factis, mandatum est dicto ballivo quod plegios, quos habet a dicto Girardo et aliis, de quadringentis marcis argenti, pro facto hujusmodi expletet, maxime cum ipsi se supposuisse dicantur inqueste dicti ballivi.

VIII. Abbas et conventus Sancti-Victoris Parisiensis domum suam de Uriaco cuidam, pro certa summa pecunie, ad firmam tradiderant. Ille vero firmarius, eo quod dicta domus habet porcorum suorum pasnagium in foresta Bierie, in loco seu bosco qui dicitur boscus Sancti-Victoris, proprios boscos[1] suos, quos in dicta domo tenebat, misit, tempore pasnagii, racione libertatis dicte domus, in bosco predicto, quos pasnagiarii ceperunt tanquam commissos, dicentes quod, licet libertas hujusmodi data fuisset ipsi domui de Uriaco, non tamen fir-

[1] Lisez *porcos*.

PHILIPPE III, 1270.

marius uti debebat libertate eadem. E contra dicebatur, pro abbate et conventu predictis, quod firmarius hoc facere potuerat, sine delicto aliquo, de jure ipsorum, cum ipsi sint et fuerint, a tempore a quo non est memoria, in saisina mittendi et custodiendi bestias suas, manentes et habitantes in dicta domo sua de Uriaco, tam proprias quam communes sibi et medietariis suis, vel domum tenentibus ab ipsis, manentibus in eadem domo, quotquot voluerunt, sine certo numero, undecunque venirent seu acquisite essent, in dictum boscum suum de Bieria, qui dicitur boscus Sancti-Victoris, in pasturagium, omni tempore, preterquam in tempore fetus, qui boscus est bene bonnatus et divisus a bosco Regis. Item quod, tam ipsi quam eorum medietarii, seu domum tenentes ab ipsis, multociens bestias emerunt, seu in aliis domibus assumpserunt, et in dictam domum adduxerunt, et eas miserunt in pasnagium, in dicto nemore suo, ad multiplicandum bestias suas, quando non erant in dicta domo bestie ad sufficienciam fourragiorum dicte grangie et pasnagii dicti bosci sui. E contrario dicebatur pro Rege quod dictus boscus, qui vocatur boscus Sancti-Victoris, est proprius domini Regis, set abbas et conventus predicti habent, in eodem, usagium ad dictam domum suam de Uriaco, ad edificandum et ardendum, et quod ibi possunt ponere proprios porcos suos de dicta domo, tempore pesone: Tandem, facta super usagio hinc inde eorumdem inquesta, per magistrum Reginaldum de Evra, clericum domini Regis, et per ballivum Senonensem, quia inventum est quod dicti abbas et conventus Sancti-Victoris usi sunt et fuerunt in dicto bosco, quod rex Philippus testatur per suam litteram ab eis exhibitam, eorumdem esse mittendi, tempore pasnagii, tam bestias suas de domo sua de Uriaco quam communes sibi et suis medietariis dicte domus, pronunciatum fuit quod ipsi super hoc remanerent in sua saisina. De alienis autem bestiis ibidem mittendis fuit eisdem prohibitum, quia usus eorum super hoc non fuit inventus.

IX. Cum dominus Ansodus de Ronquerolis diceret quod ipse et

predecessores sui consueverant et usi fuerant venari ad leporos, vulpes et cuniculos, pacifice et sine contradiccione, per totum territorium de Bolencourt, usque ad magnam forestam Hetii, parte domini Regis hoc negante : Demum, visa inquesta super hoc facta, licet per eam inventum sit probatum quod dictus Ansoldus et predecessores sui pacifice et sine contradiccione, per longum tempus, ceperunt seu capi fecerunt lepores, vulpes et cuniculos dicto territorio, quia tamen probatum non fuit, pro eo, quod, cum cornu, clamoribus aut canibus, gentibus domini Regis scientibus et videntibus, premissa fecerint, presertim, cum dictum territorium sit infra metas garenne domini Regis, judicatum fuit quod dictus Ansodus aut sui predecessores nec habent, nec habuerunt jus venandi in territorio predicto, et super hoc silencium impositum fuit eidem. PHILIPPE III, 1270.

X. Cum esset contencio inter majorem et communiam de Kala, ex una parte, et abbatissam et conventum ejusdem loci, ex altera, super eo quod major et communia usi fuerant levare talliam domini Regis in dicta villa, generaliter de omnibus, sive essent de eorum communia, sive non, et auctoritate sua propria, sicut dicebant; quam quidem levacionem tallie, per majorem et communiam, bene confitebantur dicte abbatissa et conventus, de illis qui erant de ipsorum communia, set de aliis expresse negabant, et precipue cum nullam habebant talliam super illos qui in quocumque servicio ipsius abbatisse sunt, vel feodati ipsius, sive albani, nisi sint de communia eorumdem; addicientes eciam abbatissa et conventus predicte quod, licet ipsi possint levare talliam predictam super homines qui sunt de sua communia, non tamen recusantes seu nolentes solvere possunt auctoritate sua nantare, parte adversa contrarium asserente: Quia sufficienter probatus est usus dicte communie super premissis, et nichil probatum est de intencione abbatisse, per inquestam inde factam per magistrum Reginaldum de Evra, pronunciatum fuit quod major et communia remaneant in saisina levandi predictam talliam indistincte ab omnibus, tam de illis qui sunt de communia, quam

Philippe III, 1270. de aliis qui de communia non sunt, et de illis eciam qui sunt in servicio abbatisse et auctoritate sua propria.

(Male scriptum est supra de conventu, quia de conventu nulla est mencio in Rubrica.)

XI. Cum Albinus de Vernolio, mercator, quasdam merces suas de partibus suis, per pontem Medonte, per aquam Secane, apud Pontissaram adduceret, prepositus et mercatores aque Parisiensis eas arrestari fecerunt commissas sibi ac domino Regi, eo quod dictus Albinus non erat mercator aque Parisiensis, nec mercatorem hansatum aque Parisiensis habebat socium in mercatura predicta, cum nullus possit ducere, vel reducere mercaturam inter pontem Medonte et pontes Parisienses, nisi sit mercator aque Parisiensis, vel socium, ut predictum est, habeat mercatorem hansatum aque predicte, et hoc offerebant se probaturos, tam per cartam quam per usum, pluries in hoc casu habitum contra plures personas. E contra dicebat dictus Albinus, quod ipsi non habebant jus faciendi hoc, nec super hoc fuerant in saisina, set mercatores deversus Rothomagum et de Vernolio usi sunt adducere mercaturas suas per pontem Medonte, apud Pontisaram, sine societate mercatorum Parisiensium, quod se probaturum offerebat: Demum, visa inquesta inde facta, de mandato curie, visa eciam carta burgensium Parisiensium, que parum aut nichil in hoc casu facit pro eis, quia probaciones dicti Albini invente sunt validiores probacionibus dictorum mercatorum Parisiensium, pronunciatum fuit, pro dicto Albino, contra mercatores Parisienses predictos, et eis preceptum quod dictas merces suas sic arrestatas integraliter redderent Albino predicto (150).

XII. Cum contencio esset inter abbatem et conventum Sancti-Martini Pontisarensis, ex una parte, et Adenetum de Insula, armigerum, ex altera, super garenna quam dictus Adenetus dicebat se habere in terris, ortis et vineis dictorum abbatis et conventus, apud Capellam, infra loca ostensa, et super justicia quam in locis eisdem

et in domo eciam ipsorum de Capella se dicebat habere; que quidem sibi expresse negabantur ab abbate et conventu predictis, qui dicebant quod infra dicta loca usi fuerant diu ipsi et alii, pacifice, scientibus et videntibus dicti Adeneti gentibus, chaciare. Dicebant eciam quod usi fuerant ipsi, in domo et locis predictis, omnimoda justicia temporali, excepta alta justicia quam ad dominum Regem pertinere dicebant : Tandem, quia per inquestam, de mandato curie, inde factam, inventum est quod monachi Sancti-Martini et plures alii indistincte chaciaverunt, infra dicta loca ostensa, cum cornu, clamore et canibus, usque ad motam contencionem, et, ex parte dicti Adaneti, non est probatum quod habeat ibi garennam, probatum est eciam quod ipsi abbas et conventus usi sunt ibidem bassa justicia, pronunciatum fuit dictum Adanetum non habere garennam in locis predictis. Item pronunciatum fuit quod bassa justicia remanebit ipsis abbati et conventui, in hospitibus suis et terris predictis, apud Capellam. De alia vero justicia dictorum locorum nichil fuit pronunciatum. Item ordinatum fuit quod dictus Adanetus emendabit dicto abbati, eo quod cepit quemdam servientem ipsius abbatis, in quadam vinea dicti loci, et eum tenuit in prisione per aliquos dies, quem servientem ceperat occasione garenne quam in eisdem locis se habere dicebat, occasione cujus capcionis mota fuit contencio inter partes. De abscisione quidem auricule monachi Sancti-Martini, quam sibi absciderat unus de servientibus dicti Adeneti, quia dictus Adenetus non trahebat hujusmodi factum ad se, injunctum fuit ballivo quod, vocato malefactore, et veritate diligenter inquisita, prout justum esset, factum hujusmodi faceret emendari. PHILIPPE III, 1270.

XIII. Cum esset contencio inter Johannem le Govie, ex una parte, et Richardum le Goderel, juniorem, ex altera, super societate vende foreste que dicitur Landa-Putrida, contracta inter ipsum Johannem et Richardum, ut dicebat idem Johannes, predicto Richardo hoc negante : Demum, visis deposicionibus testium super hoc produc-

PHILIPPE III, 1270. torum, quia probata inventa est societas, pronunciatum fuit, contra dictum Richardum, pro dicto Johanne.

XIV. Cum, pro tallia facta pro domino Rege, apud Meledunum, burgenses dicte ville, deputati ad levandam hujusmodi talliam, talliarent hospites terre Sancti-Petri Meledunensis, in terra videlicet quam abbas et conventus Sancti-Petri Meledunensis habent in burgesia ville predicte, quod fieri alias generaliter consuevit, sicut dicebant; abbate et conventu predictis hoc negantibus, dicentibusque quod in ipsa terra sua, nec debebat nec consueverat tallia pro domino Rege levari : Tandem, visa inquesta super hoc facta, et audita confessione dicti abbatis, que multum facit pro Rege, quia inventus est usus domini Regis, pronunciatum fuit quod dicti hospites talliantur per Regem.

XV. Cum servientes forestarii cujusdam foreste de Normannia, que vocatur foresta de Scouves, perciperent a quolibet constumariorum, qui habent usagium in dicta foresta, sex denarios annuatim, tres videlicet in hyeme et tres in estate, quidam inquisitores qui, ad emandanda domini Regis et servientum suorum forifacta, ad partes illas iverant, dictos servientes dicto redditu spoliaverunt, eo quod sine causa racionabili ipsum levaverant, ut dicebant. Conquerentibus itaque super hoc dictis servientibus, qui dictos sex denarios, a quadraginta annis citra et amplius, levaverant, nec, pro custodia dicte foreste, alia habebant vadia, ut dicebant, mandatum fuit per curiam super hoc inquiri, per magistrum Guillelmum de Villa-Nova, domini Regis clericum : Visa igitur inquesta super hoc per eum facta, quia inventum est quod dicti servientes erant in saisina percipiendi dictos sex denarios annuatim, a triginta annis et amplius, pronunciatum fuit quod dicti servientes remanerent in saisina percipiendi sex denarios antedictos.

XVI. Mota questione inter Radulphum Mauricii, civem Aurelia-

nensem, ex una parte, et quemdam alium, ex altera, coram capitulo ecclesie Sancti-Aniani Aurelianensis, de quadam censiva movente ab eadem ecclesia, latum fuit judicium contra Radulphum predictum a dicto capitulo, a quo, tanquam de pravo, ad ballivum Aurelianensem appellavit idem Radulphus; cognitoque de dicta appellacione ballivus predictus, in plena assisia, appellacionem hujus reprobans, dictum judicium adprobavit, et ad curiam capituli eumdem Radulphum remisit et appellacionem hujusmodi irracionabiliter factam. Idem Radulphus prefato capitulo emendavit. Cumque, pro emenda hujusmodi, vellet dictum capitulum ab ipso levare quamdam summam pecunie, pro emenda, proposuit dictus Radulphus quod ipsa emenda quinque solidos excedere non debebat, cum consuetudo sit Aureliano, ubi site sunt censive de quibus actum fuit coram capitulo, quod domini censivarum non possunt exigere, pro emenda, in casu isto, vel quocunque alio, ultra quinque solidos, nisi in casibus exceptis, contentis in quodam privilegio regis Philipi, sicut dictus Radulphus dicebat. Que quidem consuetudo, ex parte dicti capituli, negata fuit expresse : Tandem, inquesta super hoc, de mandato curie, facta, diligenter visa, et inspecto predicto privilegio, quia dicta consuetudo non fuit probata, remisit curia dictum Radulphum ad ipsum capitulum Sancti-Aniani, ut, per ipsum capitulum taxetur ultra quinque solidos, si voluerint et expedire viderint, racionabiliter tamen, emenda predicta. PHILIPPE III, 1270.

XVII. Cum in quodam casu, qui inter aquam de Avreta et muros civitatis Bituricensis evenerat, vellent justiciam exercere abbas et conventus Sancti-Sulpicii Bituricensis, ballivus se opposuit, et contencionem hujusmodi posuit in manu domini Regis, dicens dominum Regem esse in saisina justiciandi casus qui evenerunt inter loca predicta. Conquerentes ex hoc abbas et conventus predicti, pecierunt se ressaisiri, dicentes quod locus idem est in burgo suo Sancti-Sulpicii, in quo habent justiciam, nec eis negatur, eo quod in loco de quo est contencio bene et pacifice sunt usi justicia; quem usum

PHILIPPE III, 1270. negabat eis ballivus : Demtum, quia per inquestam inde factam, de mandato curie, per cancellarium Carnotensem, domini Regis clericum, et per Bituricensem ballivum, probata fuit intencio dictorum abbatis et conventus, et nichil fuit probatum pro Rege, mandatum fuit ballivo quod contencionem justicie quam in manu sua posuerat, redderet abbati et conventui supradictis.

XVIII. Quidam latro qui furatus fuerat, supra magnum pontem, quandam manticam sive malam cujusdam scutiferi domini Philippi, domini Regis primogeniti, qui modo regnat, captus fuit per prepositum Parisiensem, pro furto predicto, in quodam molendino, quod vocatur molendinum Beate-Marie, sito subtus magnum pontem, desuptus domum dictorum les Cornillaz. Decanus et capitulum Parisienses pecierunt dictum latronem sibi reddi, dicentes se esse in saisina justicie ipsius molendini in quo captus fuit latro predictus. E contra dicebatur, pro Rege, quod super hoc non debebant audiri, cum nullam haberent ibi justiciam, nec ibi de justicia usi fuissent : Demum facta super hoc, de mandato domini Regis, quadam inquesta, sive apprisia, in parte per magistrum Petrum de Mellento et in parte per magistros Thomam de Parisiis et Henricum de Campo-Repulso, domini Regis clericos, et diligenter visa, nichil est inventum probatum pro parte decani et capituli predictorum, et hoc fuit per curiam eis dictum.

XIX. Abbas et conventus ecclesie Sancti-Martini Laudunensis, diu est, fecerant quemdam molendinum ad ventum super quadam pilaria, super muros abbacie sue, qui abbaciam ipsam dividunt a campis sitis retro ipsam abbaciam, qui dicuntur campi Sancti-Martini. Modo, cum de novo quemdam arcum incepissent edificare super dicta pilaria qui supra dictos campos ultra dicta pilaria aliquantulum protendebatur, major et [jurati] Laudunenses se opposuerunt, dicentes quod hoc facere non poterant, cum per hoc occuparent dictos campos, in quibus populus Laudunensis ville habet usa-

giuni, a tempore a quo non extat memoria, pascuorum et ad omnes necessitates suas, adicientes eciam quod, bene sunt quadraginta duo anni, vel circa, quod dicta abbacia incepit edificare molendinum quoddam, occupando particulam aliquam de terra predicta, super quo major et civitas Laudunenses querimoniam deposuit contra dictam ecclesiam Sancti-Martini, et post super hoc conpromiserunt in tunc Laudunensem episcopum, Ansellum, qui dictum suum super hoc pronunciavit in hunc modum, videlicet quod dicta ecclesia inceptum opus, seu molendinum perficeret, et quod deinceps, nullo tempore, posset in dicta terra edificare, vel dictam terram amplius impedire. Ex adverso, abbas et conventus petebant opus hujusmodi, ad instanciam civium Laudunensium arrestatum, per Regem sibi deliberari, ita quod illud possent perficere, cum campi seu terra predicta sui sint, et ad proprietatem ecclesie sue pertineant, et sint in saisina justicie, in terra eadem, cumque in saisina sint capiendi ibi, tanquam in proprio fundo suo, wasones edificandi, et alia pro suo libito faciendi; quod quidem negabatur a parte adversa, et bene confitebantur dicti abbas et conventus, arbitrium latum fuisse a dicto episcopo Ansello, set non eo modo quo a parte altera dicebatur, et bene negabant usum pacificum propositum a parte adversa. Partibus itaque offerentibus se intencionem suam probare, testes, de mandato curie, recepti fuerunt hinc inde : Quorum attestacionibus partibus publicatis, petentibusque sibi jus reddi, secundum hinc inde proposita et probata, demum attendens curia, quod quamquam partes nise fuerint multa probare, hoc tamen ad illum finem tendebat quod ecclesia Sancti-Martini posset facere dictum arcum, et quod villa Laudunensis posset opus hujusmodi impedire, quia, de hoc solo in curia mota fuerat contencio inter partes, viso diligenter dicto prefati episcopi, et auditis que partes proponere voluerunt, judicatum fuit quod arcus, seu opus quod dicti abbas et conventus facere inceperant, facere poterant, oppositione majoris et juratorum Laudunensium nonobstante, et de nullo alio judicatum fuit seu pronunciatum. Nec fuit secundum attestaciones testium parcium

PHILIPPE III, 1270.

Philippe III, 1271. pronunciatum, set secundum tenorem dicti arbitrii episcopi, et a partibus proposita; quia visum fuit curie quod testes parcium in hac causa frustra recepti fuerunt.

Nec ego attestaciones hujus posui inter alias inquestas hujus parlamenti.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXI.

I. Facta assisia pro solucione gisti domini Regis, apud Corbeniacum, homines dicti loci, qui assisiam hujusmodi fecerant (151), partem hujus gisti assederunt super Robertum de Belna, militem, racione terrarum quas habet idem Robertus in territorio de Corbéniaco, et secundum quantitatem terrarum quas ibidem habet, cum, racione terrarum et non personarum, debeatur gistum hujusmodi, secundum quod dicebatur pro hominibus antedictis. Conquerente itaque, super hoc, dicto Roberto, petenteque super hoc se in pace dimitti, cum de gisto Regis, licet pluries in dicta villa levatum fuerit, nichil unquam solvisset, cum eciam, racione personarum et non terrarum debeatur, sicut dicebat; hominibus, ut premissum est, contrarium asserentibus, mandatum fuit inquiri utrum dictum gistum debeatur racione personarum an terrarum, et utrum terra quam dictus miles tenet in dicto territorio ad gistum hujus teneatur: Facta igitur super hoc inquesta, per Symonem Vairet, quondam prepositum Laudunensem, et per priorem Corbeniaci, et ea diligenter visa, cùm dictus Robertus habeat terras in dicto territorio, et curia pro certo habeat quod talia gista, racione terrarum et non personarum, debentur, pronunciatum fuit quod dictus miles solvat porcionem gisti ejusdem, racione terrarum quas habet in territorio memorato.

II. Inquesta facta, de mandato curie, per Gastonem de Moran- villaribus, militem, et Gaufridum de Joiaco, ballivum Medontensem, super eo videlicet quod major et burgenses Pissiaci dicebant se usos fuisse habere et recipere constumam et transversum, apud Pissiacum, de hospitibus prioris Sancti-Germani-in-Laya, manentibus apud Sanctum-Germanum, de denariatis et mercaturis quas emunt in mercato Pissiaci, et de mercaturis et denariatis quas deferunt et ducunt apud Sanctum-Germanum, per transversum Pissiaci. E contrario, hospites dicti prioris dicebant se usos fuisse transire libere et quiete, per transversum Pissiaci, de denariatis et mercaturis quas deferebant et ducebant apud Sanctum-Germanum, similiter et de denariatis et mercaturis, quas emebant in mercato Pissiaci, quas deferebant et ducebant apud Sanctum-Germanum, in terra dicti prioris : Quia sufficienter probatus est usus majoris et burgensium de Pissiaco, nec pro hominibus dicti prioris probata est quittancia seu libertas quam proponebant, pronunciatum fuit quod dicti major et burgenses Pissiaci remaneant in saisina sua. PHILIPPE III, 1271.

III. Opponebant se gentes domini Regis quominus homines Lorriaci manentes infra muros perciperent usagium suum, sicut et homines manentes extra muros dicte ville illud percipiunt, ad nemus mortuum in nemoribus que vocantur Usagia-Lorriaci, extra forestam. Conquerentibus itaque super hoc dictis hominibus, dicentibusque quod dictum usagium habent homines dicte ville, per cartam regiam, quodque de eodem mortuo bosco usi fuerint; mandatum fuit super hoc inquiri, per Hugonem de Sancto-Justo, ballivum Aurelianensem, et Guillelmum de Belvaco, domini Regis clericum : Facta igitur super hoc per eosdem inquesta, et ea diligenter visa, inspecta eciam carta regia, cujus punctus talis est, « Homines « de Lorriaco nemus mortuum extra forestam ad usum suum ca- « pient; » quia probatus est usus hominum Lorriaci, nulla facta distinccione de manentibus infra muros vel extra, et usagium ipsum

PHILIPPE III, 1271. generaliter hominibus Lorriaci conceditur, per cartam predictam, deliberatum fuit, per curiam, hominibus Lorriaci, usagium suum ad nemus mortuum in nemoribus Regis, que vocantur Usagia-Lorriaci, extra forestam.

IV. Mortuo Alfonso comite Augi, et ejus liberis existentibus infra annos, Maria, comitissa Drocensis, propter defectum hominis, sicut dicebat, assignavit ad terram, quam ipsi liberi habent apud Lisiacum, et suam, tanquam in suo feodo, posuit ibi saisinam. Gentibus vero liberorum denunciantibus hoc curie, dicentibusque quod dicta comitissa, nec feodum, nec retrofeodum ibidem habebat, gentes domini Regis saisinam dicte comitisse inde amoverunt. Verum, dicta comitissa super hoc conquerente, petenteque impedimentum, per curiam Regis, super hoc sibi factum, penitus amoveri, cum de feodo suo esset dicta terra, sicut dicebat, quod se offerebat probaturam, si dicti liberi essent in tali etate, quod de hoc possent respondere, gentibus liberorum se opponentibus, et petentibus quod ipsi liberi tenerentur usque ad etatem completam in sua saisina, cum nec feodum, nec aliud haberet in ipsa terra comitissa predicta, sicut dicebant; actendens curia quod magnum posset imminere periculum heredibus et liberis, si domini et magnates possent ad eorum terras ita assignare, dicendo, « Hoc est de feodo meo; » quodque, ex adverso, grave et dampnosum posset esse dominis, si, cum liberis infra annos existentibus, feoda sua saisirent propter defectum hominis, eorum taliter amoveretur saisina, dicendo, « Non est de feodo suo, » licet nec advoare, nec desavoare valeant ipsi liberi seu heredes, quamdiu essent minores; voluit ex officio suo addicere, de jure parcium, veritatem, ut tucius posset procedere in hoc facto, contencione in manu Regis interim capta; et, ad hoc sciendum, misit magistrum Galterum de Chambliaco, archidiaconum Meldensem, videlicet quis fuit in possessione feodi terre de Lisiaco, an comes Drocensis, vel alius, et quis expletavit de justicia dicti feodi : Facta autem hujus apprisia, per eumdem archidiaconum, et diligenter visa,

quia, neque pro ipsa comitissa, neque pro dictis liberis, de jure ipsorum aliquid sufficiens inventum est, et ipsi liberi in tali etate sunt quod nec advoare nec desavoare possunt, ordinatum fuit et prononciatum quod dominus Rex predictam terram in manu sua capiet, et proventus et exitus ipsius terre in manu sua levari faciet, usque ad legitimam etatem primogeniti dictorum liberorum, tunc reddendos ipsi comitisse, si liberi predicti terram ipsi ab eadem advocaverint, vel ipsa alias docere potuerit de jure suo, vel dictis liberis restituendos, si sibi fuerint restituendi de jure. PHILIPPE III, 1271.

V. Inquesta facta, de mandato curie, per magistrum Guillelmum de Belvaco, clericum domini Regis, et Hugonem de Sancto-Justo, ballivum Aurelianensem, super eo quod abbas Sancti-Benedicti super Ligerim proponebat, et intendebat probare quod dumus Guiardi-Faby, dumus Georgii, dumus Majoris, et dumus Chaucherii sunt in grieria dicti abbatis, racione domus curie de Marregniaco, et quod dictus abbas, a tempore a quo non est memoria, quocienscumque dicti dumi, vel aliquis eorum fuerunt venditi, habuit grueriam de dictis dumis, et quod venditores ipsorum, quocienscunque venditi fuerunt, pecierunt licenciam, a dicto abbate, vel ejus mandato, vendendi dictos dumos. Quam grieriam Galerannus, serviens nemorum domini Regis de Chaumontesio, impedit et perturbat, ea racione quod dicti dumi non distant a nemoribus domini Regis ultra unam leucam : Quia per inquestam istam non invenitur probatum quod dictus abbas habeat grieriam in quatuor dumis predictis, ipso qui est actor non probante, pronunciatum fuit quod dictam griariam non habebit in dumis eisdem.

VI. Cum episcopus Abrincensis venderet boscum suum de Sellant, et per ballivum arrestata sibi fuisset venda bosci predicti, eo quod boscum ipsum vendere non poterat sine tercio et dangerio, ut ballivus dicebat; factaque super hoc inquesta per dictum ballivum pronunciatum fuisset per curiam quod dictus episcopus sine

PHILIPPE III, 1271. tercio et dangerio vendere non poterat boscum ipsum; conquerente de hoc dicto episcopo, dicenteque quod in inquesta eadem nullos testes produxerat, quodque episcopi Abrincenses, predecessores sui, boscum ipsum sine tercio et dangerio libere consueverant vendere, et de hoc erat publica fama pro eis, quod eciam dominus Radulphus Tessons et alii quidam, qui de ipso episcopo tenent boscos suos dicto bosco vicinos, libere consueverunt vendere sine tercio et dangerio, mandatum fuit de premissis inquiri : Facta igitur super hoc inquesta, et postmodum quadam apprisia, licet dictus episcopus non plene probaret quod sine tercio et dangerio vendere posset boscum predictum, quia tamen inventum est quod dictus Radulphus et alii, tenentes boscos suos de ipso episcopo, libere vendunt sine tercio et dangerio boscos suos, necnon et quod publica fama erat, pro dicto episcopo, quod taliter libere vendere poterat boscum suum, pronunciatum fuit quod dictus episcopus boscum ipsum de Sellant libere vendere poterat sine tercio et dangerio.

VII. Testes producti, ex parte decani et capituli Noviomensis, contra dominum Julianum de Perona, per quos intendunt probare justiciam viarum publicarum de Montaucort, existencium ante domos et terras quas tenet dominus Julianus a domino Rege, esse ipsorum decani et capituli, et quod de dicta justicia usi sunt, ipso domino Juliano hoc negante, et a contra dicente quod, cum ipse habeat ibidem in domibus de ipso moventibus, totam justiciam altam et bassam, ubi habet domos ex utraque parte vie, justicia ad eum pertinet in via, de jure communi; ubi vero, ex una parte solum habet domos, a parte domorum de ipso movencium habet totam justiciam, de jure communi, presertim cum locus ille non sit civitas aut castellum, nec via illa sit talis in qua levetur pedagium; que sibi a parte dicti capituli negabantur : Visis igitur attestacionibus dictorum testium, subposito eciam a curia quod dominus Julianus habebat pro se jus commune, pronunciatum fuit quod dicti decanus et capitulum nichil sufficiens probaverunt, quantum ad dictam justiciam

per quam tollatur jus commune, cui super hoc innititur dominus Julianus. PHILIPPE III, 1271.

VIII. Inquesta facta per Johannem de Caprosia, ballivum Constantinensem, super eo quod dominus Guillelmus Crispini intendebat probare se esse in possessione et usu habendi grossum piscem, quocunque nomine vocetur, qui valeat quinquaginta libras, vel plus aut minus, quando contingit quod idem piscis arrestatur ad litus maris, apud Popevillam et Wiarvillam, racione quondam Johanne, uxoris sue, cum liberos susceperit ex ea, nec ipse sit alteri matrimonialiter copulatus, et antecessores dicte Johanne fuerint in eadem possessione habendi dictum piscem; ballivo e contra dicente, pro Rege, quod consuetudo generalis est in Normannia quod, quando talis piscis invenitur in latere maris, quod nec baro, nec miles, nec alius qui a Rege teneat, talem piscem habet, si valeat ultra quinquaginta libras, nisi per cartam eum habeat, et hoc apparet quia, quando balena hujus capta fuit, gentes ipsius Guillelmi, bene scientes consuetudinem hujusmodi, pro quinquaginta libris vendiderunt eamdem, et de centum solidis fuisset incherata, set ipsi incheramentum recipere noluerunt; et ad hoc pro Rege quedam alia proponente : Demum, visa inquesta hujusmodi, et cartis a dicto Guillelmo exhibitis, quia nichil fuit probatum pro dicto Guillelmo, per quod habere deberet dictam balennam, que plus quam quinquaginta libras dicebatur valere, et, cum applicuisset in terra alterius, cum funibus et aliis, in terram dicti Guillelmi fuit tracta, pronunciatum fuit quod dictus Guillelmus ipsam balennam non debebat habere, nec erat super hoc audiendus.

IX. Imponebat Petrus de Salicibus, miles, senescallus Petragoricensis, domino Jocelino de Castro-Novo quod ipse, Gaucelinum de Mauriaco, domicellum, bannitum ex parte domini Regis, cum complicibus suis, post dictum bannum, in terra sua receptaverat, et in villis suis, scilicet apud Castrum-Novum, apud Aquam-Spersam et in burgis Sancte-Marie de Castro-Novo et de Sancto-Bonito, ipso

PHILIPPE III, 1271.

sciente et consensciente, seu gentibus, prepositis, vel servientibus suis, recipiebatur idem bannitus. Quod negabat expresse dictus dominus Jocelinus, proponens quod dictum Gaucelinum, ipse de terra sua banniverat, et eum capere volens, si posset, ipsum fuerat insecutus cum armis : Tandem, facta super hiis inquesta, per magistros Thomam de Parisiis, et Guillelmum de Belvaco, domini Regis clericos, quia per ipsam inquestam inventum est quod, licet dictus dominus Jocelinus dictum Gaucelinum de terra sua propria bannivisset, postmodum tamen pluries receptatus fuit idem bannitus in terra et villis dicti Jocelini, scientibus et videntibus prepositis, et gentibus ipsius Jocelini; quodque, cum gentes domini Regis semel vellent dictum dominum Jocelinum gagiare, dictus bannitus, de quadam villa ipsius domini Jocelini, cum armatis exiit contra gentes domini Regis, pro gagiis ipsius domini Jocelini resccendis[1]; condempnatus fuit dictus dominus Jocelinus propter hoc in quingentis libris Turonensibus, domino Regi, nomine emende, solvendis, quam emendam domino Regi gagiavit. Precepit tamen dominus Rex quod de emenda hujusmodi nichil levaretur a dicto domino Jocelino, nisi de suo speciali mandato (152).

X. Cum questio verteretur inter episcopum et capitulum Suessionenses, ex una parte, ac majorem et juratos Suessionenses, ex altera, super eo quod ipsi major et jurati dicebant se esse in possessione capiendi pravum panem, et pravo pane justiciandi bolengarios, in quarterio episcopi et in quarterio dicti capituli. Dicebant eciam quod episcopus et capitulum impediebant eos, et eorum possessionem turbabant, in dictis quarteriis justiciando, pro pravo pane, petentes episcopum et capitulum ad desistendum compelli; episcopo et capitulo e contra asserentibus se esse in possessione justiciandi, quilibet in suo quarterio, pro pravo pane, et non majorem et juratos predictos : Tandem, testibus, ex parte episcopi et capituli, majoris eciam et juratorum, productis per inquestam, et diligenter inspectis,

[1] Lisez, *rescuendis*.

quia per testes dictorum majoris et juratorum inventum est et probatum quod ipsi sunt in possessione justiciandi, pro pravo pane, in dictis quarteriis, pronunciatum fuit quod ipsi in possessione sua remaneant, et quod episcopus et capitulum eos in possessione hujusmodi non turbarent, presertim cum nichil sufficiens inventum fuerit pro eis probatum. PHILIPPE III, 1271.

XI. Proponebant gentes comitis Pictavensis, contra priorem Celsiniarum, quod gentes ipsius prioris, nomine ipsius, et eo ratum habente, ceperunt, seu capi fecerunt, sine presenti delicto, Bonitum de Ruppe, hominem justiciabilem dicti comitis, et se pro dicto comite advocantem, tempore capcionis; quod confitebatur idem prior, addens tamen quod captus fuerat in presenti delicto, defendendo et receptando malefactores incendiarios dicti prioris, et in crimine participando cum eis. Dicebant eciam contra eum quod, postquam dictus prior et gentes ipsius requisiti fuerunt, per gentes dicti comitis, de dicto Bonito sibi reddendo, ipse prior fecit pedem dicto Bonito amputari, seu gentes sue hoc fecerunt, eo ratum habente. Confitebatur prior quod gentes sue dicto Bonito, per judicium, pedem amputaverunt, negabat tamen eum a gentibus comitis requisitum fuisse. Preterea proponebant, contra ipsum priorem, quod gentes ipsius, nomine ejus, et eo ratum habente, ceperunt seu capi fecerunt Petrum Poysi, hominem justiciabilem dicti comitis, tempore capcionis, non tamen in presenti delicto, et se advocantem pro comite, tempore capcionis, et post, quodque per gentes comitis requisitus quod eum redderet eis, eum reddere noluit, cum se offerrent jus facturos cuilibet de dicto homine conquerenti; set, post dictam requisicionem, tenuerunt eum in carcere, et ita male et atrociter tractaverunt quod mortuus fuit in carcere, ponentes ipsum ad questionem, et in arctissimo carcere. Ad que respondit dictus prior quod dictus Petrus per gentes suas captus fuit, set dixit quod erat incendiarius et murtrarius, et alias malefactor. Respondit eciam quod dictus Petrus per Symonem Alberici fuit requisitus pro dicto co-

PHILIPPE III. 1271.

mite, set quod potestatem haberet requirendi dictum hominem non credebat. Ceterum proponebat dictus prior, contra gentes dicti comitis, quod servientes conestabuli Alvernie, pro ipso comite, videlicet Johanetus, et quidam alius, qui vocatur Chantiaus, tenentes prioratum suum Sancti-Marcialis, quasi mortifere in pluribus locis vulneraverunt Hugonem, monachum, custodem dicti prioratus, commonentem dictos servientes ne facerent injurias vel violencias hominibus Sancti-Marcialis, et quod dicti servientes de nocte venerunt, cum armis, ad domum in qua dictus monachus se receperat vulneratus, ut dictum est, et hostia dicte domus fregerunt, et iterum dictum monachum male tractaverunt, et vectes hostiorum dicte domus et carnes, panes et alia bona, que erant in dicta domo, asportaverunt, et vinum quod erat in dicta domo effuderunt; que a gentibus comitis negabantur : Facta igitur super premissis inquesta, et ea diligenter visa, quia, tam per confessionem dicti prioris quam per testes pro comite predicto productos, inventum est et probatum quod dictus prior, seu ejus mandatum, cepit seu capi fecit in districtu et juridicione dicti comitis, justiciando, ubi non poterat nec debebat, dictum Bonitum, et in prisione sua eum tenuit, et pedem fecit ei amputari, postquam dictus Bonitus fuit per gentes comitis requisitus; quod eciam predictum Petrum Poisy capi fecit, nec eum reddere voluit, per gentes comitis pluries requisitus, et tamdiu fuit in prisione detentus et male tractatus, quod mortuus fuit in prisione ipsius; pronunciatum fuit quod justicia et omnia bona dicti prioratus in manu domini Regis saisiantur usque ad voluntatem Regis, et de eis nichil tradatur priori; set, per mandatum domini Regis, de consciencia unius vel duorum bonorum de monachis dicti prioratus, conventui Celsiniarum necessaria ministrentur; de verberacione vero monachi tenentis prioratum Sancti-Marcialis, de fraccione hostiorum domus ipsius, de asportacione carnium, panis, et aliorum de quibus prior conquerebatur, nichil inventum est sufficienter probatum.

XII. Petebat Michael de Malo-Torto, a comite Domni-Martini

centum marchas argenti, in quibus dicebat se dampnificatum esse, racione firme de Marolio, sibi tradite a dicto comite, quam debebat tenere per sex annos, et dictus comes eam sibi abstulerat per quatuor annos; ita quod de sex annatis non tenuerat eam, nisi per duos annos. Comes autem, ad defensionem suam, aliqua in contrarium proponebat: Receptis itaque postmodum probacionibus parcium, et eis, post publicacionem inde factam, diligenter inspectis, visa eciam littera dicti comitis, super tradicione dicte firme, confecta; quia inventum est sufficienter probatum dictum Michaelem habuisse dampna usque ad ducentas libras Parisienses, et satis plus, eo quod non habuerat dictam firmam per dictos quatuor annos, condempnatus est, per judicium curie, dictus comes in ducentis libris Parisiensibus, dicto Michaeli reddendis, et, licet plus probaverit, ultra non habebit, quia solum pecierat centum marchas. PHILIPPE III, 1271.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXI.

I. Questio erat inter dominum Regem et dominam Erminam de Verderona, super eo quod Johannes Navez captus fuerat, pro multro, per gentes domini Regis, apud Brueriam, in terra ipsius domine que fuit Bernardi de Plesseio, militis, a quo causam habet possidendi ipsa domina. Et dicebat dicta domina quod illi qui dictam terram tenuerant ante ipsam, usi fuerant alta justicia in ipso loco, quare petebat locum ipsum resaisiri, cum gentes domini Regis ipsum Johannem duxissent apud Silvanectum, et, pro dicto multro, eum suspendissent ibidem: Tandem, inquesta super hoc facta inter dominum Regem et dominam antedictam, quia inven-

PHILIPPE III, 1271.

tum fuit quod illi qui dictam terram, ante ipsam dominam, tenuerant, usi fuerant ibidem alta justicia, et nichil fuit inventum pro domino Rege, pronunciatum fuit et determinatum quod dicta terra ipsius domine resaisiretur, tradendo ibidem, ipsi domine, saccum plenum feno, vel aliud sufficiens, in signum resaisine predicte (153).

II. Quia per apprisiam, de mandato curie, inde factam, inventum fuit quod prior de Cella est in saisina alte justicie, apud Capellam-Igerii, et, pro domino Rege, cujus ballivus dicebat eam ad ipsum dominum Regem pertinere, nichil inventum fuit quod in ipsa villa, que est dicti prioris, usus fuisset de alta justicia : Dictum fuit et pronunciatum quod dictus prior remaneat in saisina alte justicie, in villa predicta, nec obstat priori quod Petrus Villanus pro multro fuerat, apud Meledunum, suspensus per ballivum.

III. Audito, per abbatem Mauziacensem, et per priorissam de Marçac, que subest ipsi abbati, quod Radulphus de Royre, miles, et conplices sui graves injurias et violencias intulerunt ipsi priorisse et monialibus suis, eas verberando et earum familiam, ac turpiter tractando, quosdam eciam monachos Mauziacenses verberando, et equos eorum occidendo, mandatum fuit super hoc inquiri : Inquesta vero hujusmodi facta, per H. de Gaudonvillari, militem, ballivum Bituricensem, et curie relata, quia inventum fuit quod dictus li Morgues, Johannes Furnerii, Oliverus et Raoffetus, filius dicti Radulphi, graviter deliquerunt vulnerando et verberando priorissam et quasdam moniales suas et earum portarium, et interficiendo duos equos dicti abbatis, et quod eundo ad factum hujusmodi exiverunt de domo dicti militis, et ad ipsam domum suam redierunt post factum, determinatum et pronunciatum fuit quod dictus Radulphus de Royre solvat propter hoc ducentas libras Turonenses de emenda, de quibus dominus Rex habebit centum libras, et dicta priorissa et moniales habebunt centum libras. Item quod dictus abbas habebit restitucionem dampnorum duorum equorum suorum, ut

dictum est, interfectorum. Item quod quilibet predictorum, qui deliquerunt, excepto dicto milite, qui ad hoc presens non fuit, faciet tres processiones in abbacia ipsarum monialium, tribus diebus dominicis, in pura tunica, sine corrigia, capucio et cuffia, et sine calciamentis. PHILIPPE III, 1271.

IV. Inquesta facta, de mandato domini Regis, per magistrum Johannem de Morenceiis, clericum, et Manasserum de Ve, militem, inter homines de Montatiere et de Tiverniaco, ex una parte, et priorem Sancti-Leonardi de Montatiere, nomine prioratus sui, ex altera, super eo videlicet quod communitas dictarum villarum, seu atornati ab eadem (154), dicebant quod ipsi homines et predecessores ipsorum fuerunt in possessione pacifica, a temporibus a quibus non est memoria, usque ad tempus discordie, quam discordiam dominus Rex cepit in manu sua, ad requisicionem prioris Sancti-Leonardi, piscandi in aqua prioris, sive prioratus Sancti-Leonardi, prout descendit subtus molendina Sancti-Lupi et Sancti-Leonardi de Montatiere, ex quacunque parte, usque ad pontem ville de Montatiere, cum nassa de vinellis, virga et panerio, scientibus et videntibus dicto priore et predecessoribus suis; dicto priore e contra dicente quod ipse et predecessores sui et servientes eorum ceperunt, et capi fecerunt homines piscantes in dicta aqua, de qua facta est ostensio, et retinuerunt nanta et instrumenta cum quibus piscabantur, et fecerunt recredenciam multociens. Item quod aliqui eorumdem propter hoc gagiaverunt emendam, et tradiderunt fidejussores: Tandem, quia per inquestam hanc sufficienter inventa est probata longa possessio hominum predictorum, nec sufficienter probata est intencio dicti prioris, pronunciatum fuit quod dicti homines de Montatiere et de Tyverniaco remaneant in possessione piscandi, cum panerio, cum virga et nassa de vinellis, in aqua predicta.

V. Denunciatum fuit domino Regi quod in villa Aureliaci clauserat quidam homo unam plateam quam dicebat se tenere in em-

PHILIPPE III, 1271.

phiteosim ab abbate dicti loci, et illud idem dicebat dictus abbas, quod siquidem platea clausa erat quadam sepe. Item denunciatum fuit quod consules et commune dicte ville diruerunt illam sepem, auctoritate propria. Item quod abbas fecit sepem refici, et precepit consulibus et communi quod sepem ipsam non diruerent, et sub pena centum marcharum argenti. Item quod Gilo, qui custodiebat, ex parte Regis, ipsam abbaciam et bona ipsius, inhibuit ipsis consulibus ne diruerent dictam sepem, de novo refectam per dictum abbatem, et sub pena centum marcharum. Item quod, spreta inhibicione, tam abbatis quam dicti servientis domini Regis, consules diruerunt dictam sepem, et conbusserunt. Item quod verba injuriosa et opprobria dicta fuerunt dicto servienti a consulibus et aliquibus de communi. Mandavit dominus Rex, super hiis inquiri veritatem: Qua inquesta relata, et diligenter visa, quia inventum est eos premissa fecisse, prout denunciatum fuit, pronunciatum fuit quod dicti consules et homines propter hoc solvant sexcentas libras Turonenses pro emenda, de quibus dominus Rex habebit quadringentas libras, et dictus abbas ducentas, et sepem predictam reficient consules et homines antedicti.

VI. Dicebat episcopus Noviomensis quod ipse et predecessores sui, Noviomenses episcopi, erant in possessione justiciandi cheminum inter Tilliam, prope Oignoles et Flascam juxta Creciacum, usque ad terram Eligii, majoris de Erchiu. Dicebat e contrario dominus Nigelle quod ipse et predecessores sui sunt in possessione justiciandi dictum cheminum. Mandatum fuit de usu parcium super hoc inquiri, per archidiaconum Meldensem et per ballivum: Facta igitur inquesta hujusmodi, et curie relata, quia inventum fuit quod dominus Nigelle melius probavit saisinam suam, et per plura et meliora expleta, determinatum fuit et pronunciatum quod ipse dominus remaneat in saisina justicie dicti chemini.

VII. Cum peterent Agnes de Nigella Andreas Ruffus et eorum

consortes sibi reddi et deliberari a Guillelmo Savore quamdam domum sitam apud crucem dou Tyrooer, et quasdam res alias sitas in comitatu Nivernensi, apud Augy, quas Amelina de Altisiodoro aportavit secum in maritagium cum defuncto Lamberto Savore, patre Guillelmi Savore predicti; que res penes dictum Lambertum, post obitum dicte Ameline, et deinde, post obitum dicti Lamberti, penes dictum Guillelmum remanserunt; cujus Ameline dicta Agnes et pars sua asserunt se heredes. Ex parte dicti Guillelmi fuit propositum quod, cum, post mortem dicte Ameline, inter heredes ejus, a quibus isti petitores causam haberent, si quam habent, contendentes omnia bona ejus se debere habere, et executores [esse] testamenti dicte Ameline, contencio orta esset inter dictos heredes, ex una parte, et executores, ex altera, extitit conpromissum in fratrem Egidium, thesaurarium Templi, qui pronunciavit quod quintum hereditatis dicte Ameline et omnes ejus conquestus in rebus immobilibus remanerent executoribus, pro execucione ultime voluntatis dicte defuncte facienda; super hiis imponens silencium heredibus antedictis; dictique executores dictas res, nunc petitas per dictam Agnetem et partem suam a dicto Guillelmo, vendiderunt, tanquam de quinto et conquestibus predictis, predicto Lamberto, et tradiderunt, et, post dictas vendicionem et tradicionem, tam ipse Lambertus quam Guillelmus predictus, filius et heres ejus, possederunt ea, per triginta annos et plus, pacifice et quiete: Tandem, visis attestacionibus testium hinc inde productorum ad intencionem suam fundandam super hinc inde negatis, auditis eciam racionibus predictorum Agnetis et partis sue contra arbitrium et prescripcionem predictas, partibusque petentibus, secundum proposita, jus sibi reddi, absolutus fuit, per judicium, dictus Guillelmus ab impeticione dictorum Agnetis et partis sue, imposito ipsis Agneti et ejus consortibus silencio super predictis rebus petitis. PHILIPPE III, 1271.

VIII. Dicebat dominus Reginaldus de Insula, dominus de Firmitate Naberti contra Benedictum Auble, Ligerium de Braio, Renau-

PHILIPPE III, 1271.

dum de Braio, et Guillelmum de Braio, quod est in saisina quod dictus Benedictus et tres alii, et alii homines advocati Regis, tenentes a dicto domino terras vel domos ad censum, vel certum forum, cubantes et levantes in dominio et castellania dicti domini Firmitatis, citati per dictum dominum, vel per ejus servientes, tenentur ire, cum armis que villanus portare debet, ad castellum et castellaniam dicti domini, pro ipso adjuvando ad custodiendum de forcia; quod dicti Benedictus, Ligerius, Renaudus et Guillelmus negaverunt, dicentes quod ipse[1] et alii advocati domini Regis ad talia non tenentur: Tandem, receptis testibus dicti domini ad usum suum probandum, et attestacionibus diligenter visis, auditis eciam que partes proponere voluerunt, quia inventum est probatum quod ipsi advocati citati venerunt, necnon et quod ipsi quatuor duella in curia dicti domini facienda custodierunt, et quod ipse dominus est in hujusmodi saisina, pronunciatum fuit, contra dictos Benedictum, Ligerium, Renaudum et Guillelmum, quod dictus dominus remaneat in saisina sua (155).

IX. Questione mota inter dominum Regem, ex una parte, et dominum Johannem Maleti, ex altera, super eo quod idem Johannes petebat a domino Rege sibi reddi homagium Terrici de Mara, de feodo de Crociaco, quod dominus Rex tenet, quod quidem feodum dominus Rex dedit antecessori dicti Terrici, de forisfacturis Anglie, dicens idem Johannes quod debebat teneri illud feodum, et teneri consueverat a comite Alencionensi, cujus heres erat dictus Johannes, et fuerant, predecessores dicti Johannis, comites Alencionenses, in possessione habendi homagium ipsius feodi, dicto Terrico, ad hoc vocato, negante expresse illud feodum a dicto Johanne debere teneri; gentibus eciam domini Regis hoc idem dicentibus. Tandem super hiis fuit mandatum inquiri per magistrum Thomam de Parisiis, domini Regis clericum, et per ballivum: Facta itaque inquesta hujusmodi et diligenter visa, quia nichil est inventum probatum

[1] Lisez ipsi.

pro dicto Johanne, per quod sibi reddi debeat dictum feodum, impositum fuit super hoc silencium dicto Johanni. PHILIPPE III, 1271.

X. Proponebat dominus Ferraudus de Bruecuria quod, quoddam nemus suum, quod vocatur de Rupiere, et est de feodo de Monte-Gemerici, quod situm est in comitatu Alencionensi, vendere poterat sine tercio et dangerio domini Regis, presertim cum nemora sita in comitatu Alencionensi, in quo comitatu situm est istud nemus, talem habeant libertatem, sicut dicebat; quod gentes domini Regis expresse negabant: Facta itaque super hoc inquesta, et diligenter visa, quia dictus Ferraudus non probavit quod proposuerat, pronunciatum fuit quod dictus Ferraudus vendere non poterat sine tercio et dangerio dictum nemus suum de Rupiere.

XI. Guillelmus de Grae, miles, dicebat, contra dominum Regem, quod Guillelmus, archidiaconus Andegavensis, avunculus avie ipsius militis, nomine Ydonie, tenebat pro hereditate sua quemdam molendinum, qui molendinus vocatur de Ollyaco; quod fuit sibi, ex parte domini Regis, negatum. Item dicebat dictus miles quod predictus archidiaconus dedit predictum molendinum in maritagium Margarete, nepti sue, avie dicti militis sorori, quando Thomas de Leonibus duxit dictam Margaritam in uxorem, et quod dictus Thomas et Margareta diu tenuerunt dictum molendinum, et longo tempore possederunt. Item quod, mortua dicta Margareta, devenit dictus molendinus ad quamdam filiam dictorum Thome et Margarete, ex successione materna. Item quod dicta filia ipsius Margarete mortua fuit sine herede, cujus se proximiorem esse dicebat, quare petebat dictum molendinum sibi reddi debere. Que omnia ex parte domini Regis sibi negata fuerunt. Mandatum itaque fuit super hoc inquiri: Qua inquesta facta, et diligenter visa, quia dictus Guillelmus non probavit quod proposuerat, pronunciatum fuit quod dictus Guillelmus non erat super hoc audiendus, set domino Regi remanere debebat molendinus predictus, qui erat in saisina ejusdem.

PHILIPPE III, 1271.

XII. Prepositi, jurati et cives Tornacenses, dicebant quod erant in saisina et usu, et fuerant, a tam longo tempore quod sufficere debeat ad jus acquirendum, duci et duci faciendi averia sua per chemina que voluerint, et per vecturarios quos voluerint, sine emenda solvenda pedagiario Bapalmarum, nisi transierint per villam Bapalmarum. E contrario comes Attrebatensis et pedagiarius suus de Bapalmis dicebant quod erant in saisina et usu, et fuerant, tam longo tempore quod sufficere debeat ad acquirendum jus, videlicet capiendi et levandi emendas a quadrigariis et quadrigis qui ducebant averia burgensium Tornacensium, eciamsi non transirent per pedagium de Bapalmis, illis scilicet qui non sunt de locis exceptis, videlicet de Tenois, de Bolenois, de Normannia, de Corbeia, de Pontivo, de Belvaco, de Tornaco, de Cameraco, et de Fauquemberge. Super premissis quelibet pars testes produxit, ad intencionem suam fundandam: Quorum attestacionibus visis et auditis diligenter que partes proponere voluerunt, quia sufficienter inventa est probata saisina dictorum civium Tornacensium, determinatum et pronunciatum fuit quod ipsi remaneant in saisina ducendi e duci faciendi averia sua per chemina que voluerint, et per vecturarios quos voluerint, sine emenda solvenda pedagiario de Bapalmis, nisi per villam transierint Bapalmarum.

XIII. Cum supplicarent domino Regi prior et conventus Sancti-Porciani quod pacem factam inter eos et dominam Borbonensem confirmare vellet, asserentes quod, secundum formam pacis ipsius, dicta domina hoc idem petere tenebatur, dominus Rex, intellecto quod, per pacem hujusmodi, graviter lesum erat jus suum, scire voluit super hoc veritatem; et ad hoc sciendum magistrum Guilelmum de Belvaco, clericum suum, misit: Tandem, apprisia super hoc facta per dictum magistrum, quia inventum fuit jus domini Regis lesum esse graviter in pace predicta, et jus domini Regis diminutum, pronunciatum fuit quod pax hujusmodi non teneret, set fuit quassata per curiam.

XIV. Cum quedam inquesta facta fuisset, de mandato domini Regis, diu est, prout tangitur, in parlamento..... supraposito, ad sciendum quomodo Ansoldus Gruarius, miles, in foresta Cuisie uti debebat, et forestarii dicte foreste dicerent quod idem Ansoldus non bene utebatur in multis; postquam fuit terminata dicta inquesta, iterum fuit visa, et ea que per eam terminata fuerunt; set per ea que tunc terminata fuerunt, certitudo haberi non potuit de biis que dicebantur contra Ansoldum predictum : Tandem, ipso Ansoldo, in hoc expressum assensum prebente, illud obscurum fuit, prout inferius sequitur, terminatum. Idem Ansoldus poterit ire per forestam, et eam custodire, forisfacta capere. Item poterit secum ducere servientem suum, si voluerit, portantem cum ipso arcum et sagitas. Item poterit habere servientem suum custodientem forestam, forisfacta capientem, et euntem per eam sine ipso Ansoldo; et tunc non portabit serviens nec arcum, nec sagitas; et, quando serviens ibit solus, custodiens forestam, idem Ansoldus non custodiet in persona sua forestam, set solus serviens; quia si serviens suus et ipse insimul custodirent dictam forestam, et semel et forisfacta caperent, tunc essent duo, quod esse non debet, cum unicus hoc facere debeat. De forisfactis captis in foresta per ipsum Ansoldum vel ejus servientem sic erit, quod, si contingat eos aliquem capere, quem poni oporteat in prisione, ducetur ad prisionem Regis, et in ea ponetur. De emendis judicandis que pertinent ad ipsum Ansoldum sic erit, quod judicabuntur per gentes Regis, sicut judicantur, et ubi judicantur alia forisfacta foreste, et cum aliis, quoad suas emendas, judicabit idem Ansoldus, si voluerit. Hec autem ita terminata sunt, salvis juribus aliis, que habet idem Ansoldus in dicta foresta, de quibus nondum extitit inquisitum. PHILIPPE III. 1271.

XV. Robertus Godeschal habebat terras versus Puisatum, quas tenebat ad campipartem a domino Rege, que ceciderunt in commissum propter uxoricidium quod perpetravit idem Robertus. Dominus Puisati terras ipsas petebat, tanquam sibi commissas, eo quod erant

PHILIPPE III, 1271. site infra metas castellanie sue Puisati, et quia erat in saisina justicie dictarum terrarum, sicut dicebat; quod negabant gentes domini Regis, dicentes terras ipsas esse sitas in castellania de Yenvilla, et, quia dominus Rex est in saisina justicie, in locis eisdem, sicut dicebant, propter quod petebant terras ipsas domino Regi remanere, tanquam commissas : Tandem, loco contencioso ostenso, et inquisito in qua dictarum castellaniarum site sunt terre predicte, et quis, utrum videlicet Rex, vel dominus Puisati, est in saisina justicie dictorum locorum, et inquesta hujusmodi visa, quia idem dominus non probavit quod proposuerat, et pro domino Rege invenitur probatum quod in pluribus casibus exercuerat ibi justiciam, in metis videlicet amotis, de impedimentis cheminorum que sunt in dictis terris per Regem amotis, presertim cum idem dominus confessatus fuerit quod aliqua de ipsis terris alias cecidit in commissum, et dominus Rex eam habuit tanquam commissam, determinatum fuit et pronunciatum quod dicte terre, tanquam sibi commisse, domino Regi remanere debebant; nec erat idem dominus Puisati super hoc audiendus.

XVI. Cum Johanna, conversa, se diceret liberam et immunem ab omni tallia, et constuma, et consuetudine, proponeret eciam se esse in possessione vel quasi hujusmodi libertatis, preposito Parisiensi contrarium asserente : Tandem, facta super hoc inquesta, de mandato curie, et visa, pronunciatum est quod remaneat in saisina libertatis predicte, et preceptum dicto preposito, per curiam, quod eamdem Johannam permittat hujusmodi possessione gaudere in pace, presertim cum de genere Elisabeth, quondam converse, cui concessa fuit, a rege Philippo, immunitas et heredibus suis, descendisse prima facie videatur.

XVII. Questio erat inter priorem et conventum de Karitate, ex una parte, et comitem Nivernensem, ex altera, super eo quod ipsi dicebant quod molendina due Chantou sunt de censu suo et quod

ipsi habent in eis quatuor solidos forciores Nivernenses annui census, racione census dictorum molendinorum, et quod dicta molendina sita sunt in justicia sua, et quod ipse habet[1] omnimodam justiciam in eisdem molendinis et ultra, usque ad filum aque Ligeris, et ita sunt in saisina levandi dictum censum, et expletandi justiciam in locis eisdem, comite Nivernensi e contra dicente quod dicta molendina sunt de suo censu, et quod ipse habet in eis et eorum pertinenciis sex denarios forciores annui census, racione situs dictorum molendinorum et pertinenciarum. Item quod dicta molendina sunt in sua justicia, et quod ipse habet omnimodam justiciam in dictis molendinis et ultra, ab una rippa Ligeris usque ad aliam : Tandem, inquesta facta, de mandato curie, super premissis, per Bituricensem et Nivernensem ballivos, quia melius et plenius probata est intencio comitis quam predictorum abbatis et conventus, determinatum et pronunciatum fuit quod idem comes habet, in dictis molendinis de Chantou, sex denarios forciores Nivernenses annui census, et quod est in saisina justicie in dictis molendinis et ultra, ab una rippa Ligeris usque ad aliam rippam. Prior vero et conventus habent quatuor solidos forciores Nivernenses, in dictis molendinis et pertinentibus ad dicta molendina. PHILIPPE III, 1271.

XVIII. Proponebant burgenses de Capella archiepiscopi Senonensis super Yonam quod, a quadraginta annis citra, triginta, vel viginti quinque, et sic descendendo usque ad decem annos preteritos, usi fuerunt, transeuntes per civitatem Senonensem, tam per aquam quam per terram, tam mercatores quam alii ementes in dicta civitate, et vendentes in eadem diversas merces, ducentes et redu centes publice easdem per dictam civitatem, [trajectu] libere absque reddicione tonleii, barragii et pedagii, licet quandoque requireretur ab eis qui predicta recipiebant, et de eis fuerint in possessione, vel quasi, a dictis temporibus citra, excepto quod de nave ducente vina, vel alias merces per aquam, solvebat quilibet, pro quadam nave

[1] Lisez *ipsi habent.*

PHILIPPE III, 1271.

honerata, duos denarios, et quod publicum est eos ita esse liberos; preposito Senonensi e contra dicente, pro Rege, quod pedagiari domini Regis de Senonibus usi sunt et fuerunt recipere pedagium, tonleium et omnes constumas a dictis burgensibus Ville-Nove dicti archiepiscopi super Yonam : Demum, inquesta super premissis facta, quia nichil sufficienter inventum est probatum pro dictis burgensibus de Capella, seu dicta Villa-Nova, quod idem est, et invenitur probatus usus domini Regis, pronunciatum fuit quod dicti burgenses archiepiscopi non haberent saisinam franchisie quam petebant, set solverent sicut alii, presertim cum dominus Rex habeat jus commune pro se.

XIX. Petebat Petrus Scriptor, burgensis Compendii, pasnagium quingentorum porcorum, quos quidam mercatores, nomine abbatis et conventus Regalis-Montis, miserant in foresta Cuisie, tempore quo ipse tenebat pessonam dicte foreste a Rege. Dicebatur, pro abbate et conventu, quod ipsi habebant cartam per quam poterant mittere in dicta foresta quingentos porcos extraneos, quittos et liberos de pasnagio solvendo Regi, aut gentibus suis, et quod de hoc pacifice usi erant. Quod usagium pacificum dictus Petrus negabat, dicens quod de hoc contenciose usi fuerant, adiciens quod, in casu consimili, judicatum fuerat contra abbatem et conventum predictos : Tandem, visis attestacionibus testium hinc inde productorum, pronunciatum fuit quod dicti abbas et conventus non probaverant usum pacificum quem proposuerant, et ideo teneat judicium super hoc, alias factum contra abbatem et conventum predictos.

XX. Quia per inquestam inde factam, de mandato domini Regis, inventum est probatum quod Bernardus de Scolions, bajulus comitis Ruthinensis, Petrus la Troc, Guillelmus la Capella, B. Turla, Hugo de Sancto-Dyonisio, Emericus Esquinart, Durandus de Sancto-Affricano, Petrus de Sancta-Afra, Johannes de Manso, Bertrandus de la Bertrandie, Johannes Lafrage et dictus Benart, interfecerunt Hugonem de Bello-Monte et Belmon, fratres, et Gerardum de Fe-

lines, eorum socium, in quadam ecclesia et ciniterio, et presbiterum dicte ecclesie, per pectus, cum quadam lancea, percusserunt, ministrando eucharistiam Hugoni de Bello-Monte, et percusserunt dictum Hugonem, de quadam lancea, per maxillas, ita quod eucharistia cecidit ad terram sanguine aspersam, et post tantum facinus ad castrum de Torsac redierunt, et dictum castrum contra servientem senescalli domini Regis tenuerunt cum armis : Determinatum est et pronunciatum quod dictum castrum de Torsac cum fortericia funditus diruatur, remanentibus tantummodo in statu in quo sunt domibus illorum qui domos seu partem habent in dicto castro, qui non sunt in culpa hujus delicti, usque ad voluntatem domini Regis, sine fortericia tamen. PHILIPPE III, 1271.

XXI. Cum episcopus Attrebatensis per judicium curie obtinuisset saisinam justicie, in vicis de Malleis et de Aubigniaco, contra abbatem et conventum Sancti-Wedasti, dicti abbas et conventus fecerunt episcopum adjornari super proprietate justicie dictorum vicorum : Facta postmodum ostensione locorum, lite contestata inter dictas partes, testibus hinc inde receptis, visis probacionibus, inquestis factis super quibusdam consuetudinibus, visis instrumentis quibusdam, ex parte episcopi, et racionibus hinc inde traditis, quia invenitur melius et plenius probatum pro episcopo quam pro abbate et conventu, judicatum et pronunciatum est quod dictus episcopus remaneat in saisina sua justicie dictorum vicorum, et super hiis imponitur perpetuum silencium abbati et conventui supradictis.

XXII. Probatum est, per inquestam factam de mandato curie, quod in castro de Ruppe-Dariani erant quedam edifficia, quando comes Britannie dictum castrum occupavit, videlicet quedam aula cooperta de stipula, et quoddam appendicium, et quedam coquina, et quedam marescalcia, et quoddam aliud appendicium in quo dominus morabatur, et quedam capella cooperta de stipula, que modo destructa sunt, et ad aream redacta, excepta aula supradicta, que

PHILIPPE III, 1272. modo in meliori statu est quam tunc esset; et ordinatum est quod, per dictum comitem, reficiantur edifficia que dirupta sunt.

XXIII. Cum Bertrandus Vigerii proponeret, contra priorem Celsiniarum, quod ipse prior vel ejus mandatum Beraudam, uxorem Petri Vigerii, existentem in prisione dicti prioris, turpiter tractaverunt adeo quod compulsa fuit facere abortum; quod prior expresse negabat: Tandem, inquesta super hoc facta, de mandato curie Regis, quia nichil invenitur super hiis contra priorem probatum, idem prior fuit per judicium super hoc absolutus.

Judicium factum Parisius, in Compotis apud Templum, et post recordatum, in parlamento octabarum Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo (156).

I. Mortua uxore Johannis Apparati de Kathalano, dum custodes regalium vellent levare manummortuam, seu remanenciam dicte mortue, pro eo quod non habebat liberos qui essent in membornia parentum, cives Kathalanenses se opposuerunt, dicentes quod in hoc casu usus erat in villa Kathalani quod, quocienscunque aliquis vel aliqua decedit et relinquit liberos, sive sint in membornia parentum, sive extra, immunes consueverunt esse a prestacione manusmortue, dictis custodibus e contrario asserentibus quod episcopus Kathalanensis usus est percipere manum mortuam, sive remanenciam parentis decedentis, si liberi sint extra mamburniam parentum. Super quo usu, de mandato curie, facta fuit inquesta: Qua facta et relata, quia inventum fuit per eam quod episcopi Kathalanenses erant in saisina seu usu percipiendi manummortuam, seu remanenciam parentis decedentis, et habentis liberos extra mamborniam suam, judicatum fuit seu pronunciatum, per magistros curie qui erant, in termino Ascensionis, in Compotis apud Templum, dictos custodes regalium, secundum dictam saisinam episcoporum Kathalanensium, posse levare dictam manummortuam, seu remanenciam

ipsius uxoris Johannis Apparati, cum haberet liberos extra mamborniam suam. Cum itaque dicti custodes hujusmodi manummortuam levarent, conquerentibus super hoc civibus Kathalanensibus, dicentibusque super hoc injuriam sibi fieri, prefatis custodibus e contra proponentibus quod hoc bene et racionabiliter facere poterant, cum in hoc facto pro se judicium habuissent, quod dicti cives negabant; tandem, partibus super hoc sibi fieri petentibus recordum curie : Recordata fuit curia in hoc parlamento octabarum Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo, quod alias, per inquestam, terminatum et pronunciatum fuerat eo modo quo proponebant custodes predicti, et preceptum fuit eis quod dictam manummortuam levarent et expletarent pro Rege (157). PHILIPPE III, 1272.

II. Cum custodes regalium Remensium vellent levare, de scabinis et civibus Remensibus, partem expensarum factarum in coronacione domini Regis, nomine archiepiscopatus, sicut de aliis bonis villis ipsius archiepiscopatus, dicti scabini et cives se opposuerunt et impetraverunt litteras domini Regis ad Viromandensem ballivum, dicentes quod ipsi erant in bona libertate et in saisina pacifica non solvendi hujusmodi expensas, seu partem earum, et quod alias, in casu consimili, impetiti per quemdam ballivum Viromandensem, quem nominabant, Remis propter hoc specialiter missum, sicut dicebant, fuerant absoluti; propter quod mandabat Rex, per dictas litteras, Viromandensi ballivo quod super predictis probaciones eorum audiret et raciones eorum, ac eciam dictorum custodum, et super hiis jus sine dilacione eis faceret. Qui quidem ballivus, secundum dictum mandatum, super predictis eorum libertatibus et absolucione, ab altera parte negatis coram ipso ballivo, per litis contestacionem coram se solempniter factam, recepit probaciones eorum : Quibus receptis, die eis assignata Parisius, apud Templum, ad audiendum jus super predictis, et racionibus eorum diligenter intellectis, cum non probassent ea que ad defensionem suam proposuerant, de consilio magistrorum curie, qui tunc erant in pre-

PHILIPPE III, 1272. dictis Compotis apud Templum, dixit dictus ballivus et pronunciavit per jus quod prefati scabini et cives nichil probaverant, per quod, a prestacione dictarum expensarum, seu partis earum, videntur, seu debent esse seu remanere immunes. Cum itaque, racione hujus judicii, dicti custodes eos compellerent ad solvendum partem hujusmodi expensarum, ipsis super hoc conquerentibus, negantibusque judicium tale fuisse : Demum vocatis Parisius, propter hoc, dictis custodibus et ballivo, auditis eciam que partes proponere voluerunt, et recordato a dicto ballivo judicio suo, eo modo quo predictum est, circa festum beati Bartholomei, cum dominus Rex de exercitu Fuxi redisset, pronunciatum fuit quod dictum judicium teneretur, et preceptum ipsis custodibus quod ad solvendum partem dictarum expensarum compellerent scabinos et cives predictos.

Istud ultimum judicium factum fuit Parisius, in Compotis Ascensionis, apud Templum, et post recordatum Parisius, circa festum beati Bartholomei apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo.

INQUESTE

EXPEDITE ET TERMINATE PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXII.

(Dominus Rex non tenuit parlamentum in Penthecoste et Candelosa proximo preteritis, propter exercitum Fuxensem.)

I. Mortuo domino de Rolleboise, cum uxor ejus, corpore ipsius domini tradito sepulture, ad castrum de Rolleboise rediisset, et in possessione, tam ipsius castri quam ejus pertinenciarum esset, sicut dicebat, de dicto eciam castro ac ejus pertinenciis, tam ipsa in viduitate sua quam maritus suus quem postmodum duxit, fuissent

in homagio domini de Ruppe-Guidonis, a quo movent predicta, domicella Yda de Mellento, que ipsius domini se heredem dicebat, dictam dominam dissaisivit de dicto castro et ejus pertinenciis. Conquerente itaque super hoc dicta domina de Rolleboise et ejus marito post ducto, petentibusque possessionem suam sibi restitui, quam se offerebant probaturos si ab altera parte negaretur; dicta domicella e contra dicente quod non debebant audiri, cum ipsa, tanquam heres, primo, post mortem dicti domini, intrasset saisinam castri de Rolleboise et ejus pertinenciarum, quod se offerebat similiter probaturam: Demum, inquesta facta super hoc, de mandato curie, et relata, quia visa inquesta ipsa, tam per testes dicte domine de Rolleboise quam per testes dicte domicelle, inventum est quod dicta domina, post mortem dicti viri sui, primo intravit et habuit possessionem castri de Rolleboise et pertinenciarum ejus, fere per annum, [ante] quam dicta domicella, pronunciatum fuit quod dicte domine restituatur saisina sua, de qua fuerat per dictam domicellam violenter ejecta, salvo jure proprietatis dicte Yde. PHILIPPE III, 1272.

II. Sede Lemovicensi vacante per mortem Aymerici, quondam Lemovicensis episcopi, senescallus Petragoricensis, racione regalium Lemovicensium, cepit in manu sua, pro domino Rege, villas de Lassac et de Voutezac, pertinentes ad episcopatum Lemovicensem. Vicecomes Comborniensis conquestus fuit super hoc, dicens quod regalia dictarum villarum non pertinebant ad dominum Regem, set ad ipsum, cum predecessores sui, a longo tempore citra, sint et fuerint in possessione tenendi dictas villas, et percipiendi fructus et redditus eorumdem locorum, nomine suo, dicta sede vacante: Tandem, facta super hoc inquesta, de mandato domini Regis, quia inventa est super hoc saisina dicti vicecomitis ac predecessorum suorum, a quadraginta annis et amplius, pronunciatum fuit quod sibi restituatur saisina predictorum.

III. Cum peteret dominus de Monte-Corneti admitti ad homa-

PHILIPPE III, 1272.

gium domini Regis, suo et uxoris sue nomine, de terra de Cygne et ejus pertinenciis, ea racione quod domina M., quondam mater dicte uxoris dicti domini, erat in saisina dicte terre, tempore quo decessit, et Johannes de Susanna se opponeret, dicens quod dicta M. se dissaisiverat de dicta terra, in manu magistrorum curie domini Regis, ut de ea dominum Robertum, filium suum, patrem dicti Johannis, saisirent, et quod ipsi magistri tunc ipsum Robertum de dicta terra saisiverint, tempore quo dominus rex Ludovicus erat in transmarinis partibus, prima vice recipientes ab eo super hoc, pro domino Rege, juramentum fidelitatis; dicens eciam quod, post obitum dicti Roberti, domina de Susanna, ejus relicta, eademque mater dicti Johannis, fuit in fide et homagio dicti domini Regis, tanquam de ballo, nomine dicti Johannis, tunc minoris etatis; eodemque Johanne facto majore, idem Johannes de hoc fuit in homagio domini Regis; dicto domino de Monte-Corneti, ex adverso, dicente usum castellanie de Chauniaco, in qua predicta consistunt, talem esse quod tenencia sine prindencia, hoc est sine percepcione fructuum alicujus rei hereditarie, non nocet heredi; item quod usum predictum fuit in dicta castellania in casu consimili judicatum; item quod dicta M., mater uxoris dicti domini, erat in saisina percipiendi fructus et proventus dicte terre, tempore quo decessit, propter quod non nocebant sibi premissa: Visis diligenter probacionibus hinc inde productis, et auditis que partes proponere voluerunt, jure dicti Johannis invento pociori, ipsum dominum de Monte-Corneti non duxit curia ad dictum homagium admittendum, pronunciando saisinam dicte terre dicto Johanni debere dimitti.

IV. Visa inquesta, de mandato domini Regis, facta super contencione que inter dominum Johannem de Moritania, ex una parte, juratos, prepositos et cives Tornacenses, ex alia, vertebatur, racione rescosse domini Jacobi de Montchablon, militis, facte ab eis, dum prope Tornacum a quibusdam captus, duceretur prope villam Tor-

nacensem, et auditis que partes proponere voluerunt, pronunciatum fuit quod idem dominus Johannes emendaret domino Regi surprisias, violencias et injurias quas ville predicte intulit, occasione dicte rescusse; item quod redderet Johannem de Corcellis, civem Tornacensem, quem tenebat; item quod restitueret dampna que dicti cives passi sunt pro predictis, et que probari poterunt, hoc salvo quod dominus Rex ordinacioni sue retinuit restitucionem dampnorum que quidam civis Tornacensis sustinuit in conbustione granchie sue et bonorum suorum existenciun in eadem que, occasione hujus contencionis, dicitur conbusta fuisse. Et insuper injunxit dominus Rex dicto domino Johanni ne, per se vel per suos, forisfaciat ville Tornacensi, in personis aut rebus. PHILIPPE III, 1272.

V. Conquerentibus hominibus de Castro-Novo de ballivo Masticonensi quod usagium suum, quod habent in foresta domini Regis, que dicitur Anoisia, impediebat eisdem, petentibusque sibi restitui usagium suum; ballivo e contra dicente quod, licet usagium aliquod haberent in dicta foresta, minus tamen quam dicerent, illud amiserant propter suum abusum, cum dictam forestam fere totam, propter suam maliciam, destruxissent: Tandem, visa quadam inquesta quam dictus ballivus, super dicto usagio, fieri fecerat, et audito per eum quale usagium cognoscebat hominibus antedictis, pronunciatum fuit quod ipsi homines habeant in dicta foresta usagium suum ad boscum mortuum, pro suo ardere; si vero boscus mortuus inveniri nequeat sufficienter, ibidem, ad suum ardere, capiant de bosco vivo, ad suum ardere; preterea quod habeant boscum vivum ad edificandum, ita tamen quod ipsi homines vendere non poterunt, personis extraneis non habentibus usagium in dicta foresta, usagium suum predictum, set habentibus ibi usagium bene poterunt vendere.

VI. Facto quodam judicio, coram ballivo Turonensi, contra abbatem et conventum Fontis-Gombaudi, ex una parte, et dominam

PHILIPPE III, 1272. Virsionis, ex altera, super causa que vertebatur inter eos, quoad capram d'espave, ad capcionem hominum, ad albanagium; et super eo quod ipsa bis assisiam tenuerat in villa eorum que dicitur Lous, dicti abbas et conventus de prefato judicio appellaverunt ad dominum Regem, tanquam de pravo et falso. Adjornatis itaque propter hoc partibus coram Rege, propositum fuit, pro dicta domina, quod ipsi abbas et conventus non debebant, super hujus appellacione, audiri, cum in ipsa appellacione nullam fecissent penitus mencionem de falso seu pravo, set simpliciter, non adjectis hiis verbis *falso et pravo*, seu eorum altero, appellassent; ad quod respondebat procurator dictorum abbatis et conventus non ita fuisse, set quod in sua appellacione expresserat falsum et pravum, vel saltem alterum eorumdem, et hoc offerebat se probaturum: Tandem, hoc altera parte negante, receptisque super hoc testibus eorumdem, quia, per testes inde productos, probata fuit intencio eorumdem, pronunciatum fuit quod ipsi abbas et conventus de dicto judicio appellaverant tanquam de pravo, et sic quassata fuit excepcio domine antedicte (158).

VII. Conquerentibus abbatibus et conventibus de Regniaco et de Prulliaco de Johanne de Laya et Roberto Qui-Biau-Marche, civibus Parisiensibus, quod ipsi vina dictorum abbatum et conventuum Parisius arrestaverant sine causa, dictis Johanne et Roberto dicentibus se arrestasse vina predicta pro tallia vini, cujus erant collectores, nomine domini Regis, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo; a qua tallia dicti abbas et conventus dicebant se esse immunes, et quod erant in saisina ista, videlicet quod quando vina sua adducebantur Parisius, tempore quo tallia vini colligebatur, vina sua, que in vineis suis creverant, quitta erant de dicta tallia, dum tamen procurator eorum vellet fidem dare quod creverant in vineis eorumdem; offerebantque se fidem daturos quod in suis crevissent vineis vina ipsa, probaturos se eciam saisinam predictam: Demum, facta apprisia super dicta saisina eorum per Reginaldum Barbou, prepositum Parisiensem, et quod, inde invenerat, pro eo

relato, visis eciam cartis eorumdem, quas exhibebant ad intencionem suam fundandam, quia dictus prepositus invenit ipsos abbates et conventus esse et fuisse in saisina hujusmodi non solvendi dictam talliam, prout curie retulit, injunctum fuit ei quod eosdem abbates et conventus dimitteret in sua saisina, salvo domino Regi jure proprietatis, si contra eos super hoc voluerit experiri. PHILIPPE III, 1272.

VIII. Cum abbas et conventus de Pinu, Cisterciensis ordinis, peterent sibi restitui saisinam faciendi carbonem in foresta Monsterolii-le-Bonin, de qua saisina, per Matheum de Sancto-Venancio, senescallum Pictavensem, sine cause cognicione, spoliati fuerant, ut dicebant, et super usu eorum facta fuisset inquesta, de mandato curie: Demum, quia, visa eadem inquesta, inventum fuit quod ipsi erant, et a multo tempore fuerant, in saisina carbonandi, seu carbonem faciendi in dicta foresta, ad proprium usum suum, pronunciatum fuit quod reddatur eis saisina carbonandi, seu carbonem faciendi, ad proprium usum suum, in foresta predicta, excepto tamen parco Monsterolii et foresta de Montbuel.

IX. Dicebat dominus Robertus de Plumetot, miles, quod feodum quod ipse emit des Louvez, apud Plumetot, tenebatur a domino Rege. E contra dicebat Lexoviensis episcopus quod dictum feodum tenebatur ab ipso. Facta fuit super hoc, de curie mandato, inquesta: Quia vero per inquestam ipsam melius inventa est probata intencio dicti episcopi, videlicet quod dictum feodum teneatur ab ipso, pronunciatum est quod idem episcopus remanebit in saisina dicti feodi.

X. Dicebat dominus Nicholaus Malesmains quod ipse usus erat placito spate, in feodo de Berrevile quod tenet, quod quidem feodum movet de feodo de Bretuil, sicut dicebat; et ideo, tam racione dicti feodi de Breteuil quam racione usus sui, petebat sibi amoveri impedimentum quod ballivus Caleti, super dicto placito spate, sibi faciebat; ballivo Caleti e contra dicente, pro domino Rege,

PHILIPPE III, 1272. quod dictus Nicholaus non erat super hoc audiendus, cum dominus Rex esset in saisina placiti spate, et de eo et ad ipsum placitum pertinentibus usus fuisset in dicto feodo Berreville : Inquesta tandem seu apprisia inde facta, quia probatus est usus domini Regis quoad hoc, et nichil inventum est probatum pro dicto Nicholao, pronunciatum fuit quod dominus Rex remaneat in saisina justicie placiti spate in dicto feodo.

XI. Suggesto domino Regi quod Rollandus, verderius foreste Novi-Castri, male se habuerat in custodia dicte foreste, vendendo ac donando boscum predictum quem custodire debebat, fecit dominus Rex super hoc inquiri per Vincencium de Valle-Richerii, ballivum Caleti: Facta igitur dicta inquesta, et diligenter visa, nichil inventum est probatum contra dictum Rollandum, videlicet quod ipse de dicto bosco aliquid donaverit vel vendiderit.

XII. Dicebat comitissa Flandrensis, pro hominibus suis de Duaco, contra episcopum Attrebatensem, quod major et scabini ville de Vitriaco, que est dicti episcopi, non poterant arrestare, apud Vitriacum, homines de Duaco, seu catella eorum, ad clamorem alicujus, quia dicebat quod non erat locus habilis ad habendum arrestum, utpote cum non esset ibi castrum, nec essent ibi nundine; e contra dicebat episcopus quod ipsi major et scabini erant in sesina seu usu, a longo tempore, arrestandi homines de Duaco seu aliunde, apud Vitriacum, vel catallum ipsorum, ad clamorem alicujus de Vitriaco, seu cujuscunque alterius. Ad hec respondebatur, ex parte comitisse, quod, si hoc probaretur, non debet illis de Duaco nocere, quia dicebatur quod homines de Duaco erant in sesina hujusmodi quod, quociescunque arrestabantur apud Vitriacum, seu catalla eorum, et justicia de Duaco mandabat justicie Vitriaci quod deliberarent burgenses suos, seu catalla eorum, quia parati erant jus facere cuilibet conquerenti de ipsis, ad mandatum justicie de Duaco deliberabantur, quod fuit sibi negatum ex parte episcopi. Super hiis fuit facta

inquesta: Visa dicta inquesta, inventum est et bene probatum, ex parte episcopi, quod major et scabini dicte ville de Vitriaco sunt in sesina, et a longo tempore, arrestandi, apud Vitriacum, homines de Duaco seu aliunde, vel catalla eorum, ad clamorem alicujus de Vitriaco, seu cujuscunque alterius; et n contra, de hoc quod ex parte comitisse proponebatur, nichil est inventum probatum; et ideo judicatum est quod dicti major et scabini de Vitriaco remanent in sesina hujusmodi arrestandi, ut predictum est, in dicta villa de Vitriaco. PHILIPPE III, 1272.

XIII. Dicebant abbas et conventus Sancti-Dionisii, contra majorem et pares de Bello-Monte, quod, cum ipsi abbas et conventus, in territoriis de ipsis moventibus circa villam Belli-Montis, justiciam exercerent, pro defectu census non soluti, et pro vendis sibi debitis non solutis et casibus consimilibus, dicti major et pares servientes ipsorum abbatis et conventus, justiciam hujusmodi exercentes, ceperunt, et in prisione posuerunt, eis injurias inferendo; quare petebant quod compellêrentur desistere ab hiis, et quod dictas injurias emendarent. Ad hec respondebant major et pares quod, in talibus et consimilibus, usi sunt justiciam exercere, et quod consueverunt dicti abbas et conventus requirere ipsos vel mandatum ipsorum quod predicta facerent eis solvi. Super hiis a majore et paribus propositis, facta fuit quedam inquesta: Visa dicta inquesta, nichil invenitur sufficienter probatum per testes productos, ex parte majoris et parium, quare possint et debeant impedire quominus dicti abbas et conventus exerceant justiciam de predictis; et ideo judicatum est quod dicti major et pares de cetero ab hujusmodi impedimento desistant, et quod emendent dictas injurias abbati et conventui memoratis.

XIV. Dicebat capitulum Brivatense, contra homines dicte ville, quod ipsi erant in possessione et sesina, a longo tempore, faciendi proclamaciones seu banna in villa predicta, per preconem suum. Dicebant eciam quod dicti homines recusabant observare banna per

PHILIPPE III, 1272. ipsos facta, et ex parte ipsorum; quare petebant ipsos compelli ad observandum dicta banna, ex parte ipsorum facta in villa predicta. Ex parte dictorum hominum ville Brivatensis fuit negatum ipsos esse in sesina faciendi, in villa predicta, proclamaciones seu banna, quia, sicut dicebant, proclamacio bannorum, in dicta villa Brivatensi, spectabat ad prepositum Brivatensis ecclesie et non ad dictum capitulum. Super hoc facta fuit inquesta de mandato curie: Visa dicta inquesta, inventum est et probatum quod dictum capitulum est in possessione faciendi banna in villa predicta, et compellendi homines dicte ville ad observacionem dictorum bannorum; et ideo judicatum est quod ipsum capitulum remaneat in saisina predicta.

XV. Dicebat procurator comitis Pictavensis, pro ipso comite, contra heredes Roberti Guidonis, quod burgenses Riomi promiserunt dare dicto comiti quatuor millia librarum, pro suo itinere Terre-Sancte, et, tempore quo dicta pecunia fuit, post promissionem predictam, imposita seu injecta per commune dicte ville de Riomo, per singula capita dicte ville, dicti heredes erant burgenses Riomi, ibi tunc residentes, locum et focum tenentes. E contra dicti heredes negabant hoc, dicentes quod, dicto tempore, erant burgenses Mauziaci, et quod dictus comes pactum seu convencionem fecerat cum predicto Guidone, patre ipsorum heredum, quod dictus Guido et dicti heredes sui essent quiti de prima subvencione quam dictus comes peteret a burgensibus suis Riomi, racione vie sue transmarine; quod fuit sic denegatum a procuratore dicti comitis. Facta fuit super hoc inquesta, seu probaciones recepte: Qua inquesta visa, inventum est probatum quod dicti heredes, tempore petiti subsidii per dictum comitem a burgensibus Riomi, et tempore donacionis seu promissionis facte dicto comiti, et tempore pecunie imposite seu injecte per commune Riomi, per singula capita, erant burgenses Riomi, ut predictum est, et nichil inventum est sufficiens de quitacione predicta ab eis proposita; et ideo judicatum est quod ipsi heredes solvant summam dicte donacionis et promissionis sibi, ut

predictum est, impositam, pro rata tamen ipsos contingente, quia non vult curia quod, propter hoc, indebite graventur a dictis burgensibus. PHILIPPE III, 1272.

XVI. Cum dominus Giraudus de Casali-Bono peteret a domino Rege dampna que habuerat eo quod, cum posuisset se et terram ac castra sua in manu domini Regis, et esset in prisione domini Regis, pro jure faciendo coram domino Rege, et in ejus curia, super occisione Arnaldi Bernardi, fratris domini Geraudi, comitis Armegniaci, castra sua fuere incendio devastata, diruta, depredata, gentes castrorum ipsorum interfecte, arbores fructifere abscise, virgulta, terra et vinee extirpata, que dampna estimabat ad valorem decem millia marcharum argenti; et gentes domini Regis peterent a dicto comite Armegniaci hujusmodi dampna, quia dictus comes, sicut dicebant, dicta dampna intulerat, post inhibicionem sibi factam per gentes domini Regis, ne per terram suam permitteret violenciam inferri cum armis, in terra, dicto Giraudi de Casali-Bono, que a domino Rege tenetur; tandem, dictus comes posuit se in voluntate domini Regis, videlicet quod dominus Rex ordinaret super hoc pro voluntate sua, vel per judicium, prout melius sibi placeret (159). Quo facto, dominus Rex fecit inquestam fieri super premissis, de voluntate et assensu dicti comitis: Qua quidem inquesta facta et diligenter visa, quia inventum fuit per eam quod dictus comes et gentes sue qui cum eo venerant, dederant, fecerant dicta dampna, obsidendo castra dicti Giraudi de Casali-Bono, que erant munita per Regem, et in quibus erat vexillum regium, eadem incendio concremando, depredando, interficiendo homines et mulieres in castris existentes, extirpando vineas et ortos, et arbores fructiferas abscidendo, et quod omnia ista fecerant post inhibicionem sibi factam a gentibus Regis, ut predictum est, et postquam dictus Giraudus de Casali-Bono se et castra sua et terram suam posuerat in prisione et manu domini Regis, judicatum fuit quod dictus comes Armegniaci emendaret hoc domino Regi, et comdempnatus fuit domino Regi, per hujusmodi

PHILIPPE III, 1272. judicium, in quindecim millibus librarum Turonensium, tam pro emenda sua quam pro damnis predictis; dictumque fuit eidem quod, [pro] dicta pecunia, daret plegios domino Regi (160), vel quod in prisione sua remaneret, donec de dicta summa peccunie dominum Regem assecurasset.

XVII. Cum abbas et conventus Compendiensis peterent usagium in foresta Cusie, et dicerent quod, quando in locis dicte foreste in quibus habent usagium ad ardendum non poterant invenire grossum merrenium pro domibus ecclesie sue, et molendinis faciendis et reficiendis, ipsi usi fuerant grossum merrenium capere in defensis dicte foreste, pro predictis faciendis, quod a domini Regis gentibus negabatur: Tandem, facta super hoc inquesta et diligenter visa, quia sufficienter inventus est probatus usus eorum, pronunciatum fuit quod, quando in locis in quibus habent usagium, ut dictum est, ad ardendum, invenire non poterunt grossum merrenium pro premissis faciendis, grossum merrenium capiant ad hoc in defensis dicte foreste, per liberacionem tamen forestariorum dicte foreste. Item cum ipsi peterent usagium in tota dicta foresta, et in defensis eciam, pro pasturagio omnium animalium suorum, exceptis ovibus et capris, et eis similiter negaretur, quia, per eandem inquestam, inventus est usus eorum, pronunciatum est quod, et in foresta et in defensis, habeant pasturagium, pro omnibus animalibus suis, exceptis ovibus et capris; exceptis tamen novis talleciis dicte foreste, in quibus non intrabunt, donec talem etatem habeant tallecia quod per foreste consuetudinem valeant se tueri; excepto eciam quod, tempore fetuum, non intrabunt forestam. Et fuit visa carta eorum que optime facit pro eis.

XVIII. Cum Aimericus de Mala-Morte, armiger, dominus de Salviaco, accusaretur quod Guillelmum et Hugonem de Salviaco, fratres, Bertrandum Bonnail, P. de Salviaco, clericum, et P. de Planis, qui Arnaldum de Podio-Meman interfecisse dicebantur, recepta-

verat in domo Arnaldi de Salviaco, in qua hospitatus erat dictus Aimericus, et a P. de Calesio, bajulo domini Regis apud Salviacum, requisitus quod eosdem malefactores sibi redderet, hoc facere noluerat, set archidiaconus Lemovicensis, ipsius Aymerici patruus, respondisse dicebatur dicto bajulo, et ipso Aymerico presente, quod dictus Aymericus, tanquam dominus ville, bene faceret inde suum debere : Quia per inquestam inde factam de mandato domini Regis inventum est sufficienter probatum quod, quando dictus bajulus, post occisionem dicti Arnaldi de Podio-Meman, statim venit ad domum predictam, pro ipsis malefactoribus querendis, dictus Aymericus et prefatus patruus suus responderunt ipsi bajulo quod parati erant aperire sibi portam domus predicte, quodque intraret domum predictam si vellet, et caperet multrarios antedictos, et ipse Aymericus, per se et familiam suam, libenter eum juvaret ad eos capiendos, si invenirentur ibidem, absolutus est super hoc per curiam Aymericus predictus. Philippe III, 1272.

XIX. Facta quadam injuria, apud Carnotum, magistro Petro de Fonteneto, canonico Carnotensi, in domo sua, qui, una cum rebus suis, sicut et ceteri canonici Carnotenses, est in custodia domini Regis, precepit dominus Rex magistro Johanni de Trecis, archidiacono Bajocensi, clerico, et domino Reginaldo de Mormant, militi, suis, quod, apud Carnotum accedentes, super dicta injuria inquirerent veritatem, et inquestam inde factam sibi referrent : Qua inquesta facta et diligenter visa, quia inventum est quod Johannes Bretel, Johannes Potier, Johannes Bernardi, isti tres fregerunt guichetum porte dicti magistri Petri, et ultra dictus Johannes . . . . . evaginato gladio, intravit domum dicti magistri, et impingebat ensem in lecto, querendo magistrum Petrum et ejus nepotes, et abstulit quemdam ensem cuidam clerico dicti magistri, et fingebat se eum percussurum; item quod Gaufridus Potier dixit, « Nos interficiemus cuvertos vestros; » item quod Johannes Bretel clamabat, ante portam magistri Petri, « Ubi sunt cuverti? » item quod Gaufridus Belin vo-

PHILIPPE III, 1272. luit percutere, ense evaginato, quemdam clericum magistri Petri; item quod Guillelmus Chaillou, dictus Abbas, abstulit ensem Galtero, clerico magistri Petri; item quod dictus Coquou habebat cultellum evaginatum in domo, et dicebat quod venerat ad nocendum, et nisus fuit percutere clericum quemdam dicti magistri, ordinatum fuit et pronunciatum quod predicti omnes teneantur in prisione Nogenti, plus et minus, secundum quod plus aut minus deliquerunt; ita quod ille qui minus ibi erit, teneatur per octo dies minus, et qui plus, per tres septimanas ad plus teneatur. Item quod ipsi faciant tres processiones in ecclesia Carnotensi, capitibus discohopertis, nudis pedibus, in braccis et camisia, tenentes virgas in manibus, et ante hec faciant emendam manualem (161), primo Regi, postea dicto magistro Petro, et deinde capitulo Carnotensi, et qui ex eis poterunt solvere emendam pecuniariam, solvant. Missio in prisionem apud Nogentum fiet per comitem Alencionensem, cui super hoc scribetur; cetera omnia fient per ballivum Vernolii.

XX. Dicentibus burgensibus Lorriaci, qui habent domos proprias in censiva domini Regis, in castro de Lorriaco et pertinenciis, quod ipsi sunt in saisina hujus libertatis quod de rebus, sive de mercaturis omnibus quas ducunt vel deferunt, transeundo per castrum Piveriarum, seu per alas pedagii dicti castri, quitti sunt et liberi, et fuerunt a tempore retroacto, excepto a triennio citra, a quo tempore pedagiarius episcopi Aurelianensis de Piveriis noviter eos molestavit, eorum gagia capiendo, petentibusque dictam molestacionem et impedimentum sibi amoveri, et sua gagia sibi reddi, procuratore dicti episcopi dictam capcionem gagiorum confitente, set dictam libertatem negante; mandavit dominus Rex, super usu parcium, per magistrum Thomam de Parisiis et dominum Guillelmum de Centeignovilla, militem, veritatem inquiri : Qua inquesta facta et diligenter visa, quia dicti burgenses melius probant pacificam saisinam libertatis transeundi, sine solucione pedagii de rebus suis aut mercaturis, per castrum Piveriarum et per alas pedagii de Pive-

riis, quam episcopus Aurelianensis probet saisinam pacificam percipiendi hujus pedagium ab eis, pronunciatum fuit quod dicti burgenses remaneant in saisina dicte libertatis. Confessus vero fuit dictus procurator, coram dictis inquestoribus, quod ville subscripte, videlicet villa Piveris vetus, villa que vocatur Marolium, villa que vocatur Bondarreium, villa que vocatur Ramolii, sunt ale pedagii dicti castri de Peveriis, in quibus alis consuevit recipi pedagium a transeuntibus mercatoribus qui per pedagium dicti castri transeunt, extra castrum ipsum, per alas predictas. PHILIPPE III. 1278.

XXI. Dicebant abbatissa et conventus Beate-Marie Suessionensis, contra dominum Regem, quod in foresta Resti est quoddam nemus quod vocatur Fagus-Galteri, et illius nemoris dicte abbatissa et conventus sunt treffoncerie, et ad ipsas pertinet proprietas, et quod ita est de consuetudine et usu illius foreste quod dominus Rex, quando placet sibi, vendit et facit vendas in dicta foresta, cujuscunque sit fundus terre, et quod ille cujus est proprietas vel fundus habet tercium denarium illius vende, et, cum dominus Rex in illo nemore, modo de novo vendiderit, petebant tercium denarium sibi reddi a domino Rege, maxime cum ipse sint in possessione percipiendi et habendi tercium denarium in predicto nemore, quando fit ibi venda per dominum Regem. Negabatur, pro domino Rege, dictas abbatissam et conventum illius nemoris habere proprietatem vel fundum, vel ad ipsas spectare de jure; et ad sui defensionem dicebatur quod, si dicte moniales probarent quod, aliquo tempore, ibidem jus aliquod habuissent, quod non creditur, tanto tempore possederat dominus Rex nemus illud pacifice et expletaverat, faciendo dictum nemus custodiri, et faciendo ibi vendas, et totam peccuniam sibi retinendo, et alia expletamenta faciendo ut dominus, quod ipse tutus est contra moniales predictas. Ad que respondebatur, pro monialibus antedictis, verum esse quod in quadam parte predicti nemoris dominus Rex fecit vendam, et totam peccuniam illius vende habuit et retinuit; item quod illa pars, in qua dominus Rex fecit

PHILIPPE III, 1272.

dictam vendam, vocatur les Landes, nec in illa parte reclamant aliquid moniales predicte. Tandem, hiis auditis, mandatum fuit super premissis inquiri : Inquesta verò de premissis facta et diligenter visa, quia nichil inventum est probatum, pro dictis abbatissa et conventu, contra dominum Regem, propter quod ipse debeant habere tercium denarium de venda facta nomine domini Regis, in dicto nemore quod dicitur Fagus-Galteri, pronunciatum fuit contra eas, et super hoc fuit silencium eisdem impositum.

XXII. Cum peterent Radulphus de Septem-Pilis et ejus participes, a Bernardo et Berta, ejus uxore, quedam bona, de quibus bonis predicti Bernardus et ejus uxor Berta habuerant saisinam, per curiam domini Regis : Quia, auditis que partes proponere voluerunt, et dictis testium a partibus productorum, necnon et quibusdam litteris ab eis exhibitis, plenius inspectis, inventum est quod Adam, dictus Sailen-Bien, frater dicte Berte, quittavit Agneti, sorori predicti Radulphi, partem bonorum omnium que ipsum contingebant, ex morte Marcelli, quondam mariti dicte Agnetis, ut ipsa Agnes per hoc solveret omnia debita et legata dicti Marcelli, qui Marcellus frater erat predictorum Ade et Berte, pronunciatum fuit quod dicti Bernardus et Berta, ejus uxor, non habent jus detinendi bona predicta, quoad porcionem Ade predicti, et ad ea restituenda dicto Radulpho et suis sociis fuerunt per curiam condempnati. Item, quia dictus Bernardus, maritus ipsius Berte, quittavit dicte Agneti, relicte dicti Marcelli, nomine suo et dicte uxoris sue, cujus erat procurator, sub sigillo officialis Parisiensis, bona que dicte Berte provenerant, ex morte dicti Marcelli, fratris sui, prout similiter inventum est, pronunciatum fuit quod dictus Radulphus et ejus socii habeant saisinam predictorum bonorum, nec poterunt dicti Bernardus et ejus uxor ea repetere, vivente Bernardo predicto. Preceptum fuit eciam preposito Parisiensi quod proventus omnium bonorum predictorum, a dicto Bernardo et ejus uxore perceptos a tempore litis mote, restitui faceret, et reddi memorato Radulpho ac sociis ejusdem.

XXIII. Transeunte quadam nave, honerata vinis mercatorum Ambianensium, prope terram domini Mauricii de Bella-Villa, cum, propter nimiam tempestatem, sibi timerent de amissione rerum et corporum existentes in navi, quidam serviens dictorum mercatorum in navi existens, clamavit gentibus dicti Mauricii qui erant ad terram, quod, ad habendam medietatem dictorum vinorum, venirent ad juvandum ac salvandum eos et navim. Qui et ita fecerunt, et, mediante eorum auxilio, fuerunt vina salvata. Cumque, secundum convencionem predictam, gentes dicti Mauricii medietatem ipsorum vinorum habere volentes, eamdem cepissent, conquesti fuerunt super hoc dicti mercatores Ambianenses, dicentes quod talis promissio, seu convencio, facta in tanto periculo, et a quodam serviente qui in dictis vinis nichil habebat, nec ad hoc agendum habebat speciale mandatum, non obligabat eosdem, nec poterat obligare; propter quod petebant sibi reddi dicta vina sua, eo salvo quod illis, qui gentes suas juverant ad dicta vina salvanda, parati erant, et hoc offerebant, competens dare salarium pro labore. Ad hec respondebat dictus Mauricius quod ipsi mercatores non debebant audiri super hoc, set firmiter teneri debebat convencio antedicta, cum ipse et predecessores sui sint et fuerint in saisina habendi talia, cum, in casu consimili, inter marinarios seu custodem navis et gentes suas intervenerit tale pactum de habenda medietate, tercio, vel quarto, vel aliquota parte bonorum in navi existencium. Hoc eciam usitatum fuerit, sicut dicebat, in terris aliorum dominorum circumvicinis, presertim cum in casu consimili judicium habuisset pro se contra mercatores alios, sicut asserebat, in curia comitis Pictavensis, que omnia negata fuerunt a mercatoribus antedictis: Tandem, facta super hoc inquesta per senescallum Pictavensem, et ea diligenter visa, quia plene probatus est usus dicti Mauricii, quodque in casu consimili ita usitatum est in terris circomvicinis, probatumque videtur esse judicium ab eodem propositum, considerato eciam a curia quod, quanquam hoc durum videatur, contrarium tamen si fieret, valde posset esse periculosum mercatoribus et dampnosum, quando

PHILIPPE III, 1272.

PHILIPPE III, 1272. sunt in naufragii periculo constituti, pronunciatum fuit quod ipsi domino Mauricio remaneant dicta vina, et ab impeticione dictorum mercatorum super hoc fuit per curiam absolutus.

XXIV. Petentibus abbate et conventu Sancti-Crispini Suessionensis, contra infrascriptos, quod quidam eorum sibi tenebantur ad manummortuam, alii ad capitagium, eosque sibi, tanquam homines suos de corpore, sibi adjudicari; post multa erramenta, dicte persone, videlicet Aalina, relicta Petri Enguetin, Petrus de Vaucellis, Radulphus de Verrines, Petrus de Henleu, Girardus de Verrines et Balduinus de Cornefroi proposuerunt quod dicti abbas et conventus non erant super hoc audiendi, cum ipsi homines in assisia Compendiensi, coram Galtero Bardin, ballivo Viromandensi, fuissent ab impeticione hujusmodi, per judicium assisie, absoluti; quod, si sibi negaretur, offerebant se, per recordum assisie, probaturos; cumque hoc negatum fuisset a procuratore dictorum abbatis et conventus, preceptumque fuisset ballivo predicto quod super hoc faceret recordum assisie fieri, et illud sigillatum afferret: Tandem, recordo assisie facto super hoc, et relato curie, diligenterque viso, quia dictum recordum faciebat pro predictis, Aalina, Petro de Vaucellis, Radulpho de Verrines, et Petro de Henleu, isti quatuor absoluti fuerunt, per judicium curie, ab impeticione dictorum abbatis et conventus; aliis vero duobus defecit recordum.

Verum, cum dicti abbas et conventus dictum Balduinum peterent sibi condempnari ad solvendum capitagium suum, videlicet unius denarii per annum, et emendas debitas pro defectu solucionis, cum in solucione dicti chavagii per sex annos cessasset, presertim cum recordum assisie sibi, ut premissum est, defecisset, dicto Balduino, ad elidendam peticionem eorum, pro se aliqua proponente, proposuit procurator monachorum quod idem Balduinus non erat de cetero super hoc audiendus, cum sibi defecisset recordum per quem, si fecisset pro eo, fuisset totaliter liberatus, nec, secundum curie consuetudinem, ulterius poterat excipere ad hunc finem (162): De-

mum, dicto procuratore instanter petente dictum Balduinum sibi ad premissa condempnari, ipso Balduino e contrario defensiones suas proponente, partibus jus sibi fieri petentibus, utrum, super erramenta omnia et binc inde proposita, condempnandus esset vel absolvendus Balduinus predictus, auditis diligenter hinc inde propositis, idem Balduinus, quia recordum sibi defecerat, nec bis ad eumdem finem excipere poterat in hac causa, condempnatus fuit per judicium ad solvendum dictum chavagium et emendas abbati et conventui memoratis; quo facto, dictus Balduinus dicto procuratori, eo quod in solucione defecerat, emendavit in plena curia, et, pro chavagio sex annorum, sex denarios eidem persolvit. Contra Guiardum de Verrines tunc non fuit processum, quia mortuus erat, set relicta et heredes ipsius fuerunt contra dictos monachos adjornati. PHILIPPE III, 1272.

by-G

ARRÊTS.[1]

ARRESTACIONES

FACTE PARISIUS, IN PARLAMENTO PURIFICACIONIS BEATE MARIE,

ANNO DOMINI MCCLIV.

I. Cum rex Henricus Anglie dedisset cuidam et suis heredibus, quod esset scriptor sue prepositure Cadomi, prout in litteris ipsius Regis continetur, et jam illud donum de herede ad heredem transisset ex successione, de novo orta fuit questio, ad peticionem cujusdam mulieris dictum officium petentis, et dicentis quod ipsa erat heres propinquior; et hoc cognitum fuit per ballivum Cadomi quod ipsa erat heres propinquior. Dubitabatur, cum illud officium non esset officium muliebre, utrum ipsa mulier ad hujusmodi successionem esset admittenda : Judicatum fuit quod, cum carta domini regis Henrici donum testificaretur cuidam et suis heredibus, quod propter hoc, si ipsa erat mulier, non debebat repelli ab hujusmodi successione, et quod officium facere poterat per interpositam personam. Louis IX, 1254.

II. Conquerebatur episcopus Claromontensis de burgensibus ejusdem ville, dicens quod, cum quidam suus serviens, et de mandato suo speciali, quosdam ad eum adduceret in Claromontensi civitate, a quibus volebat inquirere veritatem cujusdam sui servientis murtro interfecti, burgenses Claromontenses, de manu sui servientis per vim suam extorserunt, et eos ad locum quo solent congregari duxerunt; et hoc fuit factum in presencia servientis domini Regis, ut dicebat idem episcopus. Super hoc burgenses petebant remitti apud

Louis IX. 1251

Claromontem, judicandi in curia episcopi, secundum usus et consuetudines civitatis; ad quod episcopus dicebat quod nolebat quod reverterentur, nisi jus diceret, et super hoc utraque pars jus petebat: Judicatum fuit quod, cum ipsi recognoscerent curiam esse episcopi apud Claromontem, et episcopus, cujus erat curia, non repetebat eam quod ipsi coram domino Rege super dicta violencia responderent. Pecierunt diem deliberandi, quia erant procuratores, et habuerunt.

III. De comitissa Nivernensi, pétente quod ballivus domini Regis eat in Marchia, et ibi teneat placita sua, si quid fuerit contencionis inter subditos suos et subditos ballivi, et quod ibi sua placita terminet; dictum fuit concorditer, per totum consilium, quod Rex non tenetur mittere ballivum suum in Marchia pro placitis tenendis; verum, si qua fuerit inquesta facienda super aliquo facto, vel pro pacificando aliquo facto, poterat mittere ballivum suum in Marchia, non causa necessitatis, set causa utilitatis.

IV. Proposuit Gaufridus de Valliaco, miles, contra comitem Sacri-Cesaris quod, cum curia inhibuisset ipsi Gaufrido, ut dicebat, ne placitaret apud Sacrum-Cesarem de feodo quod movebat de Francia, et eciam inhibitum fuit dicto comiti a curia, ut dicebat, ne ipsum compelleret litigare, apud Sacrum-Cesarem, super feodo quod tenebat de Francia, dictus comes, occasione inhibicionis, et post inhibicionem dampnificaverat ipsum Gaufridum in quatuor mille marchis argenti et quingentis libratis terre, que omnia petebat dictus Gaufridus a dicto comite sibi resarciri. Ad hec, ex parte comitis, fuit responsum quod alias in curia fuerat inter ipsum et dictum Gaufridum litigatum, et super dictis querimoniis, ut dicebat, et quod, per judicium curie, rehabuerat curiam suam de dicto Gaufrido, tanquam de homine suo et feodo suo, unde petebat recordacionem curie fieri super hoc; et de hoc quod dictus Gaufridus dicebat quod ipsum dampnificaverat post inhibicionem et occasione inhibicionis, respondit comes quod nichil ex hiis fecerat. Ex adverso, dixit Gau-

fridus quod curiam suam de hoc non rehabuerat. Quesitum fuit a dicto Gaufrido utrum recordacionem curie habere vellet super eo quod dictus comes dicebat quod rehabuerat per judicium curie curiam suam. Dixit quod sic, et petebat quod jus fieret de dampnis suis, prout conquerebatur : Recordata fuit curia quod dictus comes per judicium rehabuerat curiam suam, et quod inhibitum fuerat dicto comiti ne dictum Gaufridum, causa litigandi, vocaret ad locum indebitum. Verum quia dictus Gaufridus dicebat quod comes dampnificaverat ipsum, post inhibicionem et occasione inhibicionis, quod negabat dictus comes, idcirco precepit dominus Rex quod inquireretur utrum dictus comes eum dampnificaverit post inhibicionem et occasione inhibicionis, et utrum post inhibicionem, causa litigandi, vocaverit eum ad locum indebitum; quod si comes fecerit, precepit dominus Rex quod dampna exinde habita dicto Gaufrido redderentur. Louis IX, 1254.

V. Lancelinus de Maduno conquerebatur de comite Blesensi, qui terram dicti Lancelini et boscos suos scindi faciebat, quam terram et quos boscos habuerat ipse Lancelinus de descensu patris, et per partem factam inter se et fratrem suum, et de quibus ipse erat in homagio dicti comitis, ut dicebat. Ad hec, ex parte comitis, fuit petitum quod, cum Rex boscos qui erant de feodo suo, pro sue voluntatis arbitrio saisivisset et ipsum comitem desaisivisset, ut dicebat, petebat saisinam domini Regis removeri, et se in integrum resaisiri; de Lancelino petebat curiam suam, cum confiteretur quod res petite erant de feodo ipsius comitis : Concordatum fuit, per judicium, quod comes haberet curiam suam, et quod dominus Rex removeret saisinam suam; set hoc non fuit redditum, quia de pace diem elegerunt procurator comitis et dictus Lancelinus.

VI. Relicta Almaurici comitis Montis-Fortis conquesta fuit de comite Montis-Fortis qui nunc est, qui dotem suam spoliaverat, ut dicebat, usque ad valorem ducentarum librarum, quas petebat ab eodem comite. Dictus comes dicebat quod hec saisiverat pro releva-

Louis IX, 1251. mento suo, et quod dominus Simon de Claromonte in hoc consencierat qui ballum terre dicte, racione sororum uxoris sue, habebat. Ex parte dicte relicte fuit responsum quod, diu antequam dominus Symon de Claromonte de rachato dicte terre finiisset, dictus comes dotem dicte relicte spoliaverat, unde petebat dictam pecuniam sibi restitui; quod dictus comes facere recusabat, propter raciones predictas, nisi jus dictaret: Judicatum fuit quod, quia dictus comes confitebatur quod dotem dicte relicte spoliaverat usque ad ducentas libras, quod eas redderet; et, si dominus Symon de Claromonte aliquid debebat dicto comiti, pro relevamento dicte terre, quereret comes quod haberet.

VII. Cum dominus Gaucherus de Sancto-Paulo, partem ville de Dyes, constante matrimonio inter ipsum et Johannam, uxorem suam, acquisierit, et ipsa Johanna decesserit, et, ex cadencie, saisina ad dominum Regem devenerit, de ea parte que dictam Johannam contingebat de villa de Dyes, racione conquestus, dominus Rex remanebit in saisina, ita quod si dominus Borbonie, racione burse, vel alio modo, aliquid velit reclamare, reclamet, et fiet ei quod justum erit.

VIII. Mulier quedam conquesta fuit, apud Assy-en-Meucien, preposito communi justicie, de quodam homine qui erat de dicta villa d'Assy, qui cum ea raptum commiserat, ut dicebat. Adjornatus fuit ille homo, et ad diem assignatam non comparuit, dicta muliere in prisonia remanente, propter hoc quod fidejussores habere non poterat de clamore suo prosequendo. Interim ballivus amovit eam de communi justicia, in qua justicia Rex habet septimam partem, pro indiviso, et duxit eam ille ballivus apud Crispiacum, ubi tota justicia est propria domini Regis, et ibi fuit adjornatus homo de quo mulier conquerebatur; et peticione de raptu contra ipsum a muliere edita, petiit ille homo remitti apud Assy; quod cum ballivus facere recusasset, ipse factum negavit, et deffensioni se obtulit. Modo gen-

tes regis Navarre petunt quod mulier apud Assy reducatur, et quod locus communis justicie, in quo ipsa actionem suam edidit, et, propter defectum fidejussorum detenta, inprisionata fuit, resaisiretur, vel jus utrum hoc deberet fieri necne: Judicatum fuit, si communis justicia d'Assy habebat placitum raptus, quod mulier remitteretur ad eandem, non obstante quod responsio facta fuit apud Crispiacum, in propria justicia domini Regis, cum mulier conquerens querimoniam suam in communi justicia deposuisset, et ob defectum fidejussorum, in communi prisonia detenta fuisset, et maxime cum homo de quo conquerebatur erat de communi justicia, et revocavit communem justiciam, set habere non potuit. Louis IX, 1256.

IX. De servientibus foreste de Cuise conquerebatur domina de Neri, qui impediebant eam super suo usuagio in foresta de Cuise, ut dicebat. Dicebat enim se habere cartam Regis, in qua continebatur quod habebat usagium suum in foresta de Cuise, videlicet ad mortuum nemus ad comburendum, et ad vivum nemus ad edificandum; unde, cum antecessores sui mortuo nemore usi fuissent de faciendo rez calcis coquende, servientes dicte foreste non permittebant eam uti. Dubitabatur utrum hoc ipsa posset facere auctoritate carte sue, et voluit Rex quod ei liceret, dum tamen moderate uteretur, nec quicquam de calce alicui daret vel venderet. De domo quam ipsa edificare volebat in pertinenciis de Neri, ut dicebat, precepit Rex quod locus videretur, et, si locus erat de pertinenciis de Neri, quod domum edificaret, si non, quod dimitteret. De hoc quod ipsa dicebat quod servientes foreste impediebant usagium suum in defensis foreste, cum hoc esset de Cuise, ut dicebat, et carta sua non prohibebat nisi in monte de Bestisi, ut dicebat; de hoc precepit Rex quod inquireretur utrum dicte deffense essent ab antiquo de foresta Cuisie, vel associate eidem foreste, vel per empcionem, vel alio quocunque modo; et, si non posset inveniri quod essent associate aliquo modo, immo essent de foresta de Cuise ab antiquo, quod ipsa permitteretur uti in deffensis.

Louis IX. 1254.

X. Proposuit Petrus Bauderons, coram Rege, quod, cum jampridem pacem iniisset cum comite Angolismensi, avo puerorum comitisse Angolismensis que nunc est, et per illam pacem debuisset habere ipse Petrus septem vinginctas libratas terre annuatim, quas debebat tenere a dicto comite ad unum et idem homagium, cum feodo quem ab ipso prius tenebat, et pars illius terre jam ei assignata fuerat, pars alia assignanda remanebat, videlicet sexaginta et decem librate terre quas petebat a comitissa Angolismensi sibi assignari. Petebat eciam quartam partem francorum hominum de castello de Monsac. Petebat eciam terciam partem servientum ejusdem castri, et petebat quod dicta comitissa ipsum reciperet in suum homagium de antedictis, cum ista omnia debebant ei adimpleri per pacem inter ipsum et dictum comitem factam, ut dicebat, et de hoc ostendit ipse litteras, coram domino Rege, super dicta pace confectas. Ad hec, ex parte dicte comitisse, fuit responsum quod non tenebatur dicto Petro respondere duplici ratione, una quia ipse petebat hereditatem, et de hereditate respondere non volebat, nomine puerorum suorum, quousque ipsi venirent ad etatem legitimam; alia racione dicebat ipsa quod non debebat respondere, quia illam terram quam dominus Petrus Bauderons petebat, ipsa non tenebat, set tenebant eam dominus Gaufridus de Lisigniaco et Guillelmus de Valente, milites, qui eam habebant ex divisione comitis Angolismensis, patris dictorum Gaufridi et Guillelmi et avi puerorum suorum, qui jampridem dictam terram eisdem diviserat et ordinaverat, et hoc diu antequam pax fieret, de qua dictus Petrus Bauderons loquitur. Quesitum fuit a dicta comitissa utrum illam terram quam petit Petrus Bauderons teneret et possideret comes Angolismensis, tempore quo facta fuit pax inter ipsum et Petrum Bauderon; et ipsa respondit quod tenebat, set jam diviserat pueris suis, videlicet Gaufrido et Guillelmo, militibus. Ex adverso, Petrus Bauderons petebat quod pax, que facta erat inter ipsum et dictum comitem, eidem teneretur, et de qua tenenda curia multa precepta fecerat. Petebat eciam arreragia sua et dampna que occasione pacis non

observate incurrerat. Ex altera parte, Gaufridus de Lisigniaco et Guillelmus de Valentia, fratres et milites, dixerunt quod comes Angolismensis pater eorum, diu antequam pax de qua Petrus Bauderons loquitur fieret, divisionem hereditatis sue fecit inter pueros suos, et divisit Gaufrido de Lesigniaco terram quam petit dictus Petrus Bauderons, et illam divisionem fecit de assensu uxoris sue comitisse, prout continebatur in litteris quas ipsi ostendebant, sigillis comitis et comitisse, parentum suorum, sigillatis; unde, cum dictus comes, pater dicti Gaufridi, morte preventus, partem terre dicto Gaufrido, prout ordinaverat, non deliberavit; set dominus Hugo, dicti comitis heres, filius primogenitus, post mortem dicti comitis, duas partes terre, eidem divisas a patre, Gaufrido deliberavit, unde petit quod dicta comitissa Angolismensis compellatur ad deliberacionem tercie partis remanentis. Ad hec respondit dicta comitissa quod nolebat respondere de hereditate puerorum suorum, cum adhuc essent in ballo suo, et, si diceret quod respondere deberet, petebat diem deliberandi (2). Ex adverso fuit responsum, ex parte domini Gaufridi, quod filii etatem habebant, et quod jam erant uxorati. Ex adverso fuit responsum quod etatem non habebant, neque secundum consuetudinem Francie, neque secundum consuetudinem Pictavie (3). Quesitum fuit a partibus utrum jus vellent audire. Dixerunt quod sic : Judicatum fuit quod, quia comitissa Angolismensis confessa fuit in jure quod, eo tempore quo Petrus Bauderons inivit pacem cum comite Angolismensi, avo puerorum suorum, erat tenens dictus comes et possidens de terra quam petit dictus Petrus Bauderons, quod, occasione divisionis private quam comes fecerat inter filios suos, non remanebit quin pax facta a comite teneatur, et quin res promisse a dicto comite, et a dicta comitissa que habet ballum, adimpleantur, nec est expectandum tempus etatis puerorum, quin pax facta ab avo eorumdem adimpleatur, cum de eadem constat firmiter factam fuisse ; quia vero quod dominus Gaufridus de Lesigniaco proponebat, non [est] ad elidendam intencionem Petri Bauderon, set ad perficiendam terciam partem terre sibi

Louis IX. 1251.

Loeis IX. 1251. divise a patre suo, ut dicebat, et super quo diem deliberandi dicta comitissa peciit, vel jus si deberet habere, judicatum fuit quod diem deliberandi haberet. De hoc autem quod dominus Gaufridus dicebat, quod pueri sui etatem habebant, si ita esset, non matrem pro hereditate filiorum, set ipsos filios pro hereditate sua debuisset adjornasse.

XI. Cum episcopus Belvacensis diceret, contra dominum Droconem de Milliaco, militem, hominem suum, quod rex Philippus, tempore suo, statuerat quod, de partibus terre quas fratres fratribus vel sororibus faciebant, non ad ipsos fratres qui partes faciebant fratribus vel sororibus suis, homagia dictarum parcium veniebant, set ad dominos de quorum feodo ipsi fratres annati tenebant dictas partes quas faciebant (4); et cum, secundum istud statutum regale, dictus episcopus sororem dicti Droconis in suum homagium recepisset de parte que se ipsam contingebat, ex decessu patris sui, movente de feodo ipsius episcopi, dictus Droco non permittebat dictam suam sororem gaudere illa parte, imo cogebat eam ad suum homagium venire ex illa parte, ut dicebat idem episcopus. Dicebat eciam idem episcopus quod antecessores sui, episcopi Belvacenses, usi fuerant hujusmodi statuto regali; dicebat eciam idem episcopus quod dominus Petrus de Milliaco, pater dicti Droconis, cum ipse dedisset partem domino Gervasio, fratri suo, et voluisset habere homagium de illa parte, que pars movebat de feodo episcopi Belvacensis, cui homagio se opposuit episcopus Belvacensis, nec sustinuit quod dictus Petrus de Milliaco haberet homagium fratris sui; et, cum dominus Petrus hoc videret, fecit aliam partem Gervasio, fratri suo, que pars non erat de feodo episcopi Belvacensis. Hoc proposito ex parte episcopi Belvacensis, peciit dictus Droco remitti ad curiam episcopi Belvacensis, cum ipse erat homo episcopi, et questio erat de feodo episcopali, et petebat justiciari per homines ipsius episcopi, secundum usus et consuetudines patrie. Ex adverso [dicebat] episcopus quod de statuto regali in curiam suam non debebat litigare, et maxime cum ipse non

peteret curiam suam, imo volebat quod causa ista coram domino Rege tractaretur, et super hoc utraque pars peciit sibi jus fieri : Super hoc fuit judicatum quod, quia causa erat de statuto regali, et maxime cum ipse episcopus, ad cujus curiam dictus Droco se revocabat, curiam suam non repetebat, quod dictus Droco non reverteretur ad curiam episcopi, set remaneret super hoc in curia domini Regis. Louis IX, 1254.

Insuper conquerebatur idem episcopus de dicto Drocone qui eum spoliaverat homagio dicte sororis, lite pendente in curia domini Regis, recipiendo ipsam in suum homagium de feodo de quo ipsa erat in homagio ipsius episcopi, ut dicebat idem episcopus. Ad hec respondebat dictus Droco quod dictum episcopum non dessaisiverat, verum homagium sue sororis receperat, de illa parte que ipsum contingebat ex descensu patris sui, secundum usus et consuetudines patrie. Quesitum fuit a dicto Drocone si soror sua erat in homagio dicti episcopi de illa parte, quando recepit eam in suum homagium. Dixit quod nesciebat : Quia, si ipsa fecit homagium episcopo, ipse non interfuit; quia vero episcopus conquerebatur de spoliacione, lite pendente in curia domini Regis, ut dicebat, quam dissaisinam negabat dictus Droco, hiccirco judicatum fuit quod inquireretur de dissaisina (5).

XII. Licet dominus Aubertus de Hangesto, miles, petiisset quod remitteretur ad patriam suam, judicandum ibidem secundum usus et consuetudines patrie, quia vero Agnes, domina de Folloel, de ipso Auberto conquerebatur quod eam de novo dissaisiverat de quadam chaceia, qua ipsa et antecessores sui usi fuerant, ut dicebat, et quod ad dominum Regem pertinebat cognoscere de dissaisinis, maxime cum super hoc requireretur; idcirco dicebat ipsa Agnes dictum Aubertum ad patriam non remittendum, qua racione : Judicatum fuit quod dominus Aubertus de dissaisina responderet, licet ipse diceret quod ostensio rei litigiose quam fecerat ei dicta Agnes erat in sua hereditate propria, et post, respondendo negavit dissaisinam, propter quod dominus Rex precepit quod inquireretur de ea.

Louis IX, 1256. XIII. Cum dominus Ursionensis constituisset procuratorem, per litteras matris sue, dictum fuit quod, si pars adversa talem procuratorem vellet recipere, reciperet, sin autem, non tenebatur.

XIV. Ecclesia Sancti-Quintini de domino Johanne de Hangesto conquerebatur, dicens quod, cum justicia de Hangesto, alta et bassa, ad dictam ecclesiam pertineret, ut dicebat, dictus Johannes non permittebat dictam ecclesiam uti eadem justicia. Dicebat eciam ecclesia quod, cum duo homines inplacitarentur coram domino Johanne, apud Hangestum, inhibitum fuit dicto Johanni, a curia domini Regis, ne in illa causa amplius procederet, set supersederet eidem, quousque discussum fuisset utrum ad dictum Johannem illa justicia pertineret, an ad ecclesiam Sancti-Quintini, que dicebat suam esse justiciam. Verum idem Johannes, spreta inhibicione, unum ex illis hominibus, justiciando, suspendit, contra justiciam ecclesie Sancti-Quintini, et, post inhibicionem curie, alium vero hominem pacificavit; unde petebat ipsa ecclesia quod compelleretur dictus Johannes ad hoc quod permitteret ecclesiam Sancti-Quintini uti justicia alta et bassa de Hangesto, que sua erat, ut dicebat, et quam offerebat probaturam suam esse, si dictus Johannes negaret. Petebat eciam dicta ecclesia quod, de duobus hominibus quos ipse justificaverat modo ante dicto, quod fieret resaisina, ita quod ecclesia Sancti-Quintini per hoc factum non exheredaretur. Ad hec dictus Johannes petiit remitti ad patriam suam, cum questio agitaretur de hereditate, vel quod jus diceretur utrum deberet reverti necne. De duobus hominibus, de quibus ecclesia dicebat quod dictus Johannes justiciaverat, post inhibicionem curie, de hoc respondit ipse quod dominus Gaufridus de Capella et alii magistri ei inhibuerant ne eos justiciaret, set post licenciatus fuit ab Andrea Viventi, tunc ballivo Viromandie, quod eos justiciaret. Ad hec dicebat procurator ecclesie Sancti-Quintini, quod de hujusmodi licencia nichil sciebant, immo petebat quod ei super sua peticione jus fieret; similiter et ipse Johannes jus petebat: Judicatum fuit quod, quia questio erat de

hereditate, quod ipse Johannes remitteretur ad patriam suam, judicandum ad usus et consuetudines patrie; et precepit Rex ballivo quod in patria sua locum et diem assignaret partibus, qui minus esset suspectus ecclesie Sancti-Quintini, et, si posset commode querela terminari in patria, terminaretur, sin autem readjornaret partes ad curiam. De hominibus justiciatis post inhibicionem curie, ut dicebat ecclesia, et quos justiciaverat dictus Johannes, licenciatus a ballivo, ut dicebat dictus Johannes, de hoc dixit Rex quod inquireret ubi inquirere vellet. Louis IX, 1256.

XV. Cum Guillelmus de Monte-Acuto [defecisset] contra quendam militem quem ipse cepit, cujus domum combuxit, et res ejusdem militis adhuc captas detinebat, ut dicebatur, et quem militem captum, hominem domini Regis, ad mandatum ballivi, reddere nec recredere noluit, et hoc emendavit domino Regi, et adjornatus fuit contra dictum militem, contramandatum ejus non fuit admissum, imo preceptum fuit ballivo Masticonensi ut defectum suum bene justiciaret.

XVI. Ecclesia Sancti-Martialis conquesta fuit senescallo comitis Pictavie, de domino Guidone de Ruppe, super quibusdam injuriis eidem illatis, coram quo senescallo dictus dominus Guido respondit super injuriis, et se ad jus appodiavit, ut dicitur. Comitissa Angolismensis, in tali statu, curiam suam petens, pro eo quod dictus Guido est homo suus, ut dicit, et manens in suo feodo; et curiam suam non rehabebit. Et hoc fuit dictum per judicium, cum placitum non sit de hereditate, set de injuriis tantummodo, super quibus dictus miles bene potuit se submittere juridictioni alterius, cum sit libera persona.

XVII. Cum dominus Herveus de Caprosia offerret se solvere omnes redevancias cujusdam terre quam emerat in vilanagio domini Henrici de Rouvray; quia vero dictus Henricus de Rouvray dice-

Louis IX. 1251. bat quod masura illa et terra, empta a domino Herveo, erat talis condicionis quod quicunque eam teneret debebat ei corveiam, culcitram, latronum suorum custodiam, et adductionem terragiorum suorum, nec ista negata fuerunt a domino Herveo, idcirco judicatum fuit quod, sine assensu domini Henrici, dictam terram dictus Herveus ex empcione tenere non poterat nec debebat, cum esset talis persona quam hujusmodi facere non decebat, et esset homo magne potencie.

XVIII. Cum forestarii foreste de Chinon dicerent quod habebant usagium in dicta foresta, et de hoc erant in homagium domini Regis, illud usagium venditores boscorum domini Regis, quando vendebant boscos domini Regis, cogebant ipsos usuarios vendere pro minori precio quam nollent, licet, in vendicionibus domini Regis, nisi sui usuagii, capere vellent. Venditores nemorum dicebant quod vendicio nemorum domini Regis multum deaugmentabatur, et propter hoc factum fuit aliquociens quod, pro usuagio, dicti forestarii sui habebant sex libras tantum : Dictum fuit quod non erat ratio sufficiens, per quam ipsi deberent impediri suo usuagio, unde preceptum fuit dictis venditoribus ne eos super dicto usuagio impedirent.

XIX. Giletus de Noelon et Gaufridus de Trigiaco, armigeri, de domino Petro de Barris conquerebantur super justicia de Champegni, quam dictus Petrus eis impediebat, volens ea uti super hospites dictorum armigerorum, licet illos hospites et justiciam de Champegni de domino Rege tenerent dicti armigeri, ut dicebant, et nichil de dicto Petro tenerent; unde petebant quod dictus Petrus compelleretur ad hoc quod permitteret eos uti justicia antedicta. Ad hec dictus Petrus respondebat quod justicia de Champegni ipse et antecessores sui et mater sua usi fuerant. Dicebat eciam quod, per inquestam factam de mandato domini Regis, saisinam dicte justicie habuerat, et de hoc petebat recordacionem curie. Ex adverso dic-

tum fuit quod ipsi nonquam in inquestam se posuerant, nec contrà ipsos facta fuit, nec ipsi vocati fuerant ad eandem. Quesitum fuit a dicto Petro utrum ipse habuisset saisinam dicte justicie contra dictos armigeros, per inquestam. Respondit quod nescit quod ipsi armigeri se posuissent super hoc in inquestam; set dicebat quod saisinam dicte justicie habuerat per inquestam factam per mandatum domini Regis. Dominus episcopus Eboracensis bene recordatus fuit quod inquesta facta fuerat de dicta justicia, de mandato domini Regis, inter dominum Regem et dominum Petrum de Barris, et quod ipse Petrus habuit saisinam per inquestam, contra dominum Regem. De armigeris dixit quod nichil actum fuit in inquesta, quod sciat : Preceptum fuit dicto Petro ut responderet dictis armigeris, qui dixit quod nichil aliud responderet, nisi quod volebat morari in suam saisinam; et, cum aliud nollet respondere, preceptum fuit, ex parte domini Regis, ne impedirent[1] dictos armigeros quominus utantur justicia antedicta. Louis IX, 1254.

XX. Dominus Robertus de Brae conquerebatur de venditoribus nemorum domini Regis, qui de bosco suo de Bartele volebant habere tercium, cum nonquam de eodem bosco tercium caperetur : Dictum fuit quod boscus ille, de communi consuetudine Normanie, tercium debebat domino Regi, et quod partitus fuerat per fraragium de bosco qui tercium debet, et quod, alia vice, de eodem bosco, tercium levatum fuerat. Ex adverso dicebat dominus Robertus quod non tercium, set due partes capte fuerunt, quia, cum dictus boscus venditus fuisset pro trecentis et sexaginta libris, venditores duodecim viginti libras exinde habuerunt, et per hoc volebat se deffendere ne boscus tercium deberet : Respectum fuit, tam propter consuetudinem patrie quam propter hoc quod ipsemet Robertus cognoscebat quod duas partes habuerant venditores, et in duabus partibus bene tercium continetur, quod de dicto bosco tercium caperetur.

[1] Lisez *impediret*.

Louis IX, 1251.

XXI. Domina de Orvillari petebat ab hominibus de Orvillari quendam redditum, de quo maritus suus tenens et capiens mortuus fuerat, ut dicebat. E contrario, homines de Orvillari dicebant quod illum redditum non debebant, et, si aliquando dictum redditum solverant dicto suo marito, solvebant pro usuagio quod habebant in suo nemore, quod modo non habent. E contrario, domina semper petebat saisinam redditus quam suus maritus habebat tempore mortis sue : De hoc respectum fuit quod inquireretur de saisina dicte domine et usagio hominum antedictorum.

XXII. Homines de Sap et de la Ferriere dicebant quod, cum dominus Rex in dictis villis haberet furnum et molendinum ad que ipsi bannati erant, et semper consueverat dominus Rex calefacere furnum, modo, cum bosci sint forte solito cariores, recusat furnum calefacere, prout consueverat, ut dicunt. Petunt quod ipse velit furnum calefacere prout ab antiquo consuevit. Magistri curie respondebant eis quod, cum dominus Rex furnum pro suo profectu fecisset et calefecisset eum tamdiu quamdiu vidit profectum suum, si modo non videt profectum suum, non tenetur calefacere, quia quod calefaciebat, pro profectu suo calefaciebat. Ad hec petebant semper homines quod, prout calefecerat ab antiquo, quod adhuc calefaceret : Super hoc respectum fuit quod non tenetur Rex calefacere furnum, si permittat eos alibi coquere, et liberi sint de furnagio a dicto furno (6).

XXIII. Ecclesia Sancti-Michaelis de Batencort, ordinis de Valle-Caulium, conquerebatur super eo quod quidam homo ecclesie, ut dicebat, erat in Anglia, illicenciatus a Rege, propter quod dominus Rex terram suam tenebat. Postnati ejusdem militis, quos garandire debebat ipse miles versus ecclesiam de serviciis, illi postnati, dicte ecclesie illa servicia que dicto militi debebant, facere recusabant; unde petebat procurator ecclesie, quod tale consilium super hoc apponeretur, ne dicta ecclesia exheredaretur : Responsum fuit quod,

secundum communem usum Normannie, Rex, quandiu terram manu sua tenebit, redevancias quas miles dicte ecclesie debebat, faciet fieri, et si, in aliquo casu, Rex dictam terram extra manum suam poneret, bene haberet dicta ecclesia suum homagium et redevancias que debentur eidem. Louis IX, 1250.

XXIV. Non videtur quod burgensis de Calniaco manumitti debeat, propter hoc quod rex Ludovicus scripsit communie de Calniaco ut patrem dicti burgensis in suam communiam reciperent; qui pater erat homo de corpore domini Regis, licet dicta communia punctos habeat, in carta sue communie, quod homines de communia liberi maneant, cum de suis heredibus nichil Rex Ludovicus scripsisset communie, et esset natus dictus burgensis antequam rex Ludovicus scripsisset communie pro patre suo tantum, propter quod dominus Rex habuit mortuammanum de ipso burgense (7).

XXV. Placuit domino Regi, de muliere Calniaci submersa, quod, quia ipsa non erat aliquando compos sui, ut relatum fuit domino Regi, quod heredes ipsius in suis bonis, tam mobilibus quam immobilibus, succederent, nec aliquid, propter hujusmodi casum, ad dominum Regem deveniret.

XXVI. Nepos Johannis de Brueriis de ipso Johanne conquerebatur, de majoria de Brueriis, quam ipse tenebat in prejudicium ipsius nepotis, ut dicebat ille nepos : Judicatum fuit quod, quia questio erat de hereditate, et idem Johannes petiit remitti ad patriam, quod reverteretur judicandum coram ballivo domini Regis, secundum usus et consuetudines patrie.

Louis IX, 1254.

CONSILIA.[61]

I. Cum dominus Guillermus de Bievre diffidasset episcopum Parisiensem, et erat bannitus de Francia idem Guillermus, consultum fuit domino Regi quod ipse ballivis suis preciperet quod diligenter inquirerent, sepe ac sepius, in quibus villis vel domibus ipse Guillermus frequentaverat, post bannicionem factam, et si ipsi invenirent per inquestam quod, post bannicionem factam, in aliqua villa sue ballivie aperte frequentasset, quod ipsi corpora hominum illius ville in manu domini Regis caperent, usque ad mandatum domini Regis. Si vero in aliqua domo privatim frequentaverat, post bannicionem factam, illam domum diruerent, si domus esset alicujus de progenie ipsius Guillermi, vel alterius cujuscunque qui dictum Guillermum agnosceret, et, si aliter esset, dictam domum in manu domini Regis saisirent; et, si in aliqua domo religionis frequentasset, post bannicionem, ipsa domus in manu domini Regis saisiretur, et bona ipsius domus similiter, usque ad mandatum domini Regis.

II. De episcopo Carnotensi, quem quidam alius diffidaverat, preceptum fuit similiter quod inquireretur, sicut preceptum fuit de domino Guillermo de Bievre, pro episcopo Parisiensi, et, quia parentes illius qui dictum episcopum Carnotensem diffidaverat valde erant suspecti quod ipsi illum qui dictum episcopum diffidaverat privatim in suis domibus recipiebant, idcirco precepit dominus Rex parentibus diffidatoris quod ipsum diffidatorem redderent domino Regi, alioquin ipse dominus Rex caperet corpora propria dictorum parentum et res suas, licet ipsi parentes offerrent se juraturos quod ipsum diffidatorem in suis domibus non reciperent, nec in aliquo juvarent; set hoc non fuit admissum a domino Rege, propter vehementem suspicionem que habebatur de dictis parentibus; set res-

pectum dedit dominus Rex dictis parentibus, usque ad mediam Quadragesimam, ita quod se providerent de dicto diffidatore, ita quod ipsum domino Regi redderent, alioquin ipse dominus Rex consilium haberet de propriis corporibus ipsorum parentum suorum et de suis rebus (9). Louis IX, 1254.

III. Cum dominus Johannes de Cortencio diceret quod episcopus Parisiensis saisiverat feodum apud Cloies, quem tenebat de Odoneto, domino de Borbonio, petebat quod saisina dicti episcopi relaxaretur. Hoc idem petebat Odinetus, dominus de Borbonio. Et dictus episcopus dicebat quod saisinam quam fecerat in loco nominato, ipse fecerat super feodo suo, et de quo feodo hominem non habebat. Ad hec Odinetus dicebat, contra episcopum, quod si ipse hominem non habebat de illo feodo, quod si per se ipsum stabat, cum ipse Odinetus multociens ei obtulerat homagium suum, et adhuc offerebat. Episcopus Parisiensis dicebat quod de dicto Odineto modo questionem non movebat; set suum feodum pro defectu hominis saisiverat. Dictus vero Odinetus dicto episcopo offerebat homagium in tali puncto quo erat dominus Gaucherus de Sancto-Paulo, ex cujus decessu dictum feodum ad dictum Odinetum et ejus uxorem devenit: Super hoc respectum fuit quod dictus episcopus Parisiensis dictum Odinetum in suum homagium reciperet, in eo statu in quo erat dominus Gaucherus de Sancto-Paulo tempore quo decessit; et tunc, si dominus Johannes de Corteneio et Odonetus, dominus de Borbonio, velint petere quod, saisina facta a dicto episcopo et in feodo suo amoveatur, eant in curia dicti episcopi, et petant quod sibi viderint expedire, et episcopus eis jus faciat.

IV. De civibus Belvacensibus, qui volunt dimittere communiam, ordinatum fuit quod dominus Petrus de Ernencort et magister Johannes de Nemosio irent apud Belvacum, et inquirerent de tribus talliis in dicta villa ultimo factis, et quantum ipsi burgenses solverunt de dictis talliis, et inspicerent, secundum hoc, quantum dicti

Louis IX, 1234. burgenses solvere deberent, ad hoc quod dicta villa de omnibus debitis suis liberaretur.

V. Petrus de Folloel quandam partem feodi quem tenebat de domino Rege dedit ad censum patri Jacobi Musart, videlicet circiter viginti libratas terre. Post decessum illius Petri de Folloel et post decessum Guidonis de Folloel, qui dicti Petri heres extitit, Agnes de Folloel, uxor dicti Guidonis, terram sic datam ad censum de dicto Petro saisivit, contra quam saisinam Gobertus de Rouvrai, avunculus Jacobi Musart, se opposuit, et hoc de mandato et dono ipsius Jacobi Musart, offerens homagium domino Regi de dicta terra, si sibi placeret, antequam dictam terram amitteret. Dicta Agnes de Folloel nitebatur ad hoc quod dicta terra in suo domanio remaneret : Respectum fuit, jampriflem domino Rege ultra mare existente, quod, quia dominus Petrus de Folloel dictam terram ascensiverat que erat de feodo domini Regis, quod dicta terra non ad heredem dicti Petri, set ad dominum Regem deveniret, et haberet dominus Rex homagium de dicta terra; et hoc fuit recordatum in presenti parlamento; propter quod dominus Rex homagium dicti Goberti de Rouvroi recepit de dicta terra.

VI. Abbas de Gart-super-Sommam, Cisterciensis ordinis, rogabat dominum Regem quod, cum jampridem Blancha, Dei gracia Francorum regina, fecisset limittari cursum aque in Somma, per bonos viros et discretos, ut dicebat, idem abbas petebat quod dictus cursus, prout fuit divisus, limittaretur. Prior de Goy-super-Sommam valde de dicto abbate conquerebatur, dicens quod ipse abbas exclusas suas et calceias ita fecerat augmentari et sublevari quod villa sua de Goi fere submersa erat, et hoc fecerat idem abbas contra cartas quas dictus prior habebat ab abbate et conventu, ut dicebat: Eis insimul alterquantibus, preceptum fuit ballivo Ambianensi ad locum accederet ut, secum bonis viris adhibitis, et videret cartam prioris de Goi, et opus factum de quo conquerebatur idem prior,

et quod contra jus factum inveniret, dictus ballivus emendaret; videret eciam locum quem abbas limittari petebat, et consideraret utrum dampnum presens vel futurum limittacio auferret; et secundum hoc dominus Rex consilium haberet. Louis IX. 1254.

VII. Abbas Sancti-Benedicti Floriacensis petebat pasnagium in nemoribus de la Legue, et hoc idem petiit a tempore Blanche, Dei gracia Francorum regine, que Regina magistro Odoni de Lorreio precepit, ut dicit idem magister, quod ipse magister addisceret diligenter utrum abbas pasnagium haberet in dictis nemoribus, prout petebat: Concordatum fuit quod prius videtur inquesta quam super hoc fecerat magister Odo, quam dicto abbati responderetur.

VIII. Miles quidam bannitus fuerat de terra domini Regis, occasione abbatis Sancti-Richarii in Pontivo. Ille abbas, ad peticionem amicorum dicti militis, dictum militem bannitum in suam prisoniam recepit, salvis ipsius militis corpore et membris; et, cum hoc retulisset domino Regi idem abbas, valde reprehensus fuit a domino Rege et ab ejus consilio super eo quod dictum bannitum in suam prisoniam receperat, sine licencia domini Regis. Ad se excusandum pretendebat idem abbas quod Blancha, Dei gracia Francorum regina, eidem abbati preceperat ut dictum militem bannitum, modis omnibus quibus posset, apprehenderet, et ad hoc, per suos ministros et servientes, penam et diligenciam adhiberet: Super hoc dominus Rex, volens facere graciam dicto abbati, precepit eidem ut dictum bannitum bene custodiret, nec eum deliberaret sine mandato ejus, et quam pacem idem bannitus erga abbatem et ejus ecclesiam vellet facere, idem abbas domino Regi significaret.

IX. Moniales de Villari-le-Gueguinet petebant pasnagium in foresta d'Andeine, dicentes quod illud habuerant a retro longis temporibus, nec super hoc cartam aliquam habebant: Dominus Rex voluit quod, quia ipse moniales habuerant per sufferenciam, adhuc habeant.

Louis IX, 1251.

X. Cum capitulum Carnotense Carnotum dimisisset, dicens quod ibi morari non audebant pro eo quod mors cujusdam sui concanonici multro interfecti, non erat bene vindicata, ut dicebant, et cum, pro eorum securitate, et sub spe quod Carnoto redire debebat, viginti burgenses de Carnoto capti fuerunt, et in prisoniam domini Regis ducti apud Nogentum, et aliquanto tempore ibi fuerunt, pro deliberacione dictorum burgensium, ita fuit ordinatum quod dominus Rex mitteret apud Carnotum, et in presencia comitis de Carnoto et ejus quem dominus Rex ibi mitteret, jurarent ducenti homines, de omnibus ministeriis ejusdem ville, et populus ejusdem ville similiter, et servientes dicti comitis in illa villa, quod capitulo nec alicui de capitulo, vel clericis ejusdem capituli, aliquid mali inferrent vel inferri facerent, set bona fide eos defenderent, si viderent vel scirent quod opus esset, et si scirent quod aliquid malum eis inferri deberet, eis nunciarent, et, pro posse suo, id malum adverterent bona fide; et debet assecuracio, facta modo antedicto, durare usque ad octabas nativitatis Beate Marie, et, hoc facto, debet redire dictum capitulum apud Carnotum.

XI. Cum quidam de Aurelianensi et Bituricensi ballivis conquererentur quod illi de Aureliano trahebant ad Bituricensem balliviam, et quidam Bituricenses ad Aurelianensem, preceptum fuit quod inquireretur super divisione earumdem.

XII. Cum dominus Rex usque ad trecentas libras burgenses Bituricenses capi fecisset, et per prisonias suas duci, pro eo quod domum archiepiscopi Bituricensis, in eadem domino Auberto legato sedis Romane existente, fregit maxima multitudo ipsius ville, et insultum fecerunt magnum, lapides jactantes eis; aliquanto tempore in prisoniis domini Regis manentibus, et omnes liberati fuerunt hoc modo, quod ipsi et omnes alii de Bituricensi civitate, qui in ea [die] qua insultus factus fuit erant apud Bituricum, gagiabunt emendam, ad voluntatem domini Regis, et post inquiretur defacto, qui

culpabiles magis et minus, et super hoc Rex habebit consilium. Louis IX. 1254.

XIII. Conquerebatur abbatissa Cadomi, dicens quod gentes domini Regis volebant in terram suam tabernagium capere, quod non consueverant ab antiquo, ut dicebat, et quod dominus Rex, quando ivit ultra mare, in sufferenciam posuerat, ut dicebat: Voluit dominus Rex quod adhuc ponatur in sufferenciam.

XIV. Terra quedam sita apud Lyon, in ballivia Cadomi, et reddita fuit jampridem, ab inquisitoribus domini Regis, cuidam mulieri Alicie de Kieureti nomine, et ejus percionariis. Johannes dictus Lavez petit modo partem illius terre, dicens se esse percionarium. Dicta Alicia petit quod super hoc ducatur per usus et consuetudines Normannie: Super hoc preceptum fuit ballivo Cadomi quod ipse sciat qui sint veri heredes illius terre reddite, et qualem partem veri heredes habere debent, et suam partem unicuique heredum deliberari faciat, cum de terra taliter reddita non debeat placitum teneri.

XV. De serviente domini Regis de Villa-Nova, quem monachi de Verzelaio verberaverunt, ordinatum fuit quod ballivus Senonensis dicat abbati de Verzelaio quod dictum forefactum faciat emendari, et quod ipse abbas in propria persona compareat, emendaturum quod commisit in alio serviente domini Regis, et quod adduci faciat armigerum qui interfuit verberacioni dicti servientis cum dictis monachis.

XVI. De pisce quem dominus Droco de Milliaco cepit pro constuma sua super mercatoribus, quam constumam mercatores dicunt non esse antiquam, set mutatam: quia solebant solvere, pro hujusmodi constuma, duos denarios vel tres ad plus, de hoc preceptum fuit quod inquireretur quomodo dictus Droco usus est illa constuma, et antecessores sui, et quanto tempore, et quantum solebant solvere pro dicta constuma dicti mercatores, et utrum mutata fuerit constuma, et, si mutata, quando et cujus auctoritate.

Louis IX. 1254.

XVII. Cum sepe ac sepius de domino Montis-Regalis rumores pessimi ad dominum Regem venissent, videlicet quod ipse quamplurimos presbiteros, clericos et alias personas ecclesiasticas et seculares suis carceribus mancipaverat, et eciam quendam presbiterum muscis comedi fecerat, et plurima bona ab ecclesiasticis personis et secularibus abstulerat, et ejus malicia de die in diem crescebat, et sua opera de malo in deterius corruebant, talia et pejora attendendo, dominus Rex, post multa precepta facta duci Burgondie, ut super hujusmodi consilium apponeret, qui nullum apposuit, dominus Rex habuit in consilium quod mandaret duci Burgondie quod tales custodes poneret in castro Montis-Regalis, quod erat de suo feodo, ut dicebatur, ne talia de cetero in eodem committerentur; custodes vero sui sumptus suos acciperent, si vellet dux, de proventibus ipsius castri et castellanie, et maxime cum dominus jampridem precepisset duci Burgondie ut dictum dominum Montis-Regalis ad jus coram se haberet, quem non habuit, cum de tam pessimis criminibus que a dicto domino Montis-Regalis perpetrantur, ut dicitur, cotidie, non sit litigandum, set potius obviandum. Verum quia rogaverunt dominum Regem episcopus Autisiodorensis et castellanus Noviomensis, quorum neptem ipse dominus Montis-Regalis habet, ut dicitur, in uxorem, quod supersederet hujusmodi mandato, et ipsi loquerentur cum dicto domino Montis-Regalis, et consilium super hujusmodi facerent apponi, quorum precibus acquievit dominus Rex. Timebant enim multum predicti episcopus et castellanus ne, per factum domini Montis-Regalis, nepotes sui exheredarentur.

JUDICATUM FUIT APUD AURELIANUM, CRASTINO BEATE ELIZABET, ANNO DOMINI MCCLIV.

Abbas Clugniacensis, pro quodam priore sui ordinis, conquerebatur de duce Burgondie, qui dictum priorem spoliaverat villis et possessionibus suis, et multa dampna eidem priori intulerat, et,

licet dictus dux plura precepta a curia habuisset de restitucione dicto priori facienda, nichil tamen ei restituerat, ut dicebat dictus abbas. Procurator dicti prioris, cum litteris ejusdem prioris, de ratihabicione nomine dicti prioris, cum dicto abbate eandem querimoniam exponebat; super quorum peticione dictus dux curiam suam repetebat, quia prioratus dicti prioris, cum villis et possessionibus predictis, erant de sua custodia, ut dicebat; abbate et procuratore e contrario petentibus resaisinam suorum bonorum sibi fieri, vel jus utrum hoc deberet sibi fieri necne : Dictum fuit quod, antequam prior responderet de custodia, debebat resaisiri, maxime cum dux non diceret prioratum, villas et possessiones a se ipso saisitas, esse de sua justicia, set de sua custodia tantum dicebat, cum multociens aliquis habeat custodiam super aliquo, qui justiciam non habet in eodem, nec videtur verisimile, si dictus dux habuisset justiciam in predictis, quin pro parte sua allegasset, nec obstat quod dicitur quod, si aliquis saisiverit feodum hominis sui, et ipse homo de dicta saisina conqueratur, si dominus petat curiam suam tanquam de homine suo, quod primitus debet respondere ille qui conqueritur de dissaisina utrum sit homo de hoc de quo conqueritur necne, quia hoc facit fides que continetur in homagio. Louis IX. 1250.

ALIA VICE APUD PONTISARAM.

I. Dominus Matheus de Monte-Mirabili conquerebatur de preposito Sancti-Quintini qui de suo ceperat, occasione cujusdam mercatoris de Sancto-Quintino qui robatus fuerat in terra dicti Mathei movente de imperio, tempore guerre comitis Andegavensis et domini Johannis de Avesniis; cui Matheo responsum fuit quod pedagium in castro suo de Crievecuer et traversum gentes sue capiebant a mercatoribus, unde conductum eis debebant; quod non negavit dictus Matheus, set dixit quod nesciebat si capiebant vel non capiebant: Quia vero ipse dominus Matheus non negavit quin

Louis XI, 1254. traversum et passagium a gente sua caperetur, nec negavit quin mercator in sua terra robatus fuisset infra conductum suum, nec dixit quod fecerat proclamari quod non conduceret eos qui per terram suam transirent, nec dicebat quod a communi exercitu robatus fuisset dictus mercator, et dicebatur, ex adverso, quod a tribus vel quatuor robatus fuerat dictus mercator, idcirco respectum fuit quod dampna mercatori redderet.

II. Conquerebatur quidam abbas de Monsterolio de majore et juratis ejusdem ville, qui terras moventes ab ecclesia sua justiciabant, contra jus sue ecclesie et contra cartam similiter ejusdem ville, quia, sicut testificabatur carta dicte ville, communia data eis fuerat, secundum usus et consuetudines quas ab antiquo habuerunt, salvo jure ecclesiarum et militum, ut dicebat ille abbas. Ex adverso respondebant dicti major et jurati quod illa justicia usi fuerant, ab illo tempore ex quo non extat memoria. Quesitum fuit ab eis cujusmodi justiciam exercebant in dictis terris. Dixerunt quod, si divisio facienda erat, per ipsos fiebat, si ad eos partes veniebant, si melleia, si latro et generaliter de omni justicia de qua clamor ad majorem et juratos veniebat. Quesitum fuit quando terre vendebantur, per quem introitus et exitus fiebat, per abbatem vel per mandatum ejus. Dictum fuit, ex parte abbatis, quod, si aliquando usi fuerant illa justicia, hoc erat contra cartam ipsorum, et contra jus ecclesie, et contra voluntatem ejusdem abbatis et conventus, unde talis usus non valebat, ut dicebat idem abbas: Ad ultimum precepit dominus Rex quod inquireretur quomodo ipsi burgenses usi fuerant illa justicia, et a quo tempore, et, secundum hoc, jus fieret inter partes secundum cartam et usum.

[Inferius continentur et scribuntur quedam judicia et arresta inventa in quibusdam rotulis, scripta de manu magistri Johannis de Monte-Lucio, antequam inciperet arresta ponere in quaternis originalibus, inter rotulos pallamentorum de tempore ipsius magistri Johannis reservatis (10).]

ARRESTA

FACTA IN PALLAMENTO PURIFICACIONIS BEATE MARIE,

ANNO DOMINI MCCLVII.

I. De burgense de Aquila et majore Vernolii, de judicio facto inter ipsos per dominum Julianum, tunc ballivum Vernolii, per inquestam factam per duodecim homines a partibus nominatos: Quia duo ipsorum duodecim, affirmando, deposuerunt contra ipsum burgensem, et decem dixerunt se nescientes, judicium datum contra ipsum burgensem per eundem Julianum tenebitur.

II. De majore Falesie: Pro statuto quod fecit apud Falesiam de quantitate mouture, sine assensu et licencia Regis, emendavit Regi quia ita fecit, et revocabitur banus sive statutum.

III. De vinagiis Normannie: Cadant omnino vinagia, nisi illi qui petunt vinagia pretendant convenciones, vel aliquod speciale per quod debeant audiri.

IV. De domino Johanne de Sancto-Claro, pro sicca mouta quam ipse petit a relicta et liberis Gauquelini, racione illorum qui tenent ab ipso feodo suo lorice: Quia talis est generalis consuetudo terre, quod solvant, nec ipsi pretendunt cartam contra hoc, solvent siccam moutam. De usagio quod ipsa relicta petit in boscis ipsius domini Johannis, pro quodam firmario quem posuit in quadam domo sua, pro qua debetur usagium; et dicit ipsa relicta quod ipsa et vir suus diu super hoc usi sunt: Sciatur de eorum saisina, et, si inveniantur fuisse in saisina, habeant saisinam.

V. De sorore domini Renaudi de Tornella, supra quam positi

Louis IX, 1257. fuerant comedentes, pro debitis suis : Amoveantur comedentes, et ipsa vadat ante Ascensionem Domini, et solvat, et, nisi hoc fecerit, compelletur tunc per justiciam vendere et solvere.

VI. De bonis hominis qui se voluit submergere, que petit dominus Theobaldus de Bello-Monte tanquam sua, preposito Parisiensi dicente e contrario quod sunt domini Regis, heredibus eciam ipsius defuncti ipsa bona petentibus tanquam sua, et non forisfacta: Quia homo ille, post saltum aque, vixit per diem, et habuit signa penitencie, antequam determinetur de bonis ipsius hominis, cujus debeant esse, inquiretur ad quem pertinet justicia in ipso loco (11).

VII. De canonicis Aroesie, pro granchia sua de Margellis combusta, et pro dampnis sibi illatis a quibusdam hominibus capituli Noviomensis et domini de Hamo : Viromandensis et Ambianensis ballivi requirent dominos ipsorum hominum, ut ea que, pro ipsis canonicis, per inquestam terminata fuerunt contra ipsos homines, pro hujusmodi facto, exequantur infra terminum ipsis dominis ab eisdem ballivis prefixum, et, si ipsi domini sint in defectum, ipsi ballivi celeriter exequantur.

VIII. De Gilone de Soliaco, armigero, et Johanna, quondam filia domini Petri de Castello, contra quam episcopus Trecensis pronunciaverat sentenciam quod ipsa erat monialis, nec tenebat matrimonium inter ipsos contractum; de saisina videlicet hereditatis ipsius uxoris sue, quam petit, de qua erat in saisina, per dominum Regem, domina de Castello: Quia, per sentenciam domini Octoviani, cardinalis, auditoris in ipsa causa, per appellacionem confirmatam eciam a Papa, ipsa Johanna absoluta est ab ordine, et approbatur matrimonium inter ipsos factum, cassetur eciam sentencia episcopi Trecensis. Idem Gilo habebit saisinam.

IX. De Poncio, cive Senonensi, pro dampnis illatis patri ipsius

Poncii, que idem Poncius petit sibi restitui a duce Burgondie, quem ad hoc dicit teneri per litteras patris sui : Injunctum est duci quod teneat litteras patris sui, ex quo cognoscit eas. Locus IX; 1257.

X. Dominus Aubertus de Nemosio habebit curiam suam de Guillelmo de Lyneriis et domino Theobaldo de Bello-Monte, quia non est nova desaisina super eo de quo idem Guillelmus petebat resaisiri.

XI. De domino Ambazie, pro saisina medietatis Blemardi et pertinenciarum quam petit idem dominus a comite Blesensi, de quibus comitissa Matildis fuit violenter spoliata per H. comitem Sancti-Pauli, et postea, per inquestam domini Regis, recuperavit possessionem; iterum per ipsum comitem postea fuit violenter spoliata, et propter hoc ipse dominus Ambazie petit resaisiri tanquam heres ipsius comitisse : Inquiretur, per thesaurarium Bajocensem, de prima violencia predicta; item de saisina reddita per inquestam predictam, de quo videlicet fuit reddita saisina, et de tempore et omnibus aliis que ad hoc faciunt, et valeant raciones parcium et confessiones quantum valere debebunt.

XII. De domo data, Ambiano, a quodam canonico, pauperibus scolaribus Ambiani, ad faciendum quandam capellam, quam ipsi scolares compellebantur ponere extra manum suam per ballivum, Rex vult quod teneant ipsam, salva justicia sua et jure suo et alieno.

XIII. De justicia episcopi Laudunensis, que arrestavit Lauduno quendam ballivum Ingerranni de Cociaco, occasione cujusdam justicie ipsius Ingerranni facte in terra sua, propter quod idem ballivus appellavit ad Regem, et episcopus Lauduni requirebat curiam suam : Appellacio bona est, nec habebit curiam episcopus, nec arrestacio bona fuit.

Louis IX, 1257.

XIV. De fratribus Johannis Columbi Senonensis, qui petunt habere partem ipsos contingentem de terra quam dominus Rex dedit patri ipsorum et heredi suo masculo. Idem Johannes dicit quod non tenetur eis facere partem de ipsa terra, quia data fuit patri suo et heredi suo masculo in singulari, et non heredibus: Omnes fratres masculi habebunt partem suam, et dividetur inter ipsos.

XV. De burgensibus Lauduni, qui dicunt quod ad ipsos pertinet justicia servientum canonicorum ejusdem loci, canonicis e contra dicentibus quod ad ipsos pertinet: De usu utriusque partis inquiretur, et interim saisietur in manu Regis hujus justicia.

XVI. De justicia de qua agebatur inter dominum Johannem de Corteneio, clericum, et dominum Montis-Morenciaci: Quia fundus est domini Johannis, et dominus Montis-Morenciaci non probat saisinam ipsius justicie sufficienter, idem dominus Johannes habebit saisinam.

XVII. De monachis Curie-Dei, Cisterciensis ordinis, qui tradiderunt granchiam suam de Frigido-Puteo firmariis vel mestieriis ad tempus, et petunt quod ipsi firmarii habeant usagium in nemoribus domini Regis, sicut haberent gentes monachorum, si ibi essent; sunt tamen ibi aliqui de monachis cum ipsis firmariis, per quorum manus alii haberent usagium: Dominus Rex concedit eisdem firmariis, de gracia speciali, ipsum usagium, ad voluntatem suam.

XVIII. De Ingerranno de Cociaco, qui petebat habere per bursam, tanquam propinquior heres, terram quam dominus Renaudus de Barre vendidit capitulo Laudunensi. Petebat eciam quod quedam elemosina, quam idem Renaudus ipsi capitulo fecerat, sibi similiter redderetur, quia dicebat Ingerrannus ipsam elemosinam factam fuisse racione ipsius vendicionis: Quia fraux fuit ibi, ut creditur, habebit vendicionem et elemosinam.

XIX. De comitissa Drocensi, super eo quod ipsa nolebat recipere in hominem Philippum de Crequin, de quodam feodo quem mater predicti Philippi dederat ei in vita sua, et erat de hereditate matris, et primogenitus ipsius Philippi consenciebat quod ipsa comitissa reciperet eum, ipsa contradicente, quia ipsa donacio non fuerat de consensu domini: Recipiet comitissa ipsum Philippum in hominem, nec in hoc dono requirendus est consensus domini, secundum consuetudinem terre, ut dicitur. Louis IX, 1257.

XX. Dominus Rex precepit quod lex monete Sancti-Quintini, et quedam mala consuetudo que est in quibusdam partibus Viromandie amoveantur; quia quis quadrigam suam, quando versatur, non audet levare, nisi de assensu domini cujus est fundus ipsius terre. Et si aliter levet, solvet sexaginta S. ipsi domino: Ista cadant.

XXI. Episcopus Cathalanensis habuit curiam suam, de judicio facto in curia ipsius episcopi per pares suos, inter vicedominum Cathalanensem et abbatem Sancti-Petri Cathalanensis, de quo idem abbas appellaverat ad Regem; habuit eciam curiam suam de ipsis vicedomino et abbate, qui super aliis litigabant in curia Regis.

XXII. De majore et paribus Belvacensibus, qui petunt justiciam hominis capituli Belvacensis qui forisfecerat in villa Belvacensi, et cuidam qui juraverat communiam, et volunt quod capitulum mittat ipsum hominem suum apud Belvacum, emendaturum forisfactum suum. Capitulum petebat curiam suam: Capitulum curiam suam habebit.

XXIII. Injunctum fuit ballivo Matisconensi quod tallia seu collecta quam burgenses Trenorchenses volunt facere apud Trenorchium, pro solvendis expensis factis litigando contra abbatem, ipso abbate dicente e contrario quod hoc non poterant facere: Ballivus accedet ad locum, sciet quantitatem expensarum burgensium, et per

Locus IX, 1259. manum ipsius levabuntur hujusmodi expense, eo modo quod talia alias ibidem consueverunt levari, et si ballivus nesciat ipsum modum, addiscat qualiter fieri solebat, et ita fiat; si tamen expense sint immoderate, reducat eas ad mensuram.

XXIV. De capitulo Parisiensi quod petebat Johannem de Civilliaco esse hominem suum de corpore, ipso Johanne nolente respondere, quousque dampna, que dicebat sibi illata ab ipso capitulo, sibi restituerentur, ac injurie sibi facte ab ipsis: De dampnis non respondebit capitulum dicto Johanni, quousque discussum et determinatum fuerit de statu ipsius Johannis.

XXV. Quia burgenses Senonenses dicebant se posse, per cartam suam, arrestare, et detinere deprehensos pro forisfactis, quousque per ballivum judicatum sit de ipsis malefactoribus, ballivo Senonensi dicente quod arrestare tantummodo possunt: Visa carta ipsorum, judicatum est quod arrestare possunt tantummodo, et statim ballivo vel preposito reddere et deliberare, cum inde requiruntur.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS EXPEDITA, IN PALLAMENTO OCTABARUM NATIVITATIS BEATE MARIE,

ANNO DOMINI MCCLIX.

I. Quidam armiger de ballivia Constanciensi, dum esset in garda Regis, vacante quadam ecclesia cujus patronatus ad ipsum armigerum spectabat, ut dicit; et, dum dominus Rex, racione ipsius, ad ipsam ecclesiam quendam clericum presentaret capitulo Cenomanensi, cum tunc vacaret sedes Cenomanensis, quidam miles dicens ipsum patronatum ad se pertinere ad ipsam ecclesiam, similiter presenta-

vit. Capitulum vero neutrum patronatum voluit recipere. Tunc idem miles, per fraudem impediens jus armigeri, jus quod in ipso patronatu habebat contulit ipsi capitulo, racione cujus concessionis capitulum presentavit et instituit quendam clericum ad ipsam ecclesiam, in prejudicium armigeri. Armiger petit a domino Rege quod de patronatu hujusmodi reponat eum in statu in quo erat, quando venit ad gardam Regis : Ordinatum fuit quod miles, qui fraudem hujusmodi commiserat, conpellatur, per capcionem corporis, ad hoc quod rem hujusmodi reponat in statu in quo erat ante fraudem ab ipso factam. Compellatur eciam capitulum, per capcionem rerum suarum existencium in potestate Regis, ad hoc quod, institucione sua et facto suo cessante, res hujus ad statum pristinum reducatur. Louis IX, 1259.

II. Proponebat abbas Vindocinensis, contra quendam Romanum, qui dicitur Bonajude, quod ipse, per falsas litteras, vexabat eum Parisius, auctoritate apostolica, coram judice ecclesiastico, petens ab ipso quandam summam pecunie per easdem. Et supplicabat idem abbas domino Regi quod videret ipsas litteras, et, si false essent, ipsum Romanum conpelleret ad desistendum ab hujus vexacione. Ipse Romanus respondit quod falsarius non erat, nec istam pecuniam petebat pro se, set pro aliis, et dicebat quod quidam procurator abbatis Vindocinensis, auctoritate apostolica, contraxerat mutuum in curia Romana, per litteras ipsorum abbatis et conventus, et super hoc ostendebant[1] litteram papalem, et dicebat quod ei fuerat mandatum a sociis suis, mercatoribus de curia, qui ipsum mutuum fecerant, quod ipsam pecuniam repeteret pro eisdem, et propter hoc ipsam pecuniam repetebat coram judice ad hoc deputato; et quia coram ipso judice inter ipsos fuerat litigatum, et, lis jam contestata, nolebat idem Romanus in hac curia respondere, nisi per jus, et maxime cum idem abbas, in modum excepcionis, ipsam falsitatem similiter proposuerit contra ipsum Romanum, coram judice memorato : Dictum fuit et ordinatum per consilium quod Bonajude

[1] Lisez *ostendebat*.

Louis IX, 1259. responderet in hac curia, non obstantibus hiis que dicebat, quia, si eciam ab ipso judice fuisset lata sentencia contra ipsum abbatem, super hoc dominus Rex, ex officio suo, posset de ipsa falsitate cognoscere, ut quidam dicebant, et proponebat idem abbas contra Romanum, tanquam contra laicum. Postmodum, invento quod ipse littere erant false, ordinatum fuit per consilium quod idem Bonajude cessaret a causa hujus, coram judice ecclesiastico, et daret bonam caucionem de stando voluntati domini Regis super ipsa falsitate.

III. Domina Gueluys de Grandi-Curia tenebatur in quadam summa pecunie Matheo Raspet, qui dum eam repeteret, ipsa intulit ei minas, et, post hujusmodi minas, idem Matheus fuit graviter verberatus, et fuerunt ei fracta brachium et tibia; ipse imponens hoc maleficium ipsi Gueluydi, fecit eam super hoc adjornari coram Rege. Ipsa vero ad primam diem contramandavit, quam contramandacionem noluit recipere idem Matheus, quia, in tali violencia et maleficio quale fuerat sibi factum, contramandare non poterat, ut dicebat: Concordatum fuit quod reciperetur contramandacio ipsius Gueluydis.

IV. In causa que vertebatur inter dominam de Genliaco, ex una parte, et dominam de Toula, ex altera, super victu liberorum suorum quem ipsa domina de Toula petebat ab ea, contramandavit ipsa domina de Genliaco, et fuit recepta contramandacio per curiam, licet domina de Toula diceret quod, in peticione victus hujusmodi, nec dilacio nec contramandacio deberet admitti.

V. In causa que erat inter Renaudum de Dargies, et Guillelmum de Bello-Saltu, ex una parte, et Petrum de Lys, ex altera, super eo quod ipse petebat ab eis recipi in hominem de hiis que tenere debebat ab ipsis, ipsi Renaudus et Guillelmus contramandaverunt: Curia recepit contramandacionem ipsorum, licet idem Petrus diceret quod, in casu hujusmodi, nec dilacio nec contramandacio deberet

admitti. Curia tamen, volens omnem maliciam super hoc amovere, mandavit per litteras quod ipsi reciperent homagium ipsius Petri, vel ad certum diem venirent, dicturi quare hoc facere recusabant. Louis IX, 1259.

VI. Galterus de Guidonis curia [1] petebat a domino Poinçardo de Escrenis quod de terra sua, de qua pater suus decessit capiens et levans, ipsum reciperet in hominem. Idem Poinçardus nolebat eum in hominem recipere, quia patrem ipsius Poinçardi occiderat, ut dicebat, set, super peticione sua, paratus erat, et offerebat ei jus facere in curia sua. Idem Galterus nolebat ad curiam ipsius ire, quousque ipsius homagium recepisset, et negabat quod patrem ipsius Poinçardi non occiderat; et super hoc alias accusatus, et diu incarceratus apud Ambianum, liberatus fuit per legem terre, et per judicium, ut dicebat : Hiis auditis, dictum fuit et ordinatum per consilium quod idem Galterus habebit saisinam terre sue, non obstante imposicione et exceptione dicti Poinçardi, et requirat ipsum Poinçardum quod eum recipiat ut debebit.

VII. Canonici regulares de Flanchardo petebant ab uxore domini Petri de Meseran, militis, tres modios bladi annui redditus, una cum arreragiis inde similiter debitis, que debent percipere in grangia de Villaperor. Ipsa domina respondit quod non tenebatur ad solucionem ipsius bladi, cum non teneat ipsam grangiam, et granchia bene sit sufficiens ad solvendum idem bladum. Canonici dicebant quod ipsa tenebatur ad solucionem ipsius bladi, cum plurimum teneat de terris que ad ipsam granchiam venire solebant : Quia granchia bene est sufficiens, habeant canonici recursum ad ipsam granchiam, nec tenetur ipsa domina respondere quantum ad hoc.

VIII. Baldoinus, dominus Belle-Vallis, dedit in maritagium cuidam filie sue octingentas libras, et, pro ipsa pecunia, tradidit ipsi centum libratas terre de feodo domini Regis, in mortuum gagium.

[1] Lisez *curiam*.

Locus IX, 1259. Processu temporis, dominus Rex, quia non habebat hominem de ipsis centum libratis terre, saisivit ipsam terram, ipsa filia dicente quod, cum esset mortuum gagium, Rex non debebat ipsam terram saisire: Dictum fuit et ei responsum quod Rex poterat eam saisire pro defectu hominis, cum aliter nequivisset obligare jus Regis, nec Rex ipsum mortuum gagium confirmasset (12).

IX. Quidam burgensis Ambianensis, dum alium burgensem Ambianensem assecurasset, ipsam assecuracionem fregit, et eum verberavit, ut dicitur. Ille accusatus fugit ad monasterium. Ballivus Ambianensis vocavit eum de die ad diem, et, quia non venit, eum bannivit de regno: Verum, cum amici ipsius banniti peterent eum revocari et duci per consuetudinem ville, quia idem forisfactor, per consuetudinem terre, debebat habere quindenas suas, adjornabitur idem forisfactor per quindenas, et revocabitur bannus ballivi.

X. Capitulum Sancti-Gervasii Suessionensis petebat a domino Rege quod altam justiciam quam habebant in terra sua de Ambligniaco, ut dicebant, deliberaret eisdem. Gentes domini Regis dicebant quod idem dominus Rex erat in saisina alte justicie, in terra predicta: Cognita vero veritate hujus rei per ballivum, de mandato domini Regis, deliberata fuit ipsi capitulo alta justicia in terra sua predicta.

XI. Droinus de Melloto petebat, coram domino Rege, contra comitem Grandis-Prati quod de terra sua Francie, que movet de feodo domini Regis, fraternam porcionem deliberaret eidem pro uxore sua, que est soror ipsius comitis de matre, ad usus et consuetudines Francie. Comes vero obtulit se inde facturum et redditurum eidem Droino fraternam porcionem, ad usus et consuetudines Francie: Secundum inquestam domini Regis, secundum usus et consuetudines Francie, quando aliquis habet duas uxores, liberi de prima uxore habent totum matrimonium matris sue (13).

XII. Causa erat inter Petrum de Verbria, ex una parte, et quendam alium, ex altera, coram Johanne de Longalio, quondam abbate Conpendiensi, super quadam terra. Idem Johannes fecit super hoc quoddam judicium, de quo idem Petrus de Verbria appellavit, et super hoc fecit adjornari ipsum Johannem coram Rege. Ad ipsam diem idem Johannes non venit, nec pro se misit. Dum super hoc conquereretur idem Petrus, abbas Conpendiensis petiit curiam suam de ipso monacho suo, cum terra quam idem Johannes tenet, sit ecclesie sue. Idem Petrus respondit quod abbas non debebat habere curiam suam, cum idem Johannes teneat ad vitam suam, per provisionem domini Pape, terram illam, nec abbas posset ei auferre, si vellet. Preterea petebat idem abbas quod reciperetur pro eodem Johanne, qui non venerat, cum sit caput ejus et ipsius monachus, nec posset subire judicium sine ipso, ut dicit: Quia terra, de qua agebatur coram ipso Johanne, non petebatur ab ipso nec est ecclesie sue, set erat de justicia sua tantum, nec erat actio principalis, dictum fuit abbati Compendiensi, per curiam, quod non haberet inde curiam suam nec reciperetur pro ipso. Veniat idem Johannes, vel mittat. Louis IX, 1250.

XIII. Quidam burgenses Parisienses petebant a domina de Sivriaco et viro suo debita sua que cum eis contraxerant pro victu suo et aliis, petentes quod ipsa domina compelleretur vendere terram suam pro hujus debitis solvendis, ipsa domina dicente quod, nec pro debitis que vir suus contraxerat antequam desponsasset eandem, nec pro illis que insimul contraxerunt, volebat vendere terram suam, que debebat devenire ad liberos quos [habuit] ab alio marito suo, creditoribus petentibus ipsam dominam ad hoc compelli, cum ipsa, pro parte sua, contraxerit debita hujusmodi pro victu suo: Concordatum fuit quod de equitate teneretur ipsa domina vendere terram suam, set, per consuetudinem terre, non debet compelli ipsa domina ad vendendum, nec compelletur vendere; set omnes exitus terre sue cedent in solucionem hujus debitorum, ita tamen quod si domini feodales prius saisiverint pro rachatis suis, bene teneant.

Locus IX, 1259.

XIV. In causa que vertebatur inter comitem Andegavensem, ex una parte, et dominum de Trou, militem, ex altera, contramandavit idem comes. Dominus de Trou se opposuit, dicens quod non valebat contramandacio, cum causa hujus, de qua inter ipsos agitur, dependeat de saisina, et maxime quia comes ad hunc diem debebat dicere contra testes et dicta testium ipsius domini de Trou. Gentes comitis dicebant quod debebat recipi contramandacio, secundum consuetudinem hujus curie in qua potest ter contramandari, maxime cum deducatur proprietas in jure, et alias fuerit recepta contramandacio ipsius comitis in hac eadem causa: Non obstantibus premissis que similiter alias proposita fuerunt ab ipso domino de Trou, curia recepit contramandacionem comitis, et assignavit diem partibus.

XV. Cum quidam homo de terra abbatis Sancti-Petri-Vivi Senonensis invenisset in quodam loco sexaginta quatuor solidos Provinenses (14), abbas voluit eos habere, cum inventi fuissent in loco in quo habebat omnimodam justiciam, ut dicebat. Ballivus e contrario dicebat quod debebant esse domini Regis, cum thesaurus inventus ad Regem pertineat, et maxime cum idem abbas corpora judicatorum ad mortem pro maleficiis suis reddere teneatur ipsi ballivo pro Rege, facto tamen prius in curia ipsius abbatis judicio de eisdem. Confitebatur enim ballivus quod pertinebat judicium ad abbatem : Dictum fuit per curiam quod qui habet judicium habet justiciam. Reddidit curia ipsi abbati predictos denarios, racione alte justicie quam habet. Si tamen esset ibi aurum, dominus Rex illud haberet, quia ad ipsum solum pertinet, ut dicitur (15).

XVI. Contencio erat inter dominum Imbertum de Pratellis, militem, ex una parte, et dominum Gaufridum de Dongonio, ex altera, super eo quod idem Imbertus petebat saisinam cujusdam terre que uxori sue obvenerat, ex morte sororis sue que fuerat uxor dicti Gaufridi, et hanc saisinam petebat tanquam proximior heres, et de

[1] Lisez *celat*.

hac terra finaverat cum domino feodali, et ei exinde fecerat homagium, maxime cum, per consuetudinem terre, mortuus debebat vivum saisire. Prefatus Gaufridus dicebat quod uxor sua predicta ipsam terram, de qua agitur, donavit et legavit eidem, et de ipsa fuit in possessione per plures annos, post mortem uxoris sue predicte; propter quod petebat sibi restitui saisinam suam, quam ballivus Bituricensis sibi abstulerat de novo: Cum certum sit quod idem Imbertus sit proximior heres, racione uxoris sue, non obstante excepcione quam idem Gaufridus proponit de dono sibi facto, idem Imbertus habebit saisinam, et de proprietate fiat jus coram domino feodali. Louis IX, 1240.

XVII. Cum questio verteretur inter abbatem et conventum Sancti-Medardi Suessionensis, ex una parte, ac majorem et burgenses Suessionenses, ex altera, super possessione justicie sanguinis in burgo Anyone, per inquestam inde factam de mandato curie, reddita fuit possessio ipsius justicie abbati et monachis predictis. Postmodum, cum, super causa proprietatis hujus justicie, habuisset idem abbas curiam suam, facta et audita peticione ipsorum burgensium, audita etiam responsione ipsius abbatis post multa erramenta, milites et alii homines ipsius abbatis judicaverunt ipsos burgenses in peticione sua non esse audiendos, de quo judicio ipsi burgenses appellaverunt ad dominum Regem, tanquam de pravo, ipsos abbatem et monachos adjudicatores super hoc ad curiam appellantes. Ad diem vero super hoc prefixam, coram domino Rege, dictum fuit pro judicatoribus quod non valebat hec appellacio, nec inde tenebatur respondere, per consuetudinem ipsius terre, quia cum, prolato judicio in curia ipsius abbatis, predicti burgenses appellassent, quidam de judicatoribus portavit gagium suum, et obtulit se facere quod illud judicium erat bonum, et burgenses tunc super hoc aliud non fecerunt: Quia vero dicti burgenses non negaverunt predictam consuetudinem ab ipsis judicatoribus propositam, et ipsi burgenses nichil aliud fecerunt quando idem judicator portavit gagium suum, tenebitur

Locis IX, 1297. idem judicium, nec audientur ipsi burgenses super hujusmodi appellacione; et dicitur quod in terra Suessionensi non currunt appellaciones (16).

XVIII. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, et abbatem ac conventum Sancti-Remigii Remensis, [ex una parte,] et archiepiscopum Remensem, ex altera, super garda Sancti-Remigii Remensis pro ipso domino Rege ac pro abbate et conventu predictis, contra ipsum archiepiscopum proponebatur in hunc modum, videlicet quod dominus Rex gardam Beati-Remigii Remensis, que ad ipsum spectabat, et cujus saisina, monachis non vocatis, monasterio eciam vacante abbatie, archiepiscopo tradita fuerat, in manu sua caperet et teneret; et ipsam gardam advoabant ipsi abbas et conventus a domino Rege. Archiepiscopus peciit diem consilii, et postmodum ostensionis, et habuit. Preterea, die sibi assignata, qua idem archiepiscopus debuit respondere, defecit. Altera vero die sibi assignata ad procedendum secundum omnia arramenta, abbas et conventus proposuerunt contra ipsum archiepiscopum, modo predicto: « Cum « archiepiscopus, post diem consilii et ostensionis, defecerit, petimus « gardam monasterii nostri in manu Regis poni et remanere, et super « eo imponi perpetuum silencium archiepiscopo supradicto, vel jus. » Dominus vero Julianus de Perona, miles, facta protestacione quod a causa proprietatis non intendebat recedere nec recedebat, petiit pro domino Rege quod, sicut saisina ipsius garde, sine conpulsione juris, tradita fuit eidem archiepiscopo, et per tales qui a domino Rege existente in partibus transmarinis potestatem super hoc non habebant, ita saisinam ipsam, sine conpulsione juris, resumeret in manu sua. Archiepiscopus vero, hiis auditis, dum ad premissa deberet respondere, habito consilio suo, petiit in hac causa judicari per pares suos, cum in hac causa dependeat magna pars dignitatis et parie sue, vel jus. Dominus Rex, habito consilio suo, dixit ei per jus, quod in hoc non haberet judicium parium suorum, et fuit ei dictum quod responderet. Archiepiscopus vero, hoc audito, petiit judicari per

pares suos utrum in hac causa haberet judicium parium suorum. Dictum fuit et responsum eidem, per jus, quod in hoc judicio faciendo non haberet pares suos, et quod responderet. Archiepiscopus vero pretendens quod aliud non poterat facere sine consilio capituli sui, nec audebat, noluit respondere nec aliud facere, sepius requisitus : Tunc dominus Rex attendens tantam contumaciam et defectum, et in curia post diem consilii, post diem ostensionis, et in causa proprietatis, super hoc habuit consilium suum; quo habito, judicatum fuit quod dominus Rex caperet in manu sua, et per jus, gardam Beati-Remigii Remensis (17). Louis IX, 1239.

XIX. Dominus Johannes de Sancto-Claro, miles, fecerat adjornari ad aliud pallamentum castellanum Blesensem, pro quodam falso judicio quod dicebat sibi factum fuisse ab ipso castellano. Ad diem vero, castellanus respondit quod ad hoc non tenebatur respondere, cum ipse non fecisset judicium, ut dicebat, set illud protulerat: Quia idem Johannes non obtulit se probaturum contrarium, dictum fuit quod castellanus non tenebatur ad hoc respondere. Postmodum prefatus Johannes fecit adjornari super hoc ipsum castellanum, et milites qui ipsum judicium fecerant. Ad diem vero, castellanus dixit quod non tenebatur super hoc respondere, cum per curiam fuisset super hoc alias liberatus. Idem Johannes hoc negavit: Per recordacionem curie, dictum fuit quod super hoc fuit alias liberatus, propter quod dictum fuit eidem quod non tenebatur inde respondere. Milites quidam, qui judicium fecerant, dixerunt quod ad clamorem ipsius Johannis non tenebantur respondere cum idem Johannes castellanum predictum solummodo appellasset et secutus fuisset de ipso judicio, qui inde fuit per curiam liberatus, propter quod et ipsi inde debebant absolvi, ut dicebant: Quia prefatus Johannes fecit insimul clamorem suum super eundem castellanum, qui exinde fuit alias liberatus, et super milites qui judicium fecerunt, dictum fuit eidem Johanni quod nichil dixerit per quod milites exinde debeant respondere.

Louis IX. 1230. XX. Inhibitum fuit ballivo Bitturicensi quod non capiat in civitatibus et bonis villis comitis Nivernensis, cum periculum posset ibi esse, et idem comes bene possit alibi gagiari.

XXI. Comes Domni-Martini fecerat àdjornari comitem Sancti-Pauli super facto comitatus Bolonie. Comes Sancti-Pauli petiit curiam suam super hoc et habuit, sicut tangitur in proximo preterito pallamento.

XXII. Comes de Sacro-Cesare conquerebatur quod ballivus Bitturicensis compellebat eum litigare in assisia Bituricensi, de hiis que pertinent ad baroniam suam Sacri-Cesaris: Quia, antequam dominus Rex emisset feodum de Sacro-Cesare et alia feoda sua a comite Campanie, idem comes Sacri-Cesaris non placitabat, ut dicit, de pertinentibus ad baroniam suam in assisiis Bitturicensibus, et super hoc conqueritur, maxime cum burgenses judicent in ipsa assisia, nec tutum sit ei baroniam suam supponere judicio burgensium predictorum, dictum fuit et ordinatum quod comes predictus placitet coram ballivo, in assisia Aubigniaci, de pertinentibus ad baroniam suam, et non in assisia Bitturicensi.

XXIII. Per tractatum pacis habitum per curiam, inter abbatem Sancti-Dyonisii, ex una parte, et homines de Argentolio, ex altera, quod emende que idem abbas petebat ab ipsis hominibus, videlicet pro judicio ipsius abbatis, quod in hac curia falsaverant, et a curia non fuerunt auditi nec falsare potuerunt, et pro jure curie sue quod ipsi homines absportaverunt, et pro conspiracione et trunco que ipsi fecerunt contra eundem abbatem, per hanc curiam judicarentur: Judicatum fuit quod tales emende sunt ad voluntatem dominorum. Per convenciones tamen inter homines et abbatem habitas, nichil poterit idem abbas exinde levare sine mandato curie.

XXIV. Questio vertebatur inter Philippum de Galardone, mili-

tem, ex una parte, et monachos de Strata, Cisterciensis ordinis, ex altera, super hoc quod idem Philippus quandam terram, quam ab ipsis tenebat ad certam modiacionem, prout in quadam littera cujusdam Hugonis de Galardone inde confecta plenius continetur, vendiderat capitulo Carnotensi, et posuerat ipsam terram in manumortua et forciori manu quam sua, propter quod petebant ipsam vendicionem revocari, et in manu sua reponi, vel ipsis confiscari. Idem Philippus respondit quod ad hoc non tenebatur respondere, cum alius teneret ipsam terram, set sequeretur ipsam terram super possidentem; preterea modiacionem negabat, set dicebat quod elemosinam annuatim inde solvebat, et ipsam terram tenebat a domino in feodum, per octoginta annos et amplius, ut dicebat. Ad litteras vero contra ipsum exhibitas nolebat respondere, quia non erat ibi data, nec sciebat quis esset ille Hugo de Galardone de quo loquebantur. Monachi vero dicebant quod erant in saisina percipiendi dictam modiacionem, et cognoverat idem Philippus modiacionem ipsam coram pluribus bonis, ut monachi dicebant, quod ipse Philippus negabat: Auditis vero hinc inde propositis, quia idem Philippus ipsam terram posuerat in manumortua [competente personis] a quibus ipsi monachi non possent modiacionem eandem ita pacifice habere, dictum fuit et injunctum ipsi militi quod ipsam terram retraheret a capitulo Carnotensi, et, si eam vellet vendere, ipsam in manu poneret laicali. Louis IX, 1259.

XXV. Cum contencio verteretur in curia ista inter abbatem Clugniacensem, ac priorem ac conventum Cari-Loci, ex una parte, et homines Cari-Loci, ex altera, ad diem partibus assignatam, procuratores burgensium attulerunt litteras sigillatas sigillo ville. Procurator abbatis et monachorum dixit illam procurationem esse minus sufficientem, et ipsos debere poni in defectu, cum sigillum illud non valeat, nec eodem usi fuerint, ut dicebat, et novum sit, nec in ipsa villa possint facere novum sigillum, cum abbas et monachi habeant in ipsa villa totam justiciam, sicuti dicunt, et petebant sibi emendari

Louis IX, 1250. a burgensibus, eo quod ipsum sigillum fecerant, et quod curia compelleret ipsos burgenses ad hoc emendandum: Dictum fuit quod procuratio est insufficiens, et sunt homines in defectu; bene petant abbas et monachi emendam suam super hoc, in curia sua, ab ipsis hominibus.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM PARISIUS,

ANNO DOMINI MCCLIX.

I. Cum dominus Rex levasset gistum suum apud Trappas, homines ejusdem loci supplicaverunt domino Regi quod compelleret servientes suos, qui manent apud Trappas, et tenent ibidem terras, solvere ipsum gistum pro parte sua, secundum quantitatem terrarum quas ibi tenent, cum gistum debeatur super terris et pro terris, et non racione personarum, ut dicunt. Servientes responderunt quod, racione servicii domini Regis, debebant a gisto hujus liberari, et quod non debebatur gistum de terris; dixerunt eciam quidam ex ipsis quod tenerentur solvere, ut credebant, si essent extra servicium Regis: De communi consilio dictum fuit quod servientes solvant de gisto, pro parte sua, secundum quantitatem terrarum quas ibidem tenent.

II. Homines de Checiaco petebant talliam, pro parte sua, de auxilio quod dominus Rex petebat ab eis, pro pace Anglie, a Johanne Foresii, qui manet ibidem. Idem Johannes respondit quod non tenetur ad ipsam talliam, cum ibi maneat super libero feodo suo, nec alias solverit de aliis talliis ibidem factis. Homines dicebant quod debebat solvere, racione hostisiarum que ab ipso movebant, quas ipse emit: De communi consilio dictum fuit quod idem Johannes non

tenebatur solvere ipsam talliam, maxime cum in aliis talliis non solvisset. Louis IX, 1259.

III. Cum Petrus de Verbria fecisset adjornari Johannem, monachum, prepositum de Longolio, quondam abbatem Compendiensem, in hac curia, petens emendari quoddam pravum judicium quod ab eodem Johanne, in curia sua, dicebat sibi factum fuisse, procurator ipsius Johannis, prepositi de Longolio, petüt curiam pro ipso preposito, vel jus utrum eam deberet habere an non. Idem Petrus respondit quod idem Johannes non debebat habere curiam suam de proprio forisfacto suo, cum ipse focisset ipsum pravum judicium, quod judicium idem procurator negabat per dictum Johannem fecisse. Preterea abbas Compendiensis, qui presens erat, petiit curiam suam tanquam superior, cum teneat tanquam baro de ipso Johanne, monacho suo, qui tenet preposituram suam de ipso, nisi per jus reddi deberet curia sua eidem Johanni. Petrus vero respondit quod abbas non debebat inde curiam suam habere, cum, in alio preterito pallamento, similiter petiisset curiam suam super hoc, nec eam habuisset, set petebat idem Petrus quod ipsum judicium emendaretur in hac curia tanquam superiori, vel jus: Quia procurator ipsius Johannis dicebat quod idem Johannes non fecerat hoc judicium ipsi Petro, et idem Petrus dicebat quod immo fecerat, nec obtulit se probaturum quod illud fecisset, dictum fuit per judicium quod, secundum ea que dicta erant, idem Johannes non tenebatur respondere super hoc ipsi Petro.

IV. Cum contencio verteretur inter quemdam militem, ex una parte, et quemdam armigerum, ex altera, super patronatu cujusdam ecclesie in assisia, et per judicium assisie adjudicatus fuisset idem patronatus ipsi armigero, prefatus miles, in fraudem, ut dicitur, et ut tempus presentacionis curreret contra armigerum, posuit gagium et plegium quod ipsum judicium non erat bonum: Quia in hac causa non sedebat tale judicium, per consuetudinem terre, non

Louis IX, 1259. valet hujusmodi gagium et plegium, set tenebitur idem armiger in saisina sua dicti prioratus, nisi ballivus audierit in assisia super hoc negato aliter processum fuisse.

V. Cum Adam de Villaribus, armiger, contraxisset, per verba, de presenti, cum domicella de Bona, diu est, postmodum idem Adam aliam sibi assumpsit uxorem, morans multo tempore cum eadem. Ipsa eciam domicella de Bona alium duxit maritum, et, hiis temporibus, ipsa fecit quandam pacem et finem cum quibusdam avunculis suis, qui ab ea quandam terram petebant. Verum cum ipse Adam postmodum, in facie ecclesie, desponsasset ipsam domicellam, noluit quod predicta pax, facta ab ea cum avunculis suis, teneretur, quia facta fuerat sine ejus assensu, licet jam per verba de presenti contraxisset cum ea : Judicatum fuit quod ipsa pax teneretur, facta ante desponsationem eandem.

VI. Cum, in causa que vertebatur inter comitem Andegavensem, ex una parte, et dominum Robertum de Bosniez, ex altera, idem comes contramandaret per litteras suas, propter infirmitatem proprii corporis, quandam diem inter eos assignatam ad recepcionem testium suorum, idem Robertus se opposuit, dicens quod in receptione testium locum contramandatio non habebat : Judicatum fuit quod non valebat contramandacio, nec fuit recepta.

VII. Cum episcopus Albiensis esset adjornatus in curia, super quadam calvacata quam fecerat contra inhibitionem mandati senescalli Carcassone, in qua eciam duxerat secum quosdam bannitos de terra domini Regis, et faiditos, prout inventum fuit per inquestam inde factam per senescallum Carcassone, archiepiscopus Bituricensis petiit ipsum episcopum Albiensem ad curiam suam remitti, cum ab ipso teneat civitatem Albiensem, et per eum judicari debeat de facto corporis sui, tanquam ejus suffraganeus, ut dicebat : Judicatum fuit quod idem episcopus responderet in hac curia, in eo quod, contra

inhibicionem mandati senescalli, fecerat calvacatam, et in eo etiam quod bannitos et faiditos Regis secum duxerat in eadem. Louis IX, 1250.

VIII. Cum imponeretur Johanni le Compasseur, burgensi Senonensi, quod ipse cum cutello percusserat filium cujusdam alterius burgensis Senonensis, per inquestam inde factam, captus fuit idem Johannes, racione hujus facti; et postmodum, ipso liberato, cum ipse et predictus vulneratus super hoc in hac curia litigarent, major Senonensis petiit curiam suam de eodem Johanne, tanquam burgense suo, parte adversa dicente quod talis justicia non pertinebat ad eum, maxime quia super hoc facto facta fuit inquesta per istam curiam, et terminata: Visa et intellecta carta communie Senonensis (18), reddita fuit curia ipsi majori de predictis burgensibus suis.

IX. Cum dominus Alanus de Rouciaco dedisset domino Johanni de Valeriaco, nepoti suo, castrum Montis-Regalis et aliam terram ad ipsum pertinentem, in Albigesio, ut dicebat, et idem Johannes, racione ipsius doni, peteret a domino Rege ipsam terram, qui eam tenebat, dicens quod in defensione ipsius terre mortuus fuerat dominus Alanus de Rouciaco, senior, pater predicti Alani, avunculi sui, qui eam sibi contulerat, dominus Rex, volens plenius informari super facto ipsius terre, inde fecit fieri inquestam per dominum Nigelle et decanum Sancti-Aniani Aurelianensis; per quam inquestam fuit inventum quod, cum predictus Alanus senior, jam graviter vulneratus in capite ab inimicis fidei, et iste Alanus, ejus filius, essent in predicto castro Regalis-Montis, et adhuc esset in ipso castro multa garnisio gentium et victualium, comes etiam Almauricus mandasset eisdem quod tam cito paratus erat eos succurrere et ad eos venire, si vellent, iste Alanus junior, nesciente patre suo, predictum castrum ita munitum ignominiose reddidit inimicis fidelium, licet bene posset adhuc defendi dictum castrum, ut dicitur, et expectare succursum comitis antedicti, et in conductu inimicorum fidei posuit se idem Alanus, et cum eis inde recessit. Garnisio vero ipsius castri et predictus Ala-

Louis IX, 1259. nus senior venerunt Carcassonam ad comitem Almauricum, et dicitur quod idem Alanus senior, pro dolore, postmodum nec comedit nec bibit. Dicebant eciam testes, in ipsa inquesta, quod predictus comes fecit ipsum Alanum queri, et eum suspendisset, ut dicebant, si potuisset inveniri. Hac inquesta relata domino Regi, dominus Rex consuluit plures fide dignos et jurisperitos qui, habito consilio, dixerunt eidem quod idem Alanus commisit crimen lese-majestatis, et, secundum jura scripta, amisit jus successionis, ipse et heredes sui, et debet tota ejus successio principi confiscari. Preterea dictum fuit domino Regi concorditer a pluribus quod, secundum consuetudinem laicalem, quod, cum quisquam confert aliquid de quo non est saisitus, nec tenens, talis donacio non valet: Secundum premissa, habito diligenti consilio, dictum fuit, ex parte domini Regis, eidem Johanni de Valeriaco per jus, et responsum quod super peticione hujus non tenetur eidem dominus Rex respondere (19).

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA IN PALLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLIX.

I. Cum abbas Sancti-Johannis Laudunensis peteret sibi fieri fidelitatem a ballivo Ingerranni de Cociaco, secundum tenorem carte confecte de associacione facta olim inter predecessores suos, prefato Ingerranno dicente e contrario quod ballivus suus non tenebatur hujus fidelitatem facere abbati, cum ipsemet sit presens in terra, et fidelitatem fecerit abbati predicto: Visa et audita carta, determinatum fuit quod idem ballivus non tenebatur facere ipsam fidelitatem abbati, eodem Ingerranno, domino suo, presente, set si advocatus, videlicet idem Ingerrannus, exiret terram, et elongaret, tunc teneretur ballivus facere fidelitatem hujusmodi eidem abbati, loco domini sui.

II. Determinatum fuit quod abbatissa Thesauri Beate-Marie habeat quintam partem manerii sibi legati, et per litteras domini Regis confirmati, nisi consuetudo terre sit contraria; quam ballivus non invenit contrariam, ut dicebat. Louis IX, 1250.

III. Burgenses Falesie conquesti fuerunt Regi quod episcopus Sagiensis de rebus ad juridictionem suam trahebat ipsos coram se, apud civitatem Sagiensem, licet consueverint placitare apud Falesiam, ut dicebant. Episcopus, super hoc adjornatus coram domino Rege, noluit super hoc in hac curia respondere, cum res sit spiritualis, ut dicebat: Dominus Rex non habuit consilium quod compelleret ipsum episcopum coram se super hoc respondere.

IV. Cum, in causa que vertebatur inter majorem et burgenses Medontenses, ex una parte, et capitulum Medontense, ex altera, super dolio vini quod ipsi burgenses extraxerant violenter de domo domini Bonachii, vicarii ejusdem ecclesie, ipsum capitulum peteret domum ipsius vicarii resaisiri de ipso dolio, racione defectus unius diei quem fecerant ipsi burgenses post diem ostensam; prefatis burgensibus negantibus dictum defectum, dicentibus eciam quod quicquid de ipso dolio fecerant, utendo jure suo fecerunt, et per litteras regis quas habebant, facere poterant: Quia constitit curie de ipso defectu, injunctum fuit majori et burgensibus quod resaisirent locum de ipso dolio vini, racione defectus predicti, et non alia de causa.

V. Abbas et conventus Belli-Loci, juxta Lochias, habent usagium suum in foresta de Lochiis, ad furnos suos et coquinas, et quoscumque usus suos et opera in suis neccessitatibus, ita tamen quod ipsum usagium nequeunt dare, vel vendere. Ballivus vero Turonensis impedierat eisdem hujusmodi usagium ad furnos suos; quia de ipso usagio ponebant monachi ad furnos suos de villa Belli-Loci, in qua decoquitur panis venalis, videlicet quilibet sextarius pro quatuor

Louis IX, 1230. denariis, propter quod videbatur ballivo quod monachi venderent hujus usagium: Quia predicti monachi semper usi fuerunt predicto usagio ad eosdem furnos suos, et per inquestam inde factam per dominum Droconem de Melloto, tunc dominum Lochiarum, declaratum fuit eis, et cognitum hujusmodi usagium ad furnos predictos; voluit dominus Rex, et precepit quod haberent ipsum usagium ad eosdem furnos, ut ante, et amovit dominus Rex impedimentum ballivi.

VI. Dicebant burgenses Castri-Novi Turonensis contra decanum et capitulum Beati-Martini Turonensis quod, cum aliqui de burgensibus ipsius castri defecerint in solucione porcionis ipsos contingentis de tallia seu assisia ibidem facta pro dono domini Regis, ipsi decanus et capitulum, super hoc a burgensibus requisiti, nolunt compellere ad solvendum eos qui in solucione defecerunt. Decanus vero et capitulum dicebant e contrario quod parati erant et fuerant eos qui in solucione defecerant compellere ad solvendum, dum tamen burgenses dicerent eis in quanto quemlibet eorum qui in solucione defecissent, vellent conpelli ad solvendum. Petebant eciam decanus et capitulum quod burgenses eis darent totalem summam tallie seu assisie, ut certius possent scire residuum tallie, quod non debet excedere triginta vel quadraginta libras, secundum quod in carta regis Philippi super hoc et aliis confecta plenius continetur. Burgenses autem dicebant quod hoc non tenebantur facere, nec de hoc usi fuerant decanus et capitulum supradicti: Audita vero et intellecta carta capituli et burgensium, determinatum fuit concorditer a consilio quod, facta tallia, burgenses tenentur dicere ipsis decano et capitulo totalem summam ipsius tallie, ut possint scire residuum, si quod fuerit, et, si burgenses petant aliquem compelli per decanum et capitulum ad solvendum talliam suam, tenentur eis primo dicere ad quam summam solvendum petunt eos compelli, nec per se possunt aliquem compellere ad solvendum. Preterea, cum ipsi burgenses tenerentur solvere domino Regi predictam talliam ad tres terminos,

petebant habere duos menses ad levandum talliam in quolibet ipsorum trium terminorum. Decanus vero et capitulum dicebant quod in tota tallia levanda debent habere duos menses tantummodo et non amplius, secundum tenorem carte predicte. Ad ultimum voluerunt et consenserunt ipsi decanus et capitulum quod burgenses in hac tallia levanda haberent duos menses in quolibet ipsorum trium terminorum. Louis IX, 1259.

VII. Comitissa Pontivi et sorores sue petebant a Rege quod permitteret eas vendere boscos suos de Alisiaco et de Alba-Marla, libere et absque solucione tercii, cum predecessores earum usi fuissent semper ita vendere eosdem boscos, ut ipse dicebant. Dominus Rex, audito per ballivos suos et intellecto usu hujusmodi, voluit et concessit quod, ad voluntatem suam, et salvo jure suo, si super hoc ipsum aliquociens invenire potuerit, ipse sorores vendant boscos predictos libere et absque solucione tercii; et eis fecit reddi arreragia per ballivos suos levata, de vendicione ipsorum boscorum, pro tercio domini Regis.

VIII. Dictum fuit hominibus de Leonibus quod non haberent falcagium quod in foresta de Leonibus dicebant sibi quitatum fuisse.

IX. Quia canonici Sancti-Petri Suessionensis, post pacem tractatam inter ipsos, ex una parte, et comitem Suessionensem, ex altera, per magistrum Johannem de Ulliaco, et per ballivum Viromandensem, contra inhibicionem ipsorum magistri et ballivi, ac servientis domini Regis qui presens erat, fecerunt dari ictus [homini] Regis in curia sua: Capitulum ipsum Sancti-Petri, in eodem loco in quo dati fuerunt ipsi ictus, emendabunt hoc, coram omnibus, ballivo pro domino Rege, maxime cum justicia ipsius loci capta esset antea in manu Regis, et postmodum fiet inquesta super alta justicia inter partes; et, quia homo appellatus in curia canonicorum, compulsus fuit dare canonicis quinquaginta libras, ut dicitur, scietur utrum

Louis IX, 1259. appellans peteret bellum suum ad instanciam canonicorum. Quod si ita, canonici quittabunt ipsum appellatum de eadem pecunia, vel eidem ipsam restituent, si ipsam receperunt; quod si idem appellans, proprio motu suo vel amicorum suorum, petiit bellum suum ab eo qui hoc procuravit, restituetur pecunia hujusmodi appellato (20).

X. Habita recordacione curie super querela que vertebatur inter dominum Johannem de Sancto-Claro, et castellanum ac milites et homines curie comitis Blesensis: Dictum fuit et responsum eidem Johanni quod non audiretur, cum hoc alias fuerit judicatum, videlicet quod non erat audiendus.

XI. Cum filie . . . . . Le Saine, militis, peterent sibi restitui quamdam terram, quam tenet magister Johannes Cadoccus: Audita sentencia quam super hoc protulerant inquisitores domini Regis; auditis eciam racionibus ipsius magistri, responsum fuit ipsis filiabus quod idem magister Johannes remaneret in saysina sua de terra predicta.

XII. Cum dominus Johannes de Baillolio peteret assecuracionem a comite Sancti-Pauli, idem comes, ad mandatum domini Regis, assecuravit eum per hec verba: « Dominus Johannes non habet gardam « de me, nec de meis, nec ipse, nec sui. »

XIII. Cum episcopus Matheus Carnotensis, in vita sua, incepisset vendere quosdam boscos suos, custodes regalium pro domino Rege perficiebant ipsam vendam, et inde pecuniam levaverant pro Rege, quam quidem pecuniam capitulum Carnotense petiit sibi restitui, per quasdam cartas regias quas domino Regi exhibebant: Auditis vero, et intellectis cartis eisdem, determinatum fuit quod dominus Rex non poterat vendere, tempore regalium, boscos quos episcopus Carnotensis habebat, tempore quo ipse carte fuerunt confecte, licet episcopus, dum viveret, incepisset eos vendere, et fuit reddita capitulo

pecunia inde levata per custodes regalium. De boscis autem acquisitis post confectionem ipsarum cartarum, determinatum fuit quod Rex bene potuit perficere, tempore regalium, vendam inceptam ab episcopo. Louis IX. 1260.

XIV. Responsum fuit rusticis de Bonavilla-supra-Toucham, super usagio quod petebant, quod ballus factus a gentibus domini Regis, de loco in quo petunt ipsum usagium, tenebitur, nonobstante clamore suo, secundum quod alias judicatum fuit in Scacario.

XV. Injunctum fuit ballivo Senonensi quod faceret solvi abbati Sancti-Petri-Vivi infractionem abbacie sue, quam infracturam major emendaverat ipsi abbati in pleno parlamento, per jus, coram Rege.

ARRESTA,

CONSILIA ET JUDICIA IN PALLAMENTO ASCENSIONIS DOMINI PARISIUS,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Cum major et pares Belvacenses peterent ab uxore majoris de Monte-Desiderii, que fuerat uxor... de Ruella, quondam civis Belvacensis, quod solveret partem ipsam contingentem de debitis in quibus villa Belvacensis tenebatur pro dono domini Regis et aliis, tempore quo vir suus de Ruella decessit, et ipsa exivit villam Belvacensem, major Montis-Desiderii, vir suus, respondit quod ipsa de debitis hujusmodi nichil solvere tenebatur, cum ipsa non sit civis Belvacensis, nec ibi moretur, nec eciam hereditatem habeat ibidem, nec de bonis ipsius prioris viri sui aliquid teneat, nisi solum dotalicium suum, quod est apud Bellum-Montem. Major autem et pares predicti dicebant e contrario quod, ex quo debita hujusmodi facta fuerant, constante matrimonio inter ipsam et priorem virum suum, et

Louis IX, 1260. quamdiu morabantur Belvaci, ipsa tenetur solvere partem : Auditis hinc inde hiis et aliis racionibus, quia solum dotalicium suum habebat, et maxime alibi quam apud Belvacum, determinatum fuit per consilium quod ipsa nichil tenetur solvere de debitis memoratis.

II. Abbas et monachi de Sacra-Cella tradiderant ad firmam cuidam granchiam suam de Quatuor-Vallibus, que granchia habet usagium suum in foresta de Lagio. Supplicabant domino Regi, ipsi abbas et conventus, quod vellet ut idem firmarius haberet ipsum usagium sicut monachi haberent, si in ipsa granchia manerent, maxime cum minus expenderet firmarius quam monachi, ut dicebant : Placuit domino Regi quod firmarius haberet ipsum usagium, ad voluntatem domini Regis.

III. Restituta fuit domine de Sancto-Andrea saisina placiti de retracto burse de dotalicio et frairagio, ac eciam de toto placito ensis, in die mercati sui, secundum quod alias fuit sibi deliberata a domina regina Blancha, per inquestam inde factam de mandato suo, per Guillelmum de Vicinis et Droconem de Montigniaco; et fuit facta restitucio predicta, salvo jure domini Regis.

IV. Quidam hospes Templi de Feucherolles appellavit alium hospitem Templi, manentem apud Monemer, de prodicione vel casu alio pertinente ad altam justiciam. Templarii vocaverunt ipsum hospitem de Monemer, apud Feucherolles, et, quia ipse ibi respondit coram eis, adjudicaverunt inter ipsos duellum. Ballivus se opposuit, dicens quod Rex habet talem justiciam apud Menemer, ubi manet appellatus. Templarii dicunt, ex adverso, quod usi sunt justiciare hospites suos de Monemer apud Feucherolles et alibi, per totam castellaniam Mellenti : Cum Templarii non ostendant cartam nec aliud per quod ista justicia sit sua, et, de generali consuetudine, Rex habeat altam justiciam per totam castellaniam Pissiaci, in qua sita est ipsa villa de Monemer, Rex remanebit in saysina ipsius justicie,

et remanebit istud duellum quousque Templarii ostendant aliud sufficiens pro se. Louis IX, 1260.

V. Episcopus Laudunensis et homines sui de Anisiaco petebant declaracionem fieri super articulo in quo fit mencio de talliis ipsorum hominum, quantum ad possessiones quas habent extra terminos Anisiaci : Declaratum fuit, per Clementem, archidiaconum, Guillermum, cantorem, Laudunenses, dominum Petrum de Fontaneto, Matheum de Belna, ballivum Viromandensem, qui pacem fecerant inter ipsum episcopum, ex una parte, et predictos homines, ex altera, quod ipsi homines tenentur solvere talliam episcopo de pratis, terris, vineis et aliis possessionibus quas habent extra terminos Anisiaci, et sic intelligebant articulum illum contentum in littera super ipsa pace confecta.

VI. Dominus Johannes de Valeriaco petebat a domino Rege, quod sibi restitueret seu redderet castrum Montis-Regalis, cum pertinenciis, et totam aliam terram que fuit domini Alani de Rociaco, in Albigesio, de qua idem Alanus decesserat in feodo et homagio comitis Montis-Fortis, ut dicebat, nec eam forisfecerat; et istud petebat tanquam proximior heres ipsius Alani. Dominus Julianus de Perona, miles, et magister Johannes de Ulliaco, responderunt e contrario, pro domino Rege, quod idem Johannes non debebat super hoc audiri, cum alias, quando eandem terram petebat a domino Rege, racione donacionis sibi facte a predicto Alano, de terra predicta, racionibus suis ac racionibus domini Regis plenius intellectis, per jus dictum fuit et responsum eidem Johanni de Vallieraco quod Rex non tenebatur eidem super hoc respondere, et cecidit a petitione sua. Dominus Johannes dixit e contrario quod audiri debebat, non obstantibus premissis, secundum jura scripta, cum eciam semper fuerit protestatus quod in verbo suo posset emendare, nec de prima peticione sua subisset judicium, preterea quia dictum fuit eidem alias, ut dicit, quod recurreret ad quem istorum duorum mo-

Louis IX, 1260. dorum petendi ipse vellet, quod negaverunt ipsi dominus Julianus et magister Julianus[1]. Tandem partes pecierunt jus super hoc sibi fieri: Quia, secundum consuetudinem Francie, ex quo aliquis cadit a peticione sua, secundum unum modum petendi, postmodum, per alium modum petendi, nisi de novo emerserit, non debet audiri, judicatum fuit concorditer ab omnibus, quia modo petit tanquam proximior, alias pecierat racione donacionis sibi facte, non debet super hoc audiri, nec tenetur dominus Rex eidem Johanni super hoc respondere.

VII. Guerardus Monerius, pedagiarius Perone, dicebat quod plurimum dampnificatus fuerat in ipso pedagio racione guerre Hainonensis (21), quia, propter maliciam, non poterant nec audebant mercatores ferre mercandisias suas per ipsum pedagium, ut dicebat, propter quod supplicabat domino Regi quod sibi restitueret dampna sua: Quia plures et melius transibant mercandisie per ipsum pedagium, tempore ipsius guerre quam antea, propter securitatem, et quia per partes Flandrie non audebant secure transire, responsum fuit quod Rex non tenebatur, et fuit impositum eidem super hoc silencium.

VIII. Placuit domino Regi quod terre, vinee, prata et alia minuta que, racione heresis, veniunt ad manum Regis, vendantur, per senescallum, dominis a quibus tenentur in senescalcia Carcassone (22).

IX. Episcopus Eduensis, in causa proprietatis que vertitur inter ipsum episcopum, ex una parte, et abbatem et conventum Flavigniaci, super homagio Flavigniaci, ex altera, petit diem ostensionis. Pars adversa dicit in contrarium quod, in hac causa, in qua solum agitur de homagio, non debet dari dies ostensionis, maxime quia in causa possessionis ipsius homagii fecit ipsemet episcopus hujusmodi ostensionem, quam sibi petit modo fieri in causa proprietatis: Quia [per] erramenta facta in causa possessionis non admittuntur erramenta in causa proprietatis, habebit episcopus diem ostensionis.

[1] Lisez *Johannes*.

X. Dominus Robertus de Yvriaco petebat gardam feodi quod fuit Guillelmi Legramaire, militis. Ballivus Gisorcii dicebat quod Rex debebat habere gardam ipsius feodi, cum moveat de ducatu, ut dicebat: Quia non movet ipsum feodum de ducatu, et dominus Rex alias, quando ipsum fuit hujusmodi garda in manu domini Regis, fecit inde debitas redibencias domino feodi, prout fuit inventum per ballivum, reddita fuit hujusmodi garda domino Roberto de Yvriaco. Louis IX, 1260.

XI. Quia contencio fuit et discordia inter decanum et capitulum Sancti-Martini, ex una parte, et burgenses Castri-Novi Turonensis, ex altera, super facto tallie seu misie in ipso castro facte, cujus totalem summam petebant sibi dici decanus et capitulum, ac summam eciam ad quam solvendam petebant ipsi burgenses, per decanum vel capitulum, aliquem compelli, super quo dicebant decanus et capitulum se judicium habuisse pro se, burgensibus negantibus ita esse, tandem partes pecierunt super hoc recordacionem curie: Recordata est curia, pro capitulo et decano, eodem modo quo supra ponitur, in proximo precedenti parlamento.

XII. Cives Claromontenses petebant sibi restitui a domino Rege saysinam clavium et sigilli ville Claromontis quam cepit supra eos dominus Nicolaus de Menoto, tunc ballivus Bituricensis, pro domino Rege, de quibus clavibus et sigillo semper fuerunt in pacifica possessione, ut dicebant. Dicebant eciam quod sunt fideles Regis, et juramentum fidelitatis faciunt eidem pro omnibus viventibus, et quod jurant eidem domino Regi reddere villam Claromontis, ad magnam vim et parvam, quod non possent facere, nisi haberent claves ville. Procurator episcopi Claromontensis dicebat e contrario et petebat easdem claves sibi restitui pro episcopo, cum episcopus sit dominus ville, et, ejus nomine, habuerint saysinam ipsi burgenses, si aliquam habuerunt, quod procurator non cognoscebat nec negabat. De sigillo michil respondit idem procurator; et episcopus tenet

Louis IX. 1260. civitatem Claromontis a Rege : Quia predictus dominus Nicolaus de Menoto cepit claves et sigillum hujusmodi supra ipsos cives, reddita fuit ipsis civibus saysina clavium et sigilli.

XIII. Major et jurati Silvanectenses statuerunt, pro bono communi apud Silvanectum, quod fieret ibi panis venalis de uno denario tantum, et inhibuerunt ne aliter fieret. Episcopus Silvanectensis petiit quod istud statutum et inhibicio hujusmodi revocarentur, cum sit in prejudicium ipsius, ut dicit, ac hominum suorum manencium circa Silvanectum, qui consueverunt deferre apud Silvanectum panem venalem de duobus, tribus, vel quatuor denariis : Dictum fuit episcopo quod non audiretur super hoc, nec revocaretur hujusmodi inhibicio.

XIV. Executores domini Auberti de Hangesto petebant contra comitem Vindocinensem, quod legatum ipsius domini Auberti caperetur super dotalicio comitisse, uxoris sue, sicut in alia terra ipsius Auberti, cum ipsa teneat ballum filii, qui fuit filius ejusdem Auberti; et hoc petebant, secundum usum seu consuetudinem ipsius terre, quamdiu tamen ipsa comitissa tenebat ballum predictum. Ista consuetudo sive usus negatus fuit a comite : Quia per inquestam inde factam sufficienter probatus est iste usus, ipsa comitissa solvet de legato hujusmodi, pro dotalicio suo, racione balli filii sui, quem tenet, quamdiu tamen ipsa tenebit ballum predictum.

XV. Ludovicus Defeux, miles, proponebat contra Thomam de Oratorio, armigerum, quod ipsum graviter et proditorie vulneraverat et maagnaverat, et id petebat sibi emendari. Thomas dixit e contrario quod quidam nepos et consanguineus ipsius Ludovici, et alii cum ipsis, ipsum Thomam proditorie et graviter vulneraverant, et ideo, post quadraginta dies, vulneravit ipsum Ludovicum, tempore quo guerre adhuc durabant, quod bene tunc potuit facere, ut dicebat. Idem Ludovicus non negavit quin nepos et consanguineus

suus ipsum Thomam vulnerassent, set hoc factum non retrahebat ad se : Quia, tempore quo guerre adhuc durabant, post quadraginta dies vulneracionis ipsius Thome, idem Ludovicus fuit vulneratus, sibi imputet, quia male custodivit se (23). Louis IX, 1260.

XVI. Prior Sancti-Lupi de Cerans petebat transversum a monachis Regalis-Montis, de rebus suis quas per Ysaram ducunt, subtus Sanctum-Lupum, cum fuit in possessione habendi ipsum transversum ab omnibus ibi transeuntibus. Monachi Regalis-Montis dicunt e contrario quod habent litteras domini Regis de quittancia pedagiorum, nec unquam ibidem solverunt pedagium, ut dicebant. Prior Sancti-Lupi dicebat ad hoc quod, per potenciam et mandatum domini Regis, compulsi fuerant usque nunc recredere res monachorum Regalis-Montis, quas propter transversum hujusmodi capiebant : Quia dominus, in concessione litterarum suarum non dedit monachis Regalis-Montis quittanciam, nisi in propriis suis pedagiis, solvant monachi Regalis-Montis ipsum transversum priori Sancti-Lupi; quantum ad litteram Regis, non vult Rex quod per litteram suam sint quicti.

XVII. Heredes Radulphi de Sancto-Benedicto petebant justiciam et bona latronis capti in terra sua de Forniers et de Jonqueriis, quam habent ex dono Regis, cum super hoc usi fuerint, ut dicebant, vel saltem bona condempnati de furto peterant : Quia Peregrinus Latimerius, tunc senescallus Belli-Cadri, in instrumento publico confecto super assisia ipsius terre, expresse retinuit pro Rege cavalcatas, publica crimina et penam furti, remanebunt hec domino Regi. De bonis vero condempnati de furto, que petebant, faciet eis senescallus secundum consuetudinem terre, vel ipsis heredibus deliberet, vel pro Rege retineat.

XVIII. Ordinatum fuit, et unanimiter concordatum per totum consilium, quod quedam capcio que fiebat in domibus apud Compendium, et dicebatur Abandons, cesset a modo, et amoveatur omnino.

Louis IX, 1260.

ARRESTA

ET CONSILIA ET JUDICIA PARISIIS, IN PALLAMENTO OCTABARUM NATIVITATIS BEATE MARIE VIRGINIS,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Quia datum fuit domino Regi intelligi quod ballivi sui habebant et tenebant servientes suos residentes in villis prelatorum, baronum, militum et aliorum, qui tenent a domino Rege, in quibus villis dominus Rex non habet nisi feodum et ressortum; ex quo plurimi conqueruntur : Dominus Rex precepit ballivis suis quod tales servientes ab hujusmodi villis penitus amoverent, nec eos de cetero ponerent sine sua licencia speciali.

II. Cum quidam armiger verberasset, apud Silvanectum, quemdam hominem qui ibi venerat ad submonicionem prepositi domini Regis, ut dicebatur, prepositus Silvanectensis peciit justiciam de ipso facto; et quia idem verberatus venerat ad submonicionem suam, et quia Rex habet justiciam nobilium, de facto corporum et mobilium suorum, in comitatu Silvanectensi, ut dicebat. Major vero Silvanectensis petebat ipsam justiciam, quia ad villam Silvanectensem pertinet hec justicia, per cartam Regis, ut dicebat : Audita vero et intellecta hujusmodi carta, deliberata fuit hujusmodi justicia ipsi majori.

III. Placuit domino Regi quod quoddam feodum suum, situm apud Dammart, quod quidam miles dedit, ut dicitur, monasterio Latigniacensi, jam elapsis quadraginta annis et amplius, remaneat eidem monasterio.

IV. Cum burgenses de Bella-Quercu consuevissent ponderare, ad propria pondera sua, lanas et alia, ubi vellent in villa, et specialiter in Domo-Dei, cui dabant denarium Dei, et aliquociens unum obolum, quando volebant, ballivus Ambianensis, audito quod in hujus ponderibus suis fraudem faciebant, voluit quod ipsi burgenses ponderarent in hala Regis, in publico, et ad pondus Regis, ne ulterius possent in hoc fraudem committere. Burgenses contradicebant, dicentes quod ipsi erant in possessione ponderandi propriis ponderibus, et ubi vellent in villa: Ad amputandam omnem fraudem, concordatum fuit et injunctum a consilio domini Regis, quod ipsi burgenses ponderent propriis ponderibus, vel ad pondus domini Regis in hala domini Regis, propriis manibus, vel, si ad pondus Regis faciant per alium ponderari, dent ponderatori quod voluerint. Non vult tamen Rex quod, racione ponderis, aliquid novum levetur a burgensibus antedictis. Louis IX, 1260.

V. Preterea, cum forinseci consueverint solvere, apud Bellam-Quercum, duodecim denarios pro toragio, quando juste capti tenentur ibi in castro Regis, sicut ballivus dicebat, idem ballivus volebat quod burgenses Belle-Quercus similiter solvant duodecim denarios pro toragio, cum capiuntur ibidem, set quia burgenses dicebant quod nunquam consueverunt solvere hujusmodi duodecim denarios, cum capiuntur ibidem, injunctum fuit ballivo quod si invenerit quod ipsi burgenses non consueverunt solvere ipsos duodecim denarios, cum capiuntur in castro Belle-Quercus, ipsos super hoc dimittat in pace, nec novam consuetudinem imponat eisdem.

VI. Cum Philippotus de Tremelliaco, armiger, peteret assecurari in curia ista, a domicella Aglentina de Bonolio, que de quadam injuria sibi facta ab ipso Philippoto, ut dicebat, conquerebatur; peteret eciam assecurari a Johanne de Merincuria, armigero, marito ipsius Aglentine, eadem Aglentina nolebat ipsum Philippotum assecurare, nisi per jus, cum haberet maritum in cujus potestate erat: Quia, ra-

Louis IX, 1260.

cione injurie quam ipsa Aglentina dicebat persone sue factam fuisse ab ipso Philippoto et aliis, petitur hujusmodi assecuracio, concordatum fuit a consilio quod ipsa Aglentina et maritus suus assecurarent ipsum Philippotum.

VII. Cum quidam homo de communia de Athyes fregisset quamdam assecuracionem apud Athyes, ut ballivus dicebat, ballivus volebat habere justiciam de infractione istius assecuracionis, pro Rege, majore et burgensibus de Athyes dicentibus e contrario quod hujusmodi justicia pertinet ad ipsos, per cartam domini Regis quam habent: Audita et intellecta hujusmodi ipsa carta, determinatum fuit quod hec justicia pertinet ad Regem (24).

VIII. Cum decanus et capitulum Beati-Martini Turonensis peterent prosecutionem manusmortue cujusdam hominis sui qui dicebatur..... et venerat aliunde de terra ipsius capituli, moraturis apud Feritatem-Milonis, et ibi decesserat sine herede, hominibus de Feritate-Milonis dicentibus e contrario quod decanus et capitulum super hoc non debent audiri, quia, per cartam Regis, de manumortua liberati sunt, et libertate hujusmodi usi sunt per longum tempus, secundum quod fuit inventum in inquesta super hoc facta inter ipsos et predictos decanum et capitulum, sicut dicunt, et maxime quia super consimili casu habuerunt pro se judicium in hac curia, contra abbatissam de Morguevalle, ut dicunt, dicentes [1] eciam quod nullus habet ibi manummortuam, nisi quatuor pares ipsius castri, decano et capitulo e contra dicentibus quod super hoc non sunt usi contra ipsos, nec libertas carte Regis, que fuit concessa, salvo jure alieno, extendit se, nisi ad homines Regis ibi manentes: Auditis racionibus parcium, et audita carta predicta, determinatum fuit quod ipsi decanus et capitulum habeant prosecutionem manusmortue apud Feritatem-Milonis, de hominibus suis de terra sua ibi venientibus, et ibi morantibus, quando

[1] Lisez *dicentibus*.

ibi moriuntur sine herede. Et est sciendum quod inquesta predicta facta fuerat super possessione ipsius manusmortue, que possessio prius fuerat adjudicata ipsis hominibus; set nunc proprietatem amiserunt. Louis IX, 1260.

IX. Cum dominus Rex dedisset terram suam et alia que habebat in Caturcensi, Lemovicensi et Petragoricensi dyocesibus, regi Anglie, per pacem inter ipsos habitam (25), exceptis hiis que dominus Rex non potest ponere extra manum suam, per litteras suas inde factas, senescallus et gentes regis Anglie voluerunt justiciare, et dominio regis Anglie subjicere quoddam territorium ville Sancti-Anthonii contiguum ipsi ville site in dyocesi Ruthenensi, eo quod territorium ipsum situm est in dyocesi Caturcensi, secundum pacis predicte, burgensibus ejusdem ville se opponentibus, petentibus eciam quod idem territorium, quod contiguum est ipsi ville, et est de justicia ac dominio ipsius ville, et fuit ab antiquo, et illud possedit ipsa villa tempore eciam comitis Tholose cum multa sanguinis effusione, remaneat in dominio domini regis Francie, nec a ville domanio separetur: Quia dominus Rex, per litteras suas, non potest ipsam villam Sancti-Antonini extra manum suam ponere, et istud territorium, aisancia ipsius ville et de dominio, ac justicia ejusdem, et illud possedit ab antiquo, et sine enormi lesione ville non posset ab ea separari, determinatum fuit quod ipsum territorium non separabitur a dominio ipsius ville, set remanebit in jurisdictione domini regis Francie.

X. Cum quedam mulier conquesta fuisset magistro domus Templi de Chalou quod quidam homo ipsam rapuerat, et violenter cognoverat, idem magister ipsum hominem fecit extra Stampas arrestari, et in prisione sua tenuit eundem, asserens se omnem justiciam habere apud Stampas et in castellania, in septimana ferie, per cartam regiam, apud Stampas sibi concesse, et de justicia asserebat se et predecessores suos usos fuisse apud Stampas, et per totam

Louis IX, 1260. castellaniam, in septimana predicta; et quia dominus Rex de novo preceperat quod burgenses Stampenses guettarent villam Stampensem de nocte, petebat idem magister quod submonicio ipsius guetti fieret in septimana sua, per ipsum et non per gentes Regis. Petebat insuper quod ea que gagiata erant in septimana sua, coram ipso, vel mandato suo, prosequi posset, et compellere ad solvendum, seu complendum extra septimanam suam, super quo dicebat se et predecessores suos multo tempore usos fuisse. Ballivus domini Regis dicebat e contrario, pro domino Rege, quod justiciam aliquam non habebat in castellania Stamparum, nec eciam in villa, nisi solum in loco in carta sua expresso, et in septimana ferie sue, propter quod petebat predictum hominem, quem idem magister ceperat, sibi reddi. Dicebat eciam quod submonicio guetti pertinebat solum ad Regem. Dicebat insuper quod idem magister prosequi non poterat extra septimanam suam ea que, in septimana sua, coram ipso, cognita fuerant, seu eciam gagiata, quia carta sua non concedebat hec eidem magistro: Audita carta hujusmodi, quia per ipsam cartam solum conceditur ipsi magistro de Chalou quedam ferie apud Stampas, singulis annis, in foro novo, per octo dies duratura, cum omnibus justiciis, injunctum fuit magistro quod predictum hominem, extra Stampas captum, redderet ballivo, pro domino Rege, nec de cetero extra septimanam suam et locum in ipsa carta expressum, justicia uteretur, licet super hoc usus fuerit, ut dicebat, quia talis usus non valet, quia directe est contra cartam suam, et fraudulentus est, maxime cum cartam suam haberet penes se; determinatum fuit eciam quod submonicio guetti, quam petebat, ad dominum Regem solummodo pertinebat. De gagiatis vero in septimana magistri, determinatum fuit quod idem magister, ea que in septimana sua gagiata fuerant coram ipso, per manum domini Regis haberet, extra septimanam suam.

XI. Ordinatum est de negocio cambellani de Tanquarvilla quod inquiratur in Scacario si tantum transtulit quod faciat ad prescripcio-

nem, quia propter redevencias quas percipiebat, si tempus prescripcionis lapsum fuerit, videtur jus homagii amisisse. Louis IX, 1260.

XII. Videtur consilio quod villa episcopi Lemovicensis, que dicitur Nooillac, remanere debet domino Regi, nec potest eam ponere extra manum suam.

XIII. Cum Stephanus de Monte-Sancti-Johannis, armiger, quittavisset, tradidisset et guerpivisset in perpetuum domino Regi et ejus heredibus castrum de Feritate-Aelidis, cum pertinenciis, pro trecentis libris Parisiensibus annui redditus, sibi et heredibus suis in perpetuum, a domino Rege et successoribus suis, reddendis Parisius, apud Templum; ita tamen quod dominus Rex tenetur solvere feoda et elemosinas que predictus Stephanus et predecessores sui ibidem solvebant, dominus Ansellus de Trienello, maritus sororis ipsius Stephani, supplicavit et peciit a domino Rege quod ipsum castrum de Feritate, cum pertinenciis, sibi deliberaret et redderet tanquam proximiori, racione uxoris sue, resumendo permutacionem suam, videlicet trecentas libras predictas quas inde predicto Stephano et heredibus suis debebat reddere annuatim, et hoc petiit idem Ansellus, infra annum et diem a confectione permutacionis predicte: Audita vero hujusmodi peticione ipsius Anselli, unanimiter fuit concordatum et determinatum, per totum consilium domini Regis, quod hujusmodi trecente libre annui et perpetui redditus sunt hereditas, et, quia dominus Rex dedit hereditatem pro hereditate, nec aliqua summa pecunie apposita fuit in hujusmodi permutacione, non est ibi retractus, nec super hoc debebat audiri idem Ansellus; et super hoc fuit eidem Ansello silencium impositum.

XIV. Conquerebatur dominus Oliverius de Cliçon de comite Britannie, quod idem comes dissaysiverat eum de castro de Cliçon et pertinenciis ejus, et res ipsius ceperat, postquam idem Oliverius advocaverat se ad Regem tanquam ad superiorem, propter quod pe-

Louis IX, 1260. tebat sibi restitui res suas, et saysinam castri predicti ac pertinenciarum ejusdem. Comes vero dicebat in contrarium quod idem Oliverus non debebat super hujusmodi petitione audiri, quia ipse, sponte sua, per litteras suas et per juramentum suum, supposuerat se et totam terram suam ac omnia bona sua omnimode voluntati ipsius comitis, si ipsum guerrearet, vel in aliquo forisfaceret eidem de cetero; et post hec cheminavit [contra] ipsum comitem in inimicis capitalibus, et proditoribus ipsius comitis adhesit, propter quod, per judicium curie ipsius comitis, idem Oliverus amisit terram suam, et eidem comiti fuit adjudicata, super quo idem comes litteras pluribus sigillis sigillatas exhibebat. Ostendebat eciam idem comes litteras Oliveri predicti, super eo quod se ipsius supposuerat voluntati. Idem vero Oliverus litteras suas cognovit; proposuit tamen, ad deffensionem suam, quod [post] confectionem litterarum hujusmodi pacem fecit cum ipso comite, de assensu et voluntate ipsius comitis in hunc modum, videlicet quod in curia Regis appellaret et prosequeretur de prodicione dominum Alanum de Avalgor, et de hiis que comes sibi imponebat purgaret se per duodecim homines vel infra, per quam pacem idem comes quittavit eidem Olivero omnia forisfacta et erramenta ante habita, et eidem reddere debuit saysinam ipsius castri et pertinenciarum ejus, ut idem Oliverus dicebat. Comes tamen nichilominus dicebat quod idem Oliverus super hoc non debebat audiri contra litteram suam et juramentum suum: Partibus vero super hoc petentibus jus sibi fieri, judicatum fuit quod comes tenebatur respondere ad pacem hujusmodi quam idem Oliverus proponebat (26).

XV. Cum, in causa que vertebatur inter comitem Andegavensem, ex una parte, et dominum Gaufridum de Brueria, dominum de Trou, ex altera, idem comes in quatuor parlamentis contramandavisset, die postmodum partibus prefixa, secundum omnia erramenta, ad parlamentum Penthecostes proximo precedens, idem Gaufridus proposuit quod volebat ut idem comes exprimeret essonnia sua propter

que contramandavit, et ea probaret ad usus curie. Procurator vero ipsius comitis dixit quod, propter infirmitatem suam, contramandaverat idem comes, et hoc offerebat idem procurator se probaturum per juramentum suum. Dominus vero de Trou noluit hanc probacionem recipere, cum, secundum usum curie, procurator in tali casu jurare non debeat, ut dicebat. Determinato quod juramentum procuratoris non debebat admitti super hoc, procurator ipsius comitis obtulit se predicta essonnia probaturum per testes. Idem autem Gaufridus petiit hanc probacionem per juramentum comitis fieri, et non per testes. Partibus vero talia hinc inde proponentibus, curia assignavit diem, secundum erramenta, prefato comiti et alteri parti ad istud parlamentum. Hac vero die, presente procuratore comitis, predictus Gaufridus petiit quod comes probaret essonnia sua per juramentum suum, ut superius predictum est, vel quatuor diebus contramandacionum et duobus sequentibus parlamentis ponatur in defectu idem comes. Procurator autem comitis obtulit se probaturum hujusmodi essonnia per testes ut prius : Partibus autem petentibus super hoc jus sibi fieri, judicatum fuit quod comes debet probare predicta essonnia sua, per proprium juramentum suum, et non per testes. Hoc facto petiit predictus Gaufridus quod comes ponatur in defectu, ut predictum est, in diebus contramandacionum, cum non probaverit essonnia sua, ut debebat, in parlamento eciam Penthecostes et in isto, cum nunc declaratum sit quod comes non fecit ea que dies desiderabat . . . . . propter que debebat dictus Gaufridus habere saysinam castri de Trou et pertinenciarum ejus, vel querelam suam propter hoc emendari, quantum posset fieri de jure. Procurator quidem comitis dicebat e contrario quod non debebat poni in defectu, in parlamento Penthecostes, cum ad hanc diem Penthecostes miserit procuratorem suum, qui paratus fuit probare per testes, et, antequam declaratum esset quod non deberet probare per testes, non debet poni in defectu, et maxime quia ad ipsam diem dictum fuit tantummodo quod procurator comitis jurare non poterat in hoc casu. Nunc, cum determinatum sit quod

Louis IX, 1260.

Louis IX, 1260. comes non probabit per testes, petiit procurator quod curia mittat ad ipsum comitem, pro recipiendo ipsius juramento, vel alia dies prefigatur ei ad quam veniat juraturus, parte adversa dicente quod, secundum usum curie, non debet ad eum mitti, nec ei alia dies assignari, quia procurator suus habuit multum spacium per quod potuit significare ipsi comiti quod veniret ad istud ultimo preteritum parlamentum, facturus quod dies desiderabat : Auditis rationibus parcium, judicatum fuit quod, ex quo comes non venerat probaturus essonnia sua ut debebat, in diebus contramandacionum et diebus duorum parlamentorum predictorum, defecerat, et fuit judicatum quod idem Gaufridus habeat saysinam castri de Trou et pertinenciarum ejus, salvo jure proprietatis.

XVI. Stephanus dictus Manseboc, Johannes dictus Poïer, qui pro morte filii Radulphi de Cergiaco, clerici, tenebantur, Stephanus Parisius, et Johannes Pontisare, in prisione Regis, et detenti fuerant per duos annos et amplius, post multas inquestas super facto hujusmodi contra ipsos de mandato domini Regis factas, per dominum Regem et totum consilium suum absoluti sunt de morte ipsius clerici, et liberati fuerunt omnino de prisione Regis; et de mandato Regis, predictus Radulphus assecuravit de se et suis ipsos Stephanum et Johannem ac suos.

XVII. Placuit domino Regi quod major Silvanectensis, qui super hoc prius locutus fuit, ac alii majores bonarum villarum, habeant justiciam de baptizatis in villis suis manentibus, quando delinquunt, in hiis tamen in quibus justicia pertinet ad ipsos (27).

XVIII. Quidam servientes qui capti tenebantur Senonibus, in prisione domini Regis, eo quod imponebatur eis quod quamdam ecclesiam Senonibus combusserant, absoluti sunt super combustione hujusmodi et liberati, quia, secundum inquestam super hoc factam, de mandato domini Regis, non fuerunt inventi rei hujus facti.

XIX. Conquerebatur abbas Bone-Vallis quod gentes comitis Blesensis quemdam prioratum suum, qui dicitur Colomeinvilla, in quo duo monachi morantur, et est locus privilegiatus et antiquus, violenter et cum armis fregerunt, et inde equos molendini dicti prioratus abduxerunt. Comes violenciam et arma negavit; dixit tamen quod equos ibi ceperat, utendo jure suo, et quia ibi habebat justiciam, et erat in possessione ibidem capiendi, tanquam in justicia sua, ut dicebat. Abbas petebat locum ipsum, tanquam privilegiatum, resaisiri: Injunctum fuit ipsi comiti quod predictum locum resaisiret, si ita sit quod locus ille sit privilegiatus et sit ibi ecclesia, nec monachi de novo ibi incluserint loca ipsi comiti justiciabilia; et fuit determinatum quod, si locus talis esset ut abbas proponebat, usus non debebat valere comiti supradicto. Louis IX, 1200.

XX. Cum ballivus Gisorcii compelleret quemdam armigerum de Espinolio, ut moniales Pontisare, que in feodo suo quamdam terram emerant, de ipsa terra poneret in saysinam : Ipso armigero nolente ponere feodum suum in manumortua, determinatum fuit quod idem armiger non tenebatur ipsas moniales de feodo suo saisire, cum ipsum acquisivissent titulo emptionis.

XXI. Determinatum est quod campinus et haya Alyne remanere debent in communi, sicut solent.

XXII. Petebant major et burgenses Pomponii quod domina de Montatiere intraret, per eos et dominium ipsorum, in possessionem rerum quas ipsa habet apud Pomponium, ex permutacione facta cum monachis Regalis-Montis, quia hujusmodi dominium pertinet ad ipsos, per cartam suam, ut dicunt. Monachi vero Regalis-Montis dicebant in contrarium, quod ipsa domina ad hoc non tenebatur, cum ipsi, post pacem factam inter ipsos et dictos homines, res predictas in manumortua tenuerunt, et ex dono Regis, et de feodo Regis movebant, ut dicebant : Quia tota justicia ipsius loci fuit data per cartam

Louis IX, 1260. eisdem hominibus, excepto raptu, multro et scato, et de rebus predictis solverunt dicti monachi ipsis hominibus duodecim denarios censuales, audita carta hominum, determinatum fuit quod ipsa domina intraret, per eosdem homines in possessione rerum predictarum, earum videlicet que sunt de censiva et non feodalium.

JUDICIA

ET CONSILIA EXPEDITA PARISIUS, IN PARLAMENTO SANCTI MARTINI HYEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Cum abbates Belli-Becci, Vallis-Sarnaii, Mortui-Maris, Vallis-Beate-Marie et Boni-Portus, ac eorum conventus, Cisterciensis ordinis, vellent dischargiare ac vendere vina sua apud Rothomagum, quod facere poterant, ut dicebant, per cartas regias sibi concessas, quas exhibebant, licet nunquam super hoc usi fuerint, ut confitebantur, quia non fuerat eis opus usque modo, sicut dicebant, et major et pares Rothomagenses se opponerent, dicentes quod hoc non poterant facere ipsi abbates, quia nunquam super hoc usi fuerant, et quia hoc esset contra usus et consuetudines, et contra cartam ville Rothomagensis, que antiquior et prior erat prefatis cartis ipsorum abbatum (28), in qua quidem carta continetur expresse quod nullus nisi manens Rothomago potest dischargiare vinum Rothomago, et propter illud revendendi; in qua eciam confirmate sunt eisdem burgensibus consuetudines et libertates sue : Visis cartis hinc inde, et auditis rationibus partium, judicatum fuit quod nichil dictum fuit, ex parte ipsorum abbatum et conventuum, per quod cives Rothomagenses amittant libertatem suam predictam quam habent per cartam regiam, et de qua usi sunt.

II. Cum Droinus de Melloto proponeret, contra Petrum Gisardi,

quod idem Petrus erat proditor suus, quia, cum ipse esset serviens suus juratus de juribus ac rebus suis custodiendis, idem Petrus procuravit quod duo homines ipsius Droini transferrent se ad dominium comitis Nivernensis, nec remanencias ipsorum hominum arrestavit idem Petrus, ad opus ipsius Droini, licet hoc facere potuisset, ad usus et consuetudines ipsius terre, et ad hoc faciendum teneretur; ex quo, propter defectum ipsius Petri, dicebat idem Droinus se dampnificatum esse in duobus millibus marcharum, quas ab ipso petebat sibi reddi; memoratus eciam Petrus negaret prodicionem, et data fuissent inde gagia in assisia Sancti-Petri de Monasteriis: Declaratum et terminatum fuit per curiam istam quod, secundum hec, illa non erat ibi prodicio nec gagia. Tenetur tamen idem Petrus respondere de dampnis. Louis IX, 1260.

III. Cum dominus de Hotot, in vita sua, incepisset facere quoddam waure (29), et domina de Hotot, relicta, que receperat a domino Rege firmam de Hotot, supplicasset domino Regi quod dimitteret predictum waure, quia plurimum erat dampnosum heredi de Hotot, qui erat in garda domini Regis: Dominus Rex, habito consilio, attendens ipsum waure plurimum esse dampnosum predicto heredi, voluit quod dimitteretur usque ad etatem ipsius heredis, dum tamen prefata domina sufficienter caveat domino Regi, quod ipsum super hoc conservabit indempnem, si prefatus heres, cum ad etatem suam devenerit, aliquid super hoc peteret ab eodem domino Rege.

IV. Cum homines Hospitalis Iherosolimitani de Normannia peterent dimitti in pace, super soluciones foagii quod Hospitalis petebat ab eisdem, licet quittancia ipsius foagii concessa esset eisdem hominibus per cartam regiam, ut ipsi homines dicebant, et predicti Hospitalares dicerent, ex adverso, quod ipsi fuerant a multo tempore et erant in saysina percipiendi ipsum foagium ab hominibus supradictis: Audita et intellecta carta ipsorum, determinatum fuit quod ipsa quittancia concessa fuit eisdem hominibus, et fuit inhibitum Hospitalaribus ne foagium de cetero perciperent ab eisdem.

Louis IX, 1260. V. Cum hospites episcopi Parisiensis nollent solvere partem ipsos contingentem de gisto quod dominus Rex cepit apud Antoigniacum, secundum quantitatem terrarum pro quibus debetur gistum predictum, quas ipsi tenent : Injunctum fuit hominibus de Antoigniaco quod assiderent ipsum gistum, prout debebant, et preposito Parisiensi quod, secundum ipsam assisiam, faceret illud levari.

VI. Cum abbas et conventus Corbienses ac Symon de Folleto, miles, dicerent se habuisse saysinam justicie in villa de Folleto per inquestam inde factam de mandato istius curie, et major ac jurati Corbienses hoc negarent : Tandem, partibus super hoc petentibus recordacionem curie, recordata est curia quod predicti abbas et conventus ac Symon de Folleto habuerunt saysinam justicie in villa de Folleto; et hoc postmodum confessi sunt in pleno parlamento ipsi major et jurati.

VII. Cum abbas Sancti-Petri super Divam peteret sibi restitui saysinam duorum latronum captorum in terra sua, et suspensorum a ballivo Constanciensi, et hoc peteret per cartam regiam quam super hoc exhibebat, et predictus ballivus diceret quod hoc pertinebat ad placitum spate, quod etiam idem abbas non habebat inquestam in terra sua : Quia predictus abbas non habet inquestam in terra sua, per cartam regiam quam exhibebat ad probandam intencionem suam, determinatum fuit quod ipse non haberet saysinam predictorum duorum latronum.

VIII. Cum burgenses Castri-Radulphi placitarent in hac curia contra dominum Castri-Radulphi, super quibusdam articulis carte sue quam habent ipsi burgenses a domino Castri-Radulphi, confirmatam a rege Philippo, in qua continetur expresse quod Rex compelleret ipsum dominum Castri-Radulphi ad observanda ea que in ipsa carta contenta sunt, si idem dominus hoc facere noluerit, et prefatus dominus super hoc peteret sibi reddi curiam suam : Visa et audita

carta ipsa, determinatum fuit quod non haberet curiam suam; et fuit injunctum ballivo Bituricensi quod ipsum compelleret ad observanda ea que in ipsa carta continentur. Louis IX, 1260.

IX. Cum homines abbatis de Cerisiaco dicerent se esse quittos de foagio et pasnagio, per quamdam cartam regiam sibi concessam, quam idem abbas habebat, et peterent quod idem abbas qui hec levabat ab eis compelleretur ad desistendum, prefatusque abbas diceret quod erat in saysina, a multo tempore, percipiendi ipsum foagium et pasnagium ab hominibus supradictis : Tandem, audita et intellecta ipsa carta, determinatum fuit quod idem abbas haberet saysinam suam foagii et pasnagii percipiendorum ab hominibus supradictis.

X. Petrus de Codreto, miles, absolutus fuit super exitu ville quem major et pares Belvacenses petebant ab uxore sua, que prius fuerat uxor cujusdam burgensis Belvacensis.

XI. Cum duo homines ducerent per viam, apud Montem-Calveti, tempore vindemiarum, quamdam cuppam, et ipsa evasisset de manibus eorum, et quemdam puerum, casu fortuito, oppressisset : Quia ipsi homines, occasione istius facti, patriam ac ipsam villam dimiserant, dominus Rex audiens quod per infortunium evenerat, et quod parentes pueri oppressi super hoc nichil petebant ab eisdem hominibus, voluit ut ipsi homines secure, quantum ad hoc, possent redire ad villam predictam.

XII. Bertrandus Jordani et Bernardus de Gersis, consules et procuratores Figiacenses, emendaverunt domino Regi, pro tota villa Figiacensi, eo quod ad mandatum Radulphi de Trapis, servientis ac senescalli domini Regis, noluerunt venire cum armis ad ipsum, quod eciam victualia denegaverunt eidem, et quemdam servientem suum graviter vulneraverunt in villa sua, et armaverunt se contra ipsum Radulphum et gentes suas : Solvent, pro emenda, quingentas libras

Turonenses; et ipsi confessi fuerunt, pro majori parte, istud factum in pleno parlemento.

Louis IX, 1260.

JUDICIA

ET CONSILIA EXPEDITA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLX.

I. Heremita de Bello-Monte-Rogeri petebat a domino Rege sibi reddi tres acras terre, in qua jam magnus creverat boscus, que sibi concesse fuerant a quodam comite Mellenti, per cartam ipsius comitis, quam super hoc exhibebat: Quia dominus Rex tenuit ipsam terram in pace per quadraginta annos et amplius, impositum fuit silencium ipsi heremite super hujus peticione, nec est super hoc audiendus.

II. Cum in parlamento proximo preterito injunctum fuisset ballivo Bituricensi quod ipse compelleret dominum Castri-Radulphi ad observanda omnia ea que continentur in carta quam burgenses Castri-Radulphi habent ab ipso, confirmatam a rege Philippo, ipse in hoc parlamento veniens ad curiam dixit quod nullo modo poterat hoc facere, et petebat revocari seu moderari istud mandatum, quia barones et homines terre sue non poterat inducere ad jurandam libertatem et immunitatem a predecessoribus suis concessam burgensibus Castri-Radulphi, prout continetur in ipsa carta, sicut dicebat, nec hoc tenebantur jurare, ut dicebat, nisi nobiles et homines sui de castellania Castri-Radulphi tantummodo, et non omnes homines sui, seu barones de aliis castellaniis suis. Burgenses dicebant e contrario quod, secundum tenorem carte sue, omnes barones et milites terre sue tenebantur hoc jurare, nec ipse homagia eorumdem recipere poterat, quousque hoc jurassent, et, quia ipse dominus Castri-Radulphi homagia aliquorum hominum terre sue re-

ceperat antequam hoc jurassent, petebant ipsi burgenses homagia hujusmodi nulla esse, et eum ad observandam cartam suam compelli; et fuit confessus idem Guillelmus, dominus Castri-Radulphi, quod receperat homagia aliquorum hominum suorum qui non juraverant, prout continetur in carta: Demum, ipsa carta diligenter inspecta, et auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod barones, milites et homines sui tocius terre sue tenentur jurare se defensuros ipsorum libertatem, prout continetur in eadem carta, quod eciam ipse non poterat recipere homagia hominum suorum quousque ita jurassent, et ea, que ipse taliter receperat, omnino dimitteret quousque ita juraverint. Fuit eciam ipsi injunctum quod barones, milites ac fideles suos ad hoc compellat quantum potuerit, et si ipsi super hoc faciant ei violenciam, habeat recursum ad Regem. De pecunia vero quam debebat ipsis burgensibus, quam ipse volebat solvere cuilibet burgensium sigillatim, cum ipsi burgenses non habeant communiam seu universitatem, ut dicebat, ordinatum fuit quod insimul eam solveret omnibus, sicut ab omnibus insimul eam recepit. Louis IX. 1260.

III. Quedam mulier conquerebatur de abbate Fiscanensi, de maritagio suo impedito. Memoratus abbas petiit super hoc curiam suam, dicens eandem curiam suam sibi debere reddi, quia ipse habet placitum spate in terra sua, ut dicebat. Mulier dicebat quod non debebat mitti ad curiam ipsius abbatis, quia, si ita fieret, abbas esset judex in propria causa sua: Inspecta carta abbatis quam exhibebat ad fundendam intentionem suam, determinatum fuit quod abbas non haberet curiam suam.

IV. Cum causa verteretur inter majorem et pares Medonte, ex una parte, et capitulum ejusdem loci, ex altera, super possessione cujusdam dolii vini de quo petebat se capitulum resaysiri, et, propter defectum unius diei, factum a majore et paribus post diem ostensionis, adjudicata fuisset capitulo saysina ipsius dolii per curiam is-

Louis IX, 1260. tam, tandem idem capitulum, habita die consilii et die ostensionis in causa proprietatis, dixit quod non tenebatur super hoc in curia ista respondere, set petebat se ad ordinarium suum remitti, cum agatur de re mobili, et ipsi sint persone ecclesiastice; et maxime quia major et pares ipsum dolium de quo agebatur violenter extraxerant de quadam domo capituli, que est in cimiterio, ut dicebant. Major et pares dicebant quod in hac curia debebat capitulum respondere, cum causa possessionis hic ventilata fuisset, et per curiam istam capitulum habuisset saysinam, et causa ista specialiter tangit cartam Regis, quam habet super hoc villa Medonte: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod idem capitulum non tenebatur super hoc in ista curia respondere.

V. Decanus et capitulum Sancti-Aniani Aurelianensis adjornati in ista curia contra Guillelmum, cerarium, burgensem Aurelianensem, super eo quod vendebatur candela cerea in ipsa ecclesia Beati-Aniani, dixerunt quod nolebant super [hoc in] hac curia respondere, cum hoc tangat libertatem et exemptionem ecclesie sue, quam ipsi tenent a Papa. Idem Guillelmus dicebat quod tenebantur hic respondere, cum nullus possit vendere Aureliano candelam ceream, nisi de assensu ipsius, quod ipse tenet in feodum a capicerio Aurelianensi, ut dicebat, et capicerius tenet hoc ab episcopo Aurelianensi, et episcopus hoc tenet a Rege, cum alio regali suo. Et hoc confitebantur ipsi capicerius et episcopus: Determinatum fuit quod ipsi decanus et capitulum Sancti-Aniani non tenentur super hoc in ista curia respondere.

VI. Cum domina de Estoutevilla, soror quondam Gaufridi, vicecomitis Castri-Duni, peteret sibi deliberari et reddi a domino Roberto de Drocis porcionem ipsum jure hereditario contingentem de vicecomitatu Castri-Duni, de quo nullam porcionem habuerat, ut dicebat, idem Robertus, post diem consilii et ostensionis, respondit quod non tenebatur super hoc respondere, cum filia sua, racione cujus tenet ipsum vicecomitatum, non habeat etatem completam, et maxime

quia ipsa domina, quando fuit maritata, habuit in maritagium quandam summam pecunie, et de ipsa terra trecentas libratas vel amplius, quas postmodum tenuit, et adhuc tenet. Et postmodum ipse Robertus et predecessores sui ipsum tenuerunt vicecomitatum in pace, ipsa nichil reclamante, ut dicebat idem Robertus. Ipsa vero domina ad hoc respondit quod, quando pater suus decessit, ipsa remansit in custodia et ballo fratris sui vicecomitis Gaufridi predicti, et infra annos, et ipse eam maritavit in partibus remotis, prout voluit, et dedit viro suo quod sibi placuit. Ipsa tamen nunquam renunciavit nec quittavit, ut dicebat, jus quod contingebat eam in vicecomitatu predicto. Vivente tamen marito suo, in cujus custodia et potestate erat, non potuit reclamare, set, tam cito post mortem mariti sui, reclamavit, et petiit jus suum infra annum et diem, propter que non debebant sibi prejudicium facere ea que pro ipso Roberto proposita fuerant, ut dicebat, maxime cum nunquam habuisset quartam vel quintam partem vicecomitatus ejusdem : Quia ipsa domina tenet aliquam partem ipsius vicecomitatus sibi datam in maritagium, prout recognovit in jure, non tenetur dominus Robertus ad peticionem ipsius domine respondere, quousque filia sua, cujus est hereditas, habeat etatem completam; determinatum fuit ita unanimiter a consilio. Dicebatur tamen quod aliter se haberet res hujusmodi, si ipsa domina nichil habuisset de terra predicta. Louis IX, 1260.

VII. Cum Matheus li Voiers, miles, consuevisset percipere, sicut dicebat, quinque solidos in quolibet duello quod fiebat in curia domini Regis, in Corbonesio, antequam dominus Rex de domaniis suis amovisset duella, propter quos quinque solidos tenebatur custodire campum duelli, et hoc tenebat a domino Rege cum alio feodo suo, sicut dicebat; quia dominus Rex amovit duellum de domanio suo, petebat idem Matheus quod dominus Rex faceret inde sibi restitucionem, vel quod posset percipere ipsos quinque solidos in inquestis que fiunt in curia domini Regis, in Corbonesio, loco duelli : Cum idem Matheus non faciat modo servicium propter quod quinque solidi de-

Louis IX, 1260. bebantur, determinatum fuit quod non erat super hoc audiendus, nec tenebatur eidem dominus Rex propter hoc restitutionem facere (30).

VIII. Cum magister Philippus de Milliaco satageret irritare arbitrium prolatum a ballivo Senonensi inter ipsum, ex una parte, et abbatissam et conventum Kalensem, ex altera, et ad hoc litteras exhiberet, et plurima proponeret, propter que dicebat ipsum arbitrium de jure nullum esse; moniales eciam in contrarium multa proponerent, et litteras exhiberent, dicentes ipsum arbitrium de jure valere: Tandem, inspecta diligenter forma compromissi ab eisdem facti in ballivum predictum, forma eciam arbitrii, inspectis eciam litteris a partibus exhibitis, et hinc inde propositis diligenter auditis, determinatum fuit quod ipsum arbitrium debebat teneri, et fuit injunctum ballivo quod, si idem magister Philippus aliquid in contrarium attemptaverat, quod totum faceret revocari, et arbitrium ipsum teneri.

IX. Cum abbatissa et moniales Fontis-Girardi, Cisterciensis ordinis, peterent a domino Rege sibi restitui alnetum de Molinello cum pertinenciis suis, sicut continetur in carta Johannis, regis Anglie, qui hoc eisdem monialibus dederat, ut dicebant, et super hoc exhibebant cartam ipsius regis Anglie: Quia dominus Rex tenuit ipsum alnetum cum pertinenciis, per quinquaginta annos et amplius in pace, determinatum fuit quod non tenetur ipsis monialibus super hoc respondere; nec consuevit dominus Rex tenere litteras ipsius regis Anglie.

X. Abbas Sancti-Vincencii petebat contra Ingerrannum de Couciaco quemdam boscum qui dicitur Mons-Sancti-Vincencii, quem tenet idem Ingerrannus injuste, ut dicebat idem abbas, cum sit jus et hereditas ecclesie sue predicte, quem quidem boscum dominus Ingerrannus de Couciaco, pater suus, injuste abstulerat eidem ecclesie, et super hoc traxerat ipsum dominum Ingerrannum in hac curia in causam abbas Sancti-Vincencii, et habuerat super hoc diem consilii et

diem ostensionis idem dominus Ingerrannus, ut abbas dicebat. Ingerrannus vero in modum exceptionis, respondit quod ex quo abbas confitebatur quod pater suus super hoc fuerat contra abbatem adjornatus in hac curia, et habuerat diem consilii et ostensionis super hoc, non tenebatur inde respondere, cum pater suus et dominus Radulphus de Cociaco, frater suus, et ipse postmodum boscum ipsum in pace tenuerint, per decem annos et amplius, post predictam diem ostensionis, quod offerebat se probaturum, si abbas hoc negaret. Abbas vero dixit e contrario quod tenebatur super hoc respondere, cum ipse continuet violenciam patris sui, nec abbas Sancti-Vincencii potuerit prosequi causam istam contra prefatum Radulphum, fratrem suum, quia transfretavit in Terram-Sanctam, nec contra ipsum Ingerrannum, quia non habebat etatem suam in curia ista, set super hoc traxit abbas pluries, ut dicebat, ad executores ipsius domini Radulphi, qui habebant potestatem emendandi forisfacta sua et patris sui, et postmodum, cum non potuit per executores predictos jus suum recuperare, habuit recursum ad Regem, et dicebat abbas quod, licet idem Ingerrannus tenuisset taliter ipsum boscum per decem annos, non tamen prejudicabat ecclesie sue, cum talis prescriptio non currat contra ecclesiam, ut dicebat: Quia prefatus Ingerrannus tenuit boscum ipsum, post predictam diem ostensionis, per decem annos et amplius, absque reclamatione abbatis facta in curia domini, judicatum fuit quod non tenebatur eidem abbati super hoc respondere. Hoc judicium fuit postmodum per dominum Regem revocatum, quia nolebat ecclesias amittere per talem prescriptionem. Louis IX, 1260.

XI. Cum leprosi de Corbolio haberent usagium suum in bosco Templariorum, qui dicitur Rogellus, videlicet unam quadrigatam ad unum equum per diem et per liberationem servientis Templariorum, super quo habent cartam regiam, ipsi leprosi miserunt plures servientes pro usagio suo scindendo et adducendo. Templarii vero ceperunt equum leprosorum et alia, propter hoc dicentes quod unum servientem tantummodo poterant mittere leprosi ad scindendum et

Louis IX, 1260. habendum usagium suum predictum. Leprosi vero dicebant quod plures poterant mittere : Tandem, inspectis diligenter cartis parcium, determinatum fuit quod leprosi possunt mittere duos vel tres servientes, si voluerint, ad querendum usagium suum predictum in eodem bosco, dum tamen unam quadrigatam per diem, ad unum equum tantum, et per liberationem servientis Templi, capiant. Et fuit injunctum Templariis quod res Leprosorum propter hoc captas redderent, et restituerent eis dampna sua propter hoc illata.

XII. Dominus Rex amovit duellum de terra sua, et, racione hujus mandati, ballivus amovit duellum de villa Sancti-Petri de Monasteriis, in qua prior ejusdem loci associavit dominum Regem. Prior vero peciit a domino Rege quod teneretur ibi duellum, sicut fieri hactenus consuevit, quia sine assensu suo inde amoveri non debuit, ut dicebat : Placuit domino Regi quod si prior ibi tenere duellum [voluerit], teneat ipsum et totum per proprium servientem suum, et non per servientem communem inter ipsum et dominum Regem, quia Rex non vult habere aliquid in duello; si tamen, ratione duelli, committatur terra vel aliud, voluit [dominus Rex porcionem suam sibi reddi ratione associacionis predicte (31).

XIII. Dominus Robertus de Sancto-Claro, junior, tenebat Sorellum cum pertineneiis, de conquestu suo. Ipso defuncto sine herede de corpore suo, dominus Robertus, pater suus, peciit se recipi ad saisinam Sorelli et pertinenciarum ejus, tanquam propinquior ipsi filio suo, et inde obtulit homagium suum domino Regi. Domina de Bello-Saltu, soror ipsius defuncti, se opposuit, petens se recipi ad saysinam Sorelli et pertinenciarum ejus, quia idem frater suus, dum viveret, voluit et concessit eidem, per litteras suas patentes, quas ipsa domina ostendebat, quod, si ipse decederet sine heredibus, omnia que ipse habebat vel expectabat habere quoquo modo de hereditate vel acquisicione antecessorum ipsius sororis sue, ad ipsam devenirent : Determinatum fuit quod dominus Robertus, pater, recipere-

tur ad saysinam filii sui de Sorello et pertinenciis ejus, de hiis videlicet que sunt in Francia, salvo jure alieno. Louis IX, 1260.

XIV. Cum contencio verteretur inter episcopum Laudunensem, ex una parte, et majorem ac juratos Laudunenses, ex altera, super eo quod ipsi major et jurati quosdam homines ipsius episcopi extraneos, qui non erant de civitate Laudunensi, ceperant, et captos tenebant apud Laudunum, in prejudicium suum, ut dicebat idem episcopus, et eciam contra tenorem carte ipsorum, quos quidem homines petebat prefatus episcopus sibi reddi, predictis majore et juratis e contra dicentibus quod, per cartam suam, hoc poterant facere, et super hoc usi fuerant temporibus retroactis: Tandem, audita et diligenter inspecta carta predictorum majoris et juratorum coram domino Rege et consilio suo, presentibus eciam majore et quibusdam juratis Laudunensibus, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit predictos homines ab ipsis majore et juratis debere reddi eidem episcopo, et fuit eis injunctum quod ipsos ipsi episcopo redderent, et, si aliquis extraneus, qui non fuerit de civitate Laudunensi, forisfecerit apud Laudunum, et ab ipsis majore ac juratis pro forisfacto suo de cetero arrestetur, seu capiatur ibidem, judicatum fuit quod debet reddi episcopo; et si, re ad episcopum prolata, idem malefactor, ad submonitionem episcopi, infra quintum decimum diem, forisfactum suum non emendaverit, liceat tunc primum dictis majori ac juratis, prout potuerint, vindictam querere de eodem. Hoc fuit concorditer judicatum a toto consilio, et postmodum relatum fuit archiepiscopo Narbonensi, qui respondit consilium domini Regis rite in facto hujusmodi processisse; prius tamen diligenter audierat cartam domini Regis, quam habent major et jurati Laudunenses.

XV. Cum quidam miles de Biturica, filius domini Humbaudi, dicti Geroire, militis, peteret sibi deliberari et reddi bona cujusdam mulieris que decesserat, que erat femina sua de corpore, et ipsam tanquam feminam suam de corpore explectaverat pacifice, ut dicebat;

Louis IX, 1260. ballivus Bituricensis dicebat e contrario, pro domino Rege, quod hujusmodi bona debebant esse domini Regis, secundum consuetudinem ipsius terre, cum ipsa mulier confessa fuisset in plena assisia se esse bastardam, et, secundum consuetudinem ipsius terre, omnes bastardi sunt Regis (32), que consuetudo non fuit negata ab ipso milite: Determinatum fuit quod, ex quo, secundum consuetudinem ipsius terre, omnes bastardi sunt Regis, et ipsa mulier in plena assisia recognovit se esse bastardam, remanebunt et erunt bona ipsius mulieris domini Regis, nisi miles probaverit ipsam fuisse de legitimo thoro.

XVI. Cum ballivus Vernolii compelleret dominum Guillelmum de Vilereto ad reparandum pontem de Vilereto, idem Guillelmus peciit Johannem de Vilereto, armigerum, ad reparationem ipsius pontis similiter compelli, pro rata sua; et hoc postmodum peciit idem Guillelmus, in curia ista contra ipsum Johannem. Idem Johannes respondit quod de jure non tenebatur aliquid ponere in reparatione ipsius pontis, cum idem Guillelmus teneat totum pedagium de Vilereto, et, secundum consuetudinem terre, qui tenet totum pedagium debet reparare pontes. Ad hec autem respondit idem Guillelmus quod, licet ipse habeat ibidem pedagium, nichilominus tenetur idem Johannes ponere in reparatione pontis, pro rata sua, cu mipse in eodem ponte levet exitum ab hominibus suis, et maxime quia ipse tenet et habet sufficiens escambium, pro parte ejusdem pedagii quam habere solebat, et alias posuit in reparatione pontis, pro rata sua. E contrario autem dixit idem Johannes quod ad hoc non tenetur, racione exitus quem ibidem levat ab hominibus suis, quia ipsum exitum potest alibi levare, si voluerit, nec racione pontis percipitur, sicut dicebat. Ad hoc quod alias dicebatur posuisse in reparatione ipsius pontis, respondit quod hoc fuerat per compulsionem ballivi et non de jure. Escambium eciam negavit quod proponebat idem Guillelmus; ad quod probandum idem Guillelmus exhibuit quamdam litteram: Tandem, inspecta ipsa littera, et auditis hinc inde propositis, quia idem Guillelmus, qui tenet pedagium, agit su-

per proprietate, nec negavit consuetudinem quam dictus Johannes proponebat, determinatum fuit quod idem Johannes non tenetur aliquid ponere in reparacione ipsius pontis. Louis IX, 1260.

XVII. Dominus Amalricus de Meuduno, miles, tenebat quendam feodum a quodam armigero, consanguineo suo. Johannes Frogerii, burgensis Parisiensis, partem ipsius feodi emit ab ipso armigero, partem aliam permutavit cum eo. Idem Johannes peciit ab eodem Amalrico quod veniret ad homagium ipsius de ipso feodo, sicut erat in homagio ipsius armigeri. Idem Amalricus nolebat eidem facere homagium, cum ipse esset miles, et idem Johannes esset rusticus, et maxime quia hujusmodi feodum non obvenit ipsi Johanni de hereditate sua, set illud acquisivit : Tandem, partibus super hoc petentibus jus curie, determinatum fuit quod ipse Amalricus non tenebatur facere homagium eidem Johanni.

XVIII. Quidam latro fuit captus in quadam villa abbatis Columbensis, que dicitur Marcroles. Abbas peciit justiciam ipsius latronis, per cartam regiam quam exhibebat. Ballivus Medonte dicebat quod hujusmodi justicia pertinebat ad dominum Regem, racione castellanie Aneti : Tandem, inspecta carta abbatis, quia non potuit invenire ballivus aliquam saysinam talis justicie ibidem pro Rege, nec eciam pro abbate, reddita fuit hujusmodi justicia ipsi abbati, et habuit eumdem latronem.

XIX. Intimatum fuit domino Regi quod in ballivia Turonensi erat quedam prava consuetudo, videlicet quod, quando aliquis homo vel aliqua mulier furabatur domino suo, de cujus familia erat, unum panem vel unam gallinam, vel unum potum vini, si posset inde convinci, aliquod membrum propter hoc amittebat : Dominus Rex amovit istam consuetudinem (33).

XX. Domina de Atigniaco tenebat, tanquam hereditatem suam, in

Louis IX, 1260. domanio suo, medietatem ville de Montatiere, alia eciam medietas ejusdem ville erat hereditas sua, set domina de Bova tenebat ipsam medietatem in dotalicium, ad vitam suam. Dicta vero domina de Atigniaco medietatem, quam tenebat in domanium, vendidit monachis Regalis-Montis pro nonagentis libris; aliam medietatem, que tenebatur in dotalicium, permutavit eisdem monachis, pro terra quam ipsi habebant apud Pomponium, habendam et tenendam ab ipsis monachis, cum dotalicium defecisset. Dominus Johannes de Ronquerolis partem venditam peciit, tanquam proximior heres, habere per bursam, et permutatam pro excambio competenti. Monachi vero bene volebant quod ipse haberet medietatem venditam per bursam, set medietatem permutatam non poterat habere de jure, sicut dicebant, cum contractus ipsius permutationis factus fuerit sine pecunia et divisim a contractu venditionis, nec ipse habeat ubi posset eis facere sufficiens escambium pro terra sua, quam propter hoc dederunt; et, si de jure haberet idem Johannes partem hujusmodi permutatam, petebant quod possent recuperare propriam terram suam de Pomponio. Prefatus vero Johannes dicebat quod totum insimul debebat habere, quia totum est de una hereditate et ad unum homagium tenetur, et venditio et permutatio facta fuit una die et ad unam palmatam, et simul, et semel, et ita fuit ibi data pecunia; que offerebat se probaturum, si esset necesse. Monachi tamen dicebant quod divisim factum fuerat, nec una hora, set tamen una die, propter que nolebant super hoc ipsum audiri: Quia totum est de una hereditate, et ad unum homagium tenetur, et una die et ad unam palmatam fuit factum, ad amovendam fraudem que contra heredes posset in talibus fieri, determinatum [fuit] quod idem Johannes haberet partem venditam per bursam, et partem permutatam, reddendo monachis sufficiens escambium pro eadem.

XXI. Cum dominus Rex scripsisset regi Anglie ut Renaudum de Pontibus reciperet in hominem de castello de Genciaco et ejus pertinenciis que fuerunt Helye Ridelli, patris uxoris ipsius Renaudi,

procuratores regis Anglie responderunt pro ipso Rege, quod idem Renaudus nunquam requisierat ipsum Regem, set, si requireret eum super hoc, Rex eidem inde faceret quod justum esset; et dixerunt ipsi procuratores quod homagia Vasconie recepit semper usque nunc idem Rex in Angliam, vel in terra sua, ubi voluit. Renaudus vero e contra dicebat quod ipsum Regem super hoc requisierat in Vasconia, ubi sedet castellum, et Rex noluit ipsum in hominem recipere, nec tenebatur idem Renaudus, ut dicebat, de feodis Vasconie que movent de Francia, in Anglia requirere ipsum Regem pro homagio suo faciendo, et, si ab aliquibus usque nunc fuit idem Rex in Anglia, in talibus requisitus, hoc fuit ante pacem factam inter Reges, nec debet hoc eidem Renaudo nocere, ut dicebat, cum rex Anglie teneat modo Wasconiam a rege Francie, propter quod non tenetur ipsum super hoc requirere extra regnum Francie : Determinatum fuit quod idem Renaudus non tenetur ire in Angliam, ad faciendum homagium regi Anglie de hiis que movent de Vasconia, que tenentur a rege Francie, in qua quidem Vasconia situm est castellum predictum. Louis IX, 1260.

XXII. Cum Renaudus de Pontibus et ejus uxor a curia fuissent admissi ad probandum defectum sibi factum Burdegale, in curia regis Anglie, in quindena Pasche, super facto Braigeriaci, propter quem defectum petebant causam ipsam in ista curia remanere. Ipse Renaudus, et uxor sua, ad probandum ipsum defectum..... episcopum Xanctonensem, avunculum suum, quosdam presbiteros, clericos, milites, armigeros et alios produxerunt. Procuratores vero ipsius regis Anglie proposuerunt ipsos esse repellendos de jure, tanquam suspectos; ipsum episcopum, quia avunculus eorum et de consilio, et aliquociens eis expensas ministraverat in hac causa; quosdam presbiteros et clericos, quia sunt commensales ipsius episcopi et de consilio ipsius Renaudi in hac causa; quosdam milites et armigeros, quia de parentela ipsius Renaudi, vel uxoris ejus, et sunt vel esse debent in homagio ipsius, et eidem in hac causa

Louis IX, 1260. consilium et auxilium prestiterunt; quemdam eciam Petrum Medici, quia in hac causa, in quindena predicta, pro ipsis fuerat advocatus, propter que dicebant ipsi procuratores predictorum testimonia non valere, et petebant se admitti, dicti procuratores, ad probandum pro rege Anglie defectum ipsius Renaudi et uxoris sue, et quod idem Rex fecit quod debuit dicta die. Renaudus vero et ejus uxor respondebant quod ad hoc non debebant admitti, cum sibi fuisset adjudicata probacio, et ipsis procuratoribus alias denegata, et maxime quia, probata intencione sua, causa debebat in hac curia remanere, secundum convenciones super hoc habitas inter Reges: Determinatum fuit quod, non obstantibus premissis propositis a procuratoribus regis Anglie, admittenda erant testimonia ipsius..... episcopi ac aliorum testium predictorum, excepto testimonio advocati predicti, qui solus fuit repulsus; et, quia idem Renaudus et uxor sua per hujusmodi testes sufficienter probaverunt intencionem suam, diligenter inspectis attestacionibus ipsorum testium, et convencionibus super hoc habitis inter Reges, judicatum fuit quod causa remaneret in curia ista et hic terminaretur, nec fuerunt procuratores admissi ad probandum.

XXIII. Cum Radulphus Voillons traxisset in causam, in curia ista, abbatem Maciacensem, et ab eo peteret terras, possessiones et alia sita apud Maceium, necnon et quandam summam pecunie, que omnia quidam abbas Maciacensis, predecessor istius, saisiverat, et injuste efforciaverat eidem, ut dicebat, postquam ipse venit ad burgesiam domini Regis, abbas Maciacensis, post multas altercaciones, respondit quod predecessor suus premissa saysiverat antequam idem Radulphus venisset ad burgesiam Regis, quod facere potuit per consuetudinem terre, ut dicebat. Dicebat eciam idem abbas quod premissa que petit idem Radulphus adjudicata fuerunt per curiam istam ipsi predecessori suo, quod offerebat se probaturum per recordacionem vel per testes, vel modo alio, ut deberet, si hoc negaret idem Radulphus; propter que nolebat nec tenebatur super

hoc respondere, ut dicebat. Prefatus vero Radulphus dicebat quod saisita fuerunt postquam ipse fuit burgensis domini Regis, et negavit judicium supradictum : Tandem, partibus super hoc petentibus recordacionem curie, recordata fuit curia quod predictus abbas Maciacensis remansit in saysina terrarum et aliorum bonorum prefati Radulphi Voillon, que ipse saysiverat in dominio suo antequam idem Radulphus transtulisset se ad burgesiam domini Regis, ita quod, si dictus Radulphus vellet agere super proprietate hujusmodi rerum saisitarum, ageret coram abbate, vel ubi deberet; dictum fuit eciam a curia quod, si de conventionibus, vel de bonis aliquibus saisitis ab abbate post burgesiam predictam, sit questio inter ipsos, fiat inde jus ubi debuerit. Louis IX. 1260.

XXIV. Determinatum quod heredes defuncti Nicolai Arrode bene possunt dimittere vineas domini Regis de Antisiodoro, quas idem Nicolaus acceperat a domino Rege, pro se et heredibus suis in perpetuum, reddendo inde domino Regi annuatim triginta libras Parisienses, dum tamen eas dimittant in bono statu.

XXV. Simile fuit determinatum de heredibus cujusdam alterius civis Parisiensis, qui acceperat similiter a domino Rege vineas suas de Parisiis, ad medietatem pro se et heredibus suis, in perpetuum excolendas de suo proprio, et fuerunt super premissis confecte littere.

XXVI. Herveus de Leonibus petebat in curia ista, a priore de Monasteriis, quandam penam sibi commissam, quia prior non servaverat quoddam compromissum inter ipsos factum in ista curia, ut dicebat idem Herveus. Prior vero respondit quod non tenebatur super pena hujusmodi in hac curia respondere, cum sit persona ecclesiastica: Quia hujus compromissum factum fuit per duos ad hoc a curia specialiter destinatos, et postmodum, in presencia parcium, recordatum fuit coram consilio domini Regis, determinatum fuit quod prior debebat in hac curia respondere de ipsa pena.

Louis IX, 1260. XXVII. Audita carta Radulphi de Sancto-Laurencio, determinatum fuit quod dominus Guillelmus, miles, qui custodiebat, ex parte domini Regis, villam Parisiensem, non poterat ipsum judicare, nec judex suus esse, et habuit judicem dominum Amalricum de Meuduno.

XXVIII. Petrus Roche-Noire, miles, petebat a domino Guillermo de Chauvigniaco, domino Castri-Radulphi, boscum Navoys, novum vicum Sancti-Sepulcri, castrum de Clues, medietatem mercati de Aiguirande, et quedam alia de quibus omnibus pater suus fuerat in saysina, tanquam de hereditate sua, ut dicebat. Idem dominus Castri-Radulphi, post multa erramenta, respondit quod non tenebatur super hoc eidem Petro respondere, quia, tam ipse quam pater suus et avus suus, in pace tenuerant premissa omnia, per triginta annos et amplius, absque eo quod super hoc eos traxisset in curia domini idem Petrus predictus. Petrus vero predictus respondit quod hec excepcio non valebat, et quod tenebatur super hoc respondere, quia, secundum consuetudinem ipsius terre, cum pater alicujus fuit de aliqua re saysitus, prescriptio sine titulo non currit contra filium petitorem. Ad hoc respondit idem dominus Castri-Radulphi quod prescriptio hujusmodi non erat sine titulo, cum per tantum temporis avus suus, et post avum pater suus, et post patrem suum ipse, de herede in heredem, in pace tenuerint terram ipsam : Quia idem Petrus non negavit possessionem ipsius domini Guillermi, prout est superius expressa, et idem Guillermus sufficientem titulum allegavit pro se, scilicet titulum de herede, judicatum fuit, contra ipsum Petrum, quod non erat super peticione hujusmodi audiendus, nec tenebatur dominus Guillermus respondere super hoc eidem.

XXIX. Cum Henricus, rex Anglie, dedisset Martino de Hosa et ejus heredibus quasdam landas, continentes trecentas acras terre, vel amplius, concessisset eciam hospitibus ipsius Martini, ibi manentibus, usagium suum in foresta sua de.... prout continetur in carta ipsius Regis, super hujusmodi donacione confecta; nunc Martinus

de Hosa, miles, successor et heres supradicti Martini, volebat ibi facere novas hostisias, petens quod ipsi hospites haberent usagium predictum, prout exprimitur in ipsa carta : Quia tam iste Martinus quam predecessores sui tenuerunt locum ipsum per centum annos et amplius, absque eo quod ibi fecerint hostisias, nec umquam habuerunt predictum homagium, determinatum fuit quod modo faceret[1] non poterat quod petebat, et si faceret, hospites sui hujusmodi usagium non haberent. Louis IX, 1260.

XXX. Cum fratres de Vicenis, ordinis Grandi-Montensis, peterent a domino Rege sibi restitui quamdam partem bosci de Vicenis, clausam veteribus fossatis, dicentes ipsum boscum esse suum ex dono Regis, super quo exhibebant quamdam cartam cujusdam Regis Ludovici : Tandem, die sabbatti post Letare Jerusalem, anno domini millesimo ducentesimo sexagesimo, Parisius, audita et diligenter inspecta carta ipsorum, et eorum racionibus auditis, intellectis eciam et inspectis quibusdam litteris archidyaconi et episcopi Parisiensium, confectis super quadam quittacione facta ab eisdem fratribus, de ipso bosco, regi Philippo, determinatum fuit quod dominus Rex poterat ipsum boscum dare, vendere, et inde voluntatem suam facere, tanquam de suo; quod eciam ipsi fratres non erant in peticione hujusmodi audiendi.

Huic determinacioni interfuerunt :

Odo, Rothomagensis archiepiscopus;—Radulphus, Ebroicensis episcopus; — Matheus, abbas Sancti-Dyonisii; — G. decanus, Symon, thesaurarius, Turonenses ; — magister Johannes de Nemosio; — magister J. de Trecis ; — magister Johannes de Porta ;—Symon, dominus Nigelle ;—Johannes, comes Suessionensis ; — G. Bruni, constabularius Francie ; — dominus P. de Fontanis; — dominus Gervasius de Serannis; — Stephanus, decanus Sancti-Aniani Aurelianensis ; — magister Petrus de Castra, cancellarius Carnotensis; —

[1] Lisez *facere*.

Louis IX, 1261.

magister Odo de Loriaco; — magister J. de Wlliaco; — dominus G. de Carnoto, presbiter; — magister G. de Monte-Germondi; — dominus Julianus de Peronna; — dominus Matheus de Belna; — dominus Amalricus de Meuduno; — Theobaldus de Monteleart, magister balistarum; — et Johannes de Monte-Lucio, qui scripsit hec.

JUDICIA

ET CONSILIA FACTA PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Conquerebantur burgenses Castri [Radulphi] de domino ejusdem quod, cum barones terre ipsius domini Castri-Radulphi tenerentur facere juramentum de conservanda franchisia, ab ipso domino data burgensibus antedictis, antequam idem dominus reciperet homagia ipsorum baronum, secundum quod in litteris domini Regis, ac suis super hoc confectis, est expressum, ipse dominus homagia aliquorum baronum terre sue recepit antequam fecissent juramentum predictum; propter quod petebant ipsi burgenses quod idem dominus compelleretur homagia hujusmodi, taliter recepta, dimittere, et ea nulla esse. Confessus fuit idem dominus quod aliqua homagia baronum suorum receperat, qui non fecerant juramentum predictum, et super hoc diu usus fuerat, nec poterat ipsos barones suos inducere ad faciendum hujusmodi juramentum, ut dicebat; propter quod nolebat hujusmodi homagia dimittere, nisi per jus: Quia ipse dominus, contra tenorem carte sue, a domino Rege confirmate, quam juravit se tenere, et per quam astrinxit se ad compellendum barones suos ad faciendum dictum juramentum, homagia aliquorum baronum suorum recepit, determinatum fuit et eidem injunctum quod, in presencia ipsorum burgensium, predicta homagia di-

mitteret, et ea que non factis[1] haberet, et postmodum fieri faceret ipsis burgensibus, a baronibus eisdem, dictum juramentum, secundum tenorem carte sue; quo facto, resumere poterit homagia ipsorum baronum, si velit. Louis IX, 1261.

II. Pedagiarius Crispiaci dicebat se dampnificatum fuisse, et plurimum amisisse in pedagio Crispiaci, quod emerat a domino Rege, quia decem et septem ville defecerunt de duabus nundinis Campanie, que ad ipsas nundinas veniebant, quando ipsi emerunt[2] pedagium antedictum, et ideo super hoc petebant[3] sibi restitucionem fieri a domino Rege: Habito consilio, determinatum fuit quod Rex non tenebatur inde restitucionem facere ipsi pedagiario.

III. Cum Berengarius de Podio-Serigario, miles, peteret, contra Guyotum de Mirapice, armigerum, restitutionem Florenciaci, et alterius terre de Albigesio, de quibus dicebat patrem suum spoliatum fuisse ab avo ipsius Guyoti, idem Guyotus peciit quod idem Berengarius sibi nominaret, et dicit[4] tempus spoliationis hujusmodi, ut inde posset consultius respondere, vel jus. Dictus vero Berengarius [asserebat] se ad hoc non teneri, quia ex hoc posset suus adversarius contra ipsum instrui, ut dicebat, propter quod nolebat hoc facere, nisi per jus: Determinatum fuit quod non tenebatur ideu Berengarius nominare, seu exprimere ipsi Guyoto tempus spoliationis predicte (34).

IV. Cum abbas de Cormeliis, de proprio bosco suo de Nogonio, de quo consueverat dare, quando volebat, sicut dicebat, vellet facere quoddam manerium suum prope Vernonem, ballivus Gisorcii se opposuit, dicens quod hoc facere non poterat absque licencia Regis, cum Rex haberet gardam et pasnagium in eodem bosco, ut dicebat, et maxime cum alias idem abbas vel monachi sui accepissent licenciam, a domino Rege, capiendi merrenium in ipso bosco, pro ecclesia sua de Cormeliis et pro stallis suis, et ducendi ibidem,

[1] Lisez *facta*. — [2] Lisez *ipse emit*. — [3] Lisez *petebat*. — [4] Lisez *diceret*.

Ludovicus IX, 1261. sicut continebatur in litteris patentibus domini Regis super hoc confectis, quas idem ballivus exhibebat : Tandem, audita carta monachorum, per quam sibi concedebatur boscus predictus, injunctum fuit ballivo quod permitteret eos uti, et de ipso bosco adducere, ad faciendum manerium supradictum.

V. Cum Johannes le Riche, burgensis Corbiensis, duxisset uxorem apud Compendium, et ibi venisset, et moraretur, tamquam burgensis ejusdem loci, major et jurati Corbienses petierunt, contra ipsum Johannem, quod ipse, de mobilibus et immobilibus suis, que habebat apud Compendium, tam ratione sui quam ratione uxoris sue, solveret talliam suam apud Corbeiam, sicut et de aliis bonis suis que apud Corbeiam possidebat. Idem vero Johannes respondit quod ad hoc non tenebatur, cum ipse non maneret apud Corbeiam, et de bonis suis mobilibus et immobilibus, apud Compendium existentibus, ipsum talliam suam apud Compendium solvere oporteret, et iniquum esset quod de bonis hujusmodi duas tallias solvere compelleretur, videlicet apud Compendium et apud Corbeiam. Major autem et jurati Corbeie dicebant quod, ab illis qui fuerant burgenses sui, usi fuerant semper, in casu simili, habere hujusmodi talliam, quod idem Johannes negabat : Quia talis [est] usus communiarum illarum parcium, determinatum fuit et injunctum quod idem Johannes solveret hujusmodi talliam majori et juratis Corbiensibus.

VI. Cum abbas et monachi Premonstratenses, ordinis Vallis-Serenis, ducerent merrennum, de proprio bosco suo quod habent in foresta Resti, ad faciendum seu reparandum quoddam manerium suum in Belvacesio, ballivus Viromandensis se opposuit, dicens quod hoc non poterant facere, cum per inquestam a rege Philippo (35) super hoc factam declaratum fuerit quod hujusmodi usagium habeant tantummodo ad certa loca que sunt citra Esnam et non alibi; unde, cum manerium illud sit ultra Esnam, dicebat ballivus quod non poterant monachi ipsum usagium ducere ibidem, nec umquam usi

fuerant super hoc, ut dicebat. Monachi vero dicebant quod boscus suus erat, et, de jure, de ipso commodum suum facere poterant, et ipsum merrennum ibi ducere usi fuerant, ut dicebant, et, ad probandam intencionem suam, quamdam cartam regis Philippi pretendebant : Tandem, inspectis predicta inquesta regis Philippi et carta monachorum, determinatum fuit quod monachi poterant ibidem merrennum ducere de bosco predicto, et de ipso edificare. Louis IX. 1261.

VII. Petrus de la Ragate, miles de ballivia Turonensi, a quo quidam puer, frater suus, petebat fraragium suum, negavit ipsum puerum esse fratrem suum, dicens quod pater suus nunquam desponsaverat matrem ipsius pueri, et ideo non tenebatur sibi reddere frairagium, ut dicebat : Quia per litteras episcopi Pictaviensis et alias constitit patrem ipsius Petri contraxisse matrimonium cum matre ipsius pueri, et eam in facie ecclesie desponsasse, determinatum fuit quod idem puer haberet fraragium suum, et fuit injunctum ballivo Turonensi quod jus faceret coram se, ad usus et consuetudines patrie, super eo quod idem Petrus negaverat dictum puerum esse fratrem suum.

VIII. Cum episcopus Mimmatensis, post saysinam sibi redditam a domino Rege de castro Gresie et ejus pertinenciis, que pecierat, racione comodati seu preterie inde facte regi Ludovico, patri istius Regis qui nunc est, a quodam episcopo predecessore suo, ut dicebat, petiisset a domino Rege castra infrascripta, videlicet, Marrogium, Montem-Rodatum et Chirac, tanquam pertinencias castri Gresie, et, non invento, per inquestam inde factam, quod predicta castra essent de pertinenciis Gresie, judicatum fuisset contra ipsum episcopum, nec admissa fuisset ejus peticio, idem episcopus, in hoc parlamento, iterum peteret a domino Rege castra predicta, tanquam mutuata et comodata a predecessore suo, episcopo Mimmatensi, predicto regi Ludovico et ejus gentibus, gentes domini Regis (36) dixerunt quod idem episcopus non debebat ad hoc petenda admitti,

Locus IX, 1261. secundum usus et consuetudines hujus curie, cum alias eadem castra, ex eadem causa, pecierit, et contrariam sentenciam reportaverit; propter quod aliud eidem respondere nolebant nisi de jure; episcopus ad hoc respondit quod alias pecierat hec castra, ex eadem causa, set, tanquam pertinencias castri Gresie, modo ea petit, racione conmodati; propter que vult ea sibi restitui, vel jus: Tandem, partibus petentibus super hoc jus sibi reddi, quia idem episcopus eadem castra pecierat, tanquam pertinencias castri Gresie, quod quidem castrum Gresie cum pertinenciis pecierat, ratione conmodati facti domino regi Ludovico, et nunc eadem ratione commodati repetit, que causa est eadem, judicatum fuit, contra ipsum episcopum, quod non erat in peticione hujusmodi audiendus (37).

IX. Cum dominus Petrus des Ys, miles, filius et heres filie defuncti Manasseri de Blancho-Fossato, quondam militis, peteret, contra dominum Renaudum de Dargiis, militem, quod eum reciperet in hominem de quadam terra que fuerat predicti Manaseri, tandem, post diem consilii et diem ostensionis et multa alia erramenta, idem Renaudus respondit quod non tenebatur eidem Petro super hoc respondere, cum idem Petrus non posset, tanquam heres, succedere dicto Manassero, quia idem Manasserus non fuerat de legittimo thoro, ut dicebat. Preterea dicebat idem Renaudus quod, per viginti quinque vel triginta annos, vel per tantum temporis, tenuerant, tam ipse quam predecessores sui, tam partem ipsius terre in domanio suo quam feodum et homagium partis alterius, absque eo quod dictus Petrus super hoc in curia superioris domini reclamaret, quod idem Petrus super hoc de cetero non debebat audiri. Ad hec que de statu ipsius Manasseri dicebantur, respondit idem Petrus quod non debebat super hoc audiri dictus Renaudus, cum idem Manasserus, jam a multo tempore, mortuus sit, et, si etiam ipse non fuisset de legittimo thoro, nec ipse posset alteri succedere in hereditate, tamen in sua heredes potuit habere ac successores, quod evidenter apparet, quia idem Manasserus fecit dotalicium de alia terra sua, et feoda

dedit et elemosinas que adhuc tenentur et observantur, ut idem Petrus dicebat. Ad prescripcionem autem que proponebatur ab eodem Renaudo, respondit dictus Petrus quod non debebat eidem obesse, quia idem Manasserus, tempore domine Amicie de Edera, cujus idem Renaudus est heres in hoc, pro parte sua, et que erat domina feodi, filia etiam ipsius Manasseri ac iste Petrus, filius suus, tempore istius Renaudi et predecessorum, semper reclamaverunt, et pecierunt ab eis qui erant domini feodales, et jus, vel injuriam poterant inde facere, quod homagium suum inde reciperent, nec illud recipere voluerunt : Demum, auditis et intellectis hiis et pluribus aliis a partibus propositis, quia idem Renaudus et predecessores sui, per triginta quinque annos vel amplius, tenuerunt pacifice, et absque eo quod super hoc in curia superioris domini traherentur terram ipsam, vel alius ab eis, cui data fuit in homagium ligium, et pluries homagium inde factum, ipso Petro sciente et vidente, et non contradicente, judicatum fuit quod non debebat super hoc audiri de cetero idem Petrus, nec idem Renaudus inde sibi respondere. Louis IX, 1261.

X. Dominus Robertus de Harecuria, miles, et ejus uxor, que alium habuerat maritum, assignaverunt, et pro certa summa pecunie vendiderunt, usque ad quatuor annos, Gileberto de Braia, servienti domini Regis, exitus ac proventus cujusdam terre sue. Levatis postmodum ab ipso Gileberto ac perceptis jam proventibus et exitibus terre predicte per biennium, dicta uxor decessit, et erat terra hujusmodi de hereditate uxoris ejusdem. Heredes vero ipsius uxoris, de priori marito suo, qui de hereditate ipsius domine intraverant, homagium dominorum pecierunt, tanquam propinquiores, saysinam terre predicte et proventuum, dicentes quod ipsa assignacio nulla erat de jure, nec, post decessum ipsius domine, valere non debebat, set de conventionibus suis haberet recursum idem Gilebertus ad predictum Robertum, si vellet. Dictus autem Gilebertus petebat sibi teneri litteras suas super hoc confectas, vel jus, quia in

Loeis IX, 1261. contractu hujusmodi solummodo fuerunt assignati ipsi Gileberto proventus et exitus ipsius terre, ad certum tempus et non fundus, pro communi utilitate ipsius domine ac mariti : Habebit idem Gilebertus exitus predicte terre, usque ad terminum suum. In eo autem quod dicti heredes postmodum petebant habere per bursam id quod de contractu hujusmodi, post mortem ipsius domine, accidit, non fuerunt auditi.

XI. Conquerebatur comes Sacri-Cesaris quod ballivus Bituricensis faciebat ipsum judicari Bituricis, per burgenses ville et alios de septena quorum sunt judicia ville; ex quo plurimum dicebat se gravatum, petens quod dominus Rex faceret ipsum judicari alibi, in alia assisia in qua posset per milites judicari, maxime cum, antequam dominus Rex emisset feoda Campanie, ipse, qui erat homo comitis Campanie, per barones Campanie judicaretur, ut dicebat. Burgenses et ecclesie Bituricenses se opponebant, dicentes quod semper judicatus fuerat Bituricis, et ante emptionem feodorum Campanie et post, quod eciam, si in assisia Aubigniaci vel aliqua alia judicaretur in Bituricis, vix vel nunquam posset haberi jus de ipso, cum major pars militum sint de parentela sua, vel homines sui, aut parentum suorum, vel de familia eorum, quod quidem comes negabat: Quia curia intellexit, per ballivum et alios, quod idem comes aliquid tenebat a domino Rege, ante emptionem feodorum et post, et semper justiciaverat se Bituricis, et ante emptionem predictam et post, intellexit eciam quod vix posset de ipso jus alibi haberi, propter suspiciones predictas, determinatum fuit quod idem comes judicaretur Bituricis de interpresuris suis, injuriis, dissaisinis et similibus, maxime cum Bituricis non solum sit judicium burgensium ville, set clericorum et militum de septena; de baronia autem sua per istam curiam judicaretur.

XII. Cum contencio verteretur inter dominum Galterum de Bretencuria, militem, ex una parte, et homines de Romestans, ex altera, super eo quod ipsi homines dicebant quod ipsi debebant judi-

care causas ipsius Galteri in curia Hospitalariorum apud Romestans, super quibusdam aliis eciam in carta ipsorum, quam ab eodem Galtero habebant, contentis, ipso Galtero se opponente, dicente etiam quod causas suas non debebant judicare, cum, post predictam litteram ab eodem Galtero ipsis hominibus concessam super premissis, factum fuerit compromissum inter ipsum et Hospitalarios quorum ipsi sunt homines in dominum Gaufridum de Capella, militem, et ab ipso fuerit prolatum arbitrium et sigillatum, quod ipse exhibebat; quod quidem arbitrium priorem litteram, quantum ad hoc, iritabat et revocabat, prefatis hominibus ex adverso respondentibus quod non debebat sibi prejudicare dictum arbitrium, nec suam litteram irritare, cum ipsi nunquam fuerint in eodem compromisso: Tandem, diligenter inspectis forma compromissi predicti et arbitrio inde prolato, necnon et supradicta littera ipsius Galteri, quia ipsi homines non compromiserant, set solum idem miles et Hospitalarii, determinatum fuit quod idem Galterus debebat prefatis hominibus cartam suam tenere, et quod ipsi debebant causas ejusdem Galteri judicare in curia Hospitalariorum apud Romestans, prout in eadem littera est expressum. Louis IX, 1261.

XIII. Quidam comes Ebroicensis concessit abbati et monachis de Noa, Cisterciensis ordinis, per cartam suam inde confectam, quod ipsi monachi, super quemlibet hominum ipsius comitis, sive in feodis suis, sive de suo proprio, possent acquirere usque ad quinque solides; monachi vero, racione hujus concessionis, taliter acquisierunt super terris que debebant campi-partem et alias redevencias, set, cum gentes domini Regis peterent, pro domino Rege, ab ipsis monachis, campi-partem et alias redevencias que debebantur de terris predictis, monachi dicebant quod ea solvere minime tenebantur, cum, in rebus taliter acquisitis, concessa fuerit eisdem, ab ipso comite, libera et perfecta quittancia et libertas perfectissima, sicut in eadem carta est expressum, et maxime cum terras ipsas jam per multum temporis tenuerint libere absque solucione campi-partis et

Louis IX, 1261. cujuscumque redevencie, ut dicebant. Gentes domini Regis dicebant in contrarium quod ea debebant solvere, et quod alias dederant pecuniam firmariis et servientibus, ratione hujus campi-partis, et, si nunquam solvissent, non tamen debebat prejudicare domino Regi fraus firmariorum et servientum suorum, ut dicebant: Tandem, inspecta carta monachorum, et auditis eorum rationibus, determinatum fuit quod ipsi monachi tenebantur solvere campi-partem et alias redibencias que de terris hujusmodi, quas acquisierant, debebantur. De eo autem quod ipsi monachi petunt piscari in aqua de Yton, ad plures piscatores per cartam suam, et ballivus contradicebat, dicens quód usi sunt ibidem piscari ad unum tantummodo piscatorem, voluit curia quod sciretur usus eorum, et uterentur inde sicut hactenus usi fuerant.

XIV. Cum dominus Lambertus de Limoso peteret faidimenta et altam justiciam in terra a domino Rege sibi data, in Albigesio, dicens ea sibi per cartam suam concessa fuisse, in qua verba hujusmodi continentur inter alia, « Justicias et explecta hominum appreciamus « pro centum libris, et cetera, » dicens eciam quod super hoc usus fuerat, senescallus Carcassonensis dicebat e contrario, pro domino Rege, quod hujusmodi faidimenta et alta justicia ad dominum Regem pertinebant et non ad ipsum Lambertum, secundum usus et consuetudines ipsius [terre] que utitur jure scripto, cum per cartam suam non sibi merum imperium concedatur, set solum justicie et explecta, quod ad justicias minores refertur, nec fuit usus idem Lambertus faidimentis et alta justicia a tanto tempore quod domino Regi obesse debeat, cum dominus Rex primo dederit eidem Lamberto litteras suas super dono predicto a sex annis citra, ut senescallus dicebat. Dicebat insuper senescallus quod isto eodem anno dominus Petrus de Vicinis, qui per consimilem litteram similia petebat, et de quibus jamdiu usus fuerat, a domino archiepiscopo Narbonensi, sibi dato judice a domino Rege, contrariam sentenciam reportavit: Tandem, dominus Rex, inspecta carta ipsius Lamberti, injunxit senescallo quod ipsum Lambertum permitteret uti, usque ad volun-

tatem suam, faidimentis et alta justicia, et fuit hoc factum de gratia non de jure, quia non fuit inde factum judicium. Louis IX, 1261.

XV. De cancellario Bajocensi, qui petebat quod dominus Rex ministraret sibi et faceret, vacante sede Bajocensi, eo quod tenet regalla, ea que episcopus Bajocensis ministrare sibi et facere tenebatur, ratione cancellarie sue, determinatum est quod dominus Rex non tenetur.

XVI. Conquerebatur abbas Sancti-Stephani Cadomensis quod, cum ipse haberet, in quadam foresta Regis, usagium suum ad molendina sua facienda, ex dono regio, dicta foresta taliter est modo consumpta per vendas a domino Rege ibi factas, quod non potest ibidem invenire, extra defensa, sufficiens merrennum pro molendinis suis reparandis seu faciendis: Cum igitur peteret a domino Rege super hoc sibi recompensationem fieri, vel quod usagium suum sufficiens ad molendina sua posset capere in defensis ejusdem foreste vel in aliis nemoribus domini Regis, determinatum fuit quod dominus Rex ad hoc non tenebatur.

XVII. Cum per inquisitores heretice pravitatis in terra Albigesii facta fuisset inquesta contra dominum Fenoilleti, qui de heresi habebatur suspectus, et, pendente judicio ipsius inqueste, idem dominus Fenoilleti decessisset, heredes ipsius pecierunt admitti ad possessionem terre sue. Senescallus autem Carcassonensis se opponebat pro Rege, dicens quod primo debebat hujusmodi inquesta videri, et, si inveniretur idem dominus Fenoilleti, per ipsam inquestam, reus criminis hereseos, debebat terra ipsius, tanquam commissa, ad dominum Regem devenire: Quia, judicata ipsa inquesta, inventum fuit et probatum ipsum dominum esse reum criminis hujus, auditis et diligenter inspectis quibusdam privilegiis apostolicis contra hereticos indultis, de bonorum consilio, determinatum fuit quod terra ipsius, tanquam conmissa, debebat ad dominum Regem devenire.

Louis IX, 1261.

ARRESTATIONES,

JUDICIA, ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM NATIVITATIS BEATE MARIE VIRGINIS,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Cum abbas et conventus Balanchiarum, Cisterciensis ordinis, haberent quamdam domum apud Monsterolium supra Mare, liberam ab omni consuetudine, tallia et exactione, per cartam domini Regis, quantum ad res proprias ipsorum monachorum, et, de assensu majoris et scabinorum Monsterolii, concessa fuisset eisdem monachis ipsa libertas, postmodum quidam homines ipsius ville qui sunt de gueuda (38), petebant constumam in eadem domo de lana et propriis rebus monachorum, dicentes quod, racione gueude sue, usi sunt semper levare constumam in domibus religiosorum qui sunt apud Monsterolium, et in ista, monachi dicunt e contrario quod non tenentur, defendentes se per cartas suas: Visis et auditis cartis monachorum, quia illa gueuda, nec per Regem facta fuit, nec confirmata, et pecunia quam illi de gueuda levant occasione hujusmodi constume redundat in commodum majoris et scabinorum ejusdem loci qui libertatem monachorum concesserant, que libertas expresse concessa est ipsis monachis per cartas suas, determinatum est quod monachi non tenentur, in ipsa domo, solvere de propriis rebus suis.

II. Determinatum est quod domina de Musiaco, filia quondam domini Symonis de Pissiaco, habeat usagium suum, secundum tenorem carte regis Philippi, in domo in qua manebit apud Acrimontem, de mortuo bosco in foresta Laye, in domo Supple que sit de eodem feodo, et hoc nisi heres alius se opponat.

III. Item determinatum est quod ipsa, que habet per cartam predictam medietatem herbagii predicte foreste, habeat medietatem pecunie quam homines de Chamborciaco, quibus dominus Rex concessit herbagium de novo in eadem foresta, solvunt pro eodem herbagio. Louis IX, 1261.

IV. Comes Andegavensis fecerat adjornari dominum Gaufridum de Brueria, dominum de Trou, super proprietate castri de Trou et pertinenciarum ejus. Idem Gaufridus, excipiendo, proposuit quod non tenebatur eidem comiti super hoc respondere, cum, post saysinam de Trou sibi adjudicatam, idem comes dissaisivisset eum de quodam gambesono, capto in domo cujusdam militis sui, quem primo sibi petebat restitui, de eo eciam quod in castro de Trou tenebat, contra voluntatem suam, judeos, et quemdam servientem et sigillum que petebat prius amoveri, de decem libris eciam quas quidam miles ipsius Gaufridi, quem idem comes cepit apud Trou, expendit in prisione comitis, quas petebat prius sibi reddi, de eo eciam quod de terra de Trou levaverat et perceperat usque ad mille quingentas libras, postquam ipsum dissaisiverat de terra predicta, quas similiter petebat sibi restitui antequam comiti responderet, vel jus. Ad hoc respondebat comes quod premissa non debebant impedire responsionem ipsius, quia non credit quod gambesonum habuerit, et, si habuit, paratus est reddere valorem. De judeis et serviente, dixit quod hoc fecit utendo jure suo, et hoc usus est facere in feodis et castellis comitatus sui, quod idem Gaufridus negavit. Ad sigillum, respondit quod nichil sigillatur ibidem de sigillo eodem. Ad exitus de terra, perceptos ante saysinam, respondit quod non tenetur eosdem restituere, quia saysinam de Trou habuit idem Gaufridus per defectus diei, causa rei servande, non eo quod judicium factum de villa de Trou, pro ipso comite in curia sua, diceretur esse pravum, propter quod istud non debebat impedire responsionem suam. Ad expensas militis, respondit quod non debebat impedire responsionem suam, set, si miles super hoc conquereretur,

Louis IX, 1261. libenter faceret jus eidem. Dictus autem Gaufridus petebat se prius ressaysiri de premissis, vel jus: Determinatum est quod comes ressaysiat locum de eodem gambesono, vel equivalenciam, antequam sibi respondeat idem Gaufridus. Preterea, quia idem Gaufridus negat consuetudinem quam idem comes proponit de judeis et serviente suo, inquiretur consuetudo hujusmodi per Regem, et, quousque inquisita fuerit, non tenetur similiter respondere. De expensis militis, precipietur quod comes reddat easdem. Ad hoc quod de mille et quingentis libris dicebatur, quia idem levavit eandem pecuniam, tempore quo terra ipsa erat in manu sua, per judicium curie sue, et idem Gaufridus habuit saysinam ipsius terre, per defectus diei solummodo, et non tanquam injuste sibi ablatam, hoc non impediet quin dictus Gaufridus respondeat comiti supradicto.

V. Cum prior Sancti-Germani in Laya fecisset furcas in justicia sua apud Sanctum-Germanum, ad suspendendum quemdam latronem quem tenebat, concergius Sancti-Germani eas diruit, quia nonquam eas habuerat ibidem alias dictus prior : Audita carta ipsius prioris, deliberate sibi fuerunt furche sue.

VI. Prior Sancti-Salvatoris Meledunensis volebat quasdam terras suas, sitas juxta Rochetam, tradere ad agriculturam. Homines de Rocheta se opponebant, dicentes quod hoc facere non poterat, cum haberent ibi usagium suum ad pascua animalium suorum, ut dicebant; super quo dicebant se semper usos fuisse. Prior dicebat e contrario quod hoc facere poterat, cum sua sit, ex dono Regis, et ex ea usus fuit tradere ad agriculturam, quando et quibus voluit, et maxime quia dicti homines nullam inde faciebant ipsi redibenciam, ut dicebat: Audita et inspecta carta ipsius prioris, determinatum fuit quod prior poterat ipsam terram redigere ad agriculturam, stagnum vel vineas ibidem facere; non tamen poterat ipsam claudere pro bosco nutriendo, vel pasturagio sibi proprie faciendo, quin ipsi homines, quando ipsa terra erit vacua, habeant suum pasturagium in eadem.

VII. Quidam armiger ivit ultra mare; quamdiu erat ibi, quedam hereditas obvenit eidem in partibus istis; quidam armiger, frater ejus junior, peciit admitti ad possessionem ipsius eschaete, pro fratre suo, et inde facere homagium, cum, de fratre suo predicto, nulla sciretur veritas, cujus est heres propinquior : Quia non est annus quod ipse transfretavit, nec scitur utrum mortuus sit an vivat adhuc, ponetur ipsa eschaeta in manu Regis, pro salvo faciendo ipsi armigero qui transfretavit, et exitus levabuntur de consciencia fratris sui qui petit hoc, et eidem reservabuntur, quousque major certitudo habeatur de ipso, et, si interim sit de ipsa eschaeta aliquod servicium faciendum domino Regi, de fructibus perceptis inde fiet. Ita fuit determinatum. Louis IX, 1261.

VIII. Cum quidam serviens magistri Petri de Perona teneretur captus in castelleto Parisiensi, pro morte cujusdam hominis que imponebatur eidem, ipse mortuus in castelleto antequam aliquod judicium fuisset datum contra ipsum super facto hujusmodi, quidam heres ipsius capti, ipso mortuo, peciit hereditatem suam sibi deliberari : Quia idem captus mortuus fuit antequam judicium fuisset latum contra ipsum, determinatum fuit quod heres suus haberet hereditatem suam, et habuit.

IX. Quidam homo de corpore capituli Suessionensis suspendit se apud Mesnilium. Decanus et capitulum supradicti voluerunt habere bona mobilia ipsius hominis sui, quia de jure competebant eis, ut dicebant, maxime cum non esset certum quod suspendisset se. Ballivus Viromandensis petebat ea pro Rege, quia ipse homo erat homicida sui ipsius, et in loco ipso multrum est domini Regis : Quia factum istud pertinet ad multrum, et multrum est Regis in eodem loco, sicut confessus fuit procurator capituli, determinatum est quod bona hujusmodi debent esse domini Regis (39).

X. Dominus Johannes de Brueriis petebat, contra Guyotum,

Louis IX, 1261. marescallum de Mirapice, ratione uxoris sue, sororis ipsius Guyoti, quod, cum eadem uxor sua esset soror ipsius Guyoti de patre et matre, ipse deliberaret sibi portionem hereditatis sue ipsam contingentem, videlicet quartam partem tocius hereditatis sue et de mobilibus suis, que estimabat decem millia librarum, terciam partem, vel jus, maxime cum idem Guyotus cognoscat eam esse sororem suam. Idem Guyotus respondit quod ad hoc non tenebatur respondere nec ipsa super hoc ulterius debet audiri, secundum usus et consuetudines Francie, cum pater suus et mater sua maritassent eamdem, videlicet in hunc modum, scilicet quod, vivente patre et matre sua, tractatum fuit de matrimonio inter ipsum Johannem et uxorem suam, et, ad easdem convenciones nichil addito nil remoto, fuit inter eos matrimonium subsecutum; mortua tamen matre ejusdem uxoris, desponsati fuerunt. Idem Johannes ad hoc respondit quod istud non debet eidem obesse, quia, licet vivente patre et matre, fuisset inter ipsos tractatum de matrimonio, nichil tamen fuit consummatum, quamdiu mater vivebat, quia, cum ipse Johannes post tractatus aliquos ivisset in partes provincie, pro uxore sua videnda, invenit matrem uxoris sue mortuam, et post desponsavit eamdem, propter que non debebat ipsius repelli peticio, ut dicebat: Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod dictus Guyotus tenebatur super hoc respondere, cum, vivente et patre et matre ipsius Guyoti, non fuerit inter eos matrimonium consummatum. Super hoc autem quod Guyotus dicebat quod, si ad petendam porcionem hereditatis paterne et materne deberent admitti, ad sextamdecimam partem tamen debebant admitti, cum ipse, qui habet, tanquam masculus, medietatem tocius hereditatis, habuerit octo sorores quarum due maritate sunt, vivente patre et matre, et una religionem ingressa, tres alie, post mortem patris et matris, similiter religionem sunt ingresse, quarum omnium hereditas devenit ad ipsum de jure, ut dicebat idem Guyotus; ad hoc respondebat dictus Johannes de tribus sororibus, ultimo religionem ingressis, quod, vivente patre et matre, sollempne votum emiserunt de intrando reli-

gionem, quod postea compleverunt, in quarum porcione uxor sua jus habebat, sicut dicebat, ex quo votum hujusmodi emiserunt, quod Guyotus negabat, determinatum [est] quod ipse habuerit jus in porcione sua usque ad tempus ingressus religionis, nonobstat quod proponitur de voto : Tandem, post plurima hinc inde proposita, judicatum fuit quod uxor predicti Johannis haberet porcionem hereditatis paterne et materne secundum numerum liberorum, referendo illud quod habuerat in matrimonio. Louis IX, 1261.

XI. Declaratum fuit inter electum Laudunensem, et majorem et juratos ejusdem loci quod, si aliqui forinseci, qui non sint de civitate Laudunensi, capti fuerint in presenti forisfacto apud Laudunum, pro quantocumque maleficio deprehensi fuerint, debent reddi episcopo, prout determinatum supra in alio parlamento.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO BEATI MARTINI HIEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Quidam molendinarius interfecerat duos homines juxta vadum ultra pontem Compendii; captus fuit, et per ballivum judicatus, et eum fecit suspendi. Major et jurati Compendienses pecierunt resaisiri de ipsa justicia, dicentes quod ad ipsos pertinet, ratione prepositure Marreignaci, quam villa Compendiensis habet hereditarie, per cartam regis Philippi : Audita et inspecta ipsa carta super concessione ipsius prepositure confecta, determinatum fuit quod ista justicia, super hujusmodi occisione quam villa Compendiensis petebat, pertinet ad Regem et non ad villam.

II. Quidam manens in quadam domo Parisius, apud portam Bau-

Louis IX, 1261. deriam, que a rege Ludovico, patre regis Philippi, fuit concessa Domui-Dei Parisiensis, fuit captus pro facto cujusdam hominis quem vulnerasse dicebatur ad mortem. Domus-Dei peciit justiciam de ipso homine qui manebat in ipsa domo, tanquam de hospite suo, dicens se habere justiciam in ipsa domo, ex dono Regis predicti, et super hoc cartam predicti regis Ludovici exhibuit : Audita et inspecta carta predicta, determinatum fuit quod justicia de ipso homine pertinebat ad Domum-Dei, et non ad Regem, pro quo petebatur.

III. Guillelmus de Villa, Guillelmus Piegort, Monachus, frater Guerrici, Stephanus de Tornella, armigeri, quos Guillelmus de Fonte accusabat de capcione sua, absoluti sunt de facto hujusmodi, quia, per mandatum domini Regis, recepit idem Guillelmus ducentas libras repositas apud Templum, quas dominus Rex perceperat, pro dampnis suis sibi reddi, quando ipse dominus Rex alias habuit emendam suam de isto facto.

IV. Quedam ulmus ceciderat juxta Crispiacum, in via ubi magister Theobaldus de Nantolio habet justiciam, sicut dicebatur. Ballivus petebat ipsam ulmum pro Rege : Audita quadam carta comitisse Crispiaci, quam idem magister exhibuit, deliberata fuit ulmus ipsi magistro Theobaldo.

V. Voluit dominus Rex quod in domanio suo prius compellerentur debitores vendere terram suam quam plegii (40).

VI. Abbas Ursi-Campi vendiderat quemdam boscum suum qui dicitur les Voeaus. Ballivus peciit inde grieriam pro Rege, dicens quod dominus Rex habebat grieriam in boscis ipsius terre communiter. Abbas dicebat quod, tempore regine Blanche, vendiderat ipsum boscum libere, propter quod petebat inde quittus esse. Ad ultimum abbas super hoc peciit sibi fieri graciam : Quia dominus

Rex habet generaliter gricriam in boscis ipsius terre, et abbas non pretendebat super hoc libertatem, seu certam quittanciam, determinatum fuit quod abbas debebat inde grieriam solvere. Louis IX. 1261.

VII. Dominus Johannes de Audenarde et vicedomina Pinquegniaci vendiderant exitus cujusdam terre sue, usque ad certum terminum, duobus civibus Ambianensibus, et inde dederunt litteras suas. Alerinus, episcopus Ambianensis, de cujus feodo movebat ipsa terra, ad petitionem partium, ipsam venditionem voluit, laudavit, approbavit et confirmavit. Postmodum episcopus Bernardus, durante tempore ipsius assignamenti, saysivit ipsam terram taliter assignatam, per defectum hominis. Cives predicti se opposuerunt, dicentes quod hoc non poterat facere, racione confirmationis predecessoris sui : Determinatum est quod episcopus, maxime cum non teneat hereditarie, potest saysire terram predictam, non obstante confirmatione predicta.

VIII. Inventa fuit pecunia, usque ad summam quadraginta librarum Turonensium, in muro cujusdam domus apud Lochias, cum ipsa domus reficeretur. Ballivus voluit eandem pecuniam habere pro Rege. Ille cujus erat domus petebat eandem habere : Placuit Regi quod ipsa pecunia redderetur domino ipsius domus, nisi certa et manifesta consuetudo inveniatur in contrarium in ipsa terra; et, si inveniatur, voluit dominus quod sibi referatur, antequam aliud inde fiat (41).

IX. Prepositus de Dymont, communis Regis et monachorum, iverat extra territorium de Dymont, et facta fuit eidem preposito quedam rescoussa, et inde fuit emenda levata. Prior loci petiit medietatem dicte emende, ratione associationis facte inter dominum Regem et priorem predictum, de villa de Dymont. Ballivus dicebat quod non debebat idem prior audiri super peticione sua, quia rescoussa non fuit facta apud Dymont, set extra territorium : Audita carta

Ludovicus IX, 1261. confecta super hujusmodi associatione, determinatum fuit quod prior non erat audiendus super ipsa peticione sua, set pertinebat ad Regem.

X. Ballivus Viromandensis ceperat quendam burgensem de Roya, qui dicitur Moretinus, occasione cujusdam clerici quem in via graviter et proditorie vulneraverat, ut dicebatur, et ipsum duxit captum apud Compendium. Major et jurati Royenses petebant justiciam de ipso, dicentes quod, per cartam suam, debebat causa hujusmodi finiri inter villam Roye, retro scabinorum judicio: Quia, per cartam predictam, justicia prodicionis pertinet ad Regem, et factum hujusmodi pertinet ad prodicionem, determinatum fuit quod hujus facti justicia pertinebat ad Regem, et quia major et jurati non erant in peticione hujusmodi audiendi.

XI. Bannus factus fuit in senescalcia Belli-Cadri quod bladum non deferetur extra terram, propter caristiam bladi. Bladum deferebatur de terra episcopi Mimmatensis per terram Regis. Senescallus Belli-Cadri arrestavit ipsum bladum, ratione banni predicti. Episcopus peciit sibi reddi bladum suum, dicens quod senescallus, ipsum non vocatum, non potuit ita ligare, et super hoc, ad probandam intencionem suam, exhibebat episcopus quandam cartam regiam : Audita carta, quia bladum fuit arrestatum extra terram episcopi, dictum fuit quod bannus teneretur, nec haberet bladum suum.

XII. Mercatores qui tenebant vendas domini Regis de foresta de Bruis petebant sibi restitutionem fieri a domino Rege, eo quod, tempore quo ipsi tenebant easdem vendas, dominus Rex prohibuit ne cervisie fierent, propter caristiam bladi super quo dicebant se plurimum dampnificatos fuisse. Dicebatur e contrario, pro domino Rege, quod Rex non tenebatur, quia inhibicionem hujusmodi fecerat ob commune bonum patrie : Quia dicti mercatores deliberaverunt vendas suas infra tempus debitum, et eadem inhibicio facta fuit

propter commune bonum patrie, determinatum fuit quod Rex non tenebatur inde restitutionem facere. Louis IX, 1261.

XIII. Maria, dicta Albenda, et ejus maritus, habebant, ex dono cujusdam regis Anglie, constumam suam in foresta domini Regis que dicitur Brotona, et quittanciam pedagii per totum ducatum Normannie, quod donum fuit factum hereditarie predecessoribus ipsius Marie. Ipsa vero Maria et ejus maritus vendiderant hujusmodi constumam et quittanciam cuidam burgensi qui dicitur Radulphus, medicus. Gentes domini Regis dicebant quod ipsi non poterant hoc vendere, nisi de assensu domini Regis a quo tenebantur : Demum, audita et diligenter inspecta carta super ipso dono confecta, quia premissa sunt quedam libertas concessa persone, determinatum fuit quod ipsi non poterant hujusmodi constumam et quittanciam vendere, nec in aliam transferre personam.

XIV. Contencio erat inter abbatem Sancti-Richerii et majorem et juratos ejusdem loci; ad ultimum peciit abbas, per cartam cujusdam regis Ludovici, quod ipse posset amovere majorem predictum, quia non placebat eidem quod ulterius esset major. Major et jurati dicebant in contrarium quod abbas non debebat super hoc audiri, quia nunquam super hoc usus fuerat, nec erat talis intencio carte, ut dicebant, set erat quod princeps non poterat esse major dicte ville, et, si esset, posset amoveri, et villa Sancti-Richerii fuerat in saysina faciendi majorem, sciente abbate et non contradicente, quociens sibi placuit, et hoc habet per cartam Regis, ut dicebant, per tantum tempus quod abbas super hoc ulterius non debebat audiri, et plura alia proposuerunt. Abbas dixit quod carta quam villa habet super hoc fuit concessa, salvo jure ecclesie, nec usus hujusmodi debet ipsi obesse ecclesie, ut dicebat, quia, quandin placebat ei, non currebat hujusmodi usus contra ipsum, et multa alia proposuit : Ad ultimum, audita et inspecta carta, et auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod abbas non potest amovere majorem, prout

Louis IX, 1261. petit, per cartam suam. Item determinatum fuit quod abbas haberet a villa ducentas libras Parisienses de emenda, pro quibusdam forisfactis que villa fecit ipsi abbati (42).

XV. Dominus Johannes de Vindocino, miles, fecerat adjornari in ista curia comitem Andegavensem, dicens quod idem comes ipsum dissaisiverat de tota hereditate sua, et petebat habere saysinam suam. Comes peciit curiam suam. Idem Johannes dixit quod non debebat habere curiam suam. Postmodum, cum partes peterent judicium curie super hoc sibi fieri, et aliqua de causa non posset tunc judicium fieri, dominus Rex assignavit diem ipsis partibus ad hoc pallamentum, pro dicto judicio audiendo. Ad ipsam diem, comes defecit et in causa alia misit pro se procuratorem. Prefatus vero Johannes, propter defectum comitis, petiit saysinam dicte terre, vel jus: Audita peticione ipsius Johannis, determinatum fuit quod, cum in causa hujus spoliacionis, et die certa assignata pro suo judicio audiendo, idem comes defecisset, et in causa alia procuratorem misisset, causa remaneret in ista curia, et non haberet inde comes curiam suam, quod eciam res, de qua agebatur, caperetur in manu Regis, et adjornaretur idem comes ad aliud pallamentum, secundum omnia erramenta.

XVI. Cum vicecomes Lautrincensis peteret ballum Guyoti Malli-Vicini, dominus Johannes de Insula, qui tenebat ballum ipsum, et contra quem petebatur, peciit reditum terre in qua sedebat terra ipsius Guyoti, vel jus. Vicecomes respondit quod non debebat habere, cum non peteretur ipsa hereditas, set solummodo ballus: Determinatum fuit quod idem Johannes non haberet reditum.

XVII. Dominus Guillelmus de Pissiaco, per tractatum habitum de matrimonio contrahendo inter Robinum, primogenitum suum, et Ysabellim de Marliaco, dedit et concessit, pro dotalicio suo, quingentas libratas terre, percipiendas in certo loco, et manerium de Male-

Voisine, et in porta ecclesie, quando debuerunt fieri sponsalia, saysivit de hujus terra et dotalicio Robinum predictum, ut inde saysiret Ysabellym predictam. Postmodum, peracto matrimonio inter ipsos, decessit idem Robinus, et post, Guyotus de Mirapice, secundus vir ipsius Ysabellis, peciit, racione dicte uxoris sue, saysinam ipsius dotalicii, vel jus. Sorores ipsius Robini similiter pecierunt saysinam ejusdem terre et manerii, tanquam propinquiores heredes ipsius fratris sui, de qua idem Robinus mortuus fuerat saysitus, ut dicebant; et post, ipse parate erant facere dotalicium eidem Ysabelly, ad usus et consuetudines patrie, et dicebant quod dictus Robinus dotaverat ipsam Ysabellym, quia vir debet dotare uxorem, ad usus et consuetudines patrie. Ita petebat quelibet pars saysinam terre predicte et manerii, que ballivus Rothomagensis tenebat in manu Regis, ratione contentionis hujusmodi, et probavit quelibet pars se probaturam intencionem suam. Demum, receptis et auditis probationibus parcium, ex parte ipsius Guyoti, probatum fuit, per testes et litteras domini Guillelmi predicti, donationem ipsam factam fuisse ab ipso Guillelmo dicte Ysabelly. Probaverunt eciam dicte sorores saysinam fratris sui : Quia sufficienter fuit probata donacio facta eidem Ysabelly, nec fuit inventa consuetudo contraria per quam pater ipsius Robini non posset facere hujus donationem, ratione dotalicii, et saysinam quam habebat idem Robinus, habebat solummodo ratione uxoris sue, et etiam per jus scriptum posset dotare extraneus, judicatum fuit quod dictus Guyotus haberet saysinam terre predicte et manerii, ratione dotalicii uxoris sue. Louis IX, 1261.

XVIII. Cum, in causa que vertebatur inter regem Anglie, ex una parte, et Renaudum de Pontibus et ejus uxorem, ex altera, super facto Brageriaci et pertinenciarum ejusdem, cujus petit saysinam ydem Renaudus, rex Anglie habuisset diem consilii, postmodum in duobus pallamentis defecit idem Rex, et modo in tercio pallamento peciit idem Rex diem ostensionis: Audita quadam compositione super hoc negocio confecta inter regem Anglie et regem Francie;

Louis IX, 1261. auditis eciam aliis rationibus ipsius Renaudi, determinatum fuit quod rex Anglie non haberet diem ostensionis. Tunc dictus Renaudus, propter predictos duos defectus, peciit habere saysinam Brageriaci et pertinenciarum, vel jus. Procuratores regis Anglie responderunt quod, propter ipsos duos defectus, non debebat idem Renaudus habere dictam saysinam, secundum usum hujus curie, cum ante diem ostensionis facti fuerint. Renaudus dicebat e contrario quod ex vi littere super ipsa compositione confecte, et, per quedam alia erramenta, a principio amota fuit de jure dies ostensionis, cum de plano, sine dilacione vel strepitu judicii, debeat in hac causa procedi, et idcirco tantum operantur ipsi defectus quantum si fuissent facti post diem ostensionis : Demum, partibus petentibus super hoc jus, judicatum fuit quod idem Renaudus non haberet ad presens saysinam hujusmodi, propter predictos defectus.

XIX. Dominus Theobaldus, panetarius, miles, habet ex dono Regis, inter alia, duos molendinos. Ipse petebat usagium suum pro dictis molendinis, in foresta de Bonis-Molendinis, dicens quod super hoc usus fuerat : Audita carta super ipso dono confecta, responsum fuit eidem Theobaldo quod non haberet ipsum usagium.

XX. Dominus Henricus de Avalgor petebat sibi restitucionem fieri a domino Rege de terra quam amisit in Anglia, propter guerram que erat inter regem Francie et regem Anglie : Determinatum fuit quod Rex non tenebatur inde restitucionem facere ipsi Henrico.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXI.

I. Dominus Gazo de Pissiaco, miles, habebat quemdam fratrem, Ludovicum et quamdam sororem, Blancham. Ipse erat primogenitus, et primogenituram habuerat in terra ipsorum; postmodum, mortuo Ludovico, fratre suo, ipse, ratione ipsius Ludovici, voluit habere primogenituram in terra communi ipsi Ludovico et sorori sue. Ipsa Blancha dicebat e contrario quod non debebat super hoc audiri, set equaliter debebat terra dividi inter ipsos, cum alias primogenituram suam habuerit idem Gazo in eadem terra, et, secundum usum et consuetudinem Francie, in eadem terra unica tantummodo sit primogenitura, ut ipsa dicebat. Idem vero Gazo petebat habere quantum haberet Ludovicus predictus, si viveret, quia in ipsa terra, secundum usus Francie, est una primogenitura tantum, et ipse alias habuit primogenituram in terra predicta : Determinatum fuit quod ipse non haberet primogenituram, set divideretur terra equaliter inter ipsos.

II. Dominus Henricus de Soylliaco conquerebatur quod, cum ipse, apud Oratorium, haberet justiciam in quodam chemino, dicens quod justicia ipsius chemini pertinebat ad Regem, quia idem cheminus est infra metas castellanie sue, et cognoscit ballivus quod idem Henricus habet justiciam circa cheminum ab utraque parte, nec aliquid probatum est pro Rege : Deliberata fuit eidem justicia in dicto chemino, dum tamen cheminus sit infra metas castellanie sue.

III. Cum servientes feodatarii peterent chocagium a decano et

Louis IX. 1261 capitulo de Moritolico, racione usagii sui, quod eis ab ipsis decano et capitulo negabatur: Quia dicti servientes non probaverunt per quod deberent habere dictum chocagium, determinatum fuit quod non haberent dictum chocagium.

IV. Magister domus Templi in Normannia petebat in curia ista, contra majorem et juratos Rothomagenses. Major et jurati dicebant quod nolebant eidem respondere, nisi per jus, nisi haberet litteras magistri Francie, superioris sui. Ad hoc respondit magister quod semper consuevit audiri in Normannia; in assisiis, in scacariis facere atournatos; absque litteris ipsius magistri Francie, habet capitulum suum pro se, et mittit ultra mare, fratres recipit; absque licencia alterius magistri, emit, dat in feodum, et generalem habet ministracionem, propter que petebat sibi responderi, absque aliis litteris: Tandem, partibus super hoc jus petentibus, determinatum fuit quod non respondetur eidem magistro, absque litteris magistri Francie.

V. Cum dominus Rex nuper esset apud Loudunum in Turonia, conquesti fuerunt domino Regi quod plures de burgensibus ipsius ville, qui solebant ponere ad reparationem murorum clausure ville Louduni, donaverant se Hospitali Jerosolimitano de novo, et Hospitalarii nolebant ipsos ita donatos tueri a misiis hujusmodi, nolentes quod ad hoc ponerent, et dominus Rex precepisset quod tales advocationes et donationes a suo tempore non tenerent. Hospitalarii postmodum venientes ad Regem, dixerunt quod tales advocationes nunquam receperant, et, si umquam receperant, eas omnino quittabant. Dicebant tamen quod homines manentes in hostisiis suis apud Loudunum non tenebantur ad solucionem hujusmodi misiarum, quamdiu in hostisiis ipsis manerent, et hoc erat eis concessum per cartam regiam, ut dicebant: Tandem, audita ipsa carta, determinatum fuit quod hospites Hospitalis, manentes in hostisiis suis, non tenebantur ad reparationem murorum, et similia ponere, quamdiu manerent in hostisiis eorumdem.

VI. Abbas Compendiensis fecerat tonsuram clericalem cuidam burgensi Compendiensi, qui solvebat talliam et jura Regis sicut alii. Postmodum, cum, pro quodam crimine sibi imposito a ballivo Viromandensi, caperetur, abbas volebat ipsum deffendere, et cognitionem habere de ipso, racione tonsure clericalis: Tandem, inspecto privilegio ipsius abbatis, per quod hoc facere poterat, ut dicebat, per quod sibi conceditur potestas faciendi tonsuram clericalem clericis et monachis suis, impositum fuit super hoc silencium ipsi abbati, et fuit injunctum ballivo quod ipsum burgensem bene teneret, nec eum redderet abbati. Louis IX, 1261.

VII. Abbas Compendiensis receperat in monasterio suo, in monachum conversum, quemdam rusticum suum, servum ecclesie sue, in cujus manumortua, si remansisset in seculo, Rex haberet terciam partem, sicut ballivus Viromandensis dicebat, et propter hoc petebat ballivus, pro Rege, sibi reddi terciam partem bonorum ipsius hominis, quia, cum ingressus esset religionem, pro mortuo debebat haberi. Abbas dicebat in contrarium quod ballivus non debebat super hoc audiri, quia ipse bene poterat servos suos in monasterio suo recipere, quociens volebat, et super hoc usus fuerat: Quia dominus Rex haberet terciam partem in manumortua ipsius hominis, cum eveniret, sicut abbas eciam confitebatur, et idem abbas recepit ipsum, absque licencia Regis, determinatum fuit quod Rex haberet terciam partem bonorum ipsius hominis.

VIII. Ordinatum est, per consilium, quod homines de Cruce-Sancti-Audoeni, quibus dominus Rex et abbas Sancti-Medardi dederunt ad essartandum circa octoginta arpenta terre, in quibus fuerat boscus, solvant dicto abbati Sancti-Medardi, pro quolibet arpento, unum denarium annui census; vende etiam dicte terre, quando evenient, erunt ipsius abbatis, quia fundus ejusdem terre erat abbatis predicti.

Louis IX, 1261.

IX. Cum Theobaldus de Moreto, miles, venderet quemdam boscum suum, homines de Fonte-Bliaudi fecerunt vendam arrestari, dicentes quod jus et usagium habebant in eodem. Postmodum, cum ipse Theobaldus fecisset eosdem homines adjornari in hac curia, ad ostendendum jus suum, et ipsi homines in tribus parlamentis defecissent, predicto Theobaldo semper comparente, deliberata fuit venda sua ipsi Theobaldo.

X. Cum abbas et conventus Sancti-Crispini-Majoris Suessionensis peterent quamdam manummortuam apud Compendium, et major et jurati Compendienses se opponerent, dicentes quod nullus habet manummortuam in villa Compendiensi, et ad hoc cartam regiam exhiberent: Tandem, ipsa carta inspecta diligenter, determinatum fuit quod abbas et conventus habeant ipsam manummortuam, si eam possent probare esse suam, non obstante carta predicta, quia non faciebat.

XI. Recordatur curia judicium taliter factum fuisse inter monachos Regalis-Montis et communiam de Ponponio, videlicet quod de biis que monachi habent apud Ponponium, in quibus communia habet capitalem censum, fiet saysina per communiam. Domum ipsorum monachorum, sitam in villa Ponponii, justiciabit communia.

XII. Cum dominus Rex esset apud Mellentum, die mercurii post octabas Pasche, supplicaverunt eidem major et communia ejusdem loci quod ipse amoveret quamdam pravam consuetudinem que talis erat, videlicet quod, si imponeretur alicui quod alium percussisset ita quod qualicumque modo extraxisset sanguinem de ipso, oportebat quod percussor purgaret se super hoc per tres vel quatuor quos percussus sibi nominaret, et, nisi per illos a percusso sibi nominatos super hoc purgaretur, oportebat quod solveret justicie sexaginta septem solidos, racione predicti sanguinis: Dominus Rex amovit pe-

nitus ipsam consuetudinem, et inhibuit ne de cetero predicta summa pecunie propter hoc levaretur. Louis IX, 1261.

XIII. Quidam burgensis Exolduni, qui vocabatur Radulphus Cofin, dedit se et sua Templariis. Postmodum, mortuo ipso Radulpho, Templarii saysiverunt bona ejusdem. Ballivus se opposuit pro Rege, dicens quod, cum ipse fuisset homo de corpore cujusdam militis, ipse remansit domino Regi homo de corpore, in statu in quo erat dicti militis, et ita non potuit dare, nec se nec sua. Ex parte Templariorum, respondebatur in contrarium quod hoc potuit facere, cum per cartam concessum sit hominibus existentibus in censa Exolduni quod de rebus suis, tam in morte quam in vita, possint disponere prout eis placuerit, cum eciam usitatum sit quod, postquam aliquis, cujuscumque condicionis sit, fuit in censa Exolduni, et eam diu solvit tamquam liber, potest de rebus suis disponere, sicut dicebant; negabant insuper ipsum fuisse hominem de corpore: Quia continetur in carta, ut supra ponitur, et predictus usus cognitus fuit a ballivo, determinatum fuit quod idem Radulphus potuit hoc facere, et deliberata fuerunt Templariis bona predicta.

XIV. Quidam ribaldus interfecerat quemdam burgensem Ambianensem, dominum suum; in Anglia postea fugiit. Idem ribaldus habebat quamdam summam pecunie in villa de Allodiis, que erat sua tempore quo fecit ipsum homicidium. Dominus Guillelmus de Meserant, miles, petebat pro . . . . . de Pissiaco, genero suo, qui habebat per cartam regiam medietatem omnium forisfactorum in ipsa villa de Allodiis, sicut dicebat, medietatem pecunie predicte sibi reddi. Ballivus Medonte dicebat in contrarium, pro domino Rege, quod non debebat idem Guillelmus super hoc audiri, quia forisfactum pro quo pecunia saisita est, non fuit factum in ipsa villa, set alibi: Audita carta predicta, determinatum fuit quod dictus . . . . . de Pissiaco haberet medietatem dicte pecunie.

Louis IX. 1261

XV. Conquerebatur capitulum Aurelianense quod servientes domini Regis aliter levabant brenagium domini Regis quam deberent in terra ipsius capituli, quia levabant ipsum brenagium per focos, ex quo terra ipsa plurimum gravabatur. Ad hoc respondebatur pro Rege quod, cum alias conquesti fuissent domino Regi, illi qui debebant hujusmodi brenagium, quod indebite levabatur, dominus Rex misit quemdam archidiaconum ejusdem ecclesie et alios qui super inquirerent veritatem; qua facta inquesta, determinaverunt quod per focos de cetero solveretur, et, auctoritate regia, litteras suas patentes inde fecerunt, propter quod capitulum ipsum super hoc non debebat audiri : Tandem, petito a decano Aurelianensi, procuratore ipsius capituli, utrum super hoc vellet jus audire, ipso dicente, post multa verba, quod sic, prefatis litteris diligenter inspectis, judicatum fuit quod ipsum brenagium levaretur per focos, et secundum numerum focorum, secundum tenorem hujus litterarum.

Preterea cum diceret idem procurator quod, per manum capituli, debebat Rex habere brenagium suum in terra ipsorum, vel saltem in presencia servientum capituli ad hoc specialiter vocatorum, propter fraudes et malicias quas servientes Regis in levacione ipsius brenagii sepe committunt, sicut dicebat; gentibus Regis e contra dicentibus quod, per servientes Regis, semper fuerat levatum, nec umquam fuerant servientes capituli ad hoc vocati, propter que dicebant ipsum capitulum super hoc non debere audiri : Quia idem procurator confessus fuit quod per gentes Regis levatum fuerat usque nunc, determinatum fuit quod per gentes Regis levaretur ipsum brenagium, nec ad hoc servientes capituli vocarentur.

XVI. Cum Guyotus de Mirapisce et dominus Johannes de Brueriis discordarent de modo seu verbis inter ipsos factis in parlamento nativitatis Beate-Marie nuper preterito, vel elapso, et recordacionem curie inde peterent: Recordata est curia in hunc modum, videlicet quod uxor dicti Johannis, soror prefati Guyoti, haberet porcionem hereditatis patris et matris sue, secundum numerum

liberorum, reportando illud quod habuerat in matrimonio, et dixit curia quod in dicto judicio de arreragiis et mobilibus nichil fuerat determinatum (43). Louis IX, 1261.

XVII. Cum procuratores regis Anglie nichil dixissent, pro ipso Rege, propter quod idem Rex non debuisset recepisse homagium Renaudi de Pontibus de castro Genciaci et ejus pertinenciis, sicut alias mandatum sibi fuerat a domino Rege: Injunctum fuit procuratoribus ipsius regis Anglie quod idem Rex assignaret predicto Renaudo certum diem, certam curiam et locum tutum in Vasconia, ubi Renaudus eat pro suo homagio faciendo, et tunc idem Rex recipiat ipsius homagium, vel fidelitatem ejus recipi faciat de castro predicto et ejus pertinenciis, nisi aliquis proponat aliquod in contrarium per quod, secundum consuetudinem terre, non teneatur idem Rex recipere homagium predicti Renaudi (44).

XVIII. Cum dominus Johannes de Tilliaco peteret gardam feodi quod dicitur de Curia-Episcopi, et ballivus Vernolii diceret in contrarium quod ad Regem pertinebat garda hujusmodi, quia idem feodum de ducatu movebat: Tandem, audita inquesta super hoc facta, et inspectis quibusdam scriptis propter hoc exhibitis, intellectis hinc inde propositis, determinatum fuit quod garda hujusmodi pertinebat ad Regem.

XIX. Cum, de consuetudine diu obtenta, tale jus habeat dominus Rex in quibusdam portubus ballivie Constantini quod, quando dolia vini ibidem venalia in navibus adducuntur, dominus Rex duo dolia que melius sibi placuerint ibi capit in qualibet navi, qualibet pro quatuor libris Turonensibus, et ballivus, ratione hujus consuetudinis, taliter vellet habere duo dolia vini quorumdam hominum Hospitalis Jerosolimitani, qui eadem venalia ibidem adduxerant, Hospitalarii se opposuerunt, dicentes quod, per libertates sibi et hominibus suis concessas a regibus Anglie, ballivus hoc facere non poterat, nec ad

Louis IX, 1262. hoc ipsi homines tenebantur. Ballivus dicebat in contrarium quod ipsi non poterant eosdem homines super hoc tueri, cum, contra ipsos Hospitalarios, etiam usus fuerit dominus Rex in hac consuetudine habenda, non est diu, quia, cum alio anno, postquam dominus Rex rediit de partibus transmarinis, Hospitalarii adduxerunt in ipsis portubus dolia vini venalia in societate quorumdam mercatorum, et ballivus peciit eandem consuetudinem, ipsi Hospitalarii eandem allegaverunt libertatem, et tamen, inspecta carta sua quam super hoc pretendebant, determinatum fuit nichilominus quod, non obstante ipsa carta, Rex haberet consuetudinem suam ab eisdem, sicut ballivus dicebat, propter quod petebat ballivus Regem teneri in possessione sua : Inspecta igitur carta predicta, et habita recordacione quod taliter actum fuerat alias, sicut ballivus dicebat, determinatum fuit quod dominus Rex remaneret in possessione sua, et haberet dolia modo predicto.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM ASSUMPTIONIS BEATE MARIE,

ANNO DOMINI MCCLXII.

I. Quidam homo et quedam mulier fuerunt capti apud Aquilam, in die mercati, quia expendebant ibidem falsam monetam. Dominus Henricus de Avalgor, dominus ipsius loci, peciit justiciam eorumdem captorum. Ballivus Vernolii e contrario petebat ipsam justiciam pro Rege, dicens quod hec justicia pertinebat ad placitum spate, et Rex habebat ibi placitum spate, ipso Henrico dicente quod hec justicia non pertinebat ad placitum spate : Demum, quia idem Henricus cognovit quod Rex habebat, apud Aquilam, placitum spate, et hec justicia pertinet ad placitum spate, determinatum fuit quod hec jus-

ticia remaneret domino Regi, et fuit super hoc impositum silencium ipsi Henrico. Louis IX, 1260.

II. Scabini Attrebatenses fecerant adjornari in hac curia comitem Sancti-Pauli super defectu juris in quinque casibus, petentes quod ponerentur extra obedienciam comitis, et in hac curia remanerent. Comes respondit quod ad quatuor primos casus, in quibus dicebant ipsum defecisse, non tenebatur respondere, quia, ante dies in quibus ipsi scabini dicebant ipsos defectus fuisse factos, quos per judicium fuerunt compulsi nominare ipsi scabini, dicti scabini eadem propo-suerant contra ipsum apud Lorriacum, in presencia domini Regis et consilii sui, in modum questionis et gravaminum, et, auditis eorum rationibus et deffensionibus comitis, dominus Rex reddidit ipsi comiti curiam suam de dictis scabinis, et ad examen suum remisit eosdem, super quo petebat recordacionem curie hujus, si sibi negaretur, vel paratus erat probare, et, cum ipsi scabini postmodum non venissent ad curiam, nolebat super hoc respondere, nisi per jus, set eos petebat ad curiam suam remitti. Scabini responderunt quod non erat ita, et, si ita fuisset, non debebat eis obesse, ut dicebant, quia illi qui venerant pro scabinis non habebant procurationem, comite dicente quod quidam scabini ibi fuerant et attulerant domino Regi super hoc litteras clausas : Auditis demum hinc inde propositis, recordata fuit curia quod dominus Rex reddiderat curiam suam apud Lorriacum ipsi comiti, et, quia ipsi postmodum non venerunt ad curiam comitis, judicatum fuit quod comes non tenebatur ad deffectus hujus respondere. De quinto casu, auditis et intellectis hinc inde propositis, determinatum fuit quod non erat defectus, licet quoddam gravamen videretur esse, propter quod non tenebatur similiter respondere, et fuerunt remissi ad curiam comitis, et hoc emendaverunt ipsi scabini ipsi comiti ac domino Regi per procuratores suos.

III. Quia, per inquestam factam inde, secundum usus et consue-

Louis IX. 1262. tudines terre, per dominum Julianum, ballivum Rothomagensem, inventum fuit quod abbas Gimetensis, a viginti sex annis citra, posuit quemdam palum in via et cursu aque Secane, subtus Gimecium, et quod, per eumdem palum, impedivit viam, seu cursum aque, preceptum fuit ipsi abbati quod amoveret ipsum palum, per quem impediebat viam et cursum aque, in dampnum mercatorum, et quod Stephano Manseboc de Pontisara et cuidam mercatori Flandrie restitueret dampna sua que in fractione navium suarum et mercium amissarum, occasione ipsius pali seu impedimenti positi ab ipso abbate, habuerant et sustinuerant, et, nisi abbas hoc faceret, preceptum fuit ipsi ballivo quod ipse hoc faceret.

IV. Cum cives Attrebatenses fecissent adjornari comitem Sancti-Pauli super defectu juris, dum ageretur super causa hujusmodi, comes peciit quod cives nominarent et exprimerent dies in quibus dicebant sibi comitem defecisse; cives vero responderunt quod hoc nolebant facere nisi per jus : Tandem, auditis hinc inde propositis, habito consilio, determinatum fuit quod cives tenebantur nominare et exprimere dies in quibus dicebant sibi comitem defecisse.

V. Quidam puer de Monte-Pessulano petebat sibi restitui quamdam summam pecunie patri suo ablatam violenter per dominum Montis-Beleti, tamquam proximior, que tenebatur in manu Regis. Scabini se opponebant, et dicebant quod non debebat super hoc audiri, quousque ipsi recuperassent litteras suas quas propter hoc tradiderunt regi Navarre. Opponebat se soror patris ipsius, petens sibi de ipsa pecunia tradi tercentas libras Parisienses quas dictus pater dederat ipsi in maritagium, ut dicebat; super quo petebat recordationem et testimonium scabinorum. Opponebat se eciam quidam avunculus ipsius pueri, dicens quod ipsam pecuniam debebat habere, quia quedam matertera sua in deposito tradiderat ipsam pecuniam, ablatam predicto patri pueri, et eam pecuniam sibi dederat dicta matertera, quod paratus erat probare; quod eciam, sicut dicebat, confes-

sus fuit in morte dictus pater. Quidam alius etiam se opponebat : Tandem, auditis hinc inde propositis, quia pecunia fuit ablata patri pueri, et ipse puer est proximior, determinatum fuit quod puer habebit saysinam pecunie, dum tamen super hoc conservet scabinos indempnes, et ipsis qui se opponunt respondebit, et stabit juri ubi debebit. LOUIS IX, 1262.

VI. Determinatum est quod illi qui faciunt burgesiam apud Castrum-Nantonis, in tribus festis annalibus, non tenentur solvere theloneum apud Puteolum in Gastinesio.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PALLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXII.

I. Quidam armiger, filius domine Guillelme de Setaracio, petebat quamdam terram sibi restitui, que fuerat patris sui : Audita relatione magistri Henrici de Virziliaco, responsum fuit eidem armigero quod non haberet, quia idem pater forisfecerat ipsam terram.

II. Ballivus Viromandensis petebat, pro domino Rege, ab hominibus de Duriaco, quemdam sommarium quem solvere consueverat domino Regi per manum domino de Meyaco. Homines respondebant e contrario quod ad hoc non tenebantur, cum dominus Rex manumiserit eos, per cartam suam, ab omni jugo servitutis : Audita et inspecta carta predicta, determinatum fuit quod ipsi homines ad solutionem dicti sommarii tenebantur.

III. Cum, in sexaginta libris, quas dominus Rex habet in sanguine

Louis IX, 1269. apud Compendium, peterent habere major et jurati Compendienses sexaginta solidos, ratione prepositure quam habent a Rege, et ballivus Viromandensis diceret, pro Rege, quod dominus Rex habet integraliter sexaginta libras suas, et, si ipsi volunt habere sexaginta solidos suos, eosdem levent ulterius: Declaratum fuit quod, in sexaginta libris domini Regis, habent major et jurati predicti sexaginta solidos.

IV. Quedam domus fuit diruta, per gentes domini Regis, apud Moyacum, ratione cujusdam murtri, et, cum dominus Rex tenuisset per annum ipsam domum, dominus de Moyaco, a quo movebat ipsa domus, peciit ipsam domum poni in tali statu vel manu quod exinde possit habere redibencias suas : Preceptum fuit ballivo quod ipsam domum poneret in tali manu quod dictus dominus posset inde habere redibencias suas.

V. Auditis racionibus comitis Registensis et prioris de Monte-Dei, amotus fuit quidam serviens domini Regis de Monte-Dei qui ibidem positus fuerat ad custodiendum ipsum locum, ex parte domini Regis.

VI. Auditis racionibus preceptoris domus Templi de Jussiaco et Johannis de Rochis, armigeri, super usagio quod homines ipsius preceptoris petebant in boscis ejusdem Johannis, statim post coupam, audita eciam relatione ballivi Viromandensis, qui super hoc, de mandato curie, veritatem didicerat, determinatum fuit quod, secundum statutum Regis, ipsi homines non ibunt ad ipsum usagium usque ad quintum folium.

VII. Capitulum Leriaci petebat ab hominibus de Albigniaco decimam de lana, et supplicabant domino Regi quod ipsos compelleret ad solvendum ipsam decimam, maxime cum per cartam suam, confectam super permutacione facta de villa Albigniaci et de villa

Aree-Bachi, inter Regem et capitulum Sancti-Martini Turonensis, dominus Rex teneatur ipsos homines de Albigniaco compellere ad solvendum ipsi capitulo suas decimas, sicut dicebant. Homines respondebant e contrario quod ad ipsius decime solutionem non tenebantur, nec ad hoc debebant per Regem compelli, cum nunquam eam hactenus solverint, sicut dicebant: Demum, auditis hinc inde propositis, inspecta eciam carta predicta, determinatum fuit quod ipsi homines non debent compelli ad solutionem ipsius decime per dominum Regem, nisi inveniatur quod ipsi homines eam solverint antequam fieret permutatio supradicta. Louis IX, 1262.

VIII. Conquerebantur burgenses Compendienses quod ballivus Viromandensis impediebat eos quominus ipsi arrestent et capient apud Compendium, pro debitis suis, et captos et arrestatos teneant in domibus suis captos, dicentes quod, per cartam suam, possunt capere et arrestare, necnon eciam quod usi sunt eos quos arrestaverunt, quilibet in sua prisione tenere. Ballivus dicebat e contrario quod, per cartam suam, non poterant hoc facere, et quod hoc solum ad justiciam, seu majorem ville pertinebat: Demum, audita carta ipsorum burgensium, et audito ac intellecto super hoc diuturno usu eorum, determinatum fuit quod quilibet ipsorum burgensium poterat apud Compendium arrestare, et arrestatum detinere captum apud se, ita tamen quod non ponant captos taliter in domibus suis in cippo, cathenis, seu compedibus, et eisdem in necessariis provideant competenter.

IX. Cum Renaudus de Pontibus et ejus uxor peterent recipi testes suos in causa Braigeriaci, procuratores regis Anglie se opponebant, dicentes quod recipi non debebant, cum, secundum antiquum usum curie, unam productionem deberet facere, et secundum novum statutum Regis tantum debeat duas productiones facere, et, cum plures fecerit, dicebant quod hoc non debebat fieri, et quod tercia, que jam facta fuerat, non valebat. Item dicebant quod, cum,

Louis IX, 1262. ultra numerum quadraginta testium, testes produxerit, et effrenata multitudo prohibetur a Rege, et maxime cum unum articulum habeat probare, videlicet quamdam spoliacionem, non sunt recipiendi testes eorum. Ex parte vero Renaudi et ejus uxoris proponebatur in contrarium quod debebant admitti, cum per eos non steterit, set per regem Anglie supradictum, qui testes de terra sua a Renaudo sibi nominatos compellere noluit ad perhibendum testimonium in hac causa, cum a rege Francie sibi fuerit injunctum, propter quod debet prima productio reputari ad numerum testium, dicebatur, quando plures articulos habebant probare, videlicet saysinam suam, et spoliationem, et super pertinenciis Brageriaci, propter quod testes producere poterant ultra numerum supradictum : Deinde, auditis hinc inde propositis, quia rex Anglie noluit compellere testes ipsorum, super hoc requisitus, determinatum fuit quod ipsi testes reciperentur (45).

X. Greignoletus, armiger, qui se obtulit probaturum, sub pena centum marcharum argenti, quod ballivus Bituricensis aliter fuerat recordatus in hac curia judicium factum inter Johannem de Ratigniaco, militem, et priorem de Caritate, quam fuisset in assisia de Centiconio, non probavit sufficienter intencionem suam, set melius et per plures probavit idem ballivus se bene recordatum fuisse : Condempnatus fuit igitur idem Greignoletus ad dictam penam, set Rex posuit eam in sufferencia, ad voluntatem suam.

XI. Aubertus de Villari-Pyon, miles, petebat sibi restitui a domino Rege feodum de Corceynvilla. Dicebatur pro domino Rege quod ad ipsum Regem pertinebat : Audita super hoc postmodum relatione ballivi Aurelianensis, qui super hoc inquisiverat, deliberata fuit saysina ipsius feodi predicto Auberto.

XII. Ordinatum fuit quod homines de Moyaco emendent domino de Moyaco rescoussam quam ei fecerunt.

XIII. Quidam pauper homo conquerebatur hic de Theobaldo, clerico, de quibusdam pertinentibus ad servicium Regis et de aliis. Idem Theobaldus noluit hic respondere, cum clericus sit, et ea que contra ipsum proponebantur tangebant factum corporis sui; set petebat ad ordinarium suum remitti, paupere homine dicente e contrario quod hic tenebatur respondere de hiis que sibi debet, racione servicii Regis, vel inde petebat jus sibi fieri : Demum, partibus hinc inde petentibus jus sibi fieri, determinatum fuit quod de hiis in quibus tenebatur ipsi pauperi, racione servicii domini Regis, responderet in hac curia. De aliis fuit remissus ad ordinarium suum. Louis IX, 1262.

XIV. Cum, in curia cujusdam canonici Aurelianensis, qui quamdam villam ipsius capituli tenebat ad firmam ab ipso capitulo, factum fuisset quoddam judicium contra abbatem et conventum de Curia-Dei, qui quamdam villam tenebat ad censum ab ipso capitulo, et abbas et conventus de ipso judicio, tanquam de pravo, appellassent ad Regem, et propter hoc citatus fuisset dictus canonicus, firmarius, coram Rege, dictum capitulum peciit curiam suam de dicto canonico suo, paratum facere jus de ipso canonico cuilibet conquerenti, dicens eciam idem capitulum quod in possessione erat habendi curiam et ressortum de canonicis, suis firmariis, procuratore monachorum e contra dicente quod, cum idem canonicus, nomine ipsius capituli, fecerit idem judicium, et hereditas sit capituli, non debet capitulum inde habere ressortum : Tandem, auditis hinc inde propositis, audito eciam quod plura capitula Francie, in casu consimili consueverunt habere ressortum de canonicis suis, reddita fuit curia sua dicto capitulo de ipso canonico, firmario suo.

XV. Quidam manens Silvanecto captus fuit a gentibus Regis, eo quod eidem imponebatur quod ipse receptaverat scutellas argenteas domini Regis, quas ipsi furati fuerant. Major Silvanectensis petebat justiciam de eodem, per cartam regiam, per quam concessum

Louis IX, 1262. est eis, ut dicebant, quod habeant omnia forisfacta et emendaciones forisfactorum, et omnes justicias, excepto raptu, murtro et homicidio: Audita carta predicta, licet inter alias personas haberent hujusmodi justiciam, tamen res hujusmodi pertinet ad Regem, nec videtur quod Rex, per generalitatem illam, se astrinxerit, remanebit hujusmodi justicia domino Regi in hoc casu.

XVI. Petebat Aymericus de Claro-Monte in Albigesio quod dominus Rex, secundum quamdam compositionem factam inter eos, et sigillo domini Regis sigillatam, castrum de Claro-Monte et aliam terram quam tenet Berengarius Guillelmi, in manu sua saisiret, et teneret ad manum suam, quousque inde [jus] fieret partibus, secundum usus et consuetudines terre ipsius. Idem Berengarius respondebat e contrario quod Rex hoc non debebat facere, cum ipse Berengarius, qui primogenitus erat, de ipsis castro et terra saysitus fuit, et saysinam tenuit per viginti duos annos et amplius, parte adversa sciente et non contradicente, propter quod petebat in sua saysina remanere, cum paratus [esset] super hiis castro et terra juri parere: Demum, auditis compositione, litteris et aliis hinc inde propositis, determinatum fuit quod Rex non tenebatur ipsum castrum et terram saysire, et in manu sua ponere, set remansit idem Berengarius in possessione sua; et fuerunt partes remisse ad curiam senescalli, super hoc jus accepture.

XVII. Burgenses Mellenti petebant quod, apud Mellentum, in terra quam habent a domino Marliaci, ad firmam perpetuam, in qua eciam habent omnimodam justiciam, excepto raptu et murtro, haberent et possent facere furchas, ad suspendendum quemdam latronem cujus justicia fuerat eis reddita, ut dicebant, quem in ipsa terra ceperant, et [cum] ballivus diceret e contrario, pro Rege, quod hoc facere non poterant, cum nunquam hactenus furchas ibidem habuerint, ut dicebat; peteret eciam quod eum suspenderent ad furchas Regis: Audita carta ipsorum burgensium, determinatum fuit quod, quando eisdem burgensibus emergeret, talis justicia fa-

cienda, ipsi faciant furchas in ipsa terra sua, et justicia facta, statim eas diruant. Louis IX, 1262.

XVIII. Auditis racionibus et carta prioris Sancti-Petri-de-Monasteriis, responsum fuit eidem quod nichil dixerat per quod Rex amoveretur a saysina justiciandi comuniter cum ipso priore, usque ad ulmos qui dicuntur esse mete.

XIX. Determinatum fuit quod abbas Gimeticensis reddat mercatoribus dampna sua que habuerunt, propter impedimentum quod idem abbas posuerat in aqua sua, secundum quod alias fuit determinatum in pallamento proximo precedenti (46).

XX. Rogerus de Praeriis petebat quod, cum ipse habeat, ex dono Roberti, comitis Mellenti, quamdam domum liberam a molta, apud Bellum-Montem-Rogeri, et quidam bolengarius maneat, ex parte ipsius, in eadem domo, quod idem bolengarius habeat ipsam libertatem, et sit liber a molta, cum in carta confecta super ipso dono contineatur quod ille cui facta fuit concessio hec, cujus idem Rogerus est heres, ac heredes sui, ac illi qui pro eis manebunt in ipsa domo, liberi sint ab ipsa molta. Ballivus dicebat e contrario, pro domino Rege, quod, licet ipsi Rogero concessa sit hec libertas, tamen idem bolengarius qui domum conduxit, et est mercator, et facit panem venalem, non potest uti, de jure, ipsa libertate que, racione personarum, fuit aliis concessa, et ex hoc plurimum deteriorarentur molendina domini Regis de Bello-Monte, ad que idem bolengarius et alii homines de Bello-Monte sunt bannerii: Audita et inspecta ipsa carta, auditis eciam hinc inde propositis, determinatum fuit quod idem bolengarius non haberet ipsam libertatem, set solverent moltam.

Louis IX. 1262.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXII.

I. Super eo quod capitula et abbates civitatis Bituricensis petebant interesse judiciis, apud Bituricas, in curia domini Regis, dicentes quod super hoc usi fuerant, burgensibus ejusdem ville e contrario dicentibus quod, per cartam regiam et per longum usum, ad eos pertinebat facere judicia Bituricis, et ad milites eciam de septenna Bituricarum et non ad capitula et abbates predictos, et maxime, cum super hoc usi non fuerint, sicut burgenses dicebant, nec sint persone que, per defectum veniendi ad judicia, si vocarentur, nec pro falso judicio, si inde appellarentur, vellent respondere coram domino Rege, vel possent compelli, sicut burgenses dicebant : Tandem, audita carta ipsa, et hinc inde propositis intellectis, placuit domino Regi quod quatuor persone de majori ecclesia Bituricarum, et due de qualibet aliarum ecclesiarum prebendalium Bituricarum, et abbates Bituricenses, ad facienda judicia Bituricis, recipiantur usque ad voluntatem domini Regis, quando ibidem venerint, si autem non venerint, non vocabuntur; et concessit decanus Bituricensis, pro ipsis ecclesiis, tanquam procurator, quod, in biis que pertinent ad hujus judicia, parati sunt facere et obedire sicut alii judicatores, ad voluntatem domini Regis.

II. Quidam fuerat bannitus pro crimine de villa Montis-Desiderii. Postmodum rediit ad villam, et vocavit de nocte ad ostium cujusdam mulieris que, cum aperiret eidem, ipse percussit eam cum cultello, et postmodum, cum captus fuisset a majore dicte ville, et ipse major vellet eum justiciare, dicens quod justicia pertinebat ad ipsam villam, racione carte sue, ballivo dicente quod ad Regem

pertinebat hec justicia, cum idem homo, bannitus pro crimine, fregisset prisionem Regis, et postmodum hoc maleficium perpetrasset, quod videtur tangere proditionem : Tandem, inspecta carta Montis-Desiderii, et hinc inde propositis intellectis, determinatum fuit quod hec justicia pertinebat ad dominum Regem et non ad villam. Louis IX, 1262.

III. Determinatum est super [causa] que vertebatur inter priorem et burgenses Kari-Loci, quod, si ab aliquo petatur aliquid in curia prioris super mobilibus, vel hereditate, vel alio quod non sit criminale, dum tamen ille contra quem agitur velit obligare possessiones, sufficientes ad valorem querele, quas habet in potestate prioris, non debet compelli ad dandam aliam securitatem de stando juri coram priore, vel de judicio suo tenendo; si autem possessiones sufficientes ad quantitatem querele non habuerit, per juramentum suum assecurabit.

IV. Determinatum est quod major et jurati Cerniaci respondeant in assisia Laudunensi, coram ballivo, non obstante carta sua, in causa que vertebatur inter eos et monachos Sancti-Johannis Laudunensis, secundum quod fuerat in ipsa assisia judicatum.

V. Determinatum quod homines Crispiaci in Laudunesio possunt arrestari in villa domini Ingerranni de Cociaco, que dicitur Fara, et est villa legis, pro debitis ipsorum per justiciam ipsius Ingerranni, non obstante carta ipsorum hominum quam contra hoc pretendebant ipsi homines.

VI. Cum quidam civis Laudunensis veniret apud Laudunum, et quidam serviens domini Regis eum conduceret, quidam alii cives Laudunenses verberaverunt eum in conductu Regis, et, cum ballivus vellet super eos justiciare, ratione conductus domini Regis, majore et juratis Laudunensibus dicentibus e contrario quod ad ipsos

Louis IX. 1262. pertinebat hec justicia, per cartam suam, et non ad Regem : Tandem, inspecta carta Laudunensium, determinatum fuit quod ad Regem pertinebat hec justicia.

VII. Dominus Oliverus Paganelli, miles, petebat septem homines liberos et quittos de foagio, racione cujusdam terre quam habuit a rege Anglie, super quo exhibebat cartam, ballivo dicente e contrario quod tres debet habere tantummodo, cum non sit baro : Audita carta sua et confessione sua quod non tenebat tanquam baro, determinatum est quod non habebit septem homines liberos de foagio, set très tantummodo (47).

VIII. Determinatum fuit quod archidyaconus de Busenceis debebat tenere et servare arbitrium prolatum a domino Guillelmo de Lineriis, milite, inter ipsum, ex una parte, et Ferricum de Valliaco et Petrum de Crevento, milites, et eorum uxores, ex altera; et fuit injunctum ballivo Aurelianensi quod ipsum archidyaconum compelleret ad ipsum arbitrium tenendum.

IX. Determinatum fuit quod burgenses Laudunenses possint emere et acquirere possessiones in villa et in pertinenciis de Brueriis subtus Laudunum, salvis redevenciis que debentur pro ipsis possessionibus.

X. De magnis batellis, de quibus batellarii conquerebantur quod ballivus compellebat eos solvere apud Credolium plus quam deberent, cum essent de uno ligno tantum, ut dicebant : Quia per ballivos Viromandie et Gisorcii inventum est quod non sint de uno ligno, determinatum [est] quod de ipsis batellis solvent secundum quantitatem eorum que deferent, et secundum quod alibi consuetum est persolvi de aliis batellis magnis, licet non firmati clavis, scilicet de batello ferente octo dolia vini et minus, duos denarios, et de batello ferente noveu tonellos vel amplius, quadraginta denarios.

Digitized by

XI. Determinatum est quod, super peticione quam dominus de Tybo-Villa faciebat domino Regi, videlicet quod Rex restitueret ei ea que de terra sua levaverat alibi quam in comitatu Mellenti, quando Rex eum tenebat in garda sua, cum nichil teneret de ducatu, ut dicebat, non est audiendus idem dominus de Tybo-Villa, nec tenetur eidem dominus Rex super hoc respondere, quia inventum fuit quod ipse dominus de Tybo-Villa, apud Broconam et alibi, tenet de ducatu. Ludovici IX, 1262.

XII. Cum, super causa que vertebatur inter abbatem et conventum Sancti-Petri-Vivi Senonensis, ex una parte, et majorem ac pares Senonenses, ex altera, super eo quod ipsi major et pares dicebant se usos fuisse citare vel facere citari, justiciare vel facere justiciari homines de communia Senonensi, cubantes et levantes in burgo Sancti-Petri-Vivi Senonensis, et ipsi abbas et conventus hoc negarent, dicentes se esse in saysina citandi et justiciandi homines predictos, in eodem burgo, et per inquestam inde factam dicti abbas et conventus habuissent saisinam dicte justicie, et postmodum dicti major et pares fecissent ipsos abbatem et conventum citari super proprietate dicte justicie, dicentes quod ad ipsos pertinebat hec justicia, racione communie sue, et per cartam regiam quam super hoc exhibebant, et per longum usum super hoc habitum, postquam fuit statuta eorum communia, ut dicebant; dicentes eciam quod non petebant ipsos homines justiciare in ipso burgo, set coram se apud Senones, abbate et conventu dicentibus e contrario quod ad ipsos pertinebat hec justicia de jure communi et per privilegia regum Francie, per que concessa est eis omnimoda justicia in eodem burgo, sicut dicebant; per que eciam restituti sunt ad jura sua et libertates suas, in statu in quo erant quindecim diebus ante constitucionem ipsius communie, propter quod eciam, si usi fuissent super hoc major et pares, quod abbas et conventus eisdem negabant, usus hujus non debebat eisdem valere, et eciam per cartam ipsius communie, in qua eciam inhibetur ipsis majori et paribus expresse

Louis IX, 1261. ne in burgo predicto capiant : Tandem, ipsis privilegiis et carta communie diligenter inspectis, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum ac determinatum fuit quod ipsi major et pares seu jurati nichil proposuerant propter quod habere debeant justiciam in homines de communia supradictos, cubantes et levantes in burgo predicto, set pertinebat ad abbatem et conventum predictos justicia supradicta.

XIII. Cum judicatum fuisset, in hac curia, quod barones et milites domini Castri-Radulphi de castellania Castri-Radulphi jurarent libertatem ville Castri-Radulphi, prout in litteris domini Regis confectis super hoc continetur, et postmodum, cum castellani de Castra et de Voillon ipsi domino Castri-Radulphi obvenissent, ex morte matris sue, burgenses Castri-Radulphi peterent habere similiter juramentum baronum et militum dictarum duarum castellaniarum, racione litterarum suarum, domino Castri-Radulphi dicente e contrario quod in hoc non debebant ipsi burgenses audiri, et quod ad hoc non faciebant littere supradicte : Tandem, inspectis ipsis litteris, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod barones et milites ipsius domini Castri-Radulphi de castellaniis de Castra et de Voillon non tenebantur libertatem ville Castri-Radulphi jurare, et quod istud juramentum solummodo debebat se extendere ad castellaniam Castri-Radulphi, et juramentum quod ipsi burgenses faciebant inter se de franchisia sua servanda, de quo conquerebatur idem dominus Castri-Radulphi, cassatum est omnino, et emendaverunt, quia per cartam suam hoc facere non poterant.

XIV. Cum in terra domini Guillelmi Crispini quidam woareth evenisset, videlicet in terra de Humetis de quo ballivus Constantiensis petebat habere gardam, ad usus et consuetudines patrie, et idem Guillelmus saysivisset eumdem woareth, dicens quod, per usum et per cartam regiam quam super hoc habebat, ad ipsum pertinebat dicta garda et non ad Regem : Tandem, inspecta carta

ipsius Guillelmi, determinatum fuit quod, secundum generalem consuetudinem, Rex haberet ipsam gardam, cum per cartam suam non concedatur hoc ipsi Guillelmo. Louis IX. 1262.

XV. Conquerebatur dominus Guillelmus de Bello-Saltu quod, cum ipse, de assensu dominorum suorum, haberet in garda sua domicellam Clemenciam de Soissonleu, soror ipsius Clemencie, uxor domini Radulphi de Tornella junioris, peciit ab eodem Guillelmo, ut sororem suam sibi traderet, et ipse bene custodiret eam ad voluntatem suam, et eam sibi redderet in statu in quo eam sibi traderet. Qui cum sibi tradidisset eamdem Clemenciam, et ipsa esset cum ea, in domo ipsius Radulphi, ipsi procuraverunt fraudulenter quod ipsa que erat in garda alterius, nec erat in homagio dominorum de terra sua, et quam fideliter custodire debebant, fecit sigillum, et eisdem dedit exitus cujusdam terre sue, ad valorem ducentarum librarum vel circa, usque ad triennium eisdem vel eorum heredibus, et donacionem ipsam per litteras officialis Ambianensis et domini Audenarde ac ejus uxoris, a quibus tenere debebat, fecit confirmari, propter quod petebat idem Guillelmus donacionem hujusmodi penitus irritari. Idem vero Radulphus dicebat e contrario quod, absque fraude aliqua, seu compulsione, aut requisicione ipsius aut sue uxoris, dicta Clemencia, proprio motu, et eidem ac liberis suis compaciens, et, ut dictus Radulphus ipsi in vestibus et aliis honorifice provideret, predicta sibi contulit, et per fidem suam, propter quod petebat donum hujusmodi sibi teneri: Tandem, auditis hinc inde propositis, et litteris predictis inspectis, determinatum fuit quod donacio hujusmodi fraudulenter fuerat procurata, nec valere debebat, et, de mandato curie, dictus Radulphus quittavit dictam Clemenciam de dicta donacione, et litteras suas predictas reddidit eidem.

XVI. Cum dominus Gilebertus de Essartis, miles, peteret contra Jordanum de Saxiaco medietatem castri de Foncien et pertinenciarum

Loeis IX, 1262. ejus, dicens quod pater suus ipsam medietatem, tanquam hereditatem suam, possederat, et ab eadem per inimicos fidei fuisset expulsus, et ipse postmodum jus suum prosecutus fuisset, dictus Jordanus, ad defensionem suam, proposuit quod, tam ipse quod[1] dominus Rex, a quo habet causam, ut dicit, dictam medietatem et pertinenciarum ejus possederunt per triginta annos continue et pacifice, propter quod dicebat se tutum prescripcione, et quod non debebant fieri ea que petebat dictus Gilebertus; quam prescripcionem negavit idem Gilebertus, de ipso tempore subtrahens aliquos annos, quibusdam de causis: Tandem, auditis probacionibus ab ipso Jordano super ipsa prescripcione productis, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod idem Jordanus non probaverat ipsam prescripcionem triginta annorum, eo modo quo eam proposuerat.

XVII. Quidam homo capituli Bituricensis de corpore, levans et cubans in terra et justicia domini Roberti de Bosmez, furatus fuerat quamdam equam, et, dum eandem venderet Buturicis, ille cujus erat, eum insecutus, cognovit eamdem equam, et dixit esse suam, et postmodum idem homo capituli recognovit furtum, et propter hoc captus fuit, et ductus ad prisionem Regis, et ibi mortuus, quare ballivus dicebat quod justicia ipsius hominis pertinebat ad Regem, cum in villa sua deprehensus fuisset, in presenti forisfacto. Capitulum dicebat e contrario quod ad eos pertinebat justicia de ipso homine, per cartam regis Ludovici quam super hoc pretendebant, in qua pendebant duo anuli aurei (48), per quam concessa erat eisdem justicia suorum hominum, ut dicebant: Tandem, diligenter audita et inspecta ipsa carta, determinatum fuit quod capitulum haberet justiciam de ipso homine, et precepit dominus Rex quod resaysirentur de ipso homine.

XVIII. Determinatum fuit quod molendinus quem dominus Guillelmus de Longa-Valle fecit apud Harbonieres, vel prope, in baneria

[1] Lisez quam.

domini Regis, et in dampnum et prejudicium ipsius domini Regis, et contra consuetudinem patrie, cadat et diruatur. Louis IX, 1265.

XIX. Determinatum est, super facto emendarum quas episcopus Claromontensis petebat a civibus Claromontensibus, que, post inquestam factam per curiam istam, sibi fuerant adjudicate pro injuriis ab eisdem civibus sibi illatis, quod idem episcopus levabit et habebit emendam suam ab illis qui forisfecerunt, et injurias hujusmodi intulerunt ipsi episcopo, dum tamen nichil solvant illi qui nichil forisfecerunt; et promisit episcopus quod, super moderacione et taxacione ipsarum emendarum, libenter credet consilio domini Regis.

ARRESTA,

CONSILIA ET JUDICIA PARISIUS, IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXIII.

I. Prepositus Royensis compellebat episcopum Ambianensem litigare coram se: Expeditum est quod non respondebit coram ipso preposito.

II. Major Braii banniverat quemdam de villa sua, propter forisfactum suum, ballivus Ambianensis adjornavit ipsum bannitum in villam Braii, et ipsum volebat in villam reducere, majore e contra dicente quod hoc non poterat facere per cartam ipsorum: Quia in carta ipsius ville continetur quod bannitus a villa non potest reduci in villam nisi per conductum proprie persone domini Regis, determinatum fuit quod ballivus non poterat ipsum bannitum reducere in ipsam villam.

III. Expeditum fuit quod capitulum Parisiense haberet divisio-

Louis IX, 1263. nem quam petebat contra majorem et homines Cauniaci, de territorio Viriaci ad territorium Cauniaci, et homines Cauniaci haberent divisionem pasturagiorum suorum que habebant in terra ipsius capituli, in territorio de Viry.

IV. Dionisius Farinelli, burgensis Ambazie, vendebat vinum suum in taberna sua, apud Ambaziam, et, dum nuncii qui afferebant vinum de taberna ipsius, exibant tabernam, mandatum domini Ambazie frangebat potos eorum; super quo conquerebatur idem Dyonisius, dicens quod super hoc injuriatur eidem, cum ipse burgensis domini Regis sit, et idem dominus Ambazie nullam habeat jurisdicionem in ipsum, sicut dicit, nec burgensis suus sit, nec in aliquo eidem subjectus, ut dicit, propter quod hoc sibi petebat emendari, et eidem dampna sua restitui a domino supradicto. Idem vero dominus respondebat quod hoc facere poterat, et utendo jure suo fecerat, tempore banni sui, in quo est talis consuetudo, et super Templarios, Hospitalarios et alios, sicut dicebat, quod in taberna possunt homines bibere durante banno hujusmodi; set, quando vinum extrahitur de taberna cum potis, franguntur poti et vasa alia cum vino, ut dicit, licet idem Dyonisius liber sit, et dominus Ambazie nullam habeat justiciam in eumdem; quare idem dominus Ambazie compellit subjectos suos ad bannum suum observandum, frangendo potos eorum: Determinatum est, audita et intellecta carta ipsius Dyonisii super libertate sua confecta, quod idem dominus Ambazie non injuriatur eidem Dyonisio super hoc, et quod idem Dyonisius non est super hoc audiendus.

V. Prior de Puteolis in Gastinesio petebat theloneum, apud Putheolos in Gastinesio, a quodam homine de Lorriaco in Boscagio, qui vocatur Robinus Morgastel. Idem Robinus respondebat quod non tenebatur solvere theloneum, cum ipse et alii homines de Lorriaco, per cartam regiam, secundum tenorem carte Lorriaci in Gastinesio, quitti sint de theloneo in pluribus locis, et specialiter apud Puthcolos. Prior ad hoc respondebat quod ipse habebat hanc

villam libere, cum omnibus juribus et aliis ad Regem pertinentibus, et cum mercato ex dono domini Regis, et per cartam regiam que prior est quam carta ipsorum hominum, ut dicebat, et per aliam cartam regis Philippi, que de quibusdam aliis villis reddebat eidem priori theloneum: Visis et inspectis diligenter cartis predictis, et auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod idem Robinus tenebatur solvere ipsum theloneum. Locus IX, 1263.

VI. Conquerebatur Johannes de Villaribus, miles, quod quidam burgensis qui vocabatur Renoudus, quamdiu ex parte Regis erat prepositus Silvanectensis, de bonis ipsius Johannis, de mandato ballivi, levaverat usque ad valorem duarum millium ducentarum librarum, que ab herede ipsius Renoudi petebat sibi restitui, vel in solucionem debitorum suorum computari. Idem heres respondebat quod non tenebatur super hoc respondere, cum nichil sciat super hoc nisi sit de facto suo, et, si pater suus hoc fecit, de mandato Regis hoc fecit, et maxime, quia ipse pater suus super hoc fuit in pace, nec idem Johannes super hoc aliquid pecierat ab ipso patre suo, quamdiu fuit in prepositura predicta, nec postmodum, quamdiu vixit, licet, postquam exivit de prepositura, vixisset per quatuor annos vel amplius, ut dicebat: Determinatum fuit quod idem heres non tenebatur super hoc respondere eidem Johanni.

VII. Heres de Doucele, existens in garda Regis, petebat a domino Rege sibi dari licenciam vendendi ducentas libratas bosci sui, pro retrahenda quadam hereditate: Licet hoc esset contra consuetudinem terre, tamen dominus Rex, de bonorum consilio, hanc licenciam concessit eidem, propter commodum ipsius heredis, recepta bona securitate quod, quando idem heres ad etatem venerit, nichil super hoc poterit petere a Rege.

VIII. Audita carta hominum de Grandelayo et diligenter ins-

Loeis IX, 1265. pecta, determinatum fuit quod ipsi tenebantur venire per appellacionem apud Laudunum, et ibi litigare.

IX. Quia caristia bladi cessat propter quam cervisie fuerant prohibite, placuit domino Regi quod [fiant] cervisie in Normannia, sicut prius (49).

X. Recordata est curia quod alias fuit adjudicata probacio domino Beraudo de Mercorio, in querela que vertitur inter ipsum et episcopum Claromontensem super judicato.

XI. Cum, super contencione mota inter Guillelmum dominum de Beceyo, ex una parte, et priorem ac conventum Sancti-Porciani, ex altera, super possessione justicie ville de Nuilliaco, facta fuisset inquesta, de mandato domini Regis, et, per ipsam inquestam, prior et conventus habuissent saysinam ejusdem justicie, postmodum idem Guillelmus fecit ipsos abbatem et conventum adjornari super proprietate justicie, petens eam sibi deliberari, tum quia jus commune faciebat pro ipso, cum ipsa villa sit infra metas baronie Borbonensis et castellanie sue Beceii quam habet ex portione fraterna, et exivit de ipsa baronia, tum eciam quia, antequam hec possessio supradicta fuisset adjudicata dictis priori et conventui, per triginta, quadraginta annos et amplius, ac per tantum temporis quod ad prescripcionem debet sufficere usus et justicia dicti loci pacifice, sicut dicebat, quod offerebat se probaturum, si sibi negaretur, ad que respondebant ipsi prior et conventus quod idem Guillelmus super hoc non debebat audiri, quia jus commune pocius faciebat pro ipsis, ut dicebant, cum ipsi eandem villam, quam dicebant esse de pertinenciis Sancti-Porciani, habeant ex dono Regum super quo exhibebant privilegia Karoli, Henrici et Ludovici, regum Francie, in quibus inter alia continebatur quod ipsi Reges eisdem conferebant cellam Sancti-Porciani, cum decem ecclesiis, villis et aliis regalibus exenniis et omni jure quod ipsi Reges visi erant ibidem ha-

bere, quam esse dicebant unam de dictis decem villis, tum eciam quia, ante ultimam predictam possessionem, jam elapsis viginti tribus annis, possessionem cujusdam latronis habuerant per judicium hujus curie, sicut dicebant, per quod ac per litteras cujusdam Haymonis, domini Borbonie, quas super hoc similiter pretendebant, prescriptionem de qua idem Guillelmus se juvabat destruere intendebant, quod factum, per recordacionem curie vel per testes, se probaturos offerebant, tum eciam quia semper ibidem de justicia usi fuerant, quando casus emergebat, sicut dicebant; et ex adverso dictus Guillelmus negaret dictam villam esse de pertinenciis Sancti-Porciani, ac usum justicie quem pretendebant prior et conventus ante possessionem ultimam se habere; assereret eciam priorem possessionem, de qua prior et conventus juvabant se, sibi non eisdem deliberatam fuisse, quod prior et conventus negabant, asserentes dictam justiciam, tam ex vi privilegiorum suorum quam ex judicio curie, et ex longo usu suo et ex litteris dicti Haymonis, maxime cum per usum et possessionem suam, per curiam sibi adjudicatam, eciam si idem Guillelmus contra eos usus fuisset, ad jus proprietatis sue redierint, ut dicebant, ad se debere pertinere: Tandem hiis et aliis hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod dicta justicia ad dictos priorem et conventum pertinebat, et non ad Guillelmum predictum. Louis IX, 1265.

XII. Magister Theobaldus de Nantolio, clericus, petebat quod permitteretur [ei] construere quemdam molendinum in terra sua, versus Crispiacum, in qua habet omnimodam justiciam, sicut dicit. Major et jurati Crispiaci se opponebant, et dicebant quod hoc non debebat fieri, quia molendina domini Regis, que villa Crispiaci habet ad firmam perpetuam, multum inde deteriorarentur, cum in ipsis locis nullus possit mittere animalia pro blado seu farina querendo, sicut dicebant, nisi major et jurati, et maxime cum, tempore domine regine Blanche, super hoc fuisset mota questio, et ipsa domina Regina, habito consilio, arrestasset ipsum molendinum: Quia idem

Louis IX, 1263. magister Theobaldus habet in eodem loco omnimodam justiciam, et Rex vel major aut aliquis alius nullam habent ibi banneriam, determinatum est quod idem magister potest facere molendinum suum, et vocatur locus, hoc tamen salvo quod, si Rex inveniret jus suum in hoc, ipse molendinum supradictum faceret dirui.

XIII. Girardus de Aubuçon petebat a domino Rege sibi reddi mille libras quas ipse et domina Regina, mater sua, per vim prisionis, ab ipso extorserant, sicut dicebat. Dominus Rex, ut cercior esset super hoc, misit pro Girardo de Moncuc qui super hoc sciebat veritatem, ut dicebatur. Idem Gerardus de Moncuc juratus, et a fratre Symone de Clyçon, priore Fratrum Predicatorum Parisiensium, et magistro Henrico de Virsiliaco, clerico domini Regis, diligenter examinatus in presencia ipsius Giraudi de Aubuçon, deposuit quod, cum Guillelmus de Aubusçon, frater ipsius Giraudi, propter heresim fuisset captus et immuratus apud Montem-Pessulanum, idem Giraudus, post inhibicionem domini Regis super hoc factam, videlicet quod nullus celaret bona ipsius Guillelmi, set quicquid haberet ad dominum Regem afferret, idem Girardus, post ipsam immuracionem fratris sui, bona ejusdem fratris sui recepit, nec domino Regi restituit, propter quod captus fuit idem Giraudus, et postmodum, propria voluntate, finavit idem Giraudus cum domino Rege ad mille libras, ita quod ipse haberet omnia debita que debebantur ipsi fratri suo, que bene valebant mille libras, ut dicebat; ad que nichil aliud respondit idem Giraudus nisi quod per vim prisionis finaverat, et quod super hoc non debebat fides adhiberi ipsi Girardo de Moncuc, cum sit inimicus suus, ut dicebat: Hiis relatis domino Regi et ejus consilio, et diligenter auditis, determinatum fuit quod idem Giraudus de Aubusçon non erat super hoc audiendus, et super hoc fuit silencium eidem impositum.

XIV. Cum contencio fuisset inter Helyam Ridelli, patrem uxoris Renaudi de Pontibus, et homines suos de Martello, et idem Helyas

apud Martellum venisset cum armis, post multos tractatus compromiserunt in abbatem Obasine, qui ipsos homines in quadam summa pecunie condempnavit. Verum, cum postmodum Renaudus de Pontibus et ejus uxor pecuniam peterent, ipsi homines respondebant quod non tenebantur ipsam pecuniam solvere, quia Giraudus de Mala-Morte, tunc illarum parcium senescallus, eisdem inhibuerat, et de mandato curie Francie, ne ipsam pecuniam solverent, ut dicebant. Renaudus vero et ejus uxor negabant hanc inhibicionem de mandato curie factam fuisse: Quia, auditis litteris ipsius Giraudi super ipsa inhibicione confectis, non constitit quod de mandato curie factum fuisset, determinatum fuit quod ipsa pecunia solveretur. Louis IX, 1265.

XV. Archembaudus de Blanchaforti, armiger, conquerebatur quod Archembaudus de Combornio, filius vicecomitis de Combornio, ipsum indebite et prave spoliaverat de castro de Blanchaforti et ejus pertinenciis, quod paratus erat probare, ut dicebat; propter quod petebat ipsum castrum cum pertinenciis sibi restitui, nec ibidem aliquid advocabat ab Archembaudo de Combornio supradicto. Alius vero Archembaudus dicebat e contrario quod ipsum castrum cum pertinenciis movebat a vicecomite, patre suo, et, quia idem Archembaudus de Blanchaforti, ab eodem vicecomite super hoc requisitus, noluit ipsum sibi deliberare, tanquam domino, ipsum saysivit, propter quod non tenebatur super hoc ipsum Archembaudum restituere, et hoc offerebat se probaturum: Quia idem Archembaudus de Combornio confessus fuit quod ipsum castrum saysiverat, et per duos annos et amplius tenuerat, licet alius Archembaudus nichil ibidem advocet ab eodem, determinatum fuit quod idem Archembaudus de Combornio restitueret predicto Archembaudo de Blanchaforti castrum de Blanchaforti cum pertinenciis ejusdem.

XVI. In causa que vertebatur inter Reginaldum de Pontibus et ejus uxorem, ex una parte, et vicecomitissam de Combornio, ex altera, de hereditate movente ex parte ipsius vicecomitisse, idem

Louis IX, 1265. Renaudus et ejus uxor nolebant ei respondere, secundum consuetudinem curie, absque presencia mariti, cum ipsa maritum habeat, ipsa vicecomitissa dicente e contrario quod propter hoc non debebat sua responsio impediri, cum hereditas de qua agitur ex parte ipsius moveat, et maritus adeo sit senex et debilis quod equitare et venire nequeat, ut dicebat, et maxime cum ipsa habeat auctoritatem petendi, ab ipso marito suo : Demum, licet hoc esset contra consuetudinem hujus curie, tamen placuit Regi quod ipsi Renaudus et ejus uxor respondeant ipsi vicecomitisse absque marito suo.

XVII. Cum contencio esset inter capitulum Laudunense et majorem et juratos Laudunenses super eo quod capitulum dicebat quod justicia servientum ipsorum canonicorum Laudunensium, qui tamen non erant de pace Laudunensi, ad ipsos pertinebat, et de consuetudine obtenta in aliis ecclesiis Gallicanis et per cartam regiam quam super hoc exhibebant, in qua eis concedebatur expresse, ipsis majore et juratis dicentibus e contrario quod ad ipsos pertinebat hec justicia et non ad dictos canonicos, et per cartam suam que concedit eis omnia forisfacta infra terminos pacis, ut dicebant, quam dicebant esse antiquiorem carta capituli, et, quia de ipsa justicia multo tempore usi fuerant, ut dicebant : Tandem, inspectis ipsis cartis, audita eciam quadam inquesta inde facta per magistrum Johannem de Ulliaco et dominum Matheum de Belna quam recusabant, et cui se nunquam supposuerant ipsi canonici, ut dicebant, et hinc inde propositis diligenter auditis, determinatum fuit quod justicia servientum ipsorum canonicorum Laudunensium, qui tamen servientes non erant de pace Laudunensi, ad ipsos canonicos pertinebat.

XVIII. Cum dominus Rex concessisset cuidam, bannito de villa Cerniaci a majore et juratis ejusdem loci, quod rediret ad villam, et ipsi major et jurati inde conquererentur, dicentes hoc contra cartam suam factum fuisse : Postmodum, audita ipsa carta, determinatum fuit quod bannus ipsorum majoris et juratorum debebat te-

neri, non obstante mandato domini Reigs de ipso revocando. De consensu tamen ipsorum majoris et juratorum, ordinatum fuit quod idem bannitus a Rege revocatus, ejiceretur de ipsa villa Cerniaci per duos vel tres dies, et postmodum rediret, et remaneret in ipsa villa. Louis IX, 1265.

XIX. Adjudicata fuit saysina domino Gileberto de Essartis, militi, de hiis que petebat contra Sycardum Alemannum et Petrum, vicecomitem Lautricensem, de hiis videlicet de quibus ipsi erant tenentes, et de quibus facta fuerat ostensio inter eos; et hoc factum est propter defectum eorum, quia ipsi defecerunt post diem ostensionis.

ARRESTA,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO BEATI MARTINI HYEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLXIII.

I. Petebant boulengarii Pontysare quod mulieres vidue, relicte bolengariorum Pontisare, compellerentur desistere facere panem venalem, cum per cartam liceat solis boulengariis facere panem venalem, sicut dicebant, et cum, secundum tenorem ipsius carte, ipse mulieres non potaverint boulengarios, nec propria manu sciant facere panem venalem, sicut boulengarii dicebant. Ipse vero mulieres e contrario dicebant quod ad hoc non debebant compelli, cum ipse una cum maritis suis, cum viverent insimul, potaverint boulengarios, ut dicebant, de bonis inter se communibus, cum eciam, de mandato regine Blanche, in hac saysina fuerint multo tempore et maxime cum carta predicta contra ipsas in hoc casu non faceret, ut dicebant : Tandem, audita carta, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum est quod mulieres, relicte boulengario-

Louis IX, 1265. rum, que, cum maritis suis, boulengarios insimul potaverunt, possunt facere panem venalem, sicut alii boulengarii, quamdiu sunt vidue; et eciam, nisi potavissent cum maritis suis, si modo vellent potare bolengarios, possent ipsum panem facere venalem (50).

II. Inhibitum est ballivo Matisconensi ne justiciet in comitatu Nivernensi, quia idem comitatus consuevit justiciari et esse de ressorto ballivorum Bituricensis et Senonensis.

III. Recipietur domina Castri-Gonterii ad saysinam fraterne porcionis, cum sit cognita soror, non obstante excepcione domini Guydonis de Lavalle, fratris sui, contra quem agebat, videlicet quod, quando ipsa maritata fuit, quittacionem fecit super hoc pro certa re, et hoc juravit, ut dicebat, idem Guydonis procurator.

IV. Determinatum est quod prepositus Perone, qui erat burgensis Perone, solvat talliam que petebatur ab ipso a majore et burgensibus ejusdem loci, pro debitis ipsius ville, quorum ipse erat particeps, non obstante quod ipse emit preposituram domini Regis in dicta villa.

V. Emendet communitas hominum de Vallibus injuriam factam episcopo Laudunensi, domino Regi, ipsi episcopo ac parentibus, duorum hominum ipsius episcopi interfectorum in ipso facto.

VI. Determinatum est quod dominus Guydo, frater comitis Engolismensis, habeat ab ipso comite, pro provisione sua et victu suo, sexcentas libras Turonenses, et, quando veniet ad hospicia ipsius fratris sui, ipse et unus miles secum, habebunt ipsi necessaria sua pro se et familia sua, et habebit robas et palefredos, pro se et ipso milite suo, et hoc fiet quousque habeat porcionem fraternam.

VII. Soror ipsius comitis habeat ab ipso fratre suo, pro provi-

sione sua, similiter trecentas libras Turonenses, quousque habeat similiter porcionem fraternam. Louis IX, 1263.

VIII. Concordatum [est] quod ea que gentes domini Regis ceperunt de bonis civium Burdegalensium deliberentur burgensibus domini Regis quibus ipsi Burdegalenses intulerunt dampna, arrestando bona sua, ut inde recuperent dampna sua.

IX. Guillermus Postelli, civis Rothomagensis, propter debitum in quo sibi tenebatur rex Guillermus, Alemannus, de mandato et auctoritate domini Regis, cepit de bonis hominum terre ipsius regis Guillermi; postmodum, occasione capcionis hujusmodi, gentes de terra predicti Regis ceperunt, in terra sua, de bonis aliorum civium Rothomagensium. Idem cives Rothomagenses petebant dampna sibi illata occasione capcionis ipsius sibi restitui ab eodem Guillermo, per consuetudinem ville sue, quia ipse erat causa arrestacionis bonorum suorum, ut dicebant. Idem Guillermus asserebat in contrarium quod non tenebatur restituere, quia hoc fecerat de mandato et auctoritate domini Regis: Quia constitit quod, de mandato et auctoritate domini Regis, hoc fecerat idem Guillermus, determinatum est quod idem Guillermus non tenetur ipsis civibus hujusmodi dampna restituere.

X. Quedam questio erat inter custodes regalium Suessionensium, qui ultimo fuerant, et executores episcopi defuncti ac episcopum novum, super quibusdam articulis, videlicet super vinagiis, boscis et majoriis: De boscis, determinatum est quod executores episcopi mortui habebunt boscum coupatum tempore mortis sue; dominus Rex habebit boscum coupatum tempore regalium suorum: De vinagiis, determinatum est quod ipsi executores habeant vinagia, quia episcopus fuit mortuus post vindemias, cum ipsa vinagia debeantur racione vindemiarum, licet aliquociens solvantur in medio marcii, et de solvendo in vendemiis, vel in medio marcii,

Louis IX, 1265. sit ad voluntatem illorum qui debent: De majoriis (51) vero, determinatum est quod ea que acciderunt tempore episcopi, sint episcopi; ea que acciderunt tempore regalium, sint domini Regis, et pertinent ad hujusmodi majorias, census, vente, investiture et similia.

XI. Conquerebatur Johannes de Ruella, burgensis Pontisare, quod major ejusdem loci petebat ab eo talliam de decem libris annui redditus, quas tenet apud Pontisaram immediate in feodum a domino Rege, dicens quod non debet inde solvere talliam, cum sit feodum, et maxime quia aliud feodum quod ibi tenetur immediate a Rege, videlicet feodum minerii, nunquam fuit talliatum, licet feoda alia que a militibus ibi tenentur consueverint talliari, quod ex parte majoris confessum erat. Major e contrario petebat talliam de ipso feodo, cum idem Johannes sit burgensis suus, et, per cartam suam, omnes illi de communia teneantur talliam solvere de bonis suis: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod idem Johannes solveret talliam de ipso feodo, maxime cum, de consuetudine, feoda domini Regis et aliorum, sicut dicebatur, in aliis communiis tallientur.

XII. Quedam prava consuetudo erat apud Vernolium, videlicet quod, quando aliquis facit melleyam manifestam et apertam in ipsa villa, licet factum sit notorium, tamen malefactor purgabat se per juramentum suum, se sexto, et hoc faciendo quittus erat super hoc: Dominus Rex, ad petitionem majoris et burgensium ejusdem loci, amovit istam consuetudinem (52).

XIII. Item consuetum erat in ipsa villa Vernolii quod, quando major vel alii ibidem capiebant aliquos equos pro negociis ville sue, nichil inde solvebant: Voluit dominus Rex quod a modo non capiant taliter equos, nisi pro ipsis solvant competens salarium (53).

XIV. Quedam consuetudo diu obtenta fuerat apud Pontem-Au-

demarum quod, quando aliquid ibi vendebatur, in occulto faciebant partes litteras et instrumenta sua super hujusmodi vendicionibus, in fraudem heredum qui debent retrahere : Dominus Rex, ad instanciam majoris et burgensium dicti loci, ad amovendam fraudem hujusmodi, voluit quod, in talibus contractibus, venirent partes coram majore ejusdem loci, et ibidem in aperto instrumenta sua conficerent (54). Louis IX, 1265.

XV. Injunxit dominus Rex ballivo Matisconensi quod, racione decime, vel duodecime sue, nichil peteret a Domo-Dei de Merloto, versus Cabillonum, nisi super hoc aliud mandatum a domino Rege haberet.

XVI. Recordata est curia quod alias preceptum fuit a curia quod, sicut bonnagium debuit fieri de territorio capituli Parisiensis, videlicet territorii Viriaci ad territorium Calniaci, ita debebant bonnari pasturagia ipsorum hominum Calniaci, a territorio dicti capituli

XVII. Determinatum est quod factum illius qui scienter expendebat falsos sterlingos apud Royam, propter quos fuerat suspensus, pertinebat ad altam justiciam.

XVIII. Determinatum est quod, in negocio vicecomitis castri Lemovicensis et burgensium castri Lemovicensis, quod inchoatum fuerat adhuc vivente ipso vicecomite, qui quidem consenserant quod ipsi volebant et consenciebant expresse quod, super justiciis, libertatibus et aliis, de quibus erat contencio inter ipsos, dominus Rex faceret de plano veritatem inquiri, et, inquisita veritate, super hoc ordinaret quod videret bonum esse, promittentes se perpetuo firmiter observaturos ordinationem domini Regis super hoc, quod, ex quo idem vicecomes mortuus est ante perfectionem ipsius negocii, licet heres ipsius vicecomitis petat quod procedatur, dominus Rex non posset in ipso negocio tute procedere cum herede,

Louis IX, 1265. cum videatur esse personale, et quasi tangere naturam compromissi, et maxime cum infra tempus, in littera super hoc confecta prefixum, propter brevitatem temporis, non posset negocium compleri.

XIX. Quedam mulier fuit capta in terra magistri Theobaldi de Nantholio, in qua habet omnimodam justiciam idem magister, et ibidem, propter forisfactum suum, fuit destructa. Idem magister petebat habere bona mobilia et catalla ipsius mulieris, quia deprehensa fuerat et destructa in justicia sua. Episcopus Silvanectensis petebat habere eadem catalla, quia ipsa mulier erat serva sua de corpore, et premissa cognoscebantur : Determinatum est quod idem magister Theobaldus habeat dicta catalla, quia dicta mulier fuit deprehensa et destructa in justicia ejusdem magistri Theobaldi.

XX. Determinatum est quod juramentum treuge et communie quod petebat Johannes, archiepiscopus Bituricensis, ab hominibus Castillionis super Yndriam, non debet eidem fieri, quia alias non fuit ibi factum, et, quia in propriis villis domini Regis, in Biturico, non fit ipsi archiepiscopo hoc juramentum. Consensit eciam idem archiepiscopus quod juramentum hujusmodi, quod per vim sentenciarum suarum extorserat a quibusdam hominibus ejusdem loci, revocetur et irritum sit. Dedit tamen dominus Rex litteras suas patentes ipsi archiepiscopo quod habeat hujusmodi juramentum in dicta villa, si aliquo casu exiret de manu domini Regis.

XXI. Hostalaria Silvanectensis recipiat bladum sibi debitum, per cartam regiam, a communia Silvanectensi, prout hactenus recepit, quia determinatum est quod amplius non possit petere, inspectis prius cartis parcium.

XXII. Determinatum est quod dominus Rex non potuit conferre, vacante sede Bajocensi, prebendam in ecclesia Sancti-Sepulchri Ca-

domensis; revocata est collatio quam dominus Rex fecerat in ipsa ecclesia de quadam prebenda, vacante sede Bajocensi. Louis IX, 1263.

XXIII. Determinatum est Tatino Bovis, Guillermo Charla, Meneardo Vigerii, et Guillermo Baronis, mercatoribus de Berbezillo, qui disrobati fuerunt in terra vel in feodis comitis Engolismensis, quod idem comes eisdem restituat vel restitui faciat dampna sua, prout alias fuit ordinatum et mandatum.

XXIV. Cum dominus Rex dedisset Saverico, coco suo, pro suo servicio, viginti libras annui redditus, sibi et heredibus suis de uxore sua desponsata, et, ipso Saverico mortuo, duo liberi ipsius, ex ipsa uxore procreati, peterent habere ipsas viginti libras, eo quod concesse fuerant patri suo et heredibus suis, de uxore sua desponsata, sicut dicebant, et ipsi essent heredes sui, matre ipsorum, relicta dicti Saverici, dicente in contrarium quod ipsa medietatem dictarum viginti librarum habere debebat, racione conquestus, cum ipsi marito suo concesse fuissent, constante matrimonio inter ipsos: Tandem, questione relata domino Regi et ejus consilio, determinatum fuit quod ipsa relicta dicti Saverici habere debet medietatem ipsarum viginti librarum, racione conquestus.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIII.

I. Proponebat ballivus Constantini, contra dominum Guillelmum de Vernone, quod ipse constumam quam habet in foresta domini Regis tradiderat cuidam firmario, quod facere non poterat nec debebat; item quod idem firmarius, in mense carreii, ducebat ad ipsam

Louis IX, 1263. constumam quadrigas conducticias, et homines, qui non sunt residentes in ipso feodo alios quam deberet, quod similiter non poterat facere nec debebat, propter quod petebat ballivus quod idem Guillelmus hoc emendaret, et dampna inde facta restitueret. Idem Guillelmus confitebatur quod constumam suam tradiderat cuidam firmario, quod bene facere poterat, ut dicebat. Quod autem duxisset firmarius ad ipsam constumam quadrigas conducticias et homines extraneos, tempore predicti carreii, hoc negabat idem Guillelmus: Determinatum fuit quod, si posset inveniri quod idem firmarius duxisset ad ipsam constumam, tempore carreii, quadrigas conducticias et homines alios quam residentes in ipso feodo, hoc emendaret idem firmarius, et dampna inde data restitueret, si ad hoc sufficeret. Quod si firmarius ad hoc non sufficiat, idem Guillelmus qui ipsum posuit, hoc faciat. Quod autem idem Guillelmus constumam suam tradidit firmario, hoc non approbavit curia nec reprobavit, nec ad presens super hoc aliquid determinavit.

II. Proponebat ballivus Cadomi, contra leprosos de Tor, Bajocensis diocesis, quod, cum dominus Rex dedisset ipsis leprosis, ad ipsorum sustentacionem, de bosco mortuo in nemore de Tronqueto inposterum capiendo, quantum asinus poterit portare per diem, ipsi leprosi ipsum boscum vendebant, quod facere non poterant nec debebant, ut dicebat idem ballivus, propter quod debebant amittere ipsum usagium, ut dicebat: Licet prima facie quibusdam videretur quod, pro eo quod in littera super ipsa concessione confecta ponebatur quod ad sustentacionem ipsorum fuerat idem usagium eisdem concessum, tamen determinatum fuit quod ipsi leprosi dictum usagium non poterant vendere, quia non videtur fuisse concessum, nisi ad id quod de bosco potest fieri, videlicet ad ardere, edificandum et similia.

III. Determinatum est quod assisia gallica que tenebatur apud Gisorcium citra aquam, propter commune bonum et communem

aisanciam patrie, teneatur apud Calvum-Montem usque ad voluntatem domini Regis, ubi ab antiquo consuevit teneri, ut dicitur (55). Louis IX, 1265.

IV. Prepositus Silvanectensis petebat, pro domino Rege, justiciam hominum de Moncellis, dicens quod dominus Rex erat in saysina justiciandi eos de facto corporum suorum. Prior vero de Moncellis e contrario dicebat quod ad ipsum pertinebat hec justicia, cum ipsi homines cubantes et levantes sint in dominio et districtu ipsius, et bene cognoscebat idem prior quod dominus Rex fuit in saysina hujusmodi justicie, quamdiu fuerunt homines de corpore domini Regis, racione servitutis, set, cum modo facti sint liberi, ad ipsum debet pertinere de jure, ut dicit, hec justicia, sicut de aliis liberis hospitibus suis: Quia ipsi hospites prioris facti sunt liberi, et dominus Rex habebat justiciam super eos, racione servitutis tantum, determinatum est quod hec justicia pertinet ad ipsum priorem sicut de aliis hospitibus suis.

V. Cum scabini Attrebatenses apellassent ad curiam domini Regis de quodam judicio sibi facto, in curia comitis Sancti-Pauli, ab hominibus ejusdem comitis, in causa que vertebatur inter ipsos scabinos et Simonem dictum Parvum, et, ad prosequendam ipsam apellacionem, ipsos homines qui idem judicium fecerant, fecissent adjornari, dicti homines adjornati sex de se ipsis constituerunt pro se procuratores, in dicto negocio contra eosdem scabinos pro se et aliis processuros. Scabini vero proponebant, contra ipsos procuratores, quod non debebant admitti nisi pro se ipsis, et petebant alios justiciari, tanquam deficientes, cum omnes fuerint adjornati, et factum istud tangat omnes eos insimul et quemlibet singulorum: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod reciperentur ipsi procuratores, maxime cum, secundum consuetudinem patrie, si vadium super hoc daretur, per unum de ipsis hominibus daretur et fieret, et non per omnes.

VI. Postmodum, cum ipsi homines et scabini super facto ipsius

Louis IX, 1263. judicii litigarent, comes Sancti-Pauli peciit suam curiam de eisdem, dicens quod nunquam super hoc fuerat in defectu, et quod alios homines habebat quam eos contra quos fuerat appellatum per quos faceret eis jus fieri, et ideo petebat sue curie reditum, vel jus. Scabini dicebant e contrario quod non debebat habere curiam idem comes, cum de ipsis scabinis et predicto Simone alias fuisset sibi reddita curia, et in curia sua factum fuerit hujusmodi judicium de quo est apellatum, propter quod petebant hic remanere, vel jus : Tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod idem comes haberet curiam suam super hoc.

VII. Dominus Gaufridus de Ruppe, miles, petebat, pro uxore sua, sorore domini Hervei de Leonibus, contra ipsum Herveum de Leonibus, sibi deliberari porcionem fraternam de terra sua de Tymeresio que obvenerat eidem Herveo, ex parte matris sue, cum idem Herveus sit frater suus. Idem Herveus, ad defensionem suam, proposuit, contra ipsam sororem suam et predictum Gaufridum, ejus maritum, quod super hoc non debebant audiri, quia, vivente patre et matre ipsorum, fuit ipsa maritata, et certa porcio terre fuit eidem promissa et concessa, quam ipsa tenuit, viventibus patre et matre ipsorum, ut ipse dicebat, quod obtulit se probaturum, si sibi negaretur; propter quod ipsa, secundum consuetudinem terre, nichil poterat reclamare, ut idem Herveus dicebat. Prefatus vero Gaufridus et ejus uxor bene cognoscebant consuetudinem esse talem, set quod, viventibus patre et matre ipsorum, certum maritagium seu certam porcionem, pro maritagio, tenuerit ipsa soror sua, hoc negabat ipsa et maritus suus. Ipse vero Herveus hoc obtulit se probaturum. Die vero ad hoc probandum prefixa, dictus Herveus hoc probare noluit, set probacioni sue renunciavit, et de novo proposuit quod certa promissio facta fuit in maritagio ipsi sorori sue, vivente patre et matre ipsorum, quam ipsa tenuit vivente matre sua, et adhuc tenet, ut idem Herveus dicebat; propter quod, secundum consuetudinem terre, nichil aliud poterat super hoc petere, nec de

jure erat super hoc audienda, et hoc offerebat se probaturum idem Herveus si sibi negaretur. E contrario vero proponebatur, pro ipso Gaufrido et uxore sua, quod ad hoc non tenebantur respondere, cum idem Herveus, ad defensionem suam, certam excepcionem proposuisset, et talem quod, si probata fuisset, ipsi a peticione sua cecidissent, et, cum ad ipsam probandam se astrinxisset, eam probare noluit, set ipsi probacioni sue penitus renunciavit; propter quod non debebat ad alia de novo probanda admitti, ut ipsi dicebant, maxime cum consuetudo curie laicalis talis sit quod pluries non proponuntur excepciones peremptorie in aliqua causa, ut ipsi dicebant, propter quod, cum idem Herveus non probasset intencionem suam, petebat ipsa soror sua saisinam ipsius successionis sibi deliberari et reddi. Ex parte vero ipsius Hervei, dicebatur quod non erant diverse excepciones, set quedam pars prioris excepcionis proposite ab eodem, que sola pars ad probandam suam intencionem sufficeret, ut dicebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, quia idem Herveus excepcionem quam primo proposuerat non probavit, set probacioni sue penitus renunciavit, et postmodum aliam proposuit, judicatum fuit quod non debebat ad alia de novo probanda admitti, et eidem sorori sue adjudicata fuit saisina successionis ejusdem. Louis IX. 1285.

VIII. Dominus Henricus de Novo-Burgo agebat contra Robertum de Novo-Burgo, nepotem suum, filium primogeniti fratris ipsius Henrici, et ab eo petebat porcionem fraternam, qui quidem Robertus erat infra etatem et in garda Regis, et, durante ipsa causa, habebat idem Henricus usque ad ducentas libratas terre pro victu suo. Postmodum, cum ipsa causa diu durasset, et idem heres de Novo-Burgo esset extra gardam domini Regis, pacificatum fuit inter ipsum Henricum et heredem de Novo-Burgo, nepotem suum, et per illam composicionem quamdam porcionem terre habuit idem Henricus. Postmodum, accedens ad dominum Regem idem Henricus, peciit ab eodem domino Rege quod arreragia valoris illius terre, quam per pacem habuit ab ipso herede de Novo-Burgo, sibi redderet a

Loeis IX, 1265. tempore quo idem heres fuit in garda sua, cum ipse dominus Rex habuisset et levasset fructus et exitus terre ipsius heredis, quamdiu erat in garda sua, quia pro eo quod idem heres erat in garda Regis, idem Henricus nequiverat contra ipsum jus suum prosequi, ut dicebat : Quia causa ista sopita fuit per pacem, et quando idem heres extra gardam Regis erat, quia eciam, secundum consuetudinem terre, Rex non tenetur ad talia restituenda de hiis que sunt in garda sua, prout dicebant ballivi Normannie, determinatum fuit quod Rex non tenetur aliquid super hoc restituere eidem Henrico.

IX. Conquerebantur Odo, Bajocensis, et Radulphus, Ebroicensis episcopi, quod gentes domini Regis, racione senescalcie et racione cambellanorum, levaverant ab eisdem quamdam summam pecunie quam petebant sibi restitui, dicentes quod ad hec non tenebantur, nec ipsi nec alii prelati Normannie, cum ipsi sint de nova acquesta : Visum fuit domino Regi quod ipsi jus habebant, et precepit dominus Rex quod ipsis redderetur pecunia predicta, propter hoc ab ipsis episcopis levata.

X. Petebat capitulum Remense, a domino Rege, quod ipse faceret eis persolvi quamdam constumam que dicitur pieleve, videlicet certam summam pecunie cuilibet canonicorum Remensium in die Cene, cum ipse teneat regalia, quia archiepiscopus, dum viveret, hoc eisdem solvebat : Quia hoc solvebat ipsis canonicis idem archiepiscopus, et alias solutum fuit, vacante sede, a custodibus regalium Remensium, sicut dicebatur, placuit domino Regi quod, secundum quantitatem regalium que ipse tenet in manu sua, custodes ipsorum regalium solvant, de ipsa costuma que dicitur pieleve, canonicis antedictis, et capitulum similiter inde solvat, secundum porcionem quam tenent de regalibus Remensibus.

XI. Johannes, Francie buticularius, petebat a Bernardo, episcopo Ambianensi, centum solidos, racione buticularie, quando fuit novus

episcopus, dicens quod ad hoc sibi tenebatur idem episcopus, sicut Remensis et Senonensis archiepiscopi et alii episcopi Francie qui hoc sibi solvunt, ut dicebat. Pro ipso vero episcopo dicebatur in contrarium quod ad hoc non tenebatur, cum, a tempore a quo non est memoria, predecessores sui, episcopi Ambianenses, fuerint in possessione non solvendi ipsam buticulariam, sicut dicebat; propter quod, sicut dicebatur pro ipso, non debebat hoc honus sibi imponi, nec debebat in hoc facto duci, secundum consuetudinem aliorum prelatorum, cum rex Philippus civitatem Ambianensem, que de feodo ipsius episcopi movet, acquisierit, ut dicebatur pro ipso, propter quod non tenebatur ad hujusmodi honera persolvenda. Ad hoc autem idem buticularius respondebat quod, licet idem rex Philippus acquisivisset ipsum feodum, tamen regalia Ambianensis ecclesie semper, ante et post, ad coronam regni Francie pertinebant, propter quod ad hoc solvendum tenebatur, sicut alii prelati, nisi speciale privilegium super hoc exhiberet: Quia regalia Ambianensis ecclesie ab antiquo pertinent ad coronam regni Francie, et dictus episcopus speciale privilegium super hoc non exhibebat, propter quod non deberet solvere, sicut alii prelati, et alii prelati Francie ipsam buticulariam solvunt, determinatum est quod idem episcopus tenetur solvere, racione buticularie, eidem buticulario, centum solidos supradictos (56). Louis IX, 1265.

XII. Eodem modo determinatum est, contra ipsum episcopum Ambianensem, quod solvat domino Regi senescalciam suam.

XIII. Petebat Bartholomeus Tristan, serviens domini Regis, habere, apud Montem-Letherici, emendam prave mensure vini, dicens quod ipse et predecessores sui usi sunt habere, et sunt in saisina habendi emendas de pravis mensuris vini et bladi apud Montem-Letherici. Ballivus Aurelianensis dicebat pro Rege quod emenda prave mensure vini pertinebat ad Regem, et bene confitebatur ballivus quod idem Bartholomeus erat in saisina habendi emendas

Louis IX, 1263. prave mensure bladi ibidem : Demum, audita relacione ballivi predicti super hoc, qui inde, de mandato domini Regis, inquisierat, deliberata fuit ipsi Bartholomeo saisina emende de prava mensura vini apud Montem-Letherici.

XIV. Quidam mercator Hispanus adduxerat ficus et alias merces, per Sequanam, inter Medontam et Parisius, absque societate mercatoris Parisiensis, sicut dicebatur; quo audito, cives Parisienses fecerunt navem ipsius et mercandisiam arrestari, tanquam commissam domino Regi et ipsis, per quemdam servientem prepositi Parisiensis, et, ipsa nave et mercandisia arrestata subtus Sanctum-Clodoaldum in aqua, in cujus chemino justicia est domini Regis, gentes episcopi Parisiensis ipsam navem et mercandisiam rescosserunt dicto servienti, et mercandisiam detulerunt apud Sanctum-Clodoaldum, dicentes quod justicia aque erat ipsius episcopi, in eodem loco : Postmodum, cum idem episcopus, pluries requisitus, nollet hoc emendare Regi, nec locum resaisire; ad ultimum, post multas altercaciones, ipsam rescossam emendavit domino Regi, apud Vicenas, et locum resaisivit, presentibus archidiacono Clemente, archidiacono Garnero, magistro Lucha, officiali Parisiensi, et pluribus de consilio Regis.

XV. Conquerebatur Henricus, marescallus Francie et dominus Argentonii, quod ballivus Cadomi tenebat, in villa sua Argentonii, placita vicecomitalia, quod facere non consueverat nec debebat. Ballivus dicebat e contrario quod hoc facere poterat, cum dominus Rex habeat, in eadem villa, placitum ensis, ut dicebat : Tandem, inspecta carta ipsius Henrici confecta super hiis que ipse, apud predictam villam Argentonii, habet, ex dono Regis, determinatum fuit quod ballivus potest ibi tenere placita vicecomitalia que pertinent ad placitum ensis, et non alia.

XVI. Dominus de Bello-Videre terram suam quam tenebat in

alodium, que terra est in marchia regni et imperii, in castellania Sancti-Quintini, advocavit, et cepit in feodo ab episcopo Noviomensi, pro sexcentis libris quas inde dedit sibi episcopus antedictus. Ballivus se opposuit, pro Rege, dicens quod ipsum alodium non poterat advocare ab alio quam a Rege : Tandem, licet pluribus de consilio videretur quod eciam absque pecunia ipsum feodum deberet habere dominus Rex, secundum consuetudinem Francie, ex quo dominus de Bello-Videre ipsum advocaverat ab alio, tamen dominus Rex voluit reddere ipsi episcopo sexcentas libras quas dederat propter hoc, et habuit ipsum feodum de Bello-Videre (57). Louis IX. 1263.

XVII. Dominus Johannes, Francie buticularius, petebat centum solidos a Matheo, abbate Beati-Dyonisii in Francia, racione buticularie, dicens quod ipse erat in possessione percipiendi hujusmodi buticulariam, ab abbatibus exemptis et aliis, quando fiunt de novo abbates, dicens eciam quod aliqui predecessores ipsius abbatis ipsam solverant predecessoribus suis buticulariis Francie, sicut per scripta regia apparebat. Ad hoc dicebat idem abbas quod ad solucionem ipsius buticularie minime tenebatur, cum predecessores sui nunquam eam solverint, ut credebat. Preterea dicebat se liberum esse et immunem a solucione talium consuetudinum, sive juriun, per privilegia regia que super hoc ad defensionem suam exhibebat, propter quod non erat idem buticularius in peticione hujusmodi audiendus, sicut dicebat : Tandem, inspectis regiis privilegiis ab ipso abbate exhibitis, inspectis eciam scriptis regiis, quia ipsa privilegia non videbantur sufficienter facere ad defensionem abbatis, et per scripta regia inventum fuit quod abbates Beati-Dyonisii alias solverant buticulariam, determinatum fuit quod idem abbas solvere tenebatur ipsi buticulario centum solidos supradictos (58).

XVIII. Cum quidam mercator de Hispania cum mercibus suis venisset, per aquam Sequane, usque versus Sanctum-Clodoaldum, sine societate mercatoris Parisiensis, sicut dicebatur, prepositus Pa-

Louis IX, 1264. risiensis, ad instanciam civium Parisiensium, navem et merces ipsius mercatoris arrestavit, tanquam forisfactam, in aqua juxta Sanctum-Clodoaldum; quam, cum arrestasset mandatum dicti prepositi, racione forisfacture que est communis domino Regi et civibus antedictis, mandatum episcopi Parisiensis saisinam ipsius prepositi super hoc factam fregit, et merces ipsas apud Sanctum-Clodoaldum duxit; cum autem requireretur idem episcopus, ex parte domini Regis, quod locum ipsum resaisiret de mercibus ipsis, et hoc domino Regi emendaret, cum prepositus Parisiensis ipsam saisinam fecisset in cursu aque Secane in qua dominus Rex habet justiciam, et, de re forisfacta, [possessio pertinet] domino Regi et civibus antedictis, per cartam regiam, idem episcopus hoc facere recusavit, dicens quod paratus erat jus facere super hoc, cum in justicia sua facta fuisset hec arrestacio, ut dicebat: Tandem, cum pluries fuisset super hoc altercatum, quia ipsa arrestacio facta fuit, in cursu aque in quo Rex habet justiciam, idem episcopus, sabbato post Cineres, apud Vicenas, hoc factum emendavit domino Regi, et locum ipsum resaisivit (59).

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXIV.

I. Cum quidam armiger, occasione terragii, seu campi-partis sue, quasdam quadrigas cepisset in villa de Alodiis in qua nullam habet justiciam, et ballivus Medonte, occasione hujus facti, adjornasset ipsum armigerum coram se, extra villam ipsam, idem armiger, factum hujusmodi in quo presencialiter non fuerat deprehensus, emendavit ipsi ballivo. In emenda autem hujusmodi petebat medietatem, per cartam regiam, Robinus de Pissiaco, armiger; prepositus eciam de Alodiis petebat sexaginta solidos in ipsa emenda simi-

liter per cartam regiam, dicentes quod tales porciones debent habere in forifactis ville predicte. Ballivus vero dicebat in contrarium quod non erant super hoc audiendi, cum idem armiger non fuisset deprehensus in presenti. Dicebat eciam dominum Regem esse totaliter in saisina de hujusmodi emendis: Tandem, ipsis cartis regiis diligenter inspectis, determinatum fuit quod ipsi Robinus de Pissiaco et prepositus de Alodiis non erant super hoc audiendi, set pertinebant ad dominum Regem totaliter ipse emende, cum facte fuerint ipse emende extra villam de Alodiis, nec idem forisfactor fuisset deprehensus in presenti. Louis IX, 1269.

II. Determinatum est quod Johannes Ouchepot, miles, qui juravit communitatem ville de Braio super Sommam, solvat talliam ipsius ville, quamdiu manebit in ipsa villa, cum ipse, racione tallie, per quamdam composicionem inter eos habitam, solverit alias triginta solidos, racione tallie, ipsi ville, prout idem Johannes confessus est, quando fiebat tallia in eadem villa.

III. Cum quedam bolengaria Pontisare, que, tempore viduitatis sue, recepta fuerat ad faciendum panem, et bolengarios potaverat, postmodum virum duxisset, bolengarii Pontisare nolebant ipsam bolengariam ad illud ministerium admittere, eo quod ipsa duxerat maritum qui nesciebat facere panem propria manu sua, secundum tenorem carte concesse ipsis bolengariis a rege Philippo. Ipsa vero proponebat quod debebat admitti ad hoc, quia alias ad hoc admissa fuerat, tempore viduitatis sue, ut dicebat, et inde fecerat quod debebat: Determinatum est quod, ex quo alias ad hoc admissa fuerat ipsa bolengaria, tempore viduitatis sue, iterum debet ad hoc admitti, non obstante matrimonio inter ipsos, non obstante eciam quod nesciat panem facere propria manu sua maritus ejusdem (60).

IV. Conquerebantur major et jurati de Braio super Sommam quod abbas Corbiensis defecerat eis in jure reddendo, quia, cum

Louis IX. 1264. in causa que vertebatur inter eos et ipsum abbatem, super quibusdam ventaillis sive escloituris, ipsi deberent testes suos producere in curia sua, et ipsum requisissent quod quosdam homines suos, quos volebant testes producere, perbibituros in ipsa causa testes veritati, cum aliter non possent eos habere, ut dicebant, eis compelleret, abbas respondit eis expresse quod hoc non faceret. Ad hoc respondit procurator abbatis quod, tanquam de defectu, non debebant super hoc audiri, quia non proponebant ipsi major et jurati quod dixissent abbati quod ipsos homines suos compelleret, vel jus eisdem redderet, utrum hoc facere tenebatur, propter quod petebat eos ad curiam suam remitti. Ex adverso, dicebatur quod hic debebant remanere, vel jus super hoc petebant, dicentes quod hec verba faciebant expresse defectum: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod denegando eis compellere testes predictos, non defecit eis in jure reddendo, nec fuit defectus juris, set manifestam injuriam fecit eis; propter quod fuerunt remissi ad curiam ipsius abbatis.

V. Recordata est curia quod alias deliberata fuit, per curiam istam, decano et capitulo Suessionensibus, alta justicia in parte sua ville Amblegniaci; et fuit injunctum ballivo Viromandensi quod quemdam hominem de dicto loco, qui tenebatur, racione homicidii, redderet decano et capitulo supradictis, quia ballivus se opponebat, et petebat ipsam justiciam pro Rege.

VI. Stephanus de Breziaco, armiger, edificabat quamdam domum fortem, ut dicitur, in monte de Avoto. Abbas Cluniacensis opponebat se, dicens quod ibi edificare non poterat idem armiger per quasdam convenciones inter predecessores eorum olim habitas, quia eciam hoc cederet in dampnum ecclesie sue et totius patrie, ut dicebat, propter quod petebat idem abbas quod dirueretur id quod ibidem edificatum fuerat, et quod inhiberetur eidem armigero ne de cetero edificaret ibidem. Idem Stephanus respondebat e con-

trario quod abbas non erat super hoc audiendus, nec erat suum edificium diruendum, cum ipse non fecerit ibi fortericiam, ut dicebat, et nichil ibidem tenet de ipso abbate, et sunt ipse et predecessores sui in saisina de ipso monte, tanquam de suo alodio, a tempore a quo non est memoria, et de garenna et aliis proventibus montis ejusdem, sicut dicebat : Tandem, auditis hinc inde propositis, audito eciam, per ballivum Matisconensem, quod mons ille est per se fortissimus, quod eciam nobiles et alii de ipsis partibus clamant et opponunt se ne edificetur ibidem, quia edificium hujusmodi plurimum posset esse dampnosum toti patrie, determinatum est quod idem Stephanus edificare nequeat a modo in monte predicto, edificium autem, ibi jam factum ab ipso armigero, diruatur penitus, et cadat. Louis IX, 1269.

VII. Major et jurati de Braio super Sommam fecerant adjornari, in curia ista, super defectu juris, abbatem Corbiensem, proponentes contra ipsum abbatem quod, cum, in causa que vertebatur inter ipsos et dictum abbatem, super quodam pasturagio, ad curiam ipsius abbatis fuissent remissi, et, facta ostensione rei de qua agebatur, judicium fuisset chargiatum et impositum hominibus curie ipsius abbatis, super causa hujusmodi, ipsi major et jurati requisierunt abbatem quod judicium hujusmodi chargiatum ipsis hominibus suis, eis reddi faceret, et idem abbas hoc eis facere denegavit, propter quod petebant causam ipsam ad istam curiam revocari. Ad hoc respondebatur, pro ipso abbate, quod, si hec eciam que a majore et juratis proponebantur essent vera, non tamen facerent defectum, cum ipsi, in peticione quam fecerunt abbati, non requisissent eum quod predictum judicium eis reddi faceret, vel jus eis redderet, utrum hoc facere teneretur : Demum, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod verba hujusmodi ab ipsis majore et juratis proposita, si cognita fuerint ab abbate, vel ab aliis probata, faciunt defectum juris ; et, quia abbas hoc negavit et alia pro se proposuit, que major et jurati similiter negaverunt, recepta fuit quelibet parcium ad intencionem suam probandam.

Loüis IX, 1261.

VIII. Major et jurati Ambianenses petebant talliam a quadam muliere, burgensi Ambianensi, que erat uxor cujusdam burgensis, jurati sui, et mercandisias exercebat. Ipsa respondit e contrario quod non tenebatur hujusmodi talliam solvere, quia maritus suus erat leprosus. Ad hoc respondebant major et jurati quod solvere tenebatur ipsam talliam dicta mulier, cum maritus non sit divisus ab ea, et bona sua sint adhuc communia inter ipsos : Determinatum est quod ipsa mulier tenebatur solvere talliam supradictam.

IX. Decanus et capitulum Laudunenses fecerant moneri, per judices suos, auctoritate privilegii sui, majorem et juratos Laudunenses super eo quod quamdam citacionem fecerant in claustro suo Laudunensi, et quemdam furnarium furni hostalarie, siti in ipso claustro, qui est de custodia ipsorum decani et capituli, ceperant eo quod flatones et pastilla coxerat in furno eodem, que dicebant decanus et capitulum facta fuisse in sue prejudicium libertatis, petentes ipsi decanus et capitulum quod hoc revocarent ipsi major et jurati, et emendarent, vel comparerent coram ipsis judicibus, dicturi quare hoc facere minime tenerentur. Quia vero, die super hoc prefixa ipsis majori et juratis, coram dictis judicibus ipsi non comparuerunt, nec pro se miserunt, nec predicta revocare vel emendare voluerunt, excomunicati fuerunt per ipsos judices. Cum autem postmodum conquererentur domino Regi major et jurati predicti, petentes ab ipso quod faceret eosdem absolvi, cum, de re ad suam communiam pertinente, vexarent eos decanus et capitulum, sicut dicebant : Tandem, vocatis partibus, auditis hinc inde propositis, privilegio eciam ipso et forma monicionis hujus plenius intellectis, responsum fuit ipsis majori et juratis quod Rex non habebat cognocere de hoc, set, cum ipsi judices capituli, per privilegium ipsum, potestatem habeant excomunicandi et absolvendi, si crederent se excomunicatos, peterent absolucionem suam ab eis in forma ecclesie. Et, ad instanciam domini Regis, concessit procurator decani et capituli predictorum quod, propter absolucionem hujusmodi,

nec penam corporalem nec pecuniariam infligerent ipsis majori et juratis. Louis IX, 1261

X. Conquerebantur abbas et conventus de Nogento quod, cum ipsi emissent lapides, pro fabrica ecclesie sue, in orto cujusdam pauperis mulieris, in quo est lapidicina, dominus Cociaci se opposuit, non permittens ipsos abbatem et conventum lapides ibidem extrahere, eo quod idem ortus tenebatur ab ipso, sicut dicebat, licet eos ibidem extraherent de assensu mulieris cujus erat ortus predictus. Ad hoc respondebatur pro ipso domino quod lapides extrahere non poterant in ipso horto abbas et conventus predicti absque suo consensu, cum teneatur ab ipso, nec volebat quod ipsi hoc facerent, nisi per jus : Tandem, auditis hinc inde propositis, quia idem ortus est de censiva cujusdam armigeri qui eum tenet ab ipso domino Cociaci, determinatum est quod ibi lapides extrahere nequeunt, absque assensu ipsius domini, abbas et conventus predicti.

XI. Determinatum est, in questione que vertebatur inter dominum Cociaci, ex una parte, et abbatem et conventum de Nogento, ex altera, quod, per defectum ballivi sui, eciam si probaretur, non amittet idem dominus Cociaci curiam suam, cum illi, de quibus abbas et conventus conquerebantur, sint de justicia ipsius domini.

XII. Cum Beatrix, uxor quondam Hugonis de Seixac, vicecomitis de Fenoilleto, et tutrix liberorum ejusdem Hugonis, peteret a domino Rege, qui tenet terram ipsius Hugonis, sexcentas libras Turonenses, racione dotis, et trecentas libras Turonenses, racione dotalicii : Tandem, auditis racionibus ipsius Beatricis et defensionibus domini Regis, determinatum fuit, et de consilio domini cardinalis episcopi Sabinensis, quod eadem Beatrix non erat super hoc audienda, nec dominus Rex tenebatur eidem super hoc restitucionem facere, cum predicta terra ipsius Hugonis, mariti sui, commissa fuisset domino Regi propter crimen hereseos, et delictum

Louis IX, 1264. suum, a tempore patris ipsius Hugonis, propter quod idem Hugo, super dicta terra, ipsi Beatrici, dotem ac dotalicium nequiverat assignare, cum jam commissa fuisset.

XIII. Conquerebatur dominus de Cociaco quod, cum quedam domina, que tenet ab ipso, litigaret in assisia, coram ballivo Viromandensi, contra priorem Sancti-Pauli, qui est de garda sua, et idem dominus peteret eos ad curiam suam remitti, idem ballivus noluit eidem reddere curiam suam de eisdem, sicut dicebat. Ad hoc respondit idem ballivus quod non tenebatur eos ad curiam suam remittere, cum de nova dissaisina ageretur inter ipsos qui sunt libere persone, et de voluntate sua litigabant super hoc coram ipso, maxime cum dominus Rex sit in saisina cognoscendi, in partibus ipsis, inter franchos homines, de novis dissaisinis et violenciis, cum primo conqueruntur eidem, sicut idem ballivus dicebat. Ad hoc respondit procurator ipsius domini quod dominus Rex nunquam usus fuerat cognoscere de talibus in terra Cociaci, et quod usus aliorum non debet eidem obesse, propter quod petebat habere suam curiam de priore et domina supradictis: Tandem, audito usu domini Regis in tota Viromandia et defensionibus ipsius procuratoris, maxime cum idem procurator non ostenderet aliquod speciale pro ipso, propter quod deberet tractari aliter quam alii de ballivia eadem, determinatum est quod idem dominus non haberet super hiis curiam suam, et preceptum ballivo quod cognoscat, in terra ipsius domini, de novis dissaisinis et violenciis inter francos homines, si prius conquerantur ballivo.

I. In casu consimili, fuit determinatum, contra eumdem dominum Cociaci, istud idem in parlamento Penthecostes, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quinto, videlicet de dissaisinis inter liberas personas.

II. Item in eodem parlamento Penthecostes, anno Domini mil-

lesimo ducentesimo sexagesimo quinto, determinatum fuit idem de dissaisinis inter liberas personas, contra comitem Rociaci. Louis IX, 1264.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM.

ANNO DOMINI MCCLXIV.

I. Cum major et jurati Silvanectenses adjornassent coram se Johannem dictum Neret, civem Silvanectensem, et imponeret eidem dictus major quod ipse dixerat se scire omnia consilia eorum, et quicquid ipsi faciebant in tractatibus ville; quidam eciam de juratis predictis similiter imponeret eidem Johanni se audivisse ab eo quod ipse sciebat omnia consilia ville, ut predictum est, et propter hoc peterent ipsi major et jurati, contra eumdem Johannem, quod hoc emendaret eisdem, vel nominaret per quem hec sciebat, nec tamen dicerent quod hoc audivissent insimul ipsi major et juratus predictus, set quilibet per se et in locis diversis, dictus Johannes, in eorum presencia, hoc se dixisse expresse negavit, et super hoc paratus fuit se purgare per juramentum suum, nolens ultra procedere nisi per jus. Dicti vero major et jurati nolentes super hoc ipsius Johannis purgacionem recipere, per jus dixerunt eidem quod emendaret hoc eisdem, vel nominaret eis per quem hec sciebat, super quo appellavit ad Regem: Tandem, cum idem Johannes, de hujusmodi judicio, tanquam de pravo et falso, ad dominum Regem appellasset, auditis racionibus parcium, judicatum fuit quod dictum judicium majoris et juratorum falsum erat et pravum, et emendaverunt Regi; et fuit injunctum ballivo quod dampna sua, propter hec habita, reddi faceret eidem Johanni.

II. Cum relicta domini Gaufridi de Valliaco fecisset adjornari in

Louis IX. 1261. ista curia dominum Henricum de Solliaco, petens ab eo quamdam hereditatem, et in ista causa jam habuisset diem consilii idem Henricus, postmodum, quia ipsa domina, presente marito suo, quem die pendente duxerat, et de ipsius auctoritate peteret, sibi responderi ab eodem Henrico, vel terram petitam sibi adjudicari, idem Henricus proposuit quod non tenebatur eidem domine respondere, cum ipsa virum haberet, nec idem Henricus adjornatus esset contra eum, ut dicebat, eadem domina et ipsius marito e contra dicentibus quod, eo quod ipsa domina, die pendente, virum duxerat, non debebant erramenta prius inter eos habita adnullari: Tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod idem dominus Henricus tenebatur eidem domine, super erramenta prius inter eos habita, respondere, cum ipsa petat, interveniente auctoritate et assensu mariti sui.

III. Questio vertebatur coram..... inter Petrum de Morvillari, militem, ex una parte, et..... ex altera, super quadam hereditate. Casus talis est..... miles, de prima uxore sua suscepit quamdam filiam; postmodum, mortua ipsa prima uxore quam dotaverat de medietate hereditatis sue, secundam duxit uxorem, ex qua suscepit dictum Petrum de Morvillari; postea ipsam filiam de prima uxore sua maritavit, que postmodum habuit quamdam filiam, predictam videlicet..... que nunc petit; qua filia suscepta, mortua fuit mater sua, prefato..... milite, patre matris sue superstite; postmodum, mortuo supradicto..... patre ipsius Petri de Morvillari et patre matris ipsius..... que nunc petit, predicta neptis superstes petebat medietatem hereditatis ipsius militis, patris matris sue, racione dotis avie sue, cum de ipsa medietate dotata fuisset avia sua, sicut dicebat, asserens quod, sicut medietas hereditatis predicte, racione dotis avie sue, de jure et de consuetudine terre, devenire deberet ad matrem suam, ita devenire debet ad ipsam que est heres proximior matris sue, pocius quam ad dictum Petrum de Morvillari, filium prefati militis, de secunda uxore. Prefatus vero Petrus de Morvillari e contrario dicebat quod ad ipsum perti-

nebat, de jure et consuetudine terre, dicta hereditas, cum ipse, qui est filius et de proprio sanguine ipsius militis, sit proximior heres ejusdem, licet sit de secunda uxore, quam predicta. . . . que est neptis, maxime cum dos avie, racione cujus petit, defecerit, mortua avia sua predicta, et sic, racione dotis hujusmodi, nullum jus ad matrem neptis ipsius, nec eciam ad neptem ipsam devenire potuit, ut dicebat : Tandem, cum prefatus. . . . de cujus feodo movebat ipsa hereditas, propter defectum consilii, nesciret super hoc jus partibus reddere, et causam ipsam ad istam curiam detulisset, ipso et partibus petentibus super premissis jus reddi, judicatum fuit quod dicta hereditas ad dictum Petrum de Morvillari, militem, pertinebat, et non ad ipsam neptem, cum ipse sit heres proximior et de proprio sanguine prefati. . . . . patris sui, et dos, racione cujus petebat ipsa neptis, defecerit, mortua ipsa avia sua ante mortem mariti sui predicti. Louis IX, 1253.

IV. Cum abbas Sancti-Wendregisili, per quamdam inquestam, per curiam istam factam, habuisset saisinam justicie sanguinis et latronis hospitum suorum de Chauciaco, et in terra quam habent ibidem, et postmodum quidam homo fuisset in dicta terra taliter verberatus quod cito postmodum expiravit, dictus abbas, racione predicte justicie, sibi adjudicare peciit justiciam super facto ipsius hominis verberati, dicens quod pertinebat ad eum. Ballivus e contrario, pro domino Rege, justiciam ipsius facti petebat, dicens quod, de consuetudine terre, pertinebat ad dominum Regem, cum dominus Rex habeat hujusmodi justiciam in terris militum et aliorum terre ipsius, sicut dicebat. Abbas vero e contrario dicebat quod non tenebat sicut alii milites, quia fundati erant a quodam abbate suo, de proprio patrimonio suo, qui fuit archiepiscopus Rothomagensis, nec aliud pretendebat pro se : Quia, per consuetudinem terre, dominus Rex habet in terris aliorum hujusmodi justiciam, nec abbas aliud pretendit pro se, determinatum est quod hec justicia pertinet ad dominum Regem et non [ad] abbatem predictum.

Louis IX. 1263

V. Proponebant abbas et conventus Sancti-Johannis in Valeia Carnotensi, contra comitem Blesensem, quod ipse terram eorum intraverat et violenciam ibidem fecerat, quod petebant sibi emendari, et eidem comiti inhiberi ne de cetero terram ipsam intraret ad justiciam ibi faciendam, cum ibi nullam habeat justiciam nec ressortum, nec judicium eorum possit infringere vel revocare, et ipsi, per litteras predecessorum suorum, omnimodam habeant ibidem justiciam, sicut dicebant. Comes e contrario respondebat quod, cum, de quodam judicio facto in curia abbatis predicti, super quadam possessione sive domo, fuisset appellatum ad curiam suam Carnotensem, et, partes in curia sua existentes pro facto hujusmodi appellacionis, postmodum ad possessionem sive domum, de qua factum fuerat judicium, impetuose currerent, dicentes quilibet eorum quod rem ipsam de qua agebatur intraret, gentes et prepositus ipsius comitis, timentes ne, pendente in curia sua causa ipsius appellacionis, unus alteri violenciam inferret, ad auferendam hujusmodi violenciam dictam terram intraverunt, quod facere potest idem comes, ut dicit, de jure communi, cum sit infra metas baronie sue, cum eciam plura jura et dominia ibi retinuerit per litteras predictas predecessorum suorum, quas ipsi abbas et conventus exhibebant, nec ressortum eciam, per litteras ipsas, ab se abdicaverint predecessores sui, sicut dicebat, propter quod non tenebatur emendam super hoc facere, et ipsis abbati et conventui debebat super hoc imponi silencium, sicut dicebat: Tandem, partibus in facto hujus appellacionis, videlicet quod tale esset, concordantibus, diligenter inspectis prefatis litteris, de quibus quelibet pars juvabat se ad intencionem suam fundandam, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod, in facto hujusmodi de quo ad presens agebatur, ressortum ad predictum comitem pertinebat, et quod, racione ressorti, in casu isto, poterat idem comes terram ipsorum abbatis et conventus intrare.

VI. Determinatum est concorditer quod drapparii Parisienses

guettent et cum preposito et sine preposito Parisiensi, sicut et alii; et alias fuerat similiter determinatum. Louis IX. 1264.

VII. Dominus Henricus, marescallus Francie, in vendicione prepositure sue Argentonii, vendebat unam quadrigatam bosci per diem preposito suo, capiendam in foresta Argentonii. Ballivus Cadomi, pro Rege, saisivit ipsam quadrigatam, non permittens eumdem prepositum uti dicta quadrigata, dicens quod hoc non poterat facere, cum in donacione facta de Argentonio predecessoribus ipsius Henrici, Rex sibi retinuisset forestam de Argentonio, ita quod idem Henricus nec heredes sui eamdem possent vendere sive dare, prout in littera regia, super ipsa donacione confecta, plenius tangebatur. Ad hoc respondebat idem Henricus quod, a tempore a quo non potest haberi memoria, et ante donacionem predictam, et post, ita fuerat observatum : Tandem, inspecta ipsa littera, judicatum fuit quod ipsam quadrigatam non poterat tradere. . . . . seu vendere cum prepositura sua idem Henricus, cum, in donacione a rege Philippo predecessoribus ipsius Henrici facta, idem Rex forestam Argentonii sibi retinuerit, ita quod de ea nichil possent dare vel vendere, non obstante usu quem idem Henricus proponebat super hoc ante donacionem predecessoribus suis factam, quia, si hoc antea usitatum fuisset, non prejudicabat Regi, nec eidem Henrico valebat, quia, in donacione facta de Argentonio, forestam sibi retinuit rex Philippus, prout superius est expressum, nec hoc concessit.

VIII. Cum ballivus Turonensis peteret, pro domino Rege, raptum, multrum et quatuor denarios de singulis albanis, et exercitum, et equitacionem in tota terra regalis abbacie Cormeriacensis, dicens quod ad dominum Regem pertinebant, et per judicium inde datum apud Salmurum, prout per litteras regias, inde confectas, plenius apparebat, abbas Cormeriacensis respondebat e contrario quod, de raptu et multro, de quo specialiter agebatur, fuerunt in possessione ipse et predecessores sui, per triginta septem annos vel

Louis IX. 1264. amplius, et maxime hoc habuerant, per inquestam inde factam de mandato domini Regis, per dominum Droconem de Melloto, tunc dominum Lochiarum, propter quod petebant in possessione sua remanere, et super hoc exhibebant litteras patentes ipsius Droconis. Ad hoc respondebat ballivus quod, nec deliberacio eisdem facta per inquisicionem ipsius Droconis, nec possessio ex ea subsecuta, Regi prejudicabat, quia subrepticie fuit impetrata ipsa inquisicio, ut videbatur, et dicta littera, super judicio confecta, inter litteras ipsius Droconis de novo fuerat inventa, propter quod jus Regis celatum fuerat, nec ipse Droco predicta, que debebat custodire pro domino Rege, et eidem reddere quicquid ipse reciperet de predictis, vel alius, pro parte sua, secundum tenorem littere super ipso judicio confecte, alii concedere non poterat sine Rege, pro quo judicatum fuerat, sicut dicebat : Tandem, auditis litteris regis Ludovici, patris istius Regis qui nunc est, super predicto judicio confectis, litteris eciam prefati Droconis de Melloto super dicta inquisicione confectis, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod raptus, et multrum, et alia superius expressa ad dominum Regem pertinebant in terra ipsius abbacie Cormeriacensis, non obstante facto inquisicionis predicte que videtur impetrata fuisse, tacita veritate, et quod observandum erat judicium super hoc prius datum, secundum tenorem litterarum domini Regis, de cujus judicii revocacione, nulla, per litteras regias vel alias, certitudo fiebat.

IX. Recordata est curia quod, de peticione quam faciebat dominus Jacobus de Contes, miles, contra majorem et juratos Monsterolii-supra-Mare super fraccione domus sue et injuriis super hoc sibi allatis, absoluti fuerunt alias per inquestam, de mandato curie, inde factam.

X. Cum, questione mota inter magistrum Theobaldum de Nantolio, clericum, ex una parte, et majorem et juratos Crispiaci, ex altera, super quadam ulmo quam ipsi major et jurati asportaverant,

eodem magistro dicente quod ad ipsum pertinebat dicta ulmus eo quod in dominio suo et justicia sua erat, super quo quasdam litteras comitisse Walencie exhibebat, ipsis majore et juratis e contra dicentibus quod, racione communie sue, pertinebat ad eos, dicta ulmus ipsi magistro Theobaldo deliberata fuisset, et ipsi major et jurati ipsum magistrum, de mandato curie, ressisivissent de ea, postmodumque, cum dicti major et jurati, in loco in quo capta fuerat ipsa ulmus, fecissent calceiam, sive pavagium, quam quidem calceiam, sive pavagium, de mandato curie, ad querelam ipsius magistri compulsi fuerunt amovere, et hoc quod eam fecerant, dicto magistro in plena assisia per mandatum curie emendaverunt; post hec omnia, dicti major et jurati ipsum magistrum in curia adjornari fecerunt super proprietate dicte justicie, dicentes ipsum super hoc saisinam tantum per curiam habuisse, petentes eciam sibi proprietatem, tanquam jus suum, racione sue communie, adjudicari. Dictus vero magister ad hec respondit quod non tenebatur super hoc ulterius respondere, cum in judicio, per curiam alias pro ipso super hoc dato, inspectis litteris communie atque suis, et hinc inde propositis plenius intellectis, contra ipsos, et in possessorio et in petitorio obtinuisset. Major vero et jurati e contra dicebant ipsum tantummodo in possessorio obtinuisse, petentes proprietatem sibi adjudicari, nisi idem magister aliud responderet: Tandem, partibus super premissis recordacionem curie petentibus, recordata est curia quod, diligenter inspectis litteris parcium, et plenius intellectis hinc inde propositis, adjudicata fuit alias, et saisina et proprietas dicte justicie ipsi magistro Theobaldo, et, super peticione hujusmodi, impositum fuit silencium majori et juratis predictis. Voluit tamen curia quod, si dicti major et jurati petant dictam calceiam, sive pavagium refici per manum predicti magistri Theobaldi, in cujus justicia est, reficiatur ad expensas dictorum majoris et juratorum. Locus IX 1268.

X. Emendaverunt major et jurati Silvanectenses domino Regi pravum judicium quod fecerant contra Johannem dictum Neret,

Louis IX. 1264. civem Silvanectensem, quod, per curiam cassatum et irritum, denunciatum fuit, prout superius exprimitur. Emendaverunt eciam eo quod quemdam clericum ab eis petentem quod eum facerent assecurari, jus faciendo, a quodam de communia sua, noluerunt facere assecurari, quia clericus erat. Ipsum eciam clericum noluerunt facere assecurari, ad requisicionem cujusdam laci[1], fratris sui, quia idem clericus absens erat, licet frater suus paratus esset eum adducere coram eis, si sibi prestarent securitatem de subditis suis in veniendo, cum idem clericus sine conductu non auderet venire. Preterea emendaverunt domino Regi, quia dictum fratrem ipsius clerici laicum et de communia sua, petentem assecurationem, jus faciendo, noluerunt facere assecurari, nisi ipsum fratrem suum clericum forjuraret, quod et eumdem facere oportuit, antequam assecuracionem haberet; ex qua quidem denegacione assecuracionis, grave maleficium fuit subsecutum, nam prefatus clericus, a quibusdam de villa Silvanectensi, graviter fuit et proditorie verberatus, prout hoc asserebat Silvanectensis ballivus. Taxate fuerunt emende iste per dominum Regem et consilium suum in hunc modum, videlicet quod villa Silvanectensis solvat domino Regi propter hoc quadringentas libras Turonenses de emenda, et quod major et consiliarii ville qui dictum pravum judicium et premissa fecerunt, non possint habere majoriam nec alia officia ville, usque ad quinque annos.

XI. Cum capitulum Masticonense fecisset in hac curia adjornari quosdam cives Masticonenses qui monetam Regis fecerant apud Nostram-Dominam-de-Bosco, in comitatu Masticonensi, et ab eis peteret dictum capitulum unum denarium sibi reddi de qualibet libra monete, ibi ultimo ab eis facte, cum, per judicium hujus curie inde factum, et super possessione et super proprietate, unum denarium debeat habere ipsum capitulum in qualibet libra monete Regis, facte in comitatu predicto, sicut dicebat, et ipsi cives assererent se ad solucionem ipsius denarii non teneri, pretendentes, ad defen-

[1] Lisez *laici*.

sionem suam, litteras regine Blanche, de cujus mandato fecerant monetam predictam : Tandem, inspectis ipsis litteris, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod ipsi cives non tenebantur ad solucionem denarii supradicti, et ab ipsius impeticione capituli absoluti fuerunt. Louis IX. 1264.

XII. Cum major et jurati Corbeienses fecissent in hac curia adjornari abbatem Corbeiensem, super hoc quod ipse fecerat novos scabinos apud Corbeiam, quod ad eos facere pertinebat, racione communie sue quam tenent a Rege, et non ad ipsum abbatem, sicut dicebant, idem abbas ad diem sibi assignatam contramandavit. Major vero et jurati petebant quod quatuor scabini, ab ipso abbate in eorum prejudicium et de novo creati, amoverentur omnino; et, ne villa Corbeie remaneret sine lege, quod quatuor scabini antiqui judicarent de hiis que pertinent ad judicium scabinorum, contramandatore ipsius abbatis nichilominus petente scabinos ab abbate institutos et ipsum abbatem in statu in quo erant dimitti, et quod ipsi cum scabinis aliis judicarent, quousque abbas veniret et de jure suo doceret: Tandem, ne villa ipsa remaneret sine lege, ordinatum fuit et determinatum per curiam quod, causa pendente inter partes, quatuor scabini antiqui judicarent, salvo jure utriusque partis, maxime cum per duos scabinos ibi possit fieri recordatio, sicut dicebatur; nec judicabunt interim quatuor scabini instituti ab abbate, quia ita haberet abbas intencionem suam.

XIII. Conquerebatur abbas Cluniacensis domino Regi quod, cum idem abbas haberet quamdam esclusam in villa..... qua villa associaverat dominum Regem, servientes et bedelli domini Regis de dicto loco, quolibet anno rumpebant ipsam esclusam que est sua propria, ut pisces caperent in eadem in quo dominus Rex quasi nullum habebat commodum, et ipse abbas ex hoc plurimum erat dampnificatus, sicut dicebat, quia ipsum oportebat quolibet anno reficere, ad magnos sumptus, ipsam esclusam sic ruptam a servientibus

Louis IX, 1268. et bedellis, et molendinus suus, ipsi esclusæ contiguus, nichil molere poterat quousque refecta esset esclusa, propter quod supplicabat domino Regi quod hoc de cetero fieri inhiberet: Postmodum, cum inquesta inde facta de mandato domini Regis, per ballivum Masticonensem, videlicet quantum hoc posset valere domino Regi per annum, et ipsi abbati dampnum facere, retulit idem ballivus domino Regi quod hoc non valebat decem solidos domino Regi per annum, et quod abbas bene erat dampnificatus propter hoc in centum solidis et amplius annuatim; quo audito, dominus Rex inhibuit ne dicta esclusa a gentibus suis ulterius rumperetur.

XIV. Cum, in causa mota inter decanum et capitulum Belvacenses, ex una parte, et majores ac pares Belvacenses, ex altera, super facto muri ville Belvaci in quo edificabant decanus et capitulum, et super facto quorumdam civium Belvaci, quos ipsi decanus et capitulum volebant tueri a tallia, licet ipsi majores et pares dicerent se esse in possessione talliandi dictos cives, racione communie sue quam tenent a Rege, sicut dicebant, procurator ipsorum decani et capituli peteret reditum ad curiam episcopi Belvacensis qui habet juridictionem spiritualem et temporalem in eos, sicut dicebat, prefatis majore et paribus e contra dicentibus quod, super opere ipsius muri et super facto tallie ipsorum civium, ad dominum Regem pertinebat cognicio et non ad ipsum episcopum, cum ipsi premissa a Rege habeant, racione sue communie, ut dicebant: Tandem, partibus super hoc jus petentibus sibi reddi, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod, super premissis, pertinebat cognicio ad dominum Regem et non ad ipsum episcopum, et fuit dictum, per jus, ipsi procuratori quod non haberet reditum ad curiam ipsius episcopi, quem petebat, et fuit eidem inhibitum ne de premissis, de quibus cognicio pertinebat ad Regem, predictos majores et pares ad aliam curiam quam curiam Regis traherent ipsi decanus et capitulum, et, si tractos tenerent, quod eos inde deliberarent.

XV. Determinatum est quod, super facto muri Belvaci perforati ab episcopo Belvacensi et super facto cujusdam licenciati de villa Belvaci a majoribus et paribus ipsius ville, de quibus idem episcopus Belvacensis compellebat eos per curiam ecclesiasticam, licet ipse episcopus in feodum et ipsi majores et pares per cartam, racione communie sue, premissa advocarent a domino Rege, idem episcopus non poterat eos trahere ad aliam curiam quam ad curiam Regis, cum de hiis pertineat ad ipsum dominum Regem cognicio. Louis IX, 1268.

XVI. Cum, in causa mota inter episcopum Claromontensem, ex una parte, et dominum Beraudum de Mercorio, ex altera, super appellacione ad dominum Regem, interposita ab ipso Beraudo contra dictum episcopum, super quodam pravo judicio, post aliquas producciones testium, Beraudus in quodam parlamento defecisset, idem episcopus, ob ipsum defectum, peciit, super causa ipsius appellacionis, silencium ipsi Beraudo imponi, et in causa ipsa judicium pro se dari, prefato Beraudo e contra dicente quod, si in aliquo deliquerat, paratus erat hoc, ad respectum curie, emendare, non tamen propter ipsum defectum debebat suam querelam amittere, sicut dicebat, set petebat quod in ipsa querela procederetur ulterius, et quod reciperentur alii testes sui, vel jus sibi diceretur an hoc deberet fieri : Tandem, intellectis plenius hinc inde propositis, judicatum fuit quod idem Beraudus non amitteret suam querelam, propter ipsum defectum. Preterea cum idem episcopus, statim post hujus judicium, peteret, ob predictum defectum, omnia erramenta inter ipsum et dictum Beraudum in hac causa habita, penitus adnullari, vel jus, dictum fuit ei per jus quod erramenta ipsa non caderent, set procederetur in ipsa causa ulterius, prout de jure esset faciendum.

Louis IX. 1264.

ARRESTACIONES,

JUDICIA, CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIV.

I. Cum, in causa mota inter priorem Lorriaci-in-Boscagio, ex una parte, et Stephanum de Paley, armigerum, ex altera, in curia ista, super proprietate et justicia cujusdam piscarie, lis fuisset contestata inter partes, postmodum quidam miles, a quo idem Stephanus tenebat ipsam piscariam in feodum, sicut et ipse miles et dictus Stephanus dicebant, peciit curiam sibi reddi super dicta piscaria quam de feodo suo movere dicebat. Prior vero dicebat e contrario quod idem miles non erat super hoc audiendus, cum ad ipsam piscariam associatus esset dominus Rex, per ecclesiam suam, ad quam antea totaliter pertinebat, nec dominus Rex tenebatur litigare coram alio, ut dicebat, et, si prior amitteret, dominus Rex amitteret similiter, ut dicebat. Preterea non debebat super hoc audiri, sicut dicebat, eciam si esset de feodo suo, cum jam lis esset contestata inter partes, prefato milite nunquam antea reclamante, qui causam istam, que jam diu duraverat, scire potuit, cum non esset remotus multum a loco de quo agitur, sicut prior dicebat: Demum, cum prefato milite asserente quod quam cito scivit causam, ad petendam curiam suam venit, partibus petentibus jus sibi fieri super premissis, judicatum fuit quod non haberet suam curiam idem miles, cum jam esset lis contestata, et ipse causam hujusmodi diu ventilatam in curiam per denunciacionem ipsius Stephani vel alias scire potuisset.

II. Cum episcopus Noviomensis adjornasset in curia sua majorem et juratos Noviomenses, petens ab eis quod sibi emendarent eo quod de quodam homine Noviomensi, qui uxorem suam multriverat,

fecerant justiciam, cum ad ipsum pertineret multri justicia, sicut dicebat, et major et jurati predicti e contrario dicerent quod non tenebantur emendam eidem super hoc facere, vel coram ipso respondere, cum factum illud, de quo sequebatur eos, fuisset simplex occisio facta ad calidam mesleiam, de quo vindicta pertinebat ad eos, racione communie sue, quam habent a Rege et per cartam regiam, sicut dicebant, et idem episcopus majorem et juratos, eo quod nolebant sibi hoc emendare, vel jus curie sue super hoc recipere, in curia sua detinuisset; postmodum, quia ipsi major et jurati, habita recredencia sua per dominum Regem ipsum, episcopum fecissent coram domino Rege super hoc adjornari, prefatus episcopus peciit ipsos, tanquam burgenses suos, ad curiam suam remitti, vel jus, predictis majore et juratis e contra dicentibus quod non erat idem episcopus super hoc audiendus, set in curia domini Regis debebant super hoc remanere, cum justicia quam fecerant ad ipsos pertineat, racione communie sue quam habent a Rege, sicut dicebant: Tandem, partibus petentibus sibi jus fieri, super premissis hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod idem episcopus haberet curiam suam super hoc de majore et juratis predictis. Louis IX, 1264.

III. Preterea, cum conquererentur ipsi major et jurati Noviomenses de episcopo supradicto, videlicet quod eos de novo dissaisiverat de quibusdam mensura et banno, et idem episcopus super hoc similiter peteret curiam suam, prefatis burgensibus e contra dicentibus quod non debebat habere curiam suam super hoc, cum de nova dissaisina agatur, et premissa ad eos pertineant, racione communie sue quam habent a Rege, sicut dicebant: Tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod idem episcopus haberet curiam suam.

IV. Cum, in causa mota inter majorem et juratos Corbienses, ex una parte, et Symonem de Foilleus, militem, ex altera, super eo videlicet quod major et jurati predicti dicebant villam de Foilleus esse de communia sua, prefato Simone hoc negante, jam lis esset

Locus IX, 1266.

contestata, et recepte essent probaciones ipsorum majoris et juratorum super hoc in curia domini Regis, abbas Corbiensis peciit curiam suam super hoc, cum ipsa villa sit de feodo suo, et de eadem sit major suus feodalis (61) idem Simon, sicut idem abbas et prefatus Simon dicebant. Major vero et jurati predicti dicebant e contrario quod hujusmodi curiam non debebat habere idem abbas, cum hoc sit hereditas illius qui hoc deduxit in judicium, et in tantum processum fuerit, ipso abbate sciente et vidente, quod jam fuerant testes in eadem causa recepti, cum eciam tangat communiam suam, quam habent a Rege, propter quod non debebat idem abbas super hoc audiri, licet hujusmodi res sit de feodo ipsius abbatis, ut dicebant, set petebant in curia domini Regis ulterius in ipsa causa procedi: Tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod idem abbas non haberet curiam suam super hoc, cum jam adeo processum fuerit in causa, ipso sciente et vidente quod testes fuere recepti.

V. Cum, per inquestam de mandato domini Regis factam, super hoc dominus Rex deliberasset comiti Blesensi justiciam feodorum suorum terre de Braia que ad ipsum pertinet, racione comitisse, uxoris sue, et nichilominus ballivus et prepositi domini Regis eumdem comitem impedirent quominus uteretur justicia retrofeodorum suorum, determinatum fuit, per totum consilium, quod, sicut habuerat justiciam feodorum suorum, ita debebat habere et justiciam retrofeodorum suorum ibidem, et eidem deliberata fuit ipsa justicia.

VI. Cum quidam malefactores, cives Laudunenses, suspensi fuissent pro suo maleficio apud Laudunum, et ballivus Viromandensis peteret, pro domino Rege, quedam bona mobilia ipsorum existencia in justicia domini de Housemale, in villa sua scilicet de Feritate, ipso domino de Housemale e contra dicente quod ad ipsum pertinebant bona hujusmodi, cum in villa sua, in qua habet omnimodam justiciam, existerent, tempore condempnacionis ipsorum malefacto-

rum, sicut dicebat: Quia bona hujusmodi existebant in villa ipsius domini de Housemale, in qua ipse habet omnimodam justiciam, sicut ballivus dicebat, determinatum est quod bona hujusmodi pertinebant ad ipsum dominum, et non ad dominum Regem. Louis IX, 1264.

VII. Conquerebatur domicella de Villari-Bello, quod prepositus Parisienais indebite impediebat eam quominus ipsa haberet furchas, cum ipsa habeat justiciam latronis, auriculas absciderit, latronissas infoderit et alia fecerit ad hujusmodi justiciam pertinencia, sicut dicebat. Prepositus vero, ad defensionem suam, pretendebat quod ipsa nunquam habuerat furchas, et quod, in comitatu Parisiensi, illi qui habent justiciam latronis levant furchas suas, quando casus emergit pro quo sint levande, et, facta justicia, ipsas statim diruunt, propter quod, cum ipsa non habuerit alias furchas, nec modo casus emergat propter quem eam oporteat furchas habere, ipsa non debebat super hoc exaudiri. E contrario autem ipsa proposuit quod de ipso preposito conquerebatur eo quod, in casu cujusdam latronis qui sibi emerserat, non permiserat eam facere furchas suas, et quod, quam cito casus accidit, statim, utendo jure suo, voluit eas facere, nisi prepositus se opposuisset, propter que ea que prepositus antedictus sibi objiciebat non debebant eidem obesse, sicut dicebat: Tandem, hiis et aliis hinc inde propositis intellectis, ipso preposito cognoscente quod, per inquestam, invenerat dictam domicellam habere justiciam latronis in terra sua, determinatum fuit quod ipsa domicella poterat levare et facere furcas pro latrone suo suspendendo, quociens casus se offerret; et fuit injunctum preposito quod ipsi domicelle traderet saisinam furcharum, ut melius liqueret de jure ipsius.

VIII. Cum, causa mota inter Johannem de Helle et Galterum de Cortieux, armigeros, ex una parte, et homines de Bobiez, ex altera, super eo videlicet quod ipsi armigeri aisancias et pasturagia ipsorum hominum, quas habuerant a tempore a quo non est memoria, appro-

Louis IX, 1268. priabant sibi, et ad prata sibi propria redigebant ipsi armigeri, eo quod nullam sibi redibenciam faciebant dicti homines de ipsis aisanciis et pasturagiis, sicut dicebant, latum et datum fuisset judicium a militibus in assisia, pro dictis armigeris, contra eosdem homines de Bobiez, in hunc modum, scilicet quod prefati armigeri ipsas aisancias et pasturagia hominum predictorum, que movebant ab ipsis, appropriare sibi poterant, et suam inde facere voluntatem, non obstante diuturno et pacifico usu ipsorum hominum, cum nullas inde redibencias sibi facerent homines memorati, sicut ipsimet confitebantur, et de hujusmodi judicio appellassent dicti homines ad dominum Regem: Dominus Rex, audito quod per hujusmodi judicium infringebant ipsi milites prescripcionem ipsorum hominum, quantumcumque longa esset et pacifica, attendens eciam quod, per hanc viam, plurimum possent dampnificari pauperes homines in aisanciis et pasturagiis suis, in diversis locis, hoc judicium suspendit, nolens quod firmitatem haberet quousque super hoc plenius consilium habuisset.

IX. Conquerebatur domina de Paskin domino Regi, quod dominus Petrus de Barris, miles, impediebat eidem dotalicium suum, et petebat quod hujusmodi impedimentum ei faceret amoveri. Comes autem Nivernensis, hoc audiens, peciit super hoc curiam suam, cum terra illa, in qua ipsa domina reclamabat dotalicium, esset de suo feodo, sicut dicebat, et hoc bene confitebatur idem Petrus, et similiter petebat reditum ad curiam ipsius comitis. Domina autem dicebat e contrario quod non debebat super hoc habere curiam idem comes, cum ipsam traxisse potuisset ad curiam ecclesiasticam ipsum Petrum super hoc, si voluisset, unde comes non haberet curiam, ut dicebat, et maxime quia, de consuetudine, domine, de dotaliciis suis, possunt trahere, sicut dicebat, ad ecclesiam, vel ad dominum Regem, prout volunt (62): Demum, hiis auditis super impedimento hujusmodi dotalicii sui quod ipsa domina proponebat, reddita fuit curia sua ipsi comiti.

X. Super questione mota inter abbatem et conventum Vallis-Sarnaii, ex una parte, et burgenses Vernonenses, ex altera, super eo videlicet quod ipsi burgenses petebant quod ipsi monachi solvant misias et expensas ville, sicut burgenses ville, pro vinis de propriis vineis suis provenientibus, que vendunt in cellariis extraneis conducticiis, vel in suis propriis: Auditis hinc inde propositis, et cartis monachorum diligenter inspectis, determinatum est quod, sive vendant hujusmodi vina sua, sive in proprio cellario, sive in cellariis conducticiis, abbas et conventus predicti non tamen tenentur propter hoc ponere ad misias et expensas ipsius ville, sicut burgenses ville. Louis IX, 1264.

XI. Item judicatum fuit quod vina proveniencia de propriis vineis ipsorum abbatis et conventus, quando ea vendunt, non sunt mercandisia, nec pro mercandisia debent censeri.

XII. Cum questio esset inter cives Parisienses, ex una parte, et homines de Cormelliis, ex altera, super eo quod ipsi cives petebant vina ipsorum, de propriis vineis suis proveniencia, que ipsi homines duxerant per aquam ad vendendum in Normanniam, sibi deliberari, tanquam forisfacta et commissa domino Regi et ipsis civibus, quia vina hujusmodi, que erant mercatura, taliter duxerant, sine societate mercatoris Parisiensis, et sine eo quod ansati essent Parisius, quod facere non poterant, et per cartam regiam, sicut ipsi cives dicebant; et ex adverso responderent predicti homines quod ipsi cives super hoc non debebant audiri, cum hujusmodi vina sua, de propriis vineis suis collecta, nec sint nec dici debeant mercatura, cum eciam ipsi sint et fuerint in possessione pacifica ducendi taliter propria vina sua absque societate mercatoris Parisiensis, et eciam non ansati, sicut dicebant, quod ex parte civium negabatur, et adiciebatur quod in manu ipsorum hominum debebant dici et teneri vina hujusmodi pro mercandisia: Tandem, partibus petentibus jus sibi reddi utrum vina hujusmodi collecta de

Locis IX. 1344.

propriis vineis ipsorum hominum qui taliter duxerant ad vendendum per aquam debeant dici mercatura an non, hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod vina hujusmodi non erant mercatura sive mercandisia (63).

XIII. Proposuerunt coram Rege, major et jurati Sancti-Richarii, contra abbatem et conventum ejusdem loci, quod ipsi, a longe retroactis temporibus, usi fuerunt justicia extra villam de Sancto-Richario, usque ad certas metas, petentes quod in quatuor casibus, de quibus conquerebantur ad presens, permitterentur uti justicia supradicta. Dicti abbas et conventus in contrarium asserebant quod iidem major et jurati, in dictis locis, alias eamdem justiciam contra ipsos abbatem et conventum pecierunt, racione banleuce, et, per judicium ceciderunt a causa, quia non probarunt ibi se habere banleucam, et, cum sit consuetum in curia quod, si quis petat aliquid ex certa causa, et succumbat ex alia causa petens, de cetero non auditur, major et jurati in ista peticione non debebant audiri. Major autem et jurati, negantes se, ut dictum est, cecidisse, dixerunt quod, postea quam ipsi abbas et conventus affirmant dictum judicium fuisse prolatum inter dictos majorem et juratos, ex una parte, et abbatem et conventum, ex altera, in curia, super quadam violencia per dictos abbatem et conventum ipsis majori et juratis, de quibusdam boissellis illata, contencio vertebatur, in qua proposuerunt abbas et conventus excepcionem sive barram predictam, quam, ex parte majoris et juratorum, negatam, non potuerunt probare; unde, cum in dicta causa boissellorum per judicium succubuissent, quoad dictam excepcionem seu barram, in alia causa dicta excepcione se juvare vel tueri non possunt, quod negaverunt abbas et conventus prefati, quibus propositis, dicte partes se appodiaverunt ad jus, hoc salvo quod utraque pars petebat quod prius fieret recordacio de judicio, sicut predictum est, pro se facto: Recordacione vero facta de judicio quod abbas et conventus proposuerant pro se factum, nemine de curia super alio judicio boissellorum

recolente, pronunciatum fuit, per judicium, quod major et jurati, petendo justiciam extra villam in domanio et feodis ac retrofeodis abbatis et conventus predictorum, non debebant audiri. Loun IX, 1264.

XIV. Conquerebantur major et jurati de Cerniaco, in Laudunesio, quod ballivus Viromandensis, in villa de Cerniaco, petebat et volebat levare manummortuam, racione uxoris cujusdam burgensis de Cerniaco, quod facere non poterat, cum, per cartam regiam, liberi sint de manumortua homines de Cerniaco, sicut dicebant; unde petebant quod desisteret super hoc idem ballivus. Ballivus vero respondebat e contrario quod dominus Rex debebat habere manummortuam supradictam, cum eadem mulier, racione cujus petitur, non fuisset in eadem villa per annum et diem, propter quod non debebat gaudere libertate predicta quam ipsi homines de Cerniaco dicunt se habere, eciam si talis esset: Tandem, audita carta regia in qua loquitur ita dominus Rex, « manusmortuas omnino excludimus a villa Cerniaci, » vel circa talia verba, determinatum fuit quod dictus ballivus non poterat ipsam manummortuam petere, racione dicte mulieris, cum ipsa uxor esset cuidam homini dicti loci, quibus concessa est predicta libertas.

XV. Determinatum est quod, de injuria facta in quadam domo abbatis Sancti-Vincencii Laudunensis, que advocatur de garda domini Regis, a gentibus domini de Cociaco, et, post appellacionem, secundum consuetudinem terre, ad ballivum Viromandensem interpositam a gentibus ipsius abbatis, cognicio pertinet ad dominum Regem, et fuit preceptum ipsi ballivo quod de hac injuria cognosceret, et, prout justum esset, eam faceret emendari.

Louis IX, 1265.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXV.

I. Proponebat universitas Clarenciaci quod tallia triginta quinque librarum quam dominus Rex percipit in ipsa villa Clarenciaci annuatim, de novo fuit imposita, tempore istius Regis qui nunc est, propter quod petebant ipsam remitti seu quassari. Gentes domini Regis dicebant e contrario ipsam talliam non fuisse impositam de novo, set dicebant dominum Regem esse in diuturna et pacifica possessione percipiendi talliam supradictam: Quia non invenitur probatum fuisse quod ipsa tallia fuerit de novo imposita, tempore istius Regis qui nunc est, impositum fuit silencium ipsi universitati super peticione predicta.

II. Cum fratres Domus-Dei Pontisare peterent quandam constumam, que dicitur bufetagium, sibi solvi ab abbatissa et monialibus Beate-Marie-Regalis juxta Pontisaram, de vino ipsarum quod vendunt in taberna apud Pontisaram, racione bufetarie sibi date a domino Rege apud Pontisaram, et abbatissa et moniales predicte dicerent se ad solucionem constume hujusmodi non teneri, ad defensionem suam super hoc cartam regiam pretendentes: Tandem, predicta carta regia diligenter inspecta, determinatum fuit quod ipse abbatissa et moniales non tenebantur ad solucionem ipsius constume.

III. Petebant homines de Couchis quod, cum dominus Rex partem cujusdam tensamenti quod habet super eos, et quod extra manum suam ponere non potest, dederit Hugoni de Couchis, militi, illud resumeret ad manum suam, et illud teneret, secundum teno-

rem carte regie super hoc confecte, quam ad hoc pretendebant homines antedicti. Predictus vero Hugo, super hoc vocatus, a contra proposuit quod super hoc non debebant audiri ipsi homines, cum ipse, ex concessione regia, fuerit in diuturna et pacifica possessione percipiendi tensamentum predictum, et maxime, quia illud percipit per manum ballivi domini Regis, postquam ipsi ballivo, pro domino Rege integraliter est solutum : Demum, cartis regiis hinc inde exhibitis plenius inspectis, judicatum fuit quod peticio ipsorum hominum non erat super hoc admittenda, nec erat cessandum ad ipsorum instanciam a solucione dicte partis ipsius tensamenti faciendi predicto Hugoni, cum idem Hugo illud habeat per manum Regis, postquam ballivus illud recepit, sicut Rex ei posset dare pecuniam de bursa sua, et maxime, cum Rex retinuerit in manu sua justiciam ipsorum hominum, racione cujus habet tensamentum predictum. Louis IX, 1265.

IV. Questio vertebatur inter Guidonem de Leinvillari, militem, ex una parte, et homines de Bervillari, ex altera, super eo quod Guido predictus petebat quod ipsi homines solverent sibi redditum suum, ad mensuram communem ad quam venditur ibidem, et emitur communiter. Homines vero ad hoc respondebant quod non tenebantur ad ipsam mensuram solvere dictum redditum, cum eundem solverint, temporibus quinque dominorum, per quadraginta annos et amplius, sicut dicebant, ad quandam certam mensuram; propter quod petebant in possessione sua remanere, et ad solvendum ad mensuram aliam non compelli: Tandem, cum, per inquestam inde factam per ballivum Meduntensem, de mandato domini Regis, inventum fuisset quod dicti homines predictum redditum, per quadraginta annos et amplius, pacifice solverunt ad eandem certam mensuram, judicatum fuit quod, non obstante peticione ipsius Guidonis, remanerent ipsi homines in possessione solvendi dictum redditum ad illam mensuram ad quam hactenus solverunt eundem.

Louis IX, 1266.

V. Accedens ad dominum Regem, Petrus de Crouso, miles, petebat a domino Rege sibi deliberari et reddi quandam porcionem in moneta quam dominus Rex facit apud Sornidrium, in senescallia Belli-Cadri, cum ipse habeat jus habendi dictam porcionem in dicta moneta, ex concessione Bernardi de Andusia, quondam domini dicti loci, cujus dominus Rex est successor, sicut dicebat, et ad hoc cartam ipsius Bernardi de Andusia pretendebat, dicens quod propter hoc albergam duorum militum domino Regi debebat. In contrarium, dicebatur pro Rege quod non debebat idem Petrus super hoc audiri, quia, cum publice fuisset clamatum per terram quod quilibet nominaret feodum quod tenebat a Rege, vel illud esset commissum, iste Petrus feodum istius alberge duorum militum non nominavit, nec illud solvit, propter quod, petendo porcionem predictam, non debet audiri. Ad hoc respondit idem Petrus quod hoc non nocebat eidem, cum eadem alberga, secundum consuetudinem terre, petita non fuerit ab eo, nec ipse eciam sciebat, non est diu, quod ad ipsam albergam teneretur, cum carta predicti Bernardi de Andusia, super hoc confecta, in manu alterius esset, et de novo ad manum suam devenerit, ut dicebat. Preterea, dicebatur pro Rege quod non debebat audiri super hoc idem Petrus, cum dominus Rex, tamquam principalis dominus, non tamquam successor ipsius Bernardi, faciat ibi monetam suam Turonensem, cursualem per totum regnum, et non monetam Renundinorum et Bernardinorum que erat moneta ipsius Bernardi, et habebat cursum suum tantummodo per terram suam, in qua concessa erat dicta porcio dicto Petro (64). Idem vero Petrus instanter petebat sibi teneri cartam suam, vel jus: Tandem, inspecta carta ipsius Petri, et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod idem Petrus non erat super hoc audiendus.

VI. Johannes Marchoul, burgensis Compendiensis, petebat, contra abbatem Regalis-Montis, quod, cum idem Johannes teneat vendam halate a domino Rege, racione cujus vende, debet habere

quintum denarium de quolibet bosco vendito infra terminos vende sue, sicut dicebat, et idem abbas Regalis-Montis, postquam ipse Johannes vendam predictam habuit, vendiderit quendam boscum quem emerat a quodam milite, petebat quintum denarium sibi reddi de bosco predicto, vendito ab eodem abbate. Abbas vero dicebat e contrario quod non erat super hoc audiendus idem Johannes, cum dictus Johannes, jus quod habet ibi, habeat a Rege, et dominus Rex, quicquid juris habebat in dicto bosco, concesserit monasterio Regalis-Montis, concedens eidem quod ipsum boscum possit vendere quociens voluerit, libere et quiete, absque solucione cujusque constume, et cartam regiam super hoc pretendebat; ad quod respondebat idem Johannes quod hoc non nocebat eidem, cum hujusmodi concessio facta fuerit eidem, postquam ipse habuit vendam Regis, et jus sibi super hoc fuerat acquisitum: Tandem, inspecta ipsa carta, et diligenter intellectis hinc inde propositis, determinatum fuit quod idem Johannes habeat quintum denarium de ipso bosco, cum concessio, facta ipsi monasterio de predicto bosco vendendo, facta fuerit postquam idem Johannes habuit vendam suam, racione cujus vende ad ipsum Johannem pertinet dictum quintum. LOUIS IX, 1265.

VII. In causa que vertebatur inter Guillelmum de Roussilione, ex una parte, et comitem Forisiensem, ex altera, super medietate cujusdam castri, idem comes, excipiendo, proposuit quod non tenebatur eidem Guillelmo super hoc respondere, cum ipse sit de imperio, et nichil teneat a Rege per quod posset compelli ad tenendum judicium curie, si opus esset, nisi bonam securitatem curie prestiterit de non faciendo guerram super hoc, et de judicio curie observando. Ad hoc respondit idem Guillelmus quod hoc non tenebatur facere, de jure nec de consuetudine curie, et petebat sibi responderi ab eodem comite, vel castri ipsius medietatem sibi adjudicari: Tandem, auditis hinc et inde propositis, pronunciatum fuit quod, non obstante excepcione predicta, tenebatur dictus comes eidem Guillelmo super hoc respondere (65).

Loeis IX, 1265.

VIII. Dominus Henricus, marescallus Francie, quedam prata de baronia sua Argentonii, quam tenet a Rege, vendiderat cuidam militi, diminuendo baroniam suam absque domini Regis licencia vel assensu; quo audito, ballivus Cadomi sexdecim libras, que de exitibus ipsorum pratorum ipso anno provenerunt, propter hoc ad manum Regis saisivit; postmodum idem Henricus eadem prata ad manum suam revocavit, petens ipsas sexdecim libras sibi reddi, cum ad baroniam suam revocaverit ipsa prata: Demum, hiis relatis ad curiam, determinatum fuit quod, licet ad manum suam revocaverit ipsa prata, non erant hujus sexdecim libre ipsi Henrico reddende, cum, baroniam suam dividendo, sine assensu Regis, vendere nequiverit dicta prata.

IX. Conquerebatur abbas Sancti-Richarii in Pontivo quod major et jurati Sancti-Richarii, post pallamentum Candelose proximo preteritum, pulsata campana sua, cum armis, exercendo justiciam, intraverunt boscos suos, prope Sanctum-Richarium existentes, veniendo contra judicium hujus curie pro ipso abbate latum in eodem pallamento Candelose (66), per quod pronunciatum fuit ipsos majorem et juratos non debere audiri, petendo justiciam extra villam Sancti-Richarii, in domanio et feodis ac retrofeodis ejusdem abbatis; propter quod petebat hoc sibi emendari ab eisdem majore et juratis, et eis inhiberi ne de cetero talia attemptare presumant. Ad hoc responderunt ipsi major et jurati quod, pro facto hujusmodi, nullam emendam facere tenebantur, cum factum istud non fecerint exercendo justiciam aliquam, nec veniendo contra judicium supradictum, set illuc iverunt, sicut dicebant, salva justicia dominorum, pro querendo quodam murtrario qui quendam hominem, custodem suum, interfecerat in prisione eorum: Audita hac confessione majoris et juratorum, quam alias similiter fecerant in plena assisia, coram ballivo Ambianensi, sicut idem ballivus confessus fuit, dictum fuit abbati predicto quod bene poterat se de ipsa emenda sufferre.

X. Conquerebatur abbas Sancti-Martini Sagiensis quod ballivus Vernolii impediebat ei quominus ipse libere vendat boscum suum de Noa, petens ab eo tercium et dangerium, licet ad hoc non teneatur idem boscus, cum ipsum habeat, ex dono cujusdam comitis Alençonis, ita liberum sicuti dictus comes illum tenebat; cum eciam alii bosci, qui sunt de eadem teneura, libere, sine tercio et dangerio Regis, ab antiquo vendi consueverunt, sicut dicebat. Predictus autem ballivus e contrario asserebat quod vendi non poterat idem boscus, sine tercio et dangerio Regis, secundum terre consuetudinem generalem: Demum, invento per ipsum ballivum quod bosci alii, qui sunt de eadem teneura, sine tercio et dangerio, libere ab antiquo venduntur, intellecto eciam quod ipsum boscum habet idem abbas, ex concessione comitis Alençonis, qui libere et in baroniam tenebat, determinatum fuit quod idem abbas libere vendere poterat, sine tercio et dangerio, ipsum boscum de Noa, et fuit ballivo injunctum quod, libere et absque tercio et dangerio, ipsum boscum vendere permittat eumdem. Louis IX, 1265.

XI. Proponebat Petrus Fomer de Pontisara, contra Johannem, fratrem suum, quod, cum idem Petrus peteret in assisia Pontisare, coram ballivo, a dicto Johanne, porcionem cujusdam hereditagii, eo quod pater eorum illud acquisierat, et dictus Johannes in contrarium responderet quod pater ipsorum illud non acquisierat, set fuerat hereditagium et domanium matris sue. Item quod ipsa mater sua et idem Johannes, post eam, tenuerant dictum hereditagium per viginti duos annos, propter quod non tenebatur respondere, que omnia dictus Petrus negabat. Nullis probacionibus habitis, judicatum fuit per milites quod dictus Johannes non tenebatur respondere, a quo judicio dictus Petrus appellavit. Probacionibus postmodum super hoc hinc inde productis, non fuit inventum probatum quod dictus Johannes negaverit sive responderit quod illud hereditagium esset conquestus, et bene probatum quod idem Johannes respondit sive allegavit quod, tam ipse quam mater sua et victricus

Louis IX. 1245

suus dictum hereditagium tenuerant pacifice, ipso Petro vidente, nec contradicente, nec in eo aliquid reclamante, bene per viginti unum annos vel amplius, propter quod non tenebatur peticioni fratris sui respondere. Item non est probatum quod dictus Petrus aliquod debat apposuerit in dicta teneura allegata; probatum tamen est quod dictus Petrus bene obtulit se probaturum quod dictum hereditagium erat conquestus. Item probatum est quod milites judicaverunt, nullis probacionibus admissis, quod idem Johannes non tenebatur dicto Petro, propter longam teneuram in qua nullum debat apponebat: Quia idem Petrus Fomer non negavit teneuram a Johanne, fratre suo, propositam, set quasi cognovit eam, ut apparet ex deposicionibus plurium testium, pronunciatum fuit ipsum judicium, pro dicto Johanne Fomer, latum contra ipsum Petrum, fratrem suum, de quo idem Petrus appellavit, esse bonum.

XII. Ordinatum est, per consilium domini Regis, et de assensu domini Regis, quod cultores vinearum Duni-Regis habeant eandem horam exeundi de vineis in quibus ad locagium operantur, quam habent cives Bituricenses ad quorum consuetudines est ipsa villa Dunensis; item quod ipsi cultores vinearum Duni-Regis non afferant eschalatos vel ligna vinearum in quibus ad locagium operantur, preter voluntatem eorum quorum sunt vinee.

XIII. Conquerebatur dominus Guillelmus Paganelli, miles, quod cum dominus Rex teneat, tanquam forefactam, quandam terram que de feodo suo movebat, ballivus domini Regis non permittit eidem facere justiciam in eadem terra que de feodo suo erat, propter quod petebat sibi amoveri impedimentum quod super hoc fiebat eidem per ipsum ballivum. E contrario dicebatur, pro Rege, quod idem Guillelmus non erat super hoc audiendus, cum, secundum generalem consuetudinem terre, in domanio Regis nullus facere debeat justiciam nisi Rex solus, set offerebatur eidem Guillelmo quod, per manum domini Regis fierent ei, si vellet, debite redevencie,

pro facto supradicto. Idem Guillelmus nichilominus instanter petebat quod justiciare posset in eodem feodo per manum suam, sicut ipse et predecessores sui fecerant, antequàm ipsa terra veniret ad manum Regis, racione forefacture: Tandem, hiis auditis, pronunciatum fuit quod idem Guillelmus haberet redevencias suas de eodem feodo, per manum domini Regis et non per suam. Locus IX, 1265.

XIV. Accedentes ad dominum Regem major et jurati Laudunenses, pecierunt a Rege quod Radulphum de Tribus-Puteis, burgensem suum, quem rex Navarre captum tenebat, ut dicebant, eis reddi faceret vel recredi, juri pariturum ubi deberet; postmodum, cum, de mandato domini Regis, facta fuisset recredencia de eodem Radulpho, partibus presentibus, idem rex Navarre peciit saisinam dicti Radulphi quem, de mandato domini Regis, recrediderat, quem eciam burgensem suum, tempore quo ceperat, eum esse dicebat, sibi reddi, prefatis majore et juratis u contra dicentibus ipsum sibi debere deliberari tanquam burgensem suum, et ipsi parati erant, ut dicebant, cuilibet conquerenti justiciam facere de eodem. Ad quod respondebat idem rex Navarre quod super hoc non debebant audiri, cum idem Radulphus, postquam recreditus fuit per Regem burgesiam fecerit Laudunensem: Demum, invento quod idem Radulphus, post recredenciam, fecit burgesiam antedictam, determinatum fuit quod ipsi major et jurati super hoc non debebant audiri.

XV. Postmodum, cum idem Radulphus de Tribus-Puteis aliqua proponeret, propter que eidem regi Navarre non debebat reddi, sicut dicebat, asserens se esse in ballo matris sue, burgensis Remensis; propter quod, secundum consuetudinem ville Remensis, nullam poterat facere burgesiam, sicut dicebat, idem rex Navarre obtulit se probaturum quod idem Radulphus erat burgensis suus, tempore quo cepit eundem, et quod alias, dum traheretur in causam idem Radulphus, coram custodibus regalium Remensium, ut declinaret examen eorumdem, se advocavit burgensem esse ipsius regis Na-

Louis IX, 1265. varre : Tandem, pendente recepcione probacionum super hoc, pacificatum fuit inter ipsum regem Navarre et Radulphum predictum, et supposuit se idem Radulphus voluntati ejusdem regis Navarre.

XVI. Cum quedam violencia facta fuisset, cum armis, in villa Sancti-Porciani, prior Sancti-Porciani precepit, sub banno, hominibus dicte ville quod cum armis venirent ad hujusmodi violenciam auferendam, quod quia ad mandatum ipsius facere noluerunt, ipse prior propter hoc cepit nanta seu gagia eorumdem, petens quod sibi hoc emendarent, quod facere recusantes ipsi homines, venerunt ad Regem, petentes sibi reddi gagia sua, ab eodem priore capta, dicentes quod idem prior gagia hominum ipsius ville capere non potest, quamdiu assecurare potuerint quod juri stabunt, et ad hoc pro se quandam litteram regiam exhibebant. Ad quod dictus prior respondebat quod, cum ipsi sint burgenses sui, et ipse habeat in dicta villa omnimodam justiciam, petebat eos ad curiam suam remitti, dicens quod dicta littera non prejudicabat ei, quantum ad hoc, que solum facit ad hoc, sicut dicebat, quod pro debitis ipsius prioris, vel alterius cujuscumque non capiantur bona ipsorum hominum, quamdiu juri stare voluerint, nisi fidejussores se constituerint vel principales debitores, et ipse paratus erat eis jus facere in curia sua, sicut dicebat : Tandem, inspecta ipsa littera regia, et auditis hinc inde propositis, reddita fuit curia ipsi priori de hominibus antedictis, nec habuerunt per curiam sua gagia, sicut petebant.

XVII. Die lune post festum beati Barnabe apostoli, in hoc eodem pallamento habuit dominus Rex, per consilium plurium prelatorum et aliorum bonorum, quod ipse habet et habere debet Parisius, in terra episcopi Parisiensis, per manum suam, justiciam et emendam subjectorum episcopi ipsius qui non tenuerunt bannum et inhibicionem domini Regis factam de non recipiendis monetis, non obstante quadam composicione olim facta inter episcopum et capitulum Parisiense et regem Philippum, et aliis que fuerunt propo-

sita ex parte episcopi antedicti, per que dicebat idem episcopus se debere habere justiciam et emendam predictam; et requisivit dominus Rex ipsum episcopum quod se non opponeret quin dominus Rex gauderet pacifice de predictis. Louis IX, 1266.

Item, eadem die, habuit dominus Rex consilium eorumdem prelatorum et virorum bonorum quod dominus Rex habet et habere debet, similiter per manum suam, Parisius, justiciam et emendam burgensium et aliorum subjectorum ipsius episcopi de terra sua qui non guetant ad mandatum prepositi Parisiensis et custodis ville Parisiensis, cum omnes de ipsa terra episcopi teneantur guetare ad mandatum domini Regis et suorum, sicut alii burgenses Parisienses, de quibus pluries determinatum est quod cum preposito Parisiensi et sine eo guetare debent, quociens fuerint requisiti; et hoc consilium datum fuit non obstante composicione predicta et aliis pro ipso episcopo propositis, per que dicebat quod subjecti sui taliter non debebant guetare, nec dominus Rex, de eis qui taliter non guetarent, debebat habere justiciam et emendam; et requisivit eum dominus Rex prout superius est expressum de facto monetarum : Dominus Rex postmodum aliud ordinavit super hiis duobus, et inde confecte sunt littere suc patentes et littere episcopi Parisiensis (67).

XVII. Recordata est curia quod alias determinatum fuit quod prior Sancti-Johannis in Gravia Blesensi tenetur ponere, ad colligendum ibidem jus quod habet in pedagio aque, personam laicalem, talem videlicet quam comes possit justiciare, si delinquat ibidem.

XVIII. Quidam malefactor interfecit quemdam hominem in banlivia Tornacensi; quo facto, quidam ribaldi ipsum malefactorem abstulerunt gentibus communie, et eum extra banliviam duxerunt, et tradiderunt cuidam servienti domini de Mauritania, castellani Tornacensis; quo facto, prepositi et jurati Tornacenses, ad quos pertinet justicia in civitate et banlivia Tornacensi, pecierunt saisinam ipsius homicide, et locum resaisiri, quod idem castellanus fa-

Locus IX, 1269. cere nolebat, dicens quod, quia per servientes suos captus fuerat extra banliviam, ad ipsum pertinebat hec justicia et non ad ipsos burgenses: Tandem, invento quod ipsi ribaldi ita maliciose dissaisiverant ipsum locum, et homicidam tradiderant servientibus dicti castellani, injunctum fuit ballivo Viromandensi quod, de dicto malefactore, locum predictum et banliviam faceret resaisiri.

XIX. Proposuit ballivus Rothomagensis contra Guillelmum, militem, dominum de Beccothomas, quod terra de Hesquitot et terra de Maignevile venerunt ad dominum Regem per forefacturam, videlicet pro eo quod illi quorum erant dicte terre, transfretaverunt in Angliam sine licencia domini Regis, durante guerra inter Reges. Postea dominus Rex quibusdam militibus dictas terras dedit, a dictis militibus et eorum heredibus de dicto domino Rege in feodum et homagium ligium perpetuo possidendas; et, cum dictus Guillelmus de Beccothomas ab heredibus illorum quibus, sicut dictum est, date fuerunt dicte terre, scilicet Pescheveron et domino Johanni dicto Harenc, militi, de dictis terris, ignorante domino Rege, homagia recepisset, petebat dictus ballivus quod dicti heredes veniant ad homagium domini Regis, et quod dictus Guillelmus, dominus de Beccothomas, restituat domino Regi illud quod levavit de homagiis supradictis, et dicebat idem ballivus quod de predictis omnibus constare poterat per registrum. Iterum dicebat idem ballivus quod dictus Guillelmus, dominus de Beccothomas, proposuerat coram ipso quod homagium dicte terre de Esquitot sibi datum fuerat a domino Rege, et penitus in probacione defecit: Determinatum fuit quod dominus Rex habeat homagia supradicta, et quod sibi restituantur ea que levata fuerunt per dictum Guillelmum, dominum de Beccothomas, de homagiis supradictis, a tempore quo dictus dominus Rex dedit dictas terras, sicut superius est expressum.

XX. Mandavit dominus Rex, diu est, per litteras suas, Johanni de Serennis, tunc senescallo Carcassone, quod assideret domino

Hugoni de Arsicio, militi, centum quinquaginta libratas terre in villa de Cicenon et ejus pertinenciis, eo salvo domino Regi quod Rex ipsam assisiam posset commutare, et alibi assidere eidem Hugoni, si sibi placeret, predictas centum quinquaginta libratas terre. Mortuo postmodum ipso Hugone, Guillelmus, filius ejus, presente et hoc idem petente matre sua, relicta ejusdem Hugonis, peciit a domino Rege quod eum reciperet in hominem de terra predicta, tanquam de hereditate sua. Quesitum fuit ab eodem Guillelmo et ejus matre utrum haberent aliam litteram vel instrumentum super hoc, qui dixerunt quod non, set diu eam tenuerat idem Hugo ea intencione quod sua esset et heredum suorum, et quod multi sunt, in partibus illis, qui, per similes assisias, tenuerunt hereditarie terras suas, sicut dicebant. Ad quod dicebatur, pro Rege, quod Rex non tenebatur ipsum recipere in hominem de eadem terra, cum ad vitam suam solum eam videretur habere idem Hugo, eo quod nullam certitudinem faciebant de donacione ipsi Hugoni facta, cum eciam in dicta littera assisie nulla fiat mencio de heredibus ipsius Hugonis, nec de perpetuitate aliqua, et eandem terram solus possederit idem Hugo; set, sicut dicebatur pro Rege, ad ipsum dominum Regem debebat terra eadem devenire: Tandem, cum predictus Guillelmus et ejus mater nichil aliud pro se proponerent, set pocius peterent sibi fieri misiam super hoc a domino Rege, diligenter inspecta ipsa littera, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod predictus Guillelmus et ejus mater non erant super peticione hujusmodi audiendi, et quod ad dominum Regem terra ipsa devenire debebat. Postmodum dominus Rex de mera gratia, ob bonum servicium ab eodem Hugone sibi impensum, predicto Guillelmo et heredibus suis, de uxore sua desponsata, et matri ejus, dedit et concessit centum libratas terre, et quinquaginta libratas terre, quas percipiebat dictus Hugo apud Callouvel, a tempore comitis Montis-Fortis, confirmavit eisdem, et super hiis dedit eis litteras suas patentes. Louis IX, 1265.

XXI. Judicatum fuit, contra dominam de Villateyn, pro abbate et

Louis IX, 1265. conventu Albe-Curie, ordinis Premonstracensis, inspecta quadam littera ab ipsis abbate et conventu exhibita, et hinc inde propositis plenius intellectis, quod ipsa domina, secundum porcionem hereditatis quam tenet ex successione domini Johannis, quondam de Pissiaco, et domine Johanne ejus uxoris, deliberaret ipsos abbatem et conventum de obligacione quam fecerant erga mercatores Lombardos, pro dictis Johanne et Johanna, secundum quod continebatur in quibusdam litteris ipsorum Johannis et Johanne, quod eciam dampna et deperdita, si que sustinuerunt abbas et conventus, occasione hujusmodi obligacionis, redderet ipsis abbati et conventui simplici verbo eorum, secundum tenorem litterarum ipsarum.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXV.

I. Dominus Rex emerat, Turonibus, ad opus Beguinarum, quandam domum in censiva abbatis et conventus Sancti-Juliani Turonensis. Postmodum, cum ipse Beguine, exuntes de domo ipsa, ad locum alium se transtulissent, ipsi abbas et conventus petierunt a domino Rege quod domum predictam, que ab eisdem movebat, et de censiva ipsorum erat, poneret extra manum suam, vel eis deliberari faceret, recuperando ab eis precium quod dederat pro eadem habenda: Tandem, audito quod dicta domus erat de censiva et dominio ipsorum abbatis et conventus, dictum fuit ballivo Turonensi quod ipsis abbati et conventui deliberaret dictam domum, dum tamen ipsi redderent domino Regi precium quod sibi constiterat ipsa domus.

II. Conquerebatur dominus Johannes Maleti, miles, quod ballivus Cadomi indebite spoliaverat eum et dissaisiverat de garda liberorum domini Guillelmi de Merlo, de terra ipsorum de Meyssi, de qua pater ipsorum, dictus videlicet Guillelmus, erat in homagio suo, tempore quo decessit, nichil tenens de ducatu, sicut dicebat, propter quod sibi petebat reddi saisinam garde predicte. Ad hoc respondebat idem ballivus, pro Rege, quod idem dominus Johannes non erat super hoc audiendus, set pertinebat hec garda ad dominum Regem, sicut dicebat, cum predictus dominus Guillelmus de Merlo teneret a domino Rege mercatum suum et ferias suas, ita quod Rex potest maritare filiam suam primogenitam, sine disparia-giare eam, et debet habere ballum terre ipsius, secundum quod dictus ballivus dicebat contineri in registro domini Regis. Ad hec autem dicebat idem Johannes quod, non obstantibus premissis, eciam si vera essent, debebat habere saisinam dicte garde, cum dictus Guillelmus et predecessores sui fuerint in homagio dicti Johannis et predecessorum suorum, sicut dicebat, de terra predicta : Tandem, quia inventum fuit contineri in registro, sicut ballivus proposuerat, determinatum fuit quod ipsa garda remaneret domino Regi. Louis IX, 1265.

III. Item conquerebatur dominus Johannes Maleti quod ballivus Cadomi indebite spoliabat eum de garda feodi dou Sey, quem feodum tenebat ab eo in feodum et homagium ligium, sicut dicebat dominus Henricus, marescallus Francie, et dominus Argentonii qui tenebat domanium. Ad hoc respondebat idem ballivus quod dominus Johannes Maleti non erat super hoc audiendus, set ad dominum Regem pertinebat garda ipsius feodi, cum idem dominus Henricus, qui tenebat domanium ipsius feodi, teneret terram Argentonii de ducatu Normannie et ex dono domini Regis, sicut per litteras regias apparebat : Tandem, auditis hinc inde propositis, quia constitit quod idem Henricus tenebat terram Argentonii de ducatu et ex dono Regis, determinatum fuit quod, secundum generalem con-

Louis IX, 1265. suetudinem terre, pertinebat hujusmodi garda ad dominum Regem, et non ad ipsum dominum Johannem Maleti qui eam petebat.

IV. Preterea conquerebatur predictus dominus Johannes Maleti quod dictus ballivus indebite impediebat eum quominus idem Johannes gauderet homagio liberorum defuncti Johannis de Mara, propter quod se petebat dimitti in possessione hujusmodi homagii, cum dictus Johannes fuisset in homagio suo et predecessores ipsius Johannis in homagio predecessorum suorum a multo tempore, sicut dicebat. Ad hoc respondebat idem ballivus quod idem dominus Johannes Maleti non erat super hoc audiendus, set domino Regi, ex cujus dono ipsam terram habuerat dictus Johannes de Mara, et de qua sibi homagium retinuerat Rex, quando eam dederat, prout ex litteris regiis super hoc confectis plenius apparebat, debebat ipsius homagii possessio remanere, et predicto domino Johanni super hoc silencium imponi: Demum, auditis hinc inde propositis, visa eciam, in registro domini Regis, carta regia facta super concessione facta eidem Johanni de Mara de terra cujus homagium petebatur, determinatum fuit quod dominus Rex remanebit in saisina ipsius homagii, et, si idem dominus velit probare quod habeat jus in ipso homagio, audiatur, et Rex defendatur.

V. Conquerebatur dominus Gilo de Velly, miles, quod dominus Petrus de Autolio, miles, et ballivus Stampensis, sine assensu ipsius, et ipso non vocato, vendiderat preposituram ville Flagiaci, quod facere non poterat nec debebat idem ballivus, cum dominus Rex associatus fuerit a predecessoribus ipsius Gilonis ad villam Flagiaci, tali condicione apposita quod prepositura dicti loci per dominum Regem et predecessores ipsius Gilonis, qui dominum Regem associaverant, communiter in perpetuum venderetur, sicut dicebat idem Gilo in carta regia super hoc confecta plenius contineri. Asserebat eciam idem Gilo quod super hoc usus fuerat, et quod Gerardus de Keuresis, nunc ballivus Silvanectensis, tunc vero Aurelianensis et Stam-

pensis ballivus (68), ipso vocato et de suo assensu, non est diu, vendiderat preposituram predictam, propter quod petebat vendicionem ab eodem ballivo factam de ipsa prepositura, se non vocato, revocari, et, secundum tenorem carte sue, eam communiter vendi. Ballivus autem ad hoc respondebat quod eumdem Gilonem nunquam intellexerat fuisse vocatum ad vendicionem ipsius prepositure, propter quod ipsum ad hoc non vocaverat; dicebat insuper quod vendicio hujusmodi ab ipso facta non debebat revocari ad peticionem ipsius Gilonis, cum illa eadem porsona que, ipso Gilone vidente et consulente eciam, dictam preposituram habuerat anno preterito, eam habuerit isto anno: Tandem, audita carta ipsius Gilonis, intellecto eciam per ballivum Silvanectensem predictum quod ad vendicionem ipsius prepositure dictum Gilonem vocaverat, dum erat ballivus dicti loci, preceptum fuit ipsi ballivo Stampensi quod ad vendicionem ipsius prepositure vocaret dictum Gilonem, et eam de assensu suo venderet, secundum tenorem carte sue. Louis IX, 1265.

VI. Quidam homo de Bituricis petierat a domino Rege quod, cum dominus Rex faceret monetam Bituricis, quoddam jus quod in ipsa moneta se dicebat habere, tanquam magister monete et custos cuneorum, sibi deliberare dignaretur, maxime cum ipse, pro jure hujusmodi, quolibet anno, Bituricis, domino Regi unum salmonem solveret, sicut dicebat. Quesitum fuerat ab eo utrum super hoc cartam haberet, qui responderat quod non. Item utrum super hoc usus fuisset, qui dixit quod non, cum, a tempore a quo possit haberi memoria, nunquam alias facta fuerit ibi moneta, sicut dicebat. Dicebatur itaque, pro domino Rege, quod non erat idem homo super hoc audiendus, cum nec cartam nec usum super hoc haberet, et maxime cum non fiat ibi moneta ad formam cuneorum quos se dicebat custodire. Denique, cum injunctum fuisset ballivo Bituricensi quod de fama et de certitudine hujus rei in partibus suis addisceret quantum posset, pendente hoc, idem homo decessit; postmodum in hoc parlamento venerunt liberi dicti hominis ad dominum Regem, pe-

Louis IX, 1265.

tentes quod dominus Rex jus quod pater ipsorum in eadem moneta pecierat, ipsis redderet, vel salmonem quem pater ipsorum propter hoc, Bituricis annuatim solvebat, eis quittaret: Dominus autem Rex, audito per ballivum suum quod fama erat Bituricis quod idem pater eorum hoc jus habebat in moneta Bituricensi, et quod dicebatur magister monete, quod eciam propter hoc annuatim solvebat dictum salmonem, et maxime quod in scriptis ballivie continebatur ipsum magistrum monete dictum salmonem solvisse singulis annis, nec inveniebatur quod aliud teneret a Rege propter quod ipsum solveret predictum salmonem, habito consilio, quittavit ipsis liberis, nolens eum de cetero exigi ab eisdem.

VII. Cum contencio diu ventilata fuisset inter dominum Guillermum Crispini, ex una parte, et dominum Ansellum de Braya, militem domini Regis, ex altera, super quodam usagio quod idem Ansellus petebat in foresta ejusdem Guillermi de Malo-Nido ad manerium suum de Bardovilla, super cujus usagii parte saisinam habuerat idem Ansellus, per inquestam, de mandato domini Regis, inde factam : Tandem, de voluntate domini Regis, super contencione hujusmodi compromiserunt de alto et basso ipsi Guillermus et Ansellus in dominum Julianum de Perona, militem domini Regis et ballivum Rothomagensem, ac dominum Baldoinum de Longavalle, militem, castellanum Vallis-Redolii, qui, per dictum suum, protulerunt quod idem Ansellus haberet, pro eodem usagio quod petebat de ipsa foresta, septem acras tenendas ab ipso Ansello et heredibus suis in perpetuum, ita libere et quiete, sicut dictus dominus Guillermus et ejus uxor eas antea tenebant, et quod posset eas claudere; ita eciam quod idem dominus Guillermus non poterat ibi facere hayam, sicut hec in litteris ipsorum inde confectis plenius continentur. Postmodum autem, cum idem Ansellus peteret quod dominus Guillermus et ejus uxor litteris arbitrorum sigilla sua apponerent, ad majorem rei firmitatem, idem dominus Guillermus se opposuit, nolens suum ac uxoris sue, ex parte cujus movebat

hereditas, ipsis litteris apponi sigillum, nisi predicti arbitri prius declararent sibi et uxori sue in dictis septem acris justiciam et chaciam remanere, vel jus utrum hoc facere deberent, maxime cum ipse Ansellus, in usagio quod primo pecierat, et de cujus parte per curiam saisinam habuerat, nec justiciam nec chaciam reclamaret, petens eciam a domino Rege quod sibi faceret fieri, per dictos arbitros, declaracionem predictam. Ad hoc respondebat idem Anselius quod arbitrium ipsorum arbitrorum, prout latum fuerat, sibi debebat teneri, et quod ad declaracionem vel aliud ultra procedere non poterant ipsi arbitri, cum jam suum arbitrium totaliter protulissent, nec amplius duraret eorum potestas, et maxime cum idem Guillermus formam ipsius arbitrii, sibi lectam ab arbitris, ratam habuisset et acceptam, sicut dicebat idem Ansellus, propter quod petebat idem Ansellus litteram inde confectam sibi teneri, vel jus utrum fieri deberet an non: Demum, littera super ipso arbitrio confecta, et sigillo ipsius domini Juliani sigillata, plenius intellecta, in qua continebatur quod idem Ansellus dictas septem acras ita libere et quiete teneret et possideret, sicut dictus dominus Guillermus et ejus uxor eas tenebant et possidebant, et quod eas claudere posset, nec in eis haiam facere posset dictus Guillermus; audito eciam, per dominum Julianum predictum, quod idem Guillermus formam ipsius arbitrii sibi lectam ratam habuerat ac acceptam, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod idem Ansellus dictas septem acras bosci ita libere et quiete teneat et habeat, sicut idem dominus Guillermus et ejus uxor antea tenebant easdem, et quod idem Guillermus et ejus uxor nec chaciam nec justiciam haberent in eis. Louis IX, 1265.

VIII. Conquerebatur episcopus Lemovicensis quod dominus Henricus de Cosanciis, senescallus Petragoricensis, in villa sua Brivensi, receperat juramentum singularium personarum ejusdem ville, in ipsius prejudicium et gravamen, quod nunquam hactenus factum fuerat, nec in dicta villa habebat dominus Rex juramentum aliquod, nisi solummodo ab consulibus, prout ex parte ipsius episcopi dice-

Louis IX, 1266. batur, propter quod petebat ipsum juramentum irritum denunciari. Ad hoc respondebat idem senescallus quod istud fecerat ad peticionem hominum dicte ville, qui dicebant dominum Regem esse in saisina recipiendi hujusmodi juramentum a singulis personis ville ejusdem : Tandem, intellecto per Radulphum de Trapis, Petrum Servientis et Guillermum de Podio, servientes domini Regis, qui in ipsa terra pro domino Rege fuerant senescalli, quod dominus Rex in dicta villa consueverat recipere juramentum consulum tantummodo et non singularium personarum dicti loci, voluit dominus Rex quod hujusmodi singularium personarum de novo receptum penitus irritetur, quantum pertinet ad Regem, ita tamen quod si inveniri posset quod hujusmodi juramentum singularium personarum pertineret ad Regem, salvum esset super hoc jus suum eidem.

IX. Contencione suborta inter dominum Matheum de Tria, comitem Domni-Martini, ex una parte, et dominam de Sailevilla, ex altera, a tempore regine Blanche, super quodam rachato quod idem Matheus petebat ab eadem domina, tanquam de ballo, racione cujusdam feodi movente de castellania Monchiaci, quod tenebat ab ipso in comitatu Belli-Montis, ad quod rachatum asserebat eadem domina se non teneri, secundum consuetudinem ipsius comitatus, in quo dictum feodum erat : Tandem, concorditer ordinatum fuit inter partes, prout in litteris ipsius regine Blanche super hoc confectis plenius continetur, quod octoginte libre, quas idem Matheus petebat pro dicto rachato, ponerentur in sequestro usquequo filius ipsius domine haberet etatem suam, ex parte cujus idem feodum movebat ; et, si tunc, super eumdem filium, posset per jus acquirere dictum rachatum idem Matheus, sibi redderentur pro dicto rachato matris, dicte octoginta libre, in sequestro posite, tanquam sue. Si vero rachatum ipsum non posset per jus acquirere super filium predictum, ipsa domina recuperaret pecuniam supradictam. Postmodum, ipso filio ad homagium ipsius Mathei recepto, cum ipsa domina peteret pecuniam predictam, in sequestro positam, sibi reddi,

predicto Matheo e contra dicente quod, secundum convencionem inter ipsos habitam, hoc fieri non debebat, cum adhuc non esset per suam curiam declaratum utrum ad idem rachatum teneretur idem filius, an non, et eadem domina ad hoc diceret quod, per dilacionem suam, non debebat pecunie sue solucio sibi differri, cum jam in homagio ipsius Mathei esset filius suus predictus, post multa proposita, precepit curia quod idem Matheus, infra annum, in curia sua judicium faceret filio ipsius domine, utrum ad hujusmodi rachatum teneretur, an non, et quod dicta pecunia remaneret interim in sequestro; in quo partes consenserunt. Demum, anno transacto, quem curia super hoc ipsi Matheo assignaverat ad idem, per jus sue curie, terminandum, prefata domina peciit sibi reddi dictam pecuniam, asserens quod, per contencionem filii sui ac predicti Mathei, non debebat sibi solucio dicte pecunie ulterius retardari, maxime cum per ipsum Matheum stetisset, sicut dicebat, quominus judicium inde fuisset factum infra terminum a curia sibi prefixum. Ad quod respondebat idem Matheus quod, cum filio ipsius domine, propter hoc, apud Monchiacum, diem in sua curia assignasset, idem filius pluries defecit, et propter hoc ceperat de suo, ipsum propter hoc justicians quantum poterat, per quod, cum ipsum, propter defectus suos, taliter justiciasset, non steterat per ipsum, sicut dicebat, quominus super hoc judicium reddidisset, et ideo non debebat ipsa domina super hoc audiri, sicut dicebat. Ad hoc autem respondebat ipsa domina quod sibi debebat imputari, cum bona ipsius filii sui, que ipse Matheus, propter defectus suos, ceperat, recredidisset eidem, non compellens eumdem filium quantum potuisset ad audiendum jus suum, ad quod dicebat idem Matheus quod recredenciam ipsam fecerat ad preces ballivi Silvanectensis, quod non debebat sibi obesse, sicut dicebat: Demum, hinc inde propositis plenius intellectis, quia idem Matheus, comes Donni-Martini, fuit in defectu reddendi jus super dicto rachato, infra terminum a curia sibi prefixum, determinatum fuit quod memorata domina de Saillevilla recuperaret ipsas octoginta libras ab eodem comite, data ab eadem sufficienti caucione de eisdem

Louis IX, 1266.

Louis IX, 1265. reddendis ipsi comiti, si, per judicium curie ipsius comitis, declaratum sit quod filius ejusdem domine ad rachatum hujusmodi teneatur.

X. Cum major et jurati Noviomenses fecissent adjornari episcopum Noviomensem in hac curia super articulis subsequentibus, et idem episcopus peteret curiam suam de eisdem, tanquam de burgensibus et justiciabilibus suis, ipsis majore et juratis e contra dicentibus se, racione communie sue quam tenent a Rege, et per puncta carte sue regie, ad ipsius episcopi curiam se non debere remitti : Tandem, auditis hinc inde propositis, et quadam carta regis Philippi, ab ipso episcopo producta, plenius intellecta, determinatum fuit quod idem episcopus super hiis haberet curiam suam.

XI. Cum dominus Rex presentasset quemdam ad porcionem ecclesie Aubigniaci in episcopatu Constanciensi, ad quam alias presentaverat, et receptus fuerat presentatus ab eodem, episcopus Constanciensis nolebat ipsum a Rege presentatum recipere, dicens quod ipsa porcio patronatui ecclesie de jure uniri debebat, propter quod nolebat ipsum recipere presentatum : Demum, intellecto quod Rex ad ipsam porcionem presentaverat, et receptus fuerat presentatus ab eo, quod eciam persona dicte ecclesie non petebat hujusmodi unionem, dictum et determinatum fuit quod Rex super hoc teneatur in saisina sua.

XII. Cum dux Burgundie domino Regi conquereretur quod, a ballivis et gentibus domini Regis, allevate et collecte fuerant comande (69), in quadam villa sua que dicitur Buffieres, tempore istius Regis, et easdem comandas, tanquam de novo introductas, peteret revocari, et dominus Rex precepisset domino Eustachio de Monte-Germondi, tunc ballivo Masticonensi, quod diligenter inquireret qualiter et a quo tempore levate fuerant ibidem dicte comande : Tandem, per relacionem ipsius ballivi, audito quod, antequam dominus Rex haberet comitatum Masticonensem, levabantur ibidem dicte comande, racione castri Sancti-Gengulphi, responsum fuit

mandato ipsius ducis quod eo modo quo petebatur, non revocarentur ipse comande. Louis IX, 1265.

XIII. Cum episcopus Belvacensis quamdam cavalcatam fieri fecisset apud Belvacum, in qua fuerant quidam qui erant homines ipsius, et alii qui nichil tenebant de ipso, et major et pares Belvacenses peterent, contra ipsos, quod dampna que intulerant in ipsa cavalcata communie Belvacensi, eis restituerent, peteretur eciam, pro Rege, quod cavalcatam ipsam, quam fecerant contra communiam Regis, Regi emendarent, et maxime cum arma detulissent, contra inhibicionem domini Regis factam de armis non portandis; idem episcopus, capiens factum ipsius cavalcate super se, obtulit se garentizaturum eosdem, dicens quod eos volebat garentire super hoc, vel jus utrum hoc facere deberet. Ad hoc dicebatur, pro Rege et pro ipsis majore et paribus, quod cum cavalcatam hujusmodi fecissent super communiam que est propria domini Regis, episcopus non debebat super hoc habere garendiam, set ipsi homines qui interfuerant cavalcate inde coram domino Rege respondere debebant. Ad quod dicebat episcopus quod, cum ipse sit comes Belvacensis, et ipsi burgenses Belvacenses sint justiciabiles sui in omnibus de cavalcata hujusmodi, quam fecit vindicando et justiciando super baroniam et feodum suum, garentire poterat et debebat : Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod idem episcopus garentiret homines suos et alios quos ballivus suus duxit, in hujusmodi cavalcata, contra dictos majorem et pares Belvacenses.

XIV. Cum Renaudus de Rostigas, mercator Placentinus, multritus fuisset juxta Attrebatum, prima die Quadragesime, et quedam pecunia fuisset eidem ablata, quidam mercatores, socii ejusdem, pecierunt, a comite Sancti-Pauli, qui tunc tenebat comitatum Attrebatensem, quod dictam pecuniam, ipsi multrito ablatam, sibi redderet, cum in pedagio ipsius comitis, in quo dictus mercator fecerat quod debuerat, sicut dicebant, fuisset multritus. Ad hoc responde-

Louis IX. 1265. batur, pro ipso comite, quod non tenebatur ipsam pecuniam restituere, cum idem mercator fuisset multritus post solis occasum, et, secundum consuetudinem Francie, pecunias ablatas mercatoribus, infra pedagia dominorum, ante ortum solis et post solis occasum, non teneantur ipsi domini eas restituere, sicut dicebatur pro ipso, que quidem ex parte ipsorum mercatorum negabantur expresse: Tandem, auditis hinc inde propositis, quia inventum fuit per inquestam, de mandato domini Regis, inde factam, quod idem mercator multritus fuit post solis occasum, ita quod non potuisset ivisse, per unam leucam, sicut quidam testium dicebant, vel per dimidiam, sicut alii asserebant, usque ad noctem, determinatum fuit quod idem comes non tenebatur ipsam pecuniam, sic ablatam, restituere (70).

XV. Cum quidam homo quemdam alium vulnerasset apud Laudunum, ita quod pars cerebri eidem vulnerato ceciderat, ut dicebatur, ballivus Viromandensis ipsum percussorem cepit pro Rege, dicens quod hec justicia pertinebat ad altam justiciam, quam dominus Rex habet in civitate Laudunensi. E contra dicebant major et jurati Laudunenses quod hec justicia pertinebat ad ipsos, per cartam suam et per usum longevum, cum factum istud tangeret simplicem mesleiam vel sanguinem, sicut dicebant, maxime cum vulneratus infra quadraginta dies mortuus non fuerit, set adhuc vivat, propter quod petebant ipsum sibi reddi : Demum, intellecto quod idem vulneratus fuit in quadam mesleia, et quod, post lesionem suam, vixit per quadraginta dies, et adhuc vivit, audito eciam quod talem simplicem justiciam habent ipsi major et jurati, determinatum fuit quod eumdem percussorem haberent, et eum ipsis redderet dictus ballivus.

XVI. Conquerebantur custodes regalium Remensium quod, cum archiepiscopus Remensis, ultimo defunctus, esset in saisina, dum viveret, justiciandi corpora malefactorum deprehensorum et judicatorum in banno Sancti-Remigii, et eciam in aliis bannis Remensibus, ita eciam quod infra banleucam Remensem nullus habebat furchas

preter ipsum archiepiscopum, sicut dicebant, abbas et monachi Sancti-Remigii Remensis quemdam hominem qui in ipsorum banno se suspenderat, justiciaverunt, non reddendo ipsum justiciandum dictis custodibus regalium, super hoc requisiti, taliter archiepiscopatum dissaisiendo, sicut ipsi custodes dicebant, propter quod petebant se de eodem homine resaisiri, et sibi factum hujusmodi emendari. Ad hoc respondebat procurator ipsorum abbatis et conventus quod, nec resaisinam nec emendam aliquam super hoc facere tenebantur, cum, per privilegia regia, que super hoc parati erant exhibere, sicut dicebant, omnimodam justiciam habeant in terra sua, et ita non erant audiendi ipsi custodes super hoc, sicut dicebant; et, si custodes regalium aliquid vellent petere ab eisdem, dicebant se paratos stare juri, et respondere quantum deberent. Confessus tamen fuit idem procurator quod dictus archiepiscopus, dum viveret, habuerat saisinam cujusdam latronis capti in ipso banno Sancti-Remigii, et ab eisdem judicati, et ad furchas archiepiscopi fuerat suspensus. Ad hoc autem quod de privilegiis dicebatur, respondebant custodes quod non erant abbas et conventus super hoc audiendi, cum per privilegia proprietatem vellent monachi in judicio deducere, et ipsi custodes solum agerent de saisina, et petebant sibi saisinam de ipso homine restitui, et emendam fieri, eo quod ipsum non reddiderant, maxime cum procurator in parte confiteretur saisinam archiepiscopi supradicti: Tandem, audita predicta confessione ipsius procuratoris, intellecto eciam quod solus archiepiscopus habet furchas in banleuca Remensi, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod abbas et conventus Sancti-Remigii de dicto homine de quo agebatur resaisiant custodes predictos; et, cum archiepiscopus ibi fuerit, de proprietate agant, si sibi viderint expedire. Louis IX, 1265.

XVII. Henriotus de Avalgor, filius domini Alani de Avalgor, cum auctoritate et assensu domini Henrici de Avalgor, avi sui, fecerat adjornari in hac curia comitem Britannie, super hoc quod a dicto

Louis IX, 1265. Alano, patre suo, emerat quamdam partem terre Dynani, ad ipsum Henriotum, ex parte matris suc, spectantem jure hereditario, ut dicebat; asserens et proponens idem Henriotus quod senescallus et locumtenens ipsius comitis in jure super hoc sibi defecerat, ut dicebat, propter quod petebat idem Henriotus ipsam terram, taliter venditam, sibi restitui, maxime cum pater suus jurasset antea, sicut dicebat, quod non venderet ipsam terram, et super hoc offerebat se probaturum quod sibi probandum competeret in hac parte. Ad hoc respondebat prefatus comes quod non tenebatur ipsi Henrioto super hoc responderé, cum sit minor annis, nec tutorem habeat a judice, nec eciam auctoritatem a patre suo adhuc vivente, agendi super hoc contra ipsum comitem, et maxime cum non fuerit sibi datus tutor ab ipso comite, de cujus feodo movet terra petita, et ad quem pertinet sibi dare tutorem, sicut dicebat. Ad hoc autem respondebatur, pro ipso Henrioto, quod hec a comite proposita non debebant sibi responsionem auferre, cum de hereditate sua agatur, in prejudicium suum taliter alienata, cum consensu et auctoritate avi sui et aliorum amicorum suorum qui erant presentes, nec in hoc requirenda erat autoritas patris sui, sicut dicebat, cum de facto patris ageretur qui, tanquam fatuus et dilapidator bonorum suorum, qui eciam de jure non poterat esse tutor alterius, utpote qui se ipsum regere nesciebat, vendiderat terram predictam, nec ipsius comitis eciam qui terram ipsam taliter emerat, et de cujus facto et defectu agebatur, requirenda erat auctoritas vel assensus : Tandem, partibus super hoc jus sibi fieri petentibus, hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod, non obstantibus ab ipso comite propositis, tenebatur eidem Henrioto, licet esset minor, super hiis respondere.

XVIII. Cum buticularius Francie peteret ab archiepiscopo Bituricensi, episcopo Tornacensi et ab..... abbate Sancti-Sulpicii Bituricensis, buticulariam, videlicet a quolibet centum solidos Parisienses, dicens quod, tam ipse quam predecessores sui, sunt in

saisina percipiendi hujusmodi buticulariam a prelatis et abbatibus regalibus, ex parte ipsorum archiepiscopi, episcopi et abbatis fuit propositum quod ad id solvendum minime tenebantur, cum predecessores sui, in creacione sua, nunquam buticulariam hujusmodi solverint, set in possessione non solvendi fuerint, ut dicebant. Ad hoc respondebat idem buticularius quod hec ab ipsis proposita non oberant eidem quominus ipsam buticulariam habere deberet, cum ipse sit in possessione percipiendi eamdem a prelatis et abbatibus similis condicionis, et habeat quasi jus commune pro se, nec ipsi privilegia, vel aliud speciale ostendant propter quod, contra quasi generalem consuetudinem aliorum, quitti sint de buticularia supradicta : Tandem, ipsis negantibus hanc consuetudinem esse generalem, et hinc inde propositis plenius intellectis, invento quod alii prelati et abbates regales quasi generaliter solverunt hujusmodi buticulariam, quod eciam, in casu consimili, alias fuit pronunciatum pro ipso buticulario contra episcopum Tornacensem et alios, maxime cum dicti archiepiscopus, episcopus et abbas nec privilegium nec aliquod aliud speciale pretenderent, per quod minime solvere tenerentur, determinatum fuit quod eamdem buticulariam solvere tenebantur (71). Louis IX, 1265.

XIX. Mortuo domino Henrico, marescallo Francie et domino Argentonii, cum dominus Rex vellet habere gardam heredis ipsius Henrici qui erat minor annis, pro terra Argentonii, ad usus et consuetudines Normannie, dictum fuit, pro ipso herede, quod non debebat esse in garda Regis, cum predecessores sui nonquam de terra ipsa in garda Regis fuerint, licet casus similis alias se obtulerit, sicut dicebant, et petebant quod Rex faceret hoc inquiri. Ad hoc respondebatur, pro Rege, quod Rex terram ipsam Argentonii predecessoribus ipsius Henrici, ad homagium ligium et feodale, ad usus et consuetudines Normannie, dederat, sicut continebatur in regali registro et in littera regia inde confecta, propter quod, secundum usus et consuetudines Normannie, ibidem gardam habere

Loeis IX. 1265. debebat : Tandem, inspecto regali registro, in quo continebatur terram ipsam taliter a Rege donatam fuisse, determinatum fuit quod Rex habere debebat gardam ipsius heredis de terra predicta.

XX. Cum homines de Chievre, homines Sancti-Medardi Suessionensis, quamdam violenciam fecissent, cum armis, in justicia et dominio comitis Suessionensis, et deprehensi fuissent in presenti forisfacto, determinatum fuit per curiam quod hoc emendarent ipsi comiti, et de hoc emendam solverunt eidem. Postmodum, cum ballivus Viromandensis, pro eodem facto, similiter peteret emendam pro Rege, dicens quod arma detulerant contra inhibicionem Regis, et quod, licet hoc emendassent Regi, domino Regi nichilominus emendare tenebantur, ipsi homines respondebant quod, de facto hujusmodi, non tenebantur solvere duobus dominis emendam, et, si Rex vellet ipsam emendam habere, petebant emendam, propter hoc solutam ipsi comiti, sibi reddi : Tandem, hiis auditis, cum hujusmodi violencia cum armis facta fuisset in terra comitis, et dominus Rex, per statutum suum de armis non ferendis (72), justiciam dominorum aliorum auferre [nolebat], dictum fuit et terminatum quod dicti homines non tenebantur propter hoc aliam emendam solvere domino Regi, et fuit injunctum ballivo quod bona ipsorum hominum, que propter hoc tenebat, ipsis deliberaret.

XXI. Ad instanciam Cononis, Katalanensis episcopi, concesserat dominus Rex eidem episcopo, per litteras suas patentes, quod, pro episcopatu suo acquitando, usque ad certum numerum personarum, que ipsi, racione episcopatus, erant servili condicione subjecte, posset manumittere, et libertati donare. Postmodum, quibusdam ex ipsis personis ab eodem episcopo manumissis absque consensu capituli sui et specialibus litteris regiis, ad peticionem ipsius episcopi, personis eisdem super ipsa manumissione concessis, accedentes ad dominum Regem, decanus, thesaurarius, archidiaconus, cantor Katalanenses, et alii de ipsa ecclesia, pro se et capitulo suo suppli-

caverunt eidem quod, cum manumissio hujusmodi que contra jus et absque ipsorum assensu, facta fuerat in enormem lesionem, et gravissimam exheredacionem ecclesie Katalanensis cederet, cujus bona de jure alienare non poterat idem episcopus, ut dicebant, idem dominus Rex litteras suas generales predictas, et eciam speciales super hoc concessas, quarum virtute totum hoc factum fuerat, et quicquid ex eis erat subsecutum, revocare dignaretur, inhibens ipsi episcopo ne ad tales manumissiones faciendas ulterius procederet absque ipsorum assensu. Porro hujusmodi supplicacione audita, quia ipsum episcopum tangebat, dominus Rex eidem assignavit diem, ad quam coram ipso veniret dicturus si vellet aliquid proponere per quod dominus Rex supplicacionem hujusmodi exaudire minime teneretur, et eidem mandavit quod predictas litteras generales secum afferret: Qua die, partibus per procuratores presentibus, et ipsa littera generali producta in medium, cum pro ipso capitulo fieret eadem supplicacio, hiis que pro ipso episcopo proposita fuerunt in contrarium plenius intellectis; habuit dominus Rex consilium quod litteras ipsas generales, sicut capitulum Kathalanense pecierat, revocaret et eas revocavit, et fecit in sua presencia cancellari, inhibens dicto episcopo ne ad manumissiones hujusmodi, virtute ipsius littere faciendas, de cetero procederet. De revocacione vero specialium litterarum, fuit responsum capitulo quod, cum hoc tangeret personas manumissas cui[1] erant concesse, si vellent super hoc agere contra ipsas, facerent eas adjornari, et dominus Rex libenter faceret jus eisdem. Louis IX, 1265.

XXII. Conquerebantur heredes cujusdam hominis nomine.... qui decesserat apud Feritatem-Milonis, quod ballivus Silvanectensis bona ipsius patris sui saisiverat et tenebat, non permittens ipsos heredes gaudere bonis patris sui predicti, propter quod petebant ipsa bona sibi deliberari. Ad hoc dicebat idem ballivus quod bona ipsa pertinebant ad dominum Regem, secundum consuetudinem

[1] Lisez quibus.

Louis IX, 1265. terre, et maxime ville Feritatis-Milonis, in qua pater ipsorum diu burgensis fuerat, et ibi decesserat sine facere alium dominum, infra annum et diem postquam venit ibidem; per quod factus fuerat homo de corpore domini Regis, et bona ipsius, racione manusmortue, ad dominum Regem devenire debebant, sicut ballivus dicebat. Ad hoc respondebant ipsi heredes quod pater ipsorum fuerat libera persona et de communia Crispiaci, et quod apud Feritatem-Milonis venerat propter quandam vendam foreste quam tenebat a Rege, propter quod ea que ballivus proponebat contra ipsos, non debebant eis obesse, sicut dicebant, et petebant sibi restitui saisinam bonorum patris sui; et bene advocabat eum communia pro suo burgensi. Ad hoc dicebat ballivus quod hec advocacio valere non poterat eidem, cum ipse, post annum et diem, sine facere alium dominum, per multos annos et dies ibi manserit, et decesserit, per quod, secundum consuetudinem ville Feritatis-Milonis, racione manusmortue, bona ipsa ad dominum Regem spectare dicebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, invento eciam quod per multos annos et dies, tanquam burgensis, ibi manserat, nullam faciendo residenciam, aut burgesiam apud Crispiacum, determinatum fuit quod bona ipsa, ad dominum Regem, racione manusmortue, pertinebant, et super hoc fuit silencium impositum heredibus antedictis.

XXIII. Mota questione inter abbatem Cluniacensem, ex una parte, et magistrum Hospitalis in Alvernia, ex altera, super eo quod ipse magister et fratres hospitalarii opponebant se quominus idem abbas justiciaret et expletaret terram quam idem abbas habuit apud Escuroles, vel ibi circa de domino Johanne de Valeriaco, de assensu domini Regis, a quo tenebat eam in feodum eo modo quo idem Johannes antea ipsam tenebat et expletabat, et ipso abbate petente se teneri in saisina in qua erat idem dominus Johannes de Valeriaco de eadem: Auditis hinc inde propositis, dictum fuit et determinatum quod prefatus abbas remaneret in saisina justiciandi et exple-

tandi ipsam terram in qua erat dictus dominus Johannes de Valeriaco, quando eam tradidit dicto abbati Cluniacensi, quousque ipsi hospitalarii docuerunt de jure suo quod pretendunt; durante tamen hujusmodi questione inter eos, custodia ipsorum hospitalariorum erit in manu regia, et per Regem custodientur, salvo jure parcium. Louis IX, 1265.

XXIV. Quidam burgensis de Brayo super Somam, in extrema voluntate sua, legavit ducentas libras, pro quadam capella, pro anima sua, instituenda in certo loco, per manum abbatis Sancti-Richarii, et quasdam litteras, per quas sibi debebantur ipse ducente libre, quas quidem dictas litteras habuerunt in deposito major et jurati dicti loci, precepit ipsi abbati tradi pro volontate sua extrema complenda. Quo burgensi defuncto, cum idem abbas peteret ab ipsis majore et juratis dictas litteras quas tenebant sibi reddi, pro complenda voluntate defuncti, ipsi major et jurati responderunt quod, cum episcopus Ambianensis, ordinarius dicti loci, eisdem inhibuisset, sub pena excommunicacionis, ne dictas litteras ipsi abbati redderent, non tenebantur, nec volebant eas sibi reddere, nisi faceret eos super hoc in pace dimitti ab eodem episcopo, et super hoc conservaret eos indempnes. Ad quod dicebat dictus abbas quod non tenebatur facere, cum episcopus nichil peteret ab eo, nec, per inhibicionem ipsius episcopi ipsis factam, poterant detinere ipsas litteras, in deposito traditas eisdem, quin eas sibi traderent pro ipsa capellania instituenda, secundum voluntatem defuncti; et si episcopus vellet super hoc aliquid petere ab eodem, offerebat se paratum stare juri, ubi deberet: Tandem, post multas altercaciones, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, non obstante opposicione ipsius episcopi, tenebantur ipsi major et jurati hujusmodi litteras, in deposito sibi traditas, tradere et deliberare dicto abbati Sancti-Richarii, pro voluntate extrema dicti defuncti complenda.

Louis IX, 1265.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXV.

I. Petebat Gilebertus Malesmains, miles, habere per bursam quamdam terram quam Richardus Goelons emerat a domino Alano de Avalgor, tanquam heres propinquior venditoris, quod offerebat se probaturum, si sibi negaretur. Ad hoc respondebat dictus Richardus quod idem Gilebertus super hoc non debebat audiri, cum non venisset ad hoc petendum infra annum et diem, a tempore empcionis predicte, quod offerebat se probaturum si sibi negaretur: Tandem, dicto Gileberto hoc negante, lite in hac curia contestata, et juramento super hoc a partibus facto, quesitum fuit ab ipso Richardo quomodo vellet hoc probare, qui se obtulit hoc probaturum per recordacionem assisie Constancie, in qua fuit saisitus, et homagium fecit de terra predicta, sicut dicebat. Postmodum, die prefixa ad recordacionem in hac curia faciendam, ad usus et consuetudines Normannie, dicto Richardo presente cum testibus suis, quos producebat, dictus Gilebertus contramandavit, quod facere poterat, ad usus et consuetudines Normannie, sicut dicebatur pro ipso. Ad hoc dicebat dictus Richardus quod non debebat recipi ad usus et consuetudines hujus curie in qua lis fuit contestata, cum hoc sit de processu cause, et processus cause debeat deduci ad usus hujus curie, propter quod recipi testes suos petebat et recordacionem suam currere, vel jus utrum deberet fieri, cum in fraudem contramandaverit idem Gilebertus, et ut recordacionem suam possit eidem subtrahere, sicut dicebat: Demum, auditis hinc inde propositis, licet in Normannia posset dictus Gilebertus semel contramandare in hoc casu, ad usus Normannie, sicut quidam dicebant, quia tamen

hujus contramandacio est de processu cause que hic fuit contestata, et cause debent in hac curia tractari ad usus hujus curie, dictum fuit, per jus, quod non reciperetur contramandacio ipsius Gileberti in hoc casu, et quod reciperetur recordacio ipsius Richardi, et fuit recepta hic ad usus Normannie, et fuit pro dicto Richardo (73). Louis IX, 1266.

II. Conquerebatur dominus Balduinus de Avesnis, pro comitissa Flandrie, matre sua, quod ballivus Viromandensis, ad instanciam civium Tornacensium, de novo adjornaverat coram se quosdam francos homines ipsius comitisse, in propria terra sua, quod nunquam factum fuerat usque modo, propter quod petebat quod dominus Rex inhiberet ballivo suo ne id ultra faceret, maxime cum ipsa comitissa parata sit francos homines suos habere coram Rege quociens eidem mandabit: Quia dominus Rex non invenit quod alias factum fuisset, inhibuit ipsi ballivo quod usque ad voluntatem suam non faceret tales adjornaciones in terra ipsius comitisse.

III. Cum nuper plures persone concurrissent Turonibus ad ecclesiam Fratrum-Minorum Turonensium, inter alios ibi venit quidam fur qui habuerat auriculam amputatam pro alio furto, et scindendo quamdam bursam captus fuit in ipsa ecclesia, in presenti forisfacto, a gentibus domini Regis. Archiepiscopus Turonensis, accedens ad Regem, peciit dictam ecclesiam, que cultui divino dedicata est, et a cuilibet judicis secularis potestate exempta, sicut dicebat, de dicto fure resaisiri, dicens quod, per jura scripta que allegabat, et per usum quem super hoc se habere dicebat, debebat dicta ecclesia resaisiri. E contrario dicebatur pro Rege quod, cum idem fur in ecclesia deliquisset, secundum jura scripta, non debebat de eodem ecclesia resaisiri, maxime cum Rex sit in saisina justiciandi tales malefactores, deprehensos in presenti forisfacto in ecclesiis, in eadem diocesi, sicut ballivus dicebat, quem usum negabat archiepiscopus, adiciens quod, si eciam usitatum fuisset, non valeret de jure: Tandem, auditis hinc inde propositis, dictum fuit quod ipsa ecclesia resaisiretur

Louis IX, 1265.

de fure predicto, ita quod inde postmodum expellatur, per secularem justiciam domini Regis qui habet ibi justiciam, penam debitam recepturus, et, si non velint eum expellere de ecclesia, per justiciam secularem capietur ibidem.

IV. Cum dominus Rex, ob defensionem terre et mercatorum, precepisset fieri galeas, ad sumptus patrie, in ballivia Cadomi, ballivus dicti loci compellebat quosdam mercatores de Burdegala qui, per unum, aut duos, vel tres annos, vel amplius manserant, cum uxoribus suis et liberis, apud Cadomum, et merces suas exercebant ibidem, ut contribuerent expensis faciendis pro ipsis galeis, sicut et alii mercatores; unde conquerebantur ipsi mercatores, dicentes quod non debebant contribuere, cum de eisdem bonis que habent apud Cadomum tallientur apud Rupellam, sicut et de aliis bonis que habent ibidem, cum eciam, apud Rupellam, contribuere compellantur de eisdem bonis, expensis galearum quas dominus Edoardus ob eandem causam facit fieri apud Rupellam, propter quod contribuere non tenebantur, quia ita de eisdem bonis duas tallias solvere compellerentur, quod esset contrarium racioni, sicut dicebant: Tandem, auditis ab eisdem mercatoribus propositis, cum expense hujusmodi fiant ob defensionem terre et mercatorum, et dicti mercatores de Rupella residentes fuerint, cum uxoribus et liberis, apud Cadomum per quatuor, quinque, vel sex annos, vel amplius, et merces suas, sicut et alii burgenses dicte ville ibidem exercuerint, determinatum est quod dicti burgenses de Rupella contribuant expensis hujusmodi galearum, sicut et alii burgenses Cadomi.

V. Conquerebantur burgenses Pontis-Audomari quod, cum dominus Rex ad certum redditum assignaverit quamdam halam, apud Pontem-Audomari, ballivus Rothomagensis se opponebat quominus gaudere possent dicta hala, non permittens aliquos venire ad halam ipsorum, quousque hala Regis esset plena, ex quo irritabatur predicta concessio facta eis a Rege, sicut dicebant, propter quod

petebant ipsum ballivum ad desistendum compelli. Ad hoc respondebat dictus ballivus quod, cum Rex ibi retinuerit, et habeat halam suam, primo debet impleri hala Regis, quia aliter de nichilo operaretur Regi retencio hale sue, et, eadem plena, bene volebat quod alii irent ad halam burgensium predictorum : Demum, hiis auditis, dictum fuit quod dicti burgenses non erant super peticione hujusmodi audiendi, et quod primo debebat impleri hala domini Regis. Louis IX, 1263.

VI. Conquerebantur burgenses de Aneto quod, cum ipsi habeant libertatem, et quitti sint de pedagio et constuma, apud Carnotum, comes Blesensis impedit eos quominus possint gaudere hujusmodi libertate, ad solvendum constumam indebite compellens eosdem, propter quod petebant ipsum comitem ad desistendum compelli, et gagia ipsorum hominum, propter hoc a gentibus ipsius comitis capta, sibi reddi. Ad hoc respondebat idem comes quod, cum dicti homines petant libertatem in propria villa sua, super hoc cognicio pertinebat ad ipsum, et de hoc curiam suam petebat. Ad hoc dicebant ipsi homines quod, cum usi fuerint hujusmodi libertate, a tempore a quo non extat memoria, nec eam teneant ab ipso comite, curia non erat, super hoc, comiti predicto reddenda : Tandem, hiis auditis, dictum fuit quod dicti homines eant coram dicto comite, libertatem quam petunt ostensuri, et dominus Rex mittet ad videndum quod jus fiet eisdem, et, si ipsi probent libertatem, nec comes eisdem deliberaverit libertatem suam, Rex hoc faciet fieri.

VII. Conquerebatur abbatissa Auregniacensis quod duo filii Henrici de Lergies, militis, in quadam propria villa ipsius abbatisse, que est de speciali garda et fundacione regum Francie, sicut et abbacia Auregniacensis, proprium majorem ipsius abbatisse ceperant, et per pedes, manus et caput ipsum ligaverant, per violenciam ab eodem majore, in domo et in presencia dicti Henrici, patris sui, triginta libras extorquentes. Dicebat eciam quod, cum ipsa conquesta

Louis IX, 1265. fuisset, super hoc, ballivo Viromandensi et prepositis suis de Ribemonte, et gentes Regis, adjornantes ipsum militem et filios suos, propter hoc ad domum dicti militis ibidem misissent, filii dicti militis clauserunt et tenuerunt ipsam domum contra servientes domini Regis, nolentes ad mandatum ballivi venire; propter quod petebat dictam injuriam et violenciam, sibi factam in garda domini Regis, emendari pro Rege, cum, in injuriis et violenciis sibi factis in dicto loco, per Regem, utpote custodem suum, emendam suam semper habuerit, sicut dicebat. Item dicebatur contra eosdem filios ipsius Henrici quod, frangendo saisinam Regis, in domo cujusdam burgensis domini Regis de Brueriis ceperant et rapuerant quamdam quantitatem bladi, quam sibi petebat restitui dictus burgensis. Postmodum, cum preceptum fuisset comiti Blesensi quod dictum Henricum et filios suos predictos, qui sunt cubantes et levantes sub ipso, haberet coram Rege, ad istud parlamentum, super predictis responsuros; in dicto vero parlamento, cum dictus comes ipsum Henricum haberet coram Rege, filiis ipsius Henrici absentibus contumaciter, supradictis omnibus contra ipsum Henricum et filios suos absentes propositis, ut premissum est, dictus comes peciit curiam suam de eodem Henrico, cubante et levante sub ipso, cum in presenti forisfacto captus non fuerit, sicut dicebat. Ad quod respondebatur, pro abbatissa, quod de facto hujusmodi, facto in presencia ipsius Henrici, et in domo sua consummato, et quod factum fuerat frangendo gardam Regis, non debebat curiam habere, et maxime cum ipsa in injuriis et violenciis se justiciaverit per Regem, nichil ibi tenens ab ipso comite sicut dicebat, cum eciam ballivus incepisset super hoc cognoscere, et, in contemptum regie dignitatis, efforciata fuisset domus ejusdem Henrici gentibus domini Regis, de qua domo exierant ad id perpetrandum, et, post factum, redierant ad eamdem. Pro dicto eciam burgensi de Brueriis dicebatur quod comes non debebat de facto ipsius bladi habere curiam de eodem Henrico, cum filii sui dictum bladum detulerint ad domum patris sui predicti : Tandem, comite petente curiam suam de ipso Henrico,

homine suo, et cubante et levante sub ipso, cum in presenti [forisfacto] non fuisset deprehensus sicut dicebat, abbatissa et burgensi predictis ad hoc se opponentibus, racionibus supradictis hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod, in quantum tangebat factum hujusmodi, violenciam factam gentibus domini Regis, comes non haberet curiam suam; in quantum tangebat factum burgensis de Brueriis, cum dictus miles non fuisset deprehensus in presenti forisfacto, comes haberet curiam suam, tanquam de homine suo, et cubante et levante sub ipso; in quantum tangebat abbatissam, que est de garda Regis, determinatum fuit quod per Regem emendaretur, hoc modo videlicet quod ballivus domini Regis accederet ad locum, et vocaret partes, et, si inveniret factum tale sicut abbatissa proponebat, preciperet comiti quod infra terminum ab ipso ballivo sibi prefigendum, secundum inquestam ipsius ballivi super hoc factam, hoc factum emendari faceret, et, si comes hoc non faceret infra dictum terminum sibi super hoc assignatum, ballivus regius hoc faceret, si vero ballivus non inveniret hoc factum ita manifestum, referat ad curiam inquestam inde factam. Louis IX, 1265.

VIII. Accedens ad dominum Regem, dominus Borbonii conquerebatur quod, cum ipse justiciaret burgenses Silviniacenses eo quod non venerant ad cavalcatam suam, sicut debebant, super hoc requisiti, ballivus Bituricensis impediebat eum, non permittens ipsum gaudere emenda inde sibi debita, ut dicebat, petens quod impedimentum suum amoveret idem ballivus. Postmodum, vocatis ipsis burgensibus, post diem consilii et post diem ostensionis, cum dominus Borbonii predictus peteret cartam regis Philippi, super ipsa cavalcata confectam sibi teneri, predicti burgenses responderunt quod, cum uxor domini Borbonii, ex parte cujus movebat hereditas, presens non esset, nolebant eidem respondere, nisi per jus deberent hoc facere. Ad quod dicebat idem dominus quod hoc non debebat impedire peticionem suam, cum ipse solum peteret quod carta regis Philippi, per quam apparebat quod acordatum fuerat inter Guidonem

Louis IX. 1268. de Domna-Petra, dominum Borbonii, et dictos burgenses, cavalcatam ipsi Guidoni et suis successoribus deberi, a burgensibus antedictis sibi teneretur. Dictum fuit quod responderent non obstantibus premissis. Postmodum quesitum fuit a domino Borbonii utrum requisisset priorem, decanum Silviniacenses ac burgenses predictos, secundum formam in ipsa carta expressam, super facto cavalcate ejusdem. Respondit quod sic: Tandem, post multa hinc inde proposita, et tenore ipsius carte plenius inspecto, injunctum fuit ballivo Bituricensi quod, si invenire posset quod dominus Borbonii priorem, decanum ac burgenses Silviniacenses requisisset, secundum formam carte predicte, ipsum dominum gaudere permitteret de emenda sua sibi debita ab ipsis burgensibus, eo quod non venerant ad cavalcatam suam, et fuit determinatum quod carta sua ipsi domino teneretur. Abbas tamen Cluniacensis, qui presens erat, et procurator prioris et conventus Silviniacensium protestati fuerunt quod jus suum super hoc esset eis salvum, cum dicti homines sint burgenses sui et justiciabiles eorumdem, sicut dicebant, et maxime cum non appareret, ex tenore ipsius carte, quod ipse abbas vel prior et conventus predicti vocati fuissent, vel assensum suum prebuissent acordacioni hujusmodi, de qua loquitur carta predicta, sicut dicebant. Dominus Borbonii similiter protestatus fuit de jure suo.

IX. Facta pace, per curiam, inter dominum de Perreria et ejus filium, ex una parte, et Renerum de Stangno, armigerum, ex altera, cum in ipsa pace retentum fuisset, pro ipso Renero, quod dampna sua, que sibi fecerat idem dominus de Perreria, sibi redderet, si constare posset quod, per preceptum vel judicium curie istius, actum fuisset, durante contencione inter ipsos, quod reddi deberent eidem, dictus dominus de Perreria negavit hoc per curiam preceptum seu judicatum fuisse: Tandem, partibus super hoc petentibus recordacionem curie, non potuit inveniri; per recordacionem curie, quod ita preceptum seu judicatum fuisset in hac curia quod dampna hujusmodi reddi deberent ipsi Renero, nec habebit ea.

X. Cum, questione mota inter majorem et pares Belvacenses, ex una parte, et milites ac alios homines episcopi Belvacensis, qui cavalcatam fecerant de mandato ipsius episcopi contra ipsos Belvacenses, ex altera, idem episcopus, in hac curia, de hoc facto, ipsos homines advocaret, et factum hujusmodi traheret ad se, dictis majore et paribus se opponentibus super hoc, et volentibus quod hic responderent, terminatumque fuisset quod dictus episcopus hoc factum poterat ad se trahere; postmodum, cum dicti major et pares peterent in hac curia sibi restitui a dicto episcopo dampna sibi illata in cavalcata hujusmodi, videlicet majori de pressorio suo combusto, quibusdam aliis burgensibus, cuilibet de dampno suo et de riparia, que currit per villam, distornata et subtracta per dictum episcopum, idem episcopus peciit, super hiis, curiam suam, cum essent justiciabiles sui, et ipse, per francos homines suos, paratus esset jus eisdem facere fieri, nec super hoc in aliquo fuisset defectu, sicut dicebat. Ad hoc dicebant ipsi major et pares quod dictus episcopus non debebat super hoc habere curiam, cum de facto cavalcate predicte, quam ad se traxerat, ageretur, nec ipse de proprio facto suo deberet cognoscere, ut dicebant; preterea, cum cavalcata hujusmodi facta fuisset super communiam Belvacensem que est domini Regis, et in qua nichil habet episcopus antedictus, cum eciam dampna hujusmodi data fuissent post inhibicionem domini Regis, sicut dicebant. Ad hoc dicebat episcopus quod nichil dixerant per quod deberet sibi sua curia denegari, cum peterent de dampnis factis certis personis que sunt de justicia ejus, et non de dampnis factis communie, sicut dicebat. Quod autem dicebantur esse illata post inhibicionem Regis, hoc negabat episcopus, et de hoc offerebat se purgaturum erga dominum Regem, si sibi placeret: Tandem, partibus super hoc jus petentibus, et hinc inde propositis plenius intellectis, cum non ageretur de dampnis illatis communie, nec de bonis communie, set solum de dampnis illatis personis singularibus, cum nec eciam riparia, de cujus distornacione tangebant, sit propria communie, nec data racione communie, set sit omnium de communia, et aliorum, Louis IX, 1265.

Louis IX. 1265. tam clericorum quam aliorum, determinatum fuit quod episcopus haberet super hoc curiam suam.

XI. Theobaldus de Castello, civis Rothomagensis, petebat a domino Rege sibi reddi quamdam domum sitam in nundinis de Monte-Martini, que fuit Thome de Preres, quam comes Renaudus Bolonie dederat Roberto de Castello, patri suo, quam dominus Rex tenebat in manu sua, sicut dicebat. Dominus Rex precepit ballivo suo Constantinensi quod super hoc addisceret veritatem : Tandem, audita relacione ballivi super hoc, quia inventum fuit quod, tam dominus Rex quam alii ex quorum eschaeta terra, in qua sita est domus ipsa, venit ad dominum Regem, domum ipsam tenuerunt per quadraginta annos et amplius; intellecto eciam, per litteram super ipsa donacione confectam, quod in ipsa littera non continebatur quod data fuisset in perpetuum vel ipsi Roberto et heredibus suis, determinatum fuit quod idem Theobaldus de Castello non erat super peticione hujusmodi audiendus.

XII. Conquerebantur episcopus, decanus et capitulum, abbates et clerus civitatis et diocesis Engolismensis, quod comes Engolismensis mutaverat pluries monetam suam, et eam fecerat deteriorem in pondere et lege quam fecerint comites Engolismenses, predecessores sui, ex quo dampnificati erant, tam ipsi quam homines sui, in decem millibus libris, sicut dicebant; adicientes quod in majus [agebat] dampnum et fraudem ipsorum et totius terre in mutacione ipsarum monetarum, [cum] quasi nullam aut modicam differenciam faciebat, quemdam punctum, qui erat a dextra parte crucis, mutando solum ad partem sinistram, ita quod vix aut nunquam poterat cognosci moneta, et ita recipiebatur prava et deterior moneta pro bona et forciori indifferenter; propter quod petebant quod dominus Rex faceret ipsam monetam cadere, et sibi et hominibus suis restitui dampna sua. Postmodum, cum dictus comes, propter hoc in jure vocatus, premissa taliter facta fuisse negaret, et dominus Rex ad

hec inquirenda misisset decanum Beati-Martini Turonensis et ballivum Turonensem, dictus comes, coram inquisitoribus, confessus fuit mutacionem et deterioracionem predictam, et quod ob hoc dampnificati fuerant, tam clerus quam homines eorum, in duobus millibus libris; set quod non teneretur ad hujusmodi dampna pretendebat eo quod, tam ipse quam predecessores sui fuerunt in longa et pacifica possessione mutandi monetas suas, meliorandi et deteriorandi, quociens sibi placebat, sicut dicebatur pro ipso: Tandem, audita confessione ipsius comitis, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit et preceptum quod caderent ipse monete taliter mutate et deteriorate in pondere et lege, et fuit preceptum comiti quod eas cassaret, nec ultra faceret currere; preceptum eciam fuit ipsi comiti quod, si vellet facere monetam, bonam monetam faceret de pondere et lege, et quod eam faceret currere ubi deberet currere. De predictis autem dampnis, retinuit dominus Rex alias precipere voluntatem suam (74). Louis IX, 1265.

XIII. Cum Johannes Barat recesisset de terra domini Henrici de Navarra, fratris regis Navarre, et venisset ad Villam-Novam-Regis, idemque dominus Henricus propter hoc arrestasset de bonis ejusdem Johannis, postmodum idem Henricus et Johannes Barat super hoc compromiserunt in regem Navarre qui dictum Johannem condempnavit in quingentis libris ipsi fratri suo reddendis. Postea, cum dictus Henricus, pro pecunia hujusmodi habenda, assignaret ad bona dicti Johannis, ballivus Senonensis impediebat eum quominus gauderet bonis predictis, ad instanciam dicti Johannis; propter quod petebat idem Henricus ipsum impedimentum tolli: Tandem, partibus vocatis, cum procurator dicti Henrici peteret arbitrium ipsius Regis, super quo patentes litteras ipsius Regis exhibebat, sibi teneri, dicto Johanne proponente quasdam convenciones sibi factas a gentibus ipsius Regis, que sibi non fuerant observate, sicut dicebat, propter quod dicebat ipsum arbitrium non valere, audita littera ipsius regis Navarre super dicto arbitrio confecta, et hinc inde pro-

Louis IX, 1265. positis plenius intellectis, dictum fuit et preceptum ballivo Senonensi quod, non obstantibus ab eodem Johanne propositis, permitteret ipsum Henricum gaudere dictis quingentis libris, secundum tenorem littere dicti Regis.

XIV. Cum per curiam preceptum fuisset comiti Engolismensi quod dampna data quibusdam mercatoribus de Berbezillo ab Olivero de Chalesio, milite, homine suo ligio, et in feodis ipsius comitis, eisdem redderet vel reddi faceret, et dictus comes ad dampna hujusmodi restituenda compelleret dominum de Ruppe, et quod dicti mercatores disrobati fuerant veniendo ad feriam ipsius domini de Ruppe, seu inde redeundo, sicut idem comes dicebat, idem dominus de Ruppe, accedens ad dominum Regem, proposuit quod, cum aliàs idem comes ad hoc idem compelleret ipsum dominum de Ruppe, et alias super hoc inter ipsum et comitem fuisset in hac curia litigatum, per curiam fuit super hoc absolutus, adiciens quod, in dicta villa de Blanzac, in qua fuerant disrobati, non habebat pedagium, quam deliberacionem seu absolucionem negabat idem comes: Tandem, partibus super hoc petentibus recordacionem curie, habita deliberacione et consilio, recordata est curia quod idem dominus de Ruppe super hoc alias fuit per curiam istam absolutus, et fuit preceptum comiti quod res ipsius domini de Ruppe, propter hoc captas, deliberaret eidem; preterea preceptum fuit comiti quod de arreragiis terre ipsius Oliveri de Chalesio qui fecerat robariam, quam idem comes saisiverat, sicut dicebat, eisdem mercatoribus satisfaceret, et ad hoc faciendum terram predictam ipsius Oliveri, de ipso moventem, venderet, si opus esset.

XV. Conquerebantur major et jurati de Brayo super Sonmam quod, cum ipsi essent in possessione, a tempore quo villa Braii fuit firmata, habendi pisces fossati ejusdem ville, dominus Droco de Braia, tunc ballivus Ambianensis, dissaisivit eosdem piscibus dicti loci quos ipsi vendiderant pro muris ipsius ville reparandis; unde

petebant se super hoc in pace dimitti, ita quod possent gaudere piscibus dicti loci, maxime cum ex dono regis Philippi haberent eosdem pisces, sicut offerebant se probaturos per testes: Tandem, cum dominus Rex, primo per Berterum Angelardi, ballivum Ambianensem, secundo per Galterum Bardini, successorem suum in ballivia Ambianensi, precepisset veritatem addisci, postmodum, audita relacione ipsorum ballivorum, precepit curia dicto Galtero, ballivo Ambianensi, quod ipsos majorem et juratos permitteret gaudere piscibus dicti loci, et de eisdem suam facere voluntatem. Locis IX, 1265.

XVI. Cum quidam homo, apud Foilletum, juxta Corbeiam, attulisset panem venalem, Simon de Foilleto, miles, ipsum panem arrestavit, utendo jure suo, eo quod non fuerat coctus ad furnum suum, in quo sunt homines dicti loci bannerii, sicut dicebat; quem panem cum arrestasset, major et jurati Corbienses dictum panem rescosserunt gentibus ipsius militis. Postmodum, cum dictus Simon conquereretur super hoc de predictis majore et juratis, petens de hoc pane se resaisiri, et hoc sibi emendari, major et jurati responderunt quod non debebat idem Simon de ipso pane resaisiri, quia hoc per jus suum facere potuerant, racione cujusdam judicii, per curiam, contra ipsum Simonem, pro se noviter dati, sicut dati[1]: Tandem, cum partes peterent quod sibi per curiam diceretur jus, utrum per judicium predictum hoc potuissent facere major et jurati predicti, auditis et intellectis ipsius judicii verbis, per quod pronunciatum fuerat quod villa de Foilleto est de communia Corbeie, et quod major et jurati Corbienses habent justiciam in homines de Foilleto, sicut habent in homines Corbienses, in hiis que pertinent ad communiam, dictum et pronunciatum fuit quod per verba predicti judicii non potuerant ipsum panem rescusisse Simoni predicto; propter quod fuit eis preceptum quod de ipso pane resaisirent Simonem supradictum, et emendarent.

XVII. Preterea, conquerebatur idem Simon de Foilleto quod,

[1] Lisez *dicebant*.

Louis IX, 1265. cum gentes sue cepissent ad presentem mesleiam duos homines qui non erant de communia Corbiensi, in dicta villa de Foilleto, justicie cujus ville saisinam habuerat per curiam, ut dicebat, ipsi major et jurati Corbienses ipsos homines gentibus suis rescusserant; propter quod petebat se resaisiri de ipsis hominibus, et hoc sibi emendari. Ad hoc respondebant major et jurati quod idem Simon super hoc non debebat audiri, quia, per cartam suam, sicut dicebant, ad ipsos hujusmodi justicia pertinebat: Tandem, audita carta ipsorum, et hinc inde propositis et intellectis, preceptum fuit ballivo Ambianensi quod, si inveniret ipsos duos homines, de quibus agitur, non esse de communia Corbeiensi, dei psis hominibus faciat dictum Simonem resaisiri, et rescoussam hujusmodi emendari.

XVIII. Precepit dominus Rex comiti Engolismensi quod quamdam colligacionem, factam ab ipso et baronibus ac militibus terre sue, de qua conquerebantur episcopus, capitulum et totus clerus civitatis ac dyocesis Engolismensis, cassaret et penitus irritaret, nec de cetero uteretur eadem.

XIX. Ordinavit et precepit curia quod Johannes de Villaribus, miles, compellatur, per capcionem rerum et eciam corporis sui, si opus fuerit, ad hoc quod liberis defuncti Achardi de Villaribus remanere possit terra ipsius Johannis, dicto Achardo, per defectum ipsius Johannis, vendita, de mandato curie, per dominum Matheum de Belna, militem, tunc ballivum Viromandensem, et quod uxor dicti Johannis ipsam vendicionem concedat, et ratam habeat, vel dictus Johannes pro ipsa terra competentem restitucionem faciat alibi liberis antedictis, et fuit hoc preceptum ballivo Silvanectensi.

XX. Petebatur, pro quodam milite qui iverat in Apuliam, quod, cum ipse movisset causam contra abbatem et conventum Case-Dei, coram ballivo Silvanectensi, antequam iter arriperet in Apuliam, eamdem causam posset prosequi, per procuratorem agendo

in hac curia ubi causa fuerat de mandato Regis revocata, quod pars adversa dicebat, secundum consuetudinem hujus curie, fieri non debere : Tandem, hoc relato domino Regi, habito consilio, pronunciatum fuit quod non audiretur idem miles, per procuratorem agendo. Louis IX, 1266.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXVI.

I. Preceptum fuit ballivo Biturícensi quod, cum consergius domus domini Regis de foresta, prope Bituricis, diu justiciaverit homines dicti loci pro Rege et nomine Regis, ipse ballivus justiciari faciat dictos homines, et in dicto loco, vel prope, prout commodius poterit, per prepositum Biturícensem, vel per ipsum consergium, vel per alium, et, si aliquis alius reclamet jus in ipsa justicia, faciat jus conquerenti, et jus Regis conservet.

II. Poinçardus de Stratis, miles, dederat cuidam armigero treugam ad certum terminum de se et suis. Postmodum, cum peteretur ab eodem, sub eadem forma, treuga prorogari, idem Poinçardus noluit eandem prorogare sub eadem forma, volens ponere extra ipsam treugam Ansellum, fratrem suum, qui, pendente ipsa treuga, ipsum male et graviter leserat, propter quod ipsum, tanquam hostem suum, et quem nollet mori nisi per manum suam, ut dicebat, volebat ponere extra treugam predictam, vel jus; armigero e contra dicente quod, sub priori forma, prorogari debebat : Tandem, hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod idem Poyncardus ponere poterat extra ipsam treugam dictum fratrem suum, ex causa de novo superveniente inter ipsum et fratrem suum. Pre-

Louis IX, 1266. cepit tamen curia quod ipsum fratrem suum forjuraret, et de se et aliis treugam daret.

III. Precepit curia quod homines de Brueriis resaisiant homines de Vallibus et de Hardone, de Junccis et de Rosellis quos violenter et post apellacionem interposuerant ad curiam Regis, eo quod post apellacionem hoc fecerunt. Et fuit hec resaisina facta, racione appellacionis, non racione juris quod ibi haberent, vel quod alias possent ibi capere predicti homines de Vallibus et de Hardone, et ita preceptum fuit alias Gaufrido de Roncherolis, militi, tunc ballivo Viromandensi, sicut recordatus est curie.

IV. Cum . . . . . castellanus Belli-Masi, adjornatus ad assisias domini Regis, apud Sanctum-Quintinum, secum duxisset quemdam militem suum nomine Jacobum, Eustachius de Bantues, burgensis Sancti-Quintini, ipsum militem de equo suo traxit ad terram, et eum male tractavit, et graviter verberavit, sicut dicebat idem castellanus, propter quod petebat idem castellanus quod dominus Rex hoc sibi faceret emendari. Hoc audito, major Sancti-Quintini peciit sibi reddi curiam de hoc facto, cum malefactor esset suus burgensis, et infra villam Sancti-Quintini, in qua habet infraccionem et talem justiciam per cartam regiam, sicut dicebat, esset perpetratum hoc delictum. Ex adverso dicebatur pro Rege, et pro ipso . . . . . castellano, quod justicia hujus facti pertinebat ad Regem, cum, in conductu assisie Regis, hoc factum fuisset : Tandem, inspecta carta ipsius majoris, et auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod justicia hujus facti, cum factum fuisset in conductu assisie, pertinebat ad Regem, set, si in aliquo tangat hoc justiciam ipsius majoris, bene levet inde emendam suam.

V. Concessit dominus Rex majori et juratis Ambianensibus quod, ad acquitacionem debitorum ville sue, possent levare de quibuslibet viginti solidatis mercature, venditis in villa Ambianiensi, de illis de

communia sua, ab emptore videlicet unum denarium. Quod cum facerent major et jurati predicti, accedens episcopus Ambianensis ad dominum Regem, ex hoc conquestus fuit, asserens ipsam constumam, quam vocabat malam-toltam, in prejudicium ecclesie sue, et in elusionem libertatis in favorem ecclesie date, que dicitur respectus Sancti-Firmini, concessam fuisse, propter quod petebat eamdem penitus revocari, et ad hoc procurandum multa proposuit, majore et juratis predictis e contra plura, pro parte sua, proponentibus, propter que non debebat audiri super hoc episcopus predictus, sicut dicebant, maxime cum de illis de communia sua et ad ipsorum eciam instanciam qui ipsam constumam solvunt, dictus denarius levetur: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum est quod, si illi de quibus levatur idem denarius, et sunt de communia, in hoc assenserint, non erat idem episcopus super hoc audiendus, nec erat constuma hujusmodi ad ipsius instanciam amovenda. Louis IX, 1266.

VI. Concessit dominus Rex majori et hominibus de Brueriis mercatum in villa sua de Brueriis, ad diem jovis, quamdiu sibi placuerit, ita quod teloneum et constuma in ipso mercato sint domini Regis, ad consuetudinem mercati (75).

VII. Determinatum est quod abbas et conventus Cluniacenses remaneant in saisina justicie villarum Templariorum, videlicet de Paluel et de Leillac, in tali videlicet qualem habuit dominus Johannes de Valeriaco, a quo, de assensu domini Regis, habuerunt eamdem.

VIII. Cum, causa mota inter dominam Falquetam, quondam dominam Branciduni, ex una parte, et Anserum de Serciaco et ejus uxorem, ex altera, super castro de Corteveis quod ipsa dicebat in dotalicium sibi fuisse concessum, idem Anserus et ejus uxor habuissent diem consilii et diem ostensionis, postmodum, die pendente secundum omnia erramenta, decessit uxor ejusdem Anseri; qua defuncta, cum dicta domina Branciduni ipsum Anserum et liberos ab

Louis IX. 1266. uxore sua predicta susceptos, super eodem fecisset adjornari, secundum omnia erramenta, dictus Anserus peciit, pro se et liberis suis, diem consilii et diem ostensionis, tanquam de novo adjornamento. Respondebat e contrario ipsa domina Branciduni quod in hac causa, que est de dotalicio, non debebat dari dies consilii et dies ostensionis, set resumi debebat causa ipsa in statu in quo erat tempore mortis matris liberorum ipsorum : Tandem, hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum est quod, cum causa petendi et modus petendi sint iidem, et dictus Anserus et ejus uxor diem consilii et diem ostensionis habuissent in eodem statu, resumetur causa contra ipsum Anserum et liberos ejusdem, nec dies consilii, nec dies ostensionis dabuntur eisdem de novo.

IX. Cum quedam mesleia facta fuisset, apud Corbeiam, inter dominum Gilonem de Malliaco et alios milites et armigeros in domo in qua hospitatus erat ballivus Ambianensis, qui, de mandato domini Regis, ibi venerat ad faciendam inquestam, et, post inhibicionem ipsius ballivi eis factam ne sibi invicem forisfacerent, ballivus pro facto hujusmodi petebat ab ipsis emendam pro Rege, abbate Corbiensi e contra dicente quod, si de facto hujusmodi deberetur emenda, ad ipsum pertinere debebat, cum sit dominus Corbiensis ville, et ibi habeat omnimodam justiciam, nec Rex habeat nisi solum resortum, sicut dicebat : Tandem, hiis auditis, quia mesleia hujusmodi facta fuit in presencia ballivi, in cujus ballivia est ipsa villa Corbiensis, et contra ipsius inhibicionem, determinatum fuit quod Rex habet ibidem emendam, et fuit taxata ad centum libras Parisienses, et bene fuit pronunciatum quod abbati sit salva emenda sua, si eam inde debeat habere.

X. Quidam clericus de Cadomo nomine..... conquerebatur quod, cum, ex concessione Henrici regis Anglie, habeat quod ipse teneat domos suas quas habet apud Cadomum liberas et quietas ab omnibus consuetudinibus, ballivus Cadomi inquilinos, videlicet manentes

in ipsa domo ad locagium, non permittebat gaudere hujusmodi libertate, petens ab eis constumam de mercandisiis suis quas exercent ibidem, cum non teneantur ad eas, sicut dicebat, racione libertatis predicte sibi concesse. Ballivus dicebat e contrario quod non debebant hujusmodi inquilini hac libertate gaudere, cum domino domus et non inquilinis videatur hec libertas esse concessa: Tandem, inspecta ipsa carta per quam conceditur quod ipse dominus domos ipsas teneat liberas et quietas, et de aliis non exprimitur in eadem, determinatum est quod ipsi inquilini non debebant gaudere hujusmodi libertate (76). Louis IX, 1266.

XI. Conquerebantur Templarii et Hospitalarii quod ballivi domini Regis in Normannia, per servientes domini Regis, submonebant proprios homines ipsorum ad inquestas et ostensiones faciendas contra privilegia sua et libertates eis concessas a . . . . . regibus Anglie, et per reges Francie confirmatas, sicut dicebant, propter quod petebant ipsos ballivos super hoc cohiberi et ad desistendum compelli; et offerebant ipsi Templarii et Hospitalarii quod parati erant homines suos mittere, per manum suam, ad inquestas et ostensiones hujusmodi, cum per gentes Regis inde fuerint requisiti. Ad hoc respondebant ballivi quod Templarii et Hospitalarii super hoc non debebant audiri, cum hec ad Regem pertineant, et generaliter contrarium sit hactenus in tota Normannia observatum, et multa proponebant incommoda que in destruccionem pauperum et aliorum de terra ipsa ex hoc quod petunt, si fieret, sequerentur: Tandem, visis cartis ipsorum, et auditis a ballivis propositis, dictum fuit et pronunciatum quod per servientes Regis submonerentur et non per Templarios et Hospitalarios, homines antedicti.

XII. Super contencione que vertebatur inter Galterum, dominum de Karrofio, militem, ex una parte, et Margaretam ejus sororem, ex altera, super eo videlicet quod dicta Margareta petebat a dicto Galtero porcionem ipsam contingentem de omnibus bonis paternis et

Louis IX. 1266.

acquisitis factis, durante communione inter ipsos, in hunc modum facta inter eos composicione amicabili, scilicet quod ipsa Margareta habebit domum de Cigneio, cum pertinenciis suis, et ad propinquius ipsius domus valorem quarte tocius terre et hereditatis paterne et acquisitorum que dictus Galterus, vel alius, nomine suo, tenebat, exceptis fortalicia castri et fossatis de Karrofio et omnibus feodis ubicumque sint, et domo sita Bituricis et excepto [dotalicio] matris dictorum Galteri et Margarete. Item fuit inter ipsos discordia super solucione feodorum, elemosinarum et reddituum in quibus predicta inter dictos Galterum et Margaretam sic divisa tenebantur qualiter et pro quantis porcionibus debent solvi per Galterum et Margaretam predictos : Tandem, auditis partibus, ordinatum fuit quod de redditibus seu honeribus in quibus dicta bona tenentur, communiter dictus Galterus et dicta Margareta, solvat unusquisque pro rata, secundum quod habebit de bonis predictis. Item si aliqua de predictis sint in aliquibus certis redditibus seu honeribus specialiter honerata, ille qui taliter honerata habebit in partem, illud honus vel redditum cum integritate persolvat; ita tamen quod, si illa que dicta Margareta ad propinquius domus de Cigneio, ut dictum est, assignata in aliquo honere vel redditu teneantur, taliter et tanta fiet ei assignacio quod dicta Margareta habeat valorem quarte partis, sicut dictum est, cum omni honere et redditu prededucto.

XIII. Conquerebantur major et pares Belvacenses domino Regi quod episcopus Belvacensis, de quibusdam articulis de quibus pronunciatum fuerat per curiam quod cognicio de eis pertinebat ad Regem, et de quibus preceptum fuerat per curiam ipsi episcopo quod eos non traheret ad aliam curiam, et si tractos teneret, quod inde deliberaret eosdem, adhuc trahebat ipsos ad curiam ecclesiasticam, et tractos tenebat, et ipsos tenebat, propter hec, excommunicacionis vinculo innodatos, contra mandatum curie super hoc factum alias veniendo. Quod cum negasset episcopus, obtulerunt major et pares se hoc probaturos, et pecierunt quod reciperetur prius super hoc

parcium juramentum, secundum statutum regium super hoc editum, ut dicebant. Episcopus vero dicebat e contrario quod de hiis, cum tangant juridiccionem suam spiritualem, non tenebatur hic respondere, nec jurare: Tandem, cum a partibus peteretur utrum jus vellent audire an non, an deberet fieri hujusmodi juramentum, et partes peterent hoc jus sibi fieri, viso predicto statuto regio, et auditis hinc inde propositis, terminatum et pronunciatum fuit quod idem episcopus non tenebatur facere hujusmodi juramentum. Louis IX, 1266.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXVI.

I. Quidam de Perona petebat certum redditum a quolibet sommario, merces deferente, et per pedagium Perone transeunte. Ballivus Ambianensis opponebat se, pro Rege, quod non haberet dictum redditum, cum dicti mercatores modo non vadant ad nundinas Campanie, propter quas dictus redditus debebatur, sicut ballivus dicebat, set vadant alibi; dicto homine e contra dicente quod, racione dicti pedagii Perone, sibi debebatur idem redditus, et non racione Campanie, et quod, a tempore a quo non extat memoria, fuerat in possessione percipiendi ibidem dictum redditum: Tandem, audita saisina pacifica ipsius hominis, deliberatus fuit ipsi homini dictus redditus, non obstante opposicione ballivi.

II. Orta questione, inter ballivum Rothomagensem, pro domino Rege, ex una parte, et Johannem dictum Harenc, militem, ex altera, super patronatu ecclesie de la Haranguiere: Licet idem Johannes fuisset in saisina presentandi ad dictam ecclesiam, quia

Louis IX, 1266. tamen per cartam factam ipsi Johanni a Rege de quadam donacione, racione cujus presentaverat, constitit quod jus hujus patronatus, secundum consuetudinem patrie, pertinebat ad Regem, determinatum fuit quod presentacio facta a Rege de ipsa ecclesia teneret, non obstante presentacione ipsius Johannis.

III. Mota questione, inter ballivum Viromandensem, pro domino Rege, ex una parte, et comitem Blesensem, ex altera, super garda cujusdam granchie monasterii Vallis-Secrete que dicitur Ermenovilla, quam idem ballivus, abbas eciam et fratres dicti loci dicebant spectare ad Regem, ipso comite dicente e contrario quod ad ipsum pertinebat, cum infra [metas] castellanie sue de Guysia sit sita, dominus Rex precepit ipsi ballivo quod super hoc addisceret veritatem. Ballivus vero postmodum retulit quod invenerat dictam granchiam de Ermenovilla esse sitam infra castellaniam predictam, et quod Rex usus fuerat dicta garda per quindecim annos citra et non amplius, quod eciam audierat ab abbate Premonstratensi, patre abbate dicti loci, quod garda pertinebat ad dictum comitem : Qua relacione ballivi audita, deliberata fuit dicto comiti ipsa garda.

IV. Cum comes Suessionensis fecisset adjornari decanum et capitulum Sancti-Petri in parvisio Suessionensi coram ballivo Viromandensi, super proprietate justicie cujusdam multri et cujusdam latronis quorum saisinam habuerat per istam curiam, ut dicebat, ipsi decanus et capitulum proposuerunt quod non tenebantur super hiis respondere, cum, in curia ista, super facto dicti multri et latronis fuisset, tam super petitorio quam possessorio, pronunciatum pro ipsis, sicut dicebant, et hoc offerebant se, per recordacionem curie, probaturos, si hoc negaret dictus comes. Quod cum idem comes negasset, ballivus remisit eos ad curiam, recordacionem curie super hoc audituros : Tandem, partibus hic presentibus, et recordacionem curie super hoc petentibus, recordata est curia quod, quantum ad multrum, pronunciatum fuit pro ipsis decano et capitulo super

proprietate, quantum ad domum Nevelonis; quantum ad latronem, fuit pronunciatum super possessorio. Louis IX. 1266.

V. Conquerebatur episcopus Aniciensis quod senescallus Belliquadri posuerat quemdam servientem pro Rege, et cum eo quemdam judicem in civitate Aniciensi, in qua idem episcopus omnimodam habet juridicionem, ut dicit, asserens hoc factum fuisse in suum prejudicium et gravamen; unde petebat dictum servientem ac judicem de ipsa civitate sua amoveri : Demum, audita conquestione ipsius episcopi, audito eciam domino Arnulpho de Curia-Feraudi qui, dum esset senescallus, dictos servientem et judicem ibidem posuerat, pronunciatum fuit quod dicti serviens et judex amoverentur de civitate predicta.

VI. Dominus Guillermus de Corteneio fecerat adjornari comitem Sacro-Cesaris in hac curia, super facto cujusdam convencionis inter eos habite, ut dicebat. Audita vero peticione ipsius Guillermi, idem comes proposuit quod, cum quedam convencio, tangens factum persone sue, peteretur ab ipso, et ipse esset, ad presens, cubans et levans in feodo domini Borbonii, et sub feodo ipsius, volebat habere recursum ad curiam ipsius domini Borbonii, et dictus dominus curiam suam petebat de ipso comite. Dictus vero Guillermus ex adverso dicebat quod hic debebat respondere, nec remitti ad curiam dicti domini Borbonii : Tandem, consilium domini Regis attendens quod, si comites et alii barones regni Francie, quando violencias et injurias fecerint, vel alia tangentia factum personarum suarum, propter aliquod domicilium quod sub aliis dominis habent, recursum peterent ad curiam dominorum suorum, cum super hiis moveretur questio contra eos, licet capud baroniarum suarum a domino Rege teneant, et sub Rege habeant suum domicilium principale, hoc plurimum cederet in prejudicium eorum qui de ipsis conquererentur baronibus, et in diminucionem dignitatis regie non modicum redundaret; qua consideracione habita, unanimi as-

Louis IX, 1260. sensu tocius consilii pronunciatum fuit quod idem comes non haberet reditum ad curiam domini Borbonii, set in hac curia responderet (77).

VII. Questione mota super diversis articulis, in curia ista, inter abbatem et conventum Sancti-Richarii, ex una parte, et majorem et scabinos ejusdem loci, ex altera, curia volens parcere laboribus parcium et expensis, partes remisit ad ballivum Ambianensem ut partibus jus in assisia exhiberet. Tandem ballivus, adhibita diligencia, inter partes concordiam reformavit, de communi assensu eorum. Postmodum, cum ipsi major et scabini de pace hujusmodi resilirent, abbas et conventus predicti, volentes pacem tenere, dictos majorem et scabinos fecerunt adjornari coram Rege, servaturos pacem predictam, vel dicturos quare hoc facere non deberent. Tandem, dictis majore et scabinis presentibus, supplicatum fuit domino Regi, ex parte ipsorum abbatis et conventus, quod pacem ipsam faceret teneri. Cui supplicacioni se opponentes, major et scabini predicti dixerunt quod pacem ipsam, nec volebant, nec tenebantur servare, cum, absque communis sui assensu, per dictum majorem et duos vel tres e sociis suis solummodo facta fuisset, ut dicebant: Demum, dominus Rex et ejus consilium attendentes quod per litigia et dissensiones hujusmodi destruebantur et monasterium et villa, audita relacione ballivi Ambianensis qui pacem ipsam fecerat, intellecto eciam, per eundem ballivum, quod, una cum ipso majore, tractatui hujus pacis interfuerant et consenserant quadraginta de melioribus et majoribus ville Sancti-Richarii, et per quos plus regitur villa ipsa, voluit dominus Rex et precepit quod pax ipsa teneretur inter ipsos abbatem et conventum, ac majorem et scabinos predictos, in quantum tangit eos, salvo jure alterius cujuscumque.

VIII. Egidius Philippus et Michael de Nealpha fecerant in hac curia adjornari buticularium Francie, petentes ab eo quamdam summam pecunie, occasione cujusdam bosci quem, vivente comi-

tissa uxore sua, eis vendiderat, nec, mortua ipsa comitissa, ex parte cujus movebat, eis potuerat garentire. Idem vero buticularius, post multas altercaciones, proposuit quod super hoc non tenebatur eis respondere, cum, mortua dicta comitissa, mota questione inter ipsum buticularium et heredes et executores dicte comitisse, concordatum fuisset quod ipse teneretur solvere debita que debebant, Parisius, ipse buticularius et comitissa, dum vivebat, et alii tenebantur reddere debita que extra Parisios debebantur, et dicti burgenses adheserunt eis qui debita, extra Parisios contracta, solvere tenebantur, et ab eis partem aliquam predicte pecunie sibi debite recepe- runt; propter quod nichil de cetero petere poterant ab ipso buticulario, sicut dicebat, et hoc offerebat se probaturum ad respectum curie. Hiis dictis, burgenses convenciones et solucionem hujusmodi negaverunt. Tandem, cum dies assignata esset dicto buticulario ad probandum premissa, post diem consilii et post diem ostensionis, dicta die ipsi burgenses defecerunt. Post quem defectum, cum burgenses fecissent adjornari dictum buticularium, secundum erramenta facta peticione ipsorum, buticularius respondit quod, cum ipsi post diem ostensionis defecissent, sicut ipse amisisset saisinam, si dicta die defecisset, eodem modo volebat quod ipsi caderent a peticione sua vel saltem cause amitterent erramenta, vel jus utrum fieri deberet, burgensibus ex adverso respondentibus quod, non obstante ipso defectu, respondere tenebatur: Tandem, hinc inde propositis plenius intellectis, et jus sibi fieri petentibus, determinatum et pronunciatum fuit quod, racione dicti defectus facti post diem ostensionis, omnia erramenta cause amitterent burgenses predicti. Louis IX. 1266.

IX. Visa et intellecta carta abbatis Cussiacensis, Premonstratensis ordinis, a rege Philippo sibi concessa, non obstantibus a ballivo Viromandensi in contrarium propositis, preceptum fuit ipsi ballivo quod faceret eis juramentum quod petebant, secundum tenorem carte sue, maxime cum dominus Petrus de Fontanis, dominus Matheus de Belna, et dominus Gaufridus de Roncherolis, qui ballivi

Loeis IX, 1266. Viromandenses fuerunt ante istum ballivum, hujusmodi juramentum, sicut dicebatur, ipsi abbati fecissent.

X. Mota questione, inter buticularium Francie, ex una parte, et abbatem Maciacensem, ex altera, super centum solidis quos idem buticularius petebat a dicto abbate, in novitate sua, racione buticularie : Tandem, cum idem abbas in causa hujusmodi aliquos fecisset defectus, determinatum fuit et pronunciatum quod, propter erramenta cause, idem abbas solvere tenebatur ipsi buticulario dictos centum solidos ista vice, salvo jure suo in aliis.

XI. Conquerebatur Petrus, dictus Chevrer, serviens domini Regis, quod, contra convencionem habitam inter ipsum et fratres suos, ex una parte, et dominum de Monte-Beleti, ex altera, coram regina Blancha, idem dominus Montis-Beleti firmabat novam fortericiam in colle Montis-Beleti, in quo alias fuerat diruta, de mandato hujus curie, occasione patris ipsius Petri, ballivi Masticonensis, interfecti a patre istius domini Montis-Beleti, licet dominus Montis-Beleti qui nunc est solummodo licenciam haberet a Rege faciendi ibidem domum aliquam, in qua habitare posset; propter quod petebat idem Petrus dictam fortericiam penitus dirui : Tandem, quia, audita relacione ballivi Masticonensis, cui dominus Rex preceperat quod, accedens ad locum, sciret utrum fieret ibi fortericia, an non, intellexit dominus Rex quod idem dominus ibi fortericiam faciebat; habito consilio, dominus Rex precepit quod ipsa fortericia penitus et funditus dirueretur.

XII. Supplicabant domino Regi burgenses Monasterii-Sancti-Petri quod, [cum] quidam prepositus dicti loci, non est diu, compulisset eos solvere, pro censa dicte ville, Turonenses, cum solum monetam currentem in patria solvere consueverint ab antiquo, sicut dicebant, eis servitutem novam in eorum prejudicium imponendo, ipse vellet eos ad statutum pristinum revocare : Tandem, invento, per cartam ipsorum, quod nulla moneta nominatur in ipsa carta, audito eciam

longevo usu ipsorum, videlicet quod monetam currentem in patria solvere consueverunt, pronunciatum fuit quod monentem[1] currentem in patria solummodo solvere tenebantur. Louis IX, 1266.

XIII. Mercatores qui emerant pasnagium foreste Resti a domino Rege petebant quod, cum prior de Villari monachorum posuisset quosdam porcos ibidem quos emerat ad ultimum pasnagium, quod facere non poterat, cum non haberet jus faciendi hoc, cum eciam non essent de propria nutritura sua, dominus Rex faceret eos gaudere de eisdem porcis, tanquam de forisfactis. Prior respondebat ex adverso quod super hoc non debebant audiri, quia hoc facere poterat per cartam quandam quam habebat, sicut dicebat idem prior, adiciens quod nullos porcos emerat eodem anno, set illi quos posuit erant de propria nutritura sua: Tandem, visa carta ipsius prioris, in qua, inter alia, continebatur quod concessa erant pascua in dicta foresta pro propriis porcis suis, audito eciam quod usus erat super hoc dictus prior, necnon et quod ab ista eadem impeticione dictorum mercatorum, in parlamento Penthecostes proxime preterito, fuerat absolutus (78), determinatum fuit quod idem prior, proprios porcos suos de nutritura sua, vel quos emerit eodem anno, a tali termino quod secundum consuetudinem ipsius foreste reputari debeant propria nutritura, ponere poterat, tempore pasnagii, in dicta foresta, et absolutus fuit ab impeticione eorumdem mercatorum.

XIV. Conquerebatur abbas Moregniaci subtus Stampas quod, cum quedam quadriga oppressisset et interfecisset quemdam puerum in villa Moregniaci, in qua ipse habet jurisdiccionem, ut dicit, ballivus Stampensis quadrigam et equos ipsius quadrige, tanquam espaves, arrestavit, et cepit pro Rege, in ipsius abbatis prejudicium, sicut dicebat, propter quod petebat dictam quadrigam et equos sibi restitui, cum hec justicia pertineret ad ipsum abbatem et non ad Regem, sicut dicebat: Demum, precepto ipsi ballivo Stampensi quod

[1] Lisez *monetam*.

Louis IX, 1260. addisceret utrum hujus casus ad Regem justicia pertineret; audito postmodum, per ipsum ballivum, quod abbas habet justiciam latronis et bassam viariam in dicta villa Moregniaci, cum factum istud pertineat ad occisionem; deliberati fuerunt, per curiam, dicta quadriga et equi predicto abbati.

XV. Arnulphus Bailledart supplicabat domino Regi quod, cum, per gentes domini Regis, fuisset spoliatus et dissaisitus de quodam latrone, cujus justicia, ex dono regio predecessoribus suis facto, pertinebat ad ipsum, in terra sua quam ex predicto dono habebat, et de qua ipse et predecessores sui fuerant in possessione, sicut dicebat: Audito, per ballivum Stampensem, qui de mandato curie super hoc inquisiverat veritatem, quod idem Arnulphus et predecessores sui, a multo tempore, fuerant in possessione dicte justicie et de ea per gentes Regis fuerant noviter dissaisiti, deliberata fuit justicia latronis dicto Ernulpho, dum tamen non fuerit captus in chemino de quo non fuit expeditum ad plenum, quia, sicut dicebatur, justicia chemini dicte terre pertinet ad Regem, de quo plenius sciet ballivus. De quibusdam vero vineis et aliis, que ballivus saisiverat in terra dicti Ernulphi, pro forisfactura cujusdam multri, que dictus Ernulphus similiter petebat sibi deliberari, asserens talem justiciam ad se pertinere, preceptum fuit dicto ballivo, qui non erat super hoc certus, ut dicebat, quod addisceret quis usus esset in dicta terra de justicia multri.

XVI. Audita relacione ballivi Senonensis quem dominus Rex miserat ad audiendum compotum ducis Burgundie et Stephani de Fonte, et quem dictus dux, qui eum ceperat, recrediderat ad mandatum Regis, determinatum fuit quod dictus Stephanus ipsi duci redderetur, satisfacturus ipsi duci de hiis que, per compotum inter ipsos factum, ipsi duci debebit; et fuit preceptum ipsi ballivo quod permitteret ipsum ducem justiciare plegios suos ab ipso Stephano sibi datos.

XVII. Conquerebantur major et jurati de Calvo-Monte quod, cum

dominus Rex reddidisset eis assisiam, apud Calvum-Montem tenendam, a septem annis vel circa citra, ballivus Gisorcii, propria auctoritate sua, spoliavit eos dicta assisia, tenens eam apud Gisorcium, ita quod apud Gisorcium tenentur due assisie, et nulla apud Calvum-Montem, ex quo plurimum dampnificata [erat] ipsa villa Calvi-Montis, sicut dicebant, propter quod petebant a domino Rege sibi restitui assisiam supradictam : Demum, audito quod ballivus ita dissaisiverat eos dicta assisia, propria voluntate sua, preceptum fuit ipsi ballivo quod apud Calvum-Montem reduceret dictam assisiam, et teneret (79). Louis IX. 1266.

XVIII. Supplicabat dominus Radulphus de Mellento domino Regi quod, cum episcopus Bajocensis nollet procedere in arbitrio in ipsum facto ab eodem Radulpho et Richardo de Herouvilla, idem dominus Rex vellet precipere ballivo suo Cadomi quod de querela inter ipsum et dictum Richardum mota jus eis faceret, et eam resumeret in statu in quo erat, tempore quo factum fuit compromissum in episcopum supradictum : Tandem, audito quod idem episcopus nolebat procedere in compromisso, secundum quod fuerat factum in ipsum, nec ad hoc compelli poterat per Regem, cum sue tangeret factum persone, habito consilio, dominus Rex precepit ipsi ballivo quod causam ipsam resumeret in statu in quo erat, tempore quo factum fuit compromissum predictum.

XIX. Audita peticione capituli Lingonensis et relacione ballivi Senonensis, determinatum fuit quod dampna hominibus ipsius capituli illata, et eciam eis ablata a quibusdam gentibus regis Navarre, hominibus predictis reddantur. Dampna eciam que ipsi homines sustinuerunt in eo quod terre ipsorum remanserunt inculte, quamdiu dicti homines et eorum pecora capti tenebantur a gentibus Regis predicti, et capitulum eciam, in terragiis terrarum ipsarum, similiter reddantur dictis hominibus. Item quod pasture hominum et pecorum dicti capituli que facte fuerunt, quamdiu a gentibus regis Navarre capti tenebantur, similiter reddantur, expense eciam que, pro prose-

Louis IX, 1266. cucione hujus facti, a gentibus regis Francie ob hoc missis, facte fuerunt et levate a partibus, reddantur ab ea[1] parcium que inventa fuerit injuriam habuisse. Fraccio terre sue emendabitur capitulo predicto. Expense vero capituli et hominum suorum, quas fecerunt in prosecucione cause, et quas petebant, non reddentur eis. Item dampna que quidam hominum dicti capituli sustinuerant de terris suis que remanserunt inculte eo quod non audebant exire loca sua ad excolendas terras suas, pro eo quod quidam alii de hominibus dicti capituli capti tenebantur, timentes ne et ipsi, si exirent, similiter caperentur, que dictum capitulum petebant reddi ipsis hominibus, non reddentur eisdem. Item injurie et violencie facte in occisione et verberacione hominum predictorum emendentur.

XX. Quidam mercator de Anglia conquerebatur de quodam milite, ballivo comitis Drocensis apud Sanctum-Walaricum, qui injuste ei abstulerat quandam pecuniam, sicut dicebat. Postmodum, cum idem miles super hoc respondisset, et quedam ad suam innocenciam super hoc proposuisset, comes predictus, audiens quod querela fiebat super ballivo suo, curiam suam peciit de eodem, ballivo Ambianensi dicente e contrario quod idem comes non debebat de ipso habere curiam, cum prefatus miles super hoc, presente adversario suo, jam respondisset coram dicto ballivo : Tandem, audito quod idem miles est homo domini Regis, et quod agitur de facto ipsius militis, quod eciam litem super hoc contestavit antequam dictus comes de ipso curiam petivisset, determinatum fuit quod curia remaneret hic, et non redderetur comiti supradicto.

XXI. Petebant major et jurati Compendienses, contra Johannem le Riche, burgensem modo Corbiensem, quod, cum ipse fuisset et adhuc esset burgensis suus, nec umquam eis solvisset exitum ville, solveret eis talliam, sicut et alii burgenses dicte ville, vel saltem exitum ville et partem debiti ville eis redderet, et ad hoc pete-

[1] Lisez *ad eam.*

bant per curiam eum compelli. Ad hoc respondebat dictus Johannes quod non debebant super hoc audiri, cum ipse sit burgensis Corbiensis, et ibi solvat, ut debet, de omnibus bonis suis, nec unquam fuisset burgensis Compendiensis, sicut dicebat, et maxime quia, per curiam istam, fuerat super hoc, ut dicebat, alias liberatus. Ad hoc quidem dicebant ex adverso quod burgensis ipsorum fuerat et juratus, et ibi solverat, sicut et alii, nec unquam super hoc fuerat per curiam absolutus, pro quo petebant talliam, vel saltem exitum ville ab eo, presertim cum de bonis uxoris sue, ultimo defuncte, quam duxerat apud Compendium, que bona debebant talliam ville Compendiensis, secum detulisset viginti millia librarum, vel amplius, sicut dicebant: Tandem, auditis hinc inde propositis, intellecto eciam, per propriam confessionem suam, quod burgensis et juratus eciam Compendiensis fuerat, nec constiterit ipsum Compendio burgesiam reddidisse, pronunciatum fuit contra ipsum Johannem quod talliam eis solveret, tanquam burgensem, et si burgesiam suam eis reddere vellet, partem debiti ville, ipsum contingentem, redderet eisdem. Louis IX, 1266.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET SENTENCIE IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE PARISIUS,

ANNO DOMINI MCCLXVI.

I. Petebant major et pares Pontisare quod, sicut cera, ferrum, ligna, fenum et merces alie afferebantur libere venalia apud Pontisaram, qualibet die septimane, ita et panis posset ibi afferri venalis de extra villam, qualibet die septimane, propter bonum commune populi qui multum ibi creverat, sicut dicebant, et maxime cum, sicut asserebant, nec furni nec molendini bannerii essent ibi. Bo-

Louis IX, 1266. lengarii vero dicte ville opponebant se, dicentes quod super hoc non debebant audiri major et pares predicti, nisi solum de die qua est mercatum apud Pontisaram, quia nunquam fuit aportatus aliunde panis ibi venalis, nisi solum die mercati, et quia eciam, per cartam regis Philippi, ipsi habent ibi soli officium panem faciendi et vendendi, et inde tenetur quilibet eorum magnum redditum domino Regi reddere annuatim, quod facere non possent si panis de extra villam ibi afferretur venalis, et maxime, quia in hoc facto pronunciatum fuerat, per inquestam inde factam in alio parlamento, quod non poterat de extra villam panis venalis ibi deferri, nisi solum die mercati. Proponebant eciam quod, si extranei taliter ibi panem afferrent, afferrent denarias non talliatas, quas in dampnum populi possent vendere quantum vellent, quod ipsis bolengariis non permitteretur facere, sicut dicebant. Ad hoc respondebant major et pares predicti quod, si villa sua usum super hoc non haberet, hoc eis non nocebat, cum jus commune et bonum commune habeant pro se; et tamen per dictam inquestam inventum fuerat quod, diu est, tempore cujusdam caristie, ibi venerat de foris panis venalis, alia die quam die mercati, per quod asserebant inquestam ipsam fecisse pro se non pro bolengariis antedictis. De carta vero dicebant quod bene placebat eis quod facerent panem, sicut erat eis concessum, nec nocebat eis carta, sicut dicebant, quod non exprimeretur in ea quod non posset panis venalis ibi afferri, sicut petebant, propter quod petebant panem de foris ibi venalem afferri, opposicione bolengariorum non obstante : Tandem, auditis hinc inde propositis, et carta eciam diligenter inspecta, intellecto insuper quod carta ipsa continebat quasi jus iniquum, propter quod verba ipsius erant stricte sumenda, et non ad aliud quam tangerent extendenda, pronunciatum fuit quod panis venalis poterat ibi de foris afferri, qualibet die septimane. Ob fraudem tamen circa hoc amovendam preceptum fuit quod de parvo pane afferantur omni die, excepta die mercati, denariate talliate et non aliter; die vero mercati afferantur ad voluntatem venditoris, sicut fieri solet. De magno vero pane, qua-

tuor, vel quinque, aut sex denariorum vel amplius, quantum ad precium nichil fuit taxatum, set ematur et vendatur ut fieri poterit. Louis IX, 1256.

II. Cum ex parte majoris de Plesseio peteretur quod quedam littera abbatis et conventus Floriacensis, sigillis eorum sigillata, teneretur eidem, prout per curiam istam fuerat alias terminatum, et procurator ipsorum abbatis et conventus negaret hoc alias per curiam terminatum fuisse, petens, non obstante facto ipsius littere, quedam bona, occasione contencionis inter ipsos mote, in manu Regis detenta, sibi deliberari et reddi, quod pars altera contradicebat, petens nichilominus dictam litteram sibi teneri : Tandem, partibus recordacionem curie super hoc petentibus, recordata est curia quod, cum procurator ipsorum abbatis et conventus alias in judicio negasset ipsam litteram a conventu sigillatam fuisse, et post, per juramentum suum, super hoc requisitus, coram inquisitoribus a curia deputatis, confessus fuisset dictam litteram a conventu fuisse sigillatam, set per violenciam, ut dicebat, precepit tunc curia et per jus quod, cum dictus procurator sibi esset contrarius, et ita non audiendus, predicta littera teneretur ipsi majori, et modo iterum precepit curia ballivo Stampensi quod teneri faceret litteram supradictam.

III. Questio erat inter dominum Amalricum de Meudone, militem, ex una parte, et quosdam cives Parisienses, tenentes apud Syevre censivam ab eo, ex altera, super eo quod idem Amalricus petebat ab eis quod, cum filiam suam maritasset, et filium suum fecisset fieri militem, ipsi censum suum quem sibi debent, ei redderent duplicatum, secundum consuetudinem generalem terre quam talem esse dicebat. Dicti vero cives ex adverso dicebant quod hoc non tenebantur facere, cum essent cives Parisienses et de omnibus bonis suis, ubicunque sint, Parisius solvant talliam Regis sicut et alii burgenses. Item cum ipsi, nec predecessores eorum, qui terras ipsas tenuerunt, unquam solverint bonus istud, licet casus, pro quo modo petitur, pluries evenerit, sicut dicebant, per quod petebant remanere in pos-

Louis IX, 1266.

sessione sua non solvendi quod petebatur ab eis. Ad hoc respondebat dictus Amalricus quod, cum consuetudo sit talis, eciam si a longo tempore cessassent solvere honus hujusmodi, hoc tamen sibi debebant reddere, nisi quittacionem pretenderent super hoc, aut specialem libertatem, super quo petebat jus sibi reddi, si cognoscerent consuetudinem esse talem; si vero eam negarent, petebat de eadem inquiri, vel paratus erat eam probare : Demum, partibus sibi fieri jus petentibus secundum proposita, audito, per confessionem eorum, quod, quantum ad rusticos et alios, talis erat consuetudo in patria, set non quantum ad ipsos et alios cives Parisienses, cum ipsi non pretenderent, seu ostenderent specialem libertatem quam super hoc haberent, determinatum fuit et dictum per jus quod, contra consuetudinem generalem predictam, non debebant audiri, set solverent quod petebatur ab eis (80).

IV. Audita racione ballivi sui Ambianensis, voluit dominus Rex quod pax facta, per ipsum ballivum, inter abbatem et conventum Sancti-Richarii, ex una parte, et majorem et scabinos dicti loci, ex altera, teneretur inter eos, prout in proximo preterito parlamento similiter preceptum fuerat a Rege, salvo jure cujuscumque alterius. Et fuit ipsis majori et scabinis, qui super hoc se opponebant, preceptum quod eam tenerent, nec de cetero se opponerent (81).

V. Conquerebatur dominus Guillelmus de Curteneio quod comes Sacro-Cesaris novam fortericiam faciebat apud Veterem-Feritatem, quod facere non poterat nec debebat, cum per arbitrium inter ipsos prolatum a domino Radulpho de Curteneio, in facto permutacionis inter eos facte de Feritate de la Lopiere et de terra Argentonii, expresse pronunciatum et deffinitum fuisset quod idem comes apud dictam Feritatem-Veterem fortaliciam facere non poterat; unde petebat idem Guillelmus, de dicta fortalicia, quod jam factum erat, cum in prejudicium suum fieret, ut dicebat, dirui, et contra comitem pronunciari quod firmare seu facere fortericiam non posset

ibidem. Ad hoc respondebat idem comes quod dictus Guillelmus non debebat in ipsa peticione audiri, cum idem locus, de quo agitur, suus sit et extra metas dicto Guillelmo in dicta permutacione assignatas et traditas, nec in eo aliquid valeat reclamare, et maxime cum in dicto arbitrio nichil fuerit pronunciatum de hoc, et si fuit, non valuit pronunciacio, quia de hoc in dictum dominum Radulphum non fuerat compromissum, sicut idem comes predicta dicebat. Ad que respondebat dictus Guillelmus quod de hoc compromissum fuerat, et per dictum arbitrium diffinitum: Tandem, partibus super hoc jus sibi fieri petentibus, visis forma compromissi predicti et prolacione dicti arbitrii, et omnibus hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod dictus comes non poterat facere fortaliciam apud dictam Veterem-Feritatem, et fuit preceptum ballivo quod, si quid ad fortericiam pertinens ibi fecerat dictus comes, illud funditus dirui faceret; non tamen negabatur ei quin bene posset ibi construere domum absque fortalicia. Louis IX, 1266.

VI. Conquerebantur abbas et conventus Sancti-Richarii quod, cum ipsi clausissent quandam ruellam, contiguam abbacie sue, quod facere poterant per pacem inter ipsos et burgenses Sancti-Richarii factam, ut dicebant, ballivus Ambianensis, ad instanciam domini Mathei de Roia, occasione cujusdam littere de curia Regis sibi misse, die pendente inter ipsos et dictum Matheum, ipsam clausuram eis fregit, licet per dictam litteram hoc non posset facere, ut dicebant; unde petebant se resaisiri, et post parati erant, sicut dicebant, super hoc stare juri. Ex adverso dicebat dictus Matheus quod resaisiri non debebant, cum clausura ipsa, ipso non vocato, facta fuisset et de nocte, in dicta ruella, in qua dicebat se habere justiciam, vicecomitatum, theloneum et multa alia jura et aisencias, et maxime cum in dicta pace, facta inter abbatem et conventum ac burgenses predictos, bene fuisset expressum per curiam, ut dicebat, quod fieret, salvo jure alterius cujuscunque. Ad hoc dicebatur, pro ipsis abbate et conventu, non ipsi Matheo respondendo, set informando curiam

Louis IX. 1266. ad hoc, quod resaisiri deberent, quod, nec vicecomitatum, nec justiciam, nec aliquid aliud habebat idem Matheus in dicta ruella, set ipsi erant domini froccorum ville, et in possessione capiendi et edificandi in eis ut domini, cum sibi placebat. Ballivus vero dicebat quod hoc fecerat ex virtute littere sibi misse per curiam, per dictum dominum Matheum impetrate: Tandem, dictis monachis resaisinam suam petentibus, vel jus utrum eam habere deberent, audito per dictum ballivum quod eamdem clausuram circa horam nonam fecerant, continue operando usque ad noctem obscuram statim, cum mandatum de ipsa facienda receperunt ab ipso, intellecto eciam quod ex virtute littere non habebat quod clausuram ipsam, que facta erat de mandato curie, destrueret, set quod circa pacem predictam nichil innovaret, vel permitteret innovari, non obstante opposicione dicti Mathei, determinatum fuit quod monachi erant resaisiendi dicta clausura, cum ballivus excessisset fines mandati sibi directi, et fuit preceptum ballivo quod eos resaisiret, et post fieret jus de hoc conquerentibus.

VII. Cum in causa mota in curia ista inter dominum Castri-Radulphi, ex una parte, et abbatem et conventum Dolensem, ex altera, idem dominus peteret eos ad curiam suam remitti, cum essent in castellania sua Castri-Radulphi et de garda ac fundacione sua, ut dicebat, monachis e contra proponentibus plura per que non debebant ad curiam suam remitti, sicut dicebant, et maxime quia, cum ipsi eum tenerent in curia ecclesiastica de hiis de quibus inter eos modo agitur, quod facere poterant per litteras predecessorum ipsius et suas, ipse procuravit eos de hiis de quibus contra eum in foro ecclesiastico litigabant ad istam curiam revocari: Tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod hic remaneret curia de hiis, et non remitterentur monachi ad curiam domini supradicti.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET SENTENCIE IN PARLAMENTO OCTABARUM PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXVII.

I. Conquerebatur Guido de Tornebu, miles, quod, cum ipse venderet superficiem bosci sui de Monetot, quodam modo vendendi quod dicitur ablactare, quod de jure facere poterat, sine tercio et dangerio domini Regis, ut dicebat, ballivus Cadomi impediebat ei hujusmodi vendam suam, petens ab eo emendam, eo quod vendiderat sine tercio et dangerio Regis, propter quod petebat quod taliter permitteretur vendere libere et pacifice dictum boscum : Habito consilio, responsum fuit eidem quod taliter vendere seu ablactare non poterat superficiem dicti bosci sine tercio et dangerio, et fuit preceptum quod idem solveret tercium, et emendaret quia ita vendiderat.

II. Cum, in causa multri duorum hominum, detentorum in prisione episcopi Kathalanensis, quod imponebatur cuidam militi, ballivo ipsius episcopi, et duobus prepositis ipsius episcopi, uni videlicet laico et alteri qui se dicebat clericum, et ostendebat clericalem tonsuram, licet a parte que eum accusabat uxoratus et bigamus diceretur, quam tamen bigamiam ipse negabat, dictus episcopus curiam suam peteret de eisdem, et ipsi similiter reditum peterent ad curiam ipsius episcopi, parte adversa dicente in contrarium quod curiam non debebat habere super hoc, cum homines multriti essent burgenses Regis, et ab ipso episcopo assecurati, cum eciam factum istud eum tangeret in magna parte, in cujus prisione taliter multriti fuerant, et de eodem eciam facto in hac curia in placitum teneretur : Tandem, hiis et aliis propositis plenius intellectis, judicatum

Locus IX, 1257.

fuit quod de ballivo et preposito laico curiam suam non haberet in hoc casu episcopus memoratus; de alio vero preposito, quia clericum se ostendebat, et de bigamia sibi imposita non erat certum, reddita fuit ei curia, quousque de bigamia certum esset.

III. In questione que in hac curia movebatur, contra dictum Kathalanensem episcopum, pro facto dictorum hominum in prisione sua interfectorum, seu multritorum, et de negligencia que in facto hujusmodi sibi imponebatur, respondit idem episcopus quod, cum esset presbiter et episcopus, et hoc tangeret factum sue persone, de hoc non tenebatur in hac curia respondere. Ex adverso, proposuit pars alia quod de hoc tenebatur in hac curia respondere dictus episcopus, cum sit baro et par Francie, et homo ligius domini Regis, et agatur, contra eum, de forisfacto facto in sua justicia laicali: Demum, auditis hinc inde propositis, cum idem episcopus, quod super hoc actum fuit, racione baronie sue egerit, et de forisfacto facto in sua laicali justicia, quam tenet a Rege, accusetur, judicatum fuit quod, super hoc, in ista curia, dictus episcopus responderet, non obstantibus propositis ab eodem (82).

IV. Dictum fuit, per jus, dicto episcopo Kathalanensi quod curiam suam, quam petebat in causa appellacionis que ab Amelina de Kathalano, in hac curia, contra ipsum episcopum et homines suos liberos, movebatur, secundum hinc inde proposita, non haberet ad presens.

V. Quidam miles vendiderat quemdam redditum quem habebat in bursa Regis, ex dono regis Philippi; quem redditum, cum vellet habere per bursam Eblo Douche, miles, qui de genere ipsius militis est, ut dicebat, ballivus Viromandensis se opposuit pro Rege, dicens quod dominus Rex, in retractu seu empcione dicti redditus, ipsi militi, licet esset de genere venditoris, debebat preferri, cum de dono regio provenisset, et in bursa regia solveretur: Conques-

tione postmodum ipsius militis super hoc ad curiam istam delata, habito consilio, dictum fuit et preceptum ipsi ballivo quod eumdem militem permitteret gaudere de dicto retractu, dum tamen ipse sit de genere venditoris, a latere ex quo provenit hereditas. Louis IX, 1267.

VI. Quantum ad ea que vicecomitissa Lemovicensis petebat de inquesta facienda per Regem contra burgenses castri Lemovicensis, et contra regem Anglie, pro juramento fidelitatis quod a dictis burgensibus recepit, super quibus idem rex Anglie petebat curiam suam, habito consilio, dictum fuit per jus quod idem Rex curiam suam ad presens super hiis non haberet.

VII. Visa carta prioris de Sancti-Petri-Monasterio, deliberato consilio, dictum et determinatum est quod prepositus domini Regis et prepositus prioris predicti confederentur per fidem, et justiciam per medium colligant, secundum formam carte ipsius, et quod dicto priori, per quem dominus Rex associatus est ad villam predictam, dicta carta sua teneatur et servetur.

VIII. Ballivus Bituricensis petebat, pro Rege, a dicto priore de Sancti-Petri-Monasterio quod de expletis, provenientibus de duellis in curia sua factis, medietatem ei redderet pro Rege, sicut eam percipit in expletis et justiciis aliis dicte ville. Ad hoc respondebat idem prior quod hoc non tenebatur facere, cum dominus Rex, nolens tenere duellum ipsi priori, duella totaliter dimisisset ab eodem in dicta villa tenenda, et maxime cum in ipsis tenendis magnos sumptus eum facere oporteat, in quibus dominus Rex nichil ponit, sicut dicebat. Ex adverso respondebat ballivus quod, non obstantibus propositis, porcionem suam domino Regi reddere tenebatur, cum cause eciam in quibus duellum provenit a gentibus Regis, cum prioris ipsius gentibus teneantur communiter, usque ad punctum duelli, cum eciam gentes Regis ipsum priorem de violencia custodiant, quando in curia sua tenentur duella: Demum hiis au-

Louis IX, 1267. ditis, dictum fuit et preceptum ipsi priori quod, de hujusmodi expletis duelli, medietatem suam redderet de cetero dicto ballivo pro Rege, sicut eam percipit de expletis et justiciis aliis dicte ville (83).

IX. Cum jaolerius domini Regis de Nogento-Eremberti, hoc anno, habuisset per inquestam inde, de mandato domini Regis, factam, saisinam spolii latronis capti in terra abbatis Columbensis, et in ipsius curia judicati, et postmodum, certo loco, traditi gentibus domini Regis apud Nogentum, ad faciendum execucionem justicie de eodem, cum idem jaolerius execucionem hujusmodi ex officio suo facere teneatur, dictus abbas postmodum peciit, in jure, quod super hoc imponeretur silencium dicto jaolerio, cum non haberet jus percipiendi dictum spolium, et quod sibi adjudicaretur proprietas, et ad intencionem suam fundandam quamdam cartam regiam produxit: Qua carta visa et intellecta, pronunciatum fuit et dictum, contra ipsum abbatem, quod nichil proposuerat per quod a possessione sua amoveri deberet jaolerius antedictus, et fuit preceptum quod in sua remaneret saisina.

X. Conquerebatur comes Blesensis de ballivo Aurelianensi quod, licet bastardi ad ipsum pertineant, de jure communi, in castellania sua Blesensi, et super hoc usus fuerit, dictus ballivus impediebat eumdem quominus gaudere possit de bastardis eisdem, propter quod petebat impedimentum ballivi sibi super hoc amoveri. Ex adverso respondebat ballivus quod ad Regem pertinebant dicti bastardi, cum, a tempore a quo non est memoria, usus sit eosdem habere dominus Rex in dicta castellania, et in sua ballivia alibi: Tandem, cum dominus Rex precepisset ballivo quod de usu ipsius comitis ac de suo addisceret veritatem, et eam sibi referret, audita postmodum relacione ballivi, quia invenerat comitem usum fuisse habere bastardos in dicta castellania, et nullum usum super hoc invenerat pro Rege, deliberati fuerunt bastardi dicto comiti in castellania sua Blesensi, maxime cum, pro se, jus commune haberet.

XI. In causa, mota coram ballivo Silvanectensi, inter dominum Theobaldum de Meru, militem, ex una parte, et homines suos, ex altera, peciit dominus Bartholomeus de Meru, miles, frater ipsius Theobaldi et ejus dominus ligius, eos ad curiam suam remitti, hominibus se opponentibus, et petentibus causam ipsam in Regis curia terminari : Auditis postmodum propositis a partibus, et carta ipsius Bartholomei, quam exhibebat ad intencionem suam fundandam, plenius intellecta, reddita fuit de eis curia Bartholomeo predicto. Louis IX, 1267.

XII. Questio fuerat, in hac curia, inter decanum et capitulum Sancti-Quintini, ex una parte, et custodem ejusdem ecclesie, ex altera, super facto cujusdam perde facte in eadem ecclesia, ad quam reddendam decanus et capitulum petebant ipsum custodem compelli, ipso e contra proponente ad hoc minime se teneri. Pronunciatum fuit, super illa questione, per curiam. Postmodum, mota controversia super illa pronunciacione, partes pecierunt quod recordaretur curia qualiter super hoc fuerat pronunciatum. Recordata est igitur curia pronunciatum fuisse quod dictus custos redderet, vel reddi faceret dictam perdam, tanquam justicia sine sollempnitate judicii, set si ille, contra quem agetur propter hoc, vellet se excusare vel defendere, audiretur de plano ejus excusacio, sive defensio, absque eo quod decanus et capitulum facerent se partem super hoc.

XIII. Pluries audierat dominus Rex quod majores et pares Belvacenses, quando aliquid imponebatur alicui de communia sua ab aliquo alio, vel ab ipsis eciam, ipsi consueverant eum cui imponebatur coram se mandare, et ei dicere quod eis emendaret ad rescpectum seu arbitrium eorumdem. Si ille diceret eis, « Dicite mihi « de quo vultis faciam vobis emendam, ad vestrum arbitrium, » nolebant ei dicere; si vero tunc ille nolebat taliter eis emendam facere, precipiebant ei quod, infra certum diem, certam summam pecunie solveret eis, vel de communia sua licenciarent eumdem; quod si,

Louis IX, 1267. ad dictum terminum, dictam pecuniam nolebat solvere, tunc, sine alia cognicione, eum licenciabant de communia sua. Postea dominus Rex misit apud Belvacum dominum Julianum de Perona, propter hoc et alia tangentia statum ville ejusdem: Cujus relacione postmodum audita, habito consilio, inhibuit dominus Rex majoribus et paribus quod de cetero istud non facerent, set, si ab aliquo de sua communia peterent et vellent emendam habere, dicant ei causam ob quam ipsam emendam petent, antequam ulterius contra ipsum procedant ut de reditu ad curiam domini sui vel aliter possit suas legitimas defensiones habere, et proponere, si quas habet.

XIV. Questio mota fuerat in curia ista inter..... comitem Britannie, ex una parte, et Henriotum filium Alani de Avalgor, militis, ex altera, super terra Dynanni in Britannia quam idem Henriotus dicebat ad se pertinere, ex parte matris sue, et eam petebat sibi reddi a dicto comite qui eam indebite tenebat, et occupaverat occasione cujusdam vendicionis de ipsa facte a dicto Alano, patre suo, ut dicebat. Post multas altercaciones in causa ipsa habitas, comes peciit curiam suam super questione hujusmodi, cum dicta terra esset de feodo suo, sicut bene confitebatur pars adversa. Ex parte ipsius Henrioti fuerunt aliqua proposita, per que idem comes non debebat super curia hujusmodi habenda, audiri: Pronunciatum fuit quod, secundum proposita, inde curiam non haberet. Post hoc proposuit idem comes quod, pro defectu hominis, ipsam terram tenebat. Tunc dictus Henriotus eidem comiti homagium suum obtulit de terra predicta. Comes vero respondit quod hic sua non recipiebat homagia, set, si in partibus suis illud sibi offerret, libenter inde faceret quod deberet. Remissus fuit, per curiam, idem Henriotus ad terram ipsam, pro dicto homagio ipsi comiti offerendo. Die vero assignata dicto Henrioto ad offerendum homagium, dominus Petrus, filius dicti comitis, et alii opposuerunt se quod non reciperetur ipsius homagium, dicentes se jus habere in terra predicta. Comite vero petente utrum dictus Henriotus vellet aliquid respondere

opposicioni hujusmodi que contra ipsum fiebat ne suum reciperetur homagium, responsum fuit, pro ipso Henrioto, quod, cum remissus fuisset ad curiam comitis, ad offerendum homagium suum solummodo, et non ad litigandum, nolebat ibi aliud respondere, set instanter dicto comiti suum homagium offerebat, comite siquidem petente a dicto Henrioto si, secundum proposita ab ipso et ab aliis, vellet jus audire, respondit quod nullum jus ibidem audiret, cum non ad litigandum, set ad suum homagium offerendum remissus fuisset; et ita de curia ipsius comitis recessit. Postmodum autem dictum comitem fecit in hac curia adjornari, proponens quod sibi fuerat in defectu faciendi ea que per curiam fuerant ordinata, petens eciam a Rege quod homagium suum reciperet, cum comes illud recipere noluisset, comes vero, ad defensionem suam, proponens opposicionem filii sui et aliorum et erramenta prescripta, et qualiter ipsi Henrioto jus, secundum hinc inde proposita, obtulisset, eumdem Henriotum peciit ad curiam suam remitti, dicto vero Henrioto in contrarium proponente quod comes, super hoc, non debebat audiri, et domino Regi suum homagium offerente: Demum, hinc inde propositis plenius intellectis, pronunciatum fuit et dictum, per jus, quod dictus comes haberet curiam suam de dicto Henrioto, quantum ad ea que filius comitis et alii contra ipsum Henriotum proponebant; quantum tamen in se est, comes se non potest opponere, cum alias de ipsis, in hac causa, curia hic remanserit, cum ipse eciam in plena curia confessus fuerit quod, per defectum hominis solum, dictam terram tenebat. Louis IX, 1267

XV. Supplicabat domino Regi abbas Sancti-Richarii in Pontivo quod, cum dominus Matheus de Roia, miles, qui erat homo ejus ligius, multas eidem injurias irrogarat, nec ipsum posset bene, propter suam potenciam, justiciare per se, ei inforciaret curiam suam ut, super hujusmodi injuriis, in curia sua posset eum vocare, si vellet, et contra ipsum procedere, quantum posset de jure; petebat eciam quod dominus Rex ipsum et suos et sua assecurari faceret de ipso Matheo

Louis IX, 1267. et suis : Quantum ad assecuracionem, responsum fuit ipsi abbati quod non assecuraretur ab eodem Matheo, prout petebat, cum dictus Matheus sit homo ejus ligius, et homagium assecuracionem importet; set preceptum fuit dicto Matheo quod dicto abbati et suis non forisfaciat de se et suis, nec forisfieri faciat. De inforciacione curie, preceptum fuit ballivo Ambianensi quod ipse iret vel mitteret ad curiam ipsius abbatis inforciandam, quando ab ipso abbate super hoc fuerit requisitus.

XVI. Questione mota inter dominam Petronillam de Malo-Boissonio, pro liberis suis, ex una parte, et dominum Egidium de Malo-Boissonio, militem, fratrem suum, ex altera, super duabus partibus centum libratarum terre quas ipsa dicebat liberis suis datas et concessas fuisse a matre sua, in testamento ejusdem, dicto Egidio inter alia proponente donacionem hujusmodi non tenere, cum dicta mater sua donacionem ipsam per aliud testamentum, ultimo factum, penitus revocasset : Tandem, visis dictis testamentis, et hinc inde propositis plenius intellectis, adjudicate fuerunt eidem Petronille, pro liberis suis, dicte due partes centum libratarum terre.

XVII. Questione mota, in curia ista, inter majorem et juratos Corbienses, ex una parte, et Symonem de Foilleto, militem, ex altera, super eo quod idem Symon, in villa de Foilleto, justiciam expletabat in eorum prejudicium, cum, per cartam regiam, racione communie sue, ad eos pertineat ibi justicia, sicut dicebant, abbas Corbiensis curiam suam super hoc peciit, cum, de eadem justicia et de hiis que habet in villa predicta, sicut dicebat, sit homo suus ligius idem Symon. Major et jurati e contra dicebant quod abbas super hoc non debebat audiri, cum, racione communie sue, quam tenent a Rege, ad eos pertinere debeat justicia memorata : Demum, dicto Symone, qui est in possessione hujusmodi justicie, confitente se eam a dicto abbate tenere, auditis et intellectis hinc inde propositis, reddita fuit, super hoc, curia abbati predicto.

XVIII. Dominus Rex dederat, pro servicio suo, Poncio, scutifero, servienti suo, terram sibi et heredibus suis, de uxore sua desponsata, procreandis. Uxor quam tunc habebat idem Poncius decessit sine herede ab eodem Poncio suscepto. Postmodum idem Poncius duxit aliam uxorem. Qua ducta, ab ea suscepit heredem. Post hoc mortuus est idem heres ante dictum Poncium, patrem suum. Demum, mortuo predicto Poncio, relicta peciit dotalicium suum in terra predicta ipsi Poncio data, cum heredem suscepisset ab ipso, licet premortuus esset ipsi Poncio. E contra dicebatur, pro Rege, quod, cum heres predictus premortuus esset patri suo, et jam defecisset, proprietas deferat et dotalicium, et ideo non erat in peticione hujusmodi dotalicii audienda, set ad dominum Regem debebat totaliter dicta terra redire. Dicta vero relicta dotalicium asserebat et petebat se debere habere, eo quod heredem ab eodem susceperat, et impleta fuerat condicio de herede apposita in dono predicto, sicut dicebat: Tandem dictum fuit et responsum ipsi relicte quod, propter raciones premissas, non debebat habere dotalicium in terra predicta. LOUIS IX, 1267.

XIX. Adjudicate fuerant, per judicium hujus curie, domine de Danguto et vicecomitisse Meleduni, contra dominum Stephanum de Sacro-Cesare, fratrem suum, tam racione conquestuum earumdem factorum cum patre suo, quam racione eschaencie fratrum suorum, ex utroque parente, quam eciam ex successione paterna, tres partes Lope et pertinenciarum ejus et medietas Marchesville et pertinenciarum ejus; et, cum preceptum fuisset ballivo Vernolii quod de premissis faceret eas gaudere, ad peticionem earum, saisivit inter alia quemdam boscum quem dictus dominus Stephanus tenebat et possidebat, eo quod dicte domine dicebant ipsum boscum esse de pertinenciis dictorum locorum sibi adjudicatis. Conquestus fuit, super hoc, idem dominus Stephanus de dicto ballivo, petens ipsum boscum sibi restitui, cum nunquam fuisset de eo actum in peticione sororum suarum, nec esset de pertinenciis locorum eis adjudicatorum, sicut dicebat. Sorores sue predicte a contra dicebant quod eumdem

Louis IX, 1267. boscum specialiter in peticione sua posuerunt, et quod erat de pertinenciis predictis, petentes eumdem boscum, cum dictus ballivus eum adhuc in manu Regis teneret, sibi deliberari et reddi: Tandem, post multas altercaciones, partibus recordacionem curie petentibus utrum in peticione ipsarum dominarum specialis mencio facta fuisset de ipso bosco, visa inquesta que inter partes, super principali, facta fuerat, et habita collacione cum consilio, recordata est curia quod, in peticione dictarum dominarum, de bosco ipso nunquam facta fuerat mencio specialis; propter quod deliberata fuit saisina ipsius bosci domino Stephano supradicto, cum super eum captus fuisset. Verumtamen preceptum fuit ballivo quod, si dicte domine possint probare boscum ipsum esse de dictis pertinenciis sibi adjudicatis, de ipso faciat eas gaudere.

XX. Questione mota, in hac curia, inter comitem Forisiensem, ex una parte, et..... vicecomitem Meleduni, ex altera, cum dies assignata fuisset dicto comiti, ad jurandum, ipse comes, ante diem ipsam, in presencia domini Regis quemdam armigerum suum procuratorem constituit, et sine litteris, ad faciendum, pro ipso, ad dictam diem, quicquid ipse faceret, et facere posset, si presens adesset. Die vero ipsa, procuratore eodem parato jurare, et facere quod dies optabat pro comite, vicecomes predictus se opposuit, dicens quod jurare non poterat, cum non haberet ad hoc speciale mandatum, et petebat idem vicecomes quod dictus comes poneretur in defectu. Procurator vero dicebat quod, cum constitutus esset in presencia Regis ad faciendum ea, dicta die, que dominus suus facere posset, si presens esset, sicut dominus suus jurare posset, ita poterat et ipse jurare: Tandem, post multas altercaciones, considerato statu cause, et hinc inde propositis plenius intellectis, dictum fuit quod, secundum proposita, dictus procurator potestatem habebat jurandi pro domino suo, et juravit.

XXI. Petrus Bocherius, homo et serviens abbatis Sancti-Dyonisii,

captus tenebatur apud Silvanectum, pro morte cujusdam clerici, filii cujusdam hominis qui vocatur Benedictus, que sibi imponebatur. Abbas predictus petebat sibi reddi curiam de ipso Petro, homine et justiciabile suo, cum non fuisset deprehensus in presenti forifacto, nec idem abbas fuisset in defectu faciendi jus de ipso, sicut dicebat. Ballivus Silvanectensis e contrario respondebat pro Rege quod, secundum consuetudinem terre super hoc, ad dominum Regem justicia pertinebat, nec abbas inde curiam habere debebat, cum dictus Petrus, inventus in curia domini Regis, apud Silvanectum, nec ab aliquo citatus, accusatus ibi fuerit de facto predicto: Hiis auditis, quia inventum fuit dictum Petrum, absque ortacione alicujus, ad assisiam sua sponte venisse, et presentem taliter in assisia, de facto hujusmodi accusatum fuisse, dictum fuit quod domino Regi remaneret curia de ipso, et quod abbas non haberet curiam quam petebat. Louis IX, 1267.

XXII. Cum questio diu ventilata fuisset in hac curia inter majorem et pares Pontisare, ex una parte, et mercatores de inter Secanam et Garennam quos dicti major et pares dicebant esse reddicionarios et consuetudinarios de Pontisara, secundum cartam regis Philippi inde confectam, ex altera: Tandem, post multas altercaciones parcium, auditis et intellectis que partes proponere voluerunt, deliberato consilio de contencione hujusmodi, ordinatum fuit et pronunciatum per curiam, in hunc modum videlicet quod mercatores, cum mercaturis, de inter Secanam et Garennam Parisius venientes, per Pontisaram veniant, et ibi quoad pedagium acquitare se debent, non tamen est prohibitum quin apud Vernonem, Medontam, Mellentum et loca alia intermedia veniant, ibidem sua mercimonia vendituri. Item si velint apud Pissiacum merces suas ducere, et ibi vendere, minime prohibentur; ita eciam quod, si ibi non possint vendere dictas merces, licebit eis ulterius ducere, videlicet Parisius, vel versus Parisius, vel alibi, prout sibi visum fuerit expedire, et illas, sic ultra ductas, apud Pontisaram acquitabunt. Item idem servabitur de mercaturis ductis apud Vernonem, Medontam et

Locus IX, 1267. Mellentum, vel ad loca intermedia, si ducantur postea Parisius, vel alibi, et infra terminos pedagii de Pissiaco illas transire contingat. Et specialiter fuit dictum de villa Deppe, quod non erat inter duas aquas predictas.

XXIII. Johannes de Nybat, in peticione quam faciebat contra episcopum Ambianensem, super facto cujusdam patronatus et porcione decimarum et aliis, in isto parlamento supersedit.

XXIV. Post istud parlamentum, in vigilia videlicet beati Luce, evangeliste, apud Villare-in-collo-Resti, audita relacione ballivi Silvanectensis super eo quod, de mandato Regis, idem ballivus inquisiverat quis usus esset justiciare francos homines apud Sachiacum-Parvum, de mobilibus et catallis et de facto corporum suorum, Rex scilicet vel abbas Compendiensis, cujus est villa, viso eciam privilegio ipsius abbatis, non obstante quod ballivus dicebat justiciam hujusmodi, de consuetudine terre, ad dominum Regem pertinere, pronunciatum fuit quod, cum justicia hujusmodi pertineret, per privilegium, ad ipsum abbatem, usus eciam fuisset de ea, nec super hoc usus aliquis inveniretur pro Rege, predictus abbas remaneret in saisina justiciandi, in villa predicta, francos homines de mobilibus et catallis et de facto corporum suorum (84).

ARRESTACIONES,

JUDICIA, CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM, ANNO DOMINI MCCLXVII.

I. Audita peticione domine Argentonii, relicte quondam domini Henrici, marescalli, super facto dotalicii sui, audita eciam super hoc relacione ballivi, ordinatum et pronunciatum fuit quod ipsa domina

habeat dotalicium suum in baronia Argentonii, liberum et quittum de victu, terciam videlicet partem, et de feodo de Sehe, de quo litigatur inter heredes, solvetur victus quousque discussum sit de eo ad quem heredum debeat devenire. Louis IX, 1267.

II. Determinatum et pronunciatum fuit quod, secundum proposita super gravaminibus que cives Anicienses proponebant in hac curia contra episcopum Aniciensem, et de quibus conquerebantur de eo, idem episcopus haberet curiam suam.

III. Supplicabat dominus Guillelmus Bertrandi domino Regi quod causam que in Normannia vertitur inter ipsum et dominum Robertum, fratrem suum, hic vellet revocare, quia vix aut nunquam finem haberet causa hujusmodi, ut dicebat : Placuit domino Regi quod causa, sicut jam ceptum est, deducatur in scacario, et si magistri scacarii videant quod causa ipsa ibi bene nequeat expediri, vel longum tractum habere debeat, in hac curia ponant dictam causam.

IV. Super cursu aque mutato, de quo erat questio inter dominum Radulphum de Bailolio, militem, et magistrum Abraham, clericum, determinatum fuit, primo in scacario et post in hac curia, quod, secundum consuetudinem terre, dictus dominus Radulphus nequiverat dictum cursum mutasse eo modo quo ipsum mutaverat.

V. Voluit curia quod abbas Sancti-Benedicti justicietur per ballivum Senonensem.

VI. In questione quam movebant in hac curia abbas et conventus Sancti-Urbani contra senescallum Campanie, super injuriis et violenciis sibi et gentibus et hominibus suis, in villa Sancti-Urbani, a dicto senescallo illatis, sicut dicebant, peciit rex Navarre sibi reddi curiam, cum dictus senescallus esset homo suus, nec in presenti forisfacto deprehensus: Et, auditis hinc inde propositis super hujus-

Louis IX, 1267. modi injuriis, violenciis et accionibus personalibus, reddita fuit curia Regi predicto.

VII. In questione quam movebant in hac curia abbas et conventus Sancti-Germani Autisiodorensis contra comitem Sacro-Cesaris, respondit idem comes quod, cum abbas et conventus peterent, non debebant, secundum consuetudinem hujus curie, agendo per procuratorem, admitti, nec ipsi abbati per procuratorem respondere volebat. Procurator vero ex adverso proposuit quod respondere tenebatur, secundum usum hujus curie, cum abbates et conventus per procuratores in hac curia consueverint litigare : Tandem, auditis hinc inde propositis, et partibus super hoc sibi jus fieri petentibus, determinatum fuit quod, secundum usum hujus curie, abbas et conventus predicti, per procuratorem unum agendo, debebant admitti.

VIII. Conquerebatur abbas Vallis-Clare, Cisterciensis ordinis, quod ballivus Viromandensis, infra ambitum abbacie sue, que libera est, ceperat quendam equum, frangendo libertatem ipsius abbacie, et secum duxerat, propter quod petebat sibi restitui dictum equum. Ballivus e contra dicebat quod abbas super hoc non debebat audiri, cum dictus equus per quendam latronem ibi fuisset adductus, ubi monachi nullam habent justiciam, sicut dicebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, precepit curia quod idem ballivus ipsi abbati redderet dictum equum.

IX. In questione quam major et jurati Laudunenses movebant in hac curia, contra abbatem et conventum Sancti-Vincencii Laudunensis, super facto cujusdam pasturagii quod ab ipsis abbate et conventu tenetur, prout confitebantur major et jurati predicti, peciit procurator abbatis et conventus predictorum curiam suam, et habuit eam.

X. Concessum est ab antiquo, per privilegium regium, archi-

Louis IX, 1267.

episcopo Senonensi quod, tempore regalium Senonensium, dominus Rex, in archiepiscopatu Senonensi, sexaginta libras tantum, nomine tallie, recipiat annuatim. Post hoc archiepiscopus Senonensis, cum assensu et confirmacione domini Regis, manumisit villam suam Sancti-Juliani de Salice et alias que ad talliam hujusmodi pro rata sua, tenebantur, augmentando tamen in dictis villis, taliter manumissis, proptar hoc aliquos et certos redditus, benevalentes archiepiscopo, ut dicitur, quantum valebat rata tallie ipsos contingens. Cum autem villa Naalliaci et Villa-Nova-Fola et quidam homines de corpore archiepiscopi, manentes Senonibus, solum teneantur ad talliam, cum alie ville archiepiscopatus facte sint libere, et custodes regalium homines harum duarum villarum et alios de Senonibus compellerent ad totam summam sexaginta librarum, maxime cum, tempore archiepiscopi, bene valeret ipsi archiepiscopo tallia ipsarum villarum usque ad summam predictam, sicut ipsi custodes dicebant, responderunt ipsi homines duarum villarum et alii, quod, licet archiepiscopus bene posset habere de eis circiter summam predictam, pro tallia, quia tamen alie ville archiepiscopatus, cum assensu domini Regis, manumisse fuerunt, non tenebantur ad solucionem totius summe predicte, set ad sexdecim libras, vel circiter solum, que ipsos de dicta summa contingunt, maxime cum dominus Rex, tempore regalium in ipsis villis manumissis, percipiat redibencias aliquas, equivalentes rate ipsas de dicta tallia contingente; propter quod petebant ipsi homines se in pace dimitti, solvendo ratam ipsos contingentem, ac si alie ville archiepiscopatus talliam solverent, sicut solent: Demum, auditis hinc inde propositis, et intellecto quod in villis manumissis, vacante sede, percipit dominus Rex redibencias aliquas equivalentes porcioni ipsas contingenti de tallia memorata vel amplius, determinatum fuit et pronunciatum quod homines dictarum duarum villarum et alii de Senonibus solum teneantur ad ratam que ipsos contingit de dicta tallia, deducta porcione que villas alias manumissas contingere poterat, seu contingebat de tallia supradicta, nec loco aliarum solvere teneantur (85).

Louis IX, 1267.

XI. Permutacione facta inter archiepiscopum Senonensem et quemdam armigerum, dictus archiepiscopus, ex permutacione hujusmodi, habuit domum de Noolon cum pertinenciis, et, loco ipsius domus ac pertinenciarum ejus, dicto armigero assignavit triginta duas libras annis singulis percipiendas in tallia sua de Naalliaco, et dominus Rex permutacionem hujusmodi voluit, concessit, et per suas litteras confirmavit. Postmodum, mortuo archiepiscopo, vacante sede, cum dictus armiger peteret ab hominibus de Naalliaco, termino constituto, dictas triginta duas libras sibi persolvi, homines ipsi responderunt quod, ad solvendum integre dictas triginta duas libras minime tenebantur, cum de totali tallia archiepiscopatus que, tempore regalium, summam sexaginta librarum non excedit, secundum tenorem privilegii Regii archiepiscopo Senonensi concessi, prout superius continetur, tanta summa non contingat eos, sicut dicebant, set ad porcionem illam solum que eos contingere posset de tallia supradicta, nolentes ferre honus aliarum villarum archiepiscopatus manumissarum ab archiepiscopis, cum assensu domini Regis, que ad dictam summam sexaginta librarum, pro tallia, antea similiter tenebantur : Cumque dictus armiger peteret eos ad ipsam pecuniam per regalium custodes compelli, et ipsi homines se defenderent per raciones predictas, prolata re hujusmodi ad curiam, audito quod Rex, una cum aliis regalibus, domum ipsam de Noolon cum pertinenciis tenet et habet, et de hiis habet homagium archiepiscopi Senonensis, determinatum fuit et ordinatum quod, solvendo ratam ipsos contingentem solummodo, que summam sexdecim librarum, vel ibi circa continet, sicut dicti custodes dicebant, liberi remaneant dicti homines de Naalliaco, et Rex de residuo satisfaciat armigero memorato, cum, racione regalium, teneat bona que fuerunt armigeri supradicti.

XII. Castellanus de Beu . . . . . prepositus de Beu, et Robertus de Vitreio conquerebantur de comite Drocensi quod idem comes usagium suum, quod ipsi habebant in foresta sua de Crotoy, impediebat

eisdem, et de ipso usagio spoliaverat eos; propter quod petebant ipsum comitem ad desistendum compelli, et usagium suum sibi restitui. Postmodum vero comes predictus, post multas altercaciones, in plena curia respondit quod bene placebat eidem quod ipsi irent ad usagium suum, et de eodem uterentur prout deberent, et quod ipse permitteret eos taliter uti quod inde non deberent conqueri. Louis IX, 1267.

XIII. Cum dominus Nicholaus de Menoto, miles domini Regis, Henricus de Gaudonvillari, miles, ballivus Bituricensis, et Radulphus de Trapis, senescallus Petragoricensis, missi a domino Rege in Lemovicinio pro facto Castri-Lucii, et aliis[1] inter alios submonuissent consules et homines Figiaci, ex parte domini Regis, quod eos sequerentur cum armis apud Castrum-Lucii, et ipsi venire noluissent; postmodum eciam, cum dictus Radulphus alias submonuisset ipsos consules et homines Figiaci quod, ex parte Regis, ipsum sequerentur cum armis contra quosdam malefactores qui faciebant guerram Henrico, filio comitis Ruthinensis, in episcopatu Claromontensi, versus Aureliacum, et ipsi similiter noluissent venire, et sequi ipsum Radulphum, dictus Radulphus asserens hoc in domini Regis injuriam redundare, emendam propter hoc ab eis peciit, et ob hoc cepit bona ipsorum. Ipsi vero, ex hoc sencientes se gravari, appellaverunt ad Regem. Post hoc autem, assignata die in curia, presentibus procuratoribus abbatis et ville Figiacensis, cum dictus Radulphus ipsam emendam peteret, responderunt ipsi procuratores quod ad solvendam emendam hujusmodi minime tenebantur, cum ad exercitum et equitacionem Regis extra suam diocesim non teneantur, sicut dicebant, nec unquam Rex super hoc usus fuit, et, ad intencionem suam fundandam, quedam privilegia regia exhibebant. E contra dicebatur, pro Rege, quod usus fuerat eos ducere cum armis extra diocesim Caturcensem, scilicet apud dictum Castrum-Lucii quod est in diocesi Lemovicensi; quod eciam, cum alias submonuisset eosdem quod eum sequerentur cum armis contra Begonem de Calvo-Monte,

[1] Lisez *illi*.

Louis IX, 1267. in diocesi Claromontensi, et ipsi venire noluissent, ipsi, propter hoc gagiati, a dicto Radulpho appellaverunt, et nichilominus, post appellacionem hujusmodi, ad emendam ipsam, eo quod contra dictum Begonem venire noluerant, fuerunt, per judicium curie, condempnati; propter quod non debebant super hoc audiri, sicut dicebat idem Radulphus; set Rex in sua possessione teneri debebat. Ad hoc respondebant procuratores predicti quod sentencia hujusmodi non debebat eis obesse, quia, propter turbacionem que tunc erat in villa sua, privilegia sua habuisse nequiverant, nec curie exhibuisse, sicut dicebant : Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit et ordinatum quod, non obstantibus propositis ab ipsis procuratoribus, Rex in sua possessione teneri debebat, et quod, propter defectus hujusmodi, domino Regi tenebantur in emenda.

XIV. Dominus Rex, qui nunc est, dederat Aymerico de Bleu, militi, quinquaginta libras annui redditus in recompensacionem terre quam Savericus de Malo-Leone abstulerat ipsi Aymerico, et super hoc dedit ei litteras suas. Modo de novo dominus Guido de Bauceio, miles, qui filiam ipsius Aymerici habuit in uxorem, et ex ea suscepit heredem, peciit a domino Rege dictas quinquaginta libras nomine illius heredis sibi reddi, pretendens litteras supradictas. Responsum fuit eidem Guidoni, pro domino Rege, quod, secundum usum hujus curie, super hoc non debebat audiri, cum in dictis litteris non fiat mencio de herede vel heredibus, nec de perpetuitate aliqua, nec inventum fuerit quod usus fuerit idem Aymericus, vel alius pro eo, percipere redditum supradictum, nec eciam sciatur utrum terram suam recuperaverit idem Aymericus. Ad hoc respondebat dictus Guido quod idem Aymericus, quandiu vixit, redditum predictum percepit, nec unquam recuperavit terram suam, a dicto Saverico sibi ablatam, quod eciam, ad perpetuitatem, datus fuit idem redditus, cum, in recompensacionem terre, ipsi Aymerico fuerit datus; propter quod dicebat dictum redditum heredi suo reddi debere : Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, cum in dic-

tis litteris non fiat mencio de perpetuitate aliqua, secundum usum hujus curie, non debebat audiri Guido predictus, set dictum fuit eidem quod si, de possessore terre, dicto Aymerico a prefato Saverico ablate, conqueri vellet, bene jus ei fieret de eodem. Louis IX, 1267.

XV. Dominus de Sancto-Paladio, in manumissione concessa Giraudo et Petro Renerii, fratribus, concessit eisdem et eorum heredibus balliviam de Columbes, tanquam suam, tenendam ab eis libere, pacifice et quiete, cum juribus et pertinenciis suis. Racione hujus concessionis volebant habere ipsi homines, et homines, et omnia jura alia que dictus dominus habuerat in dicta ballivia, tanquam sua propria, dicto domino dicente e contrario quod, per concessionem hujusmodi, jura sua et hereditatem dicte ballivie eis non concesserat, set sergenteriam et commodum sergenterie solum; propter quod dicti Geraudus et Petrus super hoc non debebant audiri, sicut dicebat: Demum, visa carta super hujusmodi manumissione confecta, dictum et pronunciatum fuit quod dicti duo fratres sergenteriam et commodum sergenterie predicte et non domanium habere debebant, et jura sua dicto domino, sicut antea, remanebant in ballivia supradicta.

XVI. In causa que, inter dominum Hardoinum de Malliaco, ex una parte, et burgenses Castri-Novi Turonensis, ex altera, in hac curia vertebatur super pedagio quod exigebat ab eis et indebite, sicut dicebant; tandem, post multas altercaciones, confessus fuit idem dominus Hardoinus quod, de vino et de blado crescentibus in propriis vineis et terris ipsorum burgensium, in locis illis scilicet de quibus inter eos agebatur, eciam si ea venderent, et de hiis que in terra ipsius ad proprios usus suos emebant, nichil petebat, racione pedagii supradicti, et ob hoc preceptum fuit ballivo Turonensi quod nanta dictorum burgensium, ab ipso Hardoino in casu hujusmodi capta, deliberari faceret eis, et reddi.

XVII. Visa littera domini Regis, confecta super composicione ha-

Louis IX, 1267. bita inter vicecomitissam de Combornio et Delphinam de Rochafolio, sorores, ex una parte, et..... vicecomitem Turenne, ex altera, super porcione ipsas, in vicecomitatu Turenne, jure hereditario, contingente, sicut dicebant; visis eciam quibusdam litteris senescallorum illarum parcium inter eos confectis, dictum fuit et pronunciatum quod ipse sorores, non obstante opposicione vicecomitis Turenne, haberent omnimodam justiciam, tanquam heredes, in porcione quam habuerunt, per composicionem hujusmodi, de vicecomitatu predicto, sicuti dictus vicecomes eam habet in parte vicecomitatus que sibi remansit.

XVIII. Preterea cum dictus vicecomes, per formam composicionis predicte, in terra, ut dictum est, ipsis duabus sororibus assignata, manerium competens facere teneretur, et idem vicecomes pluries, coram senescallis parcium illarum, promiserit quod dictum manerium eis faceret juxta ecclesiam, in loco sibi assignato, prout Radulphus de Trapis, dicti loci senescallus, dixit curie, licet modo contradicat vicecomes, preceptum fuit dicto Radulpho quod ipsum vicecomitem compelleret ad faciendum, juxta ecclesiam, manerium supradictum.

XIX. Rex Ludovicus, pater istius domini Regis, quamdam summam bladi et vini, in qua major et communia Silvanectenses sibi, annis singulis, tenebantur, dedit et concessit abbacie Beate-Marie de Victoria prope Silvanectum, certo termino sibi solvendam, tali condicione opposita quod, pro omni die qua in solucione dictorum bladi et vini, post dictum terminum, defecerint, postquam a canonicis dicte ecclesie fuerint requisiti, decem solidos, nomine emende, seu pene, solvere tenerentur eisdem canonicis, et super hoc cartam suam dedit eisdem. Postmodum major et communia cum dictis canonicis de vino ipso finaverunt, dando eis, pro quolibet modio dicti vini, duodecim solidos annuatim, et, tam de finacione hujusmodi quam de deduccione predicte summe ipsis canonicis concesse,

ab illa totali summa bladi et vini annui redditus, in qua ipsi Regi antea tenebantur, cartam ipsius Regis habuerunt. Cum itaque, post hec, major et communia predicti in solucione dicti bladi, post requisicionem ipsorum canonicorum, ad statutum terminum, defecissent, et abbas et conventus predicti penam suam peterent sibi reddi a majore et communia supradictis, videlicet decem solidos pro qualibet die, secundum tenorem carte sibi concesse, pro dictis majore et communia responsum fuit e contrario quod nullam propter hoc penam solvere tenebantur, cum in posteriori carta, super finacione vini et deduccione summe bladi, ut dictum est, confecta, nulla de pena hujusmodi mencio habeatur, nec unquam super hoc penam solverant, ut dicebant. E contra dicebatur, pro dictis canonicis, quod illa posterior carta non prejudicabat eisdem, cum ea que in priori concessa sunt per ipsam posteriorem nullatenus revocentur, et maxime cum, per judicium curie, penam ab ipsis majore et communia habuerint alias, eo quod in solucione vini defecerant; ad quod judicium noluerunt illi de conmunia respondere : Demum, visis cartis predictis, et auditis hinc inde propositis, determinatum fuit et pronunciatum quod, pro defectu solucionis bladi, penam in carta Regis appositam canonicis ipsis solvere tenebantur major et communia supradicti, et quod ipsis canonicis carta sua teneri debebat, cum per posteriorem nullatenus revocetur. Louis IX, 1267.

XX. Audito quod prepositus Evahonensis ea que tenet apud Evahonium advocat se tenere in homagium a Lemovicensi episcopo, et Lemovicensis episcopus de predictis ipsum advocat esse hominem suum, et ea, una cum aliis regalibus suis, advocat se tenere a Rege, dominus Rex, non obstantibus a gentibus comitis Pictavensis propositis qui curiam suam de eis petebat, dictum fuit quod comes super hoc curiam non haberet; et fuit preceptum Radulpho de Trapis, senescallo Petragoricensi, quod illi tradat servientem unum qui, ex parte Regis, prepositum ipsum, et ecclesiam suam, et bona que tenet a dicto episcopo, custodiat et defendat.

Louis IX, 1267.

XXI. Cum, occasione cujusdam justicie facte a quodam milite in quadam villa sita in comitatu Attrebatensi, quam idem miles advocabat se tenere in feodo ab ecclesia Sancti-Amati Duacensis, et ecclesia illud quod ibi habebat advocabat a Rege, ballivus Attrebatensis, per capcionem bonorum suorum, justiciaret ipsum militem, licet dicta justicia pertineret ad ipsum militem, ut dicebat, ecclesia predicta et dictus miles, qui tenebat ab ea, super hoc conquerebantur, petentes res suas, ab ipso ballivo Attrebatensi captas, plene sibi reddi, parati per Regem justiciam facere, si dictus comes conqueri voluerit de eisdem. Cum autem dictus comes super hoc curiam peteret, dicens dictam villam, de cujus justicia agebatur, esse in comitatu suo, procuratore militis et [procuratore] ecclesie n contra dicentibus quod, cum nichil ibi habeant ab ipso comite, set totum a Rege, dictus comes super hoc non debebat audiri: Auditis postmodum hinc inde propositis, responsum fuit comiti quod, cum dictus miles ab ecclesia Sancti-Amati, et dicta ecclesia a Rege hoc teneant, idem comes super hoc curiam non haberet, et fuit preceptum ballivo Ambianensi quod, per manum suam, plenam recredenciam faceret de rebus suis captis ecclesie et militi supradictis.

XXII. Preceptum est ballivo Silvanectensi quod; nisi relicta domini Philippi de Remiaco velit procedere in questione rotagii et aliarum consuetudinum que major et homines Pomponii petunt in domo ipsius juxta Pomponium, non obstante quod heres ipsius Philippi, de cujus hereditate movet ipsa domus, non habet etatem, dictus ballivus ipsos majorem et homines jure suo in dicta domo gaudere permittat, cum domus ipsa facta sit et constructa in locis in quibus dicti major et communia, per punctum carte sue, rotagium et alia jura ante habebant, cum eciam super hoc usi fuerint in domo eadem, postquam fuit domus ipsa constructa, sicut asseritur, major et communia supradicti.

XXIII. Petebat..... castellana Belvacensis quod, cum mercatum

de Ry, quod est de hereditate filii sui existentis in garda Regis, cujus hereditatis ipsa castellana firmam tenet a Rege, casu fortuito combustum fuerit, dominus Rex faceret refici mercatum predictum. E contra dicebatur, pro Rege, quod Rex non tenebatur ad refeccionem ipsius mercati, cum casu fortuito sit combustum, et maxime cum, per convencionem cum ipsa castellana habitam, quando sibi fuit tradita dicta firma, ad refeccionem et retencionem maneriorum, molendinorum et aliorum edificiorum in ipsa firma existencium teneatur: Cum talis facta fuerit convencio cum.....castellana predicta, responsum fuit dicte castellane quod Rex non tenebatur ad refeccionem mercati predicti. Louis IX, 1267.

XXIV. Conquerebantur abbas et conventus Sancti-Vedasti Attrebatensis de comite Attrebatensi et ejus ballivo quod eis injuriabantur, et eorum justicias usurpabant, et eorum libertates infringebant, nec, cum sit idem comes eorum advocatus, quando ab eis requiritur, eos vult defendere, contra cartam pape, domini Regis ac..... comitis Attrebatensis, inter eos confectam, veniendo, propter que petebant hec sibi emendari per Regem. Comes e contrario petebat super hiis curiam suam, cum sint in comitatu suo, cum in terra eorum habeat advocaciam, raptum, multrum, incendium et ad hec pertinencia, et recursum justicie, quando abbas et scabini sui deficiunt in jure faciendo, et alia per cartam predictam, ut dicebat, et liberaliter paratus erat facere jus eisdem. Pro abbate et conventu predictis e contra dicebatur quod dictus comes non debebat habere curiam de eisdem, cum a regibus Francie sint fundati, et nichil teneant ab ipso comite, nec unquam per comitem se justiciaverint, nec eciam aliquid dictus comes in terra ipsorum habeat preter hec que sibi remanent per dictam cartam: Tandem, post multa hinc inde proposita, partibus super hoc jus sibi fieri petentibus, voluit dominus Rex quod carta domini pape, carta eciam comitis Attrebatensis, fratris sui, ac sua integraliter teneatur; et ordinavit de gentibus suis mittere ad partes Attrebatenses qui, partibus vocatis, articulos

Louis IX, 1267. in ipsa carta contentos, de quibus erit questio, et qui clari invenientur, articulos ipsos teneri faciant, et articulos, de quibus agetur, quos dubios et obscuros invenerint in dicta carta, ipsi domino Regi referant, interpretandos et declarandos per Regem.

XXV. Supplicabat domino Regi Bozo de Bordelia, miles, quod, cum ipse posuisset in manu Regis Castrum-Lucii, duos pueros et unum ostagium quos tenebat, cum eciam securitatem et alia prestiterit, sicut tenebatur, dominus Rex ostagios ipsius quos tenebat deliberaret eidem. Vicecomitissa vero se opponebat, petens quod bene tenerentur, cum non reddidisset complete ea que debebat reddere, nec securitatem, quam tenebatur facere, prestitisset: Tandem, audito quod ea que facere tenebatur pro majori parte compleverat, voluit Rex quod deliberarentur ejus ostagii, dum tamen bonam daret securitatem de complendis hiis que restant complenda.

XXVI. Supplicabat domino Regi vicecomitissa Lemovicensis quod, cum ipse teneret in manu sua castrum suum, videlicet Castrum-Lucii, et duos pueros et unum obsidem, quos dictus Bozo de Bordelia sibi indebite abstulerat, ea sibi reddere dignaretur; et cum dictus Bozo castrum ipsum et ad ipsum pertinencia, postquam ea taliter occupavit, deteriorasset, aliqua eciam ex hiis que debebat reddere retinuisset, sicut dicebat, petebat quod hec omnia sibi restituerentur omnino. E contra dicebat idem Bozo quod dicta vicecomitissa super hoc non debebat audiri, cum dictum castrum suum sit, et ea que de duobus pueris et obside et aliis ibi fecerit, utendo jure suo et per rectam guerram, quam habebat cum eis, hoc fecerit, ut dicebat: Demum, auditis hinc inde propositis, cum certum sit quod castrum, pueri et obsides et alia capta fuerunt super dictam vicecomitissam per ipsum Bozonem et suos, voluit Rex et ordinatum fuit quod pueri et obses ac dictum castrum et omnia que dicta vicecomitissa, vel alius pro ea, in domanio, aut racione feodi seu dominii, vel alia quacumque de causa ibi tenebat, et in castellania,

tempore spoliacionis predicte, restituerentur eidem, dum tamen ipsa vicecomitissa det bonam securitatem domino Regi de stando juri, super hiis, coram ipso, si dictus Bozo conqueri voluerit de eadem. Et fuit preceptum Radulpho de Trapis quod sciret si quid deficiebat de eis que facere tenebatur, et ea faceret adimpleri. Louis IX, 1267.

XXVII. Ceterum supplicabat domino Regi magister Geraudus de Malo-Monte, pro se et matre sua, relicta eciam et liberis fratris sui mortui, quod, cum dictus Bozo de Bordelia bona eorum, terras, domos et alia devastaverit, et saisita teneat, ita quod gaudere non possunt de eis, postquam dominus Rex ea specialiter custodiri precepit, res hujusmodi sibi restitui, et dampna inde habita eis faceret emendari. Ad hoc respondebat dictus Bozo quod super hiis respondere nolebat, cum adjornatus non esset, adiciens quod, loco et tempore, bene responderet per que fecisse poterat quod fecerat: Tandem, hiis auditis, ordinatum fuit quod bona ipsorum, per dictum Bozonem et suos devastata taliter et detenta, postquam per Regem debuerant custodiri, eis reddantur, et fuit de hoc mandatum inquiri per Radulphum predictum.

XXVIII. Quidam presbiter, curatus cujusdam parochialis ecclesie, in diocesi Sagiensi, emit a quodam homine quamdam decimam que in feodo ab alio tenebatur, et erat decima ipsa infra fines parochie ejusdem. Quidam alius, de genere ipsius venditoris, decimam ipsam, sic venditam, tanquam proximior, peciit habere per bursam, presbitero dicente e contrario quod, in hoc casu, retractus per bursam locum non habebat, cum decima ipsa ad ecclesiam parochialem rediisset ad quam de jure spectabat: Tandem, cum, post sentenciam propter hoc in petitorem latam et post multa litigia, questio hujusmodi fuisset ad dominum Regem delata, habito consilio, voluit dominus Rex quod in casu hujusmodi, cum decima venditur ecclesie sue parochiali, licet in feodo ab alio teneatur, locum non habeat retractus per bursam; et super hoc fuit impositum silencium homini qui decimam ipsam per bursam petebat.

Louis IX, 1267.

XXIX. Conquerebantur abbas et conventus Sancti-Luciani Belvacensis quod ballivus Silvanectensis indebite impediebat eosdem quominus gaudere possent justicia cujusdam multri quod acciderat in villa sua de Sequacio, licet ibidem omnimodam justiciam habeant per cartam, et in alio loco suo ejusdem donacionis et condicionis, de consimili fuerint usi justicia, sicut dicebant. Ballivus dicebat e contrario quod, per terre consuetudinem, hec justicia pertinebat ad Regem, et quod abbas et conventus nunquam usi fuerant tali justicia in loco predicto, set dominum Regem credebat usum fuisse ibidem justicia tali, vel consimili: Tandem, dato in mandatis ipsi ballivo quod de usu parcium inquireret veritatem, et post, inquesta hujusmodi et predicta carta eorum ad curiam afferretur, audito postmodum, per ballivum, quod de hujusmodi justicia vel consimili, nullum usum invenerat pro monachis aut pro Rege, visa eciam carta predicta, licet pluribus de consilio videretur quod, per cartam ipsam, non debebant habere justiciam hujusmodi in loco eodem abbas et conventus predicti, aliis de consilio et paucioribus contrarium sencientibus, voluit Rex quod ipsi abbas et conventus haberent hujusmodi justiciam in dicta villa de Sequacio, ita tamen quod, si alias posset ipsi domino Regi constare de jure suo, quantum ad hoc illud, prout justum esset, recuperare valeret.

XXX. Audita peticione domini Guidonis de Domni-Petra super tribus millibus et ducentis libris Turonensibus sibi debitis ab Odone, quondam comite Nivernensi, et..... comitissa, ejus uxore, parentum[1] comitisse Nivernensis, que nunc est, quas sibi reddi petebat a comite Nivernensi, qui nunc est, qui tenet hereditatem eorum, visis eciam litteris ipsorum comitis Odonis et ejus uxoris, quas super hoc pretendebat, intellectis eciam que pro comite Nivernensi proponebantur, ad hoc quod dicto Guidoni non debebat reddi pecunia supradicta, sicut dicebatur pro ipso, voluit dominus Rex, et ordinatum fuit, non per judicium, set per viam equitatis, quod dictus comes Niver-

[1] Lisez *parentibus*.

nensis permitteret ipsum Guidonem gaudere quodam assignamento quod dictus Odo, comes Nivernensis, ei fecerat pro dicto debito, post decessum comitisse, uxoris sue, eo modo quo sibi factum fuerat, videlicet de castro et castellania Castri-Novi et pertinenciis ejus; item de Corz et pertinenciis ejus, et de centum libris annui redditus, in prepositura Nivernensi, percipiendis, de quibus omnibus dictus comes Nivernensis, qui nunc est, quando terra devenit ad manum suam, dictum Guidonem fecerat dissaisiri. Louis IX, 1267.

XXXI. Dominus Henricus de Avalgor pignori obligaverat terram suam Meduane, usque ad certum tempus, Roberto Polet, civi Rothomagensi, pro quadam pecunie quantitate, et post, durante hujusmodi obligacione, terram ipsam vendidit abbati et conventui Savigniacensibus idem Henricus. Verum, audito quod terram ipsam, de feodo domini Regis moventem, vendiderat, et in manumortua posuerat idem Henricus, absque Regis assensu, gentes domini Regis terram saisiverunt, et in manu domini Regis posuerunt eamdem. Facta vero saisina hujusmodi per gentes domini Regis, veniens ad dominum Regem idem Robertus, peciit quod eum gaudere permitteret gageria supradicta. E contra dicebatur pro Rege quod dictus Robertus super hoc non debebat audiri, cum dominus Rex feodum suum, in manumortua absque assensu Regis positum, saisivisset, cum eciam gageriam ipsi Roberto factam non approbasset dominus Rex, nec assensisset eidem, nec propter hoc, sicut dicebatur, dominus Rex a jure suo elongari debebat : Tandem, habito super hiis consilio, responsum fuit dicto Roberto quod, quamdiu dominus Rex tenebit hujusmodi feodum suum in manu sua, nichil ibidem percipiet, racione dicte gagerie, dictus Robertus, set quando erit extra manum Regis, bene repetat jus suum, vel contra dictum dominum Henricum super hoc agat, si sibi viderit expedire.

XXXII. Audita peticione domini Amblardi Lupi de quadraginta libris annui redditus, a domino Galchero de Castellione, quondam

Louis IX, 1267. domino Blainolupi, patri suo, datis sibi et heredibus suis in feodum et homagium ligium, quas sibi reddi petebat a..... comite Nivernensi, qui nunc est, auditis eciam hiis que, pro comite, proponebantur in contrarium, visis eciam litteris dicti Galcheri et litteris Yolende, quondam domine Borbonii, sororis ipsius Galcheri, que donacionem ipsam voluit et concessit, et ad eam tenendam suos obligavit heredes, dictum fuit et pronunciatum quod comes Nivernensis predictus, tanquam heres dicte domine Borbonii, dictum redditum deliberaret eidem Amblardo, et postmodum bene haberet recursum, si sibi crederet expedire, ad dominam Borbonii pro rata quam ipsa tenet de terra dicte domine Borbonii, matris sue, que fuit heres Galcheri predicti.

XXXIII. Audita peticione..... heredis Guidonis, quondam de Autisiodoro militis, super facto decem librarum annui redditus dicto Guidoni donatarum a Galchero quondam de Castellione, in augmentum feodi quod, post decessum Mathildis, quondam comitisse Nivernensis, teneret ab ipso; item super facto usagii quod ei dedit in bosco suo de Mont-Meen, pro domo ipsius de Cez, sub forma premissa; que omnia dictus heres sibi deliberari petebat et reddi a..... comite Nivernensi, tanquam herede dicti Galcheri, auditis eciam hiis que pro dicto comite proponebantur in contrarium, visis insuper litteris dicti Galcheri super hujus donacione confectis, quas exhibebat heres predictus, pronunciatum fuit et terminatum quod, cum dictus comes non sit heres dicti Galcheri in hiis que dicto Guidoni fuere donata, nec dictus Galcherus eciam unquam habuerit ea super quibus facta fuit dicta donacio, necnon cum nunquam super hoc usus fuerit idem Guido, super donacione hujusmodi non debebat audiri heres predictus.

XXXIV. Contencione mota inter dominum Montis-Maurenciaci, ex una parte, et Guillelmum Floer, civem Carnotensem, ex altera, super viginti libris annui redditus quas dictus Guillelmus petebat

ab ipso domino, postquam dictus dominus habuit diem consilii et diem ostensionis, defecit in curia. Postmodum, die qua debuit respondere, peciit recursum ad curiam episcopi Parisiensis a quo tenebat. Procurator eciam episcopi super hoc peciit curiam pro episcopo memorato. Ad hoc respondit dictus Guillelmus quod super hoc reddi curia non debebat, cum, post diem consilii et post diem ostensionis, dictus dominus in curia defecisset: Tandem, intellectis hiis que partes super hoc proponere voluerunt, determinatum fuit et pronunciatum quod curiam suam haberet, super hoc, episcopus memoratus. Louis IX. 1267.

XXXV. Cum vicecomitissa Lemovicensis cepisset Petrum de Petra-Buferia, armigerum, et in sua prisione teneret, eo quod quasdam furchas ipsius vicecomitisse cum armis violenter fregerat et combusserat, confederacionem cum inimicis capitalibus ipsius fecerat, et eos receptaverat in castro suo de Petra-Buferia quod tenet ab ipsa vicecomitissa, necnon gentes ipsius vulneraverat et ceperat, plures alias injurias irrogando eidem, prout ipsa vicecomitissa ipsi Petro imponebat, dicens quod feodum suum forisfecerat erga ipsam, Radulphus de Trapis, senescallus Petragoricensis, ne per ipsius detencionem tota patria turbaretur, ipsum voluit sibi reddi, et eum habuit, contra voluntatem vicecomitisse predicte. Vicecomitissa vero, super hoc conquerens de ipso Radulpho, venit ad proximo preteritum parlamentum per hoc petens a domino Rege quod dictum Petrum, hominem suum ligium, quem pro forisfactis suis detinere se dicebat, et de quo, per dictum Radulphum, fuerat indebite dissaisita, eidem restitueret, vel jus sibi diceret utrum id facere teneretur an non, dicto siquidem Petro super hoc se, quantum poterat, opponente. Postmodum tamen concordatum fuit, de assensu parcium, quod, de forisfactis hujusmodi, ab ipsa vicecomitissa dicto Petro impositis, et de defensionibus ipsius Petri, faceret dominus Rex inquiri, dicto Petro nichilominus extra prisionem vicecomitisse interim remanente: Tandem, inquesta super hoc facta, et ad istud parlamentum delata, post multas altercaciones, mediantibus aliquibus

Louis IX, 1267. de consilio domini Regis, facta fuit pax inter partes, in hunc modum videlicet quod dictus Petrus furcas ipsas, sicut eas publice diruerat, eas ita publice reficeret, et vicecomitissam predictam resaisiret de eis, et si jus aliquod se crederet habere in eis, ipsam vicecomitissam, dominam suam, super hoc requireret, et ipsa, cognito de jure suo, jus suum deliberaret eidem. Preterea dictus Petrus, in plena curia, emendavit ipsi vicecomitisse ea que sibi forisfecerat, ita quod de emenda staret ipsa consilio curie. Voluntas curie fuit quod nichil inde levaret. Ceterum juravit idem Petrus, in plena curia, super sancta Dei Evangelia, Rege presente, quod inimicis dicte vicecomitisse non adhereret, nec consilium, nec auxilium prestaret eisdem, et quod ipsi vicecomitisse bene et fideliter serviret et pareret, tanquam domine sue de cetero. Vicecomitissa vero concessit quod erga ipsum Petrum benigne se gereret, tanquam erga hominem suum ligium, et hoc faciendo, capciones et omnia alia hinc inde condonata fuere (86).

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXVII.

I. Major et jurati Suessionenses fecerant super aliquibus adjornari decanum et capitulum Suessionenses coram Rege. Die vero qua peticionem suam facere debuerunt, miserunt major et jurati procuratorem qui peteret pro eisdem. Procurator vero decani et capituli respondit quod, secundum consuetudinem hujus curie, procuratori ipsorum majoris et juratorum non tenebatur respondere, nec volebat, cum ipsi essent actores, vel jus utrum hoc sibi fieri deberet. Procurator autem dictorum majoris et juratorum e contra dicebat quod secundum usum hujus curie debebat admitti, cum major ageret pro se et suo communi: Tandem, procuratoribus predictis

super hoc jus sibi reddi petentibus, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod major et jurati predicti, cum agerent pro suo communi, poterant et debebant, pro taliter agendo, per procuratorem admitti. Locus IX, 1307.

II. In causa quam movebant in hac curia decanus et capitulum Beati-Martini Turonensis, contra dominum de Rocha-Corbon, de quibusdam existentibus in ballivia Turonensi, idem dominus peciit reditum in Turoniam, vel jus. Decanus et capitulum predicti se opponebant, proponentes quod, propter potenciam amicorum ipsius domini, jus non possent habere in assisia, et ad hoc eciam multa alia proponebant: Demum, auditis hinc inde propositis, placuit curie quod causa in hac curia remaneret, et non haberet reditum idem dominus quem petebat.

III. Conquerebantur abbas et conventus Sancti-Wandregisilii de Guioto Mali-Vicini quod bladum suum, cujusdam prioratus sui de Chaufor, violenter absportaverat, et multas injurias irrogaverat eisdem, que petebant sibi emendari et reddi. Dictus vero Guido peciit super hoc curiam, dicens quod, in loco ipso de Chaufor, habebat justiciam altam et bassam quam, una cum aliis, in feodum tenebat. Procurator autem abbatis et conventus e contra dicebat quod nichil penitus ibi tenebant a dicto Guioto, set, quicquid ibi habent, tenebant a Rege, propter quod non debebant remitti ad ipsius Guidonis curiam, ut dicebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod dictus Guido non haberet super hoc curiam suam, set domino Regi remaneret.

IV. Questione diu agitata inter Johannem de Plessiaco, militem, ex una parte, et decanum et capitulum Senonenses, ex altera, super eo quod dictus Johannes petebat sibi reddi latrones et malefactores quos sibi reddunt decanus et capitulum Senonenses, apud Pontes-super-Yonam, in habitu in quo a decano et capitulo predictis capti

Louis IX, 1267. fuerunt, decano et capitulo a contra dicentibus quod ipsi erant in possessione reddendi dicto Johanni latrones et malefactores captos apud Yonam in quali habitu vellent, quod sibi negabatur a dicto Johanne, dominus Rex, super possessione hujusmodi, precepit inquiri. Qua inquesta relata et visa, adjudicata fuit dictis decano et capitulo saisina reddendi dicto Johanni latrones et malefactores captos apud Pontes-super-Yonam in habitu vilissimo, vel quali voluerint. Postmodum dictus Johannes fecit ipsos decanum et capitulum super proprietate hujusmodi adjornari, dicens dictos latrones et malefactores sibi debere reddi a dictis decano et capitulo in habitu in quo capti fuerint. Ad que respondit procurator decani et capituli quod dictus Johannes non erat super hoc de cetero audiendus, cum alias decanus et capitulum super hoc, contra ipsum Johannem, in petitorio obtinuerint, sicut dicebat; quod pars adversa negavit, dicens in possessorio solum super hoc pronunciatum fuisse : Tandem, auditis hinc inde propositis, quesitum fuit a partibus utrum, recordacione curie super hoc prius facta, jus vellent audire utrum dicti malefactores et latrones capti apud Pontes-super-Yonam reddendi essent dicto Johanni ab ipsis decano et capitulo in habitu in quo capti fuerint, an aliter; secundum proposita hinc inde, partibus vero in hoc consencientibus, facta recordacione, inventum est quod super possessorio solum pronunciatum fuerat inter partes, set, quia, visa carta a dicto Johanne exhibita, et auditis hinc inde propositis plenius intellectis, nichil inventum est seu probatum pro dicto Johanne, per quod in sua peticione proprietatis deberet audiri, pronunciatum fuit, contra dictum Johannem, quod non erat super hoc audiendus, et quoad hoc fuit impositum silencium ipsi Johanni.

V. Ceterum cum, inter dictas partes super judicio latronum et malefactorum, captorum apud Pontes, questio verteretur super eo quod dictus Johannes asserebat dictum judicium ad se pertinere, per pacem inter ipsos habitam, procuratore decani et capituli e

contra dicentibus [1] quod judicium hujusmodi sibi, per curiam, fuerat adjudicatum, et dicto Johanni silencium impositum per quod ulterius super hoc non debebat audiri, quod a dicto milite negabatur: Tandem, partibus recordacionem curie super hoc petentibus, per recordacionem curie declaratum est quod per judicium curie [dictum fuit] quod judicium dictorum latronum et malefactorum pertinebat ad decanum et capitulum antedictos, ita tamen quod dictus miles, cum latro seu malefactor sibi redditus fuerit, per consilium seu judicium curie sue, potest declarare que pena, pro delicto suo, infligi debeat delinquenti. Louis IX, 1267.

Post multa eciam hinc inde proposita determinatum fuit quod, postquam latro seu malefactor captus fuerit, apud Pontes, a decano et capitulo, in presenti forifacto, vel coram decano et capitulo convictus, non possunt decanus et capitulum ipsum detinere ultra diem et noctem quin reddatur dicto Johanni, per eumdem penam debitam recepturus.

VI. Auditis que comes Britannie contra Gaufridum de Plessiaco, militem, et dictus Gaufridus contra ipsum comitem proponee voluerunt, in causa que vertitur inter ipsos, pronunciatum est quod probaciones inter eos recepte, tam super principali quam super accessoriis, videbuntur insimul et judicabuntur, nec dividetur causa inter eos, prout comes petebat.

VII. Determinatum fuerat, per curiam, quod dominus Petrus de Bosco, miles, redderet domino Johanni dicto Bristaut, equos suos quos injuste ceperat et sine causa racionabili, vel precium eorumdem. Cum vero noluisset de precio ipso satisfacere dictus Petrus, capti fuerunt, per gentes domini Regis, quidam equi predicti Petri ob faciendam solucionem predictam; cumque equi predicti, ob defectum ipsius Petri, per prepositum Meleduni fuissent venditi apud Nangys, ad noctes, secundum consuetudinem terre, cuidam armigero Johan-

[1] Liser *dicente*.

Louis IX. 1267. nis de Castello, qui eos emerat ad opus ipsius Johannis, sicut dicebat, et significatum fuisset in domo dicti Petri quod ipsos equos taliter venditos, infra noctes, redimerent si vellent, nec eos redimere voluissent, set, post noctes, dictus emptor per duos menses et amplius tenuisset eosdem, postmodum dictus prepositus ipsum emptorem dictis equis, sine cause cognicione, spoliavit, propter quod dictus emptor se dictis equis peciit resaisiri: Cum vero quereretur a preposito quare hoc fecerat, et ipse mandatum ballivi sui se assereret super hoc habuisse, credens quod ballivus mandatum super hoc habuerat a Rege, nec curia recordaretur quod mandatum hujusmodi fecisset ballivo, preceptum fuit mandato ballivi Stampensis quod dictos equos, per prepositum predictum et per incheramentum, ut predictum est, venditos, de quibus dictus emptor, sine cause cognicione, fuerat spoliatus, restitueret, et restitui faceret ipsi emptori.

VIII. Mortuo Roberto, majore Viriaci, pro decano et capitulo Parisiensibus . . . . . filius ejusdem majoris peciit admitti ad saisinam dicte majorie, de qua pater suus saisitus decessit, tanquam heres ejusdem. Decano et capitulo hoc nolentibus facere, fecit eos adjornari coram ballivo Viromandensi propter hoc; qui, per procuratorem sufficientem, cum litteris eorum patentibus, diem ostensionis habuerunt, et post, coram ballivo defecerunt, et fuerunt positi in defectu. Postmodum, cum dictus ballivus, propter contumaciam decani et capituli, non posset super hoc partes expedire, posuit causam in hac curia, secundum omnia erramenta. Decano vero et capitulo in hac curia propter hoc adjornatis, negato ab eis quod procuratorem ad hoc non miserant coram ballivo, et contrario per ostensionem litterarum ipsorum probato, requisitus procurator decani et capituli utrum, ad peticionem quam filius dicti majoris faciebat contra eos, de deliberanda sibi videlicet saisina rei petite, propter defectus eorum, vellet aliquid respondere, dictus procurator respondit quod, cum decanus et capitulum predicti sint persone ecclesiastice, et hec accio, de hujusmodi videlicet dissaisina et resaisina, sit accio per-

sonalis, non tenebantur super hoc respondere; et, hiis dictis, nullo alio proposito, recessit. Dicto vero filio majoris instanter petente sibi deliberari saisinam ipsius majorie propter defectus eorum, habita certitudine de hujusmodi defectibus per narracionem ballivi, habito eciam consilio diligenti, deliberata fuit et adjudicata dicto filio saisina majorie ejusdem. Louis IX, 1267.

IX. Audito, per prepositum monasterii Evahonensis et procuratorem conventus ejusdem monasterii, quod gentes comitis Boloniensis, monasterium ipsum frangendo et invadendo, fratres ejusdem loci verberaverunt, et graves eis injurias intulerunt, quemdam servientem [Rex] eis tradi precepit, ad custodiendos eosdem de violenciis et injuriis. Quo facto, dictus comes veniens ad Regem peciit dictum servientem amoveri, dicens locum ipsum esse in baronia sua Combralie, et se ibidem habere omnimodam justiciam altam et bassam. Rex vero volens dictos prepositum et conventum ad hoc audiri, eos vocavit, dicturos raciones suas, si quas haberent per quas deberet eis dictus serviens remanere. Vocavit eciam similiter episcopum Lemovicensem, a quo dictus prepositus dicebat se tenere in feodum et homagium ligium quicquid apud Evahonium habebat. Postmodum, partibus presentibus coram Rege, proposuerunt prepositus antedictus et conventus sui procurator quod, ad peticionem dicti comitis, non erat dictus serviens amovendus, cum nichil ibi teneant ab ipso comite, nec justiciam nec dominium aliquod in hiis que ipsorum sunt, ibidem aliquid habeat, set, quicquid ibi tenent, teneant a dicto episcopo, et idem episcopus a Rege, sicut dicebant, et hoc bene confitebatur episcopus antedictus, et similiter requirebat quod dictus serviens remaneret ibidem. Comes vero e contrario proponebat quod amoveri debebat dictus serviens, cum idem locus in baronia sua Combralie sit, et ibi omnimodam justiciam habeat, ut premissum est, et, ad hoc probandum, litteras patentes prepositi, predecessoris istius qui nunc est, et conventus dicti loci exhibebat, quod sibi, ut predictum est, negabatur: Tandem, audita advocacione (87)

Louis IX, 1267.

dictorum prepositi et procuratoris conventus ac episcopi predicti, visis eciam litteris ipsorum prepositi et conventus, per quas evidenter apparebat dictum comitem habere omnimodam justiciam in hominibus et villis ipsorum, sitis in baronia Combralie, auditis eciam hinc inde propositis, voluit et precepit Rex quod dictus serviens remaneret, usque ad voluntatem Regis, in dicto monasterio Evahonensi, ad custodiendum de injuriis et violenciis ipsum monasterium et personas ejusdem; ita tamen quod de justicia dicti loci et aliis contentis in ipsis litteris se nullatenus intromittat; nec de alio actum est inter partes in hoc judicio nisi de amocione hujus servientis. Voluit postmodum Rex quod servientem quem habuerat idem prepositus per Radulphum de Trapis habeat per ballivum Bituricensem.

X. Comes Guido Forisiensis legaverat, in testamento suo, liberis defuncti Hugonis de Castilione quoddam castrum dictum Busseium en Paele, cum castellania et pertinenciis. Comes Reginaldus, frater et heres dicti Guidonis, testamentum et ultimam voluntatem ipsius fratris sui approbans, supposuit se, per suas patentes litteras, voluntati domini Soliaci, de reddendo ipso castro, castellania et pertinenciis dictis liberis, vel tamtumdem terre alibi in comitatu Forisiensi. Idem dominus Soliaci, per litteras suas patentes, mandavit dictum castrum, cum castellania et pertinenciis, prout in ipso testamento, cujus erat una cum aliis executor idem Henricus, continebatur, assignari liberis predictis, et reddi : Postmodum, dicto comite hoc nolente facere, cum lis diu super hoc inter partes agitata fuisset, tandem voluit idem comes et consensit quod cantor Autisiodorensis, filius dicti Hugonis, in cujus porcionem evenerat idem castrum, dictum castrum, cum castellania et pertinenciis, eidem redderet, secundum tenorem litterarum predicti Henrici; et de arreragiis, a tempore litis mote, que dictus cantor ab ipso comite sibi reddi petebat, mandatum est ballivo quod ea reddi faciat, nec comes causam pretenderit quare hec minime facere teneatur.

XI. Questione mota inter defunctum Thomam, tunc Remensem archiepiscopum, ex una parte, et dominum Regem, abbatem eciam ac conventum Sancti-Remigii Remensis, ex altera, super facto custodie Sancti-Remigii Remensis, idem archiepiscopus, propter defectum ab ipso factum, et in curia, possessionem amisit per judicium curie. Postmodum, creato Johanne Remensi archiepiscopo, qui nunc est, peciit idem archiepiscopus saisinam dicte custodie, quam, per suum defectum, suus amiserat predecessor, sibi reddi, cum delictum persone non debeat in dampnum ecclesie redundare, et cum satis punitus fuerit de suo defectu, cum, per hoc, dicta saisina privatus fuerit toto tempore vite sue, cum ipse eciam archiepiscopus paratus sit, coram Rege, tanquam coram suo domino, stare juri, sicut dicebat. Respondit curia quod abbas et conventus predicti, cum istud eos tangeret, ad hoc debebant vocari: Quibus postmodum vocatis, auditis premissa peticione archiepiscopi, et hiis que in contrarium abbas et conventus proponere voluerunt, post multas altercaciones, partibus presentibus, dominus Rex saisinam custodie abbacie et burgi Sancti-Remigii Remensis tradidit, ad presens, dicto archiepiscopo, salvo domino Regi jure suo, quoad hoc in possessione et proprietate. Louis IX. 1267.

XII. Quodam dicto Malsacre, bannito et suspenso, propter delictum suum, per ballivum Stampensem, dominus Radulphus, buticularius, peciit quamdam terram, quam dictus Malsacre ab ipso tenebat in feodum, quam gentes Regis occupaverant, sibi reddi, cum ipse omnimodam justiciam altam et bassam haberet, sicut dicebat. Gentes Regis e contrario dicebant quod super hoc non debebat idem Radulphus audiri, cum idem malefactor per Regem bannitus et suspensus fuisset. Tandem, audito, per ballivum Senonensem et alios, quod idem dominus Radulphus habebat omnimodam justiciam altam et bassam, deliberata fuit ipsi domino Radulpho saisina feodi sui, salvo jure domini Regis, si ibi posset alias inveniri.

XIII. Conquerebatur domina de Lavalle quod, cum ipsa esset

Locus IX, 1267. in possessione dotalicii sui, in villa de Attechiaco, in ballivia Viromandensi, Guiotus de Lavalle, filiaster suus, ipsam de hujusmodi dotalicio suo spoliaverat minus juste; propter quod, amota hujusmodi violencia, petebat sibi restitui saisinam dotalicii sui ulterius. Ex adverso proposuit dominus Montis-Morenciaci quod, cum dicta villa sit de suo feodo, et ad usus et consuetudines Montis-Morenciaci, ad eum debebat hec causa remitti, et super hoc peciit curiam suam, cum in nullo defectu esset super hoc, ut dicebat, dicta domina dicente e contrario quod super hoc non debebat habere curiam, cum, secundum terre consuetudinem, in dotaliciis et dissaisinis dominus Rex cognicionem habeat in ballivia Viromandensi, in qua sita est dicta villa, sicut dicebat; quod a dicto domino Montis-Morenciaci negabatur: Tandem, audito quod consuetudo est in partibus illis quod, quando aliqua domina est in saisina dotalicii sui, et inde indebite spoliatur, dominus Rex cognoscit super hoc si super hoc ad eum habeatur recursus, sine curia alteri reddenda, pronunciatum fuit quod dictus dominus super hoc curiam non haberet, set per ballivum Viromandensem inquireretur super hiis, et, si inveniretur ita esse, dicta domina in sua reponeretur saisina.

XIV. De questione autem quam dicta domina de Lavalle movebat similiter ipsi Guidoni, de dotalicio quod habet in terra Montis-Morenciaci, de quo dictus dominus Montis-Morenciaci curiam suam petebat, ad quod respondebat dicta domina quod super hoc non debebat audiri, cum de dotalicio suo posset trahere ad curiam ecclesiasticam, vel ad Regem, ubi malebat, tandem, deliberato consilio, secundum consuetudinem Francie, que talis est, ut dicitur, preceptum fuit domino supradicto quod dotalicium suum ei faceret infra certum terminum, sin autem, Rex hoc faceret, et super hoc prefixus fuit ipsi domino terminus ad hoc faciendum ad instans festum Ascensionis.

XV. Ceterum, cum ipsa domina similiter peteret sibi deliberari

dotalicium suum, in terra Andegavensi, et gentes comitis Andegavensis super hoc peterent curiam suam, dicta domina respondit quod super hoc non debebant audiri, cum, secundum consuetudinem terre, in opcione sua sit trahere de dotalicio suo ad curiam ecclesie, vel ad curiam superioris, et, de hiis de quibus potest trahi ad curiam ecclesie, non potest dominus curiam repetere, nec habere. Ad quod dicebant gentes dicti comitis quod hoc non prejudicabat eisdem, cum consuetudo hujusmodi, licet talis sit in subditis, contra comitem non currat, nec de tali consuetudine, in tali casu, contra eum usitatum fuerit hactenus, sicut dicebant: Demum, intellecta consuetudine esse tali, voluit Rex, de gracia speciali, licet hoc pertineret ad ipsum, et mandavit ballivo ipsius comitis quod ipsi domine facerent dotalicium suum infra instans festum Ascensionis, sin autem, per gentes suas illud faceret fieri. Locus IX, 1267.

XVI. Conquerebantur homines Montis-Calvuli quod, cum ipsi moluissent ad alium molendinum quam ad molendinum Regis, ad quem tamen cognoverunt se esse bannarios, ballivus Medonte, de illis qui ita fecerant, petebat, pro Rege, farinam et vecturam, tanquam forisfactam, secundum consuetudinem patrie generalem quam talem esse dicebat, ipsis hominibus e contra dicentibus quod, cum hoc sit de minutis forisfactis, et ipsi, per cartam suam, de minutis forisfactis sint quitti per duodecim denarios, in duodecim denariis de emenda domino Regi tantummodo tenebantur. Ad quod respondebat ballivus quod hoc non debebat minutum forisfactum censeri: Tandem, habito consilio, cum istud tangeret abbatem Sancti-Germani de Pratis, dictum fuit quod, in eo quod tangit abbatem, expectaretur, et in quantum tangit Regem, dictum fuit ballivo quod Regem teneret in saisina sua forisfacture molte et vecture, secundum consuetudinem terre generalem, cum hoc non sit de forisfactis minutis. Preterea, cum dictus ballivus a quodam homine dicte ville peteret quamdam emendam pro Rege, eo quod quemdam alium ibi verberaverat, in die mercati; ab alio eciam aliam peteret emendam,

Louis IX, 1267. eo quod saisinam Regis ibidem fregerat, ut ballivus dicebat, quarum emendarum dicti homines quamlibet petebant ad emendam duodecim denariorum reduci, secundum carte sue tenorem, cum hec sint minuta forisfacta, sicut dicebant, ballivo dicente e contrario quod, cum hec non sint de minutis forisfactis, dicti homines super hoc non debebant audiri: Demum, visa carta predicta, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod hec non erant minuta forisfacta, propter quod preceptum fuit ballivo quod de premissis, secundum consuetudinem terre, levaret ab eis emendam pro Rege.

XVII. Quidam mercatores de ballivia Cadomi, venientes ad curiam, pecierunt quod, ob commodum terre, in vino quod ibi venditur, secundum quod melius fuerit, majus ponatur precium, et, in deteriori, minus precium ponatur, ne in dampnum mercatorum tantum vendatur vinum deterius quantum bonum: Audita eorum peticione, habito super hoc consilio, precepit curia ballivo Cadomi quod, secundum quod vinum melius est, majus, et, in deteriori, minus precium apponatur (88).

XVIII. Peciit Nicholaus de Blaynvilla, miles, quod quedam puella quam Johannes de Tilleio, miles, tenebat, que est de ipsius Nicholai genere, et nichil attinebat dicto Johanni, amicis ipsius puelle deliberaretur custodienda ab eis, dicto Johanne dicente e contrario quod, cum ipsa esset quatuordecim annorum, secundum terre consuetudinem, ire poterat quo volebat, et, cum ipsa vellet cum eo remanere, futura uxor cujusdam filii sui, si in hoc ecclesia assentiret, sibi remanere debebat, nec alteri assignari. Dictus vero Nicholaus negavit consuetudinem esse talem, et tamen ipsa puella, super hoc requisita, bene volebat remanere cum dicto Johanne. Preceptum fuit ballivo Vernolii quod de hac consuetudine inquireret, parentibus et amicis puelle ad hoc vocatis: Demum, audito per ballivum quod non invenerat consuetudinem esse talem, precep-

tum fuit ei quod, de consilio amicorum ipsius puelle, ex parte patris et matris, eam traderet custodiendam persone alicui non suspecte. Louis IX, 1267.

XIX. Robertus le Lorgne de Compendio emerat pasnagium foreste Cuysie a domino Rege. Monachi Regalis-Montis qui habent, per cartam regiam, quingentos porcos in ipsa foresta, tempore pessone, liberos et quittos de pasnagio, jus ponendi hujusmodi porcos cuidam mercatori vendiderunt, nullos porcos ponentes ibidem, dicentes quod per cartam suam hoc poterant facere. Dictus vero burgensis, accedens ad Regem, peciit quod, cum monachi hoc de jure facere nequivissent, dominus Rex pasnagium dictorum quingentorum porcorum eis[1] redderet, vel reddi faceret a monachis antedictis, maxime cum alias, pasnagio existente in manu Regis, monachi dictum jus suum pasnagii vendidissent, et dominus Rex nichilominus pasnagium levasset ab emptoribus, sicut dicebat: Tandem, audito quod alias vendiderunt dicti monachi usagium suum, et dominus Rex nichilominus ab ipsis emptoribus pasnagium habuit et levavit, visa eciam carta monachorum per quam hoc facere non poterant, ut consilio videbatur, voluit Rex, deliberato consilio, quod pasnagium hujusmodi haberet burgensis predictus ab illis quibus monachi vendiderant jus predictum.

XX. Audita relacione ballivi Ambianensis, et quod in nullo dominus Rex super hoc dampnificabatur, voluit dominus Rex et gratam habuit permutacionem factam inter abbatem et conventum Montis-Sancti-Quintini juxta Peronam, et Johannem de Leine, militem.

XXI. Audita querimonia abbatis et conventus Compendiensium contra episcopum Silvanectensem qui quemdam baccum seu batellum eorum ceperat violenter, in ballivia Viromandensi, et eumdem secum ductum fregerat, presente quodam serviente domini Regis, et hoc fieri inhibente, super quo idem episcopus petebat reditum ad

[1] Lisez *ei*.

Louis IX. 1267. comitatum Clari-Montis in ballivia Silvanectensi, ubi est cubans et levans, precepit curia quod ballivus Viromandensis, adjuncto secum aliquo bono, inquireret de premissis, et, si inveniret ita esse sicut monachi proponebant, faceret locum resaisiri, et injuriam domino Regi emendari.

XXII. Dictum est et pronunciatum quod, quando litigatur in hac curia, aliqua parcium potest addere in causa sua et in dicto suo quousque verba parcium posita sint ad judicium, licet ante addicionem hujusmodi posita essent ad consilium (89).

XXIII. Voluit dominus Rex, et concessit quod divideretur baronia de Servye, in ballivia Vernolii, inter heredes, sicut ipsi heredes petebant, dum tamen quilibet ipsorum duorum, inter quos dividitur, solvat domino Regi, pro parte sua, quinquaginta libras de rachato, quando rachatum ibi acciderit, dum eciam per hoc non dampnificetur dominus Rex in alio. Et valet dicta baronia centum libras annui redditus tantummodo, sicut ballivus dicebat.

XXIV. Visa et audita carta capituli Peronensis super permutacione quam olim fecerunt cum Philippo, quondam comite Viromandensi, voluit dominus Rex, et precepit quod frumentum eidem capitulo debitum, pro hujusmodi permutacione, super quodam molendino quod dominus Rex tenet, ipsi capitulo solvatur, secundum quod continetur in carta predicta, una cum arreregiis quinque annorum de eo quod minus valuit bladum eis solutum quam purum frumentum.

XXV. Audita peticione vicecomitisse Lemovicensis super inquesta quam petebat fieri, ad sciendum in qua possessione jurium erat vicecomes Lemovicensis, maritus suus, in castro Lemovicensi, tempore quo mota fuit guerra inter ipsum vicecomitem et burgenses castri ejusdem, ipsis burgensibus e contra dicentibus peticionem ipsius minime debere fieri, multis racionibus quas proponebant, demum;

habito consilio, dictum fuit et responsum ipsi vicecomitisse quod dominus Rex non faceret fieri inquestam predictam. Louis IX, 1267.

XXVI. Hugoninus de Cru, armiger, assecuravit, in plena curia, jus faciendo de se et suis, Stephanum de Sancto-Albino, diaconum, et suos, ad mandatum domini Regis; et e converso dictus Stephanus assecuravit, jus faciendo de se et suis, dictum Hugoninum et suos.

XXVII. Episcopus Kathalanensis supplicabat domino Regi quod, cum ipse manumisisset de facto, cum de jure non posset, quasdam personas de Kathalano, et dominus Rex manumissiones hujusmodi per suas litteras confirmasset, dominus Rex dignaretur litteras hujusmodi revocare. Ipse vero persone coram Rege vocate ad proponendum raciones suas, si quas haberent, per quas dominus Rex peticionem hujusmodi facere minime teneretur, proposuerunt quod, cum idem episcopus assereret dictas manumissiones non valere, eo quod absque assensu capituli sui eas fecerat, nolebant absque procuratorio capituli procedere cum eodem: Demum, exhibita procuracione capituli ad supplicandum, petentibusque procuratore capituli et episcopo ad revocacionem ipsarum confirmacionum procedi, dictis personis ex adverso dicentibus quod, cum essent in possessione libertatis, per viam supplicacionis, cum per aliam viam agere possent, in facto hujusmodi non debebant audiri, auditis hinc inde propositis et plenius intellectis, terminatum fuit et pronunciatum quod in ista peticione, cum alias agere possent, non debebant per viam supplicacionis audiri decanus et capitulum antedicti (90).

XXVIII. Dominus Balduinus de Fyenles dedit, in plena curia, domino Guillermo de Fyenles, nepoti suo, omnem accionem quam habebat, vel habere poterat, quoquo modo, contra comitem Domni-Martini super quibusdam mobilibus acquestuum comitisse Bolonien-sis et domine Johanne, filie sue.

Louis IX, 1267. XXIX. Questione mota inter abbatem et conventum Sancti-Benedicti Floriacenses, ex una parte, et Rivetum ac fratrem suum, filios majorisse de Plessiaco, ex altera, super quadam composicione facta inter eos, cujus forma continebatur in quibusdam litteris, sigillo domini Ernulphi de Curia-Feraudi sigillatis: Tandem, post multas altercaciones super hoc inter partes habitas, auditis hinc inde propositis et plenius intellectis, judicatum fuit, inter dictum abbatem presentem et procuratorem conventus et predictum Rivetum, ad quem, per divisionem inter ipsum et fratrem suum factam, hec accio pertinebat, judicatum fuit quod ordinacio predicta, in predictis litteris ipsius Ernulphi expressa, teneri debebat predicto Riveto, et eis fuit per curiam preceptum quod dictam ordinacionem seu composicionem per omnia tenerent eidem Riveto.

XXX. Dominus Rex dederat Galtero Saverici, cocco suo, viginti libras Parisienses annui redditus, sibi et heredibus suis, de uxore sua desponsata, in prepositura Parisiensi percipiendas, quousque dictum redditum sibi in assisia terre alibi assedisset. Mortuo postmodum ipso Galtero, relictis heredibus masculo et femina ex ipsa uxore, mater habuit medietatem, medietate alia inter heredes divisa. Postea filia dicti Galteri, maritata Johanni Bigue juniori, civi Parisiensi, et heredibus ex eodem Johanne susceptis, dicta relicta ipsius Galteri medietatem predicti redditus, quam ipsa tenebat, dedit totam liberis dicti Johannis, a filia sua susceptis, tanquam acquestum suum, sicut dicebat. Johannes vero Saverici, heres masculus dicti Galteri et ejus uxoris, ex hoc reputans se gravatum, peciit donacionem hujusmodi irritari, cum dicta medietas redditus non esset matri sue acquestus, set eam tenebat racione dotalicii tantummodo, sicut dicebat, prefato Johanne Bigue, sororio suo, e contra dicente quod valebat donacio, cum datus fuisset ipsi Galtero dictus redditus, durante matrimonio inter ipsum et ejus uxorem, propter quod dicta medietas debebat ipsius uxoris censeri conquestus: Tandem, partibus jus sibi reddi petentibus utrum esset acquestus pre-

dicte uxoris ejusdem Galteri, et utrum valeret dicta donacio, an non, visa carta, et intellecto ex earum tenore quod intuitu persone dicti Galteri facta fuerat dicta donacio, judicatum fuit quod relicta dicti Galteri medietatem dicti redditus racione dotalicii sui, ad vitam suam tantum, habere debebat, et quod nichil ibidem habebat, racione conquestus; et pronunciatum fuit quod premissa donacio, ab ea facta liberis ipsius Johannis Bygue, non valebat. Louis IX, 1267.

XXXI. Visa carta regia ab abbate Belli-Prati, Cisterciensis ordinis, exhibita, voluit dominus Rex, non obstante opposicione episcopi Belvacensis, quod per ballivum suum Ambianensem custodiatur, salvo jure cujuslibet alterius, cum per dictam cartam appareat eos esse sub custodia Regis, abbacia Belli-Prati.

XXXII. Questione mota inter dominum Guillelmum de Bosriz, militem, ex una parte, et dominum Theobaldum de Tria, militem, et ejus filium, ex altera, dedit dominus Rex procuratorem et quasi curatorem dicto Guillelmo, propter infirmitatem seu impedimentum ipsius. Litigato diu postmodum inter dictum procuratorem et Theobaldum predictum, ad hoc deventum est in causa quod probaciones parcium fuerunt de mandato curie recepte. Die vero ad referendum attestaciones prefixa, predictus procurator defecit, parte altera comparente. Procurator quidem predictus, postmodum veniens, fecit adjornari, secundum omnia erramenta, ipsum Theobaldum. Porro, partibus posthac in curia comparentibus, peciit procurator ad publicacionem testium et decisionem cause procedi, dicto Theobaldo e contrario dicente quod, cum dictus procurator, qui tenet locum actoris, defecisset, cadere debebant omnia erramenta inter eos habita in hac causa. Ad hoc respondebat dictus procurator quod defectus hujusmodi ipsi non debebat obesse, cum, per examinatorem testium, in parte stetisset, qui ad dictam diem qua datus fuerat idem defectus, non venit, nec attestaciones misit, per quod eciam, si dicta die venisset, nichil fecisset, cum eciam, si dicte attestaciones relate

Louis IX, 1267. fuissent, bene potuisset absque ipso procuratore ad testium publicacionem procedi, sicut dicebat: Tandem, post multas altercaciones, partibus jus sibi fieri petentibus, habito consilio, quia, secundum proposita, curia prestitit impedimentum super hoc ipsi procuratori, et, pro parte, fuit causa defectus hujusmodi, determinatum fuit quod, propter defectum hujusmodi non caderent erramenta, set procederetur in causa, non obstante predicto defectu.

XXXIII. Questione mota inter magistrum Odonem de Sancto-Dyonisio, custodem ecclesie Sancti-Quintini in Viromandia, ex una parte, et decanum et capitulum ejusdem ecclesie, ex altera, super eo quod, cum dictus custos cuidam canonico dicti loci contulisset thesaurariam dicte ecclesie, prout ad ipsum spectat, claves thesauri dicte ecclesie tradere noluit eidem, dicens quod, per ipsos decanum et capitulum, tradi debebant dicte claves thesaurario antedicto, decano et capitulo predictis e contra dicentibus quod, per ipsum custodem qui confert thesaurariam et non per ipsos, tradi debebant dicto thesaurario claves predicte, et sic hactenus usitatum fuisse, quod a dicto custode negabatur expresse, voluit et precepit dominus Rex, et de assensu parcium, quod de usu hujusmodi, per quem consueverunt thesaurario tradi claves hujusmodi, inquireretur: Tandem, relata per magistrum H. de Virziliaco, qui eam fecerat, ipsa inquesta, et ea visa, intellecto eciam per eumdem quod dictus custos tradit claves hostiariis et aliis officiis in eadem ecclesia, ad collacionem suam spectantibus, quod eciam dictus custos percipit exitus et proventus thesaurarie, vacante thesauraria, et suos facit, intellectis insuper aliis, per eumdem H., que coram eodem proposuerant dicte partes, licet idem usus propositus pro neutra parcium inveniri potuisset, determinatum fuit et pronunciatum quod claves ipse per ipsum custodem tradi debebant thesaurario antedicto (91).

XXXIV. Inhibitum fuerat, per majorem Silvanectensem, et postmodum per prepositum domini Regis de Silvanecto, ex parte domini

Regis, Droconi de Credolio, burgensi Silvanectensi, ne quamdam puellam, existentem in custodia sua, aliquatenus maritaret absque assensu amicorum ipsius puelle. Post inhibicionem hujusmodi, absque assensu plurium amicorum ipsius puelle, maritavit eamdem. Quo facto, ballivus Silvanectensis peciit et levavit emendam a dicto Drocone, pro Rege, eo quod ita fecerat post inhibicionem prepositi supradicti. Major et jurati Silvanectenses hoc attendentes, pecierunt a Rege quod emendam ipsam eis reddi faceret, cum omnes emende, et forisfacta, ac justicie in ipsa villa et ejus banleuca ad eos, per cartam suam, pertineant, sicut dicebant, exceptis raptu, multro et incendio, que Rex sibi retinuit per cartam predictam. Ballivus e contra dicebat, pro Rege, quod super hoc non debebant audiri, nec, de hiis que facta sunt contra prohibicionem Regis, habere debebant emendam; set, si dictus burgensis in aliquo contra eos deliquit, bene levarent emendam ab eo: Tandem, visa et audita carta predicta, determinatum fuit quod super hoc non debebant audiri major et jurati predicti, nec eis reddi debebat dicta emenda, a ballivo levata; et, si dictus Droco super hoc contra eos aliquid deliquisset, bene levarent emendam suam ab eo. Louis IX. 1267.

XXXV. Audita controversia que erat inter moniales de Gipho, ex una parte, et leprosos et sorores de Salceia, ex altera, super decima vini cellarii domini Regis Parisius, et vini eciam quod de die ad diem emitur pro expensa hospicii, visis eciam et intellectis cartis earum, determinatum fuit et dictum quod de vino quod venerit ad cellarium Regis, Parisius, quod non sit emptum de die ad diem, habebunt moniales de Gipho medietatem decime, et illi de Salceia aliam medietatem; de vino autem quod emptum erit de die ad diem, habebunt illi de Salceia totam decimam.

XXXVI. Postmodum, in parlamento octabarum Candelose, anno sexagesimo octavo (92), determinatum fuit quod, de vino Regis, reposito in cellariis, Parisius, que Rex conducit, habeant moniales de

Louis IX, 1267. Gipho medietatem decime vini, et sorores de Salceia aliam medietatem prout habent eam communem in proprio cellario domini Regis Parisius, quia cellaria hujusmodi que Rex conducit, sua cellaria reputantur, quamdiu ibi sunt vina sua.

XXXVII. Cum alias terminatum fuisset quod burgenses Figiacenses emendarent Regi, eo quod Radulphum de Trapis non fuerant secuti, cum armis, versus Aureliacum, in diocesi Claromontensi, ab ipso Radulpho super hoc requisiti, dominus Rex, in isto parlamento, emendas hujusmodi posuit in sufferenciam suam usque ad voluntatem suam, et super hoc scripsit dicto Radulpho.

XXXVIII. Questione suborta inter dominum Alenardum de Selingaham, ex una parte, et dominum Andream de Renty, ex altera, super morte domini Guillelmi de Selinghaam, quondam militis, filii dicti domini Alenardi, quam idem dominus Alenardus imponebat ipsi domino Andree, ipso domino Andrea negante se hoc fecisse, dicente eciam quod, per judicium, in curia domine de Falquenberge et in curia Sancti-Audomari fuerat super hoc liberatus. Tandem dictus Alenardus et prefatus Andreas, super facto hujusmodi, dicto et voluntati domini Regis se supposuerunt. Dominus vero Rex, super facto hujusmodi, fecit inquiri: Relata autem postmodum inquesta per dominum Regem super hoc facta, et inquesta alia similiter facta super hoc per gentes comitis Attrebatensis, de cujus justicia dicebantur esse Alenardus et Andreas predicti, invento eciam, per ipsas inquestas, quod dictus Andreas prefatum Guillelmum percusserat cum quadam lancea, et ad terram projecerat, et, post multa convicia ipsi Guillelmo dicta, ipsum vocando pravum bastardum, postquam eciam se voluerat dictus Guillelmus ei reddere cum ense suo, quidam miles, qui erat cum ipso Andrea, prefatum Guillelmum percussit cum ense per guttur, et eum interfecit, dominus Rex, habito consilio diligenti, super hoc dictum suum protulit in hunc modum, videlicet quod dictus Andreas, in instanti festo Nativitatis

beati Johannis-Baptiste, arripiat iter suum ad Terram Sanctam, in eadem per quinquennium moraturus. Item quod det uxori et liberis dicti mortui quadraginta libratas terre sue annui redditus, assidendas eisdem, ex parte Regis, per Ambianensem et Attrebatensem ballivos, et tenendas in feodum et homagium ligium in perpetuum ab illo a quo tenet dictus Andreas, et non ab ipso Andrea; ita tamen quod, post decessum matris, que solum habet ibi urcam suam, tota terra ipsius remaneat liberis Andree. Item quod quedam molta, que dicitur fuisse occasio sive causa hujus maleficii, que eciam, in curia Attrebatensis comitis, jam ipsi Alenardo adjudicata fuerat, sicut dicebat, dicto Alenardo in perpetuum in pace remaneat. Item precepit dominus Rex ipsi Andree quod ab ipso Alenardo veniam peteret, et eum rogaret quod rancorem suum indulgeret eidem, quod fecit genu flexo, et dictus Alenardus rancorem suum ei remisit in presencia domini Regis, et osculatus est eumdem. Hoc autem dictum suum protulit dominus Rex, tam pro se quam comite Attrebatensi, suo nepote, salvo in omnibus aliis jure ejusdem comitis. Quantum ad militem autem predictum, qui ad hoc maleficium cum ipso Andrea venerat, et prefatum Guillelmum percussit cum ense, vel alios, nichil pronunciavit dominus Rex, set contra dictum Andream tantummodo. Louis IX, 1268.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXVIII.

I. Petebat domina de Lavalle quod, cum preceptum fuisset per curiam domino Montis-Maurenciaci quod ipsi domine dotalicium suum faceret, infra Ascensionem Domini proximo preteritam, nec ipse hoc fecerit, set super hoc fuerit simpliciter in defectu, quod per dominum Regem sibi fieret dotalicium suum : Quia dictus terminus

Louis IX, 1268. datus fuit domino Montis-Morenciaci, et, per gentes Regis cum dicta domina ad diem sibi coram predicto domino assignatam per curiam missas, constitit de predicto defectu, precepit curia preposito Parisiensi quod dotalicium suum, per manum Regis, faceret domine supradicte.

II. Cum, in causa mota inter dictam dominam de Lavalle et Guiotum de Lavalle super eo quod ipsa dicebat se de dotalicio suo, apud Astrechiacum, per dictum Guidonem, spoliatam violenter fuisse, prefato Guidone hoc negante, asserente eciam se esse in saisina terre in qua ipsa clamat dotalicium, et de eadem se esse in homagio domini, partibus se offerentibus intencionem suam probaturas per testes, dictus Guido a parte et per curiam requisitus fuisset quod in ipsa causa juraret, jurare noluit. Hoc postmodum ad curiam relato, cum dicta domina peteret saisinam suam sibi restitui, propter defectum ipsius, procuratore dicti Guidonis e contra dicente quod super hoc non debebat audiri, set testes suos super hoc petebat admitti, dicens quod non fuit in defectu de juramento hujusmodi faciendo: Demum, quia curie constitit de hujusmodi defectu, determinatum fuit quod, propter defectum hujusmodi, haberet saisinam suam, et resaisiretur domina supradicta, non obstantibus propositis pro dicto Guidone.

III. Ballivus Viromandensis saisiverat, pro Rege, apud Villam-Novam in Belvacesio, bona quorumdam malefactorum loci ejusdem, quibus multrum imponebatur. Conquerebantur major et jurati ejusdem loci super hoc, petentes saisinam Regis amoveri exinde, cum ipsi, pro parte tallie ville sue et pro emendis ab ipsis, ante hujusmodi maleficium, ville debitis, suam in bonis ipsis posuissent saisinam, saltem quousque de tallia et debitis sibi emendis sit satisfactum eisdem. Ad hoc respondebat ballivus quod dicti major et jurati super hoc non debebant audiri, cum, secundum generalem consuetudinem Francie, bona ipsa sint domino Regi commissa, si dicti male-

factores de predicto maleficio convincantur: Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, secundum consuetudinem Francie, non obstantibus a parte adversa propositis, bona ipsa domino Regi remanere debebant. Louis IX, 1268.

IV. Dixerunt et consenserunt, in plena curia, procuratores abbatis et conventus Sancti-Vedasti Attrebatensis quod, super facto justicie vici de Malleis, de qua episcopus Attrebatensis saisinam habuerat per curiam istam, et de cujus proprietate peticionem fecerunt ipsi abbas et conventus in hac curia contra dictum episcopum, non trahent ipsum episcopum coram papa, vel in curia ecclesiastica, ordinaria via, nec per modum denunciacionis vel alias, asseruerunt eciam quod id quod procurator eorum super hoc fecerat, non fecerat de voluntate aut mandato ipsorum (93).

V. Cum accusaretur a ballivo Ambianensi dominus Matheus de Roya super eo quod quemdam hominem submersum levaverat prope Sanctum-Richarium, quod pertinet ad altam justiciam quam dominus Rex et comes Pontivi soli habent in Pontyvo, idem Matheus confessus fuit, in plena curia, quod ibi non habet altam justiciam, et fuit preceptum quod locum resaisiret, pro jure Regis conservando.

VI. Dominus Gilebertus de Malo-Boissono, miles, pater Egidii de Malo-Boisson, acquisivit sexcentas libratas terre ex dono Regis, constante matrimonio inter dictum Gilebertum et ejus uxorem, de quibus, mortuo dicto Gileberto, medietas devenit ad ipsius uxorem, racione conquestus. Facta postmodum divisione inter dictam uxorem et ejus liberos, licet de dictis sexcentis libratis medietas pertineret ad ipsam, ipsa tamen pro ducentis libratis totam partem suam remisit liberis suis. Facta autem hac divisione, quilibet liberorum ipsorum porcionem suam habuit, tam de hereditate sua quam de incremento illo quod mater sua, ut predictum est, liberis suis dimisit. Postmodum, vivente matre, tres ex ipsis liberis decesserunt, quartus post

Louis IX, 1266. mortem matris ipsius; quorum eschaetas dictus Egidius in manum suam saisivit. Demum, Odardus de Pomponio, miles, et Petronilla, uxor ejus, soror prefati Egidii, pecierunt porciones ipsam Petronillam contingentes, tam de dicto incremento, a matre sua liberis suis remisso et dato [quam] ex successione dictorum fratrum suorum qui decesserant, matre vivente, quia de quarto non audiretur, ab eodem Egidio sibi deliberari et reddi, cum incrementum illud ad matrem suam, que illud dederat, secundum usus et consuetudines Francie, debuerit devenire. Ad hoc respondit dictus Egidius quod dicta Petronilla et ejus maritus super hoc non debebant audiri, cum eschaeta fratrum suorum ad ipsum, tanquam masculum et primogenitum, non ad matrem ipsorum, secundum consuetudines Francie, debuerit devenisse, cum eciam ipse eschaetam fratrum suorum, vivente matre sua, per decennium, et post mortem ipsius matris per quatuor annos, sciente et vidente ipsa sorore sua, et non contradicente, pacifice possederit, sicut dicebat. Asserebat eciam quod pater et mater ipsius, de illo redditu acquisito insimul, dederant et extra manum suam posuerant, ita quod incrementum predictum ascendere non poterat ad centum libras. Ad hec proponebatur, pro dicto Odardo et ejus uxore, quod dicta possessio eis non oberat, eum, vivente matre sua, reclamare non possent, cum ex ea solum causam haberent: Tandem, quesito a partibus utrum super hoc jus vellent audire, et ipsis partibus jus super hoc fieri petentibus, habito consilio, determinatum fuit quod, cum, per usus et consuetudines Francie, donum factum ab ipsa matre liberis suis, cum, ipsa vivente, absque liberis decesserint, ad matrem reverti debeat, tanquam ad stipitem, cum eciam dicta Petronilla, vivente matre sua, a qua causam habebat, reclamare non posset, non obstantibus a dicto Egidio propositis, in sua peticione audiri debebant dicta Petronilla et ejus maritus, et ratam de dicto incremento, ipsam Petronillam contingentem, habere, deductis inde hiis que pater et mater ipsorum extra manum suam posuerant de redditu supradicto; adjudicata eciam fuerunt eis arreragia a tempore litis mote.

VII. Guillelmus de Pinquigniaco et Andreas, ejus filius, milites, qui fecerant in hac curia adjornari comitem Andegavensem, vel locum ejus tenentem in Andegavia, omissa hic peticione sua, redierunt sponte sua ad curiam et obedienciam ipsius comitis, salvis sibi et hereditate sua et mobilibus, et ita confessus est ballivus Andegavensis inter eos concordatum fuisse. Louis IX, 1268.

VIII. Die veneris, post quindenam Penthecostes, in hoc parlamento, precepit curia abbatisse Beate-Marie Suessionensis, presenti in curia, quod ea que acquisierat in feodo domini Nigelle, quod tenet a Rege, ponat extra manum suam infra annum et diem, et dixit idem dominus Nigelle quod hoc preceperat alias abbatisse predicte.

IX. Petebat Joubertus de Sancto-Floro, prepositus ecclesie Candacensis, saisinam terre de Bancanes et eorum que defunctus Eblo de Ventador tenebat in vicecomitatu Castri-Eraudi, racione doni sibi facti a dicto Eblone de premissis, qui ea sibi dederat, cum omni jure, dominio, possessione et proprietate, retento tamen sibi usufructu, et de quibus idem Eblo, avunculus suus, saisitus et percipiens decessit, sicut dicebat. Ad hoc responsum fuit, pro Rege, quod super hoc non debebat audiri, quia dictus Eblo non erat dominus eorum que dedit, nec tempore mortis sue eorum possessionem habebat. Dicto vero preposito offerente se probaturum saisinam suam per litteram dicti Eblonis super premissa donacione confectam, quesitum fuit a dicto preposito utrum, secundum proposita, si vellet audire jus, deberet sibi reddi saisina predicta, an non, quo respondente, sic: Auditis hinc inde propositis et plenius intellectis, judicatum fuit quod idem prepositus non debebat super peticione ipsius saisine audiri.

X. Conquerebantur major et jurati de Poiz quod, cum dominus Rex remisisset eos ad curiam domini de Poiz, ut eis faceret judi-

Louis IX. 1268. cari emendam quam ab eis petebat pro facto cavalcate in qua defecerant eidem, dictus dominus judicavit a singulis personis ville ipsius sexaginta solidos sibi propter hoc reddi debere, licet a majore et communia insimul sibi reddi deberet predicta emenda : Intellecto vero, per ipsum dominum, judicium hujusmodi tale fuisse, licet non fuisset appellatum de eo, voluit Rex, et in hoc consensit dominus antedictus, quod, salvo jure parcium in omnibus aliis, nomine emende solverent ipsi domino suo, major et communia de Poiz, trecentas libras Parisienses, et quadraginta libras Parisienses darent domine de Poiz, uxori ejusdem.

XI. Ordinatum fuit et pronunciatum quod prior Sancti-Sansonis Aurelianensis sit de ressorto Yenville, de terra sua de Erarvilla et alia quam habent prope castrum Evere.

XII. Quedam mulier de Villa-Nova in Belvacesio assecuraverat aliam mulierem ibidem, et post, assecuracionem hujusmodi fregit, dicte mulieri assecurate injuriam inferendo. Ballivus Viromandensis posuit manum pro Rege, ad factum hujusmodi emendandum. Conquerebantur ex hoc major et jurati dicti loci, dicentes quod hec justicia pertinebat ad eos, cum omnimodam ibidem justiciam habeant per cartam suam, sicut dicebant, preter raptum et multrum. Ad hoc dicebatur, pro Rege, quod ad Regem pertinebat hec justicia et non ad ipsos, cum forisfactum hujusmodi sit sequela multri : Visa postmodum carta ipsorum, et auditis que proponere voluerunt, determinatum fuit quod, cum fraccio assecuracionis sit sequela multri, justicia hujusmodi pertinet ad Regem et non ad burgenses predictos.

XIII. Conquerebatur prior de Karitate quod, cum ecclesia Karitatensis associaverit Regem ad villam de Centiconio, et, racione societatis hujusmodi, debeant habere medietatem proventuum et expletorum ville ejusdem, ballivus Bituricensis impediebat eum

quominus haberet medietatem eorum que burgenses, venientes ibideni ad franchisiam, dant pro intragio, propter quod petebat partem suam de hujusmodi intragiis sibi reddi. Ad hoc dicebat ballivus quod prior super hoc non debebat audiri, cum nunquam habuerit saisinam eorum que petit, et dominus Rex sit et fuerit in possessione hujusmodi intragiorum, a triginta annis et amplius, ut dicebat. Asserebat eciam quod burgenses, venientes ibidem ad franchisiam, non compelluntur solvere intragium, set, si volunt, illud donant : Tandem, visa carta Regis super hujusmodi associacione confecta, determinatum fuit et pronunciatum quod dictus prior haberet medietatem intragiorum hujusmodi, si que reciperentur ibidem. Locus IX. 1268.

XIV. Preterea proponebat prior predictus quod, cum justicia propriarum censivarum suarum ad ipsum pertinebat in dicta villa Conticonii et de jure communi, et maxime quia, in forma associacionis hujusmodi, preter forisfacta, justicias et expleta, ipsi priori remanere debebant ea que antea ibidem habebat, dictus ballivus impediebat eum super hoc, volens quod per Regem et priorem insimul fieret justicia supradicta; propter quod petebat dictus prior ipsum ballivum ad desistendum super hoc compelli. Ballivus dicebat e contrario quod prior non erat in peticione hujusmodi audiendus, cum Rex sit et fuerit in possessione justiciandi insimul cum priore, racione societatis, a tempore quo fuit societas ipsa facta : Demum audito taliter super hoc usitatum fuisse, ut ballivus dicebat, et visa carta confecta super associetate predicta, dictum fuit et pronunciatum quod, per Regem et priorem insimul, justicientur dicte censive, prout fuit hactenus usitatum.

XV. Ordinatum est quod, lite pendente inter episcopum Nivernensem, ex una parte, et priorem et conventum de Karitate, ex altera, de fortericia Albiniaci super Ligerim, de qua contendunt in curia, in ea parte manerii prioris dicti loci in qua erat palicium a

Louis IX. 1268. glant, quod est fortalicium, secundum usus et consuetudines patrie, prout eciam episcopus confitetur, edificare liceat ipsi priori, et firmare; in alia parte in qua non erat tale palicium non edificabit interim. De crenellis vero, quos episcopus predictus inceperat facere super fortericiam suam antiquam, et impeditus fuerat per ballivum, ordinatum est quod crenellos suos eidem facere liceat interim, maxime cum ibi sint crenelli antiqui, prout retulit ballivus predictus (94).

XVI. Ordinatum est et pronunciatum per curiam quod Gaufridus-le-Bas, Galterus-le-Bas, et Johannes de Erconio, armigeri, qui in conductu Regis et serviente Regis, sibi tradito, presente, et hoc ex parte Regis prohibente, ceperunt de nocte Johannem dictum Trossebois, militem, et captum duxerunt, ac turpiter tractaverunt, solvant ipsi militi, pro emenda, trecentas libras Parisienses, et, infra instantem Assumpcionem Beate-Marie, arripiant iter eundi in Apuliam, ibidem cum rege Sicilie et in ejus exercitu continue moraturi per annum, et debent bonas litteras testimoniales afferre secum quod taliter fuerint ibidem per annum morati (95). Postmodum dominus Rex, in sequenti parlamento octabarum Candelose (96), intellecto valore terrarum ipsorum et uxorum suarum, ipsas trecentas libras Parisienses reduxit ad centum quinquaginta libras Turonenses.

XVII. Contencione, diu est, mota inter dominum Stephanum de Sacro-Cesare, ex una parte, et sorores suas, ex altera, super facto Loppe et Marchesville et pertinenciarum eorum, adjudicata fuit ipsis sororibus medietas Marchesville et pertinenciarum ejusdem. Postmodum, cum de predictis fieret divisio inter eos, ipse sorores castrum Marchesville, sicut et alia, dividi pecierunt. Dictus vero Stephanus castrum ipsum in divisione ponere noluit, asserens quod, secundum usus et consuetudines patrie, castrum dividi non debebat, set heredi masculo et primogenito, extra porcionem, remanere debebat. Ad hoc dicebant sorores ipsius quod super hoc non

debebat audiri dictus Stephanus, cum in peticione facta inter eos, super facto de Marchesvilla, et quando conclusum fuit super hoc inter eos, nunquam facta fuisset de hoc mencio a Stephano supradicto. Ad quod fuit a dicto Stephano responsum quod non oportuit super hoc fieri mencionem, cum non intenderet curia judicare de hiis que non erant, secundum terre consuetudinem, dividenda : Tandem, quesito a partibus si vellent jus audire, utrum dividi deberet castrum hujusmodi an non, et eisdem jus sibi super hoc fieri petentibus, auditis que partes proponere voluerunt, intellecta eciam tali esse super hoc consuetudine qualem dictus Stephanus proponebat, judicatum fuit et pronunciatum quod non debebat dividi castrum ipsum, set dicto Stephano, heredi masculo et primogenito, extra porcionem suam, secundum terre consuetudinem, remanere debebat (97). Louis IX. 1268

XVIII. Abbatissa Monasterii-Villaris, in Caleto, in villa sua Monasterii-Villaris, fecerat quamdam halam ad bladum et merces et alia ibi vendenda. Cum autem homines domini Guillelmi Crispini, de quadam villa que dicitur Beccus, ibi venderent bladum suum et alia, dicta abbatissa peciit ab eis haslagium sibi solvi, sicut ab aliis ibi vendentibus, non tanquam constumam, set locagium pro hala sua. E contra dicebatur, pro hominibus antedictis, quod ad solucionem hujusmodi haslagii minime tenebantur, cum quitti sint ibidem de omni constuma, sicut ipsi dicebant, quod bene confitebatur eis attornatus abbatisse predicte et procurator sui conventus: Tandem, auditis hiis que partes super hoc proponere voluerunt, habito consilio, determinatum fuit quod dicti homines solvant haslagium de blado et aliis que vendent in dicta hala, sicut et alii vendentes ibidem, cum, non pro constuma, set pro locagio hale, solvatur haslagium supradictum.

XIX. Precepit curia ballivo Turonensi quod bona monachorum de Losduno temporalia, que sunt in garda Regis, defendat de violencia

Louis IX, 1208. manifesta; et si episcopus Pictavensis, de quo conqueruntur, bona aliqua ipsorum monachorum, que essent in saisina Regis, absportavit, saisinam Regis frangendo, eadem reddi faciat et restitui, et hoc emendari.

XX. Conquerebatur capitulum Masticonense quod dominus Henricus de Pagniaco quamdam domum fortem construebat ultra Sagonam, prope Masticonem, et in rippa ejusdem Sagone, in proprio fundo ipsius capituli et in justicia domini Regis, cum dominus Rex habeat justiciam ibi, quia, secundum consuetudinem terre, Rex habet justiciam in Sagona, et, quando Sagona excrescit, totam domum illam claudit, et ultra eciam progreditur, sicut pro capitulo dicebatur. Asserebat eciam procurator capituli quod, cum domus illa firmetur in marchia, Rex potest eam, secundum terre consuetudinem, prohibere. Adiciebat insuper quod in illa domo fecerat idem Henricus quamdam navem seu baccum, per quam gentes de ipsa domo, cum balistis et armis, transmeantes Sagonam, regnum intraverant, et plura mala et dampna intulerant quibusdam de regno, necnon et quod, racione dicte domus, satagebat dictus Henricus justiciam sibi acquirere de novo, usque ad pontem ville Masticonensis, et jam, ibi justiciando, unius hominis auriculam, ad caput pontis, abscidi fecerat, cum, sicut dicebatur, nullam penitus justiciam ibidem haberet; unde petebat procurator predictus quod quicquid ibi factum erat et constructum, dominus Rex omnino dirui faceret, asserens quod, si Rex dubitaret de premissis, paratus erat ea probare, nisi dominus Rex vellet inquirere de eisdem. Porro, cum intimasset dominus Rex dicto Henrico alias quod ad hoc parlamentum veniret, vel sufficienter mitteret propositurus raciones suas, si quas haberet, quare hujusmodi peticio capituli, quam alias fecerat, fieri non deberet, et dictus Henricus procuratorem misisset, quesitum fuit ab ipso procuratore utrum, pro domino suo, vellet aliquid proponere contra predicta, ipse procurator peciit diem consilii, amplius nolens procedere in hoc facto: Demum, dominus Rex, auditis premissis

omnibus, intellecto eciam quod, per domum ipsam, si taliter remaneret, non solum pax civitatis Masticonensis, set totius illius terre posset turbari, habito diligenti consilio, precepit ballivo suo Masticonensi quod penitus dirueret domum fortem predictam. Louis IX 1268.

XXI. Cum rex Anglie firmaret quoddam castrum in terminio Petragoricinii et parcium Vasconie, in quodam loco quem abbas Sarlatensis dicebat esse de feodo suo, et quem advocat se tenere a Rege, nec, propter probibicionem ipsius abbatis ac Radulphi de Trapis, senescalli pro domino Rege in illis partibus, a principio operis sibi factam, desistere voluissent, immo forcius quam ante firmabant gentes regis Anglie supradicti, precepit dominus Rex inquiri utrum esset de feodo ipsius abbatis an non, et dictum opus, pendente inquesta hujusmodi, arrestari mandavit.

XXII. Cum vallis de Cupre, sicut dicitur, sit de feodo episcopi Carnotensis, et dictus episcopus, propter causas aliquas, assignaret, et manum poneret ad turrem domini Gerardi de Loogniaco, que est in territorio supradicto, et de feodo ipsius episcopi movet, prout dicebat episcopus antedictus, ballivus Vernolii, pro domino Rege, se opposuit, et manum dicti episcopi inde amovit, quia dictus Gerardus domum ipsam cum suis pertinenciis advoavit esse de feodo domini Regis. Ex hoc conquestus fuit domino Regi dictus episcopus de ballivo. Vocatis postmodum dictis episcopo et Gerardo propter hoc coram Rege, dictus Gerardus asseruit se dictam domum a dicto episcopo non tenere, set se esse in homagio domini Regis de ea. Verum, cum de hoc sibi preceptum fuisset quod inde fidem faceret, et, si quas litteras habebat super hoc, eas exhiberet, ipse, subterfugiens se, per plura parlamenta contramandavit, nullam fidem faciens de hiis que proposuerat : Demum, licet dictus episcopus, satagens probare dictam domum esse de suo feodo, hoc non plene probasset, quamquam fama faceret pro ipso, dominus Rex tamen, non multum adherens advoamento quod inde sibi fecerat dictus Gerardus, cum

Louis IX, 1268. illud crederetur maliciose factum fuisse, impedimentum dicti ballivi et manum suam amovit, quoad presens, de feodo supradicto; salvo jure suo in omnibus in resumendo et recuperando dicto feodo, si de eo alias sibi posset constare.

XXIII. Petebat dominus Boso de Bordelia quod, cum ipse tradidisset, ad mandatum domini Regis, Radulpho de Trapis quamdam partem Castri-Lucii que fuerat fratris sui, quam ipse, tempore dicte tradicionis, ad manum suam tenebat, et vicecomitissa Lemovicensis castrum ipsum, seu partem castri, per dictum Radulphum sibi traditam, penitus dirui fecerit, dominus Rex castrum ipsum in statu in quo illud mandato suo tradidit, cum dampnis ibidem habitis, sibi restitui faceret, atque reddi. Ex adverso proponebat ipsa vicecomitissa quod dictus Boso non erat super hoc audiendus, cum dictum castrum non esset suum, set illud quod de feodo suo est, et in manu sua tunc erat, sibi violenter abstulisset, una cum alio castro suo, Boso predictus, nec ad mandatum Regis, prout promiserat, illud voluisset reddere, quousque; non sine magnis sumptibus et effusione sanguinis, extitit quasi expugnatum; cum eciam castrum ipsum sibi per dominum Regem restitutum fuisset. Postmodum, partibus inter se taliter altercantibus, et multa proponentibus hinc inde, quesitum fuit ab eis utrum, de modo reddicionis ipsius castri et toto facto ejusdem, stare vellent recordacioni predicti Radulphi; quibus annuentibus quod sic: Audita recordacione ipsius, et hinc inde propositis plenius intellectis, cum constaret quod super vicecomitissam captum fuisset violenter castrum hujusmodi a dicto Bosone, et postmodum, per mandatum domini Regis, ipse vicecomitisse restitutum fuisset, nec dictus Boso dictum castrum probavisset esse suum, determinatum fuit et pronunciatum quod idem Boso non erat, ad presens, in petenda restitucione hujusmodi, secundum proposita, audiendus.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXVIII.

I. Conquerebatur episcopus Noviomensis de castellano Noviomensi, homine suo ligio, quod proprium cambellanum suum ceperat, et vulneraverat, et graviter tractaverat, et plures injurias eidem irrogaverat; unde supplicabat domino Regi quod hujusmodi injuriam sibi faceret emendari. Castellanus, hoc audito, cognoscens episcopum predictum esse dominum suum ligium, peciit se ad curiam episcopi predicti remitti, et ibi paratus est stare juri, sicut dicebat. Episcopus autem e contrario asserebat quod recursum hujusmodi non debebat habere dictus castellanus, cum ipse episcopus eum non peteret, et petebat dictus episcopus quod sibi jus fieret in hac curia de injuria supradicta: Tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus castellanus non haberet reditum quem petebat.

II. Cum Hubertus-le-Becu fecisset majorem Silvanectensem solum, sine sociis suis, adjornari super defectu juris, dictus major respondit quod non tenebatur super hoc respondere, cum judicium, apud Silvanectum, in eorum communia, non ad ipsum solum pertineat, set ad ipsum et juratos suos insimul. Ad hoc proposuit dictus Hubertus quod solus respondere super hoc tenebatur, cum ipse, quando litigabatur coram eo ac sociis suis, et jus peteretur ab eo, solus sine sociis suis in aliquo, tanquam judex, pronunciavit, et solus dicto Huberto in aliis jus reddere denegavit, propter quod solus tenetur respondere de defectu hujusmodi sibi facto, sicut dicebatur[1] idem

[1] Lisez *dicebat*.

Louis IX. 1268. Hubertus : Tandem, intellecto ex eorum verbis quod solus ita processerat idem major, et hinc inde propositis plenius intellectis, pronunciatum fuit quod idem major solus de defectu hujus responderet.

III. Ordinatum est per curiam et preceptum quod, cum gentes comitis Attrebatensis sequti fuissent pedagium suum de Bapalmis usque in terram comitis Blesensis, in castellania videlicet de Guysia, et ibidem propter hoc cepissent, de quo dictus comes Blesensis conquestus fuerat, dicens quod in ipsa terra sua, in qua nichil tenebat a comite Attrebatensi, nullam habebat prisiam dictus comes Attrebatensis, locus, in quo facta fuit hec prisia, resaisiatur a gentibus comitis Attrebatensis, et dampna, propter hoc data, reddantur ab eis, sicut alias preceptum fuerat et ordinatum.

IV. Mortua domine [1] de Monte-Gomberti, terra sua sita in castellania Crispiaci devenit ad liberos defuncti Johannis de Claro-Monte, quondam filii sui, ipsi domine de Monte-Gomberti matri sue premortui. Cum autem predicti liberi non haberent etatem completam, mater ipsorum liberorum, quondam uxor dicti Johannis, nunc vero maritata domino Alano de Avalgor, peciit ballum liberorum suorum predictorum. Ex adverso thesaurarius Gerborredensis se opposuit, dicens dictum ballum, ad usus et consuetudines Francie, ad se debere pertinere et non ad matrem liberorum ipsorum, cum dicto Johanni, patri liberorum ipsorum, premortuo predicte domine de Monte-Gomberti, matri sue, attineat in gradu consanguinitatis, et, post dictos liberos, esset eidem Johanni proximior, ut dicebat, propter quod dicebat se, in assecucione hujus balli, matri liberorum ipsorum se debere preponi: Tandem, partibus sibi jus reddi petentibus ad quem ballus hujusmodi pertinere deberet, auditis hinc inde propositis, cum terra de qua agitur sit ad usus et consuetudines Francie, determinatum fuit et pronunciatum quod mater ipsorum liberorum, ad usus et consuetudines Francie, et non dictus thesaurarius, ballum hujusmodi habere debebat

[1] Lisez *domina*.

Louis IX, 1268.

V. Conquerebantur gentes comitis Blesensis de ballivo Viromandensi quod, cum ipsi, pro consuetudine sua non soluta, compulissent [ad nanta prestanda] burgenses domini Regis de Ribemonte, venientes ad nundinas suas de Monsterolo, sicut et alios homines ibidem venientes, dictus ballivus eos compulit ad reddendum ipsis burgensibus nanta sua, propter quod petebant ipsum ballivum ad desistendum compelli. Ballivus dicebat e contrario quod super hoc non debebant audiri, cum ipsos burgenses Regis, qui ibidem liberi huc usque fuerunt, compellant de novo ad solvendum constumam, ipsos sua libertate privando; quam tamen libertatem gentes dicti comitis negabant ibidem habere burgenses eosdem: Demum, auditis hinc inde propositis, dictum fuit et pronunciatum quod ipsi burgenses, qui pretendunt hujusmodi libertatem, tenentur libertatem suam ostendere ipsi comiti, vel ejus mandato, et, si eis franchisiam suam teneat, bene quidem; si autem franchisiam suam eidem ostensam ipsis tenere noluerit, Rex, tanquam superior, cognoscet de ipsa franchisia, et, pendente discussione, seu cognicione de rebus captis pro constuma hujusmodi, fiet recredencia per dominum Regem.

VI. Burgenses de Hatyes conquerebantur de ballivo Viromandensi quod, cum ipsi hactenus quitti fuerint et immunes de pedagio, apud Peronam, idem ballivus de novo compellit eosdem ad pedagium ibidem solvendum, et sua libertate eos spoliat, propter quod se petebant in sua possessione teneri. Ballivus respondit ad hoc verum esse quod proponebant, dicens quod illi qui sunt de castellania Perone liberi sunt ibidem de pedagio, et quia isti confessi fuerunt huc usque se esse de castellania predicta, propter hoc liberi erant ibi de pedagio, sicut et alii. Verum cum modo negent se esse de ipsa castellania, vult idem ballivus quod solvant sicut alii qui non sunt de castellania eadem: Tandem, auditis hinc inde propositis, voluit et precepit curia quod, quamdiu negaverint se esse de dicta castellania, ibi solvant, sicut alii, nisi aliam libertatem seu quittacionem pretenderint specialem.

Locis IX, 1268.

VII. Preceptum fuerat, per dominum Julianum de Perona, ballivum Rothomagensem, ex parte curie, domino Johanni de Hare-Curia, quod domicelle Ysabelli de Melloto, que fuerat uxor filii ipsius Johannis, teneret et redderet dotalicium suum, prout continebatur in litteris ipsius inde confectis, vel in isto parlamento ad certam diem veniret quare hoc facere non debebat: Quia vero dictus dominus Johannes hoc non fecit, nec ad dictam diem venit, causam quare hoc non teneretur facere ostensurus, dicta domicella, prout debuit comparente, preceptum fuit dicto ballivo quod ipsi domicelle deliberaret dotalicium suum, et ipsum Johannem compelleret ad tenendas litteras suas super dotalicio predicto confectas.

VIII. Conquerebantur major et jurati Silvanectenses quod, cum ipsi vellent cognoscere, prout ad ipsos pertinebat, de quadam fraccione assecuracionis in villa Silvanectensi facte, ballivus Silvanectensis impediebat eos super hoc, ipsos de hoc cognoscere non permittens, propter quod petebant dictum ballivum compelli ad desistendum, et justiciam suam sibi deliberari; et ad intencionem suam fundandam exhibebant cartam suam regiam, in qua inter alia tangebatur hec clausula, videlicet quod Rex dedit eis omnia forisfacta, justicias et emendas forisfactorum, raptu, multro et homicidio domino Regi retentis. Ballivus respondebat e contrario quod, cum Rex ibi multrum retinuerit, et fraccio assecuracionis sit de pertinenciis multri, hujus facti cognicio non pertinebat ad ipsos, set ad dominum Regem, nec inde debebant audiri; dictis majore et juratis nichilominus instanter asserentibus, per cartam suam, ad se hujusmodi justiciam pertinere: Demum, auditis hinc inde propositis, et visa carta predicta, determinatum fuit quod ad dominum Regem pertinebat hec justicia, cum fraccio assecuracionis sit de pertinenciis multri quod remansit domino Regi et non ad majorem et juratos predictos.

IX. Recordata est curia quod alias adjudicata fuit domino Johanni

de Soisiaco, saisina chaciandi in boscis Sancti-Victoris de Dravel, ad cuniculum, ad furetum et resellos solum sine canibus, sine cornu, et sine bosco plessando. Louis IX, 1266.

X. In causa que vertebatur inter dominum Castri-Radulphi, ex una parte, et abbatem et conventum Maciacenses, ex altera, super facto ville de la Bretenor et pertinenciarum ejus, peciit idem dominus curiam suam, dicens eamdem villam esse infra castellaniam suam. Abbas et procurator conventus e contra dicebant quod super hoc non debebat audiri idem dominus, cum nichil ibi tenerent ab eo, nec essent de castellania sua, et, si aliquociens fuissent de sua castellania, inde se ejecerat per suam litteram, ut dicebant: Tandem, visis litteris ipsis, dictum fuit et pronunciatum quod idem dominus non haberet curiam suam.

XI. Per inquestam de mandato Regis factam inter comitem Blesensem, ex una parte, et abbatem et conventum Vindocinenses, ex alia, ad sciendum utrum villa de Boisseello esset de castellania Dunensi, sicut dicebatur pro ipso comite, vel de castellania Vindocinensi, prout dicebant abbas et conventus predicti, inventum fuit, dictum et pronunciatum quod ipsa villa de Boisseello erat de castellania Vindocinensi. Postmodum veniens ad curiam Ysembardus, procurator dicti comitis, peciit pronunciacionem hujusmodi irritari, dicens quod raciones ipsius comitis et pars erramentorum ipsius inqueste, que adhuc erat penes ballivum Aurelianensem, non fuerunt tradita curie in apercione et [relacione] ejusdem inqueste: Vocato vero ex officio curie ipso ballivo, et ejus relacione audita, nichil inventum fuit per quod pronunciacio inqueste ipsius irritari deberet; et fuit dictum per curiam, et ipsi Ysembardo responsum quod non audiretur sua peticio, set staret judicium, et pronunciacio facta per curiam in hac parte.

XII. In causa quam movebat dominus Gaufridus Roterii, miles,

Ludovicus IX, 1268. pro filio suo, contra relictam Gerardi de Arnonvilla, militis, et ejus liberos super proprietate castri de Arbays, responsum fuit, pro domina et ejus liberis, quod non tenebantur super hoc respondere, cum idem puer, pro quo petitur, non habeat etatem. Dictus Gaufridus aliqua in contrarium proponebat : Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, cum dictus puer etatem completam non habeat, dicta domina et ejus liberi non tenebantur super hoc respondere.

XIII. Cum alias, per judicium hujus curie, preceptum fuisset quod fortericia quam de novo fecerat dominus Guillelmus Pruneleti in castellania Mereville, contra voluntatem domini Mereville, caderet et dirueretur, et adhuc in eadem fortericia remanserint due turrelle, in eadem fortericia, una cum archeriis, et alia sine archeriis, que adhuc sunt signa fortericie, preceptum fuit ballivo Stampensi, ad instanciam dicti domini Mereville, quod archerie hujusmodi diruerentur, et taliter perforaretur hujus fortericia per ipsum ballivum, quod bene appareret fortericiam hujusmodi fuisse dampnatam (98).

XIV. Nota quod, secundum consuetudines Francie, quando filia habet fratrem, et ipsa maritat se primo, ipsa non solvit rachatum de hereditate sua, quia frater suus, cum sunt ex eodem latere ex quo descendit hereditas, garentit eam de rachato in primo maritagio, non tamen in aliis maritagiis, si pluries maritet se. Et hoc vidi fieri in sorore domini Droconis de Melloto et in uxore domini Radulphi, filii domini Nigelle.

XV. Item nota quod, secundum consuetudinem Francie, hereditas mulieris, quam secum defert quando maritatur, et quicquid hereditatis ei obvenit, durante matrimonio, est hereditas liberorum suorum ex eodem matrimonio provenientium (99).

XVI. Questio vertebatur inter dominum Gaufridum de Vindocino,

fratrem comitis Vindocini, ex una parte, et homines suos trium villarum quas habet in partibus Normannie, ex altera, super eo quod idem Gaufridus dicebat villas hujusmodi esse et fuisse ad usus et consuetudines Andegavie, dictis hominibus dicentibus ex adverso easdem esse et fuisse ad usus et consuetudines Normannie. Postmodum dominus Rex mandavit inquiri, per dominum Julianum de Perona, quod inquireret ad quos usus essent et fuissent hactenus ville predicte, et inquestam inde factam afferret: Qua inquesta per eum facta et relata, quia liquide inventum fuit quod dicte ville justiciaverunt se continue, ad usus et consuetudines Andegavie, per sexaginta duos annos, pronunciatum est et determinatum quod de cetero justicientur ville ipse, ad usus et consuetudines Andegavie, et non ad usus Normannie (100). Louis IX, 1268.

XVII. In causa quam movebat abbas Sancti-Martini Pontisare contra Adanetum de Insula, armigerum, peciit dominus Johannes de Insula curiam suam ad hoc, multa proponens quare sibi deberet fieri quod petebat. Abbas proponebat e contrario raciones suas, per quas ostendebat quod deberet hic curia remanere: Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, secundum proposita, non haberet idem Johannes curiam suam, set hic curia remaneret.

XVIII. Cum dominus Herveus de Leonia appellasset ad hanc curiam de quodam judicio, lato contra ipsum per Richardum de Ruppe, fratre suo, et propter hoc milites quosdam de ballivia Vernolii, qui judicium ipsum fecerant, ad hanc curiam adjornari fecisset, dicens ipsum judicium esse pravum, petensque ipsum judicium pravum et falsum pronunciari: Tandem, auditis hinc inde propositis [et] plenius intellectis, determinatum fuit et pronunciatum dictum judicium esse bonum; et fuit preceptum ballivo Vernolii quod dictum dominum Herveum compelleret ad emendandum hoc domino Regi et militibus antedictis.

Louis IX, 1269. XIX. Comes Britannie assecuravit, de mandato curie, et in presencia Regis, jus faciendo, durante causa patris sui, vel quousque ad homagium comitis venerit, Guillelmum de Chasteler, militem juniorem.

XX. Adanetus de Insula armiger assecuravit, de mandato Regis, de se et suis jus faciendo, abbatem Sancti-Martini Pontisare et Gazonem de Outrevoisin, militem, et suos et sua, et ipsi eumdem et suos similiter.

XXI. Homines Sancti-Richarii in Pontivo elegerant in majorem ville sue, hoc anno, Petrum de Vincheneul, burgensem ejusdem loci, de quo dominus Rex alias inhibuerat ne sine suo speciali mandato eum de cetero eligerent in majorem, eo quod de turbacione ville esset suspectus; et, cum postmodum peterent a Rege quod eleccioni hujusmodi assentiret, dominus Rex, habito consilio, noluit quod idem Petrus esset major ad presens.

XXII. Cum dominus Nigelle peteret ab hominibus suis de La Remuee, in Normannia, auxilium sibi prestari, ad usus et consuetudines Normannie, pro filio suo primogenito facto novo milite, ipsique homines dicerent se minime teneri ad prestandum hujus auxilium, cum a comite Reginaldo Bolonie, qui villam ipsam fundavit, instituta fuisset villa ipsa libera et immunis ab omnibus talibus consuetudinibus, usique fuerint libertate hujusmodi, ut dicebant. Nullam tamen super hoc litteram pretendebant, set inde petebant inquiri: Demum ipsi homines supposuerunt se super hoc voluntati ipsius domini Nigelle, promittentes se servaturos quicquid idem dominus, scita terre consuetudine, eis super hoc duceret injungendum. Prefatus vero dominus in crastino pronunciavit contra dictos homines quod sibi ad prestandum auxilium hujusmodi tenebantur.

XXIII. De querela que in hac curia vertebatur inter episcopum

Ebroicensem, ex una parte, et abbatem et conventum Majoris-Monasterii, ex altera, super quadam terra episcopatus Ebroicensis ab ipsis empta, vacante sede, ut dicebat episcopus, pacificatum est inter partes, et pro hoc debet habere episcopus trecentas libras in terram, ad opus sue ecclesie convertendas, prout partes in curia cognoverunt. Louis IX, 1260.

XXIV. Ad instanciam multorum bonorum, precepit dominus Rex quod porci amoveantur et ejiciantur extra villam Bituricensem, quia, sicut dicitur, polluunt totam villam (101).

XXV. Mortuo..... castellano de Bunoco, Maria, domina de Cantulupi, veniens ad dominum Philippum de Joiaco, a quo movebat pars terre dicti castellani, peciit ab eo quod eam reciperet in hominem de parte eadem, tanquam proximiorem heredem castellani predicti, et obtulit ei corpus et manus. Johannes eciam et Petrus de Cocigniaco et Johannes de Malo-Nido, milites, et Petrus de Montebelin, armiger, eamdem peticionem similiter fecerunt dicto Philippo, asserentes se esse proximiores heredes dicto castellano quam esset domina supradicta, et manus et corpus similiter offerentes, dicta domina nichilominus dicente quod erat dicto castellano, ex parte ex qua provenit hujusmodi hereditas, proximior uno gradu; quod sibi ab aliis negabatur expresse. Demum, cum utraque pars offerret se probaturam intencionem suam, et dictus Philippus, ad cerciorandum se quem eorum recipere teneretur, aliquos testes parcium recepisset, dicti milites et armiger pecierunt transcriptum attestacionum hujusmodi sibi dari, vel jus dici utrum ipsum habere deberent transcriptum. Dominus Philippus e contra dicebat quod illud non debebant habere. Verum, ipsis instanter petentibus super hoc sibi jus reddi, dictus Philippus dixit eis, per jus, quod transcriptum hujusmodi sive copiam non debebant habere. Quo facto, dicti milites et armiger, de judicio hujusmodi, tanquam de pravo, ad hanc curiam appellarunt, et, dicto Philippo propter hoc citato, partibusque in curia presenti-

Louis IX, 1268. bus, auditis eciam que partes super facto appellacionis ipsius proponere voluerunt, pronunciatum fuit dictum judicium esse bonum: Et, cum dictus dominus Philippus curiam suam super principali, salvo jure suo in aliis, in hac curia posuisset, partibus in curia presentibus, attestacionibus eciam diligenter inspectis, et auditis que partes proponere voluerunt, quia per deposiciones ipsorum testium inventum est quod dicta Maria et matres dictorum militum et armigeri in eodem gradu attinebant dicto castellano, et sic dicta Maria proximior erat dicto castellano quam predicti milites et armiger, uno gradu, determinatum est et pronunciatum quod dicta Maria habeat dictam hereditatem ipsius castellani, eam videlicet que petebatur in curia domini Philippi predicti, quia de ea solum est hic actum.

XXVI. Johanna, filia Nicholai Fabri, quamdam quittanciam quam habebat in bosco plano et in portu maris, et per totam terram regis Anglie, et ut habeat, teneat bene in pace et quiete terram suam, que durat a terra Johannis usque ad fabricam Odonis Fabri, et totam aliam terram suam ubicumque sit una cum aliis, ex dono facto ab H. rege Anglie Reginaldo Carpentario, predecessori ipsius Johanne, ipsam videlicet libertatem, seu quittanciam vendiderat, pro triginta solidis, Guillelmo de Wyques, burgensi de Argentonio, et heredibus ejus in perpetuum. Johannes Faber, tanquam proximior, quittanciam hujusmodi retraxit per bursam. Ballivus vero Cadomi, pro Rege, voluit habere quittanciam hujusmodi, reddendo precium inde datum, dicens quod quittanciam ipsam vendere non poterat de jure, set ex quo eam extra manum suam posuerat ipsa Johanna, ad manum Regis, qui erat loco datoris, redire debebat: Demum, facto hujusmodi ad curiam relato, et intellecto tenore littere super ipso dono confecte, judicatum fuit quod dicta Johanna quittanciam hujusmodi vendere non poterat, et quod vendicio nulla erat, et precepit curia ballivo quod triginta solidos predictos redderet retractori, et libertatem et litteram retineret pro Rege.

XXVII. Quidam mercator de Parisiis, nomine Matheus de Briva, habebat centum viginti quatuor marchas argenti in plata, de quibus quidam eum requisivit quod sibi venderet sexaginta, quas sibi vendidit, quamlibet marcham pro quadraginta sex f. et dimidio. Set cum dictus emptor non posset de precio satisfacere, dictus mercator argentum suum retinuit, et sic vendicio nulla fuit. Prepositus vero Parisiensis, hoc audito, compulit dictum mercatorem ad tradendum sibi et Henrico Flamenc, civi Parisiensi, centum viginti quatuor marchas predictas, dicens quod, cum nullus possit scambiare Parisius, nisi ad scambia supra Magnum Pontem (102), quin committatur Regi et scambiatoribus Parisiensibus, quod alibi quam in dictis scambiis fuerit scambiatum; et dictus mercator taliter extra cambia vendiderit marchas predictas, conmisse erant, partim domino Regi et partim scambiatoribus supradictis; propter quod in recuperacione dicti argenti dicebat ipsum mercatorem non debere audiri: Demum, auditis hiis que prepositus super hoc proposuerat, cum, nec scambium super hoc intervenerit, nec eciam vera vendicio, cum precium non fuisset solutum, dictum fuit et pronunciatum quod, non obstantibus propositis a preposito, predicte centum viginti quatuor marche argenti redderentur integre mercatori predicto. Louis IX, 1266.

XXVIII. Boso de Bordelia, miles, de mandato curie, in hoc parlamento, die videlicet veneris ante Natale Domini, assecuravit in plena curia, de se et suis jus faciendo, Aymericum Rosardi, Aymericum Canhet, Stephanum Petri, Heliam Brucho, Heliam Gasquet, Raymondum Bosonis et Stephanum Bonemigue mercatores de Nontronio, in terra vicecomitisse Lemovicensis.

XXIX. Nota quod in omnibus hiis de quibus aliquis, cum ducit uxorem, est saisitus, vel que, durante matrimonio inter eos, ipsi marito ex successione proveniunt, uxor, post mortem mariti, habet dotalicium suum, ad usus et consuetudines Francie, quantumcumque maritus de eis alienaverit, nisi ipsa expresse consenserit aliena-

Louis IX, 1268. cioni hujus, et renunciaverit dotalicio suo. Non tamen ita haberet dotalicium in hiis que ex eschaeta provenirent marito (103).

XXX. Conquesti fuerant scabini Attrebatenses comiti Attrebatensi de abbate et conventu Sancti-Vedasti Attrebatensis quod in cultura Sancti-Michaelis injuriabantur eisdem. Comes fecit ipsos abbatem et conventum coram se adjornari, ad instanciam scabinorum, ipsis scabinis responsuros. Ad ipsum vero diem mittentes, abbas et conventus predicti procedere noluerunt coram ipso comite, proponentes quod non erat superior aut judex eorum, nec coram eo respondere tenebantur de aliquo, utpote a quo nichil tenebant, set, fundati a regibus, quicquid habebant tenebant a Rege, sicut dicebant. Comes autem, quia coram eo respondere nolebant, cepit de rebus eorum. Porro cum ipsi abbas et conventus, super capcione rerum suarum conquererentur domino Regi, et comitem ipsum fecissent, coram domino Rege, propter hoc adjornari, comes peciit, eos tanquam subditos suos et de comitatu, et in comitatu suo existentes, ad curiam suam remitti, maxime cum per litteram regiam inter eos confectam haberet in terra ipsorum raptum, multrum et incendium et ad hec pertinencia, exercitum, equitacionem, recursum justicie, quando ipsi vel eorum subditi deficiunt in jure faciendo, et alia, sicut dicebat. Ad hec dicebatur, pro ipsis abbate et conventu, quod ad curiam comitis non debebant remitti, set in curia Regis remanere debebant, propter raciones suprascriptas, adicientes quod, licet essent infra fines comitatus sui, non tamen erant de comitatu utpote fundati, antequam esset ibi comitatus, sicut dicebant, nec unquam redevenciam aliquam eidem fecerant, usque modo, et, ad intencionem suam fundandam, predictam cartam similiter pretendebant, dicentes quod contenta in carta ipsa, de quibus comes se juvare volebat, non tangebant casum de quo agebatur inter eosdem: Demum, partibus jus sibi super hoc fieri instanter petentibus, visa carta predicta, et hinc inde propositis plenius intellectis, quia, secundum tenorem carte ipsius, idem comes habet in terra ipsorum abbatis et conventus, rap-

tum, multrum, incendium et ad hec pertinencia, necnon exercitum, equitacionem et recursum justicie, quando ipsi vel eorum subditi deficiunt in jure faciendo, quia eciam ipsi sunt infra fines comitatus sui, judicatum fuit quod idem comes est superior predictorum abbatis et conventus, et quod, in casu de quo ad presens agitur, et consimili, justiciare se debent per eum, et ipsi comiti fuit reddita curia de eisdem. Non tamen, per factum hujusmodi, data est potestas ipsi comiti capiendi seu justiciandi in terra ipsorum de aliquibus casibus qui alii sint ab eis qui continentur in carta predicta. Louis IX, 1268.

XXXI. Proponebat dominus Flastredus de Wavequerke, miles, contra comitem Guinensem quod, post pacem inter ipsos factam per dominum Regem, dictus comes multas eidem injurias intulerat atque dampna, contra pacem ipsam veniendo; item quod, post assecuracionem factam, in curia ista, per dominum Regem, ab eodem comite et suis, ipsi Flastredo et suis jus faciendo, Balduinus, filius ejusdem comitis, insidiatus fuit ipsi Flastredo, et eum fugavit cum armis, ita quod, per tempus aliquod, non audebat exire de villa Sancti-Audomari. Plura insuper dampna et injurias, tam idem Balduinus quam comes, pater suus, prave et in prodicione intulerunt eidem, assecuracionem domini Regis frangendo, propter que petebat idem Flastredus dampna sua sibi restitui, emendari injurias, et dictum comitem, tanquam talem, ad judicium curie puniri. Comes statim, negata prodicione et pravitate, traxit se ad partem, consilium habiturus. Ipso vero postmodum redeunte, procurator comitis Attrebatensis peciit curiam suam super hoc, cum dictus comes esset homo suus ligius, et cubans et levans sub ipso, sicut dicebat, paratus super hoc facere quod deberet. Ex adverso respondit dictus Flastredus quod ad curiam ipsius non debebat comes Guinensis remitti, cum ageretur de fraccione assecuracionis facte per Regem; in quo casu ad ipsum Regem, et non alium cognicio pertinebat. Comes tamen Guinensis bene retinebat respondere quantum de jure deberet in curia ista, nisi comes Attrebatensis haberet suum reditum de eodem: Tan-

Locus IX, 1288. dem, partibus super hoc jus petentibus, post multa hinc inde proposita, judicatum fuit quod, cum de fraccione assecuracionis sue pertineat ad dominum Regem solum cognicio, dictus comes Attrebatensis suam curiam non haberet.

XXXII. Nota quod, quando alicui agenti in hac curia denegatur responsio, eo quod excommunicatus dicatur, vel testis aliquis repellitur a testificando, racione excommunicacionis sibi imposite, non auditur proponens excommunicacionem, nisi statim probet eam, prout debet probari, quia ita voluit Rex.

XXXIII. Item nota quod, si contra aliquem testem proponatur in hac curia quod sit parjurus, et propter hoc asseratur ejus testimonium non valere, vel quassari petatur, non auditur hoc proponens, nisi proponat et probet testem ipsum, in causa in qua testificatur, presencialiter dejerasse.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXVIII.

1. Alias inventum fuerat per inquestam, inde de mandato domini Regis factam, quod tota terra Roberti-la-Truye, militis, sita in banleuca Asneriarum, erat de justicia communie Asneriarum. Postmodum cum, racione hujusmodi pronunciacionis seu judicii, major et pares vellent justiciare in quadam domo abbatis et conventus Regalis-Montis, apud Asnerias, que fuerat dicti Roberti-la-Truye, abbate et conventu predictis se opponentibus, et dictam justiciam asserentibus non fuisse contentam in premissa pronunciacione, set ad se pertinere eamdem: Auditis hinc inde propositis, et visa predicta in-

questa, quia, in tota terra dicti Roberti, communie adjudicata fuerat saisina justicie, declaratum fuit per curiam quod dicta domus in judicio hujusmodi continebatur, et communie fuit adjudicata saisina justicie in domo predicta. Louis IX, 1266.

II. Quidam burgenses Sancti-Audomari mittebant pannos apud Rupellam. Ductores ipsorum pannorum, declinantes et dimittentes pedagia domini Regis de Roia, Compendio et alia, jam venerant apud Abbatis-Villam. Pedagiarii domini Regis, hoc presencientes, pannos ipsos arrestaverunt ibidem, eo quod ad dicta pedagia se non acquitaverant, ut dicebant. Burgenses vero dicebant quod, eundo apud Rupellam, non debebant cheminum ad dicta pedagia, nec se acquitare tenebantur ibidem, propter quod dictos pannos suos, cum dampnis pro arrestacione hujusmodi sibi datis, sibi reddi petebant : Tandem, viso registro domini Regis (104), et, per ipsum registrum, invento quod dicti burgenses, eundo apud Rupellam, ad dicta pedagia non debent cheminum, absoluti fuerunt ipsi burgenses ab impeticione dictorum pedagiariorum, et fuit preceptum ipsis pedagiariis quod pannos suos restituerent, una cum dampnis hujusmodi, burgensibus antedictis.

III. Cum dominus Rex adjornari fecisset coram se quosdam cives Belvacenses, eo quod talliam suam, ad mandatum majoris, solvere, nec ipsi majori parere volebant de hiis que ad communiam, que domini Regis est, pertinebant, episcopus Belvacensis, veniens ad Regem, de adjornacione hujusmodi conquestus fuit domino Regi, dicens quod, cum ipse villam Belvacensem teneat a Rege, teneat in feodum, et homines ejusdem ville, omnes et singuli, sint justiciabiles ipsius, per eum debebat jus fieri conquerentibus de eisdem, vel saltem, ad mandatum Regis, per manum suam paratus erat eos adjornare coram Rege, propter quod petebat indempnitati sue super hoc provideri. Dicebatur a contra, pro Rege, quod, in adjornacione hujusmodi, nulla fiebat injuria eidem episcopo, cum, propter talliam

Louis IX, 1268. communie, que est domini Regis, facta fuerit, in qua, sicut dicebatur, idem episcopus nichil habet: Demum, habito consilio, dictum fuit quod Rex, de jure suo, hoc facere poterat. Voluit tamen quod, cum per ipsum aliquis ibidem de cetero adjornabitur pro aliquibus pertinentibus ad communiam, in adjornacione exprimatur causa quare adjornacio ipsa fiet, ne propter hoc jus ipsius episcopi in aliis usurpetur.

IV. Duo rustici, manentes apud Aponvillam, et tenentes ibidem ab abbate Sancti-Victoris, et ejus justiciabiles, emerunt aliquid de feodis quibusdam moventibus ab ipso abbate, et ibi cubant et levant. Dum abbas vellet eos in ipsis feodis cubantes et levantes justiciare, sicut prius solebat, ballivus se opposuit, pro Rege, volens eos justiciare, racione feodorum ipsorum, eo quod Rex est in saisina justiciandi ibidem milites et nobiles personas de jure communi et racione castellanie, sicut dicebat, de facto catallorum et corporum, quod tamen non confitebatur abbas predictus, dicens idem abbas quod, racione feodorum ipsorum, rustici ipsi nobiles non debent censeri, nec, propter feoda ipsa, ab ipsis movencia, a dictis rusticis acquisita, debent amittere justiciam suam quam prius habebant in ipsos, sicut dicebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, et audito, per ballivum, quod abbas predictus erat in saisina justiciandi ipsos rusticos ante acquisicionem feodorum ipsorum, visa eciam carta regia ab ipso abbate exhibita, determinatum fuit quod, non obstante eo quod dicti rustici feoda hujusmodi acquisierunt, que movent ab ecclesia Sancti-Victoris, justicia eorum pertinet ad abbatem predictum (105).

V. Supplicabant domino Regi prior et conventus de Karitate quod, cum ipsi, a longo retroacto tempore, associassent predecessores domini Regis ad furnos suos et ad quedam alia, apud Dymont, ita quod ipsi Reges aut eorum successores nullo tempore possent ea ponere extra manum suam, et a multo tempore per Reges posita fue-

rit pars furnorum ipsorum extra manum suam, dominus Rex partem furnorum ipsorum, sic extra manum suam positam, vellet ad manum regiam revocare. Dominus Rex, audita supplicacione hujusmodi, ad defensionem sui, vocari fecit possessores furnorum ipsorum qui postmodum, in curia comparentes, ad defensionem Regis et suam proposuerunt quod prior et conventus super hoc non debebant audiri, cum ipsi furnos ipsos, a tempore regis Philippi, per sexaginta annos et amplius, sicut dicebant, pacifice tenuissent, vel per tantum temporis per quod se poterant prescripcione tueri, quod procurator ipsorum prioris et conventus confessus fuit; ad defensionem tamen suam proposuit quod, ad preces regis Philippi et aliquorum de curia, ipsi ea que ibidem habebant cuidam clerico ad vitam concesserant, qui ea tenuerat per sexaginta annos et amplius, ut dicebant, propter quod ipsi qui nichil habebant ibidem, nequiverant scire quod Rex posuisset extra manum suam furnos eosdem, et, sicut dicebant, factum hujusmodi eis prejudicare nequibat: Tandem, auditis hinc inde propositis, et quod possessores predicti per tantum temporis pacifice possederant furnos eosdem, determinatum fuit quod ipsi prior et conventus non erant in peticione hujusmodi audiendi, set possessores ipsi in sua possessione remanere debebant. Louis IX, 1246.

VI. In peticione quam faciebat procurator ducis Burgundie, contra Guibertum Gonterii de Villa-Nova, de quadam plevina, peciit archiepiscopus Senonensis curiam suam de eodem Guiberto, levante et cubante sub ipso, et per judicium curie eam habuit.

VII. In causa quam movebant prior et conventus Sancti-Porciani contra comitem Pictavensem et contra Templarios, propositum fuit, pro comite et pro Templariis, quod procurator prioris et conventus, cum peticio eorum hereditatem tangeret, non erat audiendus, nec admittendus sine sigillo abbatis, procuratore a contra dicente quod, cum idem prioratus sit conventualis, et procurator eorum per suas solum litteras admitti consueverit, sine sigillo suo admitti debebat de

Louis IX, 1268. jure : Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, non obstante opposicione comitis et Templariorum, sine sigillo abbatis, cum litteris prioris et conventus admittendus erat procurator predictus.

VIII. Dominus Flastredus de Wovaquerke, qui sequebatur in hac curia comitem Guynensem de fraccione assecuracionis, non tamen ad penam corporis, convenit cum magistro Mauricio de Turonibus, procuratore dicti comitis, et admisso per curiam, quia non agebatur criminaliter, et sine die recessit idem Flastredus.

IX. Dato quodam judicio per abbatem Sancti-Dionisii in Francia contra Hugonem-le-Gantier et Julianam, ejus uxorem, super quadam domo quam dicta Juliana ad se dicebat jure hereditario pertinere, et de qua erat contencio inter eos et alium qui ad se dicebat similiter pertinere domum predictam, dictus Hugo et ejus uxor de judicio ipso, tanquam de pravo, appellaverunt ad Regem : Demum, abbate consenciente quod, auditis ejus et partis adverse racionibus, si videretur curie quod in ipso judicio esset aliquid emendandum, hoc paratus erat emendare, et, si bene factum fuisset, bene staret; in hoc eciam consencientibus dicto Hugone et ejus uxore, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit et pronunciatum quod judicium abbatis bonum erat et justum.

X. In peticione quam faciebat dominus Johannes de Brueriis domino Regi de exitibus terre uxoris sue, detente a domino Rege una cum terra marescalli de Mirapiscis : Auditis omnibus que proponere voluit idem Johannes, cum Rex non tenuerit terram ipsam pro dicto marescallo et ejus sorore, uxore dicti Johannis, set eam habuit, ad annum, pro rachato suo a domino Gazone de Pissiaco, ad quem spectabat ballus dicti marescalli et ejus sororis, nec, durante anno ipso, de hoc facta fuit aliqua peticio domino Regi, et sic bona fide possedit, determinatum fuit quod dominus Rex in nullo super

hoc tenebatur dicto Johanni, nec erat idem Johannes super hoc audiendus; set ad illum qui dictam terram domino Regi tradidit, si bonum sibi viderit, recursum habeat in hac parte. Locus IX. 1266.

XI. Questione mota, in hac curia, inter priorem et conventum Sancti-Porciani, ex una parte, et Templarios, ex altera, super eo quod monachi dicebant quod, cum ipsi essent in pacifica possessione percipiendi medietatem decime partis fructuum cujusdam terre quam Templarii tenent, et alia medietas, de qua erat contencio inter partes, esset, propter contencionem parcium, in manu Regis, Templarii totam decimam ipsam, hoc anno, violenter asportaverunt, ipsos et Regem super hoc spoliando, propter quod petebant se reponi in saisina medietatis, et aliam medietatem poni in manu Regis, ad faciendum jus inde partibus. Templarii cognoscentes terram illam, in qua hujusmodi decima petebatur, esse in dominio comitis Pictavensis, pecierunt recursum ad curiam ipsius comitis, bene retinentes se ulterius processuros, nisi possent habere recursum, et procurator comitis peciit super hoc curiam suam. Monachi e contra dicebant quod inde non debebat reddi curia ipsi comiti, cum ipsi terram non petant, nec aliquid teneant a comite, set totum a Rege, sicut dicebant. Item cum fracta fuerit saisina Regis, et maxime cum de nova dissaisina agatur, de qua Rex est in saisina cognoscendi, sicut dicebant, quod gentes comitis bene negabant: Demum, auditis hinc inde propositis, et audito, per ballivum Bituricensem, quod dicta medietas erat in manu Regis, ut premissum est, determinatum fuit quod dictus comes super hoc curiam non haberet, et fuit preceptum ballivo quod, si inveniret Templarios ita asportasse medietatem que erat in manu Regis, eos compelleret ad eam reponendam in manu Regis pro jure inde partibus faciendo, et, si inveniret quod, annis preteritis, fuissent in saisina alterius medietatis dicti monachi, Templarios compelleret ad medietatem ipsam restituendam eisdem.

XII. De domo domini de Banegon quam dominus Guillelmus de

Lous IX, 1266. Lineriis tradidit domino Solliaci, ordinatum est et preceptum ballivo quod, quam cito dominus de Banegon recognoverit quid facere debeat de ipsa domo domino Solliaci, ipse compellat dominum Solliaci ad restituendum dictam domum dicto Guillelmo de Lineriis, et quod dictus Guillelmus postmodum eam restituat domino de Banegon supradicto.

XIII. Conquerebantur bolengarii, revenditores panis de Claro-Monte, de Johanne de Fontanis, armigero, quod, cum ipsi panem emptum ponerent ad fenestras suas, ad revendendum ibidem, dictus Johannes eos impedit, panem ipsum capiendo, tanquam sibi commissum. Ad hec dicebat dictus Johannes quod hoc de jure facere poterat, cum ipsi sint bannarii ad molendinum suum, nec vendere possint ad fenestras panem emptum, et qui ad molendinum suum non fuerit molitus, nisi die mercati, cum eciam super hoc alias judicium pro se habuerit in hac curia, sicut dicebat, quod dicti bolengarii expresse negabant: Tandem, super ipso judicio hujus curie quod dictus Johannes proponebat, recordacionem curie petentibus, audito per ballivum Gisorcii, dominum videlicet Ansellum, quod super hoc fecerat inquestam de mandato curie, et post, mandatum habuerat a curia tenendi dictum Johannem in saisina hujusmodi, auditis hinc inde propositis, recordata est curia quod alias ita deliberatum fuit per curiam, ut Johannes dicebat; et fuit preceptum ballivo quod ipsum Johannem teneret in saisina sua, excepto de die mercati; quod bene confitebatur dictus Johannes.

XIV. In peticione quam faciebant episcopus, decanus et capitulum Anicienses domino Regi, de comitatu Bigorre, comite presente et adjornato ad procedendum si sua crederet interesse, peciit comes diem consilii: Determinatum fuit per curiam quod diem consilii non haberet.

XV. Confessus fuit major Corbiensis in jure, in pleno parla-

mento, quod in faciendis divisionibus seu chercamanamentis in villa de Folloy que est de communia Corbiensi nullam habent justiciam, set ad dominum Galterum de Foilloy pertinet hec justicia. Si tamen sit ibi divisio facienda inter cheminum et alias terras seu masuras, vocari debent major et jurati tunc, tanquam pars, et non tanquam justicia. LOUIS IX, 1266.

XVI. Placuit domino Regi, in isto parlamento, quod Petrus Foucherii, armiger, recipiatur, pro se et uxore sua, in causa quam movent domino Regi de re movente de hereditate ipsius uxoris sue, ita quod non oporteat uxorem venire.

XVII. Conquerebantur decanus et capitulum Beati-Martini Turonensis quod Gilo, castellanus Turonensis, in quadam villa ipsorum que vocatur Escharantilliacum, in qua habent omnimodam justiciam, sicut dicunt, ceperat in quadam taberna quamdam mensuram, tanquam pravam et nimis parvam, ponendo Regem ibidem in saisina justicie in eorum prejudicium, ut dicebant, propter quod petebant locum resaisiri per castellanum eumdem de ipsa mensura, et factum ipsius castellani penitus irritari. Castellanus vero bene confessus fuit capcionem ipsius mensure, et quod hoc non fecerat pro justicia domino Regi acquirenda, set mensuram ipsam reddidit mandato ipsorum decani et capituli, per eos puniendam et emendandam, tanquam per justiciam.

XVIII. Venientes ad dominum Regem..... nuncii decani et capituli Sancti-Aredii, conquesti fuerunt domino Regi de vicecomitissa Lemovicensi quod, in villa et territorio Sancti-Aredii, que dicta vicecomitissa tenet ab eis in feodum, et ipsi, quicquid tenent et habent, tenent ab ecclesia Sancti-Martini Turonensis, et ecclesia Sancti-Martini quicquid habet, tenet a rege Francie, sicut dicebant, plures injurias et violencias inferebat et intulerat eisdem, propter quod, graviora sibi timentes inferri, supplicabant domino Regi quod unum servientem traderet eisdem qui ipsos de hujusmodi violenciis et

Locus IX, 1268. oppressionibus custodiret; et hoc idem petebat decanus Sancti-Martini. Quo audito, dominus Rex unum servientem concessit eisdem. Postmodum, veniens vicecomitissa, super hoc conquesta fuit, petens dictum servientem amoveri, cum in justicia sua et dominio, et sine ipsius defectu fuisset positus, ut dicebat: Demum, vocatis decano et capitulo Sancti-Aredii si se vellent opponere peticioni vicecomitisse, invento, per litteras, quod quicquid vicecomitissa habet ibi, tenet ab eis in feodum, et quod justiciam habent ibidem, excepta majori justicia, que, per quamdam opposicionem vicecomitisse remansit, auditis eciam hinc inde propositis, determinatum fuit quod ad peticionem ipsius vicecomitisse non amoveretur serviens antedictus; injunctum est tamen quod non intromittat se de tenenda justicia, set solum de violenciis et injuriis amovendis.

XIX. Mortuo Eblone de Ventedoro, saisivit ballivus Turonensis, pro domino Rege, terram ipsius Eblonis, dicens eam pertinere ad dominum Regem, cum eam ex dono Regis solum haberet ad vitam. Ex altera parte, prepositus Candatensis, tanquam heres, et ex quadam donacione super hoc sibi facta, Petrus eciam Focherii, armiger, pro uxore sua, tanquam proximiori herede dicti Eblonis, terram ipsam sibi reddi et deliberari petebant. Ceterum comes Pictaviensis petebat sibi reddi terram ipsam, tanquam suam, cum sit in comitatu Pictaviensi quem habet pro porcione fraterna: Demum, dominus Rex non bene certus utrum in perpetuum vel ad vitam suam terram ipsam haberet Eblo predictus, voluit et precepit ballivo Turonensi quod, vocatis coram se gentibus ipsius comitis et partibus aliis, manum domini Regis amoveret, ita quod quelibet parcium libere posset assignare ad jus suum.

XX. Mota questione inter decanum et capitulum Beati-Martini Turonensis, ex una parte, et dominum Hardoinum de Malliaco, ex altera, super quadam confessione quam idem Hardoinus fecerat de pedagio quod idem Hardoinus petebat ab hominibus ipsorum de-

cani et capituli, et partibus super hoc recordacionem curie petentibus, habito consilio, recordata est curia quod alias cognovit idem Hardoinus in plena curia quod a personis, contra quas super hoc in hac curia litigabat, non petebat pedagium de hiis que in terra ipsius ad proprios usus suos emebant, nec de hiis que in propriis terris et vineis eorum crescebant, eciam si ea venderent in locis illis, scilicet de quibus inter eos fuerat litigatum in curia ista. Preterea, questione iterum suborta inter dictos decanum et capitulum et dominum Hardoinum super eo quod decanus et capitulum dicebant quod, ante confessionem hujusmodi agebatur super facto hujus pedagii inter burgenses Castri-Novi Turonensis et quosdam alios homines ipsorum et dictum Hardoinum, propter quod volebant quod omnes homines ipsi libertate illa gauderent, quam confessatus fuerat Hardoinus predictus, dicto domino Hardoino e contra dicente quod inter ipsum et dictos burgenses Castri-Novi Turonensis solum et non alios de hoc fuerat litigatum, et sic libertate hujusmodi solum dicti burgenses et non alii gaudere debebant: Tandem, ipsis decano et capitulo, ac dicto Hardoino super hoc recordacionem curie petentibus, recordata est curia quod inter dictum Hardoinum et dictos burgenses Castri-Novi Turonensis solum et non alios, pro facto ipsius pedagii fuerat litigatum, et propter hoc confessione hujusmodi juvare se potuerunt dicti burgenses et non alii. Louis IX, 1268.

XXI. Dedit rex Guillelmus abbati et conventui Sancti-Stephani Cadomi silvam de Malo-Pertuso et de Torta-Valle et de Folonia, et de Casneto cum aquis et terris, seu omnibus ad eas pertinentibus, hac condicione servata, ut monachi ipsius cenobii ipsas silvas nullo tempore destruant, vel destrui jubeant, propter ipsam terram colendam, sive inhabitandam, retentis in suo dominio cervis, capreolis et apris silvestribus, prout hec inter alia continebantur in carta Regis ejusdem. Cum autem abbas et conventus predicti vellent vendere boscos ipsos pro se, nulla licencia super hoc petita a Rege, ballivus se opposuit pro Rege, dicens quod hoc facere non poterant sine licen-

Louis IX, 1268. cia et dangerio Regis, secundum consuetudinem terre, nec inde usi fuerant, ut dicebat; monachis e contra dicentibus quod hoc facere poterant ex virtute dicte carte, licet de hoc nunquam usi fuissent: Demum, audito, per ballivum ipsum qui missus fuerat ad boscos ipsos inspiciendos, quod non poterat invenire quod unquam fuissent venditi bosci ipsi, et visa carta predicta, determinatum fuit et dictum quod monachi libere vendere poterant, et absque tercio et dangerio, boscos eosdem.

XXII. Proponebant decanus et capitulum Beati-Martini Turonensis, contra dominum Hardoinum de Malliaco, quod, cum in peticione quam ipse contra eos faciebat, dicens se dissaisitum ab eis de jure ponendi mensuras inter motam de Montboel et Malliacum, in qua ipsi pro se proposuerant possessionem suam decem annorum, specialem eciam consuetudinem esse in terra quod, per teneuram unius anni et diei, potest unus contra alium se tueri, dictus dominus Hardoinus eis cognovit in plena curia hujusmodi possessionem decem annorum ac predictam consuetudinem esse talem, quod dictus Hardoinus eis negavit, ipsis e contra offerentibus se hoc per recordacionem curie probaturos: Tandem, partibus super hoc recordacionem curie petentibus, habito consilio, recordata est curia quod in alio parlamento cognovit dictus Hardoinus dictam possessionem decem annorum et consuetudinem esse talem inter vicinos; tamen, postmodum auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod super hiis quoad loca que in ostensione posita fuerunt, predicti decanus et capitulum remanerent in pace, et quoad hoc impositum fuit silencium predicto domino Hardoino.

XXIII. Determinatum est, in hoc parlamento, quod procurator alicujus qui habet sufficiens procuratorium ad litigandum, si incidenter dicat procurator quod res de qua agitur moveat de feodo alterius, et advocetur, et ad curiam domini, a quo res litigiosa a possessore advocatur, petatur remitti, non oportet quod de potestate advocandi in

ipso procuratorio specialis mencio habeatur, set, non obstante quod non exprimatur ibidem, potest fieri; et hoc est actum inter comitem Augi et procuratorem comitisse Drocensis. Louis IX. 1268.

XXIV. Robertus dictus Godeschal de Yenvilla ad quorum[1] instanciam fuerant decanus et capitulum Carnotenses in hac curia adjornati, proposuit contra eos quod ipsi, super statu corporis sui, in foro ecclesiastico trahebant eumdem, propter quod petebat eos ad desistendum compelli, cum hujus rei ad curiam laicalem pertineret cognicio, ut dicebat, et super hoc curie libellum obtulit infra scriptum : « Dicunt et proponunt in jure coram vobis, domine judex, decanus et capitulum ecclesie Carnotensis contra Robertum dictum Godeschal, Aurelianensis diocesis, quod idem Robertus, homo ipsorum de corpore, eis debita et consueta servicia in quibus ipsis tenetur, subtrahit minus juste; quare petunt dicti decanus et capitulum dictum Robertum, hominem ipsorum de corpore, ad solvenda eis predicta servicia, a vobis, domine judex, per diffinitivam sentenciam condempnari et compelli; hec dicunt et petunt, salvo sibi juris beneficio in omnibus. » Requisitus vero Radulphus Maleti, miles, procurator ipsorum decani et capituli, quid intelligebat per debita et servicia, declaravit debita, id est, chavagium, servicia, id est, servicia servilia. Audiens hoc curia requisivit procuratorem quod, cum hoc ad laicalem curiam pertineret, vellet hic procedere, quod et libenter fecit, et peticionem suam formavit contra Robertum predictum, ad quam habuit diem consilii idem Robertus.

XXV. Voluit Rex, et maxime propter inobedienciam abbatis, quod serviens suus positus ad custodiendam abbaciam Pontis-Levii inde amoveatur, et quod, super resorto ipsius abbacie, quis videlicet sit in saisina ipsius resorti, an Rex an comes Blesensis, inquiratur, prout fuit alias dictum. Non tamen fuit amotus dictus serviens ob peticionem comitis Blesensis, vel domini de Calvo-Monte, qui eum amoveri petebant.

[1] Lises *cujus*.

Louis IX, 1269. XXVI. Mota questione, inter magistrum Egidium Paste, clericum, et prepositum Parisiensem, super eo quod dictus magister dicebat se habere justiciam latronis in terra sua, sita juxta Charentonium prope Parisios, preposito e contra dicente justiciam hujusmodi ad dominum Regem pertinere, idem prepositus postmodum, cognito de jure domini Regis ac ejusdem magistri, predictam justiciam deliberavit eidem magistro. Verum cum dictus magister ibidem furchas postmodum erexisset pro sua justicia, quando opus esset, facienda, idem prepositus diruit furchas ipsas, dicens eas ibi non debere fieri, cum nunquam alias ibi fuissent: Postmodum, questione super hoc facta contra dictum prepositum ab ipso magistro, audito ab eodem preposito qualiter justiciam latronis deliberaverat, et reddiderat ipsi magistro in loco ipso in quo fuerant furche levate, determinatum fuit quod dictus magister ibi facere poterat furchas suas, et fuit preceptum preposito quod ibidem ab ipso magistro refici permitteret furchas easdem.

JUDICIA,

ARRESTACIONES ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES, ANNO DOMINI MCCLXIX.

I. Conquerebatur dominus Matheus de Roia de majore et scabinis Sancti-Richarii quod ipsi, in quodam chemino suo extra Sanctum-Richarium, in quo habet pedagium suum, gardam et plura alia operati fuerant, et in ipso foderant absque ejus licencia, quod facere non poterant, ut dicebat, propter quod petebat ipsos ad desistendum, et ad hoc sibi emendandum compelli. Ex adverso proponebant major et scabini quod, cum idem cheminus esset periculósus et pravus, ipsi cheminum eumdem emendaverant, nec alias ibi foderant, et cheminum bene poterant emendare, sicut dicebant, et sine ipsius

licencia, nec propter hoc ad emendam tenebantur eidem; bene tamen confessi fuerunt quod cheminum deteriorare nequibant. Ad que respondebat dictus Matheus quod nichil ibi facere poterant sine licencia ipsius : Tandem, post multas altercaciones, cognoverunt ipsi major et scabini quod, per factum hujusmodi, nullam penitus sibi volebant acquirere justiciam, et sic super hoc eos dimisit idem Matheus in pace. Louis IX. 1269.

II. In causa proprietatis quam dominus Cociaci movebat domine Agneti de Foiloello, super usagio in parco de Colomiers, de quo ipsa habuerat saisinam per hanc curiam, pluries contramandaverat eadem domina. Postmodum, partibus in curia presentibus, cum idem dominus peteret quod ipsa Agnes poneretur in defectu, vel de contramandatis suis fidem faceret ad usus curie, propositum fuit, ex parte ipsius Agnetis, quod, postquam ipsa habuerat saisinam dicti usagii per curiam, idem dominus turbaverat eidem usagium suum, et ipsum usagium sibi impediebat, capiendo equos quadrige sue quam ad usagium suum mittebat et nanta servientum suorum, et adhuc de nantis hujusmodi unum supertunicale tenebat, quod sibi reddi petebat, et impedimentum sui usagii sibi tolli antequam de contramandatis suis fidem faceret, aut de querela aliquid responderet. Ex adverso dicebat idem dominus quod de contramandatis ante omnia debebat ipsa fidem facere, vel poni in defectu : Tandem, partibus super hoc jus sibi fieri petentibus, habito consilio, terminatum fuit et dictum per curiam quod ipsa Agnes ressaisiretur, et tolleretur impedimentum in saisina sua sibi factum, antequam ipsa de contramandatis suis fidem facere teneatur.

III. Conquerebantur abbas et conventus de Nogento de domino Cociaci quod, cum ipsi essent in saisina cujusdam prati apud Luylli, et fenum ipsius prati jam per plures annos habuissent, quod quidem pratum suum esse dicebant ex dono cujusdam hominis sui, idem dominus de novo dissaisierat eos feno prati ejusdem, videlicet

Louis IX, 1269. de una quadrigata, propter quod petebant eundem dominum ad id emendandum, et dictum fenum sibi restituendum compelli. Ex adverso proponebat idem dominus quod hoc non tenebatur facere, cum pratum ipsum, ex morte cujusdam hominis sui de corpore, devenisset ad ipsum, nec, secundum consuetudinem terre sue, alius quam homo de corpore possit ipsum tenere, et propter alia eciam que proponebat, et se offerebat probaturum. Confessus tamen fuit quod abbas et conventus, per duos annos, fuerant in saisina prati ejusdem. Ex parte vero abbatis et conventus negata fuerunt ea que proponebantur pro domino supradicto. Postmodum, cum curia peteret a partibus si vellent jus audire, utrum secundum proposita de ipso feno resaisiendi essent abbas et conventus predicti, responderunt quod sic. Quo facto, cum idem dominus qui cognoverat saisinam monachorum, ad audiendum hujusmodi jus se appodiasset antequam probasset ea que pro ipso proposita fuerant, judicatum fuit quod, secundum proposita, de feno eodem resaisiri debebant abbas et conventus predicti.

IV. Cum comitissa Rociaci ad hanc curiam appellasset scabinos Laudunenses pro quodam pravo judicio quod, apud Laudunum, sibi fecerant, ut dicebat, episcopus Laudunensis, per procuratorem, curiam suam peciit de ipsis scabinis, asserens scabinos esse suos, eo quod in creacione sua nemini fidelitatem faciunt nisi ipsi, et ad ipsum spectabat eorum resortum, racione ducatus, et propter multa alia que proponebat procurator ipsius. Ex adverso dicebat ballivus, pro Rege, quod episcopus super hoc non debebat audiri, licet, quando creati sunt scabini, per se ipsos domino Regi fidelitatem non faciant, nec alii eciam nisi episcopo supradicto : Quia in curia Regis fecerunt hoc judicium, et de mandato prepositi domini Regis, propter quod eorum judicium videtur esse judicium Regis et non judicium episcopi, et de judicio Regis nullus habet resortum nisi ipse, et maxime quia non credebat episcopum usum fuisse resorto scabinorum, demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum

fuit et determinatum quod de scabinis ipsis idem episcopus suam curiam non haberet. Louis IX, 1269.

V. Quando dominus Rex retraxit a Guillelmo de Longa-Valle, milite, le Ham et castellaniam Peronensem quam idem Guillelmus antea emerat, dimisit ipsi Guillelmo le Ham, et de feodis ipsius castellanie quatuor propinquiora de Ham, de quibus dimissis fuit unum nominatim feodum domine de Gouincort. Cum vero idem Guillelmus, racione hujus concessionis, peteret quod dicta domina de terra sua ad homagium ipsius veniret, ipsa domina respondit quod, cum duo teneret feoda, feodum scilicet de Gouincort et feodum de Anderliu, de uno eorum solum volebat ei facere homagium, et de alio remanere in homagio domini Regis, et quod duo essent feoda offerebat se probaturam per duo paria litterarum quas in judicio exhibebat. Ad hec dicebat dictus Guillelmus quod unum erat feodum solummodo et non duo, et quod ad unum homagium totum tenuerat domina antedicta, propter quod petebat sibi homagium fieri de toto; et hoc offerebat se similiter probaturum : Tandem, cum curia peteret a partibus qualiter vellent intencionem suam probare, et utraque pars, ad intencionem suam fundandam, produceret dicta paria litterarum, visis litteris ipsis et intellectis, terminatum fuit et pronunciatum quod in dicta terra erant duo feoda; feodum scilicet de Gouincort et feodum de Anderliu, et fuit dictum quod idem Guillelmus habeat de feodis ipsis homagium illius quod est propinquius de Ham; et, si domina non est saisita de illo propinquiori, de alio de quo est saisita veniat ad homagium ejusdem Guillelmi, dum tamen alibi non habuerit dictus Guillelmus quatuor feoda sibi concessa.

VI. Conquerebatur castellana Belvacensis de ballivo Stampensi quod eam spoliaverat de brancha cujusdam ulmi que apud quamdam villam suam, que dicitur Foresta, et in qua habet justiciam, sicut dicit, ceciderat per ventum, et petebat se resaisiri de brancha eadem. E contra dicebat ballivus, pro Rege, quod castellana super hoc non

Louis IX, 1269. debebat audiri, cum non haberet ibidem talem justiciam, set erat dominus Rex in saisina ejusdem, quod ipsa bene negabat: Visa postmodum carta regis Philippi qui villam ipsam, et nemus, et terram arabilem, et feodum, et dominium quod ibidem habebat, dedit cuidam predecessori ipsius castellane, audito eciam, per dictum ballivum, cui preceptum fuerat a curia, ut super usu castellane addisceret veritatem, quod ipse invenerat, per apprisiam suam, quod ecclesia dicte ville habuerat, de assensu et voluntate ipsius castellane, brancham cujusdam arboris que alias ibi ceciderat in via, pronunciatum fuit, et preceptum ballivo quod de dicta brancha resaisiret castellanam, nullam sibi propter hoc aliam justiciam tribuendo.

VII. Proponebat in curia ista vicecomes Meleduni contra Reginaldum, comitem Forisiensem, quod convencio certa facta fuerat inter uxorem ipsius vicecomitis, relictam quondam Guidonis, comitis Forisiensis, ex una parte, et dictum comitem Reginaldum, ex altera, videlicet quod idem comes dictam dominam acquitaret de omnibus debitis ipsam contingentibus, racione dicti comitis Guidonis, fratris sui, excepto debito in quo tenebatur domino de Chacenaio, fratri ipsius domine. Cum itaque plura de debitis hujusmodi alia quam debitum domini de Chacenaio peterentur ab ipso, racione uxoris sue, petebat idem vicecomes ipsum comitem condempnari ad hec debita persolvenda, et, ad probandam hanc convencionem, litteram ipsius comitis exhibebat. Procurator comitis, audita peticione ista, peciit diem deliberandi, et habuit. Postmodum, alia die assignata ipsi comiti ad respondendum precise super convencione predicta, procurator suus, audita iterum peticione dicti vicecomitis, procedere noluit, aut aliquid respondere, et fuit dictus comes propter hoc per curiam positus in defectu. Porro, adjornato dicto comite secundum omnia erramenta, et in curia comparente, peciit vicecomes ante omnia comitem ipsum, propter dictum defectum procuratoris sui, condempnari ad solvendum, vel jus sibi dici utrum hoc fieri de-

beret an non. Comes ex adverso respondit quod, propter defectum procuratoris sui, non debebat defensiones suas amittere, cum ad procedendum in causa misisset eumdem, set curie paratus erat hunc emendare defectum : Tandem, partibus instanter petentibus jus sibi super hoc fieri, judicatum fuit quod, cum ageretur de mobili, et comes habuisset diem deliberandi, et postmodum talem fecisset defectum, proinde erat ac si cognovisset intencionem partis adverse, et, ad solvenda predicta debita, que dictus vicecomes estimaverat ad duo millia librarum, fuit per curiam condempnatus. Louis IX, 1260.

VIII. Consensit magister Bartholomeus, procurator capituli Senonensis, quod quasdam litteras quas archidiaconus Carnotensis dicebat habere capitulum Senonense super quadam terra ab eis empta, quam ipse, tanquam heres proximior, retraxerat et de quibus exhibendis erat in hac curia contencio inter ipsos, ad proximum parlamentum Omnium-Sanctorum afferret, et exhiberet curie, ita quod, si curia videret eas esse reddendas dicto archidiacono, ei redderentur, si autem remanere deberent ipsi capitulo, eis remanerent.

IX. Monachi de Benediccione-Dei, Cisterciensis ordinis, vendiderant merrenium quibusdam mercatoribus sub tali condicione quod ad certum locum redderent eis dictum merrenium conductum, et ad eorum periculum remanebat dictum merrenium, quousque ad locum statutum ipsum dictis mercatoribus reddidissent. Cum autem merrenium jam dictum, adhuc in conductu suo et periculo existens, ducerent ipsi monachi per pedagium Giennii, prepositusque domini Regis ab eis, pro merrenio ipso, pedagium peteret, monachi proposuerunt se ad solucionem ipsius pedagii non teneri, cum, per privilegium domini Regis, quitti essent, ut dicebant, de omni pedagio et constuma in pedagiis domini Regis, de omnibus que ad proprios usus suos deferrent. E contra respondit prepositus quod, non obstante privilegio hujusmodi ad solucionem ipsius pedagii tenebantur, cum, tempore quo merrenium ipsum per dictum ducebant pedagium,

Louis IX, 1269. adhuc suum esset et ad eorum periculum merrenium antedictum: Tandem, visa carta ipsa per quam data est eis quittacio pedagii et constume de rebus suis propriis, ut premissum est, habito consilio, pronunciatum fuit et dictum quod de merrenio ipso quod jam ita vendiderant, licet adhuc esset in potestate eorum et periculo, pedagium solvere tenebantur, nec suum, post talem vendicionem, dici debebat.

X. Conquerebatur castellana Belvacensis de episcopo Belvacensi quod, cum ipsa esset in saisina cujusdam justicie que dicitur arrestus, apud Belvacum, racione dotalicii sui, de qua eciam saisitus erat maritus suus, castellanus tempore quo eam desponsavit, et post, dictus episcopus quemdam servientem ipsius castellane qui pro ipsa ibi arrestum fecerat, ceperat, et captum tenebat, propter quod petebat dictum servientem sibi reddi et injuriam emendari. Episcopus super hoc peciit curiam suam, cum justicia seu arrestus hujusmodi teneretur ab ipso, et de feodo suo esset, quod non negabat castellana predicta, cum eciam de proprietate seu jure hujus justicie questio esset inter ipsum et filium dicte castellane, in curia sua, ut dicebat, et asserebat idem episcopus se esse in saisina hujusmodi justicie apud Belvacum. E contra dicebat ipsa castellana quod super hoc non debebat reddi curia episcopo memorato, cum, secundum consuetudinem Francie, in opcione dominarum sit de dotaliciis suis trahere ad curiam ecclesiasticam, vel ad curiam domini feodalis, vel ad curiam domini superioris ad quam curiarum hujusmodi voluerint, et ipsa curiam domini Regis, tanquam superioris, elegisset ad prosequendum jus suum, propter quod in hac curia volebat remanere, vel jus super hoc sibi dici: Tandem, partibus instanter petentibus jus sibi reddi, secundum proposita, habito consilio, cum talis sit consuetudo in dotaliciis qualem esse proposuerat castellana, determinatum fuit et dictum quod prefatus episcopus super hoc curiamnon haberet.

XI. Petebant abbas et conventus Sancti-Germani Autisiodorenses,

contra comitem Sacro-Cesaris, quod, cum ipsis associassent comitem Sacro-Cesaris, predecessorem suum, ad terram suam de Pont-Meissant, ab eo possidendam quamdiu esset dominus Feritatis de la Lopiere, pro tuicione ipsius habenda, et dictus comes, ipsa villa Feritatis translata in dominum Guillelmum de Curtiniaco, desierit esse dominus dicte ville, dicta terra de Pont-Meissant, tanquam sua, redderetur eisdem, et ad eam sibi reddendam compelleretur comes predictus. Facta autem hac peticione, procurator regis Navarre peciit super hoc curiam pro ipso Rege, cum terra ipsa sit infra metas comitatus Campanie, et de feodo Campanie, ut dicebat. Dictus eciam comes, hoc confitens, petebat reditum ad curiam Regis ejusdem. Ex adverso dicebatur, pro ipsis abbate et conventu, quod inde non debebant audiri procurator Regis et comes predictus, cum res petita non sit res feodalis, set de elemosina et garda regis Francie, nec sit infra metas comitatus predicti, cum eciam accio hujusmodi sit personalis non realis, et dictus comes sit homo ligius domini Regis, et alias dictus Rex super hoc curiam pecierit, et sibi fuerit denegata: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod dictus rex Navarre curiam super hoc non haberet. Louis IX, 1260.

XII. Petebant major et scabini Sancti-Richarii quod, cum, per tractatum pacis inter ipsos, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Richarii, ex altera, facte per Galterum Bardin, tunc Ambianensem nunc Viromandensem ballivum, concessissent eisdem abbas et conventus predicti banleucam usque ad certas metas, et modo in aliqua parte per alios impedimentum fiat eis in dicta banleuca, nec gaudere possint eadem, compellerentur per curiam, abbas et conventus predicti, ad deliberandam sibi dictam banleucam usque ad metas predictas. E contra dicebatur pro ipsis abbate et conventu quod compelli non debebant ad amovendum impedimentum majori et scabinis factum quoad dictam banleucam, in terra alterius, cum nunquam, sicut dicebant, in terra alterius, set solum in sua propria, banleucam concessissent eisdem: Tandem, partibus petenti-

Louis IX, 1269. bus super hoc recordacionem predicti Galteri qui fecerat pacem hujusmodi inter eos, idem Galterus, in plena curia, recordatus est quod in tractatu pacis hujusmodi ipsi abbas et conventus solum eis concesserant banleucam in terra sua propria et non in terra alterius. Qua recordacione facta, impositum fuit super hoc silencium majori et scabinis predictis.

XIII. In hoc parlamento, determinatum est quod in ostensione facienda inter partes, actor potest ostensionem facere per procuratorem, et hoc specialiter dictum fuit inter dominum Cociaci et abbatem et conventum Sancti-Vincentii Laudunensis qui super hoc litigabant.

XIV. Item determinatum est et dictum quod, quando testes producendi sunt in causa, actor potest testes suos producere per procuratorem, et hoc specialiter actum fuit inter comitem Attrebatensem et dominum de Bailolio (106).

XV. Priore Sancti-Eligii Parisiensis petente sibi reddi Theobaldum Marie, hospitem suum de Messia, detentum a ballivo Stampensi pro suspicione latrocinii, non tamen captum ad presens forisfactum, ostendente eciam cartam regis Philippi in qua continebatur quod dictus prioratus Sancti-Eligii in dicta villa de Messia, et per totum territorium et per totum honorem Feritatis-Aelesie habet viariam: Visa dicta carta, usuque dicti prioris super hoc intellecto, pronunciatum fuit, et ballivo preceptum quod dictum Theobaldum redderet ipsi priori.

XVI. Johannes de Chastelus, armiger, recepit in hominem, salvo jure suo et alieno, in plena curia, in hoc parlamento, Beatricem de Mont-Gardin de hiis de quibus avunculus suus, frater patris sui, cujus avunculi heres erat idem pater suus, ut dicebat, saisitus erat et in homagio dicti Johannis aut predecessorum ipsius Johannis, tempore quo decessit, et pater suus eciam in homagio dicti Johannis;

et, secundum consuetudinem terre, partem eorum jam ostenderat idem pater, tanquam domino, ipsi Johanni; et ipsam Beatricem saisivit de premissis dictus Johannes per cerothecam suam in plena curia, salvo jure suo et alieno (107). Louis IX, 1269.

XVII. Supplicabat domino Regi vicecomitissa Lemovicensis quod juramentum fidelitatis burgensium castri Lemovicensis regi Ludovico, patri suo, concessum precario a vicecomite Guidone, patre vicecomitis ultimo defuncti, viri sui, quod dominus Rex regi Anglie tradiderat, ipsi vicecomitisse redderet, vel ipsum penitus anullaret. Procuratores autem regis Anglie qui vocatus fuerat ad defendendum dominum Regem super hoc, si sua crederet interesse, facta supplicacione hujusmodi, proposuerunt quod per viam supplicacionis non debebat audiri vicecomitissa eadem in hac parte, cum alias, ipsa hoc idem, et per eamdem viam petente, responsum fuisset per jus eidem quod, cum, super facto hujusmodi, directe posset agere contra predictum regem Anglie quem istud tangebat, per viam supplicacionis minime audiretur; quod quidem a dicta vicecomitissa fuit expresse negatum : Tandem, partibus super hoc recordacionem curie petentibus, habito consilio, pronunciatum fuit et responsum gentibus regis Anglie, quod recordacio curie super hoc deficiebat eisdem, quodque defensiones alias proponerent, si eas haberent (108).

XVIII. Ordinatum est per curiam quod, cum in Wasconia, vel in partibus Petragoricensibus, Caturcensibus, aut Lemovicensibus, oportebit ad querelam alicujus citari regem Anglie, scribetur ipsi Regi, aut locum ejus tenenti in illo locorum hujusmodi in quo erit controversia, pro qua dicta citacio fieri debebit (109).

XIX. Vacante sede Trecensi per mortem episcopi ultimo ibi defuncti, venientes ad dominum Regem quidam canonici Trecenses, ex parte capituli sui conquesti fuerunt de gentibus regis Navarre quod, racione regalium que idem Rex ibidem habet, boscos epi-

Louis IX, 1269. scopatus Trecensis, in gravem exheredacionem ipsius ecclesie, vendebant aliter quam possent et deberent et contra morem vendarum aliorum boscorum patrie, licet tempore mortis episcopi nulla esset ibi venda, nec in ultimis duabus vacacionibus sedis Trecensis aliquid de nemoribus ipsius episcopatus vendidissent predecessores Regis ejusdem, cum nec eciam in eisdem posset episcopus vendas facere, dum vivebat, sine assensu sui capituli, ut dicebant. Preterea, in parco episcopi, scindebant ad faciendas halas Regis ipsius, quod alibi in regalibus non est consuetum fieri. Quoddam eciam vivarium episcopi ruperant, totam aquam emittentes, et pisces de ipso totaliter extrahentes; hec et multa alia comittendo in prejudicium et gravem exheredacionem episcopatus et ecclesie Trecensium, prout asserebant procuratores antedicti, petentes quod super hiis salubre remedium adhiberetur. Hiis auditis, scripsit dominus Rex super hoc gentibus regis Navarre, et, cum litteris suis patentibus, ad partes illas misit propter hoc Jacobum de Lingonibus, civem Senonensem, et Robertum, hostiarium de Villa-Nova-Regis, ad inquirendum super premissis, et ad capiendum vendas et premissa in manu Regis, si invenirent ita esse, qui, postquam de premissis inquisierunt, solus dictus Robertus ad dominum Regem rediens, de rupcione vivarii, de seccione bosci in parco episcopi, ad halas regis Navarre faciendas, retulit pro majori parte factum fuisse sicut exposuerant procuratores predicti. De vendicione vero bosci, dixit quod episcopus, in ultima venda sua in dicto bosco facta, vendiderat viginti quinque arpenta bosci per annum, et bene per annum ante obitum suum cessaverat ipsa venda, et quod gentes regis Navarre, in paucis diebus in quibus hujus regalia tenuerant, jam vendiderant quindecim arpenta bosci predicti. Asseruit eciam quod, secundum mandatum domini Regis super hoc sibi factum, vendas hujus et alia saisierant in manu domini Regis: Verum, gentibus regis Navarre se domino Regi super hoc excusantibus et instanter petentibus suam ante omnia sibi saisinam restitui, habito consilio, determinatum fuit quod, super resaisina hujus, non audirentur ad presens, set, tam ipsi quam procura-

tores capituli, proponerent unus contra alium, cum adjornati essent, et curia jus eis super hinc inde propositis exhiberet. Quo facto, procuratores capituli, non petita licencia, recesserunt nichil penitus proponentes. Porro gentes regis Navarre, attendentes procuratores ipsos taliter recessisse, supplicaverunt domino Regi quod saisinam premissorum quam super eos ceperat eis restituere dignaretur: Demum, dominus Rex, habito consilio, audito eciam qualiter recesserant procuratores predicti, manum suam amovit, nullam dans gentibus regis Navarre licenciam vendendi de boscis predictis, nec eos impediens, si jus haberent, vendendi. Ad amovendum tamen excessum vendarum, voluit quod, si vellent vendere, cum episcopus antedictus viginti quinque arpenta solum venderet per annum, ita temperarent vendas suas, quolibet mense vendendo circa duo arpenta, quod, per totum annum solum venderent viginti quinque arpenta; et, si jam plus vendiderint, suspenderent vendas suas, donec tantum temporis lapsum fuerit quòd usque ad dictam summam arpentorum debuerint vendidisse. Inhibuit eciam eis quod boscos ipsius episcopatus non scinderent ad reficiendas domos vel halas regis Navarre, nec vivaria eciam episcopatus rumperent ulterius taliter utentes jure regis Navarre quod inde redargui non deberent. In hiis autem voluit salvum esse per omnia jus futuri Trecensis episcopi ac regis Navarre, si super hiis voluerint unus contra alium experiri. Louis IX, 1269.

XX. Quia, in questione quam dominus Hardoinus de Malliaco movebat regi Sicilie, in hac curia, super facto pasnagii et chacie in foresta Genevie et eciam cujusdam pedagii, contrarius fuit sibi ipsi idem Hardoinus in peticione sua formanda, post multos processus jam super hiis habitos inter eos, determinatum fuit quod ab instancia judicii caderet Hardoinus predictus.

XXI. Audito quod scabini Laudunenses satagebant judicare de terris nobilium illarum parcium, de quo multum conquerebantur

Locus IX, 1269. nobiles ipsi, quodque pluribus valde suspecta erant ipsorum judicia, voluit dominus Rex quod suspenderetur eis potestas judicandi in talibus, quousque docuerint si quam, et quam potestatem habeant judicandi (110).

XXII. Recordata est curia quod alias in jure confessus est procurator prioris et conventus Sancti-Martini-de-Campis quod domum sitam in Campellis, quam modo peciit a Rege, tenuerat idem dominus Rex a parte superiori per quadraginta annos et amplius; ipsi vero tenent cellarium seu partem inferiorem.

XXIII. Cum Bartholomeus de Landrevilla, miles, vellet intrare in homagium domini Regis de quodam retro-feodo, ballivusque Stampensis eum super hoc impediret, quia nichil tenebat de domanio : Tandem, quia non potuit inveniri quod idem Bartholomeus aut pater suus domanium ipsum posuisset extra manum suam, et inventum est quod pater suus de dicto retro-feodo solum fuit in homagio Regis, determinatum fuit quod esset in saisina patris sui, et receptus fuit in homagium domini Regis.

XXIV. Per confessionem procuratoris sui condempnatus est dominus Reginaldus de Pontibus ad solvendum Thome Barberio de Parisiis septuaginta duas libras, de quibus facte erant littere inter eos.

XXV. Ad mandatum domini Regis concessit episcopus Autisiodorensis quod pertusum quemdam Yone, quem mercatores aque dicebant artatum fuisse per ipsum, emendaret, si esset ibi aliquid emendandum, et ad statum debitum reponeret. Et ad hoc prefixit dominus Rex sibi terminum quod id fecerit infra instantem Assumpcionem Beate-Marie.

XXVI. Conquerebatur abbas Maciacensis inter alia de domino Castri-Radulphi quod nundinas fecerat in terra sua, in quodam loco

qui dicitur Ronay, ad festum Nativitatis Beate-Marie in prejudicium suum, cum nundinas habeat ibi prope, in villa sua de la Bretenor ad eamdem diem, quodque idem dominus inhibuerat ne quisquam de hominibus suis veniret ad ipsas nundinas ejusdem abbatis; propter quod petebat dictus abbas nundinas ipsius domini adnullari penitus et quassari, et predictam inhibicionem totaliter revocari. Dictus vero dominus e contra respondit dictum abbatem non debere audiri super hoc, cum in dicta villa de la Bretenor non haberet nundinas seu feriam, set solum erat ibi quedam congregacio populi ad vendendum bladum, fructus et talia minuta, de quibus idem abbas nunquam percepit theloneum aut constumam. De sua autem feria, respondit quod cadere non debebat, cum ipse, tanquam baro, in partibus suis ac predecessores sui sint et fuerint in saisina faciendi forias in terra sua quociens sibi expedire videbant, et eas concedendi ecclesiis, locis religiosis et aliis: Demum, audito quod feriam hujusmodi fecerat sine licencia et mandato domini Regis, licet ipse bene allegaret saisinam suam et predecessorum suorum, ut predictum est, tamen, quia eam fecerat sine auctoritate domini Regis, cum nullus in regno talia possit facere absque assensu et mandato domini Regis, ut dicebant quidam de consilio, non propter instanciam predicti abbatis, dictum fuit ballivo quod cadere faceret feriam antedictam. Louis IX, 1300.

XXVII. In causa mota inter archiepiscopum Remensem, ex una parte, et Giletum de Opere, burgensem de Chaudardre, cum partes deberent jurare, archiepiscopus voluit jurare per procuratorem et non in propria persona. Giletus e contrario proponebat quod in propria persona jurare debebat idem archiepiscopus, cum actor esset, et, in peticione sua facienda contra dictum Giletum, presens fuisset: Postmodum partibus instanter petentibus super hoc jus sibi fieri, habito consilio, determinatum fuit quod, cum dictus archiepiscopus in propria persona petivisset contra dictum Giletum, in propria persona tenebatur jurare.

Locus IX, 1269.

XXVIII. Episcopus Cono Kathalanensis de facto manumiserat quasdam personas de Kathalano cum posteritate earum absque assensu capituli sui. Manumissione autem postmodum revocata per papam, idem episcopus personas easdem coram se vocavit, in foro ecclesiastico, petens et eas monens ut redderent sibi litteras suas super dicta manumissione eis concessas: Ipsis vero super hoc conquerentibus domino Regi, et petentibus dictum episcopum ad desistendum per dominum Regem compelli, habito consilio, responsum fuit per curiam quod accio hujusmodi bene pertinebat ad curiam ecclesiasticam, et quod ibi se defenderent, prout sibi viderent melius expedire (111).

XXIX. Conquerebantur domino Regi Guido de Forchens, miles, et Ingerranus de Maiseroles, armiger, quod, cum ipsi sint cubantes et levantes in castellania Dullendii, et semper, tam ipsi quam predecessores eorum, postquam terra ipsa venit ad manum Regis, se justiciaverint per Regem, comes Attrebatensis de novo eos satagit justiciare de facto corporum et catallorum suorum, propter quod petebant ipsum comitem ad desistendum compelli, et se in possessione sua teneri. E contra dicebatur pro comite quod, per judicium Regis, super quo litteram regiam exhibebant, deliberata erat et reddita ei justicia infra certas metas in littera ipsa expressas, infra quas ipsi cubabant et levabant, propter quod petebat se dimitti in saisina justiciandi eosdem, ad quod ipsi respondebant quod judicium hujus non oberat eis, cum non ad hoc fuissent vocati, nec comes usus esset justicia hujusmodi contra eos, nec ante dictum judicium, nec post, cum nec eciam de feodo suo, quod tenent a Rege, per diversos dominos justiciari deberent: Tandem, ipsis cognoscentibus quod infra dictas metas manebant, visa et diligenter audita littera supradicta, determinatum fuit quod, de facto corporum et catallorum suorum, justiciari debebant per comitem supradictum.

XXX. Cives Kathalanenses fecerant hic adjornari episcopum Ka-

thalanensem super facto scabinatus, garda draperie, pascuis et quibusdam aliis. Facta peticione ipsorum contra dictum episcopum, peciit episcopus curiam suam, cum essent cives sui, nec eum de defectu juris seu de pravo judicio sequerentur. Procuratores civium multa proponebant per que nitebantur causam in hac curia retineri, et maxime de garda draperie, cum de ea jus habuissent pro se contra episcopum, predecessorem istius, per quamdam inquestam, tempore regine Blanche, sicut dicebant: Tandem, auditis hinc inde propositis, reddita fuit episcopo curia sua de omnibus, excepto de garda draperie, de qua fuit pronunciatum quod episcopus non haberet curiam suam, de ea si possit constare curie quod de ipsa fuerit alias, ut predictum est per curiam diffinitum. Louis IX, 1260.

XXXI. Conquerebatur Radulphus de Bello-Forti, armiger, quod, cum super defectu juris a comite Britannie appellasset ad dominum Regem, et ad curiam istam propter hoc dictum comitem citari fecisset, dictus comes, postquam litteras domini Regis super hujusmodi citacione recepit, omnia bona dicti Radulphi saisivit; propter quod petebat dicta bona sua sibi restitui a dicto comite, et eum per curiam ad ipsa restituenda compelli: Audita peticione ipsius, determinatum fuit quod bona ipsius, taliter capta post appellacionem et citacionem inde factam, sibi reddi debebant, et inde scriptum fuit comiti supradicto.

XXXII. Idem determinatum est de bonis Hermandi de Monte-Pesato, militis, de bonis suis captis a senescallo Wasconie eo quod appellaverat ad dominum Regem ab audiencia dicti senescalli super pravo judicio, et post appellacionem eciam, ut dicebat, et ad hoc prefixus est terminus gentibus regis Anglie ad instantem Assumpcionem Beate-Marie.

XXXIII. Homines castri Petragoricensis quemdam malefactorem, qui gentibus eorum et in eorum territorio pluries commiserat,

Léon IX, 1299. emerunt a gentibus comitis Pictaviensis, in cujus terra captus fuerat, pro centum libris, et eum, ad villam suam ducentes, patibulo afixerunt. Radulphus vero de Trapis, senescallus pro domino Rege in illis partibus, hoc audiens, eos de dicto malefactore taliter suspenso dissaisivit, et eos gagiavit, petens ab eis emendam pro domino Rege, eo quod malefactorem suspenderant antedictum, dicens quod talia facere non poterant, cum non haberent talem justiciam, cum eciam idem malefactor esset bannitus domini Regis, cum insuper ipse eisdem ac dictis gentibus comitis Pictaviensis inhibuisset ne ipsum malefactorem suspenderent, set sibi reservarent eumdem. Ad hoc responsum fuit pro hominibus antedictis quod ipsi erant in bona saisina taliter emendi malefactores suos, et eos in villa sua taliter puniendi, et nominaverunt plures malefactores de quibus ita fecerant, ut dicebant. De inhibicione dicti Radulphi responderunt quod nunquam sciverant ipsum eis vel alicui alteri inhibicionem fecisse, adicientes quod idem malefactor, post capcionem suam, fuerat a gentibus comitis Pictavensis in prisione detentus, antequam suspenderetur, per decem et septem septimanas, vel ultra, propter que petebant se super emendam hujusmodi teneri in pace, et de sua justicia resaisiri : Tandem, intellecto quod dicti homines erant in saisina taliter emendi malefactores suos, et in villa sua puniendi eosdem, determinatum fuit quod non tenebantur propter hoc ad emendam, et fuit preceptum Radulpho quod de sua justicia resaisiret eosdem, maxime cum non constaret de inhibicione ejusdem, et ipsi eam negarent.

XXXIV. Dominus Petrus de Moreto, miles, habuerat a domino Rege licenciam vendendi de quodam bosco suo, et postquam incepisset vendere, decessit. Ballivus vendam ipsam cepit in manu domini Regis, et eam perfecit, et pecuniam inde levavit, dicens quod pertinebat ad dominum Regem hec pecunia.

Postmodum dominus Galerannus de Ybreio, qui unam de filiabus ipsius Petri habet in uxorem, pecuniam inde habitam a ballivo peciit,

eamdem asserens suam esse, racione uxoris sue, filie et heredis dicti Petri : Placuit domino Regi quod sibi redderetur dicta pecunia, nec in casu consimili de cetero ab aliquo levaretur pro ipso. Et hoc mandavit per Johannem Śarracenum domino Juliano de Perona, prout retulit consilio idem dominus Julianus. Louis IX, 1269.

XXXV. Dominus Galcherus de Chorota, castellanus Noviomensis, petebat ab episcopo Noviomensi, in curia ipsius episcopi, quod ipse compelleret dominam Aelidim de Ponte-Episcopi quod ipsa prosequeretur clamorem suum quem contra majorem et juratos Noviomenses fecerat in curia ejusdem episcopi, super facto filii sui quem ab eis dicebat multritum, necnon et quod ipse episcopus similiter prosequeretur clamorem quem pro eodem facto in curia sua fecerat contra majorem et juratos predictos, ita quod de clamoribus hujus posset idem castellanus habere jus suum, secundum formam pacis habite inter Johannem, patrem suum, et Noviomensem episcopum Nicholaum. Episcopus e contra proponebat defensiones suas quare hec fieri non debebant. Postmodum consenserunt dicti episcopus et castellanus in hoc quod litteras et raciones suas sub sigillis suis per quas quilibet ipsorum intencionem suam fundabat, traderent curie domini Regis, et super premissis judicium curie domini Regis subirent, et ita factum fuit : Tandem, diligenter visis et diligenter inspectis litteris et racionibus a partibus sub sigillis suis traditis, et ab eis propositis plenius intellectis, quia nichil fuit inventum probatum ex parte dicti castellani quare deberet sibi fieri quod petebat, absolutus fuit dictus episcopus, per judicium hujus curie, ab hujusmodi peticione castellani predicti; pronunciatum tamen fuit quod salva essent dicto castellano carta sua quam habet de pace facta cum episcopo super tribus casibus alte justicie, et jus suum in omnibus quoad alios casus.

Louis IX, 1269.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXIX.

I. Veniens ad curiam magister Guido, clericus scabinorum Attrebatensium, cum litteris patentibus eorum de credencia, dixit consilio, ex parte ipsorum scabinorum, quod ipsi scabini cause quam habebant in hac curia contra comitem Sancti-Pauli supersedebant ad presens.

II. Prepositus Parisiensis ceperat, Parisius, extra muros, in terra Sancti-Maglorii, quemdam hominem propter suspicionem multri, dicens quod ad dominum Regem hujusmodi justicia pertinebat. E contra proponebant abbas et conventus Sancti-Maglorii quod ad ipsos pertinebat hujusmodi justicia, ex dono regio sibi facto, super quo litteram regiam ostendebant. In qua quidem littera inter alia continebatur quod, in locis in ipsa littera nominatis, quorum unus esse dicitur locus iste in quo captus fuit idem homo, nullus viariam, sanguinem, furtum, bannum, justiciam, aliquam consuetudinem et redibicionem habeat vel exquirat, et homines, tam ingenuos quam servos, super terram ipsius ecclesie habitantes capere, vel fidejussores tollere audeat, set omnia in potestate et dominacione abbatis consistere, et quieto ordine possidere, et dictum hominem sibi reddi petebant: Demum, intellecto per dictum prepositum, qui mandatum habuerat de sciendo super hoc usu domini Regis et monachorum, quod pro neutra parte usum aliquem invenire poterat, visa diligenter ipsa carta, voluit dominus Rex, habito consilio, quod dictus homo redderetur ipsis abbati et conventui, justiciandus per eos super multro hujusmodi.

III. Mota questione in curia ista, super garda draperie, inter episcopum Cononem Kathalanensem, ex una parte, et cives draperios Kathalanenses, ex altera, qualibet parcium asserente ad se gardam hujusmodi pertinere, propositum fuit, ex parte ipsorum draperiorum, quod dictus episcopus super hoc non debebat audiri, cum, super hoc eodem, mota questione alias in ista curia inter ipsos et episcopum Petrum, predecessorem istius, tempore regine Blanche, impositum fuisset super hoc silencium dicto episcopo Petro, et eisdem draperiis adjudicata fuisset garda predicta, quod ex parte episcopi fuit eis expresse negatum : Tandem, partibus super hoc petentibus recordacionem curie, auditis Odone, episcopo Bajocensi, et Symone, domino Nigelle, qui tunc temporis erant de consilio dicte regine Blanche, recordata est curia quod, tempore dicte regine Blanche, fuit deliberata garda draperie, per curiam, draperiis antedictis. Louis IX, 1269.

IV. Conquerebantur major et jurati Brueriarum subtus Laudunum quod ballivus Viromandensis compellebat ipsos et alios homines sue communie, racione appellacionum Lauduni, placitare apud Laudunum, alias quam per appellacionem interpositam propter pravum judicium, seu propter juris defectum, licet per quamdam clausulam carte sue regie que talis est, « homines pacis extra potestatem « placitare non compellentur, « ibidem placitare minime tenerentur; unde petebant dari in mandatis ipsi ballivo quod super hoc dimitteret eos in pace. E contra dicebat ballivus quod super hoc non debebant audiri, cum, a tempore a quo non est memoria, ipsi apud Laudunum placitaverint per appellaciones sicut alii homines ipsius terre; unde petebat dominum Regem in sua saisina teneri : Tandem, visa dicta carta, intellecto eciam per eosdem quod a multo tempore placitaverant taliter per appellaciones apud Laudunum, dictum fuit quod dominus Rex, non obstante cartâ eorum, in sua teneretur saisina (1 1 2).

V. Johannes de Radoes, armiger, qui de quodam certo reddita

Louis IX, 1269. debebat esse in homagio comitisse de Seaumes, prout per quamdam litteram ipsius comitisse ab eodem exhibitam apparebat, postquam pluries ipsam requisivit quod ipsum reciperet in hominem de redditu memorato, et ipsa hoc facere recusaret, dictam comitissam adjornari fecit propter hoc apud Laudunum, coram ballivo; que ibi venire nolens, seu mittere, quinque fecit ibidem defectus, prout curie retulit idem ballivus. Postmodum procuravit dictus Johannes ad eam dirigi mandatum domini Regis quod eum reciperet in hominem, vel ad certam diem veniret, dictura quare hoc facere minime teneretur; que similiter ad mandatum hujusmodi ipsum in hominem recipere, vel, prout dictum est, venire nolens bis vel ter in curia ista defecit: Cum igitur dictus Johannes dominum Regem requireret instanter quod, propter tot et tantos ipsius comitisse defectus, ipsum in hominem reciperet de redditu memorato, visa predicta littera comitisse, dominus Rex, habito consilio, et consideratis defectibus antedictis, de dicto redditu recepit in hominem prefatum Johannem.

VI. Questione mota inter abbatem et conventum Sancti-Nicholai-in-bosco, ex una parte, et dominam de Sancto-Guobano, ex altera, super eo quod gentes ipsius domine homines et feminas ipsorum abbatis et conventus, in propria justicia et dominio ipsorum, apud Farners, ceperant, et captos detinuerant, ceperant eciam proprios equos quadrigarum suarum et alia, pluresque eis injurias intulerant, ut dicebant, propter quod petebant loca sua resaisiri de capcionibus hujusmodi, et sibi dampna et injurias emendari. Ex adverso, fuit pro ipsa domina responsum quod, nec loca resaisire nec inde emendam facere tenebatur; nam, cum monachi ipsi quemdam servientem suum proprium, quem ipsa apud Farniers miserat pro quibusdam citacionibus faciendis, cepissent, et in carcere suo tenuissent, ipsa, racione resorti quod habet in villa predicta, sicut dicebatur pro ipsa, utendo jure suo, fecit fieri capciones predictas, eo quod dicti monachi sibi nolebant hujusmodi injuriam emendare, et adi-

ciebatur pro ipsa quod locus ille, de fundacione dominorum Co- Louis IX, 1260.
ciaci erat, et in eorum justicia et districtu. Ad hec respondebatur pro abbate et conventu predictis quod, nec resortum, nec justiciam, nec dominium aliquod habebat in terra eorum predicta, set ipsi habebant ibidem omnimodam justiciam, et eam tenebant a Rege, et de garda sua erant, et bene confitebantur quod dictum servientem ceperant eo quod in eorum justicia homines eorum citabat, set parati fuerunt eum statim recredere, si voluisset, set noluit: Demum, petito a partibus si jus vellent audire super premissis, intellectis que partes proponere voluerunt, cum confessatum fuerit a parte domine quod monachi in dicto loco ubi facte fuerunt capciones hujusmodi habeant justiciam, et ipsi expresse negent se esse de dominio ac resorto ipsius, pronunciatum fuit quod domina ipsa, salvo jure suo in omnibus, loca monachorum resaisiret, et ipsis hujusmodi injurias emendaret, ipsa tamen non traxerat ad se fraccionem porte eorum, nec de ea fuit aliquid pronunciatum.

VII. Tenetur dominus Rex, racione Braii-super-Sommam, solvere duos cereos, quodlibet eorum de quinquaginta libris cere, unum videlicet ecclesie Ambianensi, et aliud alteri ecclesie. Modo cera cariori solito existente, gentes Regis centum solidos solvere voluerunt et non ceram, dicentes quod ita fuerat multo tempore usitatum. E contra dicebatur pro ecclesiis quod, cum cerei deberentur, ceram debitam et non pecuniam habere volebant: Postmodum dominus Rex, audito per dominum Nigelle et alios quod cereos predictos debebat et non certam pecunie quantitatem, voluit et precepit quod solvatur, pro ipsis cereis, cera, quanticunque valoris existat.

VIII. Cum, post multa litigia habita inter abbatem et conventum Regalis-Montis, ex una parte, et majorem et pares Asneriarum, ex altera, super justicia feodorum Hugonis-la-Truye et duorum aliorum militum qui erant infra suam banleucam, super quibusdam averiis hominum de Lys, et super quibusdam pressoragiis vinearum ipso-

Louis IX, 1269.

rum monachorum fuisset, post inquestam inde de mandato domini Regis factam, pro ipsis hominibus contra dictos abbatem et conventum pronunciatum; postmodum dicti abbas et conventus, super proprietate premissorum, in hac curia fecerunt eos citari. Quorum peticione super hoc formata, responsum fuit, pro ipsis majore et paribus, quod inde non tenebantur amplius respondere, cum super premissis possessorio et petitorio obtinuissent in hac curia, per dictam inquestam, contra abbatem et conventum predictos. Quod quidem, cum ex parte ipsorum abbatis et conventus negatum fuisset, dicendo quod super possessione solum pronunciatum fuerat, et aliis e contra dicentibus quod super utroque: Tandem, partibus super hoc recordacionem curie sibi fieri petentibus, habito consilio, et diligenter inspecta inquesta predicta, recordata est curia quod, contra ipsos abbatem et conventum, pronunciatum fuit in hac causa super possessione et super proprietate pro majore et paribus supradictis.

IX. De fossato vero facto ab ipsis abbate et conventu in communi pastura dictorum hominum de Asneriis, audita relacione ballivi, qui super hoc de mandato curie inquisierat, et omnibus hinc inde propositis plenius intellectis, pronunciatum fuit, et ballivo injunctum quod dirueretur fossatum predictum.

X. Cum quatuor homines banniti fuissent ab episcopo Attrebatensi, quilibet sub pena sexaginta librarum, propter quedam que justiciando fecerant contra dictum episcopum in vico Albigniaci juxta Attrebatum, justicie cujus vici saisina adjudicata fuit ipsi episcopo per hanc curiam contra abbatem et conventum Sancti-Vedasti Attrebatensis, cujusmodi bannum revocari petebant abbas et conventus predicti, cum ipsi quatuor homines servientes sui essent, et factum eorum ad se traherent, parati inde satisfacere prout jus dictaret, respondereturque ex adverso pro episcopo quod, cum ipsi homines essent liberi, nec essent presentes, non debebant ipsi abbas

et conventus super premissis audiri : Tandem, partibus jus sibi super hoc sibi fieri petentibus, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, cum ipsi homines essent libere persone, nec sint presentes, predicti abbas et conventus non debebant pro ipsis in hujusmodi facto audiri. Louis IX, 1269.

XI. Nota quod in peticione mobilium, facta peticione in curia contra partem presentem, non recipitur rei contramandacio. Hoc dictum fuit inter Johannem de Mauquinchy, militem, et Guillotum nepotem suum.

XII. Robertus Tarquaise, major ville Sancti-Richarii, circa exitum majorie sue, super quibusdam convencionibus ipsum tangentibus, sigillavit quasdam litteras sigillo ville Sancti-Richarii, sine voluntate et assensu sociorum suorum, et postmodum a subsequenti majore et sociis super hoc accusatus coram eis, ad defensionem suam proposuit quod de quorumdam scabinorum ipsius ville assensu eas sigillaverat, qui super hoc requisiti expresse hoc negaverunt; quo facto, dictus major et scabini Sancti-Richarii eumdem Robertum propter hoc condempnaverunt in quingentis libris Parisiensibus sibi reddendis, set postmodum Parisienses posuerunt ad Turonenses, et ad ipsos sibi solvendos compulerunt eumdem. Hiis itaque taliter actis, dictis majore et scabinis in hac curia contra dominum Matheum de Roia militem propter hoc adjornatis, proposuit idem miles contra ipsos quod, cum ipse abbas Sancti-Richarii et dominus Rex essent vicecomites dicte ville, et ad vicecomitatum emenda hujusmodi pertineret, petebat terciam partem dicte emende sibi reddi, ipsis e contra dicentibus quod ad eos pertinebat emenda predicta, et non ad dictum Matheum, cum idem Robertus, burgensis suus, contra ipsos quibus erat juratus, et in facto majorie sue deliquisset. E contra dicebatur pro Rege quod, nec ad villam nec ad dictum militem pertinebat, cum in facto hujusmodi commisisset idem Robertus tanquam fur, falsarius et proditor qui nec ad villam nec ad dictum

Louis IX, 1240.

militem pertinent, propter quod petebatur pro Rege quod sibi redderetur totaliter dicta emenda, quodque major et scabini predicti bonam emendam domino Regi redderent eo quod de tali justicia se intromiserant que non spectabat ad eos, set ad dominum Regem solum qui habet altam justiciam in villa predicta : Tandem, partibus super premissis jus sibi fieri petentibus, et hinc inde propositis plenius intellectis, cum in dicto facto commiserit idem Robertus furtum, falsitatem et prodicionem commiserit, vicecomitesque non habeant ibidem aliquid pertinens ad altam justiciam, set ad dominum Regem pertineat alta justicia, majusque in facto justicia trahat ad se minus, determinatum fuit quod ad dominum Regem pertinebat emenda hec, et non ad villam vel dictum Droconem; et, quia villa de tali justicia se intromiserat que pertinebat ad Regem una cum dictis quingentis libris Turonensibus quas ab ipso Roberto levaverant, bonam emendam persolvent.

XIII. Conquerente domino Gaufrido de Vindocino, milite, fratre comitis Vindocinensis, quod, cum ipse esset in saisina justiciandi apud Lacey, homines de Corterrie, de Antoigny et de Mezboudin, et ibi consuevissent placitare, ballivus Cadomensis eos compellebat placitare apud Feritatem-Mathei, propter quod petebat idem Gaufridus quod in saisina in qua super hoc fuerant ipse et predecessores sui, teneretur. E contra dicebatur quod super hoc non debebat audiri, cum ipsi homines sint de ducatu Normannie, cum eciam, a multo tempore antequam dati fuissent a domino Feritatis-Mathei, apud dictam Feritatem et non apud Laceium placitare consuevissent : Demum, cum preceptum fuisset ballivo predicto quod super hoc addisceret, audito per ipsum ballivum quod ante tempus litis hujus mote, per sexaginta annos et amplius placitaverant dicti homines apud Laceium, determinatum fuit quod dictus Gaufridus in sua super hoc teneretur saisina, tenendo apud Laceium placita hominum predictorum, salvo jure domini Regis, si de eo posset liquere.

XIV. Conquerente Martino de Hoaban de majore Rothomagensi qui decem et septem dolia vini que erant ipsius Martini cepit, et detinet injuste, et petente coram ballivo Rothomagensi quod redderentur eidem, dicto majore in contrarium respondente quod dicta dolia ceperat, et detinebat pro suspicione forisfacture, et petente quod ballivus remitteret causam istam ad curiam et examen ipsius majoris, quia, sicut dicebat, ad ipsum majorem pertinebat judicare utrum dicta vina essent forisfacta, necne; et si inveniatur quod sint forisfacta, dictus major habebit medietatem, et Rex habebit aliam per manum dicti majoris: Tandem, causa ista ad curiam hanc delata, auditis racionibus predictorum majoris et ballivi, judicatum fuit quod dictus major non habebit curiam in casu isto, secundum quod superius dictum est, set de hoc cognoscet ballivus predictus. Louis IX, 1269.

XV. Conquerente comite Petragoricensi de comite Engolismensi quod, cum ab eodem tenere deberet quedam castra sua in feodum, ea a domino Rege in homagium et feodum receperat, factaque super hoc peticione in curia, et die consilii super hoc ipsi comiti Engolismensi concesso, peciit idem comes Petragoricensis quod, cum haberet testes aliquos senes et valetudinarios, et alios qui cito transfretare debebant, curia faceret eorum testimonium super ipsa causa audiri, ne per absenciam ipsorum testium eum a jure suo cadere oporteret: Habito postmodum super hoc consilio, dictum fuit per curiam quod testes ejus de cujus morte vel absencia proxima timebatur, ut predictum est, audirentur, et servarentur penes curiam attestaciones eorum clause, quousque probaciones alie pro dicto comite in causa ista deberent admitti, et tunc insimul judicabuntur.

XVI. Questione mota inter ballivum Stampensem, pro domino Rege, ex una parte, et Petrum de Castris, armigerum, ex altera, super eo quod dictus Petrus dicebat se esse et fuisse in possessione expletandi, cum domino Rege, apud Castras, altam justiciam, racione societatis inter ipsum et dominum Regem facte de expletis

Louis IX. 1269. dicte ville, propter quod petebat impedimentum quod super hoc sibi faciebat ballivus, sibi penitus amoveri, predicto ballivo e contra dicente quod super hoc non debebat audiri, cum carta sua facta super societate predicta, solum de societate viarie loqueretur, cumque eciam dominus Rex esset in possessione solus ibidem altam justiciam expletandi, sicut sibi dicebatur: Demum, audito per ballivum ipsum qui mandatum habuerat addiscendi veritatem super hoc, quod ipse invenerat, per plures bonos, dictum Petrum et predecessores suos raptum, multrum, et alia ad altam justiciam pertinencia apud Castras una cum domino Rege expletasse, licet dicta carta super societate confecta solum de viaria loqueretur, pronunciatum fuit quod idem Petrus in sua remaneret saisina, et fuit injunctum ballivo quod super hoc nullatenus impediret eumdem.

XVII. In causa mota inter abbatem et conventum Sancti-Victoris Parisiensis, ex una parte, et homines de Soisiaco, super quibusdam pascuis in bosco suo de Dravel, jam publicatis attestacionibus testium ipsorum hominum quos produxerant, pecierunt abbas et conventus testes suos admitti ad probandam interrupcionem suam, contra usum quem proposuerant homines antedicti, admitti eciam cartas suas ad docendum de jure suo, necnon et sibi responderi, et jus fieri super eo quod dicti homines qui petebant in dicto bosco suo pasturagium, nec homines sui essent, nec inde eis redibenciam aliquam facerent, que omnia asserebant se ab inicio cause proposuisse. E contra dicebatur pro ipsis hominibus quod, licet ab inicio premissa fuissent proposita et probaciones suas, si voluissent, tunc, quando et ipsi, produxisse potuissent. De cetero, cum jam publicate essent attestaciones suorum testium, probaciones aliquas producere non debebant ad usum hujus curie, set secundum dicta suorum testium jus eis reddi debebat : Tandem, hinc inde propositis plenius intellectis, et partibus de premissis jus sibi fieri petentibus, pronunciatum fuit quod, licet ab inicio dicti abbas et conventus se obtulissent interrupcionem hujusmodi probaturos, quia tamen ante

publicacionem testium hominum predictorum, non produxerunt super hoc testes suos, et, si post publicacionem aliorum reciperentur, posset de testium subornacione timeri, secundum usum hujus curie, non reciperentur testes eorum, verum tamen carte eorum bene recipientur, et, super eo quod proponunt quod ipsi homines nichil tenent ab eis, nec redibencias eis inde faciunt, bene audientur, cum sit juris, maxime cum alias proposuisset hoc idem. Louis IX, 1260.

XVIII. Questione mota inter Philippum de Montibus, militem, ex una parte, et priorem Beate-Marie-de-Campis Parisiensis, ex altera, super saltu cujusdam molendini sui quem idem prior ultra quam deberet levaverat, et de novo, ut dicebat idem miles, in ipsius prejudicium et gravamen, et ideo eum petebat ad debitum statum reduci, dicto priore e contra dicente quod nichil novum ibi fecerat, set in statu in quo est ad presens per sexaginta annos fuerat, propter quòd non debebat super hoc audiri miles predictus. Ballivus Stampensis, facta super hoc inquisicione diligenti per juratos aque in qua est dictus molendinus, et per magistrum eciam qui molendini ejusdem saltum reparaverat, et invento per eos quod saltus dicti molendini plus debito a duodecim annis citra fuit levatus, saltum ipsum ad debitum et pristinum statum fecit reduci : Conquerente igitur super hoc dicto priore de prefato ballivo, et petente testes suos recipi ad probandum quod per sexaginta annos fuerat idem saltus in statu in quo est ad presens, parte eciam ad hoc vocata presente, audito per dictum ballivum qualiter super hoc processerat, quia rite processerat, ut visum est consilio, pronunciatum fuit quod staret super hoc factum ballivi, nec reciperentur testes predicti prioris.

XIX. Conquerente Petro Choisel, armigero, de ballivo Stampensi quod idem ballivus eum dissaisierat justicia latronis in quadam villa que dicitur Betigni in castellania Feritatis-Alesie, et ballivo e contra dicente, pro Rege, quod dominus Rex erat in saisina dicte

Louis IX, 1269. justicie, prout sibi dabatur intelligi, injunctum fuit ballivo quod super hoc addisceret veritatem : Tandem, audito, per relacionem ipsius ballivi, quod dictus Petrus et antecessores ejus fuerunt in possessione justicie latronis, et habendi furchas in illo territorio, preceptum fuit eidem quod dicto Petro restitueret saisinam suam latronis, et eum ibi permitteret furchas habere.

XX. Gaufridus de Monte-Lethericii, canonicus Sancti-Stephani Trecensis et regis Navarre clericus, procurator ipsius regis, et ad hoc habens, per suas patentes litteras, ab eodem Rege speciale mandatum, in isto parlamento, in plena curia, advocavit pro ipso Rege et nomine ipsius, ipsum Regem tenere, et debere tenere castrum suum de Lorde, et burgum ejus, et pertinencias ab ecclesia Beate-Marie Aniciensis, et cum hiis totum jus quod habet, et debet seu potest habere in comitatu Bigorre et ejus pertinenciis, et in hujusmodi advocacione procuratoris predicti dum fieret, presens erat, et eam audivit magister Johannes Dominici, procurator regis Anglie (113).

XXI. Habito consilio diligenti dictum est et pronunciatum per curiam, quod non est intencionis domini Regis quod rex Anglie racione doni sibi facti a domino Rege in Lemovicensi, Caturcensi et Petragoricensi diocesibus, ponat se de aliquo in saisina in ipsis tribus diocesibus, de quo dominus Rex, ante donum hujusmodi, non haberet saisinam (114).

XXII. Dictum est quod, secundum usus terre Normannie, de terra que ab aliquo tenetur in Normannia ad terragium, prius solvitur terragium domino a quo terra tenetur, quam decima debita de terra eadem solvatur.

XXIII. Questio erat inter Radulphum Poire, civem Laudunensem, et quamdam mulierem de Lauduno nomine..... in

curia ducatus episcopi Laudunensis, pro quadam domo existente in treffundo dicti episcopi. Dicta mulier in causa hujusmodi plures fecit defectus sine eo quod se secundum terre consuetudinem faceret readjornari. Propter hujusmodi defectus ipsius mulieris, de consilio scabinorum et curie sue, habuit idem episcopus quod, per jus, dictam domum saisire poterat. Quo audito, episcopus misit quemdam servientem suum ad saisiendum ex parte sua domum eamdem. Dicto vero serviente episcopi in domo predicta propter hoc existente, major et jurati Laudunenses ipsum ceperunt, et in prisione sua eum tenentes, per violenciam carceris pecuniariam emendam extorserunt ab eo. Porro, dicto episcopo super hoc conquerente, et petente sibi id emendari a majore et juratis predictis, responsum fuit, pro ipsis majore et juratis, quod nullam super hoc emendam ipsi episcopo facere tenebantur, cum violenciam que dicte mulieri fiebat in domo sua, ad instanciam ipsius mulieris que super hoc eis conquesta fuerat, amovissent; quod facere poterant, cum ad eos pertineat, ex dono regio sibi facto infra terminos pacis Lauduni, violencias amovere, et maxime cum idem episcopus in proprio treffundo suo infra terminos dicte pacis verbaliter solum possit saisire, et non realiter ut dicebant. Ad hec respondebatur pro dicto episcopo quod verbaliter et realiter saisire poterat, et quod illud quod fecerat de ponenda saisina hujusmodi, fecerat tanquam dominus et per jus de consilio scabinorum et curie, et quod talis actus exercicium justicie et non violencia dici debebat, propter quod, sicut dicebat, id, non obstantibus ab eis propositis, sibi emendare debebant: Demum, auditis hinc inde propositis et plenius intellectis, cum dicti major et jurati ipsum episcopum confiteantur esse judicem quoad hoc, et hoc ponere seu facere potest saisinam verbalem, nec dicta saisina ab episcopo facta, violencia dici debeat, set exercicium justicie, determinatum fuit et pronunciatum quod dictus episcopus saisinam realem ponere poterat in suo treffundo, et quod major et jurati forisfecerant, capiendo predictum servientem episcopi, et ab eodem emendam levando propter hoc, et preceptum fuit per curiam ipsis majori et juratis quod

Louis IX, 1269.

Louis IX, 1269. emendam hujusmodi a serviente suo levatam redderent episcopo, quod eciam factum istud emendarent domino Regi, ac dicto eciam episcopo, tanquam domino treffundi in quo captus fuerat serviens memoratus.

XXIV. Orta questione in curia ista inter vicecomitissam Lemovicensem, ex una parte, et decanum et capitulum Sancti-Aredii, ex altera, super eo quod predicta vicecomitissa eis reddere nolebat quasdam cathenas et alia quod facere tenebatur, secundum arbitrium inter ipsos et dictam vicecomitissam prolatum per defunctos..... decanum Bituricensem, et H. de Cosanciis, militem, in quos compromiserant super hiis, ut dicebant, secundum eciam quamdam declaracionem inter eos post dictum arbitrium factam quoad dictas cathenas; cui quidem declaracioni appositum erat, cum aliis, dicte vicecomitisse sigillum, et illam se servaturam, sicut asserebant, proprio firmaverat juramento; dicta vicecomitissa aliqua in contrarium proponente: Tandem, ostensis magistro G. de Malo-Monte, procuratori ipsius vicecomitisse, litteris confectis super arbitrio et declaracione predictis, concessit et promisit dictus magister, pro dicta vicecomitissa, coram consilio domini Regis, quod omnia que in dictis arbitrio et declaracione continebantur, quoad cathenas et alia, adimpleri faceret integraliter et teneri; et preceptum fuit Radulpho de Trapis quod, nisi vicecomitissa hoc faceret, ut predictum est, ipse ad hoc compelleret eam ex parte domini Regis.

XXV. Quidam malefactor captus fuerat per ballivum Senonensem, racione furti; de quo inventum est postmodum quod multrarius erat. Dampnatus fuit idem malefactor. Possessiones habebat apud Borron, moventes de Ernulpho Bailledart; et eas ab ipso tenebat. Idem Ernulphus possessiones hujusmodi, que tenebantur ab ipso, petebat sibi deliberari, tanquam sibi conmissas. Ballivus e contra dicebat, pro domino Rege, quod ad dominum Regem et non ad dictum Ernulphum spectabant possessiones predicte de jure communi, cum

dominus Rex haberet in tota castella in qua sedebant res predicte, multrum et altam justiciam generaliter, nec esset aliquis qui, per privilegium in dicta castellania, justiciam talem haberet, quod non habebat idem Ernulphus, sicut ballivus dicebat. Ad hoc autem respondebat dictus Ernulphus quod, non obstantibus a ballivo propositis, ad ipsum pertinebant, cum ex dono regio habeat quicquid dominus Rex ibidem habebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visa carta regia ab eodem Ernulpho exhibita, per quam datum fuit predecessoribus ipsius quicquid dominus Rex ibidem habebat, determinatum fuit et pronunciatum quod dictus Ernulphus possessiones predicti malefactoris, existentes apud Borron, haberet tanquam sibi commissas. Louis IX, 1269.

XXVI. Episcopus Belvacensis, Reginaldus, tenens ab abbate et conventu Cluniacensibus prioratum ipsorum de Alneto ad vitam suam, sub annua pensione, conquestus fuerat in hac curia de magistro Gaufrido de Bello-Monte, clerico, quod de furnagio, moltura, banno vini, justiciis et aliis ad prioratum ipsum in garda Regis existentem pertinentibus, ipsum dissaisiverat et in quibusdam possessionem suam ei turbaverat, propter quod petebat se resaisiri de predictis de quibus spoliatus fuerat, et de aliis turbacionem possessionis sue sibi amoveri, offerrens se probaturum quod sibi sufficeret de premissis. Ad hoc respondebatur, pro dicto magistro Gaufrido, quod, cum dictus prioratus spectaret ad dictos abbatem et conventum, et dictus episcopus ipsum solummodo haberet ad vitam sub annua pensione, nec idem episcopus pretenderet litteras ipsorum abbatis et conventus per quas appareret quod haberet auctoritatem ab eis deducendi in judicium hereditatem eorum sine litteris eorum, non debebat audiri. E contra dicebat episcopus quod, non obstantibus premissis, sibi respondere debebat magister predictus, cum de dissaisina et turbacione possessionis solummodo ageretur: Tandem, auditis hinc inde propositis, et considerato quod non agebatur de nova dissaisina, set de jam diu facta, propter quod diem consilii et diem osten-

Locus IX. 1300. sionis dictus magister habuerat in hac causa, judicatum fuit quod in premissis, sine litteris dictorum abbatis et conventus, non erat idem episcopus audiendus.

XXVII. Guido Laudigeis, miles, qui matrem conjugis Philipoti de Brunaio, armigeri, habuerat in uxorem, petebat a dicto Philipoto et ejus uxore sibi reddi, nomine liberorum suorum, a dicta uxore sua susceptorum, et suo eciam, in quantum tangit eum, quindecim libras annui redditus, cum dictus Philipotus teneret terram pro qua date fuerunt quindecim libre predicte. Petebat eciam quamdam domum et quamdam eschaetam. Post multa vero litigia super hoc habita inter eos, proposuit dictus Philipotus quod, cum ipse haberet uxorem suam in ballo suo, et uxor sua similiter in ballo suo haberet fratres et sorores suos, quorum erant ea que petebantur, nec ipsi liberi fuissent citati, super premissis respondere nolebat, prefato Guidone e contra dicente quod, cum premissa teneret, respondere tenebatur de eis: Demum, partibus super hoc jus sibi fieri petentibus, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod, cum ea que petebantur essent dictorum liberorum nec ipsi liberi fuissent citati eo modo quo petebat dictus Guido, predictus Philipotus et ejus uxor respondere minime tenebantur.

XXVIII. Conquerente domino Stephano de Sacro-Cesare quod apud Sanctum-Bricionem per duos justiciabatur ballivos, ordinatum fuit et preceptum quod per solum prepositum Guennii justiciaretur ibidem.

XXIX. Recordata est curia alias fuisse pronunciatum, per curiam istam, inter priorem Kari-Loci, ex una parte, et homines dicti loci, ex altera, quod, quando persona contra personam litigat apud Karum-Locum coram dicto priore, et non agitur de causa criminali, si reus velit obligare possessiones suas existentes in potestate prioris, ad quantitatem querele, de stando juri vel de ju-

dicio curie tenendo, non debet ad aliam securitatem prestandam compelli (115). Louis IX, 1269.

XXX. Dato quodam judicio contra Radulphum de Monte-Forti, armigerum, in curia de Plasmel, et per senescallum Redonensem, tanquam superiorem, confirmato, appellavit idem Radulphus ad dominum Regem, faciens postmodum comitem Britannie, cujus erat dicta curia, ad curiam istam super appellacione hujusmodi adjornari. Post hec, eum in causa hujus appellacionis narracionem suam et conclusionem faceret contra predictum senescallum Redonensem, nichil in suo processu contra comitis personam tangendo, comes proposuit quod, cum peticio dicti Radulphi nulla esset in se, et maxime cum nichil proponeret de facto comitis, vel quod tangeret ejus personam, non tenebatur ad ea que erant pro dicto Radulpho proposita, respondere. E contra dicebat dictus Radulphus quod, cum curia Redonensis esset sua principalis et superior curia, a qua consuetum erat appellari ad Regem, respondere sibi, non obstantibus ab ipso propositis, tenebatur: Demum, hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit quod, cum dictus Radulphus nichil proponat contra personam comitis, nec senescallum Redonensem, contra quem proponebat, adjornari fecisset, non tenebatur sibi dictus comes super hoc, secundum proposita, respondere.

XXXI. Cum dominus Johannes de Harecuria, quando contractum fuit matrimonium inter defunctum Richardum de Harecuria, filium suum, et domicellam Ysabellim de Melloto, eidem domicelle concessisset totum manerium suum de Hellebuef cum quadringentis libris ibidem percipiendis, ipsaque domicella de duobus maneriis que habet ibidem idem dominus Johannes, ob concessionem hujusmodi sibi peteret melius assignari, dominus Julianus de Perona, ballivus ipsius loci, scire volens quid super hoc esset facturus, alios consiliarios domini Regis super hoc consuluit, qui sibi responderunt

Louis IX, 1260. quod melius de duobus maneriis predictis ipsi domicelle tradi debebat (116).

XXXII. Supplicabat domino Regi prior Sancti-Martini Eduensis quod, cum dominus Rex associatus esset per predecessores suos abbates Sancti-Martini ad expleta et justicias ville sue de Sancti-Petri-Monasterio, placeret domino Regi quod de emenda, que ibidem a blasphemis levatur, prior loci predicti partem suam, sicut in aliis expletis, haberet. Istud fuit ei concessum per curiam. Item petebat quod dictus prior suus posset habere clericum suum ad scribenda expleta ville predicte cum gentibus domini Regis. Hoc similiter fuit ei concessum. Item petebat quod dictus prior suus vocaretur, et presens esset in recipiendis ibidem burgensibus aliunde venientibus ad burgesiam ibi faciendam; concessum est ei quod, si velit ad hoc interesse, bene intersit, non tamen expectabitur. Item petebat sibi reddi medietatem intragiorum que solvunt et solvere tenentur burgenses ibidem ad faciendam burgesiam venientes; de hoc responsum fuit ei quod, cum prohibitum sit, diu est, ne burgenses hujusmodi compellantur ad solvenda intragia, intragia hujusmodi, cum non leventur, non habebit; si tamen dicti burgenses in ingressu burgesie sue aliquid sponte sua pro burgesia dare voluerint, de hoc quod inde habebitur medietatem habeat dictus prior. Item petebat quod de emolumento habito pro gagiamentis que faciunt servientes dicti loci daretur medietas dicto priori; de hoc responsum fuit quod teneatur et fiat quod fuit super hoc hactenus observatum. De justicia vero ville que dicitur Riousse, de qua se dicebant de novo per gentes domini Regis spoliatos et petebant quod de hoc fieret inquesta; responsum fuit eidem quod, cum dominus Rex sit, jam diu est, in saisina dicte justicie, si velit petere contra Regem, tanquam contra possessorem, audietur, et fiet sibi jus, nec per viam aliam super hoc audietur (117).

XXXIII. Super facto scale erecte in castro Lemovicensi ad pu-

niendos blasphemos, de qua contendebatur inter vicecomitissam Lemovicensem et burgenses dicti castri, per quem videlicet eorum erigi deberet scala predicta, peciit procurator regis Anglie curiam suam, dicens causam hujusmodi coram ipso rege Anglie, tanquam domino superiori parcium predictarum, debere agitari : Quia non fuit ei cognitum quod esset dominus, set vicecomitissa hoc expresse negabat, judicatum fuit quod curiam super hoc non haberet. Louis IX, 1269.

XXXIV. Cum conquereretur episcopus Petragoricensis de supprisiis quas, in terra sua et ecclesie sue, tam in feodis quam in domaniis, faciebant gentes regis Anglie, tenendo ibi assisias, exercendo justicias, et alia jura sua occupando, occasione doni quod dominus Rex fecerat ipsi regi Anglie in tribus episcopatibus, Lemovicensi scilicet, Petragoricensi et Caturcensi, licet dominus Rex ante donum predictum nichil ibidem haberet, peteretque dictus episcopus sibi, per dominum Regem, violenciam hujusmodi amoveri, peciit procurator regis Anglie diem ostensionis locorum in quibus talia fieri dicebantur, vel jus utrum habere deberet : Quia dictus episcopus dicebat, de tota terra sua, tam in feodis quam in domaniis, quod rex Anglie, nec dominus Rex, ante donum predictum, nullum jus penitus ibidem habebant, pronunciatum fuit, per jus, quod non fieret dicta procuratori ostensio quam petebat, presertim cum non esset in talibus supprisiis ordinarie sicut in causis aliis procedendum.

XXXV. Petebantur a comite Attrebatensi, racione comitisse uxoris sue, filie et heredis domini Petri de Curtiniaco, plura debita in quibus dictus Petrus quibusdam tenebatur personis. Dictus vero comes, habere volens de debitis hujusmodi recursum ad Johannem de Soliaco, filium et heredem domini Henrici de Soliaco, in cujus ballo fuerat dicta comitissa, racione matris sue quam dictus Henricus habuerat in uxorem, ipsum Johannem fecit propter hoc in ista curia adjornari; quo presente, cum peticionem suam fecisset dictus comes

Louis IX, 1269. super hoc contra eum, responsum fuit, pro dicto Johanne, quod, cum dictus comes peteret, racione comitisse uxoris sue, nec ipsa presens esset, sine ipsa nolebat dicto comiti respondere. Ad hoc dicebat comes quod, cum de puro mobili ageretur, et constante matrimonio inter ipsos, ipse mobilia uxoris sue distrahere possit, si sibi placeat, et suam de eis penitus facere voluntatem, sibi tenebatur dictus Johannes, non obstantibus ab ipso propositis respondere: Tandem, partibus super hoc jus sibi dari petentibus, judicatum fuit quod, cum de puro mobili ageretur, dictus Johannes tenebatur, absente eciam comitissa, predicto comiti super hoc respondere. Hoc idem dictum fuit de dampnis que similiter petebat comes ab eo pro maneriis uxoris sue deterioratis, dum esset in ballo predicti Henrici.

XXXVI. Cum comes Attrebatensis similiter movisset questionem pro debitis de quibus supra tangitur, relicte domini Henrici de Soliaco, matri comitisse, uxoris sue, ac Johannis de Soliaco supradicti, sicut et ipsi Johanni, priusque contra dictam dominam quam contra ipsum Johannem peticionem suam formasset, petens a quolibet quod totum debitum ab eo petitum solveret, vel summam ipsum contingentem de debito memorato, respondit dictus Johannes pro se quod, cum dictus comes totum debitum petivisset a matre sua, vel quantum ipsam contingeret de eodem, non tenebatur super hoc in aliquo dicto comiti respondere, quousque discussum esset inter comitem et dictam dominam, quantum ipsa de prefato debito solvere teneretur. Ad hoc dicebatur pro comite quod, cum idem Johannes et mater sua totum deberent solvere, et unus solvendo acquitaret alium, licet totum vel rata ipsum contingens petatur ab alterutro, non tamen extinguitur accio contra alterum, nec ob hoc debet differri peticio comitis contra prefatum Johannem: Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus Johannes, non obstantibus ab ipso propositis, respondere comiti tenebatur antequam eciam esset de facto matris sue discussum.

XXXVII. Johannes de Soliaco requisivit in hoc parlamento, coram consilio domini Regis, dominum Aymericum de Ruppecavardi presentem quod, cum vicecomitissa Lemovicensis presencialiter peteret ab ipso circa octo millia librarum Turonensium pro facto dicti Aymerici, idem Aymericus, antequam dictum Johannem oporteret litem super hoc contestari, litem hujusmodi super se sumeret, vel, si bonas haberet defensiones per quas posset vicecomitissa ab hujus peticione repelli, eas sibi diceret, et ipse paratus erat eas proponere. Quod si hoc facere nollet, bene denunciabat eidem dictus Johannes, quod, si eum dictam pecuniam solvere oporteret, vel dampnum super hoc incurrere, intendebat super hoc habere recursum ad eum. Dictus autem Aymericus super hiis pluries ab eodem Johanne in plena curia requisitus, nec litem super se capere, nec defensiones aliquas proponere voluit, et sic recessit. Louis IX, 1260.

XXXVIII. Conquerente abbate Sancti-Vedasti Attrebatensis de comite Attrebatensi quod idem comes resaisire nolebat loca ipsorum de rebus eorum quas in ipsis ceperant gentes sue, licet fuisset per curiam sibi preceptum, et per curiam taliter ordinatum, dictum fuit, pro comite, quod nunquam ordinatum fuerat per curiam quod resaisirentur loca predicta, set solum quod ipsi abbati redderentur res sue per gentes ipsius comitis capte, et hoc facere parati fuerant, ut dicebant : Cum autem, post plures altercaciones, pars utraque peciisset recordacionem curie sibi fieri utrum resaisiri debuerunt per ipsum comitem dicta loca, necne, habito consilio, recordata est curia quod dicta loca abbatis, de rebus ibi captis, debuerunt per ipsum comitem resaisiri.

XXXIX. De contencione que erat inter priorem et conventum Sancti-Porciani, ex una parte, et comitem Pictavensem et Templarios apud Paluel, ex altera, super leuda panis, mensuris bladi et vini, decima cujusdam terre et dampnis habitis pro capcione quadrige ipsorum prioris et conventus, ordinatum est et preceptum bal-

Louis IX, 1260. livo Bituricensi quod dictam leudam, mensuras bladi et vini capiat in manu Regis, et post, inquisita saisina parcium, restituat saisinam eorum cui debebit. Item quod decimam dicte terre capiat similiter in manu Regis, et post, medietatem ipsius decime statim restituat ipsis abbati et conventui, et aliam medietatem, inquisito prius jure parcium, restituat cui debebit. Item quod sciat que dampna sustinuerunt, et expensas fecerunt dicti prior et conventus, occasione quadrige sue quam Templarii contragagiando ceperunt, et ea integraliter eis restitui faciat. Premissa autem que alias eodem modo precepit curia fieri, voluit, et ordinavit curia fieri per solum ballivum predictum, nolens quod ad id faciendum adjungeretur ei conestabularius Alvernie pro dicto comite Pictavensi, prout petebat procurator comitis antedicti.

XL. Quia inventum est quod castrum superius de Bruzaco est de feodo domini Aymerici de Ruppecavardi, et illud advocat idem Aymericus se tenere in feodum a rege Anglie, quod quidem castrum, pro domino Rege, in manu Petragoricensis episcopi tenebatur, deliberatum est ipsum castrum, tanquam feodum suum, regi Anglie qui illud sibi reddi petebat; ita tamen quod, de castro predicto, pro receptacione bannitorum domini Regis qui in eo receptati fuerunt, pro invasione quam fecerunt illi de castro predicto gentibus domini Regis, dum essent in obsidione inferioris castri de Buzaco, licet gentes domini Regis eos antea assecurassent; item pro morte cujusdam hominis de Martello qui, ad mandatum Radulphi de Trapis, venerat ad obsidionem predictam, quem ipsi in premissa invasione occiderunt, infra instantes octabas Brandonum, faciant quod debebunt, et de existentibus in eodem.

Louis IX, 1269.

JUDICIA,

CONSILIA ET ARRESTACIONES PARISIUS, IN PARLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXIX.

I. Abbas et conventus Frigidi-Montis, Cisterciensis ordinis, ex quadam compositione facta cum Rege, habent certum numerum arpentorum bosci in foresta de Hez, et inde habent litteras regias. Cum in ipso bosco suo quandam vendam facere incepissent, ballivus Silvanectensis, de mandato curie, ut dicebat, dictam vendam impedivit, dicens quod in ipso bosco suo vendam facere non poterant dicti abbas et conventus quamdiu Rex in ipsa foresta de Hez vendam haberet, et dominus Rex modo vendam habebat ibidem. Et ad hoc probandum exhibite fuerunt littere cujusdam Alberti, abbatis quondam Frigidi-Montis, contente in registro domini Regis. Ad hoc responsum fuit, pro abbate et conventu predictis, quod, non obstantibus litteris ipsis que ad tempus erant, et non perpetue, dictum boscum suum vendere poterant, durante eciam venda domini Regis, cum eis concessum sit, a domino Rege, sicut dicebant, quod de bosco suo predicto suam possint totaliter facere voluntatem : Tandem, visis litteris predictis pro domino Rege exhibitis que non sunt perpetue, set faciebant de venda unica mencionem, visis eciam litteris regiis super dicta composicione confectis per quas monachis concessum est quod voluntatem suam possunt facere de bosco suo predicto, determinatum fuit quod boscum ipsum vendere poterant ipsi monachi, non obstantibus propositis a ballivo; et fuit injunctum ballivo quod ab hujusmodi impedimento cessaret, salvo tamen jure domini Regis, si doceri posset alias de eodem.

II. Petrus dictus Sommularius, serviens abbatis et conventus

Locis IX, 1269. Sancti-Richarii in Pontivo, cum baculo percussit in capite, apud Sanctum-Richarium, in pleno mercato, quemdam hominem usque ad effusionem sanguinis, sicut sibi imponebatur, et, propter factum hujusmodi, major et scabini dicte ville satagebant justiciare eumdem. E contra dicebatur, pro abbate et conventu dicti loci, quod, cum dictus Petrus esset serviens eorum, et de pane eorum vivens, et eorum conductus mercede, per quamdam pacem olim factam inter ipsos et sigillo domini Regis sigillatam, super facto hujusmodi, eciam si tale esset, de dicto Petro, utpote serviente suo, justicia pertinebat ad ipsos; dictis majore et scabinis e contra dicentibus quod, licet dictus Petrus esset eorum serviens, vivens de pane et vino ipsorum, ac eorum mercede conductus, cum non esset manens in abbacia Sancti-Richarii, vel extra in locis ipsorum, justiciam non debebant habere de ipso, presertim cum, secundum tenorem pacis predicte, oporteret ut hec tria pariter concurrerent in serviente ipsorum abbatis et conventus ad hoc quod justiciam haberent de ipso, videlicet quod de eorum pane viveret, eorum esset mercede conductus, et in eorum abbacia, vel extra in eorum locis maneret. Ad quod responsum fuit, pro abbate et conventu predictis, quod ad id quod justiciam haberent de ipso Petro, sufficiebat una de condicionibus antedictis, et dictam justiciam sibi reddi petebant : Demum, partibus super hoc jus sibi fieri petentibus, auditis hinc inde propositis et diligenter inspecta predicta littera domini Regis, determinatum fuit et pronunciatum quod oportebat ut tres condiciones concurrerent ad hoc quod dicti abbas et conventus de suo haberent justiciam serviente; et quia dictus Petrus, habens uxorem in villa Sancti-Richarii, non manebat in abbacia, nec extra in locis eorum, set in villa Sancti-Richarii, cum uxore sua, suum habebat domicilium, deliberata fuit dictis majori et scabinis justicia dicti Petri, quoad factum predictum.

III. Cum major et scabini Sancti-Richarii berfredum suum quod de novo edificabant in quadam platea ab abbate et conventu Sancti-Richarii per quamdam composicionem sibi concessa ultra terminos

sibi concessos protendissent, solum et fundum ipsorum abbatis et conventus occupantes eis invitis, ballivus Ambianensis, de mandato curie, diruit quicquid ipsi edificaverant ultra terminos sibi concessos. Ipsis vero conquerentibus super hoc de abbate et quibusdam aliis monachis qui hoc procuraverant, licet hoc ex eorum concessione fecissent, sicut dicebant, petentibus eciam quod berfredum suum, sicut inceperant sibi reedificare liceret, quodque abbas et dicti monachi qui hoc concesserant eis restituerent dampna sua que, occasione dicte dirucionis, incurrerant, responsum fuit pro abbate predicto quod hoc nunquam eis concesserat, et, si eciam concessisset, nihil eis proficiebat, cum non proponerent quod conventus suus, sine quo super hoc nichil fieri poterat, concessioni hujusmodi consensisset, propter quod asserebat et petebat eos super hoc non debere audiri : Demum, auditis hinc inde propositis, quia non intervenerat super hoc assensus conventus, pronunciatum fuit quod non reedificarent quod fuerat, ut premissum est, dirutum per ballivum. De dampnis vero que petebant, ut predictum est, dictum fuit quod, si probetur hec concessio contra abbatem, dictus abbas eis restituat dampna sua. Louis IX, 1269.

IV. Conquerente domino Ybreii de ballivo Gisorcii quod eum dissaisierat de quibusdam Judeis suis quos in terra sua habuerat, a tempore quo dominus Rex de domaniis suis licenciavit Judeos, et petente eos sibi restitui, presertim cum ipse et predecessores sint et fuerint in saisina habendi Judeos in baronia sua Ybreii, pronunciatum fuit et ei responsum per curiam quod super hoc non debebat audiri, cum dicti Judei non essent Judei ipsius, set in terra ipsius morati fuerant, certam firmam annis singulis sibi solvendo; imo erant Judei domini Regis. Voluit tamen curia quod sibi redderetur firma sua ab eis pro tempore quo moram fecerant sub terra ejusdem (118).

V. Comes Attrebatensis, in curia sua Attrebatensi, citari fecerat, ad instanciam scabinorum Attrebatensium, abbatem et conventum

Louis IX, 1269. Sancti-Vedasti Attrebatensis. Ipsis vero ad citacionem ipsius venire nolentibus, cum nichil tenerent de eo, sicut dicebant, ipso ex adverso asserente quod venire tenebantur, cum essent de baronia seu comitatu ipsius, et de suo resorto, idem comes capi fecit plura de bonis eorum, reddere seu recredere nolens ea. Postmodum ipsis abbate et conventu super hoc et aliis conquerentibus de predicto comite, idem comes peciit eos ad curiam suam remitti, proponens eos esse de comitatu et resorto suo esse, et plura jura se super eos habere. Ipsi autem, hoc sibi negantes, ex adverso proponebant raciones suas per quas non debebant ad curiam ipsius remitti : Demum, partibus super hoc jus petentibus sibi reddi, visa carta inter eos confecta, et hinc inde propositis intellectis, determinatum fuit et pronunciatum quod ipsi abbas et conventus ad citacionem ipsius comitis et ballivi sui venire tenentur, et, si, de articulis retentis ipsi comiti, per litteram regis Ludovici inter eos confectam, fiat ibi peticio contra eos, ibi respondere tenentur; si vero de aliis, ibi non tenentur respondere, et, ne propter hoc indebite gravarentur, inhibitum fuit per curiam procuratori et gentibus ejusdem comitis quod, de aliquibus aliis ab eis que in dicta littera continentur, coram se adjornarent abbatem et conventum predictos.

VI. Conquerentibus hominibus de castris subtus Montem-Letherici de Petro de Castris, armigero, quod, cum nullam haberet in eos justiciam preter viariam ad quam associati sunt dominus Rex et ipse, ipse Petrus de omnimoda justicia, una cum gentibus domini Regis, justiciabat eosdem in domini Regis prejudicium et gravamen ipsorum, petentibusque eumdem ad desistendum compelli : Visa littera regia ab eodem Petro exhibita, intellecto eciam per recordationem curie quod pronunciatum fuerat per curiam, non est diu, ipsum Petrum esse et fuisse in saisina justiciandi ibidem, una cum gentibus domini Regis, de multro et alta justicia, sicut et de bassa, determinatum fuit quod ipsi homines non erant super hoc audiendi, et quoad hoc impositum fuit eis silentium.

VII. Cum ballivus Viromandensis cepisset quosdam Judeos morantes Remis, dicens quod erant Judei domini Regis, et quod Remis non consueverant esse Judei, archiepiscopus Remensis, super hoc conquerendo, proposuit quod, a tanto tempore a quo non potest haberi memoria, consueverunt esse Remis due familie Judeorum, et in certo loco, qui magna libertate gaudere consueverunt, eo quod rotulum Ysaie custodire dicuntur, et hii sunt Judei quos ceperat ballivus predictus, propter quod eos sibi reddi petebat : Demum, intellecto ita esse sicut archiepiscopus proponebat, preceptum fuit ballivo quod dicto archiepiscopo restitueret Judeos predictos. Louis IX, 1269.

VIII. Cum Guillelmus de Ardenna, miles, appellasset, tanquam de pravo, ad hanc curiam de quodam judicio in Stampensi assisia sibi facto, tandem, vocatis judicatoribus et parte, et hinc inde propositis plenius intellectis, pronunciatum fuit per curiam predictum judicium bonum esse, et appellacionem esse frivolam et nullam.

IX. Cum dominus Rex fuisset apud Castanetum, et gistum suum cepisset ibidem, hominesque dicti loci, assidendo gistum hujusmodi, partem pecunie inde debite ponerent super homines de Noentello, eo quod terras habebant in territorio Castaneti, dicti homines de Noentello proposuerunt quod nichil inde solvere tenebantur nec unquam inde aliquid solverant, set illud totaliter debebant solvere homines Castaneti, cum, non racione terrarum, set personarum, solummodo deberetur, sicut dicebant. Ex adverso respondebant homines Castaneti quod, pro rata terrarum quas habent in territorio Castaneti, dicti homines de Noentello solvere tenebantur de gisto predicto, cum; non racione personarum, set terrarum, solummodo deberetur : Demum, auditis hinc inde propositis, et intellecto quod ratione rei debetur honus hujusmodi non persone, judicatum fuit quod dicti homines de Noentello, pro rata terrarum quas habent in territorio de Castaneto, de gisto predicto solvere tenebantur.

Louis IX, 1269. X. Cum, propter miliciam domini Philippi, primogeniti domini Regis, et viam transmarinam domini Regis, fieret tallia apud Stampas, burgensesque ejusdem ville qui talliam hujusmodi assidebant, in tallia ipsa ponerent textores Stampenses, sicut et alios homines dicte ville, dicti textores ex hoc se asserentes gravatos, cum, per cartam regiam, essent de tallia liberi et immunes, sicut dicebant, gravem super hoc curie querimoniam detulerunt. Vocatis igitur talliatoribus et textoribus supradictis, propositum fuit pro ipsis talliatoribus quod plures ex aliis se dicebant textores qui propriis manibus non texebant, et ideo nulla quoad hoc libertate gaudebant. De aliis eciam qui texebant propriis manibus, dicebant quod ad dictam talliam tenebantur, non obstante carta predicta, cum, ante tempus dicte carte et post, semper, sicut et alii homines Stampenses, fuerint talliati. Ad quod respondebant dicti textores quod ita non erat, set, secundum tenorem carte sue, semper fuerant liberi de tallia et immunes: Tandem, audita carta predicta, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod illi qui propriis manibus non texebant, non haberent libertatem quam petebant. De aliis vero qui texunt propriis manibus, dictum fuit quod sciretur utrum alias talliati fuerint an non, et, si alias talliati fuerint, solvant sicut alias solverunt.

XI. Quia quidam monachus de abbas[1] Morigniaci, prope Stampas, falsam monetam Turonensium alborum cudebat in quadam granchia ipsius abbacie, saisita fuerunt granchia ipsa et bona in ea existencia in manu domini Regis: Conquerente vero postmodum super hoc abbate dicti loci, quia dictus abbas inventus est de hujus maleficio sine culpa, deliberata sibi fuerunt dicta granchia et bona ejusdem, ne sine causa, propter delictum unius monachi, suum monasterium puniretur, et preceptum fuit eidem quod dictum monachum suum propter hoc districte puniret.

XII. Dominus de Landa in Normannia tenebat a domino Rege

[1] Lisez *abbatia*.

quedam prata in sergenteria, et, secundum terre consuetudinem, cadere poterant in garda Regis. Ea vendidit cuidam ecclesie in manumortua possidenda. Hoc comperto, ballivus eadem inveniens in manumortua, ea pro domino Rege saisivit : Verum, cum idem dominus ad curiam veniens peteret sibi restitui dicta prata, et ipse faceret erga ecclesiam cui ea vendiderat, quod ea sibi redderet, et ipse eadem ad statum pristinum revocaret, habito consilio, determinatum fuit, et sibi responsum quod, ex quo ea posuerat in manumortua, preter assensum domini Regis, et in ipsius prejudicium, domino Regi remanerent tanquam commissa. Louis IX, 1260.

XIII. Vivente Burdegalensi archiepiscopo, ipse et capitulum suum certas querelas moverunt, et quilibet pro se, regi Anglie in hac curia. Mortuo vero postmodum archiepiscopo, cum jam habita fuissent erramenta aliqua in eisdem querelis ante mortem ipsius, volenteque dicto capitulo prosequi, tam querelas predicti archiepiscopi quam suas, responsum fuit pro rege Anglie quod, neque de querelis archiepiscopi neque de suis propriis, audiri debebant, sede vacante; ad quod innuendum plura proponebantur pro ipso. Ex adverso dicebatur pro capitulo quod, cum querele omnes, tam archiepiscopi quam sue, essent Burdegalensis ecclesie, et, mortuo archiepiscopo, potestas penes capitulum resideret, non-obstantibus propositis, audiri debebant : Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod de querelis motis ab archiepiscopo non audiretur capitulum, sede vacante, set cum bona archiepiscopi et capituli essent divisa, de suis querelis propriis eciam ante motis, capitulum audiretur.

XIV. Mota questione inter Ernulphum et Reginaldum de Germigniaco, fratres, ex una parte, et Guillelmum Boelli et ejus liberos, ex altera, super eo quod dicti fratres petebant sibi reddi a dicto Guillelmo et ejus liberis quamdam litteram sigillatam officialis Nivernensis sigillo, secundum arbitrium domini Guillelmi de Cheneveriis, tunc ballivi Bituricensis, et domini Johannis de Bello-Monte,

Louis IX, 1269. militis, in quos partes super hoc et aliis compromiserant prolatum, cum sua esset, et de conventionibus matrimonii matris ipsorum cum dicto Guillelmo esset confecta, dicto Guillelmo et ejus liberis respondentibus ex adverso quod ipsis fratribus non debebat reddi littera antedicta, set eis remanere debebat, cum sua esset, et ad securitatem et commodum eorum facta, prout ex ipsius serie liquide apparebat, presertim cum littera super prolacione arbitrii, sigillo domini Guillelmi predicti sigillata, falsitatem contineret expresse, nam aliud actum fuit super hoc in ipso arbitrio quam contineret scriptura ejusdem littere, sicut dicebant : Tandem, visa littera arbitrii predicta, in qua nichil falsitatis fuit repertum, visa etiam predicta littera quam dicti fratres petebant, et hinc inde propositis plenius intellectis, determinatum fuit quod dictis fratribus de Germigniaco reddi debebat littera antedicta, et eis reddita fuit in pleno parlamento. De septem viginti librarum parvorum forcium, de quibus faciebant dicte littere mencionem, dictum fuit partibus quod, si vellent litigare, jus fieret eisdem.

XV. Quia convictus fuit dominus Radulphus Maleti, miles, quod dominum de Estotevilla et ejus uxorem contramandaverat in hac curia, sine mandato ipsorum, condempnatus fuit per curiam ad solvendum propter hoc domino Regi viginti libras Turonenses pro emenda, et quod, placitando in ista curia, non audiretur per annum (119).

XVI. Decanus et capitulum castri Bituricensis posuerant quemdam servientem ad tenendam justiciam, et jura sua levanda Bituris, tempore quo ibidem habent justiciam ex dono regio. Cum autem idem serviens deliquisset exercendo ibidem aliter quam deberet, ballivusque Bituricensis non posset cum justiciare super hoc, cum clericus esset, et ad claustrum Bituricense se transtulisset, ballivus de forisfacto hujusmodi ad capitulum predicti castri volens habere recursum, cum ipsum servientem posuissent, propter hoc cepit de

bonis eorum : Ipsis vero super hoc conquerentibus, cum non advocarent dictum servientem de ipso facto, paratique essent jurare quod ratum non habuerant nec habebant factum ipsius, dictum fuit quod non tenebantur hoc dictum capitulum emendare, et sibi reddita fuerunt bona sua; preceptum tamen fuit eisdem quod talem ad hoc ponerent servientem qui justiciari posset, si delinqueret, per ballivum. Louis IX, 1269.

XVII. Domino Guillelmo de Longa-Valle petente a domino Rege feoda de Ronseio et de Soucort sibi restitui vel escambium competens sibi fieri de eisdem; intellectis racionibus ipsius et defensionibus domini Regis, visis eciam cartis et instrumentis ipsius Guillelmi, pronunciatum fuit per jus nichil inventum esse propter quod dicta feoda eidem Guillelmo deberent restitui, vel escambium sibi fieri pro eisdem.

XVIII. Ceterum cum idem Guillelmus diceret quod dominus Rex, quando retinuit mercatum quod idem Guillelmus fecerat de castellania Peronensi quam emerat, ad requisitionem ipsius dimisit eidem Guillelmo le Ham, cum pertinenciis et quatuor feodis propinquioribus dicte ville, pro rata precii mercati predicti que estimata fuerunt quadraginta libratas terre, non deductis in illa estimacione tribus modiis bladi quos prior de Copiaco habet annuatim in villa predicta; quare petebat idem Guillelmus sibi recompensacionem fieri de blado predicto : De hoc injunctum fuit ballivo ut super hoc veritatem addisceret, et referret.

Louis IX, 1270.

JUDICIA,

CONSILIA ET ARRESTACIONES PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXX.

I. Major et jurati Laudunenses emendaverant, in plena curia, episcopo Laudunensi id quod quemdam servientem suum, quem miserat pro facienda quadam saisina in proprio treffundo suo, apud Laudunum, ceperant, et in prisione sua posuerant, et emendam eciam extorserant ab eodem. Verum, cum idem episcopus peteret ipsos ad curiam suam mitti, apud Laudunum, ad audiendam taxacionem ipsius emende, eo quod subditi sui erant et jurati sibi, et in ipsius justicia deliquerant, ut dicebat, majore et juratis = contra dicentibus quod communiam suam a domino Rege tenebant, et ipsi erant subditi et non episcopo, et quod in curia domini Regis facta fuerat emenda hujusmodi, et ideo in ipsa curia domini Regis taxari debebat ipsa emenda, et non in curia episcopi : Auditis hiis et aliis que partes proponere voluerunt, judicatum fuit quod in curia dicti episcopi taxari debebat ipsa emenda, et super hoc ad curiam ipsius episcopi fuere remissi, salvo domino Regi moderamine seu emendacione dicte taxacionis, si episcopus excederet in eodem.

II. Vivente adhuc Conone, episcopo Cathalanensi, orta fuerat questio inter ipsum, ex una parte, et cives Cathalanenses, ex alia, super eo quod, cum quidam de scabinis Cathalanensibus decessissent, cives ipsi scabinos novos loco illorum qui decesserant voluerunt ponere, prout alias fecerant, sicut dicebant. Episcopus super hoc se opposuit, dicens quod ad ipsum et non ad cives predictos pertinebat, cum esset dominus ipsius ville, novos creare scabinos : Mortuo autem postmodum ipso episcopo, et sede Kathalanensi vacante con-

querentibus civibus ipsis quod villa ipsa in pessimo statu erat, eo quod non erant ibidem scabini qui jus possent reddere, cum solum tres essent ibi scabini, et villa ipsa totaque fere patria judicetur per ipsos scabinos Cathalanenses, petentibusque quod curia super hoc consilium apponeret novos ibidem ponendo scabinos, intellecto periculo seu dampno dicte ville et patrie in tanto scabinorum defectu, ordinavit curia quod, lite super hoc pendente, novi ponerentur ibidem scabini per dominum Regem, tanquam superiorem et Regem, non racione regalium, salvo in omnibus jure partium (120). Louis IX, 1270.

III. Injunctum fuit procuratori regis Anglie quod mandatum alias factum per curiam senescallo ipsius Regis super facto castri superioris de Bruzaco, faciant et adimpleant infra proximum parlamentum Sancti-Martini hiemalis. Dictus vero procurator hoc audiens in hoc acquievit, dicens quod ita fieret infra dictum terminum, sicut curia preceperat.

IV. Factum fuerat escambium inter monachos Ursi-Campi et..... de quibusdam moventibus de feodo domini de Offesmont, et que ipse tenebat a domino Rege, et quibusdam que monachi ipsi in mortuamanu tenebant, assensu domini Regis super hoc minime requisito : Curia vero, hoc audito, noluit quod teneret hujusmodi escambium, quod fieri non potuit sine domini Regis assensu, de cujus feodo pars movebat, set reducte fuerunt res hujusmodi ad statum in quo erant ante scambium memoratum.

V. Facta tallia pro auxilio facto domino Regi apud Peronam et apud Clariacum, quidam burgenses Perone qui terras tenebant apud Clariacum, de terris ipsis quas apud Clariacum habebant, talliati fuerunt apud Peronam. Postmodum eciam, de terris eisdem, apud Clariacum, per burgenses Clariaci similiter talliati fuere : Ipsis vero taliter talliatis super hoc conquerentibus, petentibusque alteram talliarum ipsarum sibi remitti, ordinatum fuit per curiam quod de ter-

Louis IX, 1270. ris Clariaci talliarentur per illos de Clariaco, et in tanto quantum ascenderet tallia sibi facta per illos de Clariaco, relevarentur a tallis sibi facta per illos de Perona, racione terrarum ipsarum.

VI. Quedam summa pecunie deposita fuerat apud majorem et juratos de Hamo per Vedastum Fordin, burgensem Duacensem, et ejus uxorem. Dicto vero Vedasto postmodum petente pecuniam ipsam a dictis burgensibus sibi reddi, eam sibi reddere noluerunt nisi eis restitueret litteras ipsorum patentes quas ab eis habuerant super deposito hujusmodi, dictus Vedastus et uxor ipsius : Ipso quidem respondente quod litteras ipsas reddere non poterat eisdem, quia uxor sua, que recesserat ab eodem, eas sibi furtive subtraxerat, petenteque instanter, cum maritus esset et administrator bonorum sibi et uxori sue communium dictam pecuniam nichilominus sibi reddi, auditis binc inde propositis, determinatum fuit quod sibi redderetur dicta pecunia, eciam sine litteris antedictis, dum tamen securitatem bonam eis prestet, quod eos super hoc conservabit indempnes, si forte dicta peccunia repeteretur ab eis.

VII. Inhibitum fuerat majori et scabinis Sancti-Richarii quod de cognicione multri et alte justicie nullatenus se intromitterent, cum non ad ipsos, set ad dominum Regem cognicio hujusmodi pertineret. Non obstante inhibitione hujusmodi, ipsi de cognicione hujus justicie se intromiserunt postmodum, aliquatenus super hoc nolentes cessare, dicentes quod super hoc usi fuerant temporibus retroactis, licet hoc eis per cartam minime concedatur : Cum itaque ballivus propter hoc gagiasset eosdem, et ipsi, conquerentes de ballivo, peterent sua gagia sibi reddi, et se in dicta saisina teneri, contra mandatum curie veniendo, pronunciatum fuit quod non audirentur super hoc, set emendarent quod mandato curie noluerunt parere; et fuit perceptum ballivo quod, pro hac emenda presenti et pro alia quam similiter alias propter hoc fecerant (non tamen levata fuerat) septem viginti libras Parisienses levaret ab eis.

Louis IX, 1270.

VIII. Durante feria seu festo sancti Richarii, in qua abbas Sancti-Richarii habet omnimodam justiciam, dominium et totum commodum, quidam homo deliquit, nec per abbatem fuit, feria durante, punitus. Elapso vero tempore ferie, homine ipso redeunte ad villam Sancti-Richarii, majoreque dicte ville, qui habet justiciam super infractione ville, volente justiciare eumdem, abbas se opposuit, dicens quod ad ipsum pertinebat justicia hujusmodi, eo quod in feria deliquerat, tempore quo justicia est sua, et non majoris predicti. Ex adverso respondebat major quod ad dictum abbatem non pertinebat justicia hujus, cum transisset tempus sue justicie, set ad villam que in hujusmodi infracturis habet justiciam, extra tempus ferie supradicte : Tandem, partibus super hoc contendentibus, auditis que inde proponere voluerunt, determinatum fuit quod, cum tempus justicie abbatis transisset, tempore quo idem homo captus fuit per dictum majorem, abbas non debebat justiciare eumdem; et, quia non deliquit dictus homo tempore quo justicia est majoris, nec pars prosequitur delinquentem, set major ex suo procedebat officio, determinatum fuit similiter quod per majorem minime justiciari debebat.

IX. Preterea, durante festo predicto, cum facta fuisset quedam mesleia in suburbiis Sancti-Richarii, vellentque gentes abbatis villam exire ad puniendos eos qui mesleiam fecerant, prout pertinebat ad abbatem, major, cum sero esset, eis portam ville noluit aperire, pretendens quod, si de nocte porte ville aperirentur, posset ex hoc imminere periculum ipsi ville : Conquerente igitur super hoc abbate predicto, dicenteque quod id fiebat in fraudem et in sue diminutionem justicie, petente eciam quod id sibi emendaretur, majore pretendente periculum ville, ut premissum est, si portas ville oporteret taliter aperiri, tandem, auditis hinc inde propositis, ne maleficia remaneant impunita, determinatum fuit quod major et scabini in presenti forisfacto seu mesleia tenentur portam aperire justicie abbatis, durante festo predicto.

Louis IX, 1270.

X. Ceterum, durante festo predicto, abbas Sancti-Richarii fecit assecuracionem fieri inter quasdam personas. Conquerente igitur super hoc dicto majore, dicenteque quod potestas seu justicia assecuracionem faciendi pertinebat ad villam et non abbatem, propter quod petebat revocari factum abbatis, et super hoc emendam fieri ab eodem, responsum fuit pro abbate quod hoc facere potuerat cum dominium omnimodum habeat, durante festo predicto, et sic assecuratio facta per ipsum valere debebat, et nullam super hoc emendam facere tenebatur : Tandem, auditis hiis et aliis hinc inde propositis, visaque quadam littera regia inter ipsos confecta, determinatum fuit quod talis justicia pertinet ad abbatem, et hoc facere potuit, dicto festo durante, cum, sicut premissum est, omnimodum habeat dominium in eodem (121).

XI. Preterea, super questione quam dictus major movebat ipsi abbati Sancti-Richarii super eo quod dictus abbas non permittebat quod vicecomes ab eo institutus presentaretur, et juramentum faceret majori, super facto eciam domorum ab ipso abbate acquisitarum, et super facto berfredi, quia abbas probavit ipsum majorem excommunicatum esse, pronunciatum fuit quod super hiis non responderet eidem, set, cum dictus abbas peteret quod major poneretur in defectu, cum per factum ejus staret quominus super hiis procederetur, dictum fuit quod major non poneretur in defectu, set in hoc solum puniretur quod, quamdiu esset excommunicatus, non responderetur eidem.

XII. Cum Johannes de Boissiaco, presbiter, appellasset de quodam judicio, facto contra ipsum in curia abbatis Sancti-Petri Meledunensis, pro Adam de fonte Radulphi et Margareta, ejus uxore, et, tanquam de pravo, obtulisset quod se probaturum dicti judicii falsitatem : Auditis confessionibus parcium per juramentum suum factis, pronunciatum fuit judicium esse bonum et appellacionem frivolam et nullam, et hoc dictus presbiter curie emendavit.

XIII. Questione mota inter Bertam Sailenbien et Bernardum, ejus maritum, ex una parte, et . . . . . de Sepeus, ex altera, super quadam domo quam ab ipsa Berta et ejus marito petebant, responsum fuit, pro dicta Berta et ejus marito, quod inde non tenebantur eis ulterius respondere, cum eis adjudicata fuisset per curiam proprietas dicte domus, parte adversa e contrario asserente quod super possessorio solum fuerat pronunciatum : Petentibus itaque partibus super hoc sibi fieri recordacionem curie, habita deliberacione, recordata est curia quod, super possessorio solum, pronunciatum fuit pro dicta Berta et ejus marito. Louis IX, 1270.

XIV. Quidam equus d'espave venit apud Magniacum, in Vulcassino. Ballivus Medonte cepit eum pro Rege. Conquerentibus igitur super hoc quodam milite et quodam armigero, dominis ville, petentibusque dictum equum sibi reddi, cum totam justiciam haberent in eadem villa, sicut dicebant, respondit ballivus quod super hoc minime debebant audiri, cum dictus equus sit espave, et espave pertineat ad altam justiciam quam habebat dominus Rex in villa predicta. Ad hoc respondebant dicti miles et armiger quod, secundum terre consuetudinem, non pertinet espave ad altam justiciam, et, si eciam pertineret, cum ipsi usi sint de omnibus casibus justicie qui in dicta villa evenerunt, equum ipsum habere debebant : Tandem, auditis hinc inde propositis, quia confessatum fuit quod dominus Rex habet altam justiciam in dicta villa, cum espave pertineat ad altam justiciam, pronunciatum fuit quod dictus equus domino Regi remanere debebat.

XV. Johannes, carpentarius de Vivariis, homo de corpore abbatis Vallis-Serene, intravit communiam Laudunensem, et diu ibi vixit tanquam burgensis, et ibi eciam fuit maritatus; set, quando maritatus ibi fuit, de forismaritagio suo cum dicto abbate finavit. Mortuo autem ipso Johanne apud Laudunum, dictus abbas et dominus Rex, qui habet medietatem in manibusmortuis abbacie, ut de alia

Louis IX, 1270.

medietate faciat eos gaudere, pecierunt manummortuam ejusdem Johannis. Major siquidem et jurati Laudunenses se opposuerunt, dicentes quod, nec abbas nec dominus Rex, hujusmodi manummortuam habere debebant, cum dictus Johannes esset et diu fuisset de eorum communia et eorum burgensis, apud Laudunum eciam maritatus, et maxime cum burgenses Laudunenses sint quitti de manumortua per cartam regiam in qua exprimitur, et quod dominus Rex manusmortuas omnino excludit. Ex adverso offerebat dictus abbas se probaturum, si sibi negaretur, quod dictus Johannes erat homo suus de corpore, et quod de suo forismaritagio, ut premissum est, finaverat cum eodem, propter quod petebat dictam manummortuam sibi reddi, non obstantibus propositis a majore et juratis Laudunensibus, quorum carta data fuerat, salvo jure ecclesiarum et jure domini Regis : Demum, partibus petentibus jus super hoc sibi reddi, diligenter visa carta Laudunensi, et auditis que partes proponere voluerunt, determinatum fuit quod civibus Laudunensibus nichil fuerat per cartam suam concessum per quod possent dicto abbati et domino Regi manummortuam hujusmodi impedire, et fuit preceptum quod dicta manusmortua redderetur dicto abbati et domino Regi.

XVI. Conquerentibus majore et juratis Compendiensibus de ballivo Viromandensi quod eis impediebat justiciam latronis, licet diu et pacifice de ea usi fuissent, ballivoque respondente quod hoc fecerat eo quod non credebat talem justiciam sibi concessam fuisse per cartam, licet de ea usi fuissent, voluit curia cartas eorum videre : Quibus diligenter visis, quia per easdem eis conceditur in perpetuum prepositura a Rege, et quicquid ad preposituram pertinet, et justicia latronis bene pertinet ad preposituram, presertim cum de tali justicia diu usi fuissent, deliberavit eis curia justiciam latronis.

XVII. Cum dominus Rex petivisset auxilium sibi fieri a villa Stampensi, sicut et ab aliis villis, pro milicia domini Philippi, filii

sui, et pro facto negocii transmarini; antequam homines dicte ville certum quid domino Regi super hiis respondissent, Theobaldus de Novo-Vico, burgensis dicte ville, a dicta villa recessit, alibi super suum feodum moraturus. Processu temporis, cum burgenses Stampenses domino Regi concessissent, pro dicto subsidio, certam peccunie quantitatem, dictum Theobaldum talliaverunt pro rata ipsum contingente de dicto subsidio, sicut et alios burgenses ville ejusdem. Conquerente igitur super hoc dicto Theobaldo, et dicente quod nichil inde solvere tenebatur, cum, antequam ipsi domino Regi promisissent, ipse villam Stampensem exisset, nec post fuerit eorum burgensis, dictis burgensibus respondentibus ex adverso quod, licet tempore promissionis ab eis facte non moraretur in villa, nichilominus tamen tenebatur ad ratam suam solvendam, cum, tempore quo dominus Rex ab eis peciit, esset eorum burgensis : Demum, auditis hinc inde propositis, quia dominus Rex pecierat a dicta villa, antequam dictus Theobaldus recederet ab eadem, pronunciatum fuit quod dictus Theobaldus, non obstantibus ab eo propositis, sicut et alii burgenses dicte ville, solvere tenebatur. Louis IX, 1270.

XVIII. Cum, in causa mota coram ballivo, apud Peronam, inter Johannem de Ablencuria, ex una parte, et dominum Johannem de Ballues, militem, ex altera, quidam de hominibus curie Peronensis protulissent judicium pro dicto milite contra dictum Johannem de Ablencuria, ipseque de dicto judicio, tanquam de pravo, ad curiam appellasset, et dictos judicatores ad curiam procurasset citari, quidam de judicatoribus ipsis qui venerunt, aliis non venientibus, set positis in defectu, proposuerunt quod cum dicto Johanne procedere nolebant, sine sociis suis qui non venerant, quos factum hujusmodi sicut et ipsos tangebat, nisi per jus. Ad quod respondebat idem Johannes quod, propter eorum absenciam, nolebat causam suam in aliquo retardari, cum citati fuissent, cumque, de dictis judicatoribus, tot essent presentes quod bene poterant facere recordacionem et processum suum defendere, et maxime cum ille qui retraxit dic-

Louis IX, 1270. tum judicium, et ille qui de dicto judicio eumdem retractorem fuit secutus, essent presentes : Tandem, partibus jus super hoc petentibus sibi fieri, judicatum fuit quod, propter aliorum absenciam, non debebat negocium retardari, set respondere tenebantur illi qui presentes erant, presertim cum retractor judicii, et ille qui eum fuit de dicto judicio sequutus, essent presentes.

XIX. Castellana Belvacensis quosdam servientes suos, quos ceperat episcopus Belvacensis, procuraverat in manu domini Regis capi. Cum itaque peteret dictus episcopus servientes ipsos sibi restitui, adjornavit curia dictam castellanam, dicturam quare dicto episcopo non deberet fieri restitucio quam petebat, et propositurum, si quid vellet super hoc proponere contra eum : Porro, dicta castellana ad ipsam diem contramandante, cujus contramandacio non fuit admissa, set fuit posita in defectu, petenteque dicto episcopo dictos servientes sibi restitui, cum nec ipsa nec alius super hoc se opponeret contra eum, habito consilio, curia dictos servientes restituit episcopo memorato.

XX. Questione mota inter domicellam Yolandam de Drocis, relictam defuncti Hamaurici de Credone, ex una parte, et executores dicti Almarici, ex altera; attendens dicta domicella quod quedam littere, quas domina de Credone, mater dicti Almarici, habere dicebatur, causam ipsius et commodum tangebant, et necessarie sibi erant ad questionem hujusmodi sopiendam, dictam dominam peciit ad litteras ipsas sibi reddendas compelli. Adjornata vero dicta domina ad exhibendum dictas litteras curie, cum eas postmodum per certum procuratorem curie transmisisset, petenteque dicta domicella litteras ipsas sibi reddi, cum eam tangerent, et ad ipsius commodum fuissent confecte, respondit procurator predictus quod eas reddere minime tenebatur, set pocius debebant restitui domine sue, penes quam deposite fuerant, ut dicebat : Tandem, partibus super hoc altercantibus, petentibusque jus super hoc sibi reddi, auditis

hinc inde propositis, quia dicta littera dictam domicellam tangebat, et ad ipsius commodum erat confecta, nec a dicto procuratore proponebatur per quem deposita fuisset penes dominam suam littera memorata, determinatum fuit quod ipsi domicelle reddi debebat littera eadem, tanquam sua. Louis IX, 1270.

XXI. Conquerebantur milites castellanie Stampensis quod, cum a judiciis ab ipsis in assisia factis ad istam curiam aliquociens appellabatur, eorumque per curiam approbabatur judicium hoc, ab ita temere appellantibus non emendabatur eisdem, de quo veniendo ad curiam, sua judicia deffensuri, non modicum gravabantur, majorque prebebatur aliis audacia taliter appellandi; unde petebant in casu hujusmodi a temere appellantibus fieri sibi emendam; ad quod respondebat ballivus quod super hoc non debebant audiri, cum nunquam in casu isto, licet pluries acciderit, emenda fuerit eis facta: Demum, ut precluderetur via temere in prejudicium partis et judicatorum appellandi, precepit curia ballivo quod, in casu isto, ab appellantibus de cetero judicatoribus prestetur emenda, de casibus tamen preteritis teneri voluit sicut fuerat usitatum.

XXII. Petentibus illis qui tenent boetam piscium et mercatum bladi Parisius a domino Rege sibi restitucionem fieri de dampnis que se habuisse dicebant, eo quod gentes Regis pluries ceperunt quadrigas que bladum, pisces, et alia Parisius afferebant, pro hernesio domini Regis ad portum ducendo, propter quod mercaturas minus attulerant Parisius, ibi propter capcionem quadrigarum suarum timentes venire in ipsorum dampnum non modicum et gravamen: Deliberato consilio respondit eis curia quod dominus Rex nullam eis super hoc restitucionem facere tenebatur.

XXIII. Petente abbate Sancti-Dyonisii compelli per curiam Hubertum de Lauduno, aurifabrum, civem Parisiensem, ad reddendum sibi centum quinquaginta libras Parisienses quas dictus Hu-

Loris IX, 1270.

bertus habûerat de bonis eorumdem Judeorum qui, tanquam sui, per dominum Regem, dicto abbati fuerant restituti, respondit dictus Hubertus quod ad dictam pecuniam reddendam minime tenebatur, quia, per officialem Parisiensem, cui super hoc causa commissa fuerat de consensu Stephani Boyliau, tunc prepositi Parisiensis, qui dictam pecuniam tunc similiter ab eodem petebat, fuerat absolutus, et hoc se obtulit probaturum, dicto vero abbate hoc negante petenteque super hoc dicti Huberti probaciones admitti : Quare dictus Hubertus quod ad deffensionem suam proposuerat non probavit, condampnatus fuit per curiam ad dictam summam pecunie ipsi abbati reddendam.

XXIV. Conquerentibus abbate et conventu Sancti-Maglorii Parisiensis de ballivo Stampensi super eo quod, cum ipsi quemdam rusticum, cubantem et levantem in villa sua que dicitur Villaris, justiciare vellent pro suo delicto, dictus ballivus rusticum ipsum in propria terra ipsorum, in qua habent justiciam, justiciare de facto corporis sui in ipsorum prejudicium satagebat, respondit ballivus quod hoc fecerat et facere poterat, secundum terre consuetudinem, per quam quilibet tenens feodum per dominum Regem justiciatur de facto corporis sui, licet sub alterius dominio cubet et levet; et rusticus iste, de quo agitur, feodum tenebat. Ex adverso proponebant abbas et conventus consuetudinem hujusmodi talem non esse, et, si eciam talis esset, contra eos qui ex dono regio, cum tota justicia, habent villam predictam, nonquam observatam fuisse, nec in tali casu currere poterat dicta consuetudo, eciam si talis esset qualem asserebat ballivus, cum dictus rusticus, qui in eorum justicia residebat, feodum hujusmodi acquisivisset de novo : Tandem, viso per cartam ipsorum quod ipsi in dicta villa sua, in qua dictus rusticus residebat, habent justiciam multam et magnam, audito eciam per ballivum quod ibi nunquam in casu consimili aliquis, pro Rege, usus fuerat contra eos, deliberata fuit hujusmodi justicia abbati et conventui supradictis.

XXV. Petente episcopo Ambianensi violenciam quam comes Attrebatensis et gentes ipsius faciebant in terra cujusdam militis, que tenebatur in feodum de domino Drocone de Ambiano, et dictus Droco eam tenebat in retro-feodum ab episcopo memorato, sibi per curiam amoveri, cum nichil teneret a dicto comite, set a domino Rege teneret quicquid habebat, paratusque esset de vassallis suis justiciare conquerentibus, exhibere proposuit procurator comitis quod dictus episcopus super hoc non debebat audiri, set, si dicti milites vellent aliquid proponere contra dictum comitem, paratus erat respondere pro ipso. Ex adverso proponebat episcopus quod bene sua intererat quicquid de forcia facta in feodo suo eciam vassallis ab ipso tenentibus, super hoc non conquerentibus, conquiri poterat, et audiri debebat, cum sua intersit feoda sua deffendere et ecclesie sue jura, et maxime audiendu serat, sicut dicebat, quia dicti vassalli sui presentes peticionem, quam super hoc curia [1] faciebat, ratam et gratam habebant : Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit et dictum quod bene intererat episcopi conqueri de forcia facta in feodo suo, quodque gentes comitis tenebantur eis [2] super hoc respondere, presertim cum peticioni ipsius consentirent, et eam ratam haberent predicti vassalli sui qui erant presentes. Louis IX, 1270.

XXVI. Cum per inquestam inde factam fuisset inventum quod homines de Centiquonio responsam fecerent [3] preposito domini Regis dicti loci de quodam homine quem idem prepositus, ad mandatum ballivi sui, reddere volebat gentibus comitis Sacri-Cesaris, et eum sibi de manibus abstulerant, manus violenter mittentes in eum, et suum ei supertunicale rumpentes; ad que facienda magna fuit multitudo gencium dicte ville, determinatum fuit quod inde solverent centum libras Turonenses, pro emenda, de quibus dedit curia preposito viginti libras, pro sua injuria, et residuum fuit partitum per medium inter priorem de Caritate et Regem.

[1] Lisez *curie*. — [2] Lisez *ei*. — [3] Lisez *rescussam fecerunt*.

Louis IX, 1270.

XXVII. Cum Richardus dictus Bellenguel quamdam terram peteret in hac curia, tanquam suam, a Guioto de Lainville, armigero, idemque Guiotus, possessor dicte terre, peteret a curia quod, cum rex Philippus terram ipsam dedisset, propter gratum eorum servicium, predecessoribus suis, utpote sibi commissam, dominus Rex terram eamdem, que taliter petebatur ab ipso, sibi garentiret : Tandem, audita peticione ipsius, visaque carta regia ab eo exhibita, per quam apparebat dictam terram, ex bona causa, videlicet propter eorum gratum servicium, predecessoribus suis datam fuisse, determinatum fuit quod dominus Rex super hoc garentiret emendam, et insuper se litem hujusmodi susciperet.

XXVIII. Cognito de judicio lato pro Guillelmo dicto Decano de Waban, apud Rothomagum, super quadam excepcione contra Hugonem dictum Boitel, de quo idem Hugo ad curiam istam appellaverat tanquam de pravo, pronunciatum fuit dictum judicium pravum fuisse, ac dictum Hugonem legitime appellasse (122).

XXIX. De contencione mota inter dominum de Pratellis, ex una parte, et ejus filium primogenitum, ex altera, super asisia terre (123) facta eidem filio a dicto patre suo, in qua asisia ubi dictus dominus filio suo denarios asederat, bladum, gallinas et alia inde debita sibi retinere volebat, relinquendo solum denarium filio suo, et terram taliter dividendo; predicto filio e contra dicente quod, secundum formam asisie sibi facte, ubi habebat denarios, bladum, gallinas, et omnia alia similiter habere debebat : Visa carta super dicta asisia confecta, determinatum fuit et pronunciatum quod ubi in ipsa asisia dictus filius habebat denarios, bladum, gallinas et omnia alia patri suo debita, similiter perciperet et haberet.

XXX. Facta tallia Parisius, pro dono facto domino Regi a civibus Parisiensibus, pro milicia domini Philippi, primogeniti sui, et pro via transmarina, dicti cives, pro tallia eadem super Theobaldum de

Asneriis, armigerum, quamdam summam pecunie asederunt. Ipso vero super hoc conquerente, dicenteque se talliam hujusmodi non debere, proposuerunt dicti cives contra eum quod ad solvendam talliam hujusmodi tenebatur, eo quod mater sua, civis Parisiensis esset, et Parisius moraretur, ipseque Parisius maneret cum ea, gaudens libertatibus ville Parisiensis, et ibidem negocia sua exercens, cum eciam filiam burgensem in uxorem haberet. Ad hoc respondebat Theobaldus predictus quod minime tenebatur ad dictam talliam persolvendam, cum esset nobilis et filius militis, nec civis esset Parisiensis, vel ibi domicilium haberet, nec terram eciam teneret in burgesia Parisiensi, prout sibi imponebant, set erat terra eadem matri sue cum qua ipse morabatur Parisius, non tanquam burgensis seu mercator, set tanquam filius ejus et heres : Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictum Theobaldum ad solvendam talliam hujusmodi non teneri. Louis IX, 1270.

XXXI. De monetariis Parisiensibus a quibus dicta tallia similiter petebatur, cum dicerent se liberos esse ab omni tolta et tallia, et pro hoc se talliam hujusmodi non debere, civibus Parisiensibus e contra dicentibus ad dictam talliam solvendam ipsos teneri : Visa carta regia quam ad probandam libertatem suam ipsi monetarii pretendebant, determinatum fuit monetarios ipsos teneri ad solvendam ipsam talliam, non obstante carta predicta, exceptis tamen monetariis illis qui monetam domini Regis cudunt ad bracagium (124), qui soli super hoc sunt liberi, et sic fuerat alias in casu consimili terminatum.

XXXII. Conquerente domino Stephano de Sacro-Cesare de ballivo Vernolii quod eum disaisiverat de quodam Judeo suo quem idem ballivus ceperat pro domino Rege, apud Marchesville, licet idem Stephanus et predecessores sui essent et diu fuissent in saisina pacifica ibidem tenendi et habendi Judeos : Quia ballivus confessus est dominum Stephanum et ejus predecessores in tali fuisse saisina,

Louis IX, 1270. prout per inquestam inde factam invenerat, pronunciatum fuit quod dicto Stephano suus redderetur Judeus, et in saisina sua remaneret, donec ballivus super hoc melius instruatur.

XXXIII. Orta contencione inter abbatem Sancti-Dyonisii, ex una parte, et dominum Malliaci, ex altera, super eo quod dictus dominus justiciam asserebat esse suam, apud Rudolium, in propriis terris et censualibus et in hospitibus dicti abbatis, ipso abbate dicente e contrario justiciam hujusmodi ad se et non ad dictum dominum pertinere, tandem in hoc concordaverunt dictus abbas et dominus Malliaci quod littere, quas utraque pars habebat super facto et justicia dicte ville, et ejusdem erant tenoris, nominibus tamen imitatis, traderentur curie, et eis visis determinaret curia ad quem eorum pertineret justicia predicta : Traditis igitur curie dictis litteris, et eis diligenter inspectis, declaratum fuit per curiam ipsum dominum Malliaci habere omnimodam justiciam apud Rodolium, in propriis terris et censualibus et in hospitibus suis, et dictum abbatem habere similiter ibidem omnimodam justiciam in propriis terris et censualibus et in hospitibus suis.

XXXIV. Contencioni que erat inter majorem et pares Pontisare, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Dyonisii, ex altera, super quibusdam furchis ab ipsis majore et paribus factis in justicia ipsorum abbatis et conventus, in territorio de Osniaco, sicut abbas et conventus dicebant; contencioni eciam alteri que erat similiter inter eos in territorio de Cergiaco processerunt dicti major et pares, cognoscentes in plena curia se in hiis nullum jus habere : Qua confessione et cessione audita, dictum fuit et preceptum per curiam quod, sicut hoc fecerant ubi non poterant et debebant, ita penitus amoverent, salvo tamen in omnibus jure domini Regis.

XXXV. De contencione mota inter Adenetum de Insula, armigerum, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Martini

Pontisare, ex altera, dictum fuit per curiam quod, pendente in- Louis IX, 1270.
questa facienda per curiam inter ipsos pro garenna quam idem Adanetus dicebat se habere in vineis quibusdam et ortis eorum, ipsis e contra dicentibus ipsum ibidem nullam habere garennam, canes ipsorum abbatis et conventus non ligarentur; nec dictus eciam Adanetus in vineis, ortis et clausis eorum, quia sic haberet intencionem suam, presertim cum esset contencio in manu domini Regis, nec abbas eciam et conventus ibidem chaciabunt, pendente dicta inquesta, ne per hoc defraudaretur dictus Adanetus jure suo, si quod habet ibidem.

XXXVI. De facto contencionis domini Caprosie, ex una parte, et abbatis et conventus Sancte-Genovefe Parisiensis, ex altera, in qua episcopus Parisiensis, racione domini Caprosie, manum apposuerat, contra mandatum et inhibicionem prepositi Parisiensis, qui, pro domino Rege, manum ibi posuerat ad instanciam dictorum abbatis et conventus qui, quicquid habent ibidem, advocant se a domino Rege tenere, et non a dicto episcopo vel domino Caprosie supradicto, dictum fuit et preceptum per curiam quod locus resaisiatur ab episcopo et domino supradictis, et post in manu domini Regis contencio capiatur, et partibus jus fiat.

XXXVII. De quibusdam Lombardis qui societatem habent et bona sua cum Lombardis aliis manentibus Parisius, et ibidem de bonis suis existentibus in societate predicta, solvunt tallias domini Regis, et alias redevencias Parisius, dictum fuit et pronunciatum quod, sicut sunt participes in talliis et aliis redevenciis persolvendis, ita, sicut alii, gaudeant libertate quoad constumarum solucionem.

XXXVIII. Quia, per inquestam inde de mandato curie factam, Johannes le Croseton, Poynçardus prepositus Ribaldorum, et Wietus Lipois invent fuerunti culpabiles de violencia et injuria facta abbati et conventui Sancti-Martini Laudunensis, preceptum fuit per curiam

PHILIPPE III, 1270. ballivo Viromandensi quod eos caperet, et, usque ad mandatum curie, eos in prisione teneret.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO SANCTI-MARTINI HYEMALIS,

ANNO DOMINI MCCLXX.

I. Prima die hujus pallamenti reddita fuit, de mandato curie, domino Juliano de Perona, saisina cujusdam justicie de qua agebatur inter ipsum et capitulum Noviomense, eo quod negocium hujusmodi terminatum non fuit infra Pascha proximo preteritum, prout de consensu parcium et in curia fuerat ordinatum, infra quod tempus debuit expediri, quam quidem saisinam idem dominus Julianus in manu ballivi Viromandensis posuerat, propria voluntate sua, si tamen restituendam, nisi dictum negocium infra dictum Pascha terminatum fuisset.

II. In causa quam major et jurati Laudunenses movebant contra Guidonem de Coheon, militem, super quodam pasturagio de quo idem miles eosdam disaisiverat, ut dicebant, dictus miles aserens locum in quo dictum petebatur pasturagium, a comite Rociaci in feodum se tenere, peciit se ad curiam dicti comitis remitti super hoc; et dicti comitis procurator curiam peciit de eodem: Verum, quia dominus Rex est in saisina cognoscendi de novis desaisinis in illis partibus, prout retulit Viromandensis ballivus, dictum fuit per curiam quod, in causa nove desaisine, curia prefato comiti minime redderetur.

III. In causa quam movebat Eustachius de Banteny contra Johan-

nem de Quantain, armigerum, super facto quarumdam litterarum patris dicti Johannis quas sibi teneri petebat, super eo eciam quod, ob aliquas causas ab ipso propositas, sibi assecuracionem petebat prestari, propositum fuit, pro dicto Johanne, quod non tenebatur dicto Eustachio respondere, cum ipse Eustachius talis esset persona que petere non posset in judicio, utpote qui propter raptum mulierum, prodicionem et excessus alios ejectus de villa Cameracensi fuerat et bannitus; quem quidem bannum dictus Eustachius confessus fuit contra se factum fuisse, set tamen injuste, sicut dicebat: Considerato itaque quod Cameracenses et alii de imperio, jus et legem non denegant hominibus bannitis de regno, nec bannos regni observant, pronunciatum fuit quod, propter bannum Cameracensem, non denegaret curia jus et legem dicto Eustachio qui erat de regno, et fuit preceptum prefato Johanni quod ad ea que contra ipsum erant proposita, responderet. PHILIPPE III, 1270.

IV. Stephanus Moret, corretarius pannorum, conquestus fuit de Colardo Boquest, burgensi Montis-Desiderii, super eo quod, cum ipse pro dicto Colardo emisset, tanquam corretarius in nundinis indictis a quibusdam drapariis Carnotensibus, dictus Colardus dictos pannos secum asportavit apud Montem-Desiderium, nulla solucione facta de eis, propter quod dicti mercatores qui pannos ipsos vendiderant precium dictorum pannorum petentes ab eodem Stephano, ipsum per justiciam abbatis Sancti-Dyonisii capi fecerunt eumdem, durantibus dictis nondinis, per dies aliquos in stricto carcere tenentes, quousque apud Montem-Desiderium de precio dictorum pannorum fuit ipsis mercatoribus satisfactum; propter quod dictus Stephanus, cum hoc propter delictum dicti Colardi et occasione ipsius sustinuisset, petebat dampna et injuriam quam propter hoc sustinuerat, sibi emendari a Colardo predicto: Verum, cum dictus Colardus, ad hoc vocatus, confessus fuisset, in plena curia, quod dictus Stephanus pannos eosdem, tanquam corretarius, pro ipso emerat, quodque eos secum detulerat, precio non soluto, per

PHILIPPE III, 1279. oblivionem tamen, se putans satisfecisse de eis, set postmodum de ipsis finaverat cum mercatoribus antedictis, quedamque alia que faciebant ad propositum dicti Stephani cognovisset, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod dictus Stephanus haberet, pro dampnis suis et injuria, viginti libras Parisienses ab eodem Colardo, quodque, propter factum hujusmodi, haberet dominus Rex similiter ab eodem Colardo, mille libras Turonenses pro emenda.

V. Cum dominus rex Ludovicus dedisset Sororibus Minoribus, prope Sanctum-Clodoardum in bosco.....suum usagium, postmodumque, loco dicti usagii, eisdem triginta arpenta bosci predicti concessisset, ea sibi precipiens assignari, gentes domini Regis in numero et assignacione dictorum triginta arpentorum tradiderunt et assignaverunt ipsis Sororibus quasdam vias et plateas vacuas bosci ejusdem : Conquerentibus itaque super hoc dictis Sororibus, petentibusque dicta triginta arpenta sibi assignari de bono bosco, quia suo male fraudarentur usagio, si dictas vias et plateas vacuas contingeret pro bosco computari, dictum fuit et ordinatum per curiam quod dicta triginta arpenta bosci, non computatis viis et landis, assignari debebant eisdem.

VI. Quia monachi Sancti-Johannis Laudunensis, post inhibicionem ballivi Viromandensis inde specialiter sibi factam, fregerunt quoddam opus Fratrum Minorum Laudunensium quod fecerant ipsi Fratres in quadam domo de novo sibi data apud Laudunum, et non sine consciencia dicti abbatis, sicut curie videbatur, pronunciatum fuit quod dictus abbas solveret domino Regi, pro excessu hujusmodi, sexaginta libras Parisienses, pro emenda, salvo ipsi abbati et ejus conventui jure suo. Quod si Fratres predicti in eorum trefundo acquisierunt per elemosinam, eos possint compellere quod taliter acquisitum ponant extra manum suam, infra annum et diem, et salvo jure suo in aliis.

VII. Robertus de Attrebato, miles, racione cujusdam annui redditus, in quo ad vitam suam sibi Sancti-Walarici communia tenebatur, res quorumdam hominum ipsius communie fecit, apud Boloniam supra mare, arrestari, racione dicti debiti per legem ville ejusdem. Cumque curia fecisset, per ipsum Robertum, fieri recredenciam dictis hominibus de bonis taliter arrestatis, ipso postmodum super hoc conquerente, et petente quòd suo gaudere permitteretur arresto: Tandem, visis litteris dicti Roberti super ipso debito confectis, et auditis que, tam ipse Robertus, quam quidam homines qui pro villa Sancti-Walarici venerant, proponere voluerunt, deliberavit curia premissa que arrestaverat ipsi Roberto, salvo ipsis hominibus jure suo, si dictum Robertum de arresto hujusmodi in aliquo vellent sequi in loco ubi arrestati fuerunt. PHILIPPE III, 1270.

VIII. In alio pallamento (125), cum Johannes Roisel, major Sancti-Richarii, se cognosceret excommunicacionis sentencia innodatum, et, per quandam litteram ab eo exhibitam, facta fuisset super hoc plena fides, abbate Sancti-Richarii, contra ipsum majorem citato, proponente contra ipsum Johannem quod agendo, cum excommunicatus esset, respondere non tenebatur eidem: Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod dictus abbas ipsi majori, cum excommunicatum se cognosceret, agendo respondere minime tenebatur. Verum dicto abbate iterum citato ad propriam querelam ipsius Johannis, respondenteque quod ipsi non tenebatur respondere agendo, cum se cognovisset excommunicatum in alio pallamento, donec constaret de absolucione ipsius, responsum fuit, pro dicto Johanne, quod istud ei obesse non poterat, cum non ageretur de propria et privata querela, et tunc ageret tanquam major, presertim cum, racione officii dicte majorie, lata fuisset sentencia contra eum: Auditis itaque hinc inde propositis, et considerato quod adhuc erat ligata persona ipsius sentencia supradicta, pronunciatum fuit quod non tenebatur abbas eidem respondere agendo, donec de ipsius absolucione constaret.

PHILIPPE III; 1270.

IX. In causa mota inter episcopum Belvacensem, ex una parte, et magistrum Gaufredum de Bello-Monte, ex altera, super facto prioratus de Alneto : Pronunciatum fuit contra dictum episcopum, visis tamen litteris quibusdam ab ipso exhibitis sub sigillo Belvacensis episcopi, predecessoris sui, quod nichil sufficiens attulerat per quod sibi in hac causa responderi deberet, maxime cum alias judicatum fuerit quod, in hac causa, non tenebatur dictus magister respondere eidem, nisi afferret litteras patentes abbatis et conventus Clugniacensis, a quibus habet prioratum predictum, quod ratum haberent quicquid super hoc fieret cum eodem.

X. Cum major et jurati Silvanectenses quosdam qui falsos et pravos Artesianos et Stellingos apud Silvanectum expendebant, cepissent, ballivus Silvanectensis eos dictis malefactoribus spoliavit, et in manu domini Regis eos cepit, dicens ad dominum Regem hujusmodi justiciam pertinere. Conquerentibus itaque super hoc dictis majore et juratis, petentibusque dictos malefactores sibi restitui, cum ad eos, ex dono regio, pertineret justicia antedicta, presertim cum dominus Rex ipsis omnia forisfacta et justicie expleta dedisset, tria sibi videlicet, raptum, multrum et homicidium solummodo retinendo : Visa carta eorum, per quam apparuit, ea que dicebant, sibi concessa fuisse, considerato eciam quod expendere falsam monetam non ad altam, set solum ad bassam justiciam pertinebat, reddita fuit eis per curiam justicia malefactorum ipsorum, non tanquam alta justicia, sicut premissum est, set ut bassa.

XI. Vivente Philippo de Chambaudour, burgensi Crispiaci, facta fuit quedam tallia in villa eadem in qua se, per juramentum suum, quilibet talliavit, et ipse se talliavit inter alios de viginti sexcentis libris, per proprium juramentum. Mortuo postmodum ipso Philippo, major et jurati Crispiaci bona mobilia dicti defuncti saisiverunt, racione porcionis ipsum de dicta tallia contingentis, pro eo eciam quod, cum idem Philippus se de viginti sexcentis libris, ut dictum

est, solummodo talliasset, et inventum fuisset eum habere quatuor- PHILIPPE III, 1270.
decim millia librarum, tempore mortis sue, dicebant residuum, per consuetudinem ville sue hactenus observatam, ipsi ville fuisse commissum : Conquerentibus itaque super hoc heredibus dicti Philippi, petentibusque saisinam bonorum dicti Philippi sibi deliberari, maxime cum de commissione hujusmodi nondum fuisset, dum viveret, accusatus, tandem, auditis hinc inde propositis, adjudicata fuit ipsis heredibus saisina predictorum bonorum, dum tamen prius bonam prestiterint securitatem de faciendo quod pater suus tenebatur super hoc facere, et coram eo vel eis coram vel aliquibus pater facere tenebatur.

XII. Philipotus de Bordis, armiger, quamdam hereditatem tenebat que obvenerat matri sue, de cujus priori matrimonio fuerat procreatus. Fratres sui, de alio matrimonio, et ex eadem matre procreati, minores tamen, cum assensu et auctoritate patris sui, tutoris eorum, domini videlicet de Feritate-Neberti dictam hereditatem ab ipso Philipoto petebant, eam ad se et non ad dictum Philipotum pertinere dicentes, cum essent de ultimo matrimonio procreati, ipso quoque nolente eis, cum minores essent, nisi per jus, super hoc respondere, parte adversa respondente in contrarium quod respondere tenebatur, cum ipsi peterent cum sui auctoritate tutoris, et ipso presente : Auditis que partes proponere voluerunt, pronunciatum fuit quod, cum fratres ipsi directe peticionem suam contra eumdem formassent, non tenebatur idem Philipotus eisdem, quandiu minores essent, super hoc respondere.

XIII. In quodam bosco, in quo abbas et conventus Vallis-Serene habent usagium ad omnia sua necessaria, quorum eciam dicitur esse fondus, nichil tamen possint vendere de eodem, et dominus Rex, quando sibi placet, vendam facit ibidem, ita quod, de precio dicte vende, habet dominus Rex duas partes, et dicti abbas et conventus terciam, dederat dominus Rex duo arpenta bosci, et quinque

PHILIPPE III, 1270. eciam querqus. Petentibus itaque dictis abbate et conventu sibi restitucionem fieri, pro sua tercia parte, de bosco hujusmodi taliter dato, restituit eis dominus Rex unum arpentum bosci et quinque querqus propter hoc in bosco eodem: Verum, cum ipsi boscum hujusmodi sibi taliter restitutum, taliter vellent vendere, ballivusque se opponeret, dicens quod nichil vendere poterant de bosco predicto, cum ad solum dominum Regem pertineret venda bosci ipsius, considerato quod nichil prodesset ipsis abbati et conventui hujusmodi restitucio sibi facta, nisi comodum suum possent facere de eodem, cum ad omnia necessaria sua usagium habeant in bosco predicto, pronunciatum fuit quod dictus abbas vendere poterat ipsum boscum, hoc modo videlicet quod abbas queret emptorem, et ballivus domini Regis vendet boscum predictum, set precium erit abbatis.

XIV. Conquerentibus abbate et conventu de Victoria, prope Silvanectum, de Johanne Choiselli, forestario Eslate, super eo quod, cum ipsi haberent usagium suum ad mortuum boscum in foresta eadem, videlicet sex quadrigatas qualibet septimana, dictus forestarius eos compellebat ad dictum usagium, quod per totam forestam, ut dictum est, habebant, in certo loco capiendum: Ordinatum fuit quod, per liberacionem forestarii in loco competenti, et quantum comode fieri posset eis propinquiori, capient usagium memoratum, ita quod, deficiente sibi suo usagio in loco predicto, locus alius sibi ad hoc competens et utilis assignetur.

XV. Imposito Petro dicto Cousin, de Corbeya, clerico, quod quemdam hominem occiderat, major et jurati Corbeie ipsum coram se propter hoc citari fecerunt, juri pariturum. Dictus vero Petrus, tanquam clericus, se posuit in prisione abbatis Corbeie, ordinarii sui, ibi de se conquerentibus juri se offerendo. Verum idem abbas, intellecto quod dicti major et jurati contra dictum Petrum volebant procedere, ac domum ipsius diruere propter defectum ipsius, eos-

dem requisivit, eisque inhibuit ne contra dictum Petrum quem, tanquam clericum, sibi jam pluries reddiderant, et de quo se facturum justiciam conquerentibus offerebat, non procederent nec diruerent, quam in fondo suo esse dicebant. Procuravitque, cum major et jurati predicti, cum essent quasi in actu diruendi domum eamdem, hoc prohibentibus et expresse contradicentibus monachis et ministris ecclesie Corbiensis, quod duo servientes domini Regis ad hoc ab ballivo Ambianensi dimissi contenciones inter dictum monasterium et villam Corbeiensem subortas in manu domini Regis ceperunt. Verum, dictis majore et juratis domum predictam, contra inhibicionem monachorum et postquam contenciones eorum in manu domini Regis, ut premissum est, capte fuerunt, domum ipsam diruentibus, ex hoc conquesti fuerunt abbas et conventus predicti, petentes ipsos ad dictam domum reficiendam et injuriam sibi emendandam compelli, ipsis vero ex adverso respondentibus quod, nec domum reficere, nec emendam propter hoc solvere tenebantur, cum hoc suo jure fecissent, essentque in saisina domos in casu hujusmodi diruendi; confitentes tamen domum predictam esse de fondo abbatis, set negantes contencionem hujusmodi in manu Regis captam fuisse : Demum, intellecto per ballivum Ambianensem, infirmum Parisius, ad quem propter hoc misit curia, quod, antequam domus predicta dirueretur, contenciones inter villam et monasterium suborte capte fuerant in manu domini Regis, auditis eciam que partes proponere voluerunt, pronunciatum fuit quod major et jurati predicti domum taliter ab eis dirutam, postquam capta fuerat in manu domini Regis contencio, et antequam dictus Petrus esset per suum judicem condampnatus, reficere tenebantur, et hoc emendare domino Regi; pro qua emenda fuerunt in centis libris Parisiensibus condampnati. De emenda vero quam dictus abbas propter hoc sibi fieri petebat, curia nichil determinavit ad presens. PHILIPPE III, 1270.

XVI. Petebant gentes domini Marli quod de tribus Judeis, Joceto scilicet, Helioto et Benedicto, de quibus per ballivum domini

PHILIPPE III, 1270. Regis Stampensem fuerat spoliatus, sed [1] resaisiri, cum ipsi Judei non essent, nec ipsi nec patres eorum, de origine Judeorum regni Francie, et per ipsum ac predecessores suos et non per alium semper explectati. E contrario dicebatur quod explectati fuerant per dominum Regem, et quod sui erant, propter quod idem dominus non debebat in hujusmodi peticionibus audiri: Tandem, invento quod dicti Jocetus et Heliotus non erant, nec ipsi nec parentes eorum, de origine Judeorum Francie, neque per dominum Regem justiciati fuerant, set per dominos Malliaci solum, pronunciatum fuit quod ipsi duo Judei restituerentur domino memorato; verum, quia inventum est quod pater dicti Benedicti, apud Galardonem manens, explectatus fuit per Regem, tam ipse quam filius suus, quodque dictus Benedictus sub domino predicto morabatur, sub annua pensione, per quod videbatur suum non esse, pronunciatum fuit quod domino Regi remaneret Benedictus predictus.

XVII. Conquerente abbate Sancti-Richarii in Pontivo quod major et jurati ejusdem loci quosdam homines suos, vel de feodis suis existantes, banniverant de villa Sancti-Richarii, quod facere non poterant nec debebant, petenteque bannum hujusmodi revocari, presertim cum, contra inhibicionem ballivi Ambianensis, qui eosdem homines, pro fractione assecuracionis per gentes domini Regis date, ad jus domini Regis vocaverat, et ipsis majori et juratis inhibuerat expresse ne propter hoc, cum ad jus domini Regis spectaret, procederent contra homines antedictos; propositum fuit ex adverso, pro ipsis majore et juratis, quod dictus abbas super hoc non debebat audiri, nec bannus hujusmodi revocari, cum dicti homines sic banniti non essent homines dicti abbatis, cumque banniti fuissent homines ipsi pro facto cujusdam occisionis sibi imposite, in quo casu bannire consueverant, et de hoc erant in bona saisina; nec in hoc contra dominum Regem forifecerant, ut dicebant, cum, de citacione ballivi predicta, ut premissum est, facta, nichil scivissent, et

[1] Lisez se.

de dicta assecuracione facta fuisset pax inter partes; propter quod factum istud nullatenus poterat ad altam justiciam pertinere: Tandem, dicto abbate offerente se probaturum quod dicti banniti homines sui, seu de feodis suis erant, supponenteque se judicio curie non probato de dictis hominibus quod se obtulerat probaturum, auditaque recordacione ballivi quam super facto dicte citacionis quam et assecuracionis cui se partes supposuerant, necnon et hinc inde propositis plenius intellectis, judicatum fuit bannum predictum revocari debere, non ad instanciam abbatis, qui de dictis hominibus non probaverat quod se obtulerat probaturum, set eo quod contra inhibicionem ballivi, et de casu pertinente ad dominum Regem, videlicet de fraccione assecuracionis quam inventum fuit adhuc durare, se intromiserant, licet per curiam fuisset eis pluries inhibitum quod non intromitterent se de judicando aliquo ad altam justiciam pertinente; et quod ita fecerat, emendavit curie dictus major. PHILIPPE-III, 1270.

XVIII. De contencione mota inter priorem Sancti-Christophori prope Silvanectum, ex una parte, et Johannem Choiselli, forestarium Eslate, ex altera, super eo quod dictus prior volebat vendere quosdam lays bosci factos, in faciendo quandam divisionem bosci inter ipsum et dominum Regem, dicto Johanne contradicente quod in dicto bosco vendam facere non poterat aut debebat: Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus prior hec in foresta non venderet, ut petebat, set ea ducere poterit apud Silvanectum, si velit.

XIX. Pendente in curia ista contencione inter dominum Reginaldum de Insula, ex una parte, et Benedictum ac tres alios homines dictos de Brayo, advocatos domini Regis in Sigalonia, cubantes tamen et levantes sub ipso, ex alia, pecierunt dicti homines se suos et sua, jus faciendo, assecurari a dicto Reginaldo et suis, cum essent burgenses domini Regis, et de ipsius justicia de facto corporum suo-

PHILIPPE III. 1270.

rum et mobilium, durante advocacione predicta. Ipse vero e contrario proponebat quod non tenebatur assecurare eosdem, cum essent cubantes et levantes sub ipso, ejusdemque justiciabiles, quociensque renunciassent dicte advocerie, quod facere poterant cum volebant: Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod non assecuraret eosdem, set fuit ei preceptum quod eis non forisfaceret, set bonam pacem eis portaret sub periculo corporis et averi.

XX. Cum homines de Evra-Castro, pro auxilio domini Regis, talliam fecissent ibidem, inter alios, talliaverunt duos hospites quos habet ibidem prior de Evra, qui est de monasterio Sancti-Benedicti Floriacensis: Conquerente igitur super hoc abbate Sancti-Benedicti, petenteque dictam talliam eis remitti, audito, per prepositum Stempensem, quem ballivus suus infirmus pro se miserat, quod dicti hospites justiciabiles sunt prefati abbatis de facto corporum et kathalorum suorum, pronunciatum fuit quod dicti duo hospites de ipsa tallia in pace tenerentur ad presens, nec solvere compellerentur.

XXI. Mota questione inter Bertam dictam Saillenbien, ex una parte, et Theciam de Exolduno et alios participes suos, ex altera, super proprietate medietatis cujusdam domus, que fuerat quondam Marcelli Saillenbien, fratris dicte Berthe, cujus medietatis saisinam habuerat per curiam dicta Bertha, proposuit ipsa Bertha, in modum excepcionis, quod de proprietate hujusmodi non tenebatur respondere, quousque, de proventibus et exitibus dicte domus, quos a principio cause pecierat, et sibi adjudicati fuerant, sibi satisfactum esset: Verum, parte adversa hoc negante, petentibusque partibus recordacionem curie sibi super hoc fieri, recordata est curia quod dictos exitus nec pecierat, nec per judicium obtinuerat, et fuit pronunciatum quod dicta Bertha respondere, premissis non obstantibus, tenebatur.

XXII. Cum in causa mota inter capitulum Carnotense, ex una

parte, et Herricum Crochet, ex altera, dictum capitulum peteret ipsum Herricum ad curiam suam remitti, tanquam hominem suum de corpore, presertim cum, per Aurelianensem et Stempensem ballivos, auditis parcium racionibus, remissus fuisset ad eorum curiam judicandus per eos, dicto Herrico negante se eorum esse hominem, et ad eorum curiam se fuisse remissum, petenteque quod remitteretur ad curiam domini de Puisacco, domini sui, qui presens, curiam petebat de ipso : Tandem, audito per recordacionem dictorum duorum ballivorum, cui se partes supposuerant, quod dictum Herricum reddiderant capitulo, justiciandum per eos, secundum eramenta inter eos habito, reddidit curia ipsi capitulo justiciam de prefato Herrico, et ad eorum curiam ipsum remisit. PHILIPPE III, 1270.

XXIII. De pecunia que petebatur a Girardo Chabot, armigero, racione quarumdam convencionum habitarum inter ipsum et dominum Petrum, quondam filium comitis Britannie, mittenda in subsidium Terre-Sancte, pronunciatum fuit quod dominus Rex in ipsis denariis nullum jus habebat, nec de eis se intromitteret, cum non pertineret ad eum.

XXIV. Licet prepositus domini Mereville tres homines cubantes et levantes sub domino Rege, quos, pro suspicione furti solum, arrestaverat, et incarceraverat, et promisisset se Stampensi preposito redditurum, quia unus ex ipsis, post promissionem hujusmodi, sponte sua cognovit, in prisione dicti domini, se ad quinque aras furendum interfuisse, dictus prepositus Mereville eum reddere denegavit, asserens justiciam ipsius ad suum dominum pertinere, racione confessionis predicte : Preposito itaque Stempensi eum volente habere, eo quod, cubans et levans sub Rege, in presenti delicto non fuerat deprehensus, et racione eciam promissionis predicte, pronunciatum fuit quod, premissis non obstantibus, occasione confessionis quam fecerat, remanere debebat ille tercius domino Mereville, justiciandus per eum.

PHILIPPE III, 1270.

XXV. Inter alia que dominus Rex contulit fratribus Sancte-Trinitatis de Fonte-Bliaudi, dedit eis usagium suum ad boscum vivum in foresta Bierie, ad edificandum. Cumque dicti fratres peterent usagium ad reficiendum quemdam gordum suum in Secana, a dicto domino Rege sibi collatum, forestarius Bierie se opposuit, dicens usagium ipsum eis ad edificandum datum, ad reficiendum dictum gordum, cum non deberet dici edificium, nullatenus deberet extendi : Visa itaque carta eorum, considerato eciam quod dictus gordus quasi abjacet ipsi foreste, quodque et gordus et edificium uno codemque tempore ipsis fratribus data fuerunt, deliberatum fuit usagium suum ipsis fratribus ad dictum gordum reficiendum, per liberacionem tamen forestarii antedicti.

XXVI. Preterea visa carta predicta, deliberatum fuit ipsis fratribus et modo predicto usagium suum ad reficiendum suum presorium de Reclosis.

XXVII. Ceterum cum dicti fratres quandam domum fecissent ad faciendam calcem pro suis edificiis faciendis, eamque postmodum, quam cuidam homini ad firmam tradiderant ad vitam suam, pro decem solidis annuatim reficere et sustantare vellent, racione ejusdem usagii, de bosco predicto, dictus forestarius se opposuit, asserens quod, cum domum ipsam ad vitam hominis tradidissent ad firmam, de usagio suo eam sustantare nequibant, quia sic suum vendiderant usagium, quod facere non poterant, nec debebant : Auditis igitur que super hoc fuerunt proposita, pronunciatum fuit quod, cum tale usagium vendi nequeat, dicti fratres in ipsa domo taliter ad vitam hominis data ad firmam, uti non poterant usagio memorato.

XXVIII. Cum major et jurati Compendienses quemdam burgensem Senonensem qui, cuidam de Compendio vina, sub certis condicionibus, vendiderat, apud Compendium, arrestassent pro eo quod

super vendicione dicti vini convenciones suas minus bene servaverat, sicut imponebatur eidem, major et jurati Senonenses ex hoc conquesti fuerunt, dicentes burgenses suos non posse taliter arrestari, per libertatem sibi datam a Rege, ad quam probandam cartam regiam exhibebant; propter quod petebant dictum burgensem suum, cum rebus suis, liberum sibi reddi et quittum. Ex adverso proponebant major et jurati Compendienses quod tale arrestum facere poterant per cartam regiam, et de hoc usi fuerant pacifice temporibus retroactis: Demum, visis cartis predictis, et intellectis hiis que partes proponere voluerunt, determinatum fuit arrestum factum a Compendiensibus debere teneri, eosque posse in talibus arrestare; et super hoc impositum fuit silencium Senonensibus antedictis. PHILIPPE III, 1270.

XXIX. Vicecomitissa Melleduni, que sponsa fuerat comitis Guidonis Forisiensis, dotata fuerat in certa porcione comitatus Forisii, et post dotalicium hujusmodi quittavit comiti Reginaldo, pro mille ducentis libris annui redditus, ob quarum solucionem fuit assignata ad omnes exitus et proventus comitatus predicti per litteras ejusdem comitis, et per litteras eciam regias super hoc postmodum sibi datas. Verum, dicto comite Reginaldo postmodum assignante pro suis debitis, per litteras regias, certas porciones ejusdem comitatus quibusdam civibus Laudunensibus; cum ballivus Masticonensis, de mandato curie, satisfieri faceret de suo dotalicio super omnibus ipsius comitatus proventibus vicecomitisse ejusdem, ex hoc conquesti fuerunt cives predicti, asserentes sibi injuriam fieri in eo quod assignamentum a dicto comite, per litteras regias sibi factum, aufferebatur eis, et taliter tradebatur vicecomitisse predicte. Ex adverso dicebatur pro vicecomitissa eadem quod per hoc nulla civibus ipsis fiebat injuria, cum mente assignacionis[1], ut predictum est, eis factas ipsa ad totum fuisset assignata Forisii comitatum, et sic non ad partem, set ad totum comitatum percipere dotalicium suum debebat: Hiis itaque auditis, pronunciatum fuit quod, cum tota terra obligata es-

[1] Lisez *ante assignationes.*

PHILIPPE III, 1270. set eidem, pro suo dotalicio, antequam assignaciones alie fuissent civibus ipsis facte per totam terram, non obstantibus assignamentis hujusmodi, dotalicium suum capere poterat, equaliter tamen quantum melius posset illud ubique levando, ne per hoc aliquis assignatorum plus quam alius gravaretur, ut sibi satisfacto posset postmodum quilibet eorum de suo assignamento gaudere.

XXX. Cum, coram ballivo Masticonensi, petivisset quidam se assecurari a domino Stephano de Berziaco, milite, idem Stephanus, requisitus a ballivo predicto quod assecuraret hominem antedictum, ipsum assecuravit solum verbaliter, fidem seu juramentum nolens in hujusmodi assecuracionem ponere, a ballivo super hoc requisitus, dicens quod, per terre ipsius consuetudinem, sine interposicione fidei aut juramenti, sufficiebat solummodo assecurare per verbum: Cum itaque ballivus, propter hoc, ab eodem levare vellet emendam, dicto milite querelam super hoc ad curiam referente, pronunciatum fuit, auditisque prius que super hoc proponere voluit, quod non sufficiebat verbalis assecuracio, set cum verbo dare fidem eciam tenebatur.

XXXI. Humbaudus Gauberti, dominus de Lazenayo, miles de ballivia Bituricensi, feodum suum resignavit, et posuit in manu domini abbatis Sancti-Dyonisii in plena curia, volens et petens quod Humbaudus, filius suus, de ipso feodo reciperetur in homagio domini Regis. Quo facto, precepit curia ballivo Bituricensi quod, pro feodo eodem, reciperet fidelitatem dicti filii pro domino Rege.

XXXII. Cum burgenses Corbolii, in tallia facta apud Corbolium pro auxilio milicie domini Philippi, ponere vellent homines de Grisiaco ad solvendum partem tallie eis imposite, dicentes quod ita alias fuerat usitatum, et e contrario proponerent homines antedicti quod ad hoc minime tenebantur, et quod super hoc nullus usus habitus fuerat contra eos: Tandem, invento, per apprisiam inde de man-

dato curie factam per ballivum Stampensem, quod, cum alias tal- PHILIPPE III, 1270.
liarent se ipsos pro Rege dicti burgenses Corbolii, quosdam ex ipsis hominibus de Grisiaco in sua tallia conati sunt ponere, et, quia solvere nolebant ipsi homines, nanta eorum ceperunt, et eadem retinuerunt, exceptis vadiis unius ex ipsis qui solvit, aliis penitus solvere nolentibus, preceptum fuit dicto ballivo quod, non obstante facto hujus quod erat unicum nec pacificum, dictos homines teneret in libertate sua, et quicquid de bonis ipsorum hominum propter hoc ceperant dicti burgenses Corbolii, ipsis hominibus faceret reddi.

XXXIII. De castris et maneriis archiepiscopatus Burdegalensis ecclesie occupatis per gentes regis Anglie, et post inhibicionem domini Regis super hoc factam, super quo respondere non tenebatur procurator regis Anglie, sicut dicebat, cum sedes vacaret, pronunciatum fuit quod, cum hoc bene tangat capitulum et ecclesiam, dictus procurator super hoc respondere tenebatur.

XXXIV. Conquerebatur vicedominus Carnotensis quod, cum ipse venderet boscum suum de Aurilleto, quem ipse vocabat Parcum, movente de capite uxoris sue que est de genere illorum de Ybreio, quorum fuit boscus predictus, gentes domini Regis vendam suam impediverunt eidem, dicentes quod eum vendere sine tercio et dangerio domini Regis [non poterat], secundum generalem consuetudinem terre, licet ipse ad hoc minime teneretur, sicut dicebat, cum locum dictum de Aurilleto, cum suis pertinenciis, inter quas pertinencias est boscus predictus, teneat ipse tam in feodo quam in domanio libere, quiete, integre et pacifice ex dono regis Philippi facto super hoc predecessoribus sue uxoris; propter quod petebat impedimentum a ballivo super hoc factum sibi penitus amoveri: Tandem, diligenter visa carta predicti regis Philippi super ipso dono confecta, in qua continebatur donum hujus, ut premissum est, factum fuisse, nec invento, per apprisiam inde per ballivum de mandato curie

PHILIPPE III, 1270. factam, quod Rex de dicto bosco seu parco tercium seu dangerium habuerit, deliberata fuit ipsi vicedomino venda predicta, et pronunciatum quod libere possit vendere boscum eumdem.

XXXV. Preceptum fuit procuratori regis Anglie quod mandatum sibi alias factum de superiori castro de Bruzaco faciat et compleat infra proximum pallamentum Penthecostes.

XXXVI. Quia major et jurati Sancti-Richarii quosdam bannierunt de villa sua et contra prohibicionem ballivi, occasione assecuracionis fracte, que tamen assecuracio facta fuerat per gentes domini Regis, cum cognicio talis facti ad dominum Regem et non ad eos spectaret, condempnati fuerunt super hoc per curiam in centum libris Parisiensibus domino Regi pro emenda solvendis, ita quod major et alii, de quorum consilio factus fuit idem bannus, et non alii de villa, ad solucionem dicte pecunie teneantur.

XXXVII. Petita a Johanne Arrode, cive Parisiensi, rata ipsum contingente de tallia ultimo pro auxilio domini Regis Parisius facta, proposuit dictus Johannes quod ad solucionem ipsius tallie minime tenebatur, eo quod erat monetarius, et ad bracagium cudebat, quod, pro domino Rege, a Parisiensi preposito negabatur: Tandem, facta apprisia, de mandato curie, per dictum prepositum utrum dictus Johannes monetam cuderet ad bracagium, ut dicebat, inventoque per eum quod dictus Johannes, tempore quo Petrus dictus Barbez positus fuit Parisius ad custodiendam monetam, cuderat ad bracagium circa decem libras Turonenses et inde salarium suum habuerat, nunquam in moneta Regis postmodum operando, pronunciatum fuit quod, non obstantibus propositis, dictus Johannes talliam hujusmodi solvere tenebatur.

XXXVIII. Preceptum fuit ballivo Viromandensi, a curia, quod servientem unum traderet, ex parte curie, hominibus capituli Re-

mensis ad removendam violenciam, si que dictis hominibus in usagio quod habent in nemoribus abbatis et conventus Signiaci inferretur. PHILIPPE III. 1270.

XXXIX. Cum gentes domini Regis impedivissent episcopo Abrincensi vendam parci sui, dicentes sine tercio et dangerio domini Regis non posse vendi eumdem, quod dictus episcopus expresse negabat : Demum, visa quadam littera patenti, diu est missa, super facto vendicionis dicti parci, Johanni de Domibus, tunc Constanciensi ballivo, deliberata fuit dicta venda ipsi episcopo ad presens, maxime cum de usu contrario nichil inveniretur probatum pro Rege.

XL. Cum ecclesia de Claro-Fonte aliqua movencia de retro-feodo comitis Blesensis in castellania Guisie acquisivisset, et dictus comes, utpote quartus vel quintus dominus, dicte ecclesie confirmasset taliter acquisita, ballivus Viromandensis ea ad manum domini Regis saisivit, nolens ea teneri in manumortua sine domini Regis assensu : Conquerente igitur super hoc dicto comite, et dicente quod tantus homo erat quod talia per se facere poterat, et de hoc eciam usus fuerat, injunctum fuit ballivo quod, amota saisina sua, istud sub dissimulacione pertransiret ad presens.

XLI. Visis diligenter litteris domini Henrici de Soliaco, per quas evidenter aparet ipsum Henricum et heredes suos, ac omnia bona sua obligata fuisse Margarete, vicecomitisse Lemovicensi, in octo millibus librarum Turonensium, pro facto domini Hemerici de Rupecavardi, et auditis, tam a dicta vicecomitissa quam a Johanne de Soliaco, dicti Henrici filio et herede, post multa diffugia, propositis, condempnatus fuit per curiam dictus Johannes ad solvendum dicta octo millia librarum vicecomitisse predicte.

XLII. Cum Johannes de Soliaco ad istud pallamentum adjor-

PHILIPPE III, 1270. nari fecisset dominum Hemericum de Rupecavardi ad garentizandum eum, et deffendendum super peticione quam pro facto dicti Hemerici vicecomitissa Lemovicensis faciebat eidem de octo millibus librarum, ut premissum est, dictus Hemericus, taliter adjornatus, contramandavit. Ejus tamen contramandatum non fuit in hoc casu admissum, set fuit per curiam positus in defectu : Petente igitur dicto Johanne prefatum Hemericum, tanquam defficientem, compelli per curia ad tenendum sibi litteras suas patentes quas ab ipso habebat super facto dicte pecunie, et se super hoc conservandum indempnem, mandatum fuit, dictis litteris prius diligenter visis, gentibus comitis Pictavensis, et gentibus regis Anglie, a quibus tenet idem Hemericus, quod ipsum Hemericum, prout justum fuerit, compellant per capcionem rerum quas tenet ab eis infra proximum pallamentum Candelose, ad tenendum dicto Johanni de Soliaco litteras suas predictas et convenciones quas cum patre suo habuit pro facto vicecomitisse predicte, propter que, ut dictum est, fuerat adjornatus.

XLIII. Cum peteretur, sicut et ab aliis bonis villis, racione milicie primogeniti domini Regis, auxilium ab hominibus de Ulmeia subtus Nogentum et ab hominibus Montis-Calveti, Aneti et Breevallis, responsum fuit, ex parte dictorum hominum, quod ad solvendum hujusmodi auxilium minime tenebantur, cum in partibus illis non sit consuetum solvi tallia, nec ipsi unquam talia solverant, ut dicebant. E contra dicebatur pro Rege quod ipsi, per generalem consuetudinem terre, tenebantur ad prestandum hujusmodi auxilium, nisi possent se tueri super hoc per privilegium speciale : Demum, audito per ballivum Medonte, qui de mandato curie super hoc addiscere debuit quod in comitatu Carnotensi, de quo exivit castellania Nogenti, et in castellaniis vicinis solvuntur talia, pronunciatum fuit quod dicti homines de Ulmeia, de Monte-Calveto, de Aneto et de Breevalle, presertim cum non ostenderent privilegium aliquod per quod possent super hoc se tueri, dictum auxilium solvere tenebantur.

XLIV. In causa qua dominus de Estotevilla et ejus uxor movebant in hac curia, super terra de Bichiaco et ejus pertinenciis quam ab se pertinere dicebant, contra Johannem de Roboreto et Guillelmum Marcelli, milites, ipsi duo milites a curia pecierunt quod, cum ipsi terram eandem, taliter ab eis petitam, ex dono domini Regis tenerent, dominus Rex super causa hujusmodi garentiret eosdem, et in se hujus rei reciperet garenciam : Visa itaque quadam carta regia ab eis exhibita ad prefatum donum probandum, quia in carta ipsa nulla exprimebatur causa propter quam facta fuisset donacio antedicta, pronunciatum fuit dominum Regem non teneri ad recipiendam in se garenciam predictam. PHILIPPE III, 1270.

XLV. Cum, in causa proximo dicta, dictus Johannes de Estoutevilla et ejus uxor peterent causam hujusmodi in Normanniam, ubi litigiosa res est sita, remitti coram ballivo in assisia terminandam, maxime cum, post multa diffugia in causa hujusmodi habita, in Normannia, ubi prius mota fuerat, pars adversa procurasset causam ad istam curiam revocari, dictis militibus e contra procurantibus causam ipsam in curia ista decidi : Tandem, consenserunt dicti milites quod ipse Johannes et ejus uxor ad totam causam istam per procuratorem reciperentur agendo, hoc tamen salvo quod, si jurandum sit a partibus in hac causa, ipsi et non procurator eorum teneantur jurare; et sic consenserunt partes quod causa in ista curia finiretur.

XLVI. Orta questione inter abbatem et conventum Tutellenses, ex una parte, et regem Anglie, ex altera, super eo quod idem Rex, in terra ipsius monasterii, nitebatur tenere asisias, citare eorum homines et alias ibi justicias exercere in ipsorum prejudicium, licet ibi nichil habeat, vel teneatur ab eo, set ipsorum est omnimoda juridictio, sicut dicebant, propter quod petebant ipsum Regem ad desistendum compelli, procuratore regis Anglie in contrarium proponente quod super hoc non debebant audiri, cum idem Rex esset in

PHILIPPE III, 1270.

saisina talia faciendi ibidem, et ante eum eciam dominus rex Francie a quo causam habebat; que quidem saisina a dictis monachis sibi negabatur expresse, usque ad juramentum a partibus prestandum, post diem ostensionis, fuit in causa processum. Verum cum, die assignata procuratoribus parcium ad veritatem suam dicendam coram auditoribus ad hoc a curia deputatis super hiis de quibus in curia jam fuerat ab eisdem juratum, non venisset aliquis qui ad interrogata pro dicto Rege sciret aut vellet auditoribus respondere; in pallamento eciam quod post illum diem proxime fuit, quidam novus procurator regis Anglie super hiis de quibus, ut dictum est, juratum fuerat, respondere non vellet, super hoc requisitus, dicens super facto hujusmodi nullam certitudinem se habere, positus fuit Rex Anglie in defectu ad instanciam partis adverse : Demum, petente dicto procuratore Tutellensi quod rex Anglie, propter deffectus predictos post diem ostensionis habitos, pronunciaretur per sentenciam amisisse saisinam eorum de quibus erat qûestio inter eos, parte altera quantum poterat se opponente, facta curie fide de deffectibus hujusmodi, pronunciatum fuit ipsum Regem, propter dictos deffectus, saisinam eorum de quibus erat questio amisisse.

XLVII. Licet domino Boissiaci cognoscatur alta et bassa justicia in hiis que habet ibidem in feodum et domanium, cum, in quibusdam hostisiis ibidem existentibus que non sunt de feodo et domanio ipsius, accidisset quidam casus furti et falsonarie, dictusque dominus casum ipsum justiciare vellet, cum super hoc esset in saisina, sicut dicebat, gentes domini Regis se opposuerunt, dicentes non ad ipsum, set ad dominum Regem justiciam hujusmodi pertinere : Conquerente igitur super hoc dicto domino, petenteque locum ipsum resaisiri de malefactore predicto, quia inventum fuit, per aprisiam inde de mandato curie factam per ballivum Stampensem, quod dictus dominus Boissiaci erat in saisina justicie occisionis et similium in dictis hostisiis que de ipso non movent, deliberata fuit per curiam eidem domino saisina justicie antedicte.

XLVIII. Dalmacius de Alto-Cornu, armiger, tenens a vicecomitissa Lemovicensi, contra quem dicta vicecomitissa faciebat quasdam peticiones in propria curia sua, contra quem eciam alii plura in dicta curia proponebant, et ipse super hiis in eadem curia juri parere noluerat, prout ipsa vicecomitissa dicebat, in hoc pallamento in plena curia supposuit se totaliter voluntati dicte vicecomitisse, asserens et promittens quod super omnibus que in curia dicte vicecomitisse contra ipsum, tam per eam quam per alios, petebantur, paratus erat in ipsius curia stare juri, et ipsi, tanquam domine sue, in omnibus obedire. PHILIPPE III, 1270.

XLIX. Conquerente priore de Longa-Villa de ballivo Caleti quod minus juste compellebat eumdem ad reddendam sibi quamdam bischiam quam idem prior in propria terra sua ceperat, et ad domum suam portaverat, cum, casu fortuito, ad terram suam venisset, et petente ballivum ipsum super hoc cohiberi, ex adverso respondit ballivus quod dicta bischia, cum venisset d'espave, et capta fuisset in loco ubi dominus Rex habet garennam suam ad grossam bestiam et minutam, ad dominum Regem pertinebat, et propter hoc ad eam restituendam ipsum compellebat priorem: Tandem, audito, per confessionem ipsius prioris, quod dominus Rex in loco in quo bischia fuit capta, suam, ut dictum est, habet garennam, preceptum fuit et dictum quod dictus prior dictam bischiam redderet, et domino Regi, eo quod ipsam ceperat, emendaret.

L. Occasione maleficii perpetrati apud Caturcum, de morte videlicet. . . . . Johannis qui interfectus fuit ibi, una cum aliis, pro facto tallie ibidem pro auxilio domini Regis levate, sisita[1] fuit per curiam justicia totius terre episcopi Caturcensis, tam in villa Caturcensi quam extra, pro eo quod dictus episcopus, in hiis que pertinebant ad ipsum, super hoc dicebatur fuisse negligens et remissus: Cum autem dictus episcopus postmodum peteret suam justiciam sibi reddi, tandem, post multa hinc inde proposita, reddita fuit sibi

[1] Lisez *saisita*.

PHILIPPE III, 1270. justicia sua, excepta justicia contra reos dicti maleficii exercenda, de qua fuit sibi responsum quod ad dominum Regem solum pertinebat, cum contra ipsum fuisset dictum maleficium perpetratum.

LI. Supplicantibus consulibus Caturicensibus quod campana sua, que per curiam saisita fuerat, in manu domini Regis reddere pro eisdem [1], petentibus eciam per curiam provideri quod rei et culpabiles interfectionis predicti burgensis solummodo et non alii de villa qui super hoc inventi fuerint innocentes ad dampna restituenda et solvendas expensas que facte fuerunt pro hujusmodi maleficio inquirendo et puniendo vel adhuc oportebit fieri, cogerentur, responsum fuit per curiam quod admitteretur et fieret eorum peticio in hac parte; de campana vero predicta, fuit eis responsum quod, quia in interfectione dicti burgensis et predicti maleficii perpetracione, pulsata fuerat, non redderetur eisdem (126).

LII. Bona duorum hominum de Caturco, eo quod de dicto maleficio habebantur suspecti, fuerant apud Senonis [2] arrestata, set quia, per inquestas super dicto maleficio per curiam factas, nec per filium eciam dicti interfecti, nulla potuit contra ipsos homines suspicio inveniri, bona sua sibi fuerunt per curiam restituta.

LIII. Cum, ad sciendum veritatem supra dicti maleficii, facte fuissent per curiam quedam inqueste, pronunciatum fuit quod expense facte ab inquisitoribus qui ipsas inquestas fecerunt, a malefactoribus et non a dicti interfecti heredibus vel ab aliis supra hoc innocentibus, redderentur.

LIV. De filio dicti interfecti et aliis qui ex maleficio hujusmodi, tam in dirucionibus domorum suarum quam bonorum suorum depredacionibus, dampna sustinuerunt, pronunciatum fuit quod, quantum ad immobilia, estimabuntur seu appreciabuntur dampna eorum

[1] Lisez *redderetur eisdem*. — [2] Lisez *Senones*.

et a malefactoribus sibi reddentur; verum, quantum ad mobilia, ad juramentum suum taxacione, per curiam perhibita, reddentur sibi similiter dampna sua. PHILIPPE III. 1270.

LV. Dominus Alanus de Avaugor vendidit Richardo Goelon villam de Sola et quicquid habebat in parochiis de Sola et de Bono-Fosse, que omnia de domino Rege tenebat in feodum, et hoc factum fuit anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo octavo. Ex parte domini Regis, saisita fuerunt que dictus Richardus emerat, tanquam forefacta. Ad peticionem dicti Richardi, adjornatus fuit dictus Alanus, ut garentiret dicto Richardo ea que sibi vendiderat, qui venire noluit pluries evocatus : Tandem dominus Rex concessit dicto Richardo quod haberet et retineret sibi sic empta, ita quod dominus Rex retinebat pro predictis placitum ensis, gardas, focagium et homagium domini Alani predicti; et hoc factum fuit anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono. Postmodum Alanus predictus abbati de Savigniaco, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, vendidit villam de Moyon et de Cesy cum pertinenciis earumdem, et eciam omnia que habebat in dyocesi Constancie, nulla expressa mencione habita de hiis que vendita fuerant predicto Richardo; set cum dominus Rex isti vendicioni consentire non vellet, dictus abbas predicta que a dicto Alano emerat extra manum suam posuit, et ea vendidit Agneti, relicte domini Oliverii Paneriel, militis, cui vendicioni dominus Rex expresse consensit et mandavit ballivo Constanciensi quod ipse faceret predictam Agnetam de dictis rebus a dicto abbate sibi venditis pacifica possessione gaudere. Quibus actis dicta Agnes predictum Richardum citari procuravit coram domino Rege, et ab ipso peciit quod de hiis que a dicto Alano, sicut predictum est, emerat, ad homagium ejus veniret, quod facere tenebatur, sicut dicebat, per convenciones habitas inter dictum Alanum et abbatem predictum, cum ipsa ab eodem abbate emisset omnia predicta a dicto Alano dicto abbati vendita; et ita, quantum ad hoc, erat loco ejusdem abbatis, dicto Richardo in contrarium res-

PHILIPPE III. 1270. pondente quod, de predictis, erat in homagio domini Regis, et ad homagium dicte Agnetis minime transsire tenebatur, quia dictum homagium, nec ea que dictus Richardus a dicto Alano emerat, venerat in contractu habito inter Alanum et abbatem predictos, nec de hoc in contractu predicto fuerat cogitatum : Hiis auditis et visis instrumentis quibus utraque pars voluit intencionem suam fundare, dictum fuit per jus quod dicta Agnes non dixerat nec probaverat aliqua per que deberet habere homagium supradictum.

Istud proximo precedens expeditum fuit Parisius, in Compotis Assumpcionis Beate Marie Virginis proximo preterite.

JUDICIA

ET CONSILIA PARISIUS, IN PARLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXX.

I. In causa mota inter dominum Cociaci, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Audoeni Rothomagensis, ex altera, cum deberent recipi parcium juramenta, proposuit idem dominus quod non tenebatur in propria persona jurare, nisi juraret in persona propria dictus abbas. E contra respondit procurator ipsorum abbatis et conventus quod, secundum curie consuetudinem, jurare tenebatur dictus dominus, eciam abbate absente, cum idem procurator jurandi in animas ipsorum abbatis et conventus speciale mandatum haberet, et paratum se dicebat jurare : Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus dominus jurare tenebatur, et procedere cum procuratore predicto.

II. Facta quadam associacione, diu est, inter Regem, ex una

parte, et predecessores Odonis de Fouilloel, militis, et Foqueti ejus fratris, ex altera, super redditibus et explectis ville de Jonqueriis et quibusdam aliis, postmodum continue usque modo consuetum fuit computari de pertinentibus ad ipsam societatem ville de Jonqueriis in villa eadem : Set cum ballivus Viromandensis eos satageret trahere extra villam ipsam ad dictum compotum faciendum, contra voluntatem ipsorum, intellecto quod, a tempore quo facta fuit dicta societas, computari consuevit ibidem, preceptum fuit ballivo quod, usque ad voluntatem Regis, ibi audiret, vel audiri faceret compotum ipsum, nec super societate hujusmodi eos extra villam compelleret computare. PHILIPPE III, 1270.

III. Major et jurati Compandienses qui per curiam petebant abbatem et conventum Compandienses compelli quod ea que in propriis ipsius ecclesie censivis acquisierant, infra terminos comunie sue, ponerent extra manum suam, et diu super hoc litigarent, dixerunt in plena curia quod liti hujusmodi supersedebant ad presens.

IV. Cum quidam currus ecclesie Sancti-Martini Laudunensis qui stramina defferebat, quemdam puerum oppressisset et interfecisset, apud Laudunum, ballivusque cepisset propter hoc equos dicti currus, et quadrigarius, propter timorem justicie, auffugisset, abbate dicti loci petente postmodum sibi restitui dictos equos, et dicto quadrigario de redeundo securitatem prestari, cum idem quadrigarius penitus esset in facto hujusmodi sine culpa : Quia, per inquestam per dictum ballivum inde factam, inventum fuit dictum quadrigarium in nullo esse culpabilem hujus facti, preceptum fuit ballivo quod dictos equos ipsi abbati restitueret, receptis sex denariis, nomine emende, pro quolibet equorum ipsorum, et quod dictum quadrigarium ad locum ipsum libere reverti permitteret, gagiata sibi prius emenda propter hoc ab eodem, set pro ipsa nichil ab eo levaret.

V. Cum Milo la Grasse, clericus, et ejus uxor quosdam homines

PHILIPPE III, 1270. episcopatus Kathalanensis, et inter alios Johannem de Montorguel, militem, in curia ista super falso et pravo judicio in causam traxissent, facta peticione sua contra dictum Johannem, ei imposuerunt quod litem contestatus fuerat contra eos, quod ipse expresse negavit : Tandem, partibus super hoc sibi curie recordum fieri petentibus, quia non fuit inventum per consilium litem contestatam fuisse a dicto Johanne, prout proponebat miles predictus, pronunciatum fuit quod recordum curie defficiebat dicto Miloni et ejus uxori.

VI. Ad instanciam decani et capituli Remensis, datus fuit a curia hominibus ipsorum de Potestatibus quidam serviens qui eos deffenderet in usagio quod habent in nemoribus abbatis et conventus Signiacensis : Petentibus itaque dictis monachis dictum servientem amoveri, aliis ex adverso proponentibus quod non debebat in hac parte eorum peticio exaudiri, demum pronunciatum fuit quod dictus serviens ibidem remaneat, nec amovebitur, prout monachi predicti petebant.

VII. Facta tallia apud Feritatem-Milonis, pro auxilio domini Regis, burgenses dicte ville partem ipsius tallie, pro rata sua, imposuerunt quibusdam valletis, filiis burgensium dicte ville non maritatis, qui hereditates tenebant in villa, et in eadem sicut burgenses alii mercabantur : Conquerentibus itaque super hoc dictis valletis, et pro se multa proponentibus per que dicebant se minime ad dictam talliam solvendam teneri, demum, cum partes peterent jus, secundum proposita, sibi reddi, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictos valletos, sicut et alios burgenses dicte ville, teneri ad solvendam, pro rata sua, talliam memoratam.

VIII. Cum major et jurati Crispiaci, singulis annis, teneantur solvere quamdam quantitatem bladi abbati et conventui de Victoria, per cartam regiam, tali condicione quod, pro singulis diebus in quibus ultra terminum super hoc prefixum in solucione dicti bladi

defecerint, decem solidos, nomine pene, reddere teneantur eisdem, dictique abbas et conventus peterent ipsos majorem et juratos compelli ad reddendum sibi penam predictam, cum ultra tempus debitum fuissent in mora dictum bladum solvendi, sicut dicebant, dictis majore et juratis e contrario proponentibus aliqua per que dicebant se non fuisse in mora solvendi, nec se ad dictam penam solvendam teneri : Tandem, visa carta ipsorum abbatis et conventus, audito eciam, tam per ballivum quam per confessionem dicti majoris, quod ipsi major et jurati in mora solvendi fuerant, pronunciatum fuit quod ipsi major et jurati eisdem dictam penam reddere tenebantur, et fuit preceptum ballivo quod ad hoc compellat eosdem. PHILIPPE III, 1270.

IX. Quedam mulier de castellania Feritatis-Alisie habuit tres filias, que filie habuerunt liberos, et post, matre sua superstite, mortue fuerunt; post quarum mortem decessit et mater ipsarum. Qua mortua, dicti liberi hereditatem ipsius avie sue inter se communiter diviserunt et equaliter. Verum quodam ex ipsis liberis masculo, petente sibi in divisione hujusmodi primogenituram fieri, aliis e contra dicentibus in dicta hereditate nullam debere esse primogenituram, set eam equaliter debere dividi inter eos, sicut eam matres eorum, si sibi evenisset, inter se equaliter divisissent, querela hujusmodi in asisia Stampensi tractata, judicatum fuit dictam hereditatem sine primogenitura inter dictos liberos esse equaliter dividendam : Postmodum tamen, dicto masculo de judicio hujusmodi, tanquam de pravo, ad curiam appellante, auditis hinc inde propositis, curia judicium asisie approbavit, pronuncians appellacionem predictam esse frivolam et inanem.

X. Theobaldus de Clauso-Fonte, armiger, capto quodam latrone in terra sua, furcas levavit, set, cum dictus latro judicatus fuisset ad auriculam solummodo amittendam, ballivus, quamvis dictus Theobaldus in terra sua justiciam latronis habeat, dictas furcas diruit, eo quod, in presenti, casus non erat in quo quis in eis deberet suspendi,

PHILIPPE III, 1270. asserens talem esse consuetudinem in castellania Meleduni, de qua erat dictus Theobaldus, quod nullus latronis justiciam habens, nisi altam justiciam habeat, potest furcas levare, nisi in casu presenti, que sic levate stabunt quandiu durare poterunt; set, quamcito corruerint, non possunt refici donec evenerit novus casus in quo necesse sit aliquem in eis suspendi : Dicto igitur Theobaldo super hoc conquerente, et negante consuetudinem a ballivo propositam esse talem, auditis hinc inde propositis, ordinatum fuit quod dicte furche, ne dictus armiger posset per dirupcionem hujusmodi exheredari, per ballivum reficerentur, et post, diruentur per Theobaldum predictum, et sic dirute remaneant donec casus evenerit in quo quis debeat ibidem suspendi, cum sine casu presenti refici non debeant; et fuit preceptum ballivo quod, ad declaracionem juris ipsius armigeri, diceret in plena asisia quod hac de causa solum diruerat furcas predictas.

XI. Quidam miles de ballivia Silvanectensi manumiserat quemdam servum suum, quem una cum aliis in feodum a domino Rege tenebat. Idem manumissus transtulit se apud Ve, in terra Manaseri de Ve, militis. Ballivo itaque volente ipsum manumissum habere ad opus Regis, dicens quod, cum sine domini Regis assensu manumissus fuisset, tanquam servus suus, secundum terre consuetudinem, sibi remanere debebat, dictus Manaserus se opposuit, asserens quod, cum rex Philippus dedisset predecessori suo villam de Ve, et quicquid ibi habebat, dictus ballivus hominem ipsum petere non poterat, vel habere : Demum, auditis hinc inde propositis, et visa carta ipsius Manaseri, pronunciatum fuit quod, non obstantibus propositis ab eodem, dictus homo domino Regi remanere debebat; quandiu tamen in villa ipsa morabitur, justiciabitur per ipsum Manaserum, sicut consueverunt justiciari alii servi domini Regis per dominos in quorum terris morantur.

XII. Petebat procurator senescalli Viromendensis quod, cum idem senescallus habeat regalia in terra decanatus Sancti-Quintini,

ipso decanatu vacante, ipse, cum decanatus vacet ad presens, permitteretur vendere pro domino suo quemdam boscum ipsius decanatus, sicut decanus, si esset in ecclesia, vendere posset eumdem. E contra dicebatur, pro parte capituli Sancti-Quintini, quod non debebat super hoc dictus procurator audiri, cum dictus boscus nondum habeat septem annos, nec decanus eciam sibi[1] esset, ante etatem hujusmodi, secundum terre consuetudinem, vendere eum posset : Tandem, auditis hinc inde propositis, preceptum fuit ballivo quod inquireret de etate bosci predicti, et, si inveniret dictum boscum habere septem annos, vendere permitteret senescallum predictum; si vero non haberet etatem hujusmodi non permitteret ipsum boscum vendi a senescallo predicto. PHILIPPE III, 1270.

XIII. Facta tallia, Parisius, pro auxilio domini Regis, cives Parisienses posuerunt in ipsa tallia hospites Templi, manentes extra muros ville Parisiensis. Conquesti fuerunt super hoc Templarii, dicentes quod ad talliam hujusmodi non tenebantur ipsi hospites sui qui nonquam talliam hactenus solverint, nec in aliquo gauderent ville Parisiensis privilegiis, ut dicebant. E contra dicebatur pro Rege quod hec ipsis hospitibus non debebant prodesse, cum, a pauco tempore citra, facte fuissent ibidem hostisie, et persone tam pauperes ibi mansissent quod tallia non poterat ab eis levari, cum eciam dominus Rex totam justiciam habeat in terra eadem, nec, pro dictis hospitibus, aliquod privilegium pretendatur per quod, contra jus commune domini Regis, possint de dicta tallia se tueri : Tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod ipsi hospites ad solucionem dicte tallie tenebantur.

XIV. Preterea, cum prepositus Parisiensis hospites Templi, tam extra muros ville Parisiensis quam intra manentes, compelleret ad gaitandum, Parisius, sicut et alios homines ville Parisiensis, conquerentes super hoc Templarii, proposuerunt quod ad hoc non te-

[1] Lisez *si ibi*.

PHILIPPE III, 1270. nebantur sui hospites, cum nonquam gaitassent, et maxime manentes extra muros, cum ville Parisiensis libertatibus, ut dictum est, non gauderent, quod dictus prepositus expresse negabat : Demum, auditis hinc inde propositis, et intellecto per aliquos quod dicti hospites alias gaitaverant, pronunciatum fuit quod dicti hospites, tam extra muros quam intra manentes, ad gaitum, sicut et burgenses alii, tenebantur.

XV. Audita querimonia Renaudi de Sancto-Vincentio, civis Laudunensis, super eo quod Symon de Vendolio, Laudunensis canonicus, eum in prisione posuerat, et multas injurias irrogaverat ei, sine causa racionabili, ut dicebat; preceptum fuit ballivo quod omnia bona hereditaria dicti Symonis in manu Regis propter hoc caperet, et requireret capitulum Laudunense quod dictam injuriam ipsi burgensi facerent a dicto canonico taliter emendari, quod non oporteret curia super hoc manum apponere, propter eorum defectum.

XVI. Johannes de Vindocino, civis Bituricensis, testamentum fecerat, et, certos executores instituens, pro anima sua legaverat mobilia et immobilia queque habebat. Ballivus vero Bituricensis, quoad immobilia, se opposuit, dicens quod, cum dictus Johannes esset bastardus, bona sua immobilia legare non poterat, set domino Regi remanere debebant : Conquerentibus itaque super hoc executoribus dicti Johannis, et civibus eciam Bituricensibus, auditis que proponere voluerunt, dictum fuit quod non valebat ballivi opposicio, et ei preceptum quod se non opponeret quominus dicti executores de bonis suis mobilibus et immobilibus adimplerent voluntatem defuncti.

XVII. Conquerebatur dominus de Ybreio quod, cum pater suus incepisset vendere quemdam boscum suum, mortuo ipso patre suo, dominus Rex, quamdiu idem dominus de Ybreyo erat in garda sua, vendam dicti bosci taliter inchoatam perfecit, et pecuniam inde ha-

bitam sibi retinuit, quod facere non poterat, ut dicebat dominus antedictus, secundum terre consuetudinem generalem; propter quod petebat dictam pecuniam sibi reddi. E contra dicebatur pro Rege quod non erat idem dominus super hoc audiendus, cum consuetudo proposita talis non esset, et dominus Rex esset in saisina perficiendi vendas taliter inchoatas a patribus, existentibus in garda sua eorum liberis, post mortem ipsorum : Tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod non erat idem dominus super hoc audiendus, set remaneret dominus Rex in sua saisina. PHILIPPE III, 1270.

XVIII. Orta questione inter textores Parisienses, ex una parte, et fullones ejusdem loci, ex altera, super eo quod textores dicebant pannos factos Parisius debere judicari per ipsos, et eos qui pravi invenirentur pugniri per ipsos, sive comburi, fullonibus hoc negantibus, dicentibusque quod judicium hujusmodi, sive punicio pannorum, ad ipsos et non ad alios pertinebat : Demum, auditis in curia que partes proponere voluerunt, ordinavit curia quod, ad judicium hujusmodi seu punicionem pannorum, ponerentur duo de textoribus et duo de fullonibus, et prepositus Parisiensis unum ex parte Regis poneret de quocumque ministeriorum ipsorum, [si] sibi placeret; et, si, inter istos, de punicione seu judicio panni alicujus, esset discordia, judicia seu sentencie instituti a preposito una cum duobus ex quatuor predictis, staretur [1].

XIX. De triginta libris annui redditus quas Johannes de Fayello, miles, tenebat in feodum a comite Dampni-Martini, de quibus dictus comes sine cause cognicione dictum Johannem dissesiverat, visis litteris parcium, et auditis que proponere voluerunt, determinatum fuit quod, non obstante opposicione dicti comitis, ressesiendus erat idem Johannes de redditu memorato.

XX. Dominus Rex associatus fuit per episcopum Masticonensem

[1] Lisez *starent*.

PHILIPPE III, 1270. ad justiciam duarum villarum ipsius episcopi, videlicet Viriseti et Pissiaci, ita quod, per duos judices seu prepositos a ballivo Regis et dicto episcopo ibi positos, teneretur justicia dictorum locorum. Verum, cum a quodam, in uno locorum ipsorum, coram dictis judicibus litigante, appellatum fuisset ad solum ballivum, ballivusque solus vellet cognoscere de appellacione hujusmodi, episcopus se opposuit, dicens quod solus de hoc cognoscere non poterat, cum dicta justicia esset communis ipsi et Regi, set ad ipsum et dictum ballivum insimul pertinebat cognoscere de appellacione predicta, ballivo e contra dicente quod de hoc solus debebat cognoscere, cum non appellaretur ad ipsum, tanquam ad judicem dictorum locorum, set tanquam ad superiorem locum domini Regis tenentem: Tandem, questione hujusmodi delata ad curiam, ordinatum fuit per curiam, et ipsi ballivo mandatum quod, si, a judicibus ab ipso pro domino Rege et a dicto episcopo communiter datis in associacione dictorum locorum, ad ipsum ballivum fuerit appellatum, ipse dictas appellaciones non recipiat, nec, tanquam superior, cognoscat de eis, set si ad dominum Regem a dictis judicibus communiter datis fuerit appellatum, et curia domini Regis dictas appellacionum causas ipsi ballivo commiserit, tunc ipse solus auctor commissionis hujusmodi, vocatis qui fuerint evocandi, causas ipsas audiat et debito fine terminet, ordinacione hujusmodi, quamdiu domino Regi placuerit, duratura.

XXI. Quia per Stephanum Taste-Saveur, ballivum Senonensem, qui diu fuerat prepositus Aurelianensis, et per alios inventum est quod prepositi et servientes domini Regis de Aurelia, in terra domini Virsionis que est in Sigalonia, usurpaverunt justiciam bastardorum, et maxime tempore quo Stephanus Boiliave fuit Aurelie prepositus, quanquam dominus Rex super hoc usus fuisset, dicto domino Virsionis semper reclamante, et super hoc conquerente, deliberata fuit per curiam justicia bastardorum, in terra predicta domini Virsionis, relicte ipsius domini qui in partibus Tunicii decesserat.

XXII. Visis cartis burgensium de Compendio, videlicet carta communie sue et carta cujusdam prepositure sibi in perpetuum a domino Rege concesse, deliberata fuit eis per curiam saisina justicie occisionis facte in calida mesleya, quam ballivus Viromandensis impediebat eisdem. PHILIPPE III. 1270.

XXIII. Quia per Renaudum Barbou, prepositum Parisiensem, inventum est quod Fratres domus Dei Parisiensis fuerunt in longa et pacifica possessione justiciandi hospites ipsius domus quos habet domus ipsa apud portam Baudeer, preceptum fuit ipsi preposito, qui dictam domum aliquantulum super hoc molestabat, eo quod carta sua non dabat eis talem justiciam, ut dicebat, quod dictam domum in saisina sue justicie dimittat.

XXIV. Preceptum fuit per curiam ballivo Aurelianensi quod, non obstante opposicione Hospitalariorum, ipse pro domino Rege duos hospites quos dicti Hospitalarii habent Aurelie, justiciet de clamoribus de facto corporum suorum et aliis, et dominum Regem, qui super hoc diu usus est, teneat in suâ saisina.

XXV. Conquerentibus abbate et conventu Sancti-Vedasti Attrebatensis de gentibus Attrebatensis comitis, quod equos, blada et alia in terra ipsorum indebite ceperant, petentibusque res hujusmodi, una cum dampnis et deperditis que propter hoc sustinuerant, sibi reddi, gentibus dicti comitis e contra proponentibus aliqua propter que non debebant premissa reddere, ut dicebant : Tandem, auditis que partes proponere voluerunt, determinatum fuit per curiam et pronunciatum quod, cum gentes dicti comitis ceperint in casibus in quibus nullam habent justiciam super abbatem et conventum predictos, ipsi ea que taliter ceperunt, et dampna omnia que abbas et conventus probare poterunt se per capciones hujusmodi habuisse, eis reddant, maxime cum causa propter quam ceperant, inventa fuerit per curiam fore injusta.

PHILIPPE III, 1270.

XXVI. In terra domini Rogeri Bacon, in pertinenciis videlicet ville sue de Fraisneio, capta fuit quedam balena quam ballivus Quadomii saisivit et explectavit pro Rege; super quo conquestus fuit dictus Rogerus, petens eam sibi restitui, tanquam suam, cum in terra sua, in qua habet omnimodam justiciam et libertatem, sicut dicebat, capta fuisset, ballivo e contrario dicente quod super hoc non debebat audiri, cum non haberet in terra sua placitum spate, nec littera cujusdam comitis Cestrie, quam ad intencionem suam fundandam exhibebat idem Rogerus, tale quid sibi daret: Demum, dicto Rogero petente jus sibi reddi utrum secundum tenorem dicte littere debebat sibi reddi dicta ballena necne, visa diligenter ipsa littera, determinatum fuit quod nichil ostensum fuerat pro dicto Rogero per quod sibi reddi deberet balena predicta, set domino Regi remanere debebat.

XXVII. Conquerente magistro Guillelmo de Valle-Grinosa, archidiacono Parisiensi, super eo quod quidam homines seu hospites sui, qui erant et fuerant de castellania Montis-Letherici, de novo tracti fuerant Parisius, ubi alie in multis erant consuetudines, quod in prejudicium sui et hominum ipsorum cedebat: Audito igitur sic esse sicut proponebat archidiaconus memoratus, precepit curia quod dicti homines castellanie Montis-Letherici sicut prius subessent, nec justiciarentur per prepositum Parisiensem.

XXVIII. Petebatur pro domino Rege, tanquam jus suum, et de jure communi sibi debitum a civibus Bituricensibus, auxilium pro milicia domini Philippi, primogeniti sui, qui nunc regnat, mortuo patre suo, et pro maritagio regine Navarrie, filie sue primogenite. Responsum fuit, pro civibus ipsis, quod [ad] auxilium sibi debitum minime tenebantur, cum talia nonquam solverint, nec in partibus illis solvi consueverint, et maxime cum ab hujusmodi [consuetudine] quitti sint per cartam suam regiam [que] eos a tolta, tallia, bocagio et culcitrarum exactione omnino liberat. E contra dicebatur pro Rege

quod predicta verba carte non juvabant eosdem, cum illud quod ab eis petitur non sit tolta, tallia, bocagium, sive culcitrarum exactio, set quoddam jus domino Regi debitum, de regni consuetudine generali, in quo non sufficit aliquem allegare quod non solverit nisi, contra consuetudinem hujusmodi, speciale privilegium ad sui deffensionem ostendat. Quod autem dicebant non esse consuetum in partibus suis persolvi talia, non faciebat pro eis, cum ipsi de servitute manumissi, de quibus, ante manumissionem, pro voluntate sua capere poterant et levare, nullam contra jus commune libertatem vel quittanciam proponere valeant, nisi quantum a manumittente domino fuerit eis concessum : Tandem, visa carta eorum, et auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod ipsi cives ad prestandum domino Regi predictum auxilium sibi debitum tenebantur, et, consideratis ville facultatibus, taxatum fuit per curiam dictum auxilium sibi debitum ad duo millia librarum Turonensium. PHILIPPE III, 1270.

XXIX. De burgensibus Duni-Regis qui consimilem habent cartam vel quasi, pronunciatum fuit, set in absencia eorum, hoc idem : set isti tres centas libras Turonenses solum persolvent.

XXX. De burgensibus autem Exolduni, quorum procuratores, presentes in curia, se et burgenses ipsos deffendebant inter alia per quamdam litteram domini Exolduni que eos liberat a collecta, rapina et omni exactione, hoc idem fuit similiter judicatum, et taxati fuerunt ad trecentas libras Turonenses.

XXXI. Philippus de Merocourt, Guido et Philippus de Neri, milites, proponebant contra Reginaldum Belvacensem, et Johannem Trecensem episcopos, ac magistrum Theobaldum de Nantolio, cantorem Belvacensem, quod, quando defunctus Theobaldus de Nantolio, quondam cantor Belvacensis, decessit, ipse tenebat terram in Francia et in Normannia, et terra Normannie, per usus et consuetudines patrie, semper descendit ad fratrem primogenitum et

PHILIPPE III, 1270. ejus liberos, per quam consuetudinem terra ipsa Normannie, per mortem ipsius Theobaldi, devenit ad dictum episcopum Belvacensem et ad Trecensem episcopum et ad magistrum Theobaldum fratrem ejusdem, et inde homagium domino Regi fecerunt. Terra vero Francie, secundum Francie usus, ad dictum episcopum Belvacensem, tanquam proximiorem, devenit. De qua, cum idem episcopus eam nollet recipere, nec inde facere homagium, ad eorum instanciam hoc fuit compulsus facere, ut dicebant. Post hec, dictus Belvacensis episcopus ipsam terram de Francia, que, per Francie consuetudinem, dictis tribus militibus obvenire posset, pro porcione aliqua, sicut dicebant, post mortem ipsius, terram ipsam predictis Trecensi episcopo et cantori permutavit pro dicta terra Normannie, in qua ipsi, per terre consuetudinem, nichil poterunt reclamare, et hoc fecit, sicut proponebant, ut exheredaret eosdem; unde petebant revocari et irritari penitus permutacionem predictam. E contra proponebant Belvacensis ac Trecensis episcopi et cantor predictus raciones suas quare non debebat exaudiri peticio militum predictorum, cum dicta permutacio publice et aperte et de domini Regis assensu facta fuerit, quod eis de jure et de consuetudine facere licuit, quas, si sibi placuisset, tanquam suas donare, vendere, vel alias expendere, sine alterius prejudicio, potuissent, et de eis, sicut dicebant, sic permutatis, quilibet pro parte sua, homagium domino Regi fecerunt: Tandem, post hec et aliqua alia hinc inde proposita, cum per curiam quereretur a partibus si jus vellent audire utrum, secundum proposita, dicta deberet permutacio irritari, vel in suo robore permanere, dictis episcopis et cantore respondentibus quod sic, dicti milites pluries requisiti responderunt quod non, et quod dicte peticioni sue supersederent ad presens, et sic, non amplius procedendo, a curia recesserunt.

XXXII. Conquerebantur prior et conventus Sancti-Martini-de-Campis, Parisiensis, quod prepositus Parisiensis indebite impediebat eisdem justiciam hospitum suorum quos habent Parisius, infra mu-

ros ville et extra, quamquam per cartam regiam eam habeant, et sint de eadem in saisina pacifica, sicut dicebant. E contra dicebat prepositus quod super hoc non debebant audiri, cum non haberent talem justiciam, set ad dominum Regem spectabat, et, si a modico tempore citra, usi fuerant de eadem, non saisina set usurpacio debebat censeri: Demum, intellecto per dictum prepositum quod ipsi erant et aliquibus annis fuerant in saisina predictorum hospitum suorum, visis eciam quibusdam cartis regiis ab eis exhibitis que justiciam ipsam eis concedere videbantur, preceptum fuit, per curiam, ipsi preposito quod eos dimitteret in sua saisina, nec super hoc perturbaret eosdem; exceptis tamen quibusdam locis, in quibus dominus Rex est in saisina justicie, prout eciam confitebantur prior et conventus predicti, de quibus fuit preceptum preposito quod dominum Regem teneret similiter in sua saisina. Loca autem hujusmodi in quibus dominus Rex habet saisinam justicie sunt..... PHILIPPE III, 1270.

JUDICIA,

CONSILIA ET ARRESTACIONES PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXI.

I. Cum abbas et conventus Compendienses essent et ab antiquo fuissent in saisina habendi et percipiendi usagium per totam forestam Cusie, ad omnia sua necessaria, sicut dicebant, et Martinus, forestarius Cusie, quadrigas eorum cepisset, et suum eis turbaret usagium, petebant suas sibi reddi quadrigas, et impedimentum, a dicto Martino in suo usagio sibi factum, penitus amoveri. E contra proponebat dictus Martinus quod ipsi de dicto usagio male et indebite utebantur, tum quia ipsi non solum capiebant boscum ad suum usagium, ad edificia ecclesie sue et ad suum ardere, sicut per cartam regiam erat eis concessum, set ad quadrigas, carrucas et scutellas

PHILIPPE III, 1270.

suas faciendas; ad facienda eciam dolia et cuppas boscum capiebant; tum eciam quia in defensis foreste, in quibus nullus habet usagium, utebantur, que facere non poterant, sicut dicebat, propter quod quadrigas eorum se confitebatur cepisse. Ad hoc respondebatur, pro abbate et conventu predictis, quod, capiendo boscum ad quadrigas, scutellas, carrucas et dolia et similia facienda, in nullo deliquerant, cum essent in saisina habendi et percipiendi hujusmodi usagium a tempore a quo non extat memoria, sicut dicebant; quod si opus esset se probaturos offerebant. De defensis eciam, respondebant quod, per totam silvam Cuisie, datum sibi erat usagium, et semper usi fuerant in locis que vocantur defensa et extra, propter quod petebant nanta sua sibi reddi, et se in usagio suo in pace dimitti : Tandem, auditis hinc inde propositis, et carta monachorum diligenter visa, quia, per cartam ipsam, datur solum eis usagium ad reedificacionem ecclesie domorumque suarum atque ad ignis alimenta, determinatum fuit quod ad hec solum ad que sibi conceditur usagium et non ad alia, usagium suum habebunt; quia vero per totam silvam Cuisie datur eis usagium, et ipsi usi sunt in defensis et extra, quod negabat dictus Martinus, inquiretur utrum et qualiter usi fuerint in defensis.

II. Non obstante opposicione Claromontensis episcopi, qui super hoc conquerebatur, pronunciatum fuit quod ballivus Bituricensis tenebit, pro Rege, assisiam suam apud Claromontem, cum dominus Rex sit de hoc in longa saisina, nec habeat domanium in illis partibus.

III. Cum contencio verteretur inter homines de Malassis, ex una parte, et priorem de Lymors, ex altera, super eo videlicet quod idem prior petebat quamdam campi-partem suam per dictos homines suos duci apud Lymors, hominibus e contra dicentibus quod ad hoc non tenebantur, cum semper eam duxissent apud Malassis, et non apud Lymors, qui locus de Lymors satis distabat ab eis : Demum, audito, tam per confessionem prioris quam per ballivum

Medonte, ita esse, sicut asserebant homines antedicti, pronunciatum fuit quod dicti homines campi-partem ipsam ducere tenebantur apud Malassis, ubi eam ducere consueverant, et non apud Lymors. PHILIPPE III. 1270.

IV. Cum Richardus Berlenguel, miles, primo peciisset in curia ista in judicio contra Guidonem de Lynvilier, detentorem, villam de Guillelmi-Mesnilio cum pertinenciis, et postea peciisset eamdem a domino Rege quem idem Guido advocavit in garentum hujus rei : Tandem, post diem consilii et ostensionis, et postquam juratum fuit, et idem Richardus testes suos in causa hujusmodi, producere incepisset, ipse, sponte sua, cessit liti hujusmodi et renunciavit quam malo ductus consilio movere inceperat, prout in plena curia fuit confessus.

V. Licet abbas et conventus Compendienses usi fuissent capere boscum in foresta Cuisie pro refeccione molendinorum suorum de Compendio, Martinus, forestarius Cuisie, cum modo vellent de bosco pro dictorum molendinorum refeccione capere in foresta predicta, se opposuit, dicens quod usagium quod ad certum quid habent per cartam regiam, ad refeccionem seu reparacionem molendinorum minime se extendebat, propter quod petebant ipsi dictum suum usagium sibi reddi, et impedimentum forestarii amoveri, dicentes quod, cum sibi concedatur usagium ad reedificacionem ecclesie, domorumque suarum, in hoc poterat et debebat molendinorum suorum reedificacio seu reparacio comprehendi : Demum curia, considerato quod sub verbis predictis, videlicet ad reedificacionem ecclesie domorumque suarum potest molendinorum reparacio vel reedificacio comprehendi, preceptum fuit et determinatum quod, ad opus dictorum molendinorum in dicta foresta, suum usagium deliberaretur eisdem.

VI. Dominus Rex dederat Johanni de Porta et heredi suo, de

PHILIPPE III. 1270.

suo corpore ex sua uxore legitima procreato, terram de Quatuor-Maris cum pertinenciis. Idem Johannes habuit quemdam filium, videlicet Stephanum de Porta, militem, qui Stephanus absque herede de sua uxore suscepto decessit. Eo vero mortuo, peciit relicta ejus dotalicium suum in terra predicta, de qua vir suus erat capiens et levans, tempore quo desponsavit eamdem. E contra dicebatur pro Rege quod super hoc non debebat audiri, cum terra ipsa domini Regis sit, et ad ipsum tanquam sua propria redierit, secundum formam donacionis de terra ipsa facte, ex quo idem Stephanus heredem non habuit, et sic ad vitam suam tantummodo terram predictam habebat : Demum, auditis hinc inde propositis et diligenter considerata qualitate donacionis hujus, determinatum [fuit] quod dicta relicta ipsius Stephani non debebat habere dotalicium in terra predicta, nec fuit condicionalis ista donacio.

VII. In causa que, inter vicecomitem Meleduni, ex una parte, et decanum ac capitulum ecclesie Beati-Martini Turonensis, ex altera, in hac curia vertebatur, cum procurator ipsius vicecomitis vellet ad agendum admitti, racione privilegii cruce-signatis indulti, quod videlicet per procuratorem audirentur agendo, et ipse cum aliis cruce-signatis iverat et fuerat, oppositum fuit, a parte adversa, quod ipse non debebat per procuratorem admitti agendo, secundum consuetudinem hujus curie, nec sibi valebat dictum privilegium, cum jam dominus Rex et cruce-signati alii rediissent, et idem vicecomes, post aliorum reditum, in Apulia stipendiarius, ob suum commodum, remansisset, et sic petebant in defectu poni eumdem : Tandem, hiis auditis, pronunciatum fuit quod jam cessaverat dictum privilegium, et sic non erat dictus vicecomes per procuratorem audiendus agendo; et fuit positus in defectu.

VIII. Mortuo domino rege Ludovico, et comite Engolismensi similiter mortuo in partibus transmarinis, Petrus de Salicibus, miles, senescallus Petragoricensis, saisivit castrum Engolismense, pro secu-

ritate terre et pro defectu hominis, et recepit juramenta hominum civitatis Engolismensis : Conquerente itaque super hoc relicta dicti comitis, pro se et liberis suis, petenteque novitatem hujusmodi, per senescallum factam, revocari, cum nunquam alias neque Rex neque alius pro eo juramentum ibidem receperint seu habuerint, sicut dicebat, dominus Rex, habito consilio, in pleno parlamento juramentum hujusmodi revocavit, et voluit irritum esse ac nullum (127). PHILIPPE III, 1270.

IX. Preterea, ad instanciam dicte comitisse, precepit dominus Rex senescallo predicto quod, in comitatu ipsius, non teneret servientes suos residentes, nec cognicionem suam de suis subditis eidem comitisse impediret, nec de emendis, pro facto armorum aut quibuscumque aliis justiciis, in terra ipsius se intromitteret, nisi per resortum in defectum comitisse predicte.

X. Quando dominus Rex retraxit, et sibi per bursam retinuit castellaniam Perone de assensu Guillelmi de Longa-Valle, militis, qui eam prius emerat, dominus Rex dimisit ipsi Guillelmo quadraginta libratas terre ipsius castellanie, ad estimacionem precii pro quo residuum venditum fuerat; que quidem quadraginta librate terre honerate erant tribus modiis et dimidio bladi, debitis priori de Capiaco, honus ipsum penitus ignorantibus gentibus domini Regis et Guillelmo predicto. Quod bladum, cum a dicto priore peteretur ab ipso Guillelmo, respondit quod ad ipsius solucionem minime tenebatur, cum dicta terra sibi tradita fuisset, nulla mencione sibi facta de blado predicto, ballivo Viromandensi in contrarium dicente pro Rege, quod idem Guillelmus tenebatur ad solucionem dicti bladi, cum dicta terra sibi tradita fuisset honerata blado eodem : Porro, intellecto postmodum quod Rex nichil sciebat de honere hujusmodi, quando dictam terram ipsi Guillelmo dimisit, et quod in tradicione non fuit eidem appreciatum bladum predictum, determinatum fuit quod dominus Rex bladum ipsum solvere tenebatur prefato priori.

PHILIPPE III, 1270.

XI. Veniens ad dominum Regem Robertus Bertrandi, armiger, [dixit] domino Regi quod pacem factam inter ipsum et dominum Guillelmum Bertrandi, patruum suum, de consensu ductoris sui et amicorum suorum et cum auctoritate gencium domini Regis in pleno scacario ratam habebat et gratam, et eam tenere volebat, et sic dicti Robertus et Guillelmus concorditer de curia recesserunt.

XII. Cum dominus de Castro-Briencii condempnatus fuisset per curiam ad reddendum mille et quingentas libras pro dampnis datis in terra domini Mauricii de Bella-Villa hominibus ipsius Mauricii, dictusque Mauricius, qui pecuniam ipsam receperat, eam restituere nollet suis hominibus dampna passis, set sibi retinere vellet eamdem, sicut dicebatur, pronunciatum fuit et ballivo preceptum quod ipsum Mauricium compelleret ad reddendum dictam pecuniam suis hominibus dampna passis.

XIII. Conquerebantur homines ville Claromontensis in Belvacesino de preposito domini Regis ville ejusdem, super eo quod, secundum tenorem carte ipsorum et usum longevum super hoc habitum, noluerat eis in sua institucione facere juramentum, et ipsum petebant compelli ad dictum juramentum sibi prestandum. E contra dicebat ballivus quod super hoc non debebant audiri, cum non essent in possessione habendi hujus juramentum, presertim quia Radulphus, qui ultimo fuerat ibi prepositus, illud eis non fecerat juramentum, licet pluries super hoc requisitus. Ad quod dicti homines respondebant quod de hoc conquesti fuerant et per curiam sibi preceptum fuerat quod juramentum istud faceret eisdem: Tandem visa carta ipsorum, intellecto eciam quod usque ad tempus dicti Radulphi fuerant in saisina habendi dictum juramentum a prepositis qui pro tempore fuerant ante eum, pronunciatum fuit et dictum quod idem prepositus predictum eis faceret juramentum.

XIV. Adhuc vivente episcopo Kathalanensi, Conone, populares

Kathalanenses, contra dominos suos insurgentes, confederacionem fecerunt contra eos, deferentes quosdam baculos qui dicebantur bistornes, et multas injurias irrogantes. Idem vero episcopus, super hoc non valens adhibere remedium, supplicavit domino Regi quod consilium apponeret in hoc facto. Postmodum autem, satis cito mortuo dicto episcopo, et sede vacante, ballivus domini Regis, de mandato consilii domini Regis, tunc in partibus transmarinis agentis, cepit procedere contra malefactores hujusmodi, et ab hominibus Kathalanensibus levata fuerunt, nomine emende, pro facto predicto, decem millia librarum pro Rege. Quo facto, vicedominus Kathalanensis, accedens ad curiam, peciit terciam partem dicte emende sibi reddi, cum, in omnibus expletis et emendis que in civitate Kathalanensi eveniunt, ipse habeat terciam partem, et episcopus habeat duas partes, et de hoc sit homo ligius dicti episcopi, sicut dicebat, et bene se offerebat soluturum terciam partem sumptuum a gentibus domini Regis propter hoc factorum, si jus hoc dictaret, adiciens quod dictam emendam dominus Rex levaverat, racione episcopatus predicti, cujus regalia tenet in manu sua, quia si ibi esset episcopus, episcopus et non alius emendam hujusmodi habuisset. E contra dicebatur pro Rege quod non erat idem vicedominus super hoc audiendus, cum emendam hanc levasset et habuisset dominus Rex, tanquam Rex et dominus superior in defectum episcopi, et non tanquam custos episcopatus, quod vicedominus expresse negabat: Demum, auditis hinc inde propositis, cum dominus Rex emendam ipsam levasset, tanquam Rex et superior dominus, et non tanquam custos episcopatus, judicatum fuit quod non erat idem vicedominus super hoc audiendus. Philippe III, 1271.

XV. Cum major et pares Chambliaci peterent Johannem dou Kailleu, qui erat seu fuerat de sua communia, per curiam compelli ad solvendum partem ipsum contingentem de quodam debito in quo villa ipsa obligata erat, jam elapsi sunt decem et octo, vel decem et septem anni, cujus particeps fuerat, nec inde solverat partem suam, ad solvendum eciam partem ipsum contingentem de debito in quo dicta villa tenetur ad presens, cum ipse sit de sua

PHILIPPE III, 1271.

communia, nec exitum ville solvit per quod adhuc remanet burgensis eorum, dictus Johannes ad defensionem suam proposuit quod, de veteri debito, nichil tenebatur solvere, cum post in servicio domini Regis extra dictam villam fuerit per duodecim vel decem annos continue, custodiendo videlicet preposituram domini Regis apud Bellum-Montem bene et pacifice, absque eo quod super hoc aliquid pecierit ab eodem; de debito presenti similiter proposuit quod nichil solvere tenebatur de eo, cum ipse sit in servicio domini Regis, consergius domus sue de Vado, et in bona possessione libertatis non solvendi, propter que petebat super hoc imponi silencium majori et paribus antedictis: Tandem, auditis hinc inde propositis, considerato quod de veteri debito vix aut nunquam ei posset modo certa porcio assignari, cum tantum temporis lapsum sit, quodque tamdiu ipsum super hoc impetere tardaverant; attento eciam, quoad presens debitum, quod idem Johannes est in servicio domini Regis, et consergius domus sue de Vado, pronunciatum fuit quod de neutro corum solvendo tenebatur predictus Johannes, ob raciones predictas.

XVI. Audito recordo gentium domini Regis qui nunc est, super processu habito coram ipso, dum, vivente domino Rege, patre suo, teneret terram Gastinesii, inter Johannem Chapel, ex una parte, et relictam Guiberti Droconis, ex altera, determinatum fuit quod ipsa relicta solvat ipsi Johanni Chapel centum libras, secundum arbitrium Guillelmi de Machello, militis, inter ipsos prolatum.

XVII. Dominus Odo de Solliaco quasdam injurias et dampna intulit domino Guillelmo de Melsia, militi, et cum armis, propter que condempnatus fuit per curiam in quadam summa peccunie ipsi Guillelmo. Postmodum, dicto Odone agente in partibus Apulie, cum dictus Guillelmus requireret Bituricensem ballivum quod judicato suo gaudere faceret ipsum ad plenum, ballivus proposuit quod, cum pluribus creditoribus esset obligatus idem Odo ante-

quam condempnaretur ipsi Guillelmo in dicta peccunia, et adhuc sit, non poterat ei ad presens in toto satisfieri, set paratus erat ei facere super hoc de bonis dicti Odonis solvi, secundum quantitatem bonorum et numerum creditorum, quia creditores alii hoc petebant. Ad hoc respondebat dictus Guillelmus quod, cum restitucio dampnorum suorum sibi fuisset per curiam adjudicata, ipse, in solucione sua habenda, creditoribus ipsis preferri debebat: Demum, audita controversia hujusmodi, et hinc inde propositis intellectis, determinatum fuit quod idem Guillelmus erat, in hujusmodi recuperacione dampnorum suorum que sibi per curiam adjudicata fuerant, predictis creditoribus preferendus. Philippe III, 1271.

XVIII. Quidam malefactor deposuerat pecuniam in abbacia Frigidi-Montis, Cisterciensis ordinis; postmodum, propter delictum suum, fuit suspensus, et sic, dicta peccunia fuit commissa. Petebat eam uxor dicti malefactoris sibi reddi. Ad quod dicebatur pro Rege quod eam non debebat habere, cum esset commissa. Petebat eam ballivus pro Rege, eo quod inveniebatur deposita in dicta abbacia que est in custodia et districtu domini Regis. Dicebant eciam abbas et monachi dicti loci quod sua erat ipsa peccunia et sibi remanere debebat, cum nullius sit in bonis, et abbatia sit ex dono regio absoluta et immunis ab omni seculari potestate. Dicte mulieri fuit oppositum quod eam non debebat habere, cum esset commissa. Monachis vero fuit responsum quod eam non debebant habere cum ibidem non habeant justiciam temporalem: Pronunciatum itaque fuit quod peccunia ipsa erat in manu domini Regis ponenda, ut de ea reddenda jus fieret cuilibet jus reclamanti in ea, vel ut sibi remaneret, nisi per jus deberet alteri restitui.

XIX. Quoddam privilegium monasterii Compendiensis bulla aurea Karoli-Calvi, Francie regis, signatum, arrestatum fuerat tanquam de falsitate suspectum per curiam, eo quod fillo cui bulla ipsa appendebat poni poterat bulla, et de eo removeri: Postmodum, conside-

PHILIPPE III, 1271. rato quod hoc plus proveniebat ex antiquitate privilegii ipsius quam ex falsitate aliqua, precepit dominus Rex privilegium ipsum reddi abbati et conventui dicti loci (128).

XX. Homines cujusdam ville que dicitur Cuy, et est in Normannia, de ballivia Caleti, racione herbagii quod habent in bosco quodam domini Regis, ibidem tenentur reddere domino Regi avenam. Verum, cum boscus ipse venditus esset per gentes domini Regis, ipsique prohiberentur herbam ibi capere, propter copam bosci ejusdem, ne per hoc destrueretur boscus predictus, et nichilominus compellerentur homines ipsi avenam reddere sicut prius, conquesti fuerunt super hoc dicti homines, petentes quod, quamdiu per vendam hujusmodi cessarent a percepcione herbagii, non compellerentur avenam solvere memoratam: Quo audito preceptum fuit per curiam quod, cessante herbagio, cessarent homines ipsi avenam solvere memoratam, presertim cum dominus rex Ludovicus hoc idem alias precepisset.

XXI. Ad peticiones quas gentes comitis Campanie faciebant domino Rege[1] de dividenda castellania Meleduni et castellaniis suis de burgesia Sancti-Mennii Kathalanensis et aliis, responsum fuit, ex parte domini Regis, quod ecclesie, nobiles et milites qui, infra fines quorum petebatur divisio, habent terras et justicias, vocarentur, et ab ipsis ecclesiis sciretur a quo advocarent se tenere, a domino Rege scilicet, vel a comite Campanie; sciretur eciam a militibus et aliis nobilibus a quo ipsorum tenent similiter feoda sua, et a quo stipite feoda hujusmodi a principio exierunt, et hii qui a domino Rege tenebunt, ei remanebunt, et qui a dicto comite, ipsi comiti remanebunt similiter.

XXII. Dominus rex Ludovicus tradiderat custodiam turris sue Laudunensis Petro de Moncello, civi Laudunensi, quamdiu sibi

[1] Lises *Regi*.

placeret, et per hoc volebat idem Petrus esse quittus de tallia ville Laudunensis quam antea, pro rata sua, sicut et burgenses alii, persolvebat : Conquerentibus itaque super hoc majore et paribus Laudunensibus, voluit dominus Rex, qui nunc est, quod dictus Petrus remaneret in custodia turris, si talliam suam sponte vellet solvere, sicut ante, si vero solvere noluerit, quod dicta custodia sibi amoveatur. PHILIPPE III, 1271.

XXIII. Petente vicecomitissa Lemovicensi quod dominus Rex castrum Bruzaci dirui faceret, eo quod rex Anglie erat in defectu faciendi de castro eodem quod per curiam sibi mandatum fuerat pluries et preceptum, responsum fuit ipsi vicecomitisse, per curiam, quod scribetur regi Anglie iterato quod de castro ipso faciat, infra proximum festum sancti Remigii, quod super hoc fuit alias sibi mandatum.

XXIV. Plures cives Caturcenses quemdam alium civem Caturcensem, dum, de mandato senescalli Petragoricensis, una cum ipso senescallo, levande tallie pro dono domini Regis facte, insisteret, una cum quibusdam suis liberis occiderunt, propter quod fuerunt bona eorum commissa. Cum itaque episcopus Caturcensis peteret incurrimenta seu forisfacturas hujusmodi que dominus Rex ad manum suam saisiverat, sibi reddi, cum ad ipsum spectarent, sicut dicebat, tanquam ad dominum civitatis Caturci, et ex adverso diceretur, pro domino Rege, quod, cum injuria facta esset ei occidendo eum qui suo servicio insistebat, ad ipsum et non ad dictum episcopum pertinebant: Tandem dictum fuit, deliberato consilio, quod dicta incurrimenta esse debebant episcopi, et ad eum spectabant, nisi dictus episcopus maleficii ejusdem in aliquo sit reus. De eo vero quod petebat senescallum Petragoricensem prohiberi ne, pro domino Rege, apud Caturcum, teneret assisias, ei fuit responsum quod, cum dominus Rex sit in saisina, per senescallos suos, hoc faciendi, ibi tenebit senescallus assisiam, sicut solet.

PHILIPPE III, 1271.

XXV. Mota questione in curia ista inter regem Anglie, ex una parte, et vicecomitem de Frençac, ex altera, super castris, villis et aliis de quibus dicebat idem vicecomes se per dictum regem Anglie indebite spoliatum, procurator dicti Regis peciit curiam pro ipso Rege de dicto vicecomite, cum ea que petebat dictus vicecomes essent infra fines Vasconie, sicut idem procurator dicebat. Ad quod respondebat dictus vicecomes quod ad curiam ipsius Regis non debebat remitti, cum nichil teneret de ipso, et ea que petebantur essent de feodo comitis Petragoricensis, et ea teneret a domino rege Francie comes predictus : Demum, partibus super curia ipsa mittenda vel retinenda, jus sibi dici petentibus, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod, cum dictus vicecomes nichil teneat ab ipso rege Anglie, nec comes eciam a quo ipse asserit se tenere, ipsi regi Anglie non debebat reddi curia de eodem, set hic remaneret.

XXVI. Dominus de Ferreriis habuerat licenciam a domino Rege vendendi tria millia libratarum bosci sui, salvo tercio domini Regis, ipse vero computatis centum libris datis sue uxori de venda hujusmodi pro uno peplo, et computatis ducentis libris pro cotagio; item deducta decima que de dicto bosco debetur, vendidit pro ipsis tria millia libratarum fere usque ad quatuor millia et septem libratas. Alias eciam, cum habuisset licenciam similiter vendendi duo millia libratarum bosci sui, eodem modo vendidit, et ultra summam sibi concessam, sicut hoc dicebat dominus Julianus, ballivus Rothomagensis, pro Rege, et dicebat quod hujusmodi decima, que non est decima debita jure divino, set honus quoddam a dominis impositum, et cotagium eciam sunt honera bosci, et super duabus partibus militis percipi debent, ita quod dominus Rex tercium suum integrum debet habere; petens idem Julianus pro domino Rege, quod ea que dictus dominus de Ferreriis, ultra summas sibi concessas, et taliter de summa deduxerat, integre redderet domino Regi; et de hoc offerebat se paratum fidem facere, si esset necesse. Ad hoc respondebat dictus dominus Julianus quod non vendiderat tantum

quantum dicebat dominus Julianus[1]; de decima vero, cotagio et aliis, bene dicebat quod de summa vende fuerant deducta, quia sic usitatum fuerat in aliis vendis boscorum suorum, et quod bene sibi licebat, domino Juliano e contra dicente quod tale peplum in vendis hujusmodi non debebat apponi, cum in fraudem et diminucionem regii juris redundet : Tandem, auditis hinc inde propositis, dictum fuit quod, facto bono compoto et legali cum eo, ipse dominus reddat domino Regi quicquid vendidit ultra summas sibi concessas. PHILIPPE III, 1271.

XXVII. Quia inventum fuit per inquestam quod dominus Jocelinus de Castro-Novo bannitum domini Regis in terra sua receptaverat, voluit dominus Rex et sibi precepit quod hoc sibi emendaret, quod et fecit; et fuit emenda hujusmodi taxata ad quingentas libras Turonenses, set precepit dominus Rex quod nichil levaretur de ea, nisi de suo speciali mandato.

XXVIII. Visis quibusdam litteris patentibus, sigillo domini Ferraudi de Bruecuria, militis, sigillatis, petebantur ab eo quinque millia librarum Turonensium pro domino Rege de arreragiis cujusdam terre nepotis sui, quam ipse Ferraudus tenuerat, que quidem terra debuisset in garda domini Regis fuisse, sicut dicebatur contra eumdem. Ipse vero defensiones suas in contrarium proponebat, per quas dicebat ad solvendam ipsam peccuniam minime se teneri : Demum, auditis hiis que pro domino Rege proponebantur et defensionibus dicti Ferraudi, absolutus fuit super hoc idem Ferraudus et pronunciatum fuit quod dicta quinque millia librarum solvere minime tenebatur.

XXIX. In facto garde Sancti-Remigii Remensis de qua in curia ista inter archiepiscopum Remensem, Johannem, ex una parte, et abbatem ac conventum Sancti-Remigii predicti, ex altera, questio vertebatur, pronunciatum fuit, contra dictum archiepiscopum, visa

[1] Lisez *de Ferreriis*.

PHILIPPE III, 1271. quadam patenti littera domini regis Ludovici, super tradicione dicte garde confecta, quod de facto garde hujus erat idem archiepiscopus et esse debebat in statu in quo erat archiepiscopus Thomas, predecessor suus, antequam in causa hujus in curia ista fecisset defectum, et in eodem statu et puncto resumi debebat causa hujusmodi et tractari (129).

XXX. Senescallus Petragoricensis, pro domino Rege, trahebat coram se in causam, consules et homines ville Gordonii, super eo quod confederacionem inter se fecerant, ut dicebat, quam domino Regi emendari petebat. Appellantibus itaque dictis consulibus et hominibus ad dominum Regem contra dictum senescallum, et eisdem inter se super hoc discertantibus, procurator regis Anglie peciit dictos consules et homines ad curiam regis Anglie remitti, cum sint de suo dominio, et dominus Gordonii ab ipso Rege quicquid habet apud Gordonium teneat, sicut dicebat. Ex adverso respondebat dictus senescallus quod super hoc non debebat idem procurator audiri, cum dominus Rex, tanquam superior ibidem et alibi, per totam senescalliam habeat cognicionem fraccionis pacis, et confederacio fraccioni pacis equiparetur, et sic colligacionis cognicio, sicut et fraccionis pacis spectet ad Regem, cum eciam Girbertus de Teminis qui, pro medietate, dominus est ville Gordonii et pro indiviso quicquid ibi habet, teneat a domino Rege, et nichil a rege Anglie, quod dictus Girbertus presens in curia cognoscebat : Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, secundum proposita, remaneret domino Regi curia, nec regi Anglie redderetur (130).

XXXI. Facta super hoc recordacione curie quam partes petebant, pronunciatum fuit inter procuratorem regis Anglie et procuratorem ecclesie Aniciensis quod soli testes ipsius Regis alias producti coram Agenensi episcopo, auditore dato per curiam inter eos, vel coram eo adjornati, ad ferendum testimonium soli et non alii in dicta causa recipiantur per eum.

XXXII. Conquerentibus scambioribus, aurifabris, drapariis, tabernariis et pluribus aliis civibus Parisiensibus de preposito Parisiensi quod eorum vadia ceperat, respondit idem prepositus predictus dicta vadia se cepisse eo quod guettare nolebant per villam Parisiensem, sicut et viginti unum ministeria ville Parisiensis, ad suum mandatum; licet, mota super hoc alias questione coram domino rege Ludovico inter eos et Parisiensem prepositum, qui tunc erat, determinatum et pronunciatum fuisset contra ipsos quod, et presente preposito et absente, guettare tenebantur, sicut et dicta alia ministeria, ad mandatum ipsius prepositi, sicut dicebat, et de hoc recordacionem curie instanter petebat (131). Ex adverso petebant ipsi cives sua vadia sibi reddi, negantes ita pronunciatum fuisse sicut prepositus asserebat, dicentesque se nunquam guettasse Parisius, nisi preposito Parisiensi presente cum eis : Tandem, auditis hinc inde propositis, recordata est curia pronunciatum fuisse alias, in parlamento videlicet Sancti-Martini hiemalis, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo octavo (132), contra cives predictos, quod ipsi, ad mandatum prepositi Parisiensis, ipso presente vel absente, sicut dicta ministeria alia, tenebantur guettare; idque fuit contra eosdem determinatum, presertim cum guetus hujusmodi ad communem utilitatem totius ville Parisiensis pertineat et ipsorum. PHILIPPE III, 1271.

XXXIII. Tradita villa Corbolii domine Regine pro dotalicio suo, ballivus ipsius domine Regine impedivit priori et fratribus Sancti-Guynaili justiciam camerariorum et mercatorum qui sunt in terra eorum, infra barras Corbolii existente, dicens justiciam hujusmodi ad dominam Reginam, racione sui dotalicii, pertinere, et non ad priorem predictum; priore et fratribus e contra dicentibus se esse et diu fuisse in saisina ipsius justicie, quodque per judicium curie, tempore regis Ludovici, sibi tradita fuerat saisina justicie antedicte, et de hoc recordacionem curie petebant : Facto itaque super hoc recordo curie, pronunciatum fuit ipsos, per inquestam inde factam, probasse se usos fuisse justicia camerariorum et mercatorum terre

PHILIPPE III. 1271. sue, infra barras castri Corbolii existentis, et quod a prepositis Corbolii curiam suam aliquociens rehabuerant de dictis mercatoribus et camerariis, quando ab ipsis prepositis citabantur, et sic, visa eciam carta eorum in parlamento Penthecostes, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo (133), eis fuerat adjudicata saisina. Quo facto precepit curia quod in saisina sua de dicta justicia remanerent.

JUDICIA

ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXI.

I. Per recordationem curie, inter dominum Cociaci, ex una parte, et homines Sancti-Johannis Laudunensis de Avoeria, ex altera, super hoc factam, inventum est quod idem dominus Cociaci consensit quod, durante causa super facto corveiarum quas petit ab ipsis hominibus, in hac curia, inter eos, contentus esset tribus corveiis super quemlibet eorumdèm; et sic fiet.

II. Burgensis Tornacensis qui extraxit filium suum de domo Vallis-Viridis, Parisius, violenter, et fratribus ejusdem loci graves injurias irrogavit, licet dictum esset per curiam quod propter hoc, nomine emende, domino Regi solveret mille libras, quittus est de emenda hujusmodi pro quingentis libris Turonensibus, et alius burgensis Tornacensis, qui ad hoc cum eo interfuit, super hoc liberatus fuit per curiam, quia nichil inventus est deliquisse.

III. Homines de Recuil, servi domini Regis, a domino Rege manumissi fuerunt. Post tempus vero manumissionis hujusmodi, cum bladum et avena, que domino Regi debebant et solvebant ante

tempus manumissionis ipsius, peterentur ab eis, presertim cum solum a servitute liberati fuissent, dictum eciam bladum et avenam, ante ipsam manumissionem et post, solvissent, sicut ballivus dicebat pro Rege, responderunt ipsi homines quod ad solucionem ipsius bladi et avene minime tenebantur, cum a domino Rege manumissi, et per hoc de omnibus in quibus sibi tenebantur liberati fuissent, sicut dicebant : Tandem, visa carta super eorum manumissione confecta, cum solum a servitute liberati fuerint, determinatum fuit quod ad solucionem dicti bladi et avene, non obstante manumissione hujus, tenebantur. PHILIPPE III, 1271.

IV. Cum peteret vicedominus Kathalanensis quod dominus Rex, loco episcopi Kathalanensis, cum regalia ejusdem episcopatus teneat, sede vacante, a civibus Kathalanensibus, pro facto bicornarum, suam, non tanquam Rex quam jam habuerat, set tanquam custos episcopatus, levaret emendam, ita quod idem vicedominus qui in omnibus expletis ipsius episcopatus per episcopum factis, per manum episcopi terciam partem percipit jure suo, terciam partem inde posset habere sicut haberet tempore episcopi, si episcopus ibi esset : Habito consilio, responsum fuit sibi per curiam quod non audiretur super hoc, sede vacante, set, creato episcopo, super hoc peteret contra eumdem quod vellet.

V. Orta questione inter dominum Honecurie, ex una parte, et abbatem et conventum dicti loci, ex altera, super garda dicti monasterii, cum idem dominus diceret se esse in saisina garde dicti monasterii, monachis e contra dicentibus dominum Regem esse in saisina garde predicte, cum jam in causa hujusmodi processum fuisset usque adeo quod de usu domini Regis ac ipsius domini super hoc debebat inquiri, mortua uxore ipsius domini que dicte terre heres erat et heredibus ipsius, infra etatem legitimam existentibus, monachi noluerunt procedere cum domino antedicto, cum, judicio ordinato, tam super possessione quam proprietate dicte garde egisset,

PHILIPPE III, 1271.

sicut dicebant, idem dominus contra eos. E contra dicebat dominus quod procedere tenebantur, quod ipse non litigasset cum eis judicio ordinario, set solum domini Regis officium implorando, et jam vivente sua uxore usque ad inquestam fuisset processum in causa hujusmodi, eciam de consensu monachorum ipsorum : Tandem, monachis hoc negantibus, partibusque petentibus recordum curie utrum judicio ordinario fuisset super hoc inter eos processum necne, habito super hoc recordo curie, prolatum fuit quod in causa ista adjornati fuerant directe ipsi abbas et conventus contra dictum dominum, et diem consilii, diem ostensionis habuerant in causa ista, et quod judicio ordinario processerat idem dominus contra eos, propter quod non tenebantur dicti abbas et conventus in causa ista ulterius procedere usque ad liberorum etatem.

VI. Conquerentibus abbate et conventu Vallis-Serene de forestariis Resti quod usagium suum pro granchia sua de Pymeles in foresta Resti indebite impediebant eisdem, licet per inquestam, tempore regis Philippi factam, et suo sigillatam sigillo, habeant, ad omnia necessaria sua, suum usagium ad omnia loca sua in dicta foresta; et licet, per judicium hujus curie, pro dicta grangia de Pymeles deliberatum sibi fuerit alias usagium suum in dicta foresta, tempore domini regis Ludovici qui ultimo decessit, propter quod petebant dictum impedimentum sibi amoveri, ita quod usagio predicto pacifice possent gaudere, respondere dicti forestarii ipsos abbatem et conventum super hoc minime debere audiri, cum dicta granchia non enumeretur inter loca alia contenta in predicta inquesta, et, quod per judicium in hoc casu alias obtinuerint, negabant expresse : Tandem, visa dicta inquesta que non faciebat contra eos, sicut dicebatur, cum sit citra fluvium Hesne, habito eciam per recordum curie quod alias sibi deliberatum fuit dictum usagium ad opus ipsius granchie de Pymelles, per curiam pronunciatum fuit quod ad opus ejusdem granchie de Pymelles, haberent usagium antedictum.

VII. Concesso a domino Rege pavagio majori et juratis Silvanectensibus, ipsi satagebant levare pavagium de quadrigis et vecturis aliis deferentibus bladum, vinum et res alias proprias canonicorum et clericorum Silvanectensium, que quidem quadrige et vecture non sunt proprie canonicorum et clericorum ipsorum. Conquerentibus itaque super hoc canonicis et clericis dicte ville, dicentibusque se minime ad hoc teneri, dictis majore et juratis e contra dicentibus ad hoc eos debere teneri, cum, racione personarum vel propriarum rerum suarum [non] exigant, set solum pro vecturis locatis, vel accomodatis eisdem, presertim cum de quadriga vacua pavagium levare consueverint, ut dicebant : Tandem, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, de vectura locata et accomodata ipsis clericis et canonicis, pavagium levare poterant major et jurati predicti. PHILIPPE III, 1271.

VIII. Petentibus majore et juratis Silvanectensibus quod tres burgenses sui, quos ballivus Silvanectensis captos tenebat, sibi redderentur, cum habeant in dicta villa, per cartam regiam, omnes justicias et forisfactorum emendas, exceptis raptu, multro et homicidio, domino Regi retentis, nec sint in defectu jus faciendi de eis, ballivoque respondente e contrario quod non debebant audiri, cum capti tenerentur ipsi tres burgenses, eo quod in festo Nativitatis Beate-Marie, in ecclesia Silvanectensi bis et in claustro ejusdem loci semel vel bis quamdam domicellam, que causa devocionis ibi venerat, ceperant violenter, eam, sicut dicebatur, cognoscere et polluere cupientes, nec de hoc per dictos majorem et juratos, qui hoc bene sciverunt, in aliquo fuere puniti : Demum, auditis hiis et aliis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, de facto hujusmodi, ad dominum Regem et non ad ipsos justicia pertinebat, nec redderentur majori et juratis eisdem, presertim cum hoc quasi raptum tangere videretur.

IX. Super justicia nove dissaisine quam ballivus Silvanectensis impediebat majori et juratis Silvanectensibus, dicens quod non ad eos

PHILIPPE III, 1271. set ad dominum Regem hec justicia pertinebat, ipsis e contra dicentibus quod pertinebat ad eos, impositum fuit silencium ipsi ballivo, cum justicia hujusmodi pertineat ad majorem et juratos predictos.

X. Cum prepositi et jurati Tornacenses fregissent cum armis quamdam domum episcopi Tornacensis, sitam extra Tornacum, et quemdam prisionem ipsius episcopi compedibus ligatum de domo ipsa violenter extraxissent, licet ipse sit in saisina justicie ibidem, sicut dicebat, et ipsi prepositi et jurati extraccionem hujusmodi confiterentur, utendo tamen jure suo hoc fecerant, cum sint in saisina justiciandi dictum locum, sicut dicebant, et se probaturos offerebant, quod expresse negabat episcopus, dicens se esse in saisina justicie dicti loci : Conquerente super hoc episcopo, et locum suum resaisiri et hoc sibi emendari petente, pronunciatum fuit et preceptum quod de dicto prisione resaisiretur dictus locus episcopi per prepositos et juratos predictos, salvo sibi jure suo super hoc, si contra dictum episcopum velint super hoc experiri.

XI. Audita apprisia ballivi Silvanectensis super hoc de mandato curie facta, deliberata fuit abbati Pharonis Meldensis saisina justicie in manerio suo de Rovres et in porprisio ejusdem manerii. Extra manerium tamen ipsum et ejus porprisium, et per totam villam ipsam, remanet domino Regi justicia.

XII. Conquerente priore Fresnaii in Belvacosino de ballivo Silvanectensi quod justiciam suam ville Fresnaii sibi impediebat et perturbabat, ballivo e contra dicente quod dominus Rex erat in saisina justicie dicti loci, quod prior negabat : Tandem, auditis hiis que dictus ballivus super hoc proposuit, deliberata fuit ipsi priori justicia latronis, de qua solum tunc agebatur, et super hoc fuit silencium impositum ipsi ballivo

XIII. Visa carta regis Philipi confecta de non recipiendis propriis

hominibus domini Solliaci in villis domini Regis, et, si recepti fuerint, sibi reddendis sub certa condicione in ipsa carta apposita, et sine duello, cum conquereretur Johannes, dominus Solliaci, quod, contra tenorem carte ipsius, sui homines per gentes domini Regis retinebantur apud Lorriacum, apud Castrum-Novum, et alibi in villis domini Regis, nec eos reddere volebant sibi, super hoc requisiti, eosque peteret sibi reddi, et ne taliter reciperentur ibi de cetero inhiberi, dominus Rex cartam ipsam teneri precepit, inhibens de cetero ne in villis suis taliter reciperentur de cetero homines domini Solliaci supradicti. PHILIPPE III, 1271.

XIV. Petente domino Puisati quod mercatum seu forum quod gentes domini Regis fecerant et statuerant, die dominica, apud Yenvillam de novo, in prejudicium ipsius et detrimentum non modicum mercati sui quod habet apud Puisatum, sicut dicebat, revocaretur et adnullaretur, ballivo e contra dicente, pro Rege, quod idem dominus super hoc non debebat audiri, cum non esset adeo novum, sicut dicebat, cumque domino Regi bene liceat, in villa sua, facere mercatum quocumque die voluerit : Demum, auditis hinc inde propositis, responsum fuit dicto domino Puisati quod, cum domino Regi, de jure suo, liceat in villa sua, quocumque die voluerit, mercatum facere, ipse dominus non erat super hoc audiendus, et super hoc fuit ei silencium impositum.

XV. Facta peticione pro domino Rege contra capitulum Sancti-Laudi Andegavensis, videlicet de ducentis libris quas, racione ecclesie sue, receperant indebite, sicut dicebatur, tanquam sibi debitas a domino rege Ludovico, patre istius, licet jam easdem alias habuissent : Audita relacione Gaufridi de Vileta, militis, qui ab ipso rege Ludovico missus fuerat Andegavum ad inquirendum de dampnis datis ipsi ecclesie, racione quorum dicte ducente libre dicebantur deberi, dominus Rex, suam peticionem dimittens, ipsum capitulum super peticione hujus dimisit in pace.

PHILIPPE III, 1271.

XVI. Cum ad hanc curiam appellatum fuisset a quodam super pravo judicio contra ipsum a majore et scabinis Ambianensibus lato, sicut dicebat, ipsique major et scabini, propter hoc per curiam adjornati, composuissent cum adversario suo, salvo jure domini Regis, factaque ipsa composicione, hoc domino Regi emendassent, taxata fuit per curiam hec emenda ad quingentas libras Turonenses.

XVII. Habito consilio, dominus Rex recepit in hominem comitissam Leycestrem, relictam Symonis de Monte-Forti, de medietate terre quam dominus Rex dederat ipsi Symoni apud Remyacum, tanquam de jure suo (134).

XVIII. Petente comite Sacro-Cesaris quod per ballivum Bituricensem justiciaretur solum, vel Bituris vel apud Albigniacum, asserens se valde gravatum eo quod justiciabatur in duobus locis predictis, responsum fuit ei per curiam quod, in hiis que tangunt homines Albigniaci, justiciaretur apud Albigniacum, et de hiis que tangunt alios, justiciaretur Bituris, prout fuit per curiam alias ordinatum.

XIX. Quia uxor domini Mauricii de Bella-Villa, filia primogenita comitis et comitisse Marchie, maritata fuit per patrem et matrem suos et de terra patris sui in maritagio suo aliquam habuit porcionem, sicut et ipsa confessa fuit in jure, licet de terra matris sue nichil habuerit, judicatum fuit quod, secundum consuetudinem Francie, ipsa domina non debebat admitti, tanquam primogenita, ad homagium domini Regis, sicut petebat, de descensu matris sue predicte, set comitissa relicta comitis Engolismensis que, ne reciperetur predicta domina, se opponebat pro liberis suis quorum ballum habebat, quibus quidem liberis dominus Guido de Marchia, junior, eorum patruus, cesserat jus quod in ipsa primogenitura habebat, pro ballo liberorum suorum, fuit per judicium de predicto descensu ad homagium domini Regis admissa.

XX. Cùm Aymo Rabustin, miles, assereret quadringentas libras Turonenses sibi adjudicatas fuisse per curiam contra homines ville Cluniaci pro injuria quam ei fecerant apud Cluniacum, presente serviente domini Regis qui conducebat eumdem, easque peteret sibi reddi, et abbas Cluniacensis e contrario quod ducente libre Turonenses solum adjudicate fuerant propter hoc militi supradicto : Tandem, petito super hoc recordo curie, recordata est curia quod ducente libre Turonenses solum adjudicate fuerunt propter hoc dicto militi, et alie ducente libre Turonenses domino Regi pro emenda sua. PHILIPPE III. 1271.

XXI. Cum decanus et capitulum Lugdunenses emendassent ballivo Masticonensi, pro domino Rege, prout retulit idem ballivus, injuriam quam fecerant Petro Chevrier, servienti domini Regis, et civi Lugdunensi, capiendo dictum Petrum, ac dura et turpia verba ei dicendo ac domino Regi, eciam arrestando, quamdam navem honeratam hernesio domini Regis quam idem Petrus ducebat, petente dicto ballivo emendam ipsam taxari, taxata fuit per curiam emenda ipsa ad quingentas libras Parisienses.

XXII. Petentibus abbate et conventu Sancti-Mariani Altisiodorensis quod impedimentum factum a servientibus domini Regis sibi et archiepiscopo Senonensi, qui ex concessione ipsorum domum eorum que dicitur Vallis-Profunda, tenet ad vitam suam, super eo videlicet quod eos non permittunt chaciare in ducentis quadraginta arpentis bosci sibi datis in escambium a rege Philipo loco juris seu usagii quod ipsi reclamabant in foresta Othe, ad cuniculum solummodo, sibi amoveretur, ita quod chacia sua ad cuniculum, pro domo sua predicta, possent gaudere, pr fatis servientibus dicentibus e contrario quod super hoc non debebant audiri, cum dominus Rex habeat in predicto bosco garennam suam, nec alius ibi chaciare consueverit, sicut dicebant : Tandem, intellecto quod saisina dicte chacie alias fuit ipsis abbati et conventui deliberata per curiam, pro domo predicta, visa eciam carta regia super dicto escambio confecta, pronun-

PHILIPPE III, 1271. ciatum fuit quod canonici Sancti-Mariani, manentes in dicta domo, in dicto bosco suo chacient ad cuniculum, sicut solent; de archiepiscopo tamen fuit expresse pronunciatum quod nullatenus chaciare permittatur ibidem.

XXIII. De Gaufrido dicto Buticulario, armigero, determinatum est quod usagium suum quod habet per totam forestam Lagii et per manum suam, per totam forestam et per manum suam percipiat, sicut solet, non obstante forestarii opposicione qui dicebat quod dictus Gaufridus debebat usagium hujusmodi percipere in certa parte ipsius foreste, et per liberacionem servientis et non per totam forestam suam ac per manum suam.

XXIV. In consimili casu, simile determinatum est pro abbate et conventu Curie-Dei qui de usagio suo habent cartam que visa fuit, excepto tamen nemore de Rootceio, et exceptis nemoribus que rex Philippus acquisivit in foresta eadem, que bene excipiuntur per cartam predictam.

XXV. Cum decanus et capitulum Nivernenses emissent aliqua que dicebant esse de feodo suo, et gentes comitisse Nivernensis ea saisivissent, eo quod essent quoddam allodium situm in comitatu Nivernensi in quo ipsa comitissa habet justiciam et resortum, et sibi posset committi propter que nolebant ea teneri in manumortua, sicut dicebant, et de hoc, in curia ista, inter ipsos decanum et capitulum ac comitissam predictam questio verteretur, petentibus ipsis decano et capitulo fructus et exitus hujusmodi acquisitorum ab eis qui super eos capti fuerunt, et ad instanciam partis alterius in manu domini Regis capti, durante causa, sibi deliberari et reddi, cum hec dicerent esse de feodo suo et allodium esse negarent : Tandem, auditis hinc inde propositis, cum ipsi fructus et exitus capti fuissent super decanum et capitulum memoratos, determinatum fuit quod, durante causa, ipsis decano et capitulo ipsorum proventuum percep-

torum et percipiendorum de rebus predictis taliter acquisitis, redderetur saisina. PHILIPPE III, 1271.

XXVI. Conquerentibus majoribus et hominibus Brueriarum et Grispiaci in Laudunesio quod indebite compellebantur ire ad appellaciones Laudunenses (135), licet non tenerentur propter hoc ibi ire, sicut dicebant, cum, per cartam regiam, super hoc essent tuti, ballivo dicente e contrario, pro domino Rege, quod ipsi non erant super hoc audiendi, cum ipsi, sicut et alii de terra ipsa, semper consueverint ire ad appellaciones Laudunenses : Tandem, quia ipsi cognoverunt se, sicut et alios de terra ipsa, ad appellaciones Laudunenses hactenus ivisse, set hoc erat de voluntate eorum, propter quod non prejudicabat eisdem, sicut dicebant, pronunciatum fuit quod ad dictas appellaciones ire tenebantur, sicut hactenus fuerat usitatum.

XXVII. Petebant major et jurati Corbienses quamdam composicionem factam inter ipsos et monasterium Corbiense super licencia scilicet, et potestate banniendi in villa Corbiensi per domini Regis officium revocari, cum, per hoc, apud Corbeiam, sicut dicebant, jus regium enormiter lesum [erat.] E contra proponebant abbas et conventus dicti loci quod dicti major et jurati super hoc non debebant audiri, cum ipsi composicionem hujusmodi, presentibus et mediantibus magistro Galtero de Chambliaco, clerico domini Regis, et ballivo Viromandensi, per curiam ibi missis, scienter et consilio deliberato fecissent, et fuisset sigillis parcium concorditer sigillata : Tandem, intellecto per dictos Galterum et ballivum ita fuisse, sicut proponebant abbas et conventus predicti, visa eciam diligenter littera inde confecta per quam similiter constitit ita esse, pronunciatum fuit quod, secundum proposita, dominus Rex non revocaret composicionem predictam.

XXVIII. Inventa, per apprisiam inde de mandato domini Regis factam, longua et pacifica saisina hominum de Bosco-Regis, de Sa-

PHILIPPE III, 1271.

mesio et de Bieria habendi usagium suum subscriptum, videlicet percipiendi brueriam, fulgeriam et folium quod cecidit de arboribus, pasnagium ad tres denarios pro porco, pasturam ad animalia sua in vallibus, secandi herbam a festo Sancti-Johannis usque ad assumpcionem Beate Marie Virginis, in defensis eciam foreste, extra talleiciam tamen, in quibus non possunt hoc facere usque post decenniuni, percipiendi eciam branchas siccas cum crocco ligneo sine ferro, pronunciatum fuit quod in saisina sua remanerent, solvendo inde redibencias consuetas.

XXIX. Cum homines de Reclousis, de Gressio, de Moreto, de Veneiis et de Borron et quorumdam aliorum locorum, de ramagio Bierie a longo tempore consuevissent habere usagium, videlicet percipiendi et habendi in dicta foresta brueriam, fulgeriam, folium quod cecidit de arboribus et quedam alia, prout confitebantur forestarii, ejectique fuissent, ex parte domini Regis, de saisina hujusmodi, eo quod, cum ipsi possent hujusmodi usagium dimittere, et post ad illud redire quociens sibi placebat, in opcione domini Regis erat similiter eis auferendi dictum usagium cum sibi placeret, prout dicebatur pro ipso : Tandem, hominibus ipsis supplicantibus quod dicti usagii sui sibi restitueretur saisina, placuit domino Regi quod dicti homines remanerent in usagio suo, sicut huc usque fuerant, reddendo inde solitas redibencias quamdiu sibi placeret, ita tamen quod de cetero non intrent dictam forestam ad habendum dictum usagium per totum mensem aprilis, mai et julii, et per quindecim dies vel tres septimanas mensis junii.

XXX. Orta questione inter Bituricensem et Masticonensem balli-vos super metis et terminis balliviarum suarum, quia alter justiciabat infra fines ballivie alterius, prout dicebant, concordatum fuit et preceptum per curiam quod a parte Burgundie justiciet de cetero ballivus Bituricensis usque ad flumen quod vocatur Arrou, et currit subtus villam Eduensem, et descendit in Ligerim; ballivus vero

Masticonensis justiciet ultra fluvium predictum quod vocatur Arrou et non citra; a parte quidem Alvernie, justiciet ballivus Bituricensis ea que sunt in episcopatu Alvernie et non ultra, et ballivus Masticonensis comitatum Forisiensem justiciet et non citra. PHILIPPE III, 1271.

XXXI. Audita apprisia ballivi Silvanectensis, videlicet Garini Rosselli, super hoc facta de mandato domini Regis, quia inventus est usus abbatis Sancti-Luciani Belvacensis, deliberata fuit per curiam ipsi abbati saisina justicie raptus in villa sua de Warluis, quam quidem justiciam sibi antea impedierat dictus ballivus.

XXXII. Cum Richardus de Milliaco, miles, dedisset Johanne, filie sue, pro maritagio suo, quicquid habebat apud Sanctum-Leodegarium, et omnes ejus pertinencias quas emerat a Guillelmo de Monte et centum solidos annui redditus in molendino de Becherel, salvo jure capitalium dominorum, et super hoc suas patentes litteras dedisset eidem, ipsoque Richardo mortuo, Simon de Trembleio, ejus filius, et frater dicte Johanne, occupasset premissa, dicta Johanna super hoc conquerente, premissaque sibi deliberari petente, respondit idem Symon quod super hoc non debebat audiri dicta Johanna, cum rerum hujusmodi sibi datarum nunquam habuisset saisinam infra annum et diem, a tempore donationis ejusdem, et sic erat vacua dicta littera, propter quod ipsa, secundum terre consuetudinem, hec petere non poterat, ut dicebat. Ad hec proponebat dicta Johanna quod istud minime sibi nocebat, cum ipsa infra annum et diem, a tempore donacionis ipsius, premissa sibi data adire nequiverit, eo quod toto eo tempore dictum patrem suum donatorem custodiebat in Normannie partibus in langore, quem custodire tanquam filia tenebatur: Demum, partibus, secundum proposita, jus sibi fieri petentibus, auditis que partes proponere voluerunt, cognitisque a dicto Symone prefatis litteris patris sui, et quod dicta Johanna erat soror sua, judicatum fuit quod, non obstantibus a dicto Symone propositis, ipse predictas res ipsi Johanne datas sibi restituere tenebatur.

PHILIPPE III, 1271.

XXXIII. In causa quam abbas et conventus Burgi-Dolensis movebant domino Castri-Radulphi, habuerat idem dominus diem consilii et diem ostensionis. Verum, domino ipso postmodum mortuo in partibus Tunicii, Guillelmus, filius et heres dicti domini, adjornatus contra ipsos abbatem et conventum, secundum omnia erramenta proposuit quod, cum de mortuo homine mortuum dicatur placitum, per mortem patris sui, debebant cadere erramenta omnia habita cum patre suo in causa predicta, presertim cum idem pater suus nunquam respondisset ad peticiones eorum, et sic cum nulla essent erramenta, nullaque per consequens citacio, respondere seu procedere minime tenebatur. Ad hec responsum fuit, pro abbate et conventu predictis, quod idem Guillelmus in ipsa causa procedere, et ipsam in statu in quo pater eam dimiserat, [resumere] tenebatur, secundum consuetudinem hujus curie, non obstantibus propositis ab eodem : Partibus itaque super hoc jus petentibus, auditis plenius ecclesia hinc inde propositis, intellecto eciam quod, in casu consimili, pro [conventu] Sancti-Martini factum fuit in hac curia judicium contra regem Navarre, judicatum fuit quod dictus Guillelmus causam resumere tenebatur in statu in quo erat tempore mortis patris sui, nec debebant cadere erramenta habita cum patre ipsius.

XXXIV. Episcopus Autisiodorensis ceperat, et in sua prisione tenebat Guillelmum dictum de Aureliano quem clericum suum dicebat, propter delictum quod imponebat eidem Guillelmo. Prior de Karitate petebat eumdem Guillelmum, tanquam burgensem suum de Karitate, et qui in burgensem suum se advocabat, sibi reddi, cum de nullo crimine convictus esset, vel confessus, nec in presenti crimine deprehensus, sicut dicebat. Verum, deliberato postmodum ad mandatum domini Regis dicto Guillelmo, cum dictus episcopus peteret ipsum Guillelmum sibi restitui, tanquam clericum suum, dictusque Guillelmus se negaret esse clericum, cum, a tempore quo duxit uxorem, statim renunciasset clericatui, et judiciis sanguinis interfuisset pluries, tenendo curiam in causis criminalibus, eciam in curia capi-

tuli Autisiodorensis, pluraque exercuisset alia que clericus exercere non posset, sicut dicebat, que se offerebat probaturum, si sibi a dicto episcopo forent negata, procuratore episcopi nichilominus petente dictum Guillelmum domino suo, tanquam clericum suum, restitui, nichilque aliud proponente: Tandem, petito a curia si partes vellent audire jus, utrum, secundum proposita, dictus Guillelmus ipsi episcopo, tanquam clericus suus, esset reddendus, partibusque super hoc jus sibi fieri petentibus, auditis hinc inde propositis, presertim cum non esset probatum hoc quod proponebat episcopus, nec ab eo essent negata ea que ad defensionem suam proponebat dictus Guillelmus, judicatum fuit quod idem Guillelmus non erat reddendus, tanquam clericus suus, episcopo memorato. Philippe III. 1271.

XXXV. Adjornata domina Borbonii contra priorem et conventum Sancti-Porciani, secundum omnia erramenta, cum ipsi prior et conventus peticionem suam formassent contra eam, dicentes quod diem consilii et ostensionis habuerat, et dicte peticioni respondere tenebatur, respondit procurator dicte domine quod ipsa respondere minime tenebatur, cum adjornata esset secundum omnia erramenta, et nulla habita essent erramenta cum ea, nec ea, tempore viri sui, adjornata fuisset contra eos, nec in jus vocata, licet eorum peticio tangat hereditatem ipsius. E contrario dicebatur, pro priore et conventu predictis quod, vivente domino Borbonii, viro suo, contra ambos insimul egerant, et erramenta fecerant in causa predicta, quodque ipsa, post mortem viri sui, erramenta cum viro suo habita continuaverat, procedendo contra ipsos in singulis parlamentis, quod se offerebant probaturos, si, ex parte ipsius domine, negaretur. Pro dicta vero domina negabantur premissa pro ipsis priore et conventu proposita, dicendo quod cum viro suo solum egerant, ipso vivente, et nunquam contra eam, quodque erramenta cum ipso viro suo habita nunquam continuaverat, cum, post mortem ipsius primum contra ipsos monachos adjornata, nunquam processisset in causa, set de parlamento in parlamentum usque modo, sub spe pacis

Philippe III, 1271. tantum, continuate essent dies inter eosdem, nec aliter inter eos fuisset processum, et hec offerebat se similiter probaturam : Tandem, petito per curiam qualiter partes vellent premissa probare, responderunt quod per recordum curie. Facto itaque super premissis recordo curie, responsum fuit per curiam ipsis priori et conventui, et pronunciatum quod recordum deficiebat eisdem, cum inveniretur et constaret ipsos contra dominum Borbonii, virum ipsius domine, solum egisse, ipso vivente, et non contra eam, nec ipsa inveniretur continuasse erramenta cum ipso viro suo habita, cum, post mortem ipsius viri sui, sub spe pacis, dies suos continuaverit, aliter minime procedendo.

XXXVI. Receptis testibus inter regem Anglie, ex una parte, et .....vicecomitem de Fronçac, ex altera, super questione quam dictus vicecomes super hereditate sua, de qua per ipsum Regem se dicebat dissaisitum, ipsi Regi movebat, et eorum publicatis attestacionibus, cum dictus vicecomes peteret, secundum proposita et probata, ferri sentenciam inter eos, proposuit procurator regis Anglie quod adhuc non erat ferenda sentencia inter eos, cum, super quadam excepcione, solum fuissent dicti testes admissi, et nunquam super principali responsio facta fuisset, propter quod ante lis erat super principali contestanda, sicut dicebat. E contra dicebat vicecomes quod super principali facta fuerat litis contestacio, et testes admissi, sicut per acta cause poterat ad plenum liquere : Tandem, partibus super hoc recordum curie sibi fieri petentibus, visis et attentis diligenter processibus cause ipsius, recordata fuit curia quod, et super principali et super excepcione, processum fuerat, et super utroque fuerant testes admissi.

XXXVII. Supplicante procuratore decani et capituli Burdegalensium domino Regi quod tria castra Burdegalensis ecclesie que rex Anglie occupaverat violenter, et que dominus Rex mandavit alias ad manum suam poni, ad manum suam poneret, prout alias fuerat ordinatum, cum rex Anglie nollet parere super hoc requisitus, procu-

rator regis Anglie se opposuit dicens quod per hanc viam supplicacionis non debebant audiri, cum alias in hac eadem curia, pro eisdem castris, contra ipsum regem Anglie litigassent judicio ordinario, sicut dicebat, set, si ordinario judicio vellent contra ipsum dominum suum super hoc procedere, paratus erat respondere, et eum defendere, prout deberet. E contrario dicebat procurator dictorum decani et capituli quod nunquam judicio ordinario, set per supplicacionis viam processerant in hoc facto, petens instanter, sicut prius, quod dominus Rex ad manum suam poneret dicta castra, et ipsi parati erant coram eodem, tanquam coram domino suo, stare juri : Demum, qualibet parcium offerente se intencionem suam probaturam, petentibusque partibus recordum curie super hoc sibi fieri, recordata est curia quod ipsi decanus et capitulum, supplicando et implorando judicis officium, et non judicio ordinario processerant in hoc facto. PHILIPPE III. 1271.

Predicta castra vocantur, Mons-Revelli, Lormont et Palacium.

XXXVIII. Quidam miles et quedam domina, tenentes de episcopo Belvacensi, litigabant coram eodem episcopo super nova dissaisina, et jam in causa ipsa processerant. Ballivus Silvanectensis, ad instanciam alterius litigancium, causam ipsam ad se revocavit, dicens justiciam, super nova dissaisina in locis illis, ad dominum Regem et non ad ipsum episcopum pertinere, quod negabat episcopus, dicens justiciam hanc, et aliam omnimodam, ad se in loco eodem qui est infra fines comitatus sui, et non ad dominum Regem spectare : Conquerente itaque super hoc ipso episcopo de dicto ballivo, et petente dictos litigatores ad curiam suam remitti, auditis hinc inde propositis, reddita fuit curia sua super hoc episcopo memorato.

I. Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo, sabbato post Ascensionem Domini, restituta fuerunt apud Appamias

PHILIPPE III, 1272. et reddita, per dominum Regem, procuratoribus capituli Albiensis regalia episcopatus Albiensis que, mortuo episcopo Albiensi, senescallus Carcassonensis ad manum domini Regis ceperat et saisiverat sine causa, cum dominus Rex super hoc alias nunquam usus fuisset, prout ex aliorum ac ipsius relacione fuit inventum.

II. Cum homines prioris de Bello-Monte-Rogeri peterent usagium in foresta domini Regis de Bello-Monte predicto, videlicet homines de Becco-Hellonii, dicentes quod a multo tempore usi fuerant usagio predicto, quod expresse per gentes domini Regis negabatur eisdem: Tandem, quia per testes juratos et super hoc examinatos inventum fuit quod a quinquaginta annis vel sexaginta citra nunquam habuerant saisinam usagii memorati, impositum fuit super dicto usagio silencium hominibus memoratis.

JUDICIA,

ARRESTACIONES ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXII.

I. Cum a domino Exolduni concessum sit monachis de Pratea, Cisterciensis ordinis, quod possint acquirere in feodis suis, et rex Ludovicus, quatuordecim anni vel circa elapsi sunt, generaliter ipsis confirmaverit acquisita ab eis: Visa carta concessionis, et carta confirmacionis predictarum, preceptum fuit ballivo quod, acquisita ab ipsis monachis in feodis domini Regis que saisiverat ad manum domini Regis, eis in pace dimitteret, et de eisdem eosdem gaudere permitteret.

II. Preterea, cum burgenses Exolduni quemdam burgensem suum,

servientem ipsorum abbatis et conventus de Pratea, quem, ex concessione dicti domini Exolduni, habent ibidem ad sua negocia facienda, compellerent ad contribuendum in tallia eis imposita pro exercitu domini Regis, dictis monachis super hoc conquerentibus et dicentibus ipsum servientem suum ad contribucionem hujusmodi non teneri : Demum, diligenter visis cartis supradictis, consideratoque a curia quod si idem serviens ire in exercitum compelleretur, quamdiu esset in exercitu, non posset eorum agere negocia, et si[1] ire non tenebatur, nec propter hoc talliam solvere, absolutus fuit super hoc dictus serviens per curiam. PHILIPPE III, 1272.

III. Visa carta ville Crispiaci qui, per punctum carte sue, bannire possunt nobiles qui burgensibus suis forisfaciunt, sicut dicunt, licet non sint nobiles illi de sua communia, pronunciatum fuit quod major et jurati ejusdem ville filium Petri de Miramont, militis, quem banniverant, eo quod quemdam hominem de communia Crispiaci verberaverat, sicut asserebant, non potuerant bannire, et revocatus fuit per curiam bannus eorum (136).

IV. In questione arresti facti apud Foilloy per dominum Galterum de Foilloy, militem, de quo erat questio inter majorem et juratos Corbienses, ex una parte, et dictum Galterum, ex altera, reddita fuit curia abbati Corbiensi a quo tenet dictus Galterus quicquid habet apud Foilloy; qui quidem abbas suam curiam super hoc repetebat.

V. Ordinatum est quod decanus et capitulum Masticonenses emendent ballivo Masticonensi, pro Rege, quod arma portaverunt, Masticoni, contra quemdam priorem existentem de garda Regis; licet non forisfecerint tunc alicui, set solummodo sequebantur quemdam servientem suum qui statim captus fuerat, et ad dictum prioratum ductus, sicut dicebant; inhibitum tamen fuit ballivo quod

[1] Lisez sic.

PHILIPPE III. 1272. nichil propter hoc ab ipsis levaret, nisi de mandato curie speciali.

VI. Recordata est curia quod Petrus dictus Rex, civis Bituricensis, in proximo parlamento Omnium-Sanctorum fuit per curiam positus in defectu, in causa retractus per bursam de qua agebatur inter ipsum Petrum, ex una parte, et Johannem de Barra et ejus uxorem, ex altera.

VII. Quia, visa carta fratrum de Bosco-Raherii, ordinis Grandimontensis, inventum est quod ipsi fratres habent usagium suum in bosco de.....et in foresta de Bosco-Ogerii, pronunciatum est quod, non obstante opposicione ballivi domini Regis, uti possunt dicti fratres in quo maluerint de duobus boscis predictis.

VIII. Requisitus dominus Rex a quo tempore saisiri volebat acquisita ab ecclesiis in feodis suis, respondit et voluit quod quidem a viginti annis citra et non a tempore anteriori.

IX. Cum abbas Cluniacensis, racione prioratus sui de Karo-Loco, tunc vacantis priore, cepisset quosdam burgenses dicti loci eo quod, in ipsa villa, que est prioratus predicti, fecerant talliam absque licentia et assensu prioris et conventus loci ejusdem, in ipsius monasterii prejudicium, ut dicebat, eo quod id sibi emendare nolebant, ballivusque Masticonensis prisones ipsos sibi abstulisset ac eos liberasset, non permittens ipsum monasterium gaudere justicia quam habet in eos : Tandem, quia inventum est quod idem abbas ac monachi parati fuerunt tradere unum servientem ad levandam talliam ibi factam pro servicio domini Regis, sequendo ballivum suum cum armis, ordinatum fuit et preceptum ballivo quod non impediret dictum abbatem et monachos quominus justiciare possint dictos burgenses super eo quod, pro reparacione poncium, absque licencia et assensu monachorum, fecerant talliam ibidem, quod facere non poterant, quodque eos resaisiret de prisonibus suis quos eis

abstulerat, ita quod per jus, prout ad eos spectabat, ducere possent eosdem. PHILIPPE III, 1272.

X. Quinque homines ejecti fuerant de consilio ville Noviomensis per magistrum Galterum de Chambliaco, archidiaconum Meldensem, et per ballivum, missos per dominum Regem ad sciendum statum ville ejusdem, tempore quo erat discordia inter Noviomensem episcopum, ex una parte, et majorem ac juratos ejusdem loci, ex altera, eo quod inventum fuit quod villam ipsam turbabant, et movebant discordiam inter episcopum et burgenses predictos : Cum autem modo peterent major et jurati ville predicte quod dicti quinque ejecti de consilio reponerentur in consilio ville predicte, pronunciatum fuit quod non reponerentur in consilio ville, ad presens, nec immutaretur status ville ipsius, maxime sede vacante.

XI. Cum Johannes de Solliaco peteret sibi reddi quemdam hominem suum, nomine Julianum, retentum in burgesia Lorriaci in ipsius prejudicium, contra tenorem carte regis Philippi sibi concesse super hoc, sicut dicebat : Tandem, visa diligenter carta ipsa, preceptum fuit ballivo quod dictum Julianum sibi redderet, si dictus Johannes probare possit, per duos servientes suos, secundum tenorem carte predicte, quod idem Julianus erat homo suus, tempore quo venit ad burgesiam predictam.

XII. Quia in causa mota inter prepositum, decanum et capitulum Brivatenses, ex una parte, et homines ville Brivatensis, ex altera, dicti homines, post diem consilii et ostensionis, defecerunt, pronunciatum fuit quod, racione defectus hujusmodi, homines ipsi in hiis in quibus erant actores amitterent erramenta sua; in hiis vero in quibus erant rei, rerum saisinam amitterent petitarum, earum videlicet de quibus potest amitti saisina.

Qualiter et de quibus amiserunt saisinam, require inferius in secundo folio (p. 897).

Philippe III, 1272.

XIII. Quia, per inquestam seu apprisiam inde factam, inventum est quod moniales Sancti-Johannis-in-Bosco fuerunt per viginti annos et amplius in pacifica saisina usagii ad pasturas animalium suorum in foresta Resti, pro domo sua de Waumoise, sita juxta dictam forestam Resti, pronunciatum fuit quod, non obstante opposicione forestariorum dicte foreste, remanerent dicte moniales in saisina usagii memorati.

XIV. Robertus Guichardi, miles, petebat sibi restitui mercatum in villa sua de Sae de quo predecessores sui fuerant in saisina, set, per gentes domini Regis, inde spoliati fuerant, sicut dicebat, gentibus domini Regis e contra dicentibus eum non debere super hoc audiri, cum a quinquaginta annis et amplius non fuerit ibi mercatum, sicut dicebant: Tandem, audita apprisia ballivi Constanciensis super hoc facta, quia inventum est quod, a sexaginta annis et ultra, non fuit ibi mercatum, impositum fuit super hoc silencium militi antedicto.

XV. Homines ville Nove-en-Hez quia, per cartam sibi concessam a comite Clari-Montis, immunes sunt et quitti a tallia, dicebant se non teneri ad prestandum exercitum domino Regi, vel summam propter hoc eis impositam persolvendam, eo quod submoniti, non venerant in exercitum memoratum, gentibus domini Regis e contra dicentibus quod per hoc non sunt immunes, cum emenda hujusmodi, petita pro defectu exercitus, non debeat dici tallia: Tandem, visa carta predicta, et auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, non obstante carta predicta, ad exercitum tenebantur domino Regi.

XVI. Visa carta hominum de Gornaio super Harondam qui, per cartam suam, dicebant se domino Regi ad exercitum non teneri, pronunciatum est quod, non obstante carta predicta, tenentur domino Regi ad exercitum homines memorati.

XVII. Major et communia Pomponii proponebant quod domino Regi ad exercitum minime tenebantur, eo quod a comite Sancti-Pauli, tunc domino suo, eis fuit concessum quod non tenebantur ire in exercitum, seu in expedicionem. E contra dicebatur pro domino Rege quod, non obstante concessione hujusmodi, tenebantur solvere emendam sibi impositam pro eo quod submoniti, in exercitum non venerunt, cum eos liberasse de exercitu domino Regi debito nequiverit dictus comes: Tandem, visa carta ipsa, et hinc inde propositis diligenter auditis, pronunciatum fuit quod ipsi homines tenebantur ad solvendam domino [Regi] emendam predictam. PHILIPPE III. 1272.

XVIII. Idem, in eodem pronunciatum est contra homines de Credolio, et contra homines Clari-Montis in Belvacesino, qui cartas quasi consimiles pretendebant.

XIX. In causa quam major et pares Belvacenses movebant in hac curia contra scabinos Attrebatenses et contra relictam Henrici Wagon super quodam debito ad vitam; qui scabini et relicta erant cubantes et levantes sub dicto comite, peciit idem comes curiam suam, et habuit, cum in nullo super hoc inveniretur defectu.

XX. Recordata est curia quod abbas Sancti-Richarii supposuit se, in parlamento Omnium-Sanctorum proximo preterito, inquisicioni faciende per curiam de supprisiis solum suo tempore contra dominum Regem factis et non de aliis.

XXI. Visa carta regis Philippi per quam sibi retinuit exercitum super episcopum Masticonensem non simpliciter, set sub certa forma, in ipsa carta contenta, pronunciatum fuit quod peticioni emende quam ballivus Masticonensis petebat ab eo pro domino Rege, eo quod submonitus, in exercitum non venerat, supersederet ad presens.

XXII. Visa carta hominibus Lorriaci concessa, per quam eis

PHILIPPE III, 1272. conceditur quod in expedicionem et exercitum ire non tenentur, quin eadem die ad domos suas possint redire, si velint; item, carta hominum Albigniaci, per quam hominibus Albigniaci conceduntur usus et consuetudines Lorriaci; item, visis diligenter cartis hominum de Castro-Nantonis qui sunt ad usus hominum Lorriaci, vel quasi; item, visa carta hominum de Capella; pronunciatum fuit quod homines dictarum villarum non tenentur ad exercitum domino Regi pro quo, cum submoniti non venissent, emenda petebatur ab eis.

XXIII. Viso diligenter per curiam recordo hominum curie Peronensis, facto de mandato curie, et per ballivum relato super erramentis habitis in causa que in assisia vertebatur inter dominum Radulphum de Tornella, militem, ex una parte, et dominam de Hardecuria, ex altera, et hinc inde propositis plenius intellectis, quia inventum est dictum Radulphum post diem peticionis et ostensionis defecisse, adjudicata est saisina pratorum de Plasmeau, de quibus inter eos agebatur, ipsi domine de Hardicuria.

XXIV. Visa carta regia, confecta super dono facto domino Reginaldo de Triecoc de villa de Ravenello, pronunciatum fuit quod domina dicti loci minime tenebatur ad exercitum, racione ipsius ville, domino Regi prestandum.

XXV. Jacobus de Valencino et ejus uxor, constante matrimonio inter ipsos, aliqua acquisierunt, liberos ex suis corporibus relinquentes. Ipsis vero mortuis soror dicti Jacobi, ex uno latere, non germana, petit ballum liberorum dicti Jacobi et ejus uxoris. Ex adverso petebat ballum eumdem quedam filia domini Johannis de Valencino, defuncti fratris dicti Jacobi, consanguinea germana dictorum liberorum, dicens ballum ipsum ad se et non ad sororem predictam pertinere. Quesitum fuit a consilio domini Regis ad quem pertineret ballus predictus, utrum ad materteram, vel ad consan-

guineam : In hoc vero convenit et consensit consilium domini Regis quod idem ballus ad materteram predictam, et non ad consanguineam, pertineret. PHILIPPE III, 1272.

XXVI. Super facto garde monasterii Hunocurtensis, de qua erat questio inter dominum Hunocurtensem, ex una parte, et abbatem et conventum dicti loci, ex altera : Cum ipse peteret impedimentum sibi factum in garda hujusmodi per domini Regis ministros amoveri, de qua se in saisina esse dicebat, monachis e contra dicentibus, super garda ipsa, de qua dominum Regem saisitum esse dicebant, nichil immutari debere usque ad etatem legitimam liberorum dicti castellani, de cujus hereditate movet terra Hunocurtensis, ex parte matris sue defuncte, quia ex parte dictorum liberorum infra annos existencium movet dicta hereditas, pronunciatum fuit quod dicti abbas et conventus non tenebantur ipsi domino respondere usque ad etatem dictorum liberorum suorum.

XXVII. Cum peteretur emenda ab hominibus de Wasquemolin pro eo quod submoniti in exercitum domini Regis non venerant, ipsis dicentibus se non teneri super hoc emendam prestare, cum per cartam regiam sit eis concessum quod in expedicionem et in exercitum non tenentur ire, nisi pro bello nominato, multis ex adverso pro domino Rege propositis contra eos : Tandem, visa carta predicta, placuit domino Regi quod dicti homines super hoc in pace dimitterentur ad presens.

XXVIII. Visa carta hominum Bosci-Communis, absoluti sunt homines ipsi per curiam de emenda que pro domino Rege petebatur ab eis, eo quod submoniti in exercitum non venerant, cum ad prestandum exercitum minime teneantur, prout per cartam ipsam apparet.

XXIX. Precepit dominus Rex et voluit in pleno parlamento quod

Philippe III, 1279. nove avoerie seu garde quas ballivi et servientes domini Regis ceperunt de hominibus aliorum dominorum a duodecim vel decem annis citra, revocentur et quassentur omnino, et pro nullis habeantur, nec nove de cetero recipiantur.

XXX. Orta questione, inter villam Ambianensem, ex una parte, et decanum et capitulum ejusdem loci, ex altera, super justicia vie site inter dictam ecclesiam et claustrum ejus, de qua inter eos agebatur, et propter discordiam parcium alias posita fuerat in manu Regis, cum dicti decanus et capitulum conquererentur quod ipsi major et jurati per vim suam ibi mensurari fecerant, intromittendo se de justicia, et saisinam domini Regis frangendo, quod revocari petebant, ac sibi emendari, proposuerunt dicti major et jurati quod dicta justicia deliberata fuerat eis et reddita per dominum Regem, propter quod petebant se in saisina justicie predicte teneri, quod dicti decanus et capitulum negaverunt expresse : Tandem, partibus recordum curie super hoc petentibus, quia nulla potuerit certitudo haberi quod taliter reddita fuisset ipsis majori et juratis justicia antedicta, pronunciatum fuit quod recordum curie deficiebat super hoc majori et juratis predictis.

XXXI. Cum abbatissa et conventus Montis-Martirum habeant, per cartam regiam, omnimodam justiciam in villa sua de Barberiaco prope Silvanectum, et furchas fecissent ibidem, racione cujusdam facti quod presencialiter ibi evenerat, licet nunquam alias ibi furchas habuissent, ballivusque furchas hujusmodi diruisset, dicens quod non poterant ibi furchas facere, cum nunquam alias fuissent ibidem : Tandem, quia per cartam regiam inventum est quod omnimodam habent in dicta villa justiciam, determinatum est quod, licet nunquam alias ibi fuissent, furchas ibi facere potuerunt abbatissa et conventus predicte, et super hoc fuit silencium impositum dicto ballivo, et sibi preceptum quod dictis abbatisse et conventui restitueret furchas suas.

XXXII. Cum ballivus Bituricensis saisivisset aliqua que abbas et conventus Domus-Dei supra Karum acquisierant in feodis domini Regis, ipsis dicentibus quod per cartam cujusdam regis Philippi concessum erat eis quod in feodis domini Regis possent acquirere: Tandem, visa carta ipsa, precepit dominus Rex ballivo Bituricensi quod, amota manu sua, dictos abbatem et conventum gaudere permittat hujusmodi acquisitis. PHILIPPE III, 1272.

XXXIII. Dominus Graciaci concesserat, per quoddam privilegium suum, abbati et conventui Oliveti, Cisterciensis ordinis, quod in feodis suis possent acquirere. Rex Henricus Anglie, per aliud privilegium suum, eis confirmavit hujusmodi acquisita. Postmodum in feodis eisdem aliqua acquisierunt, dicentes quod hoc facere potuerant. Ballivus hujusmodi post acquisita saisivit pro domino Rege, dicens quod concessio dicti domini Graciaci, nec dicti regis Anglie confirmacio dominum Regem potuit obligare ad postmodum acquisita: Demum, visis diligenter privilegiis antedictis, pronunciatum fuit quod, eisdem non obstantibus, cum solum ad tunc acquisita valerent, ballivus saisire de jure poterat hujusmodi postmodum acquisita, et quod remanerent saisita.

XXXIV. Petentibus in jure quibusdam mercatoribus Sancti-Anthonini quod capitaneus et homines civitatis Janue compellerentur ad restituendum eis ea que sibi abstulerat in mari, Bulgarinus, pirata, cum suis complicibus de civitate Albingue, que est sub juridicione et potestate civitatis Janue, et ad dictam civitatem Albingue detulerat, presertim cum, per sentenciam in curia domini Regis apud Belli-Quadrum latam, Januenses ad hoc condempnati fuissent, proposuerunt procuratores dictorum Januensium quod ad restitucionem hujusmodi minime tenebantur, cum dicta sentencia a qua ipsi Januenses, tanquam ab iniqua, appellaverant, revocata fuisset et cassata per curiam, et ipsi absoluti fuissent super hoc, ut dicebant; et, ad hoc probandum, transcriptum quarumdam litterarum domini regis

PHILIPPE III, 1272

Ludovici clausarum et senescallo Belli-Quadri directarum, pretendebant; quibus litteris seu earum transcripto viso per curiam, eis responsum fuit per curiam quod absolucionem suam, seu dicte sentencie revocacionem per dictas litteras non probabant. Ipsis itaque mercatoribus in peticione sua persistentibus, proposuerunt dicti procuratores quod ipsi mercatores super hoc minime audiri debebant, cum ipsi Januenses appellacionem suam fuissent legitime prosecuti, eo eciam quod dicta civitas Albingue, de qua erat dictus Bulgarinus, non est de juridicione eorum, nec dictus per consequens Burgarinus; item eo quod ipsi dictum Burgarinum pro delicto hujusmodi suspenderant, restituentes ipsis mercatoribus quicquid ad eos provenerat de robaria predicta, propter quod, sicut dicebant, laudandi erant tanquam bene meriti, et non puniendi. Ex adverso responsum fuit, pro mercatoribus, quod appellacionem suam prosecuti non fuerant, ut debebant, quia, a tempore ultimi processus prosecucionis appellacionis sue, ipsi Januenses prosecucioni supersederant per biennium et amplius, licet apud Belli-Quadrum et alibi haberet dominus Rex gentes suas que ipsis et aliis jus poterant exhibere; item quod tarde veniebant ad hec proponenda, quia, cum semel de revocacione jam dicte sentencie et absolucione sua semel excepissent, et ab excepcione hujusmodi cecidissent, nunc in eadem causa ad eumdem finem excepciones alias, secundum usum et consuetudinem hujus curie, proponere non poterant (137); unde robariam suam una cum dampnis inde habitis sibi reddi petebant, prefatis procuratoribus se asserentibus minime ad hoc de jure teneri ob suas propositas raciones: Tandem, partibus super premissis petentibus sibi jus fieri, diligenter auditis hinc inde propositis, considerato per curiam quod ipsi Januenses absolucionem suam non probaverant per litteras antedictas, nec appellacionem suam prosecuti fuerant, ut debebant, quodque, cum a priore excepcione sua cecidissent aliis excepcionibus in eadem causa ad eundem finem, secundum consuetudinem hujus curie, uti non poterant, et omnibus aliis plenius intellectis, judicatum fuit quod dicti Januenses tenebantur, non obstan-

tibus ab eis propositis, restituere robariam predictam, cum dampnis inde habitis, exceptis tamen biis que inde recuperaverant mercatoribus antedictis, et fuit preceptum ipsis procuratoribus quod hec taliter fieri procurarent quod non oporteret dominum Regem super hoc aliud consilium adhibere. PHILIPPE III, 1272.

XXXV. Quia, visis litteris comitis et comitisse Viromandensium quorum locum dominus Rex tenet, necnon et litteris domini Hamensis et episcopi Noviomensis, concessus sit Premonstratensi et cuidam alteri ecclesie quidam locus qui dicitur Colisetus, ad essartandum et utilitatem suam faciendam; ita quod nullus de terris ipsis possit aliquid vendere seu invadiare alteri ecclesie quin Premonstratensis et altera ecclesia quibus facta fuit dicta concessio, quod venditum vel invadiatum fuerit de eisdem, pro ceteris omnibus habeant, si tantum inde facere velint quantum et alie fecerant quibus vendite fuerant vel invadiate, determinatum est et pronunciatum quod, cum Premonstratensis ecclesia quamdam summam bladi annui redditus quam cuidam annuatim reddere tenebatur, emisset infra fines predictos, et ab eo cui eam solvebat, ballivusque bladum ipsum sic emptum saisivisset, eo quod erat de feodo domini Hamensis, et per consequens de feodo domini Regis, dicte ecclesie Premonstratensi remaneret, non obstante opposicione seu saisina dicti ballivi, presertim cum dicta ecclesia bladum ipsum, si alius illud emisset, illud retrahere posset, secundum tenorem carte predicte.

XXXVI. Supplicabat domino Regi abbatissa Xanctonensis quod duas familias Judeorum, quas dominus Rex habet in quadam villa ipsius abbatisse que dicitur Pons-Abbatis, in qua dicta abbatissa habet omnimodam justiciam, vellet dominus Rex de ipsa villa amovere, vel eos compellere ad suscipiendum baptisma, presertim cum comes Pictavensis, quando terram ipsam tenebat, precepisset senescallo quod ipsos Judeos inde amoveret : Audito itaque per dictum senescallum quod ita sibi preceptum fuerat, intellecto eciam quod

Philippe III. 1272. dicta abbatissa habet in eadem villa omnimodam justiciam, placuit domino Regi, et hoc precepit senescallo suo, quod dicte due familie Judeorum amoverentur de villa predicta.

XXXVII. Vacante ecclesia Bituricensi, per mortem Johannis Bituricensis archiepiscopi, vacavit in ecclesia Beate-Marie-de-Salis quedam prebenda quam, cum dominus Rex vellet conferre, racione regalium Bituricensium, eo quod archiepiscopus prebendas ipsas confert dum vivit, magister Boninus, prior dicte ecclesie de Salis, se opposuit, dicens collacionem prebendarum ipsarum ad ipsum, racione prioratus predicti, et non ad dominum Regem spectare, ecclesia Bituricensi vacante, et ad intencionem suam fundandam pretendebat, quasdam litteras sigillatas sigillis G. quondam Bituricensis archiepiscopi et dicte ecclesie de Salis capituli, confirmatis per sedem apostolicam, prout, per quasdam litteras apostolicas ab ipso priore similiter exhibitas, apparebat. In quibus quidem litteris continebatur quod, cum in dicta ecclesia de Salis non esset certus canonicorum numerus, inter priorem et capitulum dicte ecclesie, ex una parte, et ipsum archiepiscopum, ex altera, extitit ordinatum quod prebende ipse redigerentur ad numerum duodecim prebendarum, de quibus prior duas haberet, et prebendas ipsas conferret archiepiscopus qui esset pro tempore, ita quod, sede Bituricensi vacante, ad priorem dicte ecclesie de Salis earum collacio pertineret. Asserebat eciam idem prior quod priores, predecessores sui, usi fuerant conferre prebendas vacantes in dicta ecclesia, sede Bituricensi vacante: Demum, visis diligenter litteris antedictis in quibus continebatur prout proposuerat dictus prior, invento eciam, per Reginaldum de Virsione, custodem regalium Bituricensium, quod, vacante sede Bituricensi, priores dicte ecclesie de Salis prebendas in ipsa ecclesia vacantes contulerant, set in sua camera, ut dicebat, et nullo usu contrario invento pro domino Rege, dimissa fuit possessio conferendi prebendas ipsas dicto priori, et pronunciatum fuit dominum Regem jus super hoc non habere.

XXXVIII. Leprosi Falesie habent, ex dono regis Henrici Anglie, quamdam feriam apud Falesiam que durat tribus diebus ante festum beati Johannis-Baptiste, et tribus diebus post festum predictum, liberam et solutam sicut feria sua erat ibidem. Durante ista feria, duo homines tercium occiderunt apud Falesiam, et hoc facto ad ecclesiam confugerunt. Bona eorum saisivit ballivus pro Rege: saisiverunt et bona eadem leprosi, dicentes ad se eadem pertinere. Malefactores siquidem predicti, postquam per novem dies fuerunt in ecclesia, requisiti, secundum consuetudinem terre, ad quem se tenere volebant, vel ad ecclesiam, vel exire juri parituri, tenuerunt se ad ecclesiam et sic, secundum terre consuetudinem, abjudicati fuerunt, et de terra banniti. Leprosis vero dicentibus ad se bona hujusmodi pertinere, quia dictum maleficium perpetratum fuit durante eorum feria, ballivus respondit quod non ad ipsos, set ad dominum Regem, bona hujusmodi pertinebant, eo quod, licet durante eadem feria perpetratum fuisset dictum maleficium, extra tamen tempus ipsorum dicti malefactores abjudicati fuerunt et banniti; ex qua abjudicacione seu banno bonorum commissio subsequitur, ut dicebat, quia, si ante ad secularem justiciam venissent juri parituri, forte bonas habuissent defensiones per quas se defendere potuissent, et sic non ex maleficii perpetracione, set ex abjudicacione solum bonorum commissio sequebatur : Tandem, visa carta ipsorum que constumas solum et similia et non expleta justicie eisdem leprosis concedere videbatur, quia, elapso tempore ferie leprosorum, facta fuit abjudicacio seu bannus dictorum malefactorum ex quo bonorum commissio subsequitur, pronunciatum fuit quod non ad leprosos ipsos, set ad dominum Regem bona hujusmodi pertinebant. Philippe III. 1272

XXXIX. Mota questione inter Johannem de Barra et ejus uxorem, ex una parte, et Petrum dictum Regem, civem Bituricensem, ex altera, super retractu cujusdam domus cum quodam pressorio, quodam modico cellario, et quadam olchia retro dictam domum, sitis apud Ceys; item quodam prato sito supra Ultionem, constuma

Digitized by Google

Philippe III, 1272. Agnorum de Ceys et de Troy; item sex modiis bladi ad mensuram Bituricensem que Guido de Billiaco, miles, vendiderat, et dictus Johannes et ejus uxor, filia dicti militis, petebant habere per bursam, cum de eisdem de novo venisset ad homagium domini Regis idem burgensis; cum idem burgensis, post litem contestatam, super hoc defecisset, et per curiam fuisset positus in defectu, peciit dictus Johannes, pro se et uxore sua, saisinam dictarum rerum petitarum sibi adjudicari propter defectum predictum: Opponente se itaque dicto Petro, et multa ad defensionem suam proponente, demum, auditis hinc inde propositis, dicto Johanni, pro se et uxore sua, adjudicata fuit saisina predictarum rerum petitarum, solvendo tamen precium rerum predictarum. Verum cum dictus Johannes peteret fructus rerum hujusmodi perceptos ab ipso Petro de summa precii rerum venditarum deduci, vel sibi restitui a tempore litis mote, dictusque Petrus aliqua proponeret per que hoc minime fieri debebat, sicut dicebat: Tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod fructus a dicto Petro inde percepti, a tempore litis mote, restitui debebant dicto Johanni, et de predicta summa rerum venditarum deduci. Preterea, cum idem Petrus peteret, una cum precio rerum venditarum, sibi reddi a dicto Johanne trecentas libras Turonenses quas in emendacione dictarum rerum emptarum, videlicet domus predicte, asserebat se posuisse, utpote qui bone fidei erat possessor; peteret eciam sibi reddi a dicto Johanne ducentas libras quas domino Regi dederat ut eum in hominem reciperet de predictis, cum aliter, sicut dicebat, predicta tenere non posset, prefato Johanne multa ad defensionem suam proponente, propter que ad premissa reddenda minime tenebatur: Demum, partibus super hiis jus sibi fieri petentibus, auditis diligenter hinc inde propositis, judicatum fuit quod dictus Johannes et ejus uxor ad premissa dicto Petro reddenda minime tenebantur; facto vero postmodum compoto de proventibus duorum annorum a dicto.....
de dictis rebus a tempore litis mote perceptis.....
rerum ven.....cognovit idem.....

in plena curia . . . . . quindecim libras recepit . . . . ab ipso Johanne. PHILIPPE III, 1272

XL. Quidam de diocesi Bajocensi tenebat quamdam decimam in feodum a domino Rege; eam vendidit cuidam Domui-Dei cum assensu episcopi Bajocensis et presbiteri parochialis, infra cujus parochie fines sita est decima antedicta. Quidam de genere venditoris peciit eam habere per bursam. Dicebat ex adverso dicta Domus-Dei quod super hoc non debebat audiri, cum in tali casu non haberet locum retractus per bursam : Delata igitur questione hujusmodi ad curiam, intellecto quod dicta vendicio facta fuerat de assensu episcopi ac presbiteri parochialis, ut dictum est; considerato eciam et diligenter inspecto quod dominus rex Ludovicus concessit ecclesiis et ecclesiasticis personis quod decimas que ab ipso, mediate vel immediate, movebant, quocumque justo titulo possent acquirere in posterum, et tenere, non obstante reclamacione seu opposicione aliqua sui vel suorum heredum, et sic a se abdicavit omnem cognicionem et justiciam decimarum taliter venditarum ex quo ad manum ecclesiasticam devenerunt, pronunciatum fuit et determinatum quod dominus Rex de causa et cognicione hujusmodi se non intromitteret, nec intromittere se debebat, set ad curiam ecclesiasticam super hoc traheret retractor, si velit (138).

XLI. Qualiter et de quibus homines Brivatenses per judicium curie, contra prepositum et capitulum ejusdem loci, amiserunt saisinam inferius sequitur; set causam amissionis saisine, require supra, secundo folio (p. 886).

Homines Brivatenses amittent saisinam eorum de quibus agebant contra ipsos prepositus et capitulum Brivatenses, videlicet de muris, turribus, tornellis, de clavibus et custodia murorum et portarum ville, de gradibus murorum obseratis, de edificiis et impedimentis factis in muris et supra muros ville, et similibus corporalibus, et de hujusmodi habebunt saisinam prepositus et capitulum antedicti; item, de sigillo, de archa communi, de tallia facienda in villa, de

PHILIPPE III, 1272. aresatoribus, de juramenti recepcione, de confratriis faciendis et similibus incorporalibus habebunt similiter dicti prepositus et capitulum quasi saisinam; ita videlicet quod dicti homines de cetero non utentur hujusmodi incorporalibus quousque probaverint quod hec ad ipsos de jure pertineant. Quoad articulum vero de banno, de quo agebant ipsi homines contra dictos prepositum et capitulum, procedetur ad expediendam inquestam que de mandato curie inde facta est.

XLII. Cum, post longam controversiam habitam inter dominum Cociaci, ex una parte, et abbatem et conventum de Nogento, ex altera, super garda dicte ecclesie et pluribus aliis articulis, quedam composicio intervenit inter eos, bonorum consilio mediante, ita quod inter alia, garda dicti monasterii per dictam composicionem dominis Cociaci remaneret, assensu tamen et bene placito domini Regis super hoc specialiter retento: Cum autem de concedenda composicione eadem requireretur domini Regis assensus, quia, diligenter visis quibusdam privilegiis concessis dicto monasterio a predecessoribus dicti domini, liquebat ipsum monasterium nec in garda nec in proteccione dominorum Cociaci subesse, cum omnino dictum monasterium, tanquam locum sacrum super hiis exemissent ac penitus liberassent, ac dominus Rex inveniretur esse in possessione dicte garde, responsum fuit et pronunciatum quod domino Regi non placebat composicio antedicta, et sic fuit penitus irritata.

XLIII. Abbas et conventus Sancti-Andree de Goferis, Cisterciensis ordinis, quasdam bruerias et terras, prope abbaciam suam sitas, emerant a vicecomite Castri-Eraudi qui eas in feodum a domino Rege tenebat, ballivus Cadomi hec pro domino Rege saisivit, nolens quod in manumortua tenerentur. Conquerentibus itaque super hoc dictis abbate et conventu, dicentibusque quod hec tenere poterant et habere, cum, post acquisicionem eorum, dominus rex Ludovicus sibi confirmasset quecumque justo titulo antea acquisierant et pacifice possederant, et ipsi ante dictam confirmacionem acquisivissent

premissa : Quia, visa littera dicti domini Regis super dicta confirmacione confecta, inventum est quod, post acquisicionem premissorum, est hujusmodi confirmacio subsecuta que sufficiens videbatur, super hoc fuit silencium impositum ipsi ballivo, et sibi preceptum quod de premissis eos pacifice gaudere permitteret. PHILIPPE III. 1272.

XLIV. Cum dominus Guillelmus Crispini peteret constabulariam Normannie cum juribus universis ipsius constabularie ad liberos suos pertinentis sibi deliberari a domino Rege, pretendens defectum etatis ipsorum liberorum suorum sibi non debere nocere, cum ipse, a ballivo domini Regis super hoc requisitus servicium, pro ipsa constabularia debitum, in exercitu Appamiarum proximo preterito domino Regi fecerit, cumque, de ipsius terre consuetudine, ipsis eciam liberis suis invitis, dicte constabularie proventus, toto tempore vite sue, percipere debeat, ut dicebat, dum tamen abstineat a se maritando; et sic defectum etatis dictorum liberorum suorum sibi asserebat minime debere nocere : Demum, considerato quod de hereditate dictorum liberorum qui infra annos erant, ageretur, qui lucrari poterant et non amittere in hoc casu, pronunciatum fuit quod, usque ad etatem dictorum liberorum, non erat super hoc audiendus.

XLV. Cum ab episcopo Agatensi et hominibus suis peteretur emenda pro domino Rege, eo quod ipsi submoniti in exercitum domini Regis non venerant, idemque episcopus se et dictos homines suos assereret ad emendam propter hoc non teneri, cum ipsi non tenerentur dominum Regem sequi in exercitum extra Agatensem et Biterrensem dioceses; prout hec in quadam littera regia super hoc confecta contineri dicebant, senescallo Carcassonensi e contrario dicente pro Rege quod, hoc non obstante, tenebantur ad dictam emendam solvendam, cum submoniti ad exercitum venissent usque ad civitatem Biterrensem, et inde, licet ultra duret Biterrensis diocesis, inlicenciati a dicto senescallo ad propria remeassent, cum eciam ho-

PHILIPPE III, 1272. mines ipsi usque Grassam et alibi extra dictas duas dioceses secuti fuissent gentes domini Regis cum armis, prout per inquestam inde factam probatum esse dicebant, quod dictus episcopus expresse negabat : Tandem, diligenter visa littera antedicta, auditis eciam hinc inde propositis, inventoque quod homines ipsi gentes domini Regis usque Grassam et alibi extra dictas duas dioceses, fuerant secuti cum armis, necnon et considerato quod homines terre illius, sicut et domini sui, domino Regi tenentur ad exercitum, pronunciatum fuit quod dicti emendam, ut dictum est, domino Regi propter hoc solvere tenebantur; de episcopo vero pronunciatum fuit quod cum, per dictam litteram, super hoc privilegiatus esset, dominum Regem ultra dictas duas dioceses in exercitum sequi minime tenebatur.

XLVI. Petentibus majore et juratis Ambianensibus quod de justicia vici siti prope ecclesiam Ambianensem, de qua inter eos et capitulum dicte ecclesie contenditur et que per discordiam parcium erat in manu domini Regis, dominus Rex amoveret manum suam : Lite pendente, habito consilio, responsum fuit eisdem quod dominus Rex, propter contencionem parcium, dictam justiciam in manu sua teneret, lite durante, nec de manu sua eam amoveret.

XLVII. Satagente domino Petro, fratre domini Regis, comite Alençonensi, exercere justiciam, que dicitur placitum spate, in terram et res episcopi et ecclesie Sagiensium, racione concessionis sibi facte de placito spate in comitatu Alençonensi et in terra Perticensi, in locis videlicet et finibus contentis et expressis in littera regia super dicta concessione confecta, infra quos fines terram et res episcopi et ecclesie Sagiensium in quibus dictam volebat exercere justiciam, contineri dicebat, episcopo Sagiensi ex adverso proponente e contrario quod dictus comes super hoc minime debebat audiri, cum ipse episcopus et ecclesia sua domino Regi solum subessent, et, pro regali ecclesie Sagiensis, ipse domino Regi soli unicam fidelitatem faceret, quam in prejudicium ecclesie sue oporteret dividi in duas,

si pro uno subesset dicto comiti et pro alio domino Regi, presertim cum reges Francie in concessionibus terrarum et comitatum, regalia episcopatuum sibi retinere consueverint, ut dicebat episcopus memoratus : Tandem, premissis racionibus et pluribus aliis hinc inde propositis, voluit dominus Rex dictum episcopum et ecclesiam Sagienses sibi soli subesse, nolens quod comes predictus justiciam hujusmodi exerceret in res et bona eorum, dicens eciam quod de jure suo, quoad hoc, restitucionem faceret ipsi comiti, fratri suo. PHILIPPE III, 1272.

XLVIII. Quia, per apprisiam inde de mandato domini Regis factam, invenitur dominus Rex dampnificatus in permutacione facta inter abbatem et conventum Karoli-Loci, ex una parte, et..... de Tilliaco armigerum, ex altera, si eam concederet, cum bosci a dicto armigero ipsis abbati et conventui per dictam permutacionem concessi valeant centum et viginti libras Parisienses annui redditus plus quam bosci a dictis monachis armigero prefato concessi, et sic in tanto diminueretur feodum domini Regis, responsum fuit partibus, pro domino Rege, quod non placebat sibi permutacio antedicta, nec voluit eam stare.

XLIX. Homines de Evera-Castro, quibus concessum est per cartam cujusdam regis Ludovici, ducis Aquitanie, quod habeant consuetudines quas habent homines Lorriaci per Gastinesium : Visa carta ipsa, absoluti sunt ab emenda que ab eis, eo quod in exercitum non venerant, petebatur, cum homines Lorriaci, quorum habent consuetudines, ad hoc minime teneantur.

L. Inventum est, per recordum curie a partibus petitum, quod prior et conventus de Karitate et prior suus de Sancta-Montana absoluti fuerunt alias per curiam ab impeticione Grasse, clerici, et ejus sororum.

LI. Duo feoda fuerunt commissa domino Regi que a duobus

Philippe III. 1272.

dominis tenebantur tempore regis Philippi. In altero feodorum hujusmodi erat molendinus, in altero non. Postquam fuerunt in manu Regis, dominus Rex eadem feoda insimul dedit uni persone ad unum feodum, et sic ea univit. Heres vero illius cui data fuerunt, videlicet Petrus de Remy, miles, homines manentes in feodo in quo non fuerat molendinus compellebat venire ad molendinum alterius feodi, dicens quod ad hoc secundum terre consuetudinem tenebantur, ipsi vero conquerentibus super hoc, dicentibusque se non teneri, cum hec unio ipsis prejudicare nequiverit non vocatis : Tandem, auditis per ballivum hinc inde propositis, et dicto milite presente, pronunciatum fuit quod dictus miles non poterat ipsos homines compellere ad dictum molendinum venire per bannum.

LII. Viso privilegio a domino Rege dato civibus Bituricensibus per quod eis conceditur quod in exercitum et in expeditionem non ibunt extra Bituriam, preceptum fuit ballivo, qui ab eis petebat emendam eo quod in exercitum submoniti non venerant, quod eos super hoc in pace dimitteret, cum ad exercitum faciendum domino Regi minime teneantur.

LIII. Idem fuit pronunciatum de villa Duni-Regis que simile habet privilegium.

LIV. Opponente se ballivo Kaleti, pro domino Rege, quod prior et conventus Longe-Ville-Gifardi boscum suum de Croscio non possent vendere absque tercio et dangerio domini Regis, nec eum eciam essartare, dictis priore et conventu e contra dicentibus quod boscum ipsum ad libitum suum vendere et essartare poterant, et quod de hoc erant et fuerant in saisina : Tandem, visa littera regis Henrici et quadam parva patenti littera regis Ludovici ab ipsis priore et conventu super hiis exhibitis, pronunciatum fuit quod dicti prior et conventus boscum ipsum vendere et essartare poterant et

suam de eodem penitus facere voluntatem, et, quoad hoc, imposi- PHILIPPE III, 1272.
tum fuit silencium eidem ballivo.

LV. Petentibus abbate et conventu Compendiensibus quod fratres ordinis Sancte-Trinitatis, a domino rege Ludovico positi in Domo-Dei Compendiensi, in eorum prejudicium et contra privilegia sua inde amoverentur, ita quod de dicta Domo-Dei et ad eam pertinentibus, in qua jurisdicionem spiritualem se asserebant habere, gaudere possent, prefatis fratribus e contra dicentibus quod super hoc non debebant audiri cum ipsi essent in possessione dicte domus et pertinencium ad eamdem, tam ex concessione domini regis Ludovici, quam ex concessione et confirmacione summi Pontificis, petentibusque quod in sua tenerentur saisina : Tandem, visis litteris et privilegiis hinc inde exhibitis, dominus Rex nolens bona, a patre suo ad sustentacionem pauperum domui predicte concessa, consumi propter litigia parcium, voluit quod et monachi contra fratres et fratres contra monachos de bonis propriis et non de bonis dicte domus jus suum prosequerentur super hoc ubi deberent, ita tamen quod dicti fratres, durante lite de bonis dicte domus, cum celebrent ibidem divina et confessiones audiant, sustententur in domo, et de bonis domus ejusdem pauperibus in ea degentibus provideatur per personam ibidem a domino Rege deputatam, nec bona ipsa in usus alios convertantur.

LVI. Cum, de tallia facta Bituris pro milicia domini Regis qui nunc est, imponeretur quedam summa Jaquelino Trosselli, civi Bituricensi, ab aliis hominibus dicte ville, ipseque diceret se ad solvendam talliam hujusmodi non teneri eo quod esset in servicio domini Regis apud Bituricas, custodiendo sigillum domini Regis ibidem, civibus aliis e contra dicentibus quod per hoc non debebat esse quittus a dicta tallia : Tandem, hoc relato ad curiam, pronunciatum fuit quod per hoc non debebat esse quittus idem Jaquelinus a solucione dicte tallie, et fuit preceptum quod eam solveret.

PHILIPPE III, 1272.

LVII. Cum prior Beate-Marie-Magdalene Rothomagensis, citatus coram ballivis et vicecomitibus, nollet respondere coram eis, cum non teneatur, sicut dicebat, eo quod domui ipsi concessum erat per privilegium quod non tenebatur respondere nisi coram Rege aut coram sua justicia capitali, nec vicecomites ac ballivi essent justicia capitalis domini Regis : Demum, viso diligenter privilegio antedicto, placuit domino Regi quod, usque ad voluntatem suam, solum in Scacario placitarent, et respondere tenerentur (139).

LVIII. Conquerente paupere nobili domina, Johanna de Ruppe-Dariani, quod fortalicia ville de Ruppe-Dariani non fuerant sibi deliberata per comitem Britannie, licet judicatum fuisset pro ea in curia quod non solum fortalicia castri de Ruppe-Dariani, set et dicte ville sibi reddi debebant, quoad saisinam, petenteque saisinam fortalicii dicte ville sibi tradi et deliberari, et ad hoc faciendum comitem predictum compelli, gentibus dicti comitis e contra dicentibus quod fortalicii castri de Ruppe-Dariani solum et non ville sibi fuerat adjudicata saisina : Tandem, eis hinc inde recordum curie sibi fieri petentibus, deliberato consilio, recordata est curia quod non solum fortalicii castri, set et fortalicii dicte ville fuit ipsi domine adjudicata saisina, quodque in prolacione judicii fuerat expresse dictum quod fossata continebantur sub fortalicio, et ad fortalicium pertinebant, sicque dicta domina debebat similiter saisinam eorum habere.

LIX. Placuit domino Regi, ad instanciam multorum, quod cervisie fierent in Normannia usque ad voluntatem suam, et, ut per eas minus consumatur de blado, quod galonus vendatur ad duos denarios Turonenses et non ultra.

LX. Petentibus preposito et capitulo ecclesie Brivatensis quod assisiam, quam ballivus domini Regis tenebat in villa Brivatensi que est propria eorumdem, et in qua omnimodam justiciam se habere dicebant, amoveri et alibi teneri faceret extra terram eorum, preser-

tim quia causa, quam ballivi pretendebant ad dictam assisiam ibi tenendam, videlicet quod, temporibus retroactis, non habebat dominus Rex in partibus illis domanium in quo posset eas tenere, nunc cesset, cum dominus Rex modo terram suam habeat circumquaque : Viso diligenter privilegio dicte ecclesie, considerato eciam quod dominus Rex terram suam circumquaque habet, voluit dominus Rex et precepit quod ballivus suus amplius non teneret ibi assisiam suam, set eam teneret apud Nonedam. PHILIPPE III, 1272.

LXI. Preterea conquerentibus ipsis preposito et capitulo quod dominus Rex, in eorum prejudicium, in dicta villa sua Brivatensi, quemdam servientem tenebat, petentibusque quod dictum servientem suum amoveret, presertim cum alias, ad mandatum regium, per Archembaudum, dominum Borbonii, super hoc inquisitum fuisset, qui tunc temporis terram Alvernie pro domino Rege tenebat, et per inquestam per eumdem inde factam amotus fuisset, sicut dicebant : Tandem visis litteris dicti Archembaudi in quibus confitetur se de mandato regio super simili posicione servientis in ipsa villa inquisivisse, et, post inquestam inde factam, servientem ipsum, utpote in prejudicium dicte ecclesie positum, amovisse, visis eciam litteris regiis per quas constabat de dicto mandato ipsi Archembaudo facto, et aliis per quas apparebat alias per Regem mandatum fuisse quod serviens ibi positus, ex parte Regis, amoveretur de villa predicta, voluit dominus Rex et precepit quod de ipsa villa Brivatensi amoveretur serviens memoratus, nec ibi ulterius esset.

LXII. Cum Alfonsus comes Pictavensis (140), per inquestam inde factam, invenisset quod domanium quod Bomparius de Ausonio, tunc domicellus, habebat apud Railhac, de quo idem Bomparius sibi fecerat homagium, erat de feodo ecclesie Brivatensis, dictum feodum remisit ipsi ecclesie et reddidit, et dicto Bompario precepit quod de dicto feodo homagium faceret ipsi ecclesie, seu redderet deverium consuetum, quittans dictum Bomparium a fidelitate et homa-

PHILIPPE III, 1272. gio quibus sibi propter hoc tenebatur, et super hoc ipsi ecclesie litteras suas patentes concessit antequam ultimo iter arriperet transmarinum. Verum cum dictus Bomparius nollet de hoc, ut dicebatur, ad homagium capituli ecclesie predicte venire, petentibus ipsis decano et capitulo dictum feodum sibi restitui, ipsumque Bomparium ad homagium hujusmodi eis faciendum compelli: Visa littera predicta ipsius comitis, voluit dominus Rex, et pronunciatum fuit quod de dicto feodo de Railhac homagium fieret a dicto Bompario capitulo ecclesie memorate, et si dictus Bomparius hoc homagium dicto capitulo nollet facere, et dicto capitulo, propter defectum hominis, ad ipsum feodum assignando violencia inferretur, quod ballivus domini Regis eis hujusmodi violenciam amoveret.

LXIII. Petente comite Boloniensi quemdam servientem per ballivum Ambianensem positum in prioratu de Wasto amoveri cum idem locus sit in comitatu suo, et a predecessoribus suis comitibus Bolonie fundatus, ipseque et predecessores sui comites Bolonienses sint et fuerint in possessione garde dicti loci, sicut dicebat, procuratore prioris et conventus dicti loci e contra dicente se esse de garda domini Regis et non dicti comitis, quodque in saisina erat habendi gardam domini Regis, et dominus Rex in saisina custodiendi eosdem, et ad gardam hujusmodi pro domino Rege probandam quoddam privilegium regium exhibente: Tandem, audito per dictum ballivum quod, licet serviens ipse per eum fuisset ibi positus, ad presens tamen non erat ibidem, set eum inde amoverat, responsum fuit per curiam dicto comiti quod dominus Rex modo non habebat servientem in loco predicto, propter quod super hoc conqueri non poterat, et fuit preceptum ballivo quod, si adhuc esset ibi dictus serviens, inde amoveret eumdem.

LXIV. Imperatrix Mathildis (141) dedit leprosis Argentonii nonaginta acras terre in liberam et perpetuam elemosinam, tenendas ab eis cum liberis consuetudinibus suis. Rex Henricus, filius suus, donum

hujusmodi confirmavit eisdem. In terra illa facte fuerunt domus, et hospites in eis manserunt à quinquaginta annis, et ultrà, et post, descendendo a duodecim vel decem annis et citra. Cum verò ballivus Cadomi ab hospitibus, in eadem terra manentibus, vellet pro domino Rege levare foagium, leprosi se opposuerunt, dicentes quod, cum terra ipsa data esset eis in perpetuam et liberam elemosinam tenenda, cum suis liberis consuetudinibus, hospites in eâ manentes foagium minime solvere tenebantur, ballivo e contra dicente quod, secundum formam dicte donacionis, nec villam poterant ibi facere, nec hospites qui ibidem fuerant a foagio liberare, cum libertas eis concessa solum se extenderet ad liberacionem consuetudinum que pro arabilibus terris debentur : Demùm, visis dictis litteris super eodem dono confectis, et auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod nichil pro ipsis leprosis propositum fuerat per quod dicti hospites sui a foagio domino Regi prestando debeant esse liberi et immunes. PHILIPPE III, 1272.

LXV. Alfonsus, comes Pictavensis, dederat magistro Guillelmo de Valle-Grignosa, clerico suo, pro suo servicio, quandam terram sitam versus Ruppellam, ita quod terram ipsam vendere posset aut dare loco religioso vel alteri loco cui vellet. Dictus magister terram ipsam vendidit abbatisse et conventui Fontis-Ebraudi pro quadam pecunie summa sibi soluta. Mortuis postmodum dicto comite et dicto magistro, cum terra Pictavensis ad manum domini Regis devenisset, gentes domini Regis terram ipsam sic venditam saisiverunt. Petentibus itaque dictis abbatissa et conventu..... sororem dicti magistri, que erat heres ipsius, compelli ad dictam terram sibi garentizandam, cum, sicut succedebat in hereditate, succedere deberet et in honore; petenteque dicta sorore quod dominus Rex, tanquam heres dicti comitis, donum predictum ipsi fratri suo factum sibi garentiret : Tandem, considerato quod adhuc ignorabatur utrum dominus Rex terram Pictavensem habere deberet in toto vel in parte, cum rex Sicilie eam totam et comes Attrebatensis partem ejus ad se

PHILIPPE III, 1272. diceret pertinere (142), ordinatum fuit quod dicte abbatissa et conventus remanerent in saisina dicte terre sibi vendite, donec discussum esset, de terra Pictavensi ad quem, pro toto vel pro parte, devenire deberet, et per consequens, quis in terra eadem vendita jus possit reclamare, sciatur.

LXVI. Cum ab abbate et conventu de Alneto, Cisterciensis ordinis, peteretur emenda pro eo quod submoniti in exercitum non miserant, racione ville sue de Ferreria, que dicitur esse caput baronie, a Richardo de Humeto sibi data, ipsis e contra dicentibus quod non tenebantur ad dictam emendam solvendam, cum data fuerit eis villa ipsa in perpetuam elemosinam, et quieta et libera ab omni servicio, confirmata eciam per regem Richardum sub tali tenore quod villam ipsam, una cum aliis, sibi datis teneant et habeant liberam et quietam, sicut carte donatorum testantur : Tandem, visis litteris donacionis et confirmacionis predictarum, pronunciatum fuit cum data fuisset eis villa ipsa modo predicto, nec inveniretur quod dominus Rex usus fuisset de habendo exercitu contra ipsos, quod non tenebantur ad solvendam dictam emendam, et super hoc fuit impositum silencium ballivo Cadomi qui eam petebat.

LXVII. Quedam villa que dicitur Villare, in Wulcassino, devenit ad manum domini Regis per forisfacturam cujusdam militis qui eam a domino Rege tenebat. Cambellani domini de Hugueville in villa ipsa, postquam venit ad manum domini Regis, multo tempore usi sunt placito spate. Postmodum, cum Hugo de Sancto-Justo, ballivus Gisorcii, ipsam justiciam placiti spate saisivisset ad manum domini Regis, conquerente super hoc domino Galtero, cambellano, domino Hugueville, quod, sine cause cognicione, spoliatus fuerat de eadem, petenteque restitui, cum ipse et predecessores sui usi fuissent multo tempore de eadem, sicut dicebat: Tandem, audito per dominum Johannem de Cliquebuef, ballivum Gisorcii, qui super hoc, de mandato curie, didicerat veritatem, quod idem Galterus et prede-

cessores sui, per quadraginta annos et amplius, fuerant in saisina justicie placiti spate, in villa predicta, pronunciatum fuit, et eidem ballivo preceptum quod saisinam suam restitueret eidem Galtero, salvo domino Regi jure proprietatis. PHILIPPE III, 1272.

LXVIII. Conquerente episcopo Sagiensi de ballivo Cadomi quod gardam heredis Roberti de Masoheudin, militis defuncti, ad eum spectantem, sibi impediebat, petenteque quod sibi tolleretur impedimentum dicti ballivi; ballivo ipso u contra dicente dictum episcopum super hoc non debere audiri, cum ad dominum Regem et non ad ipsum episcopum garda hujusmodi pertineret, sicut dicebat, ad quod ostendendum proponebat aliquas raciones: Demum, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit et pronunciatum quod ad dominum Regem, et non ad dictum episcopum pertinebat garda predicta.

LXIX. Recordata est curia quod alias, propter defectum diei, a procuratore Reginaldi, comitis Forisiensis, factum in hac curia, in quodam parlamento, adjudicate fuerunt vicecomiti Meleduni, contra dictum cõmitem, duo millia librarum Turonensium quas ab eo petebat; et fuit preceptum ballivo Masticonensi quod de dictis duobus millibus librarum Turonensium gaudere faceret vicecomitem antedictum.

LXX. Cum prior Kari-Loci quasdam personas, apud Karum-Locum in adulterio deprehensas, fecisset currere seu fustigari per villam, hominibus dicte ville conquerentibus Johanni de Serannis, tunc ballivo Masticonensi, de prefato priore quod novam et inconsuetam justiciam faciebat in villa eadem, dictus ballivus justiciam hujusmodi in manu domini Regis saisivit, et dictum priorem, sine cause cognicione, spoliavit de ea. Processu vero temporis, casu consimili adulterii accidente in villa eadem, prior dicti loci eamdem justiciam exercuit. Conquerentibus itaque super hoc hominibus dicte ville domino

PHILIPPE III. 1272. Roberto-Sine-Averio, ballivo Masticonensi, ipse ballivus eamdem justiciam in manu sua saisivit. Verum, cum inde conquererentur prior et conventus predicti, petentes saisinam suam sibi restitui, ballivo e contra dicente quod non debebant audiri, cum justiciam inconsuetam fecissent, frangendo saisinam domini Regis in cujus manu posita fuerat justicia antedicta, monachis ex adverso respondentibus quod nobiles et alii habentes justiciam in illis partibus, cotidie, cum casus accidit, faciunt et facere consueverunt talem justiciam, quodque nunquam sciverant quod dictus Johannes de Serannis dictam justiciam saisivisset : Demum, audito eciam per partem adversam quod dicti abbas et conventus habent omnimodam justiciam in villa predicta, auditis tam que ballivus quam partes proponere voluerunt, pronunciatum fuit quod dictus ballivus, cum predecessor suus non habuisset justam causam saisiendi dictam justiciam, eam ipsis restitueret, eos dimittendo in sua saisina, et, si burgenses inde vellent conqueri, jus partibus exhiberet; quodque a dicto priore emendam sibi faceret gagiari de fraccione saisine domini Regis, nichil inde levando nisi de mandato curie speciali.

LXXI. Facta tallia apud Pontem-Audemari pro facto exercitus domini Regis, homines ipsius ville imposuerunt partem ipsius tallie magistro Henrico dicto de Parisiis, clerico uxorato et bigamo (143), qui ibidem publice exercebat sua mercimonia, sicut dicebant. Idem magister proponebat quod non tenebatur solvere hujusmodi talliam, cum maneret in manerio abbatis et conventus Boni-Portus quod habent apud Pontem-Audemarum, in quo manentes liberi sunt ab omnibus talliagiis, multamque habent libertatem, prout apparebat per litteram Roberti, comitis Mellenti, qui libertatem ipsam eis concesserat, sicut dicebant; in cujus libertatis saisina hactenus fuerant, manentes in masnerio antedicto, sicut dicebant, a tempore concessionis ejusdem : Tandem, visa carta predicta ejusdem comitis, et carta regis Henrici Anglie qui dictam concessionem confirmavit, pronunciatum fuit quod, racione dicte libertatis ipsi masnerio con-

cesse, ab hujus tallia exercitus quittus et immunis esse debebat dictus magister, non tamen intelligebat curia quod dicta carta excusare eum deberet ab aliis talliis et honoribus dicte ville, set quia quidam fuit comes Mellenti, nomine Robertus, qui terram suam commisit, cujus littere non tenentur, et dubitabatur utrum esset iste idem comes qui fecit concessionem predictam, preceptum fuit domino Juliano quod sciret super hoc veritatem, et, si fuerit ille idem, non tenebit donacio, si vero fuerit alius, liber erit, ut premissum est, dictus magister Henricus. PHILIPPE III, 1272.

LXXII. De hominibus vero Hospitalariorum, seu ab eis tenentibus apud Pontem-Audemari, quos Hospitalarii dicebant, per privilegia a rege Richardo Anglie sibi concessa, immunes esse debere a tallia hujus exercitus, visa carta seu privilegio antedicto, licet per illud maxima concedatur libertas ipsis et hominibus suis, quia tamen dicta villa Pontis-Audemari non fuit de domanio dicti regis Richardi, set comitum Mellenti, nec in terra alterius talem poterat idem Rex concedere libertatem, pronunciatum fuit quod per hoc non erant liberi dicti homines, seu tenentes ab eadem tallia, set eam solverent.

LXXIII. Determinatum est quod abbas et conventus Sancti-Walarici, pro injuria quam in domo sua fecerunt ballivo Ambianensi a domino Rege ibi misso, in quem quidam monachus manus injecit, leviter tamen eum per brachium capiendo, item claudendo sibi portam abbacie, cum inde vellet exire, solvant, pro emenda, octingentas libras Parisienses, de quibus ducente erunt dicti ballivi, pro injuria sua, et sexcente erunt domini Regis.

LXXIV. Cum, per quamdam composicionem, habitam inter dominum Regem, ex una parte, et O. (1 44), episcopum Mimmatensem, ex altera, super castro Gresie et aliis, dominus Rex dedisset et concessisset episcopo Mimmatensi et ecclesie sue in perpetuum feodum castrorum de Wabres et de Duobus-Canibus sive Dos-Chans, pre-

PHILIPPE III, 1272. ceptumque fuisset Poncio de Montelauri, a quo, ex dimissione seu concessione Eraclii de Montelauri, fratris sui, tenebantur in feodum dicta castra ab eis quorum erant domania, quod, de feodo hujusmodi, veniret ad homagium dicti episcopi, fuissetque propositum, pro dicto Poncio, quod de hiis ad homagium ipsius episcopi minime tenebatur venire, cum et dictum feodum et castra alia a domino Rege ad unum feodum tenerent[1], nec de unico feodo duo homagia facere volebat, dicto episcopo e contrario respondente quod id non excusabat dictum Poncium, cum ita non esset, set dicta duo castra, una cum aliis castris suis, ad unum feodum teneri debebant ab episcopo Mimmatensi, et ita fuerat observatum, et, ad hoc probandum, quoddam instrumentum publicum, bulla cujusdam [episcopi] Mimmatensis plumbea signatum, exhibente, adiciente eciam quod, controversia hujusmodi inter eos mota, auditis racionibus parcium, et viso dicto instrumento, terminatum fuit per curiam alias quod dictus episcopus[2] dictum homagium ipsi episcopo facere tenebatur, quod procurator dicti Poncii negabat : Demum, viso dicto instrumento, auditis eciam que partes proponere voluerunt, et audito per recordum curie ita preceptum fuisse, sicut dictus proponebat episcopus, pronunciatum fuit et preceptum quod de dicto feodo fieret homagium episcopo memorato, et quod dictus Poncius[3], si dictus Poncius dictum homagium nollet facere, permitteretur idem episcopus ad suum assignare feodum, et, si sibi violencia super hoc inferretur, eam sibi amoveret senescallus predictus.

LXXV. Preterea cum, territorio de Arsillac sibi dato per dictam composicionem, questio verteretur inter dictum episcopum et senescallum Belli-Quadri super eo quod dictus senescallus receperat homagium domini Marqueti de Kanillaco, militis, de quodam maso, videlicet maso de Serra ad dictum territorium de Arsillac pertinente, dicto episcopo conquerente super hoc, dicenteque ad se feodum hujusmodi pertinere, viso per dictam composicionem quod datum

[1] Lisez *tenerentur*. — [2] Lisez *Poncius*. — [3] Lisez *dicta castra*.

sibi fuerat ipsum territorium cum pleno jure, mero et mixto imperio, pronunciatum fuit et preceptum quod dictus Marquetus homagium faceret de dicto manso suo episcopo memorato. PHILIPPE III, 1272.

LXXVI. Item, preceptum fuit senescallo Belli-Quadri quod non impediret dicto episcopo Mimmatensi cursum monete sue quin in tota diocesi Mimmatensi et feodis ac retrofeodis suis, ubi cursualis fuit ab antiquo, libere cursum suum haberet.

LXXVII. Idem, in eodem preceptum fuit et pronunciatum fuit de episcopo Aniciensi pro sua moneta.

LXXVIII. Recordata est curia quod alias, in curia ista, post inquestam inde factam, preceptum fuit ballivo Aurelianensi quod comitem Blesensem gaudere permitteret de bastardis, et eosdem sibi expletare in castellania Blesensi.

LXXIX. Item quod, in curia domini Regis qui nunc est, antequam Rex esset, tempore quo tenebat terram Aurelianensem, post inquestam similiter inde factam, preceptum fuit ballivo Aurelianensi quod dictum comitem similiter gaudere permitteret de bastardis in castellania de Remorentino, presertim cum jus commune et usus suus in utroque loco faceret pro dicto comite, et nichil in contrarium probaretur pro Rege.

LXXX. Radulphus de Paciaco, civis Parisiensis, vina que in propriis vineis suis creverant misit apud Rothomagum, ad vendendum. Timens vero de majore et paribus Rothomagensibus, eo quod per punctum carte concessum est eis quod mercimonia ibi transire nequeant absque eorum assensu, quod vina sua tanquam commissa effunderent, si transirent, ipse seu procurator suus requisivit vicecomitem et ballivum Rothomagi quod vina sua, cum in suis crevissent vineis, et ideo mercimonia non debebant censeri, presertim

PHILIPPE III, 1272.

cum hoc in consimili casu fuisset in domini Regis curia judicatum, libenter facerent transire, paratus facere fidem quod in suis crevissent vineis, securitatemque prestare idoneam de solvendo pro vinis ipsis, si quid pro ipsis solvere tenebatur. Ballivus vero, vocatis ad se majore et sociis suis, eis precepit quod dicta vina transire permitterent, cum, prout dicebat dictus Radulphus, mercimonia non deberent censeri, presertim racione dicti judicii in casu consimili alias facti, quodque reciperent a procuratore dicti Radulphi securitatem de solvendo eo quod deberetur de vinis eisdem, et, ne per defectum securitatis hoc dimitterent, se super hoc plegium et responsalem obtulit esse eis, expresse eis inhibens ne transeundo effunderent vina ipsa. Verum cum, vinis ipsis ultra ductis, de decem doliis que ibi erant, major et pares Rothomagenses quinque dolia fecissent effundi tanquam sibi commissa, et quinque alia dolia domino Regi reddidissent, eo quod ad eum pertinet medietas eorum que in tali casu committuntur ibidem, conquerente super hoc dicto Radulpho, petenteque sibi restitui vina sua, et, ad id quod taliter fieri deberet, raciones plurimas proponente, dictis majore et paribus e contra proponentibus raciones suas per quas ad eorum restitucionem, sicut dicebant, minime tenebantur: Demum, auditis que partes proponere voluerunt, presertim cum vina sua, utpote que in vineis dicti Radulphi creverant, non deberent dici mercimonia, post inhibicionem dicti ballivi qui se plegium et responsalem constituerat pro eo quod debebatur de ipsis, per eos fuissent effusa, condempnati fuerunt, per judicium, dicti major et pares ad restituendum vina que taliter effuderant dicto Radulpho; preceptum fuit eciam quòd quinque dolia vini que dominus Rex inde habuerat, similiter redderentur ipsi Radulpho.

LXXXI. Quidam mercator de Gales venerat apud Bruges cum multis saccis lane; quo existente ibidem, cum clamata fuisset publice, ex parte comitisse Flandrie, quod ad feriam Insulensem iret quilibet, salvo ire et salvo venire, idemque mercator, ob bannum

hujusmodi assecuratus, ad dictam feriam cum lanis suis venisset, lane sue capte fuerunt et arrestate per comitissam Flandrie, vel de ejus mandato, ipsa ratum habente: Cum itaque peteret dictus mercator sibi restitui dictas lanas cum dampnis inde habitis, usque ad valorem octo millium librarum Turonensium, offerens se probaturum, et bannum ipsum taliter factum fuisse, et alia que in facto consistunt, quantum sibi sufficeret, si sibi negaretur a parte adversa, propositum fuit, pro dicta comitissa, quod non tenebatur respondere super hoc mercatori predicto, cum, secundum consuetudinem diu habitam inter barones Francie, si unus injurietur alteri, possit unus capere de bonis alterius et hominum suorum. Et ideo, cum rex Anglie bona mercatorum Flandrie arrestaverit in Anglia, veniendo contra privilegia a regibus Anglie eis concessa, que reddere noluit a dicta comitissa et per litteras eciam domini Regis pluries requisitus, ipsa de bonis hominum dicti Regis potuit arrestare, non obstante banno predicto, eciam si factus fuisset, quod non confitebatur, cum per bannum ipsum non intenderet inimicos seu adversarios suos ad terram suam revocare, et de hoc offerebat se, quantum sibi sufficeret, probaturam, dicto mercatore dicente e contrario quod guerra hujusmodi, eciam si talis esset, sibi non debebat nocere, cum sit persona libera nec sit de terra regis Anglie, set sit burgensis, et de terra domini Edoardi, et maxime cum, facta restitucione mercatoribus Anglie pro bonis suis sibi ablatis in Flandria per dictam comitissam, de bonis mercatorum Flandrie in Anglia arrestatis que inter ipsos mercatores Anglie arrestatos in Flandria dividebantur, nulla de bonis ipsis sibi fuerit porcio assignata tanquam non burgensis regis Anglie supradicti, et ex adverso proposito, pro dicta comitissa, quod burgesia domini quam proponebat, non debebat ipsi mercatori prodesse, cum idem sint pater et filius, et ita bene arrestentur mercatores Flandrie per dictum dominum Edoardum, sicut et per dominum regem Anglie: Tandem, auditis hinc inde propositis, cum per dictum bannum a comitissa factum videantur assecurati fuisse, non solum homines sui, set pocius alieni, presertim cum

PHILIPPE III, 1272.

PHILIPPE III, 1272. dicta feria non esset nova, judicatum fuit quod, non obstantibus ab ipsa comitissa propositis, respondere tenebatur super hoc mercatori predicto, si probetur bannum hujusmodi talem fuisse.

LXXXII. Cum pro domino Rege peteretur exercitus ab hominibus marescalli de Mirapiscis, ipso marescallo conquerente super hoc, et dicente quod dominus Rex non habebat exercitum super homines suos, set super ipsum solummodo qui debet domino Regi omni die servicium, se decimo militum ad sumptus suos proprios, cum sibi placet illud habere, quodque dominus Rex nunquam usus fuerat habere exercitum super suos homines, asserente eciam quod, secundum statuta facta apud Appamias, liberi esse dicti homines sui ab hujusmodi servitute, nec censeri debebant admodum aliorum hominum dicte terre, cum ipse non habuerit, sicut alii terrarii, terram suam ex dono comitis [Montis-] Fortis, vel domini Regis, set eam acquisivissent predecessores sui; gentibus domini Regis e contra dicentibus non valere supra posita adeo quod dicti homines a prestacione dicti exercitus liberentur, cum idem marescallus dictum servicium decem militum debeat pro domanio suo et non pro hominibus antedictis, cum eciam, secundum generalem terre consuetudinem, et domini et homines domino Regi teneantur ad exercitum, cum eciam dominus Rex sit in saisina habendi exercitum ab hominibus antedictis, prout inventum fuit per quamdam apprisiam seu inquestam de mandato senescalli Carcassone inde factam; ad quam apprisiam seu inquestam respondebat dictus marescallus quod sibi non debebat nocere, cum se non supposuisset eidem, set eam contradixisset expresse : Tandem, auditis diligenter que proponere voluit, et visis statutis Appamiarum, pronunciatum fuit quod dictus marescallus nichil proposuerat ad presens per quod dicti homines liberi debeant esse et immunes ab exercitu memorato.

LXXXIII. Conquerentibus abbate et conventu Sancti-Richarii in Pontivo de gentibus domini Regis quod eos de quodam latrone, de

quo fecerant, prout ad eos pertinebat, justiciam, et de boissellis molendinorum de quibus erant in saisina, eos sine cause cognicione spoliaverant et dissaisierant, petentibusque suam sibi saisinam restitui, gentibus domini Regis ex adverso dicentibus quod non erant super hiis audiendi, cum ad dominum Regem et non ad eos hec justicia pertineret: Tandem, quia, per ballivum Ambianensem, qui dominum Regem defendebat in hoc facto, confessatum fuit et recognitum quod, tempore dicte spoliacionis, erant ipsi abbas et conventus in saisina dictorum latronis et boissellorum, et fuerant per duodecim annos et amplius, pronunciatum fuit quod de premissis resaisiri debebant, et fuit preceptum ballivo quod de predictis resaisiret eosdem. Voluit tamen dominus Rex quod de jure suo inquiratur super premissis, presertim cum dictus abbas et procurator conventus in hoc alias consensissent, secundum certam formam super hoc expressam. PHILIPPE III, 1272.

LXXXIV. Preterea cum, dicto abbate Sancti-Richarii faciente quamdam fortericiam novam in terra sua, apud Drusiacum, prope Sanctum-Richarium, gentes domini Regis sibi suum edificium arrestassent, dicendo quod, cum non habeat ibi altam justiciam, fortericiam ibi facere non poterat sine domini Regis assensu, dicto abbate ex adverso dicente quod hoc facere poterat, cum ipse et nobiles de partibus illis, tenentes a domino Rege, nec habentes in locis suis altam justiciam, facere consueverint fortericias in terris suis quas a domino Rege tenent, non petita ipsius domini Regis licencia, vel obtenta, sicut dicebat: Tandem, audito per dictum ballivum Ambianensem, qui de mandato domini Regis super hoc addiscere debuit veritatem, quod nobiles in illis partibus a domino Rege tenentes, licet in terris suis non habeant altam justiciam, plures in terra illa fecerunt fortericias, quod eciam abbates Sancti-Richarii, in villa Sancti-Richarii, in qua dominus Rex altam habet justiciam, in abbacia sua scilicet, bonam fortericiam fecerunt, necnon et quod iste idem abbas, in terra sua, in loco videlicet consimilis condicionis

PHILIPPE III. 1272. qui dicitur Honneu, prope Sanctum-Richarium, bonam fecit fortericiam a duodecim annis citra, placuit domino Regi quod dictus abbas fortericiam suam perficeret apud Drusiacum, si sibi placeret.

LXXXV. Conquerente domino Rogero Bacon super mutacione mercati sui de Bernesco facta postquam ad gardam domini Regis venerat, sicut dicebat, petenteque dictum mercatum, ad diem ab antiquo statutum, reponi; responsum fuit eidem, sicut et alias factum fuit, tempore regis Ludovici, cum id idem peteret, quod non erat super hoc audiendus.

LXXXVI. Supplicante Odone, Rothomagensi archiepiscopo, domino Regi quod, coram ballivis suis in Normannia, quando in causa patronatus agitur contra eum, posset se defendere per atornatum, cum suis litteris patentibus, presertim cum super hoc usus fuisset, sicut dicebat, dominus Rex, ex gracia speciali, concessit dicto archiepiscopo Odoni quod, in causa patronatus, possit se per atornatum defendere, ut petebat, licet hoc sit contra consuetudinem terre.

LXXXVII. Orta questione inter abbatem et conventum Sancti-Medardi Suessionensis, ex una parte, et hominibus suis de Riparia, ex altera, super eo quod, cum ipsi abbas et conventus ab eis peterent stipendia trecentorum servientum peditum quos ei debent pro exercitu Regis, sumptus eciam quatuor quadrigarum que debent arma dictorum servientum deferre, dicti homines proponebant quod, pro trecentis servientibus, quos bene confitebantur pro exercitu domini Regis se eis debere, et pro quadrigis eorum arma deferentibus, quingentas libras tantum solvere tenebantur et de hoc alias usi fuerant in casu consimili, sicut dicebant, propter quod quingentas libras solum ob hoc solvendo petebant ab eis in pace dimitti : Tandem partibus instanter petentibus quod curia decerneret quantum dicti homines propter hoc solvere tenerentur, auditis hinc inde propositis, determinatum fuit quod, cum ipsi homines confiterentur se dic-

tos trecentos servientes debere qui debent per quadraginta dies servire, pro quolibet eorum tenebantur solvere duodecim denarios per diem, et sumptus eciam quatuor quadrigarum que deferrent arma eorum, quia abbas et conventus finaverant cum domino Rege ad certam summam peccunie de toto servicio exercitus; declaratum fuit eciam quod abbas et conventus solverent domino Regi decem et septem libras decem solidos Parisienses pro quodam sommario quem sibi debent in suo exercitu. PHILIPPE III, 1272.

LXXXVIII. Quesitum fuit a consilio domini Regis utrum per hec verba generalia, expressa in quadam donatione facta a Rege, « Dedi- « mus quicquid habemus et habere possumus in tali loco, » data sit ad usus hujus curie alta justicia, scilicet raptus, multrum, incendium et similia. Responsum fuit a consilio quod, secundum usum hujus curie, per talia generalia verba non datur alta justicia, prout hic accipitur alta justicia, scilicet raptus, multrum, incendium et similia, set eo modo quo in quibusdam aliis partibus accipitur, in quibus multo minores justicie pro alta justicia censentur, ille justicie, licet alta vocentur justicia, possent per hec verba conferri; et hoc fuit in facto ecclesie Carcassonensis que petebat omnimodam justiciam per hec verba in terra sibi permutata a Rege pro loco Fratrum Predicatorum loci ejusdem.

LXXXIX. Magister G. de Malo-Monte in quem procurator comitis Attrebatensis et procurator abbatis et conventus montis Sancti-Quintini, super quibusdam contencionibus inter eos motis, compromiserant in plena curia, protulit dictum suum in hunc modum, videlicet quod terre, domus et alia que comes dicebat sibi esse commissa, remanerent comiti, ita quod, si abbas et conventus velint eas habere titulo venditionis seu permutacionis, habebunt eas pro medietate precii quod valebunt. Item de expensis factis ab hominibus abbatis et conventus in prisione comitis, et de toragio levato ab eis et bonis eorum captis usque ad quadraginta vel quadraginta quinque libras,

PHILIPPE III, 1273. protulit similiter dictum suum, scilicet quod bona sua redderentur dictis hominibus, et quod de toragio quitti essent; set expensas quas in prisione fecerant ipsi homines pro victu suo usque ad ducentas quinque libras, solvere tenebantur ipsi homines. De emendis vero que a dictis hominibus pro dicto comite petebantur, eo quod ad submonicionem ipsius comitis non venerant, cum non tenerentur ad ejus citacionem venire nisi incertis casibus, sicut abbas et conventus dicebant, per dictum suum absolvit ipsos homines dictus magister.

ARRESTACIONES,

JUDICIA ET CONSILIA, PARISIUS, IN PARLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXIII.

I. Quedam bona fuerunt comiti Pictavensi, racione heresis, in comitatu Tholosano. Guillelmus Ulnaudi, miles, a quo tenebantur bona eadem, requisivit dictum comitem quod dicta bona sibi redderet, vel saltem de eis sibi daret tenentem. Comes sibi vendidit dicta bona pro tredecim centum libris vel circa; de qua peccunia, ante decessum suum, habuit duas partes. Mortuo vero comite, gentes domini Regis asserentes quod idem comes non poterat alienacionem aliquam facere de terra comitatus ejusdem, secundum formam pacis Parisiensis, dicta bona saisierunt, et de eis dictum militem spoliarunt. Conquerente igitur super hoc dicto milite, et petente sibi saisinam suam restitui, cum paratus esset reddere residuum precii quod debebat: Attendens curia quod bona hujusmodi non erant de hereditate comitatus, set quidam incursus, et quod non erat alienacio, si bona hujusmodi veniebant ad manum illius a quo tenebantur, et qui ea tenet a domino Rege, precepit et pronunciavit dictum Guillelmum esse restituendum de bonis predictis, dum tamen solvat residuum precii quod debebat.

II. Cum archiepiscopus Auxitanus violenter et cum armis abstulisset domino Bernardo de Astarac castrum suum de Podio-Rivorum quod idem Bernardus tenebat a domino Rege, et de eodem erat in homagio suo, et predecessores sui fuerant in homagio comitis Pictavensis et comitum Tholosanorum, predecessorum suorum, idemque Bernardus, post multa erramenta in curia inter eos habita, saisinam dicti castri sui per curiam recuperasset, presertim cum dictus Bernardus castrum ipsum avoaret a Rege, nec archiepiscopus, super hoc pluries requisitus, illud a Rege voluerit avoare, senescallo Tholosano qui ad recuperandum castrum ipsum de manu dicti archiepiscopi, de mandato curie iverat cum armis, et sumptus magnos fecerat, petente dictos sumptus sibi reddi a dicto Bernardo, pro cujus commodo et negocio facti erant, proposuit idem Bernardus quod ad solvendos domino Regi seu dicto senescallo sumptus hujusmodi minime tenebatur, cum Rex feodum suum quod ab ipso tenebat taliter sibi ablatum, sibi garentire et defendere teneretur : Tandem, hiis auditis, habito consilio, pronunciatum fuit quod dictus Bernardus minime tenebatur ad solvendum eosdem, set eos solveret dictus senescallus, et eos recuperaret ab archiepiscopo memorato qui violenciam fecerat antedictam (145).

III. Capto, ut premissum est, violenter et cum armis per archiepiscopum Auxitanum, dicto castro de Podio-Rivorum et suo exercitu adhuc existente ibidem, dictus archiepiscopus requisivit..... dominum castri de Ponciano, armigerum, quod de castro ipso de Ponciano, quod dictus archiepiscopus de feodo suo esse dicebat, sibi faceret homagium. Dictus vero armiger, licet de castro ipso esset in homagio dicti domini Bernardi, et dictus dominus Bernardus feodum teneret a domino Rege, et predecessores sui similiter tenuissent a comitibus Tholosanis, videns quid actum fuerat de dicto castro de Podio-Rivorum, timens eciam sibi de capcione sui et suorum seu morte et de dirucione dicti castri sui, cum exercitus dicti archiepiscopi adhuc prope esset, propter metum, homagium fecit de

PHILIPPE III, 1275.

castro ipso dicto archiepiscopo, et illud recognovit ab ipso. Conquerente igitur postmodum dicto Bernardo super hoc et petente feodum suum predictum sibi restitui; conquerente eciam ex hoc dicto armigero, et instanter petente factum hujus revocari, quod fecerat taliter coactus, ita quod ad homagium dicti Bernardi in quo fuerat de dicto castro, et predecessores sui fuerant similiter in homagio predecessorum dicti Bernardi, sicut dicebat, posset inde venire; procuratore dicti archiepiscopi e contrario asserente et proponente aliqua propter quod id non debere fieri asserebat : Tandem, auditis hinc inde propositis, cum dictus armiger tenens esset de domanio dicti castri, responsum fuit eidem per curiam quod, a quo ipsorum, archiepiscopi scilicet et Bernardi, mallet, dictum castrum avoaret, bene cavens sibi quid inde esset facturus, dictus vero armiger statim dictum castrum advoans se tenere a dicto domino Bernardo, de eo in plena curia homagium sibi fecit, reservato per curiam dicto archiepiscopo jure suo, si contra eos vel eorum alterum vellet super hoc experiri.

IV. In quodam castro de partibus Tholosanis in quo dominus Rex habet quartam partem, dominus Sicardus de Monte-Alto duas partes et quidam alius reliquam quartam partem, quidam fuit captus propter delictum suum per bajulum domini Regis, cumque diu per eum fuisset detentus, filius dicti domini Sicardi asserens ipsum captum ab ipso patre suo, pro rata temporis, secundum porcionem quam in ipso castro habebat, similiter debere teneri, peciit dictum captum sibi deliberari et tradi per bajulum antedictum. Cumque dictus bajulus hoc facere nollet, dictus filius ipsius Sicardi accedens ad carcerem captum ipsum, de consciencia et assensu patris sui, dicto bajulo invito et contradicente, extraxit. Cumque dictus Sicardus super hoc accusatus hoc gentibus domini Regis pro ipso domino Rege emendasset ad voluntatem ipsius domini Regis, hoc relato domino Regi, dominus Rex voluit quod emenda hujusmodi in sua sufferencia poneretur. Verumtamen pro certo asseritur quod idem Sicardus captos ibidem pro maleficiis tenere debet suo tempore

quemadmodum et Rex pro rata porcionis quam habet in castro predicto. PHILIPPE III, 1273.

V. Orta questione inter Odonem de Pomponio, militem, et uxorem suam, ex una parte, et Imbertum de Bocagues, pro liberis suis, ex altera, super quodam castro movente de feodo episcopi Biterrensis, tandem consenserunt partes quod dominus Rex daret eis duos auditores de consilio suo qui, tam super possessione quam proprietate, audirent eos, et eis jus facerent, data tamen prius a dicto Imberto securitate bona coram senescallo Carcassonensi quod liberi sui ratum haberent, cum devenirent ad etatem legitimam, quicquid super hoc factum esset. Postmodum data securitate hujusmodi coram senescallo predicto, cum partes deberent procedere, proposuit dictus Imbertus quod super possessione tantum debebat procedere et non super proprietate, quia in hoc tantum consenserat, ut dicebat, dicto Odone et ejus uxore dicentibus e contrario quod expresse consenserat quod super possessorio et petitorio procederetur, et ideo petebant super utroque procedi, quod ipse negabat : Tandem, partibus super hoc petentibus recordum curie, habito consilio, recordata est curia partes consensisse ab inicio quod super possessorio et petitorio procederetur, et ideo super utroque procedi precepit.

VI. Audita relacione ballivi Viromandensis, qui de mandato curie super hoc didicit veritatem, deliberatum fuit per curiam Reginaldo de Roquemonte, militi, usuagium suum de bosco mortuo ad suum ardere in montibus Bestisiaci quod forestarii Regis sibi impediebant, quia ballivus asseruit se invenisse quod alias, post inquestam inde factam, deliberatum fuit sibi dictum usagium, et post multo tempore fuit in saisina de eo.

VII. Priore et conventu Sancti Martini-de-Campis Parisius claudentibus muro domum suam, volentibusque murum suum facere ad lineam pilariorum inherencium antiquo muro suo, prepositus Parisiensis se opposuit, nolens quod loca existencia inter dicta pilaria clau-

PHILIPPE III, 1275. derent muro cum dominus Rex habeat in locis ipsis justiciam, sicut dicebat, qua non posset libere uti si loca inter dicta pilaria existencia muro clauderentur : Conquerentibus itaque super hoc priore et conventu predictis, asserentibusque dicta loca esse de terra sua, et in eis justiciam se habere, ordinatum fuit per curiam quod, si dominus Rex inveniatur esse in saisina justicie in locis predictis, non permittantur prior et conventus loca ipsa, que inter dicta pilaria consistunt, muro claudere ; si vero inveniatur quod prior et conventus habeant in dictis locis justiciam, et hec loca sint de terra ipsorum, nec dominus Rex sit ibi in saisina justicie, permittantur dicta loca claudere muro, et usque ad lineam dictorum pilariorum extendere murum suum.

VIII. Vicedomino Kathalanensi petente in jure sibi reddi ab abbate et conventu Sancti-Petri Kathalanensis duas villas, scilicet Sanctum-Martinum et Wineuil, una cum molendinis ibidem existentibus ad ipsum pertinentes, utpote matri sue in dotem concessas, sicut dicebat, cum ea que matri assignata sunt in dotem, secundum terre consuetudinem, sint hereditas liberorum matris ejusdem. Propositum fuit pro ipsis abbate et conventu quod non tenebantur ei super hoc respondere; cum ad ipsius instanciam, et ipso procurante, dominus Rex ad manum suam ea que petuntur ceperit, quia si ad restituendum predicta condempnarentur, non haberent quid possent restituere cum easdem res petitas non teneant, protestato tamen quod si per jus respondere debeant, etc. E contrario dicebat vicedominus quod, non obstante eo quod dominus Rex premissa ad manum suam [ceperit], nolens feodum suum in mortuamanu teneri, sibi tenebatur super hoc respondere, presertim cum ipse non procuravit saisinam hujusmodi fieri, set solum domino Regi denunciasset, sicut dicebat, quod dicti abbas et conventus premissa de feodo suo movencia possidebant : Tandem, partibus super hoc jus petentibus sibi reddi, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod dicti monachi ad ipsius vicedomini denunciacionem taliter dissaisiti non tenebantur eidem super hiis respondere, cum non teneant quod ab

eis petitur, nec habeant de quo possent restitucionem facere, si forte ad restitucionem premissorum eos contingeret condempnari. PHILIPPE III, 1275.

IX. Petentibus consulibus et hominibus Amiliani redditum quem dominus Rex habet in villa ipsa, quod dicitur paragium, sibi in perpetuum a domino Rege remitti, et ipsi competentem restitucionem sibi facerent pro eodem, preceptum fuit senescallo Ruthinensi quod sciret qualem restitucionem seu recompensacionem vellent facere domino Regi loco paragii memorati; referente itaque postmodum dicto senescallo quod nichil sufficiens super hoc offerebant, preceptum fuit eidem quod dictum paragium levaret, prout consuevit levari, et super hac peticione sua silencium fuit impositum procuratori consulum et hominum predictorum.

X. Invento, per apprisiam de mandato domini Regis inde factam, quod prepositus domini Regis in Belvacesino et quidam serviens suus quemdam hominem, quem capere intendebant, insequentes in ecclesia Ambianensi ad quam homo ipse confugerat clericum quemdam in ipsa ecclesia trahendo per capucium, ipsumque impellendo seu percuciendo graves ibidem injurias intulerunt; petentibus decano et capitulo ipsius ecclesie quod dominus Rex injuriam hujusmodi sibi ad honorem Dei ac dicte ecclesie faceret emendari; habito consilio, placuit domino Regi quod dicti prepositus [et serviens] nudi, in camisiis et braccis, crinibus sparsis, ab ecclesia Sancti-Jacobi moventes per longum ville Ambianensis processionem faciant, veniendo taliter usque ad majorem ecclesiam, et ibi, presente populo, hoc dicto capitulo emendarent, presente ballivo Ambianensi vel aliquo bono ex parte ipsius, qui aperte tunc dicat quod dominus Rex, ob honorem Dei et ecclesie, hanc emendam fieri precepit, et fieri debent hec in instante festo Assumpcionis Beate Marie. De hac tamen emenda debent decanus et capitulum esse contenti, nichil propter hoc ulterius petituri.

Adjuncto tamen quod dictus serviens nunquam de cetero sit in

PHILIPPE III, 1275. servicio domini Regis, et quod idem prepositus amoveatur de prepositura, nec ibi reponatur absque domini Regis mandato (146).

XI. Receptis testibus in causa que inter homines Montis-Ferrandi, ex una parte, et dominum Ludovicum de Bello-Joco, dominum ipsius ville, ex altera, vertebatur, ante publicacionem attestacionum, pecierunt dicti homines admitti ad dicendum in testes, presertim cum de hoc protestati fuissent coram auditoribus in ipsa produccione testium, sicut dicebant; et si sibi negaretur, petebant super hoc recordum auditorum. Ex adverso proponebat idem Ludovicus quod ad hoc non debebant admitti, cum jam testes fuissent recepti et clause attestaciones, maxime cum in ipsa recepcione obtulissent eis auditores quod si dicere vellent in testes, parati erant eos audire. Nichil tamen tunc dicere voluerunt, quod confessi fuerunt in plena curia auditores predicti: Tandem, auditis hinc inde propositis, partibus instanter petentibus jus super hoc sibi fieri, judicatum fuit quod, ex quo in produccione ipsa non dixerant, de cetero ad dicendum in testes non debebant admitti, quamquam eciam de hoc protestati fuissent.

XI. Orta questione inter mercatores et magistrum scabinorum Parisiensium, ex una parte, et tabernarios Parisienses, ex altera, super peccunie summis quas dicti mercatores violenter et contra voluntatem suam ab ipsis tabernariis, racione tabernarum suarum, annis singulis extorquebant, sicut asserebant ipsi tabernarii, super quo petebant silencium civibus predictis imponi, dictis mercatoribus seu civibus e contra dicentibus quod, cum proclamacio seu crieria vini in villa Parisiensi ad eos pertinebat, racione cujus de quolibet dolio vini vendito certum precium sibi debetur, et ipsi tabernarii plura dolia vendant sine proclamacione seu banno, eos dicto precio, sibi pro quolibet dolio debito, taliter defraudando, ipsi occasione hujusmodi orbarum tabernarum, diligenti estimacione perhabita, usi sunt et fuerunt a dictis tabernariis, secundum magis et minus, aliquas peccunie summas levare, utendo jure suo; racione dicte pro-

clamacionis seu crierie sibi concesse, propter quod petebant se in sua dimitti saisina, et imponi super hoc silencium tabernariis memoratis. Cum, post diem consilii et ostensionis, cives ipsi fuissent admissi ad probandum aliqua que proposuerant, ipsi defecerunt: Petentibus itaque dictis tabernariis, propter defectum dictorum civium, sibi adjudicari saisinam rei petite, civibusque ipsis aliqua proponentibus quare minime fieri hoc deberet, tandem, auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod, racione dicti defectus, amitterent ipsi cives saisinam rei petite, et remanerent dicti tabernarii in saisina libertatis, videlicet non solvendi has summas peccunie, racione dictarum tabernarum orbarum, salvo tamen parti alteri jure proprietatis. PHILIPPE III, 1279.

XII. Consenserunt in hoc parlamento Johannes de Wallencuria et ejus uxor, et voluerunt quod porcio peccunie eos contingens de peccunia a defuncto domino Auberto de Hangesto, patre ipsius domicelle, filiabus suis legata, que deposita erat, Parisius, apud Templum, tradatur et deliberetur Auberto de Hangesto, fratri domicelle predicte.

XIII. Audito recordo ballivi Bituricensis, cui partes se supposuerunt, videlicet episcopus Nivernensis, ex una parte, et prior Sancti-Salvatoris Nivernensis et prior Aubigniaci, ex altera, pro uno sommario quem dictus episcopus, racione exercitus domini Regis, petebat a quolibet dictorum priorum, quia, coram preposito de Sancti-Petri-Monasterio, de cujus prepositura est dictus prior Sancti-Salvatoris, probavit dictus episcopus se esse in saisina habendi unum sommarium a priore Sancti-Salvatoris in ultimo exercitu domini Regis, ante istum exercitum Fuxensem, dicto priore ad hoc vocato, et ter deficiente coram dicto preposito, prout, ex relacione dicti prepositi, hec recordatus est idem ballivus, adjudicata fuit dicto episcopo saisina habendi dictum sommarium a dicto priore Sancti-Salvatoris; de priore vero Aubigniaci in cujus recordo se similiter supposuerat dictus episcopus, nichil recordatus est dictus

PHILIPPE III. 1273. ballivus, asserens se super hoc nichil scire, et sic, quantum ad istum priorem, defecit recordum episcopo memorato. Verum cum, hoc facto, peteret idem episcopus ab eodem priore Aubigniaci saisinam dicti sommarii sibi tradi, et ad hoc dictum priorem compelli, offerens se probaturum quod erat in saisina illum habendi, dicto priore e contrario proponente quod super peticione hujus saisine non erat audiendus dictus episcopus, cum recordum ballivi, cui se supposuerat, sibi defecisset : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus episcopus, cum sibi defecisset recordum, non erat super peticione hujus audiendus, salvo tamen sibi jure proprietatis.

XIV. Ponte Meleduni indigente reparacione, dominus Rex concessit ibi barram sive quasi pavagium ad certum tempus, pro reparacione dicti pontis levandam. Transeuntibus itaque per locum ipsum monachis Sacri-Portus, vinaque sua Parisius per locum ipsum ducentibus, petita fuit ibidem ab eis, racione dictorum vinorum, consuetudo seu quantitas peccunie sicut et ab aliis, que nuncupatur falsa constuma, ob reparacionem pontis ejusdem, et, quia nolebant solvere, capta fuerunt et detenta nauta eorum. Verum conquerentibus super hoc monachis ipsis, petentibusque nauta sua propter hoc capta libere sibi reddi, cum ad hanc falsam constumam vel aliam quamcumque solvendam minime teneantur, sicut dicebant, utpote liberi penitus et immunes a talibus per cartam regiam per quam eis conceditur quod per universam terram Regis liberos et quietos transitus habeant, et de omnibus rebus que ad usum victus et vestitus eorum necessarie fuerint, neque pedagium, neque theloneum neque aliquam omnino consuetudinem, quantum ad Regem attinet, exsolvant, ballivo Senonensi e contrario asserente pro Rege quod ad dictam constumam que, ob bonum commune tam ipsorum quam omnium aliorum ibi transeuncium, ad certum tempus tantum concessa est, non obstantibus hiis que proposuerant, tenebantur : Tandem, auditis hinc inde propositis, et diligenter visa carta predicta, judicatum fuit quod, non obstante concessione hujusmodi ipsis monachis

facta, ad solvendam dictam falsam constumam que ad certum tempus, ob bonum commune, imposita est, tenebantur. PHILIPPE III, 1273.

XV. De Templariis qui conquerebantur quod similis constuma levabatur ab eis apud Villam-Novam prope Senones, pro reparatione pontis dicti loci, licet nunquam alias solvissent talem constumam, sicut dicebant, non tamen cartam seu libertatem aliam pretendebant, simile factum est judicium.

XVI. Preterea conquerebantur dicti abbas et conventus Sacri-Portus quod illi qui dictum pontem Meledunensem reparabant, ad terram eorum venerant et ibi foderant ad lapidicinam faciendam, in qua lapides capiebant, ipsis invitis, pro opere dicti pontis, quod eciam quamdam viam, per quam eis patebat transitus ad abbaciam suam, quasi destruxerant in non modicum dampnum suum; quare petebant eos ad desistendum compelli, et sibi restitui dampna sua: De hoc preceptum fuit ballivo Senonensi quod dictum cheminum faceret taliter emendari quod bonus et securus per eum pateret eis transitus, sicut prius, quod eciam dampna que sustinuerant, racione dicte lapidicine, scilicet precium competens lapidum inde habitorum eis redderet de denariis Regis, vel reddi faceret ab eis qui faciunt dictum pontem, si ex pacto ipsi ea que dicto operi necessaria fuerint, querere teneantur.

XVII. Quia sentencia lata per ballivum Masticonensem pro Petro dicto Boet, civem Burdegalensem, contra Poncium Dentu, civem Masticonensém, de qua idem Poncius, tanquam ab iniqua, ad curiam istam appellaverat, inventa est rite lata, et perperam inventum est appellatum fuisse, quassata est dicta appellacio, et preceptum fuit ballivo quod dictam sentenciam suam execucioni demandaret.

XVIII. Quidam de Normannia tenens quandam sergenteriam a Rege, videlicet jus piscandi in aqua Regis apud Vallem-Redolii per

PHILIPPE III. 1273.

quod tenebatur Regi reddere omnes vendesias quas capiebat ibidem, vendidit omnem terram suam aliam quam habebat moventem de sergenteria predicta, nichil sibi retinens de eadem nisi solum dictam piscariam : Verum cum quidam alius, nomine..... suus consanguineus, omnem terram ab eo, ut dictum est, venditam retraxisset per bursam, ballivusque domini Regis et terram taliter retractam et illam piscariam similiter non venditam saisivisset ad manum domini Regis eo quod dicta sergenteria taliter fuerat dismenbrata, conquerente super hoc dicto retractore, placuit domino Regi quod et terra quam retraxerat et jus eciam dicte piscarie traderetur et dimitteretur eidem retractori.

XIX. Conquerente priorissa de Tuconio quod abbas Nantoliensis et quidam prior suus quemdam molendinum de novo fecerant prope molendinum antiquum ipsius priorisse et sui conventus, per quem indebite impediebant solitum cursum aque venientem ad dictum molendinum earum, impediebant eciam transitum strate publice, calceatam suam ultra debitum elevando, petenteque forciam et impedimentum hujusmodi amoveri, preceptum fuit per curiam senescallo Pictavensi quod, accedens ad locum ipsum, vocatis qui evocandi essent, et loco prius inspecto, quod inveniret ab ipsis monachis circa hoc de novo indebite attemptatum, ad statum debitum revocaret. Auctoritate cujus mandati dictus senescallus ad locum ipsum accedens, vocatis dictis abbate et priore suo, et loco inspecto, quia invenit impedimentum ibi de novo et indebite factum, prout proposuerat priorissa, impedimentum ipsum de bonorum consilio amovendo, dictum molendinum ad debitum statum reduxit. Verum ex hoc appellantibus dicto abbate et suo priore, tum quia ad premissa facienda vocatus non fuerat per senescallum suus conventus, quia eciam non vocatus fuerat archiepiscopus Burdegalensis, a quo dicti monachi eundem molendinum suum asserunt se tenere, et propter alia, petentibusque factum dicti senescalli utpote minus juste factum, penitus revocari : Tandem, audita relacione senescalli et hiis que partes hinc inde proponere vo-

luerunt, cum, in talibus novis forciis, non sit opus tales sollempnitates requiri, pronunciatum fuit quod, non obstante hujusmodi appellatione monachorum, teneret, et in suo robore remaneret quod per eundem circa hoc actum fuerat senescallum; et fuit preceptum senescallo Xantonensi, in cujus senescallia sita sunt hec, quod quemadmodum a dicto senescallo Pictavensi actum fuerat, teneri faceret et servari, et quod ipse perficeret si quid circa hoc superesset agendum. PHILIPPE III. 1275.

XX. Orta questione inter abbatem Virziliacensem, ex una parte, et.....decanum Virziliacensem et plures alios e monachis dicti loci, ex altera; cum ballivus Senonensis posuisset quemdam servientem suum in domo dicti decani, apud Sanctum-Petrum subtus Virziliacum, ad ipsum decanum defendendum in sua saisina contra abbatem ipsum qui, cum adjutorio comitis Nivernensis, eum de dicta domo expellere nitebatur, conquestus fuit super hoc dictus comes, petens dictum servientem inde amoveri, cum locus ille et Virziliacensis ecclesia sint de sua gardia, ut dicebat, dicto decano et aliis expresse negantibus dictam abbaciam esse de sua garda, et se in sua possessione teneri per Regem, presertim cum dictus comes, sicut dicebant, eciam si garda esset sua, de hoc se non posset intromittere, nisi vocatus ab abbate et conventu, cujus conventus multo majori parte se esse dicebant qui eum non vocabant, necnon eciam cum, secundum ordinacionem domini Pape, per abbatem suum ab aministracionibus suis nequeant amoveri : Demum, auditis hinc inde propositis, reddita fuit saisina dicte garde ipsi comiti, ita tamen quod ipse comes dictum decanum et alios, quoad temporalia sua, teneat in statu in quo sunt ad presens, nichil immutando contra eos, donec causa inter ipsos mota coram Papa decisa fuerit; quod si idem comes circa hoc aliquid immutare voluerit contra eos, preceptum est ballivo Senonensi, dicto comite presente, quod nullatenus hoc permittat, set eos teneat in sua saisina.

XXI. Conquerente vicecomite Meleduni quod ballivus Senonen-

PHILIPPE III, 1275. sis, ex parte Regis, inhibuerat quod dictus vicecomes non piscaretur in aqua que dicitur Alemont communi Regi et sibi, sicut dicebat, quod eciam, apud Meledunum, clamari faciebat ballivus per dominum Regem solum, nulla facta mentione de dicto vicecomite, qui in bannis ibi factis nominari solebat : Intellecto quod dicta aqua communis est Regi et sibi, revocata fuit dicta prohibicio, et preceptum fuit ballivo quod eum piscari permitteret in eadem; item quod apud Meledunum, prout hactenus factum est, per dominum Regem et per vicecomitem faceret proclamari.

XXII. Supplicante domino Regi vicecomitissa Lemovicensi quod dominus Rex permitteret eam justiciare homines suos castri Lemovicensis qui in multis deliquerant contra eam, secundum quod in parlamento proximo preterito fuerat alias eidem concessum, procurator hominum predictorum se opposuit, multa proponens quare asserebat hoc minime sibi debere concedi, cum ipsi parati essent stare juri coram domino Rege quem suum esse dominum asserebant, negantes penitus se fore homines vicecomitisse predicte : Tandem, auditis hinc inde propositis, habito consilio, responsum fuit dicte vicecomitisse quod Rex non opponebat se quominus ipsa justiciet dictos homines suos, prout justum erit, set hoc bene permittebat eidem.

XXIII. Conquerente comite Sacro-Cesaris quod ballivus Bituricensis impediebat eidem justiciam suam seu cognicionem super facto armorum in terra sua, petenteque quod sibi deliberaretur hec justicia, cum ad eum de jure pertineat, utpote qui in terra sua omnimodam habet justiciam, dicto ballivo ex adverso proponente eumdem comitem non debere super hoc audiri, cum dominus Rex sit in saisina talis justicie in terra comitis antedicti, quod fuit ex parte dicti comitis expresse negatum : Demum, quia de jure communi ad dictum comitem spectabat hec justicia, nec certum erat de usu Regis, immo contrarium asserebatur pro certo, et in casu consimili alias per hanc curiam deliberata fuerat justicia domino Castri-Radul-

phi, impositum fuit super hoc silencium ipsi ballivo, et ei preceptum quod dictum comitem gaudere permitteret justicia antedicta. PHILIPPE III, 1275.

XXIV. Cum, in causa mota inter decanum et capitulum Lugdunenses, ex una parte, et homines Lugdunenses, ex altera, dicti cives quoddam misissent pro se procuratorium, sigillatum sigillo ipsius ville, in quo continebatur quod cives, populus et universitas Lugduni constituebant procuratores, ex parte dictorum decani et capituli fuit propositum quod per illud procuratorium non debebant dicti cives ad litigandum admitti, cum apud Lugdunum non esset nec communia, nec universitas, nec aliquod collegium, nec unquam fuisset, cum eciam sigillum illud, quo erat sigillatum dictum procuratorium, fecissent dicti cives de novo in prejudicium archiepiscopi Lugdunensis, domini sui, durante videlicet contencione et guerra inter eos et ecclesiam Lugdunensem, propter quod nulla erat ei fides adhibenda. Ex adverso proponebat procurator dictorum hominum quod per illud procuratorium debebant admitti, non obstante quod ibi dicitur, « cives, populus et universitas, » quia ex quo est ibi civitas est et universitas, et quia in saisina sunt utendi dicto sigillo a tribus annis citra, quia eciam alias admissum fuit simile procuratorium pro eisdem, procedendo in arbitrio inter eos et dictam ecclesiam facto, quod procuratores dicti capituli negaverunt expresse: Tandem, partibus instanter petentibus jus sibi dici utrum recipi deberet, secundum proposita, procuratorium antedictum, judicatum fuit, tum propter formam verborum, tum propter sigillum, quod de novo factum fuerat absque superioris auctoritate, predicta contencione durante, quod non erat dictum procuratorium admittendum (147).

XXV. Cum apud Crispiacum, in Valesio, evenisset quedam manusmortua communis domino Regi et Sancto-Crispino Suessionensi, ballivusque vellet eam levare pro Rege ibidem, major et jurati Crispiaci se opposuerunt, dicentes quod, cum in villa Crispiaci ha-

PHILIPPE III. 1273. beant omnimodam justiciam, exceptis quatuor casibus in carta sua expressis quos dominus Rex sibi retinuit, per manum ipsorum, cum servientes Regis ibi sint, et non per ballivum levari debebat, quia si aliter fieret, per hoc ipsorum justicia lederetur. E contrario asserebat ballivus quod non debebant super hoc audiri, cum dominus Rex ibi et alibi sit in saisina levandi manus suas mortuas per manum suam et non per alium, nec istud levare sit mere actus justicie, ut dicebat; hanc tamen saisinam in loco suo negabant major et jurati predicti: Demum, auditis hinc inde propositis, et diligenter visa carta eorum, cum nichil pro eis in hoc casu faceret dicta carta, pronunciatum fuit quod per dictum ballivum et non per ipsos majorem et juratos dicta manusmortua levaretur.

XXVI. Visa carta Regis confecta super associacione dudum facta inter Regem et abbatem et conventum Sancti-Martini Eduensis, per quam burgenses de Sancti-Petri-Monasterio, cubantes et levantes sub abbate et conventu predictis, defendebant se contra dominum Regem, quod ei ad exercitum minime tenebantur; quia non de personis ipsorum burgensium ac domaniis ipsorum abbatis et conventus que habent ibidem, set solum de quibusdam ad justiciam pertinentibus facta est associacio antedicta, nec Rex aliquid ibi habet, nisi racione associacionis predicte, pronunciatum fuit quod dicti homines de Sancti-Petri-Monasterio ad faciendum domino Regi exercitum minime tenebantur.

XXVII. Licet ad instanciam abbatis et conventus Sancti-Martini Eduensis alias precepisset curia inquestam fieri super justicia ville que dicitur Ryosse, quam ipsi ad se pertinere dicebant, ballivo Bituricensi e contrario asserente quod dominus Rex est et a multo tempore fuit in possessione justicie antedicte; quia curia intellexit pro certo quod dominus Rex est et diu fuit in possessione dicte justicie, videlicet per quatuordecim annos et amplius, dictum fuit et responsum per curiam procuratori eorum quod non procederetur

ad inquestam hujusmodi faciendam, set, si velint agere super hoc contra Regem tanquam possessorem, audientur. PHILIPPE III, 1275.

XXVIII. Quia comitissa Nivernensis, post diem ostensionis sibi datam in causa quam eidem moverant prior et conventus Sancti-Stephani Nivernensis super barra quam, in terra eorum, ipsis contradicentibus, erexerat pro levanda constuma concessa pro opere pontis qui de novo fiebat Niverno, que quidem barra, erecta in justicia dictorum prioris et conventus, capta fuerat in manu Regis a quo ipsi monachi se advocabant propter contencionem parcium, petente priore predicto, pro se et conventu suo, quod ipsa comitissa caderet a saisina hujusmodi, propter defectum hujusmodi, videlicet quod barra caderet antedicta : Auditis que partibus[1] proponere voluerunt, pronunciatum fuit quod, propter hunc defectum, amitteret dicta comitissa saisinam, et caderet dicta barra. Verum, quia, sicut curie post hoc datum est intelligi, comitissa, lite pendente, barram ipsam amoverat, preceptum est ballivo Bituricensi quod, si invenerit ita esse, barram per gentes comitisse seu comitis, viri sui, levari faciat, et postea publice et in presencia bonorum diruat eamdem, ita quod jus dicti monasterii super hoc declaretur.

XXIX. Mortua muliere quadam que Ala dicebatur, que dotalicium habebat apud Mesnilium Bernenguel et in feodo de Guillelmi Mesnilio, Richardus Bernenguel, miles, peciit dictum dotalicium, quod erat in feodo de Guillelmi Mesnilio, sibi deliberari, utpote ad se pertinens cujusdam donacionis a rege Ludovico de eodem sibi facte, sicut dicebat. Ex adverso proponebat Guiotus de Linvillari, armiger, quod ad ipsum spectabat, cum sibi datum fuisset feodum de Guillelmi Mesnilio, et hoc esset de dicto feodo, factaque fuisset donacio sua per quindecim annos ante donacionem dicti Richardi, ideoque dotalicium ipsum sibi deliberari petebat : Partibus demum petentibus jus sibi dici, ad quem eorum, secundum tenorem cartarum

[1] Lisez *partes*.

PHILIPPE III, 1275. suarum, dictum dotalicium pertineret, visis diligenter cartis ipsis, et auditis hinc inde propositis, cum dictum dotalicium esset in feodo de Guillelmo Mesnilio, quod datum fuerat dicto Guioto, donacioque sibi facta per quindecim annos preiret donum factum dicto Richardo, judicatum fuit quod dotalicium hujusmodi, quod erat de feodo de Guillelmi Mesnilio pertinebat ad dictum Guiotum, et impositum fuit super hoc silencium ipsi Richardo.

XXX. Matheo, abbate Sancti-Dyonisii in Francia, manummortuam Johannis de Buemont, hominis de corpore ecclesie Sancti-Dyonisii, qui apud Pont-de-Roont manebat, expletare volente, relicta dicti hominis, homines eciam ville ipsius se opposuerunt; proponebat namque relicta ipsa quod maritus suus predictus nichil penitus ad servitutem pertinens abbati et conventui Sancti-Dyonisii exsolverat, set in saisina libertatis fuerat toto tempore vite sue. Ad quod respondebat abbas quod id, eciam si ita esset, nichil sibi nocebat cum manummortuam quam petit, petere nequiverit usque ad obitum hominis antedicti, nec ipse inhibere potuisset eidem quin moraretur quo vellet. Proponebant eciam homines dicte ville quod in peticione hujus manusmortue non debebat idem abbas audiri, cum villa ipsa sit libera, et liberi sint manentes in ea, ita quod manusmortua, chavagium seu quodlibet aliud ad servitutem pertinens, licet plures sint et fuerint ibi homines ecclesiarum qui dicuntur sancteu, nunquam fuit ab aliquo ibi manente levatum, propter quod petebant ipsi abbati super hoc imponi silencium, et villam ipsam in sua libertate teneri. Ad hec similiter respondebat abbas quod sibi non prejudicabant, cum in villa ipsa non sit communia, collegium vel aliquid tale, cum nec cartam nec libertatem aliam pretenderent per quam homines sui de corpore liberi fierent, eo quod ibi veniebant mansuri, unde petebat saisinam dicte manusmortue sibi tradi, non obstantibus contra eum propositis, presertim cum dicta mulier confessa fuisset in jure ipsum maritum suum esse hominem ecclesie antedicte : Demum, partibus petentibus sibi jus dici utrum abbas ha-

beret saisinam dicte manusmortue, secundum hinc inde proposita, auditis omnibus que partes proponere voluerunt, quia nec mulier nec homines dicte ville libertatem aliquam probaverunt, et mulier ipsa confessa est in jure dictum virum suum esse hominem dicte ecclesie Sancti-Dyonisii, adjudicata fuit saisina dicte manusmortue ipsi abbati. PHILIPPE III, 1278.

XXXI. Quia, per apprisiam inde factam de mandato curie per ballivum Silvanectensem, inventum est quod prior de Baseinvilla est in saisina omnimode justicie apud Baseinvillam, preceptum fuit ipsi ballivo, qui saisinam hujusmodi sibi turbaverat, quod in saisina sua eum dimitteret, sibique restitueret quemdam hominem quem ceperat in justicia dicti prioris.

XXXII. Placet domino Regi quod mercatum fiat apud Villare-in-Collo-Resti ubi nunquam alias fuerat ad diem jovis, ut per hoc emendetur villa ipsa, non obstante opposicione abbatis et conventus Vallis-Serene qui se opponebant eo quod habent mercatum ibi prope, videlicet in villa sua de Vivers, ad diem martis; et durabit istud novum mercatum quamdiu domino Regi placuerit.

XXXIII. Bernardus de Murato, armiger, et quidam alii complices sui . . . . . armigerum, prout eis imponebatur, in bosco ipsius proprio occiderunt; qui quidem boscus situs est in territorio de Naves quod dominus Rex, racione regalium Bituricensium, tenet ad manum suam. Ipsi vero a domina Borbonii cujus erant homines et cubantes et levantes sub ea, pro facto hujusmodi ad jus vocati se in prisione ipsius domine spontanei posuerunt, offerentes se juri. Verum cum domina ipsa fratri et amicis dicti interfecti intimasset quod, de prefatis armigeris, quos in sua prisione tenebat, parata erat eis facere maturam justiciam, ad usus et consuetudines patrie, ballivus Bituricensis asserens justiciam in casu hujusmodi ad dominum Regem spectare, eo quod maleficium hujus perpetratum erat in territorio de

PHILIPPE III, 1273. Naves quod est in manu Regis, ut premissum est, in quo territorio dictus interfectus erat cubans et levans, et dominus Rex habet justiciam in eodem, racione regalium, et presertim quia dominus Rex habet cognicionem de facto armorum in terra ipsius domine, sicut dicebat, inhibuit fratri et amicis dicti mortui ne propter hoc irent coram ipsa domina, et dicte domine inhibuit ne ipsa procederet in hoc facto, dictosque malefactores peciit sibi reddi, dicta domina e contrario proponente quod ad ipsam pertinebat hec justicia, cum in loco in quo perpetratum fuit maleficium justiciam habeat, cum eciam dicti armigeri sint cubantes et levantes sub ea, nec in presenti delicto fuerint deprehensi, cumque ipsa in baronia sua omnimodam justiciam habeat de facto armorum et aliis quibuscumque; et ideo curiam suam petebat de dictis armigeris, parata jus facere in hiis et aliis que vellet quicumque proponere contra eos, et premissa premissorumque quodlibet quantum sibi opus esset ad suam curiam rehabendam, offerebat se probaturum procurator ipsius: Auditis itaque hinc inde propositis, tam a dicto ballivo quam fratre dicti interfecti, ex una parte, et procuratore dicte domine, ex alia, cum dicti armigeri, super dicto maleficio accusati, sint homines dicte domine, et sub eadem cubantes et levantes, nec in presenti delicto deprehensi fuerint, curiaque pro certo haberet quod jam dicta domina cognicionem super facto armorum habeat in baronia sua, non obstantibus ex adverso propositis, reddita fuit sibi curia sua; verum ne, per inhibicionem dicti ballivi, amitterent amici dicti interfecti, propter lapsum temporis, prosecucionem suam in facto hujusmodi, preceptum fuit procuratori dicte domine quod eos audiret, si contra dictos armigeros vellent prosequi, prout fecisset ab inicio, cursu temporis ex quo dictus ballivus fecit inhibicionem suam minime obstante; cum ipsi in mora non fuerint, nec eis prejudicare debeat factum ballivi.

XXXIV. Restituti sunt per curiam prior et fratres Grandi-Montis juxta Rothomagum ad saisinam ducentarum librarum annui redditus

quas a Rege percipiunt, de quibus, sine cause cognicione, per ballivum Rothomagensem fuerant spoliati, salvo tamen domino Regi jure proprietatis. PHILIPPE III. 1273.

XXXV. Visa diligenter carta hominum de Giemo, et auditis omnibus que proponere voluerunt, pronunciatum fuit quod, non obstantibus propositis ab eisdem, ad prestandum domino Regi exercitum tenebantur.

XXXVI. Placuit domino Regi quod aliqua de episcopatu Tholosano, que regebantur per senescallum Agenensem, per senescallum regantur de cetero Tholosanum.

XXXVII. Aymericus de Averio, miles, qui ad banc curiam appellaverat ab audiencia ballivi Andegavensis, in plena curia renunciavit appellacioni sue, volens redire ad curiam dicti ballivi, dum tamen placeret curie; et dominus Rex ad ejus instanciam hoc concessit (148).

XXXVIII. Cum feoda que acquisierant et tenebant cives Tholosani per gentes domini Regis fuissent saisita, ipsis civibus conquerentibus super hoc et petentibus ea sibi restitui, placuit domino Regi quod feoda que ex successione parentum, jure hereditario, vel racione matrimonii devenerunt ad eos, ipsis remaneant; alia vero feoda que emerunt vel alias acquisierunt a viginti annis citra, ponant extra manum suam, vel Rex ea capiet tanquam sua; de feodis vero que per viginti annos et ultra possederunt, voluit dominus Rex e gracia quod remaneant eis.

XXXIX. Conquerente priore de Sancti-Petri-Monasterio quod cum ipse, in dicta villa de Monasterio, cujus fundus est ecclesie sue, aliquas plateas vacuas sive masuras emisset ad opus ecclesie sue, ballivus Bituricensis medietatem petebat pro Rege in dictis plateis sic emptis,

PHILIPPE III, 1275. licet Rex in eis nichil habere debeat, ut dicebat, propter quod petebat quod curia faceret ab hujusmodi peticione desistere dictum ballivum. Ballivus è contrario asserebat quod, [cum] dominus Rex associatus sit ad villam eandem, medietatem dictarum platearum habere debebat, racione associacionis predicte : Demum, visa diligenter carta super dicta associacione confecta, quia non ad fundum, set solum ad justiciam dicti loci associatus est dominus Rex, preceptum fuit ballivo quod dictum priorem et ecclesiam suam gaudere permitteret dictis plateis, nichil in eis petens pro Rege nisi aliqua pertinencia ad justiciam in eisdem eveniant, in quibus ad justiciam pertinentibus cum evenerint, capiat medietatem pro Rege.

XL. Communitas quorumdam pauperum hominum moverat questionem cuidam armigero, occasione cujusdam piscarie, coram preposito Montis-Argi; postmodum ab eisdem hominibus facta fuit quedam violencia ipsi armigero, quam compulsi fuerunt emendare domino Regi et preposito. Verum petente dicto preposito a quolibet ipsorum hominum sibi emendam prestari pro facto hujusmodi, cum non haberent communia, set tanquam singulares persone censeri deberent, sicut dicebat, ipsis hominibus e contra asserentibus quod, cum unica esset causa omnium, unicaque violencia, unica debebat esse emenda prepositi : Auditis super hoc propositis, pronunciatum fuit quod, cum communis fuisset peticio hominum et de eodem et unico facto facta fuisset ab eis emenda, unicam inde habere debebat emendam prepositus, videlicet sexaginta solidos.

XLI. Orta questione inter abbatem et conventum Brantolmensem, ex una parte, et Bernardum de Bordelia, ex altera, super feodo castri Bordelie quod dicti abbas et conventus ad se pertinere dicebant, idem Bernardus, post multa erramenta, negavit dictum castrum esse de feodo eorumdem, et, post negacionem hujusmodi, castrum illud advoavit esse de feodo regis Anglie, petens ad ipsius regis Anglie curiam super hoc se remitti; quidam eciam ibi pre-

sentes, sine procuratorio tamen, pecierunt curiam pro rege Anglie supradicto. Ex adverso, proponebat procurator dictorum abbatis et conventus quod, cum idem Bernardus simpliciter negavisset, et ipsi obtulissent et adhuc offerrent se intencionem suam probaturos, non erat de cetero, in petendo reditu hujusmodi, audiendus, nec illi similiter audiri debebant qui pro dicto Rege petebant curiam, cum non essent procuratores sui, nec ad hoc haberent mandatum; et instanter petebat idem procurator dictos abbatem et conventum ad feodum suum probandum admitti : Petentibus itaque sibi jus dici, dicto videlicet Bernardo utrum ad curiam dicti regis Anglie remitti deberet, et procuratore predicto utrum admitterentur ad probandum abbas et conventus predicti, tandem, auditis hinc inde propositis, cum, ante advocacionem hujusmodi, dictus Bernardus simpliciter negavisset, judicatum fuit quod dictus Bernardus non haberet reditum quem petebat, set admitterentur ad probandum feodum suum abbas et conventus predicti. PHILIPPE III, 1278.

XLII. Orta inter alia questione inter abbatem et conventum Regalis-Montis, ex una parte, et majorem et pares Asneriarum, ex altera, pro quodam chemino sito ante portam abbacie ab ipsis abbate et conventu obturato, in quo chemino major et homines Asneriarum et alii habebant aisanciam suam, et usi fuerant, a tempore a quo non extat memoria, ire libere et redire per eum, sicut dicebant, petebantque impedimentum ab ipsis abbate et conventu super hoc sibi factum amoveri, monachis e contra dicentibus homines ipsos super hoc minime debere audiri, cum ille cheminus non esset cheminus antiquus, de mandatoque domini regis Ludovici obturassent et clausissent eumdem, ipsique homines cheminum competentem et bonum retro abbaciam predictam [haberent], dictis majore et paribus negantibus hoc expresse, et petentibus quod dominus Rex super premissis inquireret veritatem : Tandem, auditis hinc inde propositis, propter bonum pacis et honestatem, ordinatum fuit quod idem cheminus, situs ante abbaciam, remaneat obturatus, et quod abbas et conventus

PHILIPPE III, 1273. predicti faciant eisdem hominibus et aliis cheminum bonum et competentem inter Bayllon et ortos ipsius abbacie, ipsumque cheminum semper retineant ad sumptus suos, et pro eo melius retinendo salices plantent hinc inde si velint. Verum, licet major et pares predicti habeant in isto chemino justiciam, racione communie sue, ne occasione hujus justicie, quoad salices, oriatur contencio inter partes, precepit curia dictis abbati et conventui quod, si inveniant aliquos delinquentes in dictis salicibus, frangendo seu scindendo eosdem, ipsi tanquam servientes Regis, quoad hoc, ipsos delinquentes capiant et ad gentes domini Regis adducant, salva in aliis omnibus justicia sua majori et paribus antedictis.

XLIII. Abbate et conventu Frigidi-Montis, Cisterciensis ordinis, conquerentibus de forestariis et gentibus domini Regis, super eo quod, cum animalia eorum in aliquo inveniebantur delicto, inde volebant emendam levare, licet per privilegium regium sit eis indultum quod nullam omnino solvere teneantur emendam: Viso diligenter privilegio antedicto, pronunciatum fuit et eis responsum quod, quando animalia sua evadent ad tallicia nemorum, blada, vel similia, pastore suo ea insequente, et ad hoc quod dampnum non faciant laborante, tunc non tenentur solvere emendam propter hoc, set tantummodo reddere dampnum datum; si vero pastores animalia ipsa in talliciis nemorum, bladis et similibus scienter teneant, vel animalia ipsa ibi vadant, pastore dormiente, et ea nemine insequente seu cohibente, tunc monachi non solum dampnum reddere, set et emendam propter hoc prestare tenentur.

XLIV. Orta questione inter Imbertum de Bocagiis, nomine filii sui cujus erat tutor, ex una parte, et Odonem [de] Pomponio, militem, et Petronillam, uxorem ejus, sororem quondam Egidii de Malo-Dumo, militis, ex altera, super castro de Casulis, Biterrensis diocesis, medietate eciam ville et pertinenciarum dicti castri, eorum videlicet que dictus Egidius, dum viveret, possidebat, que dicti Odo

et ejus uxor ad se, utpote propinquiores, pertinere dicebant, prefato Imberto asserente e contrario eadem pertinere ad dictum suum filium, racione testamenti dicti Egidii in quo scripta erat heres mater dicti filii, premissisque captis ad manum episcopi Biterrensis, de cujus feodo erant propter defectum hominis: Tandem, dicte partes spontanee consenserunt quod duo de consiliariis domini Regis eis dati a curia super discordia hujusmodi, tam in possessione quam in proprietate, audirent raciones et defensiones eorum, et, eis diligenter auditis, curia postmodum causam hujusmodi terminaret, data tamen prius a dicto Imberto sufficienti caucione coram senescallo Carcassonensi quod filius suus ratum haberet quicquid super hoc per curiam foret decisum. Data igitur caucione predicta et auditis diligenter que coram magistro Egidio de Bona-Valle, decano Turonensi, et magistro Petro Vigerii, archidiacono Xantonensi, sibi datis auditoribus a curia, partes proponere voluerunt, viso eciam testamento predicto, intellecto quod per constitucionem regiam que dicitur, « Cupientes, » que in partibus illis ab omnibus, tam clericis quam laicis, observatur, bona aliqua devenire non possunt, ex successione vel aliqua causa alia, ad hereticos, credentes vel fautores eorum, seu ad posteritatem ipsorum, cum mater et avia dicti Imberti fuerint de heresi condempnate, ex quarum faidimento premissa ad dominum Regem devenerant, antequam dicto Egidio, cui terram assidere tenebatur, eadem assignasset, judicatum fuit quod nec idem Imbertus nec filius suus erant super hoc audiendi, et super hoc impositum fuit eis silencium perpetuum; mandatumque fuit, per litteras patentes domini Regis, episcopo Biterrensi quod saisinam premissorum deliberaret dictis Odoni et ejus uxori, prout esset faciendum de jure, recepto eorum homagio pro predictis. PHILIPPE III, 1275.

XLV. Orta dudum questione inter Gilebertum de Essartis, militem, ex una parte, et Sicardum Alemanni, militem, ex altera, super castro Graolleti quod movebat de hereditate Beatricis, uxoris dicti Sicardi, et super castro Podii-Begonis quod erat de hereditate

PHILIPPE III, 1278.

dicti Sicardi, cum, post diem consilii et ostensionis, dictus Sicardus defecisset, adjudicata fuit premissorum saisina Gileberto predicto. Verum, cum super eisdem, versus Carcassonam, coram senescallo Carcassonensi, et coram senescallo Belli-Quadri, necnon et coram aliis ad hoc deputatis, diu fuisset postmodum litigatum, abbasque Sancti-Affrodisii Biterrensis datus eis judex, post multa erramenta inter eos habita, contra dictum Gilebertum aliquas tulisset sentencias cum dicto Sicardo, condempnando in expensis, quas quidem sentencias dictus Gilebertus peciit pronunciari per curiam fore nullas, et, si alique essent, ab ipsis, tanquam ab iniquis, appellavit ad Regem : Tandem, visis diligenter sentenciis ipsis et processibus habitis inter eos, rejectisque penitus dictis sentenciis utpote minus rite latis, determinatum fuit quod, restituta dicto Gileberto possessione premissorum omnium, una cum fructibus per gentes domini Regis, seu alios quoscumque inde perceptis a tempore quo sibi, ut dictum est, per curiam fuit adjudicata saisina, dictus Sicardus super proprietate solum Podii-Begonis audiatur, si super hoc contra dictum Gilebertum voluerit experiri. Liberi vero seu heredes dicte Beatricis, contra quam nec pronunciatum fuerat, nec unquàm contra dictum Gilebertum fuerat in jure vocata, admittentur, si super hoc experiri voluerint, ad petendam saisinam et proprie Graolleti, et de expensis ad quas dictus Gilebertus fuerat condempnatus, fuit per curiam absolutus.

XLVI. Licet regi Ludovico placuisset quod apud Calniacum non manerent de Judeis ultra quatuor familias, modo venerant multo plures Judei moraturi ibidem; conquerentibus itaque super hoc burgensibus dicte ville, petentibusque dictos Judeos inde expelli, placuit domino Regi quod inde expellantur, ita quod ibi non remaneant ultra quatuor familias de Judeis.

NOTES.

Digitized by Google

NOTES.

ENQUÊTES.

Page 3, note 1.

Nos lois modernes placent l'enquête au nombre des moyens que le juge peut employer pour éclaircir des faits sur lesquels les parties ne sont pas d'accord (*Code de procédure*, tit. VII); mais ce mode de recherches judiciaires n'est pas mis fréquemment en usage, parce que les procès civils sont produits moins par l'incertitude des faits que par la difficulté d'appliquer la loi à certains cas imprévus. Si l'enquête n'avait pas eu pendant le moyen âge un caractère différent de celui que notre législation actuelle lui attribue, nous aurions peu de choses à dire sur un moyen d'investigation qui, par sa nature, est très-simple, et dont la forme extérieure peut difficilement être modifiée par les mœurs et les usages des nations. Mais aujourd'hui l'enquête n'est qu'un moyen subsidiaire mis à la disposition du juge inférieur, et dont il use dans des circonstances particulières, tandis que, pendant le moyen âge, cette voie judiciaire était regardée, sinon comme la seule qui pût être suivie avec confiance, du moins comme la plus directe et la plus sûre. Cette opinion ne reposait pas sur la volonté unique du législateur, elle était le résultat des idées et des mœurs anciennes de la nation, qui ayant, dans l'origine, adopté certaines formes judiciaires, leur resta toujours fidèle, malgré les changements qu'éprouvèrent les institutions nationales, et en dépit de l'action du temps, qui modifie toutes les choses, excepté le caractère primitif des peuples. Telles sont les causes qui rendent intéressante l'étude de l'origine et du développement de la procédure connue sous le nom

d'enquête, et qui nous portent à placer ici quelques considérations sur ce sujet.

Les Francs, quand ils arrivèrent dans la Gaule, n'apportaient pas avec eux de lois écrites. Ainsi que les peuples dont l'état de civilisation est peu avancé, ils se laissaient régir par des traditions et des usages que les vieillards conservaient, et dont ils transmettaient le souvenir à leurs successeurs. Si les Francs, immédiatement après l'achèvement de leur conquête, rédigèrent un code de lois pénales, on ne peut expliquer cette exception à leur ancienne coutume que par l'influence qu'exerça sur eux l'exemple des Romains, c'est-à-dire du peuple de l'antiquité qui a poussé le plus loin le goût et la science des lois écrites.

Quand les Francs habitaient la Germanie, ils ne sentaient pas la nécessité de rédiger leurs lois ou leurs traditions, ils durent donc plus tard comprendre avec difficulté qu'il était utile à l'intérêt général comme à l'intérêt privé, de constater par des écrits durables l'accomplissement des formalités qu'imposait leur système de législation, si imparfait ou si grossier qu'il fût. Ils croyaient que la présence d'un nombre déterminé de témoins suffisait pour mettre le souvenir d'un fait judiciaire à l'abri de toute incertitude, ou pour donner à un fait naturel et simple l'autorité d'un acte légal. L'imperfection des moyens matériels fortifiait sur ce point les habitudes nationales. Cette opinion produisit des effets singuliers et dignes de remarque. Les témoins étant, dans beaucoup de circonstances, non plus de simples narrateurs des faits, mais de véritables officiers judiciaires, l'autorité de leurs fonctions grandit avec d'autant moins de difficulté, que chacun, pouvant ou être témoin ou avoir besoin de témoins, contribuait à l'affermissement de cette autorité. Nous chercherions en vain à nous former une idée juste et complète de ce qu'il y avait de grave, de solennel et pour ainsi dire d'abstrait dans le témoignage judiciaire tel qu'il existait chez les Francs; et ce peuple, en conservant son vieux mot d'*adrahmire* pour désigner l'action de témoigner en justice, comme il la concevait, a suffisamment fait voir qu'il avait cherché sans succès dans la langue des Romains un mot qui reproduisit clairement sa pensée.

La rédaction de la loi salique donna un caractère légal à cette manière d'envisager le témoignage judiciaire; car si cette loi ne mentionne pas tous les cas où le témoignage était employé, au moins elle ne cite pas un seul acte de procédure civile ou criminelle auquel il ne serve de principe. Un

titre de cette loi est intitulé, *De testibus adhibendis;* et les deux articles qui composent ce titre montrent que l'obligation de témoigner par serment, à la première réquisition d'une personne qui avait besoin de ce témoignage, était une obligation générale et étroite. Beaucoup d'autres dispositions de la loi salique confirment cette observation; ainsi tous les ajournements devaient être faits en présence de témoins et affirmés par eux. (Tit. XLII, art. 11; LI, 3; LIX, 1.) Il en était de même pour les demandes de payement. (LII, art. 1.) Les formalités relatives aux donations s'accomplissaient devant des témoins. Si le donateur ne délivrait pas tous les objets compris dans sa donation, trois témoins devaient jurer par serment qu'ils s'étaient trouvés au premier plaid, et qu'ils avaient été témoins de la donation; ils devaient prononcer le nom du donataire et celui du donateur. Trois autres témoins attestaient encore que le donataire, après s'être retiré dans la maison du donateur, avait nourri à sa table trois hôtes qui y avaient été introduits en présence de témoins. Enfin trois autres témoins attestaient l'acte d'appréhension publique fait devant le roi ou dans un plaid, et l'accomplissement des autres formalités. *Hæc omnia*, dit la loi en terminant, *novem testes debent adfirmare*, XLIX, 1.

Les jugements sont des actes publics qui n'intéressent pas moins la société que les particuliers; il est donc naturel que tous les peuples aient eu recours à des moyens matériels pour conserver le souvenir de ces actes de l'autorité judiciaire. Ici encore les mœurs des Francs l'emportèrent sur la coutume universelle. Un homme qui refusait de venir au plaid et d'exécuter ce que les rachimbourgs lui avaient ordonné de faire, s'il ne voulait ni composer ni se soumettre à aucune condition, était tenu de se présenter devant le roi. A chaque placite, douze témoins assuraient par serment qu'ils s'étaient trouvés à l'audience où les rachimbourgs l'avaient condamné, et qu'il avait dédaigné cette condamnation. A une seconde séance, trois autres témoins assuraient par serment qu'ils avaient entendu les juges lui assigner un jour pour se soumettre à l'épreuve du feu, ou à quelque arrangement; c'est ainsi qu'au bout de quarante jours il était ajourné au plaid. S'il se montrait encore indocile à la loi, on le sommait de comparaître, dans l'espace de quatorze jours, devant le roi; alors trois témoins assuraient qu'il avait déjà été ajourné; mais s'il venait à persister, neuf autres témoins attestaient la vérité de tout ce qui a été rapporté ci-dessus, et ensuite on l'ajournait une troisième fois, et toujours avec l'aide de témoins. Après

un nouveau défaut, le roi terminait cette longue procédure et prononçait la condamnation. (LIX, 1.) Il est inutile d'invoquer de nouvelles preuves pour montrer qu'à cette époque le témoignage suppléait à cette multitude d'actes qui, de nos jours, servent à conserver la mémoire, non-seulement des faits ordinaires, mais de l'accomplissement des formalités judiciaires, et que cette autorité de la preuve par témoins tenait à des idées particulières à la nation, et nullement à son ignorance, car les Francs venaient de se mêler à un peuple chez lequel des idées et des usages contraires existaient.

Pendant le cours des deux premières dynasties, les mœurs des Francs furent soumises aux modifications que rendaient inévitables l'établissement de cette nation au milieu de peuples étrangers, et les efforts qu'elle faisait pour créer dans son sein un gouvernement régulier et des institutions durables; mais quelque importantes que fussent ces modifications, loin de diminuer l'autorité de la preuve par témoins, elles contribuèrent à lui donner un empire presque absolu sur les principaux actes de la législation civile ou criminelle, et un caractère qu'elle n'avait pas à l'époque de la rédaction de la loi salique, ou du moins qui ne nous est pas révélé par cette loi.

On conçoit que la législation d'un peuple accorde une efficacité particulière et même excessive au témoignage qu'un nombre quelconque d'individus rendent de l'existence ou de la non existence d'un fait, car il n'y a en cela rien autre chose que l'extension d'un principe qui règne universellement; mais que l'on attribue à ce témoignage la vertu de caractériser un fait, de le rendre innocent, si par sa nature il est coupable, et réciproquement, voilà ce qui s'écarte des règles ordinaires, et ce qui existait cependant sous nos deux premières dynasties, époque où les jureurs (*conjuratores, fidejussores*) exerçaient une si grande influence sur le cours de la justice, que souvent ils en devenaient les arbitres.

Dans le pacte qui fut passé, vers l'an 593, entre Childebert et Clotaire, on voit que si quelqu'un chargeait de fers, pour cause de vol, une personne libre, et que le fait fût nié, l'auteur de l'arrestation devait prouver par douze jureurs que le vol avait eu lieu. (Baluze, *Capitularia regum Francorum*, I, 15.)

Le second capitulaire de Dagobert, appelé la loi des Allemands, porte que l'homme accusé d'avoir conspiré la mort d'un duc pourra se justifier en jurant avec douze jureurs, dans l'église et en présence du duc. (*Id.* 63.)

Il en était de même pour celui qui était accusé de s'être opposé, les armes à la main, à l'exécution des ordres du *missus* (Baluze, *ib.* 766), ou d'avoir donné asile à un voleur. (*Id.* 758.) Nous pourrions rapporter encore plusieurs exemples de ce genre. Les faits qui viennent d'être cités auraient dû, d'après les règles ordinaires de la jurisprudence, être soumis à l'enquête et à l'appréciation du magistrat, mais le pouvoir des juges était transporté aux jureurs, et il suffisait à l'accusé d'en réunir douze pour établir, sinon son innocence, au moins son impunité; parce que les peines n'étant infligées que dans l'intérêt commun, on pensait qu'il ne convenait pas à la société qu'un homme qui pouvait réunir autour de lui un aussi grand nombre d'amis ou de défenseurs fût puni. Ce n'était pas là assurément de la vraie justice, mais c'était la justice d'un peuple guerrier.

Les fonctions des témoins ordinaires *(testes)* furent, sous la deuxième race, étendues, et rendues encore plus importantes, car les cas où les lois des empereurs carlovingiens font intervenir les témoins dans les actes judiciaires sont si nombreux et si variés, qu'il est permis de dire que la preuve par témoins était le fondement de la procédure civile et criminelle de cette époque; et comme s'il ne suffisait pas de laisser régner dans les tribunaux ce mode d'investigation, on l'employait dans les actes de simple administration, quand, par exemple, il s'agissait de connaître jusqu'où s'étendaient les droits du fisc impérial (*id.* 674), quoique, en semblable matière, il fût naturel de suspecter l'indépendance du témoignage des personnes qui étaient interrogées.

L'établissement de la féodalité donna aux idées et aux mœurs des Français un caractère nouveau, changea le principe et la forme du gouvernement, et, en soumettant à la volonté des seigneurs l'administration de la justice, retira toute leur force aux usages qui avaient régné dans les cours judiciaires de la première et de la seconde race. Chaque seigneur était juge souverain des hommes qui demeuraient dans son fief; il arbitrait les peines et déterminait les règles, toujours très-expéditives, qui devaient être suivies dans le sein de sa cour. Comment alors supposer qu'en opposition à une autorité aussi absolue, la preuve par témoins aurait pu se maintenir avec son ancienne prépondérance? Mais ce qui a longtemps existé chez un peuple ne cesse jamais complétement. Ses idées, ses mœurs et ses lois peuvent éprouver les altérations les plus profondes, mais non pas trahir leur origine, ni empêcher qu'il n'éclate au sein des mœurs nouvelles quelque

signe qui révèle l'énergie des mœurs anciennes. L'autorité des jureurs cessa d'exister sous le régime des lois féodales, et la preuve par témoins fut en apparence renfermée dans des limites convenables; mais l'idée qu'il existait dans l'enquête, c'est-à-dire dans l'interrogatoire solennel de certains individus sur l'existence d'un droit, d'un usage ou d'un fait, une sorte de vertu incomparablement supérieure au mérite de toute autre voie de procédure judiciaire, continua de subsister en dépit des lois si exclusives de la féodalité. Le *record* ou l'enquête testimoniale, sans dominer toute la législation, en devint un des principes essentiels, et s'il ne fut plus permis à douze jureurs de faire déclarer innocent un coupable, si la preuve par témoins cessa d'être l'unique moyen de parvenir à la connaissance de la vérité, au moins continua-t-on de regarder le record comme la voie la mieux assurée pour y arriver. Les lois féodales de la France et de l'Angleterre montrent que les seigneurs laissèrent la preuve par témoins en jouissance de toute l'influence qui était compatible avec leur droit de souveraineté, et qu'ainsi une portion considérable du pouvoir judiciaire continua, sous le règne de la féodalité, d'appartenir aux justiciables.

Lorsque l'autorité royale prit en France la suprématie qui était nécessaire pour que le gouvernement de ce pays devînt une véritable monarchie, quand les idées de droit et de justice se répandirent et fixèrent des principes qui furent également reçus dans les cours des grands vassaux et dans celles des simples seigneurs, la procédure devint uniforme et généralement meilleure. Les jurisconsultes envisagèrent le record non plus comme une institution vénérable à cause de son ancienneté, mais comme une coutume bonne en elle-même, et qu'il fallait perfectionner en l'assujettissant aux changements que les institutions et les mœurs publiques éprouvaient. On déclara bien que le record était sans appel, car cette prérogative était dans sa nature, mais en même temps on détermina avec précision ses formes et les cas dans lesquels il devait être employé, de manière que ce moyen d'investigation fût dépouillé de tout arbitraire. Si les parties étaient d'accord sur les faits qui servaient de fondement au débat, ou si elles ne différaient pas assez entre elles pour que les magistrats tombassent eux-mêmes dans l'incertitude, la cour procédait par un arrêt à la décision du procès. Si, au contraire, les juges flottaient incertains entre les dires contradictoires des parties, alors ils recouraient à l'enquête, c'est-à-dire que l'un d'entre eux se rendait sur les lieux et prenait une connaissance directe des faits. S'agissait-

il d'un fait simple, cet envoyé réunissait toutes les personnes qui semblaient devoir posséder sur le point contesté des notions exactes, leur faisait prêter serment et les interrogeait. S'agissait-il d'une question de droit, de l'existence ou de l'abrogation d'une coutume ou d'un usage, l'enquêteur choisissait les anciens de la localité, leur faisait connaître l'objet du record et les sommait de répondre. Muni des déclarations des recordés, il revenait à la cour, qui prononçait, sans cependant que l'obligation de se conformer aux conclusions du record lui fût strictement imposée. Telles étaient les formes générales de l'enquête durant le XIIe siècle. Nous chercherions en vain à les préciser davantage, car nous possédons trop peu d'enquêtes originales de cette époque.

L'établissement des baillis rendit la procédure par enquête plus facile et plus simple. Ces magistrats faisaient eux-mêmes les enquêtes que la cour du roi avait ordonnées, et quand leur éloignement ou toute autre circonstance s'opposait à ce qu'ils s'acquittassent de ce soin, la connaissance qu'ils avaient acquise du mérite et de l'intelligence des agents secondaires de l'autorité royale, leur faisait choisir à coup sûr les hommes les plus capables de les suppléer et de bien répondre au vœu de la cour. Assurée de trouver dans les enquêtes les éléments de ses décisions, elle ne craignait pas d'en ordonner, principalement dans les causes, si fréquentes à cette époque, qui se rapportaient à la saisine, c'est-à-dire à un fait que ses circonstances pouvaient seules qualifier. Sous les règnes de Philippe-Auguste et de saint Louis il n'existait pour la cour du roi, et sans doute aussi pour les cours seigneuriales, que deux manières d'administrer la justice civile : par des arrêts rendus sur plaidoiries, ou par des arrêts rendus sur enquêtes; et le rédacteur des Olim, en partageant son recueil conformément à cette division, suivit avec fidélité l'usage de la cour, qui, dans chaque parlement, employait un temps à expédier les enquêtes et un autre à juger sur plaidoiries.

La procédure par enquête prit, sous le règne de saint Louis, une importance nouvelle, qui provenait des réformes que ce prince cherchait à introduire dans l'administration de la justice. Saint Louis, en interdisant le duel dans ses domaines, avait prescrit que la procédure sur les gages de bataille serait conservée, mais qu'arrivées au moment où le combat aurait dû avoir lieu, les parties procéderaient à une enquête. Ce prince cherchait en même temps, et par d'autres moyens, à étendre l'empire d'un mode de

procéder en justice auquel les mœurs de la nation étaient préparées, et qu'elles auraient accepté sans difficulté, si ce prince n'avait pas voulu s'en servir contre le duel judiciaire. Les seigneurs, attachés à cet usage comme à toutes les idées qui étaient nées ou qui avaient vieilli avec la féodalité, s'opposaient à l'admission de l'enquête, et de leur résistance naquit une lutte dans laquelle ils triomphèrent sans doute, mais en donnant à leur adversaire l'occasion de déployer tout ce qu'il y avait d'étendue dans ses vues et de fermeté dans son caractère. Lors du procès intenté par saint Louis à Enguerrand de Coucy, ce seigneur fit déclarer par son conseil « que il ne « devoit pas, ne ne vouloit soumetre soi à enqueste en tel cas, comme tele « enqueste touchast sa personne, s'enneur et son heritage, et que il estoit « prest de defendre soi par bataille. » Le roi ayant insisté et fait prévaloir l'opinion que le duel ne devait point avoir lieu, le comte de Bretagne lui reprocha d'avilir la dignité de ses barons en les soumettant ainsi à des enquêtes. (*Confesseur de la reine Marguerite*, p. 378.) Il serait facile de joindre à cet exemple d'autres faits analogues, et l'on verrait que derrière ces discussions sur le mérite ou la convenance des enquêtes se trouvait cachée l'importante question de l'abolition du duel judiciaire.

Le premier volume des Olim contient 812 enquêtes; mais il faut remarquer que nous entendons ici par enquêtes, non pas les enquêtes originales, faites par les enquêteurs sur les lieux, mais les arrêts rendus par la cour du roi à la suite des enquêtes qu'elle avait ordonnées. Les enquêtes des Olim, tout en faisant connaître des usages judiciaires et des faits qui sont d'un haut intérêt, ne suffisent donc pas pour donner une idée complète de la procédure par enquête, puisque l'enquête originale, base de ce genre de procédure, ne se trouve pas une seule fois rapportée dans les Olim; et nous ne devons pas nous en étonner, car cette enquête n'étant que mentionnée dans l'arrêt, il n'y avait aucun motif pour que le rédacteur la rapportât textuellement dans la notice qu'il donnait de cet arrêt. Cependant les Olim fournissent sur les enquêtes des notions curieuses et qu'il est facile de compléter à l'aide de documents contemporains.

Dès l'instant que les Olim furent tenus avec soin, et que la mention des arrêts ne consista plus dans ces registres en indications laconiques et insuffisantes, c'est-à-dire vers l'an 1260, le rédacteur désigna presque toujours l'autorité judiciaire par les ordres de laquelle chaque enquête avait été faite, et cette autorité est d'ordinaire celle du roi. Les mots, *de mandato domini Re-*

gis inquestâ facta est, semblent être en quelque sorte une formule d'usage. Cependant nous lisons souvent aussi dans les enquêtes, qu'elles furent faites *de mandato curie*, et même *de mandato ballivi*, p. 154, n° x; ou *senescalli*, p. 80, n° VII. Les baillis et les sénéchaux, distributeurs de la justice royale dans les provinces, sous la direction de la cour royale, avaient souvent le besoin et toujours le droit d'éclairer leur conscience par une enquête testimoniale qui pût être soumise à la cour, si un jour ce tribunal était appelé à reviser leur sentence. Mais il est moins facile d'expliquer pourquoi le roi et la cour, qui ne formaient qu'une seule et même autorité judiciaire, ordonnaient concurremment des enquêtes. Puisqu'il n'est pas possible d'admettre que la cour et le roi eussent des droits distincts, dont ils fissent usage dans des cas déterminés, il faut reconnaître que les deux formules *de mandato Regis* ou *de mandato curiæ* rappelaient deux circonstances analogues, ou du moins qui ne différaient que parce que, dans l'une, le roi avait assisté au parlement, et que dans l'autre il n'y avait pas assisté. Cette interprétation est justifiée par l'arrêt n° XII, rendu dans le parlement de la Pentecôte, 1267, p. 255, où l'on voit que le roi, qui plaidait contre le comte de Dammartin, avait lui-même ordonné une enquête sur ses propres droits; or il est évident que ce n'était pas le roi, partie au procès et qui alors dut s'abstenir, mais bien la cour qui avait fait faire cette enquête.

Le nombre et la qualité des personnes qui recevaient les enquêtes variaient beaucoup. Philippe de Beaumanoir déclare qu'un enquêteur ne doit pas être seul. (*Coutumes de Beauvoisis*, c. XL, p. 219.) Cependant les Olim fournissent quelques exemples d'enquêtes faites par une seule personne. Dans le plus grand nombre des cas, les enquêteurs étaient deux ou trois. Leur qualité, comme nous venons de le dire, variait beaucoup; en effet on voit des enquêtes reçues par des membres de la cour, clercs ou maîtres; par des chevaliers, des prévôts, des échevins, des évêques, des prieurs, des frères mineurs ou prêcheurs, etc. On en trouve même une qui fut faite par un archevêque, p. 148, n° II. Le soin de diriger ces procédures paraît avoir été remis le plus souvent aux baillis et aux sénéchaux, officiers que leurs fonctions ordinaires et leur séjour dans les provinces disposaient particulièrement à bien remplir ce genre de commission. Nous n'apercevons qu'un seul seigneur, le vicomte d'Orbec, qui ait été chargé par le roi de faire une enquête. Les procès qui venaient à la cour royale étant presque toujours des débats entre le roi et les seigneurs, ou les seigneurs et leurs sujets, on comprend

qu'il n'eût été ni prudent ni convenable de charger des seigneurs d'éclaircir les faits ou les droits respectifs des parties par la preuve testimoniale. Ajoutons enfin que plusieurs enquêtes, dont l'objet avait une grande importance, furent faites en présence du roi.

Les Olim ne donnent aucun éclaircissement sur la manière de procéder des enquêteurs dans l'exercice de leurs fonctions. On voit, dans ce recueil, que la cour leur remettait un exposé des faits de la cause qui devaient servir de base à l'enquête; que ces envoyés apportaient ou envoyaient à la cour les dépositions originales qu'ils avaient reçues, et que la cour prononçait *visa inquesta*. Quant aux règles suivies par les enquêteurs pour obtenir les déclarations des témoins, vainement en chercherait-on quelque indice dans les Olim. Ces registres mentionnent les enquêtes originales avec plus ou moins de détails, et ne les rapportent jamais. Mais il existe à la Bibliothèque royale, sous le n° 8408 $\frac{2}{6}$, un manuscrit de l'époque de Philippe Auguste, qui supplée amplement au silence des Olim. Guérin, chancelier de ce prince, recueillit, en 1220, les chartes émanées du roi depuis l'an 1195, époque de la perte du chartrier royal, et d'autres actes qui intéressaient le souverain; et, afin d'en rendre l'usage facile, il les distribua sous différents titres, suivant l'ordre des matières, puis en fit exécuter plusieurs copies. Le manuscrit dont nous venons de parler est une de ces copies. Le chapitre XII contient 132 enquêtes originales, placées sous le titre suivant : *Hic incipiant inquisitiones facte, de mandato domini Regis, super diversis rebus que inferias sunt conscripte, et primo de regalibus Bituricensis ecclesie.* Nous compléterons les notions fournies par ce registre et par les Olim, en puisant avec confiance dans la source la plus précieuse du droit féodal tel qu'il existait à l'époque de saint Louis, c'est-à-dire dans les Coutumes de Beauvoisis, par Philippe de Beaumanoir, bailli de Clermont.

Les témoins dûment assignés se rendaient devant les enquêteurs. Chaque enquêteur pouvait avoir son clerc pour écrire les dépositions. Le premier acte auquel les témoins étaient astreints consistait à prêter serment sur les saints Évangiles; aussi les désignait-on sous le nom de *jurati*, ou bien on avait soin de déclarer que la déposition avait été reçue *per sacramentum suum*. Quelquefois elle l'était *super sacramentum quod fecerat Regi*, ce qui voulait dire que le témoin, étant vassal du roi, s'en référait à son acte d'hommage.

La formule du serment était ainsi conçue : « Vous jurez si Diex vous aït « et tous les sains et toutes les saintes de Paradis, et les saintes paroles

« qui sont en che livre, et tout le pooir que Diex a en chiel et en terre, que « vous direz vérité de che que l'en vous demandera en la querele pour « laquele vous estes atrait en teamoignage, selonc che que vous en savez « et sanz menchonche ajouter; que vous n'en mentirés pour amour ne pour « haine, pour loier ne pour pramesse que vous en ayez eu, ne que vous en « atendez à avoir, ne pour paour, ne pour cremeur de nului. » Le témoin ré- « pondait: Ainsint comme vous l'avez dit, le jurons-nous. » Les clercs prêtaient aussi le serment de bien et fidèlement reproduire les dépositions des témoins.

Les parties avaient dû préalablement à l'enquête s'accorder sur les points du litige que cette enquête devait éclaircir; mais la liste des témoins n'ayant pu leur être signifiée, puisque ces témoins étaient encore inconnus, chacune d'elles conservait, jusqu'à la prestation du serment, le droit de récuser ceux des témoins qui lui semblaient peu dignes de foi: l'enquête ouverte, les parties ne pouvaient plus ni l'arrêter ni la retarder.

Les témoins faisaient leurs dépositions, ou en répondant avec de grands développements à la question qui leur avait été adressée, ou en se référant simplement à la déposition d'un témoin précédemment entendu. L'enquêteur consignait dans le procès-verbal l'indication des moyens par lesquels les faits étaient arrivés à la connaissance des témoins : *jure dixit, quia vidit; nihil dicit nisi de audita, etc.*

Lorsque les témoins avaient été suffisamment entendus, on leur donnait lecture de leurs dépositions, et, s'ils y persistaient, les enquêteurs scellaient le procès-verbal et l'adressaient à la cour; ou, s'ils étaient des baillis, ils les apportaient eux-mêmes, afin de pouvoir, par leurs explications, faciliter l'appréciation du droit des parties.

Ainsi que nous l'avons dit, on ne pouvait pas appeler d'un record. Beaumanoir en donne une raison, c. LXIII, p. 327, qui ne nous semble ni la seule ni la meilleure. Mais, au milieu du XIIIe siècle, les saines idées de justice avaient pris assez d'empire sur l'esprit des magistrats pour qu'ils ne considérassent pas les enquêtes comme des actes sacramentaux, devant lesquels il ne leur restait qu'à s'incliner. Souvent la cour du roi blâmait la direction qui avait été donnée à une enquête, p. 71, n° XX; ordonnait qu'elle fût complétée, p. 144, n° X, ou rejetait simplement les déclarations des témoins, p. 374, n° XIX. En un mot, le parlement regardait ces actes comme ayant été faits autant dans son intérêt et pour l'éclairer que pour le profit

des parties; dès lors il ne se faisait aucun scrupule de les apprécier à leur juste valeur, et il en tenait souvent peu de compte.

La plus grande partie des enquêtes contenues dans les Olim se rapportent à des matières civiles, et particulièrement à des questions de saisine; questions qui avaient une grande importance à cette époque, où le plus souvent un propriétaire n'avait d'autre titre que sa possession. Cependant beaucoup d'enquêtes ont lieu sur des cas de haute justice; mais ces actes, qui sont curieux par les faits qu'ils révèlent, donnent lieu, quand on les considère sous le rapport des usages judiciaires, à peu d'observations, car partout et dans tous les temps la preuve orale a été la base de l'instruction criminelle; et au XIIIe siècle il ne se passait rien en cette matière qui différât de ce qui est reçu de nos jours. Cependant on trouvera dans les Olim un genre d'enquêtes nommé *Aprisia* qui était employé principalement dans les affaires criminelles, et sur lequel il convient de donner quelques explications. Quand un homme était accusé d'un crime, on lui demandait s'il voulait être jugé par enquête ou par aprise. S'il acceptait l'enquête, il renonçait à interjeter appel, et était jugé sur les dépositions des témoins; s'il préférait suivre la voie de l'aprise, le juge se livrait à la recherche de la vérité par tous les moyens qui étaient à sa disposition, et l'accusé jouissait du droit de pouvoir faire réformer le jugement. Ces deux procédures avaient leurs avantages et leurs inconvénients, mais l'enquête était plus fréquemment employée, et on ne trouvera qu'un petit nombre d'aprises civiles ou criminelles dans les Olim.

Si les enquêtes se présentaient à nous seulement avec le caractère de documents judiciaires, ces actes n'offriraient qu'un intérêt limité, et nous aurions dû nous abstenir d'en publier un aussi grand nombre; mais ce qui les recommande plus particulièrement à l'attention, ce sont les faits intéressants et les renseignements précieux qu'elles contiennent, renseignements qui embrassent toutes les parties du gouvernement féodal, et qui dévoilent dans ses plus petits détails l'état de la société. Ce que l'historien moderne reconstruit péniblement, et sans pouvoir effacer de son œuvre le cachet de l'époque où elle fut composée, se trouve ici dans sa forme authentique et simple. On assiste jour par jour à un long et pénible combat entre des principes opposés; et au milieu de cette multitude de faits étrangers les uns aux autres, qui passent rapidement sous les yeux, on suit avec intérêt le développement des idées d'ordre et de justice dans une société que

régissaient encore des lois injustes et des institutions vicieuses, mais qui, cédant plus encore à un concours heureux de circonstances qu'à une intention réfléchie, rappelait peu à peu à elle tous les principes qui devaient assurer son bonheur et sa puissance. Les enquêtes contenues dans ce volume des Olim ne sont pas, sans doute, le seul monument historique qui donne lieu à cette étude et à ces réflexions, mais pour apprécier leur importance il faut se souvenir qu'il n'existe pas de témoignage plus ancien de l'application légale des principes sur lesquels reposait la féodalité, que celui qui est fourni par ce recueil.

Pour faire connaître la forme des enquêtes originales, nous en placerons ici quelques-unes qui contiennent des faits intéressants.

ENQUÊTES

EXTRAITES DU CARTULAIRE DE PHILIPPE-AUGUSTE.

I. Gaufridus Trosellus, Matheus Garrellus, Gaufridus Buca-Anseris, Gaufridus Gamnardus, Johannes de Sabulo, Johannes de Sacro-Cesare, jurati, dixerunt quod viderunt quod tempore beati Wuillelmi, archiepiscopi Bituricensis, quod post mortem ipsius archiepiscopi, omnia mobilia sua saisita fuerunt ex parte domini Regis, et postea reddita fuerunt legatariis et distributa per manum eorumdem legatariorum. Preterea dixerunt quod viderunt tempore Henrici, archiepiscopi Bituricensis, qui mortuus fuit in exaltacione Sancte-Crucis, in septembri, quod Hugo de Capella, ballivus domini Regis, saisivit omnia mobilia ipsius archiepiscopi et fructus vinearum collegit, que omnia reddita fuerunt elemosinariis et distributa per manus eorumdem de mandato domini Regis; et dominus Rex capit omnes redditus regalium et tallias a die qua archiepiscopus Bituricensis decedit: set tamen dicti burgenses dicunt quod nichil sciunt de redditibus ecclesiarum.

II. INQUISITIO BOSCI DE HYENSILVA ET BARRA, PER PHILIPPUM DE NANTOLIO.

Petrus decanus Sancti-Thome, et Adam, frater decani, Hubertus de Mueta, Milo de Vecenis, Johannes de Antelli, Radulfus de Leigni, Vivianus de Berigni, Renardus Prepositus, Garnerius de Ulmeio, Robertus Tetelinus, Johannes de Ve, jurati et interrogati, dixerunt una voce, quod justicia et grueria Hiensilve et Barre est Regis, tota quita absque participe, usque ad cheminum de Barra, ex parte Ulmeii, quamdiu nemus erit in terra illa, et quod Philipus de Nantolio capiebat vivum et mortuum boscum, tam ad ardendum quam ad edificandum, et quod non poterat extirpare vel vendere vel dare, et quod ibi ponebat custodem suum ad prohibendum ne alius truncaret nemus illud; sed numquam viderunt quod custos ille caperet forisfactum, nec credunt quod possit facere. Omnes isti, exceptis Viviano de Beligni et Galnerio de Ulmeio, qui habent usuagium in pastura, dixerunt de pastura, quod homines de Ulmeio et de Gondrevilla et de Beligni

habent pasturam equis et vaccis in predictis nemoribus; et si custos dicti Philippi vel patris aliquem caperet pro forisfacto in illis nemoribus, liberabatur per ministros domini Crispiacensis, nec dictus Philippus nec pater ejus exinde habebat emendam nec poterat habere.

III. DE CHACIA EJUSDEM PHILIPPI DE NANTOLIO.

Decanus Sancti-Thome, Adam, frater ejus, Renardus Prepositus, Garnerius de Ulmeio, Renoldus de Betigniaco, Milo de Vocenes, Gerbertus de Bocone, Odo Cavilla, jurati, dixerunt quod viderunt dominam Helisabeth, dominum Thomam et dominum Philippum, chaçare ad omnes bestias et tendere recia, usque ad cheminum Caude de Bosscel qui est inter Ulmeium et Gondrevillam, et usque ad cheminum qui est apud Chaut, inter ulmum Betigniaci, et usque ad cheminum qui vadit de Chenelor ad Ulmeium.

IV. INQUISICIO DE ALIENIGENIS ET ADVENTICIIS WALESII.

Dominus Albericus, miles et conversus de Sancto-Eligio-Fonte, abjuratus super ordinem suum, dixit quod vidit quod comes Radulfus et comes Flandrie et comitissa Ada et comitissa Alienor habuerunt alienigenas per totas terras suas. Ebrardus Charlez, miles, qui fuit comitisse Alienor prepositus, dixit quod alienigene fuerunt comitis et comitisse, et habuit de Colino de Covegni viginti duo libras, et de quodam alio septem libras; et, tempore comitisse Litigavensis, Albericus de Humbleres cujus eadem villa est, et pater ejus remanserunt comitisse. §. Major et jurati Calniaci dixerunt, super sacramentum quod fecerunt Regi, quod adventicii castellanie Calniacensis sunt domini Calniaci, exceptis duabus villis Johannis de Plesseio, scilicet Plesseium et Ungnies; et alienigenas manentes in istis duabus villis, tenet dictus Johannes de domino Rege, et propter hoc debet singulis annis unum mensem estagii apud Calniacum. §. Decanus Besti-Thome de Crispeio dixit quod vidit, quamdiu ballivus fuit, quod alienigene erant comitisse. §. Johannes Rufus de Viriaco, homo Regis, dixit quod alienigene de Viri erant domini Calniaci, et hoc vidit tempore suo, et vidit quod alienigena captus fuit apud Covegni, que est villa abbatis de Humbleres, de qua dominus Josbertus est advocatus. Abbas eum requisivit tanquam hominem suum cubantem et surgentem, et litigavit coram comitissa, et remansit comitisse, et comitissa eum redemit viginti duo libras, et alienigena ille vocabatur Nicholaus de Malrepast. §. Radulfus de Crespigniaco jure dixit idem quod Johannes Rufus, et preterea dixit quod vidit unum alienigenam captum apud Toiriacum, et adductus fuit apud Calniacum et redemptus fuit, et hoc fuit tempore comitisse, quando Gaufridus erat prepositus. §. Balduinus Pastet dixit quod vidit, tempore comitis Flandrie, quod capiebat alienigenas ubique eos inveniebat, et nullus miles poterat retinere hominem alienigenam nisi dominus Calniacensis.

V. DE VICEDOMINO CATHALANENSI.

Inquisicio de Kathalano, facta contra vicedominum. Hugo de Porta-Martis, miles, juratus, dixit quod vidit et audivit a patre suo, quod vicedominus capiebat de residuis episcopi Kathalanensis post mortem ipsius, nec illa que capiebat umquam vidit requiri ab eo nec umquam reddi, sed nesciebat utrum jus esset vel non. Et iste sexagenarius erat. §. Similiter Buticularius, miles, jure dixit hoc idem, sed nesciebat utrum jus

esset vel non. Quam cito autem nuncius Regis venerit, nichil inde capiet, et mortuo episcopo, ipse Buticularius custodit cellarium episcopi, ad opus domini Regis. Hic quadraginta annorum erat. §. Radulfus de Mercato jure dixit quod in morte Guidonis episcopi domus ejus spoliata fuit antequam vicedominus illuc veniret, sed nescit quid juris habebat ibi. §. Isembrunus, sexagenarius, jure dixit quod in morte Guidonis episcopi vicedominus in domo episcopi cepit cathedras et munita harnesia que ibi erant, sed postquam Isembrunus, qui erat tunc prepositus ville, venisset, culcitras et ea que ibi invenit, salvavit domino Regi, neque scit quod vicedominus in hoc aliquid habeat. §. Ivanus, miles, qui erat ligius homo vicedomini, jure dixit quod nunquam interfuit rei quam vicedominus ibi caperet, sed audivit quod quemdam ibi ceperat et multi alii similiter capiebant. §. Girardus, major, jure dixit quod nunquam vidit quod vicedominus ibi caperet, sed audivit quod quoddam ibi ceperat, sed nescit utrum ad jus vel non, et hic quadraginta et alii similiter capiebant. §. Johannes Argentarius, quinquagenarius, jure dixit quod non vidit quod vicedominus ibi caperet, sed audivit quod quoddam ibi ceperat, sed nesciebat utrum ad jus esset vel non. §. Paganus, sexagenarius, archipresbiter, jure dixit quod ipse numquam scivit quod vicedominus in residuis episcopi aliquid juris haberet. §. Robertus, miles, jure dixit, ex parte vicedomini, quod ipse inde nichil scit.

VI. DE COLUMVILLA.

Rinbaldus de Hienvilla, Gedoinus de Cotainvilla, Ingerranus de Free, dixerunt quod quando comes Th..... fuit senescallus Francie, nichil umquam habuerat apud Colume-Villam. Dicunt eciam et recognoscunt quod dominus Rex habet ibi tensamentum suum et gistum suum. Hoc idem etiam Albericus Bonevallis et sui homines recognoscunt. Dictum est ad hoc quod quando dominus rex Ludovicus guerreavit comitem Theobaldum, misit milites suos Rambertum et alios, propter custodiendam dictam villam.

VII. DE VALORE REDDITUUM BONEVILLE.

Inquisitio de valore reddituum Boneville, super eosdam qui reddebantur veteri Regine, tempore quo rex Richardus ivit ultra mare, pro dote sua. Isti juratores sunt Guillelmus de Blourevilla, Henricus de Altaribus, Gaufredus Trossellus, Bernardus Orellus, Johannes Nortimeri, Godefridus Peleti, Richardus Villanus, Guillelmus Espaz, Rogerus Coguet, Aubertus Gromet, Hugo de Bargo, Hugo de Sancto-Mauro, Richardus Espac, juratores, dicunt quod Bonavilla cum pertinenciis valebat, sine placito ensis et regardis foreste et pasnagio, ad diem quo rex Richardus ivit ultra mare, octo et viginti libras, que Regine reddebantur, et de hiis octo et viginti libris dabantur in feodum et elemosinam quindecim libre et duo solidi. Item predicta villa valebat de aliis redditibus triginta octo libras et septem solidos, que reddebantur apud Cadomum Scacario; de quibus juratores dicunt se ignorasse utrum essent de dote Regine an non.

VIII. DE VALORE REDDITUUM DE FALESIA.

Inquisitio de valore reddituum Falesie, qui reddebantur tempore quo rex Richardu ivit ultra mare, quam hii juraverunt: major Falesii, Odo, filius Vitalis; Bartholomeus Tal-

lebot, Thomas de Figelois, Vitalis, filius Ameloti: Terricus, filius Andree: Dionis de Abevilla, Johannes de Beilio, Thomas Bertinus, Robertus Talebot, Rogerus de Falesio, Galterus medicus, Richardus Solde. Isti juratores dicunt quod prepositura Falesii, sine placito ensis et eschaetis et vicecomitatu et branagio, de quibus computabatur Scacario Cadomi, valebat, ad diem quo rex Richardus ivit ultra mare, quingentas et quadraginta libras, que Regine veteri reddebantur, nisi quod dabatur de predictis nummis, in feodum et elemosinam, nonaginta libras et quatuor solidos.

IX. DE VALORE REDDITUUM DANFRONTIS.

Inquisitio de valore reddituum Danfrontis, qui reddebantur dicte Regine, quando rex Richardus ivit ultra mare, quam hii juraverunt: Johannes Borneldus, Theobaldus Pirene, Robertus de Trel, Robertus Orchiel, Renaudus Villani, Hugo Rufus, Guillelmus de Baudreel, Johannes Paree, Robertus Villani, Radulfus de Erneia, Evrardus Mercerius, Guillelmus Nutricus, Radulfus Plantal, Gervasius Guenche. Isti jurati dicunt quod prepositura Danfrontis, sine placito ensis et forestii et eschaetis et molendinis et Fonte-Osanne, valebat, ad diem quo rex Richardus ivit ultra mare, triginta sex libras, que dicte Regine veteri reddebantur, exceptis quatuor libris et dimidia que janitori Danfrontis debebantur.

X. INQUISITIO FACTA PRO QUIBUSDAM FEODIS ARCHIEPISCOPI ROTHOMAGI.

Milites et servientes de Wulquasino Normanie dicunt, jurati, quod quicquid Johannes de Gisortio tenebat apud Gisorcium usque ad filum aque et usque ad ulmum, juxta domum leprosorum, est de feodo archiepiscopi, excepto rotagio; et quicquid Matheus de Gamachiis tenebat apud Gamaches, de Johanne de Gisortio, excepto uno quarterio feodi lorice, quod tenet de feodo de Toeni, et feodum de Quoc et de Albignieio, quod Robertus de Quoc tenet, sunt de feodo archiepiscopi; et Baldricus de Longocampo tenet feodum unum de archiepiscopo, scilicet apud Bus et apud Pleheiz et apud Brociam et apud Hanesies. Hec feoda tenebat Johannes de Gisorcio, de Hugone de Gornaco, et Hugo predicta feoda tenebat de archiepiscopo, sed nichil sciunt nisi de auditu. §. Milites de Wulquasino Francie, jurati, dixerunt, quod quicquid est ab ulmo ultra domum leprosorum de Gisorcio, usque ad filum aque, scilicet Dece, est de feodo archiepiscopi Rothomagensis; rotagium et quicquid est ultra predictam aquam est de feodo domini Regis. Feodum de Triegnel, et ecclesia de Ivereio, et decima de Ivereio, et ecclesia de Haronvilla, et hospites in atrio manentes, et quicquid Hugo de Gisortio habet apud Harevillam, et feodum quod dominus Galterus de Bohez tenet de Hugone de Gisorcio, et feodum pagani Brotin, quod tenebat de predicto Hugone, et quicquid Rogerus, senescallus de Moillent, tenebat apud Hadencort, de Hugone de Gisorcio, et quicquid Hugo de Ruppe tenebat de domino Hugone de Gisorcio apud Villers-Marcia, et decima et archidiaconatus quos predictus Hugo habet in terra sua, et ecclesia de Monci et de Baele, hec omnia sunt de feodo archiepiscopi: sed nichil sciunt nisi de auditu.

Isti juraverunt: prior Gisorcii, Johannes de Montecapreoli, Johannes de Charz, Teobaldus de Cormelio, Gaco de Bocunvilla, Robertus de Calvomonte, Matheus de Hellenvilla, Ingerrannus de Salceo, Anculfus de Insula, Nicolaus de Villers, Gilebertus de Parisiis, Huretus de Estrepeigni, Hardoinus de Guarennia.

§. Matheus de Gamachiis, super sacramentum, coram nobis dixit, quod illud quod tenebat et Johannes, nepos suus, apud Gamachias, de Johanne de Gisorcio, audivit recognosci a Johanne quod tenebat illud ex feodo archiepiscopi Rothomagi. Postea dixit quod audivit dici a Johanne quod illud quod Johannes habebat apud Gisorcium, tenebat ex feodo archiepiscopi, excepto conductu et rotagio, quod tenet de domino Rege. §. Dominus Eustachius de Hardencuria, super sacramentum suum, coram nobis dixit, quod Johannes de Gisorcio dicebat temporibus suis quod ecclesia de Huivri et decima erant de feodo archiepiscopi, et feodum de Triegnel similiter erat de feodo archiepiscopi, et ecclesia Darunvilla, et decima et archidiaconatus de Charcio, et ecclesia de Monci, et ecclesia de Baaloi.

XI. INQUISITIO DE JUSTICIA ROIE ET MONTISDESIDERII.

Radulfus de Roia, miles, homo ligius Regis, occidit quemdam militem in castellania Roie; frater militis interfecti conquestus est domino Regi quod ipse Radulfus occiderat maliciose fratrem suum; Rex assignavit diem Radulfo, et ipse defecit de die; et propter hoc, pro defectu, Rex fecit dirui domos suas de Garmeni et cepit catalla ejus. §. Quidam homo domine Helisendis de Hangest occidit quendam puerum, infra etatem, et intra pacem communie Roie, et propter hoc Rex fecit justiciam de corpore ejus, et communia Roie fecit domum suam dirui. §. Quidam homo tabernarius, qui erat de villa de Cepein, qui manebat in atrio apud Cepein, qui erat hospes clericorum Noviomensium, scitum fuit quod ipse recipiebat latrones, et propter hoc Rex fecit justiciam de eo. §. Henricus de Chesseio, miles, cepit quendam hominem, propter latrocinium ubi justicia non erat sua; Renaudus de Besteris, qui tunc erat prepositus, requisivit eum: redditus fuit ei a H. milite, quia non fuerat captus in justicia sua, et dictus Renaudus fecit justiciam de eo ex parte Regis. §. Johannes Bescherel, de castellania Montisdesiderii, fecit judicium aque frigide, propter murtrum sibi impositum: ipse incidit; Rex fecit justiciam de eo. Guillelmus de Melloto, miles, requisivit feodum suum et habuit illud. §. Fulco de Tanes et Rogerus, filius Radulfi Prepositi, burgenses domini Regis, occiderunt quendam burgensem Regis, et propter hoc dominus Rex habuit pro emenda sua exinde, trecenta libras; et hoc factum fuit in castellania Montisdesiderii. §. Tempore comitis Philippi, occidit Robertus de Tanes quendam hominem in castellania Montisdesiderii; comes Philippus fecit domos ejus dirui et cepit ejus catalla. §. Radulfus de Pratellis, miles, homo Regis ligius, occidit quendam hominem burgensem de Ambiano, in castellania Montisdesiderii; Rex cepit res ejus et inde habuit emendam suam. §. Josbertus de Civoureel occidit quendam hominem Regis apud Civoureel, in castellania Montisdesiderii, Guillelmus Pastes, miles, propter hoc fecit domos suas comburi et cepit ejus catalla.

XII. DE FIRMITATE VILLE EBROICARUM.

Recognitio facta inter dominum Regem et episcopum Ebroicensem, super missione de firmitate ville, per istos juratos, scilicet: Ricardum de Argenciis, Stephanum de Longocampo, Rogerum Pescheveron, Guillelmum de Sisi, milites; Gauterum Anglicum, Amicum de Velleites, Joscelinum Peleti, Renoldum Fabrum, burgenses domini Regis; Hugonem de Aurilleio, Rogerum Havart, Robertum de Bellomonte, Richardum Caram,

burgenses episcopi; Rogerum de Pontelandre, Radulfum Podagre, Guillebertum de Burson, Lucam Berengarium, burgenses abbatis Sancti-Taurini; qui, jurati, dixerunt unanimiter, quod quando Rex Ricardus captus erat in Alemannia, Johanne episcopo mortuo, electo Guarino Ebroicensi, in Alemanniam profecto cum Rege Ricardo, comite Ebroicensi mortuo, senescallus Normanie jussit fieri communiam apud Ebroicas, et viderunt quod Adam Anglicus major erat ejusdem communie; et viderunt quod communi assensu ejusdem communie jurate, sine alta justicia, fecerunt fossatum in illa villa per medium terre episcopi Ebroicensis, et ceperunt operari die dominica, propter timorem regis Gallie, et archidiaconus absolvit eos; et viderunt quod timorem habuerunt de obsidione, et attornati fuerunt quatuor homines de communia ad unumquemque quernellum custodiendum et hurdandum eum; et dicunt quod comes Ebroicensis non poterat talliam facere in terra episcopi, nec propter guerram, nec propter exercitum, nec propter nubendam filiam, nec propter filium faciendum militem, nec ullo modo; nec aliquid aliud ibi capiebat, preter consuetudines que tunc currebant et adhuc currunt; et dicunt quod dux Normanie habebat talem justiciam super episcopum Ebroicensem, qualem habebat super archiepiscopum et alios episcopos Normannie.

Page 4, note 2.

Le mot *stangnum* qui, selon la remarque de du Cange dans son Glossaire, t. VI, p. 703, indique quelquefois une mesure de terre, désigne ici, comme dans plusieurs actes publics, un étang. (*Recueil des ordonnances des roys de France*, t. V, p. 439.) Les seigneurs possédaient presque toujours un étang près de leur château, et, selon l'usage qui régissait les partages nobles dans la province du Perche, cet étang appartenait à l'aîné. Ainsi la coutume de ce pays, rédigée en 1505, porte (art. CXL du titre des *Successions*) : « Appartient audit fils aisné.... les garennes, l'*estang* à bois et à eau, et moulins pendans en la chaussée d'iceluy estang, s'il est ou fief où ledit aisné « prend son droict d'aînesse. » (*Coutumier général*, t. III, p. 656.) On voit que depuis le XIIIe siècle la coutume avait été modifiée, puisque, à cette époque, l'aîné prenait l'étang *ubicunque esset*.

Page 4, note 3.

C'est-à-dire, si le droit de travers, auquel les habitants de la Rondière sont tenus, doit être exigé à Nointel ou à Châtenay.

Le droit de travers, quand il était perçu aux frontières, équivalait à ce que nous appelons les droits de douane, comme le montre l'enquête suivante, qui est tirée du Cartulaire de Philippe-Auguste, f° 94, v°.

DE TRANSVERSIS DOMINI REGIS ET COMITIS SANCTI-PAULI.

Hec est inquisitio que facta fuit apud Capiacum, scilicet de transversis domini Regis

et comitis Sancti-Pauli, coram B. de Roia et A. de Hanjest: et pro preposito Ambianensi et Nevelio marescallo. Hanc inquisitionem fecerunt burgenses Atrebatenses, Bapalme et Perone et de Roia et Compendii et Montisdesiderii et Ambianenses, et servientes qui tenebant pedagia tempore comitis Flandrie; et dixerunt quod omnia averia que transeunt de terra Flandrie, sive in Franciam, sive in Burgundiam, sive in Campaniam, sive ultra montes, sive in Provinciam, debent pedagium apud Bapalmam. Omnes autem illi qui debent pedagium apud Bapalmam, debent pedagia apud Peronam, apud Roiam, apud Compendium et Crispiacum; et omnia vina venientia de Francia vel de Burgundia, in Flandriam euntia, debent pedagium apud Bapalmam. Ternenses vero et Bononienses et Normanni et Corbienses, Ambianenses, Pontivenses, Belvacenses, Tornacenses, Cameracenses et Falquinbergenses, omnes isti vadunt quo volunt, reddendo suas rectas consuetudines; sed si isti apportarent averia de Flandria in terras predictas, ipsi redderent pedagium apud Bapalmam, sicut alii, vel reportando vina, sicut dictum est.

Page 4, note 4.

Les enquêtes avaient pour but, comme nous l'avons dit, de constater l'existence d'un fait ou d'un usage, bien plus que le droit en vertu duquel existait cet usage; il s'ensuit que le parlement, lorsqu'il jugeait sur une enquête, décidait rarement, quoiqu'il en eût le droit et les moyens, des questions de propriété; et la formule *quantum ad saisinam dicitur*, indique que la cour a prononcé conformément à la possession, mais en réservant la propriété, *salvo jure proprietatis*. Voyez p. 9, n° XVI; p. 51, n° XXIX; p. 124, n° XVI; p. 194, n° XIV; p. 208, n° VII, etc.

Page 5, note 5.

Le droit de tiers et danger était perçu par le Roi et par quelques seigneurs, principalement en Normandie, sur le prix de vente de certains bois concédés à cette condition. Le droit de tiers montait, comme le mot l'indique, au tiers du prix de la vente; le droit de danger s'élevait au dixième des deux sous pour livre. Ces droits, ordinairement réunis, pouvaient être séparés et possédés par deux seigneurs différents. Voyez p. 241, n° XII. On appelait, par un jeu de mots, sergents *dangereux*, les sergents préposés à la perception de ce droit. (De Laurière, *Glossaire du droit français*, au mot *Danger*.)

Page 8, note 6.

On trouvera dans ce volume, et particulièrement dans la partie qui contient les Arrêts, des renseignements nombreux, et jusqu'ici inconnus, sur les efforts que fit saint Louis pour déraciner du sein des mœurs nationales une habitude qui arrêtait tout progrès vers les idées d'ordre et de justice :

nous voulons parler du duel judiciaire. Les tentatives de ce prince furent infructueuses, et l'on est autorisé à penser qu'il ne tint pas assez de compte de la force d'un préjugé qu'on ne pouvait pas vaincre avec des lois. Cependant il est juste de reconnaître qu'en cette matière saint Louis ne précipita rien. Son ordonnance contre les gages de bataille est de l'année 1260, et cette enquête nous apprend que depuis longtemps la jurisprudence de la cour entravait les duels, afin de rendre leur abolition moins soudaine. Les seigneurs qui s'élevèrent le plus hautement contre cet acte de sagesse avaient, dans d'autres temps, reconnu sa nécessité, et saint Louis put en faire souvenir le duc de Bretagne, quand il lui adressa ces paroles : « Vos ne deistes pas « eins en un tens qui est passé, quant les barons qui de vos tenoient tout « nu à nu, sanz autre moien, aporterent devant nos lor compleinte de vos « meesmes, et il offroient à prouver lor entencion en certains cas par ba- « taille contre vos; ainçois respondites devant nos, que vos ne deviez pas « aler avant par bataille, mès par enqueste en tele besoigne; et disiez encore « que bataille n'est pas voie de droit. » (Confesseur de la reine Marguerite, *Vie de saint Louis*, p. 378.)

Page 8, note 7.

Les moines de Moyenmoutier étaient attaqués à la fois sur leur saisine et sur leur propriété : la cour confirme la saisine, mais les renvoie sur la question de propriété par-devant le bailli d'Amiens, dont plus tard elle aura à juger la sentence en cas d'appel. Cette forme de procéder était habituellement suivie par la cour.

Page 10, note 8.

Hospitium ad ignem, hostise ayant un feu. Ici le mot *ignis* est pris dans son sens vrai, et désigne un foyer; plus tard on employa l'expression *focus*, pour indiquer également un foyer, puis la famille qui était censée réunie autour, et enfin l'impôt qui pesait sur ce foyer ou sur cette famille. L'impôt par feux étant réel, et non personnel, quand la famille se dispersait, l'impôt restait sur le foyer, et devait être acquitté par les autres membres de la communauté dont la famille avait fait partie.

Page 13, note 9.

On appelait *poosté*, *poesté*, *poestey*, le territoire de certaines seigneuries ou justices, *districtus potestatis*. Il est ici question d'un canton qui, ayant été formé primitivement de sept seigneuries, ainsi que cela avait lieu si souvent

au moyen âge, à cause du sens mystique attribué à ce nombre, avait pris et gardé le nom de Sept-Poesté. On compte encore aujourd'hui en France un grand nombre de villes ou de villages dans la désignation desquels entre le nombre sept. (*Dictionnaire des Communes de France*, p. 576.) Dans plusieurs pays, les banlieues des villes ou des bourgs s'appelaient *septaines*. Voyez le Glossaire de du Cange, au mot *Septena*, et la Thaumassière, *Coutumes du Berry*, p. 10.

Page 13, note 10.

Les chefs des corporations des métiers.

Page 14, note 11.

Le mot *rescousse* ou *escousse* avait plusieurs significations dans l'ancien droit français; mais il désignait généralement l'acte par lequel un débiteur, injustement exécuté, demandait à être rétabli dans sa propriété. Cette enquête, comme beaucoup d'autres, montre combien était animée la guerre que les baillis royaux, appuyés par la cour, faisaient aux seigneurs haut-justiciers.

Page 15, note 12.

Commune, compensum, sive *paciagium*, était un droit établi, dans l'origine, pour assurer le maintien de la paix publique, appelée *trêve de Dieu*, et qui, avec le temps, était devenu un impôt fixe et très-onéreux pour le peuple.

Page 17, note 13.

La bourgeoisie royale s'acquérait par la prescription d'un an et d'un jour, c'est-à-dire que, quand le sujet d'un seigneur lui avait fait signifier qu'il se déclarait bourgeois du Roi, si le seigneur restait un an et un jour sans le revendiquer, cet homme avait acquis la bourgeoisie du Roi. Cette règle semblait garantir les droits des seigneurs; mais les baillis royaux n'en tenaient nul compte, et admettaient dans les bourgeoisies quiconque voulait y entrer. Leur zèle, en cette occasion, dépassa tellement ce que les usages féodaux permettaient, que, sur les plaintes vives et réitérées des seigneurs, Philippe le Bel publia, en 1287, un règlement par lequel il fixa les formes et les conditions des bourgeoisies en général. Ce règlement fut continuellement méconnu, et invoqué en vain par les seigneurs. Il existe sur l'établissement des bourgeoisies plusieurs travaux estimables, auxquels nous renvoyons le lecteur. (Droz, *Essais sur l'histoire des bourgeoisies du Roi*, publiés à la fin des Mémoires pour servir à l'histoire de Pontarlier, Besançon, 1760, in-8°, Villevaut, préface du tome XII des Ordonnances; Perreciot, *de l'État des per-*

sonnes en France, 2 vol. in-4°.) Il s'en faut cependant, malgré le mérite de ces travaux, que le sujet ait été épuisé, car il reste encore à montrer l'influence de cette institution sur le sort des justices seigneuriales et sur le développement des municipalités rurales.

Page 18, note 14.

Decepmis pour *decimis*, comme *dampnum* pour *damnum*, *calampnia* pour *calumnia*, *nampta* pour *nanta*, *indempnas* pour *indemnas*. De même, en français, on écrivait *solempnité*. A cette époque, la prononciation de la lettre *m* était plus sourde qu'elle ne l'est de nos jours; on écrivait, *conmissa* pour *commissa*, *sonma* pour *somma*, et l'on prononçait conformément.

Page 19, note 15.

Le comte d'Artois, frère de saint Louis, s'embarqua pour la croisade en même temps que ce prince, c'est-à-dire le 25 août 1248.

Page 20, note 16.

En comparant l'enquête insérée dans les Olim avec l'arrêt recueilli par le procureur du monastère de Saint-Germain, on voit que les parties se contentaient de transcrire les dispositions de l'arrêt qui touchaient directement à leurs intérêts, tandis que le rédacteur des Olim, sans entrer dans le récit détaillé des faits de la cause, reproduit fidèlement, mais en peu de mots, toutes les questions de droit que l'arrêt avait résolues. On comprend qu'avant l'époque où l'usage s'établit de recueillir les arrêts, il devait exister une grande incertitude sur les décisions de la cour et sur sa jurisprudence, puisque le sort de ces décisions dépendait de la mémoire de ceux qui les avaient rendues ou des notes incomplètes et souvent fautives que les parties prenaient. Un tel état de choses ne peut s'expliquer que par le petit nombre et l'éclat des affaires qui, à cette époque, étaient portées à la cour du Roi. Ce sujet a été traité dans la préface de ce volume.

Lepaige, dans ses Lettres historiques sur les fonctions du parlement, t. II, p. 206, voyant que cet arrêt fut rendu par six juges, car dans la copie infidèle des Olim dont il faisait usage il n'y avait que six des huit juges d'indiqués, et n'apercevant parmi eux ni barons ni prélats, en conclut que ces magistrats ne formaient pas la grand' chambre, et que la chambre des enquêtes existait dès l'an 1257. Sans admettre que la chambre des enquêtes fût réellement constituée à cette époque, on peut dire que, de même

que certains juges étaient ordinairement désignés pour aller faire les enquêtes, d'autres l'étaient pour les juger, et que les barons et les prélats se dispensaient quelquefois d'assister à des jugements qui n'avaient pour eux que peu d'intérêt.

Page 21, note 17.

Philippe-Auguste accorda, en 1188, les droits des communes aux habitants de Montreuil-sur-Mer, qui déjà jouissaient de priviléges très-étendus. (*Ordonnances*, t. XI, p. 252.)

Page 24, note 18.

Ce qui était conforme à un usage généralement reçu. (Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, c. LXI, p. 308-309.) Nous rapportons ici une enquête extraite du Cartulaire de Philippe-Auguste, f° 262, v°, où l'on voit que la manière d'adjuger un duel n'avait pas changé depuis le règne de ce prince.

QUOD DOMINIUM ET QUAS JUSTICIAS DOMINUS REX HABEAT IN CASTELLANIA VERNONENSI.

Inquisitio facta sigillatim a Gaufrido de Capella, quod videlicet dominium, quas justicias, dominus Vernonis habebat in castellania Vernonensi, tam de duellis quam de aliis rebus, per dominium ipsius castri, et quod dominium et quas justicias dux Normanie habebat in castellania Vernonensi, tam de duellis quam de aliis rebus, per dominium Normanie. Jurati : Philippus de Blarru, Petrus de Rooncea; Ricardus Postel, Nicholaus de Fraxino, Odo de Floriaco, Guillelmus Havart, Galterus Postelli, Odo Havart, Petrus de Fai, milites; Nicholaus Luscus, Johannes de Inferno, Johannes de Sancta-Genovefa, Mauricius de Ratbero, presbiteri; Richardus Cuisant, Rocelinus Juvenis, Richardus Bellus, Guillelmus de Gloton, Odo Tracart, Galterus de Longavilla, Radulfus Palmarum, Osmundus de Puteo, Rogerus de Cruce, Germondus Gavibardi, Odo de Bisi, Odo de Cruce, Simon Piquet, Petrus Rex, Guillelmus, filius Mathildis; Martinus Poffair, Guillelmus de Puteo, Hugo de Puteo, Mauritius Maillardi, Hugo Agniculi, Richardus Kalot, Rogerus Aude, et Hubertus, filius Hilarii, et Radulfus, filiolus, burgenses.

Dicunt omnes quod dominus Vernonis, in tempore suo, habebat suum duellum adjudicandum et tenendum in sua curia, et suam justiciam de suo latrone residente, et si latro errans esset, justicia erat ducis Normanie. Habebat eciam dominus Vernonis omnia alia placita et justicias, excepto placito ensis, et exceptis recognitionibus. Milites vero et illi qui tenent libere de domino Vernonis vel de paribus, habent suum placitum, donec sua curia fuerit abjurata, et duellum adjudicandum in sua curia, et quando duellum adjudicatum fuerit et armatum, ille ducit illud in curiam domini Vernonis, et ille in cujus curia duellum vadiatur, habet emendam de duello. Si vero melleia vel male-

factum, vel maledictum affuerit, emende sunt domini Vernonis; et ubicumque dominus Vernonis aliquid ceperit de redditu sive in terris, sive in vineis, sive in domibus, dominus Vernonis habet venditiones et omnem justiciam. Quicumque vero habeat capitales modiationes, sive miles, sive alius, ipse habet venditiones et justiciam, nisi dominus Vernonis in illo aliquid habeat de redditu; sed dicunt quod abbas Beccensis nullam habet justiciam neque venditiones ubi non habet capitalem modiationem. Immo quando non poterat habere suos census, ipse se clamabat ad dominum Vernonis, et ipse ei reddi faciebat suos census sine emenda; et ubi habet modiationem capitalem, dicunt quod numquam viderunt super hoc placitum tenere neque emendam levare, et ideo nesciunt utrum abbas emendam habere debeat an non. Dominus Vernonis habet auxilium pro filio suo primogenito faciendo milite et de prima filia sua maritanda et de prima redemptione corporis sui capti de guerra domini sui; et quando dominus Vernonis ibat in exercitum cum duce Normannie, dux ei dabat tale auxilium quale dux volebat, et illud auxilium capiebat in hiis locis : apud Vernonem, Vernomellum, Fornellum, Chanterene, *à la croiz Bardelle*, Gameliacum, in valle de Aconvilla citra rivum, in vico Normannie de Blarru. Si autem aliquis homo destructus fuerit per judicium, sive sit fugitivus sive bannitus, dux Normannie habet proventus tocius terre sue per unum annum, et ille de cujus feodo terra movet, habet terram post annum. Dominus Vernonis habebat auxilium de feodis lorice que ab eo tenebantur, quando dux Normannie sibi et aliis militibus donabat auxilium.

De eodem.

Jurati Vernonis dixerunt cum primo dictu, quod numquam viderunt neque audierunt quod, in tempore domini Ricardi de Vernone, neque in tempore Regis, a tempore in quo dominus Rex fecit excambium, cum domino Ricardo, de castello Vernonis, usque ad spacium quinque annorum, quod abbas de Montebort vel alius haberet decimam Channarii, quod prius fuit levatum et positum in prepositura domini Regis, in tempore Nicholai Bocelli, qui erat prepositus; et dixerunt quod dominus de Fonte habebat quinque modios vini de feodis domini Vernonis, que modo non habet in suam manum.

Page 25, note 19.

La commune de Corbie, accordée par Louis VI, avait été confirmée par Philippe-Auguste, vers la fin de l'année 1180. (*Ordonnances*, t. XI, p. 216.)

Page 25, note 20.

La justice vicomtière ou la moyenne justice.

Page 26, note 21.

Le chambrier était l'administrateur des biens d'un monastère.

Page 27, note 22.

Les aides-coutumières. Voyez le Glossaire de du Cange, au mot *Auxilium*, où il cite cette enquête.

Digitized by Google

Page 28, note 23.

Le droit de ségréage ou de ségorage était perçu par le seigneur sur le prix de la vente des bois de ses vassaux, et paraît avoir été du cinquième denier de la somme totale. On a voulu rattacher ce droit au droit de tiers et danger, mais il reste sur ce point de l'incertitude. Voyez le Glossaire de du Cange au mot *Secretarius*, où il cite cette enquête, et de Laurière, *Glossaire de l'ancien droit français*, t. II, p. 351.

Page 31, note 24.

Garbas, gerbes, moissons.

Page 33, note 25.

Voici encore une de ces questions de bourgeoisie qui se reproduisaient sans cesse devant les tribunaux. En vertu du droit de suite qui était un des fondements du servage, les biens du taillable fugitif Pierre de Murat appartenaient à son seigneur, sans que la qualification de bourgeois de Limoges qu'il prenait pût être opposée à ce dernier, et encore moins la prescription d'an et jour, puisque le mainmortable, serf ou homme de corps, ne devait être reçu en aucune bourgeoisie. (Brussel, *Usage des fiefs*, II, 904.) L'enquête ne produisant aucun moyen de droit ni de fait en faveur de Pierre de Murat, il est permis de supposer que la cour chercha les motifs de se décider plutôt dans la politique suivie par le trône à cette époque, que dans les lois et les usages féodaux.

Page 33, note 26.

On lit, en effet, dans la chronique de Pierre de Vaux-Sernay : « In hunc « modum subjugata sunt quatuor castra illa, Doma videlicet, Monsfortis, « Castrumnovum, Bænacium. In his siquidem quatuor castris, a centum « annis et antea, sedes fuerat Satanæ..... Post aliquot autem dies (1215), « Bernardus de Causacio, vir pessimus et crudelis, de quo supra fecimus « mentionem, castrum quoddam in Petragoricensi diœcesi, quod ipsius « fuerat et dicebatur Castrumnovum, proditiose recuperavit. Miles enim « quidam Francigena, cui comes nobilis Montisfortis custodiendum com- « miserat castrum illud, minus sufficienter illud munierat, sed diminerat « pene vacuum : quo audito, prædictus Bernardus venit ad castrum et ob- « sedit illud, statim cepit, militesque qui ibi erant, morte patibuli condem- « navit. » (*Rerum Gallicarum Scriptores*, t. XIX, p. 99 *b*, et 104, *c*.) La conformité,

qui existe entre le récit de l'historien et le texte de l'arrêt fait voir que, malgré un laps de plus de quarante années, les moindres détails de la guerre contre les Albigeois s'étaient fidèlement conservés dans la mémoire des habitants du midi de la France.

Page 35, note 27.

Le vol, qui plus tard devint un cas de haute justice, puis un cas royal, appartenait à cette époque aux basses justices. (*Établissements de saint Louis*, l. I, c. XXXVIII.)

Page 36, note 28.

Ce mot, qui ne se trouve pas dans le Glossaire de du Cange, a le même sens que *maniamentum* ou *maniatum*, et dérive, comme ce dernier, du verbe *maniare;* il indique la jouissance complète d'une chose ou d'un droit.

Page 36, note 29.

Cette formule se retrouve dans une multitude d'actes privés ou publics de ce temps, et principalement dans les chartes de communes, ou dans les accords passés entre les seigneurs et leurs hommes, relativement à la jouissance des pâturages communs. Quand une communauté d'habitants possédait un usage, sans pouvoir produire de titre, elle ne manquait pas de déclarer que sa jouissance remontait à une époque *a quo non extabat memoria*, c'est-à-dire qu'elle possédait en vertu de la prescription; en général, les seigneurs contestaient peu cette allégation, et consentaient facilement à la sanctionner par une reconnaissance écrite et formelle. Le gouvernement féodal était favorable aux biens communaux, et les querelles entre les seigneurs et les usagers ne commencèrent pas avant le XVIe siècle.

Page 37, note 30.

In feodo membri loricæ, pour *in membro feodi loricæ*, dans le membre du fief de hautbert. Le fief de hautbert n'était pas partageable entre frères, mais quand il n'y avait que des filles il pouvait être divisé jusqu'en huit parties, et chaque partie était appelée *membre de hautbert*.

Page 37, note 31.

Peine infligée aux voleurs d'objets mobiliers. « Qui emble soc de charrue, « et qui emble autres choses, robes ou deniers ou autres menues choses, il « doit perdre l'oreille du premier meffet, et de l'autre larrecin il perd le « pied, et au tiers larrecin il est pendable : car l'on ne vient pas du gros au

« petit, mès du petit au grant. » (*Établissements*, l. I, c. XXIX.) Sur l'essorillement, voyez du Cange, *Observations sur les Établissements*, dans son édition de Joinville, p. 166.

Page 37, note 32.

Crieur de vin. (*Ordonnances*, t. II, p. 435; Étienne Boileau, *Règlements sur les arts et métiers de Paris*, p. 24.)

Page 39, note 33.

Marie de Blois, mère de Jean, comte de Blois et de Chartres, mourut en 1241.

Page 41, note 34.

Le droit de rachat ou de relief avait été fixé, par presque toutes les coutumes, au revenu d'une année du fief, et la coutume de Péronne, rédigée en 1507, ne s'écarta pas de cette règle. (*Coutumier général*, II, 596.)

Page 46, note 35.

On voit par cette enquête que les empiétements des baillis sur les juridictions seigneuriales étaient clairement appuyés par le parlement, puisque cette cour enjoint à un bailli d'entrer sur les terres du comte de Blois et d'y saisir les prévenus, si ce seigneur ne consent pas à les livrer; or ce seigneur était haut-justicier, et, selon le droit, il pouvait *porter armes pour justicier ses terres et ses fiez*. (*Ordonnances*, t. I, p. 411.) En supposant que le Roi eût considéré le refus du comte comme un acte de félonie, il pouvait assigner à sa cour ce vassal infidèle, faire prononcer contre lui les peines fixées par l'usage, mais non envoyer ses baillis exploiter dans une seigneurie qui ne lui appartenait pas; les infractions aux principes du droit féodal étaient, comme on voit, fréquentes à cette époque. Cependant, dans une circonstance analogue, saint Louis, agissant en sa qualité de souverain, n'osa pas aller aussi loin que sa cour; ainsi, lorsqu'en 1268 il donna l'ordre à ses baillis de chasser les Caorsins de leurs territoires, il les chargea en même temps d'engager les seigneurs à suivre son exemple, afin, disait-il, de ne pas être dans le cas de sévir contre ceux qui se refuseraient à faire ce qu'il demandait, *at non oporteat quod manum super kiis apponamus*. (*Ordonnances*, I, 96.) Le roi, quand il publiait une ordonnance, était tenu à des ménagements que ne gardait pas toujours sa cour, dont les actes inspiraient peu de défiance, parce qu'ils semblaient renfermés dans la sphère des intérêts privés et ne pas pouvoir porter d'atteintes sérieuses et durables aux droits des seigneurs. Ce fut cependant par ces actes particuliers, mais ré-

pétés, que la féodalité a été minée peu à peu et si profondément, qu'il ne fut plus nécessaire pour la renverser que de quelques entreprises hardies et décisives.

Page 47, note 36.

Ce statut fut rendu à Villeneuve-le-Roi, le 1er mai 1209, dans une assemblée des grands barons de France, à laquelle assistaient Eudes III, duc de Bourgogne; Hervé, comte de Nevers; Renaud de Dammartin, comte de Boulogne; Gaucher, comte de Saint-Paul; Gui de Dampierre, etc. (*Ordonnances*, I, 29.) Rien n'indique que cette assemblée ait formé un parlement, et l'absence de pairs ecclésiastiques et de prélats autorise à penser que Philippe-Auguste prit seulement conseil de ses grands vassaux.

Page 50, note 37.

Plusieurs auteurs ont cité cette enquête dans le but de déterminer l'étendue des priviléges dont jouissait la marchandise de l'eau de Paris, et les efforts que les commerçants de Rouen faisaient pour éluder l'effet de ces priviléges. (Delamarre, *Traité de la police*, l. v, t. I, c. II; Leroy, *Dissertation sur l'origine de l'Hôtel-de-Ville de Paris*, dans l'Histoire de la ville de Paris, par Lobineau et Félibien, p. xcix; Depping, préface des Règlements sur les arts et métiers de Paris, par Ét. Boileau, p. xxix.)

Page 51, note 38.

L'ordonnance de saint Louis contre les Caorsins est du mois de janvier 1268. (*Ordonnances*, I, 96.) Cette ordonnance n'expulsa pas de France tous les marchands italiens auxquels on donnait ce nom, mais prescrivit seulement aux baillis de chasser de leurs territoires ceux qui se livraient à l'usure. Il est possible que cet acte en ait modifié un autre plus sévère, et dont l'exécution aura donné naissance aux faits relatés dans cette enquête, qui prouvent que les préventions contre les Caorsins n'étaient pas générales, et que ces marchands trouvaient quelquefois des défenseurs dans les corps municipaux des villes commerçantes.

Page 54, note 39.

Sous-entendez *regis Angliæ*. En effet, Amaury III, qui, à la demande du roi Jean, céda à Philippe-Auguste le comté d'Évreux, en l'année 1200, et reçut en échange le comté de Glocester, était pair du duché de Normandie et sujet du roi d'Angleterre; mais il reste encore à expliquer pourquoi il portait le titre de comte palatin du roi d'Angleterre. Les fonctions si impor-

tantes du comte palatin cessèrent avec la deuxième race. Cependant, sous la troisième, les comtes de Champagne en prirent le titre, qui resta purement honorifique. Les comtes de Toulouse, de Poitiers, de Flandre et de Guienne, le reçurent également, en sorte que cette qualification finit par être regardée comme l'attribut de tous les hauts barons ou pairs qui siégeaient dans la cour féodale d'un roi. (Du Cange, *Dissertation* XIV, *sur l'histoire de Joinville*, p. 225.) Le comte d'Évreux étant dans cette position, relativement au roi d'Angleterre, devait donc porter ce titre. On comprendra désormais pourquoi le parlement avait ordonné une enquête sur ce point : Dreux de Linchot prétendait que tout son héritage relevait du comté d'Évreux, et que ses prédécesseurs avaient été mis, pour la jouissance de leurs bois, au lieu et place du comte : si ce seigneur était comte palatin ou pair, Dreux de Linchot ne pouvait être soumis au droit de tiers et danger qui, en Normandie comme ailleurs, ne pesait que sur les vassaux inférieurs.

Page 54, note 40.

Voyez la coutume de Péronne dans le Coutumier général, II, 616.

Page 57, note 41.

Il existe encore en France plusieurs lieux dont les dénominations rappellent le culte de Diane, jadis si répandu dans ce pays, et qui s'y était affermi à l'aide d'une foule de pratiques superstitieuses relatives aux forêts et à la chasse, que les Francs avaient apportées dans les Gaules; on peut citer Dianne-Capelle, près Sarrebourg; Diancey (*Dianæ sedes*), près Beaune; Dienville, dans le diocèse de Langres; Combe d'Hyan, dans le Jura, etc. Du Cange cite des statuts donnés par Auger II, évêque de Conserans, en 1280, dans lesquels les anciennes prohibitions des conciles contre le culte de Diane sont encore renouvelées. (*Glossarium*, verbo *Diana*.)

Page 59, note 42.

L'ardeur religieuse et l'espoir trop souvent déçu de s'enrichir dans les expéditions aventureuses ne suffisaient plus, à cette époque, pour alimenter les guerres saintes, et il fallait que le Roi et les seigneurs, quand ils prenaient la croix, payassent très-exactement les hommes qu'ils emmenaient avec eux. « Quant je arivai en Cypre, dit Joinville, p. 29, il ne me fu demouré « de remenant que douze-vins livres de tournois, ma nef paiée: dont « aucuns de mes chevaliers me manderent que se je ne me pourveoie de

Digitized by Google

« deniers, que il me leroient. » Voyez les Assises de Jérusalem, c. CXXXVIII, p. 101, éd. de la Thaumassière. *Quès est l'assise quant l'on done congié à son sodoier, et l'on ne le paie de ce que l'on li doit de ses soudées.*

Page 60, note 43.

La jurisprudence sur les ajournements en cour de baronnie, longtemps débattue entre le Roi et les seigneurs, était enfin fixée à cette époque. Si un vassal voulait ajourner un de ses pairs à la cour de son suzerain, il devait faire porter l'ajournement par deux de ses pairs; mais si le suzerain voulait faire ajourner son vassal, il pouvait faire porter l'ajournement par un simple sergent, parce que, comme on disait, le sergent était alors *pair à pair*. Personne ne pouvant se dire le pair du Roi, le Roi avait donc le droit de faire ajourner tous les seigneurs par un sergent, car *sergent à Roi est pair à comte*. Cependant les seigneurs supportaient avec impatience cet usage, et un sergent de saint Louis ayant mis la main sur un des chevaliers du sire de Joinville, celui-ci demanda et obtint justice. (*Histoire de saint Louis*, p. 106.) Sous le règne de Louis VIII, en 1224, la comtesse de Flandre, ayant été ajournée devant la cour du roi par deux chevaliers, prétendit que cet ajournement était nul; mais elle perdit son procès, et le parlement, par un arrêt souvent cité, jugea qu'elle avait été suffisamment ajournée. (Martenne, *Amplissima collectio*, t. I, col. 1193.) Les évêques de Normandie ne pouvaient donc faire reposer leurs prétentions que sur un privilége particulier à leur province; et en effet on lit dans le *Grand Coustumier*, c. LXI, p. 26 : « L'en doibt sçavoir que les barons doibvent estre semons par le bailly ou par « le viconte ou par le maistre sergent, pardevant quatre chevaliers au moins « qui puissent porter tesmoingnage de la semonse. » La présence des quatre chevaliers recordeurs était encore exigée dans plusieurs autres circonstances. (C. LXVI, LXVIII, LXX.) Les baillis royaux, qui avaient déjà contribué à faire cesser l'usage de l'ajournement par pairs, comme une formalité embarrassante, et qui ajournaient directement à la cour du roi ou à leurs assises, ne tenaient plus compte des anciens usages de la Normandie : c'est contre ce nouvel envahissement que réclamaient les prélats de cette province. (*Établissements*, l. I, c. LXVI; Beaumanoir, c. II, p. 18; du Tillet, *Recueil des roys de France*, I, 370; Loysel, *Institutes coutumières*, I, 49.)

Page 60, note 44.

La seconde requête des évêques, quoique reposant aussi sur une an-

cienne coutume, était plus contestable que la première; car le roi, comme duc de Normandie et haut-justicier de cette province, pouvait faire citer ses vassaux par ses propres officiers, sans que la présence des gens des évêques fût nécessaire. Nulle part cette intervention des officiers du vassal immédiat aux actes de la justice du suzerain n'était réclamée; aussi la cour n'accorda-t-elle pas tout ce que les prélats demandaient: elle distingua soigneusement les causes dont les évêques pouvaient connaître en leur qualité de juges ecclésiastiques, de celles qui appartenaient aux plaids de l'épée.

Pour l'intelligence de ces réclamations, il faut savoir que les évêques de Normandie affichaient, sur plusieurs points d'administration judiciaire, des prétentions élevées, et que les archevêques de Rouen, par exemple, prétendaient avoir échiquier et cour souveraine pour connaître les affaires temporelles décidées en première instance par leurs officiers. Les rois de France ayant plus d'une fois contesté ce privilége, il en résulta des débats animés.

Nous plaçons ici les deux plus importantes enquêtes du Cartulaire de Philippe-Auguste, f° 256, v°, qui serviront de preuves à ce qui vient d'être dit. La seconde de ces enquêtes a été déjà publiée complétement par D. Bessin, *Concilia Rothomagensis provinciæ*, t. I, p. 104, sous le titre de *Stabilimentum*. Notre texte diffère du sien sur quelques points.

I. DE REGALIBUS ROTHOMAGI.

Johannes de Pratello, Ricardus de Riu, Ricardus de Villaquier, Robertus de Fresquieres, Guillelmus de Vivario, Raginus de Petra-Villa, Robertus de Gilliolo, Gaufridus de Mesnilio, Gauterus de Sancto-Johanne, Guillelmus Pantol, Gilebert de Remenfrevilla, Adam de Maretot, Ricardus de Sahors, Guillelmus de Riparia, milites, jurati, dixerunt quod mortuo Rotroldo, Rothomagensi archiepiscopo, rex Henricus cepit regalia in manu sua et posuit custodes suos ad ea custodienda. Cum autem Gauterus de Constancia, qui erat familiaris domini Regis, in archiepiscopatum promoveretur, Rex reddidit ea illi; sed dixerunt se nescire utrum amore reddiderit ei vel de jure, vel aliquo alio modo. De electione dicunt se vidisse Rotroldum et Galterum de Constancia recipi in archiepiscopatum Rothomagi, ad preces et ad voluntatem regis Henrici. Cum autem archiepiscopus Rotroldus mortuus esset, orta est lis et contentio inter regem et capitulum, ita quod capitulum elegit Robertum de Novo-Burgo et alios duos de capitulo suo, volentes quod Robertus de Novo-Burgo esset archiepiscopus; Rex vero, timens ne ret contra voluntatem suam, noluit hoc sustinere et elegit Galterum de Constancia et duos alios episcopos de Anglia, volens quod idem Galterus esset episcopus; capitulum vero, pro posse suo, Regi contradixit; tandem canonici, videntes Regem turbatum, interrogaverunt eum utrum hoc fieri vellet de jure regio vel precibus; Rex vero dixit: « Volo et

« precor ut ita fiat. » Capitulum vero acquiescens voluntati Regis receperunt eumdem Galterum, et constituerunt archiepiscopum. De donatione autem prebendarum dicunt se nescire utrum Rex debeat eas dare vel capitulum, nec sunt memores se vidisse Regem dedisse prebendam ibi. §. Item Henricus Waspal, Claremboldus Ruffus, Robertus Bellus filius, Radulfus Groignez, Robertus, filius Guidonis, cives Rothomagi, dixerunt idem quod dicti milites de regalibus. Guillelmus de Offrevilla, Claremboldus Rufus, addiderunt, dicentes quod Wuillelmus Mara, jussu senescalli Normanie, cepit in manu sua Baien-Villam, ad opus Regis, et dedit eam dicto Claremboldo ad firmam; unde contigit quod canonici Rothomagi receperunt a dicto Guillelmo de Mara centum solidos, quos percipere solebant ab archiepiscopo Rothomagi, annuatim, ad certos terminos. Renaldus de Castineio et Ancelmus Dinebout et Renoldus-le-Brumere dicunt idem de regalibus quod supradicti milites. Omnes vero isti dicunt de electione et donatione prebendarum sicut alii predicti. Gilebertus Belet, major de Andeliaco, Jocelinus de Corni, Robertus Rabot, Ingerannus de Marrona, Guillelmus de Bernaio, Hugo de Anesies, Osmundus de Barra, Radulfus Agnetis, burgenses de villa, jure dixerunt quod, mortuo Rotroldo, Rothomagi archiepiscopo, Guillelmus de Mara, ex parte Regis, cepit forestam in manu sua et omnia que archiepiscopus habebat apud Andeliacum, et posuit custodes suos in eis. De electione dicunt idem quod milites. De donatione prebendarum nesciunt. §. Abbas Fiscanni dixit, super sacramentum suum, quod fecit domino Regi, quod mortuo archiepiscopo Rotroldo, vidit quod rex Henricus habuit regalia Rothomagi in manu sua, usquedum archiepiscopus ibi fuerit constitutus, et tunc archiepiscopus recepit regalia de manu Regis. §. Ricardus Silvani, miles, jure dixit idem. De donatione autem prebendarum dicit quod credit quod si prebenda vacaret, vacante sede, donatio spectaret ad Regem, sicut aliorum episcopatuum. §. Abbas Cadomi super sacramentum suum dixit quod vidit quando archiepiscopus Rotroldus mortuus fuit, quod Guillelmus de Mala-Palude tunc vicecomes Rothomagi, cepit in manu sua Andeliacum cum pertinenciis et omnia regalia, tam apud Rothomagum quam alibi, et Willelmus Radulfus, tunc senescallus Normanie, tradidit omnia illa custodienda ex parte Regis, quibus voluit sine contradictione, et vacavit sedes per quindecim menses, et si prebenda vel personatus tunc vacavit excepto decanatu, Rex contulit quibus voluit. §. Episcopus Abrincensis dixit quod vidit Guillelmum de Mara, militem, et Robertum, archidiaconum de Notingam, filium senescalli Normanie, custodientes regalia Rothomagi ex parte Regis, et compotum inde reddentes ad Scacarium. §. Durandus Bolet jure dixit quod vidit quod quando Rotroldus archiepiscopus migravit a seculo, quod Guillelmus de Mara, miles, ex parte Regis venit Andeliaco, et omnes redditus qui ad predictam villam spectabant, in omnibus saisivit et diu servavit. Aliquando Petrus Bovic, cantor Rothomagi, veniebat Andeliaco et moram faciebat cum predicto milite, sed ipse nescit an cantor ibi erat ex parte Regis vel capituli. De donatione prebendarum et electione archiepiscopi nichil scit; de firmis segetum audivit plures dicere quod comes Guillelmus illas fecit deferri in castrum Gisorcii, et nummos quos de segetibus habuit in valle Rodolfi, habuit, sed nescit cui.

II. QUE JURA REGES ANGLIE HABUERUNT IN NORMANIA ADVERSUS CLERUM.

Ego Reginaldus, comes Bolonie, ego Wuillelmus Martel, ego H. de Estoutevilla, ego

Wuillelmus Cambellanus de Tamquarvilla, et Radulfus Tesconus, et Johannes de Pretello, Henricus de Ferreriis, Philippus de Vauce, Wuillelmus de Mortuo-Mari, Robert de Corci, Wuillelmus de Serans, Fulco Paganelli, Wuillelmus de Homes, Stephanus de Longo-campo, Hugo de Colunces, Rotbert de Viesneval, Wuillelmus de Pratellis, Johannes de Roboreto, Castellanus Belvaci, Nicolaus de Montigniaco, Thomas de Pavilla, Rogerus de Mellento, notum facimus universis ad quos presens scriptum pervenerit, quod nos juravimus super sacrosancta [Evangelia], quod jura que Henricus et Ricardus, quondam reges Anglie, habuerunt in Normania, adversus clerum, et apud Lexovium et alibi, et jura nostra, diceremus. Nos autem, per sacramentum nostrum, diximus quod vidimus, tempore Henrici et Richardi, quondam regum Anglie, quod si ecclesia pertinens ad donationem laice persone vacaret, si ille ad quem donatio illius ecclesie pertinebat, ydoneam personam archiepiscopo vel episcopo in cujus diocesi sita esset ecclesia [presentaret], illa[m] eandem personam de jure recipere tenebantur, nisi alius contenderet presentacionem illius ecclesie ad se pertinere. Si vero de jure patronatus contentio oriretur, archiepiscopus vel episcopus nunquam posset alicui ecclesiam illam conferre, nec aliquem ad ecclesiam illam recipere, donec contentio in curia Regis vel illius de cujus feodo movet illa ecclesia, terminaretur. Quando vero causa illa terminetur in curia domini Regis, vel in curia illius de cujus feodo movebat ecclesia, archiepiscopus vel episcopus ad testimonium litterarum Regis, vel ballivi sui in cujus curia causa esset terminata, vel illius de cujus feodo movebat ecclesia, deberet recipere idoneam personam quam presentaret ille cui adjudicatus esset patronatus illius ecclesie. Item diximus, per sacramentum nostrum, quod archiepiscopus, vel episcopus, vel alia inferior ecclesiastica persona, non debet ferre sententiam excommunicacionis in barones, vel in ballivos, vel in servientes Regis aut in clericos domus sue, Rege non requisito, vel suo senescallo. Item diximus, per sacramentum nostrum, quod nulla ecclesiastica persona debet aliquem trahere in causam pro fide, vel sacramento quod fiat de laico feodo, vel catallo hominis laici; sed si fides data fuerit de catallo maritagii, vel de legato mortui, vel de catallo clerici, vel cruce signati, de causa illa bene potest judicare. Item diximus, per sacramentum nostrum, quod nunquam vidimus, tempore Henrici et Ricardi, quondam regum Anglie, quod aliquis redderet decimas de fenis, vel de genestis, aut de boscis, nisi prius fuerint elemosinate. Item diximus, per sacramentum nostrum, quod vidimus Henricum et Ricardum, quondam reges Anglie, tenentes placitum spate in civitate et banleuga Lexovii, postquam Arnulfus, Lexoviensis episcopus, recessit a Normania, exul hac de causa. Item diximus, per sacramentum nostrum, quod in feodo terre Gornai et Feritatis et Gosleni-Fontis non debet archiepiscopus tenere nisi tantum duo placita, scilicet de maritagio, de legato mortui, et de catallo clerici. Item diximus, per sacramentum nostrum, super hoc quod archiepiscopus petit apud Lovers, quod Ricardus quondam rex Anglie, fecit ei excambium et inde dedit ei cartam suam, et dominus Rex faciet ei justiciam secundum tenorem carte sue, si ei placuerit. Item diximus, per sacramentum nostrum, de clerico qui tenet laicum feodum, quod si clericus injuriosus existit domino a quo tenet feodum illud, dominus feodi potest saisire omnia catalla clerici que invenerit super feodum, de quocumque loco venerint, donec ei satisfecerit de hiis que pertinent ad laicum

feodum. Item diximus, per sacramentum nostrum, quod si clericus teneat aliquid de quo laicus conqueratur, et clericus dicat se tenere illud nomine elemosine, per sacramentum legalium hominum patrie, recognoscetur utrum sit laicum feodum an elemosina, et hoc in curia domini Regis; similiter, si laicus teneat rem quam clericus dicat esse suam nomine elemosine, recognoscetur in curia domini Regis, per sacramentum legalium hominum patrie. Item diximus, per sacramentum nostrum, de rebus usurarii, quod quandiu usurarius est in lecto egritudinis, si distribuat res suas propria manu sua, stabile est; post mortem vero usurarii, omnes res sue domini Regis erunt, si probatum fuerit ante mortem quod infra annum mutuaverit ad usuram. Item diximus de illo qui moritur intestatus, si jacuerit in lecto egritudinis per tres dies aut quatuor, omnia mobilia ipsius domini Regis debent esse aut illius in cujus terra est, et sic est de illo qui se interfecit spontaneus. Item diximus de treuga, quod si quis vulnerat alium unde debeat menbrum perdere aut vitam, placitum remanebit in curia domini Regis, si conquerens vult causam prosequi; et ecclesia habebit emendam suam usque ad novem libras, si accusatus convictus fuerit; et dominus Rex habebit totum residuum: treuga vero a die sabbati sero, usque ad diem lune mane. Item diximus quod si clericus capiatur quacumque ex causa, et ecclesia eum requirat, reddi debet ecclesie; et si convictus fuerit de furto vel homicidio, degradabitur et abjurabit terram, nec aliter pro delicto suo punietur, nec poterit postea intrare terram sine licencia domini Regis quin de eo fiat justicia. Si vero postea aliquid forisfecerit, dominus Rex de eo faciat justiciam sicut de laico. Notum facimus preterea, quod jura domini Regis et nostra que nobis memorie occurrebant, sicut vidimus tempore Henrici et Ricardi regum ea observari, advocato consilio prudentum virorum, scilicet Ricardi de Villequier, Ricardi de Argenciis, Ricardi de Fonteneto, Radulfi abbatis, et quorundam aliorum, bona fide scripsimus pro jure domini Regis et nostro conservando. Et quia quidam de baronibus Normanie presentes non erant, decrevimus inter nos, quod ad aliam diem conveniremus et barones absentes convocaremus, si domino Regi placeret, et tunc jura domini Regis et nostra que hic scripta non sunt, per sacramentum nostrum scriberemus. Huic autem scripto sigilla nostra apposuimus. Actum Rothomagi, anno domini M° CC° quinto, mense novembri, dominica post octavam Omnium-Sanctorum.

Page 62, note 45.

Cette réclamation était justifiée par l'ancienne coutume de Normandie, c. xx, ainsi que par la déclaration contenue dans l'enquête de Philippe-Auguste, que nous venons de rapporter.

Page 64, note 46.

On appelait *fiefs vilains*, les fiefs qui étaient chargés de cens et de prestations. La tenure de ces fiefs se nommait *tenure en vilainage*.

Page 66, note 47.

Cette décision est conforme à l'article 1 de la charte de commune

donnée par Philippe-Auguste à la ville de Péronne, en 1207 et 1209, et de celle qui fut accordée par le même prince aux bourgeois d'Athies, en 1212. (*Ordonnances*, V, 156; XI, 298.) A la vérité, on lit dans l'article 1 de ces deux chartes, *parentes interfecti*, au lieu de *amici interfecti*, mais l'article XXI, qui stipule sur un cas analogue, contient ces mots : *si postea redeat, cum amicis reconciliatus, etc.* Cette obligation, imposée au banni, de se réconcilier avec les amis de celui qu'il avait tué, était la conséquence des liens étroits qui unissaient entre eux tous les membres d'une même association municipale, tous ceux qui avaient juré ensemble la paix ou la commune, et qui semblaient ne plus former qu'une seule famille. C'est ainsi que, sous la première race, les membres d'une centaine étaient solidaires les uns des autres, et poursuivaient en commun la réparation des torts qui leur avaient été faits. (Baluze, *Capitularia regum Francorum*, t. I, col. 19. Voyez p. 84, n° XXI.)

Page 72, note 48.

Ce mode de partage était suivi pour les biens nobles, dans le duché de France et dans le bailliage de Montargis, dont faisait partie la châtellenie de Sancerre. (*Coutumier général*, t. I, p. 829.)

Page 72, note 49.

Les veuves jouissaient à cette époque de certains priviléges municipaux. A Noyon, celle qui n'avait pas de fils adulte et portant les armes était exempte de toute coutume. (Charte de Philippe-Auguste, an. 1181, *Ordonnances*, XI, 224.) A Lorris, le serment d'une veuve suffisait pour annuler la déposition d'un témoin. (Charte du même prince, an. 1190, *id.* XI, 266.) D'après les coutumes de Mehung-sur-Èvre, « les femmes veuves de « serve condition, durant leur viduité, ne sont point taillables ne exécutables à leur seigneur. » (*Coutumier général*, III, 932.) Le *Grand Coustumier de Normandie*, c. XLII, accorde à la veuve qui n'a père, mère, frère, fils ni neveu, un délai d'an et jour pour répondre en justice. (*Coutumier général*, IV, 20.) On lit dans les Assises de Jérusalem, c. XVI : « Le seignor doit estre plus « favorable as veves et as orfenins en leur dreit et en leur raisons, que as « autres genz. » Quand la France fut soumise à la perception d'un impôt général, nommé *aide*, l'exemption des veuves fut reconnue. (*Ordonnances*, t. V, p. 89.) Philippe-Auguste fixa le douaire des veuves à la moitié des biens du mari, faveur très-grande, mais que les mœurs du pays approuvaient.

Page 74, note 50.

Les plaignants, au lieu de s'adresser à leur seigneur haut-justicier, saisissent directement la cour du roi; la comtesse de Ponthieu, requise plusieurs fois, ne songe pas à faire justice; le parlement, dans cet état de choses, commet le bailli d'Amiens pour procéder à une enquête: ces faits montrent que le roi, les seigneurs et les sujets contribuaient les uns sciemment, les autres sans s'en apercevoir, à augmenter, au détriment des juridictions seigneuriales, les prérogatives judiciaires de la couronne.

Page 76, note 51.

Il est plus naturel de regarder le doyen de Saint-Aignan d'Orléans comme le greffier du parlement, que d'attribuer ce titre à Jean de Montluc, car on lit dans cette note, *in registro quod custodit*, ce qui veut dire, non pas que le doyen avait écrit le registre, mais qu'il le conservait; or, la garde des registres, écrits par lui ou par toute autre personne commise à cet effet, est la première fonction d'un greffier. Les enquêtes originales étaient remises au parlement par les enquêteurs habituels; elles étaient ensuite roulées et conservées. Ce fut pour les garantir contre la destruction que Montluc entreprit de transcrire sur des cahiers les plus importantes.

Page 83, note 52.

Ville de loi, ou pourvue d'une charte de commune.

Page 86, note 53.

Ce sont quatre seigneurs qui reçoivent le titre de pairs, parce qu'ils étaient co-vassaux, et qu'en cette qualité ils formaient la cour du seigneur de la Ferté-Milon. Dans les temps primitifs de la féodalité qui sont représentés avec une si grande exactitude par Jean d'Ibelin, dans ses Assises de Jérusalem, des liens solides unissaient entre eux les pairs de fief et les garantissaient contre les violences de leurs suzerains. En France, au XIIIe siècle, cette institution avait, en quelque sorte, cessé d'exister, et la pairie ne servait même plus à régler l'ordre des juridictions.

Page 88, note 54.

Un grand nombre de chartes de communes refusaient aux villes le droit de conférer la liberté par la prescription d'an et jour, aux serfs qui se réfugiaient dans leur sein; d'autres, mais en très-petit nombre, le leur ac-

cordaient. Nous ne possédons pas la charte de commune donnée à la Ferté-Milon, et il paraît que l'affranchissement prononcé par Philippe-Auguste s'appliquait *universis hominibus nunc manentibus apud Feritatem-Milonis et eorum heredibus*. Les habitants de cette ville ne pouvaient donc pas se prévaloir d'un titre positif, aussi alléguèrent-ils la coutume, et ce fait remarquable, que les serfs revendiqués étaient demeurés vingt années dans la ville, sans être réclamés par leurs seigneurs. L'arrêt qui intervint sur ce procès fut conforme à la politique que la royauté suivait en matière d'affranchissements.

Page 90, note 55.

« Voirs est pour che que memoires sont escoulourians et que forte chose « soit à retenir si grant planté de paroles comme il convient en mout de « quereles, li baillis ou la justiche puet et doit arrester en escrit briement « che sur quoi les parties entendent à avoir jugement; et aussint se les parties « ont à prouver pluriex articles l'uns contre l'autre, ils puent baillier en « escrit che que il entendent à prouver, et tiex escrits appele l'en *rebriches*. » (Beaumanoir, c. VI, p. 39.) Ce jurisconsulte donne ailleurs (c. XL, p. 219), une définition des rubriques, qui s'applique directement aux enquêtes : « Quant aucune querele chiet en prueve, et la court où la querele doit estre « déterminée et jugiée baillia auditeurs à oïr les tesmoins, ele doit bailler as « auditeurs les articles seur lesquiex tesmoins doivent estre oï, si que li « auditeur sachent de quoi il doivent demander, et teles manieres d'articles « bailliés as auditeurs l'en les appelle *rebriches*. »

Page 93, note 56.

Cette enquête se rapporte à la violente rupture qui éclata entre Hugues le Brun, XIe du nom, comte de la Marche et d'Angoulême, et Robert de Montberon, évêque de cette ville, à la suite de laquelle Hugues chassa l'évêque, ainsi que tout son clergé, après s'être emparé des revenus de l'évêché. « L'infortuné prélat, lit-on dans l'Art de vérifier les dates, II, 383, implora « la justice de saint Louis, qui soumit cette affaire à l'examen et au jugement « des évêques de Limoges et de Cahors. Le comte fut condamné à assister, « couvert d'un sac, ayant la tête et les pieds nus, à une procession indiquée « pour ce sujet, à confesser publiquement son crime, et à en demander « pardon à l'évêque; on l'obligea de plus à payer une amende de 500 livres « et à l'entretien de trois cierges qui brûleraient à perpétuité au grand autel, « pendant la célébration des saints mystères. » Quoiqu'il existe des diffé-

Digitized by Google

rences notables entre ce jugement et l'enquête insérée dans les Olim, il n'en est pas moins évident que ces deux actes se rapportent aux mêmes faits, et qu'ils sont conformes aux règles du droit en vigueur à cette époque. Le roi, comme suzerain du comté et comme protecteur des églises, avait ordonné une enquête sur les violences dont l'évêque se plaignait; le comte ayant été reconnu coupable, la cour rendit un arrêt qui le condamnait à faire amende honorable *ad volantatem Regis;* mais l'exécution de cet arrêt était suspendue, parce que les parties devaient au préalable composer entre elles. Ce fut pour régler cette composition que saint Louis renvoya le comte et l'évêque devant une commission de deux prélats, qui ordonnèrent ce que l'on a vu plus haut. Ainsi, quoique le parlement n'eût prononcé contre le comte, ni l'amende de 500 livres, ni l'amende honorable, ni la prestation des deux cierges, il est cependant certain que ces peines furent infligées en vertu de cette disposition de l'arrêt, qui commandait au comte d'amender selon la volonté du roi.

Les auteurs de l'Art de vérifier les dates pensent que ces faits se passèrent *vers l'an* 1253. (T. II, p. 383.) Si nous nous en rapportions uniquement aux Olim, nous leur assignerions une date moins ancienne; mais il faut remarquer que le comte d'Angoulême mourut en l'an 1260, peu après l'époque où, selon les Olim, l'enquête fut jugée, et que le rédacteur de ce registre a, de son aveu, plusieurs fois placé des enquêtes à des époques qui ne leur appartenaient pas.

Page 95, note 57.

Nanta, namta, nampta, en français *namps*, bestiaux d'une ferme.

Page 98, note 58.

Un épervier dressé pour la chasse. (Du Cange, *Glossarium*, verbo *Nisus.*)

Page 99, note 59.

Les mots *at videtur* ne peuvent se rapporter à la mention qu'on vient de lire, car rien n'indique dans cette note que l'enquête ait été jugée à l'échiquier de Rouen. Il est probable que le rédacteur des Olim a voulu par ces mots désigner le registre ou les rôles d'où il avait tiré l'enquête. Ces intercalations d'arrêts rendus par les échiquiers, confirment l'opinion que, dans heprincipe, les Olim n'étaient point des registres authentiques du parlement, car un véritable greffier n'aurait pas tenu note d'arrêts rendus par une cour

qui, malgré sa composition, était cependant distincte de celle où il exerçait ses fonctions. (Marnier, *Assises et arrêts de l'échiquier*, p. 120, art. IV.)

Page 100, note 60.

Le comte de Saint-Paul soutenait que, selon l'usage de la cour d'Artois, le vassal était tenu de sommer deux fois son seigneur de lui faire justice avant de pouvoir recourir au suzerain, ce qui devait être regardé comme une dérogation au droit commun, puisque le premier refus du seigneur constituait une *défaute de droit*, qui, dans toute la France, entraînait, non-seulement le recours au tribunal du suzerain, mais la perte pour le seigneur de l'obéissance de sujet. Le parlement, qui favorisait les recours sur les défautes de droit, ne pouvait pas admettre la coutume prétendue de la cour d'Artois. (*Établissements*, I, XLIX; Beaumanoir, c. LXI, p. 312, 318; *Coutume d'Anjou*, c. CXCV.)

Page 111, note 61.

Les fiefs donnés aux églises sans réserve de la haute justice s'appelaient *aumônes pures*.

Page 117, note 62.

On trouve dans les Olim plusieurs enquêtes qui ne sont, comme celle-ci, établies que sur de simples questions de droit coutumier, et sans que l'on aperçoive l'intervention de parties, quoiqu'il soit naturel de penser qu'elles n'aient eu lieu qu'au sujet de procès. On recourait fréquemment à ces sortes d'enquêtes, parce qu'elles étaient le seul moyen de connaître avec exactitude la législation du pays. Dans un ancien coutumier d'Artois, cité par Klimrath (*Mémoire sur les monuments inédits de l'histoire du droit français au moyen âge*, p. 46), l'auteur suppose que son « biaus très dous fieus » lui demande ce qui, selon la coutume d'Artois, est meuble et chatel, et ce qui est héritage. « Je t'i respondrai, dit-il, selonc ce que je vi. Il fu débas et plais « meus en la court le roy, entre le conte d'Artois (Robert II), et le conte « de Clermont, qui demandoient à avoir moitié li uns à l'autre des moebles « et des chateus qui demouré leur estoient et eskeu de le mort de medame « de Bourbonnois (Agnès), que messire d'Artois eut à femme, et li cuens de « Clermont avoit la fille qui hoirs estoit de Bourbonnois; et demandoient ces « chateus et ces moebles par les coustumes des païs. Dont auditeur, de par « le Roy, furent envoiiez à Arras, por savoir le coustume d'Artoys, que chose « estoient moeble et chatel, et quel chose estoit hiritages. » Les arrêts qui suivaient ces enquêtes déterminaient et fixaient les usages et les coutumes

des diverses localités qui ressortissaient au parlement. Plus tard, et lorsque la rédaction des coutumes fut entreprise, le roi ordonna d'apporter au parlement les projets de coutumes qui avaient été discutés et approuvés par les assemblées des trois ordres, réunies dans les provinces, et il fut facile à cette cour, qui avait depuis longtemps, comme on le voit, une jurisprudence faite sur plusieurs points importants du droit coutumier, de corriger et de compléter des projets de loi qui n'étaient que trop souvent défectueux. Voyez p. 160, n° III.

Page 117, note 63.

Le service militaire dû par le vassal au suzerain était le premier de tous les devoirs féodaux; on ne peut donc pas comprendre le motif de l'exception dont les bourgeois de Châteauneuf se prévalaient. La féodalité admit, principalement après la fondation des communes, une diversité excessive dans la fixation des devoirs imposés aux sujets des seigneurs; cependant il ne fut pas dérogé aux principes qui servaient de base à cette forme de gouvernement, et l'obligation d'obéir à la semonce du seigneur pesait sur toute communauté d'habitants qui ne possédait pas une charte de commune où lui fût accordé le droit de pourvoir par elle-même à sa sûreté.

Page 117, note 64.

Le principe *partus sequitur ventrem* était tiré du droit canonique, et avait passé dans diverses coutumes, comme celle de Troyes, art. VIII; de Bar-le-Duc, art. LXXII; de Chaumont, art. V. Le droit civil admettait, au contraire, que les enfants suivaient la condition du père.

Page 118, note 65.

Treffundum, la propriété du fonds, par opposition à l'usufruit. Voyez le Glossaire du droit français de de Laurière, à ce mot.

Page 121, note 66.

Minagium, marché au blé, ainsi appelé parce qu'on y mesurait le grain à la mine.

Page 121, note 67.

Logia désigne ici une de ces boutiques que l'on élevait sur les places publiques ou dans les foires.

Page 122, note 68.

Ex caduco est mis ici pour *successione defuncti*.

Page 122, note 69.

Henri III, roi d'Angleterre, et saint Louis signèrent une paix définitive à Abbeville, le 25 ou le 28 mars 1259. (Rymer, *Acta, fœdera*, t. I, p. 389.) Aucun article de ce traité ne relevait les vassaux de ces deux souverains, des peines dont ils étaient passibles pour ne pas leur avoir prêté l'aide accoutumée; ainsi Raoul d'Albignac, qui était resté en Angleterre plusieurs années pendant la durée de la guerre, devait perdre ses fiefs, conformément à l'usage universellement reçu. (*Établissements*, l. I, c. XLVIII.) La législation féodale était sur ce point plus sévère que ne le sont les lois modernes, qui frappent seulement ceux qui ont porté les armes contre leur souverain, tandis que les lois féodales punissaient de la confiscation les vassaux coupables simplement de ne pas avoir répondu à l'appel de leur suzerain.

Page 123, note 70.

Voyez le n° XII, p. 122. Ces deux arrêts montrent que la cour du roi faisait exécuter très-strictement une loi dont l'effet était d'accroitre sans frais le domaine de la couronne. Plusieurs considérations militaient en faveur de Mathieu de Mara : sa mère s'était rendue en Angleterre avec une permission; elle s'y était rendue en 1248; or depuis la bataille de Taillebourg, livrée en 1242, il n'y avait plus eu, à vrai dire, de guerre entre les deux souverains, puisque des trêves successives avaient précédé et préparé la paix.

Page 124, note 71.

Les enquêtes commencent à perdre leur caractère de simples records. Les parties produisent des pièces; les enquêteurs en prennent des copies qu'ils joignent à l'arrêt, et déjà on voit naître les premiers principes de cette procédure écrite, qui plus tard devint une science obscure et compliquée, dont les réformes modernes n'ont que très-peu restreint le domaine et les abus.

Page 129, note 72.

Estrahere, estraiere, estrejures, etc. droit du seigneur sur les biens qu'un étranger, qui n'avait pas d'enfants, laissait en mourant. Les exemples fournis par du Cange, au mot *Estrajeriæ*, montrent que, selon un usage assez commun dans la langue du droit féodal, ce mot désignait également le droit dont il est question et les biens qui y étaient soumis; ainsi on lit dans le Glossaire de cet auteur, *mainmortes, estrajers et autres revenus*, et en même temps, *l'estrajere de Humbelet justicie à la Ferté-sur-Aube*. Selon Bacquet,

(*Traité du droit d'aubaine*, Ire p. c. IV), il y avait cette différence entre le droit d'épaves ou d'estrahere et le droit d'aubaine, que le premier s'exerçait sur des personnes nées hors le royaume et en des lieux si éloignés qu'on ne possédait aucun renseignement exact sur leur naissance, tandis que les aubains étaient des étrangers nés dans des pays assez rapprochés de la France pour que l'on connût leurs noms, l'époque et les circonstances de leur naissance; mais, dans la plupart des coutumes, on entendait sous le nom d'épaves toutes les choses mobilières vivantes ou inanimées, qui avaient été égarées ou dispersées, et on appelait les estrayers *biens vacants*.

Page 130, note 73.

Voyez p. 122, n° XII, et p. 123, n° XV.

Page 130, note 74.

Ce qu'on appelait alors *le vivre naturel*, qui, à cause de la faveur dont étaient entourées les rentes ou pensions alimentaires, ne pouvait pas être saisi. Voyez p. 7, n° X.

Page 131, note 75.

Le principe que la justice émanait du seigneur suzerain, et que les gens composant sa cour n'exerçaient le pouvoir judiciaire qu'en vertu d'une délégation spéciale et temporaire, était à cette époque presque abandonné. Cependant le parlement, ayant à décider un débat dans lequel se trouvaient engagés les priviléges de quelques officiers de la maison du roi, ordonne une enquête, expédie l'affaire, quant à la cour, *quantum ad consilium*, mais il n'ose pas prononcer *quantum ad Regem* avant d'en avoir conféré avec le roi, quoiqu'il se trouvât dans le parlement des baillis qui étaient chargés de défendre les droits du souverain. Voyez dans Marnier, *Assises et arrêts de l'échiquier de Normandie*, p. 110, un arrêt où les juges, après avoir énoncé une question de droit qui leur semblait difficile à résoudre, terminent leur jugement par ces mots: *Consalendus est Rex.*

Page 131, note 76.

Les procureurs, qui étaient appelés en français *aloez*.

Page 136, note 77.

La charte de commune donnée par Philippe-Auguste à la ville d'Amiens en 1190 (*Ordonnances*, XI, 264), ne fait aucune mention du droit que les bourgeois réclamaient; et il est d'autant plus surprenant qu'ils aient obtenu gain de cause, que le crime dont il s'agit était un cas royal. (*Somme*

rurale, p. 173, 179.) L'enquête suivante, qui est tirée du Cartulaire de Philippe-Auguste, f° 256, v°, montre que les évêques d'Amiens eurent souvent des débats avec les habitants de cette ville, touchant leur juridiction.

INQUISITIO FACTA DE CONTENTIONE INTER EPISCOPUM AMBIANENSEM ET BURGENSES.

Vincencius Cambarius, septuagenarius, jure dixit quod vidit et audivit, in tempore comitis Flandrie Philippi, quod si infractiones in civitate Ambianensi, in octo diebus Pasche, in octo diebus Natalis-Domini, et in octo diebus Pentecostes, in dominicis, in diebus Apostolorum et aliis diebus annualibus, a laicis fierent, si injuriam passus velit se clamare, primo se debet clamare majori; et si ille de quo fit clamor ibi convictus fuerit, villa de eo habebit emendam suam; et si injuriam passus postea velit deferre clamorem ad episcopum, bene licet ei, et per eandem disrationationem per quam convictus fuit coram majore, habebit episcopus emendam suam de eo, ratione Christianitatis, qualem habuit villa; si autem se non clamaverit episcopo, episcopus non habebit emendam; si autem injuriam passus non velit, non tenetur se clamare episcopo, nec etiam majori, nisi velit. Ideo dixerunt per omnia, assensu ville, Johannes monachus, Galterus monachus, frater ejus, et Giroldus, major ville.

Page 137, note 78.

Voyez page 130, n° IX, et la note 74 ci-dessus.

Page 141, note 79.

Il est probable que, conformément à un usage fort répandu à cette époque, la prévôté de la ville de Morée avait été vendue à perpétuité. L'inféodation, la vente ou la location des prévôtés, donnèrent lieu, pendant le XIIIe siècle, aux plus vives réclamations de la part des habitants des villes et des campagnes. (Brussel, *Usage des fiefs*, p. 422-424.)

Page 149, note 80.

Les parties qui étaient en cause descendaient de deux hommes qui avaient joué un rôle important dans la guerre contre les Albigeois. Guy de Lévis, sire de Mirepoix et maréchal de l'armée de Simon de Montfort, est suffisamment connu. Bérenger de Puyserguier ne fit sa soumission à Louis VIII qu'en l'année 1226. (Vaissette, *Hist. du Languedoc*, t. III, p. 302, preuves, n° CLXIII.) Les habitants de la terre de Florenciac, dont il est ici question, furent excommuniés en 1222 par le légat, en punition des maux qu'ils avaient fait souffrir à la ville de Narbonne. (*Id.* p. 274, n° CXXXIX.) Voyez l'enquête n° III, p. 33, et l'arrêt n° III, p. 505.

Page 150, note 81.

Les coutumes des différents territoires qui composaient le Vexin français admettaient la communauté des biens entre époux, et interdisaient au mari de vendre les propres de sa femme, sans avoir obtenu son consentement exprès. (Coutume de Dreux, XI, 55; de Dourdan, VI, 77; de Montfort-l'Amaury, XI, 127; de Mantes, XI, 1, etc.) La conséquence de cette prohibition était que le mari devait faire remploi quand la femme l'exigeait; et s'il cédait une partie de ses biens propres pour tenir lieu de ce remploi, la cession était valable, et les biens passaient légitimement aux héritiers de la femme. Dans le cas où le remploi n'avait pas eu lieu, et où les biens de la communauté étaient insuffisants pour fournir le prix des propres de la femme qui avaient été aliénés, le prix se prenait sur les propres du mari. Ces principes sont devenus généraux depuis la rédaction de l'art. cxxxii de la coutume de Paris, que toutes les coutumes publiées postérieurement ont adopté; mais cette enquête nous apprend qu'il y avait encore, au xiiie siècle, de l'incertitude sur cette partie du droit dans les pays coutumiers. (Lebrun, *Traité de la communauté*, l. III, c. II.)

Page 150, note 82.

C'est-à-dire, que le père de Jean de Britaud, ou ses prédécesseurs, ont, depuis quarante ans, connu une fois du crime d'incendie, et depuis trente-trois ans, une fois aussi du crime de vol avec violences.

Page 150, note 83.

Voyez, sur cette localité, Géraud, *Paris sous Philippe le Bel*, p. 335.

Page 153, note 84.

La cour termine son arrêt par un mandement adressé au bailli de Gisors. Bientôt l'on verra ces sortes de mandements faire partie du style des arrêts.

Page 154, note 85.

Les enquêtes contre les usurpateurs de noblesse étaient faites, comme on voit, sur la simple réquisition des baillis, et jugées par la cour, qui conserva cette juridiction jusque dans le xviie siècle, époque où l'on établit des commissions spéciales pour faire ces recherches, attendu que, pendant les troubles religieux de la France, le nombre des usurpateurs de noblesse s'était énormément accru.

Page 154, note 86.

Philippe, second fils de saint Louis, épousa, le 28 mai 1262, Isabelle, fille de Jacques Ier, roi d'Aragon.

Page 157, note 87.

Cet arrêt est un véritable jugement par défaut, qui paraît peu d'accord avec l'arrêt rendu dans l'affaire des chambellans du roi, p. 130. n° x. La règle, *défaut ne se donne pas contre le procureur du roi*, n'était point encore reçue à cette époque. (Bouteiller, *Somme rurale*, l. I, t. V, p. 30.

Page 162, note 88.

Louis VIII accorda à la ville d'Asnières, en 1223, les priviléges de commune. (*Ordonnances*, XII, 312.) Saint Louis vidima et confirma, en 1228, les lettres de son prédécesseur. (*Id.* p. 320.)

Page 164, note 89.

La Sologne et la Beauce.

Page 167, note 90.

Cette formule fut fidèlement conservée dans les lettres de grâce ou de commutation qu'expédiait la chancellerie, aussi longtemps que ces lettres ont été écrites en latin; on la traduisit ensuite en français; mais elle ne faisait plus, dans les derniers temps, partie du style des arrêts de la cour.

Page 167, note 91.

« Se ainsint estoit que uns hons eust guerre à un autre, et il venist à la « justice pour li facre asseurer, puisque il le requiert, il doit fere fiancer ou « jurer à celui de cui il se plaint, ou financier que il ne li fera domage ne « il, ne li sien, et se il dedans ce li fet dommage, et il en puet estre prouvé, « il en sera pendus: car ce est appellé trive enfrainte, qui est une des grans « traisons qui soit. » (*Établissements*, l. I, c. XXVIII.) Voyez p. 1055, note 121.

Page 170, note 92.

Escaete, *eschoite*, succession d'héritages ou de rentes non nobles.

Page 171, note 93.

Faire le retrait lignager, c'est-à-dire reprendre le bien de famille qui a été vendu, en remboursant à l'acquéreur le prix de l'achat, les frais et loyaux

coûts. Ce privilége, que la plupart des provinces de droit écrit n'avaient pas admis, a été condamné par nos plus célèbres jurisconsultes, et en particulier par Dumoulin, qui l'appelle *gratia contra jus commune*. (Sur l'art. LXXXII de la coutume de la Marche. *Opera omnia*, t. II, p. 750.) On ne niera pas cependant que le retrait lignager ne fût favorable à la conservation de l'esprit de famille, qui autrefois passait en France pour le fondement le plus solide de la société.

Page 173, note 94.

On écrivait plus ordinairement *tensamentum*, en français *tensement*. Ce mot désignait un droit que le vassal payait au seigneur pour obtenir sa protection. Un nombre infini de couvents payaient ce droit à des seigneurs qui descendaient, ou prétendaient descendre, de ces anciens avoués ou défenseurs de couvents, qui, vers la fin de la seconde race, parvinrent à s'emparer d'une portion considérable des biens du clergé, en s'engageant à lui garantir le reste.

Page 173, note 95.

Ostendere feodum, faire la *monstre*, *monstrée* ou *vue* du fief; c'est-à-dire donner la description et la délimitation précise de ce fief. « Qui fet veue, dit « Beaumanoir, c. XI, p. 19, il doit monstrer toutes les choses qui sont de- « mandées ou plet en chascun lieu, et en chascune piece, car se il gaigne la « querelle, il ne gaigne fors ce qu'il a monstré; et pour che il est bon que il « ne soit pas negligent de monstrer tout che qui est en la querelle. » La règle suivante a été placée par Loysel dans ses Institutes, t. II, p. 205, « Un sei- « gneur n'est tenu faire vue ou montrée à son vassal ni sujet; » et en effet, on voit dans cette enquête que l'abbé de Saint-Maur, avant de demander la montre, rappelle que Rénaud de Bar est son homme.

Page 173, note 96.

Cette note indique que le rédacteur apportait du soin à la tenue de son registre, puisqu'il a l'attention de prévenir quand il reproduit un arrêt au prononcé duquel il n'a pas assisté; mais en même temps l'expression *alterius* dont il se sert nous confirme dans l'opinion que personne n'était chargé officiellement de le remplacer quand, par un motif quelconque, il s'absentait. On ne peut donc pas dire que le greffe de la cour eût reçu à cette époque une organisation véritable.

Page 176, note 97.

Tenere ad terciam et costumam, c'était tenir un héritage chargé de terrages ou de champart. Dans les terres tenues de cette manière le seigneur jouissait du droit de prendre une certaine portion des blés ou autres fruits, avant que le tenancier eût enlevé la récolte. Ce droit était seigneurial ou foncier. Dans le premier cas, on ne pouvait le prescrire; dans le second, il était soumis à la prescription de trente ou de quarante ans. Peu de droits féodaux ont été aussi répandus que celui-ci.

Page 178, note 98.

La division ecclésiastique du territoire de la France en paroisses commençait à remplacer, dans l'ordre politique et judiciaire, l'ancienne division féodale du pays. Un territoire jusque-là divisé en châtellenies, sans perdre entièrement son ancienne organisation, se subdivisait en paroisses. Partout l'église s'élevait en rivalité avec le château. Cette lutte, dont il est facile de comprendre l'issue et l'importance, était le résultat des changements heureux que la situation morale et politique des habitants de la campagne avait éprouvés, et de l'accroissement de la population. Lorsque, dans toutes les contrées de la France, la paroisse eut remplacé le fief, des mœurs et des intérêts contraires à la féodalité prirent naissance, et ces intérêts révélèrent d'autant plus de force qu'ils étaient nés au sein d'associations que le temps, la religion et les mœurs publiques garantissaient. Alors on vit l'autorité des juridictions seigneuriales décliner, et le système municipal, jusque-là contenu dans les villes, franchir cette limite étroite, et se répandre dans les campagnes. La paroisse, après avoir absorbé le fief, devint ce qu'elle est de nos jours, c'est-à-dire la municipalité.

Page 181, note 99.

Les auteurs du *Gallia christiana*, t. IV, col. 1081, citent cet arrêt, mais ils le placent à l'année 1265, alors que Guichard de Jarmole était évêque de Mâcon; ils ajoutent, en s'appuyant sur l'autorité de Severt (*Episcopi Matisconenses*, p. 166), que le droit du chapitre provenait d'une donation anciennement faite à l'église de Saint-Vincent. On voit que l'arrêt fut rendu en 1263, Jean II de Damas étant évêque. (Tobiésen Duby, *Traité des monnaies des barons*, p. 69.) Le droit du chapitre avait déjà été contesté; mais, au parlement de la Chandeleur 1260, la cour déclara que le chapitre pouvait per-

cevoir le denier pour livre dans la ville de Mâcon; maintenant elle reconnaît que le droit du chapitre s'étend à tout le comté de Mâcon. Cf. p. 126, n° III.

Page 187, note 100.

Guibert nous a transmis l'histoire complète de l'établissement de la commune de Laon. (*De vita sua*, l. III, p. 504.) Cette commune, fondée vers l'année 1110, mais peu après abolie, ne commença à exister d'une manière fixe et régulière qu'en 1128. La charte de cette année, qui fut octroyée par Louis le Gros, ne fait aucune mention des droits du chapitre ; mais si nous descendons jusqu'au règne de Philippe VI, nous voyons que ce prince, par des lettres données à Paris, en l'année 1331, avait reconnu la haute justice du chapitre dans l'église, le cimetière et quelques autres lieux. (*Ordonnances*, XI, 185; XII, 9.)

Page 187, note 101.

Voyez p. 192, n° VIII; p. 212, n° III; p. 266, n° III, et l'Histoire littéraire de France, t. XIX, p. 108. Ce prévôt est l'auteur du Livre des métiers qui a été récemment publié par M. Depping. Paris, 1837, in-4°.

Page 188, note 102.

Le droit de patronage était le droit de choisir ou de présenter à l'évêque l'ecclésiastique qui devait gouverner l'église soumise à ce droit. Le patronage, par l'abus qu'on en avait fait, était tombé, pour ainsi dire, dans le commerce, tant les moyens par lesquels on pouvait le transmettre étaient nombreux et variés. Les femmes avaient toujours été regardées comme habiles à le posséder. (Serieux, *Traité des droits honorifiques*, t. I, p. 480; Durand de Maillane, *Dictionnaire du droit canonique*, au mot *Patronage*.)

Page 188, note 103.

Les enquêtes faites par les baillis ou les autres officiers délégués à cet effet étaient écrites sur des feuilles de parchemin que l'on roulait (*rotuli*) et que l'on déposait, quand l'arrêt avait été prononcé, dans des coffres (*arche*) dont les Olim font plusieurs fois mention. Les Archives du royaume ont hérité des rouleaux du parlement de Paris, et quoique ces rouleaux ne contiennent pas d'enquêtes, nous croyons utile de faire connaître l'importance d'une collection qui, par sa nature, se prête difficilement aux recherches,

et n'est aujourd'hui connue que des personnes qui sont chargées du soin de la conserver.

NOTICE

SUR LES ROULEAUX DU PARLEMENT DE PARIS.

Lorsqu'en 1717 Joly de Fleury fut appelé à remplir près du parlement de Paris les fonctions de procureur général, ce magistrat, qui joignait une grande activité à beaucoup de science, résolut de rétablir l'ordre dans le greffe du dépôt de la Grand' chambre, et voulut d'abord se former une idée générale sur les pièces qui y étaient déposées. Ses premières recherches lui apprirent que l'on y conservait une quantité considérable de rouleaux de parchemin réunis en liasses, et sur le contenu desquels personne ne put lui donner d'éclaircissements; il en fut de même de douze registres qui étaient joints à ces rouleaux, et dont l'existence lui fut révélée plus tard. On a lieu de présumer qu'il fit travailler à ses frais et qu'il travailla lui-même pour parvenir à dissiper l'obscurité qui entourait cette abondante collection de documents judiciaires; mais, comprenant qu'un semblable travail ne produirait de résultats utiles que s'il était conduit avec persévérance et méthode, il s'adressa à Le Pelletier des Forts, qui avait alors le département des finances, et venait d'allouer des fonds pour la mise en ordre des registres du parlement, afin d'obtenir les moyens de faire commencer un dépouillement régulier des rouleaux. Ce ministre accorda à cet effet quelques sommes, et alors Joly de Fleury appela de Bretagne, pour travailler sous sa direction, un avocat nommé Meslé, homme très-capable de déchiffrer les anciens titres et d'apprécier leur importance historique. Après quelques années d'efforts pénibles qui procurèrent les extraits de chacun des rouleaux renfermés dans un assez grand nombre de liasses, le procureur général se livra, avec un autre avocat du nom de Prévost, à l'examen des extraits qui avaient été faits. Jusqu'alors on avait marché dans cette entreprise un peu à l'aventure; en effet une longue expérience devait seule éclairer sur la nature des actes contenus dans ces rouleaux, car à chaque moment un acte d'un caractère particulier pouvait révéler l'existence d'une série de documents différents de ceux qu'on avait jusque-là reconnus; mais il résulta de l'étude à laquelle se livrèrent le procureur général et l'avocat Prévost, que les actes écrits sur ceux des rouleaux qui avaient été examinés par Meslé devaient être divisés en cinq classes :

1° *Petitiones;*
2° *Articuli;*
3° *Concordiæ;*
4° *Protestationes;*
5° *Decreta.*

Les *Petitiones* n'étaient autre chose que des demandes formées au parlement par les parties.

Les *Articuli* étaient les articles des faits dont les parties demandaient au parlement d'être autorisées à fournir la preuve. Dans presque tous les procès qui se décidaient par enquêtes, l'usage était de présenter à la cour une énumération complète et détaillée des

faits sur lesquels devait porter l'enquête, tandis que, de nos jours, l'articulation des faits a lieu succinctement, par un simple acte de conclusion, sans écritures ni requêtes. (*Code de procédure civile*, art. 252.)

Les *Concordiæ* étaient les transactions sur procès, toutes homologuées au parlement, les unes en vertu de lettres patentes, quelques autres sans lettres patentes.

Les *Protestationes* étaient des actes par lesquels les parties obligées, soit à plaider, soit à faire quelques reconnaissances en justice, protestaient que ces actes ne pourraient leur nuire ni leur préjudicier.

Les *Decreta* étaient les adjudications, par décret, de biens dont la saisie et les criées avaient été poursuivies au parlement.

Tous les rouleaux n'avaient pas été à beaucoup près dépouillés; mais ceux qui furent soumis à cette opération ayant constamment offert un acte du genre de ceux qui viennent d'être indiqués, on fut autorisé à conclure que cette classification était applicable à tous les rouleaux. Depuis ce premier travail, rien n'est venu infirmer cette conclusion.

Joly de Fleury, gêné par la modicité des fonds dont il pouvait disposer, et désirant ne les employer qu'à l'éclaircissement de ce qui semblait offrir le plus d'intérêt, jugea que les accords ou transactions, *concordiæ*, devaient être le seul objet des investigations, et il recommanda à Meslé de diriger ses efforts uniquement vers ce point. Il convient de remarquer que le procureur général se livrait à ces recherches dans un but d'utilité judiciaire et nullement historique, et que dès lors il dut négliger des actes qui, à cause de leur ancienneté, et les rouleaux remontent jusqu'au XIVe siècle, ne pouvaient être d'une utilité positive pour le parlement ou pour les parties.

En avançant dans son travail, Meslé trouvait une grande confusion dans la date de ces rouleaux. Une liasse qui en contenait un très-grand nombre d'une même année en offrait aussi quelques-uns non-seulement d'une autre année, mais souvent d'un autre siècle. Joly de Fleury sentit qu'il était désirable que l'on pût placer chaque rouleau à sa date, avant que d'en faire l'extrait; mais ce travail préliminaire eût employé plusieurs années, et il ne pouvait disposer que d'un seul homme. Il renonça donc à faire délier les 7 à 8,000 liasses qui composaient la collection, et qui chacune contenaient quelquefois jusqu'à 100 et plus de rouleaux, et se contenta de faire étiqueter chaque liasse de rouleaux, d'après la connaissance que l'on avait acquise de quelques-uns de ces rouleaux.

Orry étant devenu contrôleur général, Joly de Fleury fit auprès de lui tous ses efforts pour obtenir la continuation des fonds si modiques qui lui étaient accordés, mais ce ministre fut inexorable. On abandonna donc le travail, et Meslé retourna en Bretagne.

Machault, ayant succédé à Orry, se montra plus favorable aux instances du procureur général, et il donna 100 francs par mois à Meslé, qui revint et reprit son travail avec la même assiduité et le même succès. Cet avocat travaillait seul, se levait à quatre heures du matin, prenait un temps très-court pour ses repas, et venait, le soir à neuf heures, rendre compte au procureur général, chez lequel se rendait aussi l'avocat Prévost, du travail de la journée.

Vers cette époque Joly de Fleury fut instruit du deuxième objet dont il a été parlé

au commencement de cette notice, c'est-à-dire que dans le même greffe il se trouvait quelques anciens registres qui, entre autres choses, contenaient la table de ces *Petitiones, Articuli, Concordiæ, Protestationes* et *Decreta*. Cette découverte que l'on ne fit malheureusement qu'à une époque où le dépouillement était avancé, montra que les rouleaux avaient déjà été l'objet d'un travail méthodique, par le soin de personnes que l'on ne connaissait pas. Le procureur général pensa qu'il serait utile de faire un extrait de ces registres. Meslé s'y employa, mais, conformément au principe adopté, il négligea toutes les indications qui ne se rapportaient pas à des accords, et même il omit parmi ces accords ceux qui semblaient n'offrir qu'un faible intérêt. Il faut observer que chaque registre renferme plusieurs années parlementaires, et qu'à chaque année on y trouve la table de tous les accords homologués dans le même parlement. D'ailleurs chaque article de la table est distingué par un chiffre, et comme on trouve aussi sur chaque liasse de rouleaux ces mots, *de Parlamento anni*, etc. et sur chaque rouleau un chiffre, on en a conclu que, quand ces liasses avaient été formées, on avait suivi l'ordre de ces registres, dont nous croyons devoir indiquer sommairement ici le contenu :

Le 1er commence à l'an 1319, et finit avec l'année 1327;

Le 2e s'étend de 1328 à 1333;

Le 3e, de 1334 à 1337;

Le 4e, de 1338 à 1342, *et quædam expedita anno* 1339, *quo non fuit parlamentum, propter guerram regis Anglie;*

Le 5e, de 1343 à 1345;

Le 6e, de 1346 à 1350;

Le 7e, de 1351 à 1357. On y voit pourquoi il n'y eut pas de registre pour les années 1358 et 1359.

Le 8e, de 1360 à 1371;

Le 9e, de 1372 à 1377;

Le 10e, formé de dix-huit cahiers de papier, non réunis, qui ne contiennent que des listes d'accords depuis 1438 jusqu'en 1461;

Le 11e, de 1462 à 1546;

Le 12e, de 1546 à 1648.

Si tous les rouleaux eussent été conservés, on aurait pu facilement rétablir la concordance entre ces rouleaux et les registres; mais les lacunes étaient, dès cette époque, trop étendues et le désordre trop grand pour qu'il fût possible d'arriver à ce résultat.

La mort du procureur général, arrivée au mois de mars 1756, et celle de Meslé, qui eut lieu quelques mois après, arrêtèrent un travail dont on commençait à recueillir les fruits. Le fils de Joly de Fleury, qui succéda à son père dans la charge de procureur général, chercha en vain à continuer l'œuvre commencée. Tout ce qu'il put faire fut de recueillir avec soin les extraits trouvés chez Meslé, et de les conserver précieusement. Ces extraits et ceux que Meslé avait déjà remis furent placés dans des cartons, qui étaient désignés au greffe sous le titre de *Cartons de M. le procureur général.*

Ici commence pour cette collection de rouleaux une époque de désordre, d'accidents, et probablement aussi de dilapidations. Les rouleaux avaient été placés, avec distinction

de ce qui était extrait et de ce qui ne l'était pas, dans une des tours du Palais de Justice: mais ce local ayant souffert des changements, par suite des constructions nouvelles qui furent faites en 1771, le dépôt des rouleaux fut entièrement bouleversé, et une grande partie de ces actes disparut. Aucune tentative pour reprendre l'entreprise de Joly de Fleury n'eut lieu avant le ministère de Bertin, époque où tant de travaux utiles pour l'histoire de France reçurent de sages encouragements. Nous savons que dans ce temps le procureur général chargea un sieur Pitorre, non pas de rétablir l'ordre dans la collection des originaux, mais simplement de classer chronologiquement les extraits faits par Meslé, et d'en exécuter une copie exacte. Cette copie passa dans le Cabinet des Chartes, que l'historiographe Moreau dirigeait, et elle est conservée aujourd'hui à la Bibliotheque royale, dans cinq cartons, sous la désignation suivante: *Compilation, par ordre chronologique, d'environ 14,000 extraits copiés d'après le contenu dans les cartons de M. le procureur général, et dont les originaux sont renfermés en partie dans le dépôt des rouleaux du parlement de Paris, et dont nombre d'autres sont perdus.* Cette copie, qui commence par un acensement du 13 novembre 1274, fut exécutée avec beaucoup de soin et de netteté, et peut être très-utile pour des recherches historiques de plus d'un genre.

Vers le commencement de ce siècle, M. Terrasse, chef de la section judiciaire des Archives du royaume, aidé de M. Pavillet, s'occupa du soin de mettre ce qui restait de l'ancienne collection, c'est-à-dire environ 25,000 rouleaux, dans l'ordre où ils sont aujourd'hui. Ce travail fut long et pénible, et eut le mérite d'être exécuté par deux habiles archivistes. Ces actes sont classés par date de jours, mois et années, dans 190 cartons. Nous ignorons si les extraits de Meslé sur lesquels a été exécutée la compilation de la Bibliotheque royale, existent encore: dans tous les cas, il est à regretter que cette compilation ne soit pas jointe à la collection des rouleaux, dont elle est le répertoire assurément très-incomplet, mais unique et dès lors précieux.

Après avoir donné tous les renseignements que nous nous sommes procurés sur l'état ancien et présent de cette collection, il nous reste à montrer l'usage que l'on en peut faire dans l'intérêt de l'histoire de France, et pour suppléer aux lacunes ou à l'insuffisance des registres du parlement de Paris.

Les rouleaux contiennent des actes politiques ou judiciaires très-variés dans leur forme, et qui donnent des notions curieuses et neuves sur:

1° Les droits du roi, comme aides, subsides, droits sur les villes, les communautés, les seigneuries, les monnaies, le sceau, etc.

2° Les priviléges des villes et communautés, leur justice et leur administration intérieure;

3° Les usages et coûtumes des villes et des provinces, tels que droits de guerre, de forteresse, d'établissement de juges, sergents et autres officiers de justice;

4° Les généalogies des premières familles de France; les seigneuries, offices et dignités civiles;

5° Les biens et dignités ecclésiastiques, leurs droits et priviléges;

6° Beaucoup de faits qui se rapportent à l'histoire générale de la France, et qui souvent sont révélés par des procès d'une très-mince importance.

Nous doutons que l'on puisse trouver ailleurs des notions non pas plus exactes, mais plus précises et plus détaillées, sur la procédure qui était suivie dans la cour du parlement au commencement du XIVe siècle, c'est-à-dire longtemps avant la publication de l'ouvrage intitulé : *Stylus curiæ parlamenti*. On voit dans les rouleaux qui se rapportent aux accords ou concordats, que les parties étaient obligées, pour terminer par accord leurs différends, d'obtenir du roi ou de son parlement le *congé* ou permission d'accorder, ou bien des lettres royaux à cet effet. Les parties prenaient des procureurs d'office, auxquels elles donnaient leur procuration sous le scel de la juridiction d'où elles relevaient, pour conduire leur procédure jusqu'à conclusion. Si la matière du procès était compliquée, les parties produisaient de part et d'autre leurs *articles*, et la cour du parlement qui avait ses commissaires ou enquêteurs départis dans les provinces, afin d'administrer la justice, ordonnait une enquête pour l'exécution de laquelle étaient dressés les *faits secrets* ou *non secrets*. On envoyait ces actes au parlement, et, sur le résultat d'une vérification exacte des droits des parties, on formait l'accord, qui était présenté ou seulement passé au parlement : *Actum in parlamento nostro, etc.* Il faut remarquer que cette sorte d'homologation avait lieu sous l'autorité de la cour ou sous celle du procureur général du roi, comme représentant également la justice souveraine. *Mihi placet, si placet curiæ; placuit procuratori generali; audito procuratore Regis; procuratore generali presente et non contradicente :* telles étaient les formules qui constataient l'intervention de ce magistrat. Enfin, un arrêt de la cour était rendu et confirmait les conventions respectives contenues dans l'accord. Cette procédure, très-compliquée pour l'époque où elle avait lieu, car dans la suite elle le devint bien davantage, met en lumière des usages qui sont aujourd'hui peu connus ou mal interprétés, et dont la preuve et l'explication se trouvent dans les rouleaux, et ne se trouvent que là.

Après les accords, les actes que l'on rencontre en plus grand nombre dans les rouleaux sont les *décrets*, dont l'adjudication était déterminée par arrêt, ou, pour parler le langage légal admis de nos jours, les expropriations forcées; l'utilité principale de cette sorte d'actes et celle qu'il importe le plus d'indiquer consiste à montrer par l'effet de quelles causes et dans quelles circonstances un grand nombre de seigneuries et de biens nobles sont sortis des plus illustres maisons de France pour passer dans des familles bourgeoises. Si jamais un historien prend pour objet de ses graves méditations les révolutions du droit de propriété en France, il devra interroger cette collection de *décrets* avec une attention d'autant plus grande, que le recueil des extraits de la Bibliothèque royale ne contient aucun acte de ce genre.

Quelque grande que soit l'importance de la collection des rouleaux, nous sommes loin de penser cependant, avec l'auteur d'un mémoire qui fut adressé au ministre Bertin, et que nous avons sous les yeux, qu'il serait facile de combler, à l'aide de ces documents, les lacunes si regrettables que présentent les Olim.

La première moitié du 3e registre des Olim consiste simplement en une liste ou indication d'actes, divisée par parlements. Cette liste en désigne un grand nombre dont l'importance historique est incontestable. Ainsi, on y voit indiqués quantité d'enquêtes et d'articles qui déterminent l'administration et le gouvernement, surtout dans les pro-

vinces frontières des états de France; d'actes féodaux passés entre le roi de France et le roi d'Angleterre, ou le roi de France et ses vassaux; on y lit la mention d'un nombre infini de procès dans lesquels le Roi, les communes ou les communautés sont parties; d'enquêtes fort curieuses sur la justice royale, seigneuriale et municipale; de lettres patentes, actes de protection et de sauvegarde, etc. Le 3e registre des Olim présente encore dans cet inventaire de pièces, la désignation de quatre volumes qui, dès cette époque, étaient qualifiés anciens, et qui contenaient des enquêtes, des procès, des demandes, des arrêts, des jugés, mais dont malheureusement la perte remonte à une époque fort reculée. Si l'on pouvait se flatter de retrouver, sinon la totalité, au moins une partie des actes notés dans ce catalogue, il est certain que l'histoire de nos anciennes institutions civiles et judiciaires en recevrait un secours efficace.

L'auteur du mémoire que nous avons cité, tout en reconnaissant que plusieurs des actes indiqués peuvent exister au Trésor des Chartes, ne balance pas à déclarer que les rouleaux contiennent la majeure partie des actes originaux dont le 3e registre des Olim ne présente qu'une sèche mention. Ce que nous venons de dire du contenu des rouleaux réfute suffisamment une opinion erronée qui provenait de cette idée que les rouleaux contenaient les minutes des actes du parlement dont les copies étaient dans les Olim, tandis qu'il est évident que sur ces rouleaux on ne trouve que des accords, c'est-à-dire des actes qui ne se rencontrent jamais dans les Olim. Pourquoi les rédacteurs de ces registres les en ont-ils exclus? Pourquoi le parlement continua-t-il jusqu'au XVIIe siècle de faire déposer les accords, année par année, à la suite des précédents, sans prendre la précaution de les faire transcrire à l'avance sur ses registres, ainsi que cela se pratiquait pour les arrêts ordinaires? Nous présumons que, dans les premiers temps de son existence, le parlement ne considéra pas les accords, même après leur homologation, comme de véritables arrêts, parce qu'en effet ces actes étaient bien plutôt l'œuvre des parties que la sienne, et que dès lors il ne crut pas devoir assurer leur conservation par le moyen de la transcription sur ses registres. Cet usage une fois établi, la cour le conserva avec ce respect religieux qu'elle portait à toutes les traditions qui avaient pris naissance dans son sein. Disons donc qu'à aucune époque il n'y eut de correspondance entre les Olim et les rouleaux, et que, même en admettant qu'une véritable relation ait existé, au XIIIe siècle, entre ces deux genres de documents judiciaires, les circonstances malheureuses qui ont réduit le nombre des rouleaux à ce point que leur série commence aujourd'hui à une époque postérieure d'un siècle environ à celle où les Olim s'arrêtent, l'auraient fait entièrement disparaître.

Page 194, note 104.

Cette note du rédacteur des Olim, car on ne peut donner un autre nom à ce paragraphe, signale un fait extrajudiciaire qui mérite d'être remarqué. Le parlement, devenu la cour générale de France, *Curia gallicana*, n'oubliait pas que, dans l'origine, il avait été simplement la cour du roi, chargée de défendre ce que l'on appelait *membra et jura D. N. Regis*. Ainsi, quand un sé-

néchal venait présenter au parlement une sentence qu'il avait rendue à une époque déjà ancienne, mais dont la conservation intéressait les droits du roi, la cour, quoiqu'elle ne fût pas dans l'usage de recevoir les actes des juridictions inférieures, acceptait la sentence, et la plaçait au nombre des enquêtes qu'elle avait elle-même ordonnées.

Page 199, note 105.

Les expressions *franci homines*, *liberi homines*, sont souvent employées pour désigner des seigneurs d'un rang élevé. Ici, par *francos homines* il faut entendre les nobles qui tenaient des fiefs du sire de Poez et qui composaient sa cour.

Page 200, note 106.

La concession de priviléges faite par un seigneur n'engageant pas ses descendants, il fallait qu'à chaque mutation les hommes pourvus d'une charte la fissent renouveler et jurer par leur nouveau seigneur. Cette règle était générale et s'appliquait à toutes les charges, dignités ou fonctions conférées par le roi. L'instabilité qui résultait d'un usage semblable était atténuée par la facilité que les seigneurs mettaient à confirmer, moyennant finance, les priviléges accordés par leurs prédécesseurs.

Page 200, note 107.

Quoique cet exemple soit le premier que fournissent les Olim, d'un jugement rendu par une juridiction seigneuriale, et cassé par la cour du roi sur le motif qu'il était mal fondé, *pravum*, il n'en est pas moins vrai que le parlement jouissait pleinement, à cette époque, du droit de réformer toutes les sentences rendues par les juges des seigneurs qui relevaient du roi, et que l'exercice de ce droit devenait fréquent. On lit dans les Établissements, l. I, c. LXXVIII : « En la cort le roy pueent toute gente demander amande-« ment de jugement par droit. » On a plus d'une fois remarqué que l'adoption de cet usage, qui souffrit peu de difficulté, enleva aux justices seigneuriales la souveraineté qui leur était attribuée par les lois de la féodalité. Sans entrer ici dans l'examen de faits qui ont très-souvent fixé l'attention des jurisconsultes, nous dirons que ce fut l'ordonnance sur les gages de bataille, publiée par saint Louis, en 1260 (*Ordonnances*, I, 86), qui rendit nécessaire l'adoption de l'appel, innovation à laquelle la faveur qui entourait les théories puisées dans le droit romain avait depuis longtemps préparé

les esprits, mais qui trouvait dans l'orgueil des seigneurs des obstacles devant lesquels saint Louis ne recula jamais. (Confesseur de la reine Marguerite, *Vie de saint Louis*, p. 381.)

Page 204, note 108.

Dans cette affaire, l'assise de Bourges s'était partagée, et chaque parti avait prononcé son jugement. L'un des juges déclare, *pro se et aliis*, que l'acte est valable, et que le renvoi à la prévôté d'Issoudun n'aura pas lieu. Mais les autres juges, comprenant la faute de leur collègue qui, sans les avoir consultés, a joint le fond de l'affaire à une question de compétence et prononcé sur le tout, rendent aussitôt un jugement, mais qui ne porte que sur la compétence. L'appel d'Ytier de Mégnac amène cette singulière décision au parlement, où, conformément aux usages féodaux, les juges de Bourges viennent eux-mêmes défendre leur sentence.

Page 211, note 109.

La charte donnée par Philippe-Auguste à la ville de Beauvais, en 1182, ne fait aucune mention du droit prétendu des évêques ni de celui des maires et des pairs de la ville (*Ordonnances*, VII, 621); mais le bannissement était à Beauvais, comme dans beaucoup de villes en commune, placé au nombre des peines que les justices municipales pouvaient prononcer. Les chartes, qui énumèrent les délits et les peines, ne restreignaient pas la compétence des magistrats municipaux aux seuls cas qu'elles indiquent; leurs stipulations ne portaient, au contraire, que sur des délits qui devaient être punis d'une manière exceptionnelle à l'usage général de la province.

Page 216, note 110.

Il s'agit ici, non de magistrats royaux, mais de personnes qui, étant placées sous la sauvegarde, *advocatio*, du roi, recevaient le titre d'avoués du roi, *advocati Regis*.

Page 226, note 111.

Le parlement pouvait ne pas prendre tous ces détours pour donner gain de cause au comte de Blois; car, en droit, le défaut ne faisait pas perdre la saisine. On lit dans l'ancienne coutume de Normandie, rapportée par Ludwig dans ses *Miscellanea*, t. VII, p. 320 : « Nec tamen ex defectu facto « post visionem in hujusmodi querela, absens vel deficiens tenetur saisinam « amittere. »

Page 232, note 112.

L'année précédente le roi avait reconnu le droit des évêques de Mende, car on lit dans une lettre de l'évêque de Mende sur une composition passée entre lui et le roi, en 1265 : « Non vult (Rex) cursus monete nostre, si quam « habemus, impediatur in tota diœcesi supradicta. » (Archives du royaume, sect. hist. reg. XXXI, pièces 102 et 105.) Voyez du Cange, *Glossarium*, verbo *Mimatensis*, où cet acte n'est pas fidèlement rapporté. Mais les mots *si quam habemus* laissaient aux officiers royaux qui, à cette époque, se montraient peu disposés à respecter le droit des seigneurs laïques ou ecclésiastiques de battre monnaie, la faculté d'attaquer la prérogative des évêques de Mende, ce que le sénéchal de Beaucaire ne manqua pas de faire l'année suivante. L'arrêt du parlement assura le droit des évêques de Mende, car nous lisons la déclaration suivante dans une charte de l'an 1306 : « Ad episcopum et ecclesiam Mimatensem pertinet jus....cudendi monetam « ære contaminatam et monetam argenteam. » (Du Cange, *Glossarium*, verbis *Moneta contaminata*.)

Page 237, note 113.

Le droit de blaerie était le droit de juger ceux qui menaient ou envoyaient paître leurs bestiaux dans des lieux où ils n'avaient pas d'usage.

Page 238, note 114.

Le sergent des matriculiers. Les matriculiers étaient les économes ou marguilliers des églises.

Page 238, note 115.

Dans le XIIIe siècle les clercs qui n'avaient pas reçu le sous-diaconat pouvaient se marier, et le pape Alexandre III se contenta de les déclarer inhabiles à recevoir des bénéfices. Cet arrêt nous apprend que les clercs qui se mariaient prenaient habituellement le titre analogue à leur caractère. On trouve dans le *Grand Coustumier* un chapitre intitulé, *Des clercs mariez*, où nous lisons que beaucoup de clercs, malgré leur mariage, portaient l'habit ecclésiastique et la tonsure. (L. II, c. IV, p. 152; Arrêt de l'échiquier de Falaise, Saint-Michel 1219; Marnier, p. 139.)

Page 238, note 116.

Le parlement était désigné spécialement sous le titre de *Curia*; cepen-

dant on qualifiait aussi de cette manière les tribunaux des baillis et des sénéchaux; et les *curiales* dont il est ici parlé étaient les chevaliers d'un bailliage ou d'une sénéchaussée. Les mots *de nobilibus personis et clericis*, qui terminent l'arrêt, désignent les deux classes de personnes qui composaient le parlement. Il est à regretter que le compte-rendu des arrêts par le rédacteur des Olim ne consiste qu'en une exposition sommaire de la question de fait, à laquelle il joint les noms des enquêteurs et ceux des parties, sans croire nécessaire d'y placer quelques éclaircissements sur ce qui s'était passé dans le sein du parlement, sur le nombre et la qualité des personnes qui avaient concouru à l'arrêt, sur les plaidoiries des avocats, ni même sur la présence ou l'absence du roi. Ce laconisme, que nous retrouvons, mais plus grand encore, dans les arrêts de l'échiquier de Normandie, est très-regrettable, mais ne peut surprendre, quand on réfléchit que, ce registre étant le fruit d'un travail particulier, celui qui le rédigeait n'obéissait à aucune autre règle qu'à sa convenance, et que des faits qui, pour nous, ont une grande importance, ne l'intéressaient qu'autant qu'ils se liaient à des questions de droit, objet principal, sinon unique, de son travail.

Page 240, note 117.

Les geôliers étaient ordinairement choisis par les baillis; mais dans beaucoup de lieux ils possédaient leur charge héréditairement, et percevaient certains droits sur les détenus. (Du Cange, *Glossarium*, verbo *Jaolarius*.) L'article XXXII de l'ordonnance rendue par Philippe V, en 1318, est ainsi conçu : « Les geôles seront vendues à bonnes gens et convenables par enchiere, qui « donront bonne caution de bien traitier les prisonniers. » (*Ordonnances*, I, 660.) Anciennement la garde de la geôle était une obligation imposée aux hommes des seigneurs, mais dont ils pouvaient se racheter moyennant une redevance. (Brussel, II, 918, note *a*.)

Page 246, note 118.

Le droit épiscopal de tierce semaine était le droit que possédait l'évêque de Paris, de lever un tonlieu sur toutes les marchandises vendues dans certains marchés, pendant chaque troisième semaine. Une charte de Philippe Auguste, qui porte la date de 1222, accordait à l'évêque la perception de ce droit dans les halles de Champeaux, devenues depuis le marché des Innocents. (Depping, *Règlements sur les arts et métiers de Paris*, p. 123, note 2.) Cet arrêt montre que l'évêque cherchait à étendre ce droit dans la

terre, puis cloître de Sainte-Opportune. Étienne Boileau, dans son Livre des métiers, appelle ce droit *la semeine l'évesque.*

Page 257, note 119.

La question que souleva ce procès était résolue par l'ancienne coutume de Normandie, qui porte, c. XXVI, § 9 : « De tout l'héritage qui descend « aux frères de père et de mère ensemble, les parties doibvent estre faictes « tout ensemble. » (*Coutumier général*, t. IV, p. 13; Arrêt de l'échiquier de Falaise, Pâques 1216; Marnier, p. 131.)

Page 259, note 120.

Les amendes étaient très-élevées à cette époque. On a vu la ville de Brives condamnée à une amende de 10,000 livres (p. 13, n° XIX), et celle de Figeac à une amende de 20,000 marcs (p. 14, n° XXI); mais ici il s'agit moins d'une amende que de dommages-intérêts.

Page 260, note 121.

Voyez la note 35, p. 973, relative aux empiétements de la cour de France sur les juridictions des vassaux de la couronne.

Page 261, note 122.

Ces soixante personnes étaient, à proprement parler, les *jaratores pacis;* mais l'honneur d'avoir prêté le serment de fidélité au roi ne donnait aux jurés aucun avantage sur le reste de leurs concitoyens. On faisait un choix parmi tous les habitants, à cause de l'impossibilité où le roi aurait été d'exiger ce serment de chacun d'eux. Dans le plus grand nombre des communes, le maire seul prêtait serment, et engageait par cet acte tous ses concitoyens; mais le roi imposait à un certain nombre d'habitants l'obligation du serment, dans les villes qui avaient souvent été agitées par des troubles intérieurs, et Brives se trouvait dans ce cas. Voyez p. 13, n° XIX.

Page 266, note 123.

La cour avait déclaré que Hugues n'était tenu de faire aucune réparation à Lucas, et cependant le roi ordonna ensuite que Lucas payerait cent sous de dommages-intérêts, et réforma ainsi l'arrêt rendu par le parlement. En droit, la plénitude du pouvoir judiciaire résidait dans le roi, qui l'exerçait selon son bon plaisir. C'est ainsi que l'on peut expliquer l'exemple, si souvent cité, du chêne de Vincennes, et l'existence de ce conseil juré que

saint Louis avait emmené avec lui en Palestine, et qui administrait la justice aux compagnons d'armes de ce prince. Mais, en fait, la cour avait déjà attiré à elle une portion notable du pouvoir judiciaire; comme cet empiétement était fait dans l'intérêt du trône, le roi se gardait d'y porter obstacle. Du Buat a fort bien expliqué dans ses Origines, ou l'ancien gouvernement de la France, t. III, p. 193, 234, comment les personnes que le roi appelait pour l'assister dans l'exercice de sa prérogative finirent par former une cour particulière, qui, dans le siècle dernier, existait encore sous le nom de *Conseil privé*, et à laquelle appartenait le droit de casser les arrêts du parlement.

Page 267, note 124.

Liberi, les colons de l'abbaye. On lit dans les Fors de Bigorre, *censuales rustici vel liberi*, ch. xv.

Page 268, note 125.

L'évêque, comte de Châlons, était pair de France; cependant son procès fut expédié dans les formes ordinaires, et rien n'indique que ce prélat ait demandé à être jugé par ses pairs, ni sollicité, en vertu de son titre, aucun privilége. On verra ailleurs des pairs ecclésiastiques tenir une conduite opposée. Voir la note 17 des arrêts, p. 1026.

Page 270, note 126.

Les cours ecclésiastiques ou officialités connaissaient, à cette époque, de l'exécution des testaments. (Beaumanoir, ch. xi, p. 57.) Le concile de Trente leur conserva cette compétence, qui leur fut ensuite retirée. Voyez Leunère, *Mémoires du clergé*, t. II, p. 320; t. VII, p. 541.

Page 271, note 127.

Le refus des habitants d'Alby constituait une des plus graves infractions que l'on pût faire aux devoirs féodaux et municipaux de cette époque. « Li « baron, lisons-nous dans les Établissements, liv. I, ch. LXI, et li hons le roy « doivent le roy suivre en son ost, quand il les en semont. Et se li roy les « voloit tenir plus de soixante jours au leur, il ne remeindroient mie, s'il « ne voloient par droit. Et se li roy les voloit tenir au sien, pour le royaume « deffendre, il devroient bien remaindre par droit. Mès se li roy les voloit « mener hors du royaume, ils n'iroient mie s'il ne voloient. » — « Chil qui « sont semons, dit Beaumanoir, c. xi, p. 18, pour aider leur seigneurs contre « leurs enemis, ou pour aidier leurs mesons à deffendre, ne doivent pas con-

« tremander ne querre nul delai, et se il contremandent ne quierent delai, il « ne gardent pas bien leur foi vers leur seigneurs, et quant il faillent leurs « seigneurs à tel besoing, il deservent à perdre leur fief. » Les villes en commune n'étaient pas moins que les gentilshommes strictement tenues de répondre à la semonce du roi ou de ses officiers, et leurs chartes rappelaient d'ordinaire une obligation qui pendant longtemps fut la principale force de la royauté. Voyez la note 64, page 986.

Page 272, note 128.

Par *carniprivium* ou *carnisprivium* on entendait le premier dimanche du Carême, et par *carniprimium* ou *carnisprimum*, le dimanche de la Septuagésime.

Page 281, note 129.

Dans les siècles précédents et même au commencement du XIIIe, chaque membre du parlement qui avait pris part à un arrêt pouvait, par son attestation, certifier l'existence de cet arrêt. Le roi ne jouissait pas sur ce point d'un droit plus étendu que celui de chacun des membres de la cour. Mais Philippe-Auguste prescrivit, dans une circonstance importante, aux pairs, évêques et barons, qui avaient jugé avec lui, de donner des lettres patentes conformes aux siennes (Chantereau, *Traité des fiefs*, preuves, p. 69-83); ce qu'ils firent sans difficulté. Dès l'instant que les membres du parlement consentaient à reproduire simplement les déclarations du roi, leurs attestations devenaient sans objet, aussi abandonnèrent-ils leur ancienne prérogative, et on voit par cette enquête que, sous le règne de saint Louis, tous les actes de la cour, même les arrêts préparatoires, étaient donnés au nom du roi, ou, ce qui était équivalent, attestés par lui seul.

Page 286, note 130.

Cet arrêt semble avoir été rédigé de façon que l'on pût voir qu'il était l'œuvre particulière du roi et non de la cour : *Dominus Rex pronunciavit per dictum suum*, et le rédacteur termine par une censure détournée de la trop grande indulgence du souverain. Le roi exerçait sa juridiction personnelle aussi bien dans le parlement que hors du parlement; et il est facile de juger que les prérogatives de la cour ne pouvaient devenir claires et stables que si l'exercice de cette juridiction de propre mouvement était soumis à des règles fixes.

Page 286, note 134.

Le mot *doare*, qui ne se trouve pas dans le Glossaire de du Cange, est ici pour *dotare*. On disait également en français *doer* pour *doter*.

Page 291, note 138.

Cet arrêt est imprimé dans le second tome du Traité de la police de Delamarre, l. V, t. I, c. II, et dans l'Histoire de Paris, de Félibien, t. I, p. cj. Au folio 36, r°, du manuscrit des Coutumes de la marchandise, qui est du même temps que les Olim, on lit ce qui suit touchant cet arrêt, qui s'y trouve transcrit : « En l'an de l'Incarnation de Notre-Seigneur MCCLXVIII, « la vigile de Pasques flories, orent li marchaant hansez de l'iaue de Paris, « sentence contre Jehan Marcel de Compigne d'une vanée de busches qui « vint d'Oise en Seine, entre le pont de Paris et de Mantes, sans compa- « gnon hansé bourjois de Paris, devant lou roi de France, par droit juge- « ment de l'usage et de la charte ausditz marchaanz. Là furent messire Simon « de Neesle, messire Henri de Verdelet, messire...., messire Simon de Paris, « messire Thomas de Paris, messire Pierre de Meulent, Jehan de Montlucon, « Jehan Popin du Porche, Robert le Coutier, mestre Thierri, clerc aux mar- « chaanz, Jean Piguache de Rohan, Durant Filleul, Guillaume de Gisors, « et maint autres. » Cette note complète la mention de l'arrêt, et fait regretter que le rédacteur des Olim, qui s'y trouve nommé, ait cru devoir user habituellement d'un laconisme qui nous prive de la connaissance de plusieurs faits intéressants, et en particulier des noms des juges.

Page 295, note 133.

Voyez, p. 955, ce qui est dit sur le sens de la formule *de mandato curiæ*.

Page 299, note 134.

Sur l'office des procureurs, appelés à cette époque procurateurs, voyez les Établissements de saint Louis, l. I, c. CII; l. II, c. CVIII; Beaumanoir, c. IV, p. 27; la Somme rurale, p. 44-54.

Page 301, note 135.

Voyez sur le sens des mots *chevalier* et *écuyer*, qui a donné lieu à tant de discussions, le 1er Mémoire sur la chevalerie, par Sainte-Palaye, dans les Mémoires de littérature de l'Académie des Inscriptions, t. XX, p. 597-613, et l'Origine de la noblesse française, par le vicomte D..... p. 274-312.

Page 301, note 136.

Le parlement reconnaissait la juridiction extra-légale des *bons hommes*. Les traditions en vertu desquelles une sorte d'autorité était déléguée aux anciens de la localité remontaient à une époque fort ancienne, car les Capitulaires consacrent cette autorité. Louis le Débonnaire ordonna aux *missi* de choisir dans chaque comté les personnes qu'il désigne sous le titre de *meliores et veraciores*, pour faire les enquêtes, constater la vérité des faits judiciaires, et servir d'assesseurs au comte, quand il rendrait la justice. Plus tard on les appela *preudesomes*, *bons hommes*, *hommes sages*, *suffisantes personnes*; et, comme le montre Froissard, l. I, c. cccxxxv, cette désignation de *bons hommes* devint dans la bouche des seigneurs une dénomination méprisante, qui s'appliquait à tous les paysans, même lorsqu'ils servaient dans l'armée. Cependant ces notables étaient revêtus d'une véritable magistrature dans les lieux où il n'y avait pas de communauté reconnue, et ils devinrent la pépinière d'où l'on tira les membres des municipalités rurales.

Page 308, note 137.

Le comte d'Angoulême était à cette époque Hugues le Brun, XIIe du nom de Lusignan, qui avait succédé dans les comtés de la Marche et d'Angoulême, à Hugues XI, son père; il eut pour sœur Aliénor, comtesse de Leycester, femme de Simon de Montfort. Ce seigneur soutint, en 1262, contre Gui, son frère, seigneur de Cognac, et Yolande, son autre sœur, un procès semblable à celui dont il est fait ici mention. Gui et Yolande réclamaient, en effet, leur part dans la succession paternelle. Un arrêt du parlement de la Saint-Martin d'hiver, 1263, leur accorda une provision jusqu'au moment où ils seraient mis en jouissance de la part qui leur revenait. La comtesse de Leycester réclamait en toute propriété une portion du comté d'Angoulême, et quoique le comte Hugues soutint que ce comté était impartageable, il fut prouvé que des démembrements avaient eu lieu en faveur de puînés, et Geoffroi, oncle paternel du comte, en offrait lui-même un exemple; mais en même temps on convint que ces démembrements n'étaient que des apanages, *appanamenta*, réversibles à l'aîné, au défaut des apanagés. (*Art de vérifier les dates*, II, 384.) L'arrêt qui intervint, et que du Cange a rapporté en entier dans son Glossaire, au mot *Appanamentum*, établit donc une sorte de transaction entre les prétentions des deux parties.

Page 304, note 138.

Mesa pour *mansa* (ou *mansus*; en français, *mès*, *mex*, *meix*.

Page 313, note 139.

Le duc de Bretagne dont il est ici parlé était Jean Ier, dit le Roux, né en 1217, fils ainé de Pierre Mauclerc et d'Alix. Cet arrêt contient plusieurs particularités dignes de fixer l'attention. On y voit combien il était difficile aux vassaux des grands feudataires de rentrer en possession de leurs forteresses, lorsqu'ils en avaient, conformément aux usages féodaux, remis en temps de guerre la garde à leurs suzerains; il faut remarquer en outre que le duc de Bretagne ne permettait pas à ses vassaux de l'ajourner directement à la cour du roi, quoique assurément ils en eussent le droit.

Page 314, note 140.

Le chapitre de Saint-Aignan d'Orléans était très-riche, et avait eu plusieurs fois des procès à soutenir devant la cour du roi. Nous plaçons ici la 50e enquête du Cartulaire de Philippe-Auguste, f° 263, v°, qui fut faite sur une prétention de ce chapitre, et qui par elle-même offre de l'intérêt.

I. PRO ECCLESIA SANCTI-ANIANI AURELIANENSIS.

Inquisitio facta apud Hyemvillam, per Wuillelmum Menerium, anno Domini m° cc° sexto decimo, mense octobri, ipso festo Sancti-Dionisii, super eo quod canonici Sancti-Aniani Aurelianensis dicebant quod ipsi poterant talliare homines suos de Tilleio et de tota alia terra sua, pro servitio domini Regis, pro servitio domini Pape, et pro terra emenda, ad opus ecclesie. §. Hec sunt nomina juratorum : Petrus, presbiter, canonicus Carnotensis; Guido de Artheocio, Radulfus Clavel, quondam prepositus Hyenville; Johannes Frembert, Raginardus Viarius, Stephanus Botet et Nicholaus de Clariaco, prepositi Aurelianenses; Laurencius Rotarius, prepositus Hyenville; Johannes Clericus de Hyenvilla, Petrus Alexander, Arnulfus de Ballio et Thomas Piel, domini Regis servientes; Jodoinus, major de Coneil; Odo de Longaraia, Teobaldus de Brocia, Bonus-Homo, serviens de Beziis; Odo de Carrogio, Hugo de Chastelers, Rogerus, pedagiarius; decanus Sancti-Aniani, Tecelinus, prepositus Tilleii; Berterus, succentor presbiter; Hugo de Portu, Guillelmus Baudri, Berterus Rufus, magister Petrus Ysabel, magister Pasquerius, Hugo de Rothomágo, presbiteri. §. Sancius, carnifex, Galeranus Gresle, Georgius de Silvestri villa, Johannes, marescallus, et Rogerus de Tamorevilla, juraverunt quod ipsi bona fide dicerent veritatem, secundum consciencium suam, de illis que dominus Guillelmus Menerius ab ipsis quereret. §. Petrus, presbiter, canonicus Carnotensis, dixit, in verbo sacerdotis, quod vidit et scivit, quod ecclesia Sancti-Aniani Aurelianensis talliavit semper homines suos de Tilliaco et de totâ alia terra sua, pro servitio domini Regis, pro

servitio Pape, et pro terra emenda, ad opus ecclesie. S. Guido de Arthencio, miles, jure dixit quod predicti canonici levarunt talliam de hominibus suis de Tilliaco, et de alia terra sua pro Rege et Papa, et quod super hoc nunquam vidit contradictionem, preterquam modo dixit eciam quod ei non subvenit utrum canonici predicti leyaverint unquam talliam de eisdem hominibus, pro terra emenda, ad opus ecclesie. Radulfus Clavel, quondam prepositus Hyenville, juró dixit idem per omnia quod Petrus presbiter; adjecit eciam quod aliquando vidit talliam levari a dictis hominibus pro Papa. S. Johannes Fremberti, Rageus Viarius, Stephanus Botet et Nicolaus de Clari, prepositi Aurelianenses; Laurencius Rotarius, prepositus Hyenville; et Johannes Clericus de Hyenville, jurati, dixerunt quod ipsi sciunt quod prefati canonici levaverunt talliam de hominibus suis de Tilliaco, et de alia terra sua pro Papa, et adjecerunt quod ipsi viderunt quod aliqui de hominibus de Tilliaco et de alia terra Beati-Aniani, veniebant Aurelianum in capitulum et petebant a canonicis misericorditer quod ipsi talliam que super ipsos assignata fuerat pro Papa moderarent, ita quod homines non gravarentur. S. Petrus Alexander jure dixit idem quod Johannes Fremberti, et adjecit quod ipse vidit prefatam talliam levari per dictos canonicos de hominibus suis de Tilliaco, pro Papa, sine contradictione. S. Arnulfus de Ballio, serviens domini Regis, jure dixit idem per omnia quod Johannes Fremberti. S. Theobaldus, serviens domini Regis, jure dixit quod vidit talliam levari per canonicos Sancti-Aniani de hominibus suis de Tilliaco, et pro Rege et pro Papa, et quod aliquando adjuvit ipsos canonicos ad petitionem eorum ad levandam ipsam talliam apud Tilliacum, de mandato prepositi Hyenville. S. Jodoinus, major de Conceil, jure dixit quod ipse recepit in ballia sua ultra Ligerim, talliam franeam pro Papa, per dictos canonicos ab hominibus suis; adjecit eciam quod eandem talliam, videlicet pro Papa, recepérat ab hominibus ipsorum canonicorum de corpore foraneis, et quod audivit a patre suo quod dicti canonici similem talliam faciebant et poterant facere, videlicet pró Rege et pro Papa, per totam terram suam. S. Odo de Longaraia jure dixit quod canonici Sancti-Aniani possunt facere talliam pro Rege et pro Papa, per totam terram suam, et quod ipse eandem talliam pro se reddidit, nec umquam exinde vidit contradictionem preterquam modo. S. Teobaldus de Brocia jure dixit idem per omnia quod Odo de Longaraia. S. Bonus-Homo, serviens de Berziis, jure dixit quod vidit talliam fieri et reddi pro Papa, et quod ipse eam recepit ab hominibus de ballivia. S. Droco de Carrogio jure dixit se nichil scire. S. Hugo de Chastelers jure dixit se bene scire quod capitulum Sancti-Aniani potest facere talliam et fecit sepe in terra sua pro Rege et Papa, nec umquam vidit nec credit quod illi de Tilliaco debeant esse immunes de tallia. S. Guillelmus, miles, de Tilliaco, jure dixit quod ipse vidit centum solidos assideri de tallia super homines de Tilliaco, pro quodam cardinali, sed nescit utrum illa tallia levata fuerit, quia eam non vidit levari. S. Rogerus, pedagiarius, dixit per sacramentum quod domino Regi fecerat, quod canonici Sancti-Aniani sepe vocaverant eum in capitulum et ei dixerant quod ipsi faciebant talliam super homines de Tilliaco, et alios homines suos de terra sua, pro Papa et pro legatis, et quod nunquam vidit quod homines de Tilliaco conquererentur de tallia quam dicti canonici super eos assiderent, pro Rege, aut pro Papa, aut pro legatis, nec quando erat prepositus Aurelianensis, qui diu fuerat prepositus, nec postquam fuit ballivus. S. Decanus Sancti-

Aniani, Tecelinus, prepositus Tilliaci; Berterus, succentor; Hugo de Portu, Guillelmus Baudri, Berterus Rufus, magister Pasquerius, magister Petrus Ysabel, Hugo de Rothomago, presbiteri, in verbo sacerdotis dixerunt, et plures alii diaconi et subdiaconi per juramentum suum, quod ipsi talliaverant et talliam levaverant ab hominibus suis de Tilliaco et aliis hominibus suis de terra sua, pluries pro Papa et pro legatis, et quod numquam exinde viderunt contradictionem preterquam modo. 5. Sencius, carnifex, jure dixit quod numquam vidit nec scivit quod homines de Tilliaco talliarentur per canonicos Sancti-Aniani, pro aliquo servitio, preterquam pro servitio domini Regis. 5. Gelerandus Gresle, Georgius de Silvestrivilla, Johannes, marescallus, et Raginaldus de Tamoreville, jure dixerunt idem per omnia quod Sencius carnifex.

Page 316, note 141.

Bérenger, évêque de Maguelone, fit frapper dans son diocèse une monnaie étrangère qu'on appelait des *milarets* : elle avait cours parmi les Sarrasins, et portait l'image de Mahomet. Comme ce prélat ne se conduisait en cela que par une cupidité sordide, à cause du grand profit qu'il faisait sur ces espèces, le pape Clément IV l'en reprit sévèrement, et lui défendit de continuer. (Vaissette, *Histoire de Langaedoc*, III, 532.) Depuis l'ordonnance sur les monnaies, rendue par saint Louis en 1265 (*Ordonnances*, I, 94), les officiers royaux poursuivaient activement les monnaies qui n'avaient pas le cours légal, et nous voyons ce même sénéchal de Carcassonne faire des informations, vers le commencement de l'an 1267, contre les habitants de Narbonne, parce qu'ils avaient pris et reçu des monnaies défendues par la dernière ordonnance, qui était mise à exécution depuis le mois d'août de l'année précédente. (*Histoire de Langaedoc*, III, 532.)

Page 329, note 142.

Sous-entendu *retrahere*. Voyez la note 93, page 991. C'est ainsi que Beaumanoir dit, *demander par la bourse*, c. XVI, p. 92.

Page 330, note 143.

L'article CXXX de la coutume de Paris est conçu en ces termes : « Le temps « de retraict lignager ne court sinon depuis l'inféodation ou saisine faits ou « prins par l'acheteur, et doit l'adjournement estre faict et l'assignation es- « cheoir dedans ledit an et jour de ladite inféodation ou saisine. » (*Coutumier général*, t. III, p. 40.) La règle générale était que l'année du retrait ne courrait que du jour de la saisine pour les biens roturiers, et, pour les fiefs, du jour de la réception en foi, par le motif qu'anciennement les inféodations et les ensaisinements étaient des actes publics.

Page 333, note 144.

Cette vicomtesse de Limoges était Marguerite, fille de Hugues IV, duc de Bourgogne, qui avait épousé en premières noces Guillaume de Mont-Saint Jean et ensuite Gui VI, vicomte de Limoges, successeur de Gui V; elle soutenait dans ce procès les intérêts de sa fille Marie, qui fut mariée à Arthur, fils de Jean II, duc de Bretagne. Cette princesse sollicita plus d'une fois, comme on aura occasion de le voir, la justice de la cour du roi.

Les lettres suivantes prouvent que le roi avait reçu le serment de l'évêque et des chevaliers de Limoges, non pas *precario*, mais *ratione ducatus Aquitanie*.

Littere episcopi Lemovicensis et quorumdam militum de Lemovico super homagio et fidelitate facta domino Regi, quas habet frater consergius. (Cartulaire de Philippe-Auguste. fol. 313, v°.)

Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia, illustrissimo regi Francorum, et universis presentes litteras inspecturis, Raymondus divina miseratione Sancti-Marcialis Lemovicensis minister humilis, salutem et debitum famulatum. Noveritis universi quod nos fecimus et juravimus fidelitatem domino Ludovico, regi Francorum, matri sue et heredibus suis, *ratione ducatus Aquitanie*, eisdem in perpetuum contra omnes homines et inviolabiliter observandam; et nos tenemur, in virtute prestiti juramenti, ipsum dominum regem Francorum, matrem suam et heredes suos, pro posse nostro, adjuvare et jure ipsorum tanquam nostra propria, conservare. In cujus rei testimonium presenti pagine nostrum fecimus apponi sigillum. Datum in crastino Annuntiationis dominice, anno Domini m° cc° xx° nono, mense marcio.

Litteras super eodem et fere consimiles habet de abbate Sancti Petri de Huscarchiis, de Archembaldo, vicecomite de Comborii, de P. de Mala-Morte, de Raymondo de Gerveriis et de G. de Mala-Morte.

Page 348, note 145.

Ces sept enquêtes furent expédiées par des membres du parlement chargés d'apurer les comptes des baillis, et que l'on appelait *venerabiles magistri compotorum*. « Le conseil du roi, dit du Buat, dans les Origines, ou l'ancien « gouvernement de la France, t. III, p. 249, eut part à toutes les parties de « l'administration; il en partagea avec lui le fardeau. Il en faut toujours « excepter cette administration momentanée et politique, que les rois ré- « servèrent à leur conseil étroit. Ainsi ce fut le conseil du roi qui fut juge « entre lui et ses sujets dans les différends qu'occasionnèrent la répartition « et la levée des impôts. Il en était de même de la cour particulière de « chaque baron, comme le prouve une charte de Philippe-Auguste. Ce fut

« à la cour que se portèrent toutes les contestations féodales. Ce fut le con-
« seil du roi qui garda son trésor, et qui examina les comptes des baillis,
« des sénéchaux et des autres receveurs royaux; on députa à cet effet des
« maîtres de la cour, et dans la suite on érigea cette députation en chambre
« perpétuelle, que l'on appela *Chambre des Comptes;* mais les membres de
« cette députation étaient si bien les collègues des conseillers au parlement,
« que dans certaines occasions ils remplacèrent la cour, et jugèrent des
« causes qui n'étaient pas dans leur département ordinaire, avec ceux des
« conseillers qu'ils purent rassembler. Cet usage n'était pas nouveau. On
« trouve dans les Olim plusieurs exemples d'arrêts rendus et d'enquêtes ter-
« minées par les maîtres de la cour, qui étaient alors députés pour les
« comptes. » L'observation de du Buat est d'autant plus juste que ces sept arrêts se rapportent non à des recettes et à des dépenses, mais à des questions de droits utiles, qui étaient de la compétence du parlement.

Page 348, note 146.

Philippe III succéda à son père le 25 août 1270, mais il ne revint à Paris que le 21 mai 1271. Ce parlement et le suivant furent donc tenus en son absence.

Page 357, note 147.

« Le commerce principal, dit Colliette, *Mémoires pour servir à l'histoire de*
« *Vermandois*, t. II, p. 480, n° LXXXIII, qui commença vers ce temps (en 1212)
« à s'introduire dans la ville de Saint-Quentin, fut celui des draps et de la
« setterie. Il paraît par les vieux titres qui sont aux archives de la ville, et
« par d'autres anciens monuments, que cette manufacture y dura longtemps;
« que les eaux, les terres et les laines la favorisaient, et qu'elle n'a été trans-
« portée de chez nous à Amiens que depuis que le riche commerce des
« toiles dites de Cambrai lui a été substitué, il y a près de deux siècles. »
Cette enquête montre qu'à cette époque la ville de Saint-Quentin faisait avec la Flandre un commerce important.

Page 359, note 148.

Cet arrêt doit être remarqué, car il fournit, plus qu'aucun de ceux qui précèdent, des renseignements exacts et précis sur la direction que suivaient les procédures devant les tribunaux de première instance. Jean Polin, demandeur, intente son action à l'assise du bailli d'Étampes, qui, selon

Brussel, I. 488, s'appelait Garin Roussel. Polin soutenait : 1° Que la coutume du pays justifiait sa demande; 2° que Jean de Mauchamps était décédé avant Simon Gazeran, et il offrait de faire la preuve de ce fait, si son adversaire le niait. Gui de la Grange contestait ces deux allégations. En conséquence, Polin produisit des témoins pour prouver la mort de Jean de Mauchamps. Jugement de l'assise qui déclare que la preuve est insuffisante. Alors Polin demanda qu'on lui fît droit sur les autres points, c'est-à-dire sur ce qu'il alléguait relativement aux coutumes. Il lui fut répondu, sans doute par son adversaire, « qu'en se mettant en esgard de cour, » *ponendo se in judicio*, il n'avait fait aucune réserve, ou, pour nous servir des expressions employées dans les Assises de Jérusalem, « il n'avoit pas posé son retenail, » et que dès lors il devait être condamné sur le tout. Les parties, n'étant point d'accord sur cette exception incidente mais décisive, se soumirent au record des chevaliers de l'assise. Le record fut défavorable à Polin, qui, se trouvant ainsi repoussé sur les deux points, interjeta appel à la cour du roi. La cour ne revint pas sur la question de savoir si Jean de Mauchamps était décédé avant Simon de Gazeran, parce que cette question avait été tranchée par les témoins, et qu'on ne revenait pas sur une enquête, mais elle ordonna une nouvelle enquête sur les dispositions des coutumes, et prononça conformément au résultat de l'enquête.

Page 365, note 149.

Jamais on n'a plus trafiqué, ni plus plaidé sur les juifs, considérés comme objet de commerce, que pendant toute la durée du XIIIe siècle. La gêne continuelle du trésor royal sous Philippe-Auguste, et l'antipathie profonde de saint Louis, rendirent leur position très-misérable. La déclaration suivante, faite par Philippe III, en janvier 1281, relativement aux juifs des comtés d'Alençon et du Perche, servira de commentaire à cet arrêt.

Philippus, Dei gracia, Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum ex parte carissimi fratris et fidelis nostri Petri, Alençonis, Blesensis et Carnotensis comitis, fuisset coram nobis propositum quod gentes nostre, Judeos suos de comitatu suo Alençonis et de terra sua Perticensi, in juris sui prejudicium nitebantur talliare : gentibus nostris pro nobis ex adverso dicentibus, quod idem frater noster nullum jus in dictis Judeis reclamare debebat, quia, tempore quo dicte terre jure hereditario fuerunt eidem fratri nostro liberate, omnes Judeos de domaniis suis expulit, et de feodis et retrofeodis suis expellere nisus fuit, et eos habuit pro derelictis, et juri renunciavit quod habebat in eisdem, quod fuit ex parte fratris nostri predicti negatum:

Auditis hinc inde propositis, omnes Judei qui in dictis terris, tempore quo dictus frater noster adeptus fuit possessionem dictarum terrarum, tam in domaniis quam in feodis et retrofeodis suis, morabantur, fuerunt, per esgardum nostre curie, predicto fratri nostro liberati; proviso tamen quod, per hoc quantum ad alios Judeos qui post illud tempus in illis terris venerunt moraturi, nobis vel aliis prejudicium nullum fiat. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo primo, mense januario. (Archives du royaume, sect. hist. reg. J. 226, n° 11.)

Page 368, note 150.

Leroy n'a pas placé cet arrêt dans les preuves de sa savante Dissertation sur l'hôtel de ville de Paris. Voyez plus haut, p. 50, n° XXVII, et p. 368, n° XI.

Page 374, note 151.

Ici le mot *assisia* indique non la séance d'un tribunal, mais l'assemblée des habitants d'une localité, tenue dans le but de déterminer la répartition d'un impôt. C'est un sens nouveau à joindre à tous ceux que ce mot a reçus.

Page 380, note 152.

Toute communication était interdite avec un homme banni par le roi, ou qui lui avait forfait. (Beaumanoir, c. LXI, p. 310.) Voyez une charte intéressante, où Gui des Roches abandonne au roi Philippe-Auguste le château de Beaumont, *pro et quod locatas fui cum Galtero de Mandrevilla proditore et latrone domini mei Regis.* (Martenne, *Amplissima collectio*, t. I, col. 1054.)

L'enquête suivante, que nous avons tirée des Archives du royaume, section historique, reg. J. 1033, donne une idée exacte de la situation où se trouvaient les forbannis, et, l'on peut ajouter, du peu de souci qu'ils en avaient.

INQUESTA

FACTA A DECANO MONASTERII-MEDII

ET RADULFO DE GANDELUX, BALLIVO BITURICENSI,

MANDATO DOMINI REGIS,

DE CONVERSATIONE MALEFACTORUM ECCLESIE SANCTI-PORCIANI,

ANNO DOMINI MCCXL, MENSE APRILI.

Isabellis, relicta Clotardi de Branac, militis, jurata, dixit quod vidit in vigilia Beati-Georgii apud Branac, malefactores ecclesie Beati-Porciani qui forbanniti erant de terra

domini Borbonensis, de mandato domini Regis, et comederunt panem suum vi, in uno torculari ipsius ville, et capones suos vi secum asportaverunt; et capiebant vinum in quadam taverna ipsius ville, quod bibebant in predicto torculari. Requisita utrum sciret in quo loco jacuerunt nocte illa, dixit quod non, set audivit dici cuidam garcifero quod debebant jacere nocte illa apud Vernolium, in domo cujusdam fabri.

Gaufridus de Lespau, homo domini Blemi-Lupi, militis domini Borbonensis, juratus, dixit quod vidit predictos malefactores, postquam forbanniti fuerunt, apud Besuy, castellum domini Borbonensis, et de mandato celerarii predicti castri, detulit predictis malefactoribus panem et vinum de domo domini Borbonensis ad comedendum, et comederunt panem et vinum in ipsa villa armati, et quum recesserunt ab ipso castello nocte illa, duo forestarii domini Borbonensis, videlicet Claveletus et Andreas Guitum eos duxerunt ad quamdam villam comburendam, que vocatur Nuillec, villam Sancti-Porciani, et ipsam villam nocte illa combuxerunt. Item dixit quod vidit, in vigilia Beati-Georgii, unum de predictis malefactoribus apud Neris, villam domini Borbonensis, prope Mont-Luçum, et ibat per villam baculum habens in manu sua, cum illis qui ducebant carolas. Alias multociens eos vidit in terram domini Borbonensis.

Hunbertus Quartelier, homo hospitalis de Busseria, juratus, dixit quod vidit bis predictos malefactores transeuntes per villam de Busseria, semel de die, semel de nocte, et illa Busseria est in terra domini Borbonensis; et audivit dici ab hominibus ipsius patrie quod predicti malefactores jacuerant per sex dies in tribus domibus que sunt inter Vanassor et Villam-francham, in terra domini Borbonensis.

Gaufridus de Lespaus, homo hospitalis de Busseria, juratus, dixit quod vidit unum de predictis malefactoribus apud Neris, villam domini Borbonensis, in vigilia Beati-Georgii, habentem baculum in manu sua et euntem bis vel ter circa carolas, et postea recessit, et intraverunt ipse et frater suus in quodam cellario ipsius ville ubi alii malefactores erant, ut dicebatur, et ille quem vidit vocabatur Bartholomeus.

Johannes Mas, domicellus domini Borbonensis, juratus, dixit quod vidit ab uno anno et citra, predictos malefactores pluries in terra domini Borbonensis, videlicet apud Neris et ad portam de Monte-Luçum, et unum de ipsis vidit in domo sua, que vocatur la Broce, juxta Montem-Luçum, quem mandaverat ut ad se vêniret, quia de se indigebat.

Johannes Costantini de Cufec, homo domini Regis, juratus, dixit quod vidit unum de predictis malefactoribus, videlicet Bartholomeum, apud Neris, in vigilia Beati-Georgii. Dixit insuper quod in die Beati-Marci fuit apud Branzac, villam domini Borbonensis, et illic invenit quemdam de malefactoribus qui vocatur Amblart, et locutus fuit cum ipso et dixit ei, « Ego libenter essem de societate tua, quia discordiam habeo cum priore « Sancti-Porciani; » et predictus Amblart posuit eidem diem quod ad se veniret, die sabbati subsequenti, vel die dominica, pro societate confirmanda inter ipsos, apud Vonsac, in domo sororis sue; et ipsa villa est in terra domini Borbonensis, et inde irent forisfacere in terra prioris Sancti-Porciani.

Johannes de Luchiaco, homo prioris de Monteta, juratus, dixit quod in vigilia Beati-Georgii fuit apud Neris, villam domini Borbonensis, et illic vidit predictum Bartholo-

meum, forbannitum, habentem baculum in manu sua et euntem bis vel ter circa carolas ipsius ville, postea recessit, et intravit in quodam cellario ipsius ville. Dixit insuper quod interrogavit hospiti suo qui esset ille Bartholomeus, et respondit hospes suus ei, et dixit : « Ipse est totus dominus istius ville. » Plus dixit, quod media nocte hospes suus ejecit eum de Domo-Dei, pro pavore ipsius Bartholomei.

Amicus de Portalli de Paluel, homo domini Regis et Templariorum, juratus, dixit quod vidit apud Belchaire, villam domini Borbonensis, tres de predictis malefactoribus, et comedit cum ipsis circa carnisprivium, in domo prepositi domini Borbonensis de Belcaire; et mansuerunt in domo ipsius prepositi per totum diem. Dixit insuper quod dominus Borbonensis debebat tenere dies suos ipsa die, apud Montet, prope Belcaire, per leucam.

Petrus Bobius de Paluel, homo domini Regis et Templariorum, juratus, dixit quod postquam predicti malefactores combusserunt claustrum monachorum de Baec, vidit eos in mercato de Charroz, castello domini Borbonensis.

Guidonetus Guidonis de Nereigniaco, de dominio domini Borbonensis, juratus, dixit quod vidit predictos malefactores, postquam forbanniti fuerunt, in mercato, apud Casroz, castellum domini Borbonensis.

Petrus, clericus de Nereigniaco, juratus, dixit quod vidit predictos malefactores, postquam forbanniti fuerant, in mercato de Charroz, castello domini Borbonensis.

Giraudus Bebil de Citrac, de domo domini Borbonensis, juratus, dixit quod post mediam Quadragesimam, vidit duos de predictis bannitis armatos in mercato de Chevacelle, et alia vice in mercato de Charroz, castellos domini Borbonensis, similiter armatos, et alia vice vidit eos transeuntes armatos prope castellum domini Borbonensis, quod vocatur Vernolium.

Parnus Haimardi de Sancto-Porciano, juratus, dixit quod vidit unum de predictis forbannitis, die jovis in Cena Domini, in via subtus Nereigniaco, videlicet Bartholomeum et locutus fuit cum ipso, et voluit ei auferre quemdam salmonem quem secum deferebat.

Giraudus Bonelier, mercator de Sancto-Porciano, juratus, dixit quod vidit duos de predictis malefactoribus, postquam forbanniti fuerunt, duabus vicibus, armatos in mercato de Charroz, villa domini Borbonensis.

Petrus, carnificis de Sancto-Porciano, juratus, dixit quod vidit predictos malefactores, postquam forbanniti fuerunt, apud Villam-francham de Moncenous, que est domini Borbonensis, vendentes illic equos suos.

Guillelmus Tuelon, juratus, dixit quod a tribus ebdomadis et citra vidit predictos malefactores in mercatis domini Borbonensis et in villis ipsius bis vel ter vel quater.

Morandus caprarii, juratus, dixit quod vidit duos de predictis forbannitis, die jovis post mediam Quadragesimam, apud Ecolete, et illic descenderunt de equis suis, et locuti fuerunt cum elemosinario domini Borbonensis in ipsa villa. Postea vidit omnes forbannitos insimul apud Givri, in dominio domini Borbonensis.

Isabellis, relicta prepositi de Montor, jurata, dixit quod vidit, in ebdomada post Aparicionem, unum de malefactoribus ecclesie Beati-Porciani apud Chantelle, villam domini

Borbonensis, videlicet Bartholomeum, in domo Bernardi Albi, qui tunc temporis castellanus erat de Chantelle, et in domo predicti castellani mansit per octo dies, et capiebat in ipsa domo omnia sibi necessaria. Dixit insuper quod vidit multociens omnes forbannitos venientes in domo predicti castellani, et ibi capiebant omnia sibi necessaria.

Page 384, note 153.

On aperçoit ici un reste de cette jurisprudence symbolique qui avait été si fort en honneur dans les tribunaux de la première et de la seconde race, et que le rétablissement des vrais principes de procédure faisait chaque jour disparaître. Voyez sur ce sujet: Hoffman, *Specimen jurisprudentiæ symbolicæ veterum Germanorum*, 1744; Mantzel, *de Ingenio Germanorum circa solemnitates juridicas*, Rostock, 1747; Dümge, *de la Symbolique dans le droit*, Berlin, 1819 (en allemand); *Dissertation sur les cérémonies symboliques usitées dans l'ancienne jurisprudence française*, Paris, 1828; Michelet, *les Origines du droit français*, Paris, 1836.

Page 385, note 154.

Atornatus ou *atturnatus* était, en Angleterre et en Normandie, le procureur chargé de représenter en justice une partie. « Li atourné est cil qui « est atourné pardevant la justice pour aulcun en eschiquier ou en l'assise, « où il y a record à poursuyre ou à defendre sa querelle droicture. Et si « doibt estre receu en tel estat de la querelle, comme li cil qui l'attournera. « Et si ne doibt estre ouy d'aulcune querelle fors de celle dont il est « atorné, etc. » (*Le Grand Coustumier de Normandie*, c. LXV; *Coutumier général*, t. IV, p. 27.)

Page 388, note 155.

La charte donnée aux habitants de Poitiers, en 1347, par Guy, comte de Forez, lieutenant du roi dans le Poitou, nous apprend quelles étaient les armes portées par les vilains.

ART. VII. *Item*. « Que toutes manieres de gens habitans en la ville et en « suburbez de Poitiers seront contrains à euls armér, chacun selon son estat; « c'est assavoir les riches et les puissans de toutes armeures; les moiens de « lances, pavois ou godandac (bâton long, au bout duquel il y avait un « fer aigu), et de cote gambezie (cuirasse faite de laine piquée); et les « menus de godandac ou d'espée, si et tellement comme il pourront, se- « lon le regart de leurs voisins. »

Art. XI. *Item.* « Que les habitans de chacune paroiche de la chastelle-« nie de Poitiers seront tenus de envoyer certain nombre de sergens aus « despens des paroichiens de chacune paroiche, pour la garde de ladite « ville, et seront armez de cotte, de lance et de pavoiz. » (*Ordonnances*, IV, p. 170.) Voyez le Roman du Renard, t. I, p. 325.

Page 396, note 156.

Les comptes siégeaient au Temple, dans la maison du grand-prieur de l'ordre des Templiers, parce que saint Louis avait établi dans cette vaste demeure, que Philippe-Auguste laissa en dehors de l'enceinte de Paris le dépôt de son trésor et des chartes. (Sauval, *Histoire de Paris*, l. VII, p. 270; Jaillot, *Histoire de Paris*, t. III, p. 36.) Un des chevaliers du Temple remplissait les fonctions de garde du trésor royal. (Brussel, II, CXXXIX, note. *b.*)

Page 397, note 157.

Il y aurait lieu d'être surpris de voir les arrêts de la cour des comptes, constatés par de simples records, si l'on ne savait que les comptes décidaient de véritables questions de droit, et dans les formes suivies par la cour elle-même.

Page 402, note 158.

Quoique l'appel eût changé de caractère et fût devenu à cette époque une voie de recours usuelle et simple, il restait encore soumis aux anciennes formalités. En faussant un jugement, on ne forçait plus, sans doute, le juge qui l'avait rendu à le défendre les armes à la main, cependant on ne pouvait interjeter appel qu'en déclarant, comme précédemment, le jugement *pravum et falsum*, ou l'un ou l'autre; et ces mots étaient sacramentels, car un appel interjeté *simpliciter* n'eût pas été admis. « Il convient que il (l'appelant), « lit-on dans les Établissements, l. II, c. XV, die que le jugement est faus, « ou autrement il ne seroit pas oïs. » Dans les changements de législation la forme survit longtemps au fond.

Page 407, note 159.

Les détails du différend qui éclata en 1271 entre Géraud V, comte d'Armagnac, et Géraud de Casaubon, au sujet du château de Sompuy, dont le comte demandait l'hommage, se trouvent dans l'Histoire du Languedoc, IV, 6. Le comte d'Armagnac s'était remis à la discrétion du roi, pour qu'il en

ordonnât *pro voluntate sua, vel per judicium, prout melius sibi placeret;* ce qui montre que le pouvoir judiciaire était, dans les mains du roi, une propriété dont il pouvait user ou ne pas user, selon sa convenance. Dans les derniers temps de la monarchie, quand le droit de juger semblait complétement délégué à des corps de magistrature puissants et libres, cette manière d'envisager l'autorité judiciaire du roi, qui prenait sa source dans les idées féodales, était souvent rappelée par le souverain ou par ses conseillers, et le parlement n'osait pas la contester.

Page 408, note 160.

A cette époque, la pleigerie ou le cautionnement était un acte plus politique que civil, et que les liens étroits qui unissaient le vassal à son suzerain avaient fait naître; car chaque vassal était, en vertu de son hommage, tenu de se rendre pleige de son seigneur; aussi cet acte devint-il très-commun au moyen âge. On ne peut étudier nulle part aussi bien que dans les Assises de Jérusalem, c. CXIX-CXXXIII, le caractère propre et les conséquences de ce genre d'engagement.

Page 410, note 161.

L'amende manuelle était l'amende honorable, par opposition à l'amende pécuniaire, dont l'arrêt fait également mention.

Page 414, note 162.

Parce que le record était sans appel. On voit dans le paragraphe précédent que le bailli avait apporté le record *sigillatam*, ce qui prouve que, si l'on n'écrivait pas encore officiellement les arrêts, au moins on mettait par écrit les records, qui constataient l'existence de ces arrêts. A l'échiquier de la Saint-Michel, tenu à Rouen, l'an 1233 : « Il fu jugié que Morel, li juis, « aport à l'assise de Faloise le recort de l'assise en que il ot la sesine de la « terre Fromont de Ponz, par jugement de l'assise, si comme il est dit. » (Marnier, p. 162.)

ARRÊTS.

Page 417, note 1.

Les arrêts que rendaient les cours féodales du moyen âge différaient peu, quant à leur forme et aux circonstances qui les faisaient naître, des arrêts rendus par les tribunaux de nos jours; des expressions différentes servaient à désigner les divers genres de jugements, ainsi que cela a lieu dans la jurisdrudence actuelle. Ainsi, on appelait *arresta* ou *arrestaciones*, les arrêts rendus publiquement et sur les plaidoiries des avocats. La formule la plus usitée était : « *Quibus rationibus, utriusque partis hinc inde auditis, dictum fait per « arrestum curiæ, etc.* »

Sous le nom de *judicia* on désignait les jugements qui étaient rendus sur les procès par écrit, ou sur les enquêtes ou aprises faites par un ou deux membres de la cour et rapportées devant elle. Toutes les enquêtes contenues dans la première partie de ce volume sont donc de véritables *judicia*. La formule était : *Visa inquesta et diligenter inspecta, etc., pronunciatum fait per judicium curiæ, etc.*

Par *consilia* on entendait la décision de la cour qui accordait aux parties un délai pour mettre, avec le conseil des avocats, leurs affaires en état d'être jugées. La formule était : *Dies consilii assignata est tali, super tali negotio, ad aliud parlamentum proximum*, ou *ad alios dies trecenses, etc.* Voyez, sur ces distinctions, Dumoulin, *Stylus curiæ parlamenti.* (*Opera omnia*, tome II, page 409.)

Les affaires jugées par arrêt offrent en général plus d'intérêt que celles qui furent expédiées après une enquête; car les procès qui s'élevaient sur des questions de droit importantes et difficiles nécessitaient rarement des enquêtes, et étaient décidées directement par la cour. Cette partie du volume présente donc plus de renseignements curieux et plus de variété que la première, où l'on ne trouve qu'un seul genre de jugements, rendus sur des affaires analogues et qui étaient décidées à l'avance par le rapport des

enquêteurs. L'opinion libre et la jurisprudence de la cour apparaissent donc ici dans tout leur jour, et entourées de faits qui ont en général une grande valeur sous le rapport historique.

Page 423, note 2.

C'est ce qu'on appelait en français *demander jour*. Voyez les Assises de Jérusalem, c. XLVIII, L, etc.

Page 423, note 3.

D'après la coutume de Paris, la garde noble durait pour les enfants mâles jusqu'à vingt ans et jusqu'à quinze pour les filles. (*Coutumier général*, III, 8.) Dans le Poitou, la majorité de vingt-cinq ans était admise implicitement. (*Id.* IV, 767.)

Page 424, note 4.

L'ordonnance de Philippe II est du 1er mai 1209. (*Ordonnances*, I. 29.)

Page 425, note 5.

Trois actes constituaient la procédure par enquête : 1° arrêt qui ordonnait l'enquête; 2° enquête; 3° arrêt sur l'enquête. Nous voyons ici un arrêt qui ordonne l'enquête; si la première partie de ce volume remontait à l'an 1254, nous y trouverions probablement l'arrêt définitif, et il ne nous manquerait plus, pour avoir la série complète des actes qui eurent lieu dans cette affaire, que le procès-verbal de l'enquête. Nous avons dit ailleurs, p. 1000, pourquoi la cour ne considéra jamais ces procès-verbaux comme des actes qui lui fussent propres, et dont elle dût assurer la conservation par une transcription sur son registre.

Page 430, note 6.

Les maîtres de la cour répondent aux demandeurs et font rejeter leurs requêtes. Ces maîtres remplissaient dans la cour l'office de *gens du roi*, non en vertu d'une délégation officielle et spéciale, mais parce qu'ils étaient réellement les hommes du roi, chargés de rendre la justice en son nom et de défendre ses droits. Les chevaliers remplissaient les mêmes fonctions, car on disait *milites regis* aussi bien que *magistri regis;* cependant il faut remarquer que les chevaliers, qui occupaient un rang dans la hiérarchie féodale, jouissaient au sein de leurs domaines du droit d'administrer la justice, et que leur introduction dans le parlement ne dut pas leur paraître une faveur extraordinaire; fidèles aux traditions de leur classe, ils désertèrent la cour

du roi aussitôt que l'influence des gens de loi ou des maîtres y fut dominante.

Page 431, note 7.

Le droit du roi était incontestable. Philippe-Auguste accorda, en 1213, aux habitants de Chaulny les mêmes droits de commune dont jouissaient les bourgeois de Saint-Quentin. (*Ordonnances*, XI, 304.) Or l'article v de la charte de cette ville exclut positivement les hommes de corps du roi du bénéfice de la commune. (*Id.* 270.) Il fallait donc des lettres spéciales pour relever un mainmortable de l'exclusion, et il était reconnu au procès que le bourgeois de Chaulny n'avait reçu que des lettres personnelles. Quant au contraste que cette décision établissait dans le sein d'une même famille, nous dirons que la société de cette époque en offrait de nombreux exemples, et que l'état des personnes y était varié à l'infini. Des hommes libres vivaient au milieu de leurs parents, de leurs amis, de leurs voisins restés serfs; dans une même famille, le père était taillable à merci, et les enfants serfs abonnés; des terres libres confinaient à des terres serviles. Beaumanoir, frappé de ces oppositions, s'écrie, p. 2 : « Les persons sont si diverses « qu'on ne porroit pas trover el reiaume de France deus chastellenies qui, « de tout cas, uzassent d'une mesme costume. »

Page 432, note 8.

Ici le mot *consilia* désigne, d'une manière générale, des délibérations, mandements, injonctions de la cour, en un mot des arrêts préparatoires.

Page 433, note 9.

Des faits semblables à celui qui donna naissance à cette décision n'étaient pas rares dans le XIIIe siècle; car le concile de Tarragone, tenu en 1282, fut forcé de prononcer l'excommunication contre les personnes qui adressaient des défis aux ecclésiastiques, *contra illos qui clericos diffidarent*. Martenne, *Amplissima collectio*, t. VII, col. 279. Il faut ajouter que ces défis précédaient toujours des incursions sur les terres de l'Église, des violences et souvent des sacriléges.

Page 440, note 10.

Klimrath tire de cette note les conclusions suivantes :

1° Quoique les jugements et autres errements de plaid se prouvassent par le record de la cour, et nullement par un acte rédigé par écrit, l'usage

s'était néanmoins introduit de tenir note des arrêts rendus par chaque parlement sur des rôles ou rouleaux de parchemin. Cet usage existait du temps de Jean de Montluc;

2° Celui-ci commença à coucher les arrêts sur des cahiers originaux, *in quaternis originalibus*, autrement dit sur des registres;

3° L'auteur de la note citée, qui fut vraisemblablement son successeur, dépouilla les rôles du temps de Montluc, antérieurs à l'usage des cahiers, et en transcrivit la substance à la suite de cette note, *inferius scribuntur*. (*Mémoire sur les Olim*, p. 4.)

Les expressions dont s'est servi l'auteur de la note montrent que, du temps de Jean de Montluc, il existait une collection de rouleaux contenant les actes de divers parlements, *inter rotulos pallamentorum*. Mais on ne trouvait d'arrêts que dans quelques-uns de ces rouleaux : *Quedam judicia et arresta inventa in quibusdam rotulis*. Il n'existait donc pas de collection de rouleaux d'arrêts. Montluc en découvrit quelques-uns, et les recueillit. Aussi la partie du registre qui paraît être son ouvrage manque-t-elle des caractères qui distinguent les parties rédigées postérieurement et à une époque où l'usage d'écrire les arrêts était admis, au moins tacitement.

Page 444, note 11.

« L'homme qui se met à mort par désespoir confisque envers son seigneur. » (Loysel, *Institutes*, II, 363.) En Normandie et dans quelques autres pays ses biens appartenaient au souverain. (*Grand Coustumier*, c. XXI.)

Page 450, note 12.

On distinguait le *mort-gage* du *vif-gage*. Le mort-gage était celui dont les fruits appartenaient de droit au créancier, en pure perte pour le débiteur. On le considérait avec raison comme usuraire. (Bouteiller, *Somme rurale*, l. I, c. XXV, p. 138.)

Page 450, note 13.

Voyez le chapitre *des douaires* dans la coutume de Paris. (*Coutumier général*, III, 10.)

Page 452, note 14.

Voyez, sur les monnaies de Provins, Tobiesen Duby, *Monnaies des barons*, I, 321, et Bourquelot, *Revue numismatique*, année 1838, p. 35.

Page 452, note 15.

On lit dans les Établissements, l. I, c. LXXXVIII : « Nul n'a fortune d'or se « il n'est roys, et les fortunes d'argent sont aux barons. »

Page 454, note 16.

Cet arrêt, qui montre l'application des principes que Fontaines, c. XXI et XXII, et Beaumanoir, c. LXI et LXII, ont développés avec tant de soin, et dont Montesquieu donne une analyse ingénieuse et fidèle dans l'Esprit des lois, l. XXVIII, c. XXVII, confirme cette opinion que l'usage des appels à la cour du roi se répandit lentement et selon les idées et les mœurs des provinces, et qu'on se tromperait si l'on considérait comme applicable à toute la France ce que Beaumanoir disait du comté de Clermont, et Fontaines du Vermandois.

Page 455, note 17.

L'archevêque de Reims voulait être jugé par ses pairs, c'est-à-dire par les évêques pairs et par les grands vassaux, et non par les maîtres et les chevaliers qui, à cette époque, composaient la cour du roi. Sa demande était fondée en droit; seulement il avait tort de prendre dans un sens rigoureux ce qui n'était qu'une fiction; et le roi, qui considérait sa cour comme la cour des pairs, parce que les pairs pouvaient y siéger, repoussa jusqu'à deux fois une demande dont l'admission aurait occasionné une véritable perturbation dans l'administration de la justice. Cet arrêt ayant décidé une question très-importante sous le rapport politique et établi une jurisprudence, comme on a pu le voir dans les enquêtes, p. 268, n° 1 de ce volume, nous donnerons, sur ce qui se passa dans la cour du roi, en cette circonstance, des détails curieux qui se trouvent dans la Chronique de Reims, p. 239, et qui depuis longtemps, avaient été publiés dans les preuves des Mémoires concernant les pairs de France, p. 38.

« Fu l'archevesques semons et ajournés devant le Roi, contre l'abbé et le couvent de Saint-Remi. Li archevesques contremanda une fié et autre et tierce, et eut tous ses contremans et delaia bien un an, qu'onkes ne respondi. A la partin li archevesques fu semons et li jours fu assignés ciertains que il fust. Et quant li archevesques vit qu'il ne poit guencir, si alla à son jour. Li abbés et li procureur du couvent furent present. Et dist li Rois à l'abbé et au couvent : « En qui garde iestes-vous, ou en la moie ou en « l'archevesques? » Li abbés respondi et dist : « Sires, nous soumes en vostre garde, et « devons i estre, et bien en soumes chartret et privilegijet de vos anchisceurs, dont furent

monstrer les privileges. » Lors dit li rois : « Sire abbés, ralez-vous-en : li plais n'est mie « à vous, ains est à moi ; et se li archevesques voet dire cose qui valoir li puist, si le die, « et nous l'en ferons volentiers droit en nostre cour. » Quant li archevesques vit qu'il ne pot escaper, si prist un jour à dire ses raisons, et quant vint au jour, si contremanda, et tant eu de jours que loix portent, et lui fut assignée journée certaine sans autrement : et à celui jour vint, et volontiers presist encore jour si le peust avoir, mais il ne peut ; et quand il vit que respondre lui convenoit, si manda jour de veue que le roi clamoit, et fut jour assigné de la veue faire.

« Le prevot de Laon vint à Reims, et fist la veue pour le roi, et monstra à l'archevesque l'église Saint-Remi et le chasteau et les villes Saint-Remi, jusques à XXIII, et lui dit qu'encore lui en monstreroit-il s'il vouloit, et il respondit qu'il s'en tenoit à bien paijé. A tant lui fut assigné jour ès parties devant le roi, pour faire ce que droit porteroit sur tous erremens, et i fut l'archevesque present avec ce qu'il put avoir de conseil. Lors se leva messire Vilains de Perronne, et dit : « Sire archevesque, volez-vous oir droit li- « quels doit avoir la garde de Saint-Remi de Reims, ou vous ou le roi ? » Li archevesques respondi et dist oil. Alors regarda messire Vilains tout le procès du comencement de ci en la fin, et dit pour droit et par le jugement des maistres, que le roi avoit la garde de l'église de Saint-Remi et appartenances et avoir le devoit par les privileges des anchi- seeurs et par la « reconnoissance de vous, sire archevesque, car vous baillastes à un jour « qui jadis est, vostre lettre pendant à madame la roine, et véez la ci parolle ensi : Tho- « mas, par la grace de Dieu, archevesque de Reims, à tous ceux qui ces présentes lettres « verront ou orront, salut. Sachent tous que je tiens en comumende du roi de France « mon seigneur, la garde de l'eglise de Saint-Remi de Reims, et reconnois que je ne la « tiens fors tant comme il li plaira. »

« Quant l'archevesque oï la lettre lire, si li chei le nés, et fu li plus esbahis homme du monde, et il et toul li sien. Lors se leva et s'ala consellier, et dit à son conseil : « Beau « seigneur, que pourrai-je faire par foi ? Je serai exilié, si ainsi demeure, et arai « perdu mon chité, car tous mes bourgeois iront manoir à Saint-Remi. — En nom Dieu, « sire, dit uns de son conseil, vous direz que ce jugement ne doit mie estre stable, « parcequ'il n'est pas rendu par vos pairs, et vos estes pairs, si devez estre jugé par « eux. » Tous les autres du conseil de l'archevesque s'i accorderent. L'archevesque vint devant le roi, et lui conta Pierre Chalos sa parole, et dit ainsi : « Par foi, sire, li arche- « vesques est pair de France, et doit estre jugé par ses pairs. Ce jugement n'est pas « fais par ses pairs, si ne voet pas qu'il lui grieve. — Donc respondit Pierre de Fon- « taines : On vous repondra voir et droit si voulez, se il doit valoir ou non. » Li arche- vesques dit que bien le vouloit, et se traist arriere. Et li maistres se conseillerent, et dirent à lui que le jugement estoit bons et resnaules, car la querelle dont le jugement estoit fait n'estoit mie de la pairie, et pour ce convenoit-il qu'il fût tenus. Atant se partit l'arche- vesque de la cour du roi, sans congé prendre, tout pleurant, et se mit en sa chambre, etc. »

Tel est le tableau exact de tous les incidents d'un procès devant la cour du roi. On peut compléter ce tableau en recourant à la Chronique de Morée,

publiée par M. Buchon, Paris, 1825, p. 201-204, où se trouve le récit, plein de détails curieux, d'un procès entre Guillaume de Ville-Hardoin, prince d'Achaïe, et Guillaume de la Roche, seigneur d'Athènes. Ce procès, par des causes qu'il est inutile de rapporter ici, fut déféré, vers l'an 1270, au jugement de la cour du roi. Le chroniqueur grec donne sur les délibérations de ce tribunal, sur le rôle des parties et des conseils, et sur le prononcé de l'arrêt, des détails que l'on demande en vain aux Olim, ou à tout autre monument judiciaire ou historique de ce temps.

Page 461, note 18.

La charte primitive de la ville de Sens n'a point été retrouvée, mais on sait qu'elle était de beaucoup antérieure à l'année 1186. (*Ordonnances*, XI, 244.)

Page 462, note 19.

On lit dans la chronique de Guillaume de Puy-Laurent : « Sequenti anno, « ab incarnatione Domini MCCXX..... castrum Montis-Regalis expugnatur et « capitur, domino suo Alano de Rossiaco interfecto. » (*Historiens de France*, XIX. 214.) Il est souvent question de ce seigneur, dont le nom était Alain de Rouci, dans l'Histoire du Languedoc, III, 220, 290, 317, 564, 571, etc.

Page 466, note 20.

Voyez, sur les appels dans le Soissonnais, p. 458, n° XVII. Nous ne comprenons pas pourquoi les juges examinèrent dans leur arrêt le cas où le duel aurait été demandé par l'appelant à l'instigation des chanoines, et celui où il l'aurait été de son propre mouvement, puisque dans l'un comme dans l'autre cas l'amende devait être restituée à l'appelé.

L'enquête dont il est parlé dans l'arrêt ne se trouve pas parmi celles des années 1258 et 1259 de ce volume; en revanche nous plaçons ici un arrêt de cette époque, qui n'est pas dans les Olim. Cet acte est tiré des Archives du royaume, section historique, reg. XXX, p. 352.

Ludovicus, Dei gracia, Francorum rex, universis tam presentibus quam futuris notum facimus quod, cum dilectus et fidelis noster comes Sacri-Cesaris, contra abbatem et conventum monasterii Sancti-Satiri proponeret coram nobis, quod custodia sive garda ipsius monasterii ac eorum que dicti abbas et conventus habent in castellania Sacri-Cesaris, ad ipsum comitem pertinebat, dictis abbate et conventu respondentibus, ex adverso, quod ad nos non ad ipsum spectabat custodia sive garda dicti monasterii ac eorum

que ipsi habent in castellania predicta : Tandem, auditis, tam juris quam facti, utriusque partis rationibus, visis dicti monasterii privilegiis, judicatum fuerit, in curia nostra, dictum comitem nichil probasse quare ad ipsum pertineret custodia predictorum, nobis dicta custodia remanente. In cujus rei testimonio et munimine, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum Parisius, anno Domini MCCLXVI°, mense decembri.

Page 470, note 21.

La guerre de Hainaut dont il est ici question est l'expédition que Charles d'Anjou, frère de saint Louis, entreprit, en 1254, dans cette province, à la suite de la cession qui lui en avait été faite par Marguerite II, comtesse de Flandre, au préjudice de la famille d'Avesne.

Page 470, note 22.

La cour du roi, n'étant point encore devenue un corps purement judiciaire, délibérait sur des matières politiques ou administratives. Nous voyons ici la mention d'une ordonnance ou statut du roi, semblable à celles qui sont rapportées, p. 445, n° XX, et p. 475, n° XVIII. Nous aurons le soin de noter ces indications, parce qu'elles mettent sur la voie de statuts ou d'ordonnances qui ont péri, et qu'elles ne sont pas toutes indiquées dans le Recueil des Ordonnances des rois de France.

Quant à l'acte public dont il est ici question, nous ferons remarquer que, selon la politique des temps de guerre civile, le roi, pour intéresser le plus grand nombre des seigneurs au maintien des changements religieux et politiques qui avaient été opérés dans le Languedoc, à la suite des guerres religieuses, ordonna de vendre, sans doute à vil prix, les biens confisqués à ceux qui les tenaient. Cette confiscation consomma le triomphe des Français, mais souleva, jusqu'à la fin du règne de saint Louis, des débats irritants dont on trouve plusieurs témoignages dans les enquêtes de ce volume. Pour savoir avec exactitude comment s'opéra la dépossession des hérétiques Albigeois, et connaître la part qui advint à chacun des vainqueurs, il faut consulter un registre dont il existe deux copies à la Bibliothèque du roi, n^{os} $\frac{8407}{8409}$ et $\frac{8407}{4}$, et une aux Archives du royaume, *Ancien Trésor des Chartes*, reg. XXX. Ce registre, qui porte pour titre, *Registrum curiæ*, a été regardé comme un appendice naturel des Olim; car toutes les grandes collections d'arrêts du parlement commencent par un extrait de ce volume, qui, étant revêtu d'un caractère évidemment authentique,

a fourni des arguments aux personnes qui pensent que la rédaction des Olim a été entreprise par les ordres de la cour. Nous croyons donc devoir donner quelques renseignements et présenter notre opinion sur ce registre.

On lit sur la première page l'intitulé suivant :

Hoc est registrum carie francie domini Regis, de feudis et negociis senescalliarum Carcasone et Bellicadri et Tholosani et Caturcensis et Ruthenensis.

In nomine Domini nostri Ihesu-Christi, amen. Incipit registrum carie Francie, de litteris et instrumentis sigillatis cum sigillis autenticis, prout ipse littere et ipsa instrumenta fuerunt inspecta et reposita per magistrum Bartholomeum de Podio, clericum domini Regis, judicem Carcasone, cum magistro Nicholao de Autolio, ejusdem domini Regis clerico, et quandoque cum domino Johanne de Murlenco, canonico capelle domini Regis, in sex scriniis, per numerum et ordinem de mandato domini Ludovici, inclite recordationis, Regis Francorum, anno Domini MCCLX°, *mensibus octobris et novembris et decembris. Que quidem scrinia sunt hiis litteris signata, in thesauro capelle Parisius ejusdem domini Regis, etc.*

L'histoire de ce registre est facile à faire. A la suite de la guerre contre les Albigeois, les biens des excommuniés ayant été partagés entre les vainqueurs, des chartes qui établissaient les droits du roi, devenu souverain du Languedoc, et des principaux seigneurs qui eurent part à cette grande confiscation, furent rédigées. Le roi ordonna, en 1260, d'apporter à Paris ceux de ces actes, *instrumentis et litteris*, qui intéressaient le plus son domaine, peut-être même tous les actes de ce genre, et les remit à la cour qui, pour le jugement des procès venus des sénéchaussées du Languedoc, avait déjà, sans doute, réclamé plus d'une fois l'apport de ces pièces. La cour ordonna qu'elles fussent conservées dans six coffres, marqués A, B, C, D, E, F, qui étaient placés dans le trésor de la Sainte-Chapelle. Bientôt on sentit le besoin de faire exécuter des copies de ces pièces, soit pour le service de la cour, soit pour l'usage des sénéchaux ou des commissaires envoyés dans les sénéchaussées; et à une époque qui nous est inconnue, mais qui, autant qu'on peut en juger par l'écriture des manuscrits, ne peut guère être postérieure au règne de Philippe le Bel, ces copies furent exécutées. Le titre du recueil, *Registrum curie Francie de feodis, etc.* indique que la cour avait à cette époque plusieurs registres différents, et que celui-ci ne contenait que les actes relatifs aux fiefs et aux affaires des cinq sénéchaussées. Nous

ne doutons pas que parmi ces registres il n'y en eût de destinés à recevoir les arrêts de la cour; mais ce n'est point le moment de traiter ce sujet, sur lequel nous reviendrons lorsque nous serons parvenus au règne de Philippe le Bel.

Ces copies de pièces n'ayant qu'un rapport très-éloigné avec le premier volume des Olim, il serait inutile de s'y arrêter davantage, si un exemplaire du *Registrum curie* qui est conservé aux Archives du royaume, sous la cote xxx, ne contenait pas un supplément qu'il est bon de faire connaître. A la suite du *Registrum*, on a transcrit, dans ce volume, des actes de différents genres qui appartiennent non pas seulement au Languedoc, mais à tous les domaines du roi, et qui correspondent, au moins par leur date, aux Olim. La correspondance, quant aux faits, n'est pas aussi grande, cependant elle existe dans un petit nombre de cas, et nous plaçons ici le travail que M. Dessalles a fait, à notre demande, sur ce sujet.

1° Il est question, dans ce volume des Olim, des discussions entre les Templiers et les lépreux de Corbeil, p. 73, n° xxv, et p. 493, n° xi. La pièce 64 de la seconde partie du registre xxx est la lettre de composition entre les parties, au sujet de ces discussions. Elle est du mois de mars 1262.

2° Dans le parlement de la Saint-Martin d'hiver 1260, p. 117, n° iii, la cour jugea un procès entre le chapitre de Saint-Pierre de Soissons et le comte de cette ville; la pièce 320 du registre est la reproduction de l'enquête des Olim.

3° La première enquête du parlement de l'Assomption 1262, p. 154, la cinquième du parlement de la Chandeleur, p. 168, et l'arrêt n° xix du parlement de la Chandeleur, même année, p. 551, se rapportent à des discussions entre les habitants de Clermont, en Auvergne, et l'évêque de la même ville. La pièce 57 du registre rappelle ces débats comme ayant été terminés en 1262.

4° L'évêque d'Alby avait fait une chevauchée malgré la défense du sénéchal de Carcassonne; il fut ajourné au parlement, et, malgré les prétentions de l'archevêque de Bourges, il lui fut enjoint d'y comparaître. Ces détails résultent de l'arrêt n° vii du parlement de la Toussaint 1259, p. 460. Les pièces n°s 80 et 8 du registre contiennent le traité conclu entre le roi et l'évêque, au sujet des infractions commises par ce dernier, et l'autorisation de passer ce traité donnée par l'archevêque de Bourges.

Le traité est du mois de décembre 1264, et l'autorisation, du vendredi après la Pentecôte de cette même année.

5° Les n°s XVII et XVIII du parlement de l'octave de la Toussaint 1267, p. 683 et 684, ont trait à un arrangement fait entre le vicomte de Turenne et ses sœurs Marguerite et Delphine, à l'occasion des prétentions qu'elles avaient sur ce vicomté. Les pièces 235 et 236 du registre sont: la première, l'arrangement même conclu au mois d'août 1256, et la deuxième, l'approbation de cet arrangement, donnée par le roi, au même mois de la même année.

6° L'arrêt n° XVIII du parlement de l'octave de la Nativité de Notre-Dame 1259, p. 454, et le n° XI du parlement de la Chandeleur 1267, p. 701, se rapportent à la célèbre affaire de la garde de Saint-Remi de Reims. La pièce 322 du registre est l'accord entre le roi et l'archevêque, et porte la date de 1261.

7° Les arrêts n°s XXXV et XXXVI du même parlement traitent de certains droits que les lépreuses de la Saulçaye percevaient à Paris, sur les celliers du roi. La pièce est la reconnaissance de ces droits et de plusieurs autres. Elle est datée de l'an 1260.

Tels sont les seuls actes qui, dans la seconde partie du registre de la cour, se rapportent à des procès dont il est fait mention dans le premier volume des Olim. Ces actes sont, comme on le voit, peu nombreux, et leur coïncidence avec les Olim est le résultat de circonstances fortuites; car cette seconde partie du registre fut, comme la première, rédigée dans le seul but de conserver les droits du roi. L'idée de compléter les Olim par le recueil des actes qui avaient donné naissance aux procès portés devant la cour, ou qui furent passés en exécution des arrêts de cette cour, ne se présenta point à l'esprit du rédacteur, car il ne mentionne pas un arrêt et ne renvoie pas une seule fois, soit aux Olim, soit à d'autres registres où ces arrêts auraient été transcrits. Le problème de l'authenticité des Olim ne reçoit donc pas du registre XXX du Trésor des Chartes plus d'éclaircissement que de toutes les autres pièces ou recueils de pièces qui sont conservés aux Archives ou ailleurs; mais l'importance de cette collection d'arrêts en devient plus grande, car il est maintenant démontré que les Olim ne peuvent être suppléés d'une manière indirecte, par aucun autre monument historique ou judiciaire du XIIIe siècle, et que les faits qu'ils contiennent seraient perdus pour l'histoire, sauf un très-petit nombre dont les chroniqueurs font

mention, si ces quatre volumes n'avaient pas résisté à toutes les chances de destruction qui les ont poursuivis pendant cinq siècles.

Page 473, note 23.

Voyez l'ordonnance de Philippe-Auguste ou de saint Louis, sur la *Quarantaine le roy*. (*Ordonnances*, I, 56, et Beaumanoir, c. LX, p. 306.)

Page 476, note 24.

Philippe-Auguste accorda en 1212 aux bourgeois d'Athies une commune et des coutumes, à l'instar de celles de Péronne, mais avec beaucoup d'additions. (*Ordonnances*, t. XI, p. 298 et suivantes.)

Page 477, note 25.

Cette paix fut signée à Bordeaux le 7 avril 1243. (Rymer, *Fœdera, conventiones, litteræ et acta publica*, t. I, p. 251.)

Page 480, note 26.

Olivier de Clisson, après avoir fait longtemps la guerre à Pierre Ier, duc de Bretagne, se réconcilia avec lui, en l'année 1262. Les lettres que ce seigneur donna à ce sujet contiennent, sur les réserves judiciaires que les arrière-vassaux faisaient en de pareilles circonstances, des particularités curieuses qui nous décident à les reproduire ici.

« A tos ceus qui cestes presentes lettres verront et orront, Olivier, seignor de Cliçon, chevalier, saluz en nostre Seignor. Saches que ge, à noble home Jahan, duc de Bretaigne, mon cher seignor, ai promis foy et léauté, comme à mon seignor lige, et que ge n'yré encontre lui, ne le guerroyeré, ne plediyeré en nule cort contre lui, se il n'estoit par resort (ou reson) de mauvès jugement de sa cort; e totes ces choses tenir e garder loiaumant, ge grée et jure; e, en temoignage de ceste chose, ge saelle cestes presentes lettres de mon sael. Ce fu donné à Paris ou parlement de la Chandelur, en l'an de grace MCCLXI. » (Morice, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne*, t. I, p. 980.)

Page 482, note 27.

Par *baptizati* on entendait les juifs qui avaient reçu le baptême, mais qui n'étaient pas encore considérés comme de véritables chrétiens. Le judaïsme n'était réellement effacé chez eux qu'à la troisième génération.

Page 484, note 28.

Les lettres des communes de la ville de Rouen furent données par Philippe-Auguste, en l'année 1207. (*Ordonnances*, t. II, p. 412.)

Page 485, note 29.

Waare, vaura, ager sterilis, incultus, jachère. (Carpentier, *Supplément* au Glossaire de du Cange.)

Page 492, note 30.

Cet arrêt prouve que le duel avait été absolument interdit dans les domaines du roi, et remplacé par les enquêtes, quoique divers passages des Établissements puissent faire penser que la prohibition n'avait pas été absolue (l. I, c. CLXVII, CLXVIII), et qu'un acte cité par Brussel montre qu'en 1270 les gages de bataille étaient encore donnés, même à Paris. (II, 742.) Mathieu li Voiers, qui ne voulait pas que cette réforme portât préjudice à ses droits, prétendait percevoir ses cinq sous à chaque enquête, comme au temps où il faisait la garde du camp, pendant les duels. On voit combien les réformes générales, qui blessent nécessairement des droits particuliers, sont difficiles à exécuter

Page 494, note 31.

Les réclamations que suscite l'abolition des duels dans les domaines du roi deviennent de plus en plus fréquentes; aussi croyons-nous que Laurière a commis une erreur quand il a assigné pour date précise à l'ordonnance qui prononça cette abolition, le parlement des octaves de la Chandeleur 1260, c'est-à-dire le moment même où cet arrêt fut rendu. Il est évident que cet arrêt et celui auquel la note précédente se rapporte ne purent être rendus que quelque temps après la promulgation de l'ordonnance, et quand déjà ses résultats se faisaient sentir. Au surplus, Laurière annonce, t. I, p. 87, que l'ordonnance qu'il publie est tirée du registre Saint-Just, de la cour des comptes de Paris, et qu'elle y est sans indication de date.

Page 496, note 32.

D'après le principe général, les bâtards issus de femmes franches appartenaient au roi (*Ordonnances*, t. I, p. 574, art. IV); mais les bâtards des femmes serves étaient aux seigneurs. On voit que la coutume de Bourges déclarait tous les bâtards hommes du roi.

Page 497, note 33.

Cette mention d'une ordonnance méritait d'être remarquée, car elle

fait connaître deux choses intéressantes : Une coutume barbare qui régnait dans le bailliage de Tours, et l'acte de saint Louis qui la modifia.

Page 505, note 34.

Cet arrêt ne tranchait qu'une question incidente; la question principale fut décidée par un arrêt sur enquête que l'on trouve page 48, n° II, de ce volume.

Page 506, note 35.

Nous plaçons ici l'acte original de cette enquête, qui est tiré du Cartulaire de Philippe-Auguste, f° 261, v°.

INQUISITIO FACTA DE NEMORE DE RESTO, PER AUBERTUM DE HANGESTO, WUILLELMUM DE CAPELLA, HUGONEM DE ATIES.

Hec est forma inquisitionis facte per Aubertum de Hangesto, Guillelmum de Capella et Hugonem de Athies, milites, super usuario quod monachi de Longo-Ponte et canonici de Valle-Serena petebant in foresta de Resto consuetudinarie, et super eo quod Bartholomeus de Marolio, miles, dicebat se posse vendere nemus suum quod vocatur boscus Reinardi, sine alterius licencia. §. Hec autem sunt nomina juratorum : Decanus Sancti-Thome, Adam frater ejus, Aubertus de Ponte, Robertus de Lavesne, Imorrus Darchese, Robertus Quadriga, Hodoinus Baratus, Tiboudus de Pusello, Odardus de Ortis, Gervasius de Ambliegni, Guillelmus de Meremont, Renaldus Prepositus, Johannes de Ve, Milo de Vaucene, Radulfus de Lerni, Galterus de Marolio, Henricus de Marolio, Griarius de Mortuo-Fonte, Arnulfus Mouflet, Bartholomeus de Monervalle, Guillelmus de Cruce, Michael de Feritate, et Odo de Pisselou, milites, juraverunt super Sacro-Sancta quod bona fide veritatem secundum consciencium suam [dicerent], quale usuarium monachi de Longo-Ponte, et canonici de Valle-Serena habuerant, tempore comitis Philippi, tempore predecessorum comitisse, et tempore ipsius comitisse, consuetudinarie, in foresta de Resto, sine dolo, sine gratia et sine societate, et in quibus et utrum Bartholomeus de Marolio, miles, posset vendere nemus suum quod vocatur boscus Reniart, sine alterius licencia.

HEC SUNT DICTA DECANI ET ALIORUM JURATORUM.

Decanus Sancti-Thome et alii supranominati jurati dixerunt quod monachi de Longo-Ponte habuerunt usuarium suum de mortuo bosco per totam forestam de Resto consuetudinarie; et pro mortuo bosco, quod habebant per totam forestam consuetudinarie, concessit eis Philippus, comes Flandrensis, in excambium, branchias mortui bosci et residuum per totam forestam, extra saltum et defensa, ad octo asinos et duas quadrigas utramlibet duorum equorum, ad corpus abbatie, ita quod istud excambium duraret quamdiu ipsi comiti placeret. §. Item, fagotarii Longi-Pontis capiunt illud quod remanet de branchiis mortui bosci et residuum post onera quadrigarum et asinorum, sed ni-

chil possunt sternere, et fagotos quos exinde faciunt, ducunt ad abbatiam, sicut possunt, ad furnos calfandos et alia abbatie necessaria facienda. §. Item, grangie sue videlicet Montrembuef, Vallis-Beron, Praella, La Gorge, La Bone et grangia de Vivario, habent usualiter in eadem foresta branchias et mortuum boscum ad suum ardere, extra saltum et defensas. §. Item, iidem monachi possunt capere in nemore suo, quod est ante portam suam, infra metas, et in bosco de Demontart de una parte campi, et de alia infra metas, quantum volunt ad usum suum, tam de vivo quam de mortuo, sine vendere, dare et essartare; et in hiis duabus peciis bosci habent monachi servientem suum qui nemus custodit; sed ille serviens neminem nec aliquid potest capere, nec forisfactum ab aliquo levare, quia forisfacta sunt domini Regis. Et de hiis duabus peciis bosci, possunt ducere monachi ad omnes grangias suas, quantum volunt ad usus proprios. §. Item, in bosco qui vocatur boscus Girelmi et in Bu Sancti-Albini, et in bosco Petri de Silveto, militis, non possunt capere dicti monachi, nisi solummodo branchias et mortuum boscum, extra saltum et defensas, sicut in alia foresta. §. Item, dicti monachi possunt facere clausuras suas de branchiis nemoris proprii, et de mortuo bosco foreste possunt facere clausuras suas et *eschalaz* ad vineas suas, extra landas et defensas, et ducere ad grangias suas inter Esnam et Orc. §. Item, de tota foresta nichil possunt dare nec vendere aut essartare. §. Item, habent per totam forestam pasturam ad equos et vaccas suas, extra landas, defensas et vendas. §. Item, pasnagium tocius foreste est domini Regis, eciam in nemoribus monachorum tam de porcis eorum quam de aliis. §. Item, dominus Rex potest facere vendas suas in foresta sua quandocumque et quocienscumque vult, et tunc, nec monachi Longi-Pontis, nec aliqui alii habent ibi pastum aut usuarium, nec mortuum boscum, nec vivum, quamdiu durat venda, nec post ultra usque ad tres annos et dimidium post vendam. §. Item, de excambio quod Philippus, comes Flandrensis, fecit cum dictis monachis, de mortuo bosco quod habebant per totam forestam, ad mortuum boscum, branchias et residuum in eadem foresta, extra saltum et defensas, erit in voluntate domini Regis, capere quod melius voluerit.

INQUISITIO USUARII DE VALLE-SERENA FACTA PER EOSDEM JURATOS.

. Decanus Sancti-Thome et alii supranominati jurati dixerunt quod canonici de Valle-Serena habent per totam forestam, ad usum suum, branchias, mortuum boscum et residuum, extra landas et deffensas, ad sex asinos. Item fagotarius eorum vadit post asinos et facit fagotos suos de eo quod remanet post onera asinorum, et illos fagotos ducit cum una quadriga ad duos equos, ad corpus abbacie, ad usum suum, sed nichil potest sternere, nec branchias, nec vivum boscum, nec alium boscum. §. Domus de Javagies habet, per totam forestam, branchias, mortuum nemus et residuum, ad duos asinos, extra saltum et defensas et vendas, ad suum usum, sine vendere et dare. §. Grangia de Danleu similiter ad unam quadrigam, ad duos equos. §. Item, in bosco de Autoisel cujus fundus terre suus est infra metas, capiunt illi de Danleu, mortuum boscum et residuum, ad faciendum quicquid volunt ad usus suos, et possunt exinde facere carbones et ducere ad domos suas, ad voluntatem suam, sine dare et vendere, et possunt habere servientem suum in illo bosco qui ipsum custodiat, sed non potest ibi aliquem

nec aliquid capere, nec forisfactum de aliquo levare, quia forisfacta sunt domini Regis. §. Iste quatuor domus, videlicet, Domus de Vivariis, de Essartis, de Spina et de Castellis, capiunt branchias et mortuum boscum in suo proprio nemore, quod vocatur boscus Beate-Marie de Vivariis, ad suos proprios usus, sine vendere et dare; et per totam forestam, sine landis et deffensis, habent mortuum boscum ad clausuras suas et ad faciendum *eschalaz* ad vineas suas, usque ad Esnam. §. Item, homines de Mortuo-Fonte et de Mari-Valle et de Talle-Fonte, possunt se arrentare ad mortuum boscum capiendum in proprio bosco Beate-Marie de Vivariis, ad usum suum et ad faciendam voluntatem suam, et possunt ipsum ducere usque ad Esnam. §. Item, canonici de Valle-Serena habent et grangie sue pastum equis et vaccis suis per totam forestam, extra landas et defensas et vendas. §. Item, viderunt quod quando illi de Valle-Serena inveniebantur scindentes in propriis boscis suis, eciam ad herbergiandum se, quod ipsi capiebantur per servientes de Petra-Fonte et servientes comitisse, et ducebantur ad comitissam, et ad ultimum deliberabantur; sed nesciunt quomodo, quia numquam exinde viderunt jus fieri vel emendam levari; unde dominus Rex vult et concedit quod ipsi habeant libere usuarium suum, in propriis boscis suis, de vivo bosco, ad herbergagium suum, sine vendere, dare, vel essartare.

Page 507, note 36.

L'expression *les gens du roi* désignait à cette époque tous les membres de la cour, et plus particulièrement les baillis ou les prévôts, qui, en qualité d'officiers du roi, prenaient la défense de ses droits contre les parties. Dans la suite, certains membres de la cour furent chargés spécialement de ce soin, et donnèrent naissance à la magistrature nommée de nos jours *ministère public;* car cette institution précieuse ne fut point créée, comme l'ont dit quelques auteurs, pour défendre les intérêts de cette puissance collective que nous appelons *la société*, et que le moyen âge ne connaissait pas, mais pour garantir les droits du roi contre toute atteinte. Quand la doctrine que le roi était le seul représentant de la société fut admise, les défenseurs des droits du souverain devinrent les tuteurs des intérêts généraux de la société. Une des plus belles et des plus utiles institutions des temps modernes fut donc la conséquence d'une doctrine qui a été représentée comme contraire au libre développement des principes sociaux.

Page 508, note 37.

L'enquête dont il est parlé dans cet arrêt se trouve page 91, n° II.

Page 514, note 38.

Gaeuda, gueude, association, communauté, université.

Page 517, note 39.

Voyez la note 11 des arrêts, p. 1025. L'idée d'assimiler le suicide au meurtrier était, à une époque où la peine de la confiscation pesait sur ce dernier, une barrière puissante opposée à une des plus coupables faiblesses de l'esprit humain.

Page 520, note 40.

Cette ordonnance offre de l'intérêt, et nous sommes surpris qu'elle n'ait pas été indiquée par Laurière.

Page 521, note 41.

Voyez note 15, p. 1026.

Page 524, note 42.

Dans la charte donnée par Philippe-Auguste, en 1189, aux habitants de la ville de Saint-Riquier, on lit : « Concedimus etiam ut majores faciant « in communia sua, quandocunque voluerint vel sibi viderint expedire. » (*Ordonnances*, IV, 543.)

Page 533, note 43.

Voyez p. 317, n° IV. Cf. p. 525, n° XVII.

Page 533, note 44.

Voyez p. 525, n° XVIII, et à la table, au mot *Renaudus de Pontibus*.

Page 540, note 45.

Ce statut royal est l'ordonnance de 1260, sur les duels et la preuve par témoins, qui, en effet, dans ses articles IV et V, n'accorde que deux productions de témoins à l'accusé (*Ordonnances*, I, 92); mais ce statut ne limite point le nombre des témoins, et quand on voit une partie en présenter plus de quarante sur un seul article, il est aisé de comprendre que les principes de la féodalité n'avaient pas détruit l'autorité que la preuve orale exerçait dans les tribunaux de la France sous la 1re et la 2e race. Voyez, dans les Établissements de Normandie, une production de quarante-huit témoins, Marnier, p. 15; et l'arrêt n° XIII, p. 499, où la production n'est que de douze témoins, conformément à l'usage ancien. (Baluze, *Capitularia*, I, 45.)

Page 543, note 46.

Voyez p. 535, n° III.

Page 546, note 47.

Sur ce qui constituait la tenure en baronnie, voyez Brussel, *Usage des fiefs*, I, 175; II, 895.

Page 550, note 48.

Les auteurs du Nouveau Traité de diplomatique, IV, 16 et 17, font remarquer que les exemples d'anneaux suspendus aux chartes ne s'offrent que rarement. La valeur de ces signes a empêché qu'ils se conservassent.

Page 554, note 49.

Mention d'un statut intéressant pour la province de Normandie, et qui n'est indiqué nulle part ailleurs.

Page 560, note 50.

Voyez, sur les priviléges des veuves, la note 49 des enquêtes, p. 981. *Potare, sive matrimonium ad invicem contrahere.*

Boire et manger, coucher ensemble,
C'est mariage, ce me semble.

(Du Cange, *Glossarium*, V. 702.)

Page 562, note 51.

Majoria, majoratus, mairia, droit que les maires payaient aux seigneurs à raison de leurs fonctions.

Page 562, note 52.

Mention d'un statut d'intérêt local.

Page 562, note 53.

Ces deux actes de l'autorité royale sont indiqués par Laurière, *Ordonnances*, t. I, p. 293, nos 4 et 5.

Page 563, note 54.

On voit par cet acte comment les officiers municipaux parvinrent, dans plusieurs provinces de la France, à réunir à leurs fonctions celles d'officiers judiciaires et de l'état civil. Nous lisons dans les Fabliaux et contes, publiés par Méon, t. I, p. 87 :

Je n'ai mie desconeu
La don ke promis vos avoie,

Encore en sui-je bien en voie;
Faites les eschevins venir,
Et le maieur, si k'au venir
Ne vos en puist nule grevance;
Devant iaus la reconissance
Mult volentiers vos en ferai
Et la chose vos nomerai,
Et vos dirai ù ele ert prise.

Page 567, note 55.

Assisia gallica, assise tenue dans les domaines du roi de France. Il existait, à Chaumont dans le Vexin, une sénéchaussée (Brussel, t. II, p. 143), tandis qu'il n'y avait à Gisors qu'une prévôté. (*Id.* 443.) Il était donc naturel que l'assise se tînt dans la première de ces deux villes, ainsi que le prescrit l'ordonnance dont l'enregistrement est mentionné ici.

Page 571, note 56.

« Le grand-bouteiller avoit assistance et opinion en la cour des pairs de « France, au jugement desdits pairs; avoit taux et prix particulier de pois- « son en la ville de Paris, pour la provision de sa maison; jugé par arrest « au parlement de Toussaincts 1292; prenoit cent sols de chacun prélat de « fondation royale à sa nouvelle provision, quand il faisoit son serment de « fidélité, qui est décidé par plusieurs arrests; estoit, à cause de son office, « l'un de deux présidents en la chambre des comptes à Paris. » (Du Tillet, *Recueil des roys de France*, I, 406.)

Page 573, note 57.

L'alleu, après sa transmission, devenait *fief lige* ou *fief de reprise*. Il fut toujours reconnu qu'un possesseur d'alleu pouvait avouer un seigneur aussi bien que le roi, et l'ancienne coutume de Paris ne contient aucune disposition qui déroge à cet usage.

Page 573, note 58.

Voyez la note 56 des arrêts, ci-dessus.

Page 574, note 59.

Cet arrêt ne se trouve pas dans les pièces justificatives de la Dissertation de Leroy sur l'origine de l'hôtel de ville de Paris.

Page 575, note 60.

Voyez l'arrêt n° 1, p. 559.

Page 594, note 61.

Major feodalis, maire qui tenait son office en fief.

Page 596, note 62.

A l'époque où vivait Bouteiller, l'auteur de la Somme rurale, le droit du roi avait absorbé celui des cours ecclésiastiques : « Item a le roy la préven- « tion et cognoissance des douaires aux dames ou damoiselles veufves ap- « partenans, de les y tenir et garder, et faire mettre ens tant de faict comme « de droict, et non en faire renvoy, puisque premier on s'en trait à luy. » (*Somme rurale*, p. 647.)

Page 598, note 63.

Cet arrêt a été publié par Leroy dans les pièces justificatives de sa Dissertation sur l'origine de l'hôtel de ville de Paris.

Page 602, note 64.

Vaissette, en énumérant les monnaies seigneuriales qui, après la réunion du Languedoc à la France, eurent cours dans cette province, ne cite, ni les *Renundins*, ni les *Bernardins*, t. III, p. 532 ; il n'indique pas non plus Sommieres, car *Sornidrium* est sans doute ici pour *Samidrium*, comme une ville où il y eut un hôtel des monnaies royales; mais il donne dans son tome V, planche 8, n° v, une monnaie des seigneurs d'Anduze. Tobiésen Duby, qui cite cet arrêt et rappelle que la principauté d'Anduze fut confisquée par saint Louis, en 1243, sur Pierre III, pense qu'il faut lire *Bermandinoram* au lieu de *Renandinorum* ou plutôt *Remandinorum*, parce que les anciens seigneurs d'Anduze étaient de la maison de Bermond, et qu'il n'en trouve aucun du nom de Raymond. (*Monnaies des barons*, II, 168.) Les monnaies de ces seigneurs sont excessivement rares.

Page 603, note 65.

Guillaume de Roussillon, ainsi que le nom qu'il portait l'indique, était un seigneur de cette province, sujet de Jaime Ier, dit le Conquérant, roi d'Aragon, auquel saint Louis, par un traité passé le 11 mai 1258, à Corbeil, avait cédé le Roussillon. (Henry, *Histoire du Roussillon*, t. II, p. 108.)

Guillaume n'était donc, en effet, tenu à aucun hommage envers le roi de France, et si la cour repoussa l'exception du comte de Forez, ce fut sans doute parce qu'elle la considéra comme existant de plein droit.

Page 604, note 66.

Voyez page 598, n° XIII.

Page 609, note 67.

Cette formule inusitée, et qui est répétée deux fois dans l'arrêt : *Per consilium plariam prelatorum et aliorum bonorum, quod ipse habet et habere debet*, ne doit être considérée que comme une réflexion du rédacteur des Olim; mais elle montre que, dans l'esprit de ce juriste, et on ne peut croire que sur ce point il pensât différemment que les autres membres de la cour, le roi était obligé de se faire assister d'un conseil quand il exerçait son pouvoir judiciaire. Joinville, p. 106, et le Confesseur de la reine Marguerite, p. 378, confirment pleinement cette opinion. La cour du roi n'était pas encore complétement constituée, mais elle tendait à devenir un pouvoir nécessaire et à se rendre indépendante. Remarquons, en outre, que l'obligation renfermée dans cette formule était synallagmatique, car si le roi devait se faire assister d'un conseil quand il exerçait le pouvoir judiciaire, les prélats et les vassaux de la couronne devaient à leur tour lui apporter le tribut de leurs lumières lorsqu'il le requérait.

Page 615, note 68.

Les baillis ne demeuraient que trois ans dans le même bailliage. (Brussel, p. 481.) La sagesse de cette disposition a souvent été remarquée.

Brussel a donné, p. 487-491, une liste des baillis pendant le XIIIe siècle, telle qu'il a pu la tirer des comptes rendus par eux; nous croyons devoir compléter cette liste à l'aide des actes contenus dans ce volume, et dont un assez grand nombre mentionnent les baillis par leurs propres noms.

BALLIVI QUORUM NOMINA IN PRIMO EX REGESTIS PARLAMENTI, DICTIS OLIM, REPERIUNTUR.

Ambianenses...	Johannes de Villaribus	Annis incertis.
	Gaufridus	
	Droco de Braia	1259
	Berterus Engelardi	1264
	Galterus Bardin	1266

Aurelianenses.	Gerardus de Keuresis	1262
	Hugo de Sancto-Justo	1264
Bituricenses.	Guillelmus de Canabiis	1259
	Henricus de Gaudonviller	1264
Cadomenses	Arnulphus de Curia-Feraudi	1259
	Johannes Salnerii	1264
Caletenses	Galterus de Villaribus	1261
	Vincencius de Valle-Richerii	1272
Constancienses.	Renaudus de Rade-Ponte	1266
	Reginaldus de Rade-Ponte	1267
	Johannes de Caprosia	1271
Gisorcienses.	Johannes de Quarresio	1226 et 1260
	Ansellus	1259
	Theobaldus, dictus Macer, ante	1260
Laudunenses.	Ingeranus de Cociaco	1259
	Johannes de Cliquebuef	1272
	Hugo de Sancto-Justo, ante	1272
Matisconenses.	Henricus de Consanciis, ante	1262
	Eustachius de Monte-Germondi, ante	1265
	Johannes de Serannis, ante	1272
	Robertus-Sine-Averio	1272
Medontenses	Berengarius Rabot	1259
	Thomas (sub ballivus)	1260
Normannenses.	Nicholaus de Montignie, ante	1269
Rothomagenses.	Guillelmus de Vicinis	1259
	Johannes de Vineis, ante	1263
	Julianus de Perona	1260 et 1271
Senonenses	Stephanus Taste-Saveur	1259 et 1270
	Petrus de Escantillisco, ante	1263
Silvanectenses.	Theobaldus de Escuelle	1256
	Gerardus de Keuresis	1264 et 1265
	Garinus Rossellus	1271
Stampenses	Petrus de Autolio	1265
	Radulphus de Jupilles	1267
	Gerardus de Keuresis, ante	1265
Tuboxenses	Radulfus Magni	1260
	Guiterus de Vileta	1266

Vernolienses.	Julianus	1257
	Simon de Pogneis	1260
	Johannes de Criquebuef	1263
Viromandenses.	Andreas Viventi, ante	1254
	Matheus de Belna	1260
	Gaufridus de Roncherolis	1263
	Berterus Engelardi	1266
	Symon de Fossatis	1269
	Galterus de Chambliaco	1271

Page 620, note 69.

Le mot *commandæ* indique ici une taille perçue sur les serfs.

Page 622, note 70.

L'existence de cette coutume, qui, au surplus, fut contestée, nous est révélée par cet arrêt.

Page 625, note 71.

Voyez page 570, n° XI; p. 573, n° XVII, et p. 624, n° XVIII.

Page 626, note 72.

Ce statut prohibitif du port d'armes, dont aucun historien ne fait mention, était le complément des lois de saint Louis contre les guerres privées et le duel judiciaire.

Page 631, note 73.

Le Grand Coustumier de Normandie ne s'explique pas sur le contremand en cas de record, et semble ne pas admettre qu'un record demandé par les parties pût être retardé par le défaut d'une d'elles. Il s'agit sans doute ici d'un usage qui existait sans avoir reçu la sanction légale. (*Cout. génér.* t. IV, p. 19.)

Page 639, note 74.

Choppin cite, dans son Traité sur le domaine des rois de France, l. II, p. 235, le comte d'Angoulême comme l'un des trente et un seigneurs à qui le roi laissa le privilége de faire battre monnaie.

Tobiésen Duby, qui a fait un usage fréquent des Olim, rapporte cet arrêt dans le tome II, p. 6, de son Traité des monnaies des barons.

Page 645, note 75.

Les concessions de chartes et de priviléges à des corporations ou à des

individus ne se faisaient pas toujours en cour du roi, mais y avaient cependant lieu beaucoup plus souvent que le rédacteur des Olim ne l'indique.

Page 647, note 76.

Le mot *inquilinus* reçoit ici le sens qui lui était donné dans la haute latinité. Du Cange ne l'a point placé dans son Glossaire, parce que ce mot n'avait pas été détourné de son acception primitive.

Page 652, note 77.

Les motifs de ce jugement méritent d'autant plus de nous arrêter qu'ils tranchèrent une des questions les plus délicates qui pût être soumise à la cour, et montrent avec quelle rapidité la puissance royale s'étendait à cette époque. Des seigneurs puissants, des pairs de France, relevaient souvent, pour certains fiefs, de seigneurs qui, dans l'ordre hiérarchique de la société, leur étaient de beaucoup inférieurs; ainsi nous avons dit, dans la préface, que le duc de Bourgogne était, par rapport au fief de Châtillon, vassal de l'évêque de Langres. Ces grands vassaux devaient donc porter leurs causes au tribunal de ces seigneurs, quand des procès surgissaient, soit à l'occasion des fiefs qu'ils tenaient d'eux, soit par rapport à un délit quelconque commis sur le territoire de ces fiefs. Cette jurisprudence était trop simple, trop conforme à l'usage des fiefs, pour avoir jamais été contestée. Mais les plaignants, quand ils avaient pour adversaire un des grands barons du royaume (*comites et alii barones regni Franciæ*), et pour juge un seigneur hors d'état de faire exécuter ses arrêts et par conséquent de prononcer avec indépendance, s'adressaient à la cour du roi, et demandaient que l'inculpé fût tenu, comme vassal direct de la couronne, de répondre devant elle. Guillaume de Courtenai, plaidant contre le comte de Sancerre, agit de la sorte, et sa demande fut admise : la cour allégua la dignité royale, prétexte très-souple et à l'aide duquel les baillis avaient déjà créé la jurisprudence si vague des cas royaux et dont elle aurait pu elle-même se contenter. Mais la cour alla beaucoup plus loin dans le mépris des usages féodaux, et, dédaignant d'employer des expressions justes et convenables, elle appela domicile (*domicilium*) les fiefs inférieurs tenus par les grands vassaux, et appliqua à ces fiefs la théorie légale du domicile ordinaire. On voit par combien de côtés différents et à l'aide de quels moyens détournés les prérogatives judiciaires des seigneurs étaient attaquées.

Page 655, note 78.

Cette décision ne se trouve, ni parmi les enquêtes, ni parmi les arrêts du parlement de la Pentecôte 1266.

Page 657, note 79.

Voyez page 566, n° III, et la note 55, page 1040.

Page 662, note 80.

La prétention des citoyens de Paris était fondée, si on ne considérait que l'état général des habitants des villes, parce qu'en effet, dans toutes les cités organisées en communes, les redevances féodales avaient été rachetées par la stipulation insérée dans les chartes, du payement annuel d'une somme fixe; mais dans les villes qui ne possédaient pas de charte de commune, et Paris était dans ce cas, l'existence d'un pareil privilége aurait porté une atteinte directe aux droits des seigneurs. Les habitants de Paris feignaient de se méprendre sur le principe de l'abolition des redevances féodales dans le territoire de villes moins importantes que la leur.

Page 662, note 81.

Voyez page 652, n° VII.

Page 666, note 82.

On a déjà vu divers procès dans lesquels des pairs ecclésiastiques demandaient à être jugés *sicut barones et pares Franciæ*, et alléguaient, mais toujours en vain, l'incompétence de la cour. (Page 454, n° XVIII.)

Page 668, note 83.

Il résulte de cet arrêt : 1° que saint Louis, malgré ses ordonnances contre le duel, percevait rigoureusement son droit sur les duels qui avaient lieu dans les justices seigneuriales; 2° qu'il autorisait ses sujets à faire la garde du champ de bataille, quand un duel était décidé dans ces justices. Ces observations n'ont, au surplus, d'autre but que de faire remarquer les sages tempéraments que ce prince apportait à l'exécution d'une loi qui contraignait sur un point grave les mœurs de la nation.

Page 676, note 84.

Les historiens n'ont point remarqué cet arrêt, rendu la veille de la Saint-

Luc 1266, à Villiers, entre deux parlements, et où nous voyons que les conseillers qui accompagnaient le roi pouvaient, en l'absence de la cour, et, comme une commission intermédiaire, entendre les rapports des baillis et rendre de véritables arrêts.

Page 679, note 85.

On s'est beaucoup étonné d'une ordonnance de Louis X (*Ordonn.* t. XI, p. 434), de laquelle il résulte que des serfs affranchis aimaient mieux retourner en servitude que de rester soumis aux charges nouvelles qui leur étaient imposées. Cet arrêt, en mettant au jour les prétentions exagérées des seigneurs, explique les regrets des serfs affranchis et leur peu d'amour pour l'indépendance. L'archevêque de Sens affranchit plusieurs villages, mais y remplaça la taille par d'autres redevances. Non content de n'éprouver de ce côté aucune diminution de revenu, il voulait reporter sur les villages non affranchis de ses domaines la totalité de la taille qui pesait précédemment sur tout le canton; en telle sorte que l'acte d'affranchissement serait devenu pour lui une source de bénéfices. Mais la cour du roi, dont la jurisprudence ferme et libérale se montre ici dans tout son jour, mit au néant des prétentions qui auraient eu pour effet de ne pas améliorer la position des affranchis, et de rendre intolérable celle des personnes qui demeuraient dans l'état de servage.

Page 694, note 86.

La cour intervenait dans les débats qui s'élevaient entre les seigneurs, afin de les apaiser; cependant le Confesseur de la reine Marguerite nous apprend que le roi se réservait la connaissance de ces affaires, qui, en effet, touchaient souvent à des intérêts politiques d'un ordre élevé. (P. 385.) Il a été parlé de Marguerite, vicomtesse de Limoges, dans la note 144, p. 1013. L'enquête importante dont il est ici question ne se retrouve pas dans celles des parlements de l'année 1267.

Page 699, note 87.

Le mot *advocatio*, auquel du Cange n'attribue que le sens d'*advouerie*, veut dire ici *défense, plaidoirie*. Cette observation nous conduit à remarquer que nous n'avons pas encore trouvé dans le grand nombre d'enquêtes et d'arrêts qui ont passé sous nos yeux la preuve de l'intervention des avocats dans les débats de la cour du roi; car les *procuratores*, qui souvent sont cités

dans les Olim, n'étaient que des fondés de pouvoirs. Cependant il n'est pas permis de douter que les parties se présentassent devant la cour, entourées de conseils et d'*amparliers* ou avocats. Nous pensons donc que la formule *auditis etiam hinc inde propositis*, qui se trouve dans chaque mention d'arrêt, indique les plaidoiries contradictoires qui eurent lieu. On peut voir dans l'affaire de la régale de Saint-Remi de Reims, p. 1026, note 17, que l'archevêque s'était présenté devant la cour, accompagné de ses conseils. Le Confesseur de la reine Marguerite cite plusieurs affaires jugées par saint Louis, p. 378-388, dans lesquelles on voit toujours des avocats remplissant leur ministère. Il est très-regrettable que le rédacteur des Olim se soit interdit scrupuleusement de citer le nom d'un seul avocat ou de rappeler le caractère et l'effet des plaidoiries.

Page 704, note 88.

Les baillis fixaient le prix vénal des objets de consommation, et ce qui, dans les temps modernes, a été regardé comme un abus de pouvoir intolérable, s'opérait sans contestation et à la demande même des vendeurs. Il faut remarquer que ce sont les marchands, et non les consommateurs, qui se plaignent que le vin de mauvaise qualité soit vendu aussi cher que celui de bonne, parce qu'ils comprenaient que l'inégalité entre la valeur réelle et le prix légal de l'objet à vendre diminuait la vente et lésait ainsi leurs intérêts. Les principes d'économie politique ont été aperçus avant d'être proclamés.

Page 706, note 89.

Ponere se ad judicium était l'acte que les Assises de Jérusalem désignent par les mots *se poser en esgard de cour*, c'est-à-dire requérir jugement. On comprend qu'arrivées à ce point, les parties ne pussent plus rien ajouter à leurs demandes. *Ponere se ad consilium* était ce qu'on appelle de nos jours *déposer ses conclusions*. Il est probable que cette mention, placée au milieu des arrêts, se rapporte à une sorte d'arrêt de règlement rendu par la cour sans l'intervention des parties; cependant les notes du rédacteur sont tellement sommaires, qu'il se peut que le rédacteur ait négligé de rapporter les faits qui conduisirent la cour à prononcer dans ce sens.

Page 707, note 90.

La voie de la supplique restait ouverte aux parties qui, ne pouvant pas

poursuivre légalement la réparation d'un tort, soit parce qu'il y avait eu jugement, soit parce qu'elles avaient encouru la déchéance, s'adressaient au souverain, pour qu'en vertu de sa pleine puissance et autorité royale il intervînt en leur faveur et reprît l'affaire. Voyez page 880, n° XXXVII. Les affranchis de Châlons étaient assurés de gagner leur procès, si on les attaquait directement, parce qu'à leur égard l'affranchissement avait eu lieu *de jure*, et que c'était l'évêque qui devait répondre au chapitre de la nullité alléguée; ils avaient donc un grand intérêt à ce que la voie de la supplique ne fût pas ouverte à leurs adversaires.

Page 710, note 91.

Cet arrêt, ayant été rendu sur une enquête, devrait se trouver dans la première partie du volume. Voyez, sur Eudes de Saint-Denis, Coliette, *Mémoires sur le Vermandois*, t. II, p. 641.

Page 711, note 92.

Cette date confirme l'idée que la partie du premier registre des Olim, qui contient les arrêts, a été rédigée après coup.

Page 715, note 93.

Le conflit entre les deux justices est ici évident. La cour reconnaît que la voie directe, *ordinaria via*, est de suivre l'affaire devant la cour ecclésiastique ou la cour de Rome, et cependant elle avait donné elle-même la possession et elle exigeait des parties l'engagement de ne pas saisir les tribunaux ecclésiastiques. On voit que l'esprit d'opposition aux droits ou aux prétentions de la cour de Rome s'établit de bonne heure dans le sein du parlement de Paris.

Page 720, note 94.

Un seigneur ne pouvait construire sur ses terres ou agrandir une forteresse sans la permission de son suzerain. L'évêque de Nevers, qui actionnait le prieur de la Charité, parce qu'il en voulait élever une, avait été actionné lui-même par le bailli du roi, pour avoir fait réparer les créneaux de la sienne. Voyez sur le droit de forteresse un fait curieux, relatif à saint Louis, rapporté par le Confesseur de la reine Marguerite, p. 385; Brussel, t. I, p. 378, et Chantereau Lefebvre, *Traité des fiefs*, actes, p. 101.

Page 720, note 95.

En 1264 une croisade avait été prêchée en France contre Mainfroi et

pour soutenir Charles d'Anjou, roi de Sicile. Mainfroi ayant péri à la bataille de Bénévent, le 23 février 1265, Conradin fut reconnu roi de Sicile par le parti des Gibelins. A l'époque où cet arrêt fut rendu, les affaires du comte d'Anjou étaient loin de prospérer, et il n'est pas étonnant que le roi, quoique lui-même il méditât alors sa seconde croisade en Palestine, envoyât des secours à son frère. Les trois écuyers ne purent cependant pas arriver en Italie avant le jour de la bataille de Tagliacozzo, qui détermina le succès de Charles et la mort de Conradin. Le Confesseur de la reine Marguerite nous apprend que saint Louis augmentait assez volontiers le nombre d'années de croisade auxquelles un coupable avait été condamné par la cour. (P. 385.)

Page 720, note 96.

Le rédacteur réunit encore ici dans une seule mention deux arrêts rendus à des époques différentes.

Page 721, note 97.

D'après la coutume de Lorrys, qui régissait le comté de Sancerre, l'aîné prenait la moitié de tous les biens tenus en fief, plus un manoir avec le vol du chapon. (*Cout. génér.* t. III, p. 831.) La demande des sœurs d'Étienne de Sancerre était d'autant moins fondée que le silence de celui-ci ne pouvait pas changer le système de partage.

Page 730, note 98.

On lit dans le *Grand Coustumier* : « Là où une ville ne obeist au roi, elle « doibt être rasée selon raison, et la destruction des villes et chasteaux an- « ciens appartient au roy et non à aultre. » (L. I, c. III, n° XLIX.) Ce principe n'était pas aussi général du temps de saint Louis; car, à cette époque, le roi n'aurait pu faire raser des forteresses dans les domaines des grands vassaux : son droit ne dépassait pas les limites du territoire royal.

Page 730, note 99.

La note précédente ayant été prise par le rédacteur sur un arrêt entre parties, il est probable que celle-ci provient d'une même source. Nous ne voyons plus ici de greffier, nous reconnaissons un jurisconsulte qui mentionne, dans un but scientifique, des questions de droit que la cour a décidées. Les arrêts de l'échiquier furent recueillis d'après la même idée.

Page 731, note 100.

Voici encore un arrêt sur enquête, placé au milieu d'arrêts sur plaidoiries.

Page 733, note 101.

On a peine à comprendre que le roi, siégeant en parlement, se soit occupé de semblables détails d'administration, surtout quand on se rappelle que saint Louis avait confirmé, au mois d'août 1229, les coutumes de Bourges, et que dès lors cette ville jouissait d'une administration municipale. (*Ordonnances*, XII, 467.)

Page 735, note 102.

On savait que les changeurs étaient établis sur le Grand-Pont, dès le xie siècle, mais non que l'opération du change ne pût être faite ailleurs. (Géraud, *Paris sous Philippe le Bel*, p. 376.)

Page 736, note 103.

On retrouve cette disposition sur la reprise des femmes, dans la coutume de Paris, article cxxix; Renusson, *Traité du douaire*, l. II, c. III, et Ferrière, sur l'article cxxix de la coutume de Paris.

Page 739, note 104.

Le registre du roi différait du registre de la cour, et ne contenait que l'état de tous les impôts et redevances qui étaient dus au roi, en sa qualité de seigneur féodal. Sous le règne de saint Louis, rien n'avait été changé sur ce point à ce qui existait du temps de Philippe-Auguste. (*Mémoires de littérature de l'Académie des inscriptions*, t. XVI, p. 165; t. XXX, p. 697.)

Page 740, note 105.

L'esprit qui animait les baillis était tellement contraire aux principes qui régissaient à cette époque la société, que souvent ces officiers étaient entraînés à des actes imprudents, qui compromettaient sans aucun profit l'autorité royale. Pour enlever à la juridiction de l'abbé de Saint-Victor deux paysans qui avaient acheté une portion de fief, voici un bailli qui prétend les justicier, *sicut milites et nobiles*. La cour mit au néant une prétention qui ne tendait à rien moins qu'à supprimer le droit de franc-fief, et à faire admettre que l'acquisition d'un fief donnait les prérogatives de la noblesse, ce qui n'était même pas reçu en France dans les derniers temps de la monarchie.

Page 758, note 106.

Lorsque le duel judiciaire était de droit commun, une partie contre laquelle on présentait un témoin avait la liberté de le déclarer faux et menteur, et de demander le combat, ce qu'on appelait relever un *garant par gage de bataille*. (*Assises de Jérusalem*, c. LXXII.) On comprend que, dans ce cas, la partie qui produisait le témoin devait être présente; mais, lorsque le duel fut aboli et remplacé par des enquêtes et de simples discussions judiciaires, rien ne s'opposa plus à ce que les témoins fussent présentés par des procureurs.

Page 759, note 107.

Dans les temps primitifs de la féodalité, l'hommage se faisait *in plena curia*, c'est-à-dire, au seigneur siégeant dans sa cour. (*Assises de Jérusalem*, c. CCIV; Boehemer, *Principia juris feudalis*, n° CXIX, p. 354.) Cette formalité n'avait rien de gênant, puisque, deux ou trois vassaux pouvant former une cour, il était toujours facile à un seigneur de rassembler la sienne; cependant elle tomba en désuétude, et de très-bonne heure, dans les domaines du roi, où la cour était beaucoup plus difficile à réunir, à cause de la nature de sa composition. On n'y recevait plus, du temps de saint Louis, d'autres hommages que ceux qui avaient lieu en vertu d'arrêts de la cour, ou qui étaient rendus par les grands vassaux ou par des seigneurs d'un rang élevé.

Voyez, sur la tradition *per chirothecam* ou *par le gant*, le Glossaire de du Cange, à ce mot.

Page 759, note 108.

Voyez la note 144 des enquêtes, page 1013.

Page 759, note 109.

Ce qui s'était passé entre les rois de France et ceux d'Angleterre, depuis la fin du XII° siècle, avait rompu les liens féodaux qui précédemment les unissaient, et nous voyons ici le roi de France, suzerain en droit du roi d'Angleterre, prescrire à son égard un mode d'ajournement que les suzerains n'avaient jamais employé envers leurs vassaux.

Page 762, note 110.

La charte donnée par Louis VI à la ville de Laon, en 1128 (*Ordonnances*,

XI, 185), avait été accordée, sauf les droits du roi, des ecclésiastiques, de l'évêque et des seigneurs; auxquels droits, s'il était porté atteinte, il n'y aurait pas forfaiture, si le tort était réparé dans les quinze jours. On comprend que l'esprit envahissant et processif des juridictions municipales ne devait pas être suffisamment contenu par une disposition de ce genre, et que les jurés de Laon n'eurent pas de grands obstacles à surmonter, pour attirer à la connaissance de leur tribunal les causes des sujets des seigneurs. La cour du roi, malgré les sentiments qui l'animaient, sentit qu'un tel empiétement devait être réprimé.

Page 764, note 111.

Cet arrêt est la confirmation et la conséquence de celui qui avait été rendu au parlement de la Chandeleur 1267, p. 707, n° XXVII. Les affranchis, malgré ce précédent arrêt, et la condamnation prononcée contre eux par le pape, s'obstinaient à soutenir que la liberté était irrévocable, et cependant ils succombèrent.

Page 769, note 112.

Philippe-Auguste confirma, en 1184, les coutumes accordées par les rois ses prédécesseurs aux habitants du village et du territoire de Bruyères, conformément aux coutumes de Laon. (*Ordonnances*, XI, 245.) Ces coutumes furent accordées par le même prince à divers lieux du Laonnais. L'article visé dans l'arrêt est le XXe de la charte.

Page 778, note 113.

On voit ici mentionné, non pas un arrêt, mais un aveu que la cour reçut en sa qualité de cour féodale. Après le XIIIe siècle les actes de ce genre eurent rarement lieu en cour de parlement; et quand il ne resta plus de l'ancienne féodalité que les droits utiles, la cour laissa transporter à un autre tribunal, qui fut appelé la Cour des aides, la connaissance de toutes les affaires que faisait naître la perception de ces droits.

Page 778, note 114.

La cession faite par saint Louis au roi d'Angleterre eut lieu *per considerationem cariæ Franciæ*. (Rymer, *Acta*, t. I, p. 389.)

Page 783, note 115.

La caution d'ester en jugement étant d'une valeur égale à l'objet qui était

la cause du procès, on a peine à comprendre que le prieur ne s'en contentât pas; c'est qu'à cette époque les parties refusaient souvent de comparaître à un tribunal, moins dans la crainte d'y être condamnées, que pour ne pas reconnaître par cet acte une juridiction qu'elles contestaient.

Page 784, note 116.

Les baillis, comme on voit, étaient dans l'usage, quand la décision d'une affaire portée à leur assise présentait des difficultés, de venir consulter la cour, *alios consiliarios domini Regis.* Il résulte clairement des termes de cette mention, que les baillis étaient conseillers du roi, c'est-à-dire membres de la cour, et que dès le XIIIe siècle les membres de cette cour portaient un titre qu'ils conservèrent jusqu'à la destruction du parlement.

Page 784, note 117.

La cour possédait à cette époque toutes ses anciennes attributions politiques et administratives. Ici il ne s'agit pas d'un procès entre le roi et le prieur de Saint-Martin d'Autun, mais de réclamations qui portent sur des points dont le roi devait connaître, non comme justicier, mais comme protecteur des bourgeoisies et administrateur suprême de ses états. Le roi, par l'établissement des baillis, avait sans doute diminué le nombre des affaires de ce genre, qui étaient soumises à la décision de la cour; mais les baillis qui siégeaient au parlement ne s'opposaient point à ce que les parties appelassent à cette cour, des sentences qu'ils avaient rendues sur des matières administratives. Voyez p. 828, n° XXXI.

Page 791, note 118.

On ne connaît pas la date précise de l'expulsion prononcée par saint Louis contre les juifs de ses domaines; mais cette mesure dut être prise avant l'année 1257. (*Ordonnances*, I, 85.) Cette proscription ne fut pas exécutée ou fut promptement révoquée.

Page 796, note 119.

« Il fu jugié que cil qui soutient autrui plet et n'est pas atornez, soit en « la merci le roi. » (Échiquier de Falaise, Pâques 1217; Marnier, p. 132.)

Page 799, note 120.

Les conséquences d'un pareil arrêt sont faciles à saisir. Dans un débat établi entre une ville munie d'une charte et son évêque, débat qui n'est

suspendu que par la mort de ce dernier, la cour fait intervenir le roi; et à quel titre? Non pas en vertu du droit de régale, car ce droit autorisait le roi à percevoir les revenus de l'évêché pendant la vacance du siége, et non pas à nommer des échevins; mais *tanquam superiorem et regem*. Le roi, *tanquam superior et rex*, pouvait juger quand et comme il le voulait; et même la connaissance de certaines affaires lui était spécialement réservée. « Il nous « demandoit, dit Joinville, p. 13, se il y avoit nulz à delivrer que en ne « peust delivrer sanz li. » La cour savait alléguer à propos la suprématie d'une autorité qui lui était déléguée et qu'elle considérait déjà comme sa propriété. Mais quand elle se fut rendue indépendante, la couronne revendiqua sa souveraineté, et en fit usage contre les prétentions d'une corporation judiciaire qui s'était approprié un pouvoir qui ne lui appartenait pas. L'autorité du parlement ne fut jamais aussi étendue et moins contestée que quand ce tribunal était la cour féodale du roi.

Page 802, note 121.

Plusieurs questions relatives à l'assurement sont décidées par cet arrêt et par divers autres qui suivent, ce qui nous engage à placer ici un extrait de l'ancienne coutume d'Amiens relatif à cet objet, si intéressant à étudier dans ses rapports avec les mœurs du moyen âge. Cette ancienne coutume, dont du Cange a publié de nombreux fragments dans son Glossaire, tome II, col. 109 à 115, et qu'il se proposait même de publier intégralement, est conservée à la Bibliothèque royale, *Fonds français*, n° 1189.

CHI PAROLE DES ASSEUREMENS.

« Derechief, se meilée ou manaches ont esté encontre les jurés, li maires, à le requeste de chiax qui se doutent, ou sans lor requeste, se li maires doute qu'il ait peril, il fera l'une partie et l'autre asseurer; et tout chil qui on ara fait lait autresi, et li i et li autre feront asseurement plainement d'aus et des lor, à chiax et as lors, por che que il sont del tout chief. Mais s'il avenoit que l'une des parties desist, ou les II parties, qu'il ne volsissent asseurer d'aus ne des leur, por le peril d'aucun de son lignage qui ne fust mie en le vile, ou qui fuit clers ou croisiés, et ne les peust mie metre en l'asseurement, il asseurroient tout plainement tout, fors de lor amis forains, et on li dorroit I jor soffissamment de nomer par non et par sornon les clers et les croisiés et les forains, et chiax qui ne porroient mie estre en l'asseurement; et s'en feroit creables par son sarement et que il en feroit son loial pooir, sans le seu doner ne prametre. A cel jor les nomera par non et

par sornon, et les metra hors de l'asseurement; i seront queu, et cil qui il ara mis hors n'en seront mie. Derechief, qui que onques ait asseuré plainement autrui, lui et li sien, de lui et des siens, sans metre ne clers ne croisiés hors, il n'en porra metre nul hors. Derechief, se estranges hom forains a melée ne contens à cheus de le vile, et il vient en la vile où il soit atains, li maires le doit prendre et retenir et contraindre tant que il ait fait l'asseurement envers celui à qui il a contens; et se il i a cols ferus ne manaches, li maires le tenra tant q'il ara asseuré de lui et des sieus, et tant com li pais et le banliue s'estent, ne porra les forains metre fors, fors les clers et les croisiés; et quemandera li maires à son juré faire autre tel asseurement. Derechief, s'aucune partie asseure et l'autre partie ne soit en le vile et ne veille mie asseurer, la partie qui asseure puet requerre au maieur que il soit quites de l'asseurement, puisque cil n'a mie asseuré, et li maires doit l'asseurement restraindre et rappeler dusques à che que l'autre partie ait asseuré. Derechief, se li maires comande aucun à tenir pais, ou à asseurer à celui sans plus, l'an est em peril de l'asseurement, se chil meisme non et se li cors meisme forfait au cors meisme chelui, et li meffaisoit n'enfraignoit l'asseurement et atains en estoit, on abateroit sa maison, ne ne le souffriroit-on point à demorer en le vile, dusques à dont qu'il averoit amendé et paié l'amende de LX lib.: à le quemuigne XXX lib., et au roi XXX. Derechief, quiconques ait asseuré plainement de lui et des siens, et se cil qui asseure ne arme de se part ne de son lignage, puisqu'il n'a nul mis hors de l'asseurement, et il forfait à chelui qui il asseure ne lui ne à ame de son lignage, on abatera le maison à celui qui asseure, par l'asseurement enfraint, et paiera LX lib.: au roi XXX, et à le quemuigne XXX. Et puis qu'il aura fait gré à le quemuigne et al roi, et r'aura sa tenure; et s'il avenoit chose qu'il ne fust mie remis, et il sera banis de le vile et de le banliue, dusc'à che que il aura paié chou que il devra, et puis aura sa teneure. Derechief, se li hons ou le feme tant com il sont ensamble et lor biens de quemuns, li 1 ne puet ne ne doit estre asseurés de l'autre. Derechief, se aucuns a feme aucun forfait dont il se doute, il et li sien, il s'en fera asseurer de lui et des siens; et feme qui a baron ne doit asseurer de lui ne des siens sans baron present. Derechief, quiconques ait asseuré plainement de lui et des siens, se feme est en l'asseurement avelques lui, car li hons est chiés de sa feme, et quiconques soit asseurez plainement et li sien, se feme est aussi en l'asseurement et aussi asseure-ele en l'esgart d'eskievins. Derechief, asseurement n'est enfrains, se par faite n'i a cols ferus ou jectez ou atains ou mis main li un à l'autre. Derechief, puisque chis qui est asseurez fait pais à chelui qui l'a asseuré, li asseurement est queus et nus plainement.» (Folio 15 à 17.)

Page 810, note 122.

A cette époque la cour commençait par examiner si l'appel était recevable, et déclarait son opinion par un arrêt du genre de celui-ci, ensuite passait au jugement du fond. Dans la jurisprudence moderne, les tribunaux d'appel statuent, par un même arrêt, sur ces deux points; mais les expressions *joignant l'appel au fond*, qui se sont conservées dans la formule

des arrêts, montrent qu'en dérogeant à l'usage ancien on ne l'a pas perdu de vue.

Page 810, note 123.

Asisia est pris ici dans le sens d'*assignatio*.

Page 811, note 124.

Braçagium, brazeagium, brassage, terme de monnayeur. Le brassage est une opération qui consiste à remuer avec les bras l'or et l'argent en grenaille, dans des sacs, quand il y en a de différentes valeurs, pour en faire un mélange égal et avoir la monnaie au titre qu'on désire. (Boizard, *Traité des monnaies*, p. I, c. IX.) Les monnayeurs de Paris avaient déjà, au parlement des Rameaux 1260, p. 131, n° XI, échoué dans leurs prétentions. Il est surprenant que la cour ne leur ait pas opposé un arrêt rendu dix ans auparavant, dans des circonstances absolument semblables, et qui était consigné dans le registre de Montluc.

Page 817, note 125.

Voici encore une de ces indications vagues et incomplètes qui dénoncent des arrêts intercalés longtemps après l'époque où ils avaient été rendus, et mis à une date qui ne leur convient pas.

Page 836, note 126.

Les cloches étaient placées *inter insignia de natûra consulatus existentia*. (*Ordonnances*, XI, 68, art. IX.) Retirer à une ville ses cloches, c'était retirer au corps municipal de cette ville, non-seulement le moyen, mais le droit de s'assembler. Pendant toute la durée de l'interdiction, les affaires restaient suspendues, ou étaient dévolues à la décision des officiers royaux. Un tel état de choses ne se prolongeait pas longtemps, et la ville pouvait d'ordinaire abréger sa durée en rachetant le droit de cloches.

Page 855, note 127.

Pour comprendre l'acte rigoureux du sénéchal de Périgord, il faut dire que Hélie VII, comte de la Marche et d'Angoulême, était mort à la première croisade de saint Louis, en 1249, et qu'un très-long espace de temps s'était écoulé sans que Hugues XI de Lusignan, et ensuite Hugues XII,

successeurs d'Hélie, eussent fait l'hommage auquel ils étaient tenus. La cour prit sans doute en considération un acte daté de Saint-Jean-d'Acre, 1250, qui existe encore, et dans lequel Alphonse, comte de Poitiers et frère de saint Louis, reconnait que le comte de la Marche et d'Angoulême l'a suivi à la croisade et l'a fidèlement servi en Égypte, où il est mort, qu'ensuite Guy de Lusignan, frère du comte de la Marche, s'est honorablement acquitté, dans la Syrie, du service militaire dû au comte de Poitiers. (*Archives de Joursenvault*, t. I, p. 2, n° v *ter*.) Le service du fief n'ayant pas été interrompu, le roi ne pouvait guère se plaindre que de l'omission d'une simple formalité. Voyez la note 137, page 1009.

Page 860, note 128.

Voici une décision de la cour qui fut réformée par le roi, de son propre mouvement. Saint Louis avait donné l'exemple de ne pas arguer légèrement une charte de nullité, sous le prétexte que le sceau qui y avait été apposé n'existait plus. Joinville cite une circonstance dans laquelle ce prince, malgré l'avis unanime de son conseil, reconnut l'authenticité d'une charte donnée à la comtesse de Boulogne, quoique « il n'i avoit de remenant « fors que la moitié des jambes de l'ymage du scel le Roy, et l'eschamel « sur quoy le Roy tenoit ses pieds. » (P. 15.)

Page 864, note 129.

Thomas de Beaumetz, qui avait élevé le procès sur la garde de l'abbaye de Saint-Remy, dont il est souvent question dans les Olim, p. 454, n° XVIII; p. 701, n° VI; p. 863, n° XXIX, et dans l'histoire, mourut en 1266, et fut remplacé par Jean de Courtenay.

Page 864, note 130.

Il existait une confédération légale entre les consuls et les habitants de toute ville pourvue de charte; mais l'objet de cette confédération et ses limites étaient exactement déterminés par la charte de commune; si les magistrats et les citoyens se confédéraient dans un cas non prévu par la charte, alors il y avait délit, et ce délit était jugé assez grave pour qu'on l'assimilât à l'infraction de la paix, c'est-à-dire à la sédition, comme nous le verrons plus tard dans un arrêt de la Pentecôte 1279. L'indépendance des

communes était donc très-limitée, et, dès le XIIIe siècle, la royauté surveillait ces associations avec une inquiétude qui laissait deviner que leur indépendance ne serait pas longtemps respectée.

Page 865, note 131.

Ces quatre métiers n'étaient pas les seuls qui réclamassent contre l'obligation de faire le guet. On lit dans le *Livre des mestiers*, d'Étienne Boileau : « Li preudome du mestier devant dit (les foulons) dient qu'il n'avoient on-« ques guaitié, fors puis que li rois ala outre mer, mès madame la royne « Blanche, que Diex absoille, les fit guaitier par sa volenté. » (P. 135.) Les motifs sur lesquels les métiers récalcitrants appuyaient leurs prétentions n'étaient pas toujours concluants; ainsi nous trouvons dans le même livre la requête suivante des tailleurs : « Les preudome du mestier desus dit re-« quierent qu'il soient quite du guiet, si plest au roy, pour les granz robes « qui leur convient fere et garder de nuiz, qui sont aus gentiuzhomes, et « pour ce que il ont grant planté de meniée estrange que il ne puent pas « tous croire ne tous garder, et pour ce qu'il convient que il taillent et cou-« sent les robes aus haus houmes ausi bien par nuit come par jour, pour « les essoïnes que li haus houmes et les gens estranges ont à la foiz d'aler « hors, et que il convient que il rendent la taille qui font au soir à lende-« main au matin. » (P. 144.)

Page 865, note 132.

Les arrêts de l'année 1258 ne se trouvent pas dans le registre de Montluc.

Page 866, note 133.

On opposa aux habitants la coutume, et ils succombèrent, quoique l'article XVIII de la charte de 1184 fût positif : « Homines hujus communie, « extra potestatem placitare non compellentur; quod si super aliquos eo-« rum causam habuerimus, judicio juratorum nobis justitiam exequentur; « si autem super universos querelam habuerimus, judicio curie nostre jus-« ticiam prosequentur. » (*Ordonnances*, XI, p. 236.) Par *curia nostra* il fallait entendre, non l'assise du bailli, mais le parlement. Les causes du roi avec les particuliers étaient jugées par les jurés; les causes du roi avec la commune, par la cour royale : il n'y avait aucune réserve pour la juridiction du bailli. Si partout on avait tenu compte de la teneur des chartes, l'autorité des baillis ne se serait pas étendue si rapidement.

Page 872, note 134.

Cette comtesse de Leycester était l'épouse de Simon de Montfort, quatrième fils du célèbre chef de la croisade, qui, mécontent de ce que le roi saint Louis l'avait empêché d'épouser la comtesse de Flandre, passa en Angleterre, où il devint comte de Leycester. Voyez la note 137, p. 1009.

Page 875, note 135.

Les *appellationes Laudunenses* ou *appeaux volages* étaient une conquête faite par le bailli de Vermandois sur les juridictions seigneuriales et municipales de son ressort, et en vertu de laquelle toute personne assignée devant un magistrat pouvait en appeler au bailli et attirer à son assise le magistrat et le demandeur. Cet abus ne put être réformé qu'en 1333. (*Ordonnances*, II, 81; du Cange, *Glossarium*, I, 578; *Somme rurale*, l. II, t. XIV; Laurière, *Glossaire*, I, 53.)

Page 883, note 136.

La charte de Crespy, qui cependant avait été donnée *salvo jure militum* (*Ordonnances*, XI, p. 305), contenait une disposition exorbitante. L'article IV permettait aux magistrats de la commune de faire justice, *de corpore et pecunia*, du seigneur qui avait donné asile à un ennemi de la commune. Tout chevalier qui avait forfait dans les limites de la paix était justiciable du maire, art. XVII, p. 306. On voit que ce ne fut pas toujours par un sentiment d'orgueil que les nobles quittèrent le séjour des villes libres.

Page 892, note 137.

La cour avait déjà prononcé un arrêt dans le même sens au parlement de l'Ascension 1260. Voyez p. 469, n° VI.

Page 897, note 138.

L'ordonnance de saint Louis qui autorise les laïques propriétaires de dimes, dans les terres du roi et dans les fiefs qui relevaient de lui immédiatement ou médiatement, de les céder à quelque titre que ce soit, sans avoir besoin du consentement du roi, est du mois de mars 1269. (*Ordonnances*, I, 102.)

Page 904, note 139.

Déjà, à cette époque, des lettres de *committimus* étaient accordées et commençaient à introduire dans les juridictions inférieures les désordres qui, plus tard, entravèrent complétement l'action de la justice. Il est surprenant qu'à une époque où le roi comprenait si bien la nécessité d'affermir l'autorité de ses baillis, il ait reconnu le privilége du prieur de Sainte-Madeleine.

Page 905, note 140.

Le roi Philippe-Auguste s'étant emparé du Poitou, en vertu de l'arrêt rendu par la cour des pairs contre Jean-sans-Terre, saint Louis donna, en 1241, ce comté à son frère Alphonse. Ce prince étant mort sans enfants, le 21 août 1271, le roi Philippe le Hardi, son neveu, mit sous sa main le comté de Poitiers, pour le réunir à la couronne.

Page 906, note 141.

Cette impératrice Mathilde était la fille de Henri Ier, dit le Lion, roi d'Angleterre, et avait épousé l'empereur Henri V. Elle se remaria avec Geoffroi Plantagenet, comte d'Anjou, en 1127, et eut un fils qui régna en Angleterre sous le nom de Henri II.

Page 908, note 152.

Ce considérant se rapporte au long procès qui eut lieu sur la propriété du comté de Poitiers, entre Philippe le Hardi, neveu du dernier comte, Alphonse, frère de saint Louis, qui était décédé sans enfants, et Charles d'Anjou, roi de Sicile, frère d'Alphonse. Ce procès, dans lequel intervint aussi Robert II, comte d'Artois et neveu d'Alphonse, dura douze ans, au bout desquels fut rendu, le 2 novembre 1283, un arrêt qui adjugea le comté en litige à Philippe le Hardi; cet arrêt servit de règlement dans la suite. On rapporte à cette décision l'origine des apanages (*Art de vérifier les dates*, t. II, p. 365), mais ce genre de propriété semble plus ancien. Voyez p. 1009, note 137 des enquêtes.

Page 915, note 143.

Le mot *bigamus* indiquait, dans le sens légal, un homme marié pour la seconde fois. On voit que les clercs tenaient peu de compte des décrets

canoniques qui condamnaient les secondes noces. (Maillane, *Dictionnaire du droit canonique*, t. I, p. 328.)

Page 911, note 144.

Cet évêque se nommait Eudes II de Tournon. On croit qu'il occupa le siége de Mende de 1268 à 1277; mais ces dates sont incertaines.

Page 921, note 145.

On voit par cet arrêt quelle était la nature des fonctions des baillis, et que le courage ne leur était pas moins nécessaire que la connaissance des lois, puisque, sur un ordre de la cour, ils devaient quitter leur tribunal, réunir leurs hommes, monter à cheval, et aller les armes à la main, exiger l'exécution d'un arrêt.

Page 926, note 146.

Cette dernière partie de l'arrêt s'adressait au bailli d'Amiens, car les baillis avaient l'inspection sur les prévôts, pouvaient les destituer, et par le fait étaient les arbitres de leur nomination. (*Ordonnances*, I, 20, 321, 365.)

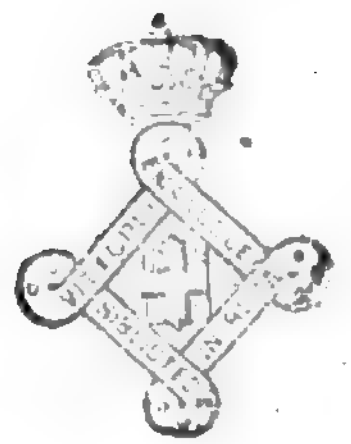
Page 933, note 147.

La réponse du procureur des Lyonnais était fondée en droit. Quoique la ville de Lyon n'eût reçu aucune organisation municipale, il n'en était pas moins vrai que ses habitants, considérés collectivement, formaient une *université*, c'est-à-dire une réunion de personnes qui avaient des intérêts communs et qui faisaient réellement un corps. On ne pouvait leur refuser le caractère qui était accordé sans contestation aux plus petites localités rurales. A la vérité ce caractère ne produisait pour eux aucun droit : ils ne pouvaient ni s'assembler, ni avoir un sceau, sans l'autorisation expresse du souverain ; cependant il importait beaucoup aux villes, dans la position de Lyon, de ne pas laisser contester leur droit à former une université; car les développements rapides que prenait, au XIIIe siècle, le système municipal, indiquaient que les universités urbaines, et principalement celles qui avaient l'importance de Lyon, n'attendraient pas longtemps les prérogatives qui étaient devenues le droit commun des villes de France. La cour ne décida pas la contestation : elle refusa d'entendre le procureur, parce que le pouvoir de ce procureur était rédigé dans des termes qui tranchaient ce qui était en question, et elle condamna l'usage du sceau, parce que la ville n'avait pas reçu du roi le droit de s'en servir; mais elle se garda de décla-

rer que les habitants de Lyon ne pouvaient pas se dire *cives, populus et universitas.*

Page 939, note 118.

Ce chevalier n'avait point réellement appelé de l'assise du bailli à la cour du roi, car il n'existait point de jugement ; mais il s'était prétendu justiciable de la cour du roi. Le parlement repoussait ces prétentions des gentilshommes à ne pas se laisser juger par les baillis, prétentions qui auraient fini par anéantir, au détriment même de ceux qui sollicitaient ce privilége, le bienfait des deux degrés de juridiction, et par replacer la cour dans la situation où elle se trouvait avant l'établissement des bailliages.



INDEX RERUM.

A

Abandons, p. 473, XVIII.
Abbatiæ Sancti Petri vivi (infractio), p. 467, XV.
Ablactare, p. 665, I.
Absoluti ab impeticione, p. 901, L.
Acra terræ, p. 617, VII.
Adjornationes, p. 455, XIX; p. 536, IV; p. 581, II; p. 739, III.
Adjornationis (de modo), p. 199, IX.
Adulteri fustigati, p. 909, LXX.
Adulterium, p. 302, I.
Advocati Regis, coacti ad custodiam castelli Firmitatis-Naberti, p. 387, VIII.
Advocatia, p. 687, XXIV.
Advocatio alodii, p. 572, XVI.
Advocatio pacis, p. 699, IX.
Alta justitia, *vide* Justitia.
Angliæ regi (juramenta et homagia facta), p. 667, VI.
Appanamenta, p. 263, 2; 328, XII.
Appellationes, p. 370, XVI; p. 453, XVII; p. 553, VIII; p. 731, XVIII; p. 793, VIII; p. 802, XII; p. 805, XVIII; p. 810, XXVIII; p. 929, XVII; p. 939, XXXVII.
——— ad Regem, p. 200, I; p. 284, VI; p. 293, II; p. 402, VI; p. 443, XIII, p. 445, XXI; p. 567, V; p. 591, XVI; p. 472, IX; p. 765, XXXI-XXXII; p. 783, XXX.
——— Laudunenses, p. 875, XXVI.
Appellationum (loca), p. 875, XXVI.
Applegiare, 230, II.
Aquarum (cursus) Sequanæ, p. 536, III; — Sommæ, p. 434, VI; — Yonnæ, p. 762, XXV.
——— (mutatio cursus), p. 677, IV.
Arbitria ballivorum, p. 492, VIII.
Arbitrium (servare), p. 546, VIII.
Arboribus in viis (de), p. 520, IV; p. 586, I.
Arreragia petita, p. 272, VII.
Arrestus, justitiæ species apud Belvacum, p. 756, I.
Asili (violatio juris), p. 925, X.
Assecurationes, p. 167, II; p. 450, IX; p. 466, XII; p. 475, VI; p. 588, X; p. 671, XV; p. 707, XXVI; p. 732, XII-XX; p. 735, XXVIII; p. 802, X; p. 823, XIX; p. 828, XXX.
——— fractæ, p. 476, VII; p. 718, XII; p. 728, VIII; p. 737, XXXI; p. 742, VIII; p. 830, XXXVI.
Assecuramenta, *vide* Assecurationes.
Assisia, *pro* assignatio auxilii, p. 374, I.
——— terræ, p. 10, II.
Assisiæ (injunctio), 246, V.
——— (restitutio) petita Regi, p. 656, XVII.
Assisiarum (loca), p. 566, III; p. 656, XVII; p. 852, II; p. 905, LXI.
Assisiis (jus tenendi), p. 299, IX.
Atornatum (defensio per), p. 918, LXXXVI.
Auxilia communia, p. 27, II.
Auxilium, *vide* Tallia.
Avoare, p. 922, III.
Avoeria Regis, p. 358, VIII. — Novarum avoeriarum ademptio, p. 889, XXIX.

B

Balena saisita pro Rege, p. 848, XXVI.
Balliviarum (delimitationes), p. 876, XXX.
Balliviarum (ressorta), p. 436, XI.
Ballivorum (placita), p. 418, III.

Ballum liberorum, p. 155, III; p. 472, XIV; p. 524, XVI; p. 726, IV; p. 888, XXV; — in Viromandia, p. 111, XX.
Ballum Regis, p. 166, XVI.
Baneriæ (jus placiti ratione), p. 109, XVI.
Banleucæ, p. 11, VII; p. 28, III; p. 31, XVI; p. 95, X; p. 128, VIII; p. 174, II; p. 757, XII.
Bannarii ad molendina, p. 744, XIII.
Banneria, p. 6, II; p. 405, XIV.
Banni (revocatio), p. 450, IX.
Banniam (venire ad), p. 116, I.
Bannitis (de), p. 379, IX; p. 432, I; p. 551, II; p. 558, XVIII; p. 815, III; p. 822, XVII.
Banno (homines appellati sub), p. 608, XVI.
Baronia de Salvia, p. 75, XXIX. — *Vide* Guillelmus de Audusia.
Bastardis (de), p. 496, XV; p. 686, X; p. 913, LXXVIII-LXXIX.
Bastardorum (de hereditate), p. 846, XVI; — (justitia), p. 846, XXI.
Batellis (costuma debita pro), p. 546, X.
Baugenciaci feodum restitutum a Rege comiti Blesensi, p. 164, XII.
Belli-Montis (inquesta de justitia et dominio), p. 219, V.
Berfredus dirutus, p. 790, III.
Bigamia, p. 665, II.
Bituris (domicilium habentes), p. 9, XVIII.
Bladi (caristia), p. 522, XI-XII; p. 554, IX.
Bladi (redevantiæ), p. 156, IV; p. 173, XIII; p. 840, VIII; p. 855, X; p. 866, III; p. 893, XXXV.
Bladis (bannus super), p. 522, XI.
Bladum debitum hostalariæ Silvanectensi, p. 564, XXI; — capitulo Peronensi, p. 706, XXIV.
Blaeria, p. 237, II.
Blasphemorum (de punitione), p. 784, XXXIII.
Bonnagium, p. 563, XVI.
Boscorum (vendæ), p. 789, I; p. 823, XVIII; p. 862, XXVI.
Boulengarii, p. 559, I; p. 575, III.
Braçagium, *vide* Moneta.
Brenagium, p. 160, III; p. 532, IV.
Bufetagium, p. 600, II.
Bulla aurea Karoli Calvi, p. 859, XIX.
Burdegalensis (de castris et maneriis archiepiscopatus), p. 829, XXXIII.
Burgesia Regis, p. 17, III; p. 83, XVII; p. 500, XXIII; p. 665, II.
Burgesia villarum, p. 239, V; p. 607, XIV-XV; p. 784, XXXII; p. 885, XI.
Bursam (habere per), p. 689, XXVIII.
——— (revocatio per), p. 329, XVI; p. 444, XVIII; p. 498, XX; p. 630, I; p. 666, V; p. 855, X; p. 884, VI; p. 897, XL; p. 930, XVIII.
Buticulariæ Franciæ (jura), p. 570, XI; p. 573, XVII; p. 624, XVIII; p. 654, X.

C

Calceiarum (reparatio), p. 58, XV; p. 279, X.
Cambellani Regis, p. 130, X.
Campana saisita, p. 836, LI.
Campaniæ comitatus et castellaniæ Meledunensis (divisio), p. 343, XIV.
Campi-pars, p. 511, XIII; p. 852, III.
Campus sive duellum, p. 129, VII.
Candela cerea vendita in ecclesia, p. 490, V.
Cancellariorum ecclesiarum (de juribus), p. 513, XIV.
Capellæ (donatio), p. 192, XI.
Capita ministeriorum, p. 13, XIX; p. 14, XXI.
Capitagia, p. 56, IX; p. 414, XXIV.
Captionibus hominum (de), p. 495, XIV; p. 519, XI; p. 520, III; p. 817, VII; p. 922, IV.
——— honorum, p. 261, VII.
Carbonem (facultas faciendi), p. 403, VIII.
Carnotensis comitis jura in feodis suis de Pertico, p. 106, VI.
Carta Caroli Calvi suspecta de falsitate, p. 859, XIX.
—— Johannis regis Angliæ pro monialibus Fontis-Girardi, p. 492, IX.
—— papæ, p. 687, XXIV.
—— regis Ludovici, ducis Aquitaniæ, p. 901, XLIX.
—— libertatis burgensium Castri-Radulphi (de), p. 488, II.
Cartas regias (concessiones factæ per), p. 599, XIV; p. 600, II; p. 601, III; p. 603, VI; p. 614, IV; p. 672, XVII; p. 678, X; p. 682, XIV; p. 684, XIX; p. 687, XXIV; p. 705, XIX; p. 728, VIII; p. 758, XV; p. 764, XXIX; p. 781, XXV; p. 789, I; p. 792, V-VI; p. 794, X; p. 801, XV; p. 811, XXXI; p. 826, XXVIII; p. 848, XXVIII; p. 849, XXIX-XXX; p. 869, VIII; p. 885, XI; p. 887, XXII; p. 889, XXVII; p. 890, XXXI; p. 891, XXXII; p. 893,

XXXV; p. 901, XLII; p. 902, XII-LIII-LIV; p. 928, XIV.
Carta communiarum citata; — Compendii, p. 847, XXIII; — de Pons, p. 199, II; — Senonensis, p. 461, VIII.
Castellaniæ (divisio), p. 860, XII; — (reasisina), p. 330, XVIII.
Castrorum (medietates), p. 603, VII; — (repetitiones), p. 311, XVI; p. 469, VI; 719, XII; p. 904, LVIII; — (restitutiones), p. 557, XV; p. 724, XXIII.
Castrum de Feritate-Aalidis a Rege emptum, p. 479, XIII.
——— Lucii positum in manu Regis, p. 688, XXV.
——— de Podio-Riverum ablatum Bernardo de Astarac ab archiepiscopo Auxitano, p. 921, II.
——— de Turre dirutum, p. 395, XX.
Catalla, p. 676, XXIV.
Causarum (de divisione), p. 697, VI.
Causas (resumere), p. 878, XXXIII.
Causis (supersedere), p. 768, I.
Cavalcatæ, p. 97, XII; p. 460, VII; p. 621, XIII; p. 637, X; — (recusatio), p. 270, V; p. 635, VIII; p. 681, XIII; p. 712, XXXVII; p. 717, X.
Censivæ, p. 370, XVI.
Censu duplicato (de), p. 661, III.
Census solvendi, p. 109, XIV.
Cere (redevantia), p. 771, VII.
Cerothecam (homagium per), p. 759, XVI.
Cervisiæ (fabricatio), p. 554, IX; p. 904, LIX.
Cervos (facultas capiendi), p. 240, VIII.
Chacia (jus), p. 15, XXIX; p. 29, II; p. 50, XXV-XXVI; p. 51, XXXI-XXXIII; p. 56, VIII; p. 57, XIV; p. 245, V; p. 331, XII; p. 348, I; p. 363, IV; p. 366, IX; p. 369, XII; p. 425, XII; p. 728, IX; p. 873, XXII.
Cheminorum (de reparatione), p. 750, I.
Chocagium, p. 527, III.
Clamorem (prosequi), p. 767, XXXV.
Claustrum (jus habendi), p. 18, X.
Clausuræ ruellarum, p. 663, VI.
Clerici vulnerati, p. 46, IX; p. 276, IV; p. 522, X.
Clericorum (privilegia), p. 529, VI; p. 541, XIII-XIV; p. 665, II; p. 666, III.
Collector pedagii Regis apud Meledunum verboratus, p. 338, IX.
Colligatio facta a comite Engolismensi, facta a Rege, p. 642, XVIII.
Comanda exacta in ducatu Burgundiæ, p. 620, XII.
Comedentes, locati apud debitores, p. 641, V.
Communiæ (spectantia ad), p. 268, II; p. 431, XXIV; p. 433, IV; p. 620, X; p. 621, XIII.
Compositio inter episcopum Parisiensem et regem Philippum, de monetis, p. 608, XVII.
——— inter abbatem Sancti-Benedicti Floriacensis et Rivetum, p. 708, XXIX.
——— inter majorem et abbatem Corbienses, p. 875, XXVII.
——— inter abbatem et majorem Sancti-Richarii, p. 652, VII; p. 662, IV.
——— inter vicecomitissam de Comborn et Delphinam de Rochafolio sorores, de vicecomitatu Turenæ, p. 683, XVII.
Compoti apud Templum, p. 396, I.
Compotorum (redditio), p. 355, XIII.
Compromissio inter abbatem S. Satyri et comitem Sacro-Cesaris, p. 51, XXXIII; p. 90, IX.
——— inter abbatem S. Satyri et Guidonem de Buccio, p. 89, IX.
——— inter comitem Attrebatensem et abbatem Sancti-Quintini, p. 919, LXXXIX.
Compromissiones inter privatos, p. 97, XIII; p. 305, VI; p. 657, XVIII.
Concessiones factæ per Regem priori Sancti-Martini Edunensis, p. 784, XXXII.
Confederationes burgensium Aureliacensium, p. 74, XXVIII; — Corbiensium, p. 3, I; — consulum et hominum Gordonii, p. 864, XXX.
Congregationes prohibitæ popularibus Caturcensibus, p. 314, XVIII.
Consilia juratorum Silvanectensium, p. 581, I.
Consiliarii Regis, p. 783, XXXI; p. 943, XLIV.
Constabularia Normanniæ petita a Guillelmo Crispini, p. 899, XLIV.
Consuetudines (spectantia ad) Ambianenses, p. 450, II; — Andegavenses, p. 703, XV; p. 730, XVI; — Attrebatenses, p. 100, I; p. 239, V; — Aurelianenses, p. 160, III; p. 371, XVI; — comitatus Belli-Montis, p. 618, II; — Britanniæ, p. 311, XVI; — Castri-Radulphi, p. 502, XXVIII; — Cathalaunenses, p. 268, I; — castellaniæ de Chauniaco, p. 400, II; — Constantienses, p. 242, I; — Cormeriaci, p. 252, IV; — Engolismenses, p. 230, II; p. 422, X; — Feritatis-Milonis, p. 627, XXII; — Franciæ, p. 139,

III; p. 239, XVI; p. 358, XVIII; p. 423, X; p. 450, XI; p. 469, VI; p. 496, XV-XVI; p. 527, I; p. 573, XVI; p. 622, XIV; p. 661, III; p. 702, XIV; p. 714, III; p. 716, VI; p. 726, IV; p. 780, XIV-XV; — Laudunenses, p. 779, XXIII; — Montis-Morenciaci, p. 702, XIII; — Normanenses, p. 124, XVI; p. 256, XIII; p. 379, VIII; p. 429, XX; p. 430, XXIII; p. 437, XIV; p. 441, IV; p. 625, XIX; p. 630, I; p. 732, XXII; p. 778, XXII, p. 795, XII; — Nangys, p. 697, VII. — Parisienses, p. 451, XIII; — Pictavenses, p. 423, X; — Remenses, p. 607, XV; — Rothomagenses, p. 561, IX; — Sigalonia et Belsiæ, p. 164, XIII; — Silvanectenses, p. 108, XII; — Stampenses, p. 350, IV; p. 358, XVIII; — Suessionenses, p. 453, XIII; — Vindocinenses, p. 472, XIV; — Viromandenses, p. 445, XX.

Consuetudines (pravæ) amotæ, p. 465, XX; p. 497, XIX; p. 530, XII; p. 562, XII-XIII-XIV.

——— vacante sede, p. 165, XV.

Contentio inter Regem et Theobaldum, regem Navarræ, comitemque Campaniæ, de finibus ipsius comitatus, p. 343, XIV.

——— inter Regem et comitem Domini-Martini de justitia villæ Monciaci-Castri, p. 255, XII.

——— inter Regem et abbatem Fiscanensem, p. 108, XII.

——— inter regem Angliæ et vicecomitem de Fronsac, p. 862, XXV.

——— inter regem Angliæ et capitulum Burdegalense, p. 881, XXXVII.

——— inter Regem et Philippum de Monte-Forti, p. 103, VIII.

——— inter comitem Attrebatensem et abbatiam S. Vedasti, p. 349, II.

——— inter comitem Blesensem et capitulum S. Crucis Aurelianensis, de retrofeodis, p. 309, XIV.

——— inter comitem Blesensem et priorem de Marchiis, p. 141, IX.

——— inter comitem Carnotensem et abbatem Columbensem, p. 171, XI.

——— inter Matheum de Tria, comitem Domni-Martini, et dominam de Sailevilla, de quodam rachato, p. 618, IX.

——— inter comitem Forisiensem et liberos Ademarri de Pictavia, de terra Belli-Joci, p. 296, V.

Contentio inter vicecomitem Cathalanensem et abbatem S. Petri Cathalanensis, de duabus villis, p. 924, VIII.

——— inter vicecomitissam Lemovicensem et capitulum Sancti-Aredii, p. 780, XXIV.

——— inter vicecomitem et burgenses castri Lemovicensis, p. 563, XVIII.

——— inter comitissam Leycestrensem et comitem Engolismensem, ratione fraragii, p. 308, XII.

——— inter comitem Nivernensem et episcopum Lingonensem, p. 65, V.

——— inter comitissam Nivernensem et priorem Sancti-Stephani, p. 935, XXVIII.

——— inter comitem Pictavensem atque Templarios et priorem Sancti-Porciani, p. 787, XXXIX.

——— inter comitem Sancti-Pauli et scabinos Attrebatenses, p. 535, II.

——— inter comitem Suessionensem et capitulum S. Petri in parvisio Suessionensi, p. 163, XI. — Alia, p. 184, XVII.

——— inter episcopum et cives Claromontenses, p. 154, II. — Alia, p. 417, II.

——— inter episcopum Ebroicensem et conventum majoris monasterii de quadam terra, p. 732, XXIII.

——— inter episcopum Eduensem et abbatem Flaviniaci, p. 43, XXXIII.

——— inter episcopum et majorem Laudunenses, de hominibus captis, p. 495, XIV.

——— inter Noviomensem episcopum et burgenses, p. 885, X.

——— inter abbatem de Caduino et Aymericum de Castro-Novo, p. 33, III.

——— inter abbatem Cluniacensem et magistrum Hospitalis in Alvernia, p. 628, XXIII.

——— inter abbatiam Compendiensem et fratres S. Trinitatis de Domo-Dei Compendii, p. 903, IV.

——— inter abbatem Fossatensem et Renaudum de Barro, p. 171, XIII.

——— inter abbatissam de Kala et Huetum de Pompona, p. 35, VIII.

——— inter abbatem Regalis-Montis et majorem Asneriarum, p. 228, IX.—Alia, p. 771, VIII.

——— inter abbatem S. Crispini-Majoris Suessionensis et homines de Condeto, p. 162, VIII.

Contentio inter abbatem S. Martini Laudunensis et majorem et juratos Laudunenses, de campis Sancti-Martini, p. 372, XIX.
——— inter abbatem Sancti-Richarii in Pontivo et majorem et juratos ejusdem loci, p. 604, IX.
——— inter abbatem Villæ-Lupensis et abbatem Belli-Loci, p. 65, VI.
——— inter priorem S. Martini de Campis et sanctisma de Aneto, p. 55, VI.
——— inter præpositum et capitulum Brivatenses et homines ejusdem loci, p. 897, XLI.
——— inter capitulum et majorem Laudunenses de juridictione, p. 578, IX.
——— inter Templarios et priorem Sancti-Portiani, p. 743, XI.
——— inter Guiotum, marescallum de Mirapiscis, et Berengarium de Podio-Sorigario, de saisina cujusdam terræ, p. 148, II.
——— inter Helyam Ridelli et homines suos de Martello, p. 556, XIV.
——— inter textores et fullones Parisienses, p. 845, XVIII.
Contractuum instrumenta in aperto facienda, p. 562, XIV.
Contramandata, p. 448, III; IV-V; p. 452, XIV; p. 773, XI; p. 806, XIX; p. 831, XLII.
Contraplegiare, p. 231, II.
Contraplegium, p. 73, XXIV.
Controversiis (de) inter regem Angliæ et Francos, p. 759, XVIII.
Conversarum (immunitates), p. 392, XVI.
Coronatione Regis (expensæ pro), p. 397, II.
Corveiæ, p. 866, I.
Costumarum (allevationes novarum), p. 123, XVI; — (exemptiones), p. 281, I; p. 646, X; p. 727, V; p. 927, XIV; p. 929, XV.
Costumæ injustæ levatæ, p. 370, XV.
——— de mercimoniis, p. 127, IV.
Cruce-Signatorum (privilegia), p. 854, VIII.
Curia (non audiendi in), p. 466, X; p. 503, XIX.
—— (petitio in), p. 332, XVI.
—— (recusationes respondendi in), p. 515, IV.
—— (respondere in), p. 460, VII; p. 461, VIII; p. 502, XXVIII; p. 545, IV; p. 603, VII; p. 678, VII; p. 835, XLVIII.
—— comitis Engoliamensis, p. 200, X.
—— parlamenti (de modo litigandi in), p. 706, XXII.
Curiæ (de executione mandatorum), p. 799, III; p. 830, XXXV; p. 861, XXIII.
—— (petitiones), p. 456, XXI; p. 459, III.
Curiam habere, *vide* Justitiarum ressorta.
Custodia, *vide* Garda.
Custodia cheminorum et viarum, p. 252, IV.
Custodiæ, p. 65, V.—Haiarum Auricasæ, p. 145, III; — pratorum de Torciaco, p. 172, XIII.
Custodiam (frangere), p. 234, IX.

D

Dampna illata abbatibus Beatæ-Mariæ de Salis, p. 168, IV; — de Bello-Prato, p. 108, X; — de Brolio, p. 70, XX; — Cluniacensi, p. 438, I; — Evahonensi, p. 699, IX; — Figiacensi, p. 169, VII; — Regalis-Montis, p. 139, V; — Sacri-Portus, p. 929, XVI; — S. Nicholai de Arroasia, p. 170, IX; — S. Nicholai-in-Bosco, p. 770, VI; — S. Vedasti Attrebatensis, p. 787, XXXVIII; p. 847, XXV; — S. Wandregisilii, p. 695, II; — Sygniacensi, p. 276, V.
——— illata civibus Burdegalensibus a gentibus Regis, p. 561, VIII.
——— illata episcopo Caturcensi a senescallo Ruthenensi, p. 283, V.
——— illata Johanni de Civilliaco, a capitulo Parisiensi, p. 446, XXIV.
——— illata Geraudo et Peiro de Malo-Monte per Bosonem de Bordelia, p. 287, X.
Dampna illata Giraudo de Casali-Bono per gentes comitis Armegniaci, p. 407, XVI.
——— illata hominibus capituli Lingonensis, p. 657, XIX.
——— illata mercatoribus Parisiensibus, p. 807, XXII.
——— illata patri Poncii, civis Senonensis, a duce Burgundiæ, p. 442, IX.
——— illata civibus Rothomagensibus, p. 561, IX.
——— in boscis episcopatus Trecensis a gentibus Regis Navarræ, p. 759, XX.
——— illata nonnullis, p. 42, XXXII; p. 48, XIX; p. 52, XXXVIII; p. 67, XIII; p. 69, XVIII; p. 163, X; p. 202, II; p. 259, III, p. 463, IV; p. 484, II.
——— pro maneriis deterioratis, p. 786, XXXV.
Dampnorum (estimatio), p. 297, V;—(restitutio) p. 636, IX; p. 637, X; p. 836, LIV; p. 858, XVII.

Dampnorum (solutio), p. 656, XII.
Dangerii et tertii (jus), p. 7, V; p. 15, XXXI; p. 41, XXIX; p. 54, II; p. 85, XXII; p. 99, XVI; p. 136, VII; p. 148, V; p. 147, VII; p. 157, VI; p. 159, I; p. 179, VI; p. 184, XVIII, p. 186, IV; p. 188, I-II; p. 189, II; p. 207, V; p. 211, XIV-XV; p. 212, II; p. 223, IX-X; p. 226, XV-XVI; p. 241, X-XI-XII; p. 295, IV; p. 307, X-XI; p. 324, X; p. 354, XI; p. 377, VI; p. 389, X; p. 429, XX; p. 465, VII; p. 605, X; p. 665, I; p. 747, XXI; p. 829, XXXIV; p. 831, XXXIX; p. 902, LIV.
Debitis (de), p. 520, V; p. 539, VIII; p. 651, VIII; p. 656, XVI; p. 690, XXX; p. 691, XXXII; p. 692, XXXIII; p. 754, VII; p. 761, XXIV.
Decima vini, p. 711, XXXV-XXXVI.
Decimæ, p. 253, VII; p. 292, I; p. 538, VII; p. 563, XV; p. 676, XXIII; p. 689, XXVIII; p. 778, XXII.
Defectus in curia, p. 591, XVI; p. 884, VI; p. 885, XII; p. 888, XXIII.-*Vide* Juris (defectus).
Delimitationes bonorum, p. 82, XV.
Demissiones bonorum, p. 501, XVIV-XXV.
Denarium Dei, p. 475, IV.
Deposita, p. 629, XXIV.
Dessaisinæ inter liberas personas, p. 480, XIII-I-II.
Detentus in prisione episcopi, p. 23, III.
Dies consilii, p. 744, XIV; — (ostensionis), p. 927, XI.
Diffamatio, p. 540, X.
Diffidationes ad episcopos, p. 432, I-II.
Disrobationes, p. 352, VII.
Dolus in quodam contractu, p. 171, XII.
Domibus petitis (de), p. 52, XXXVI; p. 58, XVIII; p. 254, X; p. 742, XII; p. 803, XIII; p. 824, XXI.
Domorum (acquisitio), p. 802, XI; — (ædificatio), p. 576, VI.
Domus communis, p. 15, XXVII.
Domus diruta a nonnullis, p. 12, XIII; p. 31, XVI.
——— tradita ad firmam, p. 48, XX.
——— episcopi Tornacensis (effractio), p. 870, X.
Donationes fraudulosæ, p. 549, XV; — iritæ, p. 717, IX.
——— domui Dei Parisiensi, p. 273, VIII; — abbatiæ Latiniacensi, p. 474, III; — abbatiæ S. Stephani Cadomensis, p. 747, XXI.
——— regum Angliæ, p. 502, XXIX; p. 747, XXI; — regum Franciæ, p. 503, XXX.
Dos relicta Almaurici, comitis Montis-Fortis, spoliata, p. 419, VI; — Ysabellis de Melloto, p. 783, XXXI.
Dotalitia dominarum in castellania Peronæ, p. 54, IV.
——— secundum consuetudines Franciæ, p. 735, XXIX; p. 756, X.
Dotalitium Alæ, p. 935, XXIX; — Alicis de Chacenaio, uxoris vicecomitis Meledunensis, p. 257, XV; — domini Argentonii, p. 676, I; — Beatricis, uxoris Hugonis de Seixac, vicecomitis de Fenoilleto, p. 579, XII; — dominæ Branciduni, p. 645, VIII; — dominæ de Lavalle, p. 701, XIII-XIV-XV; p. 713, I; p. 714, II; — vicecomitissæ Meledunensis, p. 827, XXIX; — uxoris majoris Montis-Desiderii, p. 467, I; — dominæ de Paskin, p. 598, IX; — relictæ Poncii, servientis Regis, p. 673, XVIII; — comitissæ Vindocinensis, p. 472, XIV; — Yolendis de Drocis, p. 360, II; — Ysabellis de Marliaco, p. 524, XVII; — Ysabellis de Melloto, p. 708, VII; p. 783, XXXI.
Dotalitii (restitutio), p. 468, III.
Draperiæ (garda) apud Kathalaunum, p. 765, XXX; p. 769, III.
Duellum, p. 24, V; p. 30, XI; p. 129, VII; p. 468, IV; p. 491, VII; 667, VIII.
——— amotum de terra Regis, p. 494, XII.

E

Ecclesia Ambianensis combusta, p. 71, XXI; — Senonensis, p. 482, XVIII.
Ecclesiarum acquisitiones saisitæ a Rege, p. 884, VIII; p. 891, XXXIII.
Edificia dirupta in Castro de Ruppe-Dariani, p. 395, XXII.
Elemosina, p. 33, III.
Elemosinæ (repetitio), p. 444, XVIII.
Emenda imposita Brivensibus, p. 13, XII; — Claromontensibus, p. 551, XIX; — Figiacensibus, p. 68, XIV; p. 681, XIII; — Cathalaunensibus, p. 856, XIV.
——— subjectorum episcopi Parisiensis Regi debita, p. 608, XVII; — pro animalibus in boscis, p. 942, XLIII; — pro appellatione temere facta, p. 807, XXI; — pro assecu-

ratione facta, p. 830, XXXVI; — pro bannitorum receptione, p. 803, XXVII; — pro blasphemiis, p. 784, XXXII; — pro confederatione facta, p. 864, XXX; — pro incarcerato fugitivo, p. 210, XI; — pro injuriis, p. 666, II; p. 873, XX-XXI; — pro prava mensura vini, p. 571, XIII; — pro sigilli abusu, p. 773, XII; — pro violentia in prepositum, p. 809, XXVI.
Emende debita Regi pro contramandatione, p. 796, XV; — pro exercitus recreantione, p. 886, XV; p. 887, XVII-XVIII; p. 889, XXVII-XXVIII; p. 899, XLV; p. 901, XLIX; p. 902, LII-LIII; p. 908, LXVI; — pro garda Regis violata, p. 883, V; — pro guetto non facto, p. 609, XVII; — pro jurisdictionis infractione, p. 765, XXXIII; — pro monetis non recipiendis, p. 608, XVII; — pro pravis judiciis, p. 587, X; p. 872, XVI; — pro violentiis factis gentibus Regis, p. 911, LXXIII.
Emende arbitrariæ, p. 669, XIII.
Emendarum (de partitione), p. 574, I; p. 856, XIV; p. 867, IV; p. 873, XX.
——— (perceptiones), p. 229, I; p. 456, XXIII; p. 703, XVI.
——— (taxatio), p. 798, I; p. 872, XVI; p. 873, XXI; p. 940, XI.
Emptiones fraudulentæ, p. 857, XVII.
Emptionum (revocatio), p. 612, I.
Emptorum societas, p. 369, XIII.
Episcopi Lemovicensis (juramenti rumpio in dampnum), p. 617, VIII.
——— Normanniæ (quomodo citantur), p. 69, § 1.
Episcoporum homines (quomodo citantur), p. 60, § 2.
Equæ d'espave, p. 803, XIV.
——— debitus domino, p. 129, VIII.
Equi capti injuste, p. 255, XI; p. 678, VIII; p. 897, VII.
——— capti pro servitio villarum, p. 562, XIII.
——— necis cujusdam pueri causa, p. 839, IV.
Escambia, p. 799, IV.
Escambium villarum, p. 835, IV.
Esboelare, p. 238, III.
Eschaeta, p. 230, II; p. 782, XXVII.
Escleserarum (raptio), p. 589, XIII.
Espave (jus dictum), p. 277, VI; p. 313, XVII; p. 401, VI.
Essartandum (terra data ad), p. 529, VIII.
Essonia, p. 480, XV.
Evasiones captivorum, p. 251, III.
Excessus in ecclesia Attrebatensi, p. 238, III.
——— Engolismo, p. 93, V.
——— Figiaco, p. 14, XXI.
Excommunicatis (non respondetur in curia), p. 738, XXXII; p. 817, VIII.
Exercitus (exemptio), p. 888, XXIV; p. 889, XXVII-XXVIII; p. 899, XLV; p. 901, XLIX; p. 902, LII-LIII; p. 908, LXVI; p. 916, LXXXII; p. 934, XXVI.
——— (prestatio), p. 886, XV, XVI; p. 887, XVII, XVIII, XXI, XXII; p. 918, LXXXVII; p. 927, XIII; p. 939, XXXV.
Exitus, consuetus apud Belesmum, p. 887, V.
——— villarum, p. 487, X.
——— terræ saisiti pro debitis, p. 451, XIII.
Expensæ inquestarum, p. 836, LIII.
Expleti (jus), p. 186, II; p. 228, XIX; p. 323, IX; p. 776, XVI; p. 784, XXXII.
Extrahere, p. 129, VII.

F

Faidimenta, p. 619, XIV.
Falsarii, p. 23, III.
Falsæ litteræ, p. 447, II.
Falsæ monetæ expensores, p. 563, XVII; p. 818, X.
Falsi monetarii, p. 19, XV; p. 534, I; p. 794, XI.
——— testes, p. 738, XXXIII.
Falsum sigillum, p. 18, VIII.
Feoda (ponere) extra manum suam, p. 717, VIII.
——— Campaniæ empta a Rege, p. 150, XI.
——— Tholosanorum saisita per gentes Regis, p. 939, XXXVIII.
Feoda villana, p. 64, III.
Feodum datum pro homagio, p. 168, III; — datum pro victu, p. 137, XI; — deliberatum a Rege, p. 77, I; — redditum ecclesiæ Brivatensi, p. 905, LXII; — restitutum a Rege comiti Blesensi, p. 164, XII.
——— (extendere), p. 178, XIII.
Feodis Regis (acquisitiones in), p. 891, XXXII.
Feudorum (garda), p. 137, XI; p. 671, II; p. 533, XVIII; — (moventia), p. 522, VII; p. 579, X; p. 788, II; p. 940, XLI; — (resignatio), p. 828, XXXI; — (tenura), p. 36,

XIII; p. 47, XIV; p. 164, XII; p. 189, I; p. 210, XII; p. 216, XI; p. 259, II; p. 264, XI; p. 310, XV; p. 403, IX; p. 434, VI; p. 723, XXI-XXII; p. 778, XX; p. 809, XXV.
Feudorum (justitia) quæ sunt in manu Regis, p. 606; XIII.
——— (partes) venditæ sine assensu Regis, p. 604, VIII.
——— (restitutiones) petitæ, p. 796, XVII-XVIII.
Femina mutilata, p. 37, XV; — occisa, p. 79, VII; — turpiter tractata a priore Celsiniarum, p. 396, XXII.
Feminæ de corpore, p. 117, II; p. 164, XIII.
Feminarum de corpore (de bonis), p. 495, XV; p. 561, XIX.
Festi sancti Richarii (custodia), p. 191, VI.
Fidelitas, *vide* Homagium.
Filia a patre suo e domo sancta violenter extracta, p. 342, VIII.
Firmæ (repetitio pecuniæ, occasione), p. 382, XII.
Fossagium, p. 178, I; p. 485, IV; p. 487, IX; p. 546, VII; p. 906, LXIV.
Forestarii, p. 93, VI.
Forestarum (de custodia), p. 604, XI.
——— (justitia), p. 643, I.
——— (super possessione), p. 175, V.
Forestis (consuetudines in), p. 37, XIV; p. 56, X; p. 69, XVI; p. 523, XIII; — (delicta in), p. 180, VIII; p. 206, II; — (jura in), p. 175, III; p. 179, V; p. 192, X; p. 195, I; p. 214, VII; p. 215, VIII; p. 232, III; p. 235, VI; p. 391, XIV; p. 411, XXI; p. 419, V; p. 505, IV; p. 522, XII; p. 530, IX; p. 561, X; p. 565, I; p. 566, II; p. 585, VII; — (usagia in), p. 4, VI; p. 5, XIII; p. 6, IV; p. 7, VII; p. 10, III; p. 11, V-VI; p. 12, XI; p. 17, IV-V-VII; p. 19, XIII; p. 24, VI; p. 39, XXIII; p. 40, XXVI; p. 45, V-VII; p. 46, XII; p. 49, XXIII-XXIV; p. 50, XXIX; p. 55, VII; p. 57, XIII; p. 66, VII; p. 70, XIX; p. 73, XXV; p. 78, III-V; p. 109, XIII; p. 119, V; p. 122, X; p. 127, VI; p. 133, XII; p. 144, I; p. 191, VII; p. 192, IX; p. 200, XI; p. 209, IX; p. 217, I; p. 224, XII; p. 225, XIII; p. 233, VII; p. 252, V; p. 260, IV; p. 282, II; p. 333, I; p. 334, III; p. 363, IV; p. 365, VIII; p. 375, III; p. 401, V; p. 408 XVII; p. 421, IX; p. 428, XVIII; p. 444, XVII; p. 463, V; p. 465, VIII; p. 468, II; p. 493, XI; p. 506, VI; p. 513, XVI; 514, II; p. 526, XIX; p. 538, VI; p. 616, VII; p. 680, XII; p. 705, XIX; p. 751, II, p. 816, V; p. 819, XIII; p. 820, XIV; p. 826, XXV-XXVI-XXVII; p. 830, XXXVIII; p. 840, VI; p. 851, I; p. 853, V; p. 860, XX; p. 874, XXIII-XXIV; p. 875, XXVIII; p. 876, XXIX; p. 882, II; p. 884, VII; p. 923, VI.
Forisfactorum (pecunia), p. 531, XIV.
Forismaritagium, p. 86, II; p. 240, VI.
Formulæ. — De mandato domini Regis, *sive* curiæ, p. 79, VI; p. 315, III, et alias sæpissime. — Mortuus debet vivum saisire, p. 453, XVI.
——— donationis, p. 919, LXXXVIII.
Forteritiarum (de constructione), p. 654, XI; p. 662, V; p. 719, XV, p. 722, XX; p. 730, XIII; p. 917, LXXXIV.
Fossata diruta, p. 772, IX.
Franchisia, p. 62, § 7; p. 631, II.
Francorum lites adversus regem Angliæ, p. 499, XXII; p. 759, XVIII.
Fraragium, p. 507, VII; p. 560, III.
Fraternæ portiones, p. 560, VI-VII; p. 568, VII; p. 569, VIII.
Furatarum rerum (receptio), p. 541, XV.
Furcæ abbatis S. Dyonisii diruta, p. 812, XXXIV; — prioris S. Germani in Laya, p. 516, V; — abbatis Sancti-Richarii, p. 135, II.
Furchas (jus habendi), p. 306, VII; p. 325, V; p. 542, XVII; p. 595, VII; p. 623, XVI; p. 750, XXVI; p. 890, XXXI. —
Furna, p. 41, XXX; p. 64, III; p. 120, VI; p. 353, VIII; p. 430, XXII; p. 641, XVI; p. 740, V.

G

Galeis faciendis (tallia pro), p. 632, IV.
Gallicanæ ecclesiæ, p. 557, XVII.
Garandia Regis, p. 810, XXVII; p. 833, XLIV; — episcopi, p. 621, XIII.
Garandiæ debitæ per hæredes, p. 907, LXV.
Garda Regis, p. 553, VII; p. 569, VIII; p. 634, VII; p. 685, XX; p. 686, XXIII; p. 689, XXVII; p. 721, XIX; p. 795, XII; p. 844, XVII.
——— (liberi dominorum in), p. 613, II; p. 625, XIX; — (feoda in), p. 613, III; — (hospitalarii in), p. 628, XXIII.

Garda demorum, p. 309, XIII;— molendinorum, p. 351, V.
—— abbatiarum Belli-Prati, p. 709, XXXI; — Honecuriæ, p. 867, V; — Hunocurtensis, p. 889, XXVI; — Nogenti, p. 898, XLII; — Pontis-Levii, p. 749, XXV; — S. Austrebertæ, p. 144, X;—S. Remigii Remensis, p. 454, XVIII; p. 701, XI; p. 863, XXIX;—Virziliacensis, p. 931, XX.
Gardæ feudorum requisitæ, p. 169, VI.
Garennæ, p. 44, IV; p. 83, XVI; p. 90, X; p. 106, V; p. 111, XXIII; p. 151, VII; p. 172, XIII; p. 178, II; p. 292, I; p. 313, XVII; p. 331, XXI; p. 349, I; p. 368, XII; p. 812, XXXV; p. 835, XLIX.
Genere (inquesta de), p. 154, X.
Grieria, p. 247, VII; p. 377, V; p. 520, VI.
Guagneria ad firmam tradita, p. 339, X.
Guerras privatas (spectantia ad), 439, I.
Guettandi (obligatio), p. 584, VI; p. 843, XIV; —Parisius, p. 865, XXXII;—Stampis, p. 478, X.
Guenda, p. 514, I.

H

Hala (de) villæ Monasterii-Villaris, p. 721, XVIII; — Pontis-Audomari, 632, V.
Hæredi (restitutio petita), p. 553, VI.
Hæreditas Bussei en Paele, p. 700, X; — vicecomitatus Castri-Duni, p. 490, VI; — comitatus Engolismensis, p. 263, X;— castri Montis-Regalis, p. 461, IX; — baroniæ de Servye, p. 706, XXIII.
—— hæreticorum, p. 513, XVI.
Hæreditate mulieris submersæ (de), p. 431, XXV.
Hæreditates, p. 44, II; p. 57, XII; p. 61, § 4; p. 163, IX; p. 181, X; p. 195, III; p. 243, III; p. 256, XIII; p. 269, III; p. 257, XVIII; p. 386, VII; p. 389, XI; p. 412, XXII; p. 431, XXVI; p. 494, XIII; p. 501, XXIV-XXV; p. 517, VII-VIII-X; p. 524, XV; p. 532, XVI; p. 557, XVI; p. 582, III; p. 605, XI; p. 610, XX; p. 623, XVII; p. 627, XXII; p. 715, VI; p. 733, XXV; p. 745, XVI; p. 819, XII; p. 841, IX; p. 853, VI; p. 880, XXXVI.
—— inter fratres, p. 444, XIV; p. 450, XI, p. 672, XVI; p. 673, XIX, p. 683, XVII.
—— per uxores, p. 452, XVI; p. 682, XIV, p. 766, XXXIV; p. 782, XXVII; 785, XXXV; p. 786, XXXVI.
Hæreditatis (divisio), p. 422, X; p. 647, XII; p. 706, XXIII;— (jus), p. 642, XIX; p. 708, XXX; p. 730, XV; p. 849, XXXI; — pro masculis, p. 720, XVII;— (quittatio), p. 167, I; — (resumptio), p. 269, III.
Hæredum (custodia), p. 188, III; p. 909, LXVII.
Hæreticis (de), p. 556, XIII; p. 579, XII.
Hæreticorum Albigensium (de venditione bonorum), p. 470, VIII; p. 920, I.
Hæreticos (saisina justitiandi), p. 317, IV.
Homagia, p. 110, XVIII; p. 134, I; p. 193, XII; p. 264, I; p. 327, XIII; p. 339, XI; p. 388, IX, p. 399, II; p. 424, XI; p. 430, XXIII; p. 434, V; p. 470, IX; p. 478, XI; p. 508, II; p. 509, X; p. 533, XVII; p. 685, XX; p. 753, V; p. 762, XXIII; p. 769, V; p. 775, XV; p. 837, LV; p. 905, LXII; p. 911, LXXIV, p. 912, LXXV; p. 921, III.
Homagii (defectio), p. 449, VIII; — (receptiones), p. 47, XIII; p. 208, VII; p. 488, II; p. 504, I; p. 733; XXV; p. 872, XVIII-XIX;— (recusatio), p. 445, XIX; p. 448, V; p. 449, VI.
Homagiis (impedimenta in), p. 614, IV; p. 670, XIV.
—— regi Angliæ debitis (de), p. 498, XXI.
Homagium de milite ad burgensem, p. 497, XVII; — per cerothecam, p. 759, XVI.
Homicidorum (jus capiendi bona), p. 187, V.
—— sui (de bonis), p. 442, VI; p. 517, IX.
Homines Regis, p. 102, VII; p. 427, XV; p. 870, XIII.
——justitiati a capitulo Senonensi, p. 160, IV.
Homines suspensi sine judicio, p. 135, IV.
—— de corpore, 531, XIII; p. 567, IV; p. 749, XXIV; p. 752, III.
—— ecclesiarum et abbatiarum, p. 181, XIII; p. 205, I.
Homines verberati, p. 474, II; p. 545, VI.
Homo mortuus in prisione, p. 307, IX.
Hostisiæ, p. 502, XXIX.

I

Incheramentum, p. 101, v.
Injuriæ illatæ Johanni, Bituricensi archiepiscopo, p. 197, VII; — episcopo Laudunensi, a communitate hominum de Vallibus, p. 560, V; — capitulo Laudunensi, p. 183, XV; — abbati et monachis Sancti-Johannis Laudunensis, ab hominibus villæ de Ardone, p. 267, IV; — episcopo Mimmatensi, per senescallum Belli-Quadri, p. 262, IX; — monachis Compendii, ab ejusdem communitate, p. 263, I; — abbati Vallis-Regis, ab archiepiscopo Remensi, p. 351, XXI; — abbatiæ S. Vedasti Attrebatensis, a comite Attrebatensi, p. 687, XXIV; — ecclesiæ S. Martialis, a Guidone de Ruppe, p. 427, XVI; — priori tui de Marçac, p. 384, III; — Petro de Fontaneto, canonico Carnotensi, p. 409, XIX; — Auberto, legato sedis Romanæ, apud Bituricum, p. 436, XII; — vicecomitissæ Lemovicensi, a Petro de Petra-Buferia, p. 693, XXXV; — Jacobo de Contes, militi, a majore et juratis Monsterolii-supra-Mare, p. 586, IX; — uxori Guillelmi de Milliaco, p. 182, XIV; — ballivo Bituricensi, 337, VII; — cuidam præposito Regis, a monachis S. Germani-de-Pratis, p. 261, VII; — servienti Regis, ab abbate Figiacensi, p. 158, IX; — cuidam civi Laudunensi, p. 184, XV.
Insidiæ nocturnæ, p. 41, XXXI.
Interfecti (homines), p. 108, XI; p. 187, VI; p. 286, VIII.
Intragium, p. 718, VIII; p. 784, XXXII.

J

Jaolarii de Nogento (jus), p. 240, IX.
Judæis (de), p. 122, XIII; p. 361, VI; p. 811, XXXII; p. 821, XVI; p. 893, XXVI; p. 944, XLVI; — Regis, p. 791, IV; p. 793, VII; p. 807, XXIII.
Judicandi nobiles (potestas) ablata scabinis Laudunensibus, p. 761, XXI.
Judiciorum confirmationes, p. 441, I.
Judiciis (jus interesse), p. 544, I.
Jura nonnullorum in feodis Regis, p. 139, IV.
—— Regis apud Cormeriacum, p. 252, IV.
—— reservata, p. 718, X.
Juramenta facienda in propria persona, p. 763, XXVII; p. 838, I.
Juramenta petita, p. 564, XX.
Juramenti receptiones, p. 9, XI; p. 260, VI; p. 617, VIII; — in ducatu Aquitaniæ, p. 332, XXII.
Juramentorum (revocatio), p. 854, VIII.
Juramentum factum abbati Cussiacensi a ballivis Viromandensibus, p. 653, IX.
———— per procuratorem, p. 674, XX.
———— præpositorum Villarum, p. 856, XIII.
Juridictio, p. 21, XIX; p. 53, XL; p. 66, X; p. 79, VII; p. 94, IX; p. 108, XII; p. 159, XII; p. 194, XIV; p. 203, V; p. 227, XVIII; p. 234, IX; p. 238, IV; p. 242, II; p. 268, I; p. 304, IV; p. 325, XI; p. 362, III; p. 385, V; p. 545, III; p. 551, I; p. 563, XVII; p. 692, XXXIV; p. 739, III. — *Vide* Justitiarum (ressorta).
Juridictio comitis Attrebatensis super abbatiam S. Vedasti, p. 746, XXX; — civitatis Attrebatensis, p. 46, XI; p. 318, VI; — domini Cociaci, p. 579, XI; p. 580, XIII-I; — burgensium Falesiæ, p. 463, III; — villæ S. Frontonis, p. 34, VII; — claustri Laudunensis, p. 578, IX; — vici de Malleis et de Aubigniaco, p. 395, XXI; — villæ Moreguiaci, p. 655, XIV; — Parisius, p. 372, XVIII; — prioris S. Petri-de-Monasteriis, p. 343, XVIII; — de hominibus comitis Pictavensis captis, p. 391, XV; — burgi S. Sulpicii Bituricensis, p. 371, XVII.
———— ecclesiastica, p. 591, XV.
Juridictionis (conflictus), p. 789, II; p. 791, V; p. 801, VIII-IX; p. 802, X; p. 808, XXIV; p. 861, XXIV; p. 869, VIII-IX; p. 870, X; p. 880, XXXVII; p. 881, XXXVIII.
Juris (defectus), p. 535, II; p. 536, IV; p. 575, IV; p. 577, VII; p. 698, VIII; p. 725, II; p. 765, XXXI; p. 778, XXIII.
Jus acquirendi, p. 546, IX; p. 882, I.
— arrestandi homines apud Belvacum, p. 325, XI; — apud Compendium, p. 826, XXVIII; — apud Senones, p. 546, XXV; — apud Vitriacum, p. 404, XII.

Jus de bladо, p. 63, I.
— ejusti Regis, p. 30, XII; p. 89, VII; p. 374, I; p. 458, I; p. 486, V; p. 793, IX.
— mensurarum, p. 206, III; — salis, p. 289, XII.
— patronatus, p. 18, XII; p. 48, XVIII, p. 60, 3.
— pressorii, p. 25, IX.
— rachapti, p. 40, XXVIII, p. 146, IV; p. 340, II; p. 730, XIV.
— de sale, p. 7, VIII; p. 289, XII.
— submonitionum, p. 40, XXVII.
— vendendi aquam, p. 14, XXIII.
— de vino, p. 12, IX; p. 29, VI; p. 37, XVII; p. 97, XI; p. 278, VIII; p. 486, I; p. 533, XX; p. 552, IV; p. 597, X-XI-XII; p. 923, LXXX; p. 926, XI.
Justitia de advocatis Regis, p. 215, IX; — aquæ Auduræ, p. 330, XIX; — armorum, p. 932, XXIII; — de baptizatis, p. 482, XVII; — camerariorum et mercatorum, p. 865, XXXIII; — de clamoribus corporum, p. 847, XXIV; — mesleiæ, p. 138, I; — mutilationis membrorum, p. 47, XV; — raptus, p. 877, XXXI; — viariæ, p. 121, IX; p. 363, V; p. 378, VII; p. 527, II; p. 758, XV; p. 890, XXX; p. 941, XLII.
——Teodorum; terræ de Braia, p. 594, V; — episcopi Caturcensis, p. 835, I; — de Champegni, p. 428, XIX; — de Chaufor, p. 695, III; — de Escuir, Byaumeri et Campignoles, p. 21, XX; — de Foilleto, p. 672, XVII; — de Foilloy, p. 744, XV; — Fresnaii, in Belvacesino, p. 870, XII; — de Louvecienes, p. 26, XI; — de Moncellis, p. 567, IV; — villarum de Paluel et de Leillac, p. 645, VII; — terræ de Pompone, p. 35, VIII; — villæ Riousse, p. 784, XXXII; — de Rovres, p. 870, XI; — Rudolii, p. 812, XXXIII; — Ryonse, p. 934, XXVII; — Sachiaci-Parvi, p. 676, XXIV; — hospitum Sancti-Martini de Campis, p. 850, XXXII; — extra villam Sancti-Richarii, p. 598, XIII; — villæ de Sequacio, p. 690, XXIX.
—— (alta) Villa-ad-Locum, p. 197, VI; — strata de Albigniaco, p. 295, III; — villæ Ambliegniaci, p. 576, V; — Ambligniaci, p. 450, X; — burgi Anyonæ, p. 453, XVII; — vici de Malleis apud Attrebatum, p. 144, IV; — Barberiaci, p. 890, XXXI; — Bardies, p. 83, XVIII; — Baseinvillæ, p. 937, XXXI; — civitatis Belvacensis, p. 325, XI; — feodi Berreville, p. 403, X; — villæ et septenæ Bituricarum, p. 202, III; — Boisiaci, p. 249, XI; p. 834, XLVII; — Boisvillæ, p. 36, XII; — Bruerriæ, p. 88, IV; — villæ de Canonica, p. 238, IV; — capellæ Igorii, p. 384, II; — de Castris, p. 792, VI; — de Chauciaco, p. 583, IV; — chemini de Novionо ad Peronam, p. 120, VII; — chemini inter Tilliam et Flascam, p. 386, VII; — Compendii, p. 847, XXII; — Conadæ, p. 185, XII; — abbatiæ Cormeriacensis, p. 585, VIII; — villæ de Druysi, p. 129, VIII; — Eisenvillæ, p. 328, XV; — Esonæ, p. 126, II; — villæ de Ferrariis, p. 39, XXIV; — de Folleto, p. 486, VI; — de Fontanis, p. 51, XXX; — Feodi Fresnosæ, p. 101, III; — Hostisiæ Godin, p. 250, XII; — Gonsemvillæ, p. 92, IV; — de Haugesto, p. 426, XIV; — Haquevillæ, p. 100, II; — Herovillæ, p. 333, II; — villis de Houssois, p. 35, X; — de Kennæ, p. 117, III; — Larderiarum, p. 105, III; — Leschæ, p. 54, V; — in terra Loci Dei de Fraxino, p. 104, I; — multorum locorum, p. 125, I; — terræ Lyræ, p. 81, XII; — de Machello, p. 154, I; p. 166, XVII; — hospitalis de Meldunо, p. 57, II; — de Melloto, p. 79, VI; — Moiaci, p. 88, VI; — de Mouchiaco, p. 104, II; — Monciaci-Castri, p. 255, XII; — castellaniæ Montis-Morenciaci, p. 157, VII; — de Morois, p. 142, IX; — de Nangis, p. 155, V; — Nogent super Ligerim, p. 332, VI; — de Nulliaco, p. 78, IV; p. 554, XI; — Osnyaci, p. 190, III; — de Pesqueus et Boulinais, p. 254, VIII; — ballivia Petræ-Fontis, p. 49, XXI; — Podii Nanterii, p. 194, XV; — in Pontyvo, p. 715, VI; — de Praerolea, p. 196, IV; — de Rugniaco, p. 237, II; — de Roissiaco, p. 192, VIII; — de Ruemont, p. 119, IV; — episcopatus Seginnis, p. 900, XLVII; — Sancti-Leodegarii in Laya, p. 38, XVIII; — Sancti-Leonii et Monasterolii, p. 105, IV; — Sancti-Petri-Vivi Senonensis, p. 547, XII; — Sancti-Richarii, p. 800, XIII; — Sancti-Valentini, p. 34, V; — Castaleti de Savegniaco, p. 174, I; — domus cujusdam Suessionensis, p. 163, XI; — Castri-novi Turonensis, p. 113, II; — Utesie, p. 52, XXXII; — de Vilerno, p. 212, III; — Villaris, in Wulcassino, p. 908, LXVII; — de Villaribus, in Belsia, p. 171, XI; — Ville-

Franchim, p. 3, XIV; — Villæ-Novæ Sancti-Georgii, p. 19, XV.
Justitia de clericis et nobilibus, p. 280, XII; p. 350, III; p. 820, XV; p. 878, XXXIV; p. 883, III.
——— latrocinii, p. 29, VIII; p. 81, XIII; p. 101, VI; p. 106, VII; p. 157, VIII; p. 180, IX; p. 185, I; p. 186, III; p. 195, II; p. 204, VII; p. 206, II; p. 207, VI; p. 209, X; p. 213, V; p. 221, VI; p. 222, VII; p. 251, II; p. 265, II; p. 266, III; p. 277, VI; p. 305, V; p. 331, XX; p. 333, II; p. 486, VII; p. 497, XVIII; p. 541, XV; p. 550, XVII; p. 595, VII; p. 623, XVI; p. 656, XV; p. 750, XXVI; p. 777, XIX; p. 804, XVI; p. 841, X; p. 916, LXXXIII.
——— sanguinis, *vide* Alta justicia.
——— spatæ, *vide* Alta justicia.
Justitiarum (exemptio), p. 848, XXVII; p. 904, LVII; — (pecunia), p. 537, III; (ressorta), p. 107, IX; p. 156, V, p. 418, IV; p. 420, VIII; p. 426, XIV; p. 439; p. 440, II; p. 443, X-XIII; p. 444, XV-XVI; p. 445, XI-XII; p. 451, XII; p. 456, XXII; p. 486, VIII; p. 489, III-IV; p. 490, V; p. 501, XXVI; p. 502, XXVII; p. 510, XI-XII; p. 519, I-II; p. 522, X; p. 524, XV; p. 525, XVIII; p. 528, IV; p. 534, I; p. 544, II; p. 545, VI; p. 550, XVII; p. 560, II; p. 567, VI; p. 572, XV; p. 592, I-II; p. 593, III-IV; p. 596, IX; p. 599, XV; p. 609, XVIII; p. 620, X; p. 622, XV-XVI; p. 641, XVII; p. 644, IV; p. 648, XIII; p. 650, IV; p. 651, VI; p. 658, XX; p. 664, VII; p. 666, IV; p. 667, VI; p. 669, XI; p. 674, XXI; p. 677, II-III-V-VI, p. 678, IX; p. 686, XXI; p. 695, II; p. 717, VII; p. 725, I; p. 728, VIII; p. 731, XVII; p. 737, XXXI; p. 738, I; p. 740, IV; p. 741, VI; p. 752, IV; p. 753, VI; p. 756, XI; p. 764, XXIX-XXX; p. 769, IV; p. 772, X; p. 774, XIII; p. 782, XXVIII; p. 783, XXX; p. 814, II; p. 818, IX; p. 824, XXII; p. 825, XXIV; p. 833, XLVI; p. 862, XXV; p. 864, XXX; p. 872, XVIII; p. 883, IV; p. 887, XIX; p. 932, XXII; p. 937, XXXIII; — de furtis in ecclesiis, p. 631, III; — de mesleia, p. 646, IX.
Justitiarum (saisinæ), p. 6, III; p. 8, XI, XII, XIV; p. 9, XVII-XIX; p. 11, VIII; p. 28, III; p. 29, VIII; p. 32, I; p. 34, IV; p. 37, XVI; p. 67, XII; p. 81, XIV; p. 106, VII; p. 158, X; p. 232, V; p. 474, II; p. 814, I.
Justitias Viriseti et Pissiaci (Rex associatus ad), p. 845, XX.

K

Kahoursi expulsi Belvaco, p. 51, XXXII.
Karoli-Magni (privilegium), p. 166, XVII.

L

Lapidicina, p. 579, X; p. 929, XVI.
Latrones, p. 26, XV; p. 66, VIII; p. 107, VII; p. 171, XI; p. 372, XVIII.
Latronum res (jus capiendi), p. 240, IX; p. 328, XV; p. 473, XVII; p. 668, IX; p. 701, XII.
Lemovicensis castri (de juramento burgensium), p. 759, XVII.
——— vicecomitis (de jure), in castro Lemovicensi, p. 706, XXV.
Leprosis (restitutio facta), p. 153, IX.
Leuda panis, p. 787, XXXIX.
Libertates quibusdam concessæ in Pertico, p. 213, VI.
——— villis concessæ, p. 77, II; — Castro-Radulpho, p. 548, XIII.
Licentiandi homines a civitatibus (facultas), p. 210, XIII.
Ligna adducta per Sequanam, p. 291, XIV.
Limitationes locorum, p. 299, X.
Lites inter clericos et laicos, p. 61, §5; p. 879, XXXV.
Litibus (supersedere in), p. 839, III.
Litis (renuntiatio), p. 853, IV.
Litterarum arbitrii (redditio), p. 795, XIV; — in litibus, p. 806, XX.
Litteræ Roberti, comitis Alençonis, p. 324, X.
Litteris concessis a consulibus Caturcensibus (inquesta de), p. 314, XVIII.
Loca privilegiata, p. 483, XIX.
Locagii ad culturam vinearum (de horis), p. 606, XII.
Logia, p. 121, IX.
Lombardis (de), p. 813, XXXVII.
Lopæ (de possessione villæ), p. 177, VII.

M

Major feodalis, p. 594, IV.
Majoria, p. 562, X.
Majoribus villarum (de), p. 523, XIV.
Majorum villarum (de electione), p. 732, XXI.
Malefactorum (de bonis), p. 594, VI; p. 714, III; p. 780, XIV; p. 859, XVIII; p. 895, XXXVIII.
Maletieia, p. 94, VIII; p. 234, IX.
Maneria, p. 684, XVIII; — reponenda in statu, p. 30, XIII.
Manumissiones, p. 626, XXI; p. 683, XV; p. 707, XXVII; p. 842, XI.
———— Regis, p. 239, VI; p. 866, III.
Manumissionum (revocatio), p. 764, XXVIII.
Manu Regis (bona in) per discordiam partium, p. 900, XLVI.
Manumortuæ, p. 85, I; p. 86, II; p. 94, VII; p. 240, VI; p. 327, XII; p. 396, I; p. 414, XXIV; p. 456, XXIV; p. 476, VIII; p. 483, XX-XXII; p. 529, VII; p. 530, X; p. 599, XIV; p. 628, XXII; p. 691, XXXI; p. 803, XV; p. 831, XL; p. 874, XXV; p. 898, XLIII; p. 933, XXV; p. 936, XXX.
Maritagii (donationes), p. 877, XXXII.
Maritus interfectus per uxorem suam, p. 285, VII.
Matbildis, comitissa, spoliata terræ Blemardi a comite Blesensi, p. 443, XI.
Matrimonia vetita ob gradus cognationis, p. 7, X.
Matrimonialia bona, p. 261, VIII.
Matrimonium monialis, p. 442, VIII.
———— per vim contractum, p. 84, XXI.
Medietates castrorum, p. 549, XVI; p. 942, XLIV; — platearum, p. 939, XXXIX; — terrarum, p. 225, XIV; — villarum, p. 497, XX.
Meledunensi comiti (debita), p. 5, XI.
Melleia, *vide* Mesleia.
Membrorum mutilatio, p. 497, XIX.
Mensuræ (pravæ), p. 745, XVII.
Mensuris (de) in solutione reddituum, p. 601, IV.
Mensuras (jus ponendi), p. 273, I; p. 748, XXII.
Mercata, p. 65, VI; p. 871, XIV; p. 886, XIV.
Mercatis (consuetudines solvendæ in), p. 233, VI; — (exemptiones in), p. 258, IX; — (jura in), p. 11, IV; p. 63, I; — (libertates in), p. 249, XI.
Mercatores disrobati, p. 828, XIV; p. 565, XXIII; p. 621, XIV; p. 658, XX.
———— Flandriæ, p. 915, LXXXI.
———— Lombardi, p. 612, XXI.
Mercatoribus (consuetudines levatæ super), p. 437, XVI; — (dampna illata), p. 916, LXXXI; — (dampna reddita), p. 543, XIX; p. 640, XIV; p. 815, IV; — (justitia super), p. 253, VI; — (restitutiones debitæ), p. 621, XIV; p. 739, II; p. 891, XXXIV; — (violentiæ illatæ), p. 279, IX.
Mercatorum (dies), p. 224, XI; p. 918, LXXXV.
———— (assecurationes), p. 735, XXVIII; — (societas), p. 280, XL.
———— aquæ Parisiensis (privilegia), p. 368, XI.
Mercatum concessum villæ de Brueriis, p. 645, VI; — villæ Villaris-in-collo-Resti, p. 937, XXXII.
———— de Ry combustum, p. 686, XXIII.
Mercaturæ arrestatæ, p. 572, XIV; p. 573, XVIII.
Mercaturarum transversum, p. 375, II.—*Vide* Mercaturas (facultas ducendi).
Mercaturas ducendi (facultas), p. 50, XXVII; p. 88, III; p. 92, III; p. 315, I; p. 355, 356, 357, XIV-XV-XVI; p. 675, XXII.
Mesleia in civitate Ambianensi, p. 66, X; — in villa Herovillæ, p. 333, II; — in villa de Foilleto, p. 642, XVII; — in Vernolio, p. 562, XII; — in Corbeia, p. 646, IX; — in suburbiis Sancti-Richarii, p. 801, IX.
Mestiva (tallia de annona), p. 8, XVI.
Miles captus per violentiam, p. 720, XVI.
—— verberatus, p. 644, IV.
Milite novo facto (consuetudo pro), p. 732, XXII.
Millinarenses, moneta Montispessulana, p. 316, III.
Minagium, p. 121, VIII.
Minoribus anni (de), p. 623, XVII; p. 625, XIX.
Molendi (jus), p. 703, XVI.
Molendina (facultas construendi), p. 555, XII.
———— folatoria, p. 91, I.
Molendini jus, p. 25, X; p. 28, IV; p. 45, VI; p. 50, XXVIII; p. 355, XII; p. 901, LI; p. 916, LXXXIII.
Molendinis (de), p. 777, XVIII; p. 930, XIX; — (census in), p. 392, XVII.
Molendinorum (possessio), p. 196, X.

Molendinum factum in dampnum Regis, dirutum, p. 550, XVIII.
Molte (exemptio), p. 543, XX.
Monachus captus et verberatus, p. 183, XVI; — vulneratus, p. 369, XII; p. 382, XI.
Moneta Bernardinorum, p. 602, V; — Mendois, p. 232, IV; — Milliarensium, p. 316, III; — Renundinorum, p. 602, V.
——— facta a Rege (jus habendi portionem in), p. 602, V.
——— (jura in), p. 126, II; p. 181, XIII; p. 588, XI.
Moneta episcoporum, p. 232, IV.
——— (jus magistri), p. 615, VI.
——— Sancti-Quintini (lex) amota, p. 445, XX.
Monetagium, p. 15, XXXII.
Monetam (cudere) ad braçagium, p. 811, XXXI; p. 830, XXXVII.
Monetarii (falsi), *vide* Falsi monetarii.
Monetariorum (privilegia), p. 239, V.
Monetarum (cursus), p. 608, XVII; p. 654, XII; p. 913, LXXVI-LXXVII; — (deterioratio), p. 638, XII.
Moniales verberate et turpiter tractate, p. 384, III.
Mortalia, p. 17, VI; p. 18, XI.
Montannagium, p. 47, XVII.
Moventia, p. 538, IV.
Mulier (si debet succedere ad officium non muliebre), p. 417, I.
——— rapta, p. 420, VIII; — violata, p. 447, X.
Multri (justitia), p. 768, II.
Murorum (clausura), p. 923, VII.
——— civitatum (de reparatione), p. 528, V; p. 590, XIV; p. 591, XV.
Murtra, p. 31, XV; p. 87, VI; p. 104, I; p. 111, XXI-XXII; p. 148, I; p. 176, V; p. 213, IV; p. 394, XX, p. 408, XVIII; p. 482, XVI; p. 517, VIII; p. 531, XIV; 538, IV; p. 544, II; p. 592, II; p. 609, XVIII; p. 665, III; p. 835, L; p. 836, LI-LII-LIII-LIV; p. 861, XXIV; p. 895, XXXVIII; p. 937, XXXIII.
Murtrum fortuitum, p. 487, XI.
——— canonici Carnotensis, p. 436, X; — Guillelmi de Selingaam, militis, p. 712, XXXVIII.
Murus abbatis de Nogento dirutus, p. 275, III.

N

Nanta, p. 95, IX.
Nauta detentus in portu quodam, p. 301, XII.
Nemorum episcoporum (vende), p. 275, II.
Nisus mutatus, p. 98, XIV.
Nundine, p. 102, VI; — Locharum, p. 169, VII; — Rouay, p. 763, XXVI.

O

Obligationis (deliberatio) pro conventu Albe-Curie, p. 611, XXI.
Ostagii, p. 688, XXV.
Ostensionem (facere), p. 758, XIII.

P

Palefredus petitus ab abbate Columbensi, p. 130, X.
Palicium a giant, *genus fortalitii*, p. 719, XV.
Pane (facultas justitiandi pro pravo), p. 380, X.
Panis (de pretio) p. 472, XIII; — (de venditione), p. 695, I.
Paragium, debitum Regi in villa Amiliani, p. 925, IX.
Parium Francie (jura), p. 454, XVIII; p. 666, III.
Pasnagium, p. 252, V; p. 365, VIII; p. 394, XIX; p. 436, VII; 487, IX; p. 655, IX; p. 655, XIII; p. 761, XX. — *Vide* Pesones.
Pasturagiorum (divisio), p. 551, III.
Pasture, p. 138, II; p. 160, II; p. 162, VII; p. 172, XIII; p. 217, II; p. 250, I; p. 334, III; p. 595, VIII; p. 678, IX; p. 776, XVII; p. 886, XIII.
Patronatus ecclesiarum, p. 188, VII; p. 242, I; 446, I; p. 459, IV; p. 649, II; p. 676, XXIII; p. 918, LXXXVI.
Pavagium, p. 869, VII.
Pax, inter reges Francie et Anglie, p. 477, IX.
— inter dominam Borbonensem et conventum Sancti-Porciani, rupta, p. 390, XIII.
— inter comitem Engolismensem et Petrum Bauderon, p. 422, X.
— inter Robertum et Guillelmum Bertrandi, p. 856, XI.

Pax Parisiensis, p. 920, 1.
Paxeria sive exclusa, p. 303, v.
Pecunia centesimæ, p. 335, IV.
Pecunia restituta marescallo Albigesii, p. 316, III.
Pecunia data comiti Pictavensi a burgensibus Riomi, p. 406, XV.
Pecuniæ (repetitio), p. 110, XVII; p. 306, VIII; p. 316, II; p. 335, IV; p. 537, V; p. 800, VI; p. 807, XXIII; p. 831, XLI; p. 863, XXVIII; p. 871, XV; p. 909, LXIX.
——— (traditio summarum), p. 927, XII.
Pedagia, p. 9, XVIII; p. 12, X; p. 35, IX; p. 103, VIII; p. 107, VIII; p. 190, IV; p. 201, I; p. 298, VII; p. 356, XIV-XV; p. 357, XVI; p. 390, XII; p. 393, XVIII; p. 410, XX; p. 439, I; p. 496, XVI; p. 505, II; p. 649, I; p. 726, III; p. 739, II; p. 746, XX; p. 761, XX.
Pedagiarii Peronæ (questus), p. 470, VII;
Pedagiarius Blesensis debet esse laicalis, p. 609, XVII.
Pedagii (exemptio), p. 523, XIII; p. 633, VI; p. 727, VI; p. 755, IX.
Perda facta in ecclesia Sancti-Quintini, p. 669, XII.
Permutatio facta inter abbatiam Montis-Sancti-Quintini, juxta Peronam, et Johannem de Leine, militem, p. 705, XX.
Permutationes bonorum, p. 901, XLVIII.
Pessones, p. 359, I.
Petitiones prælatorum Normanniæ, p. 59.
Pictavensis comitatus (de hæreditate), p. 907, LXV.
Pieleve, consuetudo Remis, p. 570, X.
Piscaturæ (jus), p. 106, V; p. 145, II; p. 175, IV; p. 178, III; p. 193, XIII; p. 219, V; p. 302, I; p. 385, IV; p. 592, I; p. 929, XVIII; p. 931, XXI;— maris, p. 379, VIII;— in fossatis villarum, p. 640, XV.
Placita vicecomitalia, p. 572, XV.
Placitum omnis, vide Alta justicia, p. 76, XXX; p. 100, III.
Planchas (saisina ponendi), p. 240, VII.
Ponderandi (jus), p. 475, IV.
Pondus Aurelianense, p. 122, XI;— Parisiense, p. 330, XVII.
Pontes (spectantia ad), p. 218, IV.
Pontium (de reparatione), p. 496, XVI; p. 928, XIV; p. 929, XV-XVI;
Porci ejecti extra villam Bituricensem, p. 733, XXIV.
Porta Regia, Parisius, per quam itur ad S. Marcellum, p. 150, VI.
Portæ vici Sancti-Clari diruta, p. 248, X.
Portas civitatum (jus claudendi), 318, VI.
Portus Aquarum-Mortuarum (pertusum clausum in destructionem), p. 289, XII.
——— de Chaumont, p. 125, XVI.
Possessionis (turbatio), p. 781, XXVI.
Possessionibus (de), p. 923, V.
Præbendiarum (collatio), p. 136, VI; p. 198, VIII; p. 564, XXII; p. 894, XXXVII.
Præpositis prioratuum (de), p. 667, VII.
——— Regis (de), p. 667, VII.
Præsentationis (jus), p. 620, XI.
Præscriptiones, p. 488, I; p. 492, X.
Pratis (contentiones super), p. 74, XXVII.
Presbyter verberatus, p. 240, VII.
Primogenitorum jura in Pertico, p. 4, II;— in comitatu Drocensi, p. 376, IV.
Primogenituræ (jus), p. 527, I.
Prisione (homines interfecti in), p. 665, II; p. 666, III.
Prisonia abbatum, p. 435, VIII.
Procurationes, p. 457, XXV.
Procuratores, p. 567, V; p. 694, I; p. 709, XXXII; p. 748, XXIII.
——— (non audiendum per), p. 642, XX.
Procuratoris (admissio), p. 426, XIII; p. 741, VII; p. 833, XLV; p. 933, XXIV.
Puella detenta, p. 704, XVIII;—maritata contra voluntatem præpositi Silvanectensis, p. 740, XXXIV.

Q

Querela inter regem Anglie et archiepiscopum capitulumque Burdegalenses, p. 795, XIII.
——— inter comitem Blesensem et dominum Ambaziæ, p. 38, XXII.
Querimonia abbatis Compendiensis contra episcopum Silvanectensem, p. 705, XXI.
Quinti denarii (jus), in vendis boscorum, p. 602, VI.
Quittantiæ sive libertates, p. 732, XLVI.

R

Rachatum, p. 618, IX.
Raptus mulierum, p. 44, III.
Recessus de quibusdam villis ad alias, p. 639, XIII.
Recordationes, p. 554, X.
——— curiæ, p. 787, XXXVIII; p. 824, XXI; p. 840, V.
Recredentia burgensis Laudunensis, p. 607, XIV.
Recursus, pro debita pecunia, p. 787, XXXVII.
Redditio castri de Gymel, p. 284, VI.
Reddita repetiti, p. 430, XXI; p. 845, XIX.
——— villarum, p. 838, II.
Reddituum bladi (repetitio), p. 303, III; p. 449, VII.
Regalia, p. 18, IX; p. 35, IX; p. 399, II; p. 466, VIII; p. 561, X; p. 570, X-XI; p. 678, X; p. 680, XI; p. 759, XIX; p. 842, XII; p. 881, I; 894, XXXVII; p. 900, XLVII.
Regalium Morinensium (de custodia), p. 247, VIII.
Relevagia, p. 44, I.
Relictarum (jura), *vide* Viduæ.
Remenses scabini compulsi solvendi expensas pro coronatione Regis, p. 397, II.
Repetitio rerum quæ erant in manu Regis, p. 99, XV; p. 123, XIV-XV; p. 127, VI; p. 130, IX; p. 135, III; p. 136, VIII; p. 158, XI.
Resaisinæ ob factum appellationis ad Regem, p. 644, III.
Resaisinæ (saccum plenum feno traditum in signum), p. 384, I.
Rescousse, p. 14, XXII; p. 97, XI; p. 190, V; p. 400, IV; p. 521, IX; p. 540, XII.
Ressorta justitiæ, *vide* Justitiarum (ressorta).
——— locorum, p. 53, I; p. 72, XXII; p. 79, VI; p. 141, VIII; p. 150, VI; p. 170, X; p. 179, IV; p. 204, VI; p. 260, IV; p. 270, IV; p. 650, III; p. 718, XI; p. 729, X-XI.
Restitutiones dotalitii, p. 468, III; — factæ leprosis, p. 153, IX; — reddituum, p. 939, XXXIV; — terrarum, p. 468, III.
——— petitæ Regi, p. 301, XI; p. 492, IX; p. 503, XXX; p. 507, VIII; p. 526, XX; p. 540, XI; p. 542, XVI; p. 547, XI; p. 556, XIII; p. 570, IX; p. 638, XI; p. 661, II; p. 742, X; p. 762, XXII.
Retractio terræ Blavi-Montis, p. 354, X.
Retrahere per bursam, *vide* Bursam (revocatio per).
Rex associatus ad villam Centiconii, p. 718, XIII; p. 719, XIV.
—— Franciæ non tenet litteras regis Angliæ, p. 492, IX.
Ribaldorum (præpositus), p. 813, XXXVIII.
Roagium, rothorium, p. 8, XV; p. 105, III.
Rotagium, p. 686, XXII.
Rubrica, p. 90, IX; p. 316, V.

S

Sacrilegium, p. 394, XX.
Saisina comitatus Bolonias, p. 100, I; — Brageriaci, p. 525, XVIII; — castri Graolleti et castri Podii-Begonis, p. 943, XLV.
Saisinæ aquarum, p. 235, X; — bonorum, p. 98, XIV; p. 500, XXIII; p. 559, XIX; p. 586, X; p. 778, XXIII; p. 895, XXXIX; — fructuum, p. 297, VI; — furcharum, p. 27, I; — nemorum, p. 101, IV; — panis positi pro vendendo, p. 25, VIII; — portus, p. 7, VI; — pratorum, p. 888, XXIII; — terrarum, p. 67, XI; p. 290, XIII; p. 452, XVI; p. 466, XI; — villarum, p. 399, II.
——— castrorum de Cliçon, p. 479, XIV; — de Corteveis, p. 234, VIII; — de Credona, 91, II; — de Gimello, p. 320, VII; — de Rolleboise, p. 399, I; — de Turre-Blancha, p. 271, VI.
Sancti-Firmini respectus, quædam libertas ecclesiæ Ambianensis, p. 645, V.
Scabinorum (creatio), p. 589; —(de electione), p. 798, II.
Scacario (magistri curiæ Regis in), p. 160, II.
Scacarium Cadomi, p. 99, XIV; — Rothomagense, p. 99, XVI.
Scambiatores Magni-Ponti, Parisius, p. 735, XXVII.
Scolaribus (donatio pauperibus), p. 443, XII.
Securitates, p. 782, XXIX.
Sedes navium, p. 36, XI.
Segreagium, p. 28, V; p. 69, XVII.
Senescalciæ (pecunia levata ratione cambellanorum et), p. 570, IX; p. 571, XII.

Sergenteria (tenere bona in), p. 794, XII.
Sergenteriæ, p. 8, XIII; p. 16, XXXV; p. 303, II; p. 683, XV; — spatæ, p. 207, IV.
Servientes episcoporum et ecclesiarum, p. 165, XIV; p. 405, XIII, p. 444, XV; p. 796, XVI; p. 798, I; — talliati, p. 888, II.
——— nemorum, p. 11, VI; p. 80, IX-XI.
——— Regis, p. 84, XX; p. 169, VII; p. 487, XII; p. 685, XX; p. 855, IX.
——— Regis amoti a villis prælatorum, baronum et militum, p. 474, I; p. 651, V; — a Brivatensi villa, p. 905, LXI; — a Monte-Dei, p. 538, V; — a prioratu de Wasto, p. 906, LXIII.
——— dati ad repellendas violentias, p. 830, XXVIII; p. 840, VI; p. 931, XX.
Servientibus Regis (injuriæ illatæ), p. 437, XV; p. 873, XXI.
Servientium (gagiamenta), p. 784, XXXII.
——— canonicorum Laudunensium (justitia), p. 557, XVII.
Servitia debita (varia), p. 147, VI.
Sigilla villarum, p. 773, XII.
Sigilli capituli Ambianensis (subtractio), p. 71, XXI.
Sigillorum (fractio), p. 337, VI.
Sigillum Claromontis huic civitati restitutum, p. 471, XII.
Sodomiticos justitiandi (saisina), p. 136, V.
Sommarium, p. 537, II.
Spoliatio burgensium Flandriæ, p. 201, XIII.
Stagna, p. 65, IV.
Statu personarum (de), p. 446, XXIV.
Statutum factum sine licentia Regis, p. 441, II.
Stipendiæ (repetitio), p. 59, XIX.
Subsidia Terræ-Sanctæ, p. 825, XXII.
——— concessa Regi, p. 804, XVII.
Surprisiæ contra Regem factæ, p. 887, XX.
——— factæ a gentibus regis Angliæ, p. 785, XXXIV.

T

Tabernagium, p. 437, XIII.
Tallia, p. 16, II; p. 72, XXIII; p. 131, XI; p. 370, XIV; — Parisius, p. 347, I-II-III; p. 348, IV-V; — vini, p. 402, VII.
Talliarum (exemptiones), p. 402, VII; p. 458, II; p. 514, I; p. 590, XIV; p. 811, XXXI; p. 830, XXXVII; p. 832, XLIII; p. 843, XIII, p. 848, XXVIII; p. 849, XXIX-XXX; p. 860, XXII; p. 882, II; p. 886, XV; p. 903, LVI; p. 910, LXXI; p. 911, LXXII; — (levatio), p. 168, V; p. 367, X; p. 445, XXIII; p. 471, XI; p. 644, V; p. 739, III; p. 794, X; p. 799, V; p. 804, XVII; p. 810, XXX; p. 811, XXXI; p. 818, XI; p. 824, XX; p. 828, XXXII; p. 840, VII; p. 884, IX; — (solutio), p. 433, IV; p. 464, VI; p. 469 et 560, IV; p. 562, XI, p. 575, II; p. 578, VIII; p. 600, I; p. 658, XXI, p. 813, XXXVII; p. 857, XV.
Templariorum et Hospitalariorum reclamatio de privilegiis suis, p. 647, XI.
Tenementa terrarum, p. 288, XI.
Tenamenta, p. 600, III.
Tenamentum debitum comiti Blesensi, p. 202, IV.
Tenuræ terrarum, p. 53, II; p. 58, XVI; p. 110, XVIII; p. 136, IX.
Terræ in manu Regis, p. 22, I; p. 52, XXXIV; p. 122, XII; p. 200, XII; p. 610, XIX; p. 746, XIX; — redditæ a Rege, p. 437, XIX; — tenutæ ad vitam, p. 610, XX; — traditæ ad agriculturam, p. 516, VI; — traditæ ad firmam, p. 64, II; — saisitæ propter uxoricidium, p. 391, XV; — venditæ ob defectum dominorum suorum, p. 642, XIX.
Terragia, p. 58, XVII; p. 778, XXII.
Terrarum (assisia), p. 810, XXIX; — (deveria), p. 427, XVII; — (restitutio), p. 101, V; p. 505, III; p. 537, I.
Territoriorum (limitationes), p. 273, I.
Tertiam et costumam (terræ tenutæ ad), p. 176, VI.
Tertii jus, p. 20, XVI; p. 38, XIX.
Testium (productio), p. 354, XI; p. 539, IX; p. 758, XIV; — (receptiones), p. 460, VI; p. 499, XXII; p. 775, XV; p. 864, XXXI; p. 926, XI.
Thelonei (exemptio), p. 537, VI.
Theloneum, in loco qui dicitur Civitas, p. 19, XIV; — panis venditi, p. 38, XXI; — in domo, p. 47, XVI; — Sanctæ-Opportunæ Parisiensis, p. 246, VI; — apud Putheolos, p. 552, V.
Thesaurarii ecclesiarum, p. 710, XXXIII.
Thesauro ecclesiæ Sancti-Quintini (de perdis in), p. 208, VIII.
Thesaurus inventus, p. 452, XV; p. 521, VIII.
Tolosani (de bonis episcopatus), p. 939, XXXVI.

Toragium, p. 475, v.
Transversum, p. 4, III; p. 34, VI; p. 473, XVI.
Treffundum, p. 118, III.
Treuga inter privatos, p. 603, II.
Troncella reclamata vicecomitissæ Lemovicensi, p. 257, XIV.

U

Usagia petita, p. 467, XIV.
—— in pratis, p. 751, III.
Usurarii, p. 62, § 6.
Uxorum jura, p. 5, IX; p. 149, IV; p. 460, V.

V

Vacationes ecclesiarum, p. 52, XXXV.
Venditionum (de revocatione), p. 614, V; p. 624, XVII.
Verberati (homines), p. 52, XXXVII; p. 125, V; p. 465, IX. — Castellanus de Conchis verberatus, p. 365, VII.
Vexillum Regis amotum a quadam turri, p. 212, XVI.
Viariæ (justitia), *vide* Justitia.
Vicecomitatus aquæ Rothomagensis (societas), p. 355, XIII.
Vicecomitum (præsentatio), p. 802, XI.
Victus, p. 130, IX; p. 147, VI.
Viduæ, p. 72, XXIII; p. 565, XXIV.
Villa regens se per legem, p. 83, XVII.
—— episcopi Lemovicensis quæ dicitur Nooillac, remanet Regi, p. 479, XII.
—— Sancti-Anthonii remanet regi Franciæ, p. 477, IX.
Villarum partitiones post decessum, p. 420, VII.
Vina saisita, p. 775, XIV.
—— burgensium de Nogento arrestata apud Drocas, p. 180, VII.
Vinagium, p. 216, X; — Normanniæ, p. 441, III.
Vinearum (possessiones), p. 282, III.
Vinearum (saisina), p. 152, VIII.
Vini (de pretio), p. 704, XVII.
Vinorum medietas data alicuibus juvantibus in tempestate, p. 413, XXIII.
Violentiæ servientium comitis Andegavensis, apud Trou, p. 131, XII.
——— factæ in ecclesia de Augignac, p. 278, VII.
——— factæ in quadam villa abbatissæ Aureguiacensis, p. 633, VII.
——— factæ abbati Bonæ-Vallis, p. 483, XIX.
——— in prioratu Capellæ Audæ, p. 341, XIII.
Violentiæ in domum Filiarum-Dei Carnotensium, p. 322, VIII.
——— contra capitulum Carnotense, in villa de Chavernaio, p. 353, IX.
——— in prioratu de Gaagny, p. 318, V.
——— factæ a domino Montis-Regalis in presbyteros et alios, p. 438, XVII.
——— in ecclesia de Mota, p. 89, VIII.
——— factæ domino de Novo-Burgo, per vicedominum Carnotensem, p. 110, XIX.
——— senescalli Petragoricensis in abbatem et conventum Obazine, p. 149, III.
——— communitatis Castri-Therrici in gentes abbatissæ B. Mariæ Suessionensis, p. 298, VIII.
——— factæ in justitia et dominio comitis Suessionensis, p. 626, XX.
——— illatæ monasterio Sancti-Aredii a vicecomitissa Lemovicensi, p. 745, XVIII.
——— illatæ a comite Blesensi abbatiæ Sancti-Johannis in valeia Carnotensi, p. 584, V.
——— factæ abbati Sancti-Martini Laudunensis, p. 813, XXXVIII.
——— factæ cum armis in villa Sancti-Porciani, p. 608, XVI.
——— in homines capituli Turonensis, p. 46, X.
——— factæ hominibus abbatiæ Sancti-Urbani a senescallo Campaniæ, p. 677, VI.
——— illatæ servientibus Regis, p. 140, VI.
——— in homines de We, p. 105, V; — in armigerum, p. 109, XVI; — in presbyterum, p. 45, VIII.
Vulnera, p. 66, IX; p. 73, XXVI; p. 80, X; p. 61, V; p. 448, III; p. 461, VIII; p. 472, XV; p. 622, XV; p. 725, I; p. 789, II.

W

Waurræ, p. 485, III.
Woareth, p. 548, XIV.

INDEX ONOMASTICUS.

A

Aalais de Chaumont, p. 125, xvi.
Aalidis la Cuirbelière, p. 137, xi.
Abraam, judæus, p. 364, vi.
Abraham, magister, p. 677, iv.
Abrincensis (episcopus), p. 101, iii; p. 241, xii; p. 242, i; p. 377, vi; p. 831, xxxix.
Achardus de Villaribus, p. 642, xix.
Acrimonte (prior de), p. 127, v.
Adam, major de Challi, p. 298, viii.
Adam, dictus de Cambellanus, p. 98, xiv.
Adam de Caumenchon, dominus, p. 303, iii.
Adam, dictus Choisel, miles, p. 219, v.
Adam, dictus Sailenbien, p. 412, xxii.
Adam, Morinensis episcopus, p. 18, ix.
Adam de Barba, præpositus Aurelianensis, p. 270, iv.
Adam de Fontaine-Raoul, p. 341, xii.
Adam de Fonte-Radulphi, p. 802, xii.
Adam de Gressio, clericus, p. 298, viii.
Adam de Janzi, p. 212, iii.
Adam de Monte-Gomberti, miles, p. 232, iii.
Adam de Mota, p. 64, iii.
Adam de Pacellio, presbyter, p. 58, xvi.
Adam de Villaribus, armiger, p. 460, v.
Adam de Viniaco, magister, p. 16, i.
Adanetus, *vide* Adenetus.
Adelina, filia Rogeri de Pontibus-super-Vennam, p. 117, ii.
Ademarus de Malo-Monte, miles, p. 286, viii; p. 287, x.
Ademari de Pictavia (liberi), p. 296, v.
Adenetus de Insula, armiger, p. 368, xii; p. 731, xvii; p. 732, xx; p. 812, xxxv.
Adelipdis, relicta Petri de Barris, militis, p. 219, v.
Adelis de Ponte-Episcopi, domina, p. 767, xxxv.
Agatensis (episcopus), p. 899, xlv.
Agenensis (episcopus), p. 864, xxxi.
Aglentina de Bonolio (domicella), p. 475, vi.
Agnes, domina de Condran, p. 225, xiii.
Agnes, uxor Marcelli Sailenbien, p. 269, iii.
Agnes, relicta Oliverii Paneriel, militis, p. 837, lv.
Agnes de Failloel, p. 50, xxvi; p. 304, iii; — domina de Folloel, p. 425, xii; — de Folloel, p. 434, v; — de Foiloello, p. 751, ii.
Agnes de Nigella, p. 386, vii.
Agnes de Serans, p. 217, xi.
Aimericus de Mala-Monte, armiger, dominus de Salviaco, p. 408, xviii.
Ala, p. 935, xxix.
Alanus de Avalgor, dominus, p. 479, xiv; p. 623, xvii; p. 630, i; p. 726, iv; p. 837, lv.
Alanus de Avaugor, *vide* Alanus de Avalgor.
Alanus de Mellento, archidiaconus Ebroicensis, p. 318, v.
Alanus de Rocha-Dariani, p. 311, xvi.
Alanus de Rouciaco, dominus, p. 461, ii; p. 469, vi.
Alardus de Wimage, p. 327, xii.
Alb. - Curiæ (abbas et conventus), p. 611, xxi.
Albericus de Cruce, p. 353, viii.
Albertus, abbas Frigidi-Montis, p. 789, i.
Albiense (capitulum), p. 882, i.
Albienses (cives), p. 270, v.

Albiensis (episcopus), p. 460, VI; p. 882, I.
Albigesii (inquisitores), p. 513, XVII.
Albigesii (marescallus), dominus de Mirapiscis, p. 316, III; p. 317, IV.
Albigniaci (prepositus), p. 89, VII.
Albinus, carnifex, p. 58, XVI.
Albinus de Verdolio, mercator, p. 368, XI.
Alexardus de Selingaram, dominus, p. 712, XXXVIII.
Alexcionensis (comes), p. 388, IX; p. 410, XII.
Alençonis comes, p. 605, X.
Alexinus, episcopus Ambianensis, p. 521, VII.
Alfonsus, comes Augi, p. 376, IV.
Alfonsus, comes Pictavensis, p. 905, LXII; p. 907, LXV.
Alicia de Chacenaio, uxor vicecomitis Meledunensis, p. 257, XV.
Alicia de Kiecreti, p. 437, XIV.
Alienor, uxor Simonis, comitis Leycestrensis, p. 263, X.
Alienora, comitissa Leycestris, p. 308, XII.
Almaricus de Credoneto, p. 360, II.
Almarici, comitis Montis-Fortis (relicta), p. 419, VI.
Almaricus, comes, p. 462, IX.
Almaricus de Meudono, miles, p. 93, V.
Almodia, domina de Argenciis, p. 230, II.
Aleneto (abbas et conventus de), p. 908, XLVI.
Aleneto (dominus de), p. 122, X.
Aleneto (domina de), p. 101, VI.
Alvernia (magister Hospitalis in), p. 628, XXIII.
Alvernie (conestabularius), p. 788, XXXIX.
Alvernie (constabulus), p. 78, IV.
Amalricus, vicecomes de Mesiaco, p. 101, VI.
Amalricus, comes Montis-Fortis, p. 33, III.
Amalricus, decanus de Moretonio, p. 199, VIII.
Amalricus de Credone, p. 229, I.
Amalricus de Malo-Repasto, clericus, p. 137, IX.
Amalricus de Mellento, miles, p. 147, VII; p. 179, VI; p. 305, VI; p. 335, V.
Amalricus de Meudone, miles, p. 661, III.
Amalricus de Meudono, miles, p. 43, XXXIII; p. 204, VII; p. 497, XVII; p. 502, XXVII; p. 504, XXX.
Amalricus, dictus Riote de Mellento, miles, p. 340, XI.
Ambazia (dominus), p. 38, XXII; p. 225, XIV; p. 443, XI; p. 552, IV.
Ambianenses (decanus et capitulum), p. 18, I; p. 71, XXI; p. 890, XXX.
Ambianenses (major et jurati), p. 66, X; p. 578, VIII; p. 634, V; p. 900, XLVI; — (burgenses), p. 136, V; — (mercatores), p. 413, XXIII.
Ambianenses (pauperes scholares), p. 443, XII.
Ambianensis (ballivus), p. 12, XIV; p. 36, XI; p. 40, XXVIII; p. 48, XIX; p. 73, XXVI; p. 89, VIII; p. 121, VIII; p. 128, VI; p. 129, VII; p. 146, IV; p. 295, III; p. 338, VIII; p. 349, II; p. 434, VI; p. 442, VII; p. 450, IX; p. 475, IV; p. 604, IX; p. 646, IX; p. 649, I; p. 652, VII; p. 658, XI; p. 662, IV; p. 663, VI; p. 672, XV; p. 705, XX; p. 709, XXXI; p. 713, XXXVIII; p. 715, V; p. 791, III; p. 821, XV; p. 822, XVII; p. 906, LXIII; p. 911, LXXIII; p. 917, LXXXIII-LXXXIV; p. 925, X.
——— (episcopus), p. 136, V; p. 551, I; p. 571, XII; p. 629, XXIV; p. 645, V; p. 676, XXII; p. 809, XXV.
——— (hospitarius), p. 129, VII.
Amblardus Lupi, dominus, p. 691, XXXII.
Amelina de Altisiodoro, p. 387, VII.
Amelina de Kathalano, p. 666, IV.
Amelinus Ernaudi, p. 207, IV.
Amicia de Edera (domina), p. 509, IX.
Amiliani (consules et homines), p. 925, IX.
Andegavensis (ballivus), p. 717, VII; p. 939, XXXVII.
——— (comes), p. 133, XII; p. 439, I; p. 452, XIX; p. 460, VI; p. 480, XV; p. 515, IV; p. 524, XV; p. 717, VII.
——— comitis (servientes), p. 131, XII; — (gentes), p. 703, XV.
Andreas, nepos Guillelmi de Pingniaco, p. 84, XXI.
Andreas Biaupoil, castellanus de Conchiis, p. 102, VII.
Andreas de Chenville, miles, p. 20, XV.
Andreas de Mosciaco, miles, p. 151, VII.
Andreas Pomerol, procurator civium Claromontensium, p. 168, V.
Andreas de Renty, dominus, p. 712, XXXVIII.
Andreas Rufus, p. 386, VII.
Andreas de Vitriaco, p. 351, V.
Andreas Viventi, ballivus Viromandie, p. 426, XIV.

Anbto (burgenses de), p. 633, VI.
Anglie (procuratores regis), p. 533, XVII; p. 539, IX; p. 785, XXXIII; p. 799, III; p. 829, XXXIII; p. 830, XXXV; p. 864, XXX-XXXI; p. 880, XXXVI-XXXVII.
Anglie (senescallus regis), p. 284, VI; p. 477, IX; p. 799, III; — clericus ejusdem, p. 299, IX.
Anglie (gentes regis), p. 321, VII; p. 477, IX; p. 785, XXXIV.
Angolismensis (comes), *vide* Engolismensis.
——— (episcopus), *vide* Engolismensis.
Anicienses (cives), p. 677, II.
——— (decanus et capitulum), p. 744, XIV.
Aniciensis (episcopus), p. 23, III; p. 32, I; p. 651, V; p. 677, II; p. 744, XIV; p. 913, LXXVII.
——— (procurator ecclesie), p. 864, XXXI.
Anselinus, frater Gileti de Soiniaco, p. 111, XXI.
Anselius, episcopus Laudunensis, p. 373, XIX.
Anselius, miles, ballivus Gisorcii, p. 122, X; p. 136, VII; p. 145, II; p. 147, VII; p. 159, I; p. 160, II; p. 178, II; p. 179, VI; p. 192, IX; p. 195, I; p. 196, V; p. 207, V; p. 211, XIV-XV; p. 226, XV-XVI; p. 240, VIII; p. 744, XIII.
Anselius, serviens ville Ambiani, p. 71, XII.
Anselius de Braya, miles, p. 626, VII.
Anselius de Gallandia, dominus de Torsan, p. 179, IV.
Anselius de Giroucort, miles, ballivus Gisorcii, *vide* Anselius, miles, etc.
Anselius de Prunoy, miles, p. 235, XI.
Anselius de Trienello, dominus, p. 479, XIII.
Anselmus de Araia, p. 19, XIII.
Ansellus de Sesciaco, armiger, p. 234, VIII; p. 645, VIII.
Ansoldus de Rosquerodan, dominus, p. 366, IX.
Ansoldus Gruarius, miles, p. 391, XIV.
Ansoudus Gruarius, p. 192, X.
Arbertus de Tabai, serviens comitis Andegavensis, p. 132, XII.
Arbertus, clericus, p. 23, III.
Archembaldus de Blanchaforti, armiger, p. 557, XV.
Archembaldus de Combornio, filius vicecomitis de Combornio, p. 557, XV.
Archembaudus, dominus Borbonii, p. 905, LXI.
Ardore (homines et communitas ville de), p. 267, IV.
Argentolio (prior de), p. 105, VI; p. 240, VII.
Argentonii (leprosi), p. 908, LXIV.
Argentonii (domini), p. 676, I.
Arnaldus Bernardi, frater Gerandi, comitis Armegniaci, p. 407, XVI.
Arnaldus de Curia Feraudi, *vide* Arnulphus.
Arnaldus de Podio-Mirman, p. 608, XVIII.
Arnulphus, dominus de Firmitate-Chalderonis, p. 297, V.
Arnulphus de Curia Feraudi, miles, ballivus Cadomi, p. 98, XIV; p. 122, XII; p. 161, VI; p. 165, XV; p. 170, I; — senescallus Belli-Quadri, p. 651, V.
Arnulphus, dictus Baillehart, p. 186, II; p. 656, XV.
Arnulphus, dictus Larry (frater), p. 129, VII.
Arnulphus de Riverus, miles, p. 109, XV.
Arragonia (filii regis), p. 271, V.
Arronsia (abbas de), p. 48, XIX; — canonici, p. 442, VII.
Ascelina, femina de corpore, p. 164, XIII.
Asneriarum (major et communitas), p. 228, XX; p. 771, VIII; p. 772, IX; p. 941, XLII.
Athyes (major et burgenses de), p. 476, VII.
Atigniaco (domina de), p. 497, XX.
Attrebatense (capitulum), p. 144, XI.
Attrebatenses (scabini), p. 46, XI; p. 239, V; p. 320, VI; p. 535, II; p. 567, V-VI; p. 736, XXX; p. 791, V; p. 887, XIX; — (cives), p. 536, IV.
Attrebatensi (homines de communia), p. 144, XI.
Attrebatensis (ballivus), p. 16, I; p. 686, XXI; p. 687, XXIV; p. 713, XXXVIII; — subballivus, p. 238, III.
——— (comes), p. 100, I; p. 144, X; p. 318, VI; p. 349, II; p. 390, XII; p. 686, XXI; p. 687, XXIV; p. 736, XXX; p. 758, XIV; p. 764, XXIX; p. 785, XXXV; p. 786, XXXVI; p. 787, XXXVIII; p. 791, V; p. 809, XXV; p. 907, LXV.
——— comitis (gentes), p. 712, XXXVIII; p. 725, III; p. 809, XXV; p. 847, XXV; — (procurator), p. 919, LXXXIX.
——— (comitissa), p. 19, XIV; p. 785, XXXV.
——— (episcopus), p. 16, I; p. 46, XI;

p. 165, XIV; p. 244, IV; p. 295, III; p. 398, VI; p. 395, XXI; p. 404, XII; p. 715, IV; p. 772, X; — ejusdem burgenses, p. 29, XIV.
AUBERTUS, legatus sedis Romanæ, p. 436, XII.
AUBERTUS DE CHARTRETES, miles, p. 341, XII.
AUBERTUS DE HANGESTO, p. 472, XIV; p. 927, XII.
AUBERTUS DE HANGUETO, miles, p. 50, XXV; p. 425, XII.
AUBERTUS DE NEMOSIO, dominus, p. 443, X.
AUBERTUS DE POOLLY, miles, p. 341, XII.
AUBERTUS DE VILLARI-PYON, miles, p. 540, XI.
AUBIGNIACI (prior), p. 927, XIII.
AUDA DE DOMMARTINO, p. 17, III.
AUFAY (prior de), p. 233, VII.
AUGI (comes), p. 749, XXIII.
AUREGNIACENSIS (abbatissa), p. 633, VII.
AURELIACENSES (consules), p. 75, XXVIII.
AURELIANENSIS (ballivus), p. 224, XII; p. 247, VII; p. 313, XVII; p. 436, XI; p. 540, XI; p. 546, VIII; p. 571, XIII; p. 668, X; p. 729, XI; p. 825, XXII; p. 847, XXIV; p. 913, LXVIII-LXXIX.
——— (capicerius), p. 490, V.
——— (episcopus), p. 6, I; p. 164, III; p. 411, XX; p. 490, V.
——— episcopus, dominus de Nonen-Curia, p. 125, I.
AURELIANENSES (decanus et capitulum), p. 352, VI; p. 532, XV.
——— (præpositi et servientes Regis), p. 846, XXI.
AURIBECCI (vicecomes), p. 218, III.
AURICASÆ (prior), p. 145, III.
AUTISIODORENSIS (episcopus), p. 185, XIX; p. 306, VII; p. 438, XVII; p. 762, XXV; p. 878, XXXIV.
AUTISIODORENSIS (cantor), p. 700, X.
AUVITANUS (archiepiscopus), p. 921, II-III.
AVELINA DE CHOISIACO, relicta Jacobi de Portu, militis, p. 59, XIX.
AVICIA DE ESQUETOT, p. 99, XV.
AVICIA, soror Guillelmi de Croismare, p. 130, IX.
AYMERICUS, episcopus Lemovicensis, p. 399, II.
AYMERICUS DE AVERIO, miles, p. 939, XXXVII.
AYMERICUS DE BLEU, p. 682, XIV.
AYMERICUS DE CASTRO-NOVO, p. 33, III.
AYMERICUS DE CLARO-MONTE in Albigesio, p. 542, XVI.
AYMERICUS DANETS, miles, senescallus Petragoricensis, p. 149, III.
AYMERICUS GUENAUT, miles domini de Trou, p. 131, XII.
AYMERICUS DE RUPPE-CAVARDI (dominus), p. 787, XXXVII; p. 788, XL.
AYMO-RABUSTIS, miles, p. 873, XX.
AYMOLDIS, domina de Argencia, p. 200, X.

B

B. comitissa Engolismensis, p. 263, X.
BAIGNOLETUS, quidam captus, p. 83, XVIII.
BAILLEUL (dominus de), p. 129, VIII; p. 758, XIV.
BAILOLIO, *vide* Bailleul.
BAIOCENSIS (episcopus), p. 170, X; p. 513, XV; p. 657, XVIII; p. 897, XL; — (archidiaconus), p. 158, X; — (scolasticus), p. 158, X; — (thesaurarius), p. 20, XV; p. 443, XI; — (cancellarius), p. 513, XV.
BALANCHIARUM (abbas et conventus), p. 514, I.
BALDOINUS, dominus Bella-Vallis, p. 449, VIII.
BALDOINUS DE BAILOLIO, miles, p. 322, VIII.
BALDOINUS DE FIENES, p. 261, VIII.
BALDOINUS DE LONGOVALLE, miles, castellanus Vallis-Redolii, p. 616, VII.
BALDOINUS, filius comitis Guinensis, p. 737, XXXI.
BALDUINUS DE AVESNIS, dominus, p. 631, II.
BALDUINUS DE FIENLES, dominus, p. 707, XXVIII.
BALISTARIORUM (magister), p. 128, VI.
BALLIVI domini Regis in Normannia, p. 647, XI.
BANEGON (dominus de), p. 743, XII.
BARTHECGLE (dominus de), p. 14, XXII.
BARTHOLOMEUS, procurator capituli Senonensis, p. 755, VIII.
BARTHOLOMEUS, clericus de Viermont, p. 73, XXVI.
BARTHOLOMEUS, dictus BARDOILLE, p. 52, XXXVIII.
BARTHOLOMEUS DE LANDREVILLA, miles, p. 762, XXIII.
BARTHOLOMEUS DE MERU, miles, p. 669, XI.

Bartholomeus de Merlaco, miles, p. 72, XXIV; p. 97, XII; p. 105, III; p. 107, IX.
Bartholomeus, dictus Petit, civis Attrebatensis, p. 239, V.
Bartholomeus Tristan, serviens Regis, p. 571, XIII.
Basilevilla (prior de), p. 937, XXXI.
Baugenciaco (dominus de), p. 164, XII.
Beatæ-Mariæ de Campis juxta Essonam (prior), p. 97, XIII; p. 777, XVIII.
Beatæ-Mariæ de Corbolio (prior), p. 97, XIII.
Beatæ-Mariæ Medii Monasterii Bituricensis (capitulum), p. 68, XV.
Beatæ-Mariæ Meledunensis (capicerius), p. 338, IX.
Beatæ-Mariæ Regalis juxta Pontisaram (abbatissa et moniales), p. 600, II.
Beatæ-Mariæ Rothomagensis (prior), p. 904, LVII.
Beatæ-Mariæ de Salis Bituricensis (prior et capitulum), p. 168, IV.
Beatæ-Mariæ Suessionensis (abbatissa), p. 326, XII; p. 411, XXI; p. 717, VIII; — ejusdem gentes, p. 298, VIII.
Beatæ-Mariæ de Victoria prope Silvanectum (abbatia), p. 648, XIX.
Beati-Martini Turonensis (decanus et capitulum), p. 85, I; p. 116, I; p. 273, I; p. 292, I; p. 464, VI; p. 471, XI; p. 476, VIII; p. 539, VII; p. 638, XII; p. 695, II; p. 745, XVII; p. 746, XX; p. 748, XXII, p. 854, VII.
Beati-Petri de Melduno (abbas et conventus), p. 81, XIV.
Beatrix, uxor Hugonis de Seixac, p. 579, XII.
Beatrix, uxor Sicardi Alemanni, militis, p. 944, XLV.
Beatrix de Mont-Gardin, p. 758, XVI.
Becci-Helloyni (abbas et conventus), p. 186, III.
Bego de Calvo-Monte, p. 681, XIII.
Bella, judæa, p. 364, VI.
Bella-Quercu (burgenses de), p. 475, IV-V.
Bellicadri senescallus, vide Belli-Quadri.
Belli-Becci (abbas), p. 484, I.
Belli-Loci juxta Lochias (abbas et conventus), p. 28, V; p. 65, VI; p. 463, V.
Belli-Mari (castellanus), p. 644, IV.
Belli-Montis (comes), p. 217, II.
Belli-Montis (præpositus), p. 152, VIII; p. 195, II.
Belli-Montis super Ysaram (prior), p. 97; XII; — (major et pares), p. 72, XXIII, p. 405, XII.
Belli-Prati (abbas), p. 709, XXXI.
Bello-Prato (monachi de), p. 108, X.
Belli-Quadri (senescallus), p. 262, IX; p. 280, XII; p. 522, XI; p. 651, V; p. 892, XXXIV; p. 912, LXXV; p. 913, LXXVI; p. 944, XLV.
Bello-Saltu (domina de), p. 494, XIII.
Bello-Videre (dominus de), p. 572, XVI.
Belotus de Hamello, p. 180, X.
Belvacense (capitulum), p. 445, XXII; — et decanus, p. 590, XIV.
Belvacenses (major et pares), p. 94, IX; p. 210, XIII; p. 445, XXII; p. 467, I; p. 487, X; p. 621, XIII; p. 637, X; p. 648, XIII; p. 669, XIII; p. 887, XIX; — (cives), p. 433, IV; p. 590, XIV; p. 739, III.
Belvacensis (archidiaconus), p. 9, XVII; — (thesaurarius), p. 107, X.
———— (castellanus), p. 325, XI; p. 686, XXIII; p. 753, VI; p. 756, X; p. 806, XIX.
———— castellanus, p. 325, XI.
———— (episcopus), p. 47, XIII; p. 51, XXXII; p. 210, XIII; p. 325, XI; p. 424, XI; p. 590, XIV; p. 591, XV; p. 621, XIII; p. 637, X; p. 648, XIII; p. 709, XXXI; p. 739, III; p. 756, X; p. 806, XIV; p. 818, IX; p. 881, XXXVIII.
———— episcopi (milites et alii homines), p. 637, X.
Belvacesino (præpositus Regis in), p. 925, X.
Benedictione-Dei (monachi de), p. 755, IX.
Benedictus Aubie, p. 337, VIII.
Berauda, uxor Bertrandi Vigerii, p. 396, XVII.
Beraudus, dominus de Mercorio, p. 297, V; p. 554, X; p. 591, XVI.
Berbeillo (mercatores de), p. 640, XIV.
Berengarius Guillelmi, p. 542, XVI.
Berengarius de Podio-Sorigario, miles, p. 148, II; p. 505, III.
Berengarius Rabot, ballivus Medontensis, p. 101, VI; p. 148, I; p. 151, VII; p. 186, III; p. 248, X.
Bernardus, p. 412, XXII.
Bernardus, episcopus Ambianensis, p. 521, VII; p. 570, XI.
Bernardus, miles, p. 102, X.

Bernardus, preceptor hospitalis de Villa-Dei, p. 176, v.
Bernardus de Andusia, p. 602, v.
Bernardus de Astarac, dominus, p. 921, II-III.
Bernardus de Bordelia, p. 940, XLI.
Bernardus de Castro-Novo, p. 68, XIV.
Bernardus Giraudon, burgensis Podii-Sancti-Frontonis Petragoricensis, p. 272, VI.
Bernardus de Murato, armiger, p. 937, XXXIII.
Bernardus de Plessio, miles, p. 383, I.
Bernardus de Scolionis, bajulus comitis Ruthenensis, p. 394, XX.
Bernardus de Villa, p. 140, VI.
Berosa (domina de), p. 67, XI.
Berta, p. 412, XXII.
Berta Sailembien, p. 269, III; p. 803, XIII; p. 824, XXI.
Bertaudus, p. 78, III.
Berterus Angelardi, *vide* Berterus Engelardi.
Berterus Engelardi, ballivus Ambianensis, postea Viromandensis, p. 190, V; p. 199, IX; p. 236, I; p. 242, II; p. 267, IV; p. 279, X; p. 641, XX.
Bertrus Engelart, *vide* Berterus Engelardi.
Bertrandus Beles, *vide* Vicecomitissa Lemovicensis, p. 212, XVI.
Bertrandus de Ciconiis, miles, p. 200, X; p. 230, II.
Bertrandus de Fontanis, p. 197, VII.
Bertrandus de Gersis, consul Figiacensis, p. 487, XII.
Bertrandus Jordani, consul Figiacensis, p. 487, XII.
Bertrandus Vigerii, p. 396, XXIII.
Besliere (domina de la), p. 339, X.
Beu (castellanus de), p. 680, XII; — (præpositus de), p. 680, XII.
Bibie (forestarius), p. 101, IV; p. 359, I.
Biterrensis (episcopus), p. 923, V; p. 943, XLIV.
Bituricenses (cives), p. 848, XXVIII; p. 902, LII.
Bituricensis (archiepiscopus), p. 164, XII; p. 460, VII; 624, XVIII.
——— (ballivus), p. 8, XVI; p. 89, IX; p. 128, VI; 155, II; p. 168, V; p. 183, XVI; 218, IV; p. 304, IV; p. 337, VII; p. 371, XVII; p. 392, XVII; p. 436, XI; p. 456, XX-XXII; p. 495, XV; p. 510, XI; p. 540, X; p. 560, II; p. 615, VI; p. 635, VIII; p. 643, I; p. 667, VIII; p. 700, IX; p. 718, XIII; p. 719, XIV; p. 743, XI; p. 788, XXXIX; p. 796, XIV; p. 818, XXXI; p. 844, XVI, p. 852, II; p. 858, XVII; p. 876, XXX; p. 891, XXXII; p. 902, LII; p. 927, XII; p. 932, XXII; p. 934, XXVII; p. 938, XXXIII; p. 939, XXXIX.
Bituricensis (decanus et capitulum castri), p. 796, XVI; — (officialis), p. 90, IX.
——— (præpositus), p. 89, VII; p. 643, I.
——— civitatis (capitula et abbates), p. 544, I.
Blanca, regina, *vide* Blancha.
Blancha, regina, p. 28, IV, p. 81, XI; p. 157, VII; 176, VI; p. 360, I; p. 434, VI; p. 435, VI.
Blancha, soror Gazonis de Pissiaco, p. 527, I.
Blesensis (comes), p. 5, XIV; p. 38, XXII; p. 45, VIII, p. 53, I; p. 106, VII; p. 141, IX; p. 156, V; p. 164, XII; p. 201, XIII; p. 202, IV; p. 206, II; p. 225, XIV; p. 270, IV; p. 309, XIII-XIV; p. 352, VI; p. 419, V; p. 443, XI; p. 584, V; p. 584, V; p. 633, VI; p. 634, VII; p. 650, III; p. 668, X; p. 725, III; p. 729, XI; 749, XXV; p. 831, XL; p. 913, LXXVIII-LXXIX.
——— comitis (castellanus et homines), p. 466, X; — (gentes), p. 183, XIX, p. 727, V.
——— (castellanus), 455, XIX.
Bochardus Poinvillain, miles, p. 132, XII.
Boissiaci (dominus), p. 834, XLVII.
Bolonienses (comes), p. 699, IX; p. 906, LXIII; — (comitissa), p. 48, XVIII; p. 707, XXIX.
——— (gentes comitis), p. 699, IX.
Bombarius de Ausonio, domicellus, p. 905, LXII.
Bona (domicella de), p. 460, IV.
Bonachius, vicarius ecclesiæ Medontensis, p. 463, IV.
Bonajude, Romanus, p. 447, II.
Bonæ-Vallis (abbas et conventus), p. 235, X; p. 483, XIX.
Boni-Pontus (abbas et conventus), p. 260, IV; p. 484, I; p. 910, LXXI.
Bonitus, prior de Salis, p. 896, XXXVII.
Bonitus, magister, clericus Petragoricensis, p. 264, I.
Bonitus de Ruppe, homo comitis Pictavensis, p. 381, XI.

Borbonii (dominus), p. 420, VII; p. 635, VIII; p. 651, VI; p. 879, XXXV; — (domina), p. 390, XIII; p. 879, XXXV; p. 937, XXXIII.
Borbiaco (domina de), p. 145, II.
Bosco-Hellebant (leprosi de), p. 15, XXXII.
Bosco-Rabbeii (fratres de), p. 884, VII.
Boso de Bordelya, miles, p. 264, I; p. 278, VII; p. 279, IX; p. 286, VIII; 287, X; p. 688, XXV-XXVI; p. 689, XXVII; p. 724, XXIII.
Bouchardus, dominus de Mirmanda, p. 69, XVII.
Bouchardus de Mirmendia, miles, p. 273, I.
Bova, domina, p. 498, XX.
Boso de Bordelia, *vide* Boso.
Brail (major), 551, II.
Braio super Somman (major et jurati de), p. 575, II-IV; p. 577, VII; p. 640, XV.
Brantolmensis (abbas et conventus), p. 910, XLI.
Brevallis (ballivus et prepositus), p. 209, X.
Brianus de Retortomo, canonicus Aniciensis, p. 32, I.
Britannie (comes), p. 260, III; p. 293, II; p. 314, XVI; p. 395, XXIII; p. 479, XIV; p. 623, XVII; p. 670, XIV; p. 697, VI; p. 732, XIX; p. 765, XXXI; p. 783, XXX; p. 904, LVIII.
Briva (prior de), p. 314, XVIII.
Brivatensis (capitulum), p. 405, XIV; p. 885, XII; p. 897, XLI; p. 904, LX; p. 905, LXI.
Brivatenses (homines), p. 897, XLI.
Brivatensis ecclesie (prepositus), p. 406, XIV; p. 885, XII; p. 897, XLI; p. 904, LX; p. 905, LXI.
Brivensis ville (domini), p. 260, VI; — (consules), *ib.*
Brolio (abbas et conventus), p. 70, XX.
Bruerriarum-subtus-Laudunum (major et jurati), p. 250, I; p. 769, IV; p. 875, XXVI.
Bruerria (domini de), p. 88, IV.
Brulletus, armiger, p. 109, XV.
Brunellus de Larderia, p. 97, XII; p. 105, III.
Bulgarinus, pirata, p. 891, XXXIV.
Burgo (castellanus de), p. 733, XXV.
Burdegala (mercatores de), p. 632, IV.
Burdegalense (capitulum), p. 795, XIII; p. 880, XXXVII.
Burdegalenses (cives), p. 561, VIII.
Burdegalensis (archiepiscopus), p. 33, III; p. 795, XIII; p. 930, XIX.
Burgi-Dolensis (abbas et conventus), p. 878, XXXIII.
Burgo (dominus de), p. 86, I.
Burgundie, *vide* Burgundie (dux).
Burgundie (dux), p. 364, VI; p. 438, XVII-I; p. 443, IX; p. 620, XII; p. 656, XVI.
Burgundie ducis (procurator), p. 741, VI.
Buxencis (archidiaconus de), 546, VIII.

C

Cadomi (abbatissa), p. 437, XIII.
——— (ballivus), p. 128, VI; p. 158, XI; p. 417, I; p. 437, XIV; p. 566, II; p. 572, XV; p. 585, VII; p. 604, VIII; p. 613, II-III; p. 614, IV; p. 632, IV; p. 657, XVIII; p. 665, I; p. 704, XVII; p. 732, XXVI; p. 774, XIII; p. 848, XXVI; p. 898, XLIII; p. 907, LXIV; p. 908, LXVI; p. 909, LXVIII.
Caduino (abbas de), p. 33, III.
Cahanche, p. 36, XI.
Calleti (ballivus), p. 128, VI; p. 233, VII; p. 260, IV; p. 299, X; p. 307, X; p. 403, I; p. 435, XLIX; p. 902, LIV.
Calliaco (prepositus de), p. 304, III.
Calvo-Monte (domini de), p. 749, XXV.
——— (major et jurati de), p. 656, XVII.
Campanie (comes), p. 456, XXII; p. 510, XI; p. 860, XXI; — (barones), p. 510, XI.
Campanie (senescallus), p. 677, VI.
Campanie comitis (servientes), p. 343, XIV; — (gentes), p. 860, XXI.
Campis (prior de), p. 29, VI.
Candatensis (prepositus), p. 746, XIX.
Capella-Aude (prior de), p. 341, XIII.
Capella archiepiscopi Senonensis super Yonam (burgenses de), p. 393, XVIII.
Capiaco (prior de), p. 855, X.
Caprosia (prepositus de), p. 330, XVIII.
Caprosie (dominus), p. 813, XXXVI.
Carcassonenses (fratres predicatores), p. 919, LXXXVIII; — (inquisitores), p. 317, IV.
Carcassonensis (episcopus), p. 139, III; — (senescallus), p. 110, XVIII; p. 139, III; p. 158, IX; p. 169, VII; p. 316, III; p. 317, IV; p. 357, XVII; p. 460, VII; p. 512, XIV; p. 513, XVII; p. 682, I; p. 899, XLV; p. 916,

LXXXIII; p. 923, V; p. 943, XLIV; p. 944, XLV.
Cani-Loci (prior), p. 97, XI; p. 545, III; p. 782, XXIX; p. 909, LXX; — (conventus), p. 457, XXV; — (burgenses), p. 457, XXV, p. 545, III.
Caritate (prior de), *vide* Karitate.
Carnotenses (decanus et capitulum), p. 353, IX; p. 436, X; p. 457, XXIV, p. 747, XXIV; p. 824, XXII; — (draperii), p. 815, IV.
Carnotensis (episcopus), p. 264, XI; p. 322, VIII; p. 432, II; p. 723, XXII; — (comes), p. 53, I; p. 106, VI; p. 171, II; p. 436, X; — (vicedominus), p. 111, XIX; p. 829, XXXIV; — (cancellarius), p. 372, XVII.
Casæ-Dei (abbas et conventus), p. 642, XX.
Castra (castellanus de), p. 548, XIII.
Castriduni (comes), p. 141, IX.
Castri-Eraudi (vicecomes), p. 274, I; p. 898, XLIII.
Castri-Gonteri (domina), p. 333, II; p. 560, III.
Castri-Nantonis (præpositus), p. 119, IV.
Castri-Radulphi (dominus), p. 486, VIII; p. 504, I; p. 664, VII; p. 729, X; p. 762, XXVI; p. 878, XXIIII; p. 932, XXIII.
———— (barones et milites), p. 548, XIII; — (burgenses), p. 94, VII; p. 486, VIII; p. 504, I.
Castri-Novi Turonensis (burgenses), p. 116, I; p. 464, VI; p. 471, XI; p. 683, XVI; p. 747, XX.
Castri-Theraici (communitas), p. 298, VIII.
Castro (domina de), p. 175, V.
Castro-Briencii (dominus de), p. 856, XII.
Cathalaunense (capitulum), p. 626, XXI; p. 707, XXVII.
Cathalaunenses (cives), p. 396, I; p. 764, XXX; p. 798, II; p. 867, IV; — (populares), p. 856, XIV; — (scabini), p. 798, II; — (draperii), p. 769, III.
Cathalaunensis (episcopus), p. 268, I; p. 396, I; p. 445, XXI; p. 665, II; p. 666, III-IV; p. 707, XXVII; p. 764, XXX; p. 867, IV; — (vicedominus), p. 268, I; p. 445, XXI; p. 857, XIV; p. 867, IV; p. 924, VIII.
Cathois, serviens comitis Andegavensis, p. 132, XII.
Catuacenses (consules), p. 314, XVIII; p. 836, LI; — (cives), p. 861, XXIV.
Catuacensis (episcopus), p. 283, V; p. 835, L; p. 861, XXIV.
Caumont (dominus de), p. 129, VIII.
Caussiaci (major et homines), p. 552, III; — (burgenses), p. 92, III.
Cella (prior de), p. 384, II.
Celsiniarum (prior), p. 381, XI; p. 396, XXII.
Cenomanense (capitulum), p. 446, I.
Centiconio (præpositus de), p. 337, VII; p. 809, XXVI.
Centiquonio (præpositus de), *vide* Centiconio.
Cerisiaci (abbas), p. 224, XI.
Cerisiaco (homines abbatis de), p. 487, IX.
Cerniaci (major et jurati), p. 545, IV; p. 557, XVIII; p. 599, XIV.
Chabulus, p. 99, XVI.
Chacenais (dominus de), p. 754, VII.
Chambliaci (major et pares), p. 857, XV.
Chancru, quidam servus Regis, p. 26, XIV.
Chantiaus, serviens constabularii Alverniæ, p. 382, XI.
Chantemis (prior de), p. 56, VIII.
Chapeto (homines de), p. 248, IX.
Charniaco (burgenses de), p. 235, XI.
Chatres (albani et camerarii de), p. 64, III.
Chievre (homines de), p. 626, XX.
Choiaco (dominus de), p. 86, I.
Clariaci (burgenses), p. 799, V.
Clarimontensis (præpositus), p. 84, XIX; p. 154, IX.
Clari-Montis (comes), p. 886, XV.
———— (domini), p. 84, XIX.
Claromontenses (cives), p. 154, II; p. 168, V; p. 471, XXII; p. 551, XIX; — (burgenses), p. 417, II; — (leprosi), p. 153, IX; — (bolengarii), p. 744, XIII.
Claromontensis (episcopus), p. 154, II; p. 168, V; p. 417, II; p. 551, XIX; p. 554, X; p. 591, XVI; p. 852, II.
Claromontis in Belvacensino (præpositus), p. 856, XIII.
Clemencia de Soissonlez (domicella), p. 549, XV.
Clemens, archidiaconus, p. 572, XIV.
Clemens, archidiaconus Baiocensis, p. 267, IV.
Clemens, archidiaconus Laudunensis, p. 100, I; p. 116, XXIII; p. 268, I; p. 469, V.
Clinchampo (dominus de), p. 127, IV.
Cluniacensis, *vide* Cluniacenses abbas et conventus.
Cluniacenses (abbas et conventus), p. 438, I; p. 457, XXV; p. 576, VI; p. 589, XIII;

p. 628, XXIII; p. 636, VIII; p. 645, VII; p. 781, XXVI; p. 818, IX; p. 873, XX; p. 884, IX.
CLUNIACI (homines), p. 873, XX.
COCIACI (domini), p. 771, VI.
——— (dominus), p. 225, XIII; p. 579, X-XI; p. 580, XIII-I; p. 751, II-III; p. 758, XIII; p. 838, I; p. 866, I; p. 898, XLII.
——— (gentes domini), p. 275, III; p. 276, IV; p. 599, XV.
COLARDUS BOQUET, burgensis Montis-Desiderii, p. 816, IV.
COLARDUS DE MOLLIENNES, p. 55, V.
COLINUS BERTRANDI, p. 167, I.
COLINUS DE MAGDALENA, serviens foreste, p. 80, IX.
COLINUS SAUVE, procurator hominum de Hesiaco, p. 178, I.
COLUMBENSES (abbas et conventus), p. 24, V; p. 130, X; p. 156, V; p. 171, XI; p. 209, X; — (abbas), p. 497, XVIII; p. 668, IX.
COMBORNIENSIS (vicecomes), p. 32, II; p. 399, II.
COMBORNIO (vicecomitissa de), p. 557, XVI; p. 684, XVII.
COMPAXDIENSES, *vide* Compendienses.
COMPENDIENSES (abbas et conventus), p. 86, II; p. 408, XVII; p. 529, VI-VII; p. 676, XXIV; p. 705, XXI; p. 889, III; p. 851, I; p. 853, V; p. 859, XIX; p. 903, LV; — (major et jurati), p. 519, I; p. 530, X; p. 538, III; p. 658, XVI; p. 804, XVI; p. 818, XXVIII; p. 839, III; — (burgenses), p. 589, VIII; p. 847, XXII.
CONDETO (major et jurati de), p. 242, II.
CONDRAN (domini de), p. 225, XIII.
CONON, episcopus Cathalaunensis, p. 626, XXI; p. 764, XXVIII; p. 769, III; p. 798, II; p. 856, XIV.
CONSTANTIENSES (canonici), p. 49, XXIV.
CONSTANTIENSIS (episcopus), p. 217, I; p. 327, XIII; p. 620, XI; — (ballivus), p. 241, XI-XII; p. 354, XI; p. 486, VII; p. 533, XII; p. 548, XIV; p. 565, I; p. 837, LV; p. 886, XIV.
CONSTANTINENSIS (ballivus), p. 638, XI.
CONTESSE (leprosi de), p. 102, VI.
COPIACO (prior de), p. 797, XVIII.
CORBIENSIS, *vide* Corbienses.
CORBENIACI (prior), p. 374, I.
CORBIENSES (abbas et conventus), p. 24, VII, p. 104, II; p. 268, II; p. 486, VI; p. 575, IV; p. 577, VII; p. 589, VII; p. 594, IV; p. 646, IX; p. 820, XV; p. 875, XXVII; — (major et jurati), p. 25, VII; p. 204, XI; p. 269, II; p. 486, VI; p. 506, V; p. 589, XII; p. 593, IV; p. 641, XVI; p. 642, XVII; p. 972, XVII; p. 744, XV; p. 820, XV; p. 875, XXVII; p. 883, IV; — (burgenses), p. 3, I.
CORBOLIO (domini de), p. 208, VI.
——— (præpositus de), p. 126, II; p. 253, VI.
——— (prior hospitalis de), p. 126, II; p. 179, IV; p. 180, IX; — (leprosi de), p. 5, VIII; p. 29, VI; p. 73, XIV; p. 493, XI; — (burgenses de), p. 828, XXXII.
CORDEMANCHE (dominus de), archidiaconus Belvacensis, p. 9, XVII.
CORMELLIS (abbas de), p. 505, IV.
CORMERIACENSIS (abbas), p. 585, VIII.
CORNELLIO (dominus de), p. 14, XXV.
COUCIACI (dominus), p. 205, I.
CRECIACI (dominus), p. 29, IX.
CREDONE (domina de), p. 806, XX.
CRESPIACI (comitissa), p. 520, IV; — (major et jurati), p. 555, XII; p. 586, X; p. 840, VIII; p. 875, XXVI; p. 883, III; p. 933, XIV; — (pedagiarius), p. 505, II.
CURIA-DEI (abbas et conventus de), p. 444, XVII; p. 541, XIV; p. 874, XXIV.
CUSSIACENSIS (abbas), p. 653, IX.

D

DALMATIUS DE ALTO-CORRU, armiger, p. 835, XLVIII.
DAMPNI-MARTINI, *vide* Domni-Martini.
DAMPROST (vicecomes de), p. 241, X.
DANGUTO (domina de), p. 177, VII; p. 673, XIX.
DANGUTO (domini de), p. 145, II.
DAVID BOUDET, major de Beseval, p. 298, VIII.
DELPHINA DE ROCHAPOLIO, p. 684, XVII.
DEODATUS DE KANELLIACO, miles, p. 238, IV; p. 280, XII.
DIONISIUS FARINELLI, burgensis Ambasie, p. 552, IV.
DOLENSES (abbas et conventus), 664, VII.
DOMNI-MARTINI (comes), p. 255, XII; p. 290, XIII; p. 382, XII; p. 456, XXI; p. 707, XXIX; p. 845, XIX.

Domus-Dei Cadomensis (prior), p. 158, xi.
——— Ebroicensis (prior), p. 136, vii.
——— supra Karum (abbas et conventus), p. 891, xxxii.
——— Parisiensis (fratres), p. 847, xxiii.
——— Veronensis (prior), p. 160, ii.
Dorillens (major et scabini de), p. 174, ii.
Drocensis (comes), p. 240, vii; p. 376, iv; p. 658, xx; p. 680, xii; — (comitissa), p. 25, viii, p. 180, vii; p. 445, xix; p. 749, xxiii.
Droco, ballivus Ambianensis, p. 163, x.
Droco de Ambianis, miles, p. 67, xiii; p. 174, ii; p. 809, xxv.
Droco de Braia, ballivus Ambianensis, miles, p. 83, xvii; p. 84, xi; p. 101, v; 120, viii; p. 174, ii; p. 180, viii; p. 190, v; p. 640, xv.
Droco de Cardolio, major Silvanectensis, p. 243, iii.
Droco de Cardolio, burgensis Silvanectensis, p. 711, xxxiv.
Droco de Lucrot, miles, p. 53, ii.
Droco de Melloto, Lochiarum dominus, p. 28, v; p. 464, v; p. 586, viii; p. 730, xiv.
Droco de Milliaco, miles, p. 424, xi; p. 437, xvi.
Droco de Moi, p. 83, xvi.
Droco de Montigniaco, p. 468, iii.
Droco de Roia, p. 122, x; p. 136, vii.
Droco Sapiens, homo licentiatus a Belvaco, p. 211, xiii.
Droco de Silvarecto, serviens Regis, p. 243, iii.
Droinus de Melloto, p. 450, xi; p. 484, ii.
Duni-Regis (burgenses), p. 849, xxix.
Duno (archipresbyter de), p. 52, xxxviii.
Durandus, dictus Renart, p. 57, iii.
Durandus Terrace, procurator civium Claromontensium, p. 168, v.
Dymont (prepositus de), p. 521, ix.
Dyonisius Maugare, miles, p. 65, iv.

E

Eblo Doucre, miles, p. 666, v.
Eblo de Ventador, p. 717, ix; p. 746, xix.
Ebolus, dominus de Castro-Lucii, p. 264, i.
Eboracensis (episcopus), p. 429, xix.
Ebroicenses (octo canonici), p. 323, ix.
Ebroicensis (episcopus), p. 732, xxiii; — (comes), p. 53, ii; p. 511, xiii.
Edoardus I, Anglie rex, p. 632, iv.
Edenses (burgenses), p. 43, xxxiii.
Edensis (episcopus), p. 43, xxxiii; p. 134, i; p. 470, ix.
Egidius, thesaurarius Templi, p. 387, vii.
Egidius de Bonavalle, decanus Turonensis, p. 943, xliv.
Egidius de Bondevilla, p. 137, xi.
Egidius de Calcheia, clericus Regis, p. 193, xiv; p. 201, i.
Egidius de Jardo, miles, p. 338, ix.
Egidius de Malo-Boissonio, miles, p. 672, xvi.
Egidius de Malo-Boissonis, miles, p. 272, vii; p. 715, vi.
Egidius de Malo-Dumo, p. 962, xliv.
Egidius Paste, clericus, p. 750, xxvi.
Egidius Philippus, p. 652, viii.
Elisabeth, relicta Galteri de Sucerno, p. 10, ii.
Elizabeth, conversa, p. 392, xvi.
Emelina Engueliot, p. 54, iv.
Emelina Widecoc, p. 137, xi.
Emengarda, filia Rogeri de Pontibus-super-Vennam, p. 117, ii.
Engolismense (capitulum), p. 93, v; p. 638, xii; p. 642, xviii.
Engolismensis (episcopus), p. 93, v; p. 638, xii; p. 642, xviii.
——— (abbates diocesis), p. 638, xii.
——— (comes), p. 93, v; p. 200, x; p. 263, x; p. 308, xii; p. 422, x; p. 565, xxiii; p. 638, xii; p. 640, xiv; p. 642, xviii; p. 775, xv; p. 854, viii; — (comitissa), p. 422, x; p. 427, xvi; p. 855, ix; p. 879, xix.
Eraclius de Montelauri, p. 912, lxxiv.
Erardus, avunculus Petri Guichardi, p. 152, viii.
Ermina de Verderona, domina, p. 383, i.
Ernulphus Baillehart, p. 780, xxv.
Ernulphus de Curia-Feraudi, senescallus Belliquadri, p. 232, iv; p. 272, vii; p. 288, xi; p. 289, xii; — miles, p. 317, iii-iv; p. 708, xxix.
Ernulphus de Germiniaco, p. 795, xiv.

Escriva, uxor Bertrandi de Ciconiis, p. 900, x.
Essona (prior de), p. 5, VIII; p. 126, II.
Estoutevilla (dominus de), p. 796, XV; p. 833, XLIV.
Estoutevilla (domina de), p. 490, VI.
Eudo de Orvilla, dominus, p. 23, IV.
Eustachius, vicecomes, p. 12, IX.
Eustachius de Banteny, p. 814, III.
Eustachius de Banters, burgensis Sancti-Quintini, p. 644, IV.
Eustachius de Monte-Gramondi, baillivus Matisconensis, p. 620, XII.
Eustachius de Montemiaco, armiger, p. 85, XXII.
Evangelensis (prepositus), p. 685, XX, p. 699, IX.
Evra (prior de), p. 814, XX.
Everardus de Villaperiur, p. 119, V.
Exolduni (dominus), p. 882, I; p. 883, II.
——— (burgenses), p. 849, XXX; p. 882, II.

F

Falco de Monte-Gasconis, p. 296, V.
Falesia (major), p. 431, II; — (burgenses), p. 463, III; — (leprosi), p. 895, XXXVIII.
Falqueta, relicta Henrici, domini Branciduni, p. 234, VIII; p. 645, VIII.
Falquenbergh (domina), p. 712, XXXVIII.
Fenoilleti (dominus), p. 513, XVII.
Fermevilla (domina de), vidua Guillelmi de Pissiaco, p. 58, XV.
Fericiaco (domini de), p. 215, IX.
Feritate (domini de), p. 103, VIII.
Feritate de la Lopiere (dominus), p. 757, XI.
Feritatis-Milonis (burgenses), p. 840, VII.
Ferrarienses (abbas et conventus), p. 14, XXIII; p. 214, VII; p. 215, VIII.
Ferrandus de Bruecuria, dominus, p. 389, X; p. 863, XXVIII.
Ferreriis (dominus de), p. 862, XXVI.
Ferricus de Jotaco, dominus, p. 207, VI.
Ferricus de Valli, miles, p. 72, XXII.
Ferricus de Valliaco, miles, 546, VIII.
Fismes (domini de), p. 261, VIII.
Fiziacensis (abbas), p. 158, IX; p. 169, VII; p. 681, XIII.
Fiziaci (consules et homines), p. 681, XIII; — (burgenses), p. 712, XXXVI.
Filiarum-Dei Carnotensium (priorissa), p. 323, VIII.
Fiscanenses (abbas et conventus), p. 108, XII.
Fiscanensis (abbas), p. 489, III.
Flanchardo (canonici regulares de), p. 449, VII.
Flandrensis (comitissa), p. 404, XII; p. 631, II; p. 914, LXXXI.
Flandrie (burgenses), p. 201, XIII; — (mercatores), p. 915, LXXXI.
Flandrina, p. 82, XV.
Flastredus de Waesquerre, miles, p. 787, XXXI, p. 742, VIII.
Flavigniaci (abbas et conventus), p. 43, XXXIII; p. 134, I; p. 470, IX.
Floriacenses (abbas et conventus), p. 661, II.
Foilleto (major de), p. 269, II.
Fontis-Bliaudi (minister), p. 144, I.
Fontis-Ebraudi (abbatissa et conventus), p. 907, LXV; — (moniales de), p. 4, IV.
Fontis-Girardi (abbatissa et moniales), p. 492, IX.
Fontis-Gombaudi (abbas et conventus), p. 401, VI.
Footello (abbatissa de), p. 9, XII.
Foquardi-Montis (abbas), p. 99, I; p. 126, XXIII; p. 136, VIII.
Forenta (domina de), p. 28, III.
Forisiensis (comes), p. 257, XV; p. 603, VII; p. 674, XX.
Fossatenses (abbas et conventus), p. 171, XIII.
Francarum-Vallium (abbas et conventus), p. 288, XI.
Fresnaii in Belvacesino (prior), p. 870, XII.
Frigidi-Montis (abbas et conventus), p. 789, I; p. 859, XVIII; p. 962, XLIII.
Fronçac (vicecomes de), p. 862, XXV; p. 880, XXXVI.
Fulco Loison, p. 200, XII.
Fuxi (comes), p. 194, IV.

G

G. Bituricensis archiepiscopus, p. 894, XXXVII.
G. decanus Beati-Martini Turonensis, p. 141, IX; p. 503, XXX.

G. de Malo-Monte, magister, p. 780, XXIV; p. 919, LXXXIX.
G. Brixi, constabularius Francia, p. 503, XXX.
Gacius de Fay, p. 52, XXXVI.
Galcherus de Bello-Monte, miles, p. 363, IV.
Galcherus de Castellione, dominus Blainvolupi, p. 691, XXXII; p. 692, XXXIII.
Galcherus de Charota, castellanus Noviomensis, p. 767, XXXV.
Galerannus, serviens nemorum Regis de Chaumontesio, p. 377, V.
Galerannus de Ubrio, dominus, p. 766, XXXIV.
Gales (quidam mercator de), p. 914, LXXXI.
Galeto de Torto-Campo, miles, p. 265, II.
Galterus, comes Moretolii, p. 184, XVIII.
Galterus, dominus de Karrofio, miles, p. 647, XII.
Galterus, dominus de Nemos, marescallus Francia, p. 297, V.
Galterus, bajulus Regis, p. 140, VI.
Galterus, præpositus Aurelianensis, p. 122, XIII.
Galterus, cantor Silvanectensis, p. 290, XIII.
Galterus, tutor Hesiaci, procurator hominum ejusdem loci, p. 178, I.
Galterus Bardin, ballivus Ambianensis, p. 244, IV; p. 641, XV.
Galterus Bardini, ballivus Viromandensis, p. 275, III; p. 282, II; p. 614, XXIV; p. 757, XII.
Galterus-le-Bas, armiger, p. 720, XVI.
Galterus de Bretencuria, miles, p. 510, XII.
Galterus de Chambliaco, canonicus Silvanectensis, p. 154, IX; p. 192, XI; — capellanus Regis, p. 256, XII; — archidiaconus Meldensis, p. 376, IV; p. 885, X; — clericus Regis, p. 875, XXVII.
Galterus de Cortellis, miles, p. 340, XI.
Galterus de Corvieuz, armiger, p. 595, VIII.
Galterus de Follot, miles, p. 883, IV.
Galterus de Forcuer, p. 328, XV.
Galterus de Guidonis, p. 449, VI.
Galterus Henout, p. 137, XI.
Galterus, dictus Magister, p. 330, XVII.
Galterus de Nemosio, p. 83, XVIII.
Galterus de Nigella, p. 171, XII.
Galterus de Nulliaco, canonicus Silvanectensis, p. 108, XII.
Galterus Saverici, cocus Regis, p. 708, XXX.
Galterus de Socerno, p. 10, II.
Galterus de Villaribus, ballivus Calati, p. 136, VIII; p. 188, I; p. 295, IV.
Galtherus, comes Moritonii, p. 328, XIII.
Gardo (abbatia de), p. 9, XIX.
Garinus, armiger, p. 97, XIII.
Garinus de Castaneto, miles, p. 12, XIII.
Garinus Rosselli, p. 877, XXII.
Garinus de Sisiaco, miles, p. 36, XIII.
Garnerius, clericus, filius Radulphi de Cergiaco, p. 111, XXII.
Garnerus, archidiaconus, p. 572, XIV.
Gart-super-Sommam (abbas de), p. 434, VI.
Gasto de Moranvillaribus, miles, p. 375, II.
Gaucelinus de Mauriaco, domicellus, p. 379, IX.
Gaucherus de Sancto-Paulo, dominus, p. 420, VII.
Gaufredus de Bellomonte, *vide* Goufridus.
Gaufridi de Valliaco (relicta), p. 581, II.
Gaufridus, episcopus Sagiensis, p. 275, II.
Gaufridus, comes Castri-Duni, p. 141, IX.
Gaufridus, vicecomes Castri-Duni, p. 490, VI.
Gaufridus, præceptor Templi apud Repentegny, p. 226, XVI.
Gaufridus, presbyter, p. 45, VIII.
Gaufridus, presbyter de Sancto-Espiart, p. 171, XI.
Gaufridus, ballivus Ambianensis, p. 121, VIII.
Gaufridus, filius Fulconis armigeri, p. 83, XVIII.
Gaufridus-le-Bas, armiger, p. 720, XVI.
Gaufridus de Bello-Monte, clericus, p. 781, XXVI; p. 818, IX.
Gaufridus de Brao, decanus Meldensis, p. 362, III.
Gaufridus de Bosco-Guillelmi, miles, p. 99, XV.
Gaufridus Brun-Aste, p. 163, IX.
Gaufridus de Bruera, dominus de Trou, p. 480, XV; p. 515, IV.
Gaufridus, dictus Buticularius, armiger, p. 874, XXIII.
Gaufridus de Capella, miles, p. 34, V; p. 109, XV; 136, XIV; p. 511, XII.
Gaufridus de Castro-Briencii, p. 259, III.
Gaufridus de Curia-Fraudi, miles, p. 41, XXIX.
Gaufridus de Dongonis, dominus, p. 452, XVI.

Gaufridus Gerbaier, p. 163, ix.
Gaufridus de Joiaco, ballivus Medontensis, p. 180, viii; p. 185, i; p. 190, iii-iv; p. 197, vi; 209, x; p. 248, ix-x; p. 375, ii.
Gaufridus de Lavardin, p. 8, xii.
Gaufridus de Leigneir, dominus, p. 308, xii.
Gaufridus de Lisgniaco, miles, p. 422, x.
Gaufridus Marescallus, p. 133, xiii.
Gaufridus Mauberti, p. 68, xv.
Gaufridus de Monte-Letherici, clericus regis Navarre, p. 778, xx.
Gaufridus de Pisiaco, dominus, p. 336, v.
Gaufridus de Plessiaco, miles, p. 293, ii; p. 697, vi.
Gaufridus de Pont-Chevron, archidiaconus Parisiensis, p. 88, iv.
Gaufridus de Prato, miles, p. 220, v.
Gaufridus Racinians, p. 108, x.
Gaufridus de Roscherolis, miles, ballivus Viromandensis, p. 183, xv; p. 184, xvii; p. 192, i; p. 193, xiii; p. 205, i; p. 206, ii; p. 216, x; p. 225, xiii; p. 305, vi; p. 307, ix; p. 336, v; p. 644, iii; p. 653, ix.
Gaufridus Roterii, miles, p. 729, xii.
Gaufridus de Ruppeforti, p. 254, ix.
Gaufridus de Ruppe, miles, p. 568, vii.
Gaufridus de Sancto-Amando, miles, p. 70, xix.
Gaufridus Secorgie, p. 45, viii.
Gaufridus de Trigiaco, armiger, p. 428, xix.
Gaufridus de Truysiaco, armiger, p. 219, v.
Gaufridus de Valli, p. 72, xii.
Gaufridus de Valliaco, miles, p. 418, iv.
Gaufridus de Villeta, miles, p. 210, xiii; p. 871, xv.
Gaufridus de Vindocino, frater comitis Vindocini, p. 730, xvi; p. 774, xiii.
Gaugueing, clericus, p. 131, xii.
Gauquelini (relicta et liberi), p. 441, iv.
Gauquelinus de Ferrariis, miles, p. 27, ii; p. 30, xiii.
Gazo de Outrevoisin, miles, p. 732, xx.
Gazo de Pisiaco, miles, p. 54, iii; p. 527, i; p. 742, x.
Genliaco (domina de), p. 448, iv.
Gente, mulier donatrix abbatiæ S. Martini de Campis, p. 254, x.
Gerardi de Arnonvilla, militis (relicta), p. 730, xii.
Gerardus, ballivus Aurelianensis, p. 160, iii.
Gerardus de Felines, p. 394, xx.
Gerardus de Keuresis, ballivus Silvanectensis, p. 192, xi; p. 196, v; p. 202, iv; p. 208, vii; p. 212, i; p. 256, xii; p. 262, viii; p. 614, v.
——— ballivus Aurelianensis, p. 103, viii; p. 164, xiii, p. 182, xiv; p. 202, iv; p. 228, xix.
Gerardus de Loogniaco, dominus, p. 264, xi; p. 723, xxii.
Gerardus de Moncuc, p. 556, xiii.
Gerardus de Quercesis, *vide* Gerardus de Keuresis.
Gerardus Sarlatensis (abbas), p. 18, viii.
Geraudus, comes Armeguiaci, p. 407, xvi.
Geraudus de Malo-Monte, magister, p. 287, x; p. 689, xxvii.
Gerborredensis, thesaurarius, 726, iv.
Gervasius de Fresnoy, miles, p. 228, xx.
Gervasius de Milliaco, dominus, 424, xi.
Gervasius de Sezannis, p. 76, xxix; p. 84, xviii; p. 128, vi; p. 503, xxx.
Gienville, dominus, p. 17, iii.
Gilbertus Belet, miles, p. 307, ix.
Gilebertus de Braia, serviens Regis, p. 309, x.
Gilebertus de Essartis, miles, p. 549, xvi; p. 559, xix; p. 943, xlv.
Gilebertus Malesmains, miles, p. 630, i.
Gilebertus de Malo-Boisono, miles, p. 715, vi.
Giletus de Noelon, armiger, p. 428, xix.
Giletus de Opere, burgensis de Chaudardre, p. 763, xxvii.
Gillo de Calceia, clericus Regis, p. 244, iv; p. 295, iii.
Gillo de Torrello, archidiaconus Senonensis, p. 107, viii.
Gilo, custos abbatiæ Aureliaci, p. 386, v.
Gilo, castellanus Turonensis, p. 745, xvii.
Gilo de Malliaco, miles, p. 40, xxviii; p. 58, xvii; p. 146, ix; p. 656, ix.
Gilo de Malo-Duno, miles, p. 339, xl.
Gilo de Plesseto, miles, p. 122, x.
Gilo, dictus Præpositus, p. 172, xii.
Gilo de Silvarecto, clericus, p. 398, viii.
Gilo de Soliaco, armiger, p. 442, viii.
Gilo de Velly, miles, p. 614, v.
Gimetensis (abbas), p. 536, iii; p. 543, xix.

Gipho (moniales de), p. 711, XXXV-XXXVI.
Girardes, Clarimontensis major, p. 52, XXXIV.
Girardus de Aubuçon, p. 556, XIII.
Girardus Bredi, et complices ejus, p. 365, VII.
Girardus Chabot, armiger, p. 825, XXIII.
Girardus de Keuresis, *vide* Gerardus de Keuresis.
Girardus de Kiuresis, ballivus Aurelianensis, *vide* Gerardus de Keuresis, ballivus Aurelianensis.
Giraudus de Aubuçon, *vide* Girardus de Aubuçon.
Giraudus de Casali-Bono, p. 407, XVI.
Giraudus de Mala-Morte, p. 557, XIV.
Giraudus de Nobliaco, rector ecclesie de Augignac, p. 278, VII.
Giraudus de Piolenc, clericus, p. 84, XXI.
Giraudus Renerii, p. 683, XV.
Girbertus de Temixis, dominus Gordonii, p. 864, XXX.
Gisiaco (prior de), p. 11, VIII.
Gisortii (ballivi), p. 76, XXX; p. 128, VI; p. 153, IX; p. 307, IX; p. 323, IX; p. 348, I; p. 471, X; p. 483, XX; p. 505, IV; p. 546, X; p. 657, XVII; p. 791, IV.
Gobbatus de Rouvray, p. 434, V.
Gonsemvilla (dominus de), p. 92, IV.
Gordonii (dominus), p. 864, XXX.
Gordonii (consules et homines), p. 864, XXX.
Gosuinus de Cambio, civis Cameracensis, p. 335, IV.
Goy-super-Sommam (prior de), p. 434, VI.
Graviaci (dominus), p. 891, XXXIII.
Grandi-Monte juxta Gaillonem (prior de), p. 147, VII.
Grandi-Montis juxta Rothomagum (prior et fratres), p. 939, XXXIV.
Grandis-Prati (comes), p. 450, XI.
Grasse, clericus, p. 901, L.
Graynvilla (domina de), p. 187, VII.
Grienoletus, armiger, p. 540, X.
Grimaudus de Monte-Gotherii, armiger, p. 242, I.
Gualterus, clericus de Bello-Monte, p. 26, XII.
Guelvensis (comitissa), p. 299, X.
Gueluis de Grandi-Curia, domina, p. 448, III.
Guernii (prepositus), p. 782, XXVIII.
Guerrardus de Keuresis, *vide* Gerardus de Keuresis.
Guerrardus Monerius, pedagiarius Peronne, p. 470, VII.
Guerro de Verraria, ballivus Vernolii, p. 325, X.
Guerricus de Bosco Roberi, p. 17, IV.
Guiardus de Berson, p. 212, III.
Guiberrus Gonterii de Villa-Nova, p. 741, VI.
Guiberti Draconis (relicta), p. 858, XVI.
Guichardus, dominus Belli-Joci, p. 296, V.
Guido, p. 96, X.
Guido, Narbonensis archiepiscopus, p. 148, II.
Guido, decanus, p. 128, VI.
Guido, decanus Beati-Martini Turonensis, p. 145, III; p. 169, VIII.
Guido, clericus scabinorum Attrebatensium, p. 768, I.
Guido, monachus Sancti-Germani de Pratis, p. 261, VII.
Guido, Forisiensis comes, p. 827, XXIX.
Guido, vicecomes Lemovicensis, p. 311, XV; p. 332, XXII, p. 759, XVII.
Guido, castellanus de Conchis, p. 365, VII.
Guido de Autisiodoro, miles, p. 692, XXXIII.
Guido-le-Bas, miles, p. 320, VI.
Guido de Baucelo, miles, p. 682, XIV.
Guido de Billiaco, miles, p. 896, XXXIX.
Guido de Brocis, miles, p. 22, II.
Guido de Buceio, miles, p. 89, IX.
Guido de Conflon, miles, p. 814, II.
Guido de Domna-Petra, dominus Borbonii, p. 635, VIII.
Guido de Domni-Petra, dominus, p. 690, XXI.
Guido de Folloel, p. 434, V.
Guido de Forcheris, miles, p. 764, XXIX.
Guido Forisiensis, p. 700, X.
Guido Fulcodii, Aniciensis episcopus, p. 75, XXII.
Guido de Grancheia, miles, p. 357, XVIII.
Guido Laudigeis, miles, p. 782, XXVII.
Guido de Lenvillari, miles, p. 601, IV.
Guido de Levis, p. 148, II.
Guido de Leriniaco, p. 193, XII.
Guido de Lynvilers, p. 853, IV.
Guido Mali-Vicini, p. 156, III; p. 234, IX.

Guido de Marchia, dominus, p. 872, xix.
Guido de Nantolio, p. 286, ix.
Guido de Nealpha, decanus Beati-Martini Turonensis, p. 75, xxix.
Guido de Neri, miles, p. 849, xxxi.
Guido de Neuvilla, miles, p. 190, v.
Guido de Nova-Villa, miles, p. 83, xvii.
Guido de Ruppe, dominus, p. 427, xvi.
Guido de Torneu, miles, p. 665, i.
Guido de Sine-Muro, miles, et ballivus ducis Burgundiæ, p. 364, vi.
Guilebertus de Croismare, p. 130, ix.
Guillelmæ de Setaracio (filius dominæ), p. 537, i.
Guillelmi de Garello (hæres), serviens forestæ, p. 80, ix.
Guillelmi de Longua-Valle, militis (homines), p. 180, viii.
Guillelmi de Milliaco (uxor), p. 182, xiv.
Guillelmus (rex), p. 747, xli.
Guillelmus, archidiaconus Andegavensis, p. 389, xi.
Guillelmus, decanus Sancti-Aniani Aurelianensis, p. 245, v.
Guillelmus, dominus Castri-Radulphi, p. 488, ii; p. 878, xxxiii.
Guillelmus, castellanus Belvacensis, p. 47, xiii.
Guillelmus, dominus de Beccothomas, p. 610, xix.
Guillelmus, dominus de Boccio, p. 554, xi.
Guillelmus, dominus de Paciaco, p. 77, ii.
Guillelmus, armiger, p. 218, iii; p. 261, vii.
Guillelmus, miles, p. 502, xxvii.
Guillelmus, burgensis Aurelianensis, p. 490, v.
Guillelmus, barbitonsor, p. 31, iv.
Guillelmus, dictus Albus, mercator, p. 298, vii.
Guillelmus de Andusia, p. 75, xxix.
Guillelmus, dictus Angevin, p. 168, iii.
Guillelmus Anvers, p. 130, ix.
Guillelmus de Ardenna, miles, p. 793, viii.
Guillelmus de Arsicio, p. 611, xx.
Guillelmus de Aubuçon, p. 556, xiii.
Guillelmus, dictus de Aurelliano, clericus, p. 878, xxxiv.
Guillelmus de Autolio, miles, p. 255, xi.
Guillelmus de Autor, miles, p. 148, i; p. 201, i.
Guillelmus de Autoso, miles, p. 278, vii; p. 279, ix; p. 286, viii.
Guillelmus Athericus, bajulus Novæ-Villæ, p. 283, v.
Guillelmus de Barris, p. 103, viii.
Guillelmus Bayeux, p. 360, i.
Guillelmus Belin, presbyter, p. 218, iii.
Guillelmus de Bello-Saltu, dominus, p. 448, v; p. 549, xv.
Guillelmus de Belvaco, clericus Regis, p. 170, x; p. 320, vi; p. 375, iii; p. 377, v; p. 380, ix; p. 390, xiii.
Guillelmus Bernardi, p. 339, x.
Guillelmus Bertrandi, miles, p. 256, xiii; p. 677, iii; p. 856, xi.
Guillelmus Borelli, p. 795, xiv.
Guillelmus de Borbonio, dominus Boceii, p. 78, iv.
Guillelmus de Bordiene, p. 189, i.
Guillelmus, dictus le Borgne, clericus, p. 31, xv.
Guillelmus de Bosrie, dominus, p. 290, xiii; p. 709, xxxii.
Guillelmus, dictus Botevilein, p. 189, iii.
Guillelmus de Braio, p. 388, viii.
Guillelmus Buchart, p. 168, iii.
Guillelmus de Buisencort, p. 5, x.
Guillelmus de Byevre, miles, p. 137, ix; p. 210, xii.
Guillelmus de Canabis, ballivus Bituricensis, p. 78, iv.
Guillelmus de Canabris, ballivus Bituricensis, p. 104, i.
Guillelmus de Canebaris, miles, ballivus Bituricensis, p. 120, vi.
Guillelmus de Capella, p. 188, i.
Guillelmus de Castro-Eraudi, clericus Regis, p. 273, i.
Guillelmus de Cenveisnovilla, miles, p. 107, viii; p. 140, vii; p. 268, i; p. 410, xx.
Guillelmus de Chanevreis, ballivus Bituricensis, p. 174, i.
Guillelmus de Charentonio, miles, p. 7, x.
Guillelmus de Chasteler, miles, p. 732, xix.
Guillelmus de Chavernaio, armiger, p. 353, ix.
Guillelmus de Chemino, p. 16, xxxv.
Guillelmus de Chenevreis, ballivus Bituricensis, p. 259, i; p. 795, xiv.
Guillelmus de Chenevreis, miles, p. 214, vii; p. 215, viii; p. 232, v.
Guillelmus Chevrel, p. 218, iii.

Guillelmus de Chevriaco, miles, p. 238, III; p. 256, XIII; p. 276, V; p. 285, VII.
Guillelmus de Chivriaco, vide Guillelmus de Chevriaco.
Guillelmus de Clusello, canonicus Cistercensis, p. 258, I.
Guillelmus de Corpalai, p. 344, XIV.
Guillelmus Crispini, dominus, p. 379, VIII; p. 548, XIV; p. 616, VII; p. 899, XLIV.
Guillelmus de Croiseto, civis Rotbomagensis, p. 355, XIII.
Guillelmus de Curtenebo, dominus, p. 662, V.
Guillelmus de Curtiniaco, dominus, p. 757, XI.
Guillelmus de Cybri, miles, p. 226, XV.
Guillelmus Crispini, miles, dominus de Estrapegniaco, p. 7, X; p. 124, XVI; p. 195, I.
Guillelmus de Croismare, p. 130, IX.
Guillelmus Daudaeu, p. 265, II.
Guillelmus, dictus Decanus de Waban, p. 810, XXVIII.
Guillelmus Dispensator, p. 130, IX.
Guillelmus Fauconiers, p. 212, III.
Guillelmus de Fay, miles, p. 228, XX.
Guillelmus de Fienes, dominus, p. 261, VIII.
Guillelmus Flora, civis Carnotensis, p. 692, XXXIV.
Guillelmus de Fonte, p. 16, II; p. 520, III.
Guillelmus Frentel, p. 45, VI.
Guillelmus de Friardel, miles, p. 303, II.
Guillelmus de Furno, p. 257, XIV; p. 258, I.
Guillelmus de Gardino, miles, p. 195, III.
Guillelmus de Gaudigniaco, miles, p. 214, VII.
Guillelmus de Gisorcio, miles, p. 55, VII; p. 151, VII.
Guillelmus, dictus Gireaume, armiger, p. 202, II.
Guillelmus de Gondremoreto, miles, p. 17, VI.
Guillelmus de Gornaio, p. 85, XXII.
Guillelmus de Grae, miles, p. 389, XI.
Guillelmus de Gratelou, armiger, p. 45, VIII; p. 46, X.
Guillelmus le Ham, p. 797, XVIII.
Guillelmus Hernaudi, p. 140, VI.
Guillelmus de Jarrouille, p. 84, XXI.
Guillelmus de Jernmole, p. 181, XII.
Guillelmus de Karon, frater minor, p. 161, VI.
Guillelmus de Lamnai, miles, p. 202, II.
Guillelmus Legramaire, miles, p. 571, X.
Guillelmus de Luxarii, miles, p. 22, I; p. 227, XVIII; p. 443, X; p. 546, VIII; p. 743, XII.
Guillelmus de Longa-Valle, dominus, miles, p. 550, XVIII; p. 753, V; p. 797, XVII-XVIII; p. 855, X.
Guillelmus de Machello, miles, p. 858, XVI.
Guillelmus Marcelli, miles, p. 833, XLIV.
Guillelmus Mareschallus, p. 161, V.
Guillelmus de Melsia, miles, p. 858, XVII.
Guillelmus Mercator, p. 352, VII.
Guillelmus de Merlo, dominus, p. 613, II.
Guillelmus de Mesrrant, miles, p. 531, XIV.
Guillelmus de Meullento, p. 36, XIII.
Guillelmus de Mesnilio, miles, p. 26, XIII.
Guillelmus de Milliaco, p. 128, VI; p. 131, XI.
Guillelmus de Monte, p. 877, XLIII.
Guillelmus de Monte-Acuto, p. 427, XV.
Guillelmus de Mora, serviens Regis, p. 288, XI.
Guillelmus Morelli, mercator, p. 298, VII; p. 328, XIV.
Guillelmus de Moschians, miles, p. 200, XII.
Guillelmus de Nealpha, vide Ballivus Regis, p. 166, XVI.
Guillelmus de Nova-Villa, canonicus Carnotensis, p. 292, I; — clericus Regis, p. 323, IX; p. 349, I.
Guillelmus de Onvilla, p. 23, IV.
Guillelmi de Onvilla (mater), p. 23, IV.
Guillelmus Paganelli, miles, p. 606, XIII.
Guillelmus Parent, homo prioris Capellæ-Aude, p. 341, XIII.
Guillelmus Parov, burgensis Tylleriarum, p. 21, XVIII.
Guillelmus de Perona, miles, p. 353, VIII.
Guillelmus Piegory, armiger, p. 520, III.
Guillelmus Pinelli de Stroffevilla, serviens forestæ, p. 80, XI.
Guillelmus de Pinguiaco, miles, p. 84, XXI.
Guillelmus de Pinquigniaco, miles, p. 717, VII.
Guillelmus de Pissiaco, miles, p. 12, XVI; p. 58, XV; p. 100, II; p. 524, XVII.
Guillelmus de Podio, serviens Regis, senescallus Petragoricensis, p. 169, VII; p. 618, VIII.
Guillelmus de Ponti-Sara, serviens Regis, p. 158, IX.
Guillelmus Prunele, miles, p. 227, XVII.
Guillelmus Prunereti, dominus, p. 730, XIII.

Guillelmus Pubelle, miles, vide Guillelmus Prunele.
Guillelmus du Quartier, armiger, p. 45, viii; p. 46, x.
Guillelmus de Quohequien, miles, p. 351, v.
Guillelmus Raymondi de Caturco, p. 257, xiv; p. 258, i.
Guillelmus de Roboribus, p. 137, xi.
Guillelmus de Roussilione, p. 603, vii.
Guillelmus Savore, p. 387, vii.
Guillelmus de Selingaam, miles, p. 712, xxxviii.
Guillelmus de Silvanecto, p. 30, xii.
Guillelmus Soubiz, p. 69, xvi.
Guillelmus de Ton, p. 98, xiv.
Guillelmus de Tornebu, miles, p. 169, vi.
Guillelmus Ulnaudi, miles, p. 920, i.
Guillelmus de Valente, miles, p. 422, x.
Guillelmus de Valle-Grinosa, magister, p. 277, vi; — archidiaconus Parisiensis, p. 848, xxvii; — clericus comitis Pictavensis, p. 907, lxv.
Guillelmus de Vernone, dominus, p. 139, v; p. 565, i.
Guillelmus de Vicinis, ballivus Rothomagensis, p. 99, xvi; p. 101, iii; p. 146, v; p. 468, iii.
Guillelmus de Vilerето, dominus, p. 496, xvi.
Guillelmus de Villa, armiger, p. 520, iii.
Guillelmus de Villa-Nova, clericus Regis, p. 370, xv.
Guillelmus, dictus Villenus de Mota, p. 89, viii.
Guillelmus de Wyques, burgensis de Argentonio, p. 734, xxvi.
Guillermus, cantor Laudunensis, p. 469, v.
Guillermus Baronis, mercator, p. 565, xxiii.
Guillermus de Bievre, p. 432, i-ii.
Guillermus Charla, mercator, p. 565, xxiii.
Guillermus de Chauvigniaco, dominus Castri-Radulphi, p. 502, xxviii.
Guillermus de Cortenelio (dominus), p. 651, vi.
Guillermus de Cyrei, armiger, p. 226, xv.
Guillermus de Fyenles, p. 707, xxviii.
Guillermus de Malo-Nido, p. 616, vii.
Guillermus Postelli, civis Rothomagensis, p. 561, ix.
Guillotus de Macquigny, p. 773, xi.
Guinensis (comes), p. 737, xxi; p. 742, viii.
Guiotus, marescallus de Mirapiscis, p. 148, ii; p. 517, x.
Guiotus de Lavalle, p. 702, xiii; p. 714, ii.
Guiotus de Lainville, armiger, p. 810, xxvii.
Guiotus de Linvillari, armiger, p. 935, xxix.
Guiotus Mali-Vicini, p. 234, ii; p. 524, xvi; p. 695, iii.
Guiotus, dictus Poisson, p. 112, xxiii.
Guiotus de Rodoxio, p. 156, iii.
Guiotus de Villeron, p. 213, iii.
Guiterius, miles, ballivus Turonensis, p. 229, i.
Guitercs de Vilета, miles, ballivus Turonensis, p. 252, iv; p. 254, viii; p. 292, i.
Gvodinus de Sancto-Germano, p. 109, xiv.
Guydo, frater comitis Engolismensis, p. 560, vi.
Guydo de Lavalle, p. 560, iii.
Guyotus de Mirapice, armiger, p. 505, iii; p. 525, xvii; p. 532, xvi.

H

H. comes Sancti-Pauli, p. 443, xi.
H. de Virziliaco, magister, p. 710, xxxiii.
Hacquevilla (homines de), p. 253, v.
Haimericus de Gaiet, miles, p. 171, xi.
Hamensis (dominus), p. 893, xxxv.
Hamo (major et jurati de), p. 800, vi.
Hamo (homines domini de), p. 442, viii.
Hanienus, dominus, p. 201, xiii.
Hardecuria (domina de), p. 888, xxiii.
Hardoinus de Malliaco, dominus, p. 291, i; p. 683, xvi; p. 746, xx; p. 748, xxii; p. 761, xx.
Hatyes (burgenses de), p. 727, vi.
Haubertus de Hangeto, p. 50, xxvi.
Haymericus, procurator Blesensis comitis, p. 161, ix.
Haymo, dominus Borbonie, p. 555, xi.
Haymo Rollandi, procurator Gaufridi de Plessiaco militis, p. 293, ii.
Helias Flamenc, p. 311, xv.
Helias de Mutelien, miles, p. 295, ii.
Helloidis de Bormont, domicella, p. 286, ix.
Helyas Ridelli, p. 498, xxi; p. 556, xiv.
Hemericus de Ruppecavardi, dominus, p. 831, xli-xlii.

Henricus, rex, p. 85, XXII.
Henricus, rex, filius Mathildis imperatricis, p. 906, LXIV.
Henricus, rex Anglie, p. 70, XIX; p. 124, XVI; p. 125, XVI; p. 332, XXII; p. 417, I; p. 502, XXIX.
Henricus, marescallus Francie, p. 585, VII; p. 604, VIII.
Henricus, dominus Argentonii, marescallus Francie, p. 572, XV; p. 613, III; p. 625, XIX.
Henricus, dominus Branciduni, p. 234, VIII.
Henricus, dominus, de Soli, p. 297, V.
Henricus, frater Renaudi de Barro, p. 172, XIII.
Henricus, filius comitis Ruthinensis, p. 681, XIII.
Henricus-Anglicus-Guerricus, p. 14, XXII.
Henricus de Avalgor, miles, p. 135, III; p. 526, XX; p. 534, I; p. 623, XVII; p. 691, XXXI.
Henricus, dictus Bar, miles, p. 112, XXIII.
Henricus Berardi, scabinus Laudunensis, p. 275, III.
Henricus de Bourbio, miles, p. 26, XV.
Henricus de Campo-Repulso, clericus Regis, p. 225, XIII; p. 238, III; p. 295, III; p. 320, VI; p. 372, XVIII.
Henricus de Champrepus, clericus Regis, p. 165, XIV.
Henricus de Cosancis, miles et ballivus Matisconensis, p. 167, II.
Henricus de Cosalcis, miles, senescallus Petragoricensis, p. 211, XVI; p. 230, II; p. 617, VIII; p. 780, XXIV.
Henricus de Cousancis, *vide* Henricus de Cosanciis.
Henricus Detmberti, canonicus Laudunensis, p. 208, VIII.
Henricus Flamenc, civis Parisiensis, p. 735, p. XXVII.
Henricus de Gaudonvillers, miles, ballivus Bituricensis, p. 201, II; p. 202, III; p. 384, III; p. 681, XIII.
Henricus de Lergies, miles, p. 633, VII.
Henricus de Montebruel, miles, p. 25, VIII.
Henricus de Navarra, frater regis Navarre, p. 639, XIII.
Henricus de Novo-Burgo, dominus, p. 569, VIII.
Henricus de Pagniaco, dominus, p. 722, XX.
Henricus, dictus de Pariis, clericus, p. 910, LXXI.
Henricus, dictus Precarius, p. 70, XIX.
Henricus de Rouvray, p. 427, XVII.
Henricus de Solliaco, dominus, p. 582, II; p. 831, XLI.
Henrici de Soliaco (relicta domini), p. 786, XXXVI.
Henricus de Soylliaco, dominus, p. 527, II.
Henricus de Virsiliaco, magister, p. 556, XIII.
Henricus de Virsiliaco magister, p. 256, XIII; p. 537, I.
Henrici Wason (relicta), p. 887, XIX.
Henriotus de Avalgor, p. 623, XVII; p. 670, XIV.
Herbertus de Espesonville, p. 309, XIV.
Herbertus de Mesnilio Guerini, p. 207, IV.
Herbertus Turpini, p. 274, I.
Hermandus de Monte-Pesato, miles, p. 765, XXXII.
Herricus Crochet, p. 825, XXII.
Herveus, filius Radulfi de Sancto-Dionisio, armiger, p. 57, XIV.
Herveus de Caprosia, dominus, p. 427, XVII.
Herveus de Leonia, dominus, p. 731, XVIII.
Herveus de Leoribus, dominus, p. 501, XXVI; p. 568, VII.
Hodrarius de Paciaco, p. 181, XI.
Hodrico (prior de), p. 138, I.
Hohecurie (abbes et conventus), p. 867, V; — (dominus), p. 867, V.
Hospitalarii Alvernie, p. 628, XXIII; — Aurelianenses, p. 847, XXIV; — Blesenses, p. 5, XIV; p. 15, XXX; — ballivie Constantinensis, p. 533, XX; — de Meleduno, p. 57, XI; — Normannie, p. 647, XI; — Pontis-Audomari, p. 911, LXXII; — de Romestane, p. 511, XII; — Silvanectenses, p. 195, II; — de Tripigniaco, p. 120, VII. — Turonie, p. 528, V.
Hospitalis Iherosolimitani (homines) de Normannia, p. 485, IV.
Hotot (domina de), p. 223, X; p. 485, III; — (dominus de), p. 485, III.
Housemale (dominus de), p. 594, VI.
Houvetville (dominus de), p. 211, XIV.
Huardus, dictus le Cuirre, p. 267, IV.
Hubertus le Becc, p. 725, II.
Hubertus de Lauduno, civis Parisiensis, p. 807, XXIII.

Hubertus de Pontibus, p. 57, xiii.
Hubertus, p. 17, iii.
Hubertus, filius domini de Perreria, p. 167, ii.
Hubertus de Baillolelo, armiger, p. 38, xxi.
Hubertus Chauvin de Baicholeto, armiger, p. 34, ix.
Hubertus de Pompona, p. 35, viii.
Hugo, comes Engolismensis, p. 423, x.
Hugo, comes Sancti-Pauli, p. 39, xxii.
Hugo, monachus S. Martialis, p. 382, xi.
Hugo, dictus Abbas, p. 82, xv.
Hugo de Alerivilla, archidiaconus Aurelianensis, p. 164, xii.
Hugo de Arricio, miles, p. 611, xx.
Hugo de Bello-Monte, p. 394, xx.
Hugo, dictus Bottel, p. 810, xxviii.
Hugo le Bouchu, miles, p. 237, ii.
Hugo de Bourbis, miles, p. 228, xx.
Hugo de Castello, dominus, p. 148, i.
Hugo de Castilione, p. 700, x.
Hugo-Cornet, p. 108, x.
Hugo de Couchis, miles, p. 600, iii.
Hugo de Galardone, p. 457, xxiv.
Hugo le Gantier, p. 282, iii; p. 172, ix.
Hugo, dictus Lechebie, p. 26, xii. — Maria, ejusdem uxor, *ib.*
Hugo la Maçue, p. 68, xiv.
Hugo de Minebris, p. 12, xiv; — dominus, *ib.*
Hugo de Mota, p. 265, ii.
Hugo Pagani, serviens foreste, p. 80, xi.
Hugo de Seixac, vicecomes de Fenoilleto, p. 579, xii.
Hugo de Sancto-Amando, canonicus de Duno, p. 52, xxxviii.
Hugo de Sancto-Claro, armiger, p. 161, v.
Hugo de Sancto-Justo, ballivus Aurelianensis, p. 191, vii; p. 227, xvii; p. 375, iii; p. 377, v; — ballivus Giscardi, p. 908, lxvii.
Hugo Torpin, homo licenciatus a Belvaco, p. 211, xiii.
Hugo la Truye, miles, p. 228, xx.
Hugonis de Hellenvillari (filius), p. 14, xxv.
Hugotinus de Cau, armiger, p. 707, xxvi.
Hugueville (Galterus cambellanus domini), p. 908, lxvii.
Hugueville (cambellani domini de), p. 908, lxvii.
Humbaudus Gauberti, dominus de Lazenayo, p. 828, xxxi.
Humbaudi, dicti Geroire, militis (filius), p. 495, xv.
Hunocurtenses (abbas et conventus), p. 889, xxvi.
Hunocurtensis (dominus), p. 889, xxvi.

I

Iberii (dominus), p. 330, xix.
Ida, domicella, p. 336, v.
Imbertus de Bocaeiis, p. 942, xliv.
Imbertus de Bagiacus, p. 923, v.
Imbertus Guidonis, senescallus in Lemovicinis pro rege Anglie, p. 320, vii.
Imbertus de Pratellis, miles, p. 452, xvi.
Ingerrani de Cociaco (ballivus), p. 443, xiii.
Ingerrannus de Cociaco, p. 443, xiii; p. 444, xviii, p. 492, x.
Ingerrannus de Cociaco, ballivus Laudunensis, p. 462, i.
Ingerrannus de Maisnerolis, armiger, p. 764, xxix.
Ingerrannus de Pinqueigniaco, p. 261, viii.
Injorrannus de Croi, p. 71, xxi.
Isabella, uxor Reginaldi Belli-Joci, p. 296, v.
Iterius de Villaros, miles, p. 271, vi.

J

J. Persona, prepositus de Aneto, p. 186, iii.
J. de Trecis, magister, p. 503, xxx.
Jacobus, miles, p. 644, iv.
Jacobus de Atrebato, clericus Regis, p. 43, xxxiii; p. 201, i; — custos regalium Morinensium, p. 267, viii.
Jacobus de Bello-Videre, serviens foreste, p. 80, ix.
Jacobus Cementarius, p. 39, xxv.
Jacobus de Contes, miles, p. 31, xvi; p. 586, ix.
Jacobus de Lingonis, civis Senonensis, p. 221, v; p. 760, xix.

Jacobus de Montcharlon, miles, p. 400, IV.
Jacobus Musart, p. 434, V.
Jacobus de Portu, miles Compendiensis, p. 59, XIX.
Jacobus de Valencino, p. 888, XXV.
Jardessium (procuratores civium), p. 891, XXXIV.
Jaquelinus Trosselle, civis Bituricensis, p. 903, LVI.
Jocelinus de Castro-Novo, dominus, p. 379, IX; p. 863, XXVII.
Johaletus, serviens constabularii Alvernie, p. 382, XI.
Johanna, regina Castelle et comitissa Pontivi, p. 88, XVII.
Johanna, filia comitissæ Bolonicensis, p. 707, XXIX.
Johanna, filia Nicholai Fabri, p. 734, XXVI.
Johanna, domicella, p. 290, XIII.
Johanna, domina de Rolleboise, p. 335, V
Johanna, conversa, p. 392, XVI.
Johanna, uxor Guillelmi Crispini, p. 379, VIII.
Johanna, uxor Petri de Bello-Monte, milites, p. 329, XVI.
Johanna de Castilione, domina, p. 262, VIII.
Johanna, dicta la Corte de Membrarer, p. 339, XI.
Johanna de Ermenonvilla, p. 74, XXVII.
Johanna de Flaaccuria, p. 25, IX.
Johanna, filia Sibille, p. 37, XV.
Johanna, uxor Gaucheri de Sancto-Paulo, p. 420, VII.
Johanna, filia Petri de Castello, p. 442, VIII.
Johanna, filia Richardi de Malliaco, p. 877, XXVII.
Johanna de Rocha-Dariani, domina, p. 311, XVI; p. 904, LVIII.
Johannes, p. 47, XIII.
Johannes, Bituricensis archiepiscopus, p. 197, VII; p. 564, XX, p. 894, XXXVII.
Johannes, archiepiscopus Remensis, p. 701, XI; p. 863, XXIX.
Johannes, episcopus Trecensis, p. 849, XXXI.
Johannes, comes Britanniæ, p. 311, XVI.
Johannes, comes Suessionensis, p. 503, XXX.
Johannes, buticularius Francie, p. 570, XI; p. 573, XVII.
Johannes, dominus Solliaci, p. 871, XIII.
Johannes, banerius, p. 109, XVI.
Johannes, prepositus de Longolio, p. 559, III.
Johannes, miles, p. 20, XV.
Johannes, prepositus, p. 302, I.
Johannes, filius comitis Rouciaci, p. 56, II.
Johannes de Ablencuria, p. 805, XVIII.
Johannes Anglicus, p. 64, II.
Johannes Arnaudi, p. 207, IV.
Johannes Arrode, civis Parisiensis, p. 830, XXXVII.
Johannes de Article, p. 273, VIII.
Johannes de Artiques, mercator, p. 280, XI.
Johannes de Audenarde, dominus, p. 521, VII.
Johannes de Asteriis, p. 306, VIII.
Johannes de Avesnis, dominus, p. 439, I.
Johannes de Baillolio, dominus, p. 466, XII.
Johannes de Ballues, miles, p. 805, XVIII.
Johannes Bantele, p. 150, IV.
Johannes Barat, p. 639, XIII.
Johannes de Barra, p. 136, VIII; p. 895, XXXIX.
Johannes Baudoigny de Bretegny, miles, p. 210, XII.
Johannes de Bello-Monte, miles, p. 795, XIV.
Johannes Bigue, civis Parisiensis, p. 708, XXI.
Johannes Billebaut, miles, p. 67, XI.
Johannes dictus le Bochier, archidiaconus Baiocensis, p. 135, III; p. 158, XI.
Johannes de Boenville, miles, p. 350, IV.
Johannes Bogarius, burgensis de Trou, p. 133, XII.
Johannes de Boissiaco, presbyter, p. 802, XII.
Johannes de Borsey, presbyter, p. 340, XII.
Johannes le Borgne de Germigniaco, p. 301, IV.
Johannes de Bosco, miles, p. 318, V.
Johannes, dictus Britaut, dominus, p. 697, VII.
Johannes Britaudi, miles, p. 26, XIII; p. 150, V; p. 255, XI.
Johannes de Bruerris, miles, p. 58, XVII; p. 431, XXVI; p. 517, X; p. 532, XVI; p. 742, X.
Johannes de Buemont, p. 936, XXX.
Johannes Boticularius, p. 225, XII.
Johannes Cadoccus, magister, p. 466, XI.
Johannes de Campaignes, armiger, p. 111, XXIII.
Johannes de Capnosie, bellivus Constantinensis, p. 379, VIII.
Johannes, carpentarius de Vivariis, p. 803, XV.

Johannes de Carnoti, p. 171, xii.
Johannes de Castello, armiger, p. 697, vii.
Johannes de Castro-Nantonis, p. 108, x.
Johannes de Champonoues, p. 154, x.
Johannes Chapel, p. 858, xvi.
Johannes de Chastellus, armiger, p. 758, xvi.
Johannes de Chembaudor, p. 38, xx.
Johannes Choiselli, p. 42, xxxii.
Johannes Choiselli, forestarius Ealatæ, p. 820, xiv; p. 823, xviii.
Johannes de Civilliaco, homo ecclesiæ Parisiensis, p. 181, xiii; p. 446, xxiv.
Johannes de Claromonte, 726, iv; — liberi ejusdem, id.
Johannes de Cliquebuef, ballivus Gisorcii, p. 908, lxvii.
Johannes de Cliquebuef, ballivus Vernolii, *vide* Johannes de Criquebuef.
Johannes de Cocigniaco, miles, p. 733, xxv.
Johannes Compassator, p. 80, x.
Johannes le Compasseur, burgensis Senonensis, p. 461, viii.
Johannes Coquer, p. 47, xvi.
Johannes Coquillus, mercator, p. 298, vii.
Johannes de Corcellis, civis Tornacensis, p. 401, iv.
Johannes de Corteuzio, dominus, p. 433, iii; p. 444, xvi.
Johannes de Coysi, p. 108, x.
Johannes de Criquebuef, ballivus Vernelii, p. 177, vii; p. 189, i; p. 213, v-vi; p. 223, viii; p. 315, i.
Johannes de Cupis, p. 241, xi; p. 354, xi.
Johannes de Domibus, miles, p. 42, xxxi; p. 141, ix; p. 145, iii; — Constanciensis ballivus, p. 831, xxxix.
Johannes Dominici, procurator regis Angliæ, p. 778, xx.
Johannes de Domno-Medardo, p. 247, viii.
Johannes de Dravel, p. 10, i.
Johannes de Drocis, frater comitis, p. 361, ii.
Johannes de Erconio, armiger, p. 720, xvi.
Johannes de Estoutevilla, p. 833, xlv.
Johannes Faberel, p. 66, ix.
Johannes de Fayello, miles, p. 845, xix.
Johannes de Flainvilla, canonicus Rothomagensis, p. 134, xvi.
Johannes de Floriaco, miles, p. 12, xii; p. 186, ii; p. 234, ix; p. 313, xvii.
Johannes de Foilloel, miles, p. 303, iii.
Johannes de Fontanis, armiger, p. 197, viii; p. 744, xiii.
Johannes Foresii, p. 458, ii.
Johannes, dictus Frater, p. 94, viii.
Johannes Frogerii, p. 306, viii.
Johannes Frogerii, burgensis Parisiensis, p. 497, xvii.
Johannes li Gays, p. 108, xi.
Johannes le Govie, p. 369, xiii.
Johannes Guengnart, miles et forestarius Vernonensis, p. 160, ii.
Johannes, dictus a la Gueule, p. 270, iv.
Johannes de Hangesto, dominus, p. 426, xiv.
Johannes de Harecuria, dominus, p. 14, xx; p. 728, vii; p. 783, xxxi.
Johannes, dictus Harenc, miles, p. 610, xii; p. 649, ii.
Johannes de Helle, armiger, p. 595, viii.
Johannes de Insula, miles, p. 156, iii; p. 196, iv; p. 524, xvi; p. 731, xvii.
Johannes de Jovaco, p. 210, xi.
Johannes dou Kailleu, p. 857, xv.
Johannes de Lardilliere, p. 45, viii.
Johannes de Latigniaco, vassallus, p. 86, ii.
Johannes, dictus Laver, p. 537, xiv.
Johannes de Lava, civis Parisiensis, p. 102, viii.
Johannes de Leine, miles, p. 705, xx.
Johannes de Lions, p. 48, xx.
Johannes de Longalio, abbas Compendiensis, p. 451, xii.
Johannes Lotharingus, p. 52, xxxvi, p. 95, ix.
Johannes de Lye, miles, p. 66, viii.
Johannes Maleti, p. 388, ix; p. 613, ii–iii; p. 614, iv.
Johannes de Malo-Campo, dominus, p. 358, xviii.
Johannes de Malo-Nido, miles, p. 733, xxv.
Johannes de Mara, p. 123, xv; p. 614, iv.
Johannes Marcel, burgensis Compendiensis, p. 291, xiv.
Johannes Marchoul, burgensis Compendiensis, p. 602, vi.
Johannes Marescallus de Bully, miles, p. 133, xiii.
Johannes de Mauquinchy, miles, p. 773, xi.
Johannes de Meriencuria, armiger, p. 475, vi.
Johannes de Moiaco, miles, p. 88, vi.
Johannes Monetarius, castellanus Senonensis, p. 221, v.

Johannes de Monte-Gennoto, miles, p. 37, xvi.
Johannes de Monte-Lucio, clericus Regis, p. 178, i; p. 440 (ad notam); p. 504, xxx.
Johannes de Montorguel, miles, p. 840, v.
Johannes de Morencis, clericus, p. 385, iv.
Johannes de Moritania, p. 400, iv.
Johannes de Moy, miles, p. 83, xvi.
Johannes de Mucegros, miles, p. 305, vi; p. 336, v.
Johannes de Nantolio, clericus, p. 286, ix.
Johannes Navez, captus, p. 383, i.
Johannes de Nemosio, magister, p. 433, iv; p. 503, xxx.
Johannes, dictus Neret, civis Silvanectensis, p. 581, i; p. 587, x.
Johannes Nevelonis, procurator abbatissæ B. Mariæ Suessionensis, p. 298, viii.
Johannes de Nivella, miles, p. 295, iv.
Johannes de Nybat, p. 676, xxiii.
Johannes Ouchepot, miles, p. 575, ii.
Johannes li Parpez, p. 44, ii.
Johannes Pescheverdon, p. 169, vi.
Johannes de Pissiaco, dominus, p. 612, xxi.
Johannes de Plaalliaco, p. 213, iii.
Johannes de Plesseto, miles, p. 222, vii.
Johannes de Plesseyo, armiger, p. 221, vi.
Johannes de Plessiaco miles, p. 695, iv; p. 696, v.
Johannes, dictus Poer, p. 111, xxii.
Johannes, dictus Poier, p. 482, xvi.
Johannes Polin, armiger, p. 358, xviii.
Johannes Poncin, p. 278, viii.
Johannes de Ponte, miles, p. 208, vii.
Johannes de Pontisara, p. 605, xi.
Johannes Popin, civis Parisiensis, p. 151, vi.
Johannes de Porta, magister, p. 154, i; p. 166, xvii; p. 503, xxx; p. 853, vi.
Johannes de Quaillou, præpositus priori de Bello-Monte, p. 161, vii.
Johannes de Qualtain, armiger, p. 814, iii.
Johannes de Quarreis, miles, p. 179, iv.
Johannes de Quarresio, ballivus Gisorcii, p. 77, ii; p. 78, iii-v; p. 79, viii-ix-xi; p. 82, xv; p. 100, ii; p. 128, vi; p. 131, xii; p. 221, vi.
Johannes de Rados, armiger, p. 769, v.
Johannes de Ratigniaco, miles, p. 540, x.
Johannes le Riche, burgensis Corbiensis, p. 506, v; p. 658, xxi.
Johannes de Roboreto, miles, p. 137, x; p. 146, v; p. 833, xliv.
Johannes de Rocheis, armiger, p. 538, vi.
Johannes Rouel, major Sancti-Richarii, p. 817, viii.
Johannes de Rollebosse, dominus, p. 336, v.
Johannes de Roqueriolis, dominus, p. 153, ix; p. 498, xx.
Johannes de Ruella, major Belvacensis, p. 72, xxiii.
Johannes de Ruella, burgensis Pontisaræ, p. 562, xi.
Johannes de Ruisselde, miles, p. 249, xi.
Johannes Salnerii, ballivus Cadomensis, p. 188, ii-iii; p. 207, iv; p. 259, ii; p. 328, xiii.
Johannes Salnerii, serviens Regis; p. 127, vi; 128, vi.
Johannes de Sancto-Claro, miles, p. 58, xv; p. 248, x; p. 441, iv; p. 455, xix; p. 466, x.
Johannes de Sancto-Lupo, miles, p. 53, xi.
Johannes Sarracenus, p. 767, xxxiv.
Johannes de Sarmery, miles, p. 310, xiv.
Johannes de Serannis, ballivus Matisconensis, p. 909, lxx.
Johannes de Serenis, senescallus Carcassonensis, p. 610, xx.
Johannes de Soissiaco, dominus, p. 180, ix; p. 245, v; p. 728, ix.
Johannes de Soliaco, dominus, p. 785, xxv; p. 786, xxxvi; p. 787, xxxvii; p. 831, xlii; p. 885, xi.
Johannes de Stratis, miles, p. 150, iv.
Johannes de Susanna, p. 400, iii.
Johannes Tanpiere, p. 66, ix.
Johannes de Tilleio, miles, p. 704, xviii.
Johannes de Tilliaco, dominus, p. 533, xviii.
Johannes de Torneio, miles, p. 169, vi.
Johannes de Trecis, clericus Regis, p. 116, i; p. 127, vi; p. 158, x; p. 160, iv; — archidiaconus Baiocensis, p. 276, v; p. 409, xix.
Johannes, dictus Trossebois, miles, p. 720, xvi.
Johannes de Turre, miles, p. 37, xiv.
Johannes de Ulliaco, clericus Regis, p. 75, xxix; p. 87, ii; p. 106, v; p. 117, iii; p. 128, vi; p. 163, xi; p. 178, ii; p. 262, viii; p. 465, ix; p. 469, vi; p. 504, xxx; p. 557, xvii.

Johannes de Valencino, p. 888, xxv.
Johannes de Valeriaco, dominus, p. 461, ix; p. 628, xxiii; p. 645, vii.
Johannes de Valliraco, *vide* Johannes de Valeriaco.
Johannès Viguerius de Valle, homo corporis, p. 205, i.
Johannes de Vilbreto, armiger, p. 496, xvi.
Johannes de Villaribus, miles, ballivus Ambianensis, p. 101, iv-v; — miles, p. 553, vi; p. 642, xix.
Johannes de Vindocino, miles, p. 524, xv; — civis Bituricensis, p. 844, xvi.
Johannes de Vineis, ballivus Rothomagensis, p. 181, x.
Johannes de Virmont, p. 74, xxvi.
Johannes le Ventre de Verberia, p. 239, vi.
Johannes de Wallencuria, p. 927, xii.
Johannis, comitis Drocensis (liberi), p. 15, xxix.
Johannis Apparati de Cathalano (uxor), p. 396, i.
Johannis de Brueriis (nepos), p. 431, xxvi.
Johannis Columbi Senonensis (fratres), p. 444, xiv.
Joine, dux Judeæ, p. 364, vi.
Jordanus de Caiquetot, p. 188, i.
Jordanus de Mesnilio Jordani, p. 212, ii.
Jordanus de Sariaco, p. 549, xvi.
Jourbertus, dictus Juvenis, p. 80, x.
Jourbertus de Sancto Floro, præpositus ecclesiæ Candacensis, p. 727, ix.
Julianus de Perona, dominus, p. 504, xxx; p. 731, xvi; p. 767, xxxiv.
Julianus de Perona, miles, ballivus Rothomagensis, p. 76, xxix; p. 100, ii; p. 123, xiv; p. 124, xvi; p. 128, vi; p. 130, ix; p. 135, iii; p. 136, vi; p. 137, x-xi; p. 146, v; p. 167, iii; p. 175, iii; p. 177, vii; p. 179, v; p. 184, xviii; p. 186, iv; p. 189, ii; p. 198, viii; p. 212, ii; p. 217, i; p. 241, x; p. 252, v; p. 300, x; p. 301, xi; p. 378, viii; p. 469, vi; p. 616, viii; p. 670, p. 728, viii; p. 783, xxxi; p. 814, i; p. xiii; 862, xxvi.
Julianus, ballivus Rothomagensis, p. 536, iii.
Julianus, ballivus Vernolii, p. 441, i.
Julianus, homo corporis, p. 885, xi.
Justa, uxor Salvagii-Sommularii, p. 52, xxxvi.

K

Kahoussini, p. 51, xxxii.
Kala (abbatissa et moniales de), p. 35, viii; p. 367, x; p. 492, viii.
Kala (major et communitas de), p. 367, x.
Kaleti (ballivus), *vide* Caleti.
Kari-Loci (prior), *vide* Cari-Loci.
Karitate (prior de), p. 13, xvii; p. 183, xvi; p. 251, ii; p. 338, vii; p. 392, xvii; p. 540, x; p. 718, xii; p. 719, xiv-xv; p. 809, xxvi; p. 878, xxxiv; — et conventus p. 740, v; p. 901, i.
Karoli-Loci (abbas et conventus), p. 901, xl-viii.
Kathalanensis (episcopus), *vide* Cathalanensis.
Katherina, comitissa, p. 192.

L

Lambertus de Lymoso, dominus, p. 135, iv; p. 512, xiv.
Lambertus Savore, p. 387, vii.
Lancelinus de Maduno, p. 419, v;
Landa, in Normannia (dominus de), p. 794, xii.
Laudunense (capitulum), p. 183, xv; p. 187, v; p. 557, xvii; p. 578, ix; p. 844, xv.
Laudunenses (fratres minores), p. 816, vi.
——— (major et jurati), p. 183, xv; p. 216, x; p. 267, iv; p. 372, xix; p. 495, xiv; p. 519, xi; p. 558, xvii; p. 578, ix; p. 607, xv; p. 622, xv; p. 678, ix; p. 779, xxiii; p. 798, i; p. 804, xv; p. 814, ii.
Laudunenses (scabini), p. 752, iv; p. 761, xxi; p. 779, xxiii; — (burgenses), p. 444, xv; p. 545, vi; p. 546, ix; p. 804, xv.
Laudunensis (episcopus), p. 373, xix; p. 443, xiii; p. 469, v; p. 495, xiv; p. 560, v; p. 752, iv; p. 779, xxiii; p. 798, i; — (electus), p. 519, xi; — (præpositus), p. 276, v; p. 337, vi.
Laurencius, canonicus Beatæ-Mariæ de Campis, p. 152, viii.
Laurentius Blondelli, p. 57, xii.
Lautricensis (vicecomes), p. 156, iii; p. 524, xvi.

Lavalle (domina de), p. 701, XII; p. 702, XIV-XIV; p. 713, I; p. 714, II.
Lemovicense (capitulum), p. 22, II.
Lemovicensis (episcopus), p. 260, VI; p. 479, XII; p. 617, VIII; p. 685, XX; p. 699, IX; — (archidiaconus), p. 409, XVIII; — (vicecomes), p. 706, XXV; — (vicecomitissa), p. 257, XIV; p. 259, I; p. 264, I; p. 310, XV; p. 332, XXII; p. 667, VI; p. 688, XXVI; p. 693, XXXV; p. 706, XXV; p. 724, XXIII; p. 745, XVIII; p. 759, XVII; p. 780, XXIV; p. 785, XXXIII; p. 787, XXXVII; p. 835, XLVIII; p. 861, XXIII; p. 932, XXII; — ejusdem gentes, p. 211, XVI.
Lemovicensis Castri (vicecomes), p. 563, XVIII.
——— (burgenses), p. 563, XVIII; p. 667, VI; p. 706, XXV; p. 759, XVII; p. 785, XXXIII; — (homines), p. 932, XXII.
Lemovicensis Senescalli (procurator), p. 285, VI.
Lemovicensium (gardianus fratrum minorum), p. 264, I.
Leonardus de Placentia, p. 110, XVII.
Leonibus (homines de), p. 465, VIII.
Leriaci (capitulum), p. 538, VII.
Le Saine, militis (filiæ), p. 466, XI.
Lesperon (homines de), p. 277, V.
Lexoviensis (episcopus), p. 103, IX.
Leycestris, comitissa, relicta Symonis de Monte-Forti, p. 872, XVII.
Ligerius de Brato, p. 387, VIII.
Lingonense (capitulum), p. 657, XIX.
Lingonensis (episcopus), p. 65, V.
Locris (canonici ecclesiæ de), p. 169, VIII.
Loci-Dei de Fraxino (Templarii), p. 104, I.
Londe (dominus de la), p. 175, III.
Longa-Villa (prior de), p. 835, XLIX.
Longe-Ville-Gifardi (prior et conventus), p. 902, LIV.
Longi-Portis (abbas et conventus), p. 232, III.
Longi-Portis (camerarius), p. 26, XV.
Lonlayo (abbas de), p. 265, II.
Lora de Monte-Forti, domina, p. 306, VIII.
Loriaco in Boscagio (prior de), p. 235, X; p. 592, I.
Lorriaci (burgenses), p. 410, XX.
Losduno (monachi de), p. 721, XIX.
Lucas de Villana, p. 265, II.
Luchas, officialis Parisiensis, p. 572, XIV.
Luchas, canonicus Parisiensis, p. 121, IX.
Luchas de Castello Januensi, p. 110, XVII.
Lucia de Grae, domina, p. 123, XIV.
Ludovicus VII, p. 520, II.
Ludovicus VIII, p. 684, XIX.
Ludovicus, frater Gazonis de Pisiaco, p. 527, I.
Ludovicus de Bello-Joco, dominus, p. 926, XI.
Ludovicus Defeux, miles, p. 472, XV.
Lugdunenses (decanus et capitulum), p. 873, XXI; p. 933, XXIV; — (cives), p. 933, XXIV.
Lugdunensis (archiepiscopus), p. 933, XXIV.
Lugny (homines de), p. 277, V.
Lymons (prior de), p. 852, III.
Lyra (abbas de), p. 58, XVI; p. 81, XII.

M

Maciacensis (abbas), p. 500, XXIII; p. 654, X; p. 762, XXVI; — et conventus, p. 729, X.
Macloviensis (episcopus), p. 294, II; p. 312, XVI.
Magdunensis (decanus), p. 104, I.
Mahelina de Boutement, p. 44, III.
Maillardus, p. 212, III.
Mainnardus, miles, p. 70, XVIII.
Majoris-Monasterii (abbas et conventus), p. 53, I; p. 145, III; p. 733, XXIII.
Malli (domina de), p. 26, XI.
Malliaci (dominus), p. 812, XXXIII; p. 822, XVI.
Malsacre, p. 701, XII.
Manasserus de Ve, miles, p. 355, XII; p. 385, IV.
Manasserius, miles, p. 265, II.
Manasserus de Blancho-Fossato, miles, p. 508, IX.
Manasserus de Stratis, miles, p. 105, V.
Manasserus de Ve, miles, p. 842, XI.
Marçac (priorissa de), p. 384, III.
Marcellus Sailembien, p. 269, III; p. 824, XXI.
Marchie (comitissa), p. 249, XI.
——— (filia comitis), p. 872, XIX.
Marchis (prior de), p. 45, V.
Marcilliaco (dominus de), p. 157, VI.
Margareta, vicecomitissa Lemovicensis, p. 831, XLI, XLII.

Margarita, soror Galteri de Karrofio, p. 647, XII.
Margarita, uxor Thomæ de Leonibus, p. 389, XI.
Margarita de Baignias, domina, p. 247, VII.
Maria, relicta imperatoris Othonis, p. 100, I.
Maria, comitissa de Drocis, p. 360, II; p. 376, IV.
Maria, domina de Cantulupi, p. 733, XXV.
Maria, domina, p. 74, XXVII.
Maria, dicta Albenda, p. 523, XIII.
Maris (hæredes de), p. 5, XII.
Marli (gentes domini), p. 821, XVI.
Marliaco (domina de), p. 35, X.
Marquetus de Karillaco, miles, p. 912, LXXV.
Martinus, forestarius de la Besiliere, p. 339, X.
Martinus, forestarius Cusiæ, p. 851, I; p. 853, V.
Martinus de Hoaban, p. 775, XIV.
Martinus de Hosa, miles, p. 502, XXIX.
Massilienses, p. 316, III.
Matent (homines de), p. 48, XIX.
Matthæus, episcopus Carnotensis, p. 466, XIII.
Matthæus, abbas Sancti-Dyonisii in Francia, p. 503, XXX; p. 573, XVII; p. 936, XXX.
Matthæus, comes Domni-Martini, p. 261, VIII.
Matthæus de Belna, miles, ballivus Viromandiæ, p. 117, III; p. 128, VI; p. 163, VI; p. 193, XIV; p. 206, II; p. 469, V; p. 642, XIX; p. 653, IX; p. 504, XXX; p. 557, XVII.
Matthæus de Brita, mercator de Parisiis, p. 735, XXVII.
Matthæus Daubne, p. 66, VII.
Matthæus de Escoies, vicecomes, p. 307, IX.
Matthæus de Mara, miles, p. 123, XV.
Matthæus de Monte-Mirabili, dominus, p. 439, I.
Matthæus de Monte-Morenciaco, p. 157, VII.
Matthæus Raspet, p. 448, III.
Matthæus de Roia, dominus, p. 25, VIII; p. 663, VI; p. 671, XV; p. 715, V; p. 750, I; p. 773, XII.
Matthæus de Sancto-Venantio, senescallus Pictavensis, p. 403, VIII.
Matthæus de Torsella, miles, p. 297, VI.
Matthæus de Tria, comes Domni-Martini, p. 618, IX.
Matthæus Viarius, miles, p. 139, IV.
Matthæus Viator, miles, p. 324, X.
Matthæus de Villa-Brokis, p. 287, IX.
Matthæus li Voirs, miles, p. 491, VII.
Mathias, castellanus Belli-Videre in Leonibus, p. 240, VIII.
Mathildis, imperatrix, p. 56, X; p. 906, LXIV.
Mathildis, comitissa, p. 443, XI.
Mathildis, comitissa Nivernensis, p. 692, XXXIII.
Mathildis, domina Ambasiæ, p. 38, XXII.
Mathildis, uxor Philippi comitis, p. 230, VI.
Mathildis, comitissa Bolonie (hæredes), p. 261, VIII.
Matilla Pie de Herome, p. 187, XI.
Matisconenses (capitulum et decanum), p. 178, III; p. 181, XII; p. 586, XI; p. 722, XX; p. 883, V; — (cives), p. 588, XI.
Matisconensis (episcopus), p. 845, XX; p. 887, XXI; — (ballivus), p. 122, XIII; p. 126, III; p. 258, XV; p. 365, VII; p. 401, V; p. 427, XV; p. 445, XXIII; p. 560, II; p. 563, XV; p. 576, VI; p. 589, XIII; p. 654, XI; p. 827, XXIX; p. 828, XXX; p. 873, XXI, p. 876, XXX; p. 888, V, p. 884, IX; p. 887, XXI; p. 909, LXIX; p. 929, XVII.
Mauritania (dominus de), castellanus Turonensis, p. 609, XVIII.
Mauritii de Bella-Villa (major), p. 872, XIX.
Mauritius de Bella-Villa, miles, p. 259, III; p. 413, XXIII; p. 856, XII.
Mauritius de Turonibus, procurator comitis Guinensis, p. 742, VIII.
Mauziacenses (abbas), p. 384, III.
Medii-Monasterii (canonici), p. 8, XVI.
Medonte (ballivus et prepositus), p. 28, III; p. 155, III; p. 196, IV.
Medontense (capitulum), p. 463, IV; p. 489, IV.
Medontenses (major et jurati), p. 463, IV; p. 489, IV.
Medontensis (ballivus), p. 88, XVIII; p. 93, X; p. 97, XII; p. 204, VII; p. 240, IX; p. 278, VIII; p. 305, VI; p. 333, II; p. 497, XVIII; p. 531, XIV; p. 574, II; p. 601, IV; p. 703, XVI; p. 803, XIV; p. 832, XLIII; p. 852, III; — (prepositus), p. 95, X; p. 204, VII.
Meldense (capitulum), p. 29, IX.
Meldensis (archidiaconus), p. 386, VII; — (ballivus), p. 386, VI.
Meldensis Thesaurarii (homines), p. 212, I.
Meledonensis (vicecomes), p. 257, XV; p. 674, XX; p. 754, VII; p. 854, VII; p. 909, LXIX; p. 931, XX; — (vicecomitissa), p. 177, VII; p. 673, XIX; — (comitissa), p. 827, XXIX; —

(cantor), p. 215, IX; — (præpositus), p. 341, XII.
MELLENTI (comes), p. 488, I.
——— (burgenses), p. 542, XVII.
MELLENTO (præpositus de), p. 340, XI.
——— (major et burgenses de), p. 28, IV; p. 530, XII.
MELLOTO (domini de), p. 79, VI.
MELOTO (dominus de), p. 224, XI.
MENGARDUS VIGERII, mercator, p. 565, XXIII.
MEREVILLE (dominus), p. 730, XIII.
MEREVILLE (præpositus domini de), p. 825, XXIV.
MESLE (le), latro, p. 266, II.
MEYACO (dominus de), p. 537, II; p. 538, IV.
MICHAEL, magister, cantor Andegavensis, p. 75, XXII.
MICHAEL DE BRICBIO, canonicus Rothomagensis, p. 160, II.
MICHAEL DE CROC, miles, p. 67, XIII.
MICHAEL DE FIENES, p. 26, VIII.
MICHAEL A MALO-TORTO, p. 381, XII.
MICHAEL DE NEALPHA, p. 652, VIII.
MICHAEL DE TRAPIS, p. 30, XII.
MILO DE BROCIA, p. 341, XII.
MILO DE CLAUSTRO, præpositus Sancti-Quintini, p. 162, VIII.
MILO LA GRASSE, clericus, p. 839, V.
MIRMATENSES (episcopi), p. 91, II; p. 232, IV; p. 262, IX; p. 507, VIII; p. 522, XI; p. 911, LXXIV; p. 912, LXXV; p. 913, LXXVI.
MIRAPISCIS (marescallus de), p. 317, IV; p. 742, X; — homines ejusdem, p. 916, LXXXII.
MIRIENDIÆ (dominus), 274, I.
MIROMONTE (dominus de), p. 31, XIV.
MOLISMENSIS (abbas), p. 42, XXXII.
MONACHUS, frater Guerrici, armiger, p. 520, III.
MONASTERII-SANCTI-PETRI (burgenses), p. 654, XII.
MONASTERII-VILLARIS, in Caleto (abbatissa), p. 721, XVIII.
MONASTERIIS (prior de), p. 501, XXVI.
MONCELLIS (prior de), p. 567, IV.
MONDEVILLA (homines de), p. 282, II.
MONSTEROLO (abbas de), p. 440, II.
MONSTEROLII (major et jurati), p. 31, XVI; p. 121, VIII; p. 440, II; — (scabini), p. 514, I.
MONSTEROLII-SUPRA-MARE (major et jurati), p. 586, IX.
MONTAIGRE (domina de), p. 483, XXII.
MONTE-CORNETI (dominus de), p. 399, III.
MONTE-DEI (prior de), p. 538, V.
MONTE-GOMBERTI (domina de), p. 726, IV.
MONTIS-ARGERI (servientes), p. 40, XXVI.
MONTIS-ANGI (præpositus), p. 940, XI.
MONTIS-BELETI (dominus), p. 536, V; p. 654, XI.
MONTIS-DESIDERII (major), p. 467, I.
MONTIS-FORTIS (comes), p. 419, VI; p. 913, LXXXII.
MONTIS-LETBERICI (præpositi), p. 249, XI.
MONTIS-MARTIRUM (abbatissa et conventus), p. 890, XXXI.
——— (homines abbatissæ), p. 107, VIII.
MONTIS-MAURENCIACI (dominus), *vide* Montis-Morenciaci.
MONTIS-MORENCIACI (dominus), p. 329, XV; p. 444, XVI; p. 692, XXXIV; p. 702, XIII; p. 713, I.
MONTIS-REGALIS (dominus), p. 438, XVII.
MONTIS-SANCTI-QUINTINI juxta Peronam (abbas et conventus), p. 705, XX.
MORENCIACI SUBTUS STAMPAS (abbas), p. 655, XIV.
MORRIS (prior de), p. 141, IX.
——— (prioratus de), p. 53, I; p. 141, IX.
MORTINUS, burgensis de Roya, 522, X.
MORGNIVAL (abbatissa de), p. 87, II.
MORGUEVALLE (abbatissa de), p. 476, VII.
MORIGNIACI (abbas), p. 794, XI.
MORIGNIACO (camerarii abbatis de), p. 233, VI.
MORINENSE (capitulum), p. 247, VIII.
MORINENSIS (episcopus), p. 247, VIII.
MORINENSIUM REGALIUM (custos), p. 247, VIII.
MORITOLICO (decanus et capitulum de), p. 527, III.
MORITONII (decanus), p. 136, VI.
MORITONIO (comes de), p. 327, XIII.
MORTUI-MARIS (abbas et conventus), p. 45, VII; p. 160, II; p. 484, I.
MOYACO (dominus de), p. 540, XII.
MURTERAX, servicns domini Johannis de Virmont, p. 74, XXVI.
MUSIACO (domina de), p. 514, II.

N

Nanoi (communitas de), p. 65, IV.
Nantoliensis (abbas), p. 930, XIX.
Narbonensis (archiepiscopus), p. 495, XIV.
Navarræ (rex), p. 353, XIV; p. 607, XIV-XV; p. 677, VI; — gentes ejusdem, p. 657, XIX.
Neri (domina de), p. 421, IX.
Nicholaus, episcopus Noviomensis, p. 767, XXXV.
Nicholaus, abbas Sancti-Stephani de Cadomo, p. 165, XV.
Nicholaus, prior de Volobria, p. 262, IX.
Nicholaus de Registro, clericus Regis, p. 95, IX.
Nicholaus de Blayevilla, miles, p. 704, XVIII.
Nicholaus de Bosco-Communi, clericus ballivi Viromandiæ, p. 162, VIII.
Nicholaus de Carnoto, p. 348, VII.
Nicholaus de Hotot, miles, p. 307, X.
Nicholaus Hurtaudi, clericus Regis, p. 190, III; p. 197, VI; p. 204, VI.
Nicholaus de Kathalano, thesaurarius Ebroicensis, p. 288, XI; p. 289, XII; p. 332, XXII; p. 354, X.
Nicholaus Malesmains, dominus, p. 408, X.
Nicholaus, dictus Mesnet, præpositus Regis de Flagisco, p. 261, VII.
Nicholaus de Menoto, miles, p. 116, I; p. 176, V; p. 318, V; p. 681, XIII; — ballivus Bituricensis, p. 471, XII.
Nicholaus de Molliennes, miles, p. 54, V.
Nicholaus de Montignie, ballivus in Normannia, p. 302, I.
Nicholaus de Mota, miles, p. 89, VIII.
Nicholaus de Nocento, p. 335, IV.
Nicholaus, dictus de Pane, 111, XXI.
Nicholaus li Pullots, p. 36, XIII.
Nicholaus de Senort, civis Rothomagensis, p. 355, XIII.
Nicholaus de Sola, miles, p. 135, III.
Nicholaus de Verrolio, clericus Regis, p. 127, V; p. 166, XVI; p. 175, V; p. 198, VIII; p. 210, XIII; p. 248, IX; p. 256, XIII; p. 278, VII-VIII; p. 279, IX; p. 286, VIII.
Nicholaus de Villa-Lupi, 177, VI.
Nicolai Arrodæ (hæredes), p. 501, XXIV.
Nigosius, archidiaconus, p. 20, XV.
Nigellensis (dominus), p. 114, XXIII; p. 128, VI; p. 167, I; p. 327, XII; p. 386, VI; p. 461, IX; p. 717, VIII; p. 732, XXII; p. 771, VII.
Niverrenses (decanus et capitulum), p. 874, XXV.
Niverrensis (episcopus), p. 237, II; p. 719, XV; p. 927, XIII; — (ballivus), p. 393, XVII; — (comes), p. 65, V; p. 183, XVI; p. 304, IV; p. 392, XVII; p. 456, XX; p. 596, IX; p. 692, XXXII-XXXIII; p. 931, XI; — (comitissa), p. 418, III; p. 690, XXI; p. 874, XXV; p. 935, XXVIII; — ejusdem gentes, p. 894, XXV.
Noa (abbas et monachi de), p. 511, XIII.
Nocento (abbas et conventus de), p. 205, I; p. 579, X-XI; p. 751, III; p. 898, XLII.
Nocento subtus Cociacum (abbas de), p. 275, III; p. 276, IV; p. 303, III.
Nocento (burgenses de), p. 180, VII.
Nonein-Curia (dominus de), p. 21, XIX.
Nontronio (mercatores de), p. 735, XXVIII.
Normanniæ (episcopi), p. 59, 51.
Noviomensa (capitulum), p. 41, XXX; p. 378, VII; p. 814, I.
Noviomenses (major et jurati), p. 592, II; p. 593, III; p. 620, X; p. 767, XXXV; p. 885, X.
Noviomensis (episcopus), p. 92, III; p. 112, 114, 115, XXIII; p. 386, VI; p. 573, XVI; p. 592, II; p. 593, III; p. 620, X; p. 725, I; p. 767, XXXV; p. 885, X; p. 893, XXXV; — (castellanus), p. 436, XVII; p. 725, I.
———— (homines capituli), p. 170, IX; p. 442, VII.
Novo-Vico (prior et capitulum de), p. 18, XI.
Novo-Vico Sancti-Sepulcri (capitulum de), p. 94, VII.

O

O. episcopus Mimmatensis, p. 911, LXXIV.
Obasinæ (abbas), p. 557, XIV.
Obazinæ (abbas et conventus), p. 169, III.
Octovianus, cardinal, p. 442, VIII.
Odardus de Marolio, p. 52, XXXVII.
Odardus de Pomponio, miles, p. 272, VII; p. 716, VI.
Odardus de Villaribus, clericus Regis, p. 313, XVII.
Odinus de Caprosia, serviens comitis Andegavensis, p. 132, XII.
Odo, Rothomagensis archiepiscopus, p. 503, XXX; p. 918, LXXXVI.
Odo, Baiocensis episcopus, p. 570, IX; p. 769, III.
Odo, comes Nivernensis, p. 185, XIX; p. 690, XXX.
Odo de Broncevia, miles, p. 5, IX.
Odo de Corrigiaria, clericus, p. 20, XV.
Odo de Essona, p. 97, XIII.
Odo de Focilloel, miles, p. 839, II.
Odo de Gisorcio, miles, p. 87, II.
Odo de Locis, magister, p. 20, XV.
Odo de Loriaco, magister, p. 504, XXX.
Odo de Lorrezio, magister, p. 435, VII.
Odo de Lorriaco, capicerius Aurelianensis, p. 75, XXIX, p. 128, VI.
Odo de Pomponio, miles, p. 923, V; p. 942, XLIV.
Odo de Roncerolis, miles, p. 153, IX.
Odo de Sancto-Dyonisio, magister, p. 208, VIII.
Odo de Sancto-Dionisio, custos ecclesiæ Sancti-Quintini in Viromandia, p. 710, XXXIII.
Odo Sine-Boen, p. 213, VI.
Odo de Solliaco, dominus, 858, XVII.
Odonetus, dominus de Borbonio, p. 433, III.
Oliverius, dominus de Rocha-Dariani, p. 311, XVI.
Oliverius de Cliçon, dominus, 479, XIV.
Oliverius de Lorreio, miles, p. 47, XIV.
Oliverius de Chalesio, miles, p. 640, XIV.
Oliverus de Maris, p. 52, XXXIV.
Oliverus Paganelli, miles, p. 546, VII.
Oliveti (abbas et conventus), p. 891, XXXIII.
Orvilla (homines de), p. 49, XXII.
Orvillari (domina de), p. 430, XXI.
Osanna, femina de corpore, p. 164, XIII.

P

P. decanus Engolismensis, 193, XII.
P. de Calesio, bajulus Salviaci, p. 409, XVIII.
P. Servians, senescallus Petragoricensis, p. 279, IX.
Paciaco (homines de), p. 50, XXVIII; p. 315, I.
Paganus Arnaudi, p. 207, IV.
Pagarus de Chaorcia, miles, p. 213, V.
Palesiul (domina de), p. 47, XV.
Parisiense (capitulum), p. 154, I; p. 166, XVII; p. 372, XVIII; p. 446, XXIV; p. 551, III.
Parisienses (præpositi), p. 20, XV; p. 27, I; p. 29, VIII; p. 36, X; p. 39, XXIV; p. 136, IX; p. 157, VII; p. 172, XIII; p. 306, VIII; p. 316, II; p. 330, XVIII; p. 372, XVIII; p. 442, VI; p. 573, XVIII; p. 585, VI;—mercatorum aquæ, p. 291, XIV.
——— (cives), p. 131, XI; p. 597, XII; p. 661, III, p. 810, XXX; p. 811, XXXI; p. 853, XIII; p. 865, XXXII; — (burgenses), p. 246, VI.
Parisienses (drapparii), p. 584, VI; p. 865, XXXII; — (fullones), p. 845, XVIII; — (mercatores), p. 926, XI; — (monetarii), p. 131, XI; p. 811, XXXI; — (scambiatores), p. 735, XXVII; p. 865, XXXII; — (tabernarii), p. 865, XXXII; p. 926, XI; — (textores), p. 845, XVIII.
Parisiensis (episcopus), p. 246, VI; p. 442, I-II; p. 433, III; p. 609, XVII; — ejusdem hospites, p. 486, V.
——— (officialis), p. 330, XVIII; — (præpositus), p. 595, VII; p. 609, XVII; p. 735, XXVII; p. 750, XXVI; p. 768, III; p. 843, XIV; p. 845, XVIII; p. 850, XXXII; p. 865, XXXII; p. 923, VII.
——— (præpositus et mercatores aquæ), p. 368, XI.
——— (mercatores ponderis), p. 330, XVII.
Parisiensium (magister scabinorum), p. 925, XI.
Pasais (domina de), p. 596, IX.

Peregrinus Latimericus, senescallus Belli-Cadri, p. 473, xvii.
Peronæ (præpositus), p. 121, vii; p. 560, iv; — (major et burgenses), p. 560, iv; p. 799, v; — (pedagiarius), p. 355, xiv; p. 356, xv.
Peronense (capitolum), p. 706, xxiv.
Perreria (dominus de), p. 636, ix.
Perrotus de Sancto-Hilario, p. 7, v.
Perticensis (comes), p. 213, vi.
Pescheveron, p. 610, xix.
Petræ-Pontis et de Granlui (major et communitas), p. 193, xiii.
Petragoricensis (episcopus), p. 785, xxxiv, p. 788, xl; — (comes), p. 775, xv; — (senescallus), p. 33, iii, p. 68, xiv; p. 200, x; p. 399, ii, p. 861, xxiv; p. 864, xxx.
Petri de Curtiziaco (comitissa Attrebatensis, filia) p. 785, xxxv.
Petri de Ponta (pater), p. 150, vi.
Petri de Meseran, militis (uxor), p. 449, vii.
Petri de Miramont, militis (filius), p. 883, iii.
Petronilla, neptis Guillelmi de Pinguiaco, p. 84, xxi.
Petronilla, uxor Odardi de Pomponio, militis, p. 272, vii; p. 716, vi.
Petronilla, uxor Odonis de Pomponio, p. 942, xliv.
Petronilla de Malo-Boissonio, domina, p. 672, xvi.
Petrus, Morinensis episcopus, p. 18, ix.
Petrus, comes Alençonensis, p. 900, xlvii.
Petrus, comes Britanniæ, p. 311, xvi.
Petrus, vicecomes Lautrincensis, p. 156, iii; p. 559, xix.
Petrus, filius comitis Britanniæ, p. 825, xxiii.
Petrus, abbas de Cruce Sancti-Laufridi, p. 179, vi.
Petrus, canonicus Beatæ-Mariæ de Campis, p. 152, viii.
Petrus, presbyter Castri-Novi, p. 224, xii.
Petrus, clericus, p. 42, xxxii.
Petrus, clericus ecclesiæ Attrebatensis, p. 238, iii.
Petrus de Ambianis, miles, p. 174, ii.
Petrus Anglicus de Minteriaco, armiger, p. 187, vi.
Petrus de Antolio, miles, senescallus Carcassonæ, p. 194, xv.
Petrus, dictus Aus-Maçues, miles, p. 154, x.
Petrus de Autolio, senescallus Carcassonensis, p. 77, i; p. 79, vii; p. 270, v.
Petrus de Autolio, miles, ballivus Stampensis, p. 215, ix; p. 227, xvii; p. 233, v-vi; p. 614, v.
Petrus de Balegniaco, armiger, p. 90, x.
Petrus de Barquegniaco, presbyter, p. 151, vii.
Petrus de Barris, miles, p. 12, x; p. 179, iii; p. 428, xix; p. 596, ix.
Petrus de Bassoto, p. 306, vii.
Petrus Baudebons; p. 442, x.
Petrus de Bello-Monte, miles, p. 329, xvi; p. 354, x.
Petrus Bermundi, p. 75, xxix.
Petrus Blondel, civis Rothomagensis, p. 355, xiii.
Petrus Bocherius, serviens abbatis Sancti-Dyonisii, p. 674, xxi.
Petrus, dictus Boet, civis Burdegalensis, p. 929, xvii.
Petrus la Bonde, capellanus Regis, apud Bellum-Montem, p. 152, viii; p. 161, vii.
Petrus de Bosco, miles, p. 255, xi; p. 338, ix; p. 697, vii.
Petrus de Bosco-Guillelmi, presbyter, p. 99, xv.
Petrus de Brolio, p. 69, xviii.
Petrus Cambellanus, p. 128, vi.
Petrus de Castra, cancellarius Carnotensis, p. 503, xxx.
Petrus de Castri, armiger, p. 776, xvi; p. 792, vi.
Petrus de Cationiaco, armiger, p. 112, xxiii.
Petrus Chabessue, civis Lemovicensis, p. 264, i.
Petrus de Chargio, miles, p. 151, xii.
Petrus de Chartes, miles, p. 20, xv.
Petrus de Chastres, *vide* Petrus de Chatres.
Petrus de Chatres, miles, p. 64, iii; p. 128, xix.
Petrus, dictus Chevres, serviens Regis, p. 654, xi.
Petrus Chevrier, serviens Regis, p. 873, xxi.
Petrus Choisel, armiger, p. 777, xix.
Petrus de Cocigniaco, miles, p. 733, xxv.
Petrus de Codreto, miles, p. 487, x.
Petrus de Cosdrelo, frater, p. 202, ii.

Petrus, dictus Cousin, clericus, p. 820, xv.
Petrus de Crevento, miles, p. 546, vii.
Petrus de Crouso, miles, p. 602, v.
Petrus de Curtiniaco, dominus, p. 785, xlv.
Petrus de Ernencort, dominus, p. 433, iv.
Petrus de Escantilliaco, ballivus Senonensis, p. 176, vi.
Petrus de Flaacuria, p. 25, ix.
Petrus Flamingus de Bruges, serviens, p. 352, vii.
Petrus de Folloel, p. 434, v.
Petrus Fomer de Pontisara, p. 605, xi.
Petrus de Fontanis, p. 76, xxix; p. 128, vi; p. 503, xxx; p. 953, ix.
Petrus de Fontaneto, dominus, p. 469, v.
Petrus de Fonteneto, canonicus Carnotensis, p. 409, xix.
Petrus Foucherii, armiger, p. 745, xvi; p. 746, xix.
Petrus de Fresmont, p. 84, xix.
Petrus Gisardi, p. 484, ii.
Petrus Gonterii, præpositus Parisiensis, p. 177, vi.
Petrus de Granchia, miles, p. 78, iii.
Petrus Guichars de Bello-Monte, p. 152, viii.
Petrus, dictus le Jouane, p. 267, iv.
Petrus, dictus Kanoz, p. 159, i.
Petrus de Landele, miles, p. 265, ii.
Petrus de Laudano, cambellanus Regis, p. 30, xi.
Petrus de Lys, p. 448, v.
Petrus Mali-Vicini, miles, p. 204, vii.
Petrus de Malo-Monte, armiger, p. 286, viii, p. 287, x.
Petrus Mancipi, p. 284, v.
Petrus Maquerel, p. 352, vii.
Petrus, dictus Maurrois, p. 38, xx.
Petrus Medici, p. 500, xxii.
Petrus de Mellento, magister, p. 372, xviii.
Petrus de Milliaco, dominus, p. 424, xi.
Petrus de Moncello, civis Laudunensis, p. 860, xxii.
Petrus de Montbelin, armiger, p. 733, xxv.
Petrus de Moreto, miles, p. 766, xxxiv.
Petrus de Morvillari, miles, p. 581, iii.
Petrus Moutos de Braio, p. 101, v.
Petrus de Mornaio, miles, p. 202, ii.
Petrus de Murato, p. 32, ii.
Petrus de Oenvilla, miles, p. 44, iv.
Petrus Olivarii, major Compendii, p. 236, i.
Petrus, dictus Parvus, canonicus Laudunensis, p. 208, viii.
Petrus de Petra-Bufferia, armiger, p. 22 ii; p. 693, xxxv.
Petrus Potart, p. 358, xviii.
Petrus Poysi, homo comitis Pictavensis, p. 381, xi.
Petrus de la Ragate, miles, p. 507, vii.
Petrus de Remy, miles, p. 902, li.
Petrus Rexerii, p. 683, xv.
Petrus, dictus Rex, civis Bituricensis, p. 895, xxxix.
Petrus Roche-Noire, p. 502, xxviii.
Petrus de Romainvilla, miles, p. 187, vi.
Petrus de Salicibus, miles, senescallus Petragoricensis, p. 379, ix; p. 854, viii; p. 855, ix.
Petrus, dictus Sarracenus, miles, p. 111, xxiii.
Petrus Scriptor, burgensis Compendii, p. 394, xix.
Petrus Servientis, senescallus Petragoricensis, p. 618, viii.
Petrus de Solario, p. 303, iii.
Petrus, dictus Sommelarius, p. 789, ii.
Petrus de Tegnonvilla, miles, p. 119, iv.
Petrus de Tillot, miles, p. 228, xx.
Petrus de Trecis, vassallus, p. 86, i; p. 87, ii.
Petrus de Turre, domicellus, p. 271, vi.
Petrus de Vemare, armiger, p. 209, ix.
Petrus de Verbria, p. 223, viii; p. 451, xii; p. 459, iii.
Petrus de Vicenobrio, miles, p. 23, iii.
Petrus Vilate, homo prioris Capellæ-Audæ, p. 341, xiii.
Petrus Villanus, p. 384, ii.
Petrus de Villaribus, miles, p. 160, ii.
Petrus de Vincenevl, major Sancti-Richarii, p. 732, xxi.
Petrus de Xantolio, miles, p. 81, xiii.
Petrus des Ys, miles, p. 508, ix.
Pharonis Meldensis (abbas), p. 870, xi.
Philipotus de Bordis, armiger, p. 819, xii.
Philipotus de Brunaio, armiger, p. 782, xxvii.
Philippi de Remiaco (relicta), p. 686, xxii.
Philippotus de Tremelliaco, armiger, p. 475, vi.

Philippus, rex, p. 25, IV; p. 47, XIII; p. 64, II; p. 122, X.
Philippus-Augustus, p. 60, 53.
Philippus, primogenitus domini Regis, p. 372, XVIII; p. 794, X.
Philippus, comes, p. 136, VI.
Philippus, comes Viromandensis, p. 706, XXIV.
Philippus, comes Bolonensis, p. 21, XVII; p. 82, XV; p. 242, I; p. 261, VIII; p. 349, I.
Philippus, capellanus Regis, p. 84, XIX.
Philippus, decanus Bituricensis, p. 193, XII; p. 296, V.
Philippus, cantor ecclesiæ Beatæ-Mariæ Meledunensis, p. 150, V; p. 261, VII, p. 313, XVII.
Philippus, filius Remeri Cossea, p. 73, XXVI.
Philippus Barbete, civis Parisiensis, p. 148, I.
Philippus Bellum, p. 45, VIII.
Philippus de Briveria, frater, p. 265, II.
Philippus Cacabou, p. 140, VI.
Philippus de Caturco, clericus Regis, p. 20, XV; p. 61, IV; p. 178, I.
Philippus de Chambaudon, burgensis Crispiaci, p. 818, XI.
Philippus de Chautery, miles, p. 122, XIII.
Philippus Cocne, p. 122, XI.
Philippus de Crequin, p. 445, XIX.
Philippus de Galardone, miles, p. 457, XXIV.
Philippus Gualoys, miles, p. 110, XVIII.
Philippus de Joiaco, dominus, p. 733, XXV.
Philippus de Lorrico, p. 39, XXIII.
Philippus de Marolio, p. 52, XXXVIII.
Philippus de Merocourt, miles, p. 849, XXXI.
Philippus de Millaco, magister, p. 492, VIII.
Philippus de Montebonti, p. 77, I; p. 103, VIII.
Philippus de Montibus, miles, p. 777, XVIII.
Philippus de Nerai, miles, p. 849, XXXI.
Philippus de Remiaco, miles, p. 163, X.
Philippus de Remino, baillivus castellaniæ Lorriaci, p. 158, VIII.
Philippus de Roysiaco, miles, p. 192, VIII.
Philippus de Sancto-Yonio, miles, p. 305, V.
Philippus de Teya, miles, p. 208, VII.
Pictavensis (episcopus), p. 507, VII; p. 721; XIX; — (comes), p. 283, V; p. 741, VII; p. 743, XI; p. 746, XIX; p. 787, XXXIX; p. 893, XXXVI; p. 920, I; p. 921, II;—gentes ejusdem; p. 381, II; p. 685, XI; — procurator ejusdem, p. 406, XV;—(senescalles), p. 413, XXIII; p. 427, XVII; p. 980, XIX.
Pinquigniaci (dominus), p. 9, XIX;—(vicedomina), p. 521, VII.
Pinu (abbas et conventus de) (Cisterciensis ordinis), p. 403, VIII.
Pisani, p. 316, III.
Pisiacensis (communia), p. 34, VI.
Pissiaco (major de), p. 109, XIV; p. 375, II; — (leprosi de), p. 54, III.
Plaisentia, domina de Rocha-Dariani, p. 314, XVI.
Plesseio (major de), p. 661, II.
Poez (dominus de), p. 199, IX.
Poinçardus, ribaldorum præpositus, p. 813, XXXVIII.
Poinçardus de Escarnis (dominus), p. 449, VI.
Poinçardus de Straris, miles, p. 643, I.
Pois (dominus de), p. 717, X;— (domina), p. 718, X.
—— (major et jurati de), p. 717, X.
Pomponia (communia de), p. 530, XI.
Pomponii (major et burgenses), p. 483, XXII; p. 686, XXII; p. 887, XVII.
Pontiano (dominus castri de), p. 921, III.
Pontisara (abbatissa), p. 53, XI;—(moniales), p. 483, XX.
———— (fratres Domus-Dei), p. 600, II.
———— (vicarius), p. 340, XI.
———— (major), p. 66, VIII; p. 562, XI; — et pares, p. 669, I; p. 675, XXII; p. 812, XXXV.
———— (boulengarii), p. 559, I; p. 575, III; p. 659, I.
Pontis-Audomari (burgenses), p. 632, V.
Pontis-Letii (abbas), p. 749, XXI.
Pontius, serviens Regis, p. 673, XVIII.
Pontius, civis Senonensis, p. 442, IX.
Pontius de Alaverdo, p. 79, VII.
Pontius Dento, civis Matiscoensis, p. 929, XVI.
Pontius de Montelauri, p. 912, XXXIV.
Pontius de Villa, p. 140, VI.
Pontivi (comes), p. 128, VI; p. 715, V;—(comitissa), p. 73, XXVI; p. 405, VII.
Pratea (abbas et conventus de), p. 882, XII.
Pratellis (dominus de), p. 223, IX; p. 810, XXIX.
Premonstratenses (abbas et conventus), p. 51, XXXI; p. 506, VI; p. 650, III.

Pruilliaco (abbas et conventus de), p. 402, VII.
Puisacco (dominus de), p. 825, XXII.
Puisati (dominus), p. 391, XV; p. 871, XIV.
Puteriarum (abbas et conventus), p. 65, V.
Putheolis, in Gatinesio (prior de), p. 559, V.

Q

Quadominii Ballivus, *vide* Cadomensis baillivus.
Querrey (domina de), p. 84, XX.

R

Radulfi de Sancto-Benedicto (heredes), p. 173, XVII.
Radulfus Estevenart, p. 14, XXII.
Radulfus de Montibus, p. 41, III.
Radulfus de Ponte-Perdito, p. 46, IX.
Radulfus de Sancto-Dionisio, miles, p. 57, XIV.
Radulfus de Sancto-Laurencio, p. 20, XV.
Radulfus Tayson, *vide* Radulphus Tesson.
Radulfus de Teviella, p. 24, VI.
Radulphus, Ebroicensis episcopus, p. 503, XXX; p. 570, IX.
Radulphus, comes, p. 118, III; p. 192, IX.
Radulphus, filius domini Nigellæ, p. 730, XIV.
Radulphus, ballivus thesaurarii Belvacensis, p. 108, X.
Radulphus, buticularius, p. 701, XII.
Radulphus, præpositus Claromontis in Belvacesino, p. 856, XIII.
Radulphus, medicus, p. 523, XIII.
Radulphus de Albigniaco, miles, p. 122, XII.
Radulphus de Bailolio, miles, p. 677, IV.
Radulphus de Barou, miles, p. 283, IV.
Radulphus de Bello-Forti, armiger, p. 284, VI; p. 320, VII; p. 765, XXXI.
Radulphus de Calvo-Monte, p. 179, V.
Radulphus de Cengiaco, clericus, p. 482, XVI.
Radulphus Cocart, 316, II.
Radulphus de Cociaco, dominus, p. 493, X.
Radulphus Copin, burgensis Exolduni, p. 531, XIII.
Radulphus de Cosnierre, p. 195, III.
Radulphus de Cortensio, dominus, p. 662, V.
Radulphus Dagbare, magister, p. 241, X.
Radulphus Grosparmin, thesaurarius Sancti-Franbaldi Silvanoctensis, p. 75, XXIX.
Radulphus de Jupilles, miles, ballivus Stampensis, p. 254, VIII; p. 255, XI.
Radulphus Magni, ballivus Turonensis, p. 131, XII.
Radulphus Maleti, miles, p. 769, XXV; p. 796, XV.
Radulphus Mauritii, civis Aurelianensis, p. 370, XVI.
Radulphus de Meilento, dominus, p. 657, XVIII.
Radulphus de Mesnilio-Osberti, clericus, p. 252, III.
Radulphus de Monte-Forti, armiger, p. 783, XXX.
Radulphus de Paciaco, civis Parisiensis, p. 913, LXXX.
Radulphus Paire, scabinus Laudunensis, p. 275, III.
Radulphus Poire, civis Laudunensis, p. 778, XXIII.
Radulphus Petri, p. 98, XIV.
Radulphus Postel, p. 163, XI.
Radulphus de Prunciaco, armiger, p. 259, I.
Radulphus de Quohequien, p. 351, V.
Radulphus de Roya, miles, p. 384, III.
Radulphus de Sancto-Godardo, canonicus Baiocensis, p. 328, XIII.
Radulphus de Sancto-Laurentio, p. 502, XXVII.
Radulphus de Septem-Piis, p. 412, XXII.
Radulphus de Stratis, miles, p. 105, V.
Radulphus de Suessione, p. 118, III.
Radulphus Tesson, p. 40, XXVII; p. 184, XVIII; p. 241, X; p. 378, VI.
Radulphus de Torrella, miles, p. 888, XXIII.
Radulphus de Tornella junior, dominus, p. 549, XV.
Radulphus de Trapis, senescallus Petragoricensis, p. 258, I; p. 261, VI; p. 271, VI; p. 283, V; p. 314, XVIII; p. 487, XII; p. 618, VIII; p. 631, XIII; p. 684, XVIII; p. 685, XX; p. 689, XXVI; p. 693, XXXV; p. 700, IX; p. 712, XXXVII; p. 723, XXI; p. 724, XXIII; p. 766, XXXIII; p. 780, XXIV; p. 788, XX.

Radulphus de Trapis, serviens Regis, p. 160, VI; p. 149, III; p. 264, I.
Radulphus de Tribus-Puteis, burgensis Laudunensis, p. 607, XIV-XV.
Radulphus Voillons, p. 500, XXIII.
Radulphus Mali-Vicini, hæres, p. 76, XXX.
Radulphus de Tirelli, p. 98, XIV.
Raymondus Marci, clericus Regis, p. 317, III-IV.
Raymondus Bosinis, mercator, p. 279, IX.
Rebez (hæres de), p. 137, X.
Redonensis (senescallus), p. 293, II; p. 783, XXX.
Regalis-Montis (abbas et conventus), p. 139, V; p. 190, IV; p. 228, XX; p. 394, XIX; p. 473, XVI; p. 483, XXII; p. 498, XX; p. 530, XI; p. 602, VI; p. 705, XIX; p. 738, I; p. 771, VIII; p. 772, IX; p. 961, XLII.
Reginaldus, episcopus Belvacensis, p. 781, XXVI; 849, XXXI.
Reginaldus, comes, p. 700, I.
Reginaldus, comes Bolonie, p. 732, XXII.
Reginaldus, comes Forisiensis, p. 296, V; p. 751, VII; p. 827, XXIX; p. 909, LXIX.
Reginaldus, presbyter capelle Regis, 306, VIII.
Reginaldus Barboc, civis Carnotensis, p. 322, VIII.
Reginaldus de Curia, clericus, p. 363, IV.
Reginaldus de Ebra, clericus Regis, p. 302, XII; p. 313, XVII; p. 315, I; p. 366, VIII; p. 367, X.
Reginaldus de Evra, clericus Regis. — *Vide* de Evera.
Reginaldus de Germiniaco, p. 795, XIV.
Reginaldus Grosse, p. 218, IV.
Reginaldus de Insula, dominus Feritatis-Aeberti, p. 513, XVII; p. 387, VIII; p. 823, XIV.
Reginaldus Loisou, p. 200, XII.
Reginaldus de Mormant, miles, p. 296, V; p. 363, IV; p. 409, XIX.
Reginaldus de Pontibus, p. 557, XVI; p. 762, XXIV.
Reginaldus de Radoponte, ballivus Constantiensis, p. 252, III.
Reginaldus de Roquemonte, miles, p. 923, VI.
Reginaldus le Sene, clericus, p. 240, IX.
Reginaldus de Sire-Fontaine, p. 303, II.
Reginaldus de Tricoc (dominus), p. 888, XXIV.
Reginaldus de Virsione, custos regaliarum Bituricensium, p. 894, XXXVII.
Rhetensis (comes), p. 538, V.
Regniaco (abbas et conventus de), p. 402, VII.
Remenorintinenses (domini), p. 5, XIV.
Remense (capitulum), p. 570, X.
Remenses (decanus et capitulum), p. 276, V; p. 840, VI; (scabini et cives), 397, II.
Remensis (archiepiscopus), p. 331, XXI; p. 464, XVIII; p. 571, XI; p. 622, XVI; p. 763, XXVII; p. 793, VII.
Remensis capituli (homines), p. 276, V.
Remensium regalium (custodes), p. 622, XVI.
Remondus Martini, bajulus de Pesinco, p. 357, XVII.
Renard Piel, p. 213, III.
Renaudi de Torrella (soror), p. 441, V.
Renaudus, comes Bolonie, p. 638, XI.
Renaudus Barboc, prepositus Parisiensis, p. 847, XXIII.
Renaudus de Barro, dominus, p. 172, XIII; p. 445, XVIII.
Renaudus de Braio, p. 388, VIII.
Renaudus de Coqueria, miles, p. 89, VI.
Renaudus de Dargies, p. 448, V.
Renaudus de Dargiis, miles, p. 508, IX.
Renaudus de Esquatilla, p. 82, XV.
Renaudus de Pinquigniaco, p. 261, VIII.
Renaudus de Pontibus, p. 9, XX; p. 14, XXVI; p. 498, XXI; p. 499, XXII; p. 525, XVIII; p. 533, XVII; p. 539, IX; p. 556, XIV.
Renaudus de Rado-Ponte, ballivus Constantiensis, p. 262, I.
Renaudus de Rostigas, mercator Placentinus, p. 213, IV; p. 621, XIV.
Renaudus de Sancto-Vincentio, civis Laudunensis, p. 844, XV.
Renerus Cossee, p. 73, XXVI.
Renerus Destan, domicellus, p. 167, II.
Renerus de Pasilleio, canonicus Remensis, p. 362, III.
Renerus Renardi, burgensis Meledunensis, p. 338, IX.
Renerus de Stangno, armiger, p. 636, IX.
Renoudus, burgensis, prepositus Silvanectensis, p. 553, VI.
Renulphus de Culento, armiger, p. 203, V.
Resti (forestarii), p. 868, VI.
Ribemonte (prepositi de), p. 634, VII.
——— (burgenses domini Regis de), p. 727, V.
Richardus, rex Anglie, p. 332, XXII.
Richardus de Banterlu, miles, p. 94, VIII.

Richardus de Barquegniaco, servicns Regis, p. 151, VII.
Richardus, dictus Berenguel, p. 810, XXII.
Richardus Berlenguel, miles, p. 853, IV.
Richardus Berrenguel, miles, p. 935, XXIX.
Richardus de Bellomonte in Hasqua, p. 23, IV.
Richardus Borel, clericus, p. 167, VI.
Richardus de Corcellis, p. 98, XIV.
Richardus de Godereal, p. 369, XIII.
Richardus Goelons, p. 630, 1; p. 837, LV.
Richardus de Hamello, p. 181, X.
Richardus de Harecuria, p. 783, XXXI.
Richardus de Herouvilla, p. 657, XVIII.
Richardus de Humeto, p. 908, LXVI.
Richardus de Mesnilio Fromont, p. 207, IV.
Richardus de Milliaco, miles, p. 877, XXXII.
Richardus de Ruerecco, miles, p. 186, IV.
Richardus de Ruppe, p. 731, XVIII.
Richeudis, relicta Nicholai de Pissiaco, p. 316, II.
Riomi (burgenses), p. 406, XV.
Rivetus, p. 708, XVII.
Robaldus de Claustro, civis Laudunensis, p. 337, VI.
Roberti Guidonis (hæredes), p. 406, XV.
Robertus, comes Alençonis, 324, X.
Robertus, comes Attrebatensis, p. 19, XIV; p. 91, 1; p. 104, II; p. 165, XIV; p. 318, VI.
Robertus, comes de Drocis, p. 360, II.
Robertus, comes Mellenti, p. 543, XX; p. 910, 71.
Robertus, capellanus in ecclesia Attrebatensi, p. 238, III.
Robertus, major Viriaci, pro capitulo Parisiensi, p. 698, VIII.
Robertus, hostiarius de Villa-Nova-Regis, p. 760, XIX.
Robertus, frater Guillelmi-Bertrandi, militis, p. 256, XIII.
Robertus, dictus Angevin, p. 168, III.
Robertus de Atrebato, miles, p. 817, VII.
Robertus, dictus Avor, p. 251, III.
Robertus de Belna, miles, p. 374, I.
Robertus Berardi, p. 4, VII.
Robertus Bertrandi, armiger, p. 677, III; p. 856, XI.
Robertus Bisahara, p. 71, XXI.
Robertus de Bospiez, dominus, p. 160, VI.
Robertus de Brai, dominus, p. 15, XXXI; p. 429, XI.
Robertus de Breti, p. 48, XVIII.
Robertus de Burcheo, p. 98, XIV.
Robertus de Castello, p. 638, XI.
Robertus Coccus, p. 154, X; p. 204, VI.
Robertus, dictus Coqus, *vide* Robertus Coccus.
Robertus de Drocis, p. 138, 1; p. 490, VI.
Robertus de Foresteria, p. 16, XXXIV; p. 109, XIII.
Robertus de Fraxinis, miles, p. 102, VI.
Robertus, dictus Gadot, Anglicus, p. 273, VIII; p. 280, XI.
Robertus Godeschal, p. 391, XV.
Robertus, dictus Godeschal de Yenvilla, p. 749, XXIV.
Robertus Guichardi, miles, 886, XIV.
Robertus de Harecuria, dominus et miles, p. 101, III; p. 509, X.
Robertus de Hocstesia, decanus Silvanectensis, p. 93, VI.
Robertus le Lorgne de Compendio, p. 705, XIX.
Robertus Lovet, miles, p. 301, XI.
Robertus le Machecrier, burgensis de Monsterolio, p. 108, XI.
Robertus de Membrolis, armiger, p. 323, VIII.
Robertus de Masohrudin, miles, p. 909, LXVIII.
Robertus de Noa, p. 133, XIII.
Robertus de Novo-Burgo, p. 569, VIII.
Robertus de Pinchie, miles, p. 265, II.
Robertus de Pissiaco, miles, p. 101, VI.
Robertus de Plumetot, miles, p. 403, II.
Robertus Polet, civis Rothomagensis, p. 691, XXXI.
Robertus de Porcheio, miles, p. 161, VI.
Robertus Qui-Biau-Marche, civis Parisiensis, p. 402, VII.
Robertus de Sacro-Cesare, dominus, p. 328, XIV.
Robertus de Sancto-Claro, miles, p. 175, V.
Robertus de Sancto-Claro, dominus, junior, p. 494, XII.
Robertus-sine-Averio, ballivus Matisconensis, p. 910, LXXI.
Robertus Tarquaise, major villæ Sancti-Richarii, 773, XII.
Robertus de Torneeu, miles, p. 207, V; p. 211, XIV.
Robertus la True, miles, p. 145, II; p. 738, I.
Robertus li Tyes, miles, p. 216, XI.

Robertus de Vitreio, p. 680, xvi.
Robertus de Yvriaco, dominus, p. 471, x.
Robini d'Estrées (filius), p. 8, xiii.
Robinus, filius Tyerrici Corderii, p. 210, xi.
Robinus, primogenitus Guillelmi de Pissiaco, p. 524, xvii.
Robinus Morrastel, homo de Lorriaco in Boscagio, 552, v.
Robinus, dictus Normannus, p. 111, xxi.
Robinus de Pissiaco, armiger, p. 574, i.
Robinus Trenout, p. 137, xi.
Rocheo (comes de), p. 362, iii.
Rocha-Corbon (dominus de), p. 695, ii.
Rochis (prior de), p. 37, xv.
Rociaci (comes), p. 216, x; p. 581, ii; p. 824, ii; — (comitissa), p. 55, viii; p. 56, ix; p. 216, x; p. 752, iv.
Rogerus de Andeliaco, prior de Monte-Aureo, p. 169, vi.
Rogerus Assalh, p. 43, viii.
Rogerus Bacon, dominus, p. 224, xi; p. 848, xxvi; p. 918, lxxxv.
Rogerus de Brocia, dominus de Huriaco, p. 341, xiii.
Rogerus, dictus Comes, p. 137, xi.
Rogerus de Hovot, miles, p. 240, viii.
Rogerus, dictus Judæus, de Corbolio, p. 88, iii.
Rogerus Marmion, miles, p. 170, x.
Rogerus de Molendino, p. 303, ii.
Rogerus de Prearis, p. 543, xx.
Rollandus, verderius foreste Novi-Castri, p. 405, xi.
Rollandus de Vacrio, p. 259, ii.
Rollebosse (domina de), p. 305, vi; — (dominus de), p. 398, i.
Rosero-Juniori (abbatissa de), p. 178, iii; p. 232, v.
Rothomagenses (cives), p. 50, xxvii; p. 651, ix; — (major et jurati), p. 528, iv; p. 775, xiv; p. 913, lxxx.
Rothomagensis (archiepiscopus), p. 60, § 3; p. 125, xvi; p. 128, vi; — ejusdem vicarius, p. 305, vi.
——— (vicecomes), p. 913, lxxx; — (ballivus), p. 28, ii; p. 123, xvi; p. 525, xvii; p. 610, xix; p. 632, iv; p. 649, ii; p. 775, xiv; p. 913, lxxx; p. 939, xxxiv.
Rouciaci (comes), p. 56, viii-ix.
Rouciaco (dominus de), p. 96, x.
Royenses (major et jurati), p. 522, x.
Royensis (præpositus), p. 551, i.
Ruepe (dominus de), p. 640, xiv.
Ruepe-Guidonis (dominus de), p. 399, i.
Ruthenensis (senescallus), p. 283, v; p. 925, ix.
Ruthenensis senescallus, *vide* Ruthenensis.

S

S. de Tria, decanus ecclesiæ de Moretonio, p. 198, viii.
Sacra-Cella (abbas et monachi de), p. 468, ii.
Sacri-Cesaris (comes), p. 51, xxxiii; p. 63, i; p. 90, ix; p. 174, i; p. 316, ii; p. 418, iv; p. 456, xvii; p. 510, xi; p. 651, vi; p. 662, v; p. 678, vii; p. 757, xi; p. 872, xviii; — gentes ejusdem, p. 337, vii; p. 809, xxvi; p. 932, xxiii.
Sacri-Portus (abbas et conventus), p. 928, xiv; p. 929, xvi.
Sacus, p. 67, xii.
Sagiensis (episcopus), p. 18, xii; p. 275, ii; p. 463, iii; p. 900, xlvii; p. 909, lxviii.
Sailevilla (domina de), p. 618, ix.
Salceia (leprosi et sorores de), p. 711, xxiv-xxxvi.
Salinellis (hæres de), p. 189, iii.
Salvannac (homines de), p. 284, v.
Sancelina la Hermande, p. 269, iii.
Sancta-Montana (prior de), p. 901, i.
Sanctæ-Crucis Aurelianensis (capitulum), p. 202, iv; p. 309, xiv; p. 352, vi.
Sanctæ-Genovefe Parisiensis (abbas), p. 150, vi; p. 266, iii; p. 813, xxxvi.
Sanctæ-Genovefæ Parisiensis; *vide* Sanctæ Genovefæ.
Sanctæ-Trinitatis (fratres), p. 908, lv.
Sanctæ-Trinitatis de Fonte-Bliaudi (fratres), p. 826, xxv-xxvi-xxvii.
Sancti-Afrodisii Biterrensis (abbas), p. 271, v; p. 944, xlv.
Sancti-Ambrosii Bituricensis (abbas), p. 120, vi.
Sancti-Andree de Goveris (abbas et conventus), p. 898, xliii.
Sancti-Aniani Aurelianensis (decanus), cle-

ricus Regis, p. 122, XI; p. 183, XVI; p. 461, IX.
Sancti-Aniani Aurelianensis (capitulum et decanus), p. 164, XIII; p. 313, XVII; p. 371, XVI; p. 490, V.
Sancti-Anthonii Parisiensis (abbatissa), p. 9, XXI.
Sancti-Anthonini (homines et consules), p. 197, VII; — (mercatores), p. 891, XXIV.
Sancti-Aredii (decanus et capitulum), p. 745, XVIII; p. 780, XXIV.
Sancti-Audoeni Rothomagensis (abbas et conventus), p. 317, V; p. 838, I.
Sancti-Audomari (burgenses), p. 739, II.
Sancti-Austregisilii de castro Bituricensi (decanus et capitulum), p. 202, III.
Sancti-Benedicti (abbas), p. 677, V.
Sancti-Benedicti Floriacensis (abbas), p. 127, VI; p. 133, XIII; p. 435, VII; p. 824, XX; — (et conventus), p. 708, XXIX.
Sancti-Benedicti-super-Ligerim (abbas), p. 377, V.
Sancti-Christophori, prope Silvanectum (prior), p. 823, XVIII.
Sancti-Clodoaldi (capitulum), p. 12, XIII; p. 35, X.
Sancti-Cornelii Compendiensis (abbas), p. 236, I.
Sancti-Crispini-Majoris Suessionensis (abbas et conventus), p. 162, VIII; p. 414, XXIV; p. 530, X.
Sancti-Dyonisii (abbas), p. 807, XXIII; p. 812, XXXIII; p. 828, XXXI.
Sancti-Dyonisii (monachi), p. 27, I; p. 274, I.
Sancti-Dyonisii-in-Francia (abbas et conventus), p. 190, III; p. 197, VI; p. 274, I; p. 282, III; p. 362, III; p. 363, V; p. 405, XIII; p. 456, XXIII; p. 674, XXI; p. 742, IX; p. 812, XXXIV; — (eleemosynarius), p. 285, VII; p. 936, XXX.
Sancti-Ebrulfi (abbas), p. 233, VII.
Sancti Egidii Fontanensis (abbas), p. 50, XXV.
Sancti-Eligii Parisiensis (prior), p. 758, IV.
Sancti-Exuperii Ebrodunensis (abbas), p. 193, XII.
Sancti-Frontonis Petragoricensis (capitulum), p. 34, VII.
Sancti-Germerisilii (abbas et conventus) p. 185, I.
Sancti-Gerulfi (abbas et homines), p. 260, V.
Sancti-Germani (prior), p. 409, XIV.
Sancti-Germani Actisiodorensis (abbas et conventus), p. 678, VII; p. 756, XI.
Sancti-Germani-in-Laia (prior), p. 250, XII; p. 375, II; p. 516, V; — (consergius), p. 516, V.
Sancti-Germani de Pratis Parisiensis (abbas et conventus), p. 19, XV; p. 261, VII; p. 331, XI; p. 363, V.
Sancti-Gervasii Suessionensis (capitulum), p. 450, X.
Sancti-Gundulfi de Corbolio (prior), p. 253, IV.
Sancti-Guynaili (prior et fratres), p. 865, XXXIII.
Sancti-Johannis Laudunensis (abbas et conventus), p. 267, IV; p. 462, I; p. 545, IV.
Sancti-Johannis-in-Bosco (abbatissa et conventus), p. 282, II; p. 886, XIII.
Sancti-Johannis-in-Gravia Blesensi (prior), p. 609, XVII.
Sancti-Johannis Laudunensis (monachi), p. 816, VI.
Sancti-Johannis-in-Valeia Carnotensi (abbas et conventus), p. 584, V.
Sancti-Judoci-supra-Mare (abbas et conventus), p. 36, XI.
Sancti-Judoci-in-Nemore (abbas), p. 129, VII.
Sancti-Juliani Turonensis (abbas et conventus), p. 612, I.
Sancti-Laudi Andegavensis (capitulum), p. 871, XV.
Sancti-Launomari Blesensis (abbas et conventus), p. 125, I.
Sancti-Leonardi de Montatiere (prior), p. 385, IV.
Sancti-Luciani Belvacensis (abbas et conventus), p. 690, XXIX; p. 877, XXXI.
Sancti-Lupi de Cebars (prior), p. 4, VI; p. 473, XVI.
Sancti-Maglorii Parisiensis (abbas et conventus), p. 38, XVIII; p. 768, II; p. 808, XXIV.
Sancti-Mariani Altisiodorensis (abbas et conventus), p. 873, XXII.
Sancti-Martialis Lemovicensis (abbas), p. 22, II; — (ecclesia), p. 427, XVI.
Sancti-Martini (abbates), p. 784, XXXII.
Sancti-Martini de Campis (prior), p. 8, XI; p. 9, XXI; p. 29, VIII; p. 38, XXI; — et con-

ventos, p. 55, VI; p. 264, X; p. 762, XXII; p. 850, XXXII; p. 923, VII.
Sancti-Martini, in valle Carnotensi (prior), p. 322, VIII.
Sancti-Martini Edgensis (prior), p. 784, XXXII; — (abbas et conventus), p. 934, XXVI-XXVII.
Sancti-Martini Laudunensis (abbas et conventus), p. 372, XIX; p. 813, XXXVIII.
Sancti-Martini Pontisarensis (abbas et conventus), p. 368, XII; p. 731, XVII; p. 732, XX; p. 812, XXXV.
Sancti-Martini Sagiensis (abbas), p. 605, X.
Sancti-Martini Turonensis (abbas), p. 55, VIII.
Sancti-Martini Turonensis (decanus et capitulum), *vide* Beati-Martini.
Sancti-Maxentii (abbas et conventus), p. 254, IX.
Sancti Medardi (abbas), p. 529, VIII.
Sancti-Medardi Suessionensis (abbas), p. 8, XIV, 49, XXI; p. 206, II; — et conventus, p. 453, XVII; p. 918, LXXXVII.
Sancti-Nicholai de Arboasia (abbas et conventus), p. 170, IX.
Sancti-Nicholai-in-Bosco (abbas et conventus), p. 770, VI.
Sancti-Nicolai de Bosco-Roberi (prior), p. 11, V.
Sancti-Nicasii de Mellento (prior et conventus), p. 248, IX.
Sancti-Paladii (prior), p. 120, VI.
Sancti-Pauli (comes), p. 19, XIV; p. 100, I; p. 213, IV; p. 345, XIV; p. 456, XXI; p. 535, II; p. 536, IV; p. 568, VI; p. 621, XIV; p. 768, I; p. 887, XV.
Sancti-Pauli (prior), p. 580, XIII.
Sancti-Pauli juxta Belvacum (hospes abbatissæ), p. 328, XV.
Sancti-Petri (præpositus et prior), p. 337, VII.
Sancti-Petri Carnotensis (abbas), p. 36, XII.
Sancti-Petri Cathalaunensis (abbas et conventus), p. 445, XXI; p. 924, VIII.
Sancti-Petri super Divam (abbas), p. 486, VII.
Sancti-Petri de Meledino (abbas et conventus), p. 254, VIII.
Sancti-Petri Meledunensis (abbas et conventus), p. 156, IV; p. 370, XIV; p. 802, XII.
Sancti-Petri-de-Monasteriis (prior), p. 543, XVIII; p. 667; VII-VIII; p. 939, XXXIX; — (præpositus), p. 927, XIII; — (burgenses), p. 934, XXVI.
Sancti-Petri-Vivi Senonensis (abbas), p. 140, VII; p. 452, XV; p. 467, XV; — et conventus, p. 547, XII.
Sancti-Petri Suessionensis (capitulum), p. 118, III; p. 163, XI; p. 184, XVII; p. 279, X; p. 465, IX; p. 650, IV.
Sancti-Pontiani (prior et conventus), p. 78, IV; p. 390, XIII; p. 554, XI; p. 608, XVI; p. 741, VII; p. 743, XI; p. 787, XXXIX; p. 879, XXXV.
Sancti-Quintini (procurator abbatis), p. 919, LXXXIX; — (præpositus), p. 439, I; — (major), p. 644, IV; — (burgenses), p. 357, XVI.
Sancti-Quintini Viromandensis (decanus et capitulum), p. 50, XXX; p. 201, XIII; p. 208, VIII; p. 309, XIII; p. 426, XIV; p. 669, XII; p. 710, XXXIII; p. 842, XII.
Sancti-Remigii Remensis (abbas et conventus), p. 454, XVIII; p. 623, XVI; p. 701, XI; p. 863, XXIX.
Sancti-Remigii Senonensis (abbas et conventus), p. 117, II.
Sancti-Richarii (abbas), p. 817, VIII; p. 887, XX; — (gentes abbatis), p. 801, IX; — (major, scabini et jurati), p. 128, VII; p. 191, VI; p. 523, XIV; p. 598, XIII; p. 604, IX; p. 629, XXIV; p. 652, VII; p. 662, IV; p. 750, I; p. 757, XII; p. 773, XII; p. 790, II-III; p. 800, VII; p. 801, VIII; p. 802, X-XI; p. 822, XVII; p. 830, XXXVI; — (burgenses), p. 47, XVII; p. 135, II; p. 663, VI.
Sancti-Richarii, in Pontivo (abbas et conventus), p. 128, VII; p. 135, II; p. 190, V; p. 435, VIII; p. 523, XIV; p. 598, XIII; p. 604, IX; p. 629, XXIV; p. 652, VII; p. 662, IV; p. 663, VI; p. 671, XV; p. 757, XII; p. 790, II-III; p. 801, VIII; p. 802, X-XI; p. 822, XVII; p. 916, LXXXIII; p. 917, LXXXIV.
Sancti-Richarii (abbas), *vide* Sancti-Richarii (abbas).
Sancti-Salvatoris (prior), p. 338, IX.
Sancti-Salvatoris Meledunensis (prior), p. 516, VI.
Sancti-Salvatoris Nivernensis (prior), p. 927, XIII.

Sancti-Salvii de Monsteriolo (abbas et conventus), p. 21, XX; — (major et jurati), p. 21, XX.
Sancti-Saxonis Aurelianensis (prior), p. 718, XI.
Sancti-Satyri (abbas et conventus), p. 51, XXXIII; p. 63, I; p. 89, IX; p. 174, I.
Sancti-Severi (parochia), p. 351, V.
Sancti-Simphoriani Belvacensis (abbas et conventus), p. 94, IX.
Sancti-Stephani Cadomensis (abbas), p. 513, XVI; p. 747, XXI.
Sancti-Stephani Divionensis (abbas), p. 102, VII.
Sancti-Stephani Nivernensis (prior), p. 304, IV; p. 935, XXVIII.
Sancti-Sulpitii Biturigensis (abbas), p. 7, VIII, p. 9, XVIII; p. 624, XVIII; — et conventus, p. 371, XVII.
Sancti-Taurini Ebroicensis (abbas), p. 17, V; p. 122, X.
Sancti-Theobaldi juxta Villam-Novam-en-Hez (prior), p. 80, VIII.
Sancti-Urbani (abbas et conventus), p. 677, VI.
Sancti-Valerici (abbas), p. 11, VII.
Sancti-Vedasti Attrebatensis (abbas et conventus), p. 214, IV; p. 295, III; p. 350, II; p. 395, XXI; p. 687, XXIV; p. 736, XXX; p. 772, X; p. 787, XXXVIII; p. 791, V; p. 847, XXV; — (procuratores abbatis et conventus), p. 715, IV.
Sancti-Victoris (abbas), p. 740, IV.
Sancti-Victoris Parisiensis (abbas et conventus); p. 334, III, p. 350, III; p. 365, VIII; p. 776, XVII.
Sancti-Vincentii (abbas), p. 492, X.
Sancti-Vincentii Laudunensis (abbas), p. 599, XV; p. 678, IX; p. 758, XIII.
Sancti-Walarici (abbas et conventus), p. 911, LXXIII.
Sancti-Wendregisilii (abbas et conventus), p. 583, IV; p. 695, III.
Sanctisma de Aneto, p. 55, VI.
Sanctissima de Autonno, p. 354, X.
Sancto-Andrea (domina de), p. 468, III.
Sancto-Audomaro (mercatores de), p. 356, XV.
Sancto-Guobano (domina de), p. 770, VI.
Sancto-Memorio (prior de), p. 176, VI.
Sancto-Paladio (dominus de), p. 683, XV.
Sancto-Yorio (domini de), p. 305, V.
Sanctum-Clodoaldum (sorores minores, prope), p. 816, V.
Sanctum-Walaricum (ballivus comitis Drocensis, apud), p. 658, XX.
Sareta de Foiloel, p. 303, III.
Sarlatenses (abbas et elemosinarius), p. 149, III; p. 723, XXI.
Sarra, uxor Pontii de Alaverdo, p. 79, VII.
Savericus, cocus Regis, p. 565, XXIV.
Satericus de Malo-Leone, p. 682, XIV.
Savigniacenses (abbas et conventus), p. 691, XXXI.
Savigniaco (abbas de), p. 837, LV.
Seaumel (comitissa de), p. 770, V.
Sedilia, filia Roberti, dicti Servientis, p. 117, II.
Senonenses (decanus et capitulum), p. 161, IV; p. 221, VI; p. 222, VII; p. 695, IV; p. 755, VIII; — (burgenses), p. 446, XXV; — (major et pares), p. 547, XII.
Senonensi (homines de communia), p. 140, VII; — (major de communia), *ibid.*
Senonensis (archiepiscopus), p. 570, XI; p. 678, X; p. 680, XI; p. 741, VI; p. 873, XXII; — (archidiaconus), p. 755, VIII; — (ballivus), p. 126, II; p. 128, VI; p. 234, IX; p. 298, VII; p. 350, III; p. 354, X; p. 366, VIII; p. 437, XV; p. 446, XXV; p. 467, XV; p. 492, VIII; p. 560, II; p. 639, XIII; p. 656, XIV; p. 657, XIX; p. 677, V; p. 701, XII; p. 780, XXV; p. 928, XIV; p. 929, XVI; p. 931, XX-XXI; — (præceptor), p. 283, III; — (præpositus), p. 394, XVIII.
Sibilla, soror majoris de Rochis, p. 37, XV.
Sibilia, relicta Guillelmi de Gardino, militis, p. 193, III.
Sicardus Alemanni, miles, p. 913, XLV.
Sicardus de Monte-Alto (dominus), p. 922, IV.
Sicilie (rex), p. 316, III; p. 761, XX.
Signiaci (abbas et conventus), p. 831, XXXVIII; p. 840, VI.
Silliaco (dominus de), p. 86, I.
Silvanectensis (episcopus), p. 227, XVIII; p. 472, XIII; p. 564, XIX; p. 705, XXI; — (præpositus), p. 83, XVI; p. 90, X; p. 93, VI; p. 108, XII; p. 474, II; p. 567, IV; p. 710, XXXIV; — (decanus), p. 159, XII; p. 232, III; — (cantor), p. 8, XV.
Silvanectenses (canonici et clerici), p. 869, VII; — (major et jurati), p. 159, XII;

p. 232, III; p. 472, XIII; p. 474, II; p. 482, XVII; p. 581, I; p. 587, X; p. 711, XXXIV; p. 725, II; p. 728, VIII; p. 818, X; p. 869, VII-VIII-IX; — (major et communis), p. 684, XIX.

SILVANECTENSIS (ballivus), p. 227, XVIII; p. 588, X; p. 627, XXII; p. 642, XX; p. 669, XI; p. 675, XXI; p. 676, XXIV; p. 686, XXII; p. 691, XXIX; p. 728, VIII; p. 789, I; p. 818, X; p. 869, VIII-IX; p. 870, XI-XII; p. 877, XXXI; p. 881, XXXVIII; p. 937, XXXI.

SILVINIACENSES (prior et decanus), p. 636, VIII; — (burgenses), p. 635, VIII.

SIMON, comes Leycestrensis, p. 263, 2.

SIMON, comes Montis-Fortis, p. 33, III; p. 148, II.

SIMON, thesaurarius Beati-Martini Turonensis, p. 128, VI; p. 503, XXX.

SIMON DE....., miles, p. 20, XV.

SIMON, dominus de Aneto, p. 178, I.

SIMON, armiger, p. 263; VII.

SIMON DE CANDELA, p. 15, XXXIII.

SIMON DE CLAROMONTE, dominus Nigellæ, p. 76, XXIX; p. 220, VI.

SIMON DE FOILLETO, miles, p. 641, XVI-XVII.

SIMON DE FOILLEUS, miles, p. 204, VI; p. 593, IV.

SIMON, dictus GALLUS, miles, p. 111, XXIII.

SIMON DE NIGELLA, miles, p. 111, XXIII.

SIMON, dictus PARVUS, p. 567, V-VI.

SIMON DE POGNEIS, clericus Regis, p. 81, XII.

SIMON DE POGNEIS, clericus Regis, ballivus de Vernolio, p. 119, V; p. 126, I-IV; p. 128, VI; p. 165, XIV; p. 166, XVI; p. 177, VII; p. 189, I; p. 196, V-IV; p. 213, VI; p. 223, VIII; p. 233, VII; p. 234, IX.

SIMON DE POOGNIIS, canonicus Ebroicensis, p. 36, XIII.

SIMON DE PUGNEIS, clericus Regis, p. 96, X.

SIMON DE TREMBLEIO, p. 877, XXXII.

SIMON DE VILLARIBUS, miles, p. 108, XII.

SIMONIS DE MOTA (heres), serviens forestæ, p. 80, IX.

SIVRIACO (domina de), p. 451, XIII.

SOLIACI (dominus), p. 700, X; p. 744, XII; p. 871, XII.

SPADA (fratres de), p. 48, XX.

STAMPENSES (burgenses), p. 805, XVII; — (tortores), p. 794, X.

STAMPENSIS (ballivus), p. 251, II; p. 253, VI; p. 329, XVI; p. 338, IX; p. 346, XIV; p. 655, XIV; p. 656, XV; p. 661, II; p. 697, VII; p. 701, XII; p. 753, VI; p. 758, XV; p. 762, XXIII; p. 775, XVI; p. 777, XVII-XIX; p. 808, XXIV; p. 821, XVI; p. 825, XXII; p. 829, XXXII; p. 834, XLVII; — (præpositus), p. 171, XI; p. 285, VII; p. 814, XX; p. 895, XXIV; — (clamator), p. 37, XVII; — (milites castellaniæ), p. 807, XXI.

STEMPENSIS, *vide* Stampensis.

STEPHANUS, dominus de Bellevalle, p. 58, XVII.

STEPHANUS, decanus Sancti-Aniani Aurelianensis, p. 503, XXX.

STEPHANUS BEAULEAU, *vide* Stephanus Boileau.

STEPHANUS DE BERRIACO, miles, p. 818, XXX.

STEPHANUS BOILEAU, præpositus Parisiensis, p. 187, XI; p. 192, VIII; p. 212, III; p. 254, X; p. 266, III; p. 808, XXIII.

STEPHANUS BOILIAVE, præpositus Aurelianensis, *vide* Stephanus Boileau.

STEPHANUS BOYLIAU, *vide* Stephanus Boileau.

STEPHANUS BOSREMIGNE DE NANTRONIO, mercator, p. 279, IX.

STEPHANUS DE BOSCO, miles, p. 7, X.

STEPHANUS DE BRECIACO, armiger, p. 576, VI.

STEPHANUS CHAVARDI, mercator, p. 328, XIV.

STEPHANUS CRISPINI, miles, p. 348, I.

STEPHANUS DE DUACO, præpositus de Gomesec, p. 187, VI; p. 192, VIII.

STEPHANUS DE FONTE, p. 656, XVI.

STEPHANUS GARBAL DE SARLATA, p. 69, XVIII.

STEPHANUS GRUARIUS, miles, p. 192, X.

STEPHANUS, dictus MANSEBOC, p. 111, XXII; p. 482, XVI; p. 536, III.

STEPHANUS DE MESNILIO, p. 189, II.

STEPHANUS DE MESNILIO JORDANI, armiger, p. 212, II.

STEPHANUS DE MONTEFORTI, decanus Sancti-Aniani Aurelianensis, p. 75, XXIX; p. 128, VI; p. 131, XI.

STEPHANUS DE MONTE SANCTI-JOHANNIS, armiger, p. 479, XIII.

STEPHANUS MOREL, cortetarius pannorum, p. 815, IV.

STEPHANUS DE PALEY, armiger, p. 235, X; p. 592, I.

STEPHANUS DE PORTA, miles, p. 854, VI.

STEPHANUS DE SACRO-CESARE, dominus, p. 104, I; p. 177, VII; p. 673, XIX; p. 720, XVII; p. 682, XXVIII; p. 811, XXXII.

Stephanus de Sancto-Albino, diaconus, p. 707, xxvi.
Stephanus Taste-Saveur, ballivus Senonensis, p. 80, x; p. 88, iii; p. 91, i; p. 101, iv; p. 105, iv; p. 106, vii-viii; p. 109, xv; p. 117, ii; p. 119, iv; p. 140, viii; p. 150, v; p. 156, iv; p. 164, xii; p. 175, iv; p. 178, iii; p. 207, vi; p. 214, vii; p. 215, viii; p. 221, vi; p. 261, viii; p. 333, i; p. 846, xxi.
Stephanus de Torcella, armiger, p. 520, iii.
Strata (prior de), p. 26, xi; — (monachi de) p. 457, xxiv.
Suessionense (capitulum), p. 39, xxv; p. 193, xi; p. 380, x; p. 576, v; p. 694, i.
Suessionenses (majores et jurati), p. 39, xxv; p. 279, x; p. 694, i; — (major et burgenses), p. 453, xvii.
Suessionensis (comes), p. 163, xi; p. 184, xvii; p. 465, ix; p. 650, iv; — (episcopus), p. 8, xiv; p. 380, x; p. 561, x.
Suessionensium regalium (custodes), p. 561, x.
Sugardus Alemannus, p. 559, xix.
Sygniacensis (abbas et conventus), p. 276, v.
Symon, dominus Nigellæ, p. 508, xix.
Symon Alberici, p. 381, xi.
Symon de Bandesilla, p. 74, xxvii.
Symon de Calvon, prior fratrum prædicatorum Parisiensium, p. 556, xiii.
Symon de Folleto, miles, p. 672, xviii.
Symon de Folleto, miles, p. 586, vi.
Symon de Folliaco, miles, p. 24, vii.
Symon de Fossatis, ballivus Viromandensis, p. 298, vi.
Symon de Galeran, p. 358, xviii.
Symon Gaubervi, p. 264, i.
Symon de Hougerville, armiger, p. 307, xi.
Symon de Nigella, p. 51, xxxi; p. 769, iii.
Symon de Parisiis, dominus, p. 283, iii; p. 302, xii.
Symon de Pissiaco, miles, p. 211, xv.
Symon de Pogoxies, clericus Regis, p. 204, vii.
Symon de Servelo, miles, p. 232, iii.
Symon Vairet, præpositus Laudunensis, p. 374, i.
Symon de Vendolio, canonicus Laudunensis, p. 844, xv.

T

Tabarie, serviens comitis Andegavensis, p. 132, xii.
Tallemas (clerici villæ de), p. 338, viii.
Tanquarvilla (cambellanus de), p. 478, xi.
Tatinus, p. 200, xi.
Tatinus Bovis, mercator, p. 565, xxiii.
Templarii, p. 6, ii; p. 15, xxx; p. 37, xvii; p. 67, xii; p. 73, xxv; p. 104, i; p. 119, v; p. 146, iv; p. 212, i; p. 250, i; p. 329, xvi; p. 354, x; p. 468, iv; p. 493, xi; p. 531, xiii; p. 647, xi; p. 741, vii, p. 743, xi; p. 787, xxxix; p. 843, xiii-xiv; p. 929, xv; — Normanniæ, p. 528, iv.
Templi (hospites), Parisius, p. 843, xiii-xiv.
Templi de Chalou (magister domus), p. 477, x.
Templi de Jussiaco (perceptor domus), p. 538, vi.
Terricus de Mara, p. 388, ix.
Th. le Gresle, p. 251, iii.
Thecia de Exoldono, p. 824, xxi.
Theobaldus, rex Navarræ, comes Campaniæ, p. 346, xix.
Theobaldus, monachus Sancti-Germani-de-Pratis, p. 261, vii.
Theobaldus, clericus, p. 541, xiii.
Theobaldus, panetarius, miles, p. 526, xix.
Theobaldus de Ambleus, armiger, p. 810, xix.
Theobaldus de Bello-Monte, p. 39, xxiv; p. 55, viii; p. 442, vi; p. 443, x.
Theobaldus de Bello-Monte, dominus de Novo-Mercato, p. 226, xvi.
Theobaldus, dictus Cambellanus, p. 200, xi.
Theobaldus de Castello, civis Rothomagensis, p. 638, xi.
Theobaldus de Castro, vicecomes de Moritonio, p. 251, iii.
Theobaldus de Claudo-Fonte, armiger, p. 841, x.
Theobaldus de Compando, canonicus Locharum, p. 252, iv.
Theobaldus de Compenso, canonicus Antissiodorensis, p. 260, v.
Theobaldus de Escuellis, miles, ballivus Silvanectensis, p. 88, vi.
Theobaldus de Montibus, presbyter, p. 57, xiii.

Theobaldus, dictus Macer, ballivus Gisortii, p. 178, I.
Theobaldus Maris, hospes de Messia, p. 758, XV.
Theobaldus de Meru, miles, p. 669, XI.
Theobaldus de Montelleart, magister balistarum, p. 504, XXX.
Theobaldus de Moreto, miles, p. 530, II,
Theobaldus de Nantolio, cantor Belvacensis, p. 849, XXXI.
Theobaldus de Nantolio, clericus, p. 286, IX; p. 520, IV; p. 555, XII; p. 564, XIX; p. 586, X.
Theobaldus de Noviaco, p. 359, IV.
Theobaldus de Novo-Vico, civis Stampensis, p. 805, XVII.
Theobaldus de Tria, dominus, p. 290, XIII; p. 709, XXXII.
Theobaldus de Villeron, miles, p. 213, III.
Thebricus de Porta, prepositus, de Moreto, p. 88, III.
——— de Suessione, miles, p. 127, V.
Thesauraria, mater Bartholomei Tristeu, p. 206, III.
Thesaurii Beatæ-Mariæ (abbatissa), p. 463, II.
Thetia de Exolduno, p. 269, III.
Tholosæ (comes), p. 149, II; p. 921, II; — (cives), p. 939, XXXVIII.
Tholosanus (senescallus), p. 921, II; p. 939, XXXVI.
Thomas, archiepiscopus Remensis, p. 701, XI; p. 864, XXIX.
Thomas, clericus, p. 46, IX.
Thomas, major de Couperu, p. 298, VIII.
Thomas, sub-ballivus de Medonta, p. 127, V.
Thomas Barberio de Parisius, p. 762, XXIV.
Thomas de Forgiis, presbyter, p. 242, I.
Thomas de Leoniers, p. 389, XI.
Thomas de Magnavilla, p. 234, IX.
Thomas Matin, p. 307, IX.
Thomas de Montegerardo, senescallus Carcassonensis, p. 197, VII; p. 271, V.
Thomas de Nova-Villa, miles, p. 265, II.
Thomas de Oratorio, miles, p. 472, XV.
Thomas de Parisiis, clericus Regis, p. 121, II; p. 128, VI; p. 154, I; p. 157, VII; p. 158, VIII; p. 159, XII; p. 166, XVII; p. 182, XIV; p. 185, I; p. 186, II; p. 209, IX; p. 249, XI; p. 251, II; p. 256, XIII; p. 332, XXII; p. 372, XXIII; p. 389, II; p. 388, IX; p. 410, XX.
Thomas de Preres, p. 638, XI.
Thomas, dictus Telier, p. 154, X.
Tiverniaco (homines de), p. 385, IV.
Tor (leprosi de), Baiocensis diocesis, p. 506, II.
Torcipes et Belonus, fratres villæ de Sanctio-Memorio, p. 176, VI.
Toriaco (dominus de), p. 86, I.
Tornacenses (decanus et capitulum), p. 201, I; — (prepositus et jurati), p. 194, XIV; p. 201, I; p. 390, XII; p. 400, IV; p. 609, p. 631, XVIII; p. 870, X; — (cives), II.
Tornacensis (episcopus), p. 194, XIV; p. 624, XVIII; p. 870, X.
Toula (domina de), p. 448, IV.
Trecenses (canonici), p. 759, XIX.
Trecensis (episcopus), p. 442, VIII.
Trenorchenses (burgenses), p. 445, XXIII.
Trenorchiensis (abbatia), p. 6, III.
Troc (dominus de), miles, p. 452, XIV.
Tucurio (priorissa de), p. 930, XIX.
Turenne (vicecomes), p. 684, XVII-XVIII.
Turonensis (archiepiscopus), p. 260, V; p. 631, III; — (decanus), p. 20, XV; — (thesaurarius), p. 343, XIV; — (ballivus), p. 28, V; p. 67, XII; p. 69, XVII; p. 85, XXI; p. 128, VI; p. 169, VIII; p. 401, VI; p. 463, V; p. 507, VII; p. 585, VIII; p. 612, I; p. 638, XII; p. 683, XVI; p. 721, XVIII; p. 746, XIX; — Capituli (homines), p. 46, X
Turonum (beguine), p. 612, I.
Tutellenses (abbas et conventus), p. 833, XLVI.
Tutellensis abbatiæ (procurator), p. 299, IX.
Tybo-Villa (dominus de), p. 547, XI.
Tyerricus Corderii, p. 210, II.
Tygerus de Plesseiaco, armiger, p. 29, VII.
Tylleriis (dominus de), p. 20, XVI.

U

Ursi-Campi (abbas), p. 520, VI; — (monachi), p. 799, IV.
Usionensis (dominus), p. 426, XIII.
Uticensis (decanus), p. 52, XXXIX; p. 289, XII.

V

Vallibus (prior de), p. 274, L.
Vallis-Beatæ-Mariæ (abbas), p. 484, L.
Vallis-Claræ (abbas), p. 678, VIII.
Vallis-Regis (abbas et conventus), p. 331, XXI.
Vallis-Sarnaii (abbas et conventus), p. 206, III; p. 484, I; p. 597, X.
Vallis-Serenæ (abbas et conventus), p. 46, XII; p. 803, XV; p. 819, XIII; p. 868, VI; p. 937, XXXIII.
Vallis-Viridis (fratres), p. 866, II.
Varenne (comes de), p. 147, VI.
Vedastus Fordis, civis Duacensis, p. 800, VI.
Verneuil (ballivus), p. 21, XIX; p. 81, XII; p. 126, I-IV; p. 128, VI; p. 166, XVII; p. 175, V; p. 254, IX; p. 496, XVI; p. 533, XVIII; p. 534, I; p. 605, X; p. 673, XIX; p. 704, XVIII; p. 723, XXII; p. 731, XVIII; p. 811, XXXII; — (major), p. 441, I.
Vernonenses (burgenses), p. 597, X.
Verzelaio (abbas de), p. 437, XV.
Vesliaco apud Couaym (major et jurati de), p. 243, II.
Vicenensis (consergius), p. 41, XXXI.
Vicensis, ordinis Grandi-Montis (fratres), p. 503, XXX.
Victoria prope Silvanectum (abbas et conventus de), p. 820, XIV; p. 840, VIII.
Viennensis (comitissa), p. 30, X.
Villa-Dei de Menoto, sive de la Renardiere (fratres hospitalis), p. 175, V.
Villari (prior de), p. 655, XIII.
Villari-Bello (domicella de), p. 595, VII.
Villari-le-Gueguinet (moniales de), p. 435, IX.
Villateyn (domina de), p. 611, XXI.
Ville-Lupensis (abbas et conventus), p. 65, VI.
Ville-Nove in Belvacesio (major et jurati), p. 714, III; p. 718, XII.
Ville-Nove-en-Heix (capellanus ecclesiæ), p. 253, VII.
Vincentius de Valle-Richerii, ballivus Caleti, p. 404, XI.
Vindocinenses (abbas et conventus), p. 270, IV; p. 729, XI.
Vindocinensis (comes), p. 212, XXIII; p. 472, XIV; — abbas, p. 447, II.
Viromandensis (comes), p. 893, XXXV; — (comitissa), p. 893, XXXV; — (senescallus), p. 842, XII; — procurator ejusdem, p. 842, XII.
——— (ballivus), p. 41, XXX; p. 48, XIX; p. 87, II; p. 90, X; p. 106, V; p. 128, VI; p. 154, X; p. 276, IV; p. 297, VI; p. 309, XIII; p. 337, VI; p. 352, VII; p. 397, II; p. 442, VII; p. 465, IX; p. 506, VI; p. 517, IX; p. 522, X; p. 529, VI-VII; p. 537, II; p. 538, III; p. 538, VI; p. 539, VIII; p. 546, X; p. 576, V; p. 580, XIII; p. 594, VI; p. 599, XIV-XV; p. 610, XVIII; p. 622, XV; p. 626, XX; p. 631, II; p. 634, VII; p. 650, III-IV; p. 653, IX; p. 666, p. 678, VIII; p. 698, VIII; p. 706, XXI; p. 714, III; p. 718, XII, p. 727, V-VI; p. 769, IV; p. 793, VII; p. 804, XVI; p. 813, XXXVIII, p. 814, I-II; p. 816, VI; p. 830, XXXVIII; p. 831, XL; p. 839, II; p. 847, XXII; p. 855, X; p. 875, XXVII; p. 923, VI.
Viromandia (milites de), p. 111, XX.
Virsionensis (dominus), p. 328, XIV; p. 846, XXI; — (domina), p. 401, VI.
Virziliacensis (abbas), p. 16, II; p. 931, XX; — (decanus), p. 931, XX.
Vitriaco (major et scabini de), p. 404, XII.
Voillon (castellanus de), p. 548, XIII.

W

Waflardus, p. 38, XIX.
Walentie (comitissa), p. 587, X.
Wally (leprosi de), p. 115, XXIII.
Wasconie (senescallus), p. 765, XXXII.
Wermundus, dictus de Sancto Judoco, p. 36, XI.

X

Xanctonensis (episcopus), p. 499, XXII.
——— (abbatissa), p. 893, XXXVI.
Xanctonensis (senescallus), p. 931, XIX.

Y

Yaucourt (abbas de), p. 160, VIII.
Ybrio (dominus de), p. 315, I; p. 791, IV; p. 845, XVII.
Yda de Mellento, domicella, p. 399, I.
Ydoria, p. 389, XI.
Yolenda, domina Borbonii, p. 692, XXIII.
Yolenda de Drocis, relicta Amaurici de Credonio, p. 806, XX.
Yolendis de Drocis, p. 360, II.
Ysabella, uxor Henrici, dicti Precarii, p. 70, XIX.
Ysabellis, matertera Colini Bertraudi, p. 167, I.
Ysabellis de Abdusia, p. 263, IX.
Ysabellis de Autumno, domina, p. 329, XVI.
Ysabellis de Marliaco, p. 524, XVII.
Ysabellis de Meliloto, p. 728, VII; p. 783, XXXI.
Ysembardus, castellanus Carnotensis, p. 142, IX.
Ysembardus, procurator comitis Blesensis, p. 103, IV; p. 729, XI.
Ysemburgis, regina, p. 122, XI.
Yterus de Megrac, miles, p. 203, V.
Yvonetus, dictus Baito, p. 111, XXI.

Z

Zacharias, p. 98, XII.

INDEX GEOGRAPHICUS.

A

Abaquencort, p. 41, XXX.
Abbatis-Villa, p. 739, II.
Acrimona, p. 514, II.
Adæ de Cresi (nemus domicilæ), p. 115, XXIII.
Adæ de Ville-Bayon (stagnum), p. 341, XIV.
Ad-Locum-ultra-Rivulum, villa, p. 197, VI.
Aelyc, p. 149, III.
Agatensis (episcopatus), p. 148, II; p. 899, XLV.
Aiguirande (mercatum de), p. 502, XXVIII.
Alba-Maria (boscus de), p. 465, VII.
Albigesium, p. 83, XVI; p. 461, IX; p. 489, VI; p. 505, III; p. 512, XIV.
Albigniaco (villa de), p. 218, IV; — (vicus de), p. 295, III; — (homines de), p. 538, VII; p. 888, XXII.
Albigniacum, p. 872, XVIII.
Albigniacum juxta Attrebatum, p. 772, X.
Albingnaci (boscus), p. 45, V.
Albingua, civitas, p. 891, XXXIV.
Albiniaci super Ligerim (forteritia), p. 719, XV.
Alemont (aqua quæ dicitur), p. 932, XXI.
Alencionensis (comitatus), p. 389, X; p. 900, XLVI.
Aliermont (foresta d'), p. 15, XXIX.
Alisiaco (boscus de), p. 465, VII.
Allodiis (villa de), p. 531, XIV; p. 574, I.
Alneto (prioratus de), p. 781, XVI; p. 818, IX.
—— (manerium de), p. 122, X.
Alti (fluvius), p. 283, V.
Alvernis, p. 877, XXX; p. 905, LII.
Alvernis (episcopatus), p. 877, XXX.
Alyne (campinus et haya), p. 483, XXI.
Ambasia, p. 552, IV.
Ambianensis (ecclesia), p. 771, VII; p. 900, XLVI; p. 925, X; — (Sanctus-Jacobus), p. 925, X.
Ambianum, p. 66, X; p. 121, VII; p. 443, XII; p. 449, VI; p. 571, XI; p. 644, V; p. 890, XXX; p. 925, X.
Ambligniaco (terra de), p. 450, X.
Ambligniacum, p. 576, V.
Ambresio (castrum de), p. 77, I.
Amponville, p. 350, III; p. 740, IV.
Andegavensis (terra), p. 703, XV.
Andegavia, p. 717, VII.
Andegavum, p. 871, XV.
Andeine (foresta d'), p. 435, IX.
Andela, p. 12, XI; p. 250, VIII.
Andeliacum, p. 14, XX.
Andelliaco (foresta de), p. 66, VII.
Andresello (domus de), apud Meledunum, p. 47, XVI.
Aneriacum, p. 66, VIII.
Aneti (homines), p. 832, XLIII.
—— (castellania), p. 497, XVIII.
Aneto (cheminus de), p. 234, IX.
Angervilla (parochia de), p. 323, IX.
Anglia, p. 64, II; p. 99, XV; p. 122, XII; p. 123, XIV-XV; p. 130, IX; p. 196, III; p. 200, XII.
Angleures, p. 214, VII.
Angulis (boscus de), p. 188, II.
Aniciensis (civitas), p. 35, IX; p. 651, V.
Anisiaco (homines de), p. 469, V.
Anoisia, foresta Regis, p. 401, V.
Antoigniacum, p. 486, V.
Antoigny (homines de), p. 774, XIII.
Anyone (burgus), p. 453, XVII.
Aponville, *vide* Amponville, p. 350, III.
Appamia, p. 881, I; p. 899, XLIV; p. 916, LXXXII.

Apulia, p. 642, XX; p. 720, XVI.
Aqua-Sperta, p. 379, VIII-IX.
Aquarum-Mortuarum (portus), p. 289, XII.
Aquatici (foresta), p. 260, IV.
Aquicenctensis (domus quædam conventus), p. 309, XIII.
Aquila, p. 534, I.
Aquitaniæ (ducatus), p. 332, XVII.
Arbays (castrum de), p. 730, XII.
Ardillieres, p. 126, I.
Ardon, p. 250, I.
Ardone (villa de), p. 267, IV.
Arem-Bachi (villa), p. 539, VII.
Argentolii (territorium), p. 282, III.
Argentolio (homines de), p. 456, XXIII.
Argentonii (villa), p. 572, XV; — (baronia), p. 604, VIII; p. 676, I; — (præpositura), p. 572, XV; — (foresta), p. 585, VII; — (terra), p. 625, XIX; p. 662, V.
Armazangues (castrum de), p. 289, XII.
Arponvilla (homines de), p. 191, VII.
Arrou, fluvius, p. 876, XXI.
Arsillac (territorium de), p. 912, LXXV.
Asneriacum (homines), p. 162, VII; — (communia), p. 738, I.
Assy-en-Meucien, p. 420, VIII.
Astrechiacum, p. 715, II.
Athyes, p. 476, VII.
Attechiaco (villa de), in ballivia Viromandensi, p. 702, XIII.
Attrebatensis (comitatus), p. 686, XXI.
Attrebatensis (ecclesia), p. 238, III; — (porta Coleiæ), p. 319, VI.
Attrebatum, p. 165, XIV; p. 213, IV; p. 318, VI; p. 621, XIV.
Aubertis-Fons, p. 162, VIII.
Aubigniaci, in episcopatu Constantiensi (ecclesia), p. 620, XI.
Aubigniaco (vicus de), p. 395, XII.
Aubigniacum, p. 466, XXII; p. 510, XI.
Auciacum, p. 107, VIII.
Audura, fluvius, p. 316, I; p. 330, XIX.
Aufay (prioratus de), p. 233, VII; — (boscus), p. 184, XVIII; p. 241, X.
Aufergis, p. 27, XV.
Augignac (villa de), p. 278, VII; — (ecclesia de), p. 278, VII.
Augy, in comitatu Nivernensi, p. 387, VII.
Auneaus (foresta des), p. 119, V.
Aureguiacensis (abbatia), p. 633, VII.
Aurelia, *vide* Aurelianum.
Aureliacum, p. 74, XXVIII; p. 140, VI; p. 385, V; p. 681, XIII; p. 712, XXXVII.
Aurelianum, p. 12, X; p. 202, IV; p. 847, XXIV.
Auricasæ (villa), p. 145, III.
Aurilleto (boscus de), p. 829, XXXIV.
Autonna, p. 197, V.
Autye, p. 180, VIII.
Avinpre, p. 114, XXIII.
Avoto (mons de), p. 576, VI.
Avreta (aqua de), 371, XVII.

B

Bailleu, villa, p. 162, VII.
Baillolay, p. 128, VII.
Baimonesche (foresta de), p. 13, XVII.
Baisaium, p. 365, VII.
Bajocum, p. 98, XIV.
Balegniaco (homines de), p. 90, 2.
Balialdini (castrum), p. 343, XIV.
Balsada (castrum de), p. 91, II.
Bancanes (terra de), p. 717, 2.
Bapalmæ, p. 390, XII; p. 725, III.
Barberiacum prope Silvanectum, p. 890, XXXI.
Bardies, p. 83, XVIII.
Bardonvilla (hospitium de), p. 19, XIII.
Bardovilla (manerium de), p. 616, VII.
Baron (boscus de), p. 283, IV.
Barguegniaco (forestella de), p. 151, VII.
Bartele (boscus de), p. 429, XI.
Bartholomæi in Pomeria (nemus), p. 262, VIII.
Bascinvilla, p. 937, XXXI.
Bateilli (homines), p. 191, VII.
Baudoria (porta), Parisius, p. 519, II; p. 847, XXIII.
Baugenciaco (castrum de), p. 164, XII.
Bayllon, p. 942, XLII.
Bazincort (boscus de), p. 159, I.
Beata-Maria Attrebatensis, p. 144, XI.
Beatæ-Mariæ (molendinum), Parisius, p. 372, XVIII.
Beatæ-Mariæ Ambianensis (monasterium), p. 67, X.
Beatæ-Mariæ Aniciensis (ecclesia), p. 778, XX.

Beatæ-Mariæ Cameracensis de Boissies (homines), p. 365, XIV.
Beatæ-Mariæ de Claromonte (ecclesia), p. 84, XIX.
Beatæ-Mariæ de Salis (ecclesia), p. 894, XXXVII.
Beati-Aniani Aurelianensis (ecclesia), p. 490, V.
Beati-Martini de Trou (ecclesia), p. 131, XII.
Beati-Mauritii Turonensis (ecclesia), p. 46, IX.
Beatus-Eligius Noviomensis, p. 112, XXIII.
Beauteiz (villa de), p. 347, XIV.
Becco-Hellonii (homines), p. 882, II.
Beccus, villa, p. 721, XVIII.
Becherel (prata de), p. 74, XXVII; — (molendinum de), p. 877, XXXII.
Becii (castellania), p. 554, XI.
Beelay (boscus de), p. 151, VII.
Bagnovilla, p. 107, VIII.
Beine (nemora de), p. 50, XXVI.
Belencombre, p. 147, VI.
Belismetum, p. 19, XII.
Belismum, p. 88, V.
Bella-Calma (boscus de), p. 214, VII; p. 215, VIII.
Bella-Ecclesia, p. 107, IX.
Bellævallis (territorium), p. 58, XVII.
Bella-Quercu (nemora de), p. 11, VI.
Bella-Quercus, p. 14, XXII; p. 475, IV-V.
Belliere (nemora de la), p. 275, II.
Belli-Cadri (senescallia), p. 529, XI.
Belli-Quadrus, p. 891, XXXIV.
Belli-Joci (terra), baronia, p. 296, V.
Belli-Loci (villa), p. 463, V.
Belli-Montis (comitatus), p. 618, IX.
Belli-Prati (abbatia), p. 709, XXXI.
Bello-Loco (terra de), p. 259, II.
Bello-Monte (territorium de), p. 26, XII; p. 152, VIII.
Bello-Monte-Rogeri (homines prioris de), p. 882, II; — (foresta), *ibid.*
Bello-Puteo (boscus de), p. 38, XIX.
Belluminaris, p. 42, XXXII.
Bellus-Campus, p. 247, VII.
——Locus, p. 114, XXIII.
———— in Nemoribus, p. 115, XXIII.
—— Mons, p. 219, V; p. 858, XV.
———— super Yseram, p. 72, XXIII; p. 405, XIII.
———— Rogeri, 543, XI.
Belsia, p. 164, XIII.
Belvacensium, p. 506, VI.
Belvacum, p. 51, XXXII; p. 210, XIII; p. 325, XI; p. 390, XII; p. 433, IV; p. 445, XXII; p. 467, I; p. 590, XIV; p. 591, XV; p. 621, XIII; p. 670, XIII; p. 739, III; p. 756, X.
Benetum, p. 259, II.
Berancie (foresta), p. 24, VI.
Berbezillum, p. 565, XXIII.
Bercherennoe (prata de), p. 96, X.
Bercheruloe (prata de), p. 204, VII.
Berciaco (terra de), p. 22, I.
Berel (ru de), p. 344, XIV; p. 346, XIV.
Bernai (forteritia de), p. 345, XIV.
Bernesco (mercatum de), p. 918, LXXXV.
Bernesto (mercatum de), p. 224, XI.
Berrevila, p. 403, X.
Bersincoat (nemus domine de), p. 115, XXIII.
Bervillari (homines de), p. 601, IV.
Bestisi (mons de), p. 421, IX.
Beatisiaci (montes), p. 923, VI.
Betencort (nemus domini de), p. 115, XXIII.
Betigni, in castellania Feritatis-Alesiæ, p. 777, XIX.
Bichiaco (terra de), p. 833, XLIV.
Bieria, p. 12, XII; — (homines de), p. 875, XXVIII; — (foresta de), p. 365, VIII; p. 826, XXV.
Bigot (boscus de), p. 147, VII.
Bigorre (comitatus), p. 714, XIV; p. 778, XX.
Biterre, p. 194, XV; p. 899, XLV.
Biterrensis (diœcesis), p. 899, XLV.
Bituri (platea quædam), p. 68, XV; — muri, p. 371, XVII.
Biturice, p. 197, VII; p. 202, III; p. 436, XII; p. 510, XI; p. 544, I; p. 564, XX; p. 615, VI; p. 648, XII; p. 733, XXIV; p. 796, XVI; p. 872, XVIII; p. 902, LII; p. 903, LVI.
Bituricensis (ecclesia), p. 894, XXXVII; — (prepositura), p. 203, V.
Blancafort, p. 104, I.
Blanchaforti (castrum de), p. 557, XV.
Blanchia-Landa (boscus de), p. 7, V.
Blanzac (villa de), p. 640, XIV.
Blavis-Montis (terra), p. 329, XVI; p. 354, X.
Blemardum, p. 443, XI.
Blemart (territorium de), p. 235, XIV.
Blemars, p. 39, XXII.
Blereta, p. 91, I.
Blesensis (comitatus), p. 53, I; p. 141, IX; — (castellania), p. 668, X; p. 913, LXXVIII.
Bleve, p. 179, III.

Bolbiez (homines de), p. 595, VIII.
Bodras (porta de las), in Castro de Turre-Blancha, p. 271, VI.
Boeleto (boscus de), p. 187, IV.
Boillant (monasterium de), p. 227, XVIII.
——— (chemini de), p. 227, XVIII.
Bois (villa dou), p. 344, XIV.
Boissello (villa de), p. 270, IV; p. 729, XI.
Boissiaco (villa de), p. 249, XI; — mercatum, p. 249, XI.
Boissiacum-Membervillare, p. 107, VIII.
Boissies, p. 356, XIV.
Boistavilla, p. 11, VIII.
Boisvilla, p. 36, XII.
Bolencourt (territorium de), p. 367, IX.
Bolenois (le), p. 390, XII.
Bolonia-super-Mare, p. 817, VII.
Bolonie (comitatus), p. 100, I; p. 456, XXI.
Bonavilla-super-Toucham (rustici de), p. 467, XIV.
Bone-Fosse (parochia de), p. 837, LV.
Bone-Vallis (monasterium), p. 235, X.
Bondarreium, p. 411, XX.
Bondoufle (villa de), p. 208, VI.
Bonis-Molendinis (foresta de), p. 526, XIX.
Bonoil (nemus de), p. 114, XXIII.
Bono-Molendino (foresta de), p. 16, XXXIV; 109, XIII.
Bonum-Molendinum, p. 45, VI; p. 109, XIII.
Booloie, p. 346, XIV.
Boonellum, p. 107, IX.
Boouloi (homines de), p. 56, X.
Borboniensis (baronia), p. 554, XI.
Bordelie (castrum), p. 940, XLI.
Bordi (foresta), p. 200, XI; p. 253, V.
Berroa, p. 780, XXV.
Bosci-Bigot, bosci, p. 179, VI.
Bosco-Communi (homines de), p. 191, VII; p. 889, XXVIII.
Bosco-Galcheri, in Byeria (nemus de), p. 101, IV.
——— Girardi (homines de), p. 191, VII.
——— Regis (homines de), p. 359, II; p. 875, XXVIII.
Boscus de Essartis, boscus, p. 218, II.
——— Ogerii, p. 29, V.
——— Tegeri, p. 11, V; — foresta, p. 884, VII.
Bosoger (foresta de), p. 163, IX.
Bouffesis, p. 254, VIII.
Bougleniacum, p. 214, VII.
Bourre (pons de), p. 103, VIII.
Brageriacum, p. 525, XVIII; p. 539, IX.
Braia, villa, p. 107, VII; — (terra de), p. 594, V.
Braii (villa), p. 551, II.
Braio-super-Sommam (villa de), p. 575, II-IV; p. 640, XV; p. 771, VII.
Bramicort (aqua de), 193, XIII; — (boscus de), p. 56, VIII.
Brayum super Sommam, p. 629, XXIV.
Breau (le) de Fonte-Bliaudi, p. 259, I.
Breoval (burgenses de); — (castellania de) p. 25, X; — (homines de), p. 832, XLIII.
Bretelo (boscus de), p. 15, XXXI.
Bretenisco (majoria de), p. 292, I.
Bretenor (villa de la), p. 729, X; p. 763, XXVI.
Bricedi-Curia (homines de), p. 53, XI.
Brieriis (foresta), p. 144, I.
Briot, p. 108, X.
Britannia, p. 312, XVI.
——— nemus, p. 183, XVI.
Britolii (præpositura), p. 5, VII; — (foresta), p. 189, I; 223, VIII.
Brivatensis villa, p. 406, XIV; p. 904, LX; p. 905, LXI; — (homines), 885, XLI; — (ecclesia), p. 905, LXII.
Brivensis villa, p. 13, XIX; p. 280, VI; p. 617, VIII.
Briveron, p. 345, XIV.
Brocelle (la), p. 359, I.
Brocia (hosci de), p. 78, V.
Brocia-Feraudi, p. 126, I.
——— Francha, p. 125, I.
Brocona, p. 547, XI.
Brolio juxta Medontam (homines de), p. 25, IX.
——— (nemus de), p. 324, X.
Brotona, foresta, p. 523, XIII.
Brueil (villa de), p. 114, XXIII.
Brueria, p. 250, I; p. 383, I.
Brueriis (majoria de), p. 431, XXVI.
Bruerre (pons), p. 91, I.
Bruges, p. 914, LXXXI.
Bruieres (territorium de), p. 266, III; — (homines de), p. 644, III; p. 645, VI.
Bruile (le), nemus, p. 115, XXIII.
Bruis (foresta de), p. 49, XXIV; p. 522, XII.
Brunaci (castrum), p. 861, XXIII; — superius, p. 788, XL; p. 799, III; p. 830, XXXV; — inferior, p. 788, XL.
Brunacum, p. 310, XV.

Brya (homines de), p. 9, XXI.
Bucco-Rotundo (nemus de), p. 96, X.
Buffieres, villa, p. 620, XII.
Bunou, p. 107, VIII.
Burdigala, p. 499, XXII.
Burgundia, p. 876, XXX.
Burgus-Sancti-Johannis, terra, p. 95, IX.
Burnacum, p. 214, VII.
Busardiere (nemus de la), p. 241, p. 354, XI.
Busco-Rotundo (nemus de), p. 204, VII.
Buscus-Comitis, p. 217, II.
Busencort (nemus de), p. 49, XXII.
Busseium en Paele, castrum, p. 700, X.
Busso, p. 129, VII.
Buygnacum, p. 129, VII.
Buzacum, *vide* Brussacum.
Byaumers, p. 21, XX.

C

Caanche, p. 130, VIII.
Cadomi (ballivia), p. 632, IV; p. 704, XVII; — (prepositura), p. 417, I.
Cadomum, p. 280, XI; p. 632, IV; p. 656, X.
Callouvel, p. 611, XX.
Calniaco (communia de), p. 431, XXIV; — (territorium de), p. 563, XVI.
Calniacum, p. 954, XLV.
Calvi-Montis (portus), p. 7, VI; p. 124, XVI; p. 125, XVI.
Calvus-Mons, p. 15, XXVII; p. 179, V; p. 219, V; p. 567, III; p. 657, XVII.
Calvus-Mons super Sequanam, p. 124, XVI.
Cameracum, p. 356, XIV; p. 390, XII; p. 815, III.
Campanie (comitatus), p. 343, XIV.
——— (feoda), p. 510, XI.
Campaniis (villa de), p. 217, II.
Campanis (homines de), p. 217, II.
Campastura (vinea de), p. 153, IX.
Campelli, p. 254, X.
Campellis (domus sita in), p. 762, XXII.
Campiguoles, p. 21, XX.
——— (domus), p. 31, XVI.
Campis (homines de), p. 9, XXI.
Campus-Foreste, terra, p. 80, XI.
Campus-Herberti, p. 49, XXII.
Canegandu (molendinum de), p. 15, XXXIII.
Canonica (villa de), p. 238, IV; p. 280, XII.
Caos (molendinum de), p. 128, VII.
Capella, p. 368, XII; — (homines de), p. 15, XXVIII; p. 138, II; p. 888, XXII.
Capella-Audæ, p. 341, XIII.
Capella-Igerii, p. 384, II.
Caprosia (castellania de), p. 330, XVIII.
Carcassona, p. 317, IV; p. 462, IX; p. 944, XLV.
Carcassone (senescalcia), p. 139, III; p. 470, VIII.
Carcassonensis (ecclesia), p. 919, LXXXIII.
Cari-Loci (homines), p. 457, XXV; p. 782, XXIX.
Carmier (la bonne du), p. 344, XIV.
Carnotensis (comitatus), p. 832, XLIII.
Carnotensis capituli (claustrum), p. 58, XVIII.
Carnotum, p. 106, VI; p. 354, IX; p. 409, XIX; p. 436, X; p. 633, VI.
Carronica (villa de), p. 92, II.
Cartegni (terra de), p. 171, XII.
Cartilli, p. 113, XXIII.
Casneto (silva de), p. 747, XXI.
Castanetum, p. 4, III; p. 793, IX.
——— de Taverniaco, boscus Regis, 209, IX.
Castellon, p. 200, XII.
Castilionis super Yndriam (homines), p. 564, XX.
Castre, p. 775, XVI.
Castri-Duni (vicecomitatus), p. 490, VI.
Castri-Dunum, p. 202, IV.
Castri-Eraudi (vicecomitatus), p. 717, IX.
Castri-Novi (homines), p. 224, XII; p. 401, Y.
——— (castellania), p. 691, XXX.
Castri-Radulphi (castellania), p. 664, VII.
Castris, subtus Montem-Letherici (homines de), p. 792, VI.
Castrum-Lucii, p. 681, XIII; p. 688, XXV-XXVI; p. 724, XXIII.
Castrum-Nantonis, p. 91, I; p. 537, VI; — (homines), p. 888, XXII.
Castrum-Novum, p. 33, III, p. 127, VI, p. 379, IX; p. 871, XIII.
Castrum-Novum, in Pertico, p. 364, VI.
Castrum-Novum Turonense, p. 116, I.
Castrum-Radulphum, p. 18, XI; p. 95, VII; p. 488, II; p. 548, XIII; — (terra domini), p. 257, XIV; — (castellania), p. 548, XIII.
Castrum-Therrici, p. 298, VIII.

Casulis (castrum de) Biterrensis diœcesis, p. 942, XLIV.
Catellio, p. 264, VI.
Cathalaunum, p. 268, I.
Caturcensis (diœcesis), p. 477, IX; p. 681, XIII; 785, XXXIV.
Caturcum, p. 835, L.
Cauda-de-Bochy, nemus, p. 113, XXIII.
Cauly, p. 239, VI.
Caumont, p. 129, VIII.
Cauniacum, p. 92, III; p. 552, III.
Cella, p. 14, XXIII.
Cenomanum, p. 132, XII.
Centiconio (homines de), p. 337, VII; p. 809, XXVI; — (stagnum de), p. 337, VII.
Centiconium, p. 540, X; p. 718, XIII; p. 719, p. XIV.
Centiquonio (homines de), *vide* Centiconio.
Cergiaco (territorium de), p. 812, XXXIV.
Cerniaci (villa), p. 557, XVIII.
Cesaris-Burgi (castrum), p. 50, XXIV.
Cesy (villa de), p. 837, LV.
Ceys, p. 895, XXXIX.
Cez (domus de), p. 692, XXXIII.
Chaalete (boscus de), p. 40, XXVI.
Chalan, p. 259, III.
Chalemellum, p. 831, XXI.
Challiacum, p. 343, XIV.
Chally (homines ville de), p. 144, I.
Chalon (mercatum), p. 11, IV.
Chalou (homines de), p. 6, II.
Chamblinci (major et communitas), p. 6, XV; Chambliaco (homines de), p. 217, II.
Chambon (boscus de), p. 191, VII.
Chamborciaco (homines de), p. 515, III.
Chambreie, p. 301, XII.
Champaignes (villa de), p. 113, XXVII.
Champ-Geart, p. 345, XIV.
Champegni, p. 428, XIX.
Champelet (villa de), p. 344, XIV.
Champigniacum, p. 219, V.
Champrost (homines de), p. 10, I.
Chantou (molendina duo), p. 391, XVII.
Chantrus (prioratus de), p. 198, XIII.
Chapetum, p. 248, IX.
Charentoniun, p. 750, XXVI.
Chartenio (pons de), p. 293, I.
Chastel-Belsunt, p. 344, XIV.
Chastres, 228, XIX.
Chatigniscum, p. 292, I.
Chaton (villa de), p. 232, V.
Chaucerii (decima), p. 377, V.
Chaucin (via), p. 344, XIV.
Chaucinicum, villa, p. 186, II; p. 583, II.
Chaufor (prioratus de), p. 696, III.
Chauvery, p. 122, XIII.
Chavernaio (villa de), p. 353, IX.
Chavilla (homines de), p. 4, V.
Checiaco (homines de), p. 458, II.
Cheene-Verse, p. 359, I.
Chenaya (boscus de), p. 28, V.
Cherisiacum, p. 240, VII.
Chesana (molendinum de), p. 42, XXIII.
Chere (parochia), p. 40, XXVII.
Chevremont (guagneria de), p. 229, X.
Chinon (foresta de), p. 428, XVII.
Chinone (castellania de), p. 69, XVII.
Chirac, castrum, p. 507, VIII.
Chiriaco (castrum de), p. 91, II.
Choegne (homines parochiæ de), p. 188, XVI.
Cienon (villa de), p. 611, XX.
Cignio (domus de), p. 648, XII.
Clarencinci (villa), p. 600, I.
Clari-Montis (comitatus), p. 706, XX.
Clariacum, p. 799, V.
Claro-Fonte (ecclesia de), p. 831, XI.
Claro-Monte (castrum de), p. 542, XVI.
Claromontensis villa, in Belvacensino, p. 856, XIII; — homines ejusdem, p. 887, XVIII.
——— (episcopatus), p. 681, XIII.
Clarus-Mons, p. 265, II; p. 168, V; p. 417, II; p. 471, XII; p. 662, II.
Claustrum Sanctæ-Oportunæ, platea sita Parisiis, p. 121, IX.
——— Beatæ Mariæ de Salis, in Bituricensi civitate, p. 168, IV.
Clemfont en Oise, p. 344, XIV.
Cliçon (castrum de), p. 479, XIV.
Climchamp (vavassoria de), p. 123, V.
Climchampens, p. 127, IV.
Cloies, p. 433, III.
Clues (castrum de), p. 502, XXVIII.
Cluniacum, p. 873, XX.
Cochereau, p. 309, XIV.
Colche, p. 167, II.
Coleville (parochia de), p. 307, II.
Colisetus, p. 893, XXXV.
Colomeinville, prioratus abbatis Bonæ-Vallis, p. 483, XIX.
Colomiers (parcus de), p. 751, II.
Columbe-Villario (villa de), p. 128, VII.
Columbes (ballivia de), p. 683, XV.

Columbiers (nemus de), p. 226, XIII.
Combraliæ (baronia), p. 699, IX.
Compendiense monasterium (Sancti-Cornelii), p. 236, I; p. 859, XIX.
Compendii (pons), p. 519, I.
Compendium, p. 239, VI; p. 473, XVIII; p. 506, V; p. 519, I; p. 522, X; p. 530, X; p. 538, III; p. 539, VIII.
Compendium, p. 739, II; p. 853, V.
Conada, villa, p. 185, XIX.
Conche, p. 189, I.
Conchis de Cavaignes (les), nemus, p. 113, XXIII.
Conchis-Sancti-Clementis (les), p. 113, XXIII.
Concorlio (domus de), p. 8, XV.
Condeto (homines de), p. 162, VIII.
Condetum, p. 242, II; p. 301, XI.
Constantiæ (diœcesis), p. 837, LV.
Constantiæ (portus), p. 15, XIX.
Constantiensis (ballivia), p. 533, XX; — (sergenteria), p. 8, XIII; — (ecclesia), p. 328, XIII.
Conte (villa le), p. 344, XIV.
Contesse juxta Mellentum, p. 102, VI.
Corbeia, p. 204, VI; p. 390, XII; p. 506, V; p. 589, XII; p. 641, XVI-XVII; p. 646, IX; p. 821, XV; p. 875, XXVII.
Corbeniacum, p. 374, I.
Corbilium, *vide* Corbolium.
Corbolii (castrum), p. 208, VI.
Corbolio (castellania de), p. 107, VIII; p. 208, VI.
Corbolium, p. 103, VIII; p. 175, IV; p. 180, IX; p. 828, XXXIII; 865, XXXIII.
Corbonesium, p. 491, VII.
Corboneti (viaria), p. 139, IV.
Corbonetum, p. 19, XII.
Corcellis (homines de), p. 191, VII.
Corceyvilla, p. 510, XI.
Cordoast (forteritia de), p. 345, XIV.
Corgocant, p. 104, I; — (castrum de), *ibid.*
Cormeliis (homines de), p. 597, XII.
Cormena, p. 91, I.
Cormeriacum, p. 252, IV.
Cormeriacensis (abbatia), p. 585, VIII.
Cornillaz-lès-Parisius, p. 372, XVIII.
Corspalai, p. 344, XIV.
Cortaneri (forteritia de), p. 345, XIV.
Corterrie (homines de), p. 774, XIII.
Corteveis (castrum de), p. 234, VIII; p. 645, VIII.
Cortremant, p. 214, VII.
Corz, p. 691, XXX.
Couchis (homines de), p. 600, III.
Couciaci (communia), p. 205, I.
Coudre (boscus de la), p. 191, VII.
Coustore-Abbatis, p. 162, VIII.
Courmissiaco (garenna de), p. 331, XXI.
Cousterelles (fossa de), p. 344, XIV.
Crassa, p. 271, V.
Crasvilla, p. 223, IX.
Cravento (nemora de), p. 69, XVII.
Credolii (castrum), p. 79, V.
Credolio (homines de), p. 887, XVIII.
Credolium, p. 546, X.
Credona (castrum de), p. 91, II.
Credulium, p. 262, VIII.
Credulli (homines), p. 192, IX.
Creci, p. 345, XIV.
Creus de Boverosches (les), nemus, p. 114, XXIII.
Creve-Cuer (bosci de), p. 344, XIV.
Crievecuer (castrum de), p. 439, I.
Criquetot, p. 188, I.
Crispiaci (castellania), p. 726, IV.
———, in Landunesio (homines), p. 545, V.
Crispiaco (domus de), p. 286, IX.
Crispiacum, p. 228, XVIII; p. 420, VIII; p. 520, IV; p. 555, XII; p. 628, XIII; p. 888, III.
——— in Valesio, p. 933, XXV.
Crociacum, p. 388, IX.
Croisie (via), p. 344, XIV.
Crois en Brie (pons de la), p. 345, XIV.
Croseio (boscus de), p. 902, LIV.
Crot (foresta de), p. 70, XX.
Crotais, para foresta Drocensis, p. 361, II.
Crotee, p. 346, XIV.
Crotoy (foresta de), p. 680, XII.
Croucele (la), p. 344, XIV.
Cruce-Quarterii (cheminus de), p. 103, VIII.
Cruce-Sancti-Audoeni (homines de), p. 529, VIII.
Cruces, p. 12, VIII.
Crux de Boverosches, p. 112, XXIII.
Cubon (nemus de), p. 49, XXII.
Cuisia (foresta), p. 282, II; p. 391, XIV; p. 394, XIX; p. 408, XVII; p. 421, IX; p. 705, XIX; p. 851, I; p. 853, V.
Cuny (territorium de), p. 160, III.
Cupre (vallis de), p. 723, XXII.
Cusiaco (homines de), p. 8, XIV.
Cusiæ, *vide* Cuisia.

Cay, in Normannia (homines de), p. 860, XX.
Cygne (terra de), p. 400, III.
Cynerieres, p. 289, VI.
Cyrri (bosci de), p. 226, XV.

D

Dammart, p. 474, III.
Dampierre, p. 126, I.
Daynvilla, p. 29, IX.
Defensorum Sancti-Germani (boscus), p. 136, VII.
Deppa, p. 676, XXII.
Devise (quercus de la), p. 345, XIV.
Diane-Silvæ (boscus), p. 57, XIII.
Doittum-Perros, p. 24, VI.
Doiz (les) de Fonte-Bliaudi, p. 359, I.
Domibus in Pontivo (villa de), p. 25, VIII.
Domus-Dei de Bella-Quercu, p. 475, IV.
——— Compendiensis, p. 903, LV.
——— de Medonta (granchia), p. 96, X.
——— de Merloto, versus Cabillonum, p. 563, XV.
——— Parisiensis, p. 9, XXI; p. 273, VIII; p. 280, XI; p. 348, VI; p. 520, II; — (terra), p. 347, III.
Domus Simonis de Altisiodoro, Parisiis, p. 121, IX.
Donzinchum, p. 79, VII.
Dorllens, p. 174, II.
Douelli (homines de), p. 48, XIX.
Donincho (domus Templi de), p. 79, VII.
Dreuel (bosci de), p. 834, III; p. 776, XVII; — (homines de), p. 10, I.
Droce, p. 180, VII.
Drocensis (foresta), p. 361, II.
Droyssi, p. 125, I.
Druisiacum, p. 917, LXXXIV.
Druysi (villa de), p. 129, VII.
Duaco (homines de), p. 404, XII.
Dullendii (castellania), p. 764, XXIX.
Dumum, p. 301, XI.
Dumum-Majoris, p. 127, VI.
Dunensis (villa), p. 606, XII; — (castellania), p. 729, XI.
Duni-Regis (vineæ), p. 606, XII; — (villa), p. 902, LIII.
Dunum, p. 52, XXXVIII.
Duobus-Canibus, sive Dos-Chans (castrum de), p. 911, LXXIV.
Duriaco (homines de), p. 537, II.
Dyans, p. 179, III.
Dyes (villa de), p. 420, VII.
Dymont (territorium de) (villa de), p. 521, IX; p. 740, V.
Dynani (terra), p. 624, XVII.
Dynanni, in Britannia (terra), 670, XIV.

E

Ebroicensis (comitatus), p. 53, II; — (episcopatus), p. 733, XXIII; — (foresta), p. 80, IX; p. 122, X.
Eduensis (villa), p. 876, XXX.
Eglisolis, p. 14, XXIII.
Eisenvilla, p. 328, XV.
Eligii, majoris de Erchiu (terra), p. 386, VI.
Engolismense (castrum), p. 854, VIII.
Engolismensis (comitatus), p. 230, II; p. 263, X; p. 855, IX.
Engolismum, p. 854, VIII.
Equicuria, p. 128, VIII.
Erarvilla (terra de), p. 717, XI.
Ermenovilla, p. 650, III.
Errout, p. 11, IV.
Escharantilliacum, p. 745, XVII.
Escherolis, p. 220, V.
Escornepent, p. 344, XIV.
Escuir, p. 21, XX.
Escurolez, p. 628, XXIII.
Escuvilla, p. 113, XXIII.
Esiata, foresta, p. 820, XIV.
Esmalevile, p. 211, XV.
Esna, p. 506, VI.
Espargne Meiaile, domus, p. 327, XII.
Espinolio (homines de), p. 56, X; p. 483, XX.
Esseii (castellum), p. 324, X.
Estrepengniaco (homines de), p. 195, I.
Ethe, aqua, p. 145, II.
Equicuria, p. 128, VII.
Essona, p. 126, II.
Esui (homines de), p. 102, VII.
Evahonium, p. 685, XX; p. 699, IX.
Evera-Castro (homines de), p. 901, XLIX.
Everæ (castrum), p. 718, XI.
Evra-Castro (homines de), p. 824, XX.
Exoduni (præpositura), p. 203, V.

F

Fagus-Galteri, nemus, p. 411, XXI.
Falesia, p. 441, II; p. 463, III; p. 895, XXXVIII.
Fara, villa, p. 545, V.
Farners, p. 770, VI.
Fauquemberg, p. 390, XII.
Faveroles, granchia, p. 310, XIV.
Fay, in parochia de Sancto-Felicio, p. 21, XVII.
Fayaco (homines de), p. 333, I.
Fenix, p. 227, XVIII.
Feritas-Aelisii, p. 281, I; p. 758, XV.
Feritas de la Lopiere, p. 662, V.
Feritas-Mathæi, p. 207, IV; p. 774, XIII.
Feritas-Milonis, p. 476, VIII; p. 627, XXII; p. 810, VII.
Feritas-Neberti, p. 313, XVII.
Feritate (villa de), p. 103, VIII; p. 594, VI.
Feritate-Aelidis (castrum de), p. 479, XIII.
Feritate-Milonis (capella Domus-Dei de), p. 192, XI.
Feritatis (castellania), p. 103, VIII.
Ferraria (villa de), p. 908, LXVI.
Ferrariis (baronia de), p. 27, II; p. 908, LXVI; — (villa de), p. 39, XXIV.
Ferriere (homines de la), p. 430, XXII.
Feucherolles (domus Templi de), p. 468, IV.
Figiacenses, p. 68, XIV.
Figiacum, p. 14, XXI; p. 487, VII.
Filiarum-Dei Carnotensium (domus), p. 322, VIII.
Firmitate-Milonis (homines de), p. 85, I; p. 86, II.
Flagiaci (villa), p. 614, V; — (prepositura), *ibid.*
Flandria, p. 357, XVI.
Flandriæ (comitatus), p. 52, XXXV.
Flaemont, p. 11, VIII.
Flasca juxta Creciacum, p. 386, VI.
Flavigniacum, p. 134, I.
Floreium, p. 275, II.
Florentiacum, p. 505, III.
Florentiaco (terra de), p. 148, II.
Floriaco (homines de), p. 182, XIV.
Foilladum, p. 15, XXVI.
Foilletis (boscus de), p. 216, VII; p. 215, VIII.
Foilletum juxta Corbeiam, p. 641, XVI; p. 672, XVII.
Foilleus (villa de), p. 204, VI; p. 593, IV.
Foilloy, p. 883, IV.
Folembray (parcus de), p. 225, XIII.
Foleret de Aneto (molendinum de), p. 25, X.
Folletum, p. 269, II; p. 486, VI.
Folloi (villa de), p. 25, VII; p. 744, XV.
Folonia (silva de), p. 747, XXI.
Foncien (castrum de), p. 549, XVI.
Fontanetum, p. 11, VIII.
Fontanis (villa de), p. 51, XXX.
Fonte-Bliaudi (homines de), p. 359, I; p. 530, IX.
Fontenecio, in Bria (villa de), p. 179, IV.
Fontibus (prioratus de), p. 169, VII.
Foresta-Major, p. 217, I.
Forestæ (villa), p. 753, VI.
Foret (homines de), p. 48, XIX.
Forisiensis (comitatus), p. 700, X; p. 827, XXIX; p. 877, XXX.
Forniers (terra de), p. 473, XVII.
Fossa-Fescheline, p. 234, IX.
Fossatis-de-Luegne (nemora de), p. 127, VI.
Fossatum-Medium, locus, p. 114, XXIII.
Foucherie, p. 108, X.
Foylons (nemus de), p. 51, XXIII.
Fraisneio (villa de), p. 848, XXVI.
Francharum-Vallium (monasterium), p. 286, XI.
Franchivilla, p. 47, XIV.
Fraxinis (villa de), p. 336, V.
Fresnaii, in Belvacesino (villa), p. 870, XII.
Fresneuse, p. 305, VI.
Fresnosa (terra de), p. 123, XV.
Fretoy (le), nemus, p. 113, XXIII.
Frigidi-Montis (abbatia), p. 859, XVIII.
Frigido-Puteo (granchia de), p. 444, XVII.
Frontaio (domus Templi de), p. 67, XII.
Fulcherolis (nemus de), p. 262, VIII.

G

Gaaguy (prioratus de), p. 318, V.
Gabanohla (molendinum dictum), p. 271, VI.
Galardon, p. 365, VI; p. 822, XVI.
Gambo, rivus prope Andeliacum, p. 14, XV.
Garchiaco (sergenteria de valle de), p. 16, XXXV.

Girenna, Sarina, p. 675, XXII.
Girini (brocia), p. 30, X.
Gispalleria, p. 70, XIX.
Gispennes, p. 128, VII.
Gastinesii (terra), p. 858, XVI. — Gastinesium, p. 901, XLIX.
Gastina (villa de), p. 346, XIV.
Gasto (terra de), p. 122, XII.
Gaudreneval, p. 125, I.
Gaufridi de Sergines (bosci), p. 345, XIV.
Gemeticensis abbatiæ (homines), p. 124, XVI.
Genebrila (castrum de), p. 91, II.
Generiæ (foresta), p. 761, XXI.
Genestei (campus dou), p. 130, IX.
Geniviler, portus Sequanæ, p. 301, XII.
Gentiaci (castrum), p. 533, XVII.
Genitaco (castellum de), p. 498, XXI.
Gentilliacum, p. 210, XII.
Georgii (dumus), p. 377, V.
Geres (terra de), p. 64, II.
Gevrine, p. 214, VII.
Gienio (homines de), p. 939, XXIV.
Giennii (pedagium), p. 755, IX.
Giennum, p. 72, XXII.
Gienvilla, p. 17, III.
Gimello (castrum de), p. 320, VII.
Gimetium, p. 536, III.
Giphio, p. 721, XXXV.
Giroucort, p. 197, V.
Gisiacum, p. 11, VIII; p. 56, IX.
Gisonvilla, p. 107, VIII.
Gisortium, p. 566, III; p. 657, XVII.
Givri (mergie de), p. 344, XIV.
Glavyon, fossatum civitatis Peronensis, p. 13, XVIII.
Glocio (terra de), p. 123, XIV.
Glocium, p. 123, VIII.
Goart, vallis, p. 215, VIII.
Gonin, hostisia, p. 250, XII.
Goi (villa de), p. 434, VI.
Gondrevilla, p. 363, IV.
Gonesse (villa de), p. 74, XXVII.
Goniex (homines de), p. 162, VII.
Gonssemvilla, p. 92, IV.
Gordonium, p. 864, XXX.
Gornaio super Harondam (homines de), p. 886, XV.
Goveyo (homines de), p. 139, V.
Govinz, p. 140, V.
Grande-Puteum, p. 285, VII.
Grandelayn (homines de), p. 553, VIII.
Graolletti (castrum), p. 944, XLV.
Graoulletto (villa de), p. 77, I.
Grassa, p. 900, XLV.
Gratoil (nemus de), p. 113, XXIII.
Gredone (castrum), p. 92, II.
Gresiæ (castrum), p. 507, VIII; p. 911, LXXIV.
Gresie, p. 15, XXXVI.
Gressio (homines de), p. 876, XXIX.
——— (molendinum de), p. 15, XXVIII.
Grisiaco (homines de), p. 828, XXXII.
Guerrevilla, p. 28, III.
Guiardi-Foby (dumus), p. 377, V.
Guidonis de Genly (nemus), p. 115, XXIII.
Guierencurium, p. 11, VIII.
Guignescort (terra de), p. 262, VIII.
Guisiæ (castellania), p. 831, XL.
Guillelmi-Mesnilio (villa de), p. 853, IV.
Guoberti de Libermont (nemus domini), p. 115, XXIII.
Guysia (castellania de), p. 309, XIII; p. 650, III; p. 725, III.
Gymel (castrum de), p. 284, VI.

H

Hacquevilla, p. 253, V; p. 100, II.
Haia (homines de), p. 78, V.
Halata (foresta de), p. 93, VI.
Halois (nemus des), p. 114, XXIII.
Halons, p. 114, XXIII.
Ham, p. 112, XXIII; p. 753, V.
Hamellum, p. 130, IX.
Haneto (boscus de), p. 181, XI.
Hangestum, p. 426, XIV.
Haquevilla, *vide* Hacquevilla.
Haranguiere (ecclesia de la), p. 649, II.
Harbonieres, p. 550, XVIII.
Harchemont (villa de), p. 81, XIII.
Hardone (homines de), p. 644, III.
Hardouvalle (grangia de), p. 260, IV.
Hareflue (villa de), p. 300, X.
Haterel, boscus, p. 191, VII.
Hatyes, p. 727, VI.
Haumal (villa de), p. 115, XXIII.
Hautefeulle, p. 344, XIV.
Haya de Aguilon, p. 170, X.
Haynerimont (cheminus de), p. 363, III.

Hellebuef (manerium de), p. 783, XXXI.
Herbauvillare, p. 107, VIII.
Herchieu (villa de), p. 118, XXII.
Herocort, p. 223, X.
Hermencort, p. 239, VI.
Herovilla, p. 333, II.
Hetii (magna foresta), p. 367, IX.
Hesdino (castellania de), p. 144, X.
Hesiaco (homines de), p. 178, I.
Hesna, fluvius, p. 868, VI.
Hesquitot (terra de), p. 610, XIX.
Hez (foresta de), p. 80, VIII; p. 282, VIII; p. 789, I.
Hombleus, p. 41, XXI.
Honneu, prope Sanctum-Richarium, p. 918, LXXXIV.
Hospitelers (stagnum ss), p. 348, XIV.
Houdeinvilla (homines de), p. 178, II.
Houseio (villa de), p. 35, XI — (nemus), p. 46, XII.
Houteville (bosci de), p. 207, V; p. 211, XIV.
——— (parochia de), in vicecomitatu Ebroicensi, p. 207, V.
Huelin (pons), p. 191, V.
Humetis (terra de), p. 548, XIV.
Huuocurtense (monasterium), p. 889, XXVI.
Huriacum, p. 342, XIII.

I

Ibreium, p. 330, XIX.
Ierre, fluvius, p. 345, XIV.
Insula (villa de), p. 217, II; p. 914, LXXXI.
Islotum, p. 125, I.
Ismouse (mansus de), p. 92, II.

J

Jaiacum, p. 15, XXVI.
Janua, civitas, p. 891, XXXIV.
Jarietum super Arvam, p. 126, I.
Jarniacum, 193, XII.
Jaux, p. 239, VI.
Johannis dou Brueil (stagnum), p. 345, XIV.
Johannis Poquet (nemus), p. 113, XXIII.
Joiacum, p. 96, X; p. 204, VII.
Jonqueriis (terra de), p. 473, XVII; — (villa de), p. 839, II.
Junccis (homines de), p. 644, III.
Junieux (via de), p. 344, XIV.

K

Kaagnet (molendinum de), p. 4, IV.
Karitate (ecclesia de), p. 183, XVI; p. 718, XIII; — (villa de), p. 878, XXXIV.
Karoli-Loci (abbatia), p. 138, II.
Karolivanna, p. 363, V.
Karrofio (castrum de), p. 647, XII.
Karum-Locum, p. 97, XI; p. 909, LXX; — prioratus, p. 884, IX.
Kenne (terra de), p. 118, III.
Kenseia de Normanvilla, p. 211, XV.

L

Lacum vivarium, p. 111, XIX.
Lacey, p. 774, XIII.
Ladito (villa de), p. 251, II.
Lagio (foresta de), p. 468, II; p. 874, XXIII.
Lainevilla, p. 214, VII.
Lande de Goul, p. 47, XIV.
Lande-Putride (foresta), p. 5, XIII; p. 369, XIII.
Landeroveisim, villa, p. 124, XXIII.
Langest (terra de), p. 8, XII.
Lansioc (parochia de), p. 294, II.
La Planche de Meve, p. 118, XXIII.
Larderie, p. 105, III.
Lasnac (villa de), p. 399, II.
Latigniacense monasterium, p. 474, III.
Latornac, p. 15, XXVI.
Laudunensis (communia), p. 803, XV.
——— (turris), p. 860, XXII.
Laudunum, p. 183, XV; p. 187, V; p. 372, XII; p. 443, XIII; p. 495, XIV; p. 519, XI; p. 545, VI; p. 554, VIII; p. 594, VI; p. 622, XV; p. 752, IV; p. 769, IV; p. 770, V; p. 798, I; p. 803, XV; p. 839, IV; p. 860, XXII.
Launoi, p. 344, XIV.
Laya (foresta de), p. 54, III; p. 514, II.

Le Chiefresne (parochia), p. 40, XXVIII.
Legue (nemora de la), p. 435, VII.
Leillac, villa Templariorum, p. 645, VII.
Lemovicense (castrum), p. 706, XIV.
Lemovicensis (diœcesis), p. 477, IX; p. 785, XXXIV.
Lemovicinium, p. 320, VII; p. 681, XIII.
Leonibus (foresta de), p. 7, VII; p. 10, III, p. 12, XI; p. 17, VII; p. 45, VII; p. 56, X; p. 80, XI; p. 195, I; p. 240, VIII; p. 465, VIII; — (castrum de), p. 18, VII.
Lesperon, p. 277, V.
Leudevilla, p. 353, VIII.
Ligeris, fluvius, p. 51, XXXIII; p. 813, XVII; p. 393, XVII, p. 876, XIX.
Limaium, p. 11, VIII.
Limeil, p. 14, XXIV.
Limeri (boscus de), p. 56, VIII.
Lisiacum, p. 376, IV.
Lisinis (ulmi de), p. 343, XIV.
Livernais, p. 42, XXXII.
Liviegni (villa de), p. 344, XIV; — (boscus de), p. 344, XIV.
Livron (ru de), p. 345, XIV.
Lescha juxta Ballolium, in comitatu Bellimontis, p. 54, V.
Leycestrensis (comitatus), p. 308, XII.
Loche, villa, p. 169, VIII; p. 521, VIII.
Lochiis (foresta de), p. 463, V.
Loci-Restaurati (vivarium), p. 106, V.
Locus-Dei de Fraxino, p. 104, I.
Loogniaco (turris de), p. 264, XI.
Londe (foresta de la), p. 173, III.
Longevilla, p. 174, II.
Longo-Jumello (nemestum de), p. 249, XI.
Longum-Jumellum, p. 249, XI.
Lopa, p. 177, VII; p. 673, XIX; p. 720, XVII.
Lorde (castrum de), p. 778, XX.
Lormont, p. 881, XXXVII.
Lorriaci (homines), p. 18, X; p. 91, I; p. 375, III; p. 887, XXII; p. 901, XLIX. ——— (castellania), p. 158, VIII; — (castrum), p. 210, XX; — (burgesia), p. 885, XI.
Lorriaco, in Boscagio (homines de), p. 552, V; — (prioratus de), p. 235, X.
Lorriacum, p. 127, VI; p. 235, X; p. 535, II; p. 871, XIII.
Loubeley, p. 328, XIV.
Loodunum, in Turonia, p. 528, V.
Loumay, p. 124, XXIII.
Lous, villa, p. 402, VI.
Loutelerie (sergenteria de), p. 303, II.
Louveciennes, p. 26, XI.
Lucigne (fossata de la), p. 91, I.
Lugdunum, p. 933, XXIV.
Lugny, p. 277, V.
Luiron (ru de), p. 344, XIV.
Luppa, aqua, p. 214, VII.
Luyli (domus de), p. 276, IV.
Luylli, p. 751, III.
Lymors, p. 852, III.
Lyon, in ballivia Cadomi, p. 487, XIV.
Lyra (abbatia de), p. 58, XVI.
Lys, p. 229, XI; — (homines de), p. 771, VIII.

M

Maceium, p. 500, XXIII.
Machellum, p. 154, I; p. 166, VII.
Magniacum, in Vulcassino, p. 803, XIV.
Magni-Ponti Parisius (scambia), p. 735, XXVII.
Maignavilla, p. 96, X.
Maignevile (terra de), p. 610, XII.
Maisiaus (les), locus quidam, p. 41, XXX.
Majoris (dumus), p. 377, V.
Malassis (homines de), p. 852, III.
Mala-Noa (homines de), p. 9, XVI.
Malo-Voisine (manerium de), p. 524, XVII.
Malleis (vicus de), apud Attrebatum, p. 244, IV; p. 395, XXI; p. 715, IV.
Malliacum, p. 748, XXII.
Malo-Nido (foresta de), p. 19, XIII.
Malo-Pertuso (silva de), p. 747, XXI.
Malo-Repastu (boscus de), p. 176, V.
Maneaca, p. 219, V.
Marcheisvilla, p. 177, VII.
Marchesius-Niger, p. 53, I.
Marchesner (castellania castri de), p. 141, IX.
Marchesnoir (castellania de), p. 270, IV.
Marchesville, p. 673, XIX; p. 720, XVII; p. 811, XXXII.
Marchia, p. 418, III.
Marchiæ (castrum), p. 183, XVI.
Marchois, p. 344, XIV.
Marcilliaco (nemora de), p. 157, VI.
Marcreio (cheminus de), p. 81, XIV.
Marcroles, villa abbatis Columbensis, p. 497, XVIII.
Margelles (granchia de), p. 48, XIX.

Margellia (granchia de), p. 442, VII.
Marlie, p. 344, XIV.
Marolio (firma de), p. 382, XII.
Marolium, p. 16, I; p. 411, XX.
Marologio (villa de), p. 92, II.
Marreigniaci (præpositura), p. 519, I.
Marregniacum, p. 239, VI; p. 377, V.
Marrogium, castrum, p. 507, VIII.
Martello (homines de), p. 9, XX.
Martellum, p. 556, XIV.
Martigniaci (majoria), p. 292, I.
Matisconensis (civitas), p. 126, III; p. 181, XII; p. 722, XX; p. 883, V; — (comitatus), p. 181, XII; p. 620, XII.
Maupertuis (parochia), p. 40, XXVII.
Mauritania, p. 109, XVI.
Medonta, p. 28, III; p. 572, XIV; p. 675, XXII.
Medonte (castrum), p. 96, X. — Medontis (aqua), p. 190, IV; — (pons), p. 50, XXVII, p. 368, XI.
Meduanæ (terra), p. 691, XXXI.
Meledunensis (pons), p. 928, XIV; p. 929, XVI.
Meleduni (castellania), p. 179, IV; p. 343, XIV; p. 860, XXI.
Meleduno (castellania de), p. 5, XI; — (hospitalis de), p. 57, XI.
Meledunum, p. 20, XV; p. 47, XVI; p. 88, III; p. 175, IV; p. 285, VII; p. 338, IX; p. 370, XIV; p. 384, II; p. 932, XXI.
Mellanvau, p. 107, VIII.
Mellenti (castellania), p. 468, IV; — (comitatus), p. 547, XI.
Mellento (molendina Regis de), p. 28, IV; — (mercatum), p. 248, IX.
Mellentum, p. 530, XII; p. 542, XVII; p. 675, XXII.
Mellerium, p. 11, VIII.
Menillio (nova villa de), p. 77, II.
Menillio Heclardi (ecclesia de), p. 48, XVIII.
Merdele (la), p. 344, XIV.
Merdeleux, nemus, p. 215, VIII.
Mereio (foresta de), juxta Paciacum, p. 17, IV; p. 37, XIV; p. 39, XXIII.
Merevilla (castellania de), p. 227, XVII; p. 730, XIII.
Merghean, p. 125, I.
Meslerium, p. 11, VIII.
Mesnilii-Garnerii (manerium), p. 24, VI.
Mesnilio (homines de), p. 93, VI; — (territorium de), p. 327, XII.
Mesnilio-Guodemen (terra de), p. 123, XIV.
Mesnilio-Jordani (boscus de Essartis de), p. 189, II.
Mesnilium, p. 126, I; p. 517, X.
Mesnilium-Berneguel, p. 935, XXIX.
Mesnillium-Morin, p. 211, XV.
Mesouart (pressorium de), p. 25, IX.
Messent, pratum, p. 145, II.
Meudano (homines de), p. 50, XXII.
Meullento (homines de), p. 17, VII.
Meullentum, p. 279, VIII.
Meysi (terra de), p. 613, II.
Mezhoudin (homines de), p. 774, XIII.
Miecort (feodum de monasterio de), p. 216, XI.
Militum (boscus), p. 151, VII.
Mimmatensis (diœcesis), p. 913, LXXVI; — (civitas), p. 232, IV.
Mirapice (terra marescalli de), p. 139, III.
Miromonte (homines de), p. 31, XIV.
———— (retro-feuda de), p. 146, IV.
Moiacum, p. 88, VI.
Molinello (alnetum de), p. 492, IX.
Molinetum, p. 91, I.
Mollencort (bastardi de) (nemus), p. 113, XXIII.
Monasterii-Villaris (villa), p. 721, XVIII.
Moncellis (homines de), p. 567, IV.
Monchiaci (castellania), p. 618, IX.
Monchiaco (villa de), p. 104, II.
Monciaco (brucia de), p. 151, VII; — (territorium de), *ibid.*
Monciacum-Castrum, p. 255, XII.
Mondevilla, p. 282, II.
Monemer, in castellania Pissiaci, p. 468, IV.
Monestrecum, p. 328, XIV.
Monetot (boscus de), p. 665, I.
Monia de Volonges (casale de), p. 8, XVI.
Monsac (castellum de), p. 422, X.
Mons-Argeri, p. 40, XXVI.
Mons-Beleti, p. 654, XI.
Mons-Calveti, p. 487, XI.
Mons-Catonis, p. 186, II.
Mons-Dei, abbatia, p. 141, VIII.
Mons-Desiderii, p. 815, IV.
Mons-Letherici, p. 206, III; p. 249, XI; p. 277, VI; p. 571, XIII.
Mons-Morenciaci, p. 328, XV.
Mons-Pessulanus, p. 556, XIII.
Mons-Revelli, p. 881, XXXVII.
Mons-Rodatus, castrum, p. 507, VIII.

Mons-Sancti-Vincentii, boscus, p. 492, x.
Monsterolii-le-Bonin (foresta), p. 403, VIII.
Monsterolium-super-Mare, p. 25, VIII; p. 121, VIII; p. 514, I.
Monsterolium juxta Meledunum, p. 105, IV.
Monsterolo (nundinæ de), p. 727, V.
Mont-Moen (boscus de), p. 692, XXXIII.
Montabo (parochia), p. 60, XXVII.
Montais (territorium de), p. 343, XIV.
Montatiere (villa de), p. 385, IV; p. 498, XX.
——— (homines de), p. 385, IV.
——— (molendina Sancti-Lupi et Sancti-Leonardi de), p. 385, IV.
Montaucort, p. 378, VII.
Montboel, p. 748, XXII.
Montboel (foresta de), p. 403, VIII.
Mont-Cuivre (boscus de), p. 191, VII.
Monte-Eremie (nemus de), p. 133, XIII.
Monteforti (foresta de), p. 6, IV; p. 69, XVI.
Monte-Gillardi, in Bieria (bosci de), p. 12, XII.
Monteguiaco (homines de), p. 56, X.
Monte-Judæo (castrum de), p. 91, II.
Monte-Martini (nundinæ de), p. 638, XI.
Monte-Redaco (castrum de), p. 91, II.
Monte-Renoudi (bosci de), p. 226, XVI.
Monthiebost (pons de), p. 345, XIV.
Montibus-Osou (boscus de), p. 136, VII.
Montigniaco (villa de), p. 79, VI.
Montis-Calveti (homines), p. 832, XLIII.
Montis-Calvuli (homines), p. 703, XVI.
Montis-Desiderii (villa), p. 544, II.
Montis-Ferrandi (castrum), p. 91, II; — (homines), p. 926, XI.
Montis-Goteri, Abrincensis diœcesis (ecclesia), p. 242, I.
Montis-Letherici (castellania), p. 103, VIII; p. 249, XI; p. 353, VIII; p. 848, XXVII.
Montis-Morenciaci (castellania), p. 157, VII; p. 329, XV; p. 702, XIV.
Montis-Regalis (castrum), p. 438, XVII; p. 461, IX; p. 469, VI.
More (pons), p. 343, XIV.
Moregniaci (villa), p. 655, XIV.
Moreiis (villa de), p. 141, IX.
Morenciacum, in comitatu Belli-Montis p. 195, II.
Moreto (homines de), p. 876, XXIX.
Moretonii (ecclesia), p. 198, VIII.
Moretum, p. 88, III.
Morigniaci prope Stampas (monachus abbatiæ), p. 794, XI.
Morigniaco (abbatia de), p. 233, VI.
Moritonii (ecclesia), p. 136, VI.
Moritonium, p. 251, III.
Morsia-Villa, p. 11, VIII.
Mortariis (boscus de), p. 232, III.
Mortemer, locus in foresta Bieriæ, p. 145, I.
Mota (ecclesia de), p. 89, VIII.
Moy (garenna de), p. 83, XVI.
Moyacum, p. 538, IV.
Moyaco (homines de), p. 540, XII.
Moyencort (prata de), p. 114, XXIII.
Moyon (villa de), p. 837, LV.
Moyssiacum, p. 212, I.
Mussiacum, p. 65, V.

N

Naalliaci (villa), p. 679, X; p. 680, XI.
Nadeillac, p. 15, XXVI.
Nangies (haia de), p. 344, XIV.
Nangis, p. 150, V; p. 697, VII.
Nanoi, p. 65, IV.
Naves (territorium de), p. 937, XXXIII.
Navoys, boscus, p. 502, XXVIII.
Neaufle, p. 349, I.
Neele (villa de), p. 345, XIV; — (forteritia de), *ibid.* — (bosci de), p. 345, XIV.
Nemoisi (bosci de), p. 314, XVII.
Nemora-Comitis, nemora, p. 114, XXIII.
Nemus-Herberti, nemus, p. 115, XXIII.
Nemus majoris de Herchieu (nemus), p. 115, XXXIII.
Neri (pertinentiæ de), p. 421, IX.
Neulement, p. 128, VII.
Nevelonis (domus), p. 651, IV.
Nevelonis Deune (domus), in civitate Suessionensi, 163, XI.
Nevilla (bosci de), p. 295, IV.
Nerra, p. 218, IV.
Nibellis (homines de), p. 49, XXIII; p. 191, VII.
Nigella, p. 114, XXIII.
Nigellæ (advocatia domini), p. 327, XII.
Nivernensis (comitatus), p. 387, VII; p. 560, II; p. 874, XXV; — (præpositura), p. 691, XXI.
Nivernum, p. 935, XXVIII.

Noa (boscus de), p. 605, x.
Noentellum, p. 4, III; p. 793, IX.
Nogento (castrum de), p. 24, V.
Nogentum, p. 410, XIX; p. 436, X.
Nogentum-Eremberti, p. 668, IX.
Nogonio (boscus de), p. 505, IV.
Noion (homines de), p. 7, VIII; p. 12, XI.
Noione super Andelam (homines de), p. 56, X.
Noisiacum-Grande, p. 29, VIII.
Noneda, p. 905, LX.
Nonein-Curia (baronia de), p. 21, XII.
Noniers (ru de), p. 344, XIV.
Nontronium, p. 735, XXVIII.
Nooillac, p. 479, XII.
Nooleinval (homines de), p. 56, X.
Noolon (domus de), p. 680, XI.
Normannia, p. 27, II; p. 59, § 1; p. 213, IX-X; p. 390, XII; p. 554, IX; p. 904, LIX.
Normanniæ (ducatus), p. 100, II; p. 523, XIII.
Normanvilla (bosci de), p. 211, XV.
Nostra-Domina de Bosco, in comitatu Matisconensi, p. 588, XI.
Nova-Villa, p. 239, VI; p. 262, VIII.
Noviomum, p. 38, XX; p. 50, XXVI; p. 131, VII; p. 885, X.
Noyent-super-Ligerim, p. 352, VI.
Noysiaco (homines de), p. 9, XXI.
Nuilliaco (villa de), p. 554, XI.

O

Obazina, p. 149, III.
Odonis de Chaufriaco (nemus domini), p. 262, VIII.
Oenvilla (homines de), p. 44, IV.
Oignole, villa, p. 115, XXIII.
Ollyaco (molendinum de), p. 389, XI.
Olmonte (castellania de), p. 141, VIII.
Omenx-le-Mont, p. 239, VI.
Oratorium, p. 527, II.
Orba-Haia (parochia), p. 10, XXVII.
Orbentville (domus de), p. 115, XXIII.
Oreigvilla, p. 67, XIII.
Orevilla, p. 67, XIII; p. 214, VII.
Orsonz (herbergamentum d'), p. 163, IX.
Orgivalle (molendinum de), p. 249, XI.
——— (villa de), p. 336, V.
Orvillari (homines de), p. 430, XXI.
Osniaco (territorium de), p. 812, XXXIV.
Osnyaci (villa et territorium), p. 190, III.
Ostheham, p. 98, XIV.
Othe (foresta), p. 873, XXII.
Ouvanch, granchia, p. 310, XIV.
Oyson, p. 313, XVII.

P

Paciacum, p. 50, XXVIII; p. 77, II; p. 315, I; — castellania, p. 315, I; p. 331, XII.
Paisacum, p. 15, XXVI.
Palacium, p. 881, XXXVII.
Palerna (domus de), p. 282, II.
Palescul (villa de), p. 47, XV.
Paluel, villa Templariorum, p. 645, VII; p. 787, XXXIX.
Pantin (justitia de), p. 8, XI.
Papilliere (la), p. 132, XII.
Pardelanum, p. 135, IV.
Parisiense (castelletum), p. 517, VIII.
Parisiensis (præpositura), p. 708, XXX.
——— capituli (territorium), p. 563, XVI.
Parisii, p. 50, XXVII; p. 210, XII; p. 291, XIV; p. 330, XVII; p. 347, I-II-III; p. 348, IV-V-VI-VII; p. 447, II; p. 482, XVI; p. 572, XIV; p. 608, XVII; p. 661, III; p. 675, XXII; p. 711, XXXV-XXXVI; p. 768, II; p. 810, XXX; p. 813, XXXVII; p. 843, XIII-XIV; p. 845, XVIII; p. 850, XXXIII; p. 865, XXXII.
Parquetum juxta Gaspalleriam, p. 70, XIX.
Peccais (pertusum de), p. 289, XII.
Periers (homines de), p. 10, III; p. 56, X.
Perona, p. 66, IX; p. 121, VII; p. 356, XIV-XV; p. 357, XVI; p. 727, VI; p. 799, V; p. 805, XVIII.
Peronæ (castellania), p. 40, XXVIII; p. 54, IV; p. 146, IV; p. 727, VI; p. 753, V; p. 797, XVIII; p. 855, X.
Perriaco (terra de), p. 17, VI.
Perroils (homines de), p. 10, III.
Perticus, p. 4, II; p. 106, VI.
Pesqueus, p. 254, VIII.
Petra (castrum de), p. 92, II.
Petra-Bufferia (castrum de), p. 693, XXXV.
Petræ-Fontis (ballivia), p. 49, XXI.

Petragoricensis-Castri (homines), p. 765, XXXIII.
——— (diœcesis), p. 477, IX; p. 785, XXXIV.
Petragoricinium, p. 723, XXI.
Petraria (homines de), p. 127, IV.
Petri de Kilescort (nemus), p. 113, XXIII.
Petri de Lys (nemus domini), in foresta de Hez, p. 262, VIII.
Petri de Mota (nemus), p. 115, XXIII.
Pictavensis (comitatus), p. 746, XIX; p. 907, LXV.
Pinnegay (nemus de), p. 262, VIII.
Pissiacensis (castellania), p. 7, IX; p. 468, IV.
Pissiacum, p. 34, VI; p. 375, II; p. 357, II; p. 675, XXII; — major et communia, p. 250, XII.
——— villa episcopi Matisconensis, p. 846, XX.
Piveriarum (castrum), p. 410, XX
Plabela (parochia de), p. 294, II.
Plasmeau (prata de), p. 888, XXIII.
Plasmel, p. 783, XXX.
Plesseio (molendinum de), p. 112, XXIII.
Plesseio, dicti de Cangi (boscus de), p. 136, VIII.
Plesseto (manerium de), p. 78, III.
Plessiaco (terra de), p. 29, VII.
Plumetot, p. 403, IX.
Podii-Begonis (castrum), p. 944, XLV.
Podio-Rivorum (castrum de), p. 921, II-III.
Podium-Nauterii, p. 194, XV.
Poez (homines de), p. 199, IX.
Pomeria (bosci de), p. 78, III.
Pomerolio (terra de), p. 148, II.
Pompona (terra de), p. 35, VIII.
Pomponium, p. 483, XXII; p. 498, XX; p. 530, XI; p. 686, XXII.
Ponponio (villa de), p. 93, VI.
Pontiano (castrum de), p. 921, III.
Pons-Abbatis, p. 893, XXXVI.
Pons-Audemari, p. 562, XIV.
Pons-Audomari, p. 69, XVI; p. 124, XVI; 632, IV; p. 910, LXXI; p. 911, LXXII.
Pons Danemain, p. 112, XXIII.
Pons-Fernudi, p. 328, XIV.
Pons de la Pree prope Magny, p. 112, XXIII.
Pons-Sanctæ-Maxentiæ, p. 208, VII.
Pontavoire (cheminus de), p. 363, III.
Pont-Hannois, p. 346, XIV.
Pont-Meissant (terre de), p. 757, XI.
Pont-de-Roont, p. 936, XXX.
Ponte-Corbon (ecclesia de), p. 187, VII.
Ponte-Ursonis (terra de), p. 135, III.
Pontes-super-Yonam, p. 221, VI; p. 222, VII; p. 695, IV; p. 696, V.
Pontibus-super-Vennam (villa de), p. 117, II.
Pontisara, p. 305, VI; p. 368, XI; p. 482, XVI; p. 562, XI; p. 600, II; p. 659, I; 675, XXII.
Pontisare (castellania), p. 334, II.
Pontivo (vicecomitatus villarum de), p. 83, XVII.
Pontivum, p. 390, XII; p. 715, V.
Ponti-Levii (abbatia), p. 749, XXV.
Popeville, p. 379, VIII.
Pormor (vallis de), p. 160, II.
Poscherie, p. 288, XI.
Potestatibus (homines de), p. 810, VI.
Poucouria (foresta de), p. 214, VII.
Praez (villa de), p. 346, XIV.
Praerie, p. 30, XI.
Praeroles (villa et territorium de), p. 196, IV.
Pré (le), locus in territorio Belli-Montis, p. 152, VIII.
Premonstratensis ecclesia, p. 893; XXXV.
Puchieres, p. 239, VI.
Puis (le), p. 126, I.
Puisatum, p. 391, XV; p. 871; XIV.
Puteoli, p. 214, VII.
Puteolum, in Gastinesio, p. 537, VI; p. 552, V.
Pymeles, in foresta Resti (granchia de), p. 868,
Pyn, p. 41, XXX.

Q

Quatuor-Maris (terra de), p. 854, VI.
Quatuor-Vallibus (granchia de), p. 468, II.
Quorben (parochia de), p. 294, II.
Querium, p. 84, XX.
Quesnays (les), p. 115, XXIII.
Quinquigniaco (castrum de), p. 91, II.

R

Rabotis (territorium de), p. 273, I.
Raboudi militis (nemus), p. 113, XXIII.
Radulphi, dicti Peregrini (nemus), p. 115, XXIII.

Ragnieco (parochia de), p. 237, II.
Railhac, p. 905, LXII.
Ramolii (villa), p. 410, XX.
Rampeilon, p. 344, XIV.
Ranconeriis, p. 42, XXXII.
Reclousis (homines de), p. 876, LXIX.
Recuil (homines de), p. 866, III.
Regeiu-Viller, p. 344, XIV.
Remi, p. 356, XV; p. 793, VII.
Remorentino (castellania de), p. 913, LXXIX.
La Remuée, in Normannia (homines de), p. 732, XXII.
Remyacum, p. 872, XVII.
Renardi (portus), p. 298, VII.
Renardiere (boscus de la), p. 176, V.
Resti (foresta), p. 363, IV; p. 411, XXI; p. 506, VI; p. 655, XIII; p. 886, XIII.
Richeborc, p. 148, I.
Ries de Fresniches (les), p. 113, XXIII.
Riomo (villa de), p. 406, XV.
Riousse, p. 784, XXXII.
Riparia (homines de), p. 918, LXXXVII.
Risci de Fresniches, p. 115, XXIII.
Rivecort, p. 239, VI.
Roboreto (boscus de), p. 146, V.
Roboribus (villa de), p. 186, III.
Roceyo (territorium de), p. 362, III.
Rocha (domus de), p. 295, II.
Rocha-Dariani, *vide* Ruppe-Dariani.
Rocha Valerici (mansus de), p. 92, II.
Roche, p. 37, XV.
Rocheio (terra de), p. 90, IX.
Rocheta (homines de), p. 516, VI.
Roella (boscus de), p. 158, XI.
Rogel (boscus de), p. 73, XXV.
Rogellus, boscus, p. 493, XI.
Rogerii de Fraianville (nemus domini), p. 115, XXIII.
Roieglese, villa, p. 112, XXIII.
Roissellum, p. 356, XV; p. 357, XVI.
Roissieco (villa de), p. 192, VIII.
Rolleboise, p. 305, VI; — (castrum de), p. 398, I.
Romare (foresta), p. 70, XIX.
Romescans, nemus, p. 115, XXIII.
Romestans (homines de), p. 510, XII.
Ronay, p. 763, XXVI.
Ronchevilla, p. 302, I.
Rondiere (la), p. 4, III.
Rootceio (nemus de), p. 874, XXIV.
Roquefort, p. 223, X.
Roques (bosci de), p. 307, X.
Rosai (pons de), p. 345, XIV.
Rosellis (homines de), p. 644, III.
Roselont (portus de), p. 12, IX.
Rosetum, p. 214, VII.
Rothomagum, p. 315, I; p. 368, XI; p. 464, I; p. 810, XXVIII; p. 913, LXXX.
Rotonda (parochia de), p. 323, IX.
Rouniacum, p. 99, X.
Rovroy (nemus de), p. 112, XXIII.
Rovres (manerium de), p. 870, XI.
Roya, p. 522, X; p. 563, XVII; p. 739, II.
Rudolium, p. 812, XXXIII.
Rue (communitas de), p. 11, VII.
Rueimont (homines de), p. 119, IV.
Rupella, p. 632, IV; p. 739, II; p. 907, LXV.
Rupiere (nemus de), p. 389, X.
Ruppe-Dariani (castrum de), p. 311, XVI; p. 395, XXII; p. 904, LVIII; — (villa de), p. 904, LXIII.
Ruthenensis (diœcesis), p. 477, II.
Ruys, p. 298, VI.
Ry (mercatum de), p. 687, XXIII.
Ryosse, villa, p. 934, XXVII.

S

Sachiacum-Parvum, p. 676, XXIV.
Sacloy, p. 137, IX.
Sacri-Cæsaris (castellania), p. 72, XXII; — (baronia), p. 456, XXII; — (villa), p. 418, IV.
Sae (villa de), p. 886, XIV.
Sagiensis (diœcesis), p. 689, XXVIII.
Sagona, fluvius, p. 722, XX.
Salceia, p. 711, XXXV.
Salcofagum, p. 275, II.
Salicibus (terra de), 277, VI.
Salmurum, p. 585, VIII.
Salvia (baronia de), p. 75, XXIX.
Salviacum, p. 409, XVIII.
Samesio (homines de), p. 5, XI; p. 359, I; p. 875, XXVIII.
Samoisello (villa de), p. 331, XX.
Sancta Austreberta juxta Headinum, p. 144, X.
—— Bathildis, p. 190, III.
—— Maria de Castro-Novo, p. 379, IX.
—— Maria in Bosco, 181, XII.

Sanctæ Austrebertæ (monasterium), p. 144, x.
—— Crucis (fons), p. 344, xiv.
—— Genovefæ Parisiensis (ecclesia) (terra), p. 150, vi; p. 348, vii.
—— Opportunæ Parisiensis (terra), p. 246, vi.
———— (ecclesia), p. 121, ix.
Sancti-Albini de Appenaio (bruliem), p. 324, x.
—— Amati Duacensis (ecclesia), p. 686, xxi.
—— Anthonii (territorium ville), p. 477, ix.
———— (villa et territorium), p. 745, xviii.
—— Aredii (monasterium), p. 211, xvi.
—— Audemari (curia), p. 712, xxxviii.
—— Clari (vicus), p. 248, x.
—— Dionisii (bosci), p. 57, xiv; p. 151, vii.
—— Eligii (prioratus), in villa de Messia, p. 758, xv.
———— (terra), Parisius, p. 347, i.
—— Evremondi (ecclesia), p. 82, xv.
—— Frontonis (villa), p. 34, vii.
—— Gendulphi (castrum), p. 620, xii.
—— Georgii (homines abbatiæ), p. 124, xvi.
—— Germani de Pratis (terra), p. 348, v.
—— Johannis Laudunensis (homines de avoeria), p. 866, i.
—— Juliani de Salica (villa), p. 679, x.
—— Leodegarii-in-Laya (villa), p. 38, xviii; — (homines), p. 54, iii.
—— Leonardi de Montatiere (prioratus), p. 385, iv.
—— Lupi de Cerens (homines), p. 4, vi.
—— Maglorii (terra), Parisius, p. 348, iv; p. 768, ii.
—— Martialis (prioratus), 382, xi.
—— Martini (vallis), p. 158, x.
———— Laudunensis (ecclesia), p. 839, vi.
———— Laudunensis (campi), p. 372, xix.
———— Leriacensis (territorium), p. 89, vii.
———— de Tornaco (prioratus), p. 193, xiii.
———— Turonensis (ecclesia), p. 745, xviii.
—— Medardi de Credolio (ecclesia), p. 82, xv.
———— Suessionensis (homines), p. 626, xx.
Sancti - Mennii Kathalanensis (burgensis), p. 860, xxi.
—— Michaelis Attrebatensis (cultura), p. 736, xix.
———— de Batencort (ecclesia), p. 430, xxiii.
—— Petri de Darnestel, Cadomi (ecclesia), p. 165, xv.
———— de Monasteriis (villa), p. 494, xii; p. 784, xxxii; p. 939, xxxix.
———— Viri Senonensis (burgus), p. 140, vii; p. 547, xii.
—— Portiani (villa), p. 608, xvi.
—— Quintini (castellania), p. 573, xvi.
———— (ecclesia), p. 208, viii.
—— Remigii Remensis (abbatia et burgus), p. 701, xi; — (bannum), p. 622, xvi.
—— Richarii (villa), p. 801, viii; p. 822, xviii; — (suburbia), p. 801, ix; — (abbatia), p. 790, ii.
—— Richerii (villa), *vide* Sancti-Richarii.
—— Satyri (villa), p. 63, i.
—— Sepulcri (novus vicus), p. 502, xxviii.
———— Cadomensis (ecclesia), p. 564, xxii.
—— Sulpitii Bituricensis (burgus), p. 371, xvii.
—— Urbani (villa), p. 677, vi.
—— Victoris de Druvel (bosci), p. 729, ix.
———— (boscus), in foresta Sirie, p. 365, viii.
———— Parisiensis (bosci), p. 334, iii.
—— Walerici (communia), p. 817, viii.
—— Wandregisilii abbatiæ (homines), p. 124, xvi.
Sancto Claro (calceia de), p. 58, xx.
—— Cornerio (homines de), p. 5, xiii.
—— Germano (homines Regis de), p. 34, vi; p. 54, iii.
—— Kalepho (homines de), p. 132, xii.
—— Martino (homines de), p. 182, xiv.
—— Paladio (homines de), p. 120, vi.
—— Paterno (bosci de), p. 348, i.
—— Yonio (castrum de), p. 305, v.
Sanctus-Acirius, prope Melodunum, p. 176, iv.
———— Andreas, p. 76, xxx.
———— de Camarynan, p. 288, xi.
———— Antoninus, p. 197, vii.
———— Audomarus, p. 356, xv; p. 737, xxxi.
———— Bonitus, p. 379, ix.
———— Bricio, p. 782, xxviii.

Sanctus Crispinus Suessionensis, p. 933, XXV.
——— Christophorus, p. 259, III.
——— Clodoaldus, p. 572, XIV; p. 573, XVII.
——— Egidius, p. 288, XI.
——— Germanus, p. 109, XIV.
——— in Laya, p. 375, II; p. 516, V.
——— Johannes, prope Hodencum, p. 138, I.
——— Judocus, p. 36, XI.
——— Justus, villa, p. 23, II.
——— Lazarus Exoldensis, leprosaria, p. 26, XIV.
——— Leodegarius, p. 877, XXXII.
——— Leonius, p. 105, IV.
——— Lupus, p. 473, XVI.
——— Marcellus, Parisius, p. 150, VI.
——— Martinus, p. 921, VIII.
——— Memorius, p. 176, VI.
——— Nicholaus in Bosco, p. 114, XXIII.
——— Petrus, subtus Virziliacum, p. 931, XX.
——— de Monasteriis, p. 485, II.
——— Portianus, p. 554, XI.
——— Quintinus, p. 121, VII; p. 357, XVI; p. 644, IV.
——— Richarius, *vide* S. Richerius.
——— Richerius, p. 47, XVII; p. 715, V; 750, I; p. 790, II; p. 917, LXXXIV.
——— Sebastianus, 288, XI.
——— Valentinus, p. 34, V.
——— Walericus, p. 658, XX.
Sap (homines de), p. 430, XXII.
Sarlatense (monasterium), p. 18, VIII.
Sauceio (homines de), p. 17, VII.
Sauciel, *vide* Salicibus.
Sandra, aqua, p. 104, I.
Saure, p. 302, XII.
Sausse-Fontaine, p. 38, XVI.
Sauvage (haie de), p. 127, VI.
Savadine (boscus de la), p. 191, VII.
Savegniaco (casteletum de), p. 174, I.
Savigniaco (granchia Templi de), p. 156, IV.
Scamandre, stagnum, p. 288, XI.
Scemdrium, p. 96, X.
Scolastici (terra), p. 292, I.
Scouves, in Normannia (foresta de), p. 370, XV.
Seberti (insula), p. 115, II.
Secana, *vide* Sequana.
Seliant (boscus de), p. 241, XII; p. 377, VI.
Senonensis (archiepiscopatus), p. 679, X.
Senonensis (civitas), p. 214, XVII; p. 303, XVIII; p. 482, XVIII; p. 679, X.
Separa (nemora de), p. 50, XXIX.
Septem-Potestatum (villæ), p. 13, XVIII.
Sequacio (villa de), p. 590, XXIX.
Sequana, fluvius, p. 60, § 2; p. 96, X; p. 124, XVI; p. 200, XI; p. 234, IX; p. 291, XIV; p. 301, XII; p. 331, XIX; p. 368, XI; p. 536, III; p. 572, XIV; p. 573, XVIII; 675, XXII.
Serifontaine, p. 290, XIII.
Serra (masum de), p. 912, LXXV.
Servye (baronia de), in ballivia Vernolii, p. 706, XXIII.
Sigalonia, p. 164, XIII; p. 314, XVII; p. 823, XIX; p. 846, XXI.
Silvanectensis (comitatus), p. 474, II; — (communia), p. 564, XXI; — (ballivia), p. 706, XXI; — (hostalaria), p. 564, XXI.
Silvanectum, p. 472, XIII; p. 474, II; p. 675, XXI; p. 725, II; p. 728, VIII; p. 823, XVIII.
Silvia (tenementum de), p. 289, XII.
Soaindre (villa de), p. 234, IX.
Soendria, villa, p. 205, VII.
Soesme, p. 328, XIV.
Soisiaco (homines de), p. 10, I; p. 334, III; p. 776, XVII.
Soissiacum-Malarum-Herbarum, p. 107, VIII.
Sola (villa de), p. 837, LV; — (terra de), p. 135, III.
Solente (villa de), p. 113, XXIII.
Soliaci (pons), 91, I.
Soliacum, p. 328, XIV.
Somma, fluvius, p. 434, VI.
Sorellum, p. 494, XIII.
Sornidrium, in senescallia Belli-Cadri, p. 602, V.
Sors, p. 156, V.
Sotevilla, p. 189, I.
Souciaco (villa de), p. 161, IV.
Spinetum, p. 160, II.
Stampæ, p. 103, VIII; p. 233, VI; p. 477, X; p. 794, X; p. 804, XVII.
Sueil, p. 345, XIV.
Suessionensis (justitia et dominium comitis), p. 626, XI.
Superioris Curtis (villa), p. 362, III.
Suppleinvilla, p. 12, XIII.
Sureio (homines de), p. 88, V.
Syevre, p. 661, III.

T

Taillefesse, p. 151, VII.
Tallemas (villa de), p. 338, VIII.
Talemonte (homines de), p. 55, VII.
Taupineus, granchia, p. 310, XIV.
Telly (masura de), p. 44, I.
Templum, Parisius, p. 479, XIII; p. 927, XII.
Tenois (le), p. 390, XII.
Terminier, granchia, p. 310, XIV.
Terraçon, p. 15, XXVI.
Thencignac, p. 15, XXVI.
Theve (la), aqua, p. 162, VII.
Tholosanus (comitatus), p. 920, I; — (episcopatus), p. 939, XXXVI.
Till (homines dou), p. 17, VII.
Tillerie, p. 20, XVI.
Tillia prope Oignoles, p. 386, VI.
Toffreville, p. 80, XI.
Tolfeve (molendinum de), p. 153, IX.
Tor, p. 98, XIV.
Torciacum, p. 172, XIII.
Tornacensis (aqua), p. 201, I; — (ballivia), p. 609, XVIII; — (ecclesia), p. 52, XXXV; p. 194, XIV.
Tornacum, p. 390, XII; p. 400, IV; p. 870, X.
Torman (castellania de), p. 179, IV.
Torsac (castrum de), p. 395, XX.
Torta-Valle (silva de), p. 747, XX.
Trambleium, p. 27, I.
Trappæ, p. 458, I.
Trapis (homines de), p. 30, XII.
Trecensis (episcopatus), p. 759, XX.
Treignac (castrum de), p. 32, II.
Trenorchium, p. 445, XXIII.
Trea-Mont, domus conventus Aquicinctensis, in castellania de Guysia, p. 309, XIII.
Trinchon, rivus, p. 350, II.
Tripigniacum, p. 121, VII.
Tronqueto (nemus de), p. 566, II.
Trou, p. 131, XII; — (castrum de), p. 515, IV.
Troy, p. 896, XXXIX.
Trugnacum, p. 6, I.
Tuiri, p. 344, XIV.
Turennæ (vicecomitatus), p. 684, XVII.
Turones, p. 612, I; p. 631, III.
Turonensis (ballivia), p. 497, XIX; p. 695, II.
Turonensium (ecclesia fratrum minorum), p. 631, III.
Turre-Blancha (castrum de), p. 271, VI.
Turris-Nova, in Bituricensi civitate, p. 168, IV.
Turrivilla (homines de), p. 6, IV.
Tutella, p. 299, IX.
Tyboutville, p. 115, XXIII.
Tygna (tenementum de), p. 289, XII.
Tyllencort (molendinum de), p. 113, XXIII.
Tymeresio (terra de), p. 568, VII.
Tyrono (terra de), Parisius, 347, II.
Tyrooer (crux dou), p. 387, VII.

U

Ulmeia, subtus Nogentum (homines de), p. 832, XLIII.
Ultio, 895, XXXIX.
Uneau, granchia, p. 310, XIV.
Uriaco (domus de), p. 365, VIII.
Ursi-Campi (bosci), p. 291, XIV.
Usagia-Lorriaci, nemus, p. 375, III.
Utecia, p. 52, XXIX.

V

Vaceium, p. 259, II.
Vaci (baronia de), p. 170, X.
Vado (domus regia de), p. 858, XV.
Val-Jehan, p. 346, XIV.
Valescort (terra de), p. 67, XI.
Valescuria (rivus de), p. 37, XVI.
Valliaco (domus de), p. 72, XXII.
Vallibus (homines de), p. 560, V; p. 644, III; — (molendini de), p. 213, VII; — (prioratus de), p. 274, I.
Vallis-Profunda, domus abbatiæ Altisiodorensis, p. 873, XXII.
Vallis-Redolii, p. 929, XVIII.
Vallis-Secretæ (monasterium), p. 650, III.
Vallis-Viridis Parisius (domus), p. 866, II.
Vandolium, p. 50, XXVI.
Varellie, p. 42, XXXVI.
Varena (molendinum de), p. 42, XXXII.
Vasconia, p. 499, XXI; p. 533, XVII; p. 723, XXI; p. 759, XVIII; p. 862, XXV.

Vasteni, locus in territorio S. Medardi Suessionensis, p. 206, II.
Vau-Crenele, p. 359, I.
Ve, p. 842, XI.
— (vivarium de), p. 106, V; — (molendinum de), p. 355, XII? V
Veneretum, p. 91, I.
Veneiis (homines de), p. 876, XXIX.
Verbria, p. 352, VII.
Verneio (foresta de), p. 161, VI.
Vernoilletum, p. 7, IX.
Vernolium, p. 368, XI; p. 562, XII-XIII.
Vernon, p. 675, XXII.
Verone (villa de), p. 161, IV.
Verrigneium, p. 47, XIV.
Verse, aqua, p. 112, XXIII.
Vertelium, fortaritium, p. 193, XII.
Vesliacum apud Conayum, p. 243, II.
Veteri-Castro (molendinum de), p. 351, V.
Veteris-Feritatis (forteritia), p. 662, V.
Vetus-Tallia, boscus, p. 49, XXIII; p. 191, VII.
Vicene, p. 572, XIV; p. 574, XVIII.
Vicenensis (boscus), p. 42, XXXI; p. 503, XXX.
Vienne, p. 346, XIV.
Vies-Auchoic, p. 174, II.
Vila-Prue, p. 345, XIV.
Vilarceaus, p. 290, XIII.
Vile-Baart (forteritia de), p. 345, XIV.
Vileron (villa de), p. 213, III.
Vilereto (pons de), p. 496, XVI.
Villa-Chatonis (mansionarii de), p. 89, VII.
Villa-Franchia, p. 5, XIV.
Villa-Genou (domus de), p. 72, XXII.
Villa-Nova, in Belvacensio, p. 714, III; p. 718, XII.
Villa-Nova-Fola, p. 679, X.
———Regis, p. 639, XIII.
——— super Yonam, *vide* Capella.
——— Sancti-Georgii, p. 19, XV.
——— en Hez, p. 253, VII; p. 886, XV.
Villaperor (granchia de), p. 449, VII.
Villare, in Wulcassino, p. 908, LXVI.
Villare-Capella, p. 171, XI.
Villare-in-collo-Resti, p. 676, XXIV; — (mercatum de), p. 937, XXXII.
Villare-Sancti-Pauli, p. 108, XII.
Villares in Belsia, p. 171, XI.
Villaria, p. 57, XIII.
Villaribus (homines de), p. 9, XXI.
Villaris, villa abbatiæ Sancti-Maglorii, p. 808, XXIV.
Villecoich, p. 309, XIV.
Ville-Nove (terra), p. 21, XVII.
Vindocinensis (castellania), p. 270, IV; p. 729, XI.
Viriaci (territorium), p. 563, XVI.
Viriacum, p. 552, III.
Viriacum, villa episcopi Matiscouensis, p. 846, XX.
Viromandensis (ballivia), p. 705, XXI.
Viromandia, p. 580, XIII.
Virsio, p. 328, XIV.
Virziliacensis (abbatia), p. 931, XX.
Virziliacum, p. 16, II.
Vitriacum, p. 404, XII.
Vivers (villa de), p. 937, XXXII.
Voceines, *vide* Vocienes.
Vocienes (homines de), p. 355, XII.
Voeaus (les), boscus, p. 520, VI.
Vondai (villa de), p. 347, XIV.
Voutezac (villa de), p. 399, II.

W

Wabres (castrum de), p. 911, LXXIV.
Walus (vivarium de), p. 106, V.
Wally, p. 144, XXIII.
Warchus (homines de), p. 17, VII.
Warlius (villa de), p. 877, XXXI.
Warengues, p. 52, XXXV.
Wasquel (homines de), p. 56, X.
Wasquemolin (homines de), p. 889, XXVII.
Wasto (prioratus de), p. 906, LXIII.
Waumoise (domus de), p. 886, XIII.
We (homines de), p. 105, V.
Werelli, p. 228, XIX.
Wiarvilla, p. 379, VIII.
Wineuil, p. 924 VIII.
Woequello (homines de), p. 10, III.
Wulcassinus Francus, p. 149, IV; p. 156, III.
——— Normannensis, p. 100, II.

Y

Thecy (baronia), p. 791, IV.
Yenville, p. 718, XI; p. 871, XIV; — (castellania de), p. 392, XV; — (homines de), p. 164, XIII.
Yerre, p. 344, XIV.
Yona, p. 220, V; p. 696, IV.
Yonne (pertusum), p. 761, XXV
Ysabella de Aleigne (nemus domine), p. 115, XXIII.
Ysara, fluvius, p. 291, XIV; p. 473, XVI.
Yton (aqua de), p. 512, XIII.

INDEX FEUDORUM.

A

Anderlu (feodum de), p. 753, v.

B

Baugenciaci (feodum), p. 164, xii.
Belemcombre (feodum de), p. 147, vi.
Bello-Loco (feodum de), p. 259, ii.
Bello-Videre (feodum de), p. 573, xvi.
Beneyo (feodum de), p. 259, ii.
Berreville, feodum, p. 403, x.
Bordeliæ (feodum castri), p. 940, xli.
Breteuil (feodum de), p. 403, x.
Briche (feodum de la), p. 249, xi.
Britolii (feodum), p. 307, x.
Broncort (feodum de), p. 27, ii.
Bruzaco (feodum castri inferioris de), p. 310, xv.

C

Clamart (feodum de), p. 210, xii.
Corceynvilla (feodum de), p. 540, xi.
Creci (feodum de), p. 345, xiv.
Criquebue (feodum de), p. 169, vi.
Crocinco (feodum de), p. 388, ix.
Curia-Episcopi (feodum de), p. 533, xviii.

F

Flavigniacensis castri (feodum), p. 43, xxxiii.
Fresnose (feodum de), p. 101, iii.

G

Guerreville (feodum), p. 28, iii.
Gouincort (feodum de), p. 753, v.
Guillelmi Mesnilio (feodum de), p. 935, xxix.

H

Hardainval (feodum de), p. 174, ii.
Hellenvillari (feodum de), p. 14, xxv.
Hugonis-la-Truye (feoda), p. 771, viii.

L

Louvez (feodum des), p. 403, ix.

M

Malliaco (feodum de), p. 146, iv.
Melloto (feodum de), p. 79, vi.
Miromonte (retrofeoda de), p. 146, iv.
Monte-Gemerici (feodum de), p. 389, x.
Monte-Gennoto (feodum de), p. 37, xvi.
Monte-Rubeo (feodum de), p. 212, xii.
Montigniaco (feodum de), p. 85, xxii.

N

Nulliaco (feodum de), p. 4, vii.

O

Offesmont (feodum domini de), p. 799, iv.

P

Percio et de Columbo (feodum de), p. 40, xxvii.
Peronæ (feodum), p. 41, xxviii.
Pinquegniaco (feodum de), p. 58, xvii.

Q

Quevrel (feodum de), p. 168, iii.

R

Roberti de Marbue (feodum), p. 151, vii.

Ronseio (feodum de), p. 997, XVII.
Ruemont (feodum de), p. 119, IV.

S

Sancti-Aconini (feodum), p. 12, XV.
Sehe (feodum de), p. 677, I.
Sey (feodum dou), p. 613, III.
Soucort (feodum de), p. 797, XVII.
Spïneto (feodum de), p. 160, II.

V

Vaceio (feodum de), p. 259, II.

FIN DU TOME PREMIER.

508.026 VPG-2022372

TABLE

DU TOME PREMIER.

	Pages.
Préface	1
Enquêtes	3
Arrêts	417
Notes	945
Index rerum	1065
Index onomasticus	1083
Index geographicus	1126
Index pseudorum	1148

FIN DE LA TABLE.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google